DOCUMENTS DE LA SESSION

VOLUME 7

PREMIÈRE SESSION DU NEUVIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA

SESSION 1901



VOLUME XXXV

☞Voir aussi la liste numérique, page 3.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS DE LA SESSION

DU

PARLEMENT DU CANADA.

PREMIÈRE SESSION, NEUVIÈME PARLEMENT, 1901.

A

B

C

D

E

F

G

H

I

☞Voyez aussi l'Index alphabétique, page 1.

LISTE DES DOCUMENTS DE LA SESSION

Arrangée par ordre numérique, avec leur titre au long ; les dates auxquelles ils ont été ordonnés et présentés aux deux Chambres du parlement ; le nom du député qui a demandé chacun de ces documents, et si l'impression en a été ordonnée ou non.

VOLUME 1.

(Ce volume est relié en deux parties.)

1. Rapport de l'Auditeur général, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 15 février 1901, par l'hon. W. S. Fielding.................... *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 2.

2. Comptes Publics du Canada, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. W. S. Fielding................ *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

3. Estimations des sommes requises pour le service du Canada pour l'exercice se terminant le 30 juin 1902. Présentées le 11 février 1901, par l'hon. W. S. Fielding.
Imprimées pour la distribution et les documents de la session.

4. Estimations supplémentaires des sommes requises pour le service du Canada, pour l'exercice se terminant le 30 juin 1901. Présentées le 19 février 1901, par l'hon. W. S. Fielding.
Imprimées pour la distribution et les documents de la session.

5. Estimations supplémentaires additionnelles des sommes requises pour le service du Canada, pour l'exercice se terminant le 30 juin 1901. Présentées le 9 avril 1901, par l'hon. W. S. Fielding.
Imprimées pour la distribution et les documents de la session.

5*a*. Estimations supplémentaires des sommes requises pour le service du Canada, pour l'exercice se terminant le 30 juin 1902. Présentées le 10 mai 1901, par l'hon. W. S. Fielding.
Imprimées pour la distribution et les documents de la session.

5*b*. Estimations supplémentaires additionnelles des sommes requises pour le service du Canada, pour l'exercice se terminant le 30 juin 1901. Présentées le 14 mai 1901, par l'hon. W. S. Fielding.
Imprimées pour la distribution et les documents de la session.

5*c*. Estimations supplémentaires additionnelles des sommes requises pour le service du Canada, pour l'exercice se terminant le 30 juin 1902. Présentées le 18 mai 1901, par l'hon. W. S. Fielding.
Imprimées pour la distribution et les documents de la session.

6. Liste des actionnaires des banques chartées du Canada, à la date du 31 décembre 1900. Présentée le 26 mars 1901, par l'hon. W. S. Fielding... *Imprimée pour la distribution et les documents de la session.*

7. Rapport des dividendes restant impayés et des montants ou soldes non réclamés et des traites et lettres de change impayées depuis cinq ans ou plus, avant le 31 décembre 1900, dans les banques chartées du Canada. Présenté le 20 mai 1901, par l'honorable W. S. Fielding.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

VOLUME 3.

8. Rapport du surintendant des assurances, pour l'année terminée le 31 décembre 1900.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

9. Sommaire des rapports des compagnies d'assurances au Canada, pour l'année 1900. Présenté le 2 avril 1901, par l'honorable W. S. Fielding..... *Imprimé pour la distribution et les documents de la session*

VOLUME 4.

10. Rapport du ministère du Commerce, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 12 mars 1901, par l'honorable W. S. Fielding......*Imprimé pour la distribution et les documents de la session*

VOLUME 5.

11. Tableaux du Commerce et de la Navigation du Canada, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 18 février 1901, par l'hon. W. Paterson. *Imprimés pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 6.

12. Rapport, relevés et statistique du Revenu de l'Intérieur du Canada, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Partie I, Accise, etc. Présentés le 11 février 1901, par l'honorable M. E. Bernier. *Imprimés pour la distribution et les documents de la session.*

13. Inspection des poids et mesures, gaz et lumière électrique, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. M. E. Bernier. *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

14. Falsification des substances alimentaires, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Partie III. Présentée le 22 février 1901, par l'hon. M.E. Bernier. *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

15. Rapport du ministre de l'Agriculture du Canada, pour l'exercice terminé le 31 octobre 1900. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. S. A. Fisher.... *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

16. Rapport du directeur et des officiers des fermes expérimentales, pour l'année 1900. Présenté le 4 mars 1901, par l'hon. S. A. Fisher............ *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 7.

17. Statistique criminelle, pour l'année 1900...*Imprimée pour la distribution et les documents de la session.*

18. Rapport sur les archives du Canada, 1900...*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 8.

19. Rapport annuel du ministre des Travaux publics, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. J. I. Tarte....*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

20. Rapport annuel du ministre des Chemins de fer et Canaux, pour l'exercice 1899-1900. Présenté le 18 février 1901, par l'hon. A. G. Blair...... *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 9.

21. Rapport du ministère de la Marine et des Pêcheries, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900.—Marine. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. W. S. Fielding. *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

21a. Rapport annuel de la Commission géographique, pour l'année 1900. *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

22. Rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900.—Pêcheries. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. W. S. Fielding. *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

23. Rapport des Commissaires du Havre, etc., 1900. *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 10.

24. Rapport du maître général des Postes, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. W. Mulock.............*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

25. Rapport annuel du ministère de l'Intérieur, pour 1900. Présenté le 11 février 1901, par l'hon. C. Sifton.................................*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 11.

26. Rapport sommaire de la Commission géologique, pour l'année 1900. Présenté le 11 avril 1901, par l'hon. C. Sifton.......... ... .*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

27. Rapport annuel du département des Affaires des Sauvages, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 11 février 1901, par l'honorable C. Sifton.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

28. Rapport sur le corps de gendarmerie à cheval du Nord-Ouest, Part. I et II, 1900. Présenté le 27 février 1901, par sir Wilfrid Laurier. .. ..*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

28a. Rapport sur le corps de gendarmerie à cheval du Nord-Ouest, Part. III, 1900. Présenté le 28 mars 1901, par sir Wilfrid Laurier.............*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 12.

29. Rapport du secrétaire d'Etat, pour 1900. Présenté le 19 février 1901, par sir Wilfrid Laurier.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

30. Liste du service civil du Canada, 1900. Présentée le 22 février 1901, par sir Wilfrid Laurier.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

31. Rapport du bureau des examinateurs du service civil, pour l'année 1900. Présenté le 21 mars 1901, par sir Wilfrid Laurier............ .....*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

32. Rapport annuel du département de l'Imprimerie et de la Papeterie publiques, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 21 mars 1901, par sir Wilfrid Laurier.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

33. Rapport des bibliothécaires conjoints du parlement, pour l'année 1900. Présenté le 7 février 1901, par l'Orateur.... ....*Imprimé pour les documents de la session.*

34. Rapport du ministre de la Justice sur les pénitenciers du Canada, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 12 février 1901, par sir Wilfrid Laurier.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

35. Rapport du ministère de la Milice et de la Défense du Canada, pour l'année terminée le 31 décembre 1900. Présenté le 1er mars 1901, par l'honorable F. W. Borden.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

35a. Rapport supplémentaire du ministère de la Milice et de la Défense : Organisation, équipement, envoi et service des contingents canadiens pendant la guerre dans l'Afrique-Sud, 1899-1900. Présenté le 23 mai 1901, par sir Richard Cartwright *Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 13.

36. Rapport sur la neuvième élection générale pour la Chambre des Communes du Canada, tenue le 30e jour d'octobre 1900 et le 7e jour de novembre 1900, par H. G. Lamothe, écr, greffier de la Couronne en Chancellerie pour le Canada. Présenté le 19 avril 1901, par sir Wilfrid Laurier.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

37. Etat en détail de toutes les obligations et les garanties enregistrées au Secrétariat d'Etat du Canada depuis le dernier état (6 février 1900) soumis au parlement du Canada en vertu de l'article 23 du chapitre 19 des Statuts revisés du Canada. Présenté le 11 février 1901, par sir Wilfrid Laurier............ .. ..*Pas imprimé.*

38. Etat indiquant les dépenses imprévues du 1er juillet 1900 au 5 février 1901. Présenté le 11 février 1901, par l'honorable W. S. Fielding.... ....*Pas imprimé.*

39. Relevé des mandats du Gouverneur général émis depuis la dernière session du parlement à compte de l'exercice 1900-1901. Présenté le 11 février 1901, par l'honorable W. S. Fielding......*Pas imprimé.*

40. Etat de toutes les pensions et allocations de retraite accordées à des employés du service civil, donnant le nom et le grade de chaque employé pensionné ou mis à la retraite, son âge, son traitement et ses années de service, son allocation et la cause de sa retraite, et indiquant si la vacance créée a été remplie par promotion ou nouvelle nomination, et le salaire du nouveau titulaire, durant l'année terminée le 31 décembre 1900. Présenté le 11 février 1901. par l'honorable W. S. Fielding.
Pas imprimé.

41. Relevé conforme à la clause 17 de l'Acte d'assurance du service civil, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 11 février 1901 par l'honorable W. S. Fielding.............. ...*Pas imprimé.*

VOLUME 13—*Suite.*

42. Etat des recettes et dépenses de la Compagnie d'améliorations d'Ottawa, pour l'exercice terminé le 30 juin 1900. Présenté le 12 février 1901, par l'honorable W. S. Fielding..... ....*Pas imprimé.*

43. Rapport annuel, aux termes du chapitre 131 des Statuts revisés du Canada, intitulé: "Acte concernant les unions ouvrières." Présenté le 12 février 1901, par sir Wilfrid Laurier.. .....*Pas imprimé.*

44. Rejets par le conseil du Trésor des décisions de l'Auditeur général entre le commencement de la session de 1900 et la session de 1901. Présentés le 13 février 1901, par l'honorable W. S. Fielding. *Pas imprimés.*

45. Copie d'un arrêté du conseil concernant la délivrance de licence à des navires de pêche des Etats-Unis Présentée le 18 février 1901, par sir Louis Davies........ ....*Pas imprimée.*

46. Etat donnant les noms et salaires de toutes personnes nommées ou promues dans le service civil en 1900. Présenté le 19 février 1901, par sir Wilfrid Laurier............ ....*Pas imprimé.*

47. Etat des paiements des primes de pêche, pendant l'exercice 1899-1900. Présenté le 19 février 1901, par sir Louis Davies.................. . ...*Pas imprimé.*

48. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Copie du rapport de l'ingénieur qui a fait le levé hydrographique de la rivière Napanee en 1900, et état donnant les noms des personnes employées, la durée de leur service et les sommes payées à chacune d'elles, ainsi que les détails relatifs à toutes autres sommes payées et les noms des personnes auxquelles il a été payé des deniers en rapport avec les dits travaux. Présentée le 21 février 1901.—*M. Wilson.* *Pas imprimée.*

49. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Copie de certain rapport fait en juin 1900 concernant le havre de Toronto par les ingénieurs W. T. Jennings et Joseph R. Roy. Présentée le 21 février 1901.—*M. Kemp*..............................*Pas imprimée.*

50. Relevé de toutes les terres vendues par la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien depuis le 1er octobre 1899 jusqu'au 1er octobre 1900. Présenté le 25 février 1901, par l'honorable C. Sifton. *Pas imprimé.*

50*a*. Etat donnant la correspondance, etc., concernant les affaires de la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien échangée par le département de l'Intérieur depuis le dernier état présenté au parlement en vertu de la résolution du 20 février 1882. Présenté le 25 février 1901, par l'honorable C. Sifton............. .... *Pas imprimé.*

50*b*. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 14 février 1901, demandant,—Copie de toutes demandes, documents, papiers et correspondance échangés entre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et le gouvernement ou le ministre des Chemins de fer et Canaux au sujet de la permission obtenue par la compagnie de traverser ou de continuer à traverser certaines rues dans la partie ouest de la cité d'Ottawa. Présentée le 25 février 1901, par l'honorable A. G. Blair.......... ....*Pas imprimée.*

51. Etat indiquant les réductions et remises faites durant l'exercice terminé le 30 juin 1900, en vertu de la clause 141 qui a été ajoutée à l'Acte des sauvages par la clause 8, chapitre 35, 58-59 Vic. Présenté le 25 février 1901, par l'honorable C. Sifton ....*Pas imprimé.*

52. Etat donnant les arrêtés du conseil publiés dans la *Gazette du Canada*, aux termes de la clause 46 de l'Acte d'irrigation du Nord-Ouest. Présenté le 25 février 1901, par l'honorable C. Sifton. *Pas imprimé.*

53. Arrêtés du conseil publiés dans la *Gazette du Canada*, conformément aux dispositions de la clause 91 de l'Acte des terres fédérales, ch. 54 des Statuts Revisés du Canada. Présentés le 25 février 1901, par l'hon. C. Sifton........................ ....*Pas imprimés.*

54. Etat donnant les arrêtés du conseil publiés dans la *Gazette de la Colombie britannique* aux termes du paragraphe *(d)* de la clause 33 des règlements concernant l'arpentage, l'adminitsration, l'affectation et la gestion des terres fédérales dans les limites de la zone de 40 milles des chemins de fer dans la province de la Colombie britannique. Présenté le 25 février 1901, par l'hon. C. Sifton. *Pas imprimé.*

54*a*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 22 avril 1901, pour des relevés des montants en souffrance à compte des préemptions, pâturages, terrains boisés et miniers et autres terres fédérales. Présentée le 22 avril 1901.—*Hon. C. Sifton* ....*Pas imprimée.*

55. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 13 février 1901,—Etat indiquant,—1. Les montants des boni ou subventions de chemins de fer votés par le parlement, chaque année, depuis 1896 jusqu'à 1900, inclusivement; 2. Les noms de tous les chemins de fer auxquels des boni ou

VOLUME 13—*Suite.*

subventions ont été votés par le parlement pendant chacune des dites années, et le montant voté pour chaque chemin de fer; 3. Le montant des boni ou subvention payé à chacun des dits chemins de fer ou à chaque compagnie ou particulier à qui les dits boni ou subventions ont pu être accordés par voie de transfert ou autrement pendant chacune des dites années, et les conditions attachées à ces paiements; 4. Sur quelles partie ou parties des dits boni ou subventions votés pendant les dites années un intérêt était payable, et quel montant a été payé sur chacun des dits boni ou subventions sur lesquels un intérêt était payable, spécifiant les détails concernant chaque chemin de fer; 5. Le montant d'intérêt payé, chacune des dites années, par chacun des dits chemins de fer pour les boni ou subventions reçus par eux; 6. Quels chemins de fer—auxquels des boni ou subventions ont été votés par le parlement pendant chacune des dites années et ont été payés en tout ou en partie avec l'entente qu'un intérêt serait payable—ont payé un intérêt sur les boni ou subventions reçus par eux, et quel intérêt a été payé, chaque année, par chaque chemin de fer ayant reçu les dits boni ou subventions. Présentée le 25 février 1901—*M. Wilson*.............. .....*Pas imprimée.*

56. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Copie de l'adresse présentée par les citoyens de Dawson à Son Excellence le Gouverneur général à l'occasion de la visite de ce dernier à cette cité en 1900; aussi, copie de tous arrêtés du conseil, correspondance et papiers se rapportant en quelque manière à la dite adresse, et les demandes et représentations y contenues. Présentée le 26 février 1901.—*Sir Charles Hibbert Tupper* ....*Pas imprimée.*

57. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Copie de tous papiers instructions, soumissions, contrats, correspondance et rapports ayant trait en quelque manière à la construction d'un édifice pour loger les officiers du gouvernement à Dawson. Aussi, copie de toutes instructions, papiers, soumissions, contrats, correspondance et rapports ayant trait en quelque manière à la construction d'édifices publics en vertu d'un contrat accordé à William Rourke. Aussi, copie de toutes instructions, papiers, soumissions, contrats, devis et rapports ayant trait en quelque manière à la construction d'un pont conduisant des casernes et autres édifices publics à la partie principale de la cité de Dawson. Présentée le 26 février 1901.—*Sir Charles Hibbert Tupper.* *Pas imprimée.*

58. Ordonnances du territoire du Yukon pour 1900, conformément à l'Acte 61 Vic., chap. 6, clause 7. Présentées le 28 février 1901, par l'hon. C. Sifton.............. ......*Pas imprimées.*

58*a*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Etat détaille du nombre de gallons de spiritueux et de liqueurs de malt entrés dans le district du Yukon depuis la période couverte par la réponse fournie en 1900, et du nombre de permis émis à cet effet; aussi, les noms et domicile des personnes ou compagnies à qui des permis ont été accordés, et le montant payé à cet effet. Aussi, copie de toute correspondance à ce sujet. Présentée le 28 février 1901.—*Sir Charles Hibbert Tupper*.............. ..*Pas imprimée.*

58*b*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Copie de tous rapports de M. Ogilvie, commissaire du district du Yukon, non encore soumis à la Chambre, ainsi que toutes les données possibles concernant le rapport mentionné à la page 5025 des *Débats* du 10 mai 1900. Aussi les raisons pourquoi ce rapport n'a pas été déposé. Présentée le 4 mars 1901.—*Sir Charles Hibbert Tupper*.............. ....*Pas imprimée.*

58*c*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 18 février 1901,—Etat donnant—Copie de tous rapports faits par M. Charleson au sujet de la construction de lignes télégraphiques précédemment ou actuellement sous son contrôle; aussi, les noms des hommes employés sous sa direction entre Bennett et Dawson, et la nationalité de chacun, autant que possible, les gages et allocations de chaque homme ainsi employé, les détails concernant les grèves arrivées parmi ces hommes pour obtenir des gages plus élevés; les noms des personnes qui ont fourni les poteaux pour la pose des fils, et copie de tous contrats et correspondance à ce sujet, faisant connaître si les arbres le long de la ligne ont servi pour y attacher les fils, et dans ce cas, sur quelle distance proportionnellement à la distance sur laquelle on a placé des poteaux; combien de poteaux ont été obtenus et payés, combien sur ce nombre n'ont pas été mis en usage pour les fins du télégraphe; aussi, si les hommes employés sur la ligne à Dawson, Ogilvie, Selwyn, Selkirk, Five-Finger, Labarge-en-bas et Tagish sont sujets anglais, et dans la négative, à quelle nationalité appartient chacun d'eux; aussi, les noms des sous-entrepreneurs qui ont fourni les poteaux, leur domicile, et copie de tous contrats à ce sujet; aussi les conditions auxquelles le steamer *W. S. Stratton* a été nolisé, les noms des affréteurs et copie de tous papiers à ce sujet; les noms du capitaine et du capitaine intérimaire et leur nationalité; les conditions de l'affrétement, à quel usage le steamer a servi, s'il a été employé pour transporter les approvisionnements ou autrement, et quelles embarcations

VOLUME 13—*Suite.*

ont été employées autres que des alléges ; combien d'alléges ont été employées et à quelles conditions ; le montant exigé ou payé pour transport par eau autre que par le steamer *Stratton* ; aussi, durant quelle période, pendant la construction, M. Charleson s'est tenu avec les hommes employés à la construction ; les détails concernant l'achat du steamer *Lullie C.*, l'achat, la vente, disposition ou transfert du bateau et les conditions de cette vente ou cession, et copie de tous rapports et correspondance à ce sujet ; aussi les arrangements pris pour les approvisionnements et avec quels fournisseurs ; les arrangements faits à Bennett au sujet du paiement des hommes qui quittaient Dawson ; aussi, le montant déjà payé pour la ligne placée sous le contrôle de M. Charleson ; copie des comptes rendus et des comptes soldés en rapport avec les travaux de la ligne ; le chiffre alloué en premier lieu et celui actuellement payé à A. Boyer, assistant de M. Charleson, ainsi qu'un état indiquant à qui M. Charleson donne ses commandes pour approvisionnements à Vancouver, à quel prix et si une commission est payée pour la fourniture des approvisionnements, et à qui ; le nom de l'agent de M. Charleson, à Vancouver, pour cette fin ; la quantité d'articles tirés des Etats-Unis par M. Charleson; si le fils de M. Charleson a reçu $350 ou autres montant ou montants pour payer les frais d'un voyage à Ottawa ou autrement, et s'il est ou s'il était alors employé du gouvernement ; si M. Charleson donne des contrats à son contremaître, et si les dépenses de ce dernier sur le lieu des travaux ont été payées par le gouvernement, et si des soumissions sont demandées en ces occurences ; aussi copie de tous contrats, rapports et papiers concernant les contrats donnés par M. Charleson ou sous sa direction en rapport avec la ligne de télégraphe entre Bennett et Dawson. Présentée le 5 mars 1901.—*Sir Charles Hibbert Tupper*..*Pas imprimée.*

58*d*. Réponse supplémentaire au n° 58*a*. Présentée le 5 mars 1901.......................*Pas imprimée.*

58*e*. Règlements concernant l'émission de permis pour importer des liqueurs dans le Territoire du Yukon. Présentés le 8 mars 1901, par l'hon. C. Sifton..*Pas imprimée.*

58*f*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 13 mars 1901, pour copie de la correspondance relative au permis Huston pour importation de liqueurs. Présentée le 13 mars 1901, par l'hon. C. Sifton..*Pas imprimée.*

58*g*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 18 février 1901,—Etat, sous forme de tableau, donnant les noms de tous les cas d'appel soumis au ministre de l'Intérieur (passé ou présent) en vertu des règlements miniers, et la date de l'audition et de la décision dans chaque cas d'appel. Présenté le 18 mars 1901. —*Sir Charles Hibbert Tupper*.......................*Pas imprimée.*

58*h*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 18 mars 1901, pour copie de toute correspondance et papiers concernant l'émission d'un ordre pour la suppression des théâtres et des maisons de jeu dans la cité de Dawson. Présentée le 18 mars 1901—*Hon. C. Sifton*...*Pas imprimée.*

58*i*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 21 février 1901,—Copie de toutes dépêches, lettres, télégrammes, correspondances et rapports concernant les sujets mentionnés dans le télégramme suivant, en date du 2 août 1900 :—" Ottawa, Ont., 2 août *via* Bennett, 7 août.—F. C. Wade, Dawson. Sir Wilfrid m'a transmis votre message. Je suis en train de faire disparaître les difficultés causées par le délai à répondre aux communications adressées à d'autres départements. Le surintendant Taché, du département des Travaux publics, est actuellement en route pour Dawson avec des instructions pour la construction de chemins et d'édifices publics. Le gouvernement étudie un plan de réajustement du droit régalien qui diminuera le taux de la taxe et qui, nous l'espérons, donnera satisfaction. L'ordre accordant la représentation dans le conseil local devient en vigueur immédiatement. Ryley, de la division des mines, est en route pour Dawson. Il fera rapport sur les amendements aux lois minières. La lecture attentive des lettres et pétitions reçues ici, me fait croire que l'on pourra bientôt faire droit à toute demande raisonnable concernant les lois minières. Impossible de visiter le Yukon à présent. J'espère y aller dans quelques mois. CLIFFORD SIFTON." Présentée le 25 mars 1901—*Sir Charles Hibbert Tupper*........................*Pas imprimée.*

58*j*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 7 février 1900,—Copie de toutes demandes, dossiers, rapports, lettres et mémoires concernant les lots miniers n[os] 18 et 26 et 16 B mentionnés aux pp. 197 et 204, y compris la lettre de Alexander McDonald au major Walsh, pp. 197 et 198. (Enquête sur le Yukon, 1899.) (*a*) Aussi, les dossiers ou papiers, les dates d'échéance des droits régaliens et quand les dits droits ont été perçus dans le district du Yukon en 1897 et 1898, dans le cas des lots et intérêts miniers de Alexander McDonald. (*b*) Lettre de Alexander McDonald, en date du 20 juillet, p. 211 de l'enquête du Yukon. (*c*) Etat ou rapport du major Walsh *re* droits régaliens, p. 211 de l'enquête du Yukon. (*d*) Rapports et papiers concernant le cas de Jenkin Llewellyn, pp. 211, 212 et 213 (même enquête). (*e*) Rapports et papiers concernant les cas réglés d'après la décision du juge McGuire, p. 246 (même enquête). (*f*) Rapports et papiers concernant le

VOLUME 13—*Suite.*

cas de Phil. Miller. p. 347 (même enquête). (*g*) Rapports et papiers concernant le cas de Murphy, p. 247 (même enquête). Présentée le 22 avril 1901—*Sir Charles Hibbert Tupper* ...... *Pas imprimée.*

58*k*. Reponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 4 mars 1901,—Copie du mémoire à Son Excellence le Gouverneur général et de toutes communications adressées au gouvernement du Canada ou à aucun de ses membres concernant les besoins du Territoire du Yukon, et de tous rapports, communications et arrêtés du conseil à ce sujet ou en rapport avec toute autre question traitée dans le dit mémoire. Présentée le 22 avril 1901.—*Sir Charles Hibbert Tupper*. .*Pas imprimée.*

58*l*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 23 mai 1901, pour copie de la déclaration originale de Mackenzie, Mann et Cie au sujet de la construction du chemin de fer du Yukon canadien. Présentée le 23 mai 1901.—*Sir Wilfrid Laurier*... .. .... *Imprimée pour la distribution.*

59. Copie d'une convention en date du 16 janvier 1901, intervenue entre le gouvernement de la colonie de la Nouvelle-Galles du Sud par l'honorable Henry Copeland, agent pour la Nouvelle-Galles du Sud, de la première part, et la "Eastern Extension Australasia and China Telegraph Company, Limited," ci-après appelée "la compagnie de prolongement," de la seconde part. Présentée le 1er mars 1901, par l'hon. W. Mulock................ . *Imprimée pour la distribution et les documents de la session.*

59*a*. Réponse à une adresse du Sénat, en date du 11 mars 1901.—Copie de toutes les soumissions reçues pour la pose d'un câble électrique entre le Canada et l'Australie ; copie du contrat conclu pour la pose de ce câble ; aussi, copie de la correspondance et des documents relatifs à la nationalisation des télégraphes de l'Empire, y compris les documents qui n'ont pas encore été transmis à cette Chambre. Présentée le 16 avril 1901.—*Hon. sir Mackenzie Bowell.*
Imprimée pour la distribution et les documents de la session.

60. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 18 février 1901,—Etat indiquant le montant de la remise payée sur les instruments agricoles exportés du Canada pendant les exercices expirés les 30 juin 1896-97-98-99 et 1900, et spécifiant le montant payé à chaque manufacture, chacune des dites années. Présentée le 5 mars 1901.—*M. Roche* (*Marquette*).
Imprimée pour les documents de la session.

61. Réponse supplémentaire à une adresse du Sénat, en date du 25 avril 1899,—demandant—(1) Un état du nombre d'acres de terre réservés pour les fins d'éducation dans la province du Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest respectivement, sous l'autorité du chapitre 54 des Statuts revisés du Canada, article 23. (2.) Le nombre d'acres vendus dans le Manitoba et dans les Territoires du Nord-Ouest, les paiements et les montants restant dus sur ces ventes. (3.) Le montant total au crédit du dit fonds détenu par le Dominion, la nature des placements opérés et le taux d'intérêt en provenant. (4.) Le montant avancé sur le principal pour venir en aide à l'enseignement dans le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest. (5.) Le montant rapporté au dit principal sur le produit de la vente des terres réservées pour les fins de l'enseignement et le montant actuellement dû au dit principal. (6.) Et toute correspondance relative à quelque nouvelle avance à faire sur le dit fonds scolaire, soit au Manitoba ou au conseil du Nord-Ouest. Présentée le 6 mars 1901.—*Hon. sir Mackenzie Bowell*........................ ....*Imprimée pour les documents de la session.*

62. Etat des affaires de la Compagnie de Prêts et de Placements Britannique Canadienne (à responsabilité limitée) pour l'année terminée le 31 décembre 1900 ; aussi une liste des actionnaires au 31 décembre 1900. Présentée (au Sénat) le 6 mars 1901, par l'hon. Président........... ....*Pas imprimée.*

63. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 4 mars 1900,—Copie d'un certain rapport, avec la preuve, présenté au ministère de l'Intérieur par les commissaires nommés le 19 juin dernier pour faire l'audition de tous comptes et une enquête et un rapport sur toutes matières se rapportant à l'administration des syndics des emplacements de ville de Virden, Qu'Appelle, Regina et Moose-Jaw, et aux ventes opérées par eux. Présentée le 8 mars 1901.—*M. Osler*.. .... *Pas imprimée.*

64. Réponse à une adresse du Sénat, en date du 20 juin 1900, demandant un état indiquant : 1. Lesquels des wagons mentionnés dans une réponse à une adresse du Sénat en date du 7 mai 1900 comme étant "arrivés à Halifax et Saint-Jean respectivement avant le 10 avril dernier et qui n'avaient pas alors été déchargés," ont été déchargés depuis ; 2. Les dates auxquelles ces wagons ont été déchargés ; 3. Le montant des frais de surestarie perçue sur chaque wagon. Présentée le 8 mars 1901.—*Hon. M. Wood*..*Pas imprimée.*

65. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 13 mars 1901, pour copie de la correspondance concernant la demande faite pour l'achat de la réserve sauvage à Sydney, Cap-Breton. Présentée le 13 mars 1901, par l'honorable C. Sifton ....*Pas imprimée.*

VOLUME 13—*Suite.*

66. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 4 mars 1901,—Copie de toutes circulaires, papiers et instructions envoyés par le département du Revenu de l'Intérieur au cours de l'année dernière au sujet de certaines marques de poudre à pâtisserie condamnées par le gouvernement, et notifiant les marchands d'en cesser la vente sous peine d'être poursuivis. Présentée le 13 mars 1901.—*M. Roche (Marquette)*..*Pas imprimée.*

67. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 21 février 1901,—Copie de toute correspondance, télégrammes et rapports échangés depuis mars 1900 entre le gouvernement fédéral et les autorités impériales et entre le gouvernement fédéral et les autorités de la Colombie Anglaise au sujet de l'immigration chinoise au Canada. Présentée le 13 mars 1901.—*M. Prior.*
Imprimée pour les documents de la session.

68. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 4 mars 1901,—Copie de toute correspondance, pétitions ou autres documents échangés en 1900 et 1901 entre le département des Sauvages et Alexander Marchel, chef de la bande des sauvages Micmacs établis sur la réserve de Sainte-Anne de Ristigouche, province de Québec, au sujet de l'agent des sauvages ou de ses devoirs en ce qui concerne la dite bande. Présentée le 14 mars 1901.—*M. Sproule*....................*Pas imprimée.*

69. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 18 février 1901,—Etat donnant la liste de toutes les compagnies de chemins de fer faisant actuellement affaires au Canada en vertu de chartes octroyées par le parlement féderal, qui ont reçu ou qui ont droit à des subventions en argent ou en terres, et le montant de la subvention accordée à chacune. Présentée le 18 mars 1901.—*M. Smith (Vancouver)*..*Pas imprimée.*

70. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 13 février 1901,—Etat faisant connaître,—1. Les dates de l'érection des élévateurs à grains de la Puissance à Saint-Jean, N.-B., et Halifax, et le coût de chacun ; 2. La quantité de grain reçue, chaque année, depuis l'érection de ces élévateurs, la quantité de chaque espèce de grain reçue par chaque élévateur, chaque année, et la quantité de chaque espèce de grain reçue, chaque année, à chaque élévateur pour exportation et la quantité exportée ; 3. Le nombre de personnes employées à chaque élévateur, chaque année, et leurs salaires ; 4. Toutes autres dépenses soldées, chaque année, en rapport avec chacun des dits élévateurs ; 5. Les recettes brutes à chacun des dits élévateurs, chaque année, depuis l'érection des dits élévateurs. Présentée le 18 mars 1901.—*M. Wilson*..............................*Pas imprimée.*

71. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 18 février 1901,—Copie de tous papiers télégrammes, etc., concernant la solde des soldats de la batterie "C" qui ont servi dans le Sud-Africain, ou concernant la déduction d'aucune partie de la solde des dits soldats ou de quelques-uns d'eux. Présentée le 21 mars 1901.—*M. Clarke*..............................*Pas imprimée.*

71a. Réponse supplémentaire au nº 71. Présentée le 11 avril 1901..............................*Pas imprimée.*

72. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 25 mars 1901, pour copie de la correspondance et du mémoire concernant les changements apportés à la quarantaine des animaux entre les Etats-Unis et le Canada. Présentée le 25 mars 1901.—*Honorable S. A. Fisher.*
Imprimée pour les documents de la session.

73. Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé, en date du 19 juillet 1900, concernant l'arbitrage de la réclamation produite par la province de la Nouvelle-Ecosse contre le gouvernement de la Puissance pour le remboursement, avec intérêt, de deniers dépensés par le dit gouvernement provincial sur la partie de l'Intercolonial située entre New-Glasgow et le détroit de Canso ci-devant connu sous le nom de "Chemin de fer de prolongement vers l'Est,"—et aussi, le rapport des arbitres. Présenté le 27 mars 1901, par sir Wilfrid Laurier.
Imprimé pour la distribution et les documents de la session.

73a. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 27 avril 1901, pour copie de la preuve faite devant les arbitres au sujet des montants réclamés au gouvernement fédéral par la province de la Nouvelle-Ecosse, relativement au chemin de fer de prolongement vers l'Est. Présentée le 25 avril 1901.—*Sir Wilfrid Laurier*..*Pas imprimée.*

73b. Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé, du 17 février 1900, concernant la réclamation présentée par la province du Nouveau-Brunswick contre le gouvernement fédéral pour des deniers qu'elle allègue être dus justement à la province à raison de la construction de la partie de l'Intercolonial ci-devant désignée sous le nom de chemin de fer de prolongement vers l'Est,—et aussi, la sentence portée par les arbitres, en date du 27 octobre 1900. Présenté le 17 mai 1901.—*Honorable W. S. Fielding*....................*Imprimé pour la distribution et les documents de la session.*

VOLUME 13—*Suite.*

74. Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé, en date du 23 mars 1901, sur un mémoire du ministre du Revenu de l'Intérieur soumettant le rapport des commissaires nommés en date du 2 janvier 1901, pour faire une enquête et un rapport sur certaines plaintes faites au sujet de l'inspection du grain au port de Montréal, etc. Présenté le 27 mars 1901, par sir Wilfrid Laurier.
Imprimé pour les documents de la session.

75. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 21 février 1901,—Copie de la plainte, des plaidoyers, sentence, notes du juge et de tous autres papiers, correspondance, etc., concernant la la cause de Cinqmars *vs* Sénécal, décidée par la cour du Banc de la Reine (assises) le 17 décembre 1900. Présentée le 27 mars 1901.—*M. Fortin*.......... *Pas imprimée.*

76. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Etat donnant une liste des terres scolaires vendues aux enchères dans le Manitoba au cours de l'an dernier, le lieu où la vente a été faite et les noms de l'encanteur ou autres fonctionnaires chargés de faire cette vente ; aussi, les noms des acquéreurs, la description et l'étendue des divers lots achetés, le prix d'achat, par acre, et le montant payé à compte ; aussi, une liste des lots adjugés mais qui ont été subséquemment vendus de nouveau, le nom du premier acquéreur, le prix auquel le lot a été adjugé, et aussi le prix auquel ce lot a été subséquemment vendu, et le nom de l'acquéreur. Présentée le 28 mars 1901.—*M. LaRivière*.......... *Pas imprimée.*

76*a*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 22 avril 1901, pour copie des rapports de Son Honneur le juge Prendergast sur les enquêtes qu'il a faites au sujet des prétendues irrégularités se rapportant aux ventes à l'enchère des terres scolaires opérées dans la province du Manitoba, pendant le mois de juin 1900. Présentée le 22 avril 1901.—*Hon. C. Sifton*.......... *Pas imprimée.*

77. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 29 mars 1901 pour copie de la correspondance échangée entre lord Strathcona et le ministre de l'Agriculture, *re* coût de l'espace dans les divers édifices impériaux, et coût des édifices du Trocadéro et de Vincennes, ainsi que les rapports et minutes depuis février 1898 jusqu'à juin 1900. Présentée le 29 mars 1901.—*Hon. S. A. Fisher*.......... *Pas imprimée.*

77*a*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 18 février 1901,—Copie de toute correspondance, télégrammes, lettres, notes et mémoires échangés entre le commissaire canadien à l'exposition de Paris ou quelque membre de la commission canadienne et lord Strathcona, ou la commission royale ou le Secrétaire d'Etat pour les colonies, au sujet de la représentation du Canada à l'exposition. Présentée le 3 avril 1901.—*M. Bourassa*.......... *Pas imprimée.*

78. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Etat indiquant,—(*a*) les recettes et dépenses nettes de l'Intercolonial pour chaque mois depuis le 30 juin 1899 jusqu'au 1er mars 1901 ; (*b*) la dépense portée au compte du capital, au sujet de l'Intercolonial, pour chaque mois depuis le 30 juin 1899 jusqu'au 1er mars 1901. Présentée le 29 mars 1901.—*M. Borden* (*Halifax*).
Pas imprimée.

79. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 21 février 1901,—Copie de chaque permis d'exploitation hydraulique des mines mentionné à la page 65 du rapport annuel du ministère de l'Intérieur pour 1900. Aussi, un état indiquant quelles conditions attachées à ces permis respectivement, ont été remplies ; et aussi, copie de tous rapports, lettres et communications concernant chaque permis. Présentée le 1er avril 1901.—*Sir Charles Hibbert Tupper*.......... *Pas imprimée.*

80. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes en date du 13 mars 1901,—Copie de toutes lettres, papiers et autre correspondance entre le ministère de la Marine et des Pêcheries et J. Albert Brennan, de Tignish, comté de Prince, I.P.-E., concernant le paiement d'un chèque pour prime de pêche en faveur d'un nommé Joseph Reilly qui avait donné au dit J. Albert Brennan un ordre pour le retirer. Présentée le 2 avril 1901. *M. Hackett*.......... *Pas imprimée.*

80*a*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de toutes règles et règlements et de toute correspondance dans le ministère de la Marine et des Pêcheries concernant les fonds de pêche et les pêches côtières dans Halifax-Ouest, et plus particulièrement dans les arrondissements de votation de Prospect et Dover. Présentée le 2 avril 1901.—*M. Roche* (*Halifax*).
Pas imprimée.

80*b*. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 4 mars 1901,—Copie de toute correspondance, lettres, papiers et documents concernant les empiétements prétendus sur les fonds de pêche appartenant aux membres de la "Shad and East Dover Fishing Association," dans le comté de Halifax, et de toutes lettres et communications adressées au gouvernement ou au ministère de la Marine et des Pêcheries par la dite association ou par quelque personne, en son nom, au sujet de l'affaire susdite. Présentée le 2 avril 1901.—*M. Borden* (*Halifax*).......... *Pas imprimée.*

VOLUME 13—*Suite.*

81. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 21 février 1901,—Copie de toutes correspondance, papiers, soumissions, états et autres documents concernant le quai du gouvernement à ou près la traverse, East River, Sheet Harbour, dans le comté de Halifax, N.-E., faisant connaître le titre (s'il en est) qui en confère la propriété à la Couronne, l'usage qui en a été fait depuis le 1er janvier 1897, la personne ou les personnes ayant charge du quai pour le gouvernement depuis le 1er janvier 1897, les deniers qui ont été dépensés par le gouvernement depuis la dite date, les dates auxquelles ces deniers ont été dépensés, s'ils ont été dépensés par voie d'adjudication de contrats ou de quelle autre manière, et aussi, le montant collecté ou reçu par le gouvernement ou par toutes autres personne ou personnes, en son nom pour usage du dit quai depuis le 1er janvier 1897. Présentée le 2 avril 1901.—*M. Borden* (*Halifax*)........ .... *Pas imprimée.*

82. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Etat faisant connaître : 1. A quelle époque J. B. Thompson a été dans le service extérieur du ministère de l'Intérieur. 2. Quels étaient ses devoirs et son salaire. 3. S'il a jamais agi autrement qu'en qualité d'inspecteur de homesteads, et, dans ce cas, en quelle qualité et pendant combien de temps, 4. A quelle époque il a été destitué, la date de l'avis de destitution et à quelle date, s'il était alors en fonctions à titre d'inspecteur de homesteads, il aurait probablement pu le recevoir. 5. Jusqu'à quelle date il a été payé ; si, engagé au mois, il avait droit à ses gages jusqu'à la fin de janvier 1901, et dans le cas contraire, la raison pourquoi. 6. S'il n'est pas d'usage, lorsque des employés sont destitués après plusieurs années de service, de leur donner une allocation proportionnée à la durée du service ; si cela a été fait dans des cas analogues, et, dans l'affirmative, pourquoi n'en a-t-on pas agi ainsi à son endroit. 7. La cause de sa destitution. 8. Les accusations formulées contre lui ; et si on lui a donné l'occasion de se défendre. 9. Copie des avis donnés par M. Burley. 10. Copie des instructions données à M. Burley. 11. A la demande de quelle personne M. Burley a adressé ces avis, et s'il a agi de son propre chef, cet acte de la part de M. Burley a-t-il été approuvé ou censuré. 12. Le ministère de l'Intérieur est-il dans l'habitude de notifier les gens de venir porter plainte contre ses employés ; et dans la négative, pourquoi a-t-on suivi ce mode dans ce cas ? 13. Le résultat de l'enquête, et si l'enquête a été ajournée pour permettre au plaignant de se procurer des preuves, et quelle a été la durée de l'enquête. 15. Copie de cette notification. 16. La date de l'enquête faite par M. Burley, et la date de son rapport. 17. Si les dossiers du ministère, dans le cas faisant l'objet de l'enquête, ont été mis aux mains des plaignants. 17*a*. S'il est d'usage dans de pareils cas de passer les dossiers du ministère aux plaignants. 18. Si M. Thompson a demandé au ministère de lui fournir certaines pièces des dossiers du ministère fournis aux plaignants comme ayant rapport à la plainte. 19. S'il a fait cette demande plus d'une fois, et, dans ce cas, combien de fois. Quelle réponse lui a été faite dans chaque cas. 20. Le nom de la personne ou des personnes nommées à sa place. 21. Les qualifications de son successeur ou de ses successeurs. 22. Son aptitude ou leurs aptitudes à remplir la charge, et en quoi consistait cette aptitude. A quelle date ont été faites ces nominations, et sur quelles recommandations. 23. Lors de la destitution de Thompson, quelle était la somme de travail à faire par lui ou son remplaçant. 24. Etat comparatif, pour les deux dernières années, des fonctions exercées par lui ou tous autres inspecteurs de homesteads et garde-forestiers, lorsque les devoirs des deux charges étaient remplis par une seule personne. 25. Le nombre d'instructeurs créés pendant les 12 mois expirés le 30 novembre des années 1896, 1897, 1898, 1899 par toutes personnes agissant en qualité d'inspecteurs de homesteads, et le nombre de jours employés par elles, chaque année, pour les tournées d'inspection. Le nombre de jours, chaque année, pour lesquels ils étaient payés, et pendant qu'ils étaient ainsi salariés, quels autres devoirs remplissaient-ils à titre d'inspecteurs de homesteads. Aussi, le nombre de demandes pour lettres-patentes reçues par chacun, pendant la même période, et les honoraires encaissés par le ministère pour ces demandes. 26. La date à laquelle ont été faites les plaintes contre Thompson qui ont fait le sujet de l'enquête de M. Burley. 27. La date du rapport de M. Burley. 28. Si d'autres accusations ont été formulées. 29. Par qui et de quelle nature elles étaient. 30. Thompson en a-t-il été informé et lui a-t-on demandé d'y répondre ? 31. Si c'est l'usage du ministère de donner à tous ses fonctionnaires la facilité de répondre à toutes accusations ou insinuations contre leur conduite. 32. Les fonctions de M. Burley avant l'enquête sur les accusations portées contre Thompson. 33. Depuis quel temps M. Burley était employé par le ministère de l'Intérieur. Quelles étaient sa profession ou ses occupations avant d'être nommé pour faire cette enquête, et le chiffre de ses émoluments. 34. Si, à la date de l'enquête, M. Burley était considéré comme le supérieur hiérarchique de M. Thompson. 35. Qui a recommandé M. Burley pour cette affaire d'enquête. 36. Si quelque officier du ministère ou autre personne n'a pas protesté, verbalement ou par écrit, contre la nomination de M. Burley. 37. Quelle a été la durée de l'enquête. 38. Quel

VOLUME 13—*Suite.*

en a été le coût pour le ministère. 39. Combien le ministère a payé aux témoins amenés par le plaignant. 40. Si le ministère a payé une partie des dépenses légales du plaignant. 41. Si le ministère a payé les dépenses légales du dit Thompson en cette affaire. 42. Si le ministère a été requis de payer, et quel montant. 43. Dans l'affirmative, quelle raison a été alléguée pour décliner ou refuser cette demande. Présentée le 3 avril 1901—*Sir Charles Hibbert Tupper.*
Pas imprimée.

83. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 13 mars 1901,—Copie de toutes pétitions, papiers, instructions, lettres et autre correspondance concernant le changement de site de la succursale du bureau de poste de la rue Pearl, à Hamilton, ou concernant l'âge et la réputation du ci-devant maître de poste, M. Hull, ou se rapportant au choix du nouveau bureau de poste et à la nomination de M. McDonell. Aussi, copie de toutes communications et papiers qui ont porté l'inspecteur à faire une enquête sur aucune de ces questions. Présentée le 3 avril 1901—*M. Barker.*
Pas imprimée.

84. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 21 février 1901,—Etat donnant les noms et domicile de tous les soumissionnaires (quand des soumissions ont été demandées) pour le charbon et le bois de chauffage, ou les deux, pour l'usage du gouvernement du Canada depuis le 1er juillet 1899 : copie de la soumission de chacun d'eux, des spécifications données dans chaque cas, lorsque des soumissions ont été demandées, ainsi que l'espèce, la qualité et la quantité de charbon et de bois, ou les deux, faisant l'objet de la soumission ; aussi, l'espèce, la qualité et la quantité de charbon et de bois, ou les deux, pour lesquels des soumissions ont été acceptées dans chaque cas, et les prix payés ; aussi, l'endroit où se trouve chaque édifice ou institution du gouvernement fourni de charbon et de bois, ou des deux ; la quantité, la qualité et la grosseur ou mesure du charbon et du bois, ou des deux, fourni à chaque édifice ou institution et le prix dans chaque cas. Aussi, les noms et domicile de toutes personnes qui ont fourni au gouvernement du charbon et du bois, ou les deux, sans soumission, depuis la susdite date, l'espèce, la qualité et la quantité fournie par chaque personne, dans chaque cas, les prix payés dans chaque cas, et l'endroit où se trouve l'édifice ou l'institution auquel sont fournis ces articles. Présentée le 3 avril 1901.—*M. Clarke.*...*.Pas imprimée.*

85. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 12 février 1901,—Etat indiquant—1. Le nombre d'agents d'immigration employés par le gouvernement du Canada dans les Etats-Unis d'Amérique pendant chacune des années 1894 à 1900 inclusivement, le nom de chaque agent, la date de sa nomination, son domicile pendant chacune des dites années, son salaire pendant chacune des dites années, le nombre de jours pendant lesquels il s'est tenu à son bureau chacune des dites années, le chiffre du loyer payé pour son bureau pendant chacune des dites annés, le nombre de jours pendant lesquels il a voyagé et le montant de ses dépenses de voyage pendant chacune des dites années, ainsi que le montant à lui alloué pendant chacune des dites années pour pension ou logement ou pour les deux, le nombre des aides qu'il a employés pendant chacune des dites années et les montants par lui payés, chaque année, pour ces aides, et leurs noms, le nombre de jours pendant lesquels ces aides ont été employés, chaque année, et les montants payés à chacun, chaque année, ainsi que le chiffre de toutes autres dépenses se rapportant à ces aides et à leurs services, la date de leur décharge ou de leur renvoi du service du gouvernement fédéral, s'ils sont encore employés par le gouvernement et en quel endrcit, leur salaire pour la présente année et le nombre d'émigrants rapportés par chaque agent, chacune des dites années, comme ayant émigré au Canada du district dans lequel il était employé. 2. Le nombre d'agents employés par le gouvernement du Canada dans les Etats-Unis d'Amérique au cours de chacune des années civiles de 1894 à 1900, inclusivement, qui ont été payés au moyen d'une commission, la manière dont a été fixée la commission à être payée à chaque agent, le montant payé à chacun pendant chacune des dites années, le montant de toutes autres dépenses encourues par le gouvernement du Canada pendant chacune des dites années en rapport avec les agents d'immigration employés à commission dans les Etats-Unis d'Amérique et le travail fait par chacun pendant chacune des dites années. 3. Les noms de tous autres agents d'émigration employés au cours des années civiles de 1894 à 1900, inclusivement, par le gouvernement du Canada, la date de la nomination de chacuu d'eux, son domicile pendant chacune des dites années, son salaire pendant chacune des dites années, le nombre de jours pendant lesquels chacun d'eux a voyagé et le montant de ses frais de voyage pendant chacune des dites années, le nombre de jours pendant lesquels il s'est tenu à son bureau, chacune des dites années, le montant payé pour le loyer de son bureau et le chiffre détaillé payé par lui pour des aides pendant chacune des dites années et le montant alloué à chacun pour pension et logement pendant chacune des dites années et le montant de toutes autres dépenses de chaque agent, pendant chacune des dites années se rapportant à son bureau et portées au compte du gouvernement du Canada. 4. La date de la nomination de W. T.

VOLUME 13—*Suite.*

R. Preston, le montant de son salaire, ses fonctions, ses dépenses de voyage, le montant porté au compte du gouvernement du Canada pour pension et logement et autres dépenses se rapportant à son service, chaque année, depuis sa nomination. Présentée le 9 avril 1901.—*M. Wilson.*
Pas imprimée

86. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 13 février 1901,—Copie des témoignages, exhibits et rapport de l'enquête tenue à Inverness, comté de Mégantic, par l'honorable juge White de Sherbrooke, dans l'affaire du bureau de poste de Kinnear's Mills. Présentée le 9 avril 1901.—*M. Turcot*............*Pas imprimée.*

87. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 3 avril 1901,—Copie de toute correspondance, télégrammes et messages échangés entre le Bureau du Travail du gouvernement et toutes personnes quelconques concernant la grève de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, Québec, en novembre dernier ; aussi, copie de toutes lettres, télégrammes et messages échangés entre le ministère de la Milice et les autorités municipales de Valleyfield ou aucun juge de paix, les autorités militaires à Montréal ou toutes autres personnes au sujet de la dite grève, et l'appel ou le paiement des troupes en cette occasion ; aussi, un relevé des dépenses encourues par le gouvernement fédéral en rapport avec la dite grève. Présentée le 11 avril 1901.—*M. Monk.*
Imprimée pour les documents de la session.

87*a*. Réponse supplémentaire au n° 87. Présentée le 26 avril 1901.
Imprimée pour les documents de la session.

88. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 3 avril 1901,—Relevé des recettes et dépenses de la commission des chemins à barrières, et copie de l'état annuel fourni aux porteurs d'obligations de la dite corporation par la commission des chemins à barrières de Montréal, pour les derniers dix ans. Présentée le 12 avril 1901.—*M. Monk*............*Pas imprimée.*

89. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 19 avril 1901,—pour copie des formules des serments prêtés et des circulaires émises au sujet du recensement de 1901. Présentée le 19 avril 1901.—*L'honorable S. A. Fisher*............*Pas imprimée.*

90. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 19 avril 1901, pour copie des soumissions pour approvisionnements destinés aux sauvages du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest pour l'exercice 1899-1900. Présentée le 19 avril 1901.—*L'honorable C. Sifton*............*Pas imprimée.*

91. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 3 avril 1901,—Copie de tous mémoires, réponses à ces mémoires et de toute correspondance entre le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ou aucun de ses membres, et le gouvernement du Canada ou aucun de ses membres, au sujet de la situation financière et constitutionnelle des dits Territoires du Nord-Ouest. Présentée le 22 avril 1901.—*M. Scott*............*Imprimée pour les documents de la session.*

92. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 23 avril 1901, pour copie de l'arrangement fait avec des compagnies de steamers pour un service d'emmagasinage à froid pendant les années 1900 et 1901. Présentée le 23 avril 1901.—*Honorable S. A. Fisher*............*Pas imprimée.*

93. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 3 avril 1901,—Etat faisant connaître le coût de construction du pont érigé par le gouvernement sur le canal de Lachine, à la Côte Saint-Paul ; aussi l'estimation de ce qu'il en coûterait pour reconstruire ce pont ou lui donner plus de solidité, dans le cas où cette estimation aurait été faite ; et copie de toutes pétitions et correspondance avec le gouvernement à ce sujet. Présentée le 24 avril 1901—*M. Monk*............*Pas imprimée.*

93*a*. Réponse à une adresse du Sénat, en date du 9 mai 1901, demandant les documents originaux comprenant les cahiers 1, 2 et 3, au sujet des superstructures des deux ponts construits sur le canal Lachine, à la rue Wellington, Montréal, ainsi que les dessins et l'annexe. Présentée le 13 mai 1901.—*Honorable M. O'Donohoe*............*Pas imprim*

94. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de toute correspondance avec le ministère des Chemins de fer concernant la construction d'une ligne ferrée entre Sydney et East Bay, dans le comté de Cap-Breton, et de tous rapports faits par le ministère à ce sujet. Présentée le 24 avril 1901.—*M. Johnson (Cap-Breton)*............*Pas imprimée.*

95. Réponse à un Ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Etat indiquant la quantité de plaques d'appui de Servis pour traverses de chemins de fer achetées par le gouvernement depuis le 30 juin 1887, les personnes ou compagnies de qui elles ont été achetées, les quantités achetées, les prix payés, les dates des contrats et les dates des livraisons. Présentée le 24 avril 1901—*M. Fowler.*............*Pas imprimée.*

VOLUME 13—*Suite.*

96. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de tous contrats concernant les améliorations à faire dans les cours du chemin de fer de Sydney et à la Jonction de Sydney-Nord. Aussi, relevé de tous prix payés par verge cube pour excavations dans la terre (de diverse nature), et pour les travaux de remblai, aux termes du dit contrat et en rapport avec les dites améliorations. Aussi, état indiquant les montants payés pour fossés, déboisement, nivellement et essartage par acre ou par 100 pieds, ainsi que pour maçonnerie des ponceaux, murs de soutènement, barrières à bestiaux, passages à niveau, clôtures et barrières. Présentée le 24 avril 1901.—*L'hon. sir Charles Hibbert Tupper*.................................*Pas imprimée.*

97. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 3 avril 1901,—Etat indiquant le nombre de baux accordés pour des pouvoirs d'eau sur le canal Welland et son coursier d'alimentation ; le nom des locataires ; le montant de pouvoir accordé dans chaque cas et le site de ce pouvoir, le prix mentionné dans chaque bail, et la durée du bail ; les noms des personnes actuellement en possession de ces baux ; le montant des arrérages dus, s'il en est, sur chaque bail, et depuis combien d'années ces arrérages s'accumulent. Présentée le 24 avril 1901.—*M. German*....................*Pas imprimée.*

98. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 4 mars 1901,—Copie de tous comptes, arrangements, reçus et pièces justificatives en rapport avec le règlement de la pétition de droit, dans l'affaire des Commissaires du havre de Pictou *vs* la Reine, qui a été terminée par voie de paiement en 1898. Présentée le 24 avril 1901.—*M. Bell (Pictou)*..............................*Pas imprimée.*

99. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de toute correspondance entre les autorités canadiennes et britanniques au sujet des commissions à donner aux officiers canadiens servant dans l'armée britannique. Présentée le 25 avril 1901.—*M. Bourassa.* *Pas imprimée.*

99a. Réponse supplémentaire au n° 99. Présentée le 22 mai 1901..............................*Pas imprimée.*

100. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de tous arrêtés du conseil, règlements et autres documents, depuis le 1er janvier 1897, prescrivant ou indiquant le percentage ou proportion, en valeur, du trafic qui pourrait être créé en pays étrangers en ce qui concerne les articles pouvant bénéficier du tarif préférentiel, et le percentage ou proportion, en valeur, du trafic qui doit être créé dans le Royaume-Uni ; et aussi, énonçant et démontrant quelles affirmations ou déclarations sous serment doivent être faites par les exportateurs ou autres personnes consignant ces articles à des importateurs canadiens ou par des personnes au Canada important ces articles de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Présentée le 26 avril 1901.—*M. Clarke.* *Imprimée pour les documents de la session.*

101. Copie du rapport conjoint de W. F. King, astronome en chef du ministère de l'Intérieur, et de Otto H. Tittman, de la Commission géodésique et des côtes des Etats-Unis, commissaires nommés en vertu d'un *modus vivendi* consenti entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis le 20 octobre 1899, pour faire un rapport sur la frontière provisoire entre le territoire de l'Alaska et la Puissance du Canada, vers la tête du canal de Lynn, des cartes accompagnant ce rapport et de l'arrêté du conseil du 20 février 1901, qui prescrit que copie de ce rapport soit soumise au parlement. Présentée le 20 mai 1901.—*Hon. C. Sifton*...................................*Imprimée pour la distribution.*

102. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de tous papiers, correspondance, et réclamations concernant la non-observation de la clause relative aux gages raisonnables dans le contrat pour la construction des écluses de Saint-André. Présentée le 3 mai 1901.—*M. Puttee*..*Pas imprimée.*

103. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses officiers et le colonel Van Wagner, commandant la batterie de campagne de Hamilton, concernant sa retraite ; et aussi, copie du document en vertu duquel le colonel Van Wagner était considéré comme "officier commandant," plaçant ainsi cet officier sous l'opération de l'acte concernant l'exercice du commandement pendant cinq ans. Présentée le 8 mai 1901.—*M. Hughes (Victoria)*..............................*Pas imprimée.*

104. Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé au sujet d'un mémoire du gouvernement de l'Ile du Prince-Edouard, demandant qu'il soit payé à l'île une certaine somme d'argent comme compensation pour une prétendue non-exécution, par le gouvernement du Canada, de la promesse qu'il avait faite, aux termes du pacte d'Union passé en 1873 entre la Puissance et la province, de pourvoir à l'entretien d'une communication à vapeur efficace entre l'Ile et la terre ferme, tant en hiver qu'en été, etc. Présentée le 8 mai 1901, par l'hon. W. S. Fielding............*Pas imprimée.*

VOLUME 13—*Fin.*

105. Réponse à une adresse du Sénat, en date du 16 avril 1901 demandant un état indiquant les noms et adresse de tous les pêcheurs du comté de Queen, I. P.-E., qui ont demandé et reçu la prime pendant la saison de 1900 ; aussi, la somme payée. Présentée le 2 mai 1901.—*Hon. M. Ferguson.* *Pas imprimée.*

106. Réponse à un ordre de la Chambre des Communes, en date du 11 mars 1901,—Copie de toute correspondance, rapports et certificats concernant la demande formulée par Robert Gray, ci-devant gardien de phare à l'île Entrance, C.-A., pour sa pension de retraite. Aussi, état indiquant pendant quel temps il a versé des montants à la caisse de retraite, et lesquels ? Présentée le 9 mai 1901.—*M. Prior*.................. *Pas imprimée.*

107. Réponse à une adresse du Sénat, en date du 2 mai 1901, demandant un état indiquant combien de Doukhobors se sont fait inscrire pour des établissements de 160 acres de terre chacun ; dans quel district des Territoires du Nord-Ouest ils ont pris ces inscriptions ; qui est propriétaire des terrains sur lesquels sont établis les villages, ou qui a pris l'inscription pour ces terrains ; aussi, combien de permis de coupe de foin ont été donnés aux Doukhobors et pour quelle quantité à chacun ; dans quel district en particulier des permis de coupe de bois ont été donnés aux Doukhobors, le nombre de cordes et les quantités accordées à chaque personne qui pourra être désignée. Présentée le 15 mai 1901.—*Hon. M. Perley*.................. *Pas imprimée.*

108. Réponse à une adresse du Sénat, en date du 15 avril 1901, demandant un état indiquant le nombre de soumissions reçues par le ministère des Postes pour le transport des malles entre les mines de Coe Hill, dans la division nord du comté de Hastings, et Apsley, dans la division est du comté de Peterboro ; les noms des soumissionnaires ; le montant demandé pour le transport de ces malles, et le nom de la personne à qui le contrat a été donné. Présentée le 13 mai 1901.—*Hon. sir Mackenzie Bowell*.................. *Pas imprimée.*

109. Réponse à une adresse du Sénat, en date du 18 avril 1901, demandant copie de tous rapports et cartes faits par les ingénieurs ou autres employés du gouvernement qui ont préparé le levé topographique de cette partie de la province d'Ontario située entre Rice Lake et Port-Hope, ou quelque endroit avoisinant, dans le but de s'assurer s'il existe une route praticable pour l'ouverture du canal de la Vallée de la Trent et l'établissement de son terminus sud, à ou près Port-Hope, sur la rive nord du lac Ontario. Présentée le 20 mai 1901.—*Hon. sir Mackenzie Bowell*.......... *Pas imprimée.*

110. Réponse à une adresse de la Chambre des Communes, en date du 27 février 1901,—Copie de toute correspondance entre le consul italien au Canada et le premier ministre ou le ministre du Commerce concernant certaines améliorations dans les relations commerciales entre le Canada et l'Italie, et de toute correspondance tendant à faire placer les produits du Canada par l'Italie sur son tarif général. Présentée le 23 mai 1901.—*M. Monk*.................. *Pas imprimée.*

APPENDIX

TO THE REPORT OF THE MINISTER OF AGRICULTURE FOR THE YEAR 1900.

CRIMINAL STATISTICS

FOR THE

YEAR ENDED 30TH SEPTEMBER, 1900.

PRINTED BY ORDER OF PARLIAMENT

ANNEXE

AU RAPPORT DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE POUR L'ANNÉE 1900.

STATISTIQUE CRIMINELLE

POUR

L'ANNÉE EXPIRÉE LE 30 SEPTEMBRE 1900.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT



OTTAWA
IMPRIMÉ PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI.
1901

TABLE OF SUBJECTS.

TABLE DES MATIÈRES.

REPORT OF CRIMINAL STATISTICS

FOR THE YEAR ENDED 30TH SEPTEMBER, 1900.

These statistics are collected under authority of the Criminal Statistics Act, Chap. 13, Acts of 1876, and its modifications embodied in the Revised Statutes of Canada, 1886, Chap. 60.

The report treats of (*a*) "Indictable Offences," and (*b*) "Summary Convictions"; the former including all cases tried by police and other magistrates with the consent of the accused under the "Speedy Trials," "Summary Trials by consent," and "Juvenile Offenders" Acts, the latter made up of cases disposed of by Justices of the Peace out of Sessions, under the "Summary Convictions Acts."

INDICTABLE OFFENCES.

These are divided into (*a*) offences against the person, (*b*) offences against property, (*c*) forgery and other offences against the currency, (*d*) other offences not included in the preceding.

"Offences against property" is subdivided into (1) offences with violence, (2) offences without violence, and (3) malicious offences against property.

The number of charges in 1900 for indictable offences in Canada was 249 more than in 1899—8,419 in 1900, and 8,170 in 1899.

The convictions numbered 5,768, or 55 more than in 1899.

In 1900 there were 2,576 acquittals, 8 detentions for lunacy, and 67 cases in which for different reasons, such as *nolle prosequi*, or escape before trial, or disagreement of jury, no sentence was given.

In the previous year the figures were: acquittals, 2,355; detentions for lunacy, 11; other cases of no sentence, 91.

RAPPORT DE LA STATITSIQUE CRIMINELLE

POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 30 SEPTEMBRE 1900.

Cette statistique est recueillie en vertu de l'Acte de la Statistique criminelle, chapitre 13, des actes de 1876, et ses modifications comprises dans les Statuts revisés du Canada, 1886, chapitre 60.

Le rapport traite (*a*) des "délits sujets à poursuite" et (*b*) des "condamnations sommaires"; dans les premiers se trouvent compris les cas expédiés par les magistrats de police ou autres juges de paix, du consentement des accusés, sous l'autorité des actes concernant les "procès expéditifs", les "procès sommaires" et les "jeunes délinquants"; tandis que les dernières ne contiennent que les cas expédiés sommairement par les juges de paix, en dehors des sessions, sous l'autorité de l'"Acte des condamnations sommaires.

DÉLITS SUJETS À POURSUITE.

Les délits sujets à poursuite sont divisés comme suit: (*a*) outrages contre la personne, (*b*) délits contre la propriété, (*c*) faux en écritures et crimes relatifs à la monnaie, (*d*) autres crimes et délits non compris dans les classes précédentes.

"Crimes et délits contre la propriété" se subdivisent comme suit: (1) délits avec violence, (2) sans violence, (3) offenses malicieuses contre la propriété.

Le nombre d'accusations pour délits sujets à poursuite en Canada pour 1900 a été de 249 de plus qu'en 1899, soit 8,419 en 1900 et 8,170 en 1899.

Les condamnations ont été de 5,768, ou soit 55 de plus qu'en 1899.

En 1900, il y a eu 2,576 acquittements, huit cas d'emprisonnements pour cause de folie et 67 cas où, pour différentes raisons, tel que le cas d'un *nolle prosequi*, ou fuite avant procès, ou encore, désaccord entre les jurés, aucune sentence n'a été prononcéé.

Pour les années précédentes les chiffres ont été comme suit: acquittements, 2,355; emprisonnements pour cause de folie, 11; autres cas où la sentence n'a pas été prononcée, 91.

PROVINCES.	Number of Convictions.		Number of Convictions per 10,000 Inhabitants.	
	1899.	1900.	1899.	1900.
Prince Edward Island	16	27	1·46	2·48
New Brunswick	125	137	3·89	4·26
Nova Scotia	250	325	5·45	7·07
Manitoba	224	269	9·92	11·37
Quebec	1,779	1,487	11·08	9·18
Ontario	2,693	2,769	11·80	12·01
The Territories	256	265	18·06	18·49
British Columbia	370	489	21·40	26·40
Canada	5,713	5,768	10·75	10·72

The table shows that, the Province of Quebec excepted, the number of convictions, in 1900 increased in all the provinces in comparison with 1899.

The greatest increase is in the Province of British Columbia where the convictions making allowance for normal increase in the population, have increased by over 23 per cent.

The increase in the North-west Territories is due to the Yukon in which the increase is 9, the other North-west Territories showing a decrease of three as compared with 1899. In the Yukon Territory there were 95 cases of convictions for indictable offences in 1900.

The contrast between this state of affairs and that obtained in Prince Edward Island is the difference between a long settled pastoral region and a newly opened mining district; with four times the population Prince Edward Island has only one-fifth the crime.

Nova Scotia, for a mining province, has a remarkably low percentage of cases, only 7·07 per 10,000 of its population against 26·40 per 10,000 of the population of British Columbia.

In cities and towns the increase of convictions for indictable offences in 1900 was 193, while in rural districts there was a decrease of 129 compared with 1899.

By occupations the returns of 1900 show that punished crime among the agricultural class underwent but little change in 1900, the proportion of convictions in this class being 3·78 per cent of the whole against 3·76 per cent in 1899; that the convictions in the commercial class were 13·05 per cent of the whole in 1900 against 12·37 per cent in 1899; that the convictions in the domestic class were 4·07 per cent in 1900 and 3·64 per cent in 1899; that the convictions in the industrial class were 10·06 per cent as compared with 12·00 per cent in 1899; that convictions in the professional class were only 6 in advance of the previous year, and that convictions in the labouring class were two less in number in 1900 than in 1899, the proportion being 38·73 per cent in 1899 and 38·33 per cent in 1900.

With regard to sex the returns show that of the total convictions for 1900, those of males numbered 5,430, and of females, 338; against 5,384 males and 329 females in the calendar of 1899.

PROVINCES.	Nombre de condamnations.		Nombre de condamnations par 10,000 habitants.	
	1899.	1900.	1899.	1900.
Ile du Prince-Edouard	16	27	1·46	2·48
Nouveau-Brunswick	125	137	3·89	4·26
Nouvelle-Ecosse	250	325	5·45	7·07
Manitoba	224	269	9·92	11·37
Québec	1,779	1,487	11·08	9·18
Ontario	2,693	2,769	11·80	12·01
Les Territoires	256	265	18·06	18·49
Colombie-Britannique	370	489	21·40	26·40
Canada	5,713	5,768	10·75	10·72

Ce tableau indique, qu'à part la province de Québec, il y a eu, en 1900, une augmentation dans le nombre de condamnations dans toutes les provinces, en comparaison avec 1899.

La plus forte augmentation a été dans la province de la Colombie-Britannique où les condamnations, si nous tenons compte d'une augmentation normale dans la population, ont augmenté de plus de 23 pour cent.

L'augmentation dans les Territoires du Nord-Ouest est due au district du Yukon où l'augmentation est de 9, les autres territoires du Nord-Ouest montrent une diminution de 3 en comparaison avec 1899. Dans le territoire du Yukon il y a eu 95 cas de condamnations pour délits sujets à poursuite en 1900.

Le contraste entre cet état de chose et celui obtenu dans l'Ile du Prince-Edouard montre la différence qui existe entre une région agricole depuis longtemps établie et celle d'un district nouvellement ouvert aux opérations minières ; avec quatre fois la population, l'Ile du Prince-Edouard n'a qu'un cinquième pour cent de criminalité.

La Nouvelle-Ecosse, pour une province minière, a une moyenne de cas remarquablement basse, soit 7·07 par 10,000 de sa population contre 26·40 par 10,000 de la population de la Colombie-Britannique.

Dans les cités et villes l'augmentation des condamnations pour délits sujets à poursuite a été de 193 en 1900, pendant que dans les districts ruraux il y a eu une diminution de 129, en comparaison avec 1899.

Par occupations, les rapports de 1900 montrent que dans la punition du crime parmi la classe agricole, il y a eu peu de changements pour cette année-là, la proportion des condamnations pour cette classe étant de 3·78 pour cent sur le tout, contre 3·76 pour cent en 1899 ; que les condamnations dans la classe commerciale ont été de 13·05 pour cent sur le tout pour 1900, contre 12·37 pour cent en 1899 ; que les condamnations dans la classe domestique ont été de 4·07 pour cent en 1900 et 3·64 en 1899 ; que les condamnations dans la classe industrielle ont été de 10·06 pour cent en 1900, en comparaison avec 12·00 pour cent en 1899 ; que les condamnations dans la classe professionnelle ont été de 6 en plus sur l'année précédente, et que les condamnations dans la classe ouvrière ont été de deux en moins pour 1900 que pour 1899, la proportion étant de 38·73 pour cent en 1899 et 38·33 pour cent en 1900.

Taking the whole series the proportion of females among the criminal class has been constantly decreasing.

The following table indicates the rate and constancy of the decrease :—

Proportion of females in convictions for indictable offences.

1884–91	8·6 per cent.
1892	7·1 "
1893	7·4 "
1894	7·1 "
1895	7·3 "
1896	6·7 "
1897	6·4 "
1898	5·98 "
1899	5·76 "
1900	5·86 "

During 17 years the trend has been markedly in the direction of a decreased proportion of female criminals.

This general decrease has been accompanied by a decrease in the proportion of convictions of females for reiterated crime (contrary to the conclusions of Lombroso) as compared with convictions of males for reiterated crime. In 1899 the convictions for a second time and reiterated convictions were : for females 16 per cent, and for males 21 per cent of the respective totals.

Apparently this has not been caused by any increased tenderness on the part of the judges and juries in dealing with cases in which women have been involved ; for the acquittals of women in proportion to charges against women were 35 per cent in 1900 against a general rate of 34 per cent during the years 1894–1900.

With respect to the birthplaces of the criminals of Canada the returns give fairly full details for a number of years.

During the years 1884–91 England supplied 9·3 per cent of the persons convicted. In 1899, 6·2 per cent, and in 1900, 7·1 per cent.

Ireland in 1884-91 furnished 7·8 per cent ; in 1899, 2·9 per cent, and in 1900, 3·1 per cent.

Scotland supplied 2·2 per cent in the first series of years and 1·6 per cent in 1899, and 1·4 per cent in 1900.

Canadian-born formed 68·2 per cent in 1884-91 ; 72·5 per cent in 1899, and 68·5 per cent in 1900.

The United States contributed to our criminal annals 5·8 per cent, 3·9 per cent, and 4·6 per cent respectively in the years named.

Other foreign countries supplied 3·1 per cent ; 4·0 per cent and 5·9 per cent respectively.

"Other British Possessions" added 0·3 per cent, 0·3 per cent and 0·4 per cent respectively.

The instances where country of birth was not obtained formed 3·3 per cent of the convictions in 1884-91 ; 8·5 per cent of those of 1899, and 8·6 per cent of those of 1900.

Pour ce qui a trait au beau sexe, les rapports des années précédentes nous font voir que la proportion parmi les femmes dans la criminalité a été constamment en diminuant.

Le tableau suivant fait voir le taux constant de la diminution.

Proportion des condamnations parmi les femmes pour délits sujets à poursuite.

1884-91	8·6 pour cent.
1892	7·1 "
1893	7·4 "
1894	7·1 "
1895	7·3 "
1896	6·7 "
1897	6·4 "
1898	5·98 "
1899	5·76 "
1900	5·86 "

Depuis dix-sept années le courant a semblé être dans la direction d'une proportion très marquée vers la diminution du crime parmi les femmes.

Cette diminution générale a été suivie d'une diminution dans la proportion de condamnations des femmes pour crimes répétés (contrairement aux données de Lombroso), tels que comparés aux condamnations des hommes. En 1899 les condamnations des femmes en secondes instances et répétées a été de 16 pour cent et de 21 pour cent des totaux respectifs pour les hommes.

Il n'appert pas que cela a été causé par un surcroît de tolérance de la part des juges ou des jurés qui ont eu charge des causes où les femmes ont été impliquées, car la proportion des femmes acquittées contre les accusées ont été de 35 pour cent en 1900, contre un taux général de 34 pour cent durant les années 1894-1900.

Quant aux lieux de naissance des criminels du Canada les retours donnent des détails assez complets pour un certain nombre d'années.

Durant les années 1884-91 l'Angleterre a fourni 9·3 pour cent des personnes condamnées. En 1899, 6·2 pour cent et en 1900, 7·1 pour cent.

En 1884-91 l'Irlande a eu 7·8 pour cent; en 1899, 2·9 pour cent et en 1900, 3.1 pour cent.

Durant les premières series d'années l'Ecosse a fourni 2·2 pour cent; en 1899, 1·6 pour cent et 1·4 pour cent en 1900.

Les Canadiens nés dans le pays fournissent 68·2 pour cent en 1884-91; 72·5 pour cent en 1899 et 68·5 pour cent en 1900.

Les Etats-Unis ont contribués à nos annales criminelles 5·8 pour cent, 3·9 pour cent et 4.6 pour cent respectivement.

Les autres pays étrangers ont fourni 3·1 pour cent, 4·0 pour cent et 5·9 pour cent respectivement.

Les "autres Possessions britanniques" ont ajouté 0·3 pour cent, 0·3 pour cent et 0·4 pour cent respectivement.

No doubt many, if not most, of the "Not given" are "foreign." Crime by foreigners, other than people of the United States, is on the increase while crime committed by Canadian-born is considerably below the percentage of the Canadian-born in the total population.

The records show that with regard to the religious denominations there has been considerable improvement in the larger ones.

The Roman Catholic record is :—

1884-91, per cent (average)		48·1
1892	"	48·7
1893	"	44·1
1894	"	43·4
1895	"	39·7
1896	"	41·8
1897	"	41·5
1898	"	41·5
1899	"	42·5
1900	"	38·8

As the Roman Catholic denomination numbered 41·2 per cent of the population in 1891 there has been a retrocession from criminality of a gratifying character. The high water mark was reached in 1892 when the Roman Catholic criminals were 48·7 of the total criminal calendar of indictable offences and the Roman Catholics were 41·2 of the total population. Either the proportion of Roman Catholics in the whole population has decreased since 1892, or there has been a marked improvement in the denomination as a contributor to the criminal class.

The Anglican Church record is : 1884-91 (average) 16·2 per cent; 1899, 17·2 per cent; 1900, 15·6 per cent.

The Methodist record is : 10·6 per cent; 9·9 per cent and 9·5 per cent for the respective periods.

The Presbyterian record is 7·3 per cent; 7·5 per cent and 7·1 per cent.

The Baptist record shows a tendency to increase its criminals, the figures being 2·8 per cent for 1884-91 ; 3·1 per cent for 1899, and 3·2 per cent for 1900.

"All others" and "Not given" have a record of 15·1 per cent, 19·8 per cent and 25·8 per cent respectively.

In a general way this would appear to indicate that the larger denominations are steadily and successfully bringing their spiritual forces to bear upon society to reduce crime.

With respect to education and the influence of ignorance as a foster mother of criminality, the records show that in the period 1884-91 those having an elementary education or none at all, formed 91·6 per cent of those convicted of indictable offences· In 1899 they were 88·5 per cent, and in 1900, 88·7 per cent. Of these, 17 per cent, 12·44 per cent and 14·6 per cent respectively were unable to read.

The 17 years' record indicates that while ignorance is the close friend and confidant of criminality yet education is not as great a corrective of crime as it formerly was.

Dans les cas où les lieux de naissance n'ont pas été obtenus, nous constatons 3·3 pour cent de condamnations pour 1884-91 ; 8·5 pour cent pour 1899 et 8·6 pour cent pour ceux de 1900.

Sans doute plusieurs, sinon la plupart des "non donnés" sont étrangers. Les crimes commis par des étrangers autres que des Etats-Unis augmentent, tandis que les crimes attribués aux Canadiens-nés est de beaucoup au-dessous de la moyenne de la population totale des Canadiens.

Les registres démontrent que dans les grandes sectes religieuses il y a eu beaucoup d'améliorations.

Le registre catholique romain est :—

1884-91, moyenne pour cent	....	48·1
1892	"	48·7
1893	"	44·1
1894	"	43·4
1895	"	39·7
1896	"	41·8
1897	"	41·5
1898	"	41·5
1899	"	42·5
1900	"	38·8

Comme les catholiques romains comptaient pour 41·2 pour cent de la population en 1891, il y a eu une rétrogradation marquée vers la criminalité parmi eux. En 1892 les catholiques romains ont atteint la haute ligne comme criminels, étant 48·7 pour cent sur tout le calendrier criminel des offenses passibles de poursuite et ils comprenaient 41·2 de la population totale. Soit que la proportion des catholiques romains ait diminué depuis 1892 ou bien il y a eu une amélioration marquée dans le nombre de ses criminels.

Le registre de l'Eglise anglicane est : 1884-91 (moyenne) 16·2 pour cent ; 1899, 17·2 pour cent ; 1900, 15·6 pour cent.

Le registre méthodiste est : 10·6 pour cent, 9·9 pour cent et 9·5 pour cent pour les périodes respectives.

Le registre presbytérien est : 7·3 pour cent, 7·5 pour cent et 7·1 pour cent.

Le registre baptiste démontre une tendance vers l'augmentation de ses criminels, les chiffres étant 2·8 pour cent pour 1884-91 ; 3·1 pour cent pour 1899 et 3·2 pour cent pour 1900.

"Tous les autres" et les "non donnés" sont enregistrés à 15·1 pour cent, 19·8 pour cent et 25·8 pour cent respectivement.

Au point de vue général, cela démontre que les grandes factions religieuses ont réussi, en réunissant leurs forces morales, à diminuer le crime dans la société.

En ce qui concerne l'éducation et l'influence que l'ignorance exerce parmi les criminels, les rapports démontrent que durant la période de 1884-91 ceux n'ayant qu'une instruction élémentaire ou pas du tout comprenaient 91·6 pour cent des condamnés pour offenses passibles de poursuite. En 1899 ils étaient de 88·5 pour cent et en 1900, 88·7 pour cent. De ceux-là 17 pour cent, 12·44 pour cent et 14·6 pour cent respectivement étaient incapables de lire.

The educated or partially educated class in the community supplied 8·4 per cent of the convicted criminals of 1884-91, 11·5 per cent in 1899 and 11·3 per cent in 1900.

With regard to the use of liquors the records indicate that in the 1884-91 period 47·3 per cent of the convictions was of persons using liquors moderately, and 40 per cent of persons using them immoderately, the remainder being individuals from whom no information was elicited of their personal and practical views on the drink question. There is some confusion in the use of the word "moderate" inasmuch as in the returns this has in the past included strictly temperate as well as "moderate."

The best conclusion that can be derived from the body of figures in the columns relating to drink is that immoderate drinkers were responsible in 1884-91 for 40 per cent of the criminals, in 1899 for 33.5 per cent and in 1900 for 29·1 per cent. This would indicate that excessive liquor drinking is becoming eliminated more and more as a stimulant to crime.

In the matter of the holy estate of matrimony the returns show that in 1900, 23·6 per cent of the criminals belonged to the noble army of the Benedicts against 21·8 per cent in 1899, and 28·02 per cent in 1884-91.

Speaking generally the married criminal is becoming rarer.

First time criminals in 1884-91 averaged 86·3 per cent of the criminals convicted, while in 1899 they were 79·3 per cent, and in 1900 78·8 per cent.

Those convicted a second time were 8 per cent of the whole in 1884-91, 10·3 per cent in 1899, and 11·07 per cent in 1900.

Recidivists were 56 per cent in 1884-91, 10-3 per cent in 1899, and 9·4 per cent in 1900.

The tendency is towards a habitually criminal class which means a smaller number of criminals and a larger number of repetitions of crime. The individuals are fewer; each has more crimes to his record.

By classes of crime the indictable offences are :—

—	Percentage of each class of the whole.		
	1884-91.	1899.	1900.
1. Offences against the person	22·18	20·65	21 50
2. " property with violence	6·84	7·77	7·15
3. " " without violence	60·92	64·30	62·95
4. Malicious offences against property	1·30	1·34	1·28
5. Forgery and other offences against currency	1·12	1·90	1·58
6. Other offences not included in 1-5	7·64	4·04	5·54

The above table locates the serious crime of the country in class 3; "Offences against property without violence."

The subdivisions of this class are (*a*) bringing stolen property into Canada, (*b*) embezzlement, (*c*) false pretences, (*d*) feloniously receiving, (*e*) fraud and conspiracy to defraud, (*f*) horse, cattle and sheep stealing, (*g*) larceny, larceny from dwelling houses and larceny from the person, (*h*) stealing registered letters and other mail matter.

Les annales de 17 années indiquent que, quoique l'ignorance soit l'ami et le confident de la criminalité, cependant l'éducation n'est pas comme autrefois un aussi grand palliatif au crime. La classe instruite ou en partie instruite dans la société fournissait 8·4 pour cent des criminels condamnés en 1884-91, 11·5 pour cent en 1899 et 11·3 pour cent en 1900.

En ce qui concerne l'usage des liqueurs les registres indiquent que durant la période de 1884-91, 47·3 pour cent des condamnations étaient des personnes faisant un usage modéré des liqueurs et 40 pour cent des personnes en faisant un usage immodéré, le reste étant des individus desquels aucunes informations ne pouvaient être obtenues sur leurs vues personnelles et pratiques de la question d'ivrognerie. Il y a confusion dans l'emploi du mot "modéré," vu que dans les retours passés ils comprenaient les stricts tempérants de même que les "modérés".

La meilleure conclusion qui peut se tirer des chiffres dans les colonnes ayant rapport à l'ivrognerie est que les buveurs immodérés comptaient pour 40 pour cent des criminels en 1884-91, pour 33·5 pour cent en 1899 et 29·1 pour cent en 1900. Cela indiquerait que l'usage excessif des liqueurs est éliminé de plus en plus comme étant un stimulant au crime.

Dans le cas du saint état du mariage les rapports démontrent qu'en 1900, 23·6 pour cent des criminels appartenaient à la noble phalange des hommes mariés, contre 21·8 pour cent en 1899 et 28·02 pour cent en 1884-91.

Généralement parlant le criminel marié devient de plus en plus rare.

Premièrement les criminels de 1884-91 étaient en moyenne de 86·3 pour cent des criminels condamnés, tandis qu'en 1899 ils étaient de 79·3 pour cent et de 78.8 pour cent en 1900.

Ceux qui ont été condamnés une seconde fois étaient de 8 pour cent sur le tout en 1884-91, 10·3 pour cent en 1899 et 11·7 pour cent en 1900.

Les récidivistes étaient de 5·6 pour cent en 1884-91, 10·3 pour cent en 1899 et 9·4 pour cent en 1900.

La tendance est du côté de la classe des criminels d'habitude qui est en moins grand nombre, mais dont les crimes se répètent. Les individus sont moins nombreux ; chacun a plus de crimes à son actif.

Les crimes par classes pour les offenses passibles à poursuite sont :—

—	Moyennes de chaque classe sur le tout.		
	1884-91.	1899.	1900.
1. Offences contre la personne	22·18	20·65	21·50
2. " contre la propriété avec violence	6·84	7·77	7·15
3. " " sans "	60·92	64·30	62·95
4. Dommages malicieux à la propriété	1·30	1·34	1·28
5. Faux et autres offenses contre la monnaie	1·12	1·90	1·58
6. Autres offenses non comprises dans les classes précédentes	7·64	4·04	5·54

Le tableau ci-dessus renferme le principal crime du pays dans la Classe 3, "Offenses sans violence contre la propriété."

This class includes 64·3 per cent of the total convictions for indictable offences of 1899 and 62·95 per cent of those of 1900.

Of this class, subclass "G," larceny, contains the greatest proportion, the percentages being 91·4 per cent for 1899, and 90·22 per cent for 1900.

Of the total of 5,713 convictions in 1899 secured in indictable offences, 3,344 were for larceny ; of these 3,344, 220 were women.

Thus of the 329 women who in 1899 were convicted of indictable offences, two-thirds were convicted under the head of larceny. In 1900 the proportion was 70·1 per cent.

With respect to juvenile delinquency the record shows that the criminals under 16 years of both sexes in the period 1884-91 formed 13·64 per cent of the whole number of convictions; 16·38 per cent in 1899, and 15·86 per cent in 1900, indicating a tendency to relative increase on the part of criminal juveniles.

Last year attention was directed to this subject of juvenile crime as exhibited in the calendar of 1899. The press and the pulpit took up the subject. A diminution has been shown for 1900. The evil still calls for active measures of repression.

The proportion of women in the total convicted according to ages is :—

Proportion of women in total convicted of indictable offences under 16 years old.

1884-91	5·83	per cent.
1899	3·94	"
1900	3·50	"

Proportion of women in total convicted of indictable offences under 21 years and over 16.

1884-91	8·93	per cent.
1899	7·52	"
1900	5·16	"

SUMMARY CONVICTIONS.

The following table gives the number of summary convictions for 1899 and 1900 by provinces :—

PROVINCES.	1899.	1900.	Inc. or Dec. per cent.	
Prince Edward Island	436	402	Dec.	7·9
Nova Scotia	2,009	2,270	Inc.	13·0
New Brunswick	2,136	2,174	"	1·8
Quebec	8,496	8,430	Dec.	0·8
Ontario	14,091	15,651	Inc.	11·1
Manitoba	1,265	1,423	"	12·5
British Columbia	1,992	2,505	"	25·7
The Territories	1,060	1,154	"	9·0
Yukon	1,512	1,877	"	24·1
Canada	32,997	35,886	Inc.	8·7

Les sous-sections (ou variétés) de cette classe sont (*a*) apporter au Canada des effets volés, (*b*) détournement, (*c*) faux prétextes, (*d*) recel, (*e*) fraude et conspiration pour frauder, (*f*) vol de cheval, bétail et mouton, (*g*) larcin, cambriolage et filouterie, (*h*) vol de lettres chargées et autres matières postales.

Cette classe comprend 64·3 pour cent de toutes les condamnations pour offenses passibles de poursuite de 1899 et 62·95 pour cent de celles de 1900.

De cette classe, sous-section "G", larcin, contient la plus grande proportion ; les moyennes étant de 91·4 pour cent pour 1899 et 90·22 pour cent pour 1900.

Du total des 5,713 condamnations obtenues en 1899 pour offenses passibles de poursuite, 3,344 étaient pour larcin ; sur les 3,344, 220 étaient des femmes.

Ainsi, des 329 femmes condamnées pour offenses passibles de poursuite en 1899, les deux tiers étaient condamnées pour larcin. En 1900, la proportion fut de 70·1 pour cent.

A l'égard des délits de la jeunesse le registre montre que les criminels au-dessous de 16 ans des deux sexes, durant la période de 1884-91, comprenaient 13·64 pour cent de toutes les condamnations ; 16·38 pour cent en 1899 et 15·86 pour cent en 1900, indiquant une tendance à une augmentation relative de la part des jeunes criminels.

L'attention, l'an dernier, était attirée à ce sujet des jeunes criminels tel qu'exposé dans le calendrier de 1899. La presse et le clergé se sont occupés du sujet. Une diminution a été démontrée pour 1900. Les mesures actives devraient être prises pour réprimer le mal.

La proportion des femmes, suivant leurs âges, sur le total des condamnations est :—

Proportion des femmes au-dessous de 16 ans pour offenses passibles de poursuite.

1884-91	5·83 pour cent.
1899	3·94 "
1900	3·50 "

Proportion des femmes au-dessous de 21 ans et au-dessus de 16 ans pour offenses passibles de poursuite.

1884-91	8·93 pour cent.
1899	7·52 "
1900	5·16 "

CONDAMNATIONS SOMMAIRES.

Le tableau suivant donne le nombre de condamnations sommaires par provinces pour 1899 et 1900 :—

PROVINCES.	1899.	1900.	Moyenne d'augmentation ou diminution.
Ile du Prince-Edouard	436	402	Dim. 7·9
Nouvelle-Ecosse	2,009	2,270	Aug. 13·0
Nouveau-Brunswick	2,136	2,174	" 1·8
Québec	8,496	8,430	Dim. 0·8
Ontario	14,091	15,651	Aug. 11·1
Manitoba	1,265	1,423	" 12·5
Colombie-Britannique	1,992	2,505	" 25·7
Les Territoires	1,060	1,154	" 9·0
Le Yukon	1,512	1,877	" 24·1
Canada	32,997	35,886	Aug. 8·7

These figures indicate an increase of 8·76 per cent in 1900 compared with 1899.

Taking the three years 1897-8-9 these show an increase of 2·7 per cent over the years 1894-5-6. The year 1900 shows an increase of 10·2 per cent over 1897.8-9.

The Provinces of Prince Edward Island and Quebec show a decrease in 1900 as compared with 1899.

The Yukon criminal records have made the years 1899 and 1900 somewhat exceptional years for purposes of comparison with previous years, the contribution of this great mining camp to the crime of the country, as measured by convictions, having been 1·45 per cent of the total convictions for indictable offences and 4·6 per cent of the summary convictions in 1899, and 1·65 per cent of indictable and 5·2 per cent of summary in 1900.

The total contribution of the Yukon in 1899 was 1,579 convictions out of a total for all Canada of 38,710, and in 1900, 1,960 out of a total of 41,654.

The difference in the conditions of the Yukon is seen by a comparison of the Territory with Prince Edward Island which latter with 100,000 inhabitants had a total of 429 convictions against a total of 1,960 in the Yukon with 20,000 inhabitants—43 in every 10,000 inhabitants in the case of Prince Edward Island, and 980 in every 10,000 in the case of the Yukon. Considering the general character of the population of the Yukon, the criminal record is not remarkably bad, indeed it may be considered good.

The following figures give the proportion of summary convictions for each province per 1,000 of the inhabitants :—

PROVINCES.	1899.	1900.
Prince Edward Island	4·00	3·68
Nova Scotia	4·37	4·94
Quebec	5·26	5·17
Manitoba	5·40	5·80
Ontario	6·13	6·74
New Brunswick	6·64	6·75
British Columbia	10·95	12·85
The Territories	18·14	20·49
Canada	6·15	6·67

An examination of the infractions of the laws relating to liquors as given in the record of the summary convictions provides the following table :—

Total infractions of liquor license laws, Canada Temperance Act, Indian liquor Act, &c.

Year.	Convictions.	P. C. of total convictions.
1894	2,143	7·00
1895	2,174	6·77
1896	1,987	6·10
1897	2,099	6·50
1898	2,178	6·72
1899	2,083	6·31
1900	1,943	5·43

Ces chiffres indiquent une augmentation de 8·76 pour cent en 1900, comparés avec 1899.

En prenant les années 1897-8-9 elles montrent une augmentation de 2·7 pour cent sur les années 1894-5-6. L'année 1900 montre une augmentation de 10·2 pour cent sur 1897-8-9.

Les provinces de l'Ile du Prince-Edouard et Québec montre une diminution en 1900, comparée avec 1899.

Les registres criminels du Yukon ont fait de 1899 et 1900 des années exceptionnelles comme fins de comparaison avec les années précédentes. La contribution aux crimes du pays de ce grand champ minier, calculée par condamnations, a été de 1·45 pour cent sur le total des condamnations passibles de poursuite et de 4·6 pour cent des condamnations sommaires, en 1899, et de 1·65 pour cent de celles passibles de poursuites et de 5·2 pour cent des condamnations sommaires en 1900.

La contribution totale du Yukon, en 1899, était de 1,579 condamnations sur un total de 38,710 pour tout le Canada et, en 1900, de 1,960 sur un total de 41,654.

La différence de l'état des choses au Yukon est visible en comparant ce territoire avec l'Ile du Prince-Edouard qui, avec 100,000 habitants a 429 condamnations en tout contre un total de 1,960 au Yukon avec 20,000 habitants—43 sur chaque 10,000 habitants dans l'Ile du Prince-Edouard et 980 sur chaque 10,000 dans le cas du Yukon. Considérant le caractère général de la population du Yukon, l'actif criminel n'est pas remarquablement mauvais, vraiment il peut être considéré comme bon.

Les chiffres suivants donnent la proportion des condamnations sommaires pour chaque province par 1,000 de la population :—

PROVINCES.	1899.	1900.
Ile du Prince-Edouard	4·00	3·68
Nouvelle-Ecosse	4·37	4·94
Québec	5.26	5·17
Manitoba	5·40	5·80
Ontario	6·13	6·74
Nouveau-Brunswick	6·64	6·75
Colombie-Britannique	10·95	12·85
Les Territoires	18·14	20·49
Canada	6·15	6·67

Un examen des transgressions aux lois concernant les liqueurs, tel que donné par le registre des condamnations sommaires fournit le tableau suivant :—

Total des transgressions aux lois des licences pour la vente des liqueurs, "Acte de tempérance du Canada," "Acte indien des liqueurs," etc.

Année.	Condamnations.	Moyenne totale des condamations.
1894	2,143	7·00
1895	2,174	6·77
1896	1,987	6·10
1897	2,099	6·50
1898	2,178	6·72
1899	2,083	6·31
1900	1,943	5·43

These details indicate either that the prosecutions were less actively carried on or that the laws were more closely observed in 1900 than in previous years; possibly both causes have operated to produce the results indicated.

One fact of value in this connection is that women are engaging less and less in the business of distributing liquor, if we may judge from the fact that convictions of women form a constantly diminishing proportion of the whole. The number of women in every 1,000 convictions averaged 131 in 1894-9. In 1900 there were 115 women in each thousand of the convictions.

By provinces the greatest increase in summary convictions is in British Columbia, with the Yukon a close second.

The central Provinces of Ontario and Quebec together show an increase of 6·6 per cent. The three maritime eastern provinces show an increase of 5·8 per cent.

The crime-centre of Canada is now in British Columbia and the Yukon, the mining regions of Canada.

Drunkenness caused 12,215 summary convictions in the Dominion in 1900, an increase of 1,125 over 1899. The average for the seven years 1894-1900 is 11,370; so that 1900 is 845 over the average.

While the returns show that women are employed less and less in connection with the distribution of liquor they also show that the average number of women convicted of drunkenness remains nearly the same—there were 1,182 women convicted of this offence in 1894, and 1,157 in 1900. The proportion varies but little. The average for 7 years is 9·68 per cent of women convicted of drunkenness. In the first year of the series the percentage of women was 10·22. In the last it was 9·47. There is, therefore, a gradual decrease both relatively and absolutely.

Taken by provinces, Quebec has the largest proportion of women convicted of drunkenness, 12·7 per cent. Ontario comes second with 11·6 per cent. Prince Edward Island has the lowest (2·4 per cent) of the normally conditioned provinces.

The following table shows the total number of convictions (indictable cases as well as summary convictions) in the order of criminality:—

PROVINCES.	Total Convictions.		Number of Inhabitants for each Conviction.	
	1899.	1900.	1899.	1900.
The Territories and Yukon	2,828	3,296	50	45
British Columbia	2,362	2,994	77	65
Ontario	16,784	18,419	137	126
New Brunswick	2,261	2,311	142	139
Manitoba	1,489	1,692	157	145
Quebec	10,275	9,917	157	164
Nova Scotia	2,259	2,595	203	177
Prince Edward Island	452	429	241	254
Canada	38,710	41,653	138	130

Ces détails indiquent, soit que les poursuites ont été poussées moins activement ou que les lois ont été mieux observées en 1900 que durant les années précédentes ; il est possible que ces deux raisons ont été de nature à produire les résultats indiqués.

Un fait à considérer sous ce rappor est que les femmes s'occupent de moins en moins au trafic des liqueurs, si nous devons juger du fait que les cond mnations des femmes diminuent proportionnellement sur le tout. Le nombre des femmes sur chaque 1,000 condamnations donne une moyenne de 131 en 1894-9. En 1900 il y eut 115 femmes sur chaque 1,000 condamnations.

La plus grande augmentation des condamnations sommaires par province est dans la Colombie Britannique avec le Yukon qui vient en second.

Les provinces centrales d'Ontario et Québec donnent ensemble une augmentation de 6·6 pour cent. Les trois provinces maritimes à l'est montrent une augmentation de 5·8 pour cent.

Le milieu du crime au Canada est maintenant dans la Colombie-Britannique et au Yukon, les régions minières du Canada.

L'ivrognerie a amené 12,215 condamnations sommaires dans la Puissance en 1900, une augmentation de 1,125 sur 1899. Le moyenne pour les sept années 1894-1900 est de 11,370, alors 1900 a 845 au-dessus de la moyenne.

Quoique les rapports démontrent que, de moins en moins, les femmes sont employées dans le commerce des liqueurs, ils démontrent aussi que la moyenne du nombre des femmes condamnées pour ivrognerie reste à peu près la même. Il y a eu 1,182 femmes condamnées pour cette faute en 1894 et 1,157 en 1900. La proportion varie un peu La moyenne pour 7 années est de 9·68 pour cent de femmes trouvées coupables d'ivrognerie. Durant la première des séries l moyenne des femmes était de 10·22. Dans la dernière elle était de 9·47. Il y a alors relativement et absolument une diminution graduelle.

Prises par provinces, Québec a le plus grand nombre de femmes condamnées pour ivrognerie, 12·7 pour cent. Ontario vient en second lieu avec 11·6 pour cent. L'Ile du Prince-Edouard est la plus basse en moyenne (2·4 pour cent) des provinces dans leurs conditions normales.

Le tableau suivant donne le nombre total des condamnations (passibles de poursuites aussi bien que des condamnations sommaires) dans l'ordre de criminalité :—

PROVINCES.	Total des condamnations.		Nombre d'habitants pour chaque condamnation.	
	1899.	1900.	1899.	1900.
Les Territoires et le Yukon	2,828	3,296	50	45
Colombie-Britannique	2,362	2,994	77	65
Ontario	16,784	18,419	137	126
Nouveau-Brunswick	2,261	2,311	142	139
Manitoba	1,489	1,692	157	145
Québec	10,275	9,917	157	164
Nouvelle-Ecosse	2,259	2,595	203	177
Ile du Prince-Edouard	452	429	241	254
Canada	38,710	41,653	138	130

The number of cases tried by jury in Canada during the year 1900 was 936, of which 502 males and 45 females were convicted and 363 males and 26 females acquitted.

In 1899 the jury trials numbered 750, of which males convicted were 413 and females 16, the acquittals being ; male 296 and female 25.

In 1898 the jury trials numbered 822, of which 454 males and 24 females were convicted.

In 1897, these numbered 864, of which 459 males and 10 females were convicted In 1896 there were 898 cases, of which 479 males and 17 females were convicted.

Thus during 1896-1900 (5 years) there were 4,270 criminal trials by jury, 2,419 of which resulted in conviction, or 56·65 per cent.

There appears to be a tendency to a decrease in the proportion of convictions to ials, the first year (1896) of the series giving 58·4 per cent and the last year (1900) 55 per cent.

The number of cases in which the prerogative of mercy was exercised during the year 1900 was 306. In 1899 the number was 246. In 1898, 156 cases; in 1897, 165 cases, and in 1896, 145.

The death sentences were:—

1900	6
1899	6
1898	4
1897	3
1896	2

Under the Ticket of Leave Acts of 1899 and 1900 the first ticket of leave was granted on Nov. 24th, 1899, to a young man who had been sentenced to three years in the penitentiary for stealing letters.

From Nov. 24th, 1899, to Sept. 30th, 1900, one hundred and twenty-four tickets of leave were issued, 102 to penitentiary convicts, and the remaining 22 to persons confined in jails. Of the total number (124) three were forfeited within the year because the holders were convicted of indictable offences while holding their tickets of leave.

GEORGE JOHNSON, F.S.S (hon.),

Statistician.

Le nombre de causes jugées par devant jurés en Canada, pour l'année 1900, a été de 936, dont 502 hommes et 45 femmes ont été condamnés et 363 hommes et 26 femmes ont été acquittés.

En 1899 les causes par jurés ont été de 750, dont 413 hommes et 16 femmes ont été condamnés; les acquittements étant 296 hommes et 25 femmes.

En 1898 les procès devant jurés ont été de 822, dont 454 hommes et 24 femmes ont été condamnés.

En 1897 le nombre de ces cas a été de 864, dont 459 hommes et 10 femmes ont été condamnés. En 1896 il y a eu 898 cas, dont 479 hommes et 17 femmes ont été condamnés.

Ainsi donc, de 1896 à 1900 (5 ans), il y a eu 4,270 causes criminelles par devant jurés dont le résultat a été une moyenne de condamnations de 56·65, soit 2,419 condamnations.

Il paraît donc y avoir une tendance à une diminution dans la proportion des condamnations, la première année (1896) faisant voir un total donnant 58·4 pour cent et la dernière année (1900) 55 pour cent.

Le nombre de cas où la prérogative du pardon a été exercée pour l'année 1900 a été de 306. En 1899, le nombre en a été de 246. En 1898, 156 cas; en 1897, 165, et en 1896 de 145 cas.

Les sentences de mort ont été :—

1900	6
1899	6
1898	4
1897	3
1896	2

D'après les "Actes concernant le permis d'élargissement conditionnel de 1899 et 1900", le premier permis a été accordé le 34 novembre 1899 à un jeune homme qui avait été condamné à trois ans au pénitencier pour vol de lettres chargées.

Du 24 novembre 1899 au 30 septembre 1900, il en a été délivré 124. De ce nombre 102 ont été accordés à des détenus dans les pénitenciers et 22 à des personnes subissant leur peine dans une prison commune. Sur le nombre total (124), trois permis ont été révoqués parce que les porteurs ont été convaincus d'actes criminels.

GEORGE JOHNSON, F.S S. (hon.),

Statisticien.

TABLE I.

INDICTABLE OFFENCES.

TABLEAU I.

DÉLITS SUJETS À POURSUITE.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Total.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Convicted 1st. — Condamnés une fois.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. COMMITTED TO JAIL — EMPRISONNÉS. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'am'nde	SENTENCE. No option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	SENTENCE. No option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
MURDER.											
Sunbury, N.B.	1	1									
Montreal, Que	1				1	1					
Ottawa, Que	1	1									
Pontiac, Que	1		1								
Quebec, Que	3		1		2	2					
Richelieu, Que	1			1m							
Totals of Quebec	7	1	2	1	3	3					
Essex, Ont	1				1	1					
Middlesex, Ont	2	1			1	1					
Stormont, D'das & Glengarry, O.	1		a1								
York, Ont	1				1	1					
Totals of Ontario	5	1	1		3	3					
Manitoba, Western	1				1	1					
Westminster, B.C.	1	1									
Alberta, Northern, N.W.T.	1				1	1					
Yukon	2				2	2					
Totals of Canada	18	4	3	1	10	10					
MURDER, ATTEMPT AT.											
Beauharnois, Que	1				1	1					
Montreal, Que	1				1	1					
Totals of Quebec	2				2	2					
Muskoka and Parry Sound, Ont.	2			1 f.	1	1					
Welland, Ont	1	1									
York, Ont	1	1									
Totals of Ontario	4	2		1	1	1					
Alberta, Northern, N.W.T	1	1									
Alberta, Southern, N.W.T.	1	1									
Totals of the N.W.T	2	2									
Yukon	2				2	2					
Totals of Canada	10	4		1	5	5					
MANSLAUGHTER.											
Halifax, N.S.	1	1									

a Murder of her infant child. Meurtre de son enfant.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Sentence. — Penitentiary. — Pénitencier. Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Occupations. Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Civil Conditions. — États Civils. Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
MEURTRE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	....	1	....	1	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	3	....	....	....	....	1	1	....	1	....	2	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	....	....	3	....	....	....	....	....	1	....	2	1	....	2
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	10	....	....	....	....	2	2	....	4	2	2	4
TENTATIVE DE MEURTRE.														
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
1	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	1	1	....	1
....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	1	....	....	....	a1	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	2	....	....	1	1	1	....	....	1	....	1	1	....	2
HOMICIDE NON PRÉMÉDITE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....

a The sentence is not given—La sentence n'est pas donnée.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non-donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
MURDER.															
Sunbury, N.B	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Montréal, Qué	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Ottawa, Qué	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pontiac, Qué	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Québec, Qué	1	1	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	...	1	1
Richelieu, Qué	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux de Québec	1	2	...	...	...	1	...	1	...	1	...	...	...	1	2
Essex, Ont	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Middiesex, Ont	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
York, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Totaux d'Ontario	1	2	...	...	...	1	...	2	...	...	...	...	...	1	2
Manitoba, Ouest	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
Westminster, Col.-B	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Alberta, Nord, T. du N.-O.	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Yukon	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...
Totaux du Canada	3	5	.	...	...	2	...	4	1	1	...	2	...	3	5
MURDER, ATTEMPT AT.															
Beauharnois, Qué	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Montréal, Qué	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Totaux de Québec	...	2	...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	1	1
Muskoka et Parry Sound, O.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Welland, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
York, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux d'Ontario	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Alberta, Nord, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Alberta, Sud, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	.	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux des Ter. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Yukon		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...
Totaux du Canada	...	3	...	...	...	1	...	1	...	1	...	2	...	2	1
MANSLAUGHTER.															
Halifax, N.-E.	...	...	...	..		...		...	..	...	...	...	...	...	...

TABLEAU 1. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
MEURTRE.															
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...		...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...				...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	3	...	...	...	...	3	...	...	...	...	...	2	1
...	...	...	1	...	...		...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...		...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	2	...	...	...	...	2
...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...			...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	7	...	...	...	1	4	1	2	...	...	...	3	4
TENTATIVE DE MEURTRE.															
1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
1	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	1	...	...	1	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...		...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1	...	...	2	...	...	...	...	1	...	...	2	...	...	1	2
HOMICIDE NON PRÉMÉDITÉ.															
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	Acquitted. — Acquittés. F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende.	No option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
MANSLAUGHTER—*Concluded.*											
Montmagny, Que	1	....	..	......	1	1	......	....	....	......	.....
Frontenac, Ont	1	1	..	.....	.....	..	......	....	.....	...	....
Kent, Ont	1	1	..	....	....	......	...	.....	....	......	......
Lanark, Ont	1	....	..	......	1	1	......	......	....	...	...
Middlesex, Ont	1	.		..	1	1	..	..	......	......	1
Welland, Ont	1	...		.....	1	1	.. ..	....	...	......	.....
York, Ont	2	1		......	1	1	...	.....	....	......	.....
Totals of Ontario	7	3	..	....	4	4	....	....	....	...	1
Manitoba, Eastern	2	....	..	..	2	2	....	..	....	2	....
Manitoba, Western	1	....	..	....	1	1	......	.....	....	......	......
Totals of Manitoba	3	....	..	..	3	3	...	....	...	2	.....
Alberta, Northern, N.W.T.	1	....	..	....	1	1	.....	.....	......	.....	....
Yukon	2	1	..	...	2	2	.....	...	..	.....	—
Totals of Canada	16	5	..	.....	11	11	.....	......	......	2	1
SODOMY AND BESTIALITY.											
Bruce, Ont	1	....	..	.....	1	1	....	...	.....	....	...
Lanark, Ont	1	....		....	1	1	...	.	......	......	.....
Ontario, Ont	1	1		....	....	.....	.....	....	....	......	.....
Thunder Bay and Rainy River, O	1	...	..	....	1	....	1	.....	......	.....	1
Victoria, Ont	1	1	..	......	......	......	......	..	......	......	.....
Waterloo, Ont	1	1	..	......	.....	...	......	......	...	...	.....
Wentworth, Ont	1	1	..	...	....	.....	......	......	......	......	.....
York, Ont	1	....	..	.....	1	1	......	.....	..	.....	[a]1
Totals of Ontario	8	4	..	.....	4	3	1	.....	....	..	2
Westminster, B.C	1	1		......	..	....	.....	......	.....	.....	.....
Totals of Canada	9	5	..	......	4	3	1	...	......	......	2
CARNALLY KNOWING AN IMBECILE GIRL.											
Lunenburg, N.S., and Canada	1	1	..	.....	...	.....	....	....	......	..	....
DESERTING CHILD.											
Middlesex, Ont	1	.	.	.....	1	1	....	.	...	1	...
York, Ont	1	...	..	......	1	1	.....	.....	....	.	.....
Totals of Ont. and Canada	2	....	..	....	2	2	.....	....	...	1	......

[a] And 15 lashes—Et 15 coups de fouet.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
HOMICIDE NON PRÉMÉDITÉ—*Fin.*														
		1				1								1
1											1	1		
								1						1
	1										1	1		
				1				1						1
1	1			1				2			2	2		2
												2		
	1							1						1
	1							1				2		1
	1					1								
					*b*2									1
1	1	1		1	2	2		3			2	4		5
SODOMIE ET BESTIALITE.														
					*a*1						1			1
	1					1								1
									1					1
									1					1
	1				1	1			2		1			4
	1				1	1			2		1			4
COMMERCE CHARNEL AVEC UNE FILLE ALIÉNÉE.														
DÉSERTION D'ENFANT.														
											1	1		
				1				1						1
				1				1			1	1		1

a Sentence suspended—Sentence suspendue. *b* The sentence is not given—La sentence n'est pas donnée.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status. — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors. — Usage de liqueurs. Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
MANSLAUGHTER—*Concluded.*															
Montmagny, Qué.	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Frontenac, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Kent, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Lanark, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Middlesex, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Welland, Ont.	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
York, Ont.	...	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Totaux d'Ontario	1	3	...	1	...	...	...	2	...	1	...	...	...	2	2
Manitoba, Est	2	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	...	2	...
Manitoba, Ouest	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
Totaux de Manitoba	2	1	...	...	...	...	...	1	1	1	...	...	...	3	...
Alberta Nord, T. du N.-O.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Yukon	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...
Totaux du Canada	3	6	...	1	...	1	...	4	1	2	...	2	...	7	2
SODOMY AND BESTIALITY.															
Bruce, Ont.	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Lanark, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Ontario, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Victoria, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Waterloo, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Wentworth, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
York, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Totaux d'Ontario	...	4	...	...	...	1	...	2	...	1	...	...	...	2	2
Westminster, Col.-B	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux du Canada	...	4	...	...	...	1	...	2	...	1	...	...	...	2	2
CARNALLY KNOWING AN IMBECILE GIRL.															
Lunenburg, N.-E., et Canada.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
DESERTING CHILD.															
Middlesex, Ont.	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
York, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
Totaux d'Ont. et du Can.	1	1	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	...	2	...

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
HOMICIDE NON PRÉMÉDITÉ—*Fin.*															
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	1	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1	...
...	...	...	3	...	1	...	...	2	...	...	1	1	...	4	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2
...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	1	2	...	...	...	...	...	2	...	1	...	...	...	3
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	1	7	...	1	...	...	3	2	1	2	1	...	4	5
SODOMIE ET BESTIALITÉ.															
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...
1	...	...	3	...	...	...	1	1	...	...	1	1	...	2	2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1	...	...	3	...	...	...	1	1	...	...	1	1	...	2	2
COMMERCE CHARNEL AVEC UNE FILLE ALIÉNÉE.															
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
DÉSERTION D'ENFANT.															
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	...	...	1	...	2	...

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
RAPE.											
Queen's, N.S.	1	1									
Yarmouth, N.S.	1				1	1				1	
Totals of Nova Scotia	2	1			1	1				1	
Montreal, Que.	2	1			1	1					
Brant, Ont.	2	2									
Bruce, Ont.	1	1									
Frontenac, Ont.	1	1									
Haldimand, Ont.	1				1	1					
Hastings, Ont.	1	1									
Lanark, Ont.	1	1									
Middlesex, Ont.	2	1			1	1					
Simcoe, Ont.	1	1									
Wentworth, Ont.	1	1									
York, Ont.	13	12	a1								
Totals of Ontario	24	21	1		2	2					
Manitoba, Eastern	3	2			1	1					
Westminster, B.C.	4	3			1	1					
Alberta, Northern, N.W.T.	2	2									
Alberta, Southern, N.W.T.	3	3									
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	1	1									
Assiniboia, Western, N.W.T.	1	1									
Saskatchewan, N.W.T.	1	1									
Totals of the N.W.T.	8	8									
Totals of Canada	43	36	1		6	6				1	
ATTEMPT AT RAPE.											
Queen's, N.S.	1				1	1				1	
Beauharnois, Que.	1				1	1				1	
Brant, Ont.	2				2	1		1		1	1
Hastings, Ont.	1	1									
Kent, Ont.	1	1									
Lanark, Ont.	1				1	1					1
Ontario, Ont.	1				1	1					
Peel, Ont.	1				1	1				1	
Wentworth, Ont.	1				1			1			
York, Ont.	3	1		1 f	1	1					
Totals of Ontario	11	3		1	7	5		2		2	2
Westminster, B.C.	2				2	2					

a Aiding in rape—Aidant au viol.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Sentence. — Penitentiary. — Pénitencier. Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Sentence. — Penitentiary. Five years and over. — Cinq ans et plus.	Sentence. — Penitentiary. Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Occupations. Agricultural. — Agriculteurs.	Occupations. Commercial. — Commerçants.	Occupations. Domestic — Serviteurs.	Occupations. Industrial. — Industriels.	Occupations. Professional — Professions libérales.	Occupations. Laborers — Journaliers.	Civil Conditions. — États Civils. Married. — Mariés.	Civil Conditions. Widowed — En veuvage.	Civil Conditions. Single — Célibataires.
VIOL.														
						1						1		
						1						1		
	1						1							1
	1										1			1
	1										1	1		
	2										2	1		1
	1										1			1
	1													
	5					1	1				3	2		3
TENTATIVE DE VIOL.														
						1						1		
											1	1		
								1			1			2
						1								1
1											1			1
									1					1
	1										1			1
	1										1			1
1	2					1		1	1		4			7
2														

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status. — Instruction.			Ages.										Use of Liquors. — Usage de liqueurs.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non donné.		Moderate. — Modéré	Immoderate. — Immodéré
				M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.		
RAPE.															
Queen's, N.-E.															
Yarmouth, N.-E.		1								1				1	
Totaux de la N.-Ecosse		1								1				1	
Montréal, Qué.		1						1						1	
Brant, Ont.															
Bruce, Ont.															
Frontenac, Ont.															
Haldimand, Ont.		1						1							1
Hastings, Ont.															
Lanark, Ont.															
Middlesex, Ont.		1								1				1	
Simcoe, Ont.															
Wentworth, Ont.															
York, Ont.															
Totaux d'Ontario		2						1		1				1	1
Manitoba, Est		1						1						1	
Westminster, Col.-B.												1			
Alberta, Nord, T. du N.-O.															
Alberta, Sud, T. du N.-O.															
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.															
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.															
Saskatchewan, Ter. du N.-O.															
Totaux des T. du N.-O.															
Totaux du Canada		5						3		2		1		4	1
ATTEMPT AT RAPE.															
Queen's, N.-E.		1								1				1	
Beauharnois, Qué.		1						1						1	
Brant, Ont.	1	1						1		1				1	1
Hastings, Ont.															
Kent, Ont.															
Lanark, Ont.	1									1				1	
Ontario, Ont.		1				1								1	
Peel, Ont.		1						1							1
Wentworth, Ont.		1						1							1
York, Ont.		1						1						1	
Totaux d'Ontario	2	5				1		4		2				4	3
Westminster, Col.-B.												2			

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Birth Places — Lieux de naissance. British Isles — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles.	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Religions. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Residence. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
VIOL.															
			1				1								1
			1				1								1
			1					1						1	
			1					1							1
			1							1					1
			2					1		1					2
1									1					1	
1			4				1	2	1	1				2	3
TENTATIVE DE VIOL.															
			1									1			1
			1					1						1	
			2					1			1			2	
			1						1						1
			1							1					1
			1							1				1	
			1				1							1	
			1					1							1
			7				1	2	1	2	1			4	3

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st — Condamnés une fois.	Convicted 2nd — Condamnés deux fois.	Reiterated — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine — Sur option entre la prison ou l'amende	No option — Sans option. Under one year — Moins d'un an.	No option — Sans option. One year and over — Un an et plus.
ATTEMPT AT RAPE—*Concluded.*											
Alberta Northern, N.W.T	2	2									
Totals of Canada	17	5		1	11	9		2		4	2
CONCEALING BIRTH OF INFANT.											
Halifax, N.S	1		1								
Perth, Ont	1				1	1					
Totals of Canada	2		1		1	1					
ATTEMPT AND CARNALLY KNOWING A GIRL OF TENDER YEARS.											
St. John, N.B	*a*1										
Bedford, Que	1				1	1					
St. Francis, Que	1	1									
Totals of Quebec	2	1			1	1					
Algoma and Manitoulin, Ont	1	1									
Brant, Ont	1				1	1				1	
Carleton, Ont	2				2	2					1
Halton, Ont	1				1	1					
Hastings, Ont	1	1									
Kent, Ont	2				2	2					
Ontario, Ont	1	1									
Peel, Ont	2				2	1		1			
Renfrew, Ont	1	1									
York, Ont	4	3			1	1				1	
Totals of Ontario	16	7			9	8		1		2	1
Westminster, B.C	2	1			1	1					
Alberta, Northern N.W.T	2	1			1	1					
Assiniboia, Western, N.W.T	1	1									
Saskatchewan, N.W.T	1				1	1					1
Totals of the N.W.T	4	2			2	2					1
Totals of Canada	25	11			13	12		1		2	2
LIBEL.											
Montreal, Que., and Canada	3				3	3			*b*2	1	

a Jury disagreed—Les jurés ne se sont pas accordés. *b* $200.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie.	D'th.—De mort	Committed to Reformatories—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
TENTATIVE DE VIOL—*Fin*.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	2	....	....	....	....	2	....	1	1	....	5	2	....	7
SUPPRESSION D'ENFANT.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
TENTATIVE ET COMMERCE CHARNEL AVEC UNE FILLE EN BAS AGE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	2
....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	2	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
4	2	....	....	....	....	2	1	....	2	....	4	3	....	6
*b*1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1
1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	2
6	2	....	....	....	1	3	2	....	2	....	6	3	....	10
LIBELLE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	2	....	1

a Sentence suspended before marriage being performed—Sentence suspendue avant le mariage.
b And 50 lashes—Et 50 coups de fouet.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immoderé
ATTEMPT AT RAPE—*Concluded.*															
Alberta, Nord, T. du N.-O.															
Totaux du Canada	2	7				1		5		3		2		6	3
CONCEALING BIRTH OF INFANT.															
Halifax, N.-E.															
Perth, Ont		1							1					1	
Totaux du Canada		1							1					1	
ATTEMPT AND CARNALLY KNOWING A GIRL OF TENDER YEARS.															
St. Jean, N.-B.															
Bedford, Qué.		1				1								1	
St. François, Qué.															
Totaux de Québec		1				1								1	
Algoma et Manitoulin, Ont.															
Brant, Ont		1						1						1	
Carleton, Ont		2				1		1						2	
Halton, Ont		1				1								1	
Hastings, Ont															
Kent, Ont		2						1		1				1	1
Ontario, Ont															
Peel, Ont		2				1				1				2	
Renfrew, Ont															
York, Ont		1								1					1
Totaux d'Ontario		9				3		3		3				7	2
Westminster, Col. B.		1						1						1	
Alberta, Nord, T. du N.-O.		1						1							1
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.															
Saskatchewan, T. du N.-O.	1							1						1	
Totaux des T. du N.-O	1	1						2						1	1
Totaux du Canada	1	12				4		6		3				10	3
LIBEL.															
Montréal, Qué., et Canada			3					3						3	

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE.							RELIGIONS.							RESIDENCE.	
British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
TENTATIVE DE VIOL—*Fin.*															
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	9	.....	.....	.....	1	3	1	2	1	1	.....	5	4
SUPPRESSION D'ENFANT.															
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	.....
TENTATIVE ET COMMERCE CHARNEL AVEC UNE FILLE EN BAS AGE,															
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....
1	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	.....	1	1
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	1	.....	1	.....	.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	.....	.....	1	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1	.....	.....	.....	.....	1	.....	1	.....	.....	1	.....	.....	.....	1	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....
3	1	.....	4	.....	1	.....	2	2	3	1	1	.....	.....	6	3
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1
.....	.....	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	1	.....	.....	2
3	1	.....	7	1	1	.....	2	4	3	1	1	2	.....	7	6
LIBELLE.															
.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	1	.....	3	.....

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
SEDUCTION.											
Yarmouth, N.S	3				3	3			*a*3		
Montreal, Que	1				1	1					1
Brant, Ont	*b*1										
Bruce, Ont	2	2									
Essex, Ont	1				1	1				1	
Hastings, Ont	1	*c*1									
Kent, Ont	1	1									
Middlesex, Ont	2	1			1	1					
Nipissing, Ont	1				1	1			*d*1		
Oxford, Ont	1				1	1					1
Peterborough, Ont	2	2									
Prince Edward, Ont	1				1	1					
Simcoe, Ont	1				1	1				1	
Thunder Bay & Rainy River, O.	1	*c*1									
Wentworth, Ont	1	1									
York, Ont	8	6			2	2					2
Totals of Ontario	24	15			8	8			1	2	3
Victoria, B.C	1				1	1					
Westminster, B.C	1	*c*1									
Totals of British Columbia	2	1			1	1					
Alberta, Northern, N.W.T	1	1									
Alberta, Southern, N.W.T	1	1									
Totals of Canada	32	18			13	13			4	2	4
INCEST.											
Montreal, Que	2				2	2					
Ottawa, Que	1				1	1					
St. Francis, Que	1	1									
Totals of Quebec	4	1			3	3					
Hastings, Ont	4	3	1								
Lambton, Ont	1	1									
Lincoln, Ont	1				1	1					
Wentworth, Ont	1				1	1					
Totals of Ontario	7	4	1		2	2					
Totals of Canada	11	5	1		5	5					
INDECENT ASSAULT.											
Halifax, N.S	3	2			1	1				1	

a. $200. *b. Nolle prosequi.* *c.* Parties having married—Les parties s'étant mariés. *d.* $100.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie.	D'th.—De mort.	Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	Occupations. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic.—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional.—Professions libérales.	Laborers.—Journaliers.	Civil Conditions.—États Civils. Married.—Mariés.	Widowed.—En veuvage.	Single.—Célibataires.
SÉDUCTION.														
									1				1	
											1			1
	1										1		1	
						1								1
						1								1
					a1		1							1
											1			1
						1					1	1		1
	1				1	3	1				4	1	1	6
1						1						1		
1						1						1		
1	1				1	4	1		1		4	2	2	6
INCESTE.														
	2											1	1	
	1					1						1		
	3					1						2	1	
1						1						1		
	1										1	1		
1	1					1					1	2		
1	4					2					1	4	1	
ATTENTAT A LA PUDEUR.														
							1					1		

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F	Use of liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
SEDUCTION.															
Yarmouth, N.-E.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3	...	...	...
Montréal, Qué	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Brant, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Bruce, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Essex, Ont	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Hastings, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Kent, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Middlesex, Ont	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Nipissing, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Oxford, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Peterborough, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prince-Edouard, Ont	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Simcoe, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Th'der Bay et Rainy Riv., Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Wentworth, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
York, Ont	...	2	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1
Totaux d'Ontario	1	7	...	...	...	...	...	5	...	3	...	...	...	4	4
Victoria, Col.-B.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Westminster, Col..B.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux de la Col.-Britann.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Alberta, Nord, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Alberta, Sud, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux du Canada	2	8	...	...	...	...	...	6	...	4	...	3	...	5	5
INCEST.															
Montreal, Qué	2	...	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	2	...
Ottawa, Qué	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
St. François, Qué.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux de Québec	3	...	...	...	...	...	...	...	1	2	...	...	...	3	...
Hastings, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Lambton, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Lincoln, Ont	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Wentworth, Ont	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Totaux d'Ontario	1	1	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	2	...
Totaux du Canada	4	1	...	...	...	...	...	...	1	4	...	...	...	5	...
INDECENT ASSAULT.															
Halifax, N.-E	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
SÉDUCTION.															
			1					1						1	
	1							1							1
			1					1							1
			1									1			1
			1				1								1
			1							1				1	
			1							1					1
			2								1	1			2
	1		7				1	2		2	1	2		1	7
			1					1							1
			1					1							1
	1		9				1	4		2	1	2		2	8
INCESTE.															
			2					2						2	
			1					1							1
			3					3						2	1
			1							1					1
			1						1					1	
			2						1	1				1	1
			5					3	1	1				3	2
ATTENTAT A LA PUDEUR.															
						1			1					1	

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st — Condamnés une fois.	Convicted 2nd — Condamnés deux fois.	Reiterated — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option — Sans option. Under one year — Moins d'un an.	One year and over — Un an et plus.
INDECENT ASSAULT—*Concluded.*											
Carleton, N.B.	1	1									
Queen's, N.B.	1				1	1					
St. John, N.B.	a2				1			1		1	
Totals of New Brunswick	4	1			2	1		1		1	
Joliette, Que	3				3	3			b1	2	
Montreal, Que	1				1	1					
Ottawa, Que	1				1	1				1	
Quebec, Que	2				2	2				1	
St. Francis, Que	1				1	1			c1		
Three Rivers, Que	1				1	1				1	
Totals of Quebec	9				9	9			2	5	
Algoma and Manitoulin, Ont	2				2	2					1
Bruce, Ont	1				1	1				1	
Carleton, Ont	1	1									
Elgin, Ont	2	1			1	1					
Hastings, Ont	6	5			1	1				1	
Lanark, Ont	2				2	2			1	1	
Norfolk, Ont	2	2									
Northumberland & Durham, O.	1				1	1					1
Peterborough, Ont	2	2									
Prince Edward, Ont	1				1	1					
Simcoe, Ont	6	2			4	3	1			f2	g2
Victoria, Ont	2	2									
Waterloo, Ont	1				1	1				1	
Wellington, Ont	3	1			2			2			
York, Ont	17	9			8	6	2			2	4
Totals of Ontario	49	25			24	19	3	2	d1	8	8
Manitoba, Central	2				2	2				2	
Manitoba, Eastern	5	2			3	2	1			2	
Manitoba, Western	1				1	1				1	
Totals of Manitoba	8	2			6	5	1			5	
Westminster, B.C.	3	1			2	2			e1		
Alberta, Northern, N.W.T.	1	1									
Saskatchewan, N.T.W.	1				1	1					1
Totals of the N.W.T.	2	1			1	1					1
Totals of Canada	78	32			45	38	4	3	4	20	9
ABDUCTION.											
Richelieu, Que	1				1	1					

a. One case jury disagreed – Un cas les jurés ne se sont pas accordés. *b.* To pay costs—A payer les frais. *c.* $15. *d.* $250. *e.* $150. *f.* One, to receive 6 lashes—Un, à recevoir 6 coups de fouet. *g.* Both to receive 24 lashes—Les deux à recevoir 24 coups de fouet.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. Penitentiary—Pénitencier. Two years and under five.—D'ux ans et m'ns de cinq	SENTENCE. Penitentiary—Pénitencier. Five years and over.—Cinq ans et plus.	SENTENCE. Penitentiary—Pénitencier. Life.—A vie	D'th.—De mort	Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
ATTENTAT A LA PUDEUR—*Fin*.														
1											1		1	
								1						1
1								1			1		1	1
						1								1
1											1	1		
											1			1
1						1			1			1		1
						1								1
											1			1
2						3			1		3	2		5
					*a*1				1		1			2
											1			1
1						1								1
											1	1		
										1	1			2
											1		1	
					*a*1						1			1
											4			4
						1						1		
	1				*a*1		2							2
1					*a*1				2		6	2		6
2	1				4	2	2		3	1	16	4	1	19
						1					1			2
*b*1									2		1	1	2	
						1								1
1						2			2		2	1	2	3
1									1		1			2
7	1				4	7	3	1	7	1	23	8	4	30
ENLÈVEMENT.														
					*c*1							1		

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b,* And 20 lashes—Et 20 coups de fouet
c. To give up child—A remettre l'enfant.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
INDECENT ASSAULT—*Concluded.*															
Carleton, N.-B.															
Queen's, N.-B.		1								1					1
St. Jean, N.-B.		1						1							1
Totaux du N.-Brunswick		2						1		1					2
Joliette, Qué.		1						1				2		1	
Montréal, Qué	1									1					1
Ottawa, Qué		1						1						1	
Québec, Qué	1	1						1		1				1	1
St. François, Qué		1						1						1	
Trois-Rivières, Qué	1					1								1	
Totaux de Québec	3	4				1		4		2		2		5	2
Algoma et Manitoulin, Ont.		2						1		1				1	1
Bruce, Ont		1						1						1	
Carleton, Ont															
Elgin, Ont		1						1						1	
Hastings, Ont	1							1						1	
Lanark, Ont		1	1					2						2	
Norfolk, Ont															
Northumberl'd et Durham, O.	1							1							1
Peterborough, Ont															
Prince-Edouard, Ont	1									1				1	
Simcoe, Ont		4				2		2						2	2
Victoria, Ont															
Waterloo, Ont		1						1						1	
Wellington, Ont			2							2				2	
York, Ont	1	7				1		6		1				6	2
Totaux d'Ontario	4	17	3			3		16		5				18	6
Manitoba, Centre	1		1					2						1	1
Manitoba, Est		3				1				2				1	2
Manitoba, Ouest		1						1						1	
Totaux de Manitoba	1	4	1			1		3		2				3	3
Westminster, Col.-B.	1	1						2						2	
Alberta, Nord, T. du N.-O.															
Saskatchewan, T. du N.-O.												1			
Totaux des Ter. du N.-O.												1			
Totaux du Canada	9	29	4			5		26		11		3		28	14
ABDUCTION.															
Richelieu, Qué		1							1					1	

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE.							RELIGIONS.							RESIDENCE.	
British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
ATTENTAT À LA PUDEUR—*Fin.*															
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	2	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...	1	1
...	...	...	3	...	...	...	...	3	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
1	...	...	8	...	...	...	...	6	...	...	...	3	...	2	5
...	...	...	2	...	...	...	...	1	...	1	...	...	...	1	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...	2	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	4	...	...	...	...	3	1	...	...	...	...	3	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	2	...
...	...	...	8	...	...	...	3	2	1	...	1	1	...	7	1
1	...	...	23	...	...	...	3	6	2	5	3	4	1	17	7
1	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	...	...	...	...	2
...	...	...	1	2	...	...	...	2	1	...	...	...	...	2	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
1	...	...	3	2	...	...	...	4	2	...	...	...	...	2	4
...	...	...	2	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...	1	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3	...	...	38	2	...	1	3	18	5	5	3	9	1	24	18
ENLÈVEMENT.															
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
ABDUCTION—*Concluded.*											
Bruce, Ont	1	1									
Carleton, Ont	1				1	1				a1	
Grey, Ont	1	1									
Kent, Ont	3	2	1								
Lincoln, Ont	1	1									
Muskoka and Parry Sound, Ont.	1				1	1					
York, Ont	1	1									
Totals of Ontario	9	6	1		2	2				1	
Westminster, B.C.	1				1	1				1	
Saskatchewan, N.W.T.	1	1									
Totals of Canada	12	7	1		4	4				2	
ABORTION AND ATTEMPT TO PROCURE ABORTION.											
Brant, Ont	1				1	1					
Norfolk, Ont	1	1									
Renfrew, Ont	1				1	1				1	
Welland, Ont	1	1									
York, Ont	1				1	1					
Totals of Ontario & Canada	5	2			3	3				1	
ENDANGERING SAFETY OF PASSENGERS ON RAILWAYS.											
Cape Breton, N.S	1				1	1					
Digby, N.S.	2				2	2					
Halifax, N.S	1				1	1			1		
Totals of Nova Scotia	4				4	4			b1		
Madawaska, N.B	1				1	1					
Bedford, Que	1				1	1					
Kamouraska, Que	3				3	3					
Montreal, Que	1				1	1					1
Totals of Quebec	5				5	5					1
Middlesex, Ont	27	16			11	9	2		3	4	1
Northumberland & Durham, O.	1				1	1					
Totals of Ontario	28	16			12	10	2		c3	4	1
Alberta, Southern, N.W.T.	3				3	3					
Totals of Canada	41	16			25	23	2		4	4	2

a. In default to pay $15—A défaut de payer $15. b. $5. c. $90.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. Penitentiary—Pénitencier. Two years and under five—D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over—Cinq ans et plus.	Life—A vie	D'th—De mort	Committed to Reformatories—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural—Agriculteurs.	Commercial—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS—ÉTATS CIVILS. Married—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
ENLÈVEMENT—*Fin*.														
1								1						1
1								1						1
														1
1					1			1				1		2
AVORTEMENT ET TENTATIVE D'AVORTEMENT.														
					a1			1						1
						1								1
				1								1		
				1	1	1		1				1		2
EXPOSANT AU PÉRIL LES PASSAGERS SUR LES CHEMINS DE FER.														
1									1					1
1				1										2
									1			1		
2				1					2			1		3
				1										1
1											1			1
					a3	3						1		2
											1		1	
1					3	3					2	1	1	3
					a3		1		2		4	3		8
					a1						1			1
					4		1		2		5	3		9
				3										3
3				5	7	3	1		4		7	5	1	19

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure.	Ages: Under 16 years — Moins de 16 ans: M. — H.	F. — F.	16 years and under 21 — 16 ans et moins de 21: M. — H.	F. — F.	21 years and under 40 — 21 ans et moins de 40: M. — H.	F. — F.	40 years and over — 40 ans et plus: M. — H.	F. — F.	Not given — Non donné: M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
ABDUCTION—*Concluded.*															
Bruce, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Carleton, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..
Grey, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Kent, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lincoln, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Muskoka et Parry Sound, Ont	..	1	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	1	..
York, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Totaux d'Ontario	..	1	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	1	1	..
Westminster, Col.-B	..	1	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..	..	1	..
Saskatchewan, T. du N.-O	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Totaux du Canada	..	3	..	..	..	1	..	1	1	..	..	..	1	3	..
ABORTION AND ATTEMPT TO PROCURE ABORTION.															
Brant, Ont	..	1	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..	..	1
Norfolk, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Renfrew, Ont	..	1	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	1	..
Welland, Ont	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
York, Ont	..	1	..	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	1
Totaux d'Ont. et Canada	..	3	..	..	..	..	1	1	..	..	1	..	..	1	2
ENDANGERING SAFETY OF PASSENGERS ON RAILWAYS.															
Cap-Breton, N.-E	..	1	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..	1
Digby, N.-E	2	..	..	1	..	1	..	..	..	..	..	..	..	2	..
Halifax, N.-E	..	1	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	1	..
Totaux de la N.-Ecosse	2	2	..	1	..	1	..	1	..	1	..	..	..	3	1
Madawaska, N.-B	1	..	..	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1	..
Bedford, Qué	..	1	..	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Kamouraska, Qué	2	1	..	..	..	1	..	1	..	1	..	..	..	3	..
Montréal, Qué	..	1	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	1
Totaux de Québec	2	3	..	1	..	1	..	1	..	2	..	..	..	3	1
Middlesex, Ont	1	10	..	3	..	1	..	6	..	1	..	..	..	9	2
Northumberl'd et Durham, O.	..	1	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..	..	1	..
Totaux d'Ontario	1	11	..	3	..	2	..	6	..	1	..	..	..	10	2
Alberta, Sud, T. du N.-O	..	..	..	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3	..
Totaux du Canada	6	16	..	9	..	4	..	8	..	4	..	..	..	20	4

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns—Villes	Rural Districts—Districts ruraux
ENLÈVEMENT—*Fin.*															
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	3	....	....	....	....	2	....	....	1	....	....	2	1
AVORTEMENT ET TENTATIVE D'AVORTEMENT.															
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	1	....	2	....	....	....	....	1	1	1	....	....	....	2	1
EXPOSANT AU PÉRIL LES PASSAGERS SUR LES CHEMINS DE FER.															
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	2	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	4	....	....	....	....	1	1	....	....	2	....	2	2
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	3	....	....	....	....	3	....	....	....	....	....	....	3
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....
....	....	....	4	1	....	....	....	4	....	....	....	1	....	1	4
1	....	....	9	....	....	1	....	3	2	....	1	5	....	10	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
1	....	....	10	....	....	1	....	3	2	1	1	5	....	10	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	19	1	....	1	....	9	3	1	1	8	....	13	9

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
SHOOTING, STABBING AND WOUNDING WITH INTENT.											
Cape Breton, N.S	3				3	3					
Halifax, N.S	2				2	2				1	
King's, N.S	1				1	1				1	
Queen's, N.S	4	3			1	1					
Totals of Nova Scotia	10	3			7	7				2	
Carleton, N.B	2				2	2			2		
St. John, N.B	2				2	2					
York, N.B	1	1									
Totals of New Brunswick	5	1			4	4			*a*2		
Montreal, Que	7	4			3	1	1	1	1		
Quebec, Que	1	1									
St. Francis, Que	3				3	3			1		1
Three Rivers, Que	3	1			2	2			2		
Totals of Quebec	14	6			8	6	1	1	*b*4		1
Algoma and Manitoulin, Ont	3				3	3				2	
Brant, Ont	1				1			1		1	
Bruce, Ont	3				3	3					
Carleton, Ont	6	3			3	3				3	
Essex, Ont	1				1	1					
Frontenac, Ont	1				1		1				
Grey, Ont	3	1			2	2				2	
Haldimand, Ont	1	1									
Hasting, Ont	6	3			3	1	1	1		3	
Kent, Ont	4	1			3	1	2			1	
Lincoln, Ont	1	1									
Middlesex, Ont	4	2			2	2					2
Muskoka and Parry Sound, Ont	1				1			1			
Norfolk, Ont	1				1	1					1
Ontario, Ont	2	1			1	1					
Perth, Ont	10				10	10			*c*7	1	
Simcoe, Ont	1	1									
Thunder Bay & Rainy River, Ont	6				6	4	2		2	3	1
Victoria, Ont	1				1	1				1	
Welland, Ont	1				1	1				1	
Wentworth, Ont	1				1	1					
York, Ont	45	14		1m.	30	30			4	16	2
Totals of Ontario	103	28		1	74	65	6	3	*d*13	34	6
Manitoba, Eastern	4	2			2	2					
Cariboo, B.C	2				2	2				2	
Victoria, B.C	5	4			1	1					
Westminster, B.C	8	2			6	6				3	2
Totals of British Columbia	15	6			9	9				5	2

a. $40. *b.* $150. *c.* Amount not given—Le montant n'est pas donné. *d.* $126.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ETATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
USAGE D'ARMES AVEC INTENTION.														
2	1					1			1		1			3
				1							1			2
						1								1
1											1			1
3	1			1		2			1		3			7
						2						2		
2							2							2
2						2	2					2		2
2								1			2	1		2
1						1		1		1		1		2
								2				1		1
3						1		4		1	2	3		5
	1										3	1		2
									1			1		
1					*a*2				1		1	1		2
									1		2			3
1							1					1		
1											1			1
						1	1					1		1
							2				1			3
					*a*2					2	1			3
											2			2
1											1	1		
														1
					*a*1	1						1		
					*a*2	1			2	1	6	7		3
						1	1				4	2		4
						1								1
											1	1		
	1								1			1		
2	1				*a*5		3		1		22	9		21
6	3				12	5	8		7	3	45	27		47
	1				*a*1		1							2
									1		1	1		
1									1					1
1							1	1			2	2		2
2							1	1	2		3	3		3

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICT IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	AGES. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	Under 16 years F — F	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	16 years and under 21. F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	21 years and under 40. F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	40 years and over. F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	Not given. F — F	USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS. Moderate. — Modéré	Immoderate. — Immodéré
SHOOTING, STABBING AND WOUNDING WITH INTENT.															
Cap-Breton, N.-E.	1	2	...	...	..	...	...	3	...	...	...	...	..	1	2
Halifax, N.-E.	...	2	...	1	..	...	...	1	...	...	...	...	..	2	...
King's, N.-E.	...	1	...	...	..	1	...	...	...	...	...	...	..	1	...
Queen's, N.-E.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Totaux de la N.-Ecosse	1	6	...	1	..	1	...	5	...	...	...	...	..	5	2
Carleton, N.-B.	...	2	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	2	...
St. Jean, N.-B.	...	2	...	...	..	1	...	1	...	...	...	...	..	...	2
York, N.-B.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Totaux du N.-Brunswick	...	4	...	...	..	1	...	2	...	1	...	...	..	2	2
Montréal, Qué.	1	2	...	...	..	1	...	2	...	...	...	...	..	1	2
Québec, Qué.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
St. François, Qué.	1	1	1	...	..	1	...	1	...	...	...	1	..	1	2
Trois-Rivières, Qué.	1	1	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	2	...
Totaux de Québec	3	4	1	..	..	2	...	4	...	1	...	1	..	4	4
Algoma et Manitoulin, Ont.	...	3	...	...	..	1	...	2	...	...	...	...	..	1	2
Brant, Ont.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Bruce, Ont.	1	2	...	1	..	...	...	1	...	1	...	...	..	2	1
Carleton, Ont.	2	1	...	...	..	1	...	2	...	...	...	...	..	2	1
Essex, Ont.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	...	1
Frontenac, Ont.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Grey, Ont.	...	2	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	2	...
Haldimand, Ont.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Hastings, Ont.	...	3	...	...	..	...	...	3	...	...	...	...	..	2	1
Kent, Ont.	...	3	...	...	..	...	...	1	...	2	...	...	..	...	3
Lincoln, Ont.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Middlesex, Ont.	...	2	...	...	..	...	...	2	...	...	...	...	..	...	2
Muskoka et Parry Sound, O.	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	...	1
Norfolk, Ont.	...	1	...	...	..	1	...	...	...	...	...	...	..	1	...
Ontario, Ont.	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Perth, Ont.	...	9	1	...	..	1	...	6	...	3	...	...	..	8	2
Simcoe, Ont.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	2	4	...	...	..	...	...	6	...	...	...	...	..	5	1
Victoria, Ont.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Welland, Ont.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	...	1
Wentworth, Ont.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	...	1
York, Ont.	...	30	...	3	..	3	...	18	...	6	...	...	..	15	15
Totaux d'Ontario	5	68	1	4	..	7	...	48	...	15	...	...	..	42	32
Manitoba, Est	...	2	...	1	..	...	...	1	...	...	...	...	..	2	...
Caribou, Col.-B.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	1	...
Victoria, Col.-B.	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Westminster, Col.-B.	1	2	...	...	..	...	...	2	...	...	...	3	1	2	2
Totaux de la Col.-Britann.	1	4	...	...	..	...	...	4	...	1	...	3	1	4	2

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE.							RELIGIONS.							RESIDENCE.	
British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
USAGE D'ARMES AVEC INTENTION.															
1	...	...	...	...	1	1	...	2	1	...	...	...	...	...	3
...	...	...	2	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	2	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
1	...	...	3	1	1	1	1	3	2	...	...	1	...	2	5
...	...	...	2	...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	...	2
2	...	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	...	2	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2	...	...	2	...	...	...	2	1	1	...	...	...	...	2	2
...	...	...	3	...	...	...	...	1	...	...	...	2	...	3	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	3	...	...	...	...	2	...	...	...	1	...	2	1
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	2
...	...	...	8	...	...	...	...	5	...	...	...	3	...	5	3
...	...	...	2	1	...	...	...	2	...	1	...	...	...	1	2
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	2	1	...	...	...	...	1	1	1	...	...	2	1
...	...	...	1	1	1	...	...	2	...	...	...	1	...	3	...
...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	1	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	1	...	1	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2	...	...	1	...	...	...	...	...	2	...	1	...	...	...	3
2	...	...	1	...	...	...	...	...	2	1	...	...	...	3	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	1	...	...	...	...	...	...	...	2	...	2	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	2	...	5	...	3	...	...	3	2	...	2	...	3	8	2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	4	...	2	...	...	4	2	...	...	...	...	5	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	1	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...
1	5	...	22	...	2	...	...	16	10	1	...	1	1	30	...
5	8	...	46	6	9	...	2	29	21	7	5	4	5	61	13
...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	2	...
...	...	...	1	...	1	...	...	1	...	...	...	...	1	...	2
...	...	...	...	...	1	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	3	...	1	...	...	2	...	...	...	1	...	3	1
...	...	...	4	...	3	...	...	4	...	...	...	1	1	4	3

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
SHOOTING, STABBING AND WOUNDING WITH INTENT—*Concluded.*											
Alberta, Northern, N.W.T.	4	3			1	1					
Alberta, Southern, N.W.T.	2	1			1	1				1	
Totals of the N.W.T.	6	4			2	2				1	
Totals of Canada	157	50		1	106	95	7	4	19	42	9
BIGAMY.											
Cape Breton, N.S.	1				1	1				1	
Cumberland, N.S.	1				1	1					
Lunenburg, N.S.	2				2	2					1
Queen's, N.S.	1				1	1				1	
Totals of Nova Scotia	5				5	5				2	1
Ottawa, Que.	1				1		1				
Dufferin, Ont.	1	1									
Lanark, Ont.	1				1	1				1	
Middlesex, Ont.	1				1	1					1
Stormont, D'das & Glengarry, O.	1				1	1					
Wellington, Ont.	1				1	1				1	
York, Ont.	1				1	1				1	
Totals of Ontario	6	1			5	5				3	1
Assiniboia, Western, N.W.T.	1				1	1				1	
Totals of Canada	13	1			12	11	1			6	2
REFUSING TO PROVIDE FOR FAMILY.											
Pontiac, Que.	1				1	1					
Quebec, Que.	1				1	1					
St. Francis, Que.	2				2	2					
Totals of Quebec	4				4	4					
Brant, Ont.	*a*2				1	1					
Elgin, Ont.	3				3	2	1			1	
Essex, Ont.	1				1	1					
Grey, Ont.	1	1									
Hastings, Ont.	1	1									
Kent, Ont.	1	1									
Middlesex, Ont.	10	1			9	7	2				
Peel, Ont.	1				1		1				
Peterborough, Ont.	1				1	1					

a. 1, *Nolle prosequi.*

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Five years and over.—Cinq ans et plus.	Sentence. Life.—A vie.	Sentence. D'th.—De mort.	Sentence. Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Sentence. Other Sentences.—Autres Sentences.	Occupations. Agricultural.—Agriculteurs.	Occupations. Commercial.—Commerçants.	Occupations. Domestic.—Serviteurs.	Occupations. Industrial.—Industriels.	Occupations. Professional.—Professions libérales.	Occupations. Laborers.—Journaliers.	Civil Conditions.—États Civils. Married.—Mariés.	Civil Conditions.—États Civils. Widowed.—En veuvage.	Civil Conditions.—États Civils. Single.—Célibataires.
USAGE D'ARMES AVEC INTENTION—*Fin.*														
....	....	....	....	....	*b*1	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....
16	5	....	....	1	14	10	12	5	10	4	53	35	....	66
BIGAMIE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	2	....	....	....	....	....	2	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....
1	....	....	....	....	1	2	....	1	2	....	....	5	....	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....
....	1	....	....	....	....	....	1	....	2	....	1	5	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....
2	1	....	....	....	1	2	1	1	4	....	2	12	....	....
REFUS DE POURVOIR AUX BESOINS DE LA FAMILLE.														
....	....	....	....	....	*a*1	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*2	....	....	....	....	....	2	2	....	....
....	....	....	....	....	4	2	....	....	....	....	2	4	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*2	....	....	....	3	....	....	3	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	*a*9	....	1	....	2	1	5	9	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	1	....	....	....	1	....	....

a Sentence suspended—Sentence suspendue. *b* Bound to keep the peace—Tenus de garder la paix.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
SHOOTING, STABBING AND WOUNDING WITH INTENT—*Concluded*.															
Alberta, Nord, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
Alberta, Sud, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
Totaux des Ter. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...
Totaux du Canada	10	88	2	6	...	11	...	64	...	18	...	6	1	59	42
BIGAMY.															
Cap-Breton, N.-E.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Cumberland, N.-E.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Lunenburg, N.-E.	...	2	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	2	...
Queen's, N.-E.	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
Totaux de la N.-Ecosse	...	5	...	...	...	...	...	2	2	1	...	...	...	4	1
Ottawa, Qué.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Dufferin, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Lanark, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Middlesex, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Wellington, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
York, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
Totaux d'Ontario	...	5	...	...	...	...	...	2	1	2	...	...	...	5	...
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...
Totaux du Canada	...	11	...	...	...	...	...	4	3	4	...	...	1	9	2
REFUSING TO PROVIDE FOR FAMILY.															
Pontiac, Qué.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
Québec, Qué.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
St. François, Qué.	1	1	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	2
Totaux de Québec	1	2	...	...	...	...	...	2	...	1	...	1	...	...	3
Brant, Ont.	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Elgin, Ont.	...	3	...	...	...	...	...	1	...	2	...	...	...	...	3
Essex, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Grey, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Hastings, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Kent, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Middlesex, Ont.	4	5	...	...	...	...	...	5	...	4	...	...	...	5	4
Peel, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Peterborough, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE.							RELIGIONS.							RESIDENCE.	
British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
USAGE D'ARMES AVEC INTENTION—*Fin*.															
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
8	8	....	65	7	13	1	5	42	25	7	6	9	6	76	26
BIGAMIE.															
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	2
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	5	....	....	....	....	1	1	2	....	1	....	1	4
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
2	....	....	3	....	....	....	....	....	3	....	1	1	....	4	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	....	....	9	....	....	....	....	2	4	2	1	2	....	5	6
REFUS DE POURVOIR AUX BESOINS DE LA FAMILLE.															
....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	3	....	....	....	....	4	....	....	....	....	....	3	1
....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
1	....	....	2	....	....	....	1	....	....	1	....	1	....	3	....
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	7	1	....	....	....	6	....	....	....	3	....	9	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	Acquitted. — Acquittés. F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende.	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
REFUSING TO PROVIDE FOR FAMILY—*Concluded.*											
Wentworth, Ont	14	7	...	...	7	7	...	...	7	...	...
York, Ont	45	36	2	...	7	7	...	...	...	4	...
Totals of Ontario	80	47	2	...	30	26	4	...	*a*7	5	...
Westminster, B.C.	4	3	...	...	1	1	...	...	...	...	...
Assiniboia, Western, N.W.T.	1	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totals of Canada	89	51	2	...	35	31	4	...	7	5	...
ASSAULT ON FEMALES.											
Queen's, P.E.I	2	...	...	...	2	2	...	...	*b*1	1	...
Halifax, N.S	1	...	...	...	1	1	...	...	*b*1	...	...
Bedford, Que	1	...	...	1 m.	...	...	...	...	...	...	...
Montreal, Que	27	4	...	...	23	20	2	1	15	4	...
Ottawa, Que	1	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
Totals of Quebec	29	4	...	1	24	21	2	1	*c*15	5	...
Elgin, Ont	2	...	...	...	2	2	...	...	2	...	...
Lanark, Ont	2	...	...	...	2	2	...	...	2	...	...
Muskoka and Parry Sound, Ont.	1	...	...	...	1	1	...	...	1	...	...
Perth, Ont	1	...	...	...	1	...	1	...	...	...	1
Wellington, Ont	1	...	...	...	1	1	...	...	1	...	...
Wentworth, Ont	3	...	...	...	3	2	1	...	...	3	...
York, Ont	1	...	...	...	1	1	...	...	1	...	...
Totals of Ontario	11	...	...	...	11	9	2	...	*d*7	3	1
Alberta, Northern, N.W.T.	6	3	1	...	2	2	...	...	...	2	...
Alberta, Southern, N.W.T.	1	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	1	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
Totals of the N.W.T.	8	3	1	...	4	4	...	...	...	4	...
Totals of Canada	51	7	1	1	42	37	4	1	24	13	1
AGGRAVATED ASSAULT AND INFLICTING BODILY HARM.											
Queen's, P.E.I.	1	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
Annapolis, N.S	1	...	...	...	1	1	...	...	...	...	...
Cape Breton, N.S	1	...	...	...	1	1	...	...	...	1	...
Halifax, N.S	3	...	...	...	3	1	2	...	...	...	...
King's, N.S	1	...	...	...	1	1	...	...	1	...	...
Pictou, N.S	2	...	...	...	2	2	...	...	...	...	...

a. To pay $3 weekly—A payer $3 par semaine. *b.* $10. *c.* $274. *d.* $196.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. Penitentiary — Pénitencier. Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	SENTENCE. Penitentiary — Pénitencier. Five years and over. — Cinq ans et plus.	SENTENCE. Penitentiary — Pénitencier. Life. — A vie.	D'th. — De mort.	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS. Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
REFUS DE POURVOIR AUX BESOINS DE LA FAMILLE—*Fin.*														
							2		2		3	7		
					a3						7	7		
					18		4	1	7	1	17	30		
					a1		1					1		
					23	2	5	1	7	1	19	35		
VOIES DE FAIT SUR FEMMES.														
									1		1	1		1
							1							1
					a3, b1		6	1	5		10	18		5
											1	1		
					4		6	1	5		11	19		5
							1		1			2		
									1			1		
							1							1
											1	1		
									3			1		2
											1			1
							2		5		2	5		4
											1			1
											1			1
					4		9	1	11		15	25		12
VOIES DE FAIT GRAVES ET LÉSIONS CORPORELLES.														
							1					1		
1											1	1		
											1			1
3									1		2			3
							1					1		
2									1		1	2		

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to keep the peace—Tenus de garder la paix.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Educational Status — Instruction: Elementary. — Elémentaire.	Educational Status — Instruction: Superior. — Supérieure.	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. F. — F.	Ages: 16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	Ages: 16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. F. — F.	Ages: 21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	Ages: 21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. F. — F.	Ages: 40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	Ages: 40 years and over. — 40 ans et plus. F. — F.	Ages: Not given. — Non-donné. M. — H.	Ages: Not given. — Non-donné. F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate. — Modéré.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Immoderate. — Immodéré.
REFUSING TO PROVIDE FOR FAMILY—*Concluded.*															
Wentworth, Ont	...	7	...	...	..	...	...	2	...	5	...	...	..	...	7
York, Ont	...	7	...	...	..	...	...	6	...	1	..	...	..	6	1
Totaux d'Ontario	4	25	1	...	..	...	...	17	...	13	...	...	..	14	16
Westminster, Col.-B	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	...	1
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Totaux du Canada	5	28	1	...	..	...	...	19	...	15	...	1	..	14	20
ASSAULT ON FEMALES.															
Queen's, I. du P.-E	...	2	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	...	2
Halifax, N.-E	...	..	1	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Bedford, Qué	...		...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Montréal, Qué	4	19	...	1	..	1	...	16	1	4	...	...	..	11	12
Ottawa, Qué	1	...	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Totaux de Québec	5	19	...	1	..	1	...	16	1	5	...	...	..	12	12
Elgin, Ont	...	2	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	1	1
Lanark, Ont	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	2	..	...	...
Muskoka et Parry Sound, O.	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Perth, Ont	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Wellington, Ont	1	...	...	...	..	...	...	..	..	1	...	...	..	...	1
Wentworth, Ont	...	3	...	...	..	..	...	3	...	...	...	...	..	2	1
York, Ont	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Totaux d'Ontario	1	8	...	...	..	...	...	6	...	3	...	2	..	6	3
Alberta, Nord, T. du N.-O.	...	1	...	...	..	1	...	...	...	...	...	1	..	1	...
Alberta, Sud, T. du N.-O.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Totaux des T. du N.-O.	...	1	...	...	..	1	...	...	...	...	...	3	..	1	...
Totaux du Canada	6	30	1	1	..	2	...	24	1	9	...	5	..	20	17
AGGRAVATED ASSAULT AND INFLICTING BODILY HARM.															
Queen's, I. du P.-E	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Annapolis, N.-E	1	.	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	...	1
Cap-Breton, N.-E	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Halifax, N.-E	...	3	...	...	..	...	...	1	...	2	...	...	..	2	1
King's, N.-E	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Pictou, N.-E	.	2	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	...	2

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
REFUS DE POURVOIR AUX BESOINS DE LA FAMILLE—*Fin.*															
3	......	1	3	....	..	....	......	....	3	....	4	.....	.....	5	2
....	1	......	6	......	...	....	.....	2	1	2	2	....	.....	7	....
5	1	2	20	2	..	....	1	8	4	5	8	4	....	27	3
1	....	......	.....	......	.....	.....	....	1	....	....	.....	....	....	1	....
.....	.....		....	......	....	....	.....	....	....	....	....	....	....	.....	.....
6	1	2	23	2	....	.....	1	13	4	5	8	4	.	31	4
VOIES DE FAIT SUR FEMMES.															
....	..	....	2	....	......	..	.....	1	......	1	.....	.....	..	2	....
.....	......	.	1	......	....	....	......	....	.....	1	.....	....	.....	1	....
.....	......	......	....	....	....	......	.....	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
......	...	......	22	....	1	....	...	18	......	.....	....	4	1	22	1
.....	.....	..	1	......		.....	.....	1	..	......	..	.....	....	1	....
......	......	...	23	.....	1	....	...	19	......	.....	.....	4	1	23	1
2	......	......	......	....	......		....	..	2	....	..	.....	....	2	....
.....	......	...	....	.....	......	.	....	.....	.....	.	.....	.....	....	....	.....
....	.....	...	1	....	......	....	.....	.....	.....	.....	.....	1	....	1	.....
.....	......	......	1	......	....	......	......	1	......	.....	.....		....	1	.....
1	.. .	....	.....	......	...	.....	.....	.....	....	1	....	.....	.....	....	1
......	..	......	3	......	..	...	....	.....	..	3	.....	.....	....	3	....
......	..	......	1	......	......	......	.....	1	...	.....	.....	.....	.....	1	.....
3	.....	......	6	......	....	......	....	2	2	4	....	1	....	8	1
....	.....	....	......	1	....	.....	.....	....	.....	....	1	.....	.....	1	...
......	......	...	.....	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	....	....	.....
..	..	....	.....	.....	..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	...	.....
...	....	....	....	1	......	...	....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	....
3	......	....	32	1	1	.....	....	22	2	6	1	5	1	35	2
VOIES DE FAIT GRAVES ET LÉSIONS CORPORELLES.															
...	......	.....	1	......	....	...	......	....	.....	.....	....	1	...	.....	1
....	....	.....	1	....	.....	......	1	..	.	....	.....	....	...	1	.....
.....	.....	.....	1	....	......	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	....	1
....	...	.....	3	...	....	...	.....	3	.....	.....	..	.....	...	3	...
.....	...	......	1	.....	....	...	....	1	.....	.....	...	.....	.....	1	.....
......	..	......	2	...	......	......	.....	2	......	.....	.....	.....	.	2	.....

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st — Condamnés une fois.	Convicted 2nd — Condamnés deux fois.	Reiterated — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option — Sans option. Under one year — Moins d'un an.	No Option — Sans option. One year and over — Un an et plus.
AGGRAVATED ASSAULT AND INFLICTING BODILY HARM—*Continued.*											
Queen's, N.S.	1				1		1				
Yarmouth, N.S.	4	2			2	2			1	*a*1	
Totals of Nova Scotia	13	2			11	8	3		*b*2	2	
Carleton, N.B.	2	1			1	1					1
Northumberland, N.B.	1				1	1			1		
Restigouche, N.B.	1				1		1				
St. John, N.B.	6	1			5	2		3	5		
Westmoreland, N.B.	1				1	1					
Totals of New Brunswick	11	2			9	5	1	3	*c*6		1
Arthabaska, Que.	1				1	1				1	
Bedford, Que	1				1	1					
Montmagny, Que	1				1	1				1	
Montreal, Que	31	9			22	20	1	1	16	5	
Ottawa, Que	2				2			2		1	
Pontiac, Que	1				1	1				1	
Quebec, Que	3				3	3			2	*d*1	
Richelieu, Que	1	1									
Rimouski, Que	4		1		3	3			2		
St. Francis, Que	5				5	5			5		
Terrebonne, Que	1	1									
Totals of Quebec	51	11	1		39	35	1	3	*e*25	10	
Algoma and Manitoulin, Ont	1				1		1				1
Brant, Ont	1				1			1	1		
Carleton, Ont	3	2			1	1			1		
Essex, Ont	3				3	2	1		1	2	
Grey, Ont	1				1	1				1	
Haldimand, Ont	2	2									
Hastings, Ont	*f*11	4			5	4	1		1	3	1
Kent, Ont	3	2			1	1					1
Lambton, Ont	3	1			2	1		1		2	
Lanark, Ont	1				1	1					1
Leeds and Grenville, Ont	1				1	1				1	
Middlesex, Ont	19	7			12	10	2		5		2
Muskoka and Parry Sound, Ont	9	3			6	6			*g*1	1	4
Ontario, Ont	1				1	1				1	
Perth Ont	1				1	1				1	
Peterborough, Ont	3				3	3				3	
Prince Edward, Ont	1		1								
Renfrew, Ont	1				1	1			1		
Simcoe, Ont	1				1	1				1	
Thunder Bay and Rainy River, O	6				6	6			3	2	
Victoria, Ont	2	1			1	1			1		
Welland, Ont	2				2	1		1	1		
Wentworth, Ont	39	15	2		22	19		3	13	6	1
York, Ont	*i* 123	63	4		55	55			10	28	1
Totals of Ontario	238	100	7		128	117	5	6	*h*39	52	12

a. And—Et $40. *b.* $115. *c.* $390. *d.* And—Et $25. *e.* $349. *f.* 2 *Nolle prosequi.* *g.* $50 and 3 months—Et 3 mois. *h.* $722. *i.* One case, Jury disagreed—Un cas, les jurés ne se sont pas accordés.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Five years and over.—Cinq ans et plus.	SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Life.—A vie	SENTENCE. D'th.—De mort	SENTENCE. Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	SENTENCE. Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	OCCUPATIONS. Commercial.—Commerçants.	OCCUPATIONS. Domestic—Serviteurs.	OCCUPATIONS. Industrial.—Industriels.	OCCUPATIONS. Professional—Professions libérales.	OCCUPATIONS. Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Married.—Mariés.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Widowed—En veuvage.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Single—Célibataires.
VOIES DE FAIT GRAVES ET LÉSIONS CORPORELLES—*Suite.*														
1											1	1		
							2					2		
7							3		2		6	7		4
											1			1
							1					1		
1											1			
							1				3	3		2
1											1			1
2							2				6	4		4
											1			1
					*a*1	1						1		
											1			1
1						2	7	1	6		5	12		10
1											2	2		
						1						1		
						2			1			1		2
					*b*1	2						2		1
						1	1		3			2		3
2					2	9	8	1	10		9	21		18
											1			1
							1					1		
							1					1		
						1					2	1		2
							1							1
									1		4	1		4
								1			1			2
											1			1
									1			1		
				2	*a*3		1		4		3	1	1	10
						4			1			2		4
									1					1
						1						1		
							1				2	1		2
											1	1		
					*a*1				1		5	3		3
							1							1
					*a*1	1					1	2		
					*a*1, *b*1	1	4	1	5		11	12		10
1	1				*a*13, *b*1						49	15		40
1	1			2	21	8	10	2	14		81	43	1	82

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b*. Bound to keep the peace—Tenus de garder la paix.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure.	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	Under 16 years. F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	16 years and under 21. F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	21 years and under 40. F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	40 years and over. F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	Not given. F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs. Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
AGGRAVATED ASSAULT AND INFLICTING BODILY HARM—*Continued.*															
Queen's, N.-E.		1						1						1	
Yarmouth, N.-E.		2						1		1				2	
Totaux de la N.-Ecosse	1	10						6		5				7	4
Carleton, N.-B.		1						1							1
Northumberland, N.-B.		1						1						1	
Restigouche, N.-B.								1							1
St. Jean, N.-B.	1	4						1		3	1			1	4
Westmoreland, N.-B.		1						1							1
Totaux du N.-Brunswick	1	7						5		3	1			2	7
Arthabaska, Qué.	1							1						1	
Bedford, Qué.		1								1					1
Montmagny, Qué.		1								1					1
Montréal, Qué.	1	21				4		13		5				9	13
Ottawa, Qué.		2						2							2
Pontiac, Qué.													1		
Québec, Qué.	2	1						3							3
Richelieu, Qué.															
Rimouski, Qué.	1	2		1						2				3	
St. François, Qué.		5						3		2				2	3
Terrebonne, Qué.															
Totaux de Québec	5	33		1		4		22		11			1	15	23
Algoma et Manitoulin, Ont.		1								1					1
Brant, Ont.		1								1				1	
Carleton, Ont.		1								1				1	
Essex, Ont.		3						1		2				1	2
Grey, Ont.		1						1						1	
Haldimand, Ont.															
Hastings, Ont.		5						3		2				3	2
Kent, Ont.													1		
Lambton, Ont.	2							2							2
Lanark, Ont.		1						1							1
Leeds et Grenville, Ont.		1								1					1
Middlesex, Ont.	3	9		4		4		3		1				10	2
Muskoka et Parry Sound, Ont.		6						4		1		1		5	
Ontario, Ont.		1								1					1
Perth, Ont.		1						1						1	
Peterborough, Ont.	1	2						3						2	1
Prince-Edouard, Ont.															
Renfrew, Ont.												1			
Simcoe, Ont.		1										1		1	
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	1	5						6						5	1
Victoria, Ont.			1					1						1	
Welland, Ont.		2						1		1				1	1
Wentworth, Ont.	1	21				3		12	1	6				8	14
York, Ont.		55		3		11		28		11	1	1		36	19
Totaux d'Ontario	8	117	1	7		18		67	1	29	1	4	1	77	48

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
VOIES DE FAIT GRAVES ET LÉSIONS CORPORELLES—*Suite*.															
			1						1					1	
			2				2								2
			11				3	6	1		1			8	3
			1				1								1
			1					1						1	
															1
			5				2	2		1				5	
			1					1						1	
			8				3	4		1				7	2
			1					1						1	
			1									1			1
			1					1							1
1	1		19	1				13		1		7	1	18	4
			2					2						2	
															1
			3					3						1	2
			3					3							3
			5					2				3			5
1	1		35	1				25		1		11	1	22	17
			1					1						1	
			1								1			1	
			1					1						1	
	1		2					2			1				3
			1				1							1	
			5					1		2	2			3	2
															1
			1		1				1			1		1	1
			1							1				1	
				1								1		1	
			11		1		2	2				8		12	
			5							3	1		1		5
			1					1						1	
			1										1		1
			3						1	2				2	1
															1
			1						1						1
			1		5			5			1			6	
			1					1						1	
			2				1					1		1	1
1	1		19	1			1	6	6	6	3			21	1
6	11	1	35	1	1		4	18	27	3	3			55	
7	13	1	93	3	8	...	9	38	36	17	12	11	2	109	18

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende.	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
AGGRAVATED ASSAULT AND INFLICTING BODILY HARM—*Concluded.*											
Manitoba, Eastern	4				4	4			*a*1	3	
Victoria, B.C	9	2			7	7			1	2	1
Westminster, B.C	*b*26	11			14	14			10	2	1
Totals of British Columbia	35	13			21	21			*c*11	4	2
Alberta, Northern, N.W.T	10	4			6	5	1		4	1	1
Alberta, Southern, N.W.T	2		1		1	1			1		
Assiniboia, Eastern, N.W.T	1	1									
Totals of the N.W.T	13	5	1		7	6	1		*d*5	1	1
Totals of Canada	366	133	9		220	197	11	12	89	73	16
ASSAULT AND OBSTRUCTING PEACE OFFICER.											
Queen's, P.E.I	1				1	1			*e*1		
Cape Breton, N.S	1				1	1					
Colchester, N.S	1				1	1			1		
Cumberland, N.S	2	1			1	1			1		
Digby, N.S	2				2	2			2		
Guysborough, N.S	1				1	1				1	
Halifax, N.S	39				39	10	24	5	34	5	
Pictou, N.S	6	1			5	3	2		3	2	
Queen's, N.S	1	1									
Yarmouth, N.S	4				4	4				4	
Totals of Nova Scotia	57	3			54	23	26	5	*f* 41	12	
Madawaska, N.B	1	1									
Northumberland, N.B	2				2		1	1	1	1	
St. John, N.B	18				18	3	14	1	18		
Sunbury, N.B	2		2								
Westmoreland, N.B	1				1	1			1		
York, N.B	2				2	2			2		
Totals of New Brunswick	26	1	2		23	6	15	2	*g*22	1	
Beauce, Que	1				1	1			1		
Beauharnois, Que	1				1	1			1		
Bedford, Que	1	1									
Montreal, Que	138	14	1		123	122	1		111	2	
Ottawa, Que	11				11	11			10	1	
Quebec, Que	39				39	28	11		39		
St. Francis, Que	2	1			1	1			1		
Totals of Quebec	193	16	1		176	164	12		*h*163	3	
Algoma and Manitoulin, Ont	3				3	3			2		

a. $25. *b.* 1, *Nolle prosequi.* *c.* $330. *d.* $105. *e.* $15. *f.* $307. *g.* $275. *h.* $1,223.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Sentence — Penitentiary — Pénitencier: Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Sentence — Penitentiary — Pénitencier: Five years and over. — Cinq ans et plus.	Sentence — Penitentiary — Pénitencier: Life. — A vie	Sentence: D'th. — De mort	Sentence: Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Sentence: Other Sentences. — Autres Sentences.	Occupations: Agricultural. — Agriculteurs.	Occupations: Commercial. — Commerçants.	Occupations: Domestic — Serviteurs.	Occupations: Industrial. — Industriels.	Occupations: Professional — Professions libérales.	Occupations: Laborers — Journaliers.	Civil Conditions — États Civils: Married. — Mariés.	Civil Conditions — États Civils: Widowed — En veuvage.	Civil Conditions — États Civils: Single — Célibataires.
VOIES DE FAIT GRAVES ET LÉSIONS CORPORELLES—*Fin*..														
...	...	...	...	...	...	1	...	...	1	..	1	2	...	2
3	...	...	...	...	...	...	3	...	2	...	2	3	...	4
1	...	...	...	...	...	...	4	1	1	...	7	1	...	12
4	...	...	...	...	...	...	7	1	3	...	9	4	...	16
...	...	...	...	...	...	...	4	...	...	...	2	4	1	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	4	...	...	...	2	4	1	1
16	1	...	...	2	23	18	35	4	30	...	114	86	2	127
VOIES DE FAIT ET FAISANT OBSTACLE À UN OFFICIER DE LA PAIX.														
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	...	*a*1	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4	...	...	4
...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	2	2	...	2
...	...	...	...	...	1	1	2	...	2	...	7	2	...	13
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	1
...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*a*10	1	17	7	25	3	49	53	...	66
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	...	10	2	17	7	25	3	51	53	...	67
1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
AGGRAVATED ASSAULT AND INFLICTING BODILY HARM—*Concluded.*															
Manitoba, Est	...	4	...	...	..	...	...	2	...	1	1	...	..	2	2
Victoria, Col.-B	1	6	...	...	..	1	...	4	...	2	...	..	..	7	...
Westminster, Col.-B	3	10	...	...	..	3	...	7	...	2	...	2		10	3
Totaux de la Col.-Britann.	4	16	...	...	.	4	...	11	...	4	...	2	..	17	3
Alberta, Nord, T. du N.-O	1	1	4	...	..	...	...	4	...	2	...	...	..	4	2
Alberta, Sud, T. du N.-O	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Assiniboïa, Est, T. du N.-O	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Totaux des T. du N.-O	1	1	4	...	...	...	..	4	...	2	...	1	..	4	2
Totaux du Canada	20	189	5	8	..	26	...	117	1	56	3	7	2	125	89

ASSAULT AND OBSTRUCTING PEACE OFFICER.

District	Unable to read or write	Elementary	Superior	Under 16 M.	Under 16 F.	16–21 M.	16–21 F.	21–40 M.	21–40 F.	40+ M.	40+ F.	Not given M.	Not given F.	Moderate	Immoderate
Queen's, I. du P.-E	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	..	...	..	...	1
Cap-Breton, N.-E	...	1	..	...	..	1	...	...	...	...	...	...	..	1	...
Colchester, N.-E	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Cumberland, N.-E	..	...	...	...	..	...	...	..	...	...	...	1	..	...	...
Digby, N.-E	1	..	...	...	..	...	...	...	...	1	...	1	..	1	...
Guysborough, N.-E	...	...	...	..	..	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
Halifax, N.-E	...	4	...	...	..	2	...	2	...	...	...	31	4	4	...
Pictou, N.-E	...	5	...	...	..	1	...	1	...	...	...	3	..	4	1
Queen's, N.-E	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Yarmouth, N.-E	1	3	...	...	..	...	...	3	...	1	...	...	..	4	...
Totaux de la N.-Ecosse	2	13	...	...	..	4	...	6	...	2	...	38	4	14	1
Madawaska, N.-B	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Northumberland, N.-B	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	2	..	...	...
St. Jean, N.-B	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	18	..	...	...
Sunbury, N.-B	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	..	...	..	...	...
Westmoreland, N.-B	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
York, N.-B	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	1	..	...	1
Totaux du N.-Brunswick	...	2	...	...	..	...	...	1	...	1	...	21	..	1	1
Beauce, Qué	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Beauharnois, Qué	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Bedford, Qué	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Montréal, Qué	9	111	...	...	..	20	...	72	13	11	4	3	..	27	91
Ottawa, Qué	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	11	..	...	...
Québec, Qué	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	39	..	...	...
St. François, Qué	...	1	...	...	..	1	...	...	...	...	...	...	..	...	1
Totaux de Québec	9	112	...	...	..	21	...	72	13	11	4	55	..	27	92
Algoma et Manitoulin, Ont	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	2	..	...	1

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns—Villes	Rural Districts—Districts ruraux
VOIES DE FAIT GRAVES ET LÉSIONS CORPORELLES—*Fin.*															
1	....	....	1	....	2	....	....	2	1	....	1	....	....	2	2
1	1	1	1	....	3	....	....	1	1	1	1	2	1	5	2
....	1	1	4	1	6	....	....	3	....	1	1	4	4	10	3
1	2	2	5	1	9	....	....	4	1	2	2	6	5	15	5
2	....	....	4	....	....	....	....	1	2	....	2	1	....	5	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	....	....	4	....	....	....	....	1	2	....	2	1	....	5	1
12	16	3	158	5	19	....	15	80	41	21	18	30	8	168	49
VOIES DE FAIT ET FAISANT OBSTACLE À UN OFFICIER DE LA PAIX.															
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	4	....	....	....	....	3	1	....	....	....	....	4	....
....	....	....	5	....	....	....	....	3	....	....	....	2	....	4	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	4	....	....	....	2	....	....	2	....	....	....	1	3
....	....	....	15	....	....	....	2	7	2	2	....	2	....	9	6
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	2	....	....	....	1	....	1	....	....	....	....	....	2
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
5	8	2	96	3	7	....	....	97	....	....	1	21	2	120	1
....	....	....	6	....	....	....	....	6	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	11	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
5	8	2	105	3	7	....	....	106	....	....	1	21	2	133	2
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	Acquitted. — Acquittés. F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
ASSAULT AND OBSTRUCTING PEACE OFFICER—*Concluded.*											
Bruce, Ont	1	1									
Carleton, Ont	6	2	1		3	2	1		3		
Grey, Ont	5				5	4	1				
Haldimand, Ont	2				2	2				1	
Halton, Ont	4	1			3	3			3		
Hastings, Ont	6	2			4	4			3		
Kent, Ont	2	1		m1							
Lambton, Ont	1				1	1					
Leeds and Grenville, Ont	3				3	3			2	1	
Lennox and Addington, Ont	1				1	1					
Lincoln, Ont	1				1	1				1	
Middlesex, Ont	7				7	5		2	2	3	
Nipissing, Ont	1				1	1				1	
Northumberland & Durham, O.	1				1	1					
Peel, Ont	1				1			1			
Peterborough, Ont	a2				1	1			1		
Simcoe, Ont	2				2	2			2		
Stormont, D'das & Glengary, O.	6	1			5	5			2	3	
Thunder Bay & Rainy River, O.	1				1	1				1	
Victoria, Ont	2				2	2			2		
Welland, Ont	3				3	2	1		1		2
Wellington, Ont	1				1	1			1		
Wentworth, Ont	12	2	1		9	9			8	1	
York, Ont	27	5			22	22			11	6	1
Totals of Ontario	101	15	2	1	82	76	3	3	b43	18	3
Manitoba, Central	1				1	1			1		
Manitoba, Eastern	4	1			3	3			3		
Manitoba, Western	1				1	1				1	
Totals of Manitoba	6	1			5	5			c4	1	
Victoria, B.C	3				3	3			3		
Westminster, B.C	11	1			10	9		1	8	1	
Totals of British Columbia	14	1			13	12		1	d11	1	
Alberta, Northern, N.W.T.	5				5	4	1		1	4	
Alberta, Southern, N.W.T.	2				2	2			2		
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	1				1	1				1	
Assiniboia, Western, N.W.T.	1				1	1			1		
Totals of the N.W.T	9				9	8	1		e4	5	
Yukon	4	3			1	1					
Totals of Canada	411	40	5	1	364	296	57	11	289	41	3
ASSAULT AND BATTERY.											
Queen's, P.E.I.	1				1	1			f1		

a. 1, *Nolle prosequi.* *b.* $665. *c.* $37. *d.* $268. *e.* $36 *f.* $50.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS.		
Two years and under five.—D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie	D'th.—De mort.	Committed to Reformatories—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
VOIES DE FAIT ET FAISANT OBSTACLE À UN OFFICIER DE LA PAIX—*Fin.*														
											2			3
					a5		1				4	4		1
					a1	2						1		1
									2		1			3
					b1		2				2	3		1
					a1				1					1
									1					1
					a1									
							1					1		
					a2		1		1		5	3		4
											1			1
					a1		1							1
1											1			1
						1						1		
						1	1				3	2		2
											1			1
						1								1
							2		1			2		1
					a4						22	2		20
2					16	5	9		6		43	19		44
							1		1		1	1		2
											1	1		
							1		1		2	2		2
							1		2					3
					a1			5			3	2		6
					1		1	5	2		3	2		9
											1			1
											1			1
					c1									
2					29	9	30	12	36	3	109	79		138
AGRESSION AVEC VOIES DE FAIT.														
						1						1		

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to keep the peace—Tenus de garder la pai.
c The sentence is not given—La sentence n'est pas donnée

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
ASSAULT AND OBSTRUCTING PEACE OFFICER—*Continued.*															
Brant, Ont															
Carleton, Ont		3			1	1		1						2	1
Grey, Ont	2	3						5							5
Haldimand, Ont		2						1			1			2	
Halton, Ont		3						3							3
Hastings, Ont		4						3		1				1	3
Kent, Ont															
Lambton, Ont		1						1						1	
Leeds et Grenville, Ont		1						1				2			1
Lennox et Addington, Ont												1			
Lincoln, Ont		1						1							1
Middlesex, Ont	4	3				1		5		1				4	3
Nipissing, Ont		1						1							1
Northumberl'd et Durham, O.		1						1						1	
Peel, Ont		1						1						1	
Peterborough, Ont		1						1							1
Simcoe, Ont												2			
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	1	3						4				1		3	1
Th'der Bay et Rainy Riv., Ont		1						1							1
Victoria, Ont												1	1		
Welland, Ont												3			
Wellington, Ont		1						1						1	
Wentworth, Ont		3						1		2		6		1	2
York, Ont		22				8		11		3				18	4
Totaux d'Ontario	7	56			1	10		43		8	1	18	1	35	28
Manitoba, Centre												1			
Manitoba, Est		3						2		1				2	1
Manitoba, Ouest		1						1							1
Totaux de Manitoba		4						3		1		1		2	2
Victoria, Col.-B.		3						3							3
Westminster, Col.-B.	7	1						7		1		2		7	1
Totaux de la Col.-Britann.	7	4						10		1		2		7	4
Alberta, Nord, T. du N.-O.	1							1				4			1
Alberta, Sud, T. du N.-O.												2			
Assiniboia, Est, T. du N.-O.												1			
Assiniboia, Ouest, T. du N.-O.												1			
Totaux des Ter. du N.-O.	1							1				8			1
Yukon												1			
Totaux du Canada	26	192			1	35		136	13	25	5	144	5	86	130
ASSAULT AND BATTERY.															
Queen's, I. du P.-E.		1								1					1

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
VOIES DE FAIT ET FAISANT OBSTACLE À UN OFFICIER DE LA PAIX—*Fin.*															
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
...	....	.....	3	.....	.....	...	..	2	....	.....	.....	1	.....	3	.....
.....	.....	....	4	1	....	.....	.....	..	5	.....	.....	.....	..	5	...
...	.....	.....	1	1	.....	.....	..	....	.....	2	.....	.....	....	.....	2
1	.....	.....	2	...	.....	.....	.....	2	1	...	.....	.....	..	3	...
.....	.....	.....	4	.....	.....	....	..	1	1	1	1	....	.....	4	...
.....	.....	.....	...	.....	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
....	....	.....	1	...	....	.....	.....	.....	.....	.....	....	1	.....	1	.....
.....	....	1	.....	.....	.....	...	.....	..	.....	1	....	..	.....	1	.....
.....	.....	.....	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	..	.....	.....	1	.....	.....	.....	..	.....	1	....
...	....	...	7	....	.....	....	.....	1	1	2	1	2	....	5	2
....	1	....	.....	.....	.....	.....	.....	1	...	.....	.....	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	...	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1
1	.....	...	.....	.....	.....	.....	...	....	1	.....	.....	.....	....	1	.....
.....	.....	...	1	.....	.....	...	.....	.....	1	...	.....	.....	...	....	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	1	....	4	..	.....	.....	....	3	1	1	.....	.....	....	3	2
.....	.....	.....	1	.....	.....	..	...	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....
....	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1
.....	1	.....	1	1	.....	.....	.....	2	1	.....	.....	.....	....	3	.....
1	1	.....	20	....	.....	.....	..	11	10	.....	1	.....	.....	22	.....
3	4	1	53	3	.....	.....	...	26	23	8	3	4	.....	55	9
.....	.....	.....	...	.....	.....	..	.....	.....	...	.....	.....	.....	.....	...	.....
...	1	...	2	.....	.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	.....	2	1
.	1	.....	...	.....	.....	.....	...	...	1	.....	.....	.....	.....	1	...
.....	2	...	2	.....	...	.....	.....	3	1	.....	.....	.....	..	3	1
.....	2	1	...	.....	.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	1	.....	1	2
...	.....	....	.....	1	7	.....	.....	1	....	.	.....	1	6	8	.....
..	2	1	.....	1	7	.....	....	3	.....	.....	.....	2	6	9	2
....	.....	.....	1	.....	....	.....	...	1	....	...	.....	.....	....	....	1
.....	.....	.....	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	....	.....	...	..	...	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	..	1	...	.....	.....	.....	.....	.....	1
.....	....	....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.	.....	.....	.....	.....
8	16	4	179	7	14	.....	3	147	27	10	4	29	8	210	23
AGRESSION AVEC VOIES DE FAIT.															
.....	....	.....	1	.....	...	.....	.....	.....	.....	.....	1	....	....	.....	1

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convictions — Condamnations. Convicted 1st — Condamnés une fois.	Convictions — Condamnations. Convicted 2nd — Condamnés deux fois.	Convictions — Condamnations. Reiterated — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine — Sur option entre la prison ou l'amende	Sentence. No Option — Sans option. Under one year — Moins d'un an.	Sentence. No Option — Sans option. One year and over — Un an et plus.
ASSAULT AND BATTERY—*Continued.*											
Cape Breton, N.S	6	3			3	3			1	1	
Colchester, N.S	4	4									
Guysborough, N.S	4	2			2	2			2		
Halifax, N.S	19	4	1		14	9	3	2	5	8	
Inverness, N.S	1				1	1			1		
Lunenburg, N.S	4	2	1		1	1			1		
Pictou, N.S	3	1			2	2				2	
Queen's, N.S	1				1	1				1	
Yarmouth, N.S	1				1		1			1	
Totals of Nova Scotia	43	16	2		25	19	4	2	*a*10	13	
Carleton, N.B	1	1									
Restigouche, N.B	1				1	1				1	
St. John, N.B	1				1	1				1	
Sunbury, N.B	1	1									
Westmoreland, N.B	19	18			1	1				1	
York, N.B	1				1	1			1		
Totals of New Brunswick	24	20			4	4			*b*1	3	
Beauharnois, Que	11	6			5	5				2	
Bedford, Que	2				2	2					
Iberville, Que	4	4									
Montmagny, Que	1				1	1			1		
Montreal, Que	11				11	8	1	2	9	2	
Ottawa, Que	1				1	1				1	
Pontiac, Que	1				1	1			1		
Quebec, Que	1				1	1			1		
Rimouski, Que	1	1									
St. Hyacinthe, Que	1	1									
Three Rivers, Que	1				1	1				1	
Totals of Quebec	35	12			23	20	1	2	*c*12	6	
Algoma and Manitoulin, Ont	2				2	2					
Carleton, Ont	3				3	3			3		
Elgin, Ont	9	4			5	5			1	1	
Essex, Ont	3				3	2	1		3		
Frontenac, Ont	3	1			2	1	1			1	
Grey, Ont	1				1	1			1		
Haldimand, Ont	9	7	1		1			1			
Hastings, Ont	21	13	2		6	5	1		4	2	
Huron, Ont	2	1			1	1			1		
Kent, Ont	*d*20	11	1		3	1	1	1		3	
Lambton, Ont	4	1			3	3			3		
Lanark, Ont	1				1	1			1		
Lincoln, Ont	3				3	3			3		
Middlesex, Ont	5	2			3	3			2		
Muskoka and Parry Sound, Ont	1				1	1			1		
Nipissing, Ont	1				1	1				1	

a. $112. *b.* $9. *c.* $95. *d.* 5, *Nolle prosequi.*

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. Penitentiary — Pénitencier. Two years and under five. — Deux ans et moins de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	CIVIL CONDITIONS. — ETATS CIVILS. Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
AGRESSION AVEC VOIES DE FAIT—*Suite.*														
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	3	....	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	....	1	....	1	5	....	....	....	4	8	....	5
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	1	1	2	8	..	1	....	10	9	....	15
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	2	....	2
....	....	....	....	....	*a*3	....	....	....	1	....	4	3	....	2
....	....	....	....	....	*a*2	....	....	....	....	....	2	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	3	1	2	....	5	10	....	1
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	5	....	5	2	3	....	12	17	....	5
....	....	....	....	....	*a*2	....	....	....	....	....	2	....	....	2
....	....	....	....	....	....	1	1	....	....	....	1	....	....	3
....	....	....	....	....	*a*3	1	....	....	2	....	2	3	....	2
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	1	2	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	2	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	1	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	4	3	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	2
....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	1	....	....	3
....	....	....	....	....	*a*1	1	1	....	1	....	....	1	....	2
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICT IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Educational Status — Instruction: Elementary. — Elémentaire.	Educational Status — Instruction: Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. F. — F.	Ages: 16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	Ages: 16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. F. — F.	Ages: 21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	Ages: 21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. F. — F.	Ages: 40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	Ages: 40 years and over. — 40 ans et plus. F. — F.	Ages: Not given. — Non-donné. M. — H.	Ages: Not given. — Non-donné. F. — F.	Use of Liquors — Usage de Liqueurs: Moderate — Modéré	Use of Liquors — Usage de Liqueurs: Immoderate — Immodéré
ASSAULT AND BATTERY—*Continued.*															
Cap-Breton, N.-E.	3	...	...	...	...	...	...	2	...	1	...	...	...	3	...
Colchester, N,-E.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Guysborough, N.-E.	...	2	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	...	2	...
Halifax, N.-E.	2	11	...	1	1	...	...	6	2	3	...	1	...	10	3
Inverness, N.-E.	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Lunenburg, N.-E.	...	1	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Pictou, N.-E.	...	2	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	...	1	1
Queen's, N.-E.	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Yarmouth, N.-E.	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Totaux de la N.-Ecosse	7	17	...	2	1	3	...	11	2	5	...	1	...	20	4
Carleton, N.-B.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Restigouche, N.-B	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
St. Jean, N.-B.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Sunbury, N.-B.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Westmoreland, N.-B	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1
York, N.-B.	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Totaux du N.-Brunswick	1	3	...	...	...	2	...	1	...	1	...	...	...	1	3
Beauharnois, Qué.	3	2	...	...	...	...	...	2	...	3	...	...	...	4	1
Bedford, Qué.	...	2	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1
Iberville, Qué.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Montmagny, Qué	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Montreal, Qué.	...	11	...	...	...	1	...	9	...	1	...	...	...	9	2
Ottawa, Qué.	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Pontiac, Qué.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
Québec, Qué.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Rimouski, Qué	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
St. Hyacinthe, Qué.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Trois-Rivières, Qué.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Totaux de Québec	3	18	1	...	...	1	...	15	...	6	...	1	...	16	6
Algoma et Manitoulin, Ont.	...	2	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	...	1	1
Carleton, Ont.	1	2	...	...	...	2	...	1	...	...	...	...	...	3	...
Elgin, Ont.	...	5	...	1	...	...	...	2	...	2	...	...	...	3	2
Essex, Ont.	...	2	1	...	...	...	...	3	...	...	...	...	...	3	...
Frontenac, Ont	...	2	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	...	1	1
Grey, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Haldimand, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Hastings, Ont.	4	2	...	...	...	...	...	3	1	2	...	...	...	5	1
Huron, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Kent, Ont.	1	2	...	...	...	...	...	...	...	3	...	...	...	3	...
Lambton, Ont	...	2	...	...	...	1	...	1	...	...	...	1	...	2	...
Lanark, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Lincoln, Ont.	...	3	...	...	...	...	...	2	...	...	...	1	...	1	2
Middlesex, Ont.	1	2	...	...	...	...	...	3	...	...	...	...	...	3	...
Muskoka et Parry Sound, Ont.	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
Nipissing, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE.							RELIGIONS.							RESIDENCE.	
British Isles. — Iles Britanniques.			Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.													
AGRESSION AVEC VOIES DE FAIT—*Suite.*															
....	....	....	....	....	3	....	....	3	....	....	....	....	....	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	1	....	....	....	1	1
3	....	....	9	....	1	....	5	3	4	....	1	....	....	12	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
3	....	....	17	....	4	....	5	10	5	3	1	....	....	17	7
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	4	....	....	....	1	2	1	....	....	....	....	2	2
....	1	....	4	....	....	....	....	5	....	....	....	....	....	2	3
....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	8	1	2	....	....	10	....	....	....	....	1	11	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	1	....	18	1	2	....	....	20	....	....	....	1	1	14	8
1	....	....	1	....	....	....	1	1	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	3	....	....	....	....	2	....	....	....	1	....	2	1
....	....	....	5	....	....	....	1	....	....	....	2	2	....	3	2
....	....	....	3	....	....	....	....	3	....	....	....	....	....	....	3
....	1	....	1	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	1
....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	6	....	....	....	....	....	....	6	....	....	....	3	3
....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1
....	1	....	1	1	....	....	....	....	1	2	....	....	....	3	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	2	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	1	....	2	....	....	....	1	1	....	1	....	....	....	3	....
....	....	....	3	....	....	....	....	1	....	1	....	1	....	2	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
ASSAULT AND BATTERY—*Concluded.*											
Norfolk, Ont	2				2	2			1	1	
Northumberland & Durham, O.	10	2			8	4	1	3	5	3	
Ontario, Ont.	2				2	2				1	
Oxford, Ont	1	1									
Peel, Ont	2				2	2				2	
Peterborough, Ont	1				1	1			1		
Prescott and Russell, Ont	a2	1									
Prince Edward, Ont	3				3	3				3	
Simcoe, Ont	9	5			4	3	1			4	
Stormont, D'das & Glengarry, O.	1				1	1			1		
Thunder Bay & Rainy River, Ont	3	3									
Victoria, Ont	1				1	1				1	
Welland, Ont	3	2			1	1			1		
Wellington, Ont	1				1	1			1		
Wentworth, Ont	2				2	1	1		1	1	
York, Ont	30				30	30			27	3	
Totals of Ontario	161	54	4		97	85	7	5	b61	27	
Manitoba, Central	2	1			1	1			1		
Manitoba, Eastern	4				4	4			4		
Manitoba, Western	1				1	1			1		
Totals of Manitoba	7	1			6	6			c6		
Clinton, B.C.	2				2	2				2	
Victoria, B.C	1				1	1				1	
Westminster, B.C.	a93	22			70	68	2		47	6	
Totals of British Columbia	96	22			73	71	2		d47	9	
Alberta, Northern, N.W.T.	25	14	1		10	10			2	8	
Alberta, Southern, N.W.T.	e28	14	1		9	9				9	
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	14	8	1		5	5				5	
Assiniboia, Western, N.W.T.	f8	4			2	2				2	
Saskatchewan, N.W.T.	7	6			1	1				1	
Totals of the N.W.T.	82	46	3		27	27			g2	25	
Yukon	a18	15			2	2				2	
Totals of Canada	467	186	9		258	235	14	9	140	85	
VARIOUS OTHER OFFENCES AGAINST THE PERSON.											
Restigouche, N.B.	1				1	1			1		
Westmoreland, N.B.	1		1								
Totals of New Brunswick	2		1		1	1			h1		

a. 1, e. 4, f. 2, *Nolle prosequi.* b. $490. c. $64. d. $414. g. $10. h. $100.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

SENTENCE. — Penitentiary. — Pénitencier. — Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	OCCUPATIONS. — Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS. — Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
AGRESSION AVEC VOIES DE FAIT—*Fin.*														
....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....	....
....	....	....	....	....	....	1	....	....	2	....	5	5	....	3
....	....	....	....	....	*b*1	1	....	....	....	....	1	2	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....	1	2	....	1
....	....	....	....	....	....	3	....	....	1	....	....	3	....	1
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	1	....	1
....	....	....	....	....	....	1	2	....	3	....	20	10	....	20
....	....	....	....	....	9	18	9	1	14	1	46	45	....	50
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	3	....	....	....	....	....	3	....	1
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	5	....	....	....	....	....	5	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*4, *b*13	....	23	4	10	2	26	16	2	51
....	....	....	....	....	17	....	23	4	11	2	28	17	2	53
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	2	1	....	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	3	2	....	5
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	1	32	26	45	7	31	3	102	98	2	131
DIVERS AUTRES OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....	....

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to keep the peace—Tenus de garder la paix.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial districts in which offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Educational status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure.	Ages: Under 16 years — Moins de 16 ans: M. — H.	F. — F.	16 years and under 21 — 16 ans et moins de 21: M. — H.	F. — F.	21 years and under 40 — 21 ans et moins de 40: M. — H.	F. — F.	40 years and over — 40 ans et plus: M. — H.	F. — F.	Not given — Non-donné: M. — H.	F. — F.	Use of liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
ASSAULT AND BATTERY—*Concluded.*															
Norfolk, Ont	2							1		1					2
Northumberl'd et Durham, O.		8						2		6				3	5
Ontario, Ont		2								2				2	
Oxford, Ont															
Peel, Ont		2								2				1	1
Peterborough, Ont		1						1							1
Prescott et Russell, Ont															
Prince-Edouard, Ont		3						3						1	2
Simcoe, Ont		4								4				3	1
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.		1						1							1
Th'der Bay et Rainy Riv., Ont															
Victoria, Ont	1							1						1	
Welland, Ont		1										1			
Wellington, Ont		1								1				1	
Wentworth, Ont		2						2						2	
York, Ont		29	1	3		5		14	1	7				20	10
Totaux d'Ontario	11	83	2	4		9		45	2	34		3		64	31
Manitoba, Centre		1						1						1	
Manitoba, Est	1	3				1		1	1	1				3	1
Manitoba, Ouest		1								1					1
Totaux de Manitoba	1	5				1		2	1	2				4	2
Clinton, Col.-B.	2							2						2	
Victoria, Col.-B.		1								1				1	
Westminster, Col.-B.	11	56	2	5		9		43		10	1	2		53	16
Totaux de la Col.-Britann.	13	57	2	5		9		45		11	1	2		56	16
Alberta, Nord, T. du N.-O.		5					2	1		2		5		4	1
Alberta, Sud, T. du N.-O.		2								2		7		2	
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.												4	1		
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.												2			
Saskatchewan, T. du N.-O.												1			
Totaux des T. du N.-O.		7					2	1		4		19	1	6	1
Yukon												2			
Totaux du Canada	36	191	5	11	1	25	2	120	5	64	1	28	1	167	64
VARIOUS OTHER OFFENCES AGAINST THE PERSON.															
Restigouche, N.-B.			1							1				1	
Westmoreland, N.-B.															
Totaux du N. Brunswick.			1							1				1	

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
AGRESSION AVEC VOIES DE FAIT—*Fin.*															
.....	.....	.....	2	....	.....	....	......	1	....	1	....	.....	......	.....	2
1	1	......	6	......	...	.....	...	4	3	.....	1	.....	...	6	2
1	......	1	.....	.....	.....	...	......	.....	1	.....	1	.....	......	1	1
......	......	.....	......	....	......	....	......	......	....	.....	....	.....	......	.....	.....
......	......	1	1	......	......	....	......	.....	......	....	1	1	.....	.....	2
.....	......	.....	1	.....	......	....	...	1	......	.....	......	.....	.....	1	.....
......	......	.....	......	.....	......	......	......	.....	.....	.....	.....	.....	......	.....	.....
...	1	.....	2	.....	......	......	...	2	.....	.....	1	.....	....	2	1
2	1	1	......	.....	......	.....	.....	.....	1	2	1	.....	......	.....	4
.....	....	.....	1	.....	......	.....	......	1	......	.....	......	.....	.....	.....	1
......	....	.....	....	....	......	.....	......	.....	......	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	......	.....	1	.....	....	....	......	.....	.....	1	.....	....	....	.....	1
.....	......	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	...	.....	.....	1	.....
......	......	.....	1	.....	....	.....	...	1	.....	.....	.....	.....	....	.....	1
.....	..	.....	2	....	.....	.....	...	1	1	....	.....	.....	....	2	.....
3	2	.....	24	1	......	.....	1	9	10	2	8	.....	......	29	1
8	8	4	73	2	......	.....	5	31	19	17	17	6	......	65	32
.....	....	......	......	......	1	....	......	1	....	.....	.....	.....	....	.....	1
...	......	......	1	......	3	.....	...	3	......	.....	.....	.....	......	.....	4
......	......	...	1	....	......	....	.....	.....	....	.....	1	.....	......	.....	1
...	.....	.....	2	....	4	.....	....	4	......	.....	1	.....	......	.....	6
.....	....	.....	2	....	.....	.....	....	2	....	.....	...	.....	......	.....	2
.....	1	.....	...	....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	...	.....	1
17	6	5	25	6	10	......	.....	13	16	1	8	22	9	53	16
17	7	5	27	6	10	....	....	15	17	1	8	22	9	53	19
.....	......	.....	4	1	.	......	....	3	....	2	.....	.....	.....	4	1
...	.....	.....	2	.....	....	....	..	2	.....	.....	.....	.....	.....	2	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
......	....	......	6	1	......	......	......	5	....	2	....	.....	......	6	1
....	....	.....	......	.....	.....	....	.....	.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
28	16	9	146	10	20	.....	11	87	42	23	28	29	10	157	76
DIVERS AUTRES OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE.															
......	.....	....	......	1	....	......	....	......	....	....	1	.....	......	1	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
......	..	....	.....	1	....	...	......	......	....	....	1	....	......	1	.....

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

VARIOUS OTHER OFFENCES AGAINST THE PERSON—*Concluded.*

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations	Acquitted — Acquittés M.	Acquitted — Acquittés F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
Chicoutimi, Que	1				1	1				1	
Montreal, Que	3				3	2	1		3		
St. Francis, Que	2				2	2			1		
St. Hyacinthe, Que	1				1	1			1		
Totals of Quebec	7				7	6	1		a5	1	
Bruce, Ont	3	1			2	2				2	
Haldimand, Ont	2	1			1		1				
Hasting, Ont	2				2	2					
Muskoka and Parry Sound, Ont.	1	1									
Nipissing, Ont	1				1	1				1	
Northumberland & Durham, O.	1				1		1				
Wentworth, Ont	26	9			17	17			9		
York, Ont	6	3	1		2	2			2		
Totals of Ontario	42	15	1		26	24	2		b11	3	
Victoria, B.C	1				1	1			c1		
Westminster, B.C.	6			m. 1	5	5			d1	3	
Totals of British Columbia	7			1	6	6			2	3	
Alberta Northern, N.W.T	3	1	1		1	1				1	
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	1	1									
Totals of the N.W.T	4	2	1		1	1				1	
Totals of Canada	62	17	3	1	41	38	3		19	8	

OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II.

BURGLARY AND HAVING BURGLARS' TOOLS.

Judicial Districts	Number of Charges	Acquitted M.	Acquitted F.	Detained for Lunacy	Total	Convicted 1st.	Convicted 2nd.	Reiterated.	With the option of a fine	Under one year	One year and over
Queen's, P.E.I	1				1			1			
Halifax, N.S	12	1			11	5	5	1		2	
Beauharnois, Que	3	3									
Joliette, Que	1				1	1					
Montreal, Que	79	8			71	28	11	32		4	1
Quebec, Que	6				6	1	5			1	
Richelieu, Que	9	1			8	4	3	1		1	
St. Francis, Que	4	1			3	2		1			
Totals of Quebec	102	13			89	36	19	34		6	1

a. $41. *b.* $82. *c*- $5,000, Criminal negligence—Négligence coupable. *d.* $7.

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Sentence. Penitentiary — Pénitencier. Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	Sentence. Penitentiary — Pénitencier. Five years and over. — Cinq ans et plus.	Sentence. Penitentiary — Pénitencier. Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Occupations. Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Civil Conditions — États civils. Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
DIVERS AUTRES OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE—*Fin.*														
						1							1	
							1	1			1	2		1
					*a*1	1					1	2		
											1			1
					1	2	1	1			3	4	1	2
							1				1	2		
					*b*1					1		1		
					*a*2		1				1	1	1	
											1			1
					*a*1			1						1
					*b*8		2		1		5	7		1
											2			2
					12		4	1	1	1	10	11	1	5
					*b*1		1		1		2	1	1	2
					1		1		1		2	1	1	2
					14	2	6	2	2	2	15	17	3	9
DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.														
VOL AVEC EFFRACTION ET AYANT EN POSSESSION DES OUTILS DE VOLEUR.														
		*c*1									1			1
7				2			1	1	4		2	3		8
1											1			1
31	10			2	*a*23		6		25	1	30	7	2	62
4	1					1			1		2			6
3	1			3			1				3	3		5
3											1	2		1
42	12			5	23	1	7		26	1	37	12	2	75

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to keep the peace—Tenus de garder la p aix.
c. Burglary with intent to commit rape—Effraction avec intention de commettre le viol.

TABLE I. OFFENCES AGAINST THE PERSON. CLASS I.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs. Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
VARIOUS OTHER OFFENCES AGAINST THE PERSON—*Concluded.*															
Chicoutimi, Qué	....	1	....	....	..	....	....	....	....	1	....	....	..	....	1
Montréal, Qué	1	2	....	....	..	....	....	2	....	1	....	....	..	2	1
St. François, Qué	....	2	....	....	..	....	....	1	....	1	....	....	..	2	....
St. Hyacinthe, Qué	1	....	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	....	1
Totaux de Québec	2	5	....	....	..	....	....	4	....	3	....	....	..	4	3
Bruce, Ont	....	2	....	....	..	....	....	1	....	1	....	....	..	1	1
Haldimand, Ont	....	....	1	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Hastings, Ont	1	1	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	1	1
Muskoka et Parry Sound, O	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Nipissing, Ont	1	....	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Northumberl'd et Durham, O.	....	1	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Wentworth, Ont	....	8	....	....	..	....	....	4	....	4	....	9	..	....	7
York, Ont	....	2	....	....	..	2	....	....	....	....	....	....	..	2	....
Totaux d'Ontario	2	14	1	....	1	2	....	9	....	5	....	9	..	7	9
Victoria, Col.-B	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Westminster, Col.-B	....	4	....	....	..	....	....	2	....	2	....	1	..	3	1
Totaux de la Col.-Britann.	....	4	....	....	..	....	....	2	....	2	....	2	..	3	1
Alberta, Nord, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Totaux des T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Totaux du Canada	4	23	2	....	1	2	....	15	....	11	....	12	..	15	13
OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II.															
BURGLARY AND HAVING BURGLARS' TOOLS.															
Queen's, I. du P.-E.	1	....	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	....	1
Halifax, N.-E	....	11	....	2	..	1	....	7	....	1	....	....	..	10	1
Beauharnois, Qué	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Joliette, Qué	1	....	....	....	..	1	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Montréal, Qué	6	65	....	1	..	28	....	39	....	3	....	....	..	32	39
Québec, Qué	5	1	....	....	..	4	....	2	....	....	....	....	..	5	1
Richelieu, Qué	5	3	....	3	..	1	....	4	....	....	....	....	..	5	3
St. François, Qué	1	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	1	..	....	3
Totaux de Québec	18	71	....	4	..	34	....	47	....	3	....	1	..	43	46

TABLEAU I. OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE. CLASSE I.

Birth places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
DIVERS AUTRES OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE—*Fin*.															
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	3	....	....	....	....	1	....	....	....	2	....	3	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	7	....	....	....	1	3	....	....	....	3	....	4	3
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
1	....	....	1	....	....	....	....	1	1	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
3	1	....	4	....	....	....	....	4	3	1	....	....	....	8	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	....	1	....	....	2	....
4	1	....	12	....	....	....	....	8	6	2	1	....	....	13	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	....	....	1	....	1	....	....	....	2	....	....	1	1	2	2
2	....	....	1	....	1	....	....	....	2	....	....	1	1	2	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
6	1	....	20	1	1	....	1	11	8	2	2	4	1	20	9
DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.															
VOL AVEC EFFRACTION ET AYANT EN POSSESSION DES OUTILS DE VOLEUR.															
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
1	1	....	9	....	....	....	....	10	1	....	....	....	....	11	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
7	....	....	62	1	....	1	....	64	4	....	....	3	....	71	....
....	....	....	6	....	....	....	....	6	....	....	....	....	....	5	1
....	....	....	8	....	....	....	....	8	....	....	....	....	....	6	2
....	....	....	2	1	....	....	....	2	....	....	....	1	....	2	1
7	....	....	79	2	....	1	....	81	4	....	....	4	....	84	5

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convictions — Condamnations. Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convictions — Condamnations. Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Convictions — Condamnations. Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	Sentence. No option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	Sentence. No option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
BURGLARY AND HAVING BURGLARS' TOOLS—*Concluded.*											
Algoma and Manitoulin, Ont.	2				2	1		1			
Brant, Ont	5				5	1		4		3	
Carleton, Ont	1	1									
Essex, Ont	2				2	2					
Grey, Ont	3				3	3				1	
Hastings, Ont	2				2	1	1				1
Muskoka and Parry Sound, Ont.	7	3			4		4				4
Northumberland & Durham, Ont	1				1	1					
Peel, Ont	2				2			2			
Perth Ont	2	1			1	1					
Peterborough, Ont	2				2	2					2
Renfrew, Ont	1	1									
Simcoe, Ont	1				1	1					
Thunder Bay and Rainy River, O	2				2	2				2	
Welland, Ont	2				2	2					
Wentworth, Ont	5	1			4			4			
York, Ont	14	4			10	7	1	2		2	3
Totals of Ontario	54	11			43	24	6	13		8	10
Manitoba, Eastern	4				4	2	1	1			
Cariboo, B.C	1				1	1					
Westminster, B.C	3				3	3					
Totals of British Columbia	4				4	4					
Totals of Canada	177	25			152	71	31	50		16	11
HOUSE AND SHOPBREAKING.											
Prince, P.E.I	2				2	2					
Cumberland, N.S	4	1			3			3			
King's, N.S	1				1	1				1	
Lunenburg, N.S	2				2	2				2	
Pictou, N.S	2				2	2				2	
Richmond, N.S	1				1	1					
Shelburne, N.S	1				1	1					
Yarmouth, N.S	2				2	2					
Totals of Nova Scotia	13	1			12	9		3		5	
Madawaska, N.B	1	1									
Restigouche, N.B	1				1	1					
Totals of New Brunswick	2	1			1	1					
Bedford, Que	1				1	1					
Gaspé, Que	1				1	1				1	

TABLEAU I. DELITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.

Sentence. Penitentiary—Pénitencier. Two years and under five.—D'ux ans et m'ns de cinq.	Sentence. Penitentiary—Pénitencier. Five years and over.—Cinq ans et plus.	Sentence. Penitentiary—Pénitencier. Life.—A vie.	Sentence. D'th.—De mort	Sentence. Committed to Reformatories—Envoyés à la prison de Réforme.	Sentence. Other Sentences.—Autres Sentences.	Occupations. Agricultural.—Agriculteurs.	Occupations. Commercial.—Commerçants.	Occupations. Domestic—Serviteurs.	Occupations. Industrial.—Industriels.	Occupations. Professional—Professions libérales.	Occupations. Laborers—Journaliers.	Civil Conditions—États Civils. Married.—Mariés.	Civil Conditions—États Civils. Widowed—En veuvage.	Civil Conditions—États Civils. Single—Célibataires.
VOL AVEC EFFRACTION ET AYANT EN POSSESSION DES OUTILS DE VOLEUR—*Fin.*														
....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	1
2	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	4	....	....	5
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	1	a1	....	....	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	....	....	a2	....	....	....	....	....	3	2	....	1
....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	2
....	....	....	....	....	....	4	....	....	....	....	....	....	....	4
....	....	....	....	....	a1	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	2
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	1
2	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	1
3	1	....	....	....	....	....	....	....	2	....	2	....	....	4
1	4	....	....	....	....	....	....	....	2	....	8	....	....	10
9	10	....	....	2	4	4	4	....	6	....	25	5	1	36
2	2	....	....	....	....	....	1	1	....	....	2	1	....	3
1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....
....	2	....	....	....	a1	....	....	....	....	....	2	....	....	2
1	2	....	....	....	1	....	....	1	....	....	2	....	....	2
61	26	1	....	9	28	5	13	3	36	1	69	21	3	125
BRIS DE MAISONS ET DE MAGASINS.														
....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	2
1	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	a2	....	....	....	....	....	....	....	....	2
2	2	....	....	1	2	....	3	....	....	....	3	....	....	11
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure.	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
BURGLARY AND HAVING BURGLARS' TOOLS—*Concluded.*															
Algoma et Manitoulin, Ont.	1	1	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	....	2
Brant, Ont	2	3	....	....	..	....	....	2	....	3	....	....	..	2	3
Carleton, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Essex, Ont	....	2	....	1	..	1	....	....	....	....	....	....	..	2	....
Grey, Ont	....	3	....	....	..	....	....	1	....	2	....	....	..	....	3
Hastings, Ont	....	2	....	1	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	1
Muskoka et Parry Sound, Ont	....	4	....	....	..	....	....	4	....	....	....	....	..	4	....
Northumberl'd et Durham, O.	1	....	....	....	..	1	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Peel, Ont	....	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	2	....
Perth, Ont	....	1	....	....	..	....	....	....	....	1	....	....	..	....	1
Peterborough, Ont	....	2	....	....	..	2	....	....	....	....	....	....	..	1	1
Renfrew, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Simcoe, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	....	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	....	2
Welland, Ont	....	2	....	....	..	1	....	....	....	1	....	....	..	2	....
Wentworth, Ont	....	4	....	....	..	....	....	2	....	2	....	....	..	1	3
York, Ont	2	8	....	....	..	4	....	5	....	1	....	....	..	6	4
Totaux d'Ontario	7	36	....	2	..	9	....	21	....	10	....	1	..	22	20
Manitoba, Est	1	3	....	....	..	1	....	2	....	1	....	....	..	3	1
Caribou, Col.-B	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Westminster, Col.-B	....	2	....	....	..	....	....	....	....	2	....	1	..	....	2
Totaux de la Col.-Britann.	....	2	....	....	..	....	....	....	....	2	..	2	..	....	2
Totaux du Canada	27	123	....	8	..	45	....	78	....	17	....	4	..	78	71
HOUSE AND SHOPBREAKING.															
Prince, I. du P.-E	1	1	.	....	.	....	....	2	....	....	....	....	..	....	2
Cumberland, N.-E	....	3	....	....	..	..	....	3	....	....	....	....	..	....	3
King's, N.-E	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Lunenburg, N.-E	....	2	..	....	..	2	....	....	....	....	....	....	..	2	....
Pictou, N.-E	....	2	....	1	..	1	....	....	....	....	....	....	..	2	....
Richmond, N.-E	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Shelburne, N.-E	....	1	....	1	..	....	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Yarmouth, N.-E	2	....	....	2	..	....	....	....	....	....	....	....	..	2	....
Totaux de la N.-Ecosse.	2	9	....	4	..	3	....	4	....	....	....	1	..	8	3
Madawaska, N.-B	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Restigouche, N.-B	....	....	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	....	1
Totaux du N.-Brunswick.	....	....	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	....	1
Bedford, Qué	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	....	1
Gaspé, Qué	1	....	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....

TABLEAU I. DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
VOL AVEC EFFRACTION ET AYANT EN POSSESSION DES OUTILS DE VOLEUR—*Fin.*															
...	...	...	...	2	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...
1	...	...	4	...	...	...	...	...	1	2	2	...	...	...	5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	2	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...
...	...	...	3	...	...	...	...	1	2	...	...	...	...	3	...
...	...	...	1	1	...	...	...	1	...	1	...	...	...	2	...
...	...	...	4	...	...	...	...	...	...	3	1	...	...	...	4
1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	2
1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1
...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	2	...
1	...	...	...	1	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...
...	...	...	4	...	...	...	1	1	...	2	...	...	...	4	...
...	2	...	8	...	...	...	...	6	4	...	...	...	...	9	1
6	2	...	28	6	...	...	1	17	11	10	3	...	...	27	15
2	...	...	1	...	1	...	...	...	1	...	2	1	...	3	1
...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1
...	2	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...
...	2	...	...	...	1	...	...	2	...	...	...	...	1	2	1
16	5	..	118	8	2	1	1	111	17	10	5	5	1	127	23
BRIS DE MAISONS ET DE MAGASINS.															
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	2
...	...	...	3	...	...	...	...	...	...	...	3	...	...	3	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	1
1	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	...	...	...	2	...
...	...	...	...	...	1	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...
1	...	...	9	...	1	...	...	4	2	2	3	...	...	9	2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés.		Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS.				SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés.		
					Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'am'nde	No Option. — Sans option.	
		M.	F							Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
HOUSE AND SHOPBREAKING—*Concluded.*											
St. Francis, Que	13	2	..	....	11	6	3	2	....	2	....
Three Rivers, Que	2	....	..	....	2	2	....	....	....	....	....
Totals of Quebec	17	2	..	....	15	10	3	2	....	3	....
Brant, Ont	6	....	..	....	6	....	2	4	....	1	2
Bruce, Ont	1	....	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Carleton, Ont	6	4	..	....	2	2	....	....	....	....	....
Essex, Ont	4	....	..	....	4	3	1	....	....	....	1
Grey, Ont	5	1	..	....	4	4	....	....	....	....	....
Hastings, Ont	7	....	..	....	7	6	1	....	....	5	1
Huron, Ont	2	1	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Lambton, Ont	7	3	..	....	4	4	....	....	....	1	....
Lanark, Ont	1	....	..	....	1	1	....	....	....	....	....
Leeds and Grenville, Ont	2	....	..	....	2	2	....	....	....	1	....
Lincoln, Ont	5	....	..	....	5	5	....	....	....	4	1
Middlesex, Ont	13	1	..	....	12	11	....	1	....	1	....
Norfolk, Ont	1	1	..	....	....	....	....	....	....	....	....
Northumberland & Durham, O.	3	....	..	....	3	3	....	....	....	....	....
Oxford, Ont	1	....	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Peel, Ont	2	....	..	....	2	1	1	....	....	....	....
Perth, Ont	5	4	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Prescott and Russell, Ont	1	....	..	....	1	1.	....	....	....	....	....
Renfrew, Ont	2	....	..	....	2	2	....	....	....	2	....
Stormont, D'das & Glengarry, O.	2	....	..	....	2	2	....	....	....	....	....
Thunder Bay & Rainy River, O.	2	1	..	....	1	1	....	....	....	....	....
Welland, Ont	4	....	..	....	4	2	....	2	....	1	1
Wentworth, Ont	7	4	..	....	3	....	2	1	....	....	....
York, Ont	37	10	..	....	27	18	4	5	....	7	5
Totals of Ontario	126	30	..	....	96	72	11	13	....	27	11
Manitoba, Central	1	....	..	....	1	....	....	1	....	....	1
Manitoba, Eastern	4	....	..	....	4	3	....	1	....	1	....
Manitoba, Western	5	....	..	....	5	5	....	....	....	1	3
Totals of Manitoba	10	....	..	....	10	8	....	2	....	2	4
Victoria, B.C	6	....	..	....	6	1	3	2	....	....	....
Westminster, B.C	8	1	..	....	7	7	....	....	....	1	1
Totals of British Columbia	14	1	..	....	13	8	3	2	....	1	1
Alberta, Northern, N.W.T	7	2	..	....	5	4	1	....	....	4	....
Alberta, Southern, N.W.T	a6	4	..	....	1	1	....	....	....	....	....
Assiniboia, Eastern, N.W.T	4	3	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Saskatchewan, N.W.T	1	....	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Totals of the N.W.T	18	9	..	....	8	7	1	....	....	6	....
Totals of Canada	202	44	..	....	157	117	18	22	....	44	16

a. One female escaped before trial. Une femme évadée avant son procès.

TABLEAU I. DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.

Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie	D'th.—De mort	Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	Occupations. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	Civil Conditions.—États Civils. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
BRIS DE MAISONS ET DE MAGASINS—*Fin.*														
3	2	...	...	4	...	...	...	...	4	...	2	1	...	10
2	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	2
6	2	...	...	4	...	1	...	...	5	...	4	1	...	14
1	...	...	...	...	a2	...	...	...	...	...	3	...	...	6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	2	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	2
1	1	...	...	1	...	...	2	...	...	...	2	1	...	3
...	...	...	...	...	a4	...	...	...	...	...	...	...	...	4
...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	7	3	...	4
...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	2	a1	...	...	...	...	...	3	...	...	4
...	...	...	...	...	a1	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	1	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5	...	...	5
...	...	...	...	2	a8, b1	1	...	...	...	...	...	1	...	11
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	c3	...	...	...	3	...	...	...	...	3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
2	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2
...	2	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	2
...	...	...	...	...	a1	...	...	...	...	...	...	...	...	1
...	1	...	...	...	a1	...	...	...	2	...	2	1	...	3
3	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	1	...	...	3
2	...	...	...	8	a5	...	...	...	...	...	13	1	...	26
9	7	...	...	15	27	2	2	...	14	...	39	8	...	86
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
2	...	...	...	...	a1	1	1	...	2	...	...	1	...	3
1	...	...	...	...	...	4	...	...	...	...	1	...	...	5
3	...	...	...	...	1	5	1	...	2	...	2	1	...	9
3	...	...	...	3	...	...	1	...	1	...	1	...	...	6
3	1	...	...	1	...	...	...	1	...	...	3	1	...	5
6	1	...	...	4	...	...	1	1	1	...	4	1	...	11
...	...	...	...	...	a1	...	...	...	...	...	1	...	...	3
...	...	...	...	...	a1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	...	...	3
27	14	...	...	24	32	8	7	1	22	...	56	11	...	136

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Given over to Children Aid Society—Remis à la société protectrice des enfants. *c.* Acquitted having made restitution—Libérés ayant fait restitution.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status. — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure.	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors. — Usage de liqueurs. Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
HOUSE AND SHOP BREAKING—*Concluded.*															
St. François, Qué	2	9	....	4	..	1	....	4	....	1	....	1	..	7	4
Trois-Rivières, Qué	..	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	....	2
Totaux de Québec	3	12	....	4	..	1	....	8	....	1	....	1	..	8	7
Brant, Ont	1	5	....	3	..	....	....	2	....	1	....	....	..	3	3
Bruce, Ont	....	....	....	..	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Carleton, Ont	....	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	1	1
Essex, Ont	1	3	....	....	..	1	....	2	....	1	....	....	..	3	1
Grey, Ont	....	4	....	4	..	....	....	....	....	....	....	....	..	4	....
Hastings, Ont	3	4	....	1	..	3	....	3	....	....	....	....	..	7	....
Huron, Ont	....	1	....	....	..	1	....	....	....	....	....	....	..	....	1
Lambton, Ont	2	2	....	3	..	1	....	....	....	....	....	....	..	4	....
Lanark, Ont	..	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	..
Leeds et Grenville, Ont	....	2	....	....	..	1	....	1	....	....	....	....	..	2	....
Lincoln, Ont	....	5	....	....	..	3	....	2	....	....	....	....	..	3	2
Middlesex, Ont	6	6	....	9	..	2	....	1	....	....	....	....	..	12	....
Norfolk, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Northumberl'd et Durham, O.	....	3	....	....	..	1	....	2	....	....	....	....	..	....	....
Oxford, Ont	....	1	....	....	..	1	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Peel, Ont	....	2	....	....	..	2	....	....	....	....	....	....	..	2	....
Perth, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Prescott et Russell, Ont	....	1	....	1	..	....	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Renfrew, Ont	1	1	....	2	..	....	....	....	....	....	....	....	..	2	....
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	1	1	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	1	1
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	....	1	....	1	..	....	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Welland, Ont	1	3	....	....	..	1	....	2	....	1	....	....	..	2	2
Wentworth, Ont	....	3	....	....	..	2	....	1	....	....	....	....	..	3	....
York, Ont	1	26	..	13	..	8	....	5	....	1	....	....	..	25	2
Totaux d'Ontario	17	77	....	37	..	27	....	26	....	4	..	2	..	78	13
Manitoba, Centre	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	....	1
Manitoba, Est	1	3	....	....	..	1	....	3	....	....	....	....	..	4	....
Manitoba, Ouest	....	5	....	....	..	1	....	3	....	1	....	....	..	4	1
Totaux de Manitoba	1	9	....	....	..	2	....	7	....	1	....	....	..	8	2
Victoria, Col.-B	....	5	1	3	..	....	....	3	....	....	....	....	..	5	1
Westminster, Col.-B	....	6	....	2	..	1	....	1	....	....	....	3	..	4	2
Totaux de la Col.-Britann.	....	11	1	5	..	1	....	4	....	....	....	3	..	9	3
Alberta, Nord, T. du N.-O.	....	3	....	....	..	3	....	....	....	....	....	2	..	3	....
Alberta, Sud, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Assiniboia, Est, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Saskatchewan, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Totaux des Ter. du N.-O.	..	3	....	....	..	3	....	....	....	....	....	5	..	3	....
Totaux du Canada	24	122	1	50	..	37	....	52	....	6	....	12	..	114	31

TABLEAU I. DELITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
BRIS DE MAISONS ET DE MAGASINS—*Fin.*															
....	....	....	11	....	....	....	....	7	....	....	....	4	....	10	1
....	....	....	1	1	....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	1
....	....	....	14	1	....	....	....	11	....	....	....	4	....	12	3
....	....	....	6	....	....	....	....	1	1	3	1	....	....	3	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	1	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	2	2	....	....	2	1	....	....	1	....	....	3	1
....	....	....	4	....	....	....	1	....	....	2	1	....	....	4	....
....	....	....	5	1	....	....	....	3	....	4	....	....	....	....	7
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	4	....	....	....	1	....	....	3	....	....	....	2	2
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
1	....	....	1	....	....	....	....	1	1	....	....	....	....	2	....
....	....	1	....	4	....	....	....	2	....	1	1	....	1	5	....
....	....	....	12	....	....	....	....	3	2	....	....	7	....	11	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	3	....	....	....	....	....	....	1	1	....	1	3	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....
....	....	....	....	....	2	....	2	....	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
1	....	....	1	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	3	1	....	....	2	1	....	....	1	....	....	3	1
....	....	1	1	1	....	....	....	....	1	1	1	....	....	3	....
1	1	....	24	1	....	....	....	4	13	6	3	1	....	27	....
3	1	2	72	13	2	....	8	24	18	21	11	10	2	77	17
....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
1	....	....	2	....	1	....	....	2	2	....	....	....	....	2	2
3	....	1	....	....	1	....	....	....	3	....	1	1	....	1	4
4	....	2	2	....	2	....	....	2	5	....	2	1	....	4	6
....	....	....	3	1	1	1	1	....	3	....	1	....	1	6	....
1	....	....	3	....	1	....	....	1	....	....	1	2	1	5	1
1	....	....	6	1	2	1	1	1	3	....	2	2	2	11	1
....	....	....	3	....	....	....	1	....	2	....	....	....	....	3	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	3	....	....	....	1	....	2	....	....	....	....	3	....
9	1	4	108	15	7	1	10	44	30	23	18	17	4	116	32

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
ROBBERY AND DEMANDING WITH MENACES.											
Cumberland, N.S	2				2	1	1				
Arthabaska, Que	1				1	1					
Beauce, Que	2				2	2					1
Iberville, Que	1				1	1					
Kamouraska, Que	1				1	1					
Montreal, Que	55	7			48	14	4	30		6	2
Quebec, Que	5				5	3	2			2	
Richelieu, Que	1				1	1					
Terrebonne, Que	1				1	1					
Totals of Quebec	67	7			60	24	6	30		8	3
Carleton, Ont	a13	10			2	1	1			1	1
Essex, Ont	1	1									
Hastings, Ont	3				3	2	1			3	
Middlesex, Ont	2				2	2					
Perth, Ont	6	3			3		3				
Peterborough, Ont	1	1									
Stormont, D'das & Glengarry, O.	1				1	1					
Welland, Ont	1	1									
Wentworth, Ont	5	2			3	3				3	
York, Ont	11	5			6	6				2	
Totals of Ontario	44	23			20	15	5			9	1
Manitoba, Eastern	2				2	2				1	
Alberta, Northern, N.W.T	1				1	1				1	
Totals of Canada	116	30			85	43	12	30		19	4
WAREHOUSE AND FREIGHT CAR BREAKING.											
Elgin, Ont	1				1	1				1	
Essex, Ont	2				2	2				2	
Hastings, Ont	1				1	1				1	
Middlesex, Ont	2				2		1	1			
Perth, Ont	4				4	4				2	1
York, Ont	3				3	3					
Totals of Ont. and Canada	13				13	11	1	1		6	1
POSSESSION OF EXPLOSIVES AND DAMAGE BY.											
Stormont, D'das & Glengarry, O.	2				2			2			
Welland, Ont	3				3	3					
York, Ont	1				1	1					
Totals of Ontario & Canada	6				6	4		2			

a. One case, Jury disagreed—Un cas, les jurés ne se sont pas accordés.

TABLEAU I. DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie	D'th.—De mort	Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
VOL ET DEMANDES AVEC MENACES.														
1	1								2			2		
					a1						1			1
1											2			2
	1										1			1
1									1			1		
26	6			1	a7	1	8		18		20	12	1	35
1	2						1		2		2	3		2
1							1							1
1									1			1		
31	9			1	8	1	10		22		26	17	1	42
									2					2
											3	2		1
	2								2					2
2					a1		1				2	1		2
1						1						1		
											3			3
	2				a2		1				5			6
3	4				3	1	2		4		13	4		16
					a1		2					2		
											1			1
35	14			1	12	2	14		28		40	25	1	59
BRIS D'ENTREPOTS ET DE WAGONS DE FRET.														
											1			1
											2			2
											1			1
				2										2
1									2		2			4
					a3									3
1				2	3				2		6			13
POSSÉDANT DES MATIÈRES EXPLOSIVES ET DOMMAGE.														
	2													2
		3					2		1			3		
	1								1					1
	3	3					2		2			3		3

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE. CLASS II.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non-donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
ROBBERY AND DEMANDING WITH MENACES.															
Cumberland, N.-E		2						2							2
Arthabaska, Qué	1					1									1
Beauce, Qué		2				2								2	
Iberville, Qué		1						1						1	
Kamouraska, Qué		1						1						1	
Montréal, Qué	10	38				6		33		8	1			7	41
Québec, Qué	2	3				2		1		2				2	3
Richelieu, Qué		1						1							1
Terrebonne, Qué								1							
Totaux de Québec	13	46				11		38		10	1			13	46
Carleton, Ont		2				2								2	
Essex, Ont															
Hastings, Ont		3				2		1						3	
Middlesex, Ont		2				1		1							2
Perth, Ont		3						1		2					3
Peterborough, Ont															
Stormont, D'das et Gleng'ry, O		1						1						1	
Welland, Ont															
Wentworth, Ont		3						3						3	
York, Ont		6				2		4						5	1
Totaux d'Ontario		20				7		11		2				14	6
Manitoba, Est		2						2						1	1
Alberta, Nord, T. du N.-O		1						1						1	
Totaux du Canada	13	71				18		54		12	1			29	55
WAREHOUSE AND FREIGHT CAR BREAKING.															
Elgin, Ont		1		1										1	
Essex, Ont		2				1		1						2	
Hastings, Ont		1		1										1	
Middlesex, Ont	2			2										2	
Perth, Ont		4				3		1						4	
York, Ont		3		3										3	
Totaux d'Ont. et Canada	2	11		7		4		2						13	
POSSESSION OF EXPLOSIVES AND DAMAGE BY.															
Storm't, D'das et Glengarry, O		2						1		1					2
Welland, Ont		3						2		1				1	2
York, Ont		1								1				1	
Totaux d'Ont. et Canada		6						3		3				2	4

TABLEAU I. DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE II.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
VOL ET DEMANDES AVEC MENACES.															
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	2
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
2	....	....	45	....	1	....	....	45	....	....	1	2	....	48	....
....	....	....	5	....	....	....	....	5	....	....	....	....	....	5	....
....	....	....	1	....		....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
2	....	....	56	....	2	....	....	57	....	....	1	2	....	57	3
....	....	....	....	2	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	3	....	....	....	....	3	....	....	....	....	....	....	3
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
2	....	....	1	....	....	....	....	....	2	1	....	....	....	1	2
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	3	....	....	....	....	....	1	1	1	....	....	3	....
....	....	....	6	....	....	....	....	3	3	....	....	....	....	6	....
2	....	....	16	2	....	....	....	10	7	2	1	....	....	14	6
1	....	....	....	1	....	....	....	1	....	1	....	....	....	2	....
....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
5	1	....	74	3	2	....	....	69	7	3	4	2	....	74	11
BRIS D'ENTREPOTS ET DE WAGONS DE FRET.															
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	2	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	4	....	....	....	....	1	1	....	2	....	....	1	3
....	....	1	2	....	....	....	....	....	1	....	2	....	....	3	....
....	....	1	12	....	....	....	....	4	2	3	4	....	....	10	3
POSSÉDANT DES MATIÈRES EXPLOSIVES ET DOMMAGE.															
....	1	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	1	2	....
2	1	....	....	....	....	....	....	2	....	1	....	....	....	3	....
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....
2	2	....	....	2	....	....	....	3	....	1	....	....	2	6	....

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés.		Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS.				SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés.		
					Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option	
		M.	F							Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
BRINGING STOLEN PROPERTY INTO CANADA.											
St. Francis, Que	1				1	1				1	
Essex, Ont	3	1			2	2					2
Lambton, Ont	2				2	2				2	
Leeds and Grenville, Ont.	6		1		5	5					
Stormont, D'das & Glengary, O.	1	1									
Totals of Ontario	12	2	1		9	9				2	2
Westminster, B.C.	1	1									
Alberta, Southern, N.W.T.	1	1									
Totals of Canada	15	4	1		10	10				3	2
EMBEZZLEMENT.											
Lunenburg, N.S	1				1	1					
Joliette, Que	1				1	1					
Brant, Ont	*a*1										
Hastings, Ont	3	2			1	1					
Huron, Ont	1	1									
Ontario, Ont	1	1									
Perth, Ont	1	1									
Stormont, D'das & Glengarry, O.	1	1									
Wellington, Ont	1	1									
Totals of Ontario	9	7			1	1					
Totals of Canada	11	7			3	3					
FALSE PRETENCES.											
Halifax, N.S	1				1	1			1		
Lunenburg, N.S.	1				1	1				1	
Pictou, N.S	1	1									
Totals of Nova Scotia	3	1			2	2			*c*1	1	
Albert, N.B	2				2	1	1				
York, N.B	1				1	1				1	
Totals of New Brunswick	3				3	2	1			1	
Bedford, Que	1	1									
Montreal, Que	*a*17	3			13	10		3	3	4	
Quebec, Que	*b*8	2			3	1	1	1			

a. 1, *Nolle prosequi.* *b.* 3 cases, jury disagreed—3 cas, les jurés ne se sont pas accordés. *c.* $2.

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
PENITENTIARY. — PÉNITENCIER.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
EFFETS VOLÉS APPORTÉS AU CANADA.														
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	2	....	....
3	1	....	....	....	a1	1	1	2	1	....	....	1	....	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	1	....	....	....	1	1	2	2	1	1	2	4	....	5
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	1	....	....	....	1	1	3	2	1	1	2	4	....	6
DÉTOURNEMENT.														
....	....	....	....	....	b1	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	c1	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	1	....	1	....	....	....	....	1	....	....
1	....	....	....	....	2	....	2	....	....	....	....	2	....	....
FAUX PRÉTEXTES.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	....	....	....	....	a4	....	6	1	1	....	4	6	1	6
1	....	....	....	....	a2	....	....	....	....	....	3	....	....	3

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. b. To refund and pay costs—A rembourser et à payer les frais. c. Ordered to give up the goods—Ordonné de remettre les effets.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non-donné.		Moderate. — Modéré	Immoderate. — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
BRINGING STOLEN PROPERTY INTO CANADA.															
St. François, Qué		1										1		1	
Essex, Ont			2					1		1				1	1
Lambton, Ont		2						1		1				1	1
Leeds et Grenville, Ont		5						4		1				3	2
Storm't, D'das et Gleng'ry, O															
Totaux d'Ontario		7	2					6		3				5	4
Westminster, Col. B															
Alberta, Sud, T. du N.-O															
Totaux du Canada		8	2					6		3		1		6	4
EMBEZZLEMENT.															
Lunenburg, N.-E		1						1						1	
Joliette, Qué		1								1				1	
Brant, Ont															
Hastings, Ont		1								1				1	
Huron, Ont															
Ontario, Ont															
Perth, Ont															
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.															
Wellington, Ont															
Totaux d'Ontario		1								1				1	
Totaux du Canada		3						1		2				3	
FALSE PRETENCES.															
Halifax, N.-E.												1			
Lunenburg, N.-E., et Canada.												1			
Pictou, N.-E.															
Totaux de la N.-Ecosse												2			
Albert, N.-B.		2						1		1				2	
York, N.-B.		1			1									1	
Totaux du N.-Brunswick.		3			1			1		1				3	
Bedford, Qué.															
Montréal, Qué	1	12					1	7	1	4				11	2
Québec, Qué		3								3					3

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
EFFETS VOLÉS APPORTÉS AU CANADA.															
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....
2	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....	2	....
....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	2	....	2	....
1	....	....	....	4	....	....	....	4	1	....	....	....	....	5	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	....	....	....	6	....	....	....	5	1	....	1	2	....	9	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	....	....	....	7	....	....	....	5	1	....	1	3	....	10	....
DÉTOURNEMENT.															
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	3	....	....	....	....	1	1	1	....	....	....	1	2
FAUX PRÉTEXTES.															
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	3	....	....	....	1	2	....	....	....	....	....	3	....
....	....	....	12	1	....	....	....	10	....	....	....	3	....	12	1
....	....	....	3	....	....	....	....	3	....	....	....	....	....	3	....

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
FALSE PRETENCES—*Continued.*											
Rimouski, Que	2				2		1	1		1	
St. Francis, Que	1				1	1					
St. Hyacinthe, Que	1				1	1				1	
Totals of Quebec	30	6			20	13	2	5	*c*3	6	
Brant, Ont	*a*5	2			2			2		1	
Bruce, Ont	5	3			2	1		1		1	
Carleton, Ont	13	2			11	7	2	2	1	7	2
Elgin, Ont	3	1			2	2				1	
Essex, Ont	1				1	1				1	
Grey, Ont	1				1	1				1	
Halton, Ont	1	1									
Hastings, Ont	3	2			1	1			1		
Kent, Ont	5	1			4	3		1			1
Lambton, Ont	2	1			1	1					
Lanark, Ont	2				2	2					
Leeds and Grenville, Ont	2				2	2					
Lincoln, Ont	3	1			2	2					
Muskoka and Parry Sound, Ont.	2	1			1	1				1	
Nipissing, Ont	1				1	1				1	
Northumberland & Durham, O.	1				1	1					
Ontario, Ont.	1				1	1					
Peel, Ont	2	1			1			1			
Perth, Ont	*b*8	3			3	3				1	
Peterborough, Ont	*a*4				3	2	1				
Prince Edward, Ont	4	4									
Stormont, D'das & Glengarry, O.	2				2	2				2	
Thunder Bay & Rainy River, Ont	2				2	2			1	1	
Victoria, Ont	2				2			2		2	
Welland, Ont	1	1									
Wellington, Ont	1				1		1				
Wentworth, Ont	4				4	4				2	
York, Ont	15	11			4	2	2			3	
Totals of Ontario	96	35			57	42	6	9	*d*3	25	3
Manitoba, Central	1				1	1			1		
Manitoba, Eastern	5				5	2	1	2		5	
Manitoba, Western	4				4	3	1				2
Totals of Manitoba	10				10	6	2	2	*e*1	5	2
Westminster, B.C.	*a*20	10			9	8	1			8	
Alberta, Northern, N.W.T.	1	1									
Alberta, Southern, N.W.T.	3	2	1								
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	6	2			4	4				4	
Assiniboia, Western, N.W.T.	*b*3	1									
Saskatchewan, N.W.T.	*a*1										
Totals of the N.W.T	14	6	1		4	4				4	

a. 1, *b*. 2, *Nolle prosequi*. *c*. $20. *d*. $28. *e*. $10.

TABLEAU I. DELITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie.	D'th.—De mort.	Committed to Reformatories—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
FAUX PRETEXTES—*Suite.*														
...	...	...	...	...	*a*1	...	2	...	...	...	...	...	...	2
1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
4	...	...	...	...	7	1	8	1	1	...	8	6	1	13
...	...	...	...	...	*b*1	...	...	...	1	...	...	...	...	2
...	...	...	...	...	*a*1	...	1	...	...	...	1	1	...	1
...	...	...	...	...	*a*1	...	3	...	1	...	5	3	1	6
...	...	...	...	...	*a*1	...	1	...	1	...	...	1	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1	...	...
...	...	...	...	...	*a*3	...	1	...	...	...	1	1	...	1
...	...	...	...	...	*a*1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*a*2	...	...	...	1	...	1	...	...	2
...	1	...	...	...	*a*1	...	...	...	1	...	1	2	...	...
...	...	...	...	...	*a*2	...	...	...	...	...	2	...	...	2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...
...	...	...	...	...	*a*1	1	...	...	...	...	...	1	...	...
...	...	...	...	...	*b*1	...	1	...	...	...	...	1	...	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	...	*a*2	...	...	...	...	...	3	...	...	3
...	...	...	...	...	*a*2, *b*1	1	...	...	2	...	...	...	...	3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...	1	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2	2	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	*a*1	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	*a*2	...	1	...	1	1	1	2	...	2
...	...	...	...	...	*a*1	...	1	...	...	...	1	3	...	1
1	1	...	...	...	24	2	12	...	9	1	23	20	2	29
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	5	...	...	...	...	4	...	1
...	...	...	...	...	*a*2	...	...	...	...	2	...	...	...	2
...	...	...	...	...	2	...	5	...	...	2	...	4	...	3
...	...	...	...	...	*a*1	...	6	...	2	...	1	3	...	6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Acquitted, having made restitution—Acquitté ayant restitué.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICT IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non-donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
FALSE PRETENCES—*Continued.*															
Rimouski, Qué			2					2							2
St. François, Qué		1						1						1	
St. Hyacinthe, Qué		1						1						1	
Totaux de Québec	1	17	2				1	11	1	7				13	7
Brant, Ont		2		1				1						1	1
Bruce, Ont		2				1				1				2	
Carleton, Ont	1	8	1	1		1		5		3		1		7	3
Elgin, Ont		2						1		1				1	1
Essex, Ont		1								1					1
Grey, Ont		1								1				1	
Halton, Ont															
Hastings, Ont		1						1						1	
Kent, Ont		2				1				1		2		2	
Lambton, Ont												1			
Lanark, Ont	1	1				2								2	
Leeds et Grenville, Ont		2						1		1				2	
Lincoln, Ont		2				2								2	
Muskoka et Parry Sound, O.												1			
Nipissing, Ont	1							1						1	
Northumberl'd et Durham, O.		1						1							1
Ontario, Ont			1					1						1	
Peel, Ont		1						1						1	
Perth, Ont		3						3						3	
Peterborough, Ont		3				2		1						3	
Prince-Edouard, Ont															
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	2							2						1	1
Th'der Bay et Rainy Riv., Ont	1					1								1	
Victoria, Ont	1	1								2				1	1
Welland, Ont															
Wellington, Ont		1						1						1	
Wentworth, Ont		3	1			1		2		1				1	3
York, Ont		4						2		2				4	
Totaux d'Ontario	7	41	3	2		11		24		14		5		39	12
Manitoba, Centre												1			
Manitoba, Est		5						1		4				5	
Manitoba, Ouest			2					2				2		2	
Totaux de Manitoba		5	2					3		4		3		7	
Westminster, Col.-B		7	2					5		4				3	6
Alberta, Nord, T. du N.-O.															
Alberta, Sud, T. du N.-O.															
Assiniboia, Est, T. du N.-O.												4			
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.															
Saskatchewan, T. du N.-O.															
Totaux des T. du N.-O.												4			

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles.	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
FAUX PRÉTEXTES—*Suite.*															
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	19	1	....	....	....	16	....	....	....	4	....	16	4
....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....	2	....
....	....	....	1	1	....	....	....	1	....	1	....	....	....	2	....
3	....	....	4	2	1	....	....	6	1	....	....	2	1	9	1
....	....	....	2	....	....	....	....	1	1	....	....	....	....	2	....
....	....	....	.	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
1	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	1	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....	2	....
1	....	....	1	....	....	....	....	....	1	1	....	....	....	2	....
....	....	....	.	2	....	....	1	....	1	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	3	....	....	....	1	1	....	1	....	....	....	2	1
....	....	....	3	....	....	....	....	1	....	2	....	....	....	2	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	1	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
1	....	....	2	1	....	....	1	2	1	....	....	....	....	4	....
....	....	....	3	1	....	....	....	....	2	....	1	1	....	3	1
6	....	....	35	9	1	....	4	20	12	7	3	4	1	43	10
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	.	1	4	....	....	1	....	....	....	4	....	5	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	2	....
....	....	....	2	1	4	..	..	1	....	2	..	4	....	7	1
1	1	1	3	3	....	....	....	4	1	1	....	3	....	9	..
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'am'nde	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
FALSE PRETENCES—*Concluded.*											
Yukon	12	9			3	3					
Totals of Canada	188	67	1		108	80	12	16	8	50	5
FELONIOUSLY RECEIVING.											
Halifax, N.S	2		1		1			1		1	
Lunenburg, N.S	2				2	2				2	
Pictou, N.S	1				1	1				1	
Totals of Nova Scotia	5		1		4	3		1		4	
Northumberland, N.B	1	1									
Westmoreland, N.B	*a*1										
York, N.B	1		1								
Totals of New Brunswick	3	1	1								
Montreal, Que	23	4	4		15	13	1	1		7	
Quebec, Que	3	1			2	2				2	
St. Francis, Que	1				1		1				
Totals of Quebec	27	5	4		18	15	2	1		9	
Brant, Ont	8	2	1		5	2		3		5	
Elgin, Ont	2	1			1	1					
Essex, Ont	4				4	3	1		2		
Frontenac, Ont	4		1		3	2	1			2	
Kent, Ont	4		3		1	1			1		
Lambton, Ont	1	1									
Lanark, Ont	1				1	1					
Lincoln, Ont	1				1	1					
Middlesex, Ont	2	2									
Perth, Ont	2	2									
Peterborough, Ont	1				1	1				1	
Simcoe, Ont	1				1	1					
Stormont, D'das & Glengary, O.	1				1	1					
Thunder Bay & Rainy River, O.	5	1			4	4				2	1
Wellington, Ont	2				2	1	1			2	
Wentworth, Ont	6				6	3	1	2		4	
York, Ont	*b*36	15	6		12	5	5	2		3	1
Totals of Ontario	81	24	11		43	27	9	7	*c*3	19	2
Manitoba, Eastern	7	3			4	4				3	
Victoria, B.C	7	1			6	3		3	1	1	2
Westminster, B.C	25	10	1		14	11	2	1		10	1
Totals of British Columbia	32	11	1		20	14	2	4	*d*1	11	3
Alberta, Northern, N.W.T	3	2			1	1					
Alberta, Southern, N.W.T	1	1									
Assiniboia, Eastern, N.W.T	3	2			1	1					

a. 1, *b*. 3, jury disagreed—Les jurés ne se sont pas accordés. *c*. $30. *d*. $25.

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie	D'th.—De mort	Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ETATS CIVILS. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
FAUX PRÉTEXTES—*Fin*														
....	....	....	....	....	*c*3	....	....	....	....	....	....	....	....	....
7	1	....	....	....	87	3	31	1	12	3	35	35	3	53
RECEL.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	2	....	1	....	....	....	....	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	*a*5, *b*3	....	5	....	4	....	4	5	....	10
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	1	....	1
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
1	....	....	....	....	8	....	7	....	4	....	5	7	....	11
....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	3	3	....	2
1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*2	....	....	....	....	....	2	1	....	3
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	2	2	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	2	....	2	....	....	4
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	2
2	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	4	2	....	4
2	....	....	....	....	*a*6	1	6	....	1	....	3	5	4	3
5	....	....	....	....	14	1	10	1	6	....	18	17	4	21
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	3	1	....	3
1	....	....	....	....	*b*1	2	2	....	1	....	....	....	2	4
....	....	....	....	....	*a*3	....	2	....	....	....	9	3	1	9
1	....	....	....	....	4	2	4	....	1	....	9	3	3	13
....	....	....	....	....	*a*1	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	....	....	....	....

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b*. Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite. *c*. The sentence is not given—La sentence n'est pas donnée.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Educational Status. — Instruction.			Ages.										Use of Liquors. — Usage de liqueurs.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non-donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodére
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
FALSE PRETENCES—*Concluded*.															
Yukon	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3	...	...	...
Totaux du Canada	8	73	9	2	1	11	1	44	1	30	...	15	...	65	25
FELONIOUSLY RECEIVING.															
Halifax, N.-E.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Lunenburg, N.-E.	...	2	...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	...	2	...
Pictou, N.-E.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
Totaux de la N.-Ecosse	...	4	...	...	...	2	...	1	...	...	...	1	...	3	1
Northumberland, N.-B.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Westmoreland, N.-B.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
York, N.-B.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux du N.-Brunswick	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Montréal, Qué	4	11	...	...	...	4	...	8	2	1	...	...	...	8	7
Québec, Qué	...	2	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	...	2	...
St. François, Qué.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Totaux de Québec	4	14	...	...	...	5	...	9	2	2	...	...	...	10	8
Brant, Ont	2	3	...	...	...	...	...	4	...	1	...	...	...	2	3
Elgin, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1	...
Essex, Ont	...	4	...	2	...	1	...	1	...	...	...	...	...	3	1
Frontenac, Ont	...	3	...	...	...	...	...	2	1	...	...	...	...	1	2
Kent, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
Lambton, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Lanark, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Lincoln, Ont	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Middlesex, Ont.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Perth, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Peterborough, Ont.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Simcoe, Ont	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1	...
Th'der Bay et Rainy Riv., Ont	...	4	...	...	...	4	...	...	...	...	...	...	...	4	...
Wellington, Ont.	...	2	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1
Wentworth, Ont	...	6	...	...	...	4	...	2	...	...	...	...	...	6	...
York, Ont.	4	8	...	...	...	...	1	4	...	3	4	...	...	5	7
Totaux d'Ontario	6	36	...	2	...	10	1	17	2	4	6	1	...	28	14
Manitoba, Est	1	3	...	1	...	...	...	3	...	...	...	...	...	1	3
Victoria, Col.-B.	...	6	...	1	...	...	...	3	...	2	...	...	...	5	1
Westminster, Col.-B.	1	12	...	2	...	...	...	8	...	3	...	1	...	12	1
Totaux de la Col.-Britann.	1	18	...	3	...	...	...	11	...	5	...	1	...	17	2
Alberta, Nord, T. du N.-O.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Alberta, Sud, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Assiniboia, Est, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
FAUX PRÉTEXTES—*Fin.*															
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
7	1	1	62	14	5	..	5	43	13	10	3	15	1	78	15
RECEL.															
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	2	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
...	...	...	4	...	...	...	...	1	1	1	...	1	...	4	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	14	...	1	...	...	13	...	...	...	1	1	15	...
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	17	...	1	...	...	16	...	...	...	1	1	17	1
...	...	...	5	...	...	...	2	...	1	...	2	...	...	5	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
...	...	...	3	1	...	...	...	2	1	1	...	...	...	4	...
...	...	...	3	...	...	...	...	1	1	...	...	1	...	2	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	1	2	1	...	...	...	...	...	1	3	...	...	4	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	2	...
...	...	...	4	2	...	...	...	...	...	4	...	2	...	6	...
1	2	4	3	...	2	...	...	...	3	...	4	3	2	10	2
1	2	5	28	4	2	...	2	5	9	9	9	6	2	37	5
.	1	...	2	...	1	...	...	2	..	...	1	1	..	4	...
1	...	...	...	5	...	...	...	...	1	2	1	2	..	2	4
4	..	1	3	2	3	...	...	...	4	1	1	4	3	11	2
5	...	1	3	7	3	...	...	...	5	3	2	6	3	13	6
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	Acquitted. — Acquittés. F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
FELONIOUSLY RECEIVING—*Concluded.*											
Totals of the N.W.T.	7	5			2	2					
Totals of Canada	162	49	18		91	65	13	13	4	46	5
FRAUD AND CONSPIRACY TO DEFRAUD.											
Halifax, N.S.	3	3									
Arthabaska, Que.	1				1	1				1	
Joliette, Que.	1	1									
Montreal, Que.	3				3	3					1
Rimouski, Que.	1				1	1				1	
St. Francis, Que.	5	5									
Totals of Quebec	11	6			5	5				2	1
Brant, Ont.	*a*27	6			19	9	4	6	2	2	
Essex, Ont.	2				2		2			2	
Frontenac, Ont.	2				2	2					
Hastings, Ont.	7	3			4	3	1		2	*b*2	
Huron, Ont.	5	4	1								
Lambton, Ont.	2	2									
Middlesex, Ont.	9	1			8	3	4	1		5	
Peel, Ont.	4	3			1	1			1		
Perth, Ont.	1	1									
Peterborough, Ont.	1				1	1			1		
Prince Edward, Ont.	1	1									
Renfrew, Ont.	2				2	2			2		
Simcoe, Ont.	3	1			2	1	1		1	1	
Thunder Bay & Rainy River, O.	3	1			2	2				2	
Victoria, Ont.	1				1	1			1		
Waterloo, Ont.	3				3	1	1	1		2	*c*1
Wellington, Ont.	3				3	1	1	1		3	
Wentworth, Ont.	13	4			9	4	3	2		5	3
York, Ont.	25	14			11	8	1	2		3	
Totals of Ontario	114	41	1		70	39	18	13	*d*10	27	4
Manitoba, Central	1	1									
Manitoba, Eastern	8	1			7	3	1	3	1	6	
Totals of Manitoba	9	2			7	3	1	3	*e*1	6	
Westminster, B.C.	1				1	1				1	
Alberta Northern, N.W.T.	2	1			1	1				1	
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	6	4			2	2				1	
Assiniboia, Western, N.W.T.	1				1	1			*f*1		
Totals of the N.W.T.	9	5			4	4			1	2	
Yukon	23	15			8	8			*g*1	1	
Totals of Canada	170	72	1		95	60	19	16	13	39	5

a. 2, *Nolle prosequi.* *b.* One, jail and $50 fine—Un, la prison et $50. *c.* One year and $800 or one year more—Un an et $800 ou un an de plus. *d.* $263. *e.* $10. *f.* $100. *g.* 5.

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—D'ux ans et m'ns de cinq	SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Five years and over.—Cinq ans et plus.	SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Life.—A vie	D'th.—De mort	Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
					RECEL—*Fin.*									
					2	1						1		
7					29	4	23	1	12		35	29	7	52
					FRAUDE ET CONSPIRATION DE FRAUDE.									
										1		1		
1					*b*1		3					1	1	1
							1					1		
1					1		4			1		3	1	1
					*a*3, *c*12	3	2		7		5	6	1	11
							1				1	2		
					*a*2						1	2		
							1				2	3		1
					*a*3		2		1	2	1	1		7
						1								1
									2			1		1
						1	1					2		
											2			2
							3					3		
							3					3		
					*a*1		3	2			4	4		5
					*a*8		9				2	8		3
					29	5	25	2	10	2	18	35	1	31
									6		1	5	1	1
									6		1	5	1	1
							1							1
					*b*1									
					1									
					*a*2, *d*4									
1					37	5	30	2	16	3	19	43	3	34

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite. *c.* Acquitted having made restitution—Acquittés, ayant restitué.
d. The sentence is not given—La sentence n'est pas donnée.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	Under 16 F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	16–21 F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	21–40 F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	40+ F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	Not given F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate. — Modéré	Immoderate. — Immodéré
FELONIOUSLY RECEIVING—*Concluded.*															
Totaux des T. du N.-O.	....	1	....	....	..	....	....	1	....	...	....	1	..	1	....
Totaux du Canada	12	76	....	6	..	17	1	42	4	11	6	4	..	60	28
FRAUD AND CONSPIRACY TO DEFRAUD.															
Halifax, N.-E.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Arthabaska, Qué	....	....	1	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Joliette, Qué	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Montréal, Qué	....	1	2	....	..	....	....	2	....	1	....	....	..	2	1
Rimouski, Qué	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
St. François, Qué	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Totaux de Québec	....	2	3	....	..	....	....	4	....	1	....	....	..	4	1
Brant, Ont	1	18	....	....	..	2	1	7	....	6	3	....	..	12	7
Essex, Ont	....	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	....	2
Frontenac, Ont	....	2	....	....	..	....	....	1	1	....	....	....	..	2	....
Hastings, Ont	....	4	....	....	..	....	....	3	1	....	....	....	..	2	2
Huron, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Lambton, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Middlesex, Ont	....	8	....	....	..	3	....	4	....	1	....	....	..	6	2
Peel, Ont	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Perth, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Peterborough, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Prince-Edouard, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Renfrew, Ont	....	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	2	....
Simcoe, Ont	....	2	....	....	..	....	....	....	....	2	....	....	..	2	....
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	....	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	....	..	2	....
Victoria, Ont	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Waterloo, Ont	....	....	3	....	..	....	....	....	....	3	....	....	..	....	3
Wellington, Ont	....	3	....	....	..	....	....	....	....	3	....	....	..	3	....
Wentworth, Ont	....	9	....	....	..	....	....	5	....	4	....	....	..	....	9
York, Ont	....	8	3	....	..	1	....	3	....	7	....	....	..	9	2
Totaux d'Ontario	1	61	6	....	..	6	1	30	2	26	3	2	..	41	27
Manitoba, Centre	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Manitoba, Est	....	7	....	....	..	....	....	6	....	1	....	....	..	6	1
Totaux de Manitoba	....	7	....	....	..	....	....	6	....	1	....	....	..	6	1
Westminster, Col.-B.	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Alberta, Nord, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Assiniboia, Est, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	2	..	....	....
Assiniboia, Ouest, T. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Totaux des Ter. du N.-O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	4	..	....	....
Yukon	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	8	..	....	....
Totaux du Canada	1	71	9	..		6	1	41	2	28	3	14	..	52	29

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
RECEL—*Fin.*															
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1
6	3	6	55	11	7	....	2	24	15	13	12	15	7	75	13
FRAUDE ET CONSPIRATION DE FRAUDE.															
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	3	....	....	....	....	2	....	....	....	....	1	3	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	5		....	....	....	4	....	....	....	....	1	4	1
1	1	4	12	....	1	....	4	2	5	3	3	2	....	13	6
....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	1	....	....	....	2	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2
....	....	....	4	....	....	....	....	2	....	2	....	....	....	1	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	8	....	....	....	....	3	....	....	....	5	....	8	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2	....	....	2	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	1	....	....	....	1	1
....	....	....	1	1	....	....	....	....	....	1	1	....	....	2	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	3	....
....	....	....	3	....	....	....	....	....	....	3	....	....	....	3	....
4	....	....	5	....	....	....	1	1	4	3	....	....	....	9	....
4	....	1	6	....	....	....	....	1	5	1	3	....	1	11	....
12	1	5	46	3	1	....	5	10	18	15	9	10	1	55	13
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	7	....	....	....	....	1	....	....	6	....	....	7	....
	....	....	7	....	....	....	....	1	....	....	6	....	....	7	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
12	1	5	59	3	1	....	5	15	18	15	16	10	2	67	14

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
HORSE, CATTLE AND SHEEP STEALING.											
Queen's, P.E.I.	4				4	2	2				
Bedford, Que	5	1			4	4					
Montreal, Que.	4				4	1	1	2			
Pontiac, Que	1	1									
St. Francis, Que	3	1			2	1		1			
Totals of Quebec	13	3			10	6	1	3			
Brant, Ont.	4	1			3	1	1	1		1	1
Carleton, Ont	1	1									
Essex, Ont	1				1	1					
Grey, Ont	2				2	2				2	
Haldimand, Ont.	4	3			1	1					
Halton, Ont	1				1	1					1
Hasting, Ont	1	1									
Huron, Ont	3	1			2		2				1
Lincoln, Ont.	1				1	1				1	
Middlesex, Ont	4	4									
Norfolk, Ont	3	2			1	1				1	
Peel, Ont	3				3		1	2			
Perth, Ont	2				2	2					1
Peterborough, Ont	4	1			3	2	1			1	
Simcoe, Ont	1				1	1					1
Welland, Ont	1	1									
York, Ont	11	7			4	4				1	
Totals of Ontario	47	22			25	17	5	3		7	5
Westminster, B.C	3	2			1	1					1
Alberta, Northern, N.W.T.	18	17			1	1					1
Alberta, Southern, N.W.T.	a10	7			1	1					
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	5	2			3	3					
Assiniboia, Western, N.W.T.	3	3									
Saskatchewan, N.W.T.	5	4			1	1				1	
Totals of the N.W.T.	41	33			6	6				1	1
Totals of Canada	108	60			46	32	8	6		8	7
LARCENY.											
Queen's, P.E.I.	30	17			13	13				11	
Annapolis, N.S	2				2	2					
Antigonish, N.S.	1	1									
Cape Breton, N.S	4	3			1	1					
Colchester, N.S	7	1			6	6					

a. 2, escaped before trial—2, se sont évadés avant leur procès.

TABLEAU I. DELITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
PENITENTIARY. — PÉNITENCIER.														
Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort.	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
VOL DE CHEVAUX, BÉTAIL ET MOUTONS.														
....	4	....	....	....	....	....	....	....	....	....	4	....	....	4
2	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	4	3	....	1
2	2	....	....	....	....	....	....	....	4	....	....	....	....	4
1	....	....	....	....	*a*1	2	....	....	....	....	....	1	....	1
5	4	....	....	....	1	2	....	....	4	....	4	4	....	6
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	3	2	....	1
....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	1	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
1	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	3
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	1
2	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	....	2	1
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*3	....	....	....	....	....	1	1	....	3
5	3	....	....	....	5	1	1	....	6	....	14	8	2	15
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1
3	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1
4	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	3
14	11	....	....	....	6	4	1	....	10	1	23	13	2	28
LARCIN.														
1	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	7	1	....	12
1	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....	2
....	....	....	....	....	*a*1	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	2	*b*1, *c*3	....	....	....	....	....	....	....	....	6

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite. Acquitted, having made restitution—Acquittés, ayant restitué.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure.	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
HORSE, CATTLE AND SHEEP STEALING.															
Queen's, I. du P.-E.	2	2				2		2						2	2
Bedford, Qué.		4						3		1				2	2
Montréal, Qué.	4							4						2	2
Pontiac, Qué.															
St. François, Qué.		2								1		1		1	1
Totaux de Québec	4	6						7		2		1		5	5
Brant, Ont.	2	1				3								2	1
Carleton, Ont.															
Essex, Ont.		1								1					1
Grey, Ont.	1	1				1		1						1	1
Haldimand, Ont.		1						1						1	
Halton, Ont.		1						1						1	
Hastings, Ont.															
Huron, Ont.		2				2								2	
Lincoln, Ont.		1				1									1
Middlesex, Ont.															
Norfolk, Ont.		1								1					1
Peel, Ont.		3						3						3	
Perth, Ont.		2						2						2	
Peterborough, Ont.		2	1					1		2				2	1
Simcoe, Ont.		1								1				1	
Welland, Ont.															
York, Ont.		4		3				1						4	
Totaux d'Ontario	3	21	1	3		7		10		5				19	6
Westminster, Col.-B.	1											1		1	
Alberta, Nord, T. du N.-O.				1										1	
Alberta Sud, T. du N.-O.		1						1						1	
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.												3			
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.															
Saskatchewan, T. du N.-O.		1				1								1	
Totaux des T. du N.-O.		2		1		1		1				3		3	
Totaux du Canada	10	31	1	4		10		20		7		5		30	13
LARCENY.															
Queen's, I. du P.-E.	2	11		6		1		5		1				6	7
Annapolis, N.-E.		2					1	1						2	
Antigonish, N.-E.															
Cap Breton, N.-E.		1				1								1	
Colchester, N.-E.	2	4		5		1								6	

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
VOL DE CHEVAUX, BÉTAIL ET MOUTONS.															
....	....	....	4	....	....	....	....	4	....	....	....	....	....	....	4
....	....	....	4	....	....	....	....	4	....	....	....	....	....	....	4
....	....	....	4	....	....	....	....	4	....	....	....	....	....	4	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	2
....	....	....	10	....	....	....	....	9	....	....	....	1	....	4	6
1	....	....	2	....	....	....	1	....	1	1	....	....	....	1	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	1	....	....	....	1	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	1	....	....	....	....	....	1	1	....	....	....	....	2
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1
1	....	....	2	....	....	....	....	2	1	....	....	....	....	1	2
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	2
....	....	....	3	....	....	....	....	....	1	2	....	....	....	....	3
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	4	....	....	....	....	1	2	....	1	....	....	4	....
3	....	1	20	1	....	....	1	4	9	7	4	....	....	10	15
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....	....	1	....	2	1
3	....	1	37	1	....	....	1	17	11	7	4	2	1	16	27
LARCIN.															
....	....	....	12	....	....	1	....	9	1	2	1	....	....	13	....
....	....	....	2	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	6	....	....	....	1	....	....	....	....	5	....	6	....

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
LARCENY—*Continued.*											
Cumberland, N.S	4	.....	..	.....	4	4	.....	.....	.....	4	.....
Halifax, N.S	100	12	5	.....	83	72	11	.....	1	43	.....
Hants, N.S	3	.....	..	.....	3	3	.....	.....	.....	2	.....
King's, N.S	7	3	..	.....	4	4	.....	.....	.....	2	.....
Lunenburg, N.S	1	.....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Pictou, N.S	19	3	..	.....	16	15	.....	1	.....	14	.....
Queen's, N.S	6	3	..	.....	3	3	.....	.....	.....	3	.....
Shelburne, N.S	1	.....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Yarmouth, N.S	*a*25	3	..	.....	20	19	1	.....	3	6	.....
Totals of Nova Scotia	180	29	5	.....	144	131	12	1	*c*4	76	.....
Albert, N.B	1	.....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Carleton, N.B	7	.....	..	.....	7	7	.....	.....	2	2	.....
Charlotte, N.B	3	3	..	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Gloucester, N.B	1	.....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Northumberland, N.B	6	1	..	.....	5	4	1	.....	.....	5	.....
St. John, N.B	74	25	2	.....	47	41	.....	6	3	8	.....
Westmoreland, N.B	21	3	..	.....	18	15	3	.....	.....	14	.....
York, N.B	6	3	..	.....	3	1	1	1	.....	1	.....
Totals of New Brunswick	119	35	2	.....	82	70	5	7	*d*5	32	.....
Arthabaska, Que	1	.....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Beauharnois, Que	7	.....	..	.....	7	7	.....	.....	.....	2	.....
Bedford, Que	13	4	..	.....	9	7	2	.....	.....	7	.....
Gaspé, Que	1	.....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Iberville, Que	2	.....	..	.....	2	2	.....	.....	.....	2	.....
Joliette, Que	2	.....	..	.....	2	2	.....	.....	.....	2	.....
Kamouraska, Que	4	2	..	.....	2	2	.....	.....	.....	2	.....
Montreal, Que	*b*801	123	10	.....	667	474	127	66	144	259	13
Ottawa, Que	10	.....	..	.....	10	7	3	.....	.....	4	3
Pontiac, Que	2	.....	..	.....	2	2	.....	.....	.....	2	.....
Quebec, Que	76	2	..	.....	74	55	11	8	2	35	1
Richelieu, Que	13	1	..	.....	12	7	5	.....	.....	11	.....
St. Francis, Que	15	5	..	.....	10	9	1	.....	.....	5	.....
St. Hyacinthe, Que	20	2	..	.....	18	18	.....	.....	9	6	.....
Terrebonne, Que	5	.....	..	.....	5	4	1	.....	.....	4	.....
Three Rivers, Que	14	.....	..	.....	14	10	2	2	.....	12	1
Totals of Quebec	986	139	10	.....	836	608	152	76	*e*155	355	18
Algoma and Manitoulin, Ont	11	1	..	.....	10	10	.....	.....	.....	6	2
Brant, Ont	107	15	2	.....	90	33	2	55	18	46	6
Bruce, Ont	10	4	..	.....	6	5	1	.....	.....	2	.....
Carleton, Ont	155	58	4	.....	93	74	13	6	2	62	4
Dufferin, Ont	4	2	..	.....	2	2	.....	.....	.....	1	1
Elgin, Ont	34	1	..	.....	33	29	2	2	1	4	5
Essex, Ont	61	11	1	.....	49	39	7	3	7	31	.....
Frontenac, Ont	26	6	..	.....	23	17	5	1	2	4	4
Grey, Ont	*b*24	6	1	.....	16	13	2	1	2	6	.....

a. 2, *b.* 1, *Nolle prosequi.* *c.* $17. *d.* $51. *e.* $1,133

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Five years and over.—Cinq ans et plus.	SENTENCE. Penitentiary.—Pénitencier. Life.—A vie	SENTENCE. D'th.—De mort	SENTENCE. Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	SENTENCE. Other Sentences.—Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural.—Agriculteurs.	OCCUPATIONS. Commercial.—Commerçants.	OCCUPATIONS. Domestic—Serviteurs.	OCCUPATIONS. Industrial.—Industriels.	OCCUPATIONS. Professional—Professions libérales.	OCCUPATIONS. Laborers—Journaliers.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Married.—Mariés.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Widowed—En veuvage.	CIVIL CONDITIONS.—ÉTATS CIVILS. Single—Célibataires.
LARCIN—*Suite.*														
														4
8	2			9	*a*20	2	9	7	3		27	16	5	59
1											1	1		
2									1		2	1		3
														1
2											1	1		15
								1	1		1			3
														1
					*a*3, *b*8		6	1				3		17
14	3			11	36	2	16	10	5		33	22	5	112
											1			1
3											7			7
							1				4	1		4
1				10	*a*25	1	15	1	1		10	5		42
3	1					1	2				10	1		17
1					*b*1						2			3
8	1			10	26	2	18	1	1		34	7		74
									1			1		
1				3	*a*1		1				3	1		6
1					*a*1				1		8	6		3
						1								1
											2	1		1
											2	1		1
17				32	*a*198, *b*4	3	112	57	73	2	230	133	25	497
2				1		1	1	2			3	4		6
											1			1
2	1			10	*a*21, *c*2		19	4	15		20	12	4	58
				1		1	1				7	4	2	6
				2	*a*3	1		1			4	2		8
1					*a*2		1				13	2		16
1						2	1		1		1	1		4
				1			1	3	4		4		1	13
25	1			50	232	9	137	67	95	2	298	168	32	621
					*a*2	2					7	3		6
4				2	*a*14	2	8	1	13		27	16		74
				1	*c*3			1			3			5
				3	*a*22		9	9	8		31	24	5	62
											2			2
	1			2	*a*20	2	2		1		20	3		30
					*a*11	1	10	5	2		7	14		34
	1			9	*a*3		2	1	1		11	10		13
				2	*a*6	1	1	1			7	3		13

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite. *c.* To pay value of stolen property—A payer la valeur de l'objet volé.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	AGES. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS. Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
LARCENY—*Continued.*															
Cumberland, N.-E.	3	1	....	4	..	....	....	....	....	....	....	....	..	4	....
Halifax, N.-E.	8	72	....	28	1	17	....	18	3	11	2	2	1	63	17
Hants, N.-E	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	2	..	....	1
King's, N.-E	....	4	....	....	..	2	....	1	1	....	....	....	..	4	....
Lunenburg, N.-E	....	1	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	..	1	....
Pictou, N.-E.	5	11	....	2	..	2	....	1	....	1	....	10	..	14	2
Queen's, N.-E.	....	3	....	....	..	1	....	1	1	....	....	....	..	2	1
Shelburne, N.-E	....	1	....	1	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	1
Yarmouth, N.-E.	11	9	....	13	..	1	....	5	1	....	....	....	..	20	....
Totaux de la N.-Ecosse	29	110	....	53	2	25	1	28	6	12	2	14	1	117	22
Albert, N.-B.	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Carleton, N.-B.	1	6	....	2	..	4	....	1	....	....	....	....	..	6	1
Charlotte, N.-B.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Gloucester, N.-B	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Northumberland, N.-B.	....	5	....	....	..	3	....	2	....	....	....	....	..	4	1
St. Jean, N.-B.	3	44	....	17	..	1	....	18	1	8	2	....	..	19	28
Westmoreland, N.-B.	2	16	....	6	..	6	....	4	....	2	....	....	..	13	5
York, N.-B.	....	3	....	1	..	1	....	....	....	1	....	....	..	2	1
Totaux du N.-Brunswick	6	75	....	26	..	15	....	26	1	11	2	1	..	45	36
Arthabaska, Qué	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	....	1
Beauharnois, Qué	3	4	....	4	..	2	....	1	....	....	....	....	..	7	....
Bedford, Qué	2	7	....	....	..	3	....	4	....	2	....	....	..	3	6
Gaspé, Qué	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Iberville, Qué	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	2	..	....	....
Joliette, Qué	1	1	....	....	..	....	....	1	....	1	....	....	..	2	....
Kamouraska, Qué	1	1	....	....	..	....	....	1	....	1	....	....	..	2	....
Montréal, Qué	162	497	....	159	4	133	11	256	18	67	11	8	..	415	244
Ottawa, Qué	5	5	....	1	..	....	1	6	1	1	....	....	..	10	....
Pontiac, Qué	....	1	....	....	..	....	....	....	....	....	....	2	..	....	....
Québec, Qué	22	52	....	14	1	21	1	30	2	5	....	....	..	50	24
Richelieu, Qué	2	10	....	3	..	....	....	9	....	....	....	....	..	6	6
St. François, Qué	1	7	2	2	1	....	....	3	....	4	....	....	..	8	2
St. Hyacinthe, Qué	8	10	....	3	..	2	....	10	1	2	....	....	..	10	8
Terrebonne, Qué	....	1	....	....	..	4	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Trois-Rivières, Qué	2	8	4	1	..	4	....	8	....	....	1	....	..	12	2
Totaux de Québec	209	606	6	187	6	169	13	332	22	83	12	12	..	527	293
Algoma et Manitoulin, Ont.	2	7	....	....	..	2	....	7	....	....	....	1	..	4	5
Brant, Ont	8	82	....	36	1	16	....	28	....	7	2	....	..	71	19
Bruce, Ont	1	4	....	2	..	2	....	1	....	....	....	1	..	5	....
Carleton, Ont	30	61	....	13	1	20	2	24	4	19	8	1	1	65	26
Dufferin, Ont	....	2	....	....	..	....	....	....	....	2	....	....	..	1	1
Elgin, Ont	2	31	....	12	..	12	....	5	....	4	....	....	..	26	7
Essex, Ont	7	38	1	14	2	10	....	16	1	5	....	1	..	27	17
Frontenac, Ont	1	22	....	9	1	2	....	7	1	3	....	....	..	10	13
Grey, Ont	10	6	....	7	..	4	1	2	....	2	....	....	..	12	4

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE.							RELIGIONS.							RESIDENCE.	
British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
LARCIN—*Suite.*															
....	....	....	4	....	....	....	....	2	....	....	2	....	....	4	....
3	1	2	67	....	....	7	3	47	17	9	4	....	....	76	4
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	4	....	....	....	....	....	....	....	....	4	....	2	2
....	....	....	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1
1	....	....	15	....	....	....	....	9	1	....	1	5	....	14	2
....	....	....	3	....	....	....	2	1	....	....	....	....	....	3	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	18	....	2	....	8	8	1	2	....	....	1	17	3
4	1	2	123	....	2	7	17	68	21	11	7	14	1	125	14
....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	7	....	....	....	7	....	....	....	....	....	....	4	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	5	....	....	....	....	2	....	....	....	3	....	5	....
7	....	2	37	....	1	....	4	28	7	4	3	....	1	42	5
....	1	1	16	....	....	....	7	6	....	3	1	....	1	8	10
....	....	....	2	1	....	....	1	....	1	....	....	1	....	2	1
7	1	3	67	1	2	....	19	37	8	7	4	4	2	62	19
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	....	....	7	....	....	....	....	7	....	....	....	....	....	6	1
....	....	....	9	....	....	....	....	7	....	....	....	2	....	1	8
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
32	5	1	614	2	13	....	....	482	17	....	....	169	9	649	18
....	....	....	9	1	....	....	....	8	....	....	....	2	....	3	7
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	1
....	....	....	71	2	1	....	....	71	....	....	....	3	....	60	14
....	....	....	12	....	....	....	....	12	....	....	....	....	....	3	9
....	....	....	8	....	2	....	....	8	....	....	....	2	....	7	3
....	....	....	18	....	....	....	....	10	....	....	....	8	....	9	9
....	....	....	5	....	....	....	....	5	....	....	....	....	....	2	3
....	....	....	9	....	5	....	....	14	....	....	....	....	....	10	4
32	5	1	771	5	21	....	....	633	17	....	....	186	9	756	78
....	1	....	7	1	....	....	....	4	3	....	2	....	....	2	7
2	2	1	81	1	3	....	6	28	28	10	13	2	3	75	15
....	....	....	5	....	....	....	....	....	1	3	1	....	....	2	3
9	6	1	72	2	1	....	....	74	8	....	2	7	....	90	1
....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	2	....
1	1	....	30	1	....	....	....	2	4	11	7	9	....	23	10
1	....	1	33	13	....	....	2	17	6	18	2	3	....	37	11
....	2	....	18	3	....	....	....	6	2	1	1	13	....	21	2
....	....	....	15	1	....	....	4	1	1	4	5	1	....	14	2

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende.	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
LARCENY—*Continued.*											
Haldimand, Ont.	7	3	..	..	4	4	..	..	..	1	..
Halton, Ont.	8	2	..	..	6	5	1	..	..	2	..
Hastings, Ont.	79	14	2	..	63	53	10	..	4	22	3
Huron, Ont.	21	5	..	..	16	10	2	4	..	4	3
Kent, Ont.	90	43	5	..	42	12	14	16	..	7	5
Lambton, Ont.	54	7	1	..	46	46	..	..	1	20	3
Lanark, Ont.	9	1	2	..	6	6	..	..	..	3	..
Leeds and Grenville, Ont.	44	2	..	..	42	25	3	14	..	9	1
Lennox and Addington, Ont.	2	..	..	..	2	2	..	..	..	1	..
Lincoln, Ont.	35	8	..	..	27	23	3	1	..	16	2
Middlesex, Ont.	119	24	2	..	93	58	16	19	..	41	11
Muskoka and Parry Sound, Ont.	27	..	..	..	27	27	..	..	..	9	2
Nipissing, Ont.	16	..	..	..	16	15	..	1	7	4	3
Norfolk, Ont.	23	2	..	..	21	15	5	1	..	3	..
Northumberland & Durham, O.	27	8	..	..	19	11	..	8	1	8	..
Ontario, Ont.	13	2	..	..	11	7	2	2	..	4	..
Oxford, Ont.	24	4	..	..	20	19	1	..	2	9	1
Peel, Ont.	4	..	..	..	4	4	..	..	..	1	..
Perth, Ont.	48	19	2	..	27	22	3	2	..	8	1
Peterborough, Ont.	52	28	3	..	21	19	1	1	..	7	..
Prescott and Russell, Ont.	1	..	..	..	1	1	..	..	..	..	..
Prince Edward, Ont.	8	..	..	..	8	7	1	..	..	4	..
Renfrew, Ont.	2	..	..	..	2	2	..	..	..	2	..
Simcoe, Ont.	*a*40	12	..	..	26	20	5	1	4	6	6
Stormont, D'das & Glengarry, O.	10	2	..	..	8	8	..	..	..	5	2
Thunder Bay & Rainy River, O.	31	7	..	..	24	20	3	1	..	11	1
Victoria, Ont.	21	2	..	..	19	11	1	7	..	10	1
Waterloo, Ont.	19	2	..	..	17	15	2	..	1	10	..
Welland, Ont.	29	9	2	..	18	18	..	..	2	6	..
Wellington, Ont.	31	5	..	..	26	20	6	..	..	6	..
Wentworth, Ont.	187	73	4	..	110	85	8	17	2	63	3
York, Ont.	*b*801	229	48	1 f.	522	453	52	17	4	258	28
Totals of Ontario	2,314	614	79	1	1,616	1,265	171	180	*g*60	622	98
Manitoba, Central	24	1	..	..	23	21	2	..	..	12	3
Manitoba, Eastern	181	23	5	..	153	124	21	8	37	61	4
Manitoba, Western	17	2	..	..	15	15	..	..	..	12	..
Totals of Manitoba	222	26	5	..	191	160	23	8	*h*37	85	7
Cariboo, B.C.	3	..	..	..	3	3	..	..	..	2	..
Clinton, B.C.	1	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Victoria, B.C.	*c*57	2	..	..	55	31	2	21	..	47	2
Westminster, B.C.	193	70	7	..	116	95	12	9	1	91	5
Totals of British Columbia	254	73	7	..	173	129	14	30	*i*1	140	7
Alberta, Northern, N.W.T.	*e, d* 53	23	..	..	28	28	..	..	..	24	1
Alberta, Southern, N.W.T.	*e*23	10	..	..	10	10	..	..	..	7	..
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	*f* 15	6	..	..	7	7	..	..	..	5	1

a. 2 cases, *b.* 1 case, jury disagreed—*a.* 2 cas, *b.* 1 cas, les jurés ne se sont pas accordés. *c.* 1, *e.* 3. *f.* 2, *Nolle prosequi.* *d.* 1, left the country—Un a laissé le pays. *g.* $429. *h.* $202. *i.* $2.

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
LARCIN—*Suite.*														
.....	.....	.....	.....	.....	*a*3	.....	.....	.....	1	.....	3	3	.....	1
.....	.....	.....	.....	1	*a*3	.....	1	.....	4	.....	1	2	1	3
.....	.....	.....	.....	2	*a*28, *b*4	1	2	.....	3	.....	18	10	2	51
1	.....	.....	.....	.....	*a*8	1	5	.....	1	.....	7	2	.....	14
5	2	.....	.....	9	*a*14	2	.....	.....	1	.....	17	11	1	28
1	.....	.....	.....	2	*a*18, *c*1	1	8	1	4	.....	19	9	1	34
.....	.....	.....	.....	.....	*a*3	.....	.....	.....	.....	.....	4	.....	.....	6
.....	18	.....	.....	1	*a*13	.....	3	2	4	.....	23	5	1	35
.....	.....	.....	.....	.....	*a*1	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	.....	1
1	.....	.....	.....	2	*a*4, *b*2	2	2	.....	2	.....	14	3	2	22
3	.....	.....	.....	5	*a*33	3	11	4	4	.....	51	28	1	64
2	.....	.....	.....	.....	*a*14	1	.....	.....	.....	.....	2	5	1	20
1	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	3	.....	1	5	5	.....	11
.....	.....	.....	.....	5	*a*13	2	.....	.....	.....	.....	4	3	.....	18
.....	.....	.....	.....	.....	*a*4, *d*6	3	1	1	1	.....	11	4	2	13
.....	1	.....	.....	1	*a*4, *d*1	.....	3	.....	.....	.....	3	3	.....	7
.....	.....	.....	.....	1	*a*7	.....	4	.....	4	1	8	6	1	11
.....	.....	.....	.....	.....	*a*3	3	.....	.....	.....	.....	1	1	.....	3
4	.....	.....	.....	.....	*a*14	1	4	1	4	.....	8	3	1	22
.....	.....	.....	.....	1	*v*9, *b*4	1	2	1	6	.....	5	3	1	17
.....	.....	.....	.....	.....	*a*1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1
.....	.....	.....	.....	1	*a*3	.....	.....	1	1	.....	2	1	1	6
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2	1	.....	1
1	1	.....	.....	4	*a*4	.....	4	1	.....	.....	10	5	.....	17
.....	.....	.....	.....	.....	*a*1	.....	1	1	2	.....	1	3	.....	4
.....	.....	.....	.....	5	*a*7	1	1	.....	2	.....	11	2	.....	22
.....	.....	.....	.....	2	*a*6	1	1	1	1	.....	11	8	1	7
.....	1	.....	.....	1	*a*4	2	1	.....	4	2	4	6	1	7
.....	.....	.....	.....	.....	*a*10	.....	.....	.....	1	.....	13	3	.....	14
.....	.....	.....	.....	2	*a*15, *b*3	.....	4	.....	1	1	8	1	.....	25
.....	.....	.....	.....	6	*a*36	2	6	17	14	.....	49	28	.....	82
8	.....	.....	.....	49	*a*175	4	25	10	5	1	270	122	1	399
31	25	.....	.....	120	560	39	122	62	96	6	700	360	24	1,205
2	.....	.....	.....	.....	*a*2, *b*4	2	.....	1	4	.....	8	.....	2	12
6	.....	.....	.....	.....	*a*37, *b*8	9	14	7	16	.....	60	26	2	124
.....	.....	.....	.....	.....	*a*3	1	.....	.....	.....	.....	2	.....	.....	3
8	.....	.....	.....	.....	54	12	14	8	20	.....	70	26	4	139
1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	1	.....	.....	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1	.....	.....	.....	2	*a*1, *b*1	.....	5	4	2	.....	26	1	.....	53
8	1	.....	.....	.....	*a*10	1	24	3	6	5	50	16	1	90
10	1	.....	.....	2	12	1	31	7	8	5	77	17	1	146
.....	.....	.....	.....	.....	*a*3	1	.....	.....	.....	.....	11	2	.....	16
.....	.....	.....	.....	.....	*a*3	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1
1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite. *c.* Handed over to Children Aid Society—Remis à la société protectrice des enfants.
d. Acquitted having made restitution—Libérés ayant fait restitution.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
LARCENY—*Continued.*															
Haldimand, Ont	1	3						3		1				2	2
Halton, Ont	1	5		1		1		2	1	1				4	2
Hastings, Ont	8	52		35		7		12		6		3		51	9
Huron, Ont	8	8		4		10		2						15	1
Kent, Ont	5	35		20		1		15		4		2		35	5
Lambton, Ont	15	28	1	12		4		23		5		2		24	20
Lanark, Ont	2	4		2		1		3						3	3
Leeds et Grenville, Ont	1	40		7		5		8	1	19	1	1		33	8
Lennox et Addington, Ont		2		1				1						2	
Lincoln, Ont		27		5		11		8	1	2				16	11
Middlesex, Ont	43	50		19		21	1	32	3	14	3			68	25
Muskoka et Parry Sound, Ont		26				1				2		24		25	1
Nipissing, Ont	10	6		3	1	1		6	1	3		1		11	3
Norfolk, Ont	1	20		14		2	1	4						21	
Northumberl'd et Durham, O.		19		2		2		12		3				8	11
Ontario, Ont		10		4		2		2		2		1		7	3
Oxford, Ont		17	1			6		9		2		2	1	11	7
Peel, Ont		4				1		3						4	
Perth, Ont		25	1	10		1	1	10		5				18	8
Peterborough, Ont	3	18		8		4	1	4		4				15	6
Prescott et Russell, Ont		1		1										1	
Prince-Edouard, Ont	1	7		4		2		1	1					8	
Renfrew, Ont	1	1						1		1				1	1
Simcoe, Ont	2	20		6		6		6	1	2	1	4		18	4
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	1	6		2			1	2		2			1	4	3
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	4	18	2	9		5		9		1				15	9
Victoria, Ont	3	11	2	4		1		7		4		3		10	6
Waterloo, Ont	1	12	2	2		2		7		4			2	11	4
Welland, Ont	3	14		3		5		8		1		1		16	1
Wellington, Ont	1	25		9		9	1	7						23	3
Wentworth, Ont	4	106		22	2	11	1	46	9	14	5			63	47
York, Ont	9	504	9	106	9	111	11	154	37	68	26			425	97
Totaux d'Ontario	189	1377	19	408	17	301	21	497	61	212	46	48	5	1189	392
Manitoba, Centre	1	14	1	4		6	1	7		2		3		6	8
Manitoba, Est	24	126	2	41	1	26	4	63	5	12	1			98	54
Manitoba, Ouest		3				1		2				12		1	2
Totaux de Manitoba	25	143	3	45	1	33	5	72	5	14	1	15		105	64
Caribou, Col.-B.	1	1	1					3						3	
Clinton, Col.-B.															
Victoria, Col.-B.	22	32		12		7		20	2	13				43	11
Westminster, Col.-B.	17	81	9	13		10		55	1	23		14		82	24
Totaux de la Col.-Britann.	40	114	10	25		17		78	3	36		14		128	35
Alberta, Nord, T. du N.-O.	2	16		2		3		10	1	2		10		17	1
Alberta, Sud, T. du N.-O.		1						1				9		1	
Assiniboia, Est, T. du N.-O.												7			

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists. — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
LARCIN—*Suite.*															
......	....	....	3	1	....	...	.....	....	...	3	....	.....	1	2	2
1	.....	.....	3	..	2	.....	....	1	1	4	.....	.....	...	4	2
1	1	......	60	1	.....	....	.....	23	9	26	3	2	..	53	10
2	......	.....	14	......	......	.....	....	1	1	9	5	....	.....	3	13
2	1	......	38	......	...	......	2	11	3	20	4	.....	......	37	3
1	5	3	30	4	1	......	.....	11	6	7	7	13	.....	41	5
1	......	......	5	......	...	......	....	1	2	3	.....	.....	....	6	...
2	1	......	36	2	..	......	5	6	6	5	3	16	...	40	1
.....	......	......	1	1	...	......	......	.....	....	.....	1	1	.....	2	..
2	1	.....	16	7	1	.....	.....	6	4	3	2	7	5	24	3
17	......	.....	68	5	3	......	3	23	25	7	3	31	1	88	5
.....	1	.....	2	....	......	......	...	2	......	1	.....	.....	....	24	1
1	....	...	15	.....	......	......	....	8	1	.....	.....	7	....	5	11
......	......	...	21	....	......	....	2	.....	...	.....	1	18	.....	18	3
..	1	1	17	.....	......	....	.....	1	5	9	4	..	...	14	5
......	......	....	9	......	1	....	1	2	2	3	2	.....	......	8	2
3	1	......	14	......	.....	.	...	.....	4	.....	1	13	......	15	3
.....	....	.....	4	...	....	......	......	..	....	.....	4	.....	....	1	3
3	1	...	22	1	.....	......	......	4	7	7	5	1	2	17	10
......	......	......	21	......	......	......	1	5	7	6	....	1	1	13	8
......	......	....	1	......	......	......	......	1	..	.....	.....	.....	......	1	....
......	......	.....	8	.....	......	......	......	2	1	3	1	1	...	6	2
......	....	......	1	......	1	......	......	1	.....	.....	.....	.....	1	.....	2
1	......	......	19	...	1	.....	1	1	8	6	2	.....	3	13	9
....	1	......	5	1	.....	......	.....	5	..	...	.....	1	1	6	1
2	....	.....	16	5	1	....	1	10	2	1	8	2	....	22	2
......	1	..	15	......		.....	......	6	5	3	....	2	..	13	3
1	1	....	9	2	2	......	.....	3	.....	4	2	2	4	9	6
2	1	....	8	3	3	..	....	9	2	2	2	2	......	5	12
...	......	.....	26	..	......	......	......	11	5	4	6	..	....	19	7
9	4	1	85	7	1	3	10	30	21	28	14	7	.....	105	5
47	34	13	398	18	10	.....	13	110	245	62	68	15	9	515	7
113	67	23	1251	80	31	3	51	426	425	273	183	167	31	1395	197
8	.. ..	2	6	.....	......	....	...	1	7	1	6	.....	1	14	9
32	5	1	50	7	56	1	6	47	36	14	8	11	30	123	29
1	......	.....	2	......	.....	......	.....	.....	1	2	......	......	......	.....	3
41	5	3	58	7	56	1	6	48	44	17	14	11	31	137	41
......	.....	......	3	......	.....	......	......	2	.....	....	1	.....	......	.....	3
...	.....	......	......	.. .	...	......	.....	.....	. .	.....	......	.....	.....	......	.....
5	4	1	21	5	18	....	1	11	3	1	1	18	19	50	4
21	5	4	24	22	27	1	2	21	18	4	4	33	22	98	9
26	9	5	48	27	45	1	3	34	21	5	6	51	41	148	16
1	1	......	10	4	3	....	2	8	1	2	......	6	.....	9	9
....	.....	....	1	.....	......	......	.....	.....	.....	.....	......	1	.....	.....	1
......	.....	.....	......	.....	.....	.....	....	.....	.....	...	......	.....	.....	......	...

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'am'nde	No option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
LARCENY—*Concluded.*											
Assiniboia, Western, N.W.T.	27	4	..	......	23	23	.....	.....	.....	10	6
Saskatchewan, N.W.T.	10	5	..	.....	5	5	.....	.....	.....	5	..
Totals of the N.W.T.	128	48	..	.....	73	73	.....	.....	.....	51	8
Yukon	*a*160	86	..	.....	72	72	...	.....	.....	5	....
Totals of Canada	4,393	1067	108	1	3,200	2,521	377	302	262	1,477	138
LARCENY FROM DWELLING HOUSES.											
Westmoreland, N.B.	2	....	..	...	2	2	.....	.....	....	.....	.....
St. Francis, Que.	2	....	..	.....	2	1	1	....	..	.....	.....
Algoma and Manitoulin, Ont.	4	....	..	.....	4	2	2	.....	.....	1	1
Thunder Bay and Rainy River, O	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	....
Totals of Ontario	5	....	..	...	5	3	2	....	.....	1	1
Totals of Canada	9	....	..	.....	9	6	3	....	.....	1	1
LARCENY FROM THE PERSON.											
Montreal, Que.	*b*17	4	..	......	12	4	1	7	..	3	.....
Richelieu, Que.	3	....	..	.....	3	1	..	2	...	.....	1
Rimouski, Que.	2	...	..	.....	2	2	.....	.....	....	...	1
St. Francis, Que.	1	1	..	.....	.....	.....	.....	.....	....	.....	.....
Totals of Quebec	23	5	..	.....	17	7	1	9	.....	3	2
Carleton, Ont.	13	4	..	.....	9	9	..	....	..	5	2
Essex, Ont.	5	....	..	.....	5	5	.....	....	.....	4	1
Hastings, Ont.	1	....	..	.....	1	1	...	....	....	1	....
Lambton, Ont.	2	2	..	.....	.....	...	..	.....	....	.....	.....
Leeds and Grenville, Ont.	5	....	..	.....	5	5	....	.....	....	.....	.....
Peel, Ont.	1	1	..	....	.....	.....	.....	.....	....	.....	.....
Stormont, D'das & Glengarry, O.	1	1	..	.....	.....	....	....	.....	.....	.....	.....
Victoria, Ont.	1	1	..	.....	.....	.....	.....	.....	..	....	.....
Welland, Ont.	4	1	..	.....	3	2	.....	1	1	2	.....
York, Ont.	15	3	1	....	11	9	..	2	.....	4	2
Totals of Ontario	48	13	1	....	34	31	.....	3	*c*1	16	5
Manitoba, Eastern	2	..	1	.....	1	.....	.....	1	....	.....	.....

a. 2, *b*. 1, *Nolle prosequi*. *c*. $15.

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE. Penitentiary — Pénitencier. Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	SENTENCE. Penitentiary — Pénitencier. Five years and over. — Cinq ans et plus.	SENTENCE. Penitentiary — Pénitencier. Life. — A vie.	D'th. — De mort	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS. Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
LARCIN—*Fin.*														
....	1	....	....	....	a6	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	....	1
1	1	....	....	....	12	3	....	....	....	....	12	3	....	18
....	....	....	....	....	b67	....	....	....	....	....	....	....	....	....
98	33	....	....	193	999	68	338	155	225	13	1,231	604	66	2,327
VOL DANS DES MAISONS HABITÉES.														
2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	2
1	....	....	....	....	a1	....	....	....	....	....	1	1	....	1
2	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	3	1	....	3
1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
3	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	3	1	....	4
6	....	....	....	....	1	....	....	1	1	....	6	2	....	7
VOL SUR LA PERSONNE.														
6	1	....	....	....	a2	....	5	....	3	2	2	2	....	10
....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	1	....	2
1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
7	3	....	....	....	2	....	5	....	4	2	6	4	....	13
1	....	....	....	....	a1	....	....	....	2	....	7	2	1	6
....	....	....	....	....	....	....	1	....	2	....	1	1	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	1	....	....	....	a1	1	1	2	1	....	....	1	....	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	1	....	1
2	1	....	....	1	a1	....	1	....	1	....	8	....	....	11
6	2	....	....	1	3	1	4	2	6	....	18	5	1	26
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.
b. The sentences are not given in the return—Les sentences ne sont pas données dans le rapport.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure.	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs. Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
LARCENY—*Concluded.*															
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.	....	....	....	..	..	....	....	....	...	....	....	22	1	....	....
Saskatchewan, T. du N.-O.	....	2	....	....	..	....	....	2	....	....	....	3	..	2	....
Totaux des Ter. du N.-O.	2	19	....	2	..	3	....	13	1	2	....	51	1	20	1
Yukon	....	....	....	....	..	....	....	....	...	....	....	72	..	....	....
Totaux du Canada	502	2455	38	752	26	564	40	1051	99	371	63	227	7	2137	850
LARCENY FROM DWELLING HOUSES.															
Westmoreland, N.-B.	....	2	..	....	..	2	...	....	....	....	....	....	..	2	....
St. François, Qué.	2	....	...	....	..	....	....	1	...	1	....	...	..	1	1
Algoma et Manitoulin, Ont.	2	2	....	....	..	....	..	4	....	....	....	....	..	1	3
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	..	1	....	....	..	....	...	1	....	....	....	...	..	1	....
Totaux d'Ontario	2	3	....	....	..	..	....	5	....	....	....	....	..	2	3
Totaux du Canada	4	5	....	....	..	2	....	6	....	1	....	...	..	5	4
LARCENY FROM THE PERSON.															
Montréal, Qué.	....	12	....	....	..	3	....	8	...	1	....	....	..	1	11
Richelieu, Qué.	1	2	....	....	..	....	....	3	....	....	....	...	..	...	3
Rimouski, Qué.	....	2	....	....	..	....	..	2	....	....	....	....	..	..	2
St. François, Qué.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Totaux de Québec	1	16	....	....	..	3	....	13	....	1	....	....	..	1	16
Carleton, Ont.	4	5	....	....	..	2	...	6	....	1	....	....	..	3	6
Essex, Ont.	1	3	....	....	..	1	...	3	....	....	....	1	..	3	1
Hastings, Ont.	1	..	...	....	..	...	....	1	....	....	....	....	..	...	1
Lambton, Ont.	....	....	....	....	..	....	...	...	....	....	..	....	..	....	....
Leeds et Grenville, Ont.	...	5	....	....	..	....	..	4	....	1	....	....	..	3	2
Peel, Ont.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.	....	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	..
Victoria, Ont.	....	....	...	....	..	..	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Welland, Ont.	....	2	...	...	..	....	....	1	..	1	....	1	..	2	....
York, Ont.	1	10	....	1	..	4	....	4	1	1	...	....	..	7	4
Totaux d'Ontario	7	25	....	1	..	7	....	19	1	4	...	2	..	18	14
Manitoba, Est.	....	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	...	1

TABLEAU I. DELITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

BIRTH PLACES — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande.	Scotland — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers.	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists — Baptistes.	R. Catholics — Catholiques.	Ch. of England — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
							LARCIN—*Fin.*								
			1		1			1				1			2
1	1		12	4	4		2	9	1	2		8		9	12
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
224	89	37	2342	124	161	13	98	1264	538	317	215	441	115	2645	377
							VOL DANS DES MAISONS HABITÉES.								
			2				2							2	
			2					2							2
			2	2				4							4
1									1					1	
1			2	2				4	1					1	4
1			6	2			2	6	1					3	6
							VOL SUR LA PERSONNE.								
			11		1			9				2	1	12	
			3					3						3	
		1	1					1			1			1	1
		1	15		1			13			1	2	1	16	1
			9					6		1		2		9	
			3	1					2	1		1		4	
			1					1							1
1				4				4	1					5	
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
			1	1				1	1					2	
1			8	2				2	6	1	1	1		11	
2			22	8				14	10	3	1	4		31	1
1									1					1	

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	Acquitted. — Acquittés. F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convictions — Condamnations. Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convictions — Condamnations. Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Convictions — Condamnations. Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende.	Sentence. No Option — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	Sentence. No Option — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
LARCENY FROM THE PERSON—*Concluded.*											
Victoria, B.C	5				5	4	1			1	2
Westminster, B.C	12	3			9	8	1				2
Totals of British Columbia	17	3			14	12	2			1	4
Alberta, Northern, N.W.T	1	1									
Alberta, Southern, N.W.T	1	1									
Assiniboia, Eastern, N.W.T	1				1	1				1	
Totals of the N.W.T	3	2			1	1				1	
Totals of Canada	93	23	2		67	51	3	13	1	21	11
STEALING REGISTERED LETTERS AND OTHER MAIL MATTERS.											
Lennox and Addington, Ont	1				1	1					
Manitoba, Eastern	1				1	1					
Totals of Canada	2				2	2					

MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY. CLASS IV.

ARSON.

Judicial Districts	Number of Charges	Acquitted M.	Acquitted F.	Detained for Lunacy	Total	Convicted 1st	Convicted 2nd	Reiterated	With the option of a fine	Under one year	One year and over
Cumberland, N.S	1	1									
Halifax, N.S	1				1	1				1	
Totals of Nova Scotia	2	1			1	1				1	
Madawaska, N.B	1	1									
Arthabaska, Que	1				1	1					
Beauharnois, Que	3	1			2	2				1	1
Bedford, Que	3	3									
Montreal, Que	1				1			1			
Quebec, Que	2	1			1	1					
St. Francis, Que	1				1	1					
Terrebonne, Que	2				2	2				2	
Three Rivers, Que	2				2	1	1			1	
Totals of Quebec	15	5			10	8	1	1		4	1
Algoma and Manitoulin, Ont	1				1	1					1
Bruce, Ont	1	1									
Hastings, Ont	1				1	1					

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
VOL SUR LA PERSONNE—*Fin.*														
2							1		1		3	1		4
5	1				*a*1			1	3		2	1		5
7	1				1		1	1	4		5	2		9
21	6			1	6	1	10	3	14	2	30	11	2	48
VOL DE LETTRES CHARGÉES ET AUTRES MATIÈRES POSTALES.														
1						1								1
1											1	1		
2						1					1	1		1
DOMMAGES MALICIEUX À LA PROPRIÉTÉ CLASSE IV.														
INCENDIE PAR MALVEILLANCE.														
							1						1	
							1						1	
					*b*1	1						1		
											2	2		
	1								1			1		
	1										1		1	
				1										1
											2			2
	1							1						2
	3			1	1	1		1	1		5	4	1	5
											1			1
				1										1

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite.

TABLE I. OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE. CLASS III.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F — F	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F — F	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
LARCENY FROM THE PERSON—*Concluded.*															
Victoria, Col.-B	...	4	1	...	..	2	...	2	...	1	...	...	..	4	1
Westminster, Col.-B	...	6	...	...	..	...	...	3	...	1	...	4	1	1	5
Totaux de la Col.-Britann.	.	10	1	...	..	2	...	5	...	2	..	4	1	5	6
Alberta Nord, T. du N.-O.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Alberta, Sud, T. du N.-O.	...	..	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Totaux des T. du N.-O.	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	1	..	...	...
Totaux du Canada	8	52	1	1	..	12	...	38	1	7	...	7	1	24	37
STEALING REGISTERED LETTERS AND OTHER MAIL MATTERS.															
Lennox et Addington, Ont	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Manitoba, Est	...	1	..	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Totaux du Canada	...	2	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	2	...
MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY. CLASS IV.															
ARSON.															
Cumberland, N.-E	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Halifax, N.-E.	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Totaux de la N.-Ecosse	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Madawaska, N.-B	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Arthabaska, Qué	...	1	...	...	..	...	...	1	...	...	...	...	..	1	...
Beauharnois, Qué	...	2	...	...	..	...	...	2	...	...	...	...	..	2	...
Bedford, Qué	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Montréal, Qué	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	1	...
Québec, Qué	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	...	1
St. François, Qué	...	1	...	1	..	...	...	...	...	...	...	...	..	1	...
Terrebonne, Qué	2	...	...	1	..	1	...	...	...	...	...	...	..	2	...
Trois-Rivières, Qué	1	1	...	...	..	...	...	1	...	1	...	...	..	...	2
Totaux de Québec	3	7	...	2	..	1	...	4	...	3	...	...	..	7	3
Algoma et Manitoulin, Ont	...	1	...	...	..	...	...	...	...	1	...	...	..	...	1
Bruce, Ont	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Hastings, Ont	1	...	...	1	..	...	...	...	...	...	...	...	..	1	...

SESSIONAL PAPER No. 17

TABLEAU I. DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ. CLASSE III.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
VOL SUR LA PERSONNE—*Fin.*															
....	....	....	4	1	....	....	....	....	3	2	....	....	....	1	4
....	1	....	3	....	1	....	....	....	1	2	....	1	1	6	....
....	1	..	7	1	1	..	....	....	4	4	....	1	1	7	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	..	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	.	....	....
3	1	1	44	9	2	....	....	27	15	7	2	7	2	55	6
VOL DE LETTRES CHARGÉES ET AUTRES MATIÈRES POSTALES.															
....	..	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....
....	....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	....	1	....	1	1
DOMMAGES MALICIEUX À LA PROPRIETÉ. CLASSE IV.															
INCENDIE PAR MALVEILLANCE.															
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....		....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	..	.	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	2	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	2	....
....	....	....	1	1	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	2
1	1	....	7	1	....	....	....	7	....	....	....	3	....	7	3
....	..	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1

TABLE I. MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY. CLASS IV.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
ARSON—*Concluded.*											
Huron, Ont	1	1									
Kent, Ont	9	5			4	1	2	1			
Lambton, Ont	1	1									
Leeds and Grenville, Ont	1	1									
Muskoka and Parry Sound, Ont.	3	2			1	1					
Nipissing, Ont	1				1			1			1
Northumberland & Durham, O.	1				1	1					
Ontario, Ont.	1				1	1					
Simcoe, Ont	1				1	1				1	
Thunder Bay & Rainy River, O.	2				2	2					
Wellington, Ont	1				1			1			
York, Ont	6	3			3	3				1	
Totals of Ontario	31	14			17	12	2	3		2	2
Westminster, B.C	4	2			2	2					
Alberta Northern, N.W.T	2	1			1	1					
Assiniboia, Eastern, N.W.T	2	2									
Totals of the N.W.T	4	3			1	1					
Totals of Canada	57	26			31	24	3	4		7	3
MALICIOUS INJURY TO HORSES, CATTLE AND OTHER PROPERTY.											
Cumberland, N.S	3				3	3			3		
Digby, N.S	3				3	3			3		
Halifax, N.S	2	1	1								
Yarmouth, N.S	2				2	2				2	
Totals of Nova Scotia	10	1	1		8	8			a6	2	
King's, N.B.	1	1									
York, N.B	1				1	1					
Totals of New Brunswick	2	1			1	1					
Montreal, Que	4				4	3		1	1		
Quebec, Que	2				2	2			1	1	
St. Francis, Que	4	1			3	3				1	
Totals of Quebec	10	1			9	8		1	b2	2	
Algoma and Manitoulin, Ont.	5	2			3		3			3	
Carleton, Ont	2	2									
Elgin, Ont	1	1									
Kent, Ont	5	4	1								
Middlesex, Ont	1				1	1					

a. $170, *b.* $25.

TABLEAU I. DOMMAGES MALICIEUX À LA PROPRIÉTÉ. CLASSE IV.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.			D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.									
Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie				Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
INCENDIE PAR MALVEILLANCE—*Fin.*														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	1	....	....	....	*a*1	....	1	....	....	....	2	....	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	1	....	....	....	....	....	1
1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2
....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
1	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	3
5	3	....	....	2	2	1	2	2	....	1	5	1	....	14
....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1
5	8	....	....	4	4	2	3	3	1	1	10	5	2	21
DOMMAGES MALICIEUX AUX CHEVAUX, BESTIAUX ET AUTRES PROPRIÉTÉS.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	....	....	3
....	....	....	....	....	....	1	1	....	....	1	....	1	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2
....	....	....	....	....	....	1	1	....	3	1	....	1	....	7
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
1	....	....	....	....	*a*2	....	1	....	....	....	3	1	....	3
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	2	....	....
....	....	....	....	....	*a*2	2	....	....	....	....	....	....	....	3
1	....	....	....	....	4	3	1	....	....	....	4	3	....	6
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY. CLASS IV.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status. — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F — F	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F — F	Use of liquors — Usage de liqueurs. Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
Arson—Concluded.															
Huron, Ont.															
Kent, Ont.	1	1	1					2		1		1		2	1
Lambton, Ont.															
Leeds et Grenville, Ont.															
Muskoka et Parry Sound, O.		1						1						1	
Nipissing, Ont.	1							1							1
Northumberl'd et Durham, O.		1			1									1	
Ontario, Ont.		1							1					1	
Simcoe, Ont.												1			
Th'der Bay et Rainy Riv., Ont		2		2										2	
Wellington, Ont.		1								1					1
York, Ont.		3				1		2						1	2
Totaux d'Ontario	3	11	1	3	1	1		6	1	3		2		9	6
Westminster, Col.-B.		1										2			
Alberta, Nord, T. du N.-O.	1					1								1	
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.															
Totaux des Ter. du N.-O.	1					1								1	
Totaux du Canada	8	19	1	5	1	3		10	1	7		4		18	9
Malicious Injury to Horses, Cattle and other Property.															
Cumberland, N.-E.		3				2		1						3	
Digby, N.-E.		2	1					2		1				2	1
Halifax, N.-E.															
Yarmouth, N.-E.		2		2										2	
Totaux de la N.-Ecosse		7	1	2		2		3		1				7	1
King's, N.-B.															
York, N.-B.	1									1					1
Totaux du N.-Brunswick	1									1					1
Montréal, Qué.		4						4						1	3
Québec, Qué.	1	1						1		1				1	1
St. François, Qué.		3						2	1						3
Totaux de Québec	1	8						7	1	1				2	7
Algoma et Manitoulin, Ont.	1	2				1		2						1	2
Carleton, Ont.															
Elgin, Ont.															
Kent, Ont.															
Middlesex, Ont.		1						1						1	

TABLEAU I. DOMMAGES MALICIEUX À LA PROPRIÉTÉ. CLASSE IV.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
INCENDIE PAR MALVEILLANCE—*Fin*.															
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	1	2	.....	.....	.....	1	1	.....	.....	1	.....	.....	2	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	.....
1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	1	.....	.....	.....	2	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1
.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	1	1	.....	1	.....	.....	2	1
2	.....	2	11		.....	.....	1	2	5	2	5	.....	.....	10	5
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	1	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	1	.....
3	1	2	20	1	.....	.....	1	9	6	2	5	4	.....	19	9
DOMMAGES MALICIEUX AUX CHEVAUX, BESTIAUX ET AUTRES PROPRIÉTÉS.															
.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2	.....	1	.....	3	.....
.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3	.....	.....	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2	.....
.....	.....	.....	8	.....	.....	.....	2	.....	.....	2	.....	4	.....	5	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	1	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	1	.....
.....	.....	.....	4	.....	.....	.....	.....	4	.....	.....	.....	.....	.....	4	.....
.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	.....	.....	1	1
.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	2	.....	1	2
.....	.....	.....	9	.....	.....	.....	.....	7	.....	.....	.....	2	.....	6	3
.....	2	.....	.....	.....	.....	1	.....	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....

TABLE I. MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY. CLASS IV.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st — Condamnés une fois.	Convicted 2nd — Condamnés deux fois.	Reiterated — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option — Sans option. Under one year — Moins d'un an.	One year and over — Un an et plus.
MALICIOUS INJURY TO HORSES, CATTLE AND OTHER PROPERTY—*Concluded.*											
Muskoka and Parry Sound, Ont.	1	1									
Peterborough, Ont.	2	2									
Renfrew, Ont.	1	1									
Simcoe, Ont.	1	1									
Thunder Bay & Rainy River, O.	1	1									
Victoria, Ont.	3				3	3					
York, Ont.	3	2			1	1			1		
Totals of Ontario	26	17	1		8	5	3		*a*1	3	
Westminster, B.C.	31	15	1		15	13	1	1	*b*11		
Alberta, Northern, N.W.T.	2	2									
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	1	1									
Assiniboia, Western, N.W.T.	1	1									
Saskatchewan, N.W.T.	5	3			2	1	1			1	1
Totals of the N.W.T.	9	7			2	1	1			1	1
Totals of Canada	88	42	3		43	36	5	2	20	8	1
FORGERY AND OFFENCES AGAINST THE CURRENCY. CLASS V.											
FORGERY AND UTTERING FORGED DOCUMENTS.											
Prince, P.E.I.	1				1	1					
Halifax, N.S.	2		1		1	1					
Bedford, Que	2				2	2				1	
Montreal, Que.	14	2			12	10	2			3	1
Ottawa, Que.	1				1	1				1	
Pontiac, Que	1				1	1				1	
Quebec, Que	1				1	1				1	
Rimouski, Que.	1				1	1			1		
Totals of Quebec	20	2			18	16	2		*c*1	7	1
Brant, Ont	2				2	1		1		1	
Bruce, Ont	4	1			3	1	1	1		3	
Carleton, Ont.	7				7	3	3	1			4
Essex, Ont	1				1	1					1
Kent, Ont.	1				1	1					
Middlesex, Ont.	1				1	1				1	
Muskoka and Parry Sound, Ont.	1	1									
Oxford, Ont.	2	2									
Peel, Ont	2				2	2					
Peterborough, Ont.	2				2	1	1			2	

a. $10. *b*. $125. *c*. $35.

TABLEAU I. DOMMAGES MALICIEUX À LA PROPRIÉTÉ. CLASSE IV.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort.	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Fessional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
DOMMAGES MALICIEUX AUX CHEVAUX, BESTIAUX ET AUTRES PROPRIÉTÉS—*Fin.*														
				2	*a*1									3
														1
1				2	1		1				3			8
					*a*4		5		1		5	1		12
						2						2		
						2						2		
3				2	9	6	8		4	1	13	7		34
FAUX ET DÉLITS PAR RAPPORT À LA MONNAIE. CLASSE V.														
FAUX ET CIRCULATION DE FAUX DOCUMENTS.														
	1								1					1
1														1
					*a*1		1				1	1		1
4					*a*1, *b*3		5		3	1	3	4	1	7
						1						1		
												1		
											1			1
						1						1		
4					5	2	6		3	1	5	8	1	9
				1			1				1		1	1
							3					3		
3							4		3			2		5
									1					1
1											1			1
							1					1		
1					*a*1					2		1	1	
											2	2		

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite.

TABLE I. MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY. CLASS IV.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS — INSTRUCTION: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	EDUCATIONAL STATUS — INSTRUCTION: Elementary. — Elémentaire.	EDUCATIONAL STATUS — INSTRUCTION: Superior. — Supérieure	AGES: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	AGES: Under 16 years. — Moins de 16 ans. F — F	AGES: 16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	AGES: 16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. F. — F.	AGES: 21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	AGES: 21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. F. — F.	AGES: 40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	AGES: 40 years and over. — 40 ans et plus. F. — F.	AGES: Not given. — Non-donné. M. — H.	AGES: Not given. — Non-donné. F — F	USE OF LIQUORS — USAGE DE LIQUEURS: Moderate — Modéré	USE OF LIQUORS — USAGE DE LIQUEURS: Immoderate — Immodéré
MALICIOUS INJURY TO HORSES, CATTLE AND OTHER PROPERTY—*Concluded.*															
Muskoka et Parry Sound, Ont.															
Peterborough, Ont.															
Renfrew, Ont.															
Simcoe, Ont.															
Th'der Bay et Rainy Riv., O.															
Victoria, Ont.		3		3										3	
York, Ont.		1				1								1	
Totaux d'Ontario	1	7		3		2		3						6	2
Westminster, Col.-B.	1	14		4		3		8						11	4
Alberta, Nord, T. du N.-O.															
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.															
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.															
Saskatchewan, T. du N.-O.	2							2						2	
Totaux des T. du N.-O.	2							2						2	
Totaux du Canada	6	36	1	9		7		23	1	3				28	15

FORGERY AND OFFENCES AGAINST THE CURRENCY. CLASS V.

FORGERY AND UTTERING FORGED DOCUMENTS.

District	Unable to read or write	Elementary	Superior	Under 16 M.	Under 16 F	16–21 M.	16–21 F.	21–40 M.	21–40 F.	40+ M.	40+ F.	Not given M.	Not given F	Moderate	Immoderate
Prince, I. du P.-E		1								1					1
Halifax, N.-E			1					1						1	
Bedford, Qué.	1	1				1		1						1	1
Montréal, Qué.		11	1			3		6		3				10	2
Ottawa, Qué.										1				1	
Pontiac, Qué.													1		
Québec, Qué.		1						1							1
Rimouski, Qué.			1					1						1	
Totaux de Québec	2	13	2			4		9		4			1	13	4
Brant, Ont.		1	1			1				1				1	1
Bruce, Ont.		3								3				3	
Carleton, Ont.		4	3					6		1				5	2
Essex, Ont.		1								1					1
Kent, Ont.		1								1				1	
Middlesex, Ont.		1								1				1	
Muskoka et Parry Sound, O.															
Oxford, Ont.															
Peel, Ont.		2						1		1				2	
Peterborough, Ont.		2						2						2	

TABLEAU I. DOMMAGES MALICIEUX À LA PROPRIÉTÉ. CLASSE IV.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
DOMMAGES MALICIEUX AUX CHEVAUX, BESTIAUX ET AUTRES PROPRIÉTÉS—*Fin.*															
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...
1	2	...	2	...	...	1	1	4	1	...	...	...	...	3	3
4	2	...	7	1	1	...	...	3	4	...	2	6	...	14	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	2	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...	1	1
...	...	...	2	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...	1	1
5	4	...	29	1	1	1	3	15	5	2	2	14	...	30	11

FAUX ET DÉLITS PAR RAPPORT À LA MONNAIE. CLASSE V.

FAUX ET CIRCULATION DE FAUX DOCUMENTS.

England and Wales	Ireland	Scotland	Canada	United States	Other Foreign Countries	Other British Possessions	Baptists	R. Catholics	Ch. of England	Methodists	Presbyterians	Protestants	Other Denominations	Cities and Towns	Rural Districts
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	1	...
...	...	...	2	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...	1	1
...	...	...	11	...	...	1	...	7	...	3	...	2	...	12	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	1	...	16	...	...	1	...	10	...	3	...	5	...	14	4
1	...	...	1	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	2	...
...	...	...	3	...	...	...	...	3	...	...	...	...	...	3	...
...	...	...	4	3	...	...	...	2	...	...	1	4	...	7	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	1	1	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	...	2
...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	2

TABLE I. FORGERY AND OFFENCES AGAINST CURRENCY. CLASS V.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
FORGERY AND UTTERING FORGED DOCUMENTS—*Concluded.*											
Simcoe, Ont.	2	1	..	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	1
Victoria, Ont.	1	1	..	.....	..	..	.....	.....	.....	.....	..
Welland, Ont.	7	....	..	.....	7	5	1	1	.....	3	2
York, Ont.	13	3	..	.....	10	6	3	1	.....	7	2
Totals of Ontario	46	9	..	.....	37	23	9	5	.....	17	10
Manitoba, Central	2	1	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Manitoba, Eastern	5	1	..	.....	4	3	1	.....	.....	3	1
Manitoba, Western	1	..	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Totals of Manitoba	8	2	..	.....	6	5	1	.....	.....	5	1
Victoria, B.C.	2	....	..	.....	2	1	1	.....	.....	.....	.....
Westminster, B.C.	6	2	..	.....	4	3	1	.....	.....	3	.....
Totals of British Columbia	8	2	..	.....	6	4	2	.....	.....	3	.....
Alberta, Northern, N.W.T.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	..
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	2	2	..	.....	.....	...	.....	.....	.....	.....	.....
Assiniboia, Western, N.W.T.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	.....
Totals of the N.W.T.	4	2	..	.....	2	2	.....	.....	.....	1	.....
Totals of Canada	89	17	1	.....	71	52	14	5	1	33	12
OFFENCES AGAINST CURRENCY.											
Colchester, N.S.	1	....	..	.....	1	1	....	.....	.....	*a*1	.....
Cumberland, N.S.	10	1	..	.....	9	7	2	.....	7	1	.....
Totals of Nova Scotia	11	1	..	.....	10	8	2	.....	*b*7	2	.....
St. Francis, Que.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	.....
St. Hyacinthe, Que.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Totals of Quebec	2	....	..	.....	2	2	.....	.	.....	1	.....
Essex, Ont.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	1	.....
Leeds and Grenville, Ont.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	.....
Oxford, Ont.	4	....	..	.....	4	4	.....	.....	.....	.....	.....
Perth, Ont.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	.....
Totals of Ontario	7	....	..	.....	7	7	.....	.....	.....	1	.....
Westminster, B.C.	1	....	..	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	.....
Totals of Canada	21	1	..	.....	20	18	2	.....	7	4	.....

a. One month and a fine of $125, in default, 6 other months—Un mois et une amende de $125, à défa 6 autres mois. *b.* $670.

TABLEAU I. FAUX ET DÉLITS PAR RAPPORT A LA MONNAIE. CLASSE V.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
FAUX ET CIRCULATION DE FAUX DOCUMENTS—*Fin.*														
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	*a*2	1	4	....	1	1	....	3	....	4
....	....	....	....	....	*a*1	....	3	....	3	....	3	2	5	3
5	....	....	....	1	4	1	17	....	8	3	7	15	7	15
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	....	1	1	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	3	1	....	....	2	1	....	5
2	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	2	....	....	....	....	....	....	2
2	....	....	....	....	1	....	4	....	....	....	....	....	2	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	1
12	1	....	....	1	11	3	30	1	12	4	15	24	10	34
DÉLITS PAR RAPPORT A LA MONNAIE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....	....
....	1	....	....	....	....	2	3	....	2	....	....	8	1	....
....	1	....	....	....	....	2	3	....	3	....	....	9	1	....
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	3	....	....	....	*a*1	....	2	....	2	....	....	2	....	2
1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
1	3	....	....	....	2	....	2	....	4	....	1	2	1	4
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
3	4	....	....	....	2	2	6	....	7	....	2	12	2	5

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. FORGERY AND OFFENCES AGAINST CURRENCY. CLASS V.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
FORGERY AND UTTERING FORGED DOCUMENTS—*Concluded.*															
Simcoe, Ont		1								1					1
Victoria, Ont															
Welland, Ont		6	1					5		2				5	2
York, Ont		9	1					6	1	3				7	3
Totaux d'Ontario		31	6			1		20	1	15				26	10
Manitoba, Centre		1						1						1	
Manitoba, Est		4				1		2		1				3	1
Manitoba, Ouest		1					1							1	
Totaux de Manitoba		6				1	1	3		1				5	1
Victoria, Col.-B			2							2					2
Westminster, Col.-B			2							2		2			2
Totaux de la Col.-Britann.			4							4		2			4
Alberta, Nord, T. du N.-O.		1				1								1	
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.															
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.												1			
Totaux des T. du N.-O.		1				1						1		1	
Totaux du Canada	2	52	13			7	1	33	1	25		3	1	46	20
OFFENCES AGAINST CURRENCY.															
Colchester, N.-E		1						1						1	
Cumberland, N.-E		9						3		6				6	3
Totaux de la N.-Ecosse		10						4		6				7	3
St. François, Qué		1				1									1
St. Hyacinthe, Qué		1						1							1
Totaux de Québec		2				1		1							2
Essex, Ont		1						1						1	
Leeds et Grenville, Ont		1						1						1	
Oxford, Ont		4				1		1		2				4	
Perth, Ont		1								1				1	
Totaux d'Ontario		7				1		3		3				7	
Westminster, Col.-B												1			
Totaux du Canada		19				2		8		9		1		14	5

TABLEAU I. FAUX ET DÉLITS PAR RAPPORT À LA MONNAIE. CLASSE V.

Birth Places — Lieux de naissance. British Isles — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles.	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	Religions. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	Residence. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
FAUX ET CIRCULATION DE FAUX DOCUMENTS—*Fin.*															
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	6	1	...	...	...	...	1	2	3	1	...	3	4
2	...	...	7	1	...	...	...	...	6	1	1	2	...	9	1
3	2	1	26	5	...	...	1	6	11	3	6	8	2	27	10
...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...
...	2	...	1	...	1	...	...	2	...	...	1	...	1	3	1
1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
1	2	...	2	...	1	...	1	2	1	...	1	...	1	5	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	2	...
2	...	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	2	...
2	...	...	2	...	...	...	...	...	4	...	...	...	...	4	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
6	5	1	48	6	1	1	2	19	16	6	7	14	4	52	16
DÉLITS PAR RAPPORT A LA MONNAIE.															
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	9	...	...	...	1	...	...	1	7	...	...	3	6
...	...	...	10	...	...	...	1	1	...	1	7	...	...	3	7
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	2	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	1	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	.	1	3	...	...	...	...	...	1	...	3	4	...
...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1
...	...	...	2	2	3	...	...	...	...	1	2	...	4	4	3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	14	2	3	...	1	3	...	2	9	...	4	8	11

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
CARRYING UNLAWFUL WEAPONS.											
Pictou, N.S.	1	....	..	.....	1	......	1	.....	......	.. .	......
Montreal, Que.	7	....	..	.....	7	3	3	1	b3	.. ..	......
Elgin, Ont.	1	....	..	....	1	1	.....	......	......	1	......
Norfolk, Ont.	1	....	..	...	1	1	......	......	....	1	.....
Wentworth, Ont.	3	....	..	.....	3	2	......	1	2	1	.....
Totals of Ontario	5	....	..	......	5	4	......	1	c2	3	......
Westminster, B.C.	11	3	..	....	8	8	.....	......	d5	.....	.....
Yukon	1	1	..	......	......	......	......	.....	.... .	......	......
Totals of Canada	25	4	..	... .	21	15	4	2	10	3	......
CONSPIRATION.											
Guysborough, N.S.	3	....	..	.....	3	3	....	.... .	.... .	......	......
Westmoreland, N.B.	a2	.	..	......	.... .	... ..	......	..	......	......	......
Montreal, Que.	5	....	..	......	5	3	2	.....	c2	.....	.....
Bruce, Ont.	1	1	..	.... .	......	.....	.. . .	.....	......	.. ...	. ...
Welland, Ont.	2	....	..	......	2	.....	....	2	...	... .	1
York, Ont.	1	....	..	. . .	1	1	......	......	...	......	......
Totals of Ontario	4	1	..	.....	3	1	...	2	......	.....	1
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	1	1	..	......	....	.. .	......	.. .	. ..	......	... .
Totals of Canada	15	2	..	..	11	7	2	2	2	...	1
VIOLATION OF THE ELECTION ACT.											
Montreal, Que.	1	....	..	.....	1	1	... .	...	......	....	. .
Wentworth, Ont.	2	1	..	. .. .	1	1	....	. .	......	1	......
Manitoba, Eastern	1	1	..	.....	.....	. ..	......	......	...	...	.....
Assiniboia, Western, N.W.T.	2	....		......	2	2	.....	.....	f2	......	.....
Totals of Canada	6	2	..	. ..	4	4	.....	...	2	1	......

a. Jury disagreed—Les jurés ne se sont pas accordés. *b.* $25. *c.* $20. *d.* $70. *e.* $100. *f.* $50.

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over.—Cinq ans et plus.	Life.—A vie.	D'th.—De mort.	Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences.—Autres Sentences.	Occupations. Agricultural.—Agriculteurs.	Commercial.—Commerçants.	Domestic—Serviteurs.	Industrial.—Industriels.	Professional—Professions libérales.	Laborers—Journaliers.	Civil Conditions.—Etats Civils. Married.—Mariés.	Widowed—En veuvage.	Single—Célibataires.
PORT D'ARMES ILLÉGAL.														
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
....	....	....	....	....	*a*4	....	1	....	4	....	2	1	....	6
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	2	1	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	4	2	....	3
....	....	....	....	....	*a*3	....	4	1	1	....	2	....	....	8
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	7	....	5	1	6	....	8	3	....	18
CONSPIRATION.														
....	3	....	....	....	....	....	3	....	....	....	....	3	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	2	....	....	....	*a*1	....	5	....	....	....	....	4	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	1	1	....	2	....	....
....	....	....	....	....	*a*1	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	2	....	1	....	1	1	....	3	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	5	....	....	....	3	....	9	....	1	1	....	10	....	1
INFRACTIONS À LA LOI ÉLECTORALE.														
....	....	....	....	....	*a*1	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	1	....	1	....	....	....	....	1	....	....

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status. — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	Use of Liquors. — Usage de liqueurs. Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
CARRYING UNLAWFUL WEAPONS.															
Pictou, N.-E.	....	1	...	...	..	1	...	....	....	....	....	....	..	1	....
Montréal, Qué.	....	7	.....	...	..	....	....	7	....	....	....	....	..	3	4
Elgin, Ont.	...	1	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Norfolk, Ont.	1	.....	....	....	..	....	....	1	....	....	....	....	..	1	....
Wentworth, Ont.	....	3	.....	....	..	....	....	2	....	1	....	....	..	....	3
Totaux d'Ontario	1	4	.....	....	..	....	....	4	....	1	....	....	..	2	3
Westminster, Col.-B.	2	6	....	....	..	....	....	7	....	1	....	....	..	7	1
Yukon	....	...	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Totaux du Canada	3	18	.....	....	..	1	....	18	....	2	....	....	..	13	8
CONSPIRACY.															
Guysborough, N.-E.	...	1	2	....	..	....	....	2	....	1	....	....	..	3	....
Westmoreland, N.-B.	....	.....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Montréal, Qué.	....	5	...	....	..	....	....	2	....	3	....	....	..	4	1
Bruce, Ont.	....	.....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Welland, Ont.	....	1	1	....	..	....	....	....	....	2	....	....	..	....	2
York, Ont.	....	1	....	....	..	....	..	1	....	....	....	....	..	1	....
Totaux d'Ontario	...	2	1	....	..	....	....	1	....	2	....	....	..	1	2
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.	.....	...	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	..
Totaux du Canada	....	8	3	....	..	....	....	5	....	6	....	....	..	8	3
VIOLATION OF THE ELECTION ACT.															
Montréal, Qué.	...	....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	1	..	....	....
Wentworth, Ont.	....	1	....	....	..	....	....	....	....	1	....	....	..	....	1
Manitoba, Est	....	.....	....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.	....	.....	...	...	..	....	....	....	....	....	....	2	..	....	...
Totaux du Canada	....	1	....	....	..	....	....	....	....	1	..	3	..	...	1

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
PORT D'ARMES ILLÉGAL.															
....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....
1	....	....	6	....	....	....	....	5	....	....	....	2	....	7	....
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....
....	....	....	1	2	....	....	....	1	1	1	....	....	....	3	....
....	....	....	2	3	....	....	....	1	1	1	1	1	....	5	....
....	1	....	....	1	6	....	....	3	....	....	....	2	3	8	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	1	....	9	4	6	....	....	10	1	1	1	5	3	21	....
CONSPIRATION.															
....	....	....	2	....	....	1	....	....	....	3	....	....	....	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	5	....	....	....	....	5	....	....	....	....	....	4	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	2	....	....	....	....	....	1	....	1	....	....	2	....
....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
....	....	....	3	....	....	....	....	....	1	1	1	....	....	3	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	10	....	....	1	....	5	1	4	1	....	....	7	4
INFRACTIONS À LA LOI ÉLECTORALE.															
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	Acquitted. — Acquittés. F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option. — Sans option. One year and over. — Un an et plus.
FORCIBLE ENTRY.											
Cape Breton, N.S	2				2	2			*a*2		
Beauce, Que	2				2	2			2		
St. Francis, Que	2	1			1	1					
Totals of Quebec	4	1			3	3			*b*2		
Brant, Ont	4	1	2		1			1		1	
Essex, Ont	6	4	2								
Hastings, Ont	1	1									
Kent, Ont	4				4	4					
Prince Edward, Ont	2				2	2					
Simcoe, Ont	1				1	1				1	
Stormont, D'das & Glengarry, O.	10	10									
Waterloo, Ont	1				1	1			1		
Totals of Ontario	29	16	4		9	8		1	*c*1	2	
Assiniboia, Western, N.W.T.	1				1	1				1	
Totals of Canada	36	17	4		15	14		1	5	3	
OFFENCES AGAINST GAMBLING AND LOTTERY ACTS.											
Montreal, Que	17	7			10	10			*d*9		
Hasting, Ont	3	3									
Lincoln, Ont	1				1	1					
Middlesex, Ont	1				1	1			1		
Wentworth, Ont	41	37			4	4			4		
York, Ont	39	12			27	27			16		
Totals of Ontario	85	52			33	33			*e*15		
Westminster, B.C	88	11			77	74	2	1	*f*75	2	
Yukon	8	8									
Totals of Canada	198	78			120	117	2	1	99	2	
INDECENT EXPOSURE AND OTHER OFFENCES AGAINST PUBLIC MORALS.											
Halifax, N.S	2	1			1	1				1	
Carleton, N.B	1				1	1			1		
Westmoreland, N.B	1				1			1		1	
Totals of New Brunswick	2				2	1		1	*g*1	1	

a. $100. *b.* $20. *c.* $10. *d.* $235. *e.* $350. *f.* $2,293. *g.* $50.

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
ENTRÉE FORCÉE.														
							1		1					2
							2							2
					a1	1								1
					1	1	2							3
											1			1
					a4									
					a2									
									1			1		
										1		1		
					6				1	1	1	2		1
					7	1	3		2	1	1	2		6
INFRACTIONS AUX LOIS DÉFENDANT LE JEU ET LES LOTERIES.														
					a1		5		1		4	10		
					a1						1	1		
							1					1		
							2				2	1		3
					a17		27					5		22
					18		30				3	8		25
							7	11	1		54	9	1	66
					19		42	11	2		61	27	1	91
EXPOSITION INDÉCENTE ET AUTRES DÉLITS CONTRE LA MORALE PUBLIQUE.														
									1					1
											1	1		
											1			1
											2	1		1

a Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	AGES. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F — F	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non donné. M. — H.	F — F	USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS. Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
FORCIBLE ENTRY.															
Cap-Breton, N.-E.		1	1					2						2	
Beauce, Qué			2					2						2	
St. François, Qué	1											1		1	
Totaux de Québec	1		2					2				1		3	
Brant, Ont	1									1					1
Essex, Ont															
Hastings, Ont															
Kent, Ont												4			
Prince-Edouard, Ont												2			
Simcoe, Ont		1								1					1
Storm't, D'das et Gleng'ry, O.															
Waterloo, Ont		1								1				1	
Totaux d'Ontario	1	2								3		6		1	2
Assiniboïa, Ouest, T. du N.-O.												1			
Totaux du Canada	2	3	3					4		3		8		6	2
OFFENCES AGAINST GAMBLING AND LOTTERY ACTS.															
Montréal, Qué		10						8		2				10	
Hastings, Ont															
Lincoln, Ont		1						1							1
Middlesex, Ont		1								1				1	
Wentworth, Ont		4				1		3						4	
York, Ont			27	1		6		18		2				27	
Totaux d'Ontario		6	27	1		7		22		3				32	1
Westminster, Col.-B.	58	17	1			8		52		16		1		37	2
Yukon															
Totaux du Canada	58	33	28	1		15		82		21		1		79	3
INDECENT EXPOSURE AND OTHER OFFENCES AGAINST PUBLIC MORALS															
Halifax, N.-E.		1						1						1	
Carleton, N.-B.		1						1							1
Westmoreland, N.-B.	1							1							1
Totaux du N.-Brunswick	1	1						2							2

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

Birth Places — Lieux de naissance. British Isles — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande.	Scotland — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers.	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques.	Religions. Baptists — Baptistes.	R. Catholics — Catholiques.	Ch. of England — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions.	Residence. Cities and Towns — Villes.	Rural Districts — Districts ruraux.
ENTRÉE FORCÉE.															
			2						2					2	
2									2					2	
			1					1							1
2			1					1	2					2	1
			1					1						1	
															4
			1							1					1
			1								1			1	
			3					1		1	1			2	5
2			6					2	4	1	1			6	6
INFRACTIONS AUX LOIS DÉFENDANT LE JEU ET LES LOTERIES.															
			9	1				5				5		10	
			1							1				1	
			1					1						1	
			4				1				1	2		4	
5	1		17	4			1	15	2	8		1		27	
5	1		23	4			2	16	2	9	1	3		33	
1	1		8	5	61			5		1		10	60	75	1
6	2		40	10	61		2	26	2	10	1	18	60	118	1
EXPOSITION INDÉCENTE ET AUTRES DÉLITS CONTRE LA MORALE PUBLIQUE.															
			1						1					1	
			1				1								1
			1					1						1	
			2				1	1						1	1

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés.		Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS.				SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés.		
		M.	F		Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	No Option. — Sans option. One year and over — Un an et plus.
INDECENT EXPOSURE AND OTHER OFFENCES AGAINST PUBLIC MORALS—*Con.*											
Montreal, Que	11	1			10	10			6	1	
St. Francis, Que	1				1	1			1		
Totals of Quebec	12	1			11	11			*a*7	1	
Kent, Ont	1				1	1				1	
Simcoe, Ont	2	1			1		1			1	
Thunder Bay & Rainy River, O.	2				2	1		1		2	
Wentworth, Ont	2				2		1	1		2	
York, Ont	*b*12	7			4	4				3	
Totals of Ontario	19	8			10	6	2	2		9	
Victoria, B.C	1	1									
Westminster, B.C	9	3			6	6			2	*c*3	1
Totals of British Columbia	10	4			6	6			*d*2	3	1
Alberta, Northern, N.W.T	4	4									
Assiniboia, Eastern, N.W.T	2	2									
Totals of the N.W.T	6	6									
Yukon	1	1									
Totals of Canada	52	21			30	25	2	3	10	15	1
PERJURY AND SUBORNATION OF PERJURY.											
Annapolis, N.S	1				1	1					
Colchester, N.S	1	1									
Guysborough, N.S	1				1	1					
Halifax, N.S	1		1								
Richmond, N.S	2	2									
Totals of Nova Scotia	6	3	1		2	2					
Montreal, Que	7		1		6	4	2			3	
Brant, Ont	2	2									
Bruce, Ont	1	1									
Carleton, Ont	1	1									
Elgin, Ont	1	1									
Frontenac, Ont	1	1									
Hastings, Ont	2	1	1								
Huron, Ont	1	1									
Kent, Ont	3	2			1		1				
Middlesex, Ont	2	2									
Muskoka and Parry Sound, Ont.	3				3	2	1			1	

a. $100. *b*. 1 jury disagreed—1, les jurés ne se sont pas accordés. *c*. One, jail and $50—Un, la prison et $50. *d*. $62.

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
PENITENTIARY. — PÉNITENCIER.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
EXPOSITION INDÉCENTE ET AUTRES DÉLITS CONTRE LA MORALE PUBLIQUE—*Fin.*														
....	....	....	....	2	*b*1	1	2	1	4	....	....	4	1	5
....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
....	....	....	....	2	1	1	2	1	5	..	....	4	1	6
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	....	1	1
....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	2	2	....	2
....	....	....	....	1	....	....	....	....	2	1	6	3	1	6
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	4	....	....	5
....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	4	....	....	5
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	3	1	1	2	2	8	1	12	8	2	19
PARJURE ET SUBORNATION DE PARJURE.														
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	1	....	1
1	1	....	....	..	*a*1	....	2	....	1	....	2	2	....	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
1	....	....	....	....	*a*1	....	....	1	....	....	1	1	....	2

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite.

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years — Moins de 16 ans: M. — H.	F. — F.	16 years and under 21 — 16 ans et moins de 21: M. — H.	F. — F.	21 years and under 40 — 21 ans et moins de 40: M. — H.	F. — F.	40 years and over — 40 ans et plus: M. — H.	F. — F.	Not given — Non-donné: M. — H.	F. — F.	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
Indecent Exposure and other Offences against Public Morals—Con.															
Montréal, Qué		8	2	2				2	2	4				9	1
St. François, Qué		1						1							1
Totaux de Québec		9	2	2				3	2	4				9	2
Kent, Ont		1								1					1
Simcoe, Ont		1						1							1
Th'der Bay et Rainy Riv., Ont		2						2							2
Wentworth, Ont	1	1						1		1					2
York, Ont		3	1			1	1	1		1				3	1
Totaux d'Ontario	1	8	1			1	1	5		3				3	7
Victoria, Col.-B															
Westminster, Col.-B	1	4						3		2		1		3	2
Totaux de la Col.-Britann.	1	4						3		2		1		3	2
Alberta, Nord, T. du N.-O.															
Assiniboia, Est, T. du N.-O.															
Totaux des Ter. du N.-O.															
Yukon															
Totaux du Canada	3	23	3	2		1	1	14	2	9		1		16	13
Perjury and Subornation of Perjury.															
Annapolis, N.-E		1						1							1
Colchester, N.-E															
Guysborough, N.-E		1						1						1	
Halifax, N.-E															
Richmond, N.-E															
Totaux de la N.-Ecosse		2						2						1	1
Montréal, Qué		6				3		2	1					3	3
Brant, Ont															
Bruce, Ont															
Carleton, Ont															
Elgin, Ont															
Frontenac, Ont															
Hastings, Ont															
Huron, Ont															
Kent, Ont		1								1				1	
Middlesex, Ont															
Muskoka et Parry Sound, Ont	1	2				1		1				1		3	

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

Birth Places — Lieux de naissance. British Isles — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions. Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence. Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
EXPOSITION INDÉCENTE ET AUTRES DÉLITS CONTRE LA MORALE PUBLIQUE—*Fin.*															
1	...	1	7	...	1	...	...	7	1	...	1	1	...	10	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
1	...	1	8	...	1	...	...	8	1	...	1	1	...	11	...
...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
2	...	...	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...
1	...	...	1	...	...	...	...	1	1	...	...	...	...	2	...
...	...	...	4	...	...	...	1	1	...	1	1	...	...	4	...
3	1	...	6	...	...	...	1	6	1	1	1	...	...	9	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	3	...	2	...	...	1	...	...	...	3	1	5	...
...	...	...	3	...	2	...	...	1	...	...	...	3	1	5	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4	1	1	20	...	3	...	2	16	3	1	2	4	1	27	2
PARJURE ET SUBORNATION DE PARJURE.															
...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	2	...	...	...	1	...	...	1	...	...	...	1	1
...	...	...	6	...	...	...	...	6	...	...	...	...	...	6	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...	2

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende.	No Option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
PERJURY AND SUBORNATION OF PERJURY—*Concluded.*											
Peel, Ont	1	1	..	....	....	....	....	....	....	....	....
Perth, Ont	1	1	..	....	....	....	....	....	....	....	....
Peterborough, Ont	1	....	..	....	1	1	....	....	....	....	....
Wellington, Ont	2	2	..	....	....	....	....	....	....	....	....
York, Ont	3	1	..	....	2	2	....	....	....	1	....
Totals of Ontario	25	17	1	....	7	5	2	....	....	2	....
Manitoba, Eastern	1	1		....	....	....	....	....	....	....	....
Alberta, Northern, N.W.T.	3	2	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Alberta, Southern, N.W.T.	1	1	..	....	....	....	....	....	....	....	....
Assiniboia, Eastern, N.W.T.	2	2	..	....	....	....	....	....	....	....	....
Saskatchewan, N.W.T.	3	2	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Totals of the N.W.T.	9	7	..	....	2	2	....	....	....	2	....
Totals of Canada	48	28	3	....	17	13	4	....	....	7	....
PRISON BREACH, ESCAPE, ATTEMPT AND AIDING TO ESCAPE FROM PRISON.											
Queen's, P.E.I.	2	1	..	....	1	....	1	....	....	....	....
Cape Breton, N.S	1	....	..	....	1	....	1	....	....	....	....
Halifax, N.S	4	....	..	....	4	....	1	3	....	4	....
King's, N.S	1	....	..	....	1	....	1	....	....	1	....
Pictou, N.S	1	....	..	....	1	....	1	....	....	1	....
Totals of Nova Scotia	7	....	..	....	7	....	4	3	....	6	....
Westmoreland, N.B	1	....	..	....	1	....	1	....	....	1	....
Bedford, Que	1	....	..	....	1	....	1	....	....	....	....
Montreal, Que	3	....	..	....	3	....	3	....	....	....	1
St. Francis, Que	1	1	..	....	....	....	....	....	....	....	....
Totals of Quebec	5	1	..	....	4	....	4	....	....	....	1
Brant, Ont	1	....	..	....	1	....	....	1	....	1	....
Bruce, Ont	1	1	..	....	....	....	....	....	....	....	....
Essex, Ont	1	....	..	....	1	....	1	....	....	....	....
Grey, Ont	1	....	..	....	1	....	1	....	....	1	....
Hastings, Ont	2	....	..	....	2	....	2	....	....	2	....
Lanark, Ont	1	....	..	....	1	1	....	....	....	1	....
Leeds and Grenville, Ont	1	....	..	....	1	....	1	....	....	....	1
Muskoka and Parry Sound, Ont.	1	....	..	....	1	....	1	....	....	....	1
Nipissing, Ont	1	....	..	....	1	....	....	1	....	....	1
Peel, Ont	1	....	..	....	1	....	....	1	....	....	....
Peterborough, Ont	1	....	..	....	1	1	....	....	1	....	....
Simcoe, Ont	1	....	..	....	1	....	1	....	....	....	....
Thunder Bay & Rainy River, Ont	2	....	..	....	2	....	2	....	....	....	2
Welland, Ont	2	....	..	....	2	....	2	....	....	1	....

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
Penitentiary. — Pénitencier.														
Two years and under five. — Deux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional. — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
PARJURE ET SUBORNATION DE PARJURE—*Fin.*														
					a1		1					1		
					a1						1	1		1
2					3		2	1			2	4		3
											1			1
												1		
											1	1		1
5	1				4		5	1	1		6	8		9
BRIS DE PRISON, ÉVASION, TENTATIVE ET AIDE D'ÉVASION.														
	1										1			1
					a1				1					1
									1		3			4
											1			1
											1			1
					1				2		5			7
											1			1
					a1						1	1		
1					a1		1		1		1	1		2
1					2		1		1		2	2		2
									1					1
					a1					1				1
											1			1
						1					1	1		1
									1					1
									1			1		
														1
										1				1
1											1			1
						1								1
1														
									1		1			2
1											2			2

a. Sentence suspended—Sentence suspendue.

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

JUDICIAL DISTRICTS IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	AGES. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F.	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F.	USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS. Moderate. — Modéré.	Immoderate. — Immodéré.
PERJURY AND SUBORNATION OF PERJURY—*Concluded.*															
Peel, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Perth, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Peterborough, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Wellington, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
York, Ont	...	2	...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	...	1	1
Totaux d'Ontario	1	6	...	...	...	2	...	2	...	2	...	1	...	6	1
Manitoba, Est	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Alberta, Nord, T. du N.-O.	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Alberta, Sud, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Assiniboïa, Est, T. du N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Saskatchewan, T. du N.-O.	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
Totaux des T. du N.-O	2	...	...	...	...	1	...	...	1	...	...	...	...	2	...
Totaux du Canada	3	14	...	...	...	6	...	6	2	2	...	1	...	12	5
PRISON BREACH, ESCAPE, ATTEMPT AND AIDING TO ESCAPE FROM PRISON.															
Queen's, I. du P.-E.	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1
Cap-Breton, N.-E.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Halifax, N.-E.	...	4	...	...	...	...	...	2	...	2	...	...	...	3	1
King's, N.-E	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Pictou, N.-E.	...	1	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Totaux de la N.-Ecosse	...	7	...	...	...	2	...	3	...	2	...	...	...	6	1
Westmoreland, N.-B.	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Bedford, Qué	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Montréal, Qué	1	1	1	...	...	...	...	3	...	...	...	...	...	1	2
St. François, Qué	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Totaux de Québec	1	2	1	...	...	...	...	4	...	...	...	...	...	1	3
Brant, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Bruce, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Essex, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Grey, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Hastings, Ont	1	1	...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	...	1	1
Lanark, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Leeds et Grenville, Ont	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
Muskoka et Parry Sound, Ont	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	1	...
Nipissing, Ont	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Peel, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
Peterborough, Ont	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
Simcoe, Ont	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...
Th'der Bay et Rainy Riv., O.	...	2	...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	...	2	...
Welland, Ont	...	2	...	...	...	1	...	1	...	...	...	...	...	1	1

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

Birth Places — Lieux de naissance: British Isles — Iles Britanniques: England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande	Scotland — Ecosse	Canada	United States — Etats-Unis	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques	Religions: Baptists — Baptistes	R. Catholics — Catholiques	Ch. of England — Eglise d'Angleterre	Methodists — Méthodistes	Presbyterians — Presbytériens	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions	Residence: Cities and Towns — Villes	Rural Districts — Districts ruraux
PARJURE ET SUBORNATION DE PARJURE —*Fin.*															
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	...	...	...	...	2	...
...	...	...	6	...	...	...	...	1	2	...	1	2	...	4	2
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	1	...	...	...	1	...	...	...	1	...	...	2
...	...	...	15	1	...		1	8	2	1	1	3	...	11	5
BRIS DE PRISON, EVASION, TENTATIVE ET AIDE D'ÉVASION.															
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	4	...	...	...	...	4	...	...	...	...	...	4	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	7	...	...	...	...	5	1	...	...	1	...	5	2
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	1	...	...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1
...	...	...	3	...	...	...	...	1	...	...	...	2	...	3	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	4	...	...	...	...	2	...	...	...	2	...	3	1
...	...	...	1	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	1	...
...	...	...	2	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	2
...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	1	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1	...
1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1	...	...	...	...	1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	1	1	...	...	...	...	...	1	1	...	...	2	...
...	...	...	1	1	...	...	...	...	...	...	...	2	...	2	...

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence Committed. — Districts judiciaires ou l'offense a été commise.	Number of Charges. — Nombre d'accusations.	Acquitted. — Acquittés. M.	Acquitted. — Acquittés. F.	Detained for Lunacy. — Détenues pour cause de folie.	Convictions. — Condamnations. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'amende.	No option. — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
PRISON BREACH, ESCAPE, ATTEMPT AND AIDING TO ESCAPE FROM PRISON—*Con.*											
Wentworth, Ont	2	....	..	.....	2	.....	.....	2	.....	2	....
York, Ont	1	....	..	.....	1	.	1	.....	.....	1	.....
Totals of Ontario	20	1	..	.....	19	2	12	5	*e*1	9	5
Manitoba, Eastern	3	....	..	.....	3	.....	3	....	....	2	1
Manitoba, Western	1	....	..	....	1	1	.....	....	.....	1	....
Totals of Manitoba	4	....	..	....	4	1	3	.....	.....	3	1
Victoria, B.C	1	....	..	.....	1	.....	1	.....	.....	1	.....
Westminster, B.C.	7	1	..	.....	6	..	4	2	.....	6	.....
Totals of British Columbia	8	1	..	.....	7	.....	5	2	.....	7	.....
Saskatchewan, N.W.T.	3	....	1	.....	2	2	....	....	.....	2	.....
Yukon	3	....	..	.....	3	3	....	....	.....	.....	..
Totals of Canada	53	4	1	.....	48	8	30	10	1	28	7
OFFENCES AGAINST REVENUE LAWS.											
Bedford, Que	2	....	..	.....	2	2	.....	.....	*a*2	.....	....
Welland, Ont	2	....	..	.....	2	2	....	.....	1	1	.....
York, Ont	2	....	..	....	2	2	....	.....	1	1	.....
Totals of Ontario	4	....	..	....	4	4	....	.....	*b*2	2	...
Westminster, B C	2	2	..	.....	....	....	.....	.....	.....	...	.....
Totals of Canada	8	2	..	....	6	6	.....	.....	4	2	...
RIOT.											
Algoma and Manitoulin, Ont	5	2	..	.....	3	3	.....	.....	.....	3	...
Frontenac, Ont	7	7	..	.....	.....	....	.....	.....	.....	.....	.....
Kent, Ont	12	12	..	.....	.....	....	.....	.	....	....	.....
Middlesex, Ont	16	4	..	.....	12	12	.....	.....	11	*d*1	.....
Totals of Ontario	46	25	..	....	15	15	....	.....	*c*11	4	....
Alberta, Northern, N.W.T.	4	4	..	.....	.....	.....	....	.....	.....	.....	.....
Totals of Canada	44	29	..	.....	15	15	.....	.....	11	4	.....

a. $100. *b*. $105. *c*. $800. *d*. And—Et $50. *e*. $5.

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

SENTENCE.						OCCUPATIONS.						CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS.		
PENITENTIARY. — PÉNITENCIER.														
Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie.	D'th. — De mort.	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
BRIS DE PRISON, EVASION, TENTATIVE ET AIDE D'ÉVASION—*Fin.*														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
3	....	....	....	....	1	2	....	....	4	2	9	3	....	15
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	2	1	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	2	2	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	....	2	1	....	5
....	....	....	....	....	....	....	2	1	....	....	3	1	....	6
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
1	....	....	....	....	*a*2	....	....	....	....	....	....	....	....	....
5	1	....	....	....	6	3	3	1	7	2	23	8	....	35
DÉLITS CONTRE LE REVENU DE L'ÉTAT.														
....	....	....	....	....	....	1	1	....	....	....	....	2	....	....
....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	1	....	1
....	....	....	....	....	....	....	4	....	....	....	....	2	....	2
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	1	5	....	....	....	....	4	....	2
ÉMEUTE.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	3
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	3	....	4	....	5	6	....	6
....	....	....	....	....	....	....	3	....	4	....	8	6	....	9
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	....	3	....	4	....	8	6	....	9

a. The sentences are not given—Les sentences ne sont pas données.

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Educational Status. — Instruction. Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages. Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	F. — F	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	F. — F	Use of liquors. — Usage de liqueurs. Moderate. — Modéré	Immoderate. — Immoderé
PRISON BREACH, ESCAPE, ATTEMPT AND AIDING TO ESCAPE FROM PRISON—*Con.*															
Wentworth, Ont	1	1	....	....	..	1	....	1	....	....	....	....	..	1	1
York, Ont	.....	1	.....	....	..	....	..	1	....	...	....	....	..	1	....
Totaux d'Ontario	3	15	....	...	..	4	....	11	....	2	....	2	..	11	7
Manitoba, Est	....	3	.....	....	..	1	....	1	....	1	....	....	..	3	....
Manitoba, Ouest	....	1	.....	...	..	.	..	..	....	....	1	....	..	1	....
Totaux de Manitoba	.....	4	.. ..	....	.	1	....	1	....	1	1	....	..	4	....
Victoria, Col.-B	....	1	....	....	..	1	....	....	....	..	....	....	..	1	....
Westminster, Col.-B	1	5	.....	....	..	....	....	4	....	....	....	1	1	4	2
Totaux de la Col.-Britann.	1	6	.. ...	....	..	1	....	4	....	....	....	1	1	5	2
Saskatchewan, T. du N.-O.	1	....	... .	....	..	.. .	...	...	1	....	....	1	..	1	...
Yukon	....	.. ..	.....	....	..	...	.. .	....	...	....	....	3	..	....	....
Totaux du Canada	7	35	1	....	..	9	....	24	1	5	1	7	1	29	14
OFFENCES AGAINST REVENUE LAWS.															
Bedford, Qué	....	2	.	....	..	...	....	....	....	2	....	....	..	2	....
Welland, Ont	..	1	1	....	..	....	....	1	....	1	....	....	..	2	....
York, Ont	.....	.....	2	....	..	1	....	....	....	1	....	....	..	2	....
Totaux d'Ontario	....	1	3	....	..	1	....	1	....	2	....	....	..	4	....
Westminster, Col.-B	.....	.....	.....	....	..	....	...	....	....	....	...	....	..	....	....
Totaux du Canada	.....	3	3	...	..	1	....	1	....	4	....	....	..	6	....
RIOT.															
Algoma et Manitoulin, Ont.	1	2	.....	....	..	1	....	2	....	...	....	....	..	1	2
Frontenac, Ont	......	....	.....	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	....	....
Kent, Ont	.....	.....	.	....	..	....	....	....	....	....	....	....	..	...	....
Middlesex, Ont	...	12	.....	....	..	....	....	11	...	1	.. .	....	..	12	....
Totaux d'Ontario	1	14	.. . .	...	..	1	....	13	....	1	....	....	..	13	2
Alberta Nord, T. du N.-O.	....	. .	.....	....	..	....	....	....	...	....	....	....	..	....	....
Totaux du Canada	1	14	.....	....	..	1	....	13	....	1	....	....	..	13	2

TABLEAU I. AUTRES DELITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

Birth Places — Lieux de naissance. British Isles — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland — Irlande.	Scotland — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries — Autres pays étrangers.	Other British Possessions — Autr's possessions Britanniques.	Religions. Baptists — Baptistes.	R. Catholics — Catholiques.	Ch. of England — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations — Autr's confessions.	Residence. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
BRIS DE PRISON, ÉVASION, TENTATIVE ET AIDE D'ÉVASION.—*Fin.*															
.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	2	.....
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....
5	.....	1	9	2	.....	.....	.....	1	7	4	3	2	.....	14	3
1	.....	.....	1	.....	1	.....	.....	1	1	.....	.....	1	.....	.....	3
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....
1	.....	.....	2	.....	1	.....	.....	1	2	.....	.....	1	.....	1	3
.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1
.....	.....	2	2	.....	1	.....	.....	1	.....	.....	3	.....	1	3	3
.....	.....	2	2	.....	2	.....	.....	2	.....	.....	3	.....	1	3	4
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
6	.....	3	27	2	3	.....	.....	13	11	4	6	6	1	28	14
DÉLITS CONTRE LE REVENU DE L'ETAT.															
.....	.....	.....	2	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	1	.....	.....	2
1	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	1	.....	2	.....
1	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	1	.....	.....	2	.....
2	.....	.....	1	1	.....	.....	.....	.....	2	.....	1	1	.....	4	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
2	.....	.....	3	1	.....	.....	.....	1	2	.....	1	2	.....	4	2
ÉMEUTE.															
2	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	12	.....	.....	.....	1	1	2	6	2	.....	.....	12	.....
2	.....	.....	12	.....	.....	1	1	4	2	6	2	.....	.....	12	3
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
2	.....	.....	12	.....	.....	1	1	4	2	6	2	.....	.....	12	3

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

Judicial Districts in which Offence committed. — Districts judiciaires où l'offense a été commise.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	Acquitted — Acquittés. F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	Convictions — Condamnations. Total.	Convicted 1st — Condamnés une fois.	Convicted 2nd — Condamnés deux fois.	Reiterated — Plus de 2 récidives.	Sentence. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine — Sur option entre la prison ou l'amende	No Option — Sans option. Under one year — Moins d'un an.	No Option — Sans option. One year and over — Un an et plus.
ATTEMPT TO COMMIT SUICIDE.											
Halifax, N.S.	1	1									
Montreal, Que	3				3	3				1	
Carleton, Ont	1				1	1					
Hastings, Ont	1				1			1			1
Perth, Ont	1				1	1				1	
Wentworth, Ont	1	1									
York, Ont	7	3			4	4					
Totals of Ontario	11	4			7	6		1		1	1
Alberta, Southern, N.W.T.	1	1									
Totals of Canada	16	6			10	9		1		2	1
VARIOUS OTHER MISDEMEANOURS.											
Halifax, N.S.	1	1									
Westmoreland, N.B.	1				1	1				1	
Montreal, Que	7				7	6	1			2	
Quebec, Que	1				1	1				1	
St. Francis, Que	1				1	1					
Totals of Quebec	9				9	8	1			3	
Bruce, Ont	3		3								
Frontenac, Ont	1				1	1			1		
Grey, Ont	5				5	3	2		3	1	
Hastings, Ont	2	2									
Lincoln, Ont	4	3			1	1			1		
Middlesex, Ont	4	4									
Northumberland & Durham, Ont	1				1	1			1		
York, Ont	3				3	3				3	
Totals of Ontario	23	9	3		11	9	2		a6	4	
Manitoba, Eastern	18	17			1	1					
Cariboo, B.C.	1				1			1			1
Westminster, B.C.	2	2									
Totals of British Columbia	3	2			1			1			
Alberta, Northern, N.W.T.	2	1	1								
Totals of Canada	57	30	4		23	19	3	1	6	8	

a. $82.

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Two years and under five.—Deux ans et m'ns de cinq.	Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Five years and over.—Cinq ans et plus.	Sentence. Penitentiary.—Pénitencier. Life.—A vie	Sentence. D'th.—De mort	Sentence. Committed to Reformatories.—Envoyés à la prison de Réforme.	Sentence. Other Sentences.—Autres Sentences.	Occupations. Agricultural.—Agriculteurs.	Occupations. Commercial.—Commerçants.	Occupations. Domestic—Serviteurs.	Occupations. Industrial.—Industriels.	Occupations. Professional—Professions libérales.	Occupations. Laborers—Journaliers.	Civil Conditions.—Etats Civils. Married.—Mariés.	Civil Conditions.—Etats Civils. Widowed—En veuvage.	Civil Conditions.—Etats Civils. Single—Célibataires.
TENTATIVE DE SUICIDE.														
					*b*2		1				2		1	2
					*a*1				1					1
									1					1
				2	*a*2			2						4
				2	3			2	2					6
				2	5		1	2	2		2		1	8
DIVERS AUTRES DÉLITS.														
											1			1
					*a*4, *b*1		2		1		1	3		
													1	
					*a*1						1	1		
					6		2		1		2	4	1	
						1								1
					*a*1						5	2		3
														1
											1	1		
												3		
					1	1					6	6		5
					*a*1									1
											1	1		
											1	1		
					8	1	2		1		10	11	1	7

a. Sentence suspended—Sentence suspendue. *b.* Bound to good behaviour—A tenir une meilleure conduite.

TABLE I. OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES. CLASS VI.

JUDICIAL DISTRICT IN WHICH OFFENCE COMMITTED. — DISTRICTS JUDICIAIRES OU L'OFFENSE A ÉTÉ COMMISE.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non-donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
ATTEMPT TO COMMIT SUICIDE.															
Halifax, N.-E.															
Montréal, Qué.		3						2		1				1	2
Carleton, Ont.		1						1						1	
Hastings, Ont.		1								1				1	
Perth, Ont.												1			
Wentworth, Ont.															
York, Ont.		4			1		1		2					3	1
Totaux d'Ontario		6			1		1	1	2	1		1		5	1
Alberta, Sud, T. du N.-O.															
Totaux du Canada		9			1		1	3	2	2		1		6	3
VARIOUS OTHER MISDEMEANOURS.															
Halifax, N.-E.															
Westmoreland, N.-B.		1						1							1
Montréal, Qué.		7						4	3					3	4
Québec, Qué.		1							1					1	
St. François, Qué.	1							1						1	
Totaux de Québec	1	8						5	4					5	4
Bruce, Ont.															
Frontenac, Ont.		1								1				1	
Grey, Ont.	1	4						4		1				2	3
Hastings, Ont.															
Lincoln, Ont.		1							1						1
Middlesex, Ont.															
Northumberl'd et Durham, O.		1								1				1	
York, Ont.		3						1		1	1			3	
Totaux d'Ontario	1	10						5	1	4	1			7	4
Manitoba, Est	1									1				1	
Cariboo, Col.-B.		1						1							1
Westminster, Col.-B.															
Totaux de la Col.-Britann.		1						1							1
Alberta, Nord, T. du N.-O.															
Totaux du Canada	3	20						12	5	5	1			13	10

TABLEAU I. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES. CLASSE VI.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
TENTATIVE DE SUICIDE.															
			3					3						3	
			1					1						1	
			1								1				1
			4					1	1	1	1			4	
			6					2	1	1	2			5	1
			9					5	1	1	2			8	1
DIVERS AUTRES DÉLITS.															
			1						1					1	
1			6					3	1			3		7	
			1									1			1
			1					1							1
1			8					4	1			4		7	2
			1								1				1
1			4					1		2	2			4	1
			1									1		1	
			1								1				1
					3			3						3	
1			7		3			4		2	4	1		8	3
					1			1						1	
			1					1							1
			1					1							1
2			17		4			10	2	2	4	5		17	6

TABLE II.

SUMMARY BY CLASSES AND PROVINCES, WITH TOTALS OF EACH PROVINCES AND OF CANADA.

TABLEAU II.

RÉCAPITULATION PAR CLASSES ET PAR PROVINCES AVEC TOTAUX DE CHAQUE PROVINCE ET DU CANADA.

TABLE II. SUMMARY BY CLASSES AND PROVINCES.

PROVINCES.	Number of Charges — Nombre d'accusations.	Acquitted — Acquittés. M.	F.	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st — Condamnés une fois.	Convicted 2nd — Condamnés deux fois.	Reiterated — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine — Sur option entre la prison ou l'am'nde	No Option — Sans option. Under one year — Moins d'un an.	One year and over — Un an et plus.
CLASS I.—OFFENCES AGAINST THE PERSON.											
Prince Edward Island	5				5	5			3	2	
Nova Scotia	145	29	3		113	73	33	7	58	34	1
New Brunswick	75	26	3		44	22	16	6	32	5	1
Quebec	372	53	4	2	313	287	19	7	228	32	3
Ontario	942	369	20	4	537	480	35	22	186	166	41
Manitoba	36	8			28	27	1		11	11	
British Columbia	187	53		1	131	128	2	1	72	23	4
The Territories	150	79	6		59	57	2		11	38	3
Yukon	29	19			9	9				2	
Totals of Canada	1,941	636	36	7	1,239	1,088	108	43	601	313	53
CLASS II.—OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE.											
Prince Edward Island	3				3	2		1			
Nova Scotia	27	2			25	15	6	4		7	
New Brunswick	2	1			1	1					
Quebec	186	22			164	70	28	66		17	4
Ontario	243	64			178	126	23	29		50	23
Manitoba	16				16	12	1	3		3	4
British Columbia	18	1			17	12	3	2		1	1
The Territories	19	9			9	8	1			7	
Yukon											
Totals of Canada	514	99			413	246	62	105		85	32
CLASS III.—OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE.											
Prince Edward Island	34	17			17	15	2			11	
Nova Scotia	192	33	6		151	137	12	2	5	81	
New Brunswick	127	36	3		87	74	6	7	5	33	
Quebec	1,094	164	14		910	657	159	94	158	376	21
Ontario	2,727	758	93	1	1,861	1,435	211	215	77	819	120
Manitoba	251	31	6		214	174	26	14	39	99	9
British Columbia	328	100	8		218	165	19	34	2	161	15
The Territories	203	100	1		90	90			1	59	9
Yukon	195	110			83	83			1	6	
Totals of Canada	5,151	1349	131	1	3,631	2,830	435	366	288	1,645	174
CLASS IV.—MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY.											
Prince Edward Island											
Nova Scotia	12	2	1		9	9			6	3	
New Brunswick	3	2			1	1					
Quebec	25	6			19	16	1	2	2	6	1
Ontario	57	31	1		25	17	5	3	1	5	2
Manitoba											
British Columbia	35	17	1		17	15	1	1	11		
The Territories	13	10			3	2	1			1	1
Yukon											
Totals of Canada	145	68	3		74	60	8	6	20	15	4

TABLEAU II. RÉCAPITULATION PAR CLASSES ET PROVINCES.

SENTENCE. — Penitentiary. — Pénitencier. Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq.	SENTENCE. — Penitentiary. — Pénitencier. Five years and over. — Cinq ans et plus.	SENTENCE. — Penitentiary. — Pénitencier. Life. — A vie	D'th. — De mort.	Committed to Reformatories — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	OCCUPATIONS. Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	CIVIL CONDITIONS. — ÉTATS CIVILS. Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
CLASSE I.—OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE.														
....	....	....	....	....	....	1	1	....	1	....	2	3	....	2
13	1	....	....	3	3	9	15	1	10	....	26	27	....	43
5	....	....	....	1	....	3	4	1	....	1	11	10	1	11
10	4	1	3	1	31	24	38	17	47	7	100	132	6	116
19	17	....	3	6	99	48	52	12	67	7	287	204	4	294
1	3	....	1	....	1	8	2	2	4	....	6	12	2	13
11	1	....	....	....	20	1	35	11	20	2	46	29	3	87
1	1	....	1	3	1	2	4	....	2	....	9	8	1	14
....	1	....	2	....	4	....	....	....	....	....	....	....	....	....
60	28	1	10	14	159	96	151	44	151	17	487	425	17	580
CLASSE II.—DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ.														
....	2	1	....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	....	3
10	3	....	....	3	2	....	4	1	6	....	5	5	....	19
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....
79	23	....	....	10	31	3	17	....	53	1	67	30	3	131
22	24	3	....	19	37	7	10	....	28	....	83	20	1	154
5	2	....	....	....	2	5	4	1	2	....	4	4	....	12
7	3	....	....	4	1	....	1	2	1	....	6	1	....	13
....	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	2	....	....	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
124	57	4	....	36	75	15	36	4	90	1	171	60	4	336
CLASSE III.—DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ.														
1	5	....	....	....	....	....	....	....	....	....	11	1	....	16
14	3	....	....	11	37	2	18	10	6	....	34	23	5	116
12	1	....	....	10	26	2	18	1	1	....	38	8	....	78
45	8	....	....	50	252	12	163	68	108	5	322	194	34	667
55	32	....	....	121	637	51	177	70	135	10	796	451	34	1,337
10	....	....	....	....	57	12	19	8	26	2	76	37	5	146
18	2	....	....	2	18	3	43	8	15	5	93	26	5	175
5	1	....	....	....	15	5	....	....	....	1	12	4	....	21
....	....	....	....	....	76	....	....	....	....	....	....	....	....	....
160	52	....	....	194	1,118	87	438	165	291	23	1,382	744	83	2,556
CLASSE IV.—DOMMAGES MALICIEUX CONTRE LA PROPRIÉTÉ.														
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	....	....	....	....	....	1	2	....	3	1	....	1	1	7
1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
1	3	....	....	1	5	4	1	1	1	....	9	7	1	11
6	3	....	....	5	3	1	3	2	....	1	8	1	....	22
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
....	2	....	....	....	4	....	5	....	1	....	5	1	....	13
....	....	....	....	....	1	2	....	....	....	....	....	2	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
8	8	....	....	6	13	8	11	3	5	2	23	12	2	55

TABLE II. SUMMARY BY CLASSES AND PROVINCES.

PROVINCES.	EDUCATIONAL STATUS. — INSTRUCTION.			AGES.										USE OF LIQUORS. — USAGE DE LIQUEURS.	
	Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Under 16 years. — Moins de 16 ans.		16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21.		21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40.		40 years and over. — 40 ans et plus.		Not given. — Non-donné.		Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
				M. — H.	F — F	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F. — F.	M. — H.	F — F		
CLASS I.—OFFENCES AGAINST THE PERSON.															
Ile du Prince-Edouard	...	5	...	...	..	..	....	1	...	4	....	....	..	1	4
Nouvelle-Ecosse	13	56	1	4	1	9	....	32	4	17	...	42	4	56	14
Nouveau-Brunswick	3	18	1	1	..	3	....	10	....	8	1	21	..	8	15
Québec	38	210	5	3	..	35	....	146	16	48	4	60	1	99	151
Ontario	50	444	9	19	2	57	1	282	6	128	3	36	3	307	193
Manitoba	4	22	1	1	..	2	....	13	3	7	1	1	..	18	9
Colombie-Britannique	26	90	2	5	..	14	...	76	....	20	1	14	1	92	27
Les Territoires	4	11	4	3	..	1	2	10	....	6	....	35	2	16	6
Yukon	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	9	..	...	...
Totaux du Canada	138	856	23	36	3	121	3	570	29	238	10	218	11	597	419
CLASS II.—OFFENCES AGAINST PROPERTY WITH VIOLENCE.															
Ile du Prince-Edouard	2	1	...	...	..	...	....	3	....	....	....	....	..	.	3
Nouvelle-Ecosse	2	22	...	6	..	4	....	13	....	1	....	1	..	18	6
Nouveau-Brunswick	...	.	...	...	..	...	...	1	....	....	....	....	..	...	1
Québec	34	129	...	8	..	46	. .	93	....	14	1	2	.	64	99
Ontario	26	150	...	46	..	47	. .	63	....	19	....	3	..	129	43
Manitoba	2	14	...	...	..	3	....	11	....	2	....	....	..	12	4
Colombie-Britannique	...	13	1	5	..	1	....	4	....	2	....	5	.	9	5
Les Territoires	...	4	...	...	..	3	....	1	....	....	....	5	..	4	....
Yukon	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Totaux du Canada	66	333	1	65	..	104	..	189	....	38	1	16	..	236	161
CLASS III.—OFFENCES AGAINST PROPERTY WITHOUT VIOLENCE.															
Ile du Prince-Edouard	4	13	...	6	..	3	...	7	....	1	....	....	..	8	9
Nouvelle-Ecosse	29	115	..	53	2	27	1	30	6	12	2	17	1	121	23
Nouveau-Brunswick	6	80	...	26	1	17	....	27	1	12	2	1	..	50	36
Québec	221	663	11	187	6	177	14	377	25	98	12	14	..	563	331
Ontario	215	1573	31	416	17	342	23	609	66	270	55	58	5	1343	472
Manitoba	26	160	5	46	1	33	5	85	5	20	1	18	.	120	69
Colombie-Britannique	42	150	13	28	..	19	..	100	3	47	..	20	1	155	49
Les Territoires	2	22	...	3	..	4	....	15	1	2	....	64	1	24	1
Yukon	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	83	..	...	..
Totaux du Canada	545	2776	60	765	27	622	43	1250	107	462	72	275	8	2384	990
CLASS IV.—MALICIOUS OFFENCES AGAINST PROPERTY.															
Ile du Prince-Edouard	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Nouvelle-Ecosse	1	7	1	2	..	2	....	3	....	2	...	....	..	8	1
Nouveau-Brunswick	1	...	...	...	..	...	...	...	...	1	....	....	..	...	1
Québec	4	15	...	2	.	1	....	11	1	4	....	....	..	9	10
Ontario	4	18	1	6	1	3	....	9	1	3	....	2	..	15	8
Manitoba	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	...
Colombie-Britannique	1	15	...	4	..	3	....	8	....	....	...	2	..	11	4
Les Territoires	3	..	...	...	..	1	....	2	....	....	....	...	..	3	...
Yukon	...	...	...	...	..	...	...	...	...	...	...	...	..	...	..
Totaux du Canada	14	55	2	14	1	10	....	33	2	10	...	4	..	46	24

TABLEAU II. RÉCAPITULATION PAR CLASSES ET PROVINCES.

BIRTH PLACES.—LIEUX DE NAISSANCE. British Isles.—Iles Britanniques. England and Wales—Angleterre et Galles	Ireland.—Irlande.	Scotland.—Ecosse.	Canada.	United States—Etats-Unis.	Other Foreign Countries.—Autres pays étrangers.	Other British Possessions.—Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists.—Baptistes.	R. Catholics.—Catholiques.	Ch. of England.—Eglise d'Angleterre.	Methodists.—Méthodistes.	Presbyterians.—Presbytériens.	Protestants	Other Denominations.—Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
CLASSE I.—OUTRAGES CONTRE LA PERSONNE.															
.....	.....	.....	5	.....	.....	.....	.....	2	.....	1	1	1	.....	3	2
4	.....	.....	58	1	5	2	12	28	13	8	2	7	.....	41	29
2	.....	.....	19	1	.....	..	7	9	3	1	1	1	..	13	10
8	10	2	228	6	10	.....	1	207	....	1	2	49	5	219	50
43	38	8	376	16	19	1	25	162	126	77	59	45	8	392	113
3	2	1	13	2	6	.....	1	13	8	.....	4	.....	.....	11	16
21	11	8	42	8	30	.....	.....	31	20	3	10	33	22	87	33
2	.....	.....	14	3	..	.....	.....	9	2	3	3	2	...	12	7
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
83	61	19	755	37	70	3	46	461	172	94	82	138	35	778	260
CLASSE II.—DÉLITS AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ.															
.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3
2	1	.....	20	.....	1	.....	.....	14	3	2	5	.....	.....	20	4
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1
9	.....	.....	149	3	2	1	.....	149	4	.....	1	10	.....	153	11
13	5	3	128	23	2	.....	9	58	38	37	19	10	4	134	41
7	...	2	3	1	3	.....	.....	3	6	1	4	2	.....	9	7
1	2	.....	6	1	3	1	1	3	3	.....	2	2	3	13	2
.....	1	.....	3	.....	.....	.....	1	1	2	.....	.....	.....	.....	4	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
32	9	5	312	28	11	2	11	231	56	40	31	24	7	333	69
CLASSE III.—DÉLITS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ.															
.....	.....	.....	16	.....	.....	1	.....	13	1	2	1	.....	.....	13	4
4	1	2	128	.....	2	7	17	69	23	12	7	15	1	129	15
7	1	3	72	1	2	.....	22	39	8	7	4	4	2	67	19
32	5	2	840	7	23	.....	.....	694	17	.....	1	195	12	814	94
141	70	34	1406	113	35	3	63	488	486	315	210	193	35	1582	246
42	6	3	69	8	62	1	6	52	45	19	21	17	31	157	42
32	11	7	63	38	49	1	3	38	31	13	9	61	46	178	27
1	1	.....	15	4	4	.....	2	9	3	2	.....	9	1	11	14
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
259	95	51	2609	171	177	13	113	1402	614	370	253	494	128	2951	461
CLASSE IV.—DOMMAGES MALICIEUX CONTRE LA PROPRIETE.															
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	9	.....	.....	.....	2	.....	1	2	.....	4	...	5	4
.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	.....	1	.....
1	1	.....	16	1	.....	.....	.....	14	.....	.....	.....	5	.....	13	6
3	2	2	13	.....	.....	1	2	6	6	2	5	.....	.....	13	8
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
4	2	...	7	1	1	...	.....	3	4	.....	2	6	.....	15	1
.....	.....	.....	3	.....	.....	.....	.....	1	.....	.....	.....	2	.....	2	1
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
8	5	2	49	2	1	1	4	24	11	4	7	18	..	49	20

TABLE II. SUMMARY BY CLASSES AND PROVINCES.

PROVINCES.	Number of Charges — Nombre d'accusations	Acquitted — Acquittés. M.	F	Detained for Lunacy — Détenues pour cause de folie.	CONVICTIONS — CONDAMNATIONS. Total.	Convicted 1st. — Condamnés une fois.	Convicted 2nd. — Condamnés deux fois.	Reiterated. — Plus de 2 récidives.	SENTENCE. Committed to Jail — Emprisonnés. With the option of a fine. — Sur option entre la prison ou l'am'nde	No Option — Sans option. Under one year. — Moins d'un an.	One year and over. — Un an et plus.
CLASS V.—FORGERY AND OFFENCES AGAINST THE CURRENCY.											
Prince Edward Island	1	....	..	..	1	1	......	.....	......	......	...
Nova Scotia	13	1	1	......	11	9	2	.....	7	2	.. .
New Brunswick	....	.	..	....	.....	.....	......	.....	.....	.....	...
Québec	22	2	..	.....	20	18	2	......	1	8	1
Ontario	53	9	..	......	44	30	9	5	.....	18	10
Manitoba	8	2	..	.....	6	5	1	.... ..	...	5	1
British Columbia	9	2	..	......	7	5	2	.....	....	3	......
The Territories	4	2	..	......	2	2	.....	.....	. .	1	......
Yukon	....	....	..	......	......	.... ..	......	.....	... .	....	.....
Totals of Canada	110	18	1	.....	91	70	16	5	8	37	12
CLASS VI.—OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES.											
Prince Edward Island	2	1	..	.....	1	. ....	1	...	......	......	... ..
Nova Scotia	23	6	1	....	16	8	5	3	2	7	......
New Brunswick	6	....	..	.....	4	2	1	1	1	3	......
Quebec	72	10	1	....	61	48	12	1	25	8	1
Ontario	267	134	8	. .	124	94	18	12	38	37	7
Manitoba	24	19	..	......	5	2	3	.. ...	.....	3	1
British Columbia	122	23	..	......	99	88	7	4	82	12	2
The Territories	29	20	2	.. ..	7	7	......	.....	2	5	......
Yukon	13	10	..	......	3	3	..	......	.....	......	......
Totals of Canada	558	223	12	.... .	320	252	47	21	150	75	11
GRAND TOTALS BY PROVINCES.											
Prince Edward Island	45	18	..	.....	27	23	3	1	3	13	......
Nova Scotia	412	73	12	. . .	325	251	58	16	78	134	1
New Brunswick	213	65	6	.....	137	100	23	14	38	41	1
Quebec	1,771	257	19	2	1,487	1,096	221	170	414	447	31
Ontario	4,289	1365	122	5	2,769	2,182	301	286	302	1,095	203
Manitoba	335	60	6	.. .	269	220	32	17	50	121	15
British Columbia	699	196	9	1	489	413	34	42	167	200	22
The Territories	418	220	9	...	170	166	4	......	14	111	13
Yukon	237	139	..	......	95	95	......	....	1	8	.....
Grand Totals of Canada	a8,419	2393	183	8	5,768	4,546	676	546	1,067	2,170	286

a. 45, *Nolle prosequi*; 17, jury disagreed—Les jurés ne se sont pas accordés; 3, escaped—Se sont évadés; 2, left the country—Ont laissé le pays.

TABLEAU II. RECAPITULATION PAR CLASSES ET PROVINCES.

Sentence. Penitentiary — Pénitencier. Two years and under five. — D'ux ans et m'ns de cinq	Five years and over. — Cinq ans et plus.	Life. — A vie	D'th. — De mort	Committed to Reformatories. — Envoyés à la prison de Réforme.	Other Sentences. — Autres Sentences.	Occupations. Agricultural. — Agriculteurs.	Commercial. — Commerçants.	Domestic — Serviteurs.	Industrial. — Industriels.	Professional — Professions libérales.	Laborers — Journaliers.	Civil Conditions. — États civils. Married. — Mariés.	Widowed — En veuvage.	Single — Célibataires.
CLASSE V. FAUX ET DÉLITS PAR RAPPORT À LA MONNAIE.														
....	1	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	1
1	1	....	....	....	....	2	3	....	3	....	....	9	1	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
5	....	....	....	....	5	2	7	....	3	1	6	9	1	10
6	3	....	....	1	6	1	19	....	12	3	8	17	8	19
....	....	....	....	....	....	....	3	1	....	....	2	1	....	5
3	....	....	....	....	1	....	4	....	....	....	....	....	2	2
....	....	....	....	....	1	....	....	....	....	....	1	....	....	1
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
15	5	....	....	1	13	5	36	1	19	4	17	36	12	39
CLASSE VI. AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES.														
....	1	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	....	1
3	3	....	....	....	1	....	5	....	4	....	6	4	....	12
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	4	1	....	3
2	3	....	....	2	20	3	22	1	13	....	14	29	3	24
5	....	....	....	3	34	3	41	3	15	5	39	40	1	75
....	....	....	....	....	1	1	....	....	....	....	2	2	....	3
....	....	....	....	....	3	....	13	14	2	....	64	11	1	85
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	2
1	....	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....
11	7	....	....	5	61	7	81	18	34	5	131	88	5	205
GRANDS TOTAUX PAR PROVINCES.														
1	9	1	....	....	....	1	1	....	2	....	17	4	....	23
41	11	....	....	17	43	14	47	12	32	1	71	69	7	198
19	1	....	....	11	26	5	22	2	1	1	55	19	1	93
142	41	1	3	64	344	48	248	87	225	14	518	401	48	959
113	79	3	3	155	816	111	302	87	257	26	1,221	733	48	1,901
16	5	....	1	....	61	26	28	12	32	2	90	56	7	179
39	8	....	....	6	47	4	101	35	39	7	214	68	11	375
6	2	....	1	3	20	9	4	....	2	1	25	15	1	43
1	1	....	2	....	82	....	....	....	....	....	....	....	....	....
378	157	5	10	256	1,439	218	753	235	590	52	2,211	1,365	123	3,771

TABLE II. SUMMARY BY CLASSES AND PROVINCES.

PROVINCES.	Educational Status — Instruction: Unable to read or write. — Incapable de lire ou d'écrire.	Elementary. — Elémentaire.	Superior. — Supérieure	Ages: Under 16 years. — Moins de 16 ans. M. — H.	Under 16 F — F	16 years and under 21. — 16 ans et moins de 21. M. — H.	16–21 F. — F.	21 years and under 40. — 21 ans et moins de 40. M. — H.	21–40 F. — F.	40 years and over. — 40 ans et plus. M. — H.	40+ F. — F.	Not given. — Non-donné. M. — H.	Not given F — F	Use of Liquors — Usage de liqueurs: Moderate — Modéré	Immoderate — Immodéré
CLASS V.—FORGERY AND OFFENCES AGAINST THE CURRENCY.															
Ile du Prince-Edouard	.....	1	...	...	..	....	....	....	....	1	....	....	..	....	1
Nouvelle-Ecosse	...	10	1	....	..	.. .	....	5	....	6	. ..	....	..	8	3
Nouveau-Brunswick	.....	.....	......	....	..	....	....	....	....	...	...	....	..	...	....
Québec	2	15	2	....	..	5	....	10	....	4	....	..	1	13	6
Ontario	.. .	38	6	....	..	2	....	23	1	18	....	.....	..	33	10
Manitoba	.....	6	....	....	..	1	1	3	...	1	...	.....	..	5	1
Colombie-Britannique	.....	.. ..	4	....	..	....	....	....	....	4	....	3	..	...	4
Les Territoires	......	1	....	....	..	1	....	....	....	....	....	1	..	1	....
Yukon	.....	.....	.....	....	..	....	....	....	....	..	...	....	..	....	..
Totaux du Canada	2	71	13	....	..	9	1	41	1	34	....	4	1	60	25
CLASS VI.—OTHER OFFENCES NOT INCLUDED IN THE FOREGOING CLASSES.															
Ile du Prince-Edouard	1	......	......	..	..	1	....	....	....	....	....	....	..	...	1
Nouvelle-Ecosse	.....	13	3	...	..	3	....	10	...	3	....	....	..	14	2
Nouveau-Brunswick	1	3	. . .	....	....	....	....	4	....	....	....	...	..	1	3
Québec	3	52	5	2	..	3	....	35	7	12	....	2	..	41	19
Ontario	9	75	32	1	1	16	2	65	3	25	1	10	..	85	31
Manitoba	1	4	......	...	..	1	....	1	....	2	1	....	..	5	....
Colombie-Britannique	62	34	1	...	..	9	....	67	. .	19	.. .	3	1	52	8
Les Territoires	3	..	....	....	..	1	....	....	2	...	....	4	..	3	....
Yukon	......	.....	.....	....	..	....	....	....	..	....	...	3	..	....	....
Totaux du Canada	80	181	41	3	1	34	2	182	12	61	2	22	1	201	64
GRAND TOTALS BY PROVINCES.															
Ile du Prince-Edouard	7	20	......	6	..	4	....	11	. . .	6	...	....	..	9	18
Nouvelle-Ecosse	45	223	6	65	3	45	1	93	10	41	2	60	5	225	49
Nouveau-Brunswick	11	101	1	27	1	20	....	42	1	21	3	22	..	59	56
Québec	302	1084	23	202	6	267	14	672	49	180	17	78	2	789	616
Ontario	304	2298	79	488	21	467	26	1051	77	463	59	109	8	1912	757
Manitoba	33	206	6	47	1	40	6	113	8	32	3	19	..	160	83
Colombie-Britannique	131	302	21	42	..	46	....	225	3	92	1	47	3	319	97
Les Territoires	12	38	4	6	..	11	2	28	3	8	....	109	3	51	7
Yukon	.....	.....	......	....	..	.. .	....	....	.. .	...	....	95	..	.....	...
Grands totaux du Canada	845	4272	140	883	32	900	49	2265	151	843	85	539	21	3524	1683

TABLEAU II. RÉCAPITULATION PAR CLASSES ET PROVINCES.

BIRTH PLACES. — LIEUX DE NAISSANCE. British Isles. — Iles Britanniques. England and Wales — Angleterre et Galles	Ireland. — Irlande.	Scotland. — Ecosse.	Canada.	United States — Etats-Unis.	Other Foreign Countries. — Autres pays étrangers.	Other British Possessions. — Autr's possessions Britanniques.	RELIGIONS. Baptists. — Baptistes.	R. Catholics. — Catholiques.	Ch. of England. — Eglise d'Angleterre.	Methodists — Méthodistes.	Presbyterians. — Presbytériens.	Protestants	Other Denominations. — Autr's confessions.	RESIDENCE. Cities and Towns—Villes.	Rural Districts—Districts ruraux.
CLASSE V.—FAUX ET DÉLITS PAR RAPPORT À LA MONNAIE.															
.....	....	.....	1	.....	.. ..	....	...	.....	......	.....	.....	1	.....	1	..
.	......	....	10	1	.....	..	1	1	....	1	7	.....	1	4	7
...	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	....	.....
......	1	.....	18	....	....	1	....	12	......	3	......	5	......	15	5
3	2	1	28	7	3	.....	1	6	11	4	8	8	6	31	13
1	2	....	2	...	1	......	1	2	1	.....	1	.. ..	1	5	1
2	.....	....	2	......	.....	....	....	.....	4	....	....	.... ..	......	4	.....
......	....	....	1	.....	...	......	.....	1	.....	.....	......	.....	......	.....	1
.... .	..	.....	.. ..	......	.....	.....	......	.....	......	.....	...	.....	.	.....	.....
6	5	1	62	8	4	1	3	22	16	8	16	14	8	60	27
CLASSE VI.—AUTRES DÉLITS NON COMPRIS DANS LES CLASSES PRÉCÉDENTES.															
.....	... ..	......	1	.. .	....	.... .	..	1	......	.....	.....	.....	... ..	1	...
. ....	.....	......	15	....	.. .	1	1	6	4	4	......	1	......	10	6
......	......	...	4	......	.....	....	1	2	1	....	......	.....	.....	2	2
5	.....	1	52	1	1	......	..	40	4	.. .	1	15	.....	53	7
18	2	1	78	11	3	1	4	36	20	26	18	10	.....	100	18
1	....	...	2	... ..	2	......	......	2	2	......	......	1	......	2	3
1	2	2	14	6	71	....	......	12	....	1	3	15	65	91	6
......	....	......	2	1	......	. . .	....	1	1	.....	......	1	.	1	2
......	....	....	....	......	......	.. ..	......	.. ..	......	......	.. .	.....	......	....	.....
25	4	4	168	19	77	2	6	100	32	31	22	43	65	260	44
GRANDS TOTAUX PAR PROVINCES.															
...	......	.....	26	....	....	1	....	19	1	3	2	2	......	18	9
10	2	2	240	2	8	10	33	118	44	29	21	27	2	209	65
9	1	3	96	2	2	......	30	50	12	8	5	6	2	83	32
55	17	5	1303	18	36	2	1	1116	25	4	5	279	17	1267	173
221	119	49	2029	170	62	6	104	756	687	461	319	266	53	2252	439
54	10	6	89	11	74	1	8	72	62	20	30	20	32	184	69
61	28	17	134	54	154	2	4	87	62	17	26	117	136	388	69
3	2	......	38	8	4	.... .	3	22	8	5	3	14	1	30	25
...	.....	....	......	.. ..	... ..	.... .	.....	.....	......	.....	......	.....	....	.....	.....
413	179	82	3955	265	340	22	183	2240	901	547	411	731	243	4431	881

TABLE III.

SUMMARY CONVICTIONS.

TABLEAU III.

CONDAMNATIONS SOMMAIRES.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Prince Edward Island. — Province de l'Ile du Prince-Edouard.									
	Prince.					Queen's.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	3		3			14		14		
Breach of peace										
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings						2		2		
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c.										
Liquor License Acts, offences against						5	4	9		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours										
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property						11		11		
Other damage to property										
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of						17	1	18		
Exercising various callings without license										
Health By-laws, offences against	2		2							
Highways, offences relating to	1		1			1		1		
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day							1	1		
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language										
Trespass										
Vagrancy							1		1	
Drunkenness	33		31	2		286	8	294		
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral	1		1							
Insulting, obscene and profane language	3		3							
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.		1	1							
Loose, idle, disorderly	7		7							
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	50	1	49	2		336	15	350	1	

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province of Nova Scotia. — Province de la Nouvelle-Ecosse.

Annapolis.					Antigonish.					OFFENSES.
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
										Falsification de substances alimentaires.
1		1			3		3			Voies de fait.
3		3			1	1	1		1	Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
										Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
						1	1			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues.
					5	1	6			" sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
										Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" la milice.
										Divers petits délits.
1		1								Contraventions aux lois municipales.
										Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
										Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
										Menaces et langage injurieux.
										Empiètement.
										Vagabondage.
7		5	1	1	10		10			Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
					2		2			Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
3		3			2		2			Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
15		13	1	1	23	3	25		1	Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF NOVA SCOTIA—*Continued.*									
	CAPE BRETON.					COLCHESTER.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferre &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
	M.	F.				M.	F.			
Adulteration of food										
Assaults	5		4		1	18	4	21	1	
Breach of peace						9		6	3	
Carrying fire-arms and unlawful weapons						1		1		
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings						4		4		
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against						3		3		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours										
" without license						2		2		
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property						1		1		
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of						12	7	19		
Exercising various callings without license										
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to	1		1							
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language										
Trespass										
Vagrancy	1		1			1			1	
Drunkenness	121		106	4	11	80	3	83		
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.										
Insulting, obscene and profane language	1		1			1		1		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.										
Loose, idle, disorderly						5		5		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	129		113	4	12	137	14	146	5	

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province de la Nouvelle-Ecosse—*Suite.*

Cumberland. Convictions Total—Condamnations. M.	Cumberland. F.	Cumberland. Sentence. Option of a fine.—Sur option	Cumberland. Sentence. Committed without option.—Emprisonnés sans option.	Cumberland. Sentence. Deferred &c.—Remise, etc.	Digby. Convictions Total—Condamnations. M.	Digby. F.	Digby. Sentence. Option of a fine.—Sur option	Digby. Sentence. Committed without option.—Emprisonnés sans option.	Digby. Sentence. Deferred &c.—Remise, etc.	Offenses.
										Falsification de substances alimentaires.
10	1	11				2	2			Voies de fait.
					2		2			Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
1		1								Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
1		1								Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
										Infractions aux lois des licences de boissons.
18	2	20			11		11			Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues
										Vente de boissons sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
					2		2			Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Infrac. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
					4		4			Contraventions aux lois municipales.
					2		2			Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
1		1								Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Inf. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
										Menaces et langage injurieux.
										Empiétement.
										Vagabondage.
46	2	46	1	1	17		17			Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
2	1	3			3		3			Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
3		3			1		1			Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
82	6	86	1	1	42	2	44			Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF NOVA SCOTIA—*Continued.*									
	GUYSBOROUGH.					HALIFAX.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	5		5			66	12	68	7	3
Breach of peace						40	59	87	12	
Carrying fire-arms and unlawful weapons						2		2		
Contempt of court										
Cruelty to animals						2		2		
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny						2		2		
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against						20	6	26		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours										
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property						1		1		
Other damage to property						20	7	27		
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts " "						4		4		
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of						114	7	81	*a*39	1
Exercising various callings without license						4		4		
Health By-laws, offences against						1		1		
Highways, offences relating to						9		9		
Neglecting to support family						1		1		
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day						2		2		
Railway Acts, offences against						19		19		
Revenue Laws "										
Seamen Acts "						8		1	5	2
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language						13	7	10		10
Trespass										
Vagrancy	1		1			10		3	7	
Drunkenness						766	74	807	32	1
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral						3		3		
Insulting, obscene and profane language						64	12	76		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof							2		2	
Loose, idle, disorderly	1		1			5	1	5	1	
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	7		7			1176	187	1,241	105	17

a. Committed to Industrial Schools for truancy—Condamnés aux écoles de réforme pour fainéantise.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ECOSSE—*Suite.*

Hants. Convictions Total — Condamnations. M.	Hants. F.	Hants. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Hants. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Hants. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	King's. Convictions Total — Condamnations. M.	King's. F.	King's. Sentence. Option of a fine. — Sur option	King's. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	King's. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	Offenses.
										Falsification de substances alimentaires.
2		2			2		2			Voies de fait.
13		13			3			3		Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
2		2								Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
17		17								Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues.
										" sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
										Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" " la milice.
										Divers petits délits.
										Contraventions aux lois municipales.
										Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
2		2			2		2			Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
					2		2			Menaces et langage injurieux.
										Empiétement.
					1			1		Vagabondage.
9		9			17		17			Ivresse.
					1			1		Exposit. indécente et aut. off. contre la morale
2		2								Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
					1			1		Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
47		47			29		23	6		Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF NOVA SCOTIA—*Continued.*									
	LUNENBURG.					PICTOU.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	12		11		1	14	1	14	1	
Breach of peace	7		7			8		8		
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings	2		2							
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	2		2							
Breach of Canada Temperance Act						22		22		
Selling liquor during prohibited hours										
" without license	23	2	24	1						
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property	5		5			5		5		
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	10		10							
Exercising various callings without license										
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to	1		1							
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language										
Trespass										
Vagrancy		3		3		3			3	
Drunkenness	4		4			43		43		
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	4		4							
Insulting, obscene and profane language	9	1	10							
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.										
Loose, idle, disorderly						2		2		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	79	6	80	4	1	97	1	94	4	

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province de la Nouvelle-Ecosse—*Suite.*

Queen's. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Shelburne. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES.
										Falsification de substances alimentaires.
4	4	7		1	13	3	12		4	Voies de fait.
										Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
										Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
										Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues
										" sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boissons aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
										Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" la milice.
										Divers petits délits.
5		5								Contraventions aux lois municipales.
1		1								Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
1		1								Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
						1	1			Menaces et langage injurieux.
										Empiétement.
1		1								Vagabondage.
38		37	1		1		1			Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
1				1						Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
										Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures
										Aliénation mentale.
51	4	52	1	2	14	4	14		4	.......Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Nova Scotia—*Concluded.* — Province de la Nouvelle-Ecosse—*Fin.*									
	Victoria.					Yarmouth.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults						16	1	13	3	1
Breach of peace						19	1	10	10	
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against						3		3		
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against										
Breach of Canada Temperance Act	1	1	2			11	5	16		
Selling liquor during prohibited hours										
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property										
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of						7	4	7	1	3
Exercising various callings without license						3		3		
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to						4		4		
Neglecting to support family						1			1	
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "						1			1	
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language						5		5		
Trespass										
Vagrancy						2	1	1	2	
Drunkenness						17		11	6	
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.										
Insulting, obscene and profane language						3	2	4		1
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.										
Loose, idle, disorderly						6	1	5	2	
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	1	1	2			98	15	82	26	5

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province of New Brunswick. — Province du Nouveau-Brunswick.										
Albert.					Carleton.					
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES
M.	F				M.	F				
										Falsification de substances alimentaires.
1		1			4	1	4	1		Voies de fait.
					1		1			Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
					1		1			Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
										Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
										Infractions aux lois des licences de boissons.
1	2	3			23	21	44			Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues.
										" sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
										Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
					3		3			Contraventions aux lois municipales.
					1		1			Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
										Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
										Menaces et langage injurieux.
										Empiétement.
										Vagabondage.
					21		20	1		Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
										Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
										Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
2	2	4			54	22	74	2		Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF NEW BRUNSWICK—*Continued.* Charlotte. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Gloucester. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	1		1			8		8		
Breach of peace	6		6							
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against						3		3		
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against										
Breach of Canada Temperance Act	35		35							
Selling liquor during prohibited hours										
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property						1		1		
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	3		3			3		3		
Exercising various callings without license										
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to										
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language										
Trespass										
Vagrancy	2		2							
Drunkenness	44		44			3		3		
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral										
Insulting, obscene and profane language										
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof										
Loose, idle, disorderly										
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	91		91			18		18		

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK—*Suite.*

Kent.					Northumberland.					OFFENSES.
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			
M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
										Falsification de substances alimentaires.
1	2	3			17	1	17		1	Voies de fait.
					8		8			Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
3		3								Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
					8		8			" de chasse.
										Incorrigible.
										Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
										Infractions aux lois des licences de boissons.
					50	18	68			Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues.
										" sans licence.
1		1								Contravention relative à la loi concernant la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
					1		1			Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
					4		4			Contraventions aux lois municipales.
					8		8			Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
										Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
					4		4			Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
					6	1	7			Menaces et langage injurieux.
										Empiètement.
					4		2	1	1	Vagabondage.
					89		89			Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
					4	2	6			Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
					3		3			Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
5	2	7			206	22	225	1	2	Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of New Brunswick—*Continued.* St. John. Convictions Total — Condamnations. M.	F	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Westmoreland. Convictions Total — Condamnations. M.	F	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	72	3	75			33	1	34		
Breach of peace	49	1	50			18	2	20		
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals	1		1							
Disturbing religious and like meetings	1		1			2		2		
Fishery Acts, offences against	14		14							
Gambling Acts "	6		6							
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	7	7	14			22		22		
Breach of Canada Temperance Act						54	2	55	1	
Selling liquor during prohibited hours	5		5							
" without license	4	1	5							
Violation of Indian liquor law	1		1							
Malicious injury to property	2		2							
Other damage to property	10		10			10		10		
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts, offences against										
Miscellaneous minor offences						1		1		
Municipal Acts and By-laws, breaches of	30	2	32			11	1	10		2
Exercising various callings without license	1		1							
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to	1		1			6		6		
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day	8	2	10							
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "	2				2					
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language	9		8	1		2		1		1
Trespass										
Vagrancy	19	2	13	8		11		10		1
Drunkenness	781	63	834	10		148	12	159	1	
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral										
Insulting, obscene and profane language	17	3	20			1		1		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof	9	19	24	4		8	1	9		
Loose, idle, disorderly						2		2		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity						1	1			2
Totals	1049	103	1,127	23	2	330	20	342	2	6

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE OF NEW BRUNSWICK—*Concluded.*

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK—*Fin.*

York.					Totals of New Brunswick. — Totaux du N.-Brunswick.					OFFENSES.
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			
M.	F.	Option of a fine. — Sur option.	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option.	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Falsification de substances alimentaires.
22	...	22	...	...	159	8	165	1	1	Voies de fait.
3	...	3	...	...	85	3	88	...	...	Perturbation de la paix.
1	...	1	...	...	1	...	1	...	...	Port d'armes illégal.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Mépris de cour.
1	...	1	...	...	3	...	3	...	...	Cruauté envers les animaux.
1	...	1	...	...	7	...	7	...	...	Perturbation de réunions religieuses et autres.
...	...	...	...	...	20	...	20	...	...	Infractions aux lois des pêcheries.
...	...	...	...	...	6	...	6	...	...	" défendant le jeu.
1	...	1	...	...	9	...	9	...	...	" de chasse.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Incorrigible.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Larcin.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Vol de chiens, oiseaux, etc.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	" bois, arbres, fruits, etc.
...	...	...	...	...	29	7	36	...	...	Infractions aux lois des licences de boissons.
45	2	47	...	...	208	45	252	1	...	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
...	...	...	...	...	5	...	5	...	...	Vente de boissons durant les heures défendues.
...	...	...	...	...	4	1	5	...	...	" sans licence.
...	...	...	...	...	2	...	2	...	...	Contravention à la loi relative à la vente de boissons aux Sauvages.
7	...	7	...	...	9	...	9	...	...	Dommages malicieux à la propriété.
...	...	...	...	...	22	...	22	...	...	Autres dommages à la propriété.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	" de la milice.
...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	Divers petits délits.
11	...	11	...	...	65	3	66	...	2	Contraventions aux lois municipales.
...	...	...	...	...	10	...	10	...	...	Pratiquant divers états sans licence.
1	...	1	...	...	1	...	1	...	...	Inf. aux lois sur l'hygiène publique.
...	...	...	...	...	7	...	7	...	...	Délits ayant rapport aux chemins publics.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
...	...	...	...	...	8	2	10	...	...	Profanation du dimanche.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infractions aux lois des chemins de fer.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Délits contre le revenu de l'Etat.
...	...	...	...	...	6	...	4	...	2	Infractions aux lois maritimes.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Délits ayant rapport à la corvée.
5	...	5	...	...	22	1	21	1	1	Menaces et langage injurieux.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Empiétement.
15	...	2	7	6	51	2	29	16	8	Vagabondage.
130	...	130	...	...	1213	75	1,276	12	...	Ivresse.
1	...	1	...	...	1	...	1	...	...	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
1	...	1	...	...	23	5	28	...	...	Langage insultant, obscène, profane.
...	1	1	...	...	17	21	34	4	...	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
...	...	...	...	...	5	...	5	...	...	Conduite déréglée.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infractions aux lois des poids et mesures.
...	...	...	...	...	1	1	...	...	2	Aliénation mentale.
245	3	235	7	6	2000	174	2,123	35	16	........Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Quebec.									
	Arthabaska.					Beauce.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	1		1			2		2		
Breach of peace	3		3			2		2		
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	5	1	5		1	21	2	23		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours										
" without license	13	1	14			29	2	31		
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property										
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-Laws, breaches of						2		2		
Exercising various callings without license	2		2			5		5		
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to										
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language										
Trespass										
Vagrancy	2		1	1						
Drunkenness										
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.										
Insulting, obscene and profane language										
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.										
Loose, idle, disorderly										
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	26	2	26	1	1	61	4	65		

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province de Québec.										
Beauharnois.					Bedford.					OFFENSES.
Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
										Falsification de substances alimentaires.
9		6		3	11		11			Voies de fait.
1		1			1				1	Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
										Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
					3		3			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues
										" sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
3		3								Autres dommages à la propriété.
					1		1			Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" " de la milice.
										Divers petits délits.
										Contraventions aux lois municipales.
					1		1			Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
										Délits ayant rapport aux chemins publics.
1				1						Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois de chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
4				4						Menaces et langage injurieux.
										Empiétement.
2		2			23		1	16	6	Vagabondage.
2		2								Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
1		1								Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
										Conduite déréglée.
										Infraction aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
23		15		8	40		17	16	7	Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF QUEBEC—*Continued.*									
	CHICOUTIMI.					GASPÉ.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults						2		2		
Breach of peace										
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against										
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours										
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property										
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of										
Exercising various callings without license										
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to										
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language										
Trespass						2		2		
Vagrancy	1			1						
Drunkenness										
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.										
Insulting, obscene and profane language										
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.		2		2						
Loose, idle, disorderly										
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	1	2		3		4		4		

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province de Québec—*Suite*.										
Iberville.					Joliette.					
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			OFFENSES.
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F.				M.	F.				
										Falsification de substances alimentaires.
3		3								Voies de fait.
										Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
										Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
										Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues
1		1								" sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
										Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
										Contraventions aux lois municipales.
										Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
										Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
										Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
										Menaces et langage injurieux.
3			3							Empiétement.
1			1		5			5		Vagabondage.
					4		4			Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. cont. la morale.
										Langage insultant, obscène, profane.
						2	2			Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
										Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
8	..	4	4	....	9	2	6	5	....	........Totaux.

TABLE III.—STMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Quebec—*Continued.*									
	Montmagny.					Montreal.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults						400	56	381	*a*27	48
Breach of peace						47	6	12	20	21
Carrying fire-arms and unlawful weapons						16		11	1	4
Contempt of court						1		1		
Cruelty to animals						152	3	151		4
Disturbing religious and like meetings						19		19		
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "						54		11		43
Game laws "						1		1		
Incorrigible						2			*b*2	
Larceny						42		35		7
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c	1		1							
Liquor License Acts, offences against						18	9	27		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours						45	8	53		
" without license						35	33	68		
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property						38	3	41		
Other damage to property						91	16	91	1	15
Master's and Servant's Acts, offences against						3		2		1
Medical and Dentistry Acts, offences against						3		3		
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of						160	1	133	1	27
Exercising various callings without license						56	7	59		4
Health By-laws, offences against						1		1		
Highways, offences relating to						10		9		1
Neglecting to support family						6		2	*a*1	3
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against						8		5	1	2
Revenue Laws "						17		17		
Seamen Acts "						53			53	
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language						22	1	3	2	18
Trespass						9		8		1
Vagrancy	1		1			1123	269	1049	*b*116	227
Drunkenness						2030	393	2132	*c*76	215
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.						22	1	19	1	3
Insulting, obscene and profane language						1		1		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.						177	358	193	*d*325	17
Loose, idle, disorderly						3		3		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	2		2			4665	1164	4541	627	661

b 2: Sent to Ref. School—Envoyés à l'école de réforme. *a* 1, *b* 10, *c* 3, *d* 301: Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province de Québec—*Suite.*										
Ottawa.					Pontiac.					
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Offenses.
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	....	Falsification de substances alimentaires.
13	1	13	......	1	2	..	2	....	....	Voies de fait.
7	..	7	....	.....	....	..	.....	....	.....	Perturbation de la paix.
4	..	2	....	2	....	..	.....	....	....	Port d'armes illégal.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Mépris de cour.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Cruauté envers les animaux.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	....	Perturbation de réunions religieuses et autres.
....	..	....	....	....	....	..	.....	....	....	Infractions aux lois des pêcheries.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	" défendant le jeu.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	....	" de chasse.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Incorrigible.
6	..	6	....	.....	....	..	.....	....	....	Larcin.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	....	Vol de chiens, oiseaux, etc.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	....	" bois, arbres, fruits, etc.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Infractions aux lois des licences de boissons.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Vente de boissons durant les heures défendues.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	" sans licence.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	....	Dommages malicieux à la propriété.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Autres dommages à la propriété.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	....	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	" de la milice.
2	..	1	....	1	....	..	.....	....	.....	Divers petits délits.
21	2	18	....	5	....	..	.....	....	.....	Contraventions aux lois municipales.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Pratiquant divers états sans licence.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	....	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Délits ayant rapport aux chemins publics.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Profanation du dimanche.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Infractions aux lois des chemins de fer.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Délits contre le revenu de l'Etat.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Infractions aux lois maritimes.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Délits ayant rapport à la corvée.
9	1	9	....	1	....	..	.....	....	.....	Menaces et langage injurieux.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Empiétement.
17	1	3	....	15	2	..	2	....	.....	Vagabondage.
144	2	109	4	33	....	..	.....	....	.....	Ivresse.
....	..	....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Langage insultant, obscène, profane.
3	2	3	....	2	....	..	.....	....	.....	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
8	1	6	....	3	....	..	.....	....	.....	Conduite déréglée.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Infractions aux lois des poids et mesures.
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Aliénation mentale.
234	10	177	4	63	4	..	4	....	....	........Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Quebec—*Continued.*									
	Quebec.					Richelieu.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
	M.	F				M.	F			
Adulteration of food										
Assaults	58	7	64		1	5		5		
Breach of peace	109	2	111			11		10	1	
Carrying fire-arms and unlawful weapons	1		1							
Contempt of court										
Cruelty to animals	1		1			2		2		
Disturbing religious and like meetings	1		1							
Fishery Acts, offences against	7		7							
Gambling Acts "										
Game Laws "	1				1					
Incorrigible	2		1		1					
Larceny										
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	24	9	33			1	1	2		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours	74	4	78							
" without license	13	11	24			7		7		
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property	8		8							
Master's and Servant's Acts, offences against	4		4							
Medical and Dentistry Acts, offences against	2		2							
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences	1		1							
Municipal Acts and By-laws, breaches of	472	4	476			10		10		
Exercising various callings without license	11		10		1	2		2		
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to	20		20							
Neglecting to support family	1		1			1		1		
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day	3		3							
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "	2		2			1		1		
Seamen Acts "	2			2		2			2	
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language	9		8		1					
Trespass						3		3		
Vagrancy	67	4	61	10		1		1		
Drunkenness	454		452		2					
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral							1	1		
Insulting, obscene and profane language	15		15			2		2		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof	7	9	16				2	2		
Loose, idle, disorderly	93		92	1		16		15	1	
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	1462	50	1,492	13	7	64	4	64	4	

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province de Québec—*Suite.*										
Rimouski.					Saguenay.					OFFENSES.
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
										Falsification de substances alimentaires.
13		13			3		3			Voies de fait.
										Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
					1		1			Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
9		8		1						Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
3		3								" de chasse.
										Incorrigible.
					1		1			Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
					6		6			" bois, arbres, fruits, etc.
2		1		1						Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues.
14	3	17								" sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boissons aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
4		3		1	2		2			Autres dommages à la propriété.
1	1	1		1						Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
										Contraventions aux lois municipales.
										Pratiquant divers états sans licence.
										Inf. aux lois sur l'hygiène publique.
										Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
1		1								Infractions aux lois des chemins de fer.
					2		2			Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
1				1						Menaces et langage injurieux.
2		2			6		6			Empiétement.
23	1	11	a12	1						Vagabondage.
										Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
										Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
										Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
	1			1						Aliénation mentale.
73	6	60	12	7	21		20	1		Totaux.

a 1. Sentenced both jail and fine—Condamné à la prison et à l'amende.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF QUEBEC—*Concluded.*									
	ST. FRANCIS. — ST. FRANÇOIS.					ST. HYACINTHE.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	25	2	25	1	1	8		4	4	
Breach of peace	10		8		2	1	1	1	1	
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals	4		4							
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against	3		3							
Gambling Acts "										
Game Laws "	1		1							
Incorrigible										
Larceny	3		3							
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	19	3	20		2					
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours										
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property	2		2							
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of	25	1	21		5	2		1	1	
Exercising various callings without license	4		4							
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to	1		1							
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against										
Revenue Laws "	6		5	1						
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language	1				1					
Trespass	2		2							
Vagrancy	44	2		40	6	3		3		
Drunkenness	133	6	101	2	36	4		2	2	
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	1		1							
Insulting, obscene and profane language	1		1							
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.		8		4	4		1	1		
Loose, idle, disorderly	20	1	17		4					
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	305	23	219	48	61	18	2	12	8	..

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province de Québec—*Fin.*										
Terrebonne.					Three Rivers. — Trois-Rivières.					
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Offenses.
M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
										Falsification de substances alimentaires.
					2		2			Voies de fait.
					25	3		27	1	Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
										Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
										Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
					8		8			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
										Vente de boissons durant les heures défendues
					38	1	39			Vente de boissons sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
										Autres dommages à la propriété.
					1		1			Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Infrac. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
										Contraventions aux lois municipales.
					4		4			Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
										Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Inf. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
					3		3			Infractions aux lois des chemins de fer.
					2		2			Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
										Menaces et langage injurieux.
					1		1			Empiétement.
					3	2	2	*a*2	1	Vagabondage.
3			3		28	6	33	*a*1		Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
										Langage insultant, obscène, profane.
					2	5	2	5		Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
					4		4			Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
3			3		121	17	101	35	2	Totaux.

a: Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Ontario.									
	Algoma and Manitoulin.					Brant.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food						1		1		
Assaults	15		15			48	2	48		2
Breach of peace						11		11		
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court	1		1							
Cruelty to animals						5		5		
Disturbing religious and like meetings						1		1		
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "										
Game Laws "	5		5							
Incorrigible										
Larceny	1		1							
" of dogs, birds, &c.										
" of timber, trees, fruits, &c.										
Liquor License Acts, offences against	2		2			8	1	9		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours	2		2			1		1		
" without license	2		2							
Violation of Indian liquor law	2		2							
Malicious injury to property						3		3		
Other damage to property	3	1			4	28	1	29		
Master's and Servant's Acts, offences against	5		5			6		6		
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts " "						5		5		
Miscellaneous minor offences	1		1							
Municipal Acts and By-laws, breaches of						193	7	199		1
Exercising various callings without license										
Health By-laws, offences against						9		9		
Highways, offences relating to										
Neglecting to support family						1				1
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day						2		2		
Railway Acts, offences against	1				1					
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to						1		1		
Threats and abusive language						6		3		[illegible]
Trespass	1		1			53	1	53		[illegible]
Vagrancy	1			1		25	4	27	2	
Drunkenness	37		30	a4	3	170	6	175		[illegible]
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	1		1							
Insulting, obscene and profane language	4		4			9	2	11		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.							4	4		
Loose, idle, disorderly	1		1			97	1	98		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	85	1	73	5	8	683	29	701	2	

a 1. Sentenced both jail and fine—Condamné à la prison et à l'amende.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province d'Ontario.										
Bruce.					Carleton.					
Convictions Total — Total Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Total Condamnations.		Sentence.			OFFENSES
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
										Falsification de substances alimentaires.
43		43			174	16	190			Voies de fait.
5		4		1	22	4	26			Perturbation de la paix.
					3		3			Port d'armes illégal.
					1		1			Mépris de cour.
1		1			12		12			Cruauté envers les animaux.
1		1								Perturbation de réunions religieuses et autres.
14		14								Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
2		2			3		3			Larcin.
1		1								Vol de chiens, oiseaux, etc.
2		1		1	3		3			" bois, arbres, fruits, etc.
18		18			18		18			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
					16	4	20			Vente de boissons durant les heures défendues.
					4		4			" sans licence.
1		1								Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
13		12		1	16	4	20			Autres dommages à la propriété.
7		7			25	1	26			Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
					8		8			Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
1		1								Divers petits délits.
32	1	31		2	67	4	71			Contraventions aux lois municipales.
13		13								Pratiquant divers états sans licence.
2		2			5		5			Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
2		2			5		5			Délits ayant rapport aux chemins publics.
					12	2	14			Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
										Profanation du dimanche.
					14		14			Infractions aux lois des chemins de fer.
					1		1			Délits contre le revenu de l'État.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
3		2		1	10		10			Menaces et langage injurieux.
5		5								Empiétement.
16			16		19	10	18	11		Vagabondage.
22		21	1		179	35	214			Ivresse.
1		1			5	2	7			Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
20		20			27	15	42			Langage insultant, obscène, profane.
					4	38	28	b14		Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
64		64			94	12	106			Conduite déréglée.
					4		4			Infractions aux lois des poids et mesures.
1				1						Aliénation mentale.
290	1	267	17	7	751	147	873	25		Totaux.

b 7. Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Ontario—*Continued.*									
	Dufferin.					Elgin.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food						2		2		
Assaults	10		10			20		17		3
Breach of peace						4		3		1
Carrying fire-arms and unlawful weapons	1				1	1		1		
Contempt of court										
Cruelty to animals						1		1		
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against						1		1		
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible							1		*1	
Larceny										
" of dogs, birds, &c						1		1		
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	1		1			2		2		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours						6	1	7		
" without license						1		1		
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property	1		1			3		2	1	
Master's and Servant's Acts, offences against	2		2			1		1		
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	5		5			91	2	86		7
Exercising various callings without license	2		2			3		3		
Health By-laws, offences against						5		5		
Highways, offences relating to						1		1		
Neglecting to support family						1				1
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against						17		17		
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language							1	1		
Trespass						9		9		
Vagrancy	1	1		2		24	2	8	c13	5
Drunkenness						76	1	68	c2	7
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral	6		6							
Insulting, obscene and profane language	1		1			5	1	6		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof						6	2	7	1	
Loose, idle, disorderly	19		19			1		1		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity						1				1
Totals	49	1	47	2	1	283	11	251	18	25

* Sentenced to Ref. School—Envoyée à l'école de réforme.

c 1 : Sentenced both jail and fine—Condamné à la prison et à l'amende.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE D'ONTARIO—*Suite.*

Essex. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Essex. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Essex. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Essex. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	Frontenac. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Frontenac. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Frontenac. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Frontenac. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES.
....	..	......	....	....	....	..	....	....	......	Falsification de substances alimentaires.
69	1	69	1	.....	18	1	17	2	. .	Voies de fait.
4	..	4	....	.....	3	..	3	....	.. ..	Perturbation de la paix.
4	..	4	....	.. .	....	..	... .	....	...	Port d'armes illégal.
...	..	.....	....	.....	1	..	1	....	. . .	Mépris de cour.
3	..	3	....	....	4	..	4	.. ..	.. .	Cruauté envers les animaux.
....	..	.. .	....	.....	....	..	......	....	....	Perturbation de réunions religieuses et autres.
....	..	....	....	.....	3	..	3	....	.....	Infractions aux lois des pêcheries.
9	..	9	....	....	...	..	.	....	....	" défendant le jeu.
5	..	5	....	...	1	..	1	....	....	" de chasse.
....	..	....	....	.	....	..	......	....	...	Incorrigible.
5	..	5	....	...	....	..	......	....	.....	Larcin.
....	..	.. ..	....	....	....	..	. . .	....	.....	Vol de chiens, oiseaux, etc.
3	..	3	....	....	..	..	......	... .	.... .	" bois, arbres, fruits, etc.
34	1	35	....	....	10	1	11	.. ....	...	Infractions aux lois des licences de boissons.
....	..	.	....	.....	....	..	......	....	......	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
2	3	5	....	.....	..	..		....	.....	Vente de boissons durant les heures défendues
4	..	4	....	.....	....	..	.....	....	....	" sans licence.
....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....	Contravention à la loi relative à la vente de boissons aux Sauvages.
....	..	.... .	....	.....	1	..	1	....	.....	Dommages malicieux à la propriété.
20	..	20	....	.....	....	..	...	....	....	Autres dommages à la propriété.
1	2	3	.. ..	.. .	..	..	.. ...	....	......	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
...	.	.. ..	....	... .	2	..	2	......	......	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
....	..	... .	....	.....	....	..	....	....	....	" la milice.
....	..	.....	....	.....	....	..	...	....	....	Divers petits délits.
42	6	45	1	2	10	1	11	....	......	Contraventions aux lois municipales.
4	..	4	....	..	2	..	2	....	.....	Pratiquant divers états sans licence.
1	..	1	....	.....	...	..	.....	....	......	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
....	..	....	....	.....	....	..	......	....	. .	Délits ayant rapport aux chemins publics.
....	..	.....	....	.....	....	..	......	....	.....	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
....	..	.....	....	.....	....	..	......	....	....	Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
7	1	8	....	.....	....	..	......	....	.....	Profanation du dimanche.
15	..	13	....	2	....	..	......	....	.....	Infractions aux lois des chemins de fer.
....	..	.....	....	.....	....	..	......	....	.....	Délits contre le revenu de l'Etat.
....	..	.....	....	.....	....	..	......	....	...	Infractions aux lois maritimes.
....	..	...	....	.....	....	..	....	....	.....	Délits ayant rapport à la corvée.
2	..	2	....	.....	3	..	3	....	...	Menaces et langage injurieux.
12	..	12	....	...	....	..	......	....	....	Empiétement.
31	3	15	19	....	1	1	... .	2	.....	Vagabondage.
118	3	121	....	.....	87	2	88	1	......	Ivresse.
8	1	9	....	....	4	1	.....	*d*5	....	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
13	7	19	1	....	...	..	......	....	.....	Langage insultant, obscène, profane.
....	..	......	....	.....	1	2	.....	*e*3	....	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
14	..	14	....	.....	4	1	5	....	.....	Conduite déréglée.
....	..	......	....	.....	....	..	......	....	....	Infractions aux lois des poids et mesures
....	..	.....	....	.....	....	..	.....	....	.....	Aliénation mentale.
430	28	432	22	4	155	10	152	13	......	.......Totaux.

d 4, *e* 3 : Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Ontario—*Continued.*									
	Grey.					Haldimand.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	28	1	24	5		17	1	18		
Breach of peace										
Carrying fire-arms and unlawful weapons	2		1	1						
Contempt of court										
Cruelty to animals	3		2		1					
Disturbing religious and like meetings	1		1							
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "	2		2							
Game Laws "	1		1							
Incorrigible						1			*a*1	
Larceny										
" of dogs, birds, &c	1		1							
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	20	4	23	1		2		2		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours	1	2	3							
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property	8		8			5		3		2
Master's and Servant's Acts, offences against	5		5			1		1		
Medical and Dentistry Acts, offences against	4		4			1		1		
Militia Acts, offences against										
Miscellaneous minor offences	3		3							
Municipal Acts and By-laws, breaches of	16	3	19			12	1	13		
Exercising various callings without license	2	1	3							
Health By-laws, offences against	1		1							
Highways, offences relating to						1		1		
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against	3		3							
Revenue Laws "						19		19		
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language	5		5			2		2		
Trespass	2		2							
Vagrancy	50	3	2	49	2	28	1	1	23	5
Drunkenness	28		28			13		11		2
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.										
Insulting, obscene and profane language	13		13			4		4		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.										
Loose, idle, disorderly	11		10	1						
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity	2				2					
Totals	212	14	164	57	5	106	3	76	24	9

a 1. Sent to Industrial School, 3 years—Envoyé à l'école industrielle pour 3 ans.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province d'Ontario—*Suite.*										
Halton.					Hastings.					
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Offenses.
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Falsification de substances alimentaires.
10	1	10	1	...	80	4	77	4	3	Voies de fait.
2	..	2	...	...	2	.	2	...	...	Perturbation de la paix.
...	..	...	...	...	1	..	1	...	...	Port d'armes illégal.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Mépris de cour.
1	..	1	...	...	3	..	2	...	1	Cruauté envers les animaux.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Perturbation de réunions religieuses et autres
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois des pêcheries.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" défendant le jeu.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" de chasse.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Incorrigible.
...	..	...	...	...	1	1	2	...	...	Larcin.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Vol de chiens, oiseaux, etc.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" bois, arbres, fruits, etc.
7	..	7	...	...	13	2	15	...	...	Infractions aux lois des licences de boissons.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Vente de boissons durant les heures défendues.
..	..	...	...	...	8	..	8	...	...	" sans licence.
...	..	...	...	...	1	1	2	...	...	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
...	..	...	...	...	4	..	4	...	..	Dommages malicieux à la propriété.
1	..	1	...	...	8	..	7	...	1	Autres dommages à la propriété.
...	..	...	...	...	20	..	20	...	...	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
...	..	...	...	...	3	..	3	...	...	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" " la milice.
1	..	1	...	...	...	..	...	...	...	Divers petits délits.
3	..	3	...	...	57	8	65	...	...	Contraventions aux lois municipales.
2	..	2	...	...	3	..	3	...	...	Pratiquant divers états sans licence.
...	..	...	...	...	2	2	4	...	...	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
...	..	...	...	...	9	..	9	...	...	Délits ayant rapport aux chemins publics.
...	..	...	...	...	1	..	...	...	1	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
...	..	...	...	...	3	..	3	...	..	Profanation du dimanche.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois des chemins de fer.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	..	Délits contre le revenu de l'Etat.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois maritimes.
1	..	1	...	...	...	..	...	...	...	Délits ayant rapport à la corvée.
1	..	1	...	...	23	1	24	...	...	Menaces et langage injurieux.
2	..	2	...	...	3	..	3	...	...	Empiètement.
15	5	2	18	...	17	6	1	17	5	Vagabondage.
4	.	4	...	...	84	..	79	4	1	Ivresse.
...	..	...	...	...	1	..	1	...	...	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale
3	..	3	...	...	13	1	14	...	...	Langage insultant, obscène, profane.
...	..	...	...	...	...	7	...	5	2	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
13	..	13	...	...	50	..	50	...	...	Conduite déréglée.
...	..	...	...	...	10	2	12	...	...	Infractions aux lois des poids et mesures.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Aliénation mentale.
66	6	53	19	.	420	35	411	30	14	.... Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF ONTARIO—*Continued.*									
	HURON.					KENT.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food	...	..	....	......	....	...	..	....	......	....
Assaults	12	1	11	......	2	23	.	20	3	. .
Breach of peace	....	..	....	......	......	8	..	8	......	......
Carrying fire-arms and unlawful weapons	....	..	....	......	......	3	..	3	......	......
Contempt of court	....	1	1	......	......	....	..	..	......	......
Cruelty to animals	1	..	1	......		5	..	5	......	....
Disturbing religious and like meetings	...	..	.	......	. . .	1	..	1	......	.....
Fishery Acts, offences against	....	..	....	......	....	..	..	....	......	..
Gambling Acts "	.. .	..	......	......	....	....	..	......	......	.....
Game Laws "	....	..	...	......	....	....	..	......	......	.....
Incorrigible	....	..	.....	......	.. ..	. .	..	.. .	......	.....
Larceny	1	..	1	.. ....	......	1	.	1	.. ....	......
" of dogs, birds, &c	....	..	.....	......	....	....	.	.....	......	......
" of timber, trees, fruits, &c	..	..	.....	......	....	....	..	.....	......	......
Liquor License Acts, offences against	9	..	9	......	......	4	1	5	......	......
Breach of Canada Temperance Act	.. .	.	......	......	......	....	..	. ..	......	. ..
Selling liquor during prohibited hours	5	..	5	......	...	...	..	....	......	....
" without license	....	1	1	......	...	....	..	......	......	......
Violation of Indian liquor law	....	..	......	......	....	2	..	1	1	......
Malicious injury to property	....	..	..	.... ..	.....	....		.. ....	......	.....
Other damage to property	5	..	5	......	.....	8	..	6	......	2
Master's and Servant's Acts, offences against	....	..	.. .	......	......	5	..	5	......	...
Medical and Dentistry Acts, offences against	....	..	....	......	......	....	..	. ..	......	... .
Militia Acts "	....	..	....	......	....	....	..	....	......	......
Miscellaneous minor offences	....	..	.....	......	......	....	..	.....	......	.....
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	3	..	3	......	......	6	..	6	......	.....
Exercising various callings without license	....	..	.. ...	... ..	....		..	. . .	......	......
Health By-laws, offences against	...	..	.. .	......	... ..	2	..	2	......	......
Highways, offences relating to	....	.	.....	......	......	...	..	... .	......	......
Neglecting to support family	....	..	......	......	...	..	..	. ...	......	......
Pharmacy Acts, offences against	....	..	......	......	....	. .	..	......	......	.....
Profanation of the Lord's Day	....	..	......	......	......	...	..	...	......	......
Railway Acts, offences against	....	..	......	......	....	...	..	.	......	...
Revenue Laws "	....	..	. .	......	......	....	..	......	......	.....
Seamen Acts "	....	..	......	......	....	...	..	..	......	.....
Statute Labour, offences relating to	....	..	......	......	......	.....	..	......	......	......
Threats and abusive language	1	2	2	1	.....	5	..	5	......	......
Trespass	1	..	1	.. ....	......	....	..	....	......	....
Vagrancy	...	..	....	......	. ...	3	.	......	3	.....
Drunkenness	3	..	3	.. ....	....	45	1	46	......	......
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	....	..	......	......	......	1	..	1	......	. ..
Insulting, obscene and profane language	4	..	3	......	1	12	3	15	... .	......
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	....	..	......	......	......	..	6	.....	6	......
Loose, idle, disorderly	....	..	.....	.... .	....	5	..	5	......	......
Weights and Measures Acts, offences against	....	..	.	......	......	1	..	1	......	......
Insanity	4	.	....	......	4	...	..	....	......	... .
Totals	49	5	46	1	7	140	11	136	13	2

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE D'ONTARIO—*Suite.*

Lambton. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Lambton. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Lanark. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Lanark. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Offenses.
										Falsification de substances alimentaires.
13		11		2	48	1	49			Voies de fait.
4		4								Perturbation de la paix.
										Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
3		3			1				1	Cruauté envers les animaux.
					2		2			Perturbation de réunions religieuses et autres.
3		2		1	1		1			Infractions aux lois des pêcheries.
2		2								" défendant le jeu.
										" de chasse.
										Incorrigible.
					2		2			Larcin.
					1		1			Vol de chiens, oiseaux, etc.
					1		1			" bois, arbres, fruits, etc.
3		3			12	1	13			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
					5		5			Vente de boissons durant les heures défendues.
1		1			1		1			" sans licence.
1			1							Contravention à la loi relative concernant la vente de boisson aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
2		2			2	1	3			Autres dommages à la propriété.
1		1								Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
20		20			35	1	36			Contraventions aux lois municipales.
					5		5			Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
					9		9			Délits ayant rapport aux chemins publics.
					1		1			Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
3		3								Profanation du dimanche.
					4		4			Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
2		2			2		2			Menaces et langage injurieux.
3		1		2	4	1	5			Empiètement.
48	2	26	15	9	61	10	2	69		Vagabondage.
137	7	127		17	49	3	50	2		Ivresse.
7		7			1		1			Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
6		4		2	7	1	8			Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
23		23			48		48			Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
1				1	1	3			4	Aliénation mentale.
283	9	242	16	34	303	22	249	71	5	Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Ontario—*Continued.*									
	Leeds and Grenville.					Lennox and Addington.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	40	5	45			12		11		1
Breach of peace										
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals	8		8			1		1		
Disturbing religious and like meetings	5		5							
Fishery Acts, offences against	22		22							
Gambling Acts "										
Game Laws "	4		4			2		2		
Incorrigible.						1			†1	
Larceny	4		4							
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	16		16			25		25		
Breach of Canada Temperance Act.										
Selling liquor during prohibited hours	6		6							
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property	14	1	15							
Master's and Servant's Acts, offences against	13		13			1		1		
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of	42	1	42		1	2		2		
Exercising various callings without license	1		1				1	1		
Health By-laws, offences against	2		2							
Highways, offences relating to	7		7			2		2		
Neglecting to support family	3		2	1		1				1
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day	16	2	18							
Railway Acts, offences against	4		4							
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language	4	1	5			1		1		
Trespass	14		14			6		6		
Vagrancy	13	4	3	14		24	1	16	9	
Drunkenness	120	1	120	1		30	2	32		
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	2		1	1		2		2		
Insulting, obscene and profane language	38	6	44			6	1	7		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.		6	2	4		1	3	4		
Loose, idle, disorderly	30	2	32			5		5		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity	1				1					
Totals	429	29	435	21	2	122	8	118	10	[illegible]

† Sent to Reformatory School—Envoyé à l'école de réforme.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE D'ONTARIO—*Suite.*										
LINCOLN.					MIDDLESEX.					OFFENSES.
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Falsification de substances alimentaires.
36	1	37	....	....	53	1	50	2	2	Voies de fait.
15	..	15	....	....	11	..	4	....	7	Perturbation de la paix.
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	Port d'armes illégal.
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	Mépris de cour.
3	..	3	....	....	8	..	6	....	2	Cruauté envers les animaux.
3	..	3	....	....	1	..	1	....	....	Perturbation de réunions religieuses et autres.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois des pêcheries.
....	..	....	....	....	8	..	7	....	1	" défendant le jeu.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" de chasse.
2	..	....	†2	....	....	..	....	....	....	Incorrigible.
1	..	1	....	....	2	..	....	....	2	Larcin.
....	..	....	....	....	5	..	5	....	....	Vol de chiens, oiseaux, etc.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" bois, arbres, fruits, etc.
2	..	2	....	....	22	1	23	....	....	Infractions aux lois des licences de boissons.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Vente de boissons durant les heures défendues.
....	..	....	....	....	2	..	2	....	....	" sans licence.
....	..	....	....	....	1	..	....	1	....	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
....	..	....	....	....	4	..	3	....	1	Dommages malicieux à la propriété.
8	..	8	....	....	2	..	2	....	....	Autres dommages à la propriété.
1	..	1	....	....	6	..	5	....	1	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" la milice.
....	..	....	....	....	1	..	....	....	1	Divers petits délits.
25	..	25	....	....	301	7	288	....	20	Contraventions aux lois municipales.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Pratiquant divers états sans licence.
....	..	....	....	....	2	..	1	....	1	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
....	..	....	....	....	6	..	6	....	....	Délits ayant rapport aux chemins publics.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
....	..	....	....	....	....	1	1	....	....	Profanation du dimanche.
5	..	5	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois des chemins de fer.
....	..	....	....	....	2	..	2	....	....	Délits contre le revenu de l'Etat.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois maritimes.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Délits ayant rapport à la corvée.
1	1	2	....	....	9	..	8	....	1	Menaces et langage injurieux.
9	1	10	....	....	13	..	9	1	3	Empiètement.
5	..	4	1	....	27	6	7	17	9	Vagabondage.
48	1	49	....	....	150	14	125	21	18	Ivresse.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
13	..	13	....	....	7	1	8	....	....	Langage insultant, obscène, profane.
....	..	....	....	....	2	9	7	....	4	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
3	..	3	....	....	32	3	24	....	11	Conduite déréglée.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois des poids et mesures.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Aliénation mentale.
184	4	185	3	....	679	43	596	42	84	.........Totaux.

† Sent to Reformatory School—Envoyés à l'école de réforme.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

PROVINCE OF ONTARIO—*Continued.*

OFFENCES.	Muskoka and Parry Sound: Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence: Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Nipissing: Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence: Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Assaults	35	..	31	2	2	33	1	33	1	....
Breach of peace	2	..	....	....	2	1	..	....	....	1
Carrying fire-arms and unlawful weapons	1	..	....	....	1	2	..	2	....	....
Contempt of court	2	..	1	1	....	....	..	....	....	....
Cruelty to animals	6	..	6	....	....	....	..	....	....	....
Disturbing religious and like meetings	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Fishery Acts, offences against	3	..	3	....	....	1	..	1	....	....
Gambling Acts "	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Game Laws "	1	..	1	....	....	....	..	....	....	....
Incorrigible	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Larceny	1	1	1	....	1	....	..	....	....	....
" of dogs, birds, &c	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
" of timber, trees, fruits, &c	4	..	1	....	3	....	..	....	....	....
Liquor License Acts, offences against	3	..	3	....	....	21	..	21	....	....
Breach of Canada Temperance Act	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Selling liquor during prohibited hours	4	..	4	....	....	1	..	1	....	....
" without license	1	..	1	....	....	....	..	....	....	....
Violation of Indian liquor law	....	..	....	....	....	2	..	2	....	....
Malicious injury to property	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Other damage to property	11	1	12	....	....	3	1	4	....	....
Master's and Servant's Acts, offences against	6	..	6	....	....	19	..	19	....	....
Medical and Dentistry Acts, offences against	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Militia Acts "	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Miscellaneous minor offences	....	..	....	....	....	8	..	8	....	....
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	32	2	32	....	2	42	..	40	....	2
Exercising various callings without license	4	..	4	....	....	....	..	....	....	....
Health By-laws, offences against	3	..	2	....	1	1	..	1	....	....
Highways, offences relating to	....	..	....	....	....	1	..	1	....	....
Neglecting to support family	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Pharmacy Acts, offences against	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Profanation of the Lord's Day	1	..	1	....	....	4	..	4	....	....
Railway Acts, offences against	3	..	2	*a*1	....	....	..	....	....	....
Revenue Laws "	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Seamen Acts "	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Statute Labour, offences relating to	2	..	2	....	....	....	..	....	....	....
Threats and abusive language	....	1	....	....	1	2	2	1	....	3
Trespass	5	..	5	....	....	2	..	2	....	....
Vagrancy	12	3	5	9	1	18	2	15	5	....
Drunkenness	26	..	23	1	2	209	2	211	....	....
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	1	..	1	....	....	3	..	3	....	....
Insulting, obscene and profane language	25	..	24	....	1	....	..	....	....	....
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	2	9	7	2	2	....	15	15	....	....
Loose, idle, disorderly	8	..	8	....	....	19	1	20	....	....
Weights and Measures Acts, offences against	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Insanity	1	..	....	....	1	....	..	....	....	....
Totals	205	17	186	16	20	392	24	404	6	6

a 1: Sentenced both jail and fine—Condamné à la prison et à l'amende.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province d'Ontario—*Suite.*											
Norfolk.					Northumberland and Durham.						
Convictions. Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			OFFENSES.
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
					1		1			Falsification de substances alimentaires.
23	1	18	1	5	30	3	32		1	Voies de fait.
2				2	1		1			Perturbation de la paix.
1		1			1		1			Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
2		2			4		4			Cruauté envers les animaux.
7		7								Perturbation de réunions religieuses et autres.
					1		1			Infractions aux lois des pêcheries.
										" défendant le jeu.
2		2			1		1			" de chasse.
										Incorrigible.
1				1						Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
					18		18			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraqentions aux lois de tempérance du Canada.
2		2			3		3			Vente de boissons durant les heures défendues.
										" sans licence.
					3		3			Contravention à la loi relative concernant la vente de baissons aux Sauvages.
					1		1			Dommages malicieux à la propriété.
2		1	1		5	1	6			Autres dommages à la propriété.
7		7			6	3	9			Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
										Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
					1		1			Divers petits délits.
2				2	22	1	21	1	1	Contraventions aux lois municipales.
										Pratiquant divers états sans licence.
										Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
2		2			1		1			Délits ayant rapport aux chemins publics.
					1		1			Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
3		3			1		1			Profanation du dimanche.
					2		2			Infractions aux lois des chemins de fer.
					1		1			Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
					3		3			Délits ayant rapport à la corvée.
2		2			10		10			Menaces et langage injurieux.
3		3			19		15	4		Empiétement.
5	4		9		48	16	2	61	1	Vagabondage.
19		17	2		60	3	54	7	2	Ivresse.
										Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
9		9			5		5			Langage insultant, obscène, profane.
										Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
					25	1	25	1		Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
1				1	1	1			2	Aliénation mentale.
95	5	76	13	11	275	29	223	74	7	..........Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Ontario—*Continued.*									
	Ontario.					Oxford.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	31	1	30	2		42	4	46		
Breach of peace						8	2	8	2	
Carrying fire-arms and unlawful weapons						1			1	
Contempt of court										
Cruelty to animals	2		2			3		3		
Disturbing religious and like meetings	2		2			1				1
Fishery Acts, offences against	4		4							
Gambling Acts "	1		1							
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny						7		7		
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c	2		2							
Liquor License Acts, offences against	7		7			5	1	6		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours	1		1			2		2		
" without license						3	2	4	1	
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property	1		1							
Other damage to property	3		3			14		13		1
Master's and Servant's Acts, offences against	4		4			9		9		
Medical and Dentistry Acts, offences against						1	1	2		
Militia Acts, offences against										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of	16		12		4	49	2	50		1
Exercising various callings without license										
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to						15		15		
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day	4		4							
Railway Acts, offences against						1				1
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language	1		1			8		8		
Trespass	7		7			6	1	7		
Vagrancy	32		4	28		44		17	26	1
Drunkenness	12		10		2	63		62	1	
Indecent exposure and oth off. ag'st moral.										
Insulting, obscene and profane language	16	1	17			10	1	11		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	1		1			1	1	1	1	
Loose, idle, disorderly	8	1	6	3		39		37	2	
Weights and Measures Acts, offences against						2		2		
Insanity						2	2			4
Totals	155	3	119	33	6	336	17	310	34	9

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE D'ONTARIO—*Suite.*

Peel. Convictions Total — Condamnations. M.	Peel. F	Peel. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Peel. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Peel. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	Perth. Convictions Total — Condamnations. M.	Perth. F	Perth. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Perth. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Perth. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES.
...	..	...	...	...	2	..	2	...	...	Falsification de substances alimentaires.
14	..	14	...	...	33	1	31	2	1	Voies de fait.
...	..	...	...	...	5	..	5	...	...	Perturbation de la paix.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Port d'armes illégal.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Mépris de cour.
...	..	...	...	...	1	..	1	...	...	Cruauté envers les animaux.
1	..	1	...	...	3	..	3	...	...	Perturbation de réunions religieuses et autres
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois des pêcheries.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" défendant le jeu.
...	..	...	...	...	1	..	1	...	...	" de chasse.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Incorrigible.
...	..	...	...	...	4	..	4	...	...	Larcin.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Vol de chiens, oiseaux, etc.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" bois, arbres, fruits, etc.
4	..	4	...	...	26	1	27	...	...	Infractions aux lois des licences de boissons.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
2	..	2	...	...	...	..	...	...	...	Vente de boissons durant les heures défendues.
...	..	...	...	...	2	..	2	...	...	" sans licence.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Dommages malicieux à la propriété.
...	..	...	...	...	9	..	8	1	...	Autres dommages à la propriété.
2	..	2	...	...	4	..	4	...	...	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
...	..	...	...	...	2	..	2	...	...	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" " la milice.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Divers petits délits.
...	..	...	...	...	63	1	62	...	2	Contraventions aux lois municipales.
...	..	...	...	...	4	..	4	...	...	Pratiquant divers états sans licence.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
...	..	...	...	...	2	..	2	...	...	Délits ayant rapport aux chemins publics.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
...	..	...	...	...	2	..	2	...	...	Profanation du dimanche.
...	..	...	...	...	15	..	13	2	...	Infractions aux lois des chemins de fer.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Délits contre le revenu de l'Etat.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois maritimes.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Délits ayant rapport à la corvée.
3	..	3	...	...	4	..	4	...	...	Menaces et langage injurieux.
4	..	4	...	...	7	..	7	...	...	Empiétement.
8	..	1	7	...	11	2	5	6	2	Vagabondage.
1	..	1	...	...	34	..	33	1	...	Ivresse.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale
1	..	1	...	...	2	..	2	...	...	Langage insultant, obscène, profane.
...	..	...	...	...	10	6	15	1	...	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
...	..	...	...	...	16	..	15	1	...	Conduite déréglée.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois des poids et mesures.
...	..	...	...	...	1	..	...	...	1	Aliénation mentale.
40	..	33	7	...	263	11	254	14	6	.... Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Ontario—*Continued.*									
	Peterborough.					Prescott and Russell.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	19	3	17	2	3	19		19		
Breach of peace	3		3			2		2		
Carrying fire-arms and unlawful weapons	1		1							
Contempt of court										
Cruelty to animals	6		5	1						
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against	2		2							
Gambling Acts "										
Game laws "										
Incorrigible										
Larceny						1		1		
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c						3		3		
Liquor License Acts, offences against	20	3	23			2		2		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours						3		3		
" without license										
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property										
Other damage to property	7		6		1	4		4		
Master's and Servant's Acts, offences against						1		1		
Medical and Dentistry Acts, offences against	1		1			3		3		
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of	23	2	20		5	2		2		
Exercising various callings without license	1		1			1				1
Health By-laws, offences against						1		1		
Highways, offences relating to	2		2							
Neglecting to support family	3	7			10					
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day										
Railway Acts, offences against	2		1	1		2		2		
Revenue Laws "						1		1		
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to	1		1							
Threats and abusive language	4		3		1	3	2	5		
Trespass	2			2						
Vagrancy	44	5	3	40	6					
Drunkenness	27	1	21	2	5	2		1	1	
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	1			1						
Insulting, obscene and profane language	3		3			2		2		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.		3		3						
Loose, idle, disorderly	21	1	22			1		1		
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity	3	2			5	1				1
Totals	196	27	135	52	36	54	2	53	1	2

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE D'ONTARIO—*Suite.*

Prince Edward. Convictions Total — Condamnations. M.	Prince Edward. Convictions Total — Condamnations. F.	Prince Edward. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Prince Edward. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Prince Edward. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	Renfrew. Convictions Total — Condamnations. M.	Renfrew. Convictions Total — Condamnations. F.	Renfrew. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Renfrew. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Renfrew. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Falsification de substances alimentaires.
10	..	6	4	....	50	2	50	2	....	Voies de fait.
4	..	4	....	....	10	..	10	....	....	Perturbation de la paix.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Port d'armes illégal.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Mépris de cour.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Cruauté envers les animaux.
....	..	....	....	....	7	..	7	....	....	Perturbation de réunions religieuses et autres.
....	..	....	....	....	10	..	10	....	....	Infractions aux lois des pêcheries.
1	..	1	....	....	2	..	2	....	....	" défendant le jeu.
....	..	....	....	....	3	..	3	....	....	" de chasse.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Incorrigible.
....	..	....	....	....	5	..	4	....	1	Larcin.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Vol de chiens, oiseaux, etc.
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	" bois, arbres, fruits, etc.
....	..	....	....	....	13	..	13	....	....	Infractions aux lois des licences de boissons.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
2	..	2	....	....	14	..	14	....	....	Vente de boissons durant les heures défendues.
1	1	2	....	....	....	..	....	....	....	" sans licence.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Dommages malicieux à la propriété.
2	..	2	....	....	5	..	5	....	....	Autres dommages à la propriété.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" de la milice.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Divers petits délits.
1	..	1	....	....	22	3	25	....	....	Contraventions aux lois municipales.
....	..	....	....	....	11	1	12	....	....	Pratiquant divers états sans licence.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	Délits ayant rapport aux chemins publics.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Profanation du dimanche.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois des chemins de fer.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Délits contre le revenu de l'Etat.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois maritimes.
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	Délits ayant rapport à la corvée.
....	1	....	....	1	1	..	1	....	....	Menaces et langage injurieux.
2	..	....	....	2	4	..	4	....	....	Empiétement.
2	1	....	3	....	14	2	13	3	....	Vagabondage.
24	1	24	....	1	29	1	29	1	....	Ivresse.
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
....	..	....	....	....	21	2	23	....	....	Langage insultant, obscène, profane.
....	..	....	....	....	2	4	2	*4	....	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
3	..	3	....	....	6	..	6	....	....	Conduite déréglée.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois des poids et mesures.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Aliénation mentale.
52	4	45	7	4	233	15	237	10	1	........Totaux.

* 3: Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

PROVINCE OF ONTARIO—*Continued.*

OFFENCES.	Simcoe. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Stormont, Dundas and Glengarry. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food	1	..	1	....	.....	....	..	....	....	.....
Assaults	37	..	36	....	1	24	2	26	....	.....
Breach of peace	5	..	5	....	.....	6	..	6	....	.....
Carrying fire-arms and unlawful weapons	....	..	..	....	.....	3	..	3	....	.....
Contempt of court	1	..	1	....	.....	....	..	....	....	.....
Cruelty to animals	2	..	1	....	1	1	..	1	....	.....
Disturbing religious and like meetings	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Fishery Acts, offences against	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Gambling Acts "	....	..	....	....	.....	1	..	1	....	.....
Game Laws "	1	..	1	....	.....	....	..	....	....	.....
Incorrigible	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Larceny	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
" of dogs, birds, &c	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
" of timber, trees, fruits, &c.	1	..	1	....	.....	2	..	2	....	.....
Liquor License Acts, offences against	13	1	14	....	.....	5	..	5	....	.....
Breach of Canada Temperance Act	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Selling liquor during prohibited hours	2	..	2	....	.....	16	2	18	....	.....
" without license	1	..	1	....	.....	4	..	4	....	.....
Violation of Indian liquor law	....	..	....	....	.....	1	..	1	....	.....
Malicious injury to property	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Other damage to property	7	1	8	....	.....	6	..	6	....	.....
Master's and Servant's Acts, offences against	3	1	4	....	.....	1	..	1	....	.....
Medical and Dentistry Acts, offences against	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Militia Acts "	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Miscellaneous minor offences	1	..	1	....	.....	....	..	....	....	.....
Municipal Acts and By-laws, breaches of	38	5	40	....	3	54	5	59	....	.....
Exercising various callings without license	2	..	2	....	.....	11	1	12	....	.....
Health By-laws, offences against	1	1	2	....	.....	2	..	2	....	.....
Highways, offences relating to	2	..	2	....	.....	4	..	4	....	.....
Neglecting to support family	....	..	....	....	.....	1	..	*n*1	....	.....
Pharmacy Acts, offences against	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Profanation of the Lord's Day	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Railway Acts, offences against	....	..	....	....	.....	7	..	5	....	2
Revenue Laws "	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Seamen Acts "	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Statute Labour, offences relating to	....	..	....	....	.....	1	..	1	....	.....
Threats and abusive language	5	..	5	....	.....	4	..	3	1	.....
Trespass	7	..	7	....	.....	3	..	3	....	.....
Vagrancy	7	1	4	4	.....	10	3	7	6	.....
Drunkenness	48	..	48	....	.....	34	..	28	1	5
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Insulting, obscene and profane language	16	..	16	....	.....	18	..	18	....	.....
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	....	..	....	....	.....	....	..	....	....	.....
Loose, idle, disorderly	1	..	1	....	.....	5	..	4	....	1
Weights and Measures Acts, offences against	....	..	....	....	.....	2	..	2	....	.....
Insanity	3	..	....	....	3	1	..	....	....	1
Totals	205	10	203	4	8	227	13	223	8	9

n 1. Ordered to pay $5 per week—Ordre de payer $5 par semaine.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE D'ONTARIO—*Suite.*

Thunder Bay and Rainy River. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Victoria. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Falsification de substances alimentaires.
42	1	42	1	...	39	2	40	...	1	Voies de fait.
10	...	9	...	1	9	...	9	...	...	Perturbation de la paix.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Port d'armes illégal.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Mépris de cour.
1	...	1	...	...	1	...	1	...	...	Cruauté envers les animaux.
...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	Perturbation de réunions religieuses et autres.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infractions aux lois des pêcheries.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	" défendant le jeu.
...	...	...	...	...	2	...	2	...	...	" de chasse.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Incorrigible.
...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	Larcin.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Vol de chiens, oiseaux, etc.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	" bois, arbres, fruits, etc.
12	1	13	...	...	1	...	1	...	...	Infractions aux lois des licences de boissons.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
5	...	5	...	...	1	...	1	...	...	Vente de boissons durant les heures défendues.
11	...	11	...	...	...	...	...	...	...	" sans licence.
3	...	3	...	...	...	...	...	...	...	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
...	...	...	...	...	2	...	2	...	...	Dommages malicieux à la propriété.
11	...	10	1	...	4	...	4	...	...	Autres dommages à la propriété.
17	...	15	1	1	6	...	*m*6	...	...	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	" de la milice.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Divers petits délits.
38	1	38	...	1	37	1	35	...	3	Contraventions aux lois municipales.
4	...	4	...	...	4	...	4	...	...	Pratiquant divers états sans licence.
13	2	14	...	1	2	...	2	...	...	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
13	...	13	...	...	1	...	1	...	...	Délits ayant rapport aux chemins publics.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Profanation du dimanche.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infractions aux lois des chemins de fer.
1	...	1	...	...	1	...	1	...	...	Délits contre le revenu de l'Etat.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Infractions aux lois maritimes.
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	Délits ayant rapport à la corvée.
3	1	4	...	...	13	3	14	1	1	Menaces et langage injurieux.
2	1	3	...	...	...	...	...	...	...	Empiétement.
23	...	12	3	8	20	...	...	19	1	Vagabondage.
266	8	218	16	40	32	1	32	...	1	Ivresse.
3	...	1	1	1	2	...	2	...	...	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
7	...	7	...	...	11	1	12	...	...	Langage insultant, obscène, profane.
47	119	166	...	...	...	...	...	...	...	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
23	7	28	...	2	18	...	18	...	...	Conduite déréglée.
...	...	...	...	...	1	...	1	...	...	Infractions aux lois des poids et mesures.
6	1	...	...	7	5	1	...	...	6	Aliénation mentale.
561	142	618	23	62	214	9	190	20	13	........Totaux.

m 1. Ordered to pay, but no amount given—Ordre de payer gages, mais le montant non indiqué.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	PROVINCE OF ONTARIO—*Continued.*									
	WATERLOO.					WELLAND.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	40	1	41			27		24		3
Breach of peace	11		11			1		1		
Carrying fire-arms and unlawful weapons										
Contempt of court										
Cruelty to animals										
Disturbing religious and like meetings						1		1		
Fishery Acts, offences against						12		11		1
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny	1		1			7		7		
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	9		9			14		13	1	
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours	5	1	6							
" without license	1		1							
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property						5	1	6		
Other damage to property	10		9	1		1		1		
Master's and Servant's Acts, offences against	6		6			2	1	3		
Medical and Dentistry Acts, offences against	1	2	3							
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of	49		49			48	4	48		4
Exercising various callings without license	1		1			1		1		
Health By-laws, offences against										
Highways, offences relating to	3		3			2		2		
Neglecting to support family	2		*n*2			1		*n*1		
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day	3		3			2		2		
Railway Acts, offences against						33		9	23	1
Revenue Laws "						1		1		
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to						5		5		
Threats and abusive language	1		1			6	1	6	1	
Trespass	21		21			19		17	2	
Vagrancy	7		7			104	1	32	73	
Drunkenness	18		18			33	2	28	5	2
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	2		2							
Insulting, obscene and profane language	13	2	15			2	1	3		
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.						1	1	2		
Loose, idle, disorderly	14		14			10		10		
Weights and Measures Acts, offences against	2		2							
Insanity						1	1			2
Totals	220	6	225	1		339	13	234	105	13

n: Ordered to pay each $2 per week—Ordre de payer chacun $2 par semaine.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province d'Ontario—*Suite.*										
Wellington.					Wentworth.					
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Offenses.
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
5		5			2		2			Falsification de substances alimentaires.
46		45	1		77	5	80	2		Voies de fait.
3		3			6		6			Perturbation de la paix.
1			1							Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
3		3			4		4			Cruauté envers les animaux.
										Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
1	2	3			4		4			" défendant le jeu.
1		1								" de chasse.
										Incorrigible.
					1		1			Larcin.
6		6								Vol de chiens, oiseaux, etc.
1		1			1				1	" bois, arbres, fruits, etc.
22	3	25			16		16			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
3		3			3	1	4			Vente de boissons durant les heures défendues.
1		1				1	1			Vente de boissons sans licence.
										Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
1	1	2								Dommages malicieux à la propriété.
3		3			15		14		1	Autres dommages à la propriété.
										Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
3		3								Infrac. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
					1				1	Divers petits délits.
71		71			145	11	156			Contraventions aux lois municipales.
1		1			14	1	15			Pratiquant divers états sans licence.
1		1			1		1			Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
1		1			2		2			Délits ayant rapport aux chemins publics.
2		*a*2								Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
					1		1			Inf. aux lois concernant les pharmaciens.
					10		10			Profanation du dimanche.
3		3								Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
3		2		1						Menaces et langage injurieux.
10		10			83	1	80		4	Empiétement.
13		1	12		78	10	73	15		Vagabondage.
20		20			191	17	205	1	2	Ivresse.
					6		5	1		Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
2		2			5		5			Langage insultant, obscène, profane.
						4	3	1		Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
16	2	18			96	3	90	8	1	Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
					1				1	Aliénation mentale.
243	8	236	14	1	763	54	778	28	11	Totaux.

a 2: Ordered to pay, 1 $2 per week and 1 $5 per week—Ordre de payer, l'un $2 et l'autre $5 par semaine.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Ontario—*Concluded.* — Province d'Ontario—*Fin.* York. Convictions Total — Condamnations. M.	F	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Totals of Ontario. — Totaux d'Ontario. Convictions Total — Condamnations. M.	F	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc,
Adulteration of food	....	..	....	....	....	14	..	14	....	....
Assaults	160	26	99	10	77	1600	89	1,532	48	109
Breach of peace	2	..	2	....	....	182	6	171	2	15
Carrying fire-arms and unlawful weapons	12	..	9	....	3	39	..	31	3	5
Contempt of court	....	..	....	....	....	7	1	7	1	....
Cruelty to animals	73	..	69	....	4	172	..	161	1	10
Disturbing religious and like meetings	7	..	3	....	4	45	..	40	....	5
Fishery Acts, offences against	....	..	....	....	....	77	..	75	....	2
Gambling Acts "	....	..	....	....	....	32	2	33	....	1
Game Laws "	....	..	....	....	....	29	..	29	....	....
Incorrigible	....	..	....	....	....	4	1	....	5	....
Larceny	2	..	1	....	1	54	2	50	....	6
" of dogs, birds, &c	1	.	1	....	....	16	..	16	....	....
" of timber, trees, fruits, &c	2	..	2	....	....	26	..	22	....	4
Liquor License Acts, offences against	75	13	82	6	..	514	35	541	8	....
Breach of Canada Temperance Act	....	..	....	....	....	....	..	....	....	....
Selling liquor during prohibited hours	....	..	....	....	....	114	14	128	....	....
" without license	1	..	1	....	....	49	5	53	1	....
Violation of Indian liquor law	....	..	....	....	....	17	1	15	3	....
Malicious injury to property	38	3	16	1	24	60	5	39	1	25
Other damage to property	8	..	5	....	3	277	12	268	5	16
Master's and Servant's Acts, offences against	41	8	49	....	....	234	16	247	1	2
Medical and Dentistry Acts, offences against	9	6	13	....	2	39	9	46	....	2
Militia Acts " "	1	..	....	....	1	6	..	5	....	1
Miscellaneous minor offences	....	..	..	....	....	18	..	16	....	2
Municipal Acts and By-laws, breaches of	1107	43	920	....	230	2823	123	2,651	2	293
Exercising various callings without license	21	..	20	....	1	118	5	121	....	2
Health By-laws, offences against	....	..	....	....	...	56	5	58	....	3
Highways, offences relating to	....	..	.	....	....	94	..	94	....	....
Neglecting to support family	1	..	.	....	1	31	9	24	1	15
Pharmacy Acts, offences against	2	..	2	....	....	3	..	3	....	....
Profanation of the Lord's Day	32	2	28	....	6	96	6	96	....	6
Railway Acts, offences against	3	2	5	....	....	150	2	118	27	7
Revenue Laws "	2	..	1	....	1	10	..	9	....	1
Seamen Acts "	1	..	1	....	....	1	..	1	....	....
Statute Labour, offences relating to	....	..	...	....	....	16	..	16	....	....
Threats and abusive language	15	1	2	1	13	167	18	154	5	26
Trespass	384	3	273	....	114	727	9	601	9	126
Vagrancy	214	55	131	79	59	1123	164	464	709	114
Drunkenness	433	277	696	2	12	2982	389	3,170	77	123
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	4	..	3	1	....	62	4	55	10	1
Insulting, obscene and profane language	2	2	3	....	1	375	48	417	1	5
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	63	121	100	41	43	141	360	364	86	51
Loose, idle, disorderly	711	46	534	....	223	1554	81	1,381	16	238
Weights and Measures Acts, offences against	....	..	....	....	....	22	2	24	....	....
Insanity	2	1	....	....	3	40	12	....	....	52
Totals	3429	609	3,071	141	826	14 216	1435	13,361	1,022	1,268

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Province of Manitoba — Province du Manitoba. Central—Centre. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Eastern—Est. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES.
										Falsification de substances alimentaires.
20		20			48	4	50		2	Voies de fait.
					1		1			Perturbation de la paix.
1		1			4		3		1	Port d'armes illégal.
										Mépris de cour.
1		1			5		5			Cruauté envers les animaux.
					2		1		1	Perturbation de réunions religieuses et autres.
										Infractions aux lois des pêcheries.
					7		7			" défendant le jeu.
3		3			1		1			" de chasse.
										Incorrigible.
					1		1			Larcin.
										Vol de chiens, oiseaux, etc.
										" bois, arbres, fruits, etc.
					20		20			Infractions aux lois des licences de boissons.
										Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
					4		4			Vente de boissons durant les heures défendues.
					2		2			" sans licence.
2		2			6		5		1	Contravention à la loi relative à la vente de boissons aux Sauvages.
										Dommages malicieux à la propriété.
1		1			15	2	17			Autres dommages à la propriété.
					59	3	62			Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
						2	2			Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
										" de la milice.
										Divers petits délits.
20	1	21			141	3	125		19	Contraventions aux lois municipales.
2		2			5		5			Pratiquant divers états sans licence.
					4		4			Inf. aux lois sur l'hygiène publique.
2		2			3		3			Délits ayant rapport aux chemins publics.
										Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
										Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
					2		2			Profanation du dimanche.
3		3			4		3		1	Infractions aux lois des chemins de fer.
										Délits contre le revenu de l'Etat.
										Infractions aux lois maritimes.
										Délits ayant rapport à la corvée.
1		1			13	1	6		8	Menaces et langage injurieux.
1			1		11		5		6	Empiétement.
1			1		51	20	2	41	28	Vagabondage.
99	4	103			598	75	542		131	Ivresse.
					3		3			Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
										Langage insultant, obscène, profane.
					17	49	59	6	1	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
6		5		1	44	3	44		3	Conduite déréglée.
										Infractions aux lois des poids et mesures.
										Aliénation mentale.
163	5	165	2	1	1071	162	984	47	202	........Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	Province of Manitoba—*Concluded.* — Province du Manitoba—*Fin.*									
	Western—Ouest.					Totals of Manitoba. — Totaux de Manitoba.				
	Convictions Total Condamnations.		Sentence.			Convictions Total Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	8		8			76	4	78		2
Breach of peace	4		4			5		5		
Carrying fire-arms and unlawful weapons						5		4		1
Contempt of court										
Cruelty to animals						6		6		
Disturbing religious and like meetings						2		1		1
Fishery Acts, offences against										
Gambling Acts "						7		7		
Game Laws "						4		4		
Incorrigible										
Larceny						1		1		
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against						20		20		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours						4		4		
" without license						2		2		
Violation of Indian liquor law						8		7		1
Malicious injury to property										
Other damage to property	1		1			17	2	19		
Master's and Servant's Acts, offences against						59	3	62		
Medical and Dentistry Acts, offences against							2	2		
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-Laws, breaches of						161	4	146		19
Exercising various callings without license	1		1			8		8		
Health By-laws, offences against						4		4		
Highways, offences relating to						5		5		
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day	1		1			3		3		
Railway Acts, offences against						7		6		1
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language						14	1	7		8
Trespass	2		2			14		7	1	6
Vagrancy	2	1	1		2	54	21	3	42	30
Drunkenness						697	79	645		131
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	2		2			5		5		
Insulting, obscene and profane language										
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.						17	49	59	6	1
Loose, idle, disorderly						50	3	49		4
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	21	1	20		2	1255	168	1169	49	205

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA. — PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

Cariboo. Convictions Total — Condamnations. M.	Cariboo. F.	Cariboo. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Cariboo. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Cariboo. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	Victoria. Convictions Total — Condamnations. M.	Victoria. F.	Victoria. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Victoria. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Victoria. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	Offenses.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Falsification de substances alimentaires.
..	..	..	..	..	22	1	20	1	2	Voies de fait.
..	..	..	..	..	3	..	2	..	1	Perturbation de la paix.
..	..	..	..	..	3	..	2	1	..	Port d'armes illégal.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Mépris de cour.
..	..	..	..	..	7	..	5	..	2	Cruauté envers les animaux.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Perturbation de réunions religieuses et autres.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Infractions aux lois des pêcheries.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	" défendant le jeu.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	" de chasse.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Incorrigible.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Larcin.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Vol de chiens, oiseaux, etc.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	" bois, arbres, fruits, etc.
..	..	..	..	..	4	..	4	..	..	Infractions aux lois des licences de boissons.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Vente de boissons durant les heures défendues
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	" sans licence.
..	..	..	..	..	39	1	36	3	1	Contravention à la loi relative à la vente de boissons aux Sauvages.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Dommages malicieux à la propriété.
..	..	..	..	..	3	..	3	..	..	Autres dommages à la propriété.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	" la milice.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Divers petits délits.
..	..	..	..	..	96	9	105	..	..	Contraventions aux lois municipales.
..	..	..	..	..	4	..	4	..	..	Pratiquant divers états sans licence.
..	..	..	..	..	7	..	7	..	..	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
1	..	1	..	..	5	..	5	..	..	Délits ayant rapport aux chemins publics.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
..	..	..	..	..	1	..	1	..	..	Infract. aux lois concernant les pharmaciens.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Profanation du dimanche.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Infractions aux lois des chemins de fer.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Délits contre le revenu de l'Etat.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Infractions aux lois maritimes.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Délits ayant rapport à la corvée.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Menaces et langage injurieux.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Empiétement.
..	..	..	..	..	14	1	2	9	4	Vagabondage.
3	2	5	..	..	254	36	288	..	2	Ivresse.
..	..	..	..	..	8	..	6	2	..	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Langage insultant, obscène, profane.
..	..	..	..	..	1	9	7	2	1	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Conduite déréglée.
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Infractions aux lois des poids et mesures
..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Aliénation mentale.
4	2	6	..	..	471	57	497	18	13	........Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA—*Concluded.* — PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—*Fin.*

OFFENCES.	Westminster and Yale. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Totals of British Columbia — Totaux de la C.-Britannique. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food	....	..	....	....	....	...	..	......	....	......
Assaults	52	..	41	4	7	74	1	61	5	9
Breach of peace	22	..	19	2	1	25	..	21	2	2
Carrying fire-arms and unlawful weapons	5	..	5	....	.....	8	..	7	1	....
Contempt of court	1	..	...	....	1	1	..	....	....	1
Cruelty to animals	10	..	8	....	2	17	..	13	....	4
Disturbing religious and like meetings	2	..	....	....	2	2	..	......	....	2
Fishery Acts, offences against	....	..	....	....	...	....	..	....	....	......
Gambling Acts "	34	..	33	1	......	34	..	33	1	.....
Game Laws "	4	..	3	1	......	4	..	3	1	.....
Incorrigible	....	..	....	....	....	....	..	......	....	....
Larceny	2	..	1	....	1	2	..	1	....	1
" of dogs, birds, &c	....	..	.....	....	.....	....	..	......	....	......
" of timber, trees, fruits, &c	7	..	3	....	4	7	..	3	....	4
Liquor License Acts, offences against	3	..	3	....	.....	7	..	7	....	.....
Breach of Canada Temperance Act	....	..	......	....	.....	....	..	......	....	......
Selling liquor during prohibited hours	1	..	1	....	......	1	..	1	....	....
" without license	1	..	1	....	......	1	..	1	....	......
Violation of Indian liquor law	70	3	51	21	1	109	4	87	24	2
Malicious injury to property	10	..	1	....	9	10	..	1	....	9
Other damage to property	9	..	7	....	2	12	..	10	....	2
Master's and Servant's Acts, offences against	....	..	......	....	.....	....	..	......	....	......
Medical and Dentistry Acts, offences against	...	..	......	....	....	....	..	......	....	......
Militia Acts "	....	..	......	....	..	....	..	......	....	......
Miscellaneous minor offences	1	..	1	....	..	1	..	1	....	......
Municipal Acts and By-laws, breaches of	220	2	151	1	70	316	11	256	1	70
Exercising various callings without license	20	..	16	....	4	24	..	20	....	4
Health By-laws, offences against	60	1	39	1	21	67	1	46	1	21
Highways, offences relating to	11	..	11	....	......	17	..	17	....	......
Neglecting to support family	....	..	....	....	......	....	..	......	....	......
Pharmacy Acts, offences against	....	..	.....	....	......	1	..	1	....	..
Profanation of the Lord's Day	6	..	5	....	1	6	..	5	....	1
Railway Acts, offences against	....	..	.....	....	......	....	..	......	....	......
Revenue Laws "	1	..	1	....	.....	1	..	1	....	......
Seamen Acts "	13	..	2	11	......	13	..	2	11	.....
Statute Labour, offences relating to	....	..	......	....	......	....	..	......	....	......
Threats and abusive language	12	1	4	....	9	12	1	4	....	9
Trespass	5	..	5	....	......	5	..	5	....	......
Vagrancy	184	13	56	65	76	198	14	58	74	80
Drunkenness	857	75	709	182	41	1114	113	1,002	182	43
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	4	..	2	1	1	12	..	8	3	1
Insulting, obscene and profane language	10	1	5	2	4	10	1	5	2	4
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	9	187	194	1	1	10	196	201	3	2
Loose, idle, disorderly	40	2	30	8	4	40	2	30	8	4
Weights and Measures Acts, offences against	...	..	....	....	......	....	..	....	....	..
Insanity	...	..	......	....	......	....	..	......	....	......
Totals	1686	285	1,408	301	262	2161	344	1,911	319	27[illegible]

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

The Territories. — Les Territoires. Alberta, Northern—Nord. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Alberta, Southern—Sud. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	OFFENSES.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Falsification de substances alimentaires.
24	1	25	....	....	23	1	24	....	....	Voies de fait.
2	..	....	2	....	10	..	5	1	4	Perturbation de la paix.
6	..	3	2	1	3	..	1	2	....	Port d'armes illégal.
1	..	1	....	....	1	..	....	1	....	Mépris de cour.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Cruauté envers les animaux.
....	..	....	....	....	2	..	2	....	....	Perturbation de réunions religieuses et autres.
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	Infractions aux lois des pêcheries.
....	..	....	....	....	2	..	....	2	....	" défendant le jeu.
17	..	14	....	3	1	..	1	....	....	" de chasse.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Incorrigible.
7	..	7	....	....	5	..	5	....	....	Larcin.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Vol de chiens, oiseaux, etc.
2	..	2	....	....	....	..	....	....	....	" bois, arbres, fruits, etc.
7	1	7	....	1	2	..	2	....	....	Infractions aux lois des licences de boissons.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
2	..	2	....	....	....	..	....	....	....	Vente de boissons durant les heures défendues
3	..	3	....	....	2	1	1	....	2	" sans licence.
19	1	12	7	1	17	.	9	5	3	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Dommages malicieux à la propriété.
3	..	....	....	3	7	..	5	2	....	Autres dommages à la propriété.
9	..	*a*9	....	....	8	..	*b*8	....	....	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
2	..	2	....	....	....	..	....	....	....	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" de la milice.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Divers petits délits.
17	..	8	....	9	22	..	21	....	1	Contraventions aux lois municipales.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Pratiquant divers états sans licence.
1	1	1	....	1	2	..	2	....	....	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
3	..	3	....	....	4	..	4	....	....	Délits ayant rapport aux chemins publics.
....	..	....	....	....	2	..	2	....	....	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
3	..	3	....	....	1	..	1	....	....	Profanation du dimanche.
40	..	12	25	3	13	..	5	5	3	Infractions aux lois des chemins de fer.
5	..	5	....	....	1	..	1	....	....	Délits contre le revenu de l'Etat.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois maritimes.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Délits ayant rapport à la corvée.
1	..	1	....	....	4	..	3	....	1	Menaces et langage injurieux.
5	..	4	1	....	1	..	1	....	....	Empiétement.
18	..	6	11	1	25	..	3	12	10	Vagabondage.
103	4	77	24	6	176	2	140	†29	9	Ivresse.
1	..	....	1	....	2	..	2	....	....	Exposit. indécente et aut. off. cont. la morale.
4	..	2	1	1	2	..	2	....	....	Langage insultant, obscène, profane.
2	10	12	....	....	2	15	17	....	....	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
....	..	....	....	....	4	..	3	†1	....	Conduite déréglée.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois des poids et mesures.
7	..	....	....	7	5	..	....	....	5	Aliénation mentale.
317	18	224	74	37	350	19	271	60	38	.........Totaux.

† 1. Sentenced both jail and fine—Condamné à la prison et à l'amende.
a 8, *b*2. Ordered to pay, but no amount gived—Ordre de payer, mais le montant non indiqué.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

The Territories—*Concluded.*

OFFENCES.	Assiniboia, Eastern—Est.					Assiniboia, Western—Ouest.				
	Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.		
	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	M.	F.	Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	36		34		2	11	1	11		1
Breach of peace						6		6		
Carrying fire-arms and unlawful weapons	2		1	1						
Contempt of court						1		1		
Cruelty to animals	1		1			1		1		
Disturbing religious and like meetings										
Fishery Acts, offences against						2		2		
Gambling Acts "										
Game Laws "	2		2			1		1		
Incorrigible										
Larceny	4		4			3		3		
" of dogs, birds, &c	2		2							
" of timber, trees, fruits, &c	2		2							
Liquor License Acts, offences against	4		3	1						
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours	5		5							
" without license						3		3		
Violation of Indian liquor law	14		10	3	1	19		16	3	
Malicious injury to property										
Other damage to property	9		9			1		1		
Master's and Servant's Acts, offences against	19		a18	1		8		b8		
Medical and Dentistry Acts, offences against	1		1							
Militia Acts "										
Miscellaneous minor offences						1		1		
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	40		38		2	10		10		
Exercising various callings without license						1		1		
Health By-laws, offences against	5		4	1						
Highways, offences relating to						1		1		
Neglecting to support family										
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day						2		2		
Railway Acts, offences against	3		3			4		3	1	
Revenue Laws "										
Seamen Acts "										
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language	1			1		1				1
Trespass	3		3							
Vagrancy	13		1	12		6		1	4	1
Drunkenness	62		56	2	4	46		40	3	3
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	2		2			1		1		
Insulting, obscene and profane language	5		5							
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	1				1					
Loose, idle, disorderly	2		2			8		5	2	1
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity	10				10	1				1
Totals	248		206	22	20	138	1	118	13	8

a 8, b 2: Ordered to pay, but no amount given—Ordre de payer, mais le montant non indiqué.

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

Les Territoires—*Fin.*

Saskatchewan.					Yukon.					Offenses.
Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			Convictions Total — Condamnations.		Sentence.			
		Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.			Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	
M.	F				M.	F				
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Falsification de substances alimentaires.
6	..	6	....	..	*a*32	..	6	....	2	Voies de fait.
1	..	1	....	....	*b*7	1	2	....	1	Perturbation de la paix.
....	..	....	....	....	*d*4	..	1	....	....	Port d'armes illégal.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Mépris de cour.
1	..	1	....	....	*e*17	..	....	....	....	Cruauté envers les animaux.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Perturbation de réunions religieuses et autres.
....	..	....	....	....	1	..	....	....	1	Infractions aux lois des pêcheries.
....	..	....	....	....	*f*970	..	158	....	5	" défendant le jeu.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" de chasse.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Incorrigible.
1	..	1	....	....	....	..	....	....	....	Larcin.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Vol de chiens, oiseaux, etc.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" bois, arbres, fruits, etc.
2	..	....	2	....	*d*8	..	3	....	2	Infractions aux lois des licences de boissons.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Vente de boissons durant les heures défendues
....	..	....	....	....	1	..	1	....	....	" sans licence.
3	..	3	....	....	*g*8	..	5	1	....	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Dommages malicieux à la propriété.
1	..	1	....	....	*g*2	..	....	....	....	Autres dommages à la propriété.
3	..	*c*3	....	....	*h*293	..	....	....	....	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	" " de la milice.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Divers petits délits.
8	..	8	....	....	*i*69	..	19	....	5	Contraventions aux lois municipales.
....	..	....	....	....	*j*9	..	....	....	....	Pratiquant divers états sans licence.
1	..	1	....	....	*k*55	..	4	....	1	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Délits ayant rapport aux chemins publics.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
....	..	....	....	....	*l*9	..	....	....	1	Profanation du dimanche.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois de chemins de fer.
....	..	....	....	....	*m*2	..	1	....	....	Délits contre le revenu de l'Etat.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infractions aux lois maritimes.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Délits ayant rapport à la corvée.
....	..	....	....	....	*g*2	..	....	....	....	Menaces et langage injurieux.
2	..	2	....	....	....	..	....	....	....	Empiètement.
....	..	....	....	....	*l*9	..	....	....	....	Vagabondage.
28	1	22	4	3	*n*341	..	53	4	2	Ivresse.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Langage insultant, obscène, profane.
....	..	....	....	....	....	*o*14	....	....	..	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
....	..	....	....	....	*o*14	..	....	....	....	Conduite déréglée.
....	..	....	....	....	....	..	....	....	....	Infraction aux lois des poids et mesures.
3	..	....	....	3	9	..	....	....	9	Aliénation mentale.
62	1	51	6	6	1862	15	253	5	30	.... Totaux.

c 2: Ordered to pay, but no amount given—Ordre de payer, mais le montant non indiqué.

a 24, *b* 5, *d* 3, *e* 17, *f* 807, *g* 2, *h* 293, *i* 45, *j* 9, *k* 50, *l* 8, *m* 1, *n* 282, *o* 14: Totals, 1,589 convictions. No details given—Aucun détail indiqué.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

Offences.	Grand Totals. Prince Edward Island. — Ile du Prince-Edouard. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Nova Scotia. — Nouvelle-Ecosse. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food										
Assaults	17		17			171	28	176	12	11
Breach of peace						105	61	137	28	1
Carrying fire-arms and unlawful weapons						3		3		
Contempt of court										
Cruelty to animals						2		2		
Disturbing religious and like meetings	2		2			7		7		
Fishery Acts, offences against						3		3		
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny						5		5		
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c										
Liquor License Acts, offences against	5	4	9			42	7	49		
Breach of Canada Temperance Act						63	8	71		
Selling liquor during prohibited hours										
" without license						30	3	32	1	
Violation of Indian liquor law										
Malicious injury to property	11		11			1		1		
Other damage to property						33	7	40		
Master's and Servant's Acts, offences against										
Medical and Dentistry Acts, offences against										
Militia Acts "						4		4		
Miscellaneous minor offences										
Municipal Acts and By-laws, breaches of	17	1	18			153	18	127	40	4
Exercising various callings without license						10		10		
Health By-laws, offences against	2		2			1		1		
Highways, offences relating to	2		2			21		21		
Neglecting to support family						2		1	1	
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day		1	1			2		2		
Railway Acts, offences against						19		19		
Revenue Laws "										
Seamen Acts "						9		1	6	2
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language						20	8	18		10
Trespass										
Vagrancy		1		1		20	4	7	17	
Drunkenness	319	8	325	2		1176	79	1,196	45	14
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral	1		1			8		7	1	
Insulting, obscene and profane language	3		3			88	16	102		2
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof		1	1				2		2	
Loose, idle, disorderly	7		7			29	2	27	4	
Weights and Measures Acts, offences against										
Insanity										
Totals	386	16	399	3		2027	243	2,069	157	44

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

GRANDS TOTAUX.

New Brunswick. — Nouveau-Brunswick. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Québec. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Offenses.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Falsification de substances alimentaires.
159	8	165	1	1	557	66	537	32	54	Voies de fait.
85	3	88	...	...	217	12	155	49	25	Perturbation de la paix.
1	..	1	...	...	21	..	14	1	6	Port d'armes illégal.
...	..	...	...	...	2	..	1	1	...	Mépris de cour.
3	..	3	...	...	159	3	158	...	4	Cruauté envers les animaux.
7	..	7	...	...	20	..	20	...	...	Perturbation de réunions religieuses et autres
20	..	20	...	...	19	..	18	...	1	Infractions aux lois des pêcheries.
6	..	6	...	...	54	..	11	...	43	" défendant le jeu.
9	..	9	...	...	6	..	5	...	1	" de chasse.
...	..	...	...	...	4	..	1	2	1	Incorrigible.
...	..	...	...	...	52	..	45	...	7	Larcin.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Vol de chiens, oiseaux, etc.
...	..	...	...	...	7	..	7	...	...	" bois, arbres, fruits, etc.
29	7	36	...	...	101	25	122	...	4	Infractions aux lois des licences de boissons.
208	45	252	1	...	...	..	...	...	...	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
5	..	5	...	...	119	12	131	...	...	Vente de boissons durant les heures défendues.
4	1	5	...	...	150	51	201	...	...	" sans licence.
2	..	2	...	...	...	..	...	...	...	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
9	..	9	...	...	38	3	41	...	...	Dommages malicieux à la propriété.
22	..	22	...	...	110	16	109	1	16	Autres dommages à la propriété.
...	..	...	...	...	10	1	9	...	2	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
...	..	...	...	...	5	..	5	...	...	Inf. aux lois concernant la méd. et les dent.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" " la milice.
1	..	1	...	...	3	..	2	...	1	Divers petits délits.
65	3	66	...	2	692	8	661	2	37	Contraventions aux lois municipales.
10	..	10	...	...	85	7	87	...	5	Pratiquant divers états sans licence.
1	..	1	...	...	1	..	1	...	...	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
7	..	7	...	...	31	..	30	...	1	Délits ayant rapport aux chemins publics.
...	..	...	...	...	9	..	4	1	4	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infrac. aux lois concernant les pharmaciens.
8	2	10	...	...	3	..	3	...	...	Profanation du dimanche.
...	..	...	...	...	12	..	9	1	2	Infractions aux lois des chemins de fer.
...	..	...	...	...	30	..	29	1	...	Délits contre le revenu de l'Etat.
6	..	4	...	2	57	..	...	57	...	Infractions aux lois maritimes.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Délits ayant rapport à la corvée.
22	1	21	1	1	46	2	20	2	26	Menaces et langage injurieux.
...	..	...	...	...	28	..	24	3	1	Empiétement.
51	2	29	16	8	1318	279	1,137	204	256	Vagabondage.
1213	75	1,276	12	...	2802	407	2,838	85	286	Ivresse.
1	..	1	...	...	23	2	21	1	3	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale
23	5	28	...	...	20	..	20	...	...	Langage insultant, obscène, profane.
17	21	34	4	...	189	389	219	336	23	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
5	..	5	...	...	144	2	137	2	7	Conduite déréglée.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois des poids et mesures.
1	1	...	...	2	...	1	...	...	1	Aliénation mentale.
2000	174	2,123	35	16	7144	1286	6,832	781	817	.... Totaux.

TABLE III.—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

GRAND TOTALS—*Continued.*

OFFENCES.	Ontario. Convictions Total — Condamnations. M.	F	Ontario. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Ontario. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Ontario. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.	Manitoba. Convictions Total — Condamnations. M.	F	Manitoba. Sentence. Option of a fine. — Sur option	Manitoba. Sentence. Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Manitoba. Sentence. Deferred &c. — Remise, etc.
Adulteration of food	14		14							
Assaults	1600	89	1532	48	109	76	4	78		2
Breach of peace	182	6	171	2	15	5		5		
Carrying fire-arms and unlawful weapons	39		31	3	5	5		4		1
Contempt of court	7	1	7	1						
Cruelty to animals	172		161	1	16	6		6		
Disturbing religious and like meetings	45		40		5	2		1		1
Fishery Acts, offences against	77		75		2					
Gambling Acts "	32	2	33		1	7		7		
Game Laws "	29		29			4		4		
Incorrigible	4	1		5						
Larceny	54	2	50		6	1		1		
" of dogs, birds, &c	16		16							
" of timber, trees, fruits, &c	26		22		4					
Liquor License Acts, offences against	514	35	541	8		20		20		
Breach of Canada Temperance Act										
Selling liquor during prohibited hours	114	14	128			4		4		
" without license	49	5	53	1		2		2		
Violation of Indian liquor law	17	1	15	3		8		7		1
Malicious injury to property	60	5	39	1	25					
Other damage to property	277	12	268	5	16	17	2	19		
Master's and Servant's Acts, offences against	234	16	247	1	2	59	3	62		
Medical and Dentistry Acts, offences against	39	9	46		2		2	2		
Militia Acts "	6		5		1					
Miscellaneous minor offences	18		16		2					
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	2823	123	2651	2	293	161	3	146		19
Exercising various callings without license	118	5	121		2	8		8		
Health By-laws, offences against	56	5	58		3	4		4		
Highways, offences relating to	94		94			5		5		
Neglecting to support family	31	9	24	1	15					
Pharmacy Acts, offences against	3		3							
Profanation of the Lord's Day	96	6	96		6	3		3		
Railway Acts, offences against	150	2	118	27	7	7		6		1
Revenue Laws "	10		9		1					
Seamen Acts "	1		1							
Statute Labour, offences relating to	16		16							
Threats and abusive language	167	18	154	5	26	14	1	7		8
Trespass	727	9	601	9	126	14		7	1	6
Vagrancy	1123	164	464	709	114	54	21	3	42	30
Drunkenness	2981	389	3170	77	123	697	79	645		131
Indecent exposure and oth. off. ag'st moral.	62	4	55	10	1	5		5		
Insulting, obscene and profane language	375	48	417	1	5					
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	141	360	364	86	51	17	49	59	6	1
Loose, idle, disorderly	1554	81	1381	16	238	50	3	49		4
Weights and Measures Acts, offences against	22	2	24							
Insanity	40	12			52					
Totals	11215	1435	13360	1022	1268	1255	168	1169	49	205

TABLEAU III.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES PAR MAGISTRATS DE POLICE ET AUTRES JUGES DE PAIX.

GRANDS TOTAUX—*Fin.*

British Columbia — Colombie-Britannique. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	The Territories — Les Territoires. Convictions Total — Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred &c. — Remise, etc.	Offenses.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Falsification de substances alimentaires.
74	1	61	5	9	132	3	106	...	5	Voies de fait.
25	..	21	2	2	26	1	14	3	5	Perturbation de la paix.
8	..	7	1	...	15	..	6	5	1	Port d'armes illégal.
1		...	...	1	3	..	2	1	...	Mépris de cour.
17	..	13	...	4	21	..	4	...	...	Cruauté envers les animaux.
2	..	...	...	2	3	.	3	...	...	Perturbation de réunions religieuses et autres.
...	..	...	...	...	4	..	3	...	1	Infractions aux lois des pêcheries.
34	..	33	1	...	972	..	158	2	5	" défendant le jeu.
4	..	3	1	...	21	..	18	...	3	" de chasse.
2	..	1	...	1	20	..	20	...	...	Incorrigible.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Larcin.
...	..	...	...	...	4	..	4	...	...	Vol de chiens, oiseaux, etc.
7	..	3	...	4	2	..	2	...	.	" bois, arbres, fruits, etc.
7	..	7	...	...	23	1	15	3	3	Infractions aux lois des licences de boissons.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Contraventions aux lois de tempérance du Canada.
1	..	1	...	...	7	..	7	...	...	Vente de boissons durant les heures défendues
1	..	1	...	...	9	1	8	...	2	Vente de boissons sans licence.
109	4	87	24	2	80	1	55	19	5	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
10	..	1	...	9	...	..	...	...	...	Dommages malicieux à la propriété.
12	..	10	...	2	23	..	16	2	3	Autres dommages à la propriété.
...	..	...	...	...	340	..	46	1	...	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
...	..	...	...	...	3	..	3	...	...	Infrac. aux lois concernant la méd. et les dent.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	" de la milice.
1	..	1	...	...	2	..	2	...	...	Divers petits délits.
316	11	256	1	70	166	..	104	...	17	Contraventions aux lois municipales.
24	..	20	...	4	11	..	2	...	...	Pratiquant divers états sans licence.
67	1	46	1	21	64	1	12	1	2	Infractions aux lois sur l'hygiène publique.
17	..	17	...	...	8	..	8	...	...	Délits ayant rapport aux chemins publics.
...	..	...	...	...	2	..	2	...	...	Néglig. de pourvoir aux besoins de la famille.
1	..	1	...	...	...	..	...	...	...	Inf. aux lois concernant les pharmaciens.
6	..	5	...	1	15	..	6	...	1	Profanation du dimanche.
...	..	...	...	...	60	..	23	31	6	Infractions aux lois des chemins de fer.
1	..	1	...	...	8	..	7	...	...	Délits contre le revenu de l'Etat.
13	..	2	11	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois maritimes.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Délits ayant rapport à la corvée.
12	1	4	...	9	9	..	4	1	2	Menaces et langage injurieux.
5	..	5	...	...	11	..	10	1	...	Empiétement.
198	14	58	74	80	72	..	12	39	13	Vagabondage.
1114	113	1002	182	43	756	7	388	66	27	Ivresse.
12	..	8	3	1	6	..	5	1	...	Exposit. indécente et aut. off. contre la morale.
10	1	5	2	4	11	..	9	1	1	Langage insultant, obscène, profane.
10	196	201	3	2	5	39	29	...	1	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
40	2	30	8	4	28	..	10	3	1	Conduite déréglée.
...	..	...	...	...	...	..	...	...	...	Infractions aux lois des poids et mesures.
...	..	...	...	...	35	..	...	...	35	Aliénation mentale.
2161	344	1911	319	275	2977	54	1123	180	139	.........Totaux.

Yukon : 1,877 convictions—condamnations ; on that number—sur ce nombre—1,589 without details—Sans détails.

TABLE III—SUMMARY CONVICTIONS BY POLICE MAGISTRATES AND OTHER JUSTICES.

OFFENCES.	GRAND TOTALS—GRANDS TOTAUX. Canada. Convictions. Total. Condamnations. M.	F.	Sentence. Option of a fine. — Sur option.	Committed without option. — Emprisonnés sans option.	Deferred, &c. — Remise, etc.
Adulteration of food	14	...	14	...	...
Assaults	2,786	199	2,672	98	191
Breach of peace	645	83	591	84	48
Carrying fire-arms and unlawful weapons.	92	...	66	10	13
Contempt of court	13	1	10	3	1
Cruelty to animals	380	3	347	1	18
Disturbing religious and like meetings	88	...	80	...	8
Fishery Acts, offences against	123	...	119	...	4
Gambling Acts "	1,105	2	248	3	49
Game Laws "	73	...	68	1	4
Incorrigible	8	1	1	7	1
Larceny	134	2	122	...	14
" of dogs, birds, &c.	20	...	20	...	...
" of timber, trees, fruits, &c	42	...	34	...	8
Liquor License Acts, offences against	741	79	799	11	7
Breach of Canada Temperance Act	271	53	323	1	...
Selling liquor during prohibited hours	250	26	276	...	...
" without license	245	61	302	2	2
Violation of Indian liquor law	216		166	46	8
Malicious injury to property	129	8	102	1	34
Other damage to property	494	37	484	8	37
Master's and Servant's Acts, offences against.	643	20	364	2	4
Medical and Dentistry Acts "	47	11	56	...	2
Militia Acts "	10	...	9	...	1
Miscellaneous minor offences	25	...	22	...	3
Municipal Acts and By-Laws, breaches of	4,393	168	4,029	45	442
Exercising various callings without license	266	12	258	...	11
Health By-laws, offences against	196	7	125	2	26
Highways, offences relating to	185	...	184	...	1
Neglecting to support family	44	9	31	3	19
Pharmacy Acts, offences against	4	...	4	...	...
Profanation of the Lord's Day	133	9	126	...	8
Railway Acts, offences against	248	2	175	59	16
Revenue Laws "	49	...	46	1	1
Seamen Acts "	86	...	8	74	4
Statute Labour, offences relating to	16	...	16	...	...
Threats and abusive language	290	31	228	9	82
Trespass	785	9	647	14	133
Vagrancy	2,836	485	1,710	1,102	501
Drunkenness	11,058	1,157	10,840	469	624
Indecent exposure	118	6	103	16	5
Insulting, obscene and profane language.	530	70	584	4	12
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	379	1,057	907	437	78
Loose, idle, disorderly	1,857	90	1,646	33	254
Weights and Measures Acts, offences against.	22	2	24	...	...
Insanity	76	14	...	...	90
Totals	32,165	3,720	28,986	2,546	2,764

TABLE IV.

NUMBER OF PERSONS FINED AND AMOUNTS OF FINES.

TABLEAU IV.

NOMBRE DE PERSONNES MISES À L'AMENDE ET MONTANT DES AMENDES.

TABLE IV.—NUMBER OF PERSONS FINED AND AMOUNTS OF FINES.

OFFENCES.	Prince Edward Island. — Ile du Prince-Edouard.					Nova Scotia. — Nouvelle-Ecosse.				
	No. of persons fined. — Nombre de personnes mises à l'amende	Am't of fines, costs or damage. — Montants des amendes, frais ou dommages.	Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Paid. — Payé.	Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Not paid. — Non payé.	No. of pers. com. to jail in defa'lt to pay fines. — Nomb. de per. mises en prison à défaut de payer l'am.	No. of persons fined. — Nombre de personnes mises à l'amende	Am't of fines, costs or damage. — Montants des amendes, frais ou dommages.	Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Paid. — Payé.	Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Not paid. — Non payé.	No. of pers. com. to jail in defa'lt to pay fines. — Nomb. de per. mises en prison à défaut de payer l'am.
		$	$	$			$	$	$	
Adulteration of food										
Assaults	17	83	58	25	2	176	1,069	826	243	38
Breach of peace						137	706	483	223	41
Carry'g fire-arms & unlawf. weapons						3	25	25		
Contempt of court										
Cruelty to animals						2	31	31		
Disturb'g religious & like meetings.	2	6	6			7	28	18	10	3
Fishery Acts, offences against						3	61	61		
Gambling Acts "										
Game Laws "										
Incorrigible										
Larceny						3	10	8	2	1
" of dogs, birds, &c										
" of timber, trees, fruits, &c.						2	4	4		
Liq. License Acts, offences against	9	641	641			49	2,023	1,821	202	2
Breach of Canada Temperance Act						71	3,597	3,248	349	6
Selling liq. during prohib'd hours										
" without license						*a*33	1,765	1,435	330	4
Violation to Indian liquor law										
Malicious injury to property	11	24	20	4		1	3	3		
Other damage to property						40	191	72	119	21
Master's and Servant's Acts, offences against.										
Medical & Dent'y Acts, off. against.										
Militia Acts, offences against						4	171	71	100	1
Miscellaneous minor offences										
Munic. Acts & By-laws, breaches of.	18	49	34	15	2	127	260	245	15	6
Exerc'g various callings with't lic.						10	65	65		
Health By-laws, offences against	2	6	3	3	1	1	10	10		
Highways, offences relating to	2	7	7			21	97	78	19	2
Neglecting to support family						1	20		20	1
Pharmacy Acts, offences against										
Profanation of the Lord's Day	1	25		25	1	2	4	4		
Railway Acts, offences against						19	53	38	15	5
Revenue Laws "										
Seamen Acts "						1	4	4		
Statute Labour, offences relating to										
Threats and abusive language						18	55	52	3	1
Trespass										
Vagrancy						7	48	12	36	4
Drunkenness	325	1,678	696	982	110	1,196	3,796	2,439	1,357	361
Indecent exposure	1	20		20	1	7	34	24	10	1
Insulting, obscene and profane language.	3	4	4			102	252	161	91	37
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	1	10	10							
Loose, idle, disorderly	7	22	22			27	133	129	4	2
Weights & Meas. Acts, offen. ag'st.										
Totals	399	2,575	1,501	1,074	117	2,070	14,515	11,367	3,148	537

a 1. Sentence both jail and fine—Condamné à la prison et à l'amende.

TABLEAU IV.—NOMBRE DE PERSONNES MISES A L'AMENDE ET MONTANTS DES AMENDES.

New Brunswick.—Nouveau-Brunswick.					Quebec.					Offenses.
No. of persons fined.—Nombre de personnes mises à l'amende	Am't of fines, costs or damage.—Montants des amendes, frais ou dommages.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Paid.—Payé.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Not paid.—Non payé.	No. of per. com. to jail in defa'lt to pay fines.—Nomb. de per. mises en prison à défaut de payer l'am.	No. of persons fined.—Nombre de personnes mises à l'amende	Am't of fines, costs or damage.—Montants des amendes, frais ou dommages.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Paid.—Payé.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Not paid.—Non payé.	No. of pers. com. to jail in defa'lt to pay fines.—Nomb. de per. mises en prison à défaut de payer l'am.	
	$	$	$			$	$	$		
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Falsificat. des subst. alimentaires.
165	1,864	976	888	49	*b*538	2,937	2,014	923	81	Voies de fait.
88	1,146	526	620	34	155	849	387	462	56	Perturbation de la paix.
1	10	....	10	....	14	109	79	30	2	Port d'armes illégal.
....	....	....	....	....	1	3	3	....	....	Mépris de cour.
3	40	40	....	....	158	890	794	96	11	Cruauté envers les animaux.
7	25	21	4	2	20	71	56	15	4	Perturb. de réunions relig. et autres.
20	64	64	....	....	18	59	59	....	....	Infractions aux lois des pêcheries.
6	75	75	....	....	11	136	136	....	....	" défendant le jeu.
9	176	176	....	....	5	182	182	....	....	" de chasse.
....	....	....	....	....	1	2	2	....	....	Incorrigible.
....	....	....	....	....	45	110	110	....	....	Larcin.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Vol de chien, oiseaux, etc.
....	....	....	....	....	7	43	18	25	....	" bois, arbres, fruits, etc.
36	1,600	1,350	250	6	122	5,522	5,372	150	....	Infrac. aux lois de lic. de boissons.
252	13,728	12,606	1,122	13	....	....	....	....	....	Contravention aux lois de tempérance du Canada.
5	425	325	100	1	131	5,227	5,227	....	....	Vente de boiss. dur. les heures déf.
5	500	400	100	1	201	17,980	16,930	1,050	1	" sans licence.
2	100	100	....	....	....	....	....	....	....	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
9	184	129	55	3	41	457	253	204	20	Dommages malicieux à la propriété.
22	303	203	100	5	109	442	331	111	26	Autres dommages à propriété.
....	....	....	....	....	9	58	53	5	1	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
....	....	....	....	....	5	125	125	....	....	Inf. aux lois conc. la méd. et les dent.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	" milice.
1	2	2	....	....	2	5	5	....	....	Divers petits délits.
66	356	338	18	3	661	1,113	953	160	21	Contravent. aux lois municipales.
10	66	60	6	1	87	920	770	150	7	Pratiq. divers états sans licence.
1	4	....	4	1	1	10	10	....	....	Inf. aux lois sur l'hygiène publ.
7	34	26	8	1	30	71	71	....	....	Délits ayant rap. aux chem. pub.
....	....	....	....	....	*b*5	80	10	70	3	Négligence de pourvoir aux besoins de la famille.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Inf. aux lois conc. les pharmaciens.
10	80	80	....	....	3	150	....	150	3	Profanation du dimanche.
....	....	....	....	....	9	33	9	24	3	Infrac. aux lois des chemins de fer.
....	....	....	....	....	29	2,870	2,820	50	1	Délits contre le revenu de l'Etat.
4	19	19	....	....	....	....	....	....	....	Infractions aux lois maritimes.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Délits ayant rapport à la corvée.
21	120	53	67	8	20	85	85	....	....	Menaces et langage injurieux.
....	....	....	....	....	24	54	36	18	7	Empiètement.
29	504	46	458	23	*c*1,148	5,580	1,780	3,800	592	Vagabondage.
1,276	6,673	3,387	3,286	529	*d*2,843	11,591	5,107	6,484	1,225	Ivresse.
1	15	....	15	1	21	526	99	427	13	Exposition indécente.
28	180	102	78	9	20	104	55	49	5	Langage insultant, obscène et profane.
34	1,767	620	1,147	16	*e*520	15,680	7,334	8,346	52	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
5	19	19	....	....	137	833	453	380	34	Conduite déréglée.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Inf. aux lois des poids et mesures.
2,123	30,079	21,743	8,336	706	7,151	74,907	51,728	23,179	2,168	........Totaux.

b 1, *c*11, *d* 5, *e* 301 : Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLE IV.—NUMBER OF PERSONS FINED AND AMOUNTS OF FINES.

OFFENCES.	Ontario. No. of persons fined. — Nombre de personnes mises à l'amende	Ontario. Am't of fines, costs or damage. — Montants des amendes, frais ou dommages.	Ontario. Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Paid. — Payé.	Ontario. Amount of fines, costs or damages. Not paid. — Non payé.	Ontario. No. of pers. com. to jail in defa'lt to pay fine. — Nomb. de per. mises en prison à défaut de payer l'am.	Manitoba. No. of persons fined. — Nombre de personnes mises à l'amende	Manitoba. Am't of fines, costs or damage. — Montants des amendes, frais ou dommages.	Manitoba. Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Paid. — Payé.	Manitoba. Amount of fines, costs or damages. Not paid. — Non payé.	Manitoba. No. of pers. com. to jail in defa'lt to pay fine. — Nomb. de per. mises en prison à défaut de payer l'am.
		$	$	$			$	$	$	
Adulteration of food	14	187	187	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Assaults	1,532	6,501	5,467	1,034	114	78	411	360	51	7
Breach of peace	171	625	559	66	11	5	18	18	.....	.....
Carry'g fire-arms & unlawf. weapons	31	368	164	204	11	4	56	32	24	2
Contempt of court	7	28	23	5	1	.....	.....	.....	.....	.....
Cruelty to animals	161	870	762	108	7	6	54	54	.....	.....
Disturb'g religious & like meetings	40	107	86	21	3	1	2	2	.....	.....
Fishery Acts, offences against	75	812	762	50	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Gambling Acts "	33	479	389	90	3	7	154	154	.....	.....
Game Laws "	29	391	346	45	.....	4	97	97	.....	.....
Incorrigible	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Larceny	50	210	196	14	2	1	22	22	.....	.....
" of dogs, birds, etc.	16	77	40	37	3	.....	.....	.....	.....	.....
" of timber, trees, fruits, &c.	22	49	43	6	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Liq. License Acts, offences against.	541	11,791	10,680	1,111	22	20	256	256	.....	.....
Breach of Canada Temperance Act	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Selling liq. during prohib'd hours	128	2,839	2,691	148	3	4	209	209	.....	.....
" without license	53	2,664	2,289	375	1	2	105	105	.....	.....
Violation of Indian liquor law	15	690	515	175	3	7	335	235	100	2
Malicious injury to property	39	210	160	50	3	.....	.....	.....	.....	.....
Other damage to property	268	1,165	1,002	163	12	19	139	130	9	2
Master's and Servant's Acts, offences against.	*247	2,686	2,511	175	2	62	1,202	1,202	.....	.....
Medical & Dent'y Acts, off. against	46	1,239	1,110	129	3	2	29	29	.....	.....
Militia Acts, offences against	5	100	100	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Miscellaneous minor offences	16	33	30	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Munic. Acts & By-laws, breaches of	2,651	5,315	4,793	522	24	146	315	313	2	1
Exerc'g various callings with't lic.	121	957	932	25	1	8	89	81	8	1
Health By-laws, offences against.	58	204	170	34	3	4	8	8	.....	.....
Highways, offences relating to	94	266	253	13	3	5	11	11	.....	.....
Neglecting to support family	†‡24	314	118	196	9	.....	.....	.....	.....	.....
Pharmacy Acts, offences against	3	50	50	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Profanation of the Lord's Day	96	325	212	113	13	3	7	7	.....	.....
Railway Acts, offences against	118	442	150	292	44	6	36	36	.....	.....
Revenue Laws "	a10	635	535	100	1	.....	.....	.....	.....	.....
Seamen Acts "	1	20	20	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Statute Labour, offences relating to	16	57	52	5	1	.....	.....	.....	.....	.....
Threats and abusive language	154	459	408	51	6	7	55	18	37	2
Trespass	601	953	800	153	43	7	14	14	.....	.....
Vagrancy	a465	1,897	145	1,752	393	3	12	8	4	1
Drunkenness	b3,172	8,920	5,526	3,394	653	645	1,726	1,256	470	147
Indecent exposure	c59	789	377	412	19	5	76	71	5	1
Insulting, obscene and profane language.	417	1,008	862	146	22	.....	.....	.....	.....	.....
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof.	d377	4,885	3,828	1,057	41	59	1,073	870	203	19
Loose, idle, disorderly	1,381	4,068	2,892	1,176	143	49	170	157	13	4
Weights & Meas. Acts, offenc. ag'st	24	130	129	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Totals	13,381	65,815	52,364	13,451	1,628	1,169	6,681	5,755	926	189

* 2: Ordered to pay, but no amount given—Ordre de payer, mais le montant non indiqué.
† 4: Ordered to pay $2 per week—Ordre de payer $2 par semaine.
‡ 2: " $5 " " $5
a 1, b 2, c 4, d 13: Sentenced both jail and fine—Condamné à la prison et à l'amende.

TABLEAU IV.—NOMBRE DE PERSONNES MISES À L'AMENDE ET MONTANTS DES AMENDES.

British Columbia.—Colombie-Britannique.					North-West Territories.—Territoires du Nord-Ouest.					
No. of persons fined.—Nombre de personnes mises à l'amende	Am't of fines, costs or damage.—Montants des amendes, frais ou dommages.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Paid.—Payé.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Not paid.—Non payé.	No. of pers. com. to jail in defa'lt to pay fine.—Nomb. de per mises en prison à défaut de payer l'am.	No. of persons fined.—Nombre de personnes mises à l'amende	Am't of fines, costs or damage.—Montants des amendes, frais ou dommages.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Paid.—Payé.	Amount of fines, costs or damages.—Montant des amendes, frais ou dommages. Not paid.—Non payé.	No. of pers. com. to jail in defa'lt to pay fine.—Nomb. de per. mises en prison à défaut de payer l'am.	Offenses.
	$	$	$			$	$	$		
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Falsification de subst. alimentaires.
61	775	746	29	1	*a*106	589	589	...	....	Voies de fait.
21	176	168	8	1	*b*14	70	70	....	....	Perturbation de la paix.
7	204	204	....	....	*d*6	60	55	5	1	Port d'armes illégal.
....	....	....	....	....	2	18	18	....	....	Mépris de cour.
13	137	137	....	....	*e*4	12	12	...	....	Cruauté envers les animaux.
....	....	....	....	....	3	23	23	....	....	Perturb. de réunions relig. et autres.
....	....	....	....	....	3	9	9	....	....	Infractions aux lois des pêcheries.
33	997	997	....	....	*f*158	7,885	7,885	....	....	" défendant le jeu.
3	101	101	....	....	18	410	310	100	2	" de chasse.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Incorrigible.
1	10	10	....	....	20	134	134	....	....	Larcin.
....	....	....	....	....	4	10	10	....	....	Vol de chiens, oiseaux, etc.
3	12	12	....	....	2	12	12	....	....	" bois, arbres, fruits, etc.
7	233	233	....	....	*d*15	737	737	....	....	Infrac. aux lois des lic. de boissons.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Contravention aux lois de tempérance du Canada.
1	50	50	....	....	7	315	315	....	....	Vente de boiss. dur les heures déf.
1	75	75	....	....	8	420	420	....	....	Vente de boisson sans licence.
87	4,281	1,942	2,339	38	*g*55	3,209	2,909	300	....	Contravention à la loi relative à la vente de boisson aux Sauvages.
1	18	18	....	....	....	....	....	....	....	Dommages malicieux à la propriété.
10	145	121	24	1	*g*16	150	150	....	....	Autres dommages à la propriété.
....	....	....	....	....	**h*46	354	354	....	....	Infractions aux lois concernant les maîtres et serviteurs.
....	....	....	....	....	3	49	49	...	....	Inf. aux lois conc. la méd. et les dents.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Infractions aux lois de la milice.
1	1	1	....	....	2	12	12	....	....	Divers petits délits.
256	1,233	1,178	55	2	*i*104	860	834	26	1	Contravention aux lois municipales.
20	145	129	16	....	*j*2	7	7	....	....	Pratiq. divers état sans licence.
46	371	364	7	....	*k*12	156	156	....	....	Inf. aux lois sur l'hygiène pub.
17	96	96	....	....	8	17	17	..	....	Délits ayant rap. aux chem. pub.
....	...	....	....	....	2	22	22	....	....	Négligence de pourvoir aux besoins de la famille.
1	20	20	....	....	....	....	....	....	....	Inf. aux lois conc. les pharmaciens.
5	52	52	....	....	*l*6	21	21	....	....	Profanation du dimanche.
....	....	....	....	....	23	83	83	....	....	Infrac. aux lois des chemins de fer.
1	27	27	....	....	*m*7	962	962	....	....	Délits contre le revenu de l'Etat.
2	20	20	....	....	....	....	....	....	....	Infractions aux lois maritimes.
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	Délits ayant rapport à la corvée.
4	27	27	....	....	*g*4	43	43	....	....	Menaces et langage injurieux.
5	23	23	....	....	10	83	83	....	....	Empiètement.
58	1,120	805	315	11	*l*12	172	49	123	7	Vagabondage.
1,002	7,162	5,590	1,572	139	*c n*389	1,953	1,834	119	23	Ivresse.
8	111	61	50	1	5	9	9	....	....	Exposition indécente.
....	....	....	....	....	9	63	63	....	....	Langage insultant, obscène et profane.
5	39	39	....	....	....	....	....	....	...	Tenant, habitant et fréquentant des maisons de désordre.
201	4,317	4,317	....	....	*o*29	314	314	....	....	Conduite déréglée.
30	362	352	10	1	*c o*11	143	83	60	2	Inf. aux lois des poids et mesures.
1,911	22,340	17,915	4,425	195	1,125	19,386	18,653	733	41	........Totaux.

* 22: Ordered to pay, but no amount given—Ordre de payer, mais le montant non indiqué.

Yukon, *a* 24, *b* 5, *d* 3, *e* 17, *f* 807, *g* 2, *h* 292, *i* 45, *j* 9, *k* 50, *l* 8, *m* 1, *n* 282, *o* 14: 1,589 offences, no details given relating to—Sur lesquelles aucun détail n'est donné.

c 3: Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLE IV.—NUMBER OF PERSONS FINED AND AMOUNTS OF FINES.

OFFENCES.	Canada.				
	Number of persons fined. — Nombre de personnes mises à l'amende.	Total amount of fines, costs or damages. — Montant total des amendes, frais ou dommages	Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Paid. — Payé.	Amount of fines, costs or damages. — Montant des amendes, frais ou dommages. Not paid. — Non payé.	Number of persons committed to jail in default to pay fines. — Nombre de personnes mises en prison à défaut de payer l'amende.
		$	$	$	
Adulteration of food	14	187	187	....	....
Assaults	2,673	14,229	11,036	3,193	292
Breach of peace	591	3,590	2,211	1,379	143
Carrying fire-arms and unlawful weapons	66	832	559	273	16
Contempt of court	10	49	44	5	1
Cruelty to animals	347	2,034	1,830	204	18
Disturbing religious and like meetings	80	262	212	50	12
Fishery Acts, offences against	119	1,005	955	50	....
Gambling Acts "	248	9,726	9,636	90	3
Game Laws "	68	1,357	1,212	145	2
Incorrigible	1	2	2	....	....
Larceny	120	496	480	16	3
" of dogs, birds, &c.	20	87	50	37	3
" of timber, trees, fruits, &c.	36	120	89	31	....
Liquor License Acts, offences against	799	22,803	21,090	1,713	30
Breach of Canada Temperance Act	323	17,325	15,854	1,471	19
Selling liquor during prohibited hours	276	9,065	8,817	248	4
" without license	303	23,509	21,654	1,855	6
Violation of Indian liquor law	166	8,615	5,701	2,914	48
Malicious injury to property	102	896	583	313	26
Other damage to property	484	2,535	2,009	526	67
Master's and Servant's Acts, offences against	364	4,300	4,120	180	3
Medical and Dentistry Acts, offences against	56	1,442	1,313	129	3
Militia Acts, offences against	9	271	171	100	1
Miscellaneous minor offences	22	53	50	3	....
Municipal Acts and By-laws, breaches of	4,029	9,501	8,688	813	59
Exercising various callings without license	258	2,249	2,044	205	10
Health By-laws, offences against	125	769	721	48	5
Highways, offences relating to	184	599	559	40	6
Neglecting to support family	32	436	150	286	11
Pharmacy Acts, offences against	4	70	70	....	....
Profanation of the Lord's Day	126	664	376	288	17
Railway Acts, offences against	175	647	316	331	52
Revenue Laws "	47	4,494	4,344	150	2
Seamen Acts "	8	63	63	....	....
Statute Labour, offences relating to	16	57	52	5	1
Threats and abusive language	228	844	686	158	17
Trespass	647	1,127	956	171	50
Vagrancy	1,722	9,333	2,845	6,488	1,036
Drunkenness	10,848	43,499	25,835	17,664	3,187
Indecent exposure	107	1,580	641	939	37
Insulting, obscene and profane language	584	1,650	1,286	364	73
Keeping, frequenting bawdy houses and inmates thereof	1,221	28,046	17,293	10,753	128
Loose, idle, disorderly	1,647	5,750	4,107	1,643	186
Weights and Measures Acts, offences against	24	130	129	1	....
Totals	*29,329	336,298	181,026	55,272	5,581

* 343: Sentenced both jail and fine—Condamnés à la prison et à l'amende.

TABLE V.

SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO BE TRIED BY JURY.

TABLEAU V.

CONDAMNATIONS SOMMAIRES ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ.

TABLE V.—SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO TRIAL BY JURY.

Judicial Districts. — Districts Judiciaires.	Summary Convictions. — Condamnations sommaires.			Cases subject to be tried by Jury but tried summarily by consent, — Causes de la compétence d'un juré mais jugées sommairenent de consentement. By Police or other Magistrate. — Par un Magistrat de Police ou autre.						Under the Speedy Trials Act. — En vertu de l'Acte des procès expéditifs.					
				Convictions — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.	
	M.	F.	Totals. — Totaux.	M.	F.	H.	F.	M	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.
King's, P.E.I.—I. du P.-E.	..	....	....	....	....	..	....	....	....	....	..	.. .	....	....	...
Prince, P.E.I.—I. du P.-E.	50	1	51	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	...
Queen's, P.E.I.—I. du P.-E	336	15	351	14	....	18	....	32	...	....	....	....	....	....	...
Totals of P.E. Island.. / Totaux de l'I. du P.-E.	386	16	402	14	...	18	....	32	....	...	...	....	....	....	...
PROVINCE OF ONTARIO.															
Algoma and Manitoulin....	85	1	86	3	....	...	....	3	...	31	....	6	....	37	...
Brant	683	29	712	121	8	25	3	146	11	12	....	6	2	18	2
Bruce	290	1	291	4	...	3	....	7	...	14	....	12	3	26	3
Carleton	751	147	898	94	18	75	5	169	23	20	....	7	....	27	...
Dufferin	49	1	50	2	....	....	....	2	....	...	....	1	....	1	...
Elgin	283	11	294	40	....	9	....	49	....	4	....	....	....	4	...
Essex	430	28	458	70	3	4	....	74	3	7	....	7	...	14	...
Frontenac	155	10	165	18	1	1	..	19	1	6	3	4	1	10	4
Grey	212	14	226	24	1	5	1	29	2	13	....	2	....	15	...
Haldimand	106	3	199	3	....	4	....	7	....	4	....	1	....	5	...
Halton	66	6	72	..	....	....	....	....	...	6	1	2	...	8	1
Hastings	420	35	405	67	2	39	5	106	7	36	...	23	1	59	1
Huron	49	5	54	....	...	1	....	1	....	20	....	7	....	27	...
Kent	140	11	151	49	....	55	10	104	10	6	....	16	....	22	...
Lambton	283	9	292	29	...	10	1	39	1	28	....	7	...	35	...
Lanark	303	22	325	2	....	....	....	2	....	18	...	1	2	19	2
Leeds and Grenville	429	29	458	35	2	2	....	37	2	14	....	1	1	15	1
Lennox and Addington	122	8	130	....	...	....	....	....	....	3	...	....	....	3	...
Lincoln	184	4	188	22	2	7	....	29	2	15	....	2	....	17	...
Middlesex	679	43	722	104	7	50	2	154	9	42	....	8	....	50	...
Muskoka and Parry Sound	205	17	222	28	....	....	....	28	....	8	.. .	3	....	11	...
Nipissing	392	24	416	13	....	....	....	13	....	7	2	..	...	7	2
Norfolk	95	5	100	21	1	.. .	....	21	1	2	....	5	....	7	...
Northumberland & Durham	275	29	304	21	....	2	....	23	...	15	2	8	....	23	2
Ontario	155	3	158	12	....	3	....	15	....	3	1	1	....	4	1
Oxford	336	17	353	16	....	2	....	18	....	8	....	3	....	11	...
Peel	40	.....	40	....	....	....	....	....	. .	18	....	2	....	20	...
Perth	263	11	274	48	1	31	2	79	3	1	...	1	....	2	...
Peterborough	196	27	223	37	1	33	3	70	4	1	....	3	....	4	..
Prescott and Russell	54	2	56	1	....	1	....	2	....	1	....		....	1	..
Prince Edward	52	4	56	12	1	....	...	12	1	2	....	. .	....	2	...
Renfrew	233	15	248	2	....	....	....	2	....	6	....	1	....	7	...
Simcoe	205	10	215	18	3	12	....	30	3	26	..	10	....	36	...
Storm't, D'das and Gleng'ry	227	13	240	10	3	3	....	13	3	6	....	2	....	8	..
Thunder Bay & Rainy River	561	142	703	47	....	5	....	52	....	7	....	2	....	9	...
Victoria	214	9	223	24	1	5	....	29	1	4	. .	2	...	6	...
Waterloo	220	6	226	...	2	....		...	2	15	....	3	....	18	...
Welland	339	13	352	30	....	11	....	41	...	9	....	....	...	9	...
Wellington	243	8	251	14	1	6	...	20	1	24	....	3	....	27	.
Wentworth	763	54	817	126	18	145	7	271	25	67	...	14	....	81	..
York	3,429	609	4,038	649	80	404	53	1053	133	28	2	14	3	42	
Totals of Ontario.... / Totaux d'Ontario....	14,216	1,435	15651	1816	156	853	92	2769	248	557	11	190	13	747	2

TABLEAU V.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES, ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ.

Cases tried by Jury. — Causes jugées par jurés.						Totals of Indictable Offences. — Totaux des délits sujets à poursuite.						Grand Totals of Indictable Offences and Summary Convictions. — Grands totaux des délits sujets à poursuite et des condamnations sommaires.						Grand Totals of all offences. — Grands Totaux de toutes les offences.
Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		
M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	
....	....	....	....	....	....	...	....	....	.....	.....	....	.....	....	.....	....	.....	....	......
3	....	...	....	3	....	3	....	....	.....	3	..	53	1	.	....	53	1	54
10	.. .	.. .	....	10	.	24	....	18	.....	42	....	360	15	18	....	378	15	393
13	....	....	....	13	....	27	....	18	......	45	....	413	16	18	....	431	16	447
PROVINCE D'ONTARIO.																		
....	....	....	....	....	....	34	....	6	......	40	....	119	1	6	...	125	1	126
....	....	1	....	1	....	133	8	32	5	165	13	816	37	32	5	848	42	890
1	....	2	....	3	....	19	....	17	3	36	3	309	1	17	3	326	4	330
6	....	9	....	15	....	120	18	91	5	211	23	871	165	91	5	962	170	1,132
....	....	2	....	2	....	2	...	3	......	5	...	51	1	3	....	54	1	55
4	1	1	....	5	1	48	1	10	.....	58	1	331	12	10	....	341	12	353
5	...	6	3	11	3	82	3	17	3	99	6	512	31	17	3	529	34	563
4	....	9	....	13	....	28	4	14	1	42	5	183	14	14	1	197	15	212
3	....	3	....	6	....	40	1	10	1	50	2	252	15	10	1	262	16	278
2	1	12	1	14	2	9	1	17	1	26	2	115	4	17	1	132	5	137
4	....	2	....	6	....	10	1	4	....	14	1	76	7	4	....	80	7	87
3	..	2	....	5	...	106	2	64	6	170	8	526	37	64	6	590	43	633
....	....	7	1	7	1	20	....	15	1	35	1	69	5	15	1	84	6	90
11	1	17	1	28	2	66	1	88	11	154	12	206	12	88	11	294	23	317
2	....	3	...	5	..	59	....	20	1	79	1	342	9	20	1	362	10	372
1	....	1	...	2	....	21	...	2	2	23	2	324	22	2	2	326	24	350
11	...	...	....	11	...	60	2	3	1	63	3	489	31	3	1	492	32	524
1	...	....	....	1	....	4	...	....	.....	4	....	126	8	.....	....	126	8	134
4	....	5	....	9	....	41	2	14	.....	55	2	225	6	14	...	239	6	245
29	....	15	....	44	....	175	7	73	2	248	9	854	50	73	2	927	52	979
12	....	9	...	21	....	48	....	12	......	60	....	253	17	12	....	265	17	282
1	....	....	....	1	....	21	2	....	......	21	2	413	26	......	...	413	26	439
2	...	3	....	5	....	25	1	8	.....	33	1	120	6	8	....	128	6	134
....	....	....	....	......	....	36	2	10	.....	46	2	311	31	10	....	321	31	352
2	....	2	....	4	....	17	1	6	......	23	1	172	4	6	....	178	4	182
1	1	2	....	3	1	25	1	7	......	32	1	361	18	7	....	368	18	386
5	....	4	....	9	....	23	...	6	.....	29	....	63	....	6	....	69	....	69
5	1	3	....	8	1	54	2	35	2	89	4	317	13	35	2	352	15	367
2	....	....	...	2	...	40	1	36	3	76	4	236	28	36	3	272	31	303
....	....	....	....	....	...	2	....	1	.....	3	....	56	2	1	....	57	2	59
....	....	5	1	6	....	14	1	5	1	19	2	66	5	5	1	71	6	77
....	....	2	....	2	...	8	...	3	......	11	....	241	15	3	....	244	15	259
1	....	3	....	4	....	45	3	25	.....	70	3	250	13	25	...	275	13	288
4	...	11	1	15	1	20	3	16	1	36	4	247	16	16	1	263	17	280
2	....	9	....	11	....	56	....	16	.....	72	....	617	142	16	....	633	142	775
1	...	1	...	2	....	29	1	8	....	37	1	243	10	8	....	251	10	261
5	....	...	....	5	....	20	2	3	......	23	2	240	8	3	.. .	243	8	251
12	....	5	2	17	2	51	...	16	2	67	2	390	13	16	2	406	15	421
....	....	....	....	....	....	38	1	9	......	47	1	281	9	9	....	290	9	299
3	....	2	....	5	...	196	18	161	7	357	25	959	72	161	7	1,120	79	1,199
56	19	64	7	120	26	733	101	482	63	1,215	164	4,162	710	482	63	4,644	773	5,417
205	24	222	17	427	41	2578	191	1365	122	3,943	313	16,794	1626	1,365	122	18,159	1748	19,907

TABLE V.—SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO TRIAL BY JURY.

Judicial Districts. — Districts Judiciaires.	Summary Convictions. — Condamnations sommaires. M.	Summary Convictions. — Condamnations sommaires. F.	Summary Convictions. — Condamnations sommaires. Totals. — Totaux.	Cases subject to be tried by jury but tried summarily by consent. — Causes de la compétence d'un juré mais jugées sommairement de consentement. By Police or other Magistrate. — Par un Magistrat de Police ou autre. Convictions. — Condamnations. M.	Convictions. — Condamnations. F.	Acquittals. — Acquittements. H.	Acquittals. — Acquittements. F.	Totals. — Totaux. M.	Totals. — Totaux. F.	Under the Speedy Trials Act. — En vertu de l'Acte des procès expéditifs. Convictions. — Condamnations. H.	Convictions. — Condamnations. F.	Acquittals. — Acquittements. M.	Acquittals. — Acquittements. F.	Totals. — Totaux. H.	Totals. — Totaux. F.
PROVINCE OF QUEBEC.															
Arthabaska	26	2	28	....	....	....	....	....	....	5	....	....	....	5	....
Beauce	61	4	65	1	....	....	....	1	....	4	....	....	....	4	....
Beauharnois	23	....	23	5	....	8	....	13	....	3	....	....	....	3	....
Bedford	40	....	40	20	....	10	....	30	....	4	....	....	....	4	....
Chicoutimi	1	2	3	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
Gaspé	4	....	4	2	....	....	....	2	....	....	....	....	....	....	....
Iberville	8	....	8	2	....	4	....	6	....	1	....	....	....	1	....
Joliette	9	2	11	3	....	....	....	3	....	4	....	1	....	5	....
Kamouraska	....	....	....	....	....	....	....	....	....	6	....	2	....	8	....
Montmagny	2	....	2	....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....
Montreal	4665	1164	5829	747	65	112	13	859	78	226	5	64	2	290	7
Ottawa	234	10	244	11	....	....	....	11	....	8	1	....	....	8	1
Pontiac	4	....	4	2	1	1	....	3	1	....	....	....	....	....	....
Quebec	1462	50	1512	106	4	....	....	106	4	24	....	....	....	24	....
Richelieu	64	4	68	10	1	....	....	10	1	11	....	2	....	13	....
Rimouski	73	6	79	9	....	1	1	10	1	....	....	....	....	....	....
Saguenay	21	....	21	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
St. Francis	305	23	328	45	2	19	....	64	2	....	....	....	....	....	....
St. Hyacinthe	18	2	20	16	1	....	....	16	1	4	....	3	....	7	....
Terrebonne	3	....	3	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Three Rivers	121	17	138	12	1	1	....	13	1	9	....	....	....	9	....
Totals of Quebec / Totaux de Québec	7144	1286	8430	991	75	156	14	1147	89	311	6	72	2	383	8
PROVINCE OF NEW BRUNSWICK.															
Albert	2	2	4	....	....	....	....	....	....	3	....	....	....	3	....
Carleton	54	22	76	7	....	1	....	8	....	4	....	2	....	6	....
Charlotte	91	....	91	....	....	3	....	3	....	....	....	....	....	....	....
Gloucester	18	....	18	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....
Kent	5	2	7	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
King's	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Madawaska	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....	2	....
Northumberland	206	22	228	3	....	....	....	3	....	4	....	1	....	5	....
Queen's	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Restigouche	....	....	....	1	....	....	....	1	....	2	....	....	....	2	....
St. John	1049	103	1152	63	4	26	2	89	6	....	....	....	....	....	....
Sunbury	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	2	1	2
Victoria	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Westmoreland	330	20	350	14	....	21	1	35	1	10	....	....	....	10	....
York	245	3	248	5	1	....	....	5	1	2	....	2	1	4	1
Totals of New Brunswick / Totaux du N.-Brunswick	2000	174	2174	94	5	51	3	145	8	26	....	7	3	33	[illegible]

TABLEAU V.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ.

CASES TRIED BY JURY. — CAUSES JUGÉES PAR JURÉS.						TOTALS OF INDICTABLE OFFENCES. — TOTAUX DES DÉLITS SUJETS A POURSUITE.						GRAND TOTALS OF INDICTABLE OFFENCES AND SUMMARY CONVICTIONS. — GRANDS TOTAUX DES DÉLITS SUJETS A POURSUITE ET DES CONDAMNATIONS SOMMAIRES.						Grand Totals of all offences. — Grands Totaux de toutes les offences.
Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		
M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	
PROVINCE DE QUÉBEC.																		
....	....	....	....	....	....	5	....	....	....	5	....	31	2	....	....	31	2	33
....	....	....	....	....	....	5	....	....	....	5	....	66	4	....	....	66	4	70
9	....	2	....	11	....	17	....	10	....	27	....	40	....	10	....	50	....	50
....	....	....	....	....	....	24	....	10	....	34	....	64	....	10	....	74	....	74
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	2	2	....	....	2	2	4
....	....	....	....	....	....	2	....	....	....	2	....	6	....	....	....	6	....	6
....	....	....	....	....	....	3	....	4	....	7	....	11	....	4	....	15	....	15
....	....	....	....	....	....	7	....	1	....	8	....	16	2	1	....	17	2	19
....	....	....	....	....	....	6	....	2	....	8	....	6	....	2	....	8	....	8
2	....	....	....	2	....	3	....	....	....	3	....	5	....	....	....	5	....	5
51	4	15	1	66	5	1024	74	191	16	1215	90	5689	1238	191	16	5880	1254	7134
8	1	1	....	9	1	27	2	1	....	28	2	261	12	1	....	262	12	274
2	1	....	1	2	2	4	2	1	1	5	3	8	2	1	1	9	3	12
8	1	7	1	15	2	138	5	7	1	145	6	1600	55	7	1	1607	56	1663
3	....	1	....	4	....	24	1	3	....	27	1	88	5	3	....	91	5	96
....	....	....	....	....	....	9	....	1	1	10	1	82	6	1	1	83	7	90
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	21	....	....	....	21	....	21
6	....	2	....	8	....	51	2	21	....	72	2	356	25	21	....	377	25	402
....	....	....	....	....	....	20	1	3	....	23	1	38	3	3	....	41	3	44
8	....	1	....	9	....	8	....	1	....	9	....	11	....	1	....	12	....	12
....	....	....	....	....	....	21	1	1	....	22	1	142	18	1	....	143	18	161
97	7	29	3	126	10	1399	88	257	19	1656	107	8543	1374	257	19	8800	1393	10193
PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK.																		
....	....	....	....	....	....	3	....	....	....	3	....	5	2	....	....	5	2	7
....	....	....	....	....	....	11	....	3	....	14	....	65	22	3	....	68	22	90
....	....	....	....	....	....	....	....	3	....	3	....	91	....	3	....	94	....	94
....	....	....	....	....	....	1	....	....	....	1	....	19	....	....	....	19	....	19
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	5	2	....	....	5	2	7
....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	1	....	1
....	....	2	....	2	....	1	....	3	....	4	....	1	....	3	....	4	....	4
1	....	1	....	2	....	8	....	2	....	10	....	214	22	2	....	216	22	238
1	....	....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	1
1	....	....	....	1	....	4	....	....	....	4	....	4	....	....	....	4	....	4
7	....	....	....	7	....	70	4	26	2	96	6	1119	107	26	2	1145	109	1254
....	....	1	....	1	....	....	....	2	2	2	2	....	....	2	2	2	2	4
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
2	....	....	....	2	....	26	....	21	1	47	1	356	20	21	1	377	21	398
....	....	2	....	2	....	7	1	4	1	11	2	252	4	4	1	256	5	201
12	....	7	....	19	....	132	5	65	6	197	11	2132	179	65	6	2197	185	2382

TABLE V.—SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO TRIAL BY JURY.

JUDICIAL DISTRICTS. — DISTRICTS JUDICIAIRES.	Summary Convictions. — Condamnations sommaires.			CASES SUBJECT TO BE TRIED BY JURY BUT TRIED SUMMARILY BY CONSENT. — CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURE MAIS JUGÉES SOMMAIREMENT DE CONSENTEMENT.											
				By Police or other Magistrate. — Par un Magistrat de Police ou autre.						Under the Speedy Trials Act. — En vertu de l'Acte des procès expéditifs.					
				Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux	
	M.	F.	Totals. — Totaux.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.
PROVINCE OF NOVA SCOTIA.															
Annapolis	15	....	15	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Antigonish	23	3	26	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Cape Breton	129	....	129	1	....	....	....	1	....	9	....	3	....	12	....
Colchester	137	14	151	6	....	5	....	11	....	2	....	1	....	3	....
Cumberland	82	6	88	5	....	....	....	5	....	18	....	3	....	21	....
Digby	42	2	44	1	....	....	....	1	....	2	....	....	....	2	....
Guysborough	7	....	7	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....	2	....
Halifax	1,176	187	1,363	94	8	....	....	94	8	53	4	26	9	79	13
Hants	47	....	47	2	....	....	....	2	....	1	....	....	....	1	....
Inverness	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
King's	29	....	29	1	....	....	....	1	....	4	1	2	....	6	1
Lunenberg	79	6	85	1	1	2	1	3	2	....	....	....	....	....	....
Pictou	97	1	98	14	....	4	....	18	....	8	....	2	....	10	....
Queen's	51	4	55	....	....	....	....	....	....	6	2	5	....	11	2
Richmond	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	....	1	....	2	....
Shelburne	14	4	18	1	....	....	....	1	....	....	....	....	....	....	....
Victoria	1	1	2	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Yarmouth	98	15	113	30	1	5	....	35	1	3	....	....	....	3	....
Totals of Nova Scotia.. / Totaux de la N.-Ecosse	2,027	243	2,270	156	10	16	1	172	11	108	7	44	9	152	16
Central Manitoba—Centre..	163	5	168	10	1	....	....	10	1	14	....	1	....	15	....
Eastern Manitoba—Est....	1,071	162	1,233	128	13	42	4	170	17	55	....	5	2	60	2
Western Manitoba—Ouest..	21	1	22	14	....	2	....	16	....	12	2	....	....	12	2
Totals of Manitoba.... / Totaux de Manitoba ..	1,255	168	1,423	152	14	44	4	196	18	81	2	6	2	87	4
Cariboo, B.C.—C.-B.	4	2	6	....	....	....	....	....	....	7	....	....	....	7	....
Clinton, B.C.—C.-B.	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
Victoria, B.C.—C.-B	471	57	528	52	2	2	....	54	2	29	....	8	....	37	....
Westminster and Yale, B.C.	1,686	285	1,971	324	2	160	9	484	11	39	2	8	....	47	2
Totals of B. Columbia. / Totaux de la Col.-Brit.	2,161	344	2.505	376	4	162	9	538	13	75	2	16	....	91	2
Alberta N.—N., N.W.T.	317	18	335	32	....	62	1	94	1	....	....	....	....	....	....
Alberta S.—Sud, N.W.T.	350	19	369	24	....	37	3	61	3	....	....	....	....	....	....
Assiniboia E.—E., N.W.T	248	....	248	7	1	27	1	34	2	....	....	....	....	....	....
Assiniboia W.—O.. N.W.T.	138	1	139	9	....	13	....	22	....	....	....	....	....	....	....
Saskatchewan, N.W.T	62	1	63	7	....	18	....	25	....	....	....	....	....	....	....
Yukon	1,862	15	1,877	92	....	138	....	230	....	....	....	....	....	....	....
Totals of the Territories / Totaux des Territoires..	2,977	54	3,031	171	1	295	5	466	6	....	....	....	....	....	....
Totals of Canada / Totaux du Canada	32,166	3,720	35886	3770	265	1695	128	5465	393	1158	28	335	29	1493	57

TABLEAU V.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ.

CASES TRIED BY JURY. — CAUSES JUGÉES PAR JURÉS.						TOTALS OF INDICTABLE OFFENCES. — TOTAUX DES DÉLITS SUJETS A POURSUITE.						GRAND TOTALS OF INDICTABLE OFFENCES AND SUMMARY CONVICTIONS. — GRANDS TOTAUX DES DÉLITS SUJETS À POURSUITE ET DES CONDAMNATIONS SOMMAIRES.						Grand Totals of all offences. — Grands Totaux de toutes les offences.
Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		Convictions. — Condamnations.		Acquittals. — Acquittements.		Totals. — Totaux.		
M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	H.	F.	M.	F.	
PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE.																		
3	1	....	....	3	1	3	1	....	....	3	1	18	1	....	....	18	1	19
....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	1	..	23	3	1	....	24	3	27
4	....	3	....	7	....	14	....	6	....	20	....	143	....	6	....	149	....	149
....	....	....	....	....	....	8	....	6	.	14	....	145	14	6	....	151	14	165
....	....	1	....	1	....	23	....	4	....	27	....	105	6	4	....	109	6	115
4	....	....	....	4	....	7	....	....	....	7	....	49	2	....	....	49	2	51
6	....	1	....	7	....	7	....	2	....	9	....	14	....	2	....	16	....	16
3	2	1	2	4	4	150	14	27	11	177	25	1326	201	27	11	1353	212	1565
....	....	....	....	....	....	3	....	....	.	3	....	50	....	....	....	50	....	50
1	....	....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	1	....	....	....	1	....	1
2	....	1	....	3	..	7	1	3	....	10	1	36	1	3	....	39	1	40
7	1	1	....	8	1	8	2	3	1	11	3	87	8	3	1	90	9	99
8	....	....	....	8	....	30	....	6	....	36	.	127	1	6	....	133	1	134
....	....	3	....	3	....	6	2	8	....	14	2	57	6	8	....	65	6	71
....	....	1	....	1	....	1	....	2	....	3	..	1	....	2	....	3	....	3
1	....	....	....	1	....	2	....	....	....	2	....	16	4	....	....	16	4	20
....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1	1	....	....	1	1	2
1	....	....	....	1	....	34	1	5	....	39	1	132	16	5	....	137	16	153
40	4	13	2	53	6	304	21	73	12	377	33	2331	264	73	12	2404	276	2680
5	....	3	....	8	....	29	1	4	....	33	1	192	6	4	..	196	6	202
12	....	7	....	19	....	195	13	54	6	249	19	1266	175	54	6	1320	181	1501
1	2	....	....	1	2	27	4	2	....	29	4	48	5	2	....	50	5	55
18	2	10	....	28	2	251	18	60	6	311	24	1506	186	60	6	1566	192	1758
....	....	....	....	....	....	7	....	....	....	7	....	11	2	....	....	11	2	13
2	....	1	....	3	....	2	....	1	..	3	....	2	....	1	....	3	....	3
5	....	....	....	5	....	86	2	10	....	96	2	557	59	10	....	567	59	626
24	1	17	....	41	1	387	5	185	9	572	14	2073	290	185	9	2258	299	2557
31	1	18	....	49	1	482	7	196	9	678	16	2643	351	196	9	2839	360	3199
33	3	32	3	65	6	65	3	94	4	159	7	382	21	94	4	476	25	501
5	....	11	....	16	....	29	....	48	3	77	3	379	19	48	3	427	22	449
18	....	13	....	31	....	25	1	40	1	65	2	273	1	40	1	313	2	315
21	2	3	....	24	2	30	2	16	....	46	2	168	3	16	....	184	3	187
6	2	4	1	10	3	13	2	22	1	35	3	75	3	22	1	97	4	101
3	....	1	....	4	....	95	....	139	....	234	....	1957	15	139	....	2096	15	2111
86	7	64	4	150	11	257	8	359	9	616	17	3234	62	359	9	3593	71	3664
502	45	363	26	865	71	5430	338	2393	183	7823	521	37596	4058	2393	183	39989	4241	44230

TABLE VI.

SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO TRIAL BY JURY FOR THE YEARS 1891 TO 1900.

TABLEAU VI.

CONDAMNATIONS SOMMAIRES ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ POUR LES ANNÉES 1891 À 1900.

TABLE VI.—SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO TRIAL BY JURY, FOR THE YEARS 1891 TO 1900.

YEARS. — ANNÉES.	INDICTABLE OFFENCES AND SUMMARY CONVICTIONS. GRAND TOTALS OF ALL CHARGES AND CONVICTIONS. — DÉLITS SUJETS A POURSUITE ET CONDAMNATIONS SOMMAIRES. GRANDS TOTAUX DE TOUTES LES ACCUSATIONS ET CONDAMNATIONS. Totals of all charges. — Totaux de toutes les accusations.			Totals of all convictions. — Totaux de toutes les condamnations.			SUMMARY CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS SOMMAIRES.			Totals of convictions, acquittals, etc. — Totaux des condamnations, acquittements, etc.		
	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals — Tota'x	M. — H.	F. — F.
PROVINCE OF PRINCE EDWARD ISLAND.												
1891..........	567	....	....	555	....	....	526	....	....	41	....	....
1892..........	588	....	....	576	....	....	545	....	..	43	....	....
1893..........	365	....	....	359	344	15	335	321	14	30	....	....
1894..........	474	444	30	461	432	29	422	393	29	52	51	1
1895..........	386	359	27	374	348	26	335	310	25	51	49	2
1896..........	312	293	19	305	287	18	271	254	17	41	39	2
1897..........	572	542	30	561	532	29	519	490	29	53	52	1
1898..........	480	471	9	460	451	9	423	414	9	57	57	....
1899..........	455	447	8	452	444	8	436	428	8	19	19	....
1900..........	447	431	16	429	413	16	402	386	16	45	45	....
PROVINCE OF NOVA SCOTIA.												
1891..........	1,559	....	....	1,478	....	....	1,354	....	....	205	....	....
1892..........	1,665	....	....	1,619	....	....	1,469	..	....	196	....	....
1893..........	1,997	....	....	1,954	1,771	183	1,755	1,586	169	242	....	....
1894..........	2,502	2,235	267	2,448	2,185	263	2,266	2,023	243	236	212	24
1895..........	3,230	2,943	287	3,177	2,894	283	2,938	2,675	263	292	268	24
1896..........	3,385	3,039	346	3,321	2,980	341	3,042	2,717	325	343	322	21
1897..........	2,739	2,471	268	2,676	2,411	265	2,421	2,167	254	318	304	14
1898..........	2,745	2,427	318	2,680	2,366	314	2,440	2,151	289	305	276	29
1899..........	2,343	2,084	259	2.259	2,003	256	2,009	1,771	238	334	313	21
1900..........	2,682	2,406	276	2,595	2,331	264	2,270	2,027	243	412	379	33
PROVINCE OF NEW BRUNSWICK.												
1891..........	2,584	....	....	2,540	....	....	2,444	....	....	140	....	....
1892..........	2,326	....	....	2,267	....	....	2,174	....	....	152	....	....
1893..........	2,466	....	....	2,423	2,165	258	2,302	2,059	243	164	....	....
1894..........	2,276	2,042	234	2,205	1,978	227	2,096	1,873	223	180	169	11
1895..........	2,300	2,033	267	2,230	1,969	261	2,111	1,863	248	189	170	19
1896..........	2,378	2,109	269	2,299	2,040	259	2,181	1,927	254	197	182	15
1897..........	2,378	2,118	260	2,274	2,026	248	2,179	1,937	242	199	181	18
1898..........	2,445	2,192	253	2,354	2,110	244	2,250	2,012	238	195	180	15
1899..........	2,355	2,159	196	2,261	2,071	190	2,136	1,949	187	219	210	9
1900..........	2,387	2,202	185	2,311	2,132	179	2,174	2,000	174	213	202	11

TABLEAU VI.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ, POUR LES ANNÉES 1891 A 1900.

INDICTABLE OFFENCES. — DÉLITS SUJETS A POURSUITE.										CASES TRIED BY JURY. — CAUSES JUGÉES PAR JURÉS.		
Convictions. — Condamnations.			Acquittals. — Acquittements.			Detained for Lunacy. — Détenus pour causes de folie.	Charges withdrawn — *Nolle prosequi.* Accusations retirées.	Jury having desagreed. — Les jurés ne s'étant pas accordés.	Escap'd, left the country, absconded, &c. — Evadés, laissé le pays, soustraits aux poursuites judiciaires, etc.	Totals. — Totaux	Convictions. — Condamnations.	Acquittals. — Acquittements.
Totals. — Totaux.	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux.	M. — H.	F. — F.							
PROVINCE DE L'ILE DU PRINCE-ÉDOUARD.												
29	25	4	12	.....	.....	.....	.....	.....	.....	11	11	.....
31	30	1	12	.....	.....	.....	.....	.....	.....	15	10	5
24	23	1	6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6	3	3
39	39	.....	11	10	1	.....	1	1	.....	18	13	5
39	38	1	9	8	1	.....	.....	3	.....	19	17	2
34	33	1	6	5	1	.....	..	1	.....	20	19	1
42	42	.....	6	5	1	.....	4	1	.....	19	17	2
37	37	.....	20	20	.....	.....	.....	.....	.....	23	17	6
16	16	.....	3	3	.....	.....	.....	.....	.....	6	6	.....
27	27	.....	18	18	.....	.....	.....	.....	.....	13	13	.....
PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE.												
124	112	12	69	.....	.....	2	8	1	1	36	17	19
150	137	13	44	.....	.....	.....	.....	1	1	28	16	12
199	185	14	42	.....	.....	.....	.....	1	.....	30	25	5
182	162	20	54	50	4	.....	.....	.....	.....	52	33	19
239	219	20	51	47	4	1	.....	1	.....	62	39	23
279	263	16	64	59	5	.....	.....	.....	.....	49	26	23
255	244	11	59	56	3	1	2	.....	1	56	34	22
240	215	25	63	59	4	1	.....	.....	1	63	40	23
250	232	18	76	73	3	.....	7	1	.....	56	30	26
325	304	21	85	73	12	.....	2	.....	.....	59	44	15
PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK.												
96	78	18	42	.....	.....	1	.....	.....	1	7	6	1
93	79	14	56	.....	.....	.....	1	1	1	24	15	9
121	106	15	41	.....	.....	.....	.....	.....	2	20	20	.....
109	105	4	67	60	7	.....	1	2	1	22	12	10
119	106	13	55	49	6	1	7	5	2	27	23	4
116	111	5	59	49	10	1	16	4	1	23	16	7
95	89	6	86	74	12	.....	6	11	1	36	11	25
104	98	6	87	78	9	.....	4	.....	.....	28	21	7
125	122	3	90	84	6	.....	1	1	2	19	7	12
137	132	5	71	65	6	.....	.....	5	.....	19	12	7

TABLE VI.—SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO TRIAL BY JURY FOR THE YEARS 1891 TO 1900.

YEARS. — ANNÉES.	INDICTABLE OFFENCES AND SUMMARY CONVICTIONS. GRAND TOTALS OF ALL CHARGES AND CONVICTIONS. — DÉLITS SUJETS À POURSUITE ET CONDAMNATIONS SOMMAIRES. GRANDS TOTAUX DE TOUTES LES ACCUSATIONS ET CONDAMNATIONS.						SUMMARY CONVICTIONS. — CONDAMNATIONS SOMMAIRES.			Totals of convictions, acquittals, &c. — Totaux des condamnations, acquittements, etc.		
	Totals of all charges — Totaux de toutes les accusations.			Totals of all convictions. — Totaux de toutes les condamnations.								
	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals — Tota'x	M. — H.	F. — F.
PROVINCE OF QUEBEC.												
1891	11,180	...	...	10,743	...	...	9,387	...	...	1,793	...	...
1892	10,882	...	...	10,493	...	...	9,155	...	...	1,727	...	...
1893	10,213	...	...	9,762	8,574	1,188	8,388	7,291	1,097	1,825	...	...
1994	11,074	9,963	1,111	10,847	9,753	1,094	9,194	8,239	955	1,880	1,724	156
1895	11,556	10,270	1,286	11,349	10,093	1,256	9,734	8,620	1,114	1,822	1,650	172
1896	11,008	9,659	1,349	10,737	9,396	1,341	9,317	8,093	1,224	1,691	1,566	125
1897	10,853	9,457	1,396	10,608	9,228	1,380	8,871	7,626	1,245	1,982	1,831	151
1898	10,233	8,855	1,378	10,026	8,656	1,370	8,423	7,167	1,256	1,810	1,688	122
1899	10,505	9,094	1,411	10,275	8,875	1,400	8,496	7,225	1,271	2,009	1,869	140
1900	10,195	8,802	1,393	9,917	8,543	1,374	8,430	7,144	1,286	1,765	1,658	107
PROVINCE OF ONTARIO.												
1891	20,717	...	...	19,578	...	...	17,343	...	...	3,374	...	...
1892	18,356	...	...	17,081	...	...	15,017	...	...	3,339	...	...
1893	18,762	...	...	17,362	15,818	1,544	15,047	13,671	1,376	3,715	...	...
1894	18,414	16,709	1,705	16,715	15,159	1,556	14,033	12,677	1,356	4,381	4,032	349
1895	18,198	16,776	1,422	16,681	15,370	1,311	13,852	12,756	1,096	4,346	4,020	326
1896	18,352	16,899	1,453	16,892	15,552	1,340	14,109	12,965	1,144	4,243	3,934	309
1897	18,492	17,139	1,353	17,006	15,769	1,237	14,151	13,095	1,056	4,341	4,044	297
1898	18,250	16,910	1,340	16,811	15,595	1,216	13,911	12,877	1,034	4,339	4,033	306
1899	18,244	16,770	1,474	16,784	15,420	1,364	14,091	12,884	1,207	4,153	3,886	267
1900	19,940	18,192	1,748	18,420	16,794	1,626	15,651	14,216	1,435	4,289	3,976	313
PROVINCE OF MANITOBA.												
1891	1,055	...	...	997	...	...	904	...	...	151	...	...
1892	1,271	...	...	1,228	...	...	1,146	...	...	125	...	...
1893	1,365	...	...	1,300	1,186	114	1,132	1,021	111	233	...	...
1894	1,252	1,136	116	1,176	1,063	113	990	881	109	262	255	7
1895	1,261	1,118	143	1,185	1,043	142	1,025	888	137	236	230	6
1896	1,398	1,239	159	1,329	1,172	157	1,148	996	152	250	243	7
1897	1,551	1,345	206	1,477	1,275	202	1,232	1,045	187	319	300	19
1898	1,382	1,203	179	1,328	1,154	174	1,128	958	170	254	245	9
1899	1,556	1,396	160	1,489	1,330	159	1,265	1,110	155	291	286	5
1900	1,758	1,566	192	1,692	1,506	186	1,423	1,255	168	335	311	24

TABLEAU VI.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ, POUR LES ANNÉES 1891 A 1900.

INDICTABLE OFFENCES. — DÉLITS SUJETS À POURSUITE.										CASES TRIED BY JURY. — CAUSES JUGÉES PAR JURES		
Convictions. — Condamnations.			Acquittals. — Acquittements.			Detained for Lunacy. — Détenus pour causes de folie.	Charges withdrawn *Nolle prosequi.* — Accusations retirées.	Jury having disagreed. — Les jurés ne s'étant pas accordés.	Escap'd, left the country, absconded, &c. — Evadés, laissé le pays, soustraits aux poursuites judiciaires, etc.	Totals. — Totaux	Convictions. — Condamnations.	Acquittals. — Acquittements.
Totals. — Totaux.	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux.	M. — H.	F. — F.							
PROVINCE DE QUÉBEC.												
1,356	1,260	96	405	......	......	2	27	......	3	251	110	141
1,338	1,242	96	367	....	......	4	15	....	3	285	97	188
1,374	1,283	91	402	......	......	7	38	.....	4	286	104	182
1,653	1,514	139	219	202	17	4	..	2	2	232	102	130
1,615	1,473	142	198	168	30	2	4	3	......	217	114	103
1,420	1,303	117	232	224	8	3	24	2	10	178	108	70
1,737	1,602	135	219	203	16	5	6	......	15	276	168	108
1,603	1,489	114	188	180	8	8	10	....	1	167	91	76
1,779	1,650	129	208	197	11	2	5	7	8	200	124	76
1,487	1,399	88	276	257	19	2	3	3	....	136	104	32
PROVINCE D'ONTARIO.												
2,046	1,903	143	1,311	....	....	5	4	5	3	437	184	253
2,064	1,927	137	1.259	....	....	4	....	11	1	437	203	234
2,315	2,147	168	1,384	....	....	1	...	7	8	453	204	249
2,682	2,482	200	1,677	1,528	149	9	1	11	1	466	219	247
2,829	2,614	215	1,473	1,362	111	13	13	16	2	469	222	247
2,783	2,587	196	1,423	1,310	113	9	13	10	5	493	236	257
2,855	2,674	181	1,437	1,321	116	7	29	10	3	411	198	213
2,900	2,718	182	1.396	1,272	124	17	18	6	2	384	206	178
2,693	2,536	157	1,424	1,314	110	7	12	14	3	315	159	156
2,769	2,578	191	1,487	1,365	122	5	19	9	......	468	229	239
PROVINCE DE MANITOBA.												
93	89	4	56	....	....	.....	....	......	2	14	7	7
82	81	1	41	....	....	1	1	.....	....	16	8	8
168	165	3	63	....	....	.....	2	....	......	17	10	7
186	182	4	71	68	3	......	4	....	1	38	20	18
160	155	5	74	73	1	2	.....	......	....	29	13	16
181	176	5	60	58	2	.....	9	......	....	23	15	8
245	230	15	68	64	4	......	6	......	......	17	11	6
200	196	4	54	49	5	......	......	.....	....	20	10	10
224	220	4	67	66	1	......	......	......	....	23	10	13
269	251	18	66	60	6	......	.....	....	....	30	20	10

TABLE VI.—SUMMARY CONVICTIONS AND CASES SUBJECT TO TRIAL BY JURY, FOR THE YEARS 1891 TO 1900.

Years. — Années.	Indictable offences and summary convictions. Grand totals of all charges and convictions. — Délits sujets a poursuite et condamnations sommaires. Grands totaux de toutes les accusations et condamnations. Totals of all charges. — Totaux de toutes les accusations.			Totals of all convictions. — Totaux de toutes les condamnations.			Summary convictions. — Condamnations sommaires.			Totals of convictions, acquittals, &c. — Totaux des condamnations, acquittements, etc.		
	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux	M. — H.	F. — F.	Totals — Tota'x	M. — H.	F. — F
PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA.												
1891	1,391	......	......	1,360	......	......	1,215	......	......	176	......	......
1892	1,366	......	......	1,321	......	......	1,134	......	......	232	......	......
1893	1,772	......	......	1,744	......	......	1,450	1,335	115	322	......	......
1894	1,480	1,361	119	1,437	1,320	117	1,201	1,092	109	279	269	10
1895	1,641	1,487	154	1,561	1,411	150	1,244	1,097	147	397	390	7
1896	1,402	1,217	185	1,362	1,178	184	1,115	939	176	287	278	9
1897	1,951	1,725	226	1,799	1,580	219	1,477	1,269	208	474	456	18
1898	2,683	2,405	278	2,473	2,210	233	1,960	1,710	250	723	695	27
1899	2,564	2,273	291	2,362	2,087	275	1,992	1,728	264	572	545	24
1900	3,204	2,844	360	2,994	2,643	351	2,505	2,161	344	699	683	16
THE TERRITORIES.												
1891	620	......	......	555	......	......	470	......	......	150	......	......
1892	801	......	......	708	......	......	613	......	......	188	......	......
1893	849	......	......	749	......	......	614	583	21	235	......	......
1894	1,036	1,016	20	876	856	20	705	687	18	331	329	2
1895	1.269	1,238	31	1,028	1,004	24	872	849	23	397	389	8
1896	1,234	1,190	44	1,035	998	37	891	855	36	343	335	8
1897	1,748	1,692	56	1,577	1,527	50	1,407	1,363	44	341	329	12
1898	2,354	2,206	148	2,074	1,932	142	1,884	1,744	140	470	462	8
1899	3,145	3,001	144	2,828	2,689	139	2,572	2,440	132	573	561	12
1900	3,686	3,615	71	3,296	3,234	62	3,031	2,977	54	655	638	17
CANADA.												
1891	39,673	......	......	37,606	......	......	33,643	......	......	6,020	......	......
1892	37,255	......	......	35,293	......	......	31,253	......	......	6,002	......	......
1893	37,789	......	......	35,653	......	......	31,023	27,867	3,156	6,766	......	......
1894	38,508	34,906	3,602	36,165	32,746	3,419	30,907	27,865	3,042	7,601	7,041	560
1895	39,841	36,224	3,617	37,585	34,132	3,453	32,111	29,058	3,053	7,730	7,166	564
1896	39,469	35,645	3,824	37,278	33,601	3,677	32,074	28,746	3,328	7,395	6,899	496
1897	40,284	36,489	3,795	37,978	34,348	3,630	32,257	28,992	3,265	8,027	7,497	530
1898	40,572	36,669	3,903	38,206	34,474	3,732	32,419	29,033	3,386	8,153	7,636	517
1899	41,167	37,224	3,943	38,710	34,919	3,791	32,997	29,535	3,462	8,170	7,689	481
1900	44,305	40,064	4,241	41,654	37,596	4,058	35,886	32,166	3,720	8,419	7,898	521

TABLEAU VI.—CONDAMNATIONS SOMMAIRES ET CAUSES DE LA COMPÉTENCE D'UN JURÉ. POUR LES ANNÉES 1891 À 1900.

INDICTABLE OFFENCES. — DÉLITS SUJETS À POURSUITE.										CASES TRIED BY JURY. — CAUSES JUGÉES PAR JURÉS.		
Convictions. — Condamnations.			Acquittals. — Acquittements.			Detained for Lunacy. — Détenus pour causes de folie.	Charges withdrawn *Nolle prosequi.* Accusations retirées.	Jury having desagreed. — Les jurés ne s'étant pas accordés.	Escap'd, left the country, absconded, &c. — Evadés, laissé le pays, soustraits aux poursuites judiciaires, etc.	Totals. — Totaux	Convictions. — Condamnations.	Acquittals. — Acquittements
Totals. — Totaux.	M. — H.	F. — F.	Totals. — Totaux.	M. — H.	F. — F.							
PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.												
145	140	5	29	....	....	......	...	...	2	61	43	18
187	163	24	38	....	....	...	2	....	5	54	31	23
294	247	47	21	....	....	1	4	2	....	33	27	6
236	228	8	34	32	2	......	7	1	1	47	35	12
317	314	3	72	68	4	1	5	1	1	80	44	36
247	239	8	35	34	1	...	2	.....	3	31	19	12
322	311	11	140	133	7	......	10	1	1	25	17	8
513	500	13	191	176	15	3	14	....	2	47	37	10
370	359	11	200	184	16	1	1	......	......	31	18	13
489	482	7	205	196	9	1	4	...	....	50	32	18
LES TERRITOIRES.												
85	85	....	60	....	....	.....	4	......	....	81	59	22
95	92	3	88	....	....	......	5	...	....	79	65	14
135	131	4	94	....	....	.....	5	1	......	98	72	26
171	169	2	149	149	....	1	9	....	1	119	92	27
156	155	1	222	215	7	.....	16	2	1	78	52	26
144	143	1	186	179	7	......	12	....	1	81	57	24
170	164	6	157	151	6	....	14	....	......	24	13	11
190	188	2	248	242	6	.....	31	......	1	90	56	34
256	249	7	287	282	5	1	27	......	2	100	75	25
265	257	8	368	359	9	...	18	....	4	161	93	68
CANADA.												
3,974	3,692	282	1,995	....	....	10	43	6	13	898	437	461
4,040	3,751	289	1,905	....	....	9	24	13	11	938	445	493
4,630	4,287	343	2,053	....	....	9	49	11	14	943	465	478
5,258	4,881	377	2,282	2,099	183	14	23	17	7	994	526	468
5,474	5,074	400	2,154	1,990	164	20	45	31	6	881	524	457
5,204	4,855	349	2,065	1,918	147	13	76	17	20	898	496	402
5,721	5,356	365	2,172	2,007	165	13	77	23	21	864	469	395
5,787	5,441	346	2,247	2,076	171	29	77	6	7	822	478	344
5,713	5,384	329	2,355	2,203	152	11	53	23	15	750	429	321
5,768	5,430	338	2,576	2,393	183	8	45	17	5	936	547	389

TABLE VII.

PARDONS AND COMMUTATIONS.

TABLEAU VII.

PARDONS ET COMMUTATIONS.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the Year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

(*Province of Ontario.*) PROVINCIAL PENITENTIARY—KINGSTON.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	F	By what Court tried.
Arson..........	14 yrs.	June14,'95	July 26,'00	*a* Released on ticket of leave.	37	..	Sessions, Owen Sound.
Assault, indecent....	2 "	Apr. 19,'99	May 22,'00	" "	44	..	County, Kingston.
Attempt to have carnal knowledge of a girl under 14 years.	2 "	July 12,'99	" 22,'00	" "	16	..	Police, Pembroke.
Breaking, entering and stealing.	3 "	Nov. 7,'98	Dec. 7,'99	" "	18	..	" Ottawa.
Buggery............	14 "	Apr. 10,'94	Apr. 7,'00	" "	48	..	County, Sault Ste. Marie.
"	10 "	Oct. 24,'95	Feb. 2,'00	....	22	..	Assizes, Brockville.
Burglary	20 "	" 19,'89	Nov. 6,'99	....	34	..	County, Amherst, N.S.
"	14 "	Sept.20,'94	Sept.14,'00	Rel. on tick. of leave	30	..	Police, Pembroke.
"	7 "	Apr. 9,'94	Dec. 14,'99	....	26	..	" Ottawa.
Cattle stealing.......	6 "	Sept.28,'96	June17,'00	....	48	..	County, Sandwich.
"	5 "	" 28,'96	Dec. 14,'99	Rel. on tick. of leave	28	..	" "
"	5 "	" 28,'96	" 14,'99	" "	32	..	" "
"	5 "	Nov. 22,'97	" 22,'99	....	26	..	" "
"	5 "	" 22,'97	Apr. 13,'00	Rel. on tick. of leave	24	..	" "
Conspiracy to defraud	5 "	Dec. 14,'96	Jan. 27,'00	" "	40	..	Sessions, Brampton.
Conterfeiting.......	10 "	Mar.28,'95	Oct. 23,'99	....	30	..	" Toronto.
"	7 "	" 5,'95	July 26,'00	....	43	..	County, St. Catharines.
" coin uttering	2½ "	Jan. 5,'99	" 26,'00	Rel. on tick. of leave	43	..	Police, Toronto.
" "	2½ "	Mar. 7,'99	" 26,'00	" "	20	..	County, Hamilton.
Embezzlement.......	2 "	Dec. 6,'98	Nov.15,'99	....	28	..	" Ottawa.
False pretences and conspiracy.	5 "	June12,'96	May 22,'00	....	32	..	Sessions, Toronto.
Forgery.............	4 "	Aug.30,'97	" 10,'00	....	41	..	County, St. Catharines.
"	3 "	July 20,'97	Dec. 22,'99	....	37	..	Police, Toronto.
"	3 "	Dec. 12,'98	Feb. 14,'00	Rel. on tick. of leave	32	..	" Ottawa.
"	3 "	" 14,'98	Apr. 9,'00	" "	39	..	County, Peterborough.
" and uttering..	2 " & 1 m.	Nov. 7,'98	" 13,'00	" "	29	..	" Pembroke.
" " forged documents..	3 yrs.	July 2,'98	May 1,'00	" "	21	..	" "
Highway robbery....	10 "	Sept.22,'94	July 26,'00	" "	24	.	Assizes, Sandwich.
Housebreaking.....	5 "	July 3,'97	May 22,'00	" "	18	..	Police, Ottawa.
Larceny	2 "	Sept.20,'98	Nov. 8,'99	....	46	..	Assizes, Berlin.
"	3 "	Feb. 15,'99	" 16,'99	....	20	..	County "
"	2 "	Dec. 19,'98	" 30,'99	....	36	..	Assizes, Cornwall.
"	2 "	Nov. 2,'98	May 22,'00	Rel. on tick. of leave	28	..	County, Stratford.
"	3 "	Feb. 15,'99	" 22,'00	" "	18	..	" Berlin.
" (2 cases).....	2 "	Apr. 25,'99	" 22,'00	" "	31	..	" Sault Ste. Marie.
"	5 "	July 4,'96	June21,'00	....	24	..	Police, Ottawa.
"	3 "	June20,'99	July 21,'00	Rel. on tick. of leave	43	..	Assizes, Bracebridge.

a. TICKET OF LEAVE ACTS—The first was passed in the session of the Parliament of Canada of 1899, being assented to Aug. 11th, but as the Act was an entirely new one so far as Canada was concerned it was not deemed expedient to issue any tickets or licences under its provisions until after the framing of regulations stating the principles underlying the disposal of applications for tickets of leave. The second Act being in amendment to the Act of 1899, was assented to 7th May, 1900.

Unless under very exceptional circumstances these tickets are issued to first offenders only, regard being had to the age of the convict, the nature of the crime and other circumstances. The first ticket of leave was granted on Nov. 24th, 1899, and to the 30th of Sept., 1900, 124 tickets of leave were granted, of which 102 were issued to penitentiary convicts, the other 22 being issued to persons confined in jails and other public prisons. Of the total number (124) three have been forfeited on account of the holders being convicted of indictable offences.

Tableau VII.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(*Province d'Ontario.*) PÉNITENCIER PROVINCIAL—KINGSTON.

CRIME.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe — H	Age et sexe — F	Par quelle cour mis en jugement.
Incendie	14 ans	14 juin '95	26 juil. '00	*a* Remis en liberté conditionnellement	37	..	Sessions, Owen-Sound.
Attentat à la pudeur..	2 ″	19 avril '99	22 mai '00	″ ″	44	..	Comté, Kingston.
Tentative de commerce charnel avec une fille au-dessous de 14 ans	2 ″	12 juil. '99	22 ″ '00	″ ″	16	..	Police, Pembroke.
Effraction, entrée et larcin.	3 ″	7 nov. '98	7 déc. '99	″ ″	18	..	″ Ottawa.
Bestialité...........	14 ″	10 avril '94	7 avril '00	″ ″	48	..	Comté, Sault Ste-Marie.
″	10 ″	24 oct. '95	2 fév. '00	....	22	..	Assises, Brockville.
Vol avec effraction...	20 ″	19 ″ '89	6 nov. '99	....	34	..	Comté, Amherst, N.-E.
″ ″ ..	14 ″	20 sept. '94	14 sept. '00	Remis en lib. condit.	30	..	Police, Pembroke.
″ ″ ..	7 ″	9 avril '94	14 déc. '99	....	26	..	″ Ottawa.
Vol de bestiaux......	6 ″	28 sept. '96	17 juin '00	....	48	..	Comté, Sandwich.
″	5 ″	28 ″ '96	14 déc. '99	Remis en lib. condit.	28	..	″ ″
″	5 ″	28 ″ '96	14 ″ '99	″ ″	32	..	″ ″
″	5 ″	22 nov. '97	22 ″ '99	....	26	..	″ ″
″	5 ″	22 ″ '97	13 avril '00	Remis en lib. condit.	24	..	″ ″
Conspiration de fraude	5 ″	14 déc. '96	27 janv. '00	″ ″	40	..	Sessions, Brampton.
Faux....	10 ″	28 mars '95	23 oct. '99	....	30	..	″ Toronto.
″	7 ″	5 ″ '95	26 juil. '00	....	43	..	Comté, Ste-Catherine.
Circulation de fausse monnaie.	2½ ″	5 janv. '99	26 ″ '00	Remis en lib. condit.	43	..	Police, Toronto.
″ ″	2½ ″	7 mars '99	26 ″ '00	″ ″	20	..	Comté, Hamilton.
Détournement........	2 ″	6 déc. '98	15 nov. '99	....	28	..	″ Ottawa.
Faux prétextes et conspiration.	5 ″	12 juin '96	22 mai '00	....	32	..	Sessions, Toronto.
Faux................	4 ″	30 août '97	10 ″ '00	....	41	..	Comté, Ste-Catherine.
″	3 ″	20 juil. '97	22 déc. '99	....	37	..	Police, Toronto.
″	3 ″	12 déc. '98	14 fév. '00	Remis en lib. condit.	32	..	″ Ottawa.
″	3 ″	14 ″ '98	9 avril '00	″ ″	39	..	Comté, Peterborough.
″ et circulation....	2 ″ et 1 m.	7 nov. '98	13 ″ '00	″ ″	29	..	″ Pembroke.
″ ″ de faux documents.	3 ans	2 juil. '98	1er mai '00	″ ″	21	..	″ ″
Vol de grand chemin.	10 ″	22 sept. '94	26 juil. '00	″ ″	24	..	Assises, Sandwich.
Bris de maison.......	5 ″	3 juil. '97	22 mai '00	″ ″	18	..	Police, Ottawa.
Larcin..............	2 ″	20 sept. '98	8 nov. '99	....	46	..	Assises, Berlin.
″	3 ″	15 fév. '99	16 ″ '99	....	20	..	Comté ″
″	2 ″	19 déc. '98	30 ″ '99	....	36	..	Assises, Cornwall.
″	2 ″	2 nov. '98	22 mai '00	Remis en lib. condit.	28	..	Comté, Stratford.
″	3 ″	15 fév. '99	22 ″ '00	″ ″	18	..	″ Berlin.
″ (2 cas)........	2 ″	25 avril '99	22 ″ '00	″ ″	31	..	″ Sault Ste-Marie.
″	5 ″	4 juil. '96	21 juin '00	....	24	..	Police, Ottawa.
″	3 ″	20 juin '99	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	43	..	Assises, Bracebridge.

a Actes concernant les permis d'élargissement conditionnel—Le premier de ces Actes a été adopté pendant la session de 1899 du Parlement du Canada, et sanctionné le 11 août ; mais comme l'application en était absolument nouvelle en Canada, on ne jugea pas opportun d'accorder de permis de libération en vertu de cette loi avant que des règlements eussent été faits pour établir à quelles conditions seraient reçues les demandes pour ces permis. Le deuxième Acte, qui modifie celui de 1899, a été sanctionné le 7 mai 1900.

A moins de circonstances exceptionnelles, ces permis ne sont accordés qu'aux délinquants qui en sont à leur première offense, et l'on tient compte de l'âge du détenu, de la nature du crime, etc. Le premier permis a été accordé le 21 novembre 1899, et il en a été délivré 124 à venir au 30 septembre 1900. De ce nombre, 102 ont été accordés à des détenus dans les pénitenciers, et 22 à des personnes subissant leur peine dans une prison commune ou autres prisons publiques, sur le nombre total (124) trois permis ont été révoqués parce que les porteurs ont été convaincus d'actes criminels.

TABLE VII—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

(*Province of Ontario.*) PROVINCIAL PENITENTIARY—KINGSTON—*Concluded.*

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Larceny	3 yrs.	Mar. 2,'99	July 26,'00	Released on ticket of leave.	48	..	Police, Chatham.
" & cattle stealing.	5 "	Dec. 10,'96	" 26,'00	" "	21	..	Sessions, Barrie.
Larceny from the person.	10 "	May 7,'94	Mar. 8,'00	....	27	..	Assizes, Toronto.
" " ..	10 "	Apr. 20,'96	July 21,'00	Rel. on tick. of leave	31	..	" L'Orignal.
Manslaughter..	3 "	Nov.24,'97	Jan. 27,'00	....	35	..	" Pembroke.
Murder	a Life.	Oct. 12,'88	June13,'00	....	36	..	" Peterborough.
Obstructing railway..	5 yrs.	May 19,'97	July 26,'00	....	24	..	County, Chatham.
Perjury	2 "	July 7,'98	Nov.25,'99	....	45	..	Sessions, Brampton.
"	2 "	Sept.28,'98	June13,'00	....	46	..	Assizes "
Rape	20 "	Oct. 2,'88	Mar.29,'00	....	54	..	" Belleville.
Shopbreaking.......	5 "	Aug. 6,'97	Nov.24,'99	Rel, on tick. of leave	19	..	Police, Lindsay.
"	5 "	" 2,'97	Feb. 10,'00	" "	17	..	" "
"	5 "	July 7,'96	May 22,'00	....	27	..	" Toronto.
" & theft..	5 "	Dec. 23,'97	Jan. 12,'00	Rel. on tick. of leave	26	..	County, Brockville.
" " ..	5 "	July 24,'96	Feb. 24,'00	" "	22	..	" Perth.
" " ..	4½ "	Apr. 29,'97	Sept.13,'00	" "	19	..	Police, Niagara Falls.
" " ..	4 "	Dec. 10,'96	May 2,'00	Remission time lost (2 months) restored to prisoner.	24	..	Sessions, Montreal, P.Q.
Supplying noxious drugs.	2 "	Nov.16,'98	Feb. 27,'00	Rel. on tick. of leave	30	..	Assizes, Chatham.

(*Province of Ontario.*) MERCER REFORMATORY—TORONTO.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Attempt to commit suicide.	2 yrs.	Oct. 11,'98	Nov.16,'99	....	..	21	County, St. Thomas.

(*Province of Ontario.*) ONTARIO BOY'S REFORMATORY.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Arson	3 yrs.	Oct. 27,'98	Jan. 26,'00	....	17	..	Police, Toronto.
Burglary	2 "	Nov.11,'98	Dec. 22,'99	....	18	..	" "
Horse stealing.... ...	b.....	June11,'97	May 5,'00	....	17	..	County, Walkerton.
Horse, cart and harness stealing.	c 4 m's	Sept.10,'95	" 1,'00	....	17	..	Police, Windsor.
Housebreaking.. ...	3 yrs.	Apr. 18,'99	Apr. 26,'00	....	16	..	" Toronto.
" & larceny.	d .. .	July 11,'96	May 1,'00	....	17	..	County, Barrie.
" " ..	3 yrs.	Apr. 19,'99	July 26,'00	....	16	..	Police, Toronto.
Incorrigible.........	c2 "	Dec. 6,'98	Mar. 2,'00	....	17	..	" St. Catharines.
Larceny.	5 "	Mar.13,'00	Apr. 26,'00	....	16	..	" Lindsay.
"	5 "	June13,'96	Oct. 28,'99	....	14	..	" Whitby.
"	5 "	July 26,'99	Aug.28,'00	....	16	..	" Goderich.
"	3 "	Aug.15,'98	Dec. 22,'99	....	17	..	" Chatham.
"	2 "	May 2,'98	Feb. 2,'00	....	17	..	" Hamilton.
"	2 "	Nov.29,'98	" 7,'00	....	18	..	" Toronto.
"	2 "	Mar. 9,'99	July 21,'00	....	18	..	" "
"	c2 "	Jan. 15,'98	May 5,'00	....	18	..	" St. Catharines.
"	c2 "	Oct. 14,'98	" 22,'00	....	16	..	" "
"	c2 "	" 14,'98	July 21,'00	....	15	..	" "
"	c1 "	Apr. 30,'98	May 28,'00	....	14	..	" London.
"	e1 "	Mar. 5,'97	July 21,'00	....	18	..	" "
Shopbreaking........	5 "	Nov.15,'97	May 22,'00	....	17	..	" Pembroke.
" & larceny	c2 "	Oct. 10,'98	Apr. 7,'00	....	16	..	" St. Catharines.

a Death sentence was commuted Oct. 25, 1888. *b* Indefinite periode under R.S.O., chap. 241, sec. 28. *c* and an indefinite period not to exceed 5 years. *d* Indefinite period not to exceed 4 years. *e* and an indefinite period.

TABLEAU VII—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(*Province d'Ontario.*) PENITENCIER PROVINCIAL—KINGSTON—*Fin.*

CRIME.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe. H	Age et sexe. F	Par quelle cour mis en jugement.
Larcin..........	3 ans	2 mars '99	26 juil. '00	Remis en liberté conditionnellement.	48	..	Police, Chatham.
" et vol de bestiaux.	5 "	10 déc. '96	26 " '00	" "	21	..	Sessions, Barrie.
Vol sur la personne ..	10 "	7 mai '94	8 mars '00	....	27	..	Assises, Toronto.
" " ..	10 "	20 avril '96	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	31	..	" L'Orignal.
Homicide non prémédité.	3 "	24 nov. '97	27 janv. '00	....	35	..	" Pembroke.
Meurtre	*a*A vie	12 oct. '88	13 juin '00	....	36	..	" Peterborough.
Obstruant la voie ferrée	5 ans	19 mai '97	26 juil. '00	....	24	..	Comté, Chatham.
Parjure	2 "	7 juil. '98	25 nov. '99	.. ..	45	..	Sessions, Brampton.
"	2 "	28 sept. '98	13 juin '00	....	46	..	Assises "
Viol	20 "	2 oct. '88	29 mars '00	....	54	..	" Belleville.
Bris de magasin	5 "	6 août '97	24 nov. '99	Remis en lib. condit.	19	..	Police, Lindsay.
"	5 "	2 " '97	10 fév. '00	" "	17	..	" "
"	5 "	7 juil. '96	22 mai '00	....	27	..	" Toronto.
" et larcin.	5 "	23 déc. '97	12 janv. '00	Remis en lib. condit.	26	..	Comté, Brockville.
" " ..	5 "	24 juil. '96	24 fév. '00	" "	22	..	" Perth.
" " ..	4½ "	29 avril '97	13 sept. '00	" "	19	..	Police, Niagara-Falls.
" " ..	4 "	10 déc. '96	1 mai '00	2 mois de temps perdu sur remission remis au prisonnier.	24	..	Sessions, Montréal, P.Q.
Fournissant des drogues nuisibles.	2 "	16 nov. '98	27 fév. '00	Remis en lib. condit.	30	..	Assises, Chatham.

MAISON DE RÉFORME MERCER—TORONTO.

CRIME.	Sentence.	Sentence ou emprisonnement.	Pardon ou commutation.	Conditions.	H	F	Par quelle cour mis en jugement.
Tentative de suicide..	2 ans	11 oct. '98	16 nov. '99	....	..	21	Comté, St-Thomas.

(*Province d'Ontario.*) MAISON DE RÉFORME D'ONTARIO POUR LES GARÇONS.

CRIME.	Sentence.	Sentence ou emprisonnement.	Pardon ou commutation.	Conditions.	H	F	Par quelle cour mis en jugement.
Incendie....	3 ans	27 oct. '98	26 janv. '00	....	17	..	Police, Toronto.
Vol de nuit....	2 "	11 nov. '98	22 déc. '99	....	18	..	" "
Vol de chevaux	*b*.....	11 juin '97	5 mai '00	....	17	..	Comté, Walkerton.
Vol de cheval, voiture et harnais.	*c*4 m's	10 sept. '95	1 " '00	....	17	..	Police, Windsor.
Bris de maison.......	3 ans	18 avril '99	26 avril '00	....	16	..	" Toronto.
" et larcin.	*d*	11 juil. '96	1 mai '00	....	17	..	Comté, Barrie.
" " ..	3 ans	19 avril '99	26 juil. '00	....	16	..	Police, Toronto.
Incorrigible.	*e*2 "	6 déc. '98	2 mars '00	....	17	..	" Ste-Catherine.
Larcin...............	5 "	13 mars '00	26 avril '00	....	16	..	" Lindsay.
"	5 "	13 juin '96	28 oct. '99	....	14	..	" Whitby.
"	5 "	26 juil. '99	28 août '00	....	16	..	" Goderich.
"	3 "	15 août '98	22 déc. '99	....	17	..	" Chatham.
"	2 "	2 mai '98	2 fév. '00	....	17	..	" Hamilton.
"	2 "	29 nov. '98	7 " '00	....	18	..	" Toronto.
"	2 "	9 mars '99	21 juil. '00	....	18	..	" "
"	*c*2 "	15 janv. '98	5 mai '00	....	18	..	" Ste-Catherine.
"	*c*2 "	14 oct. '98	22 " '00	....	16	..	" "
"	*c*2 "	14 " '98	21 juil. '00	....	15	..	" "
"	*c*1 "	30 avril '98	28 mai '00	....	14	..	" London.
"	*e*1 "	5 mars '97	21 juil. '00	....	18	..	" "
Bris de magasin . ..	5 "	15 nov. '97	22 mai '00	....	17	..	" Pembroke.
" et larcin	*c*2 "	10 oct. '98	7 avril '00	....	16	..	" Ste-Catherine.

a La sentence de mort fut commuée le 25 octobre 1888. *b* Période indéfinie, en vertu des S.R. d'Ont., chap. 241, sec. 28. *c* et une période ne devant pas excéder 5 ans. *d* Période indéfinie ne devant pas excéder 4 ans. *e* et une période indéfinie.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

(*Province of Ontario.*) CENTRAL PRISON—TORONTO.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex M	F	By what Court tried.
Assault, indecent	1 yr.	Aug. 2,'99	Feb. 7,'00	....	28	..	County, Toronto.
" "	1 "	Apr. 27,'00	July 21,'00	....	39	..	" Cobourg.
" " (2 ind.)	3 yrs	Dec. 2,'97	" 26,'00	Rel. on tick. of leave	33	..	Assizes, Sault Ste Marie.
Attempt at rape......	23 m's	Nov.10,'99	" 12,'00	" "	39	..	Police, Windsor.
Bigamy..........	1 yr.	Aug.30,'99	Jan. 27,'00	....	28	..	" Barrie.
Breaking and entering	18 m's	May 26,'99	Mar. 8,'00	....	25	..	" Penetanguishene.
Burglary	7 "	Nov.28,'99	May 1,'00	....	18	..	County, Woodstock.
" and assault ..	18 "	" 23,'99	July 21,'00	Rel. on tick. of leave	29	..	Assizes, Bracebridge.
" " ..	18 "	" 23,'99	" 21,'00	" "	24	..	" "
" " ..	18 "	" 23,'99	" 21,'00	" "	26	..	" "
" " ..	21 "	" 23,'99	" 21,'00	" "	39	..	" "
Cattle stealing.	1 yr & 364 d.	Dec. 27,'98	" 25,'00	" "	30	..	County "
Forgery	18 m's	" 7,'98	Dec. 22,'99	....	23	..	Police, Toronto.
Housebreaking and larceny	9 "	Aug. 5,'99	" 14,'99	....	19	..	" Hamilton.
" "	9 "	" 5,'99	Feb. 2,'00	....	18	..	" "
Indecent exposure....	5 "	Dec. 8,'99	Apr. 30,'00	....	31	..	" Brockville.
Killing and maiming animals	1 yr.	Aug.28,'99	Jan. 27,'00	6 months remitted ..	50	..	" Peterborough.
Larceny	1 " & 364 d.	Jan. 12,'99	Apr. 9,'00	....	23	..	County, Toronto.
"	23 m's	July 6,'98	Mar.14,'00	....	33	..	Police "
"	12 "	Feb. 2,'99	Dec. 22,'99	....	58	..	" Wallaceburg.
"	12 "	Oct. 30,'99	Apr. 26,'00	6 months remitted ..	27	..	" Toronto.
"	6 "	Mar. 9,'00	May 12,'00	Rel. on tick, of leave	17	..	" Kingston.
"	6 "	" 1,'00	July 21,'00	" "	24	..	" Ottawa.
"	6 "	May 4,'00	" 26,'00	" "	38	..	" "
"	6 "	June26,'00	Aug.29,'00	" "	16	..	" "
"	6 "	" 23,'99	Oct. 28,'99	....	31	..	" Toronto.
" from person..	12 "	May 22,'99	Apr. 7,'00	....	37	..	" Ottawa.
" of a bicycle..	12 "	Feb. 17,'99	Nov.16,'99	....	24	..	" Toronto.
" "	6 "	Oct. 23,'99	Dec. 22,'99	....	18	..	" "
Receiving stolen goods	18 "	Nov. 7,'98	" 7,'99	....	26	..	" Ottawa.
" "	18 "	" 7,'98	" 7,'99	....	24	..	" "
" "	1 yr& 364 d.	" 18,'98	Apr. 9,'00	....	37	..	County, Berlin.
Robbery..............	14 m's	" 29,'98	Dec. 22,'99	....	34	..	" Whitby.
Shopbreaking & theft	1 yr& 364 d.	May 23,'99	May 28,'00	Rel. on tick. of leave	37	..	Sessions, Toronto.
Throwing stones at a car...............	9 m's	Jan. 31,'00	July 26,'00	....	31	..	" London.
Vagrancy.	6 "	Sept.29,'99	Dec. 22,'99	....	40	..	Police, Lindsay.
"	6 "	Oct. 3,'99	Feb. 1,'00	....	49	..	" "
"	6 "	" 3,'99	" 1,'00	....	16	..	" "

(*Province of Ontario.*) COMMON JAILS.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex M	F	By what Court tried.
Bracebridge Jail—							
Vagrancy..........	*a*	July 12,'00	Aug.17,'00	Prisoner to be released upon payment of $25.	18	..	J. P., Gravenhurst.
Brockville Jail—							
Vagrancy..........	6 m's	June 6,'00	July 11,'00	....	24	..	Police. Brockville.
Chatham Jail—							
Vagrancy..........	6 "	" 29,'00	" 26,'00	....	37	..	J. P., Merlin.

a $50 or 6 months.

TABLEAU VII.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(*Province d'Ontario.*) PRISON CENTRALE—TORONTO.

CRIME.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe. H	Age et sexe. F	Par quelle cour mis en jugement.
Attentat à la pudeur	1 an.	2 août '99	7 fév. '00	....	28	..	Comté, Toronto.
" "	1 "	27 avril '00	21 juil. '00	....	39	..	" Cobourg.
" " (2 ind.)	3 "	2 déc. '97	26 " '00	Remis en lib. condit.	33	..	Assises, Sault Ste-Marie.
Tentative de viol	23 m's	10 nov. '99	12 " '00	" "	39	..	Police, Windsor.
Bigamie	1 an.	30 août '99	27 janv. '00	....	28	..	" Barrie.
Effraction et entrée	18 m's	26 mai '99	8 mars '00	....	25	..	" Penetanguishene.
Vol avec effraction	7 "	28 nov. '99	1er mai '00	....	18	..	Comté, Woodstock.
" et voies de f.	18 "	23 " '99	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	29	..	Assises, Bracebridge.
" "	18 "	23 " '99	21 " '00	" "	24	..	" "
" "	18 "	23 " '99	21 " '00	" "	26	..	" "
" "	21 "	23 " '99	21 " '00	" "	39	..	" "
Vol de bestiaux	1 an et 364 j.	27 déc. '98	26 " '00	" "	30	..	Comté "
Faux	18 m's	7 " '98	22 déc. '99	....	23	..	Police, Toronto.
Bris de maison et larcin	9 "	5 août '99	14 " '99	....	19	..	" Hamilton.
" "	9 "	5 " '99	2 fév. '00	....	18	..	" "
Exposition indécente	5 "	8 déc. '99	30 avril '00	....	31	..	" Brockville.
Tuant et blessant des animaux	1 an.	28 août '99	27 janv. '00	6 mois remis	50	..	" Peterborough.
Larcin	1 an et 364 j.	12 janv. '99	9 avril '00	....	23	..	Comté, Toronto.
"	23 m's	6 juil. '98	14 mars '00	....	33	..	Police "
"	12 "	2 fév. '99	22 déc. '99	....	58	..	" Wallaceburg.
"	12 "	30 oct. '99	26 avril '00	6 mois remis	27	..	" Toronto.
"	6 "	9 mars '00	12 mai '00	Remis en lib. condit.	17	..	" Kingston.
"	6 "	1er " '00	21 juil. '00	" "	24	..	" Ottawa.
"	6 "	4 mai '00	26 " '00	" "	38	..	" "
"	6 "	26 juin '00	29 août '00	" "	16	.	" "
"	6 "	23 " '99	28 oct. '99	....	31	..	" Toronto.
Vol sur la personne	12 "	22 mai '99	7 avril '00	....	37	..	" Ottawa.
" d'un bicycle	12 "	17 fév. '99	16 nov. '99	....	24	..	" Toronto.
" "	6 "	23 oct. '99	22 déc. '99	....	18	..	" "
Recel d'effets volés	18 "	7 nov. '98	7 " '99	....	26	..	" Ottawa.
" "	18 "	7 " '98	7 " '99	....	24	..	" "
" "	1 an et 364 j.	18 " '98	9 avril '00	....	37	..	Comté, Berlin.
Vol	14 m's	29 " '98	22 déc. '99	....	34	..	" Whitby.
Bris de magasin et larcin.	1 an et 364 j.	23 mai '99	28 mai '00	Remis en lib. condit.	37	..	Sessions, Toronto.
Jetant des pierres sur un char	9 m's	31 janv. '00	26 juil. '00	....	31	..	" London.
Vagabondage	6 "	29 sept. '99	22 déc. '99	....	40	..	Police, Lindsay.
"	6 "	3 oct. '99	1er fév. '00	....	49	..	" "
"	6 "	3 " '99	1er " '00	....	16	..	" "

(*Province d'Ontario.*) PRISONS COMMUNES

CRIME.	Sentence.	Sentence ou emprisonnement.	Pardon ou commutation.	Conditions	H	F	Par quelle cour mis en jugement.
Prison de Bracebridge Vagabondage	*a*	12 juil. '00	17 août '00	A être libéré sur paiement de $25.	18	..	J. de P., Gravenhurst.
Prison de Brockville—Vagabondage	6 m's	6 ?uin '00	11 juil. '00	....	24	..	Police, Brockville.
Prison de Chatham—Vagabondage	6 "	29 " '00	26 " '00	....	37	..	J. de P., Merlin.

a $50 ou 6 mois.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the Year ended the 30th September, 1900, in favour of prisoners committed to the following prisons.

(*Province of Ontario.*) COMMON JAILS—*Concluded.*

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Chatham Jail—							
Vagrancy	6 m's	June30,'00	July 26,'00		40	..	J. P., Merlin.
Guelph Jail—							
Vagrancy	4 "	Dec. 1,'99	Feb. 14,'00		28	..	Police, Guelph.
Kingston Jail—							
Indecent Act	a6 "	June18,'00	June26,'00		18	..	" Kingston.
Lindsay Jail—							
Shooting with intent to do grievious bodily harm.	6 "	Nov.29,'99	Jan. 12,'00		39	..	Assizes, Lindsay.
Vagrancy	3 "	Aug.31,'99	Oct. 26,'99		..	81	Police, Minden.
London Jail—							
Throwing a stone at street car.	3 "	May 14,'00	May 15,'00		37	..	" London.
Damaging property.	2 "	Oct. 14,'99	Dec. 7,'99		16	..	" "
Milton Jail—							
Embezzlement	6 "	Mar. 9,'00	July 21,'00		30	..	County, Milton.
Ottawa Jail—							
Theft	6 "	Oct. 7,'99	Feb. 8,'00		39	..	Police, Ottawa.
Owen Sound Jail—							
Assault	6 "	July 22,'00	Aug.24,'00		26	..	" Owen Sound.
Perth Jail—							
Vagrancy	3 "	Jan. 11,'00	Fob. 1,'00		14	..	" Perth.
"	6 "	Oct. 7,'99	Nov.25,'99		71	..	" "
Peterborough Jail—							
Receiving stolen goods.	3 "	May 14,'00	June 1,'00		21	..	" Peterborough.
Sault Ste. Marie Jail—							
Arson	18 "	Oct. 25,'99	May 5,'00		54	..	County, Sault Ste. Marie.
Toronto Jail—							
Theft	1 "	Nov. 8,'99	Nov.22,'99		16	..	Police, Toronto.
"	40 dys	July 27,'00	Aug.14,'00		30	..	" "

(*Province of Quebec.*) PROVINCIAL PENITENTIARY—ST. VINCENT DE PAUL.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	M	F	By what Court tried.
Assault occasioning actual bodily harm.	3 yrs.	Apr.15,'98	Feb. 7,'00	Released on ticket of leave.	25	..	Q. Bench, Montreal.
Attempt to shoot with intent to kill.	7 "	Jan. 3,'96	Mar. 8,'00	Rel. on tick. of leave, which was subsequently revoked.	36	..	" "
Bigamy	2 "	Dec. 10,'98	Dec. 22,'99		31	..	Dist. Mag., Sherbrooke.
Bringing stolen goods into Canada.	4 "	" 15,'96	June26,'00		27	..	Sessions, Montreal.
Burglary	5 "	" 1,'97	" 30,'00		21	..	" "
"	4 "	Aug.23,'98	Oct. 9,'99	To be taken back to com'n jail at Three Rivers and then removed to Prov. Lunatic Asyl. of Que.	17	..	Dist. Mag., Three Rivers.
Carnally knowing a girl under 14 years.	7 "	Feb. 18,'98	July 26,'00	Released on ticket of leave.	54	..	Sessions, Quebec.
Forgery	3 "	Nov.21,'98	Feb. 2,'00	" "	29	..	Q. Bench, Montreal.
Horse stealing	3 "	Aug.25,'98	Dec. 22,'99		20	..	Dist. Mag., St. Francis.
Housebreaking	5 "	May 21,'97	Jan. 26,'00	Rel. on tick. of leave	26	..	Police, Montreal.

a And a fine of $50 or six other months.

TABLEAU VII.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(*Province d'Ontario.*) PRISONS COMMUNES—*Fin.*

Crime.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe — H	Age et sexe — F	Par quelle cour mis en jugement.
Prison de Chatham—							
Vagabondage......	6 m's	29 juin '00	26 juil. '00	....	40	..	J. de P., Merlin.
Prison de Guelph—							
Vagabondage......	4 "	1 déc. '99	14 fév. '00	....	28	..	Police, Guelph.
Prison de Kingston—							
Acte indécent......	a6 "	18 juin '00	26 juin '00	....	18	..	" Kingston.
Prison de Lindsay—							
Usage d'arme avec intention d'infliger des bless. corpor. graves.	6 "	29 nov. '99	12 janv. '00	....	39	..	Assises, Lindsay.
Vagabondage......	3 "	31 août '99	26 oct. '99	....	..	81	Police, Minden.
Prison de London—							
Jeter une pierre sur un char.	3 "	14 mai '00	15 mai '00	....	37	..	" London.
Dommage à la propriété.	2 "	14 oct. '99	7 déc. '99	....	16	..	" "
Prison de Milton—							
Détournement......	6 "	9 mars 00	21 juil. '00	....	30	..	Comté, Milton.
Prison d'Ottawa—							
Larcin............	6 "	7 oct. '99	8 fév. '00	....	39	..	Police, Ottawa.
Prison d'Owen-Sound—							
Voies de fait......	6 "	22 juil. '00	24 août '00	....	26	..	" Owen-Sound.
Prison de Perth—							
Vagabondage......	3 "	11 jan. '00	1 fév. '00	....	14	..	" Perth.
"	6 "	7 oct. '99	25 nov. '00	....	71	..	" "
Prison de Peterborough							
Recel............	3 "	14 mai '00	1 juin '00	....	21	..	" Peterborough.
Pr. du Sault Ste-Marie							
Incendie.........	18 "	25 oct. '99	5 mai '00	....	54	..	Comté, Sault Ste-Marie.
Prison de Toronto—							
Larcin............	1 "	8 nov. '99	22 nov. '99	....	16	..	Police, Toronto.
"	40 jrs.	27 juil. '00	14 août '00	....	30	..	" "

(*Province de Québec.*) PÉNITENCIER PROVINCIAL—SAINT-VINCENT DE PAUL.

Crime.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe — H	Age et sexe — F	Par quelle cour mis en jugement.
Voies de fait infligeant des blessures corpor.	3 ans	15 avril '98	7 fév. '00	Remis en liberté conditionnellement.	25	..	Banc R., Montréal.
Tentative de tuer avec une arme à feu.	7 "	3 janv. '96	8 mars '00	Remis en lib. condit. lequel permis fut ensuite révoqué.	36	..	" "
Bigamie............	2 "	10 déc. '98	22 déc. '99	....	31	..	Mag. de Dis., Sherbrooke.
Effets volés apportés en Canada.	4 "	15 " '96	26 juin '00	....	27	..	Sessions, Montréal.
Vol de nuit..........	5 "	1 " '97	30 " '00	....	21	..	" "
"	4 "	23 août '98	9 oct. '99	A être reconduit à la prison des Trois-Rivières et tranféré ens. à l'asile prov. de Qué. p. les aliénés	17	..	Mag. de Dist., Trois-Rivières.
Com. charn. avec une fille au-d'sous de 14 ans	7 "	18 fév. '98	26 juil. '00	Remis en liberté conditionnellement.	54	..	Sessions, Québec.
Faux..............	3 "	21 nov. '98	2 fév. '00	" "	29	..	Banc R., Montréal.
Vol de cheval........	3 "	25 août '98	22 déc. '99	....	20	..	Mag. de D., St-François.
Bris de maison.......	5 "	21 mai '97	26 janv. '00	Remis en lib. condit.	26	..	Police, Montréal.

a Et une amende de $50 ou six autres mois.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the Year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

(Province of Quebec.) PROVINCIAL PENITENTIARY—ST. VINCENT DE PAUL.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	F	By what Court tried.
Larceny	7 yrs	Nov. 13,'97	Jan. 27,'00	Rel. on tick. of leave	52	..	Queen's Bench, Montreal.
"	5 "	Dec. 23,'97	Dec. 27,'99	" "	24	..	J. P., Montreal.
"	5 "	Oct. 20,'97	" 14,'99	" "	23	..	Sessions "
"	4 "	" 12,'98	May 5,'00	" "	24	..	J. P. "
"	3 "	Nov. 7,'98	Dec. 22,'99	" "	26	..	Sessions "
"	3 "	" 29,'98	" 7,'99	....	22	..	Police "
"	3 "	Mar. 13,'99	Apr. 13,'00	Rel. on tick. of leave	25	..	Q. Bench "
"	3 "	" 21,'99	May 12,'00	" "	19	..	Sessions "
"	3 "	June 21,'90	June 21,'00	" "	42	..	J. P. "
"	2 "	July 19,'98	Dec. 22,'99	....	34	..	Dist. Mag., Sweetsburg.
"	2 "	" 27,'99	July 21,'00	Rel. on tick. of leave	29	..	" St. John's.
"	2 "	Sept. 18,'99	Sept. 7,'00	" "	23	..	J. P., Montreal.
"	2 "	May 2,'99	Jan. 27,'00	" "	30	..	Sessions "
"	2 "	Mar. 13,'99	Apr. 7,'00	" "	41	..	Q. Bench "
" as a servant..	3 "	July 7,'99	July 26,'00	" "	22	..	Sessions "
" from a church	2 "	May 18,'99	Nov. 16,'99	....	21	..	" "
" from dwelling	2 "	Oct. 26,'99	May 1,'00	Rel. on tick. of leave	38	..	Dist. Mag., Sherbrooke.
" from person..	2 "	Feb. 28,'99	Nov. 8,'99	When he shall have served 1 year with remission	32	..	Sessions, Montreal.
" "	5 "	Apr. 13,'98	May 28,'00	Rel. on tick. of leave	18	..	J. P., Rimouski.
Murder	*a* Life	Mar. 28,'82	July 26,'00	Order in Council....	39	..	Q. Bench, Sweetsburg.
Obtaining money under false pretences..	3 yrs	Jan. 10,'99	Nov. 24,'99	Rel. on tick. of leave	18	..	Sessions, Montreal.
" "	2 "	Mar. 27,'00	July 21,'00	" "	61	..	Q. Bench "
Poisoning cattle......	5 "	July 17,'97	Apr. 9,'00	....	24	..	Dist. Mag., Sweetsburg.
Rape...............	10 "	Apr. 22,'97	Feb. 2,'00	....	36	..	Q. Bench, Montreal.
Receiving stolen goods	3 "	Nov. 21,'98	Dec. 22,'99	Rel. on tick. of leave (Licence revoked on 16th Oct., 1900)	41	..	" "
" "	2 "	Jan. 23,'99	Feb. 7,'00	Rel. on tick. of leave	24	..	Dist. Mag., St. John's.
" "	3 "	Nov. 21,'98	" 7,'00	" "	18	..	Q. Bench, Montreal.
" "	5 "	Sept. 28,'99	June 26,'00	" "	28	..	Sessions "
Robbery............	4 "	Nov. 29,'99	July 26,'00	" "	22	..	Q. Bench "
Shooting with intent to murder........	Life..	Mar. 18,'89	May 28,'00	....	57	..	" "
Shopbreaking.........	2 yrs	Nov. 21,'98	Nov. 8,'99	One year remitted ..	36	..	" "
"	2 "	Feb. 15,'98	Dec. 23,'99	Lost time restored..	40	..	Sessions "
"	5 "	Oct. 7,'97	Feb. 2,'00	Rel. on tick. of leave	29	..	" "
"	5 "	Apr. 15,'98	July 6,'00	" "	25	..	Q. Bench "
"	2 "	" 4,'99	" 26,'00	" "	20	..	Sessions "
"	6 "	" 4,'99	Sept. 14,'00	" "	30	..	" "
" and theft	3 "	June 28,'98	Apr. 13,'00	" "	21	..	Dist. Mag., Sherbrooke.
" "	3 "	" 14,'98	May 29,'00	6 months remitted...	19	..	" "
" "	2 "	Nov. 23,'99	July 21,'00	Rel. on tick. of leave	18	..	" "
Stealing post letter. .	3 "	Aug. 13,'98	Nov. 24,'99	" "	27	..	Sessions, Montreal.
" " ..	3 "	June 9,'98	" 24,'99	" "	24	..	" "
" " ..	3 "	Nov 16,'98	Apr. 7,'00	" "	22	..	Dist. Mag., Sherbrooke.
(1) " register. letter	6 "	Sept. 17,'96	} " 9,'00	....	34	..	{ " Rimouski.
(2) Escape..........	1 "	Oct. 28,'96					Q. Bench "

(Province of Quebec.) COMMON JAILS.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	F	By what Court tried.
Aylmer jail— Assault	6 m's	Dec. 21,'99	May 22,'00	Rel. on tick. of leave	21	..	Dist. Mag., Hull.

a Sentence of death was commuted to life imprisonment, April 21. 1882.

TABLEAU VII.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(Province de Québec.) PENITENCIER PROVINCIAL—SAINT-VINCENT DE PAUL.

CRIME.	Sentence.	Date de Sentence ou emprisonnement.	Date de Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe. H	Age et sexe. F	Par quelle cour mis en jugement.
Larcin	7 ans	13 nov. '97	27 janv. '00	Remis en lib. condit.	52	..	Banc-Reine, Montreal.
"	5 "	23 déc. '97	27 déc. '99	" "	24	..	J. de P. "
"	5 "	20 oct. '97	14 " '99	" "	23	..	Sessions "
"	4 "	12 " '98	5 mai '00	" "	24	..	J. de P. "
"	3 "	7 nov. '98	22 déc. '99	" "	26	..	Sessions "
"	3 "	29 " '98	7 " '99	.....	22	.	Police "
"	3 "	13 mars '99	13 avril '00	Remis en lib. condit.	25	..	Banc-Reine "
"	3 "	21 " '99	12 mai '00	" "	19	..	Sessions "
"	3 "	21 juin '90	21 juin '00	" "	42	..	J. de P. "
"	2 "	19 juil. '98	22 déc. '99	.....	34	..	Mag. de dis., Sweetsburg.
"	2 "	27 " '99	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	29	..	" Saint-Jean.
"	2 "	18 sept. '99	7 sept. '00	" "	23	..	J. de P., Montréal.
"	2 "	2 mai '99	27 janv. '00	" "	30	..	Sessions "
"	2 "	13 mars '99	7 avril '00	" "	41	..	Banc-Reine "
" comme serviteur	3 "	7 juil. '99	26 juil. '00	" "	22	..	Sessions "
" dans une église.	2 "	18 mai '99	16 nov. '99	.....	21	..	" "
" " demeure	2 "	26 oct. '99	1er mai '00	Remis en lib. condit.	38	..	Mag. de dis., Sherbrooke
Vol sur la personne...	2 "	28 fév. '99	8 nov. '99	A être libéré après avoir servi un an avec rémission....	32	..	Sessions, Montréal.
" " ..	5 "	13 avril '98	28 mai '00	Remis en lib. condit.	18	..	J. de P., Rimouski.
Meurtre	*a*A vie	28 mars '82	26 juil. '00	Ordre en conseil....	39	..	Banc-Reine, Sweetsburg.
Obtent. d'argent sous de faux prétextes...	3 "	10 janv. '99	24 nov. '99	Remis en lib. condit.	18	..	Sessions, Montréal.
" "	2 "	27 mars '00	21 juil. '00	" "	61	..	Banc-Reine "
Empoison. du bétail..	5 "	17 juil. '97	9 avril '00	.....	24	..	Mag. de dis., Sweetsburg.
Viol	10 "	22 avril '97	2 fév. '00	.....	36	..	Banc-Reine, Montréal.
Recel	3 "	21 nov. '98	22 déc. '99	Remis en lib. condit. (Permis révoqué le 16 oct. 1900.)......	41	..	" "
"	2 "	23 janv. '99	7 fév. '00	Remis en lib. condit.	24	..	Mag. de dis., Saint-Jean.
"	3 "	21 nov. '98	7 " '00	" "	18	..	Banc-Reine, Montréal.
"	5 "	28 sept. '99	26 juin '00	" "	28	..	Sessions "
Vol	4 "	29 nov. '99	26 juil. '00	" "	22	..	Banc-Reine "
Usage d'armes à feu avec int. de meurtre	A vie.	18 mars '89	28 mai '00	.....	57	..	" "
Bris de magasin	2 ans	21 nov. '98	8 nov. '99	Un an remis	36	..	" "
"	2 "	15 fév. '98	23 déc. '99	Temps perdu remis..	40	..	Sessious "
"	5 "	7 oct. '97	2 fév. '00	Remis en lib. condit.	29	..	" "
"	5 "	15 avril '98	6 juil. '00	" "	25	..	Banc-Reine "
"	2 "	4 " '99	26 " '00	" "	20	..	Sessions "
"	6 "	4 " '99	14 sept '00	" "	30	..	" "
" et larcin	3 "	28 juin '98	13 avril '00	" "	21	..	Mag. de dist., Sherbrooke
" "	3 "	14 " '98	29 mai '00	6 mois remis	19	..	" "
" "	2 "	23 nov. '99	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	18	..	" "
Vol de lettres	3 "	13 août '98	24 nov. '99	" "	27	..	Sessions, Montréal.
"	3 "	9 juin '98	24 " '99	" "	24	..	" "
"	3 "	16 nov. '98	7 avril '00	" "	22	..	Mag. de dis., Sherbrooke.
(1) " chargées	6 "	17 sept. '96	} 9 " '00	.....	34	..	} " Rimouski.
(2) Evasion	1 "	28 oct. '96			..	..	Banc R. "

(Province de Québec.) PRISONS COMMUNES.

CRIME.	Sentence.	Sentence ou emprisonnement.	Pardon ou commutation.	Conditions	H	F	Par quelle cour mis en jugement.
Prison d'Aylmer— Voies de fait		21 déc. '99	22 mai '00	Remis en lib. condit.	21	..	Mag. de dist., Hull.

a La sentence de mort fut commuée en un emprisonnement à vie le 21 avril 1882.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

(Province of Quebec.) COMMON JAILS—*Concluded.*

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Aylmer Jail—							
Drunkenness.	3 m's	July 12,'00	July 21,'00	....	20	..	Recorder, Hull.
"	1 "	" 7,'00	" 21,'00	....	35	..	" "
"	6 "	June30,'00	Aug.17,'00	....	31	..	" "
Indecent assault	2 "	Apr. 4,'00	May 4,'00	....	52	..	Assizes "
Hull Jail—							
Vagrancy	*a*	May 25,'97	Nov.22,'99	....	52	..	Recorder "
Montreal Jail—							
Assault.	*b*6 m's	Feb. 2,'00	Mar.15,'00	....	26	..	" Montreal.
" (2 indict.)	*c*	Aug.31,'99	Oct. 9,'99	....	42	..	" "
Drunkenness	2 m's	July 2,'00	Aug.17,'00	....	21	..	" "
Forgery	23 "	Oct. 5,'99	May 22,'00	Released on ticket of leave.	43	.	Sessions "
Illicit distilling	*d*6 "	Mar. 1,'99	Jan. 27,'00	....	45	..	" "
Inmate of a disorderly house.	2 "	Dec. 5,'99	" 12,'00	....	..	25	Recorder "
" "	2 "	" 5,'99	Dec. 23,'99	....	..	24	" "
Larceny	15 "	Apr. 4,'99	Nov. 1,'99	8 months remitted..	25	..	Police "
"	23 "	May 29,'99	May 21,'00	....	51	..	J. P. "
"	12 "	Sept.23,'99	" 28,'00	Rel. on tick. of leave.	28	..	Queen's B. "
"	6 "	Feb. 19,'00	July 18,'00	....	22	..	J. P. "
"	3 "	July 5,'00	Aug.17,'00	....	19	..	Sessions "
" as a servant	6 "	Apr. 23,'00	July 6,'00	....	33	..	" "
" of goods	1 "	" 26,'00	May 4,'00	To be released when he shall have served 10 days.	60	..	" "
1) Perjury	6 "	Jan. 23,'00	} " 28,'00	....	20	..	" "
2) Attempt to escape	6 "	Feb. 13,'00					
Rec'v'g stolen goods	9 "	" 12,'00	Sept.24,'00	Rel. on tick. of leave.	38	..	J. P. "
Vagrancy	2 "	Nov. 9,'99	Nov.30,'00	....	..	65	Recorder "
"	6 "	" 9,'99	Jan. 27,'00	....	68	..	" "
"	6 "	Mar.28,'00	May 28,'00	Rel. on tick. of leave.	46	..	Sessions "
"	3 "	May 1,'00	June14,'00	....	53	..	Recorder "
New Carlisle Jail—							
Frequenting a disorderly house.	90 dys	Aug.15,'00	Sept.12,'00	....	30	..	J. P., Ste. Anne, Bonaventure.
Quebec Jail—							
Larceny	9 m's	Oct. 24,'99	Apr. 26,'00	....	29	..	Queen's B., Quebec.
Sherbrooke Jail—							
Vagrancy	6 "	July 26,'00	Sept.19,'00	....	30	..	Dist. Mag., Sherbrooke.
"	6 "	" 26,'00	" 19,'00	....	27	..	" "
Sorel Jail—							
Robbery	12 "	Jan. 25,'00	May 22,'00	Rel. on tick. of leave.	21	..	Queen's B., Sorel.

(Prince Edward Island, Nova Scotia and New Brunswick.) PROVINCIAL PENITENTIARY—DORCHESTER.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Arson	12 yrs.	Oct. 10,'94	July 26,'00	Rel. on tick. of leave.	29	..	County, Fredericton, N.B.
"	7 "	July 16,'96	" 26,'00	" " ..	60	..	" Windsor, N.S.
Assault, indecent	2 "	Oct. 7,'98	June 5,'00	....	18	..	Supreme, Charlottetown, P.E.I.

a $50 or 6 months.
b And a fine of $100 or 4 months additional.
c $20 or 45 days for the two indictments.
d And a fine of $100 or 6 months additional, without hard labor.

TABLEAU VII.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(Province de Québec.) PRISONS COMMUNES—*Fin.*

CRIME.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe. H	Age et sexe. F	Par quelle cour mis en jugement.
Prison d'Aylmer—							
Ivresse	3 m's	12 juil. '00	21 juil. '00		20	..	Recorder, Hull.
"	1 "	7 " '00	21 " '00		35	..	" "
"	6 "	30 juin '00	17 août '00		31	..	" "
Attentat à la pudeur	2 "	4 avril '00	4 mai '00		52	..	Assises "
Prison de Hull—							
Vagabondage	*a*	25 mai '97	22 nov. '99		52	..	Recorder "
Prison de Montréal—							
Voies de fait	*b*6 m's	2 fév. '00	15 mars '00		26	..	" Montréal.
" (2 indict.)	*c*	31 août '99	9 oct. '99		42	..	" "
Ivresse	2 m's	2 juil. '00	17 août '00		21	..	" "
Faux	23 "	5 oct. '99	22 mai '00	Remis en liberté conditionnellement.	43	..	Sessions "
Distillation illicite	*d*6 "	1 mars '99	27 janv. '00		45	..	" "
Habitant une maison de désordre	2 "	5 déc. '99	12 " '00		..	25	Recorder "
" "	2 "	5 " '99	23 déc. '99		..	24	" "
Larcin	15 "	4 avril '99	1 nov. '99	8 mois remis	25	..	Police "
"	23 "	29 mai '99	21 mai '00		51	..	J. de P. "
"	12 "	23 sept. '99	28 " '00	Remis en lib. condit.	28	..	Banc R. "
"	6 "	19 fév. '00	18 juil. '00		22	..	J. de P. "
"	3 "	5 juil. '00	17 août '00		19	..	Sessions "
" comme serviteur.	6 "	23 avril '00	6 juil. '00		33	..	" "
Vol d'effets	1 "	26 " '00	4 mai '00	A être libéré après avoir servi 10 jours.	60	..	" "
1) Parjure	6 "	23 janv. '00	} 28 " '00		20	..	" "
2) Tentative d'évas.	6 "	13 fév. '00					
Recel	9 "	12 " '00	24 sept. '00	Remis en lib. condit.	38	..	J. de P. "
Vagabondage	2 "	9 nov. '99	30 nov. '00		..	65	Recorder "
"	6 "	9 " '99	27 janv. '00		68	..	" "
"	6 "	28 mars '00	28 mai '00	Remis en lib. condit.	46	..	Sessions "
"	3 "	1 mai '00	14 juin '00		53	..	Recorder "
Prison de New-Carlisle							
Fréquentant une maison de désordre	90 jrs.	15 août '00	12 sept. '00		30	..	J. de P., Ste-Anne de Bonaventure.
Prison de Québec—							
Larcin	9 m's	24 oct. '99	26 avril '00		29	..	Banc R., Québec.
Prison de Sherbrooke—							
Vagabondage	6 "	26 juil. '00	19 sept. '00		30	..	Mag. de Dist., Sherbrooke
"	6 "	26 " '00	19 " '00		27	..	" "
Prison de Sorel—							
Vol	12 "	25 janv. '00	22 mai '00	Remis en lib. condit.	21	..	Banc R., Sorel.

(Ile du Prince-Edouard, Nouvelle-Ecosse et Nouv.-Brunswick.) PÉNITENCIER PROVINCIAL—DORCHESTER.

CRIME.	Sentence.	Sentence ou emprisonnement.	Pardon ou commutation.	Conditions	H	F	Par quelle cour mis en jugement.
Incendie	12 ans	10 oct. '94	26 juil. '00	Remis en lib. condit.	29	..	Comté, Frédéricton, N-B.
"	7 "	16 juil. '96	26 " '00	" "	60	..	" Windsor, N.-E.
Attentat à la pudeur	2 "	7 oct. '98	5 juin '00		18	..	Suprême, Charlottetown, I. du P.-E.

a $50 ou 6 mois.
b Et $100 d'amende ou 4 autres mois.
c $20 ou 45 jours pour les deux indictements.
d Et $100 d'amende ou 6 autres mois, sans travaux forcés.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

(P.E.I., N.S. & N.B.) PROVINCIAL PENITENTIARY—DORCHESTER—*Concluded.*

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Assault on peace officer.	3 yrs..	May 3,'99	May 22,'00	Released on ticket of leave.	33	..	Assizes, Dorchester, N.B.
Breaking and entering	5 "	" 18,'98	Mar. 29,'00	....	21	..	County St. John, N.B.
" "	3 "	Mar. 29,'98	" 9,'00	Rel. on tick. of leave	18	..	" Halifax, N.S.
" "	3 "	June 29,'98	July 26,'00	" z	17	..	" Amherst "
" "	2½ "	May 20,'98	Apr. 7,'00	....	37	..	" Halifax "
" and larceny	5 "	Aug. 2,'98	Feb. 7,'00	....	20	..	" Shelburne "
" "	4 "	" 13,'98	Apr. 7,'00	....	26	..	" Halifax "
" "	3 "	Dec. 8,'97	Nov. 16,'99	....	20	..	" St. John, N.B.
" "	2 "	Aug. 13,'98	Apr. 7,'00	....	25	..	" Halifax, N.S.
" "	2 "	Oct. 17,'98	May 12,'00	Rel. on tick. of leave	32	..	" " "
" "	2 "	Mar. 7,'99	" 28,'00	" "	28	..	" Sunbury "
Housebreaking and larceny	3 "	June 15,'98	" 22,'00	" "	19	..	Assizes, Summerside.
Larceny.	7 "	Mar. 29,'97	" 5,'00	" "	29	..	Counry, St. John, N.B.
"	5 "	Nov. 27,'97	Feb. 28,'00	" "	21	..	" Dorchester "
"	5 "	May 4,'98	Apr. 26,'00	" "	21	..	Supreme " "
"	5 "	" 4,'98	" 26,'00	" "	20	..	" "
"	5 "	Jan. 20,'97	May 25,'00	" "	28	..	" Charlottetown.
"	5 "	" 20,'97	" 25,'00	" "	23	..	" "
"	4 "	Dec. 21,'97	Jan. 27,'00	" "	19	..	Police, Fredericton, N.B.
"	4 "	" 21,'97	Apr. 13,'00	" "	21	..	" " "
"	3 "	Aug. 19,'97	Dec. 22,'99	....	21	..	County, Newcastle "
"	3 "	Oct. 4,'98	Feb. 28,'00	Rel. on tick. of leave	25	..	" Halifax, N.S.
"	3 "	" 15,'98	May 1,'00	" "	18	..	" Hampton, N.B.
"	3 "	Mar. 27,'99	" 1,'00	" "	26	..	" Halifax, N.S.
"	3 "	June 21,'98	" 28,'00	" "	32	..	Assizes, Barrington, N.S.
"	3 "	Mar. 7,'99	June 30,'00	" "	21	..	County, Burton, N.B.
"	3 "	Oct. 14,'98	July 21,'00	" "	18	..	Supreme, Bridgetown.
"	3 "	Nov. 18,'98	" 21,'00	" "	20	..	County, Hampton, N.B.
"	2½ "	Mar. 27,'99	May 1,'00	" "	39	..	" Halifax, N.S.
"	2½ "	Aug. 15,'98	" 22,'00	....	36	..	" Sydney "
"	2 "	Oct. 19,'99	" 18,'00	Rel. on tick. of leave	33	..	" St. John, N.B.
Rape	Life..	" 23,'85	July 26,'00	....	43	..	Assizes, Halifax, N.S.
"	10 yrs	May 31,'94	Jan. 12,'00	....	27	..	Supreme, Guysboro', N.S.
Receiving stolen goods	3 "	Jan. 28,'99	Apr. 9,'00	Rel. on tick. of leave which was revoked Sept. 19, 1900.	27	..	" Charlottetown, P.E.I.

(P.E.I. & N.S.) COMMON JAILS.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted	M	F	By what Court tried.
Amherst Jail, N.S.—							
Vagrancy	4 m's	July 10,'00	Sept. 1,'00	....	32	..	Stip. Mag., Amherst, N.S.
Charlottetown Jail—							
Assault causing bodily harm........	6 "	Jan. 15,'00	May 1,'00	....	46	..	Supreme, Charlottetown, P.E.I.
Halifax Jail—							
Larceny	12 "	Sept. 2,'99	Dec. 22,'99	....	17	..	Stip. Mag., Halifax, N.S.
Assault (3 charges).	*a*	Jan. 5,'00	Feb. 20,'00	....	48	..	" "
Halifax County Jail—							
Assault on peace officer	6 m's	Mar. 22,'00	May 28,'00	Rel. on tick. of leave	23	..	County "
Deserting ship......	4 "	Jan. 29,'00	" 18,'00	....	22	..	Stip. Mag. "
Theft........	30 dys	June 4,'00	June 13,'00	....	16	..	" "
"	20 .	" 4,'00	" 13,'00	....	14	..	" "

a $60 fine or 6 months in default of payment.

Tableau VII.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(I. du P.-E., N.-E. & N.-B.) PENITENCIER PROVINCIAL—DORCHESTER—*Fin.*

CRIME.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Sentence ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe. H	Age et sexe. F	Par quelle cour mis en jugement.
Voies de fait sur un officier de la paix.	3 ans.	3 mai '99	22 may '00	Remis en liberté conditionnellement.	33	..	Assises, Dorchester, N.-B.
Effraction et entrée ..	5 "	18 " '98	29 mars '00	....	21	..	Comté, Saint-Jean "
" " ..	3 "	29 mars '98	9 " '00	Remis en lib. condit.	18	..	" Halifax, N.-E.
" " ..	3 "	29 juin '98	26 juil. '00	" "	17	..	" Amherst "
" " ..	2½ "	20 mai '98	7 avril '00	....	37	.	" Halifax "
" et larcin...	5 "	2 août '98	7 fév. '00	....	20	..	" Shelburne "
" "	4 "	13 " '98	7 avril '00	....	26	..	" Halifax "
" "	3 "	8 déc. '97	16 nov. '99	....	20	..	" St-Jean, N.-B.
" " ...	2 "	13 août '98	7 avril '00	....	25	..	" Halifax, N.-E.
" "	2 "	17 oct. '98	22 mai '00	Remis en lib. condit.	32	..	" " "
" "	2 "	7 mars '99	28 " '00	" "	28	..	" Sunbury "
Bris de maison et larcin............	3 "	15 juin '98	22 " '00	" "	19	..	Assises, Summerside.
Larcin..............	7 "	29 mars '97	5 " '00	" "	29	..	Comté, Saint-Jean, N.-B.
"	5 "	27 nov. '97	28 fév. '00	" "	21	..	" Dorchester "
"	5 "	4 mai '98	26 avril '00	" "	21	..	Suprême " "
"	5 "	4 " '98	26 " '00	" "	20	..	" " "
"	5 "	20 janv. '97	25 mai '00	" "	28	..	" Charlottetown.
"	5 "	20 " '97	25 " '00	" "	23	..	" "
"	4 "	21 déc. '97	27 janv. '00	" "	19	..	Police, Frédéricton, N.-B.
"	4 "	21 " '97	13 avril '00	" "	21	..	" " "
"	3 "	19 août '97	22 déc. '99	....	21	..	Comté, Newcastle "
"	3 "	4 oct. '98	28 fév. '00	Remis en lib. condit.	25	..	" Halifax, N.-E.
"	3 "	15 " '98	1er mai '00	" "	18	..	" Hampton, N.-B.
"	3 "	27 mars '99	1er " '00	" "	26	..	" Halifax, N.-E.
"	3 "	21 juin '98	28 " '00	" "	32	..	Assises, Barrington, N.-E
"	3 "	7 mars '99	30 juin '00	" "	21	..	Comté, Burton, N.-B.
"	3 "	14 oct. '98	21 juil. '00	" "	18	..	Suprême, Bridgetown.
"	3 "	18 nov. '98	21 " '00	" "	20	..	Comté, Hampton, N.-B.
"	2½ "	27 mars '99	1er mai '00	" "	39	..	" Halifax, N.-E.
"	2½ "	15 août '98	22 " '00	....	36	..	" Sydney "
"	2 "	19 oct. '99	18 " '00	Remis en lib. condit.	33	..	" St-Jean, N.-B.
Viol	A vie.	23 " '85	26 juil. '00	....	43	..	Assises, Halifax, N.-E.
"	10 ans	31 mai '94	12 janv. '00	....	27	..	Suprême, Guysboro', N.-E
Recel..............	3 "	28 janv. '99	9 avril '00	Remis en lib. condit. qui fut révoqué le 19 sept. 1900.	27	..	" Charlottetown, I. du P.-E.

(I. du P.-E. et N.-E.) PRISONS COMMUNES.

CRIME.	Sentence.	Sentence ou emprisonnement.	Sentence ou commutation.	Conditions	H	F	Par quelle cour mis en jugement.
Pris. d'Amherst, N. E.							
Vagabondage.. ...	4 m's	10 juil. '00	1er sept. '00	....	32	..	Mag. stip., Amherst, N.-E.
Pris. de Charlottetown							
Voies de f. et inflig. des blessures corp.	6 "	15 janv. '00	1er mai '00	....	46	..	Suprême, Charlottetown, I. du P.-E.
Prison d'Halifax—							
Larcin............	12 "	2 sept. '99	22 déc. '99	....	17	..	Mag. stip., Halifax, N.-E
Voies de f. (3 accus.)	*a*	5 janv. '00	20 fév. '00	....	48	..	" "
Pr. du comté d'Halifax							
Voies de fait sur un officier de paix...	6 m's	22 mars '00	28 mai '00	Remis en lib. condit.	23	..	Comté "
Désertant son navire	4 "	29 janv. '00	18 " '00	....	22	..	Mag. stip. "
Larcin............	30 jrs.	4 juin '00	13 juin '00	....	16	..	" "
"	20 "	4 " '00	13 " '00	....	14	..	" "

a $60 d'amende ou 6 mois à défaut de paiement.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the Year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

(*P. E. Island, Nova Scotia and New Brunswick.*) COMMON JAILS—*Concluded.*

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	Age and Sex. F	By what Court tried.
Truro Jail—							
Wounding cattle...	1 yr..	Jan. 10,'99	Mar. 29,'00	....	59	..	Supreme, Truro, N.S.
Yarmouth Jail—							
Rape	6 m's	Sept. 19,'00	Sept. 27,'00	....	59	..	" Yarmouth, NS.
Drunk & disorderly.	2 "	Mar. 16,'00	Apr. 13,'00	....	31	..	Stip. Mag. "
MANITOBA PENITENTIARY.							
Warehousebreaking & stealing.	5 yrs.	July 2,'97	July 21,'00	Released on ticket of leave.	35	..	County Cariboo, B.C.
Cattle stealing......	5 "	Nov. 9,'97	May 1,'00	" " ..	35	.	" Kamloops, B.C.
Horse stealing.......	3 "	Apr. 2,'98	Mar. 29,'00	" " ..	31	..	Supreme, Lethbridge.
Larceny	2 " & 3 m's	Feb. 18,'98	Dec. 22,'99	....	20	..	Queen's B., Portage la Prairie.
" of a mail bag.	3 yrs.	May 23,'00	July 25,'00	To be released when he shall have served 3 months.	43	..	County, Winnipeg.
Manslaughter	10 "	Dec. 20,'93	Mar. 29,'00	....	26	..	Supreme, Calgary, N.W.T.
Murder	*a*15 "	Oct. 21,'91	July 26,'00	By order in Council.	25	..	Assizes, Winnipeg.
Robbery	10 "	Dec. 30,'96	Feb. 8,'00	....	26	..	" "
Shooting with intent to do grievious bodily harm.	10 "	May 14,'95	July 21,'00	Rel. on tick. of leave.	35	..	Supreme, New Westminster, B.C.
(*Province of Manitoba.*) **COMMON JAIL.**							
Brandon Jail—							
Attempt to commit rape.	*b*6 m's	Nov. 16,'99	Apr. 26,'00	Whipping remitted..	34	..	Assizes, Brandon.
Winnipeg Jail—							
Larceny......... ...	6 "	Dec. 14,'99	May 1,'00	....	16	..	County, Winnipeg.
BRITISH COLUMBIA PENITENTIARY.							
Accessory to breaking into warehouse and larceny.	5 yrs.	July 2,'97	July 26,'00	Rel. on tick. of leave.	38	..	County, 150-Mile House, B.C.
" " ..	5 "	" 2,'97	" 26,'00	" " ..	34	..	" "
Indecent assault......	*c*2 "	June 6,'98	Dec. 22,'99	Whipping remitted..	39	..	Assizes, Kamloops, B.C.
Horsestealing, larceny and bringing stolen property into Canada.	5 "	May 11,'96	Jan. 12,'00	....	25	..	County, Grand Forks "

a Death sentence was commuted to 15 years imprisonment in the Manitoba Penitentiary and the Warden having to report prisoner's conduct, when he shall have served 10 years with remission, with a view to submitting case to the Executive.

b And 10 lashes. *c* And 12 lashes.

Tableau VII.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

(*I. du P.E., N.-E. et N.-B.*) PRISONS COMMUNES—*Fin.*

CRIME.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Conditions sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe — H	Age et sexe — F	Par quelle cour mis en jugement.
Prison de Truro—							
Blessant d's bestiaux	1 an.	10 janv.'99	29 mars '00	....	59	..	Suprême, Truro, N.-E.
Prison de Yarmouth—							
Viol............	6 m's	19 sept. '00	27 sept. '00	....	59	..	" Yarmouth "
Ivresse et désordre.	2 "	16 mars '00	13 avril '00	....	31	..	Mag. Stip. " "
PÉNITENCIER DE MANITOBA.							
Bris d'entrepôts et larcin.	5 ans	2 juil. '97	21 juil. '00	Remis en liberté conditionnellement.	35		Comté, Caribou, Col.-B.
Vol de bétail.........	5 "	9 nov. '97	1 mai '00	" " ..	35	..	" Kamloops "
Vol de chevaux	3 "	2 avril '98	29 mars '00	" " ..	31	..	Suprême, Lethbridge.
Larcin..............	2 " et 3 ms	18 fév. '98	22 déc. '99	....	20	..	Banc Reine, Portage-la-Prairie.
Vol d'un sac de malle.	3 ans	23 mai '00	25 juil. '00	A être libéré après avoir servi 3 mois.	43	..	Comté, Winnipeg.
Homicide non prémédité.	10 "	20 déc. '93	29 mars '00	....	26	..	Suprême, Calgary, Ter. du N.-O.
Meurtre	a15 "	21 oct. '91	26 juil. '00	Par ordre en conseil.	25	..	Assises, Winnipeg.
Vol	10 "	30 déc. '96	8 fév. '00	....	26	..	" "
Usage d'arme à feu avec intention d'infliger blessures corporelles graves.	10 "	14 mai '95	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	35	..	Suprême, New-Westminster, Col.-B.
(*Province de Manitoba.*) **PRISONS COMMUNES.**							
Prison de Brandon—							
Tentative de viol..	b6 m's	16 nov. '99	26 avril '00	Supplice du fouet remis.	34	..	Assises, Brandon.
Prison de Winnipeg—							
Larcin	6 "	14 déc. '99	1 mai '00	....	16	..	Comté, Winnipeg.
PÉNITENCIER DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.							
Complice de bris d'entrepôts et larcin....	5 ans	2 juil. '97	26 juil. '00	Remis en lib. condit.	38	..	Comté, 150-Mile House, Col.-B.
" " ..	5 "	2 " '97	26 " '00	" " ..	34	..	" "
Attentat à la pudeur..	c2 "	6 juin '98	22 déc. '99	Supp. du fouet remis.	39	..	Assises, Kamloops, C.B.
Vol d'un cheval, larcin et effets volés apportés au Canada.	5 "	11 mai '96	12 janv.'00	....	25	..	Comté, Grand Forks "

a La sentence de mort fut commuée en un emprisonnement de 15 ans dans le pénitencier de Manitoba et le préfet devant faire rapport de la conduite du prisonnier après qu'il aura servi 10 ans avec rémission, afin de soumettre le cas à l'Exécutif.

b Et 10 coups de fouet. *c* Et 12 coups de fouet.

TABLE VII.—Cases in which the Prerogative of Mercy has been exercised during the Year ended the 30th September, 1900, in favour of Prisoners committed to the following Prisons.

BRITISH COLUMBIA PENITENTIARY—*Concluded.*

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	F	By what Court tried.
Larceny	3 yrs	June 4,'98	July 21,'00	Rel. on tick. of leave	35	..	County, Kamloops, B.C.
"	3½ "	Dec. 19,'98	May 12,'00	" "	25	..	" Victoria "
(1) "	5 "	May 14,'95	Dec22,99	....	32	..	Assizes, N. Westminster
(2) Assault.........	1 mo	Nov. 1,'98					Sessions "
Manslaughter........	Life..	Feb. 2,'91	July 26,'00	....	39	..	Assizes, Victoria.
"	8 yrs	May 16,'94	Feb. 2,'00	....	51	..	" Vancouver.
Murder	*a* Life	June 2,'92	July 26,'00	Released by Order in Council.	42	..	" N. Westminster.
"	*b* "	Nov. 18,'93	" 26,'00	" "	32	..	" "
"	*b* "	" 18,'93	" 26,'00	" "	70	..	" "
Shooting with intent..	5 yrs	June24,'97	" 27,'00	Released on ticket of leave.	40	..	" Nelson.
Wound. with intent..	3 "	Oct. 10,'99	Apr. 26,'00	....	..	21	* Vancouver.
" "	10 "	Jan. 28,'96	Aug. 10,'00	....	54	..	County, Victoria.

(*Brit. Columbia.*) COMMON JAILS.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	F	By what Court tried.
Nelson Jail—							
Embezzlement......	18 m's	May 30,'99	Jan. 27,'00	....	26	..	Assizes, Nelson.
Wounding	18 "	Oct. 20,'99	July 21,'00	Rel. on tick. of leave	30	..	" "
New Westminster Jail							
Shopbreaking......	12 "	Jan. 31,'00	June 2,'00	" "	23	..	County, Vancouver.
Victoria Jail—							
Receiv. stolen goods	12 "	May 4,'00	Sept. 25,00	....	65	..	" Victoria.
Regina Jail, N.W.T.							
Larceny...........	3 yrs	June17,'97	Nov. 8,'99	....	31	..	Supreme, Medicine Hat.
"	6 m's	Mar. 20,'00	June15,'00	Rel. on tick. of leave	35	..	" Regina.
Seduction..........	6 "	Oct. 18,'99	Jan. 12,'00	....	19	..	" Grenfell.
Tagish Post Jail, Yukon—							
Sending threatening letters.	1 yr.	Aug. 3,'99	May 14,'00	....	44	..	County, Atlin, B.C.
N.W.M.P., Guard Room, Dawson							
Larceny...........	5 yrs	Mar. 2,'98	Aug. 17,'00	....	36	..	Supreme, Dawson.

DEATH SENTENCES COMMUTED DURING THE YEAR ENDED 30TH SEPTEMBER, 1900.

CRIME.	Sentence.	Date of Sentence or Committal.	Date of Pardon or Commutation.	Conditions upon which Pardon or Commutation was granted.	Age and Sex. M	F	By what Court tried.
Murder	Death	Oct. 21,'99	Dec. 13,'99	Life imprisonment..	30	..	Supreme, Edmonton.
"	"	May 14,'00	June 30,'00	" ..	28	..	Queen's Bench, Quebec.
"	"	June15,'00	July 24,'00	" ..	42	..	" Montreal.

a Death sentence was commuted to life imprisonment June 13, 1892.
b " " " Jan. 8, 1894.

TABLEAU IV.—Cas où le droit de grâce a été exercé durant l'année finissant le 30 septembre 1900, en faveur des prisonniers envoyés aux prisons suivantes.

PÉNITENCIER DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—*Fin.*

CRIME.	Sentence.	Date de — Sentence ou emprisonnement.	Date de — Pardon ou commutation.	Condition sur lesquelles le pardon ou commutation a été accordé.	Age et sexe. H	Age et sexe. F	Par quelle cour mis en jugement.
Larcin	3 ans	4 juin '98	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	35	..	Comté, Kamloops, C.-B.
"	2½ "	19 déc. '98	12 mai '00	" "	25	..	" Victoria "
(1) "	5 "	14 mai '95	22 déc. '99	.....	32	..	Assises, N.-Westmins'r
(2) Voies de fait	1 m.	1 nov. '98					Sessions "
Homicide non prémédité.	A vie.	2 fév. '91	26 juil. '00	.....	39	..	Assises, Victoria.
" "	8 ans	16 mai '94	2 fév. '00	.....	51	..	" Vancouver.
Meurtre	*a*A vie	2 juin '92	26 juil. '00	Libéré par ordre en Conseil.	42	..	" N.-Westminst'r.
"	*b* "	18 nov. '93	26 " '00	" "	32	..	" "
"	*b* "	18 " '93	26 " '00	" "	70	..	" "
Usage d'arme à feu avec intention.	5 ans	24 juin '97	27 " '00	Remis en liberté conditionnellement.	40	..	" Nelson.
Blessures avec intent'n	3 "	10 oct. '99	26 avril '00	.....	..	21	" Vancouver.
" "	10 "	28 janv.'96	10 août '00	.....	54	..	Comté, Victoria.
(*Prov. de la Col.-Britannique.*) PRISONS COMMUNES.							
Prison de Nelson—							
Détournement	18 m's	30 mai '99	27 janv.'00	.....	26	..	Assises, Nelson.
Blessures	18 "	20 oct. '99	21 juil. '00	Remis en lib. condit.	30	..	" "
Pr. de N.-Westminster							
Bris de magasin	12 "	31 janv.'00	2 juin '00	" "	23	..	Comté, Vancouver.
Prison de Victoria—							
Recel	12 "	4 mai '00	25 sept. '00	.....	65	.	" Victoria.
Pr. de Régina, T.N.-O.							
Larcin	3 ans	17 juin '97	8 nov. '99	.....	31	..	Suprême, Medecine-Hat.
"	6 m's	20 mars '00	15 juin '00	Remis en lib. condit.	35	..	" Régina.
Séduction	" "	18 oct. '99	12 janv.'00	.....	19	..	" Grenfell.
Pris. du poste Tagish, Yukon—							
Envoie de lettre menaçante.	1 an.	3 août '99	14 mai '00	.....	44	..	Comté, Atlin, Col.-B.
Poste de police à cheval du N.-O., Dawson							
Larcin	5 ans	2 mars '98	17 août '00	.....	36	..	Suprême, Dawson.
SENTENCES DE MORT COMMUÉES DURANT L'ANNÉE FINISSANT LE 30 SEPT. 1900.							
Meurtre	Mort.	21 oct. '59	13 déc. '99	Emprisonnem. à vie.	30	..	Suprême, Edmonton.
"	"	14 mai '00	30 juin '00	" "	28	..	Banc R., Québec.
"	"	15 juin '00	24 juil. '00	" "	42	..	" Montréal.

a La sentence de mort fut commuée en un emprisonnement à vie le 13 juin 1892.
b " " " 8 janvier 1894.

INDICTABLE OFFENCES.

DÉLITS SUJETS À POURSUITE.

SUMMARY CONVICTIONS.

CONDAMNATIONS SOMMAIRES.

RAPPORT

SUR LES

ARCHIVES CANADIENNES

PAR

DOUGLAS BRYMNER, LL.D., M.S.R.C., ARCHIVISTE

1900

(Annexe au rapport au Ministre de l'Agriculture)

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT



OTTAWA
IMPRIMÉ PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE
MAJESTÉ LE ROI
1901

TABLE DES MATIÈRES.

PAPIERS D'ETAT, BAS-CANADA—LISTE—*Fin.*

PAPIERS D'ETAT, HAUT-CANADA—LISTE.

RAPPORT SUR LES ARCHIVES CANADIENNES

DOUGLAS BRYMNER, LL.D., F.R.S.C., ARCHIVISTE.

A l'honorable

Sydney A. Fisher,

Ministre de l'Agriculture,

Etc., etc., etc.

Monsieur,—J'ai l'honneur de vous soumettre le présent rapport sur les Archives pour 1900.

Les travaux se poursuivent de la même manière, de sorte que de courtes remarques à ce sujet suffiront. Les copies de documents publics pour le Haut et le Bas-Canada ont été reçues pour jusqu'à 1840, étiquetées d'après les casiers et mises en place. Les minutes du Conseil Exécutif de la Nouvelle-Ecosse ont été envoyées au relieur en novembre dernier, de même que trois volumes de correspondances de cette province, de 1741 à 1752 ; d'autres travaux concernant cette province sont en marche. On est à collectionner et à transcrire d'autres documents du Haut et du Bas-Canada, non inclus sous la rubrique générale de "Papiers d'Etat", dans le but de rendre la collection aussi complète que possible. On prend comme toujours le même soin pour empêcher toute erreur et assurer une transcription fidèle des pièces. On a complété ici les copies des papiers de De Bougainville, reçus de Quimper, France, et pour l'envoi desquels accusé de réception a été fait à Madame de Saint-Sauveur-Bougainville et à M. de Kerallain dans le rapport pour 1899.

On a souvent fait des recherches pour savoir pour quelle raison lord Halifax signait "Dunk" Halifax, question à laquelle répond Hone dans le second volume de son livre *Every Day Book.* Il cite le *Gentleman's Magazine* de 1741, qui dit : "que le 2 juillet de cette année, lord Halifax épousa mademoiselle Dunk, qui lui apporta une fortune de £100,000. D'après le testament de M. Dunk, la jeune fille ne devait épouser nul autre qu'un honnête commerçant, qui devait prendre le nom de Dunk, "raison pour laquelle Sa Seigneurie entra dans la corporation des selliers, en exerça le métier, et ajouta le nom de Dunk au sien."

Les dates différentes auxquelles on place la création de la pairie de Glenelg nous ont poussé à faire quelques recherches pour en fixer la date exacte. Dans le *Century Cyclopædia,* on donne l'année 1828, ce qui est une erreur palpable. Dans le *Peerage* de Burke, il est dit que des lettres patentes créant cette pairie ont été émises le 8 mai 1836. Lorsque M. Grant (par la suite lord Glenelg) était secrétaire colonial, lord Aylmer, le 16 juin 1835, s'adressait à lui en l'appelant M. Grant. Une semaine plus tard (le 23 juin) celui-ci était appelé lord Glenelg. La réponse venue du bureau

du Haut-Commissaire est que la lettre patente créant la baronnie de Glenelg fut datée du 8 mai, bien que M. Grant eût signé comme lord Glenelg peu de temps auparavant.

Dans un ouvrage intitulé *Wentworth Land Marks,* publié par le *Hamilton Spectator,* on trouve une description du canal Desjardins, mais il n'est rien dit du projeteur. Dans une dépêche de sir John Colborne, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, portant la date du 6 novembre 1835, en parlant de la question des titres de propriété au Canada au sujet des biens appartenant aux aubains, sir John Colborne, référant au bill d'indemnité pour les héritiers de Pierre Desjardins, dit que ces héritiers comprenaient deux frères et une sœur qui demandaient l'autorisation d'hériter des biens de leur défunt frère tout comme s'ils eussent été sujets anglais de naissance. La question soumise par sir John Colborne était de savoir si la Couronne devait renoncer à ses droits en faveur de la famille parce qu'elle était étroitement liée par parentée à feu Pierre Desjardins, " projeteur du canal Desjardins ", rapport que l'on peut tenir pour exact, vu qu'il en est officiellement fait mention par le lieutenant-gouverneur au secrétaire colonial (Série Q. 387-2, page 273).

Dans un mémoire adressé par M. Charles Shirreff, de Fitzroy, à lord Dalhousie, en date du 28 août 1828, il est dit quelque chose incidemment sur l'origine du commerce de bois dans le Haut-Canada. Voici quelques extraits de ce mémoire, omission faite de ce qui est d'une nature purement personnelle. Après avoir parlé de la politique des puissances du nord de l'Europe fermant leurs ports à la Grande-Bretagne, le mémoire continue en ces termes :

Bien que les raisons politiques qui avaient forcé la Grande-Bretagne à se procurer du bois dans les colonies fussent disparues, le commerce en ayant été commencé avait continué. Il n'appert pas, néanmoins, que jusqu'à ces quelques dernières années le gouvernement ait jamais sanctionné légalement la coupe du bois sur les terres de la Couronne, sauf que les maisons mercantiles en Angleterre qui passaient des contrats pour approvisionner de bois les chantiers de la marine recevaient des permis annuels d'en prendre une certaine quantité pour leur permettre de remplir leurs engagements vis-à-vis le gouvernement. Ces permis étaient transmis à leurs agents à Québec et des contrats étaient faits en conséquence avec les marchands de bois au pays. Mais les quantités de bois abattu avaient pendant plusieurs années dépassé l'étendue des permis. Cet excès ne découla pas de négligence de la part du gouvernement provincial, mais plutôt d'une permission tacite, ce commerce étant considéré plein d'importance pour le pays et favorisé en conséquence dans les arrangements financiers du gouvernement général.

Cependant, les entrepreneurs faisant affaire avec le gouvernement protestièrent, il y a quelques années, contre ceux qui coupaient du bois sans licence, alléguant que c'était un empiétement sur leurs privilèges, et les officiers en loi de la Couronne du Haut-Canada, province d'où l'on tirait en grande partie l'approvisionnement, constatant que les affaires étaient conduites illégalement, se virent obligés de donner ordre au shérif du district de saisir tout le bois qu'il trouverait être coupé sans permis.

Votre correspondant a résidé depuis 1819 sur des terres qui lui ont été concédées et situées sur l'Outaouais, dans le township de Fitzroy, à 150 milles de Montréal, et dans le voisinage de cette partie du pays où l'on se procure le pin rouge. Il n'a pas fait le commerce de bois, mais il a suivi son développement et son importance croissante, et il a vu avec regret l'adoption de ces mesures, probablement inévitables dans les circonstances, mais qui si elles ont été maintenues, ont dû détruire une branche de commerce très avantageuse pour le pays.

Ayant eu l'occasion de se rendre à York à l'automne de 1824, il en profita pour parler de cette question au juge en chef actuel (alors procureur général) et au major Hillier, secrétaire de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, et le résultat de ces conversatonsi fut qu'on lui demanda qu'une fois de retour chez lui il communiquerait tous les renseignements qu'il croirait utiles à la préparation des mesures nécessaires pour régulariser le commerce, ce qu'il fît dans une lettre au major Hillier.

Votre correspondant se rendit de nouveau à York en septembre suivant, et il constata que Son Excellence sir Peregrine Maitland avait jugé opportun de conférer avec le comte Bathurst avant de faire quoi que ce soit à ce sujet. Une réponse ayant été reçue peu avant de Sa Seigneurie, Son Excellence se mit à étudier la question aussi tôt que d'autres travaux lui en laissèrent le loisir, et votre correspondant eut l'honneur de fournir à Son Excellence autant d'informations locales qu'il possédait, et de lui faire connaître l'opinion qu'il avait été amené à se former sur la question.

Après une très minutieuse enquête, l'honorable Conseil Exécutif soumit à Son Excellence un rapport très étendu, et votre correspondant reçut du major Hillier la lettre suivante :

Hôtel du Gouvernement, 9 novembre 1825.

Cher monsieur,—Le gouvernement s'est occupé très sérieusement de la question de l'état actuel du commerce de bois dans cette province, et un rapport fait par le Conseil Exécutif, qui sera transmis sans délai à lord Bathurst, contient certaines suggestions destinées à placer ce commerce, comme on l'espère, sur une base plus clairement définie et sur un meilleur pied dans l'avenir.

Quant à l'adoption de toute mesure intermédiaire, vous veriez facilement que même si le lieutenant-gouverneur était disposé à assumer une telle responsabilité, la situation de la rivière Outaouais rendrait nulles, dans une grande portée, pareilles mesures (vu que sa rive gauche, tout le long de son cours dans cette province, se trouve dans les limites d'un autre gouvernement).

J'ai instruction de Son Excellence, en vous adressant cette communication, de vous présenter ses remerciements pour les renseignements précieux fournis par vous sur le sujet en question.

J'ai l'honneur d'être, etc.,
G. HILLIER.

Charles Shirreff, écr.

L'affaire en étant arrivée à ce point avec le gouvernement de la province d'en haut, le séjour de votre correspondant à York n'était plus nécessaire. Tout de même, la tâche n'était qu'à moitié accomplie, puisque, vu la situation de la rivière Outaouais, séparant comme elle fait les deux provinces sur une longueur de plusieurs centaines de milles, toutes mesures concernant le commerce de bois qui pourraient être adoptées par le gouvernement d'une de ces provinces ne pourraient être rendues efficaces, comme le major Hillier en fait le remarque, que par le coopération du gouvernement de l'autre.

Il fut donc nécessaire d'envoyer une communication sur le sujet à Votre Seigneurie, et comme moyen le plus court et le plus efficace, il fut proposé que votre correspondant se rendît à Québec et sollicitât l'occasion d'exposer et d'expliquer la question ; ce qu'il fît aussitôt que la glace fut devenue assez sûre pour pourvoir partir de sa résidence sur la rivière Outaouais.

Votre Seigneurie donna à la question con attention immédiate, et après l'examen et les recherches voulus, l'honorable Conseil Exécutif soumit à Votre Seigneurie qu'il était opportun d'adopter les mesures recommandées par le gouvernement de la province d'en haut et d'y coopérer. En conséquence de quoi et afin de remédier aux inconvénients résultant du fait que le commerce reposait sur une base illégale, des proclamations identiques furent lancées par chaque province donnant droit de couper

du bois sur les terres inoccupées et non concédées sur paiement de certains prix à la Couronne.

En recevant les comptes et les rapports à la fin de la première saison, l'honorable Conseil Exécutif exprima son opinion sur l'effet salutaire de mesures adoptées en termes trop flatteurs peut-être pour votre correspondant. (Ces termes sont donnés, mais ils sont omis ici.)

L'Outaouais se trouvant sur les confines des deux provinces, leurs gouvernements respectifs jugèrent à propos de ne nommer qu'un percepteur pour cette rivière. Il arrive fréquemment qu'un radeau est composé de bois provenant des terres de la Couronne dans le Haut et le Bas-Canada à la fois, et, aussi, provenant de terres appartenant à des particuliers, de sorte qu'il serait impossible à un officier qui n'est pas sur les lieux de fixer la quantité venant de chacune des provinces.

(Série Q., vol. 375-2, page 350.)

L'extrait suivant vient d'une lettre de lord Dalhousie, écrite de Dalhousie Castle et portant la date du 26 juillet 1832 :

Mon cher monsieur,—J'éprouve un grand plaisir à déclarer en toutes occasions, et tout particulièrement quand vous faites valoir des réclamations auprès du gouvernement, que plusieurs fois quand je faisais partie de l'administration des colonies britanniques en Amérique, j'ai eu grandement raison de reconnaître les services rendus par M. Shirreff, votre père. A cette époque (1820) le commerce de bois devenait actif et prospère ; des règlements étaient nécessaires et il fallait instituer un système. C'est alors que M. Shirreff, un marchand éminent de Leith, vint dans les Canadas. (Série Q., vol. 375-2, p. 359.)

Une partie de cette lettre est un témoignage personnel des mérites de M. Shirreff, et n'a aucun trait direct au commerce de bois ; elle a, par conséquent, été éliminée. Quelques lettres écrites par lord Dalhousie sont sans doute des réponses à d'autres lettres de M. Shirreff, et qu'évidemment on n'a pas jugé nécessaire de publier. Une grande partie de la correspondance se rapporte à des réclamations pour rémunérations de services rendus, et les lettres ne comportant aucun intérêt géséral ne requièrent aucun commentaire ; cependant, les remarques de M. Shirreff sur les retards et par conséquent sur les dépenses provoquées par les chutes des Chats et de la Chaudière peuvent être citées à titre de description de l'état des affaires qui existait sur la rivière Outaouais en 1831, autant que le commerce de bois était en jeu. Le but des remarques était l'obtention d'améliorations sur l'Outaouais de façon à faciliter le transport du bois.

Les intérêts antagonistes en ce qui concerne le commerce de bois colonial font qu'il est de la plus haute importance pour ce pays que l'article soit expédié à Québec dans les conditions les plus économiques possibles, les prix sur le marché anglais étant contrôlés par ceux du bois provenant des contrées septentrionales de l'Europe. Mais pour permettre aux marchands de le fournir en quantités modérées, on doit leur donner des facilités de transport, particulièrement sur l'Outaouais, d'où est amenée la plus grande partie du pin rouge.

La première obstruction sérieuse que rencontre la masse générale du bois se trouve aux chutes des Chats où les radeaux se brisent en passant et doivent être reformés de nouveau dans la baie appelée le havre de Fitzroy. Ceci entraîne un retard de trois semaines au moins, et souvent plus, ce qui, aux plus bas calculs, occasionne une dépense de ½d. par pied.

Le même arrêt a lieu aux chutes de la Chaudière et, partant, la même dépense.

Le bois étant ainsi retardé dans les parties supérieures de l'Outaouais perd la saison la plus favorable pour la descente des rapides à Hawkesbury et à l'île Jésus, l'eau

de la rivière baissant avant que la plus grande quantité de bois de pin rouge puisse les atteindre, de sorte qu'il faut le descendre en un ou deux couplages (*cribs*) seulement à la fois, tandis que plus tôt dans la saison, un demi-radeau ou, s'il n'est pas très considérable, un radeau entirer pourrait être descendu de suite par ces rapides. Par conséquent, on encourt une bien plus grosse dépense de temps et des frais additionnels d'au moins 1d. par pied. De plus, à cause de cet arrêt, une grande partie du bois de l'Outaouais arrive à une date tardive. Au lieu d'atteindre Québec en septembre, comme cela serait possible si les obstructions étaient supprimées, plusieurs des radeaux n'arrivent pas avant novembre, époque où ils subissent les tempêtes, et se brisent souvent avec une grande perte de bois. On pourrait facilement épargner tous ces risques et dépenses en améliorant les passes aux Chats et aux Chaudières. Des glissoirs ou plans inclinés établis sur un principe simple à ces endroits donneraient toutes les facilités desirées pour assurer l'arrivée de la grande masse du bois sur le marché de Québec non seulement à une saison sûre sous le rapport de la température, mais aussi à une époque plus favorable pour sa vente. Mais si cela n'est pas fait bientôt, le prix du bois devra monter et le commerce diminuera, car le bois qui est le plus facile à atteindre devient rare et, avec les prix actuels, les marchands de bois, ne peuvent aller le chercher plus loin s'il ne leur est pas offert plus de commodités pour l'amener au marché.

Des améliorations partielles seraient également urgentes sur les rivières tributaires de l'Outaouais, telles que la Bonne-Chère, la Madawaska, etc., d'où l'on retrei de grandes quantités de bois.

Il a été fait des levées et un rapport pour une branche du canal Rideau au lac de la Chaudière, et on s'est assuré qu'il serait possible de l'établir en suivant la ligne décrite sur une longueur d'environ cinq milles à travers un lit d'argile (évitant toute excavation), et que la chute d'écluse nécessaire ne serait que de quinze pieds.

Cette branche procurerait au lac de la Chaudière et aux autres parties supérieures de l'Outaouais les avantages offerts par le canal Rideau, et par conséquent une voie de navigation ininterrompue jusqu'à Montréal, sans compter que cela constituerait un accès direct et immédiat de cette partie du pays à Kingston. Ce serait aussi d'une grande importance pour le commerce de bois en réduisant le coût du transport des vivres de Montréal, Kingston, etc.

Pour toutes ces fins importantes, je pense humblement qu'il suffirait d'approprier un tiers du revenu qui provient des bois de la Couronne. Quand les prix de la Couronne furent fixés, les taux sur le marché de Québec étaient sans aucun doute plus élevés qu'ils ne le sont aujourd'hui. On peut attribuer la baisse dans les prix à deux causes, dont l'une, dans mon opinion, est avantageuse et continuera, je l'espère, à maintenir les prix à un chiffre modéré.

Je fais allusion à cette régularité dans le commerce introduite par le système que le gouvernement a adopté. L'autre cause de la baisse provient de l'augmentation graduelle dans le commerce jusqu'à ce que le bois eût excédé la demande sur le marché de Québec. Mais je suis convaincu que si les facilités de transport nécessaires étaient données, les marchands de bois pourraient le fournir aux prix actuels, si bas qu'ils soient, avec un profit qui ne tarderait pas à provoquer une plus forte demande dans le Royaume-Uni et, par conséquent, une augmentation de revenu dans les bois de la Couronne en ce pays.

CHAS. SHIRREFF.

York, 21 décembre 1831.
(Série Q., vol. 374-2, p. 291.)

A la réception de la lettre de sir John Colborne avec les propositions de M. Shirreff, les lords de la Trésorie ne s'objectèrent pas à l'exécution des travaux proposés, mais déclarèrent que le rapport, quant à la somme à dépenser, était trop vague et trop indéfini pour les justifier d'accorder leur sanction. Le coût, le temps requis pour les

travaux et toutes les autres informations devront être communiqués à Leurs Seigneuries pour qu'elles puissent les mettre à l'étude avant qu'une décision officielle soit prise. En janvier, le Bureau de l'artillerie fit rapport que l'établissement de glissoirs à bois aux chutes des Chats et de la Chaudière procurerait tous les avantages mentionnés par sir John Colborne et ne gênerait en rien le canal Rideau. Par conséquent, les glissoirs pourraient être construits par le gouvernement provincial et placés sous son contrôle. Ce fut ce qui se rapprocha le plus d'une réponse à la question de savoir si on pouvait accorder à des particuliers une charte pour construire. Rien, du moins dans les rapports, ne montre que les lords de la Trésorerie ou d'autres fonctionnaires aient prêté attention à la démarche de lord Dalhousie, bien que la lettre suivante, écrite par Sa Seigneurie à sir Peregrine Maitland, en date du 26 septembre 1826, montre que lord Dalhousie, comme gouverneur général, ne se contenta pas d'approuver le projet d'assurer le passage sûr du bois aux chutes de la Chaudière, mais appropria une certaine somme à la réalisation de ce projet. Ce qui suit est la lettre donnée *in extenso* :

CHUTES DES CHAUDIÈRES,
26 septembre 1826.

MON CHER SIR PEREGRINE,

J'ai cru de mon devoir de rencontrer le lieutenant-colonel By ici, à l'endroit même où doivent commencer ses grands travaux sur le canal Rideau. C'est avec beaucoup de plaisir que je vois que tout est favorable et même encourageant pour ce canal ; mais comme il doit vous voir bientôt, je lui laisse la tâche de vous expliquer les recherches qu'il a faites et les progrès qu'il a accomplis.

Pour le moment, je vous écris à la hâte sur un autre sujet concernant les affaires civiles des deux provinces et au sujet duquel j'espère que mes vues correspondront aux vôtres.

Vous connaissez déjà très bien les masses rocheuses et les chutes de la rivière à cet endroit-ci; vous savez que les trains de bois subissent beaucoup de dommages en étant lancés par-dessus;—que des vies sont souvent perdues au cours de cette opération, et qu'il existe sur ce biez une partie où le rocher est fendu, dans laquelle on pourrait faire passer un cours d'eau paisible pour la descente des radeaux en toute sécurité et en tous temps.

Aujourd'hui le colonel a examiné l'endroit avec moi et a calculé *grosso modo* qu'une somme de £2,000 suffirait pour faire tout le travail. La saison est maintenant trop avancée pour l'exécuter entièrement, mais tout de même il peut en faire suffisamment pour que cela soit d'un grand avantage public à l'ouverture de la navigation le printemps prochain.

Etant donné le rapport de M. Shirreff, que les droits sur le bois perçus par lui cet été se montent à £3,000, je n'hésite pas à consacrer de suite £1,000 de ce montant aux travaux projetés, cette somme prise en proportion des perceptions totales pour chaque province.

En prenant ainsi une prompte décision au sujet de ces travaux, j'assume une certaine responsabilité, mais, dans la position que j'occupe, je considère qu'il est de mon devoir d'agir ainsi et je vous demande de concourir dans cette proposition. Toutes les démarches régulières seront faites pour obtenir la sanction du gouvernement de Sa Majesté.

Je retourne à Québec demain, et il me sera agréable de savoir votre opinion à ce sujet.

Je suis, etc.,
DALHOUSIE.

Son Excellence
SIR P. MAITLAND,

(Série C., vol. 42, p. 95.)

Une lettre semblable, portant la même date, fut écrite par lord Dalhousie au lieutenant-colonel By, dans laquelle il était dit qu'il était pour " considérer ce travail "comme absolument distinct de ceux dont vous êtes chargé sur le canal Rideau", ses services, dans ce cas spécial, étant spécialement rendus aux deux provinces et devant être reconnus à part, et la lettre se terminait par ces mots : " Après avoir tous deux " parlé à fond de l'entreprise, je la laisse entièrement à votre jugement et à votre exécution ". (Série C., vol. 42, p. 99.) Un canal latéral à travers le marais de Dow pour relier la rivière Ottawa avec le canal Rideau fut proposé dans un mémoire au secrétaire colonial en 1835, rapport où l'on demandait diverses améliorations, ce canal latéral étant le premier sur lequel l'attention était appelée dans le mémoire. Les bénéfices qu'on présentait comme devant surgir de cette mesure étaient que, partant, le gouvernement posséderait la clef de toute la navigation, qu'une entrée dans le lac de la Chaudière étant assurée, les bateaux à vapeur de Montréal pourraient se rendre jusqu'au havre de Fitzroy, où une autre percée d'un mille serait nécessaire pour étendre la navigation encore plus loin. Le but extrême, tel que mentionné dans le mémoire, était de " continuer la navigation jusqu'au lac Huron dans la direction du " lac Nipissingue et de la rivière au Français; la distance de Montréal par cette route " est de 450 milles, et, une fois ouverte, elle donnerait à cette ville et à Québec presque " tout le contrôle sur le commerce de l'Atlantique avec ces importantes sections des " Etats-Unis : le Michigan et les Territoires du Nord-Ouest ".

Le départ de lord Aylmer du poste de gouverneur du Canada devait être suivi par l'administration de lord Amherst, qui avait, en réalité, été nommé pour occuper la charge, mais, pour des raisons que ne nous montrent pas les documents que nous avons ici maintenant, les fonctions de gouverneur et de commissaire furent transmises à lord Gosford. Dans le quatrième volume de son "Histoire du Bas-Canada", à la page 86, Christie dit que le vicomte Canterbury fut d'abord mentionné mais qu'il déclina pour cause de mauvaise santé. Lord Aylmer fut nommé, mais déclina la place, et finalement lord Gosford fut choisi. Voilà en peu de mots quelle était la situation des affaires, car il ne peut y avoir de doute sur la nomination de lord Amherst, la teneur des lettres officiels le montrant clairement. Dans une lettre du sécretaire colonial à lord Amherst, non signée et en date du 7 mai 1835, il est dit : " La diversité et l'importance des sujets embrassés dans les commissions et " instructions de Vos Seigneuries comme gouverneur et commissaire de Sa Majesté " dans cette province (le Bas-Canada) expliqueront suffisamment le temps qu'ont " requis les ministres de Sa Majesté pour reviser ces documents". Mais l'hésitation de lord Amherst à accepter semble probable d'après la dernière phrase de la lettre.

Si Votre Seigneurie se sentait disposée à conserver la charge de gouverneur du Bas-Canada, réunissant à ces fonctions celle de commissaire en chef d'enquête dans la province pour Sa Majesté, votre acceptation de cette charge sera reçue avec haute satisfaction et avec gratitude par les ministres de la Couronne.

Le ton de la correspondance de lord Aylmer avec lord Glenelg montre qu'il n'était pas satisfait de la manière dont le traitait le Bureau Colonial sous sa (lord Glenelg) direction. Cela est démontré dans une lettre de lord Aylmer, en date du 23 juin 1835, à laquelle on peut référer (Q. 222-2, page 227). Son départ paraît avoir

excité beaucoup de mécontentement au Canada ; mais la Chambre d'Assemblée avait résolu d'employer toutes les influences pour faire rappeler Sa Seigneurie, et elle pensait évidemment qu'il devait aux plaintes et aux exposés de l'Assemblée son rappel et les termes du rapport du comité des Communes auquel il s'attendait à cause du refus de publier la preuve dans sa cause. Dans une lettre privée à M. Spring Rice, en date du 10 août 1834, il dit : " Je ne puis m'empêcher d'exprimer mon regret de la détermination du comité de la Chambre des Communes sur les affaires canadiennes de " ne pas rapporter ou publier la preuve reçue devant lui . . . . . La nature des " accusations de la Chambre d'Assemblée demande quelque chose de plus qu'un ver" dict de *non prouvé* ou, plutôt, je dois considérer avoir droit à quelque proclamation " non équivoque de ce triomphe et de ce résultat que M. Stanley . . . . . " anticipe ". Plus loin il dit : " Si après avoir été présenté au Roi et au Parlement " impérial comme un criminel par la Chambre d'Assemblée, la fausseté de cette accu" sation n'est pas rendue manifeste par la publication de la preuve reçue devant le " comité et le document soumis par lui au Bureau Colonial, j'aurai certainement rai" son de regretter profondément que la Chambre des Communes n'ait pas, conformé" ment à la demande de la Chambre d'Assemblée, présenté une proposition de mise en " accusation contre moi devant la Chambre des pairs ". (Série Q., 217-2, pages 305, 306.) Dans une lettre à Spring Rice, datée de Sorel le 2 septembre 1834, lord Aylmer parle—et ses paroles exactes sont données après un court résumé de la lettre, qui est marquée privée—de la récente nomination de M. Gale comme juge, nomination qui créa beaucoup d'excitation au sein de ce que lord Aylmer appelle le parti des mécontents. Sa Seigneurie, pour s'expliquer au sujet des accusations d'injustice à l'égard des Canadiens-Français dans les nominations de juges, dit que sur quatre de ces juges trois étaient des Canadiens-Français qui appartenaient tous au parti canadien et étaient hostiles à son administration, de sorte qu'on ne pouvait l'accuser d'être partial dans l'exercice des pouvoirs de patronage qu'il possédait. Puis il continue :

Je suis réellement dans la confusion d'être ainsi obligé de me justifier par anticipation au sujet de cette nomination, mais la virulence avec laquelle mon caractère public et mon administration sont attaqués par les journaux de la province—de tous les partis et de toutes les dénominations—me fait une nécessité de ne négliger aucune chance de mettre le gouvernement de Sa Majesté en garde contre ces faux rapports. Ma position en cette province présente cet obstacle particulier que, ayant refusé l'alliance de la presse publique et m'étant tracé une ligne de conduite particulière entièrement indépendante des partis, je suis considéré comme un objet contre lequel ils peuvent tous opposer leurs principes. Telle a été jusqu'ici ma situation dans le Bas-Canada, avec en plus ce désavantage, au début de mon administration, non seulement de ne pas être appuyé par les autorités en Angleterre, mais d'en être ouvertement censuré.

Le fait d'avoir tenu bon jusqu'à maintenant dans ces circonstances doit être considéré comme une sorte de miracle par tous ceux qui sont au courant des choses de la politique dans cette province lointaine. (Série Q., vol. 217-2, p. 325.)

L'attitude hostile prise par la Chambre d'Assemblée telle que décrite ci-dessus, lord Aylmer l'attribuait au fait d'avoir hésité au sujet de certaines questions délicates et difficiles qui avaient longuement agité l'Assemblée législative, de sorte qu'il se trouva alors dans la même position où s'était trouvé M. Spring Rice quand il de-

vint secrétaire colonial. Mais, continuait-il, il comprit qu'il n'avait aucune raison de ne pas être satisfait de sa position, autant qu'elle l'affectait lui-même personnellement, et il était content d'être jugé d'après le résultat de la politique qu'il avait adoptée. (Série Q., Vol. 217-2, page 532.)

Partie, selon les apparences, pour se concilier M. Papineau et M. Neilson, partie pour satisfaire l'Assemblée au sujet de la méthode de conduire les affaires du Conseil, tous deux reçurent l'offre de siéger dans le Conseil Exécutif, mais tous deux déclinèrent, M. Papineau en alléguant que les règles de la Chambre mettraient un empêchement à son acceptation et M. Neilson à cause d'engagements qu'il avait contractés vis-à-vis ses commettants lors de son élection. (Série Q., vol. 201-1, page 140.)

La politique de conciliation suivie par lord Aylmer ne fut pas considérée par sir John Colborne comme un exemple à suivre, dans le cas de M. Mackenzie, les termes dont il se servit pour le peindre étant ceux-ci : " Il ne pouvait surgir de démagogue "plus dénué de principes pour troubler une colonie ". (Série Q., vol. 374-2, page 260.)

Les lettres politiques de MM. Papineau, Viger et Mackenzie sont si complètes et si riches en détails qu'il ne paraît pas nécessaire de faire plus que les mentionner. On trouvera dans les volumes concernant les deux provinces la correspondance sur l'état des affaires politiques dans le Haut et le Bas-Canada. On peut cependant citer l'opinion de lord Aylmer sur la population du Bas-Canada et l'Assemblée : " La pre-"mière", dit-il, "est loyale, paisible et bien disposée, et je ne pense pas que (sauf quel-"ques rares exceptions) il existe chez la dernière une opposition systématique aux "vues du gouvernement de Sa Majesté ". (Série Q., vol. 206-1, page 67.)

En avril 1835, lord Aylmer fit rapport que, contrairement à la pratique suivie d'obtenir des rapports par le moyen d'une adresse au gouverneur, la Chambre d'Assemblée du Canada avait envoyé au percepteur des douanes de Québec l'ordre direct de fournir certains rapports, ce qu'il refusa de faire comme étant contraire à ses instructions, et qu'alors, comme il persistait dans son refus, il avait été envoyé par l'Assemblée Législative à la prison commune, où il resta jusqu'à la fin de la session. Lord Aylmer déclara que les rapports auraient été fournis sans hésitation si la courtoisie ordinaire avait été observée, et qu'il croyait que la Chambre d'Assemblée se basait sur la décision du gouvernement impérial dans le cas du major général Carmichael, qui avait refusé de fournir certains documents requis par la Chambre d'Assemblée de la Jamaïque. Dans un cas qui lui présentait un caractère douteux, lord Aylmer demandait des instructions pour lui permettre, comme il le disait, de sortir de la difficulté, d'abord sans compromettre la dignité de la Couronne et puis sans empiéter sur les privilèges constitutionnels de l'Assemblée. (Série Q., vol. 222-1, pages 54, etc.)

Dans sa réponse, le comte Aberdeen exprima le regret qu'on se fût départi de la courtoisie habituelle, ce qui pouvait difficilement manquer de donner lieu à des conséquences embarrassantes, mais Sa Seigneurie croyait que les précédents dans la pratique parlementaire étaient en faveur de la Chambre d'Assemblée. Cette opinion était appuyée par ce qui parût être une argumentation quelque peu dénuée de con-

clusion, et se terminait par l'instruction d'ordonner aux officiers des douanes d'obéir promptement et respectueusement à toute demande qui pouvait être faite par l'Assemblée.

L'établissement de compagnies de terres durant la période comprise dans la liste constituait une spéculation favorite. La formation de la Compagnie des Terres du Haut-Canada peut être retracée dans les volumes qui s'y rapportent en 1824 et 1825 (série Q., volumes 359 à 373), et l'on peut à ce sujet consulter l'ouvrage *Autobiography of John Galt,* ce dernier ayant été le premier administrateur de la compagnie au Canada. Pour le Bas-Canada la *British American Land Co.* fut organisée quelques années plus tard. D'autres compagnies de terres furent aussi projetées mais, pour différentes causes, n'aboutirent point, quelques-uns des insuccès étant dus au manque d'entente entre les projeteurs. D'après ce qui appert, les deux seules qui continuèrent d'exister furent la *Land Company of Upper Canada* sur les opérations de laquelle il a tant été écrit qu'il serait superflu d'ajouter davantage, et la dernière, outre la référence aux documents catalogués, on peut consulter avec profit *British American Land Company* dans le Bas-Canada. Pour ce qui regarde cette les papiers qui se trouvent dans le casier aux lettres P.F., volumes 43 et 77, et P. 136—n° 1. Il n'est peut-être pas hors de propos d'esquisser l'organisation de la *British American Land Co.* Le 6 mars 1834, le secrétaire donna avis au sous-secrétaire des colonies que £800 avaient été payés à titre d'honoraires pour la charte.

A part la charte, un bill fut déposé devant le parlement pour faire conférer certains pouvoirs qui ne pouvaient être conférés dans la charte. On trouvera une copie de ce bill dans le volume 219-1 de la série Q., commençant à la page 7. Le 5 avril, la compagnie pria le secrétaire colonial d'informer le gouverneur du Bas-Canada que la charte d'incorporation avait été accordée, de sorte que les opérations pouvaient commencer. L'arrangement avec le gouvernement fut conclu en 1833 ; on trouvera dans le volume 2 de la série P.F. un état des sommes payées en vertu de cet arrangement, et le plan des comtés du Bas-Canada acquis par la compagnie, les documents étant classés comme numéros 1 et 5 dans le volume. Dans une très longue lettre signée V., la compagnie est accusée de chercher par l'achat de terres à acquérir de l'influence pour des fins politiques ou de parti (série Q., vol. 219, page 65). D'après le rapport d'un correspondant de Montréal, M. Gillespie, les amis de M. Papineau nourrissaient des sentiments très hostiles vis-à-vis la *British American Land Company* à cause de sa promesse d'employer les moyens les plus efficaces pour améliorer le pays physiquement et moralement à la fois (série Q., vol. 224-2, page 347). Ecrivant à Londres le 2 février 1835, M. N. Gould dit que la clique—c'est ainsi qu'il appelait M. Papineau et ses adeptes—annonçait que la *British American Land Co.* n'avait aucun droit ou titre à la terre et conseillait aux immigrants et aux colons de se garder de faire des affaires avec la compagnie, voulant dire sans doute que la Chambre d'Assemblée annulerait la transaction faite avec le gouvernement. "Il est certain", continuait M. Gould, "que pour se mettre en opération la compagnie aura besoin de toute l'aide et du gouvernement de la Grande-Bretagne et de celui de la colonie." (Série Q., vol. 224-2, page 375.)

M. Roebuck, qui remplissait la charge d'agent pour la Chambre d'Assemblée, proposa au commencement d'avril 1855 que l'acte constituant la *British American*

Land Company fut annulé, mais, n'y eut-il aucune autre preuve, l'histoire subséquente de la compagnie montre l'insuccès de cette motion. Il existe plusieurs plans des comtés des Cantons de l'Est acquis par la compagnie, de même qu'un état statistique de ces cantons compilés d'après le « livre de Bouchette »; pour ces plans et état on peut recourir au volume 213 à différentes pages, et à l'arrangement déjà mentionné qui se trouve sur une feuille imprimée à la page 266, montrant que la compagnie acheta 847,661 acres de terre de la Couronne pour lesquelles, jusqu'à la fin de mars 1837, la compagnie paya £15,754 5s. 6d., soit un total de £34,954 5s. 6d.

Comme on le voit plus haut, l'accusation dirigée contre la *British American Land Company* par la Chambre d'Assemblée était que les actionnaires cherchaient à obtenir une influence politique grâce à l'achat de terres dans le Bas-Canada. La pétition de M. D. B. Viger et de M. A. N. Morin contre l'octroi de la charte contredit l'accusation au moins implicitement, sinon en termes directs, cette pétition montrant les actionnaires comme des spéculateurs cherchant à acquérir en entier ou en partie les terres de la Couronne dans la province. Le but des spéculateurs étant d'obtenir des profits de leurs placements, les deux déclarations se neutralisent l'une l'autre, vu qu'ils ne pourraient pas être, à la fois, des spéculateurs recherchant un revenu pour leur capital placé et des personnes recherchant une influence politique en dépensant leur capital pour l'achat de terres dont aucun revenu ne pourrait être attendu. Il n'y a aucun doute que les directeurs se préoccupèrent de la question de la colonisation et que celle des dividendes occupa l'attention du comité et des actionnaires, ne laissant que peu de place aux considérations politiques.

Il se fit dans le Haut-Canada un mouvement pour faire changer la méthode de disposer des terres de la Couronne, la méthode d'alors étant, dans l'opinion de la Chambre d'Assemblée, l'un des obstacles qui retardait la colonisation de la province. En transmettant la requête, sir John Colborne dit que des mesures, qui étaient en substance d'accord avec la proposition de l'Assemblée, avaient été prises pour éloigner, dans la mesure du possible, les obstacles à la colonisation, des sous-inspecteurs ayant été mis dans chaque district, avec instruction de fournir aux colons à venir toutes informations concernant les terres inoccupées de la Couronne et de leur expliquer la méthode pour en disposer. La politique qui consistait à établir des jeunes gens qui, autrement, seraient devenus des criminels, fut préconisée par Henry Wilson, d'Essex, en mars 1833. Dans une lettre à M. Stanley, en date du 30 mai 1833, il disait avoir demandé à lord Goderich son aide à un plan pour protéger et établir quelques-uns des nombreux garçons délaissés qui couraient les rues de Londres et dont les seuls moyens d'existence avaient leur source dans le crime. On en avait envoyé quelques-uns au Cap ; d'autres avaient été placés sous ses soins et prenaient le goût du travail, et, dans sa lettre de mai, il proposait l'envoi de quelques-uns d'entre eux pour être établis au Canada, leurs effets et le prix de leur passage devant être payés à même leurs gages. Dans une lettre de M. Wilson à M. Hay, on apprenait à ce dernier qu'un comité devait être formé à Bytown, sur l'Outaouais, pour recevoir et placer les garçons. Dans un lettre du 19 juin, il se dit impatient d'envoyer au Canada quelques garçons qui, écrit-il, se rendraient directement à Bytown, sur l'Outaouais, où des dispositions « ont été prises pour former un « comité pour leur réception et distribution ». (Série Q., vol. 379-3, page 645).

Après renseignement pris, sir John Colborne écrivit qu'aucun habitant de Bytown ne connaissait de comité comme celui dont M. Wilson parlait, et recommanda d'agir prudemment en ce qui regardait cette importation de jeunes garçons telle que proposée. "Je ne voudrais pas", disait-il, "recommander de donner de l'encourage-"ment à quelque plan de transport de ces garçons au Canada, à moins qu'il ne fût "possible de former un établissement pour les recevoir et les loger jusqu'à ce qu'ils "puissent être distribuées parmi les cultivateurs des différents districts." (Série Q., vol. 381-3, page 734.)

Vu l'absence des arrangements supposés, il y eut une réunion des principaux habitants de Bytown, à laquelle fut formé un comité pour recevoir les garçons qui avaient été envoyés et pour les loger jusqu'à ce qu'on put en disposer. (Pages 739, 740.)

Le motif de l'opposition de sir John Colborne au projet de M. Wilson paraît avoir été inspiré par la prudence et non par l'hostilité à quelque plan d'établissement pratique ; c'est tout le contraire, et il parle d'une façon élogieuse des plans de la Société de Colonisation d'Irlande, qu'il dit être si bienfaisants et exactement destinés à supprimer des difficultés si on pouvait faire disparaître certains obstacles qui enrayent le projet. Il montra la misère et l'embarras des aspirants colons chargés de grosses familles obligés d'attendre jusqu'à ce que leurs chefs pussent se procurer du travail. Pour prévenir ces maux et d'autres semblables, des agents, comme il a été dit plus haut, étaient placés à Québec et en d'autres endroits pour fournir tous les renseignements qui pourraient être requis, et à l'arrivée dans le Haut-Canada les agents devaient procurer aux personnes délaissées (*destitute*) des transports pour les districts où il y avait des travaux en marche ou pour les cantons où elles pouvaient être employées au défrichement. Il est évident que par "destitute" on entendait désigner les personnes en besoin immédiat de travail, et non leurs familles dans le besoin.

Une des sociétés projetées *The North American Colonial Association of Ireland* demanda d'acheter la section triangulaire de terre dans la région du Huron attenante au territoire de la *Canada Company*, mais sir John Colborne refusa de recommander cette proposition. D'après un diagramme et un rapport, l'étendue demandée contenait environ 500,000 acres. (Série Q., vol. 383-2, plan à la page 258, rapport à la page 260.) On verra par ce qui précède que la décision de sir John Colborne de ne pas recommander l'acceptation de la demande faite par la *North American Colonisation Society of Ireland* ne provenait pas de quelque objection à la société elle-même, mais de doutes quant à son pouvoir d'exécuter ses projets avec efficacité. Et dans une dépêche confidentielle de sir John Colborne à M. Spring Rice, secrétaire colonial, en date du 2 décembre 1834, sir John repassa par le menu les mérites des différentes sociétés de colonisation, à titre de rapport supplémentaire à sa dépêche publique, n° 72, portant la même date. Dans cette dépêche confidentielle, il étudia de nouveau les perspectives de la *Colonisation Association of Ireland*, et dit qu'elle ne pouvait être que d'un secours très limité. Il recommanda de plus d'adopter le plan proposé d'accorder de longs baux et de donner aux colons le droit d'acheter leurs lots à l'époque où cela pourrait les accommoder. Il objecta aussi aux gros groupements des classes ouvrières, tels que proposés par l'association, sans la

présence de personnes qualifiées pour agir comme magistrats. Sir John s'opposa à la *Ottawa Association*, dont le but principal était, dans son opinion, de s'occuper largement du commerce de bois, de dénuder bientôt tout le district, et d'exclure les marchands de Québec d'un commerce dans lequel ils étaient depuis longtemps engagés. On trouvera dans la série Q., volume 383-2, commençant à la page 273, des états pour jusqu'à la fin de 1833 concernant les terres vendues ou concédées. Les états se rapportent aux terres vendues et concédées : Terres de la Couronne dans le Bas-Canada, page 273 verso, et des Réserves du Clergé dans la même province, page 274. Les états pour le Haut-Canada sont plus élaborés, et y compris la lettre de M. Peter Robinson, le commissaire des terres de la Couronne, vont de la page 274 à 276, les derniers donnant les noms des officiers de l'armée et de la marine qui reçurent des ordres pour la rémission de l'argent d'achat de terre achetée pour eux, suivant leur rang et leurs états de service.

Relativement aux progrès possibles dans le défrichement, dans une lettre écrite le 14 janvier 1834, sir John Colborne dit que "un bon bûcheron peut ouvrir une acre par "semaine, ou pour mieux dire déblayer et ouvrir une acre par semaine, laissant pour "une saison plus propice la tâche d'enlever les billots", ce qui est une sage distinction entre la préparation pour défricher la terre et le véritable défrichement, la combustion des souches et des billots prenant un certain temps. Quant à l'essai de trouver des fonds pour la colonisation par un emprunt sur les terres de la Couronne, sir John fait rapport que cela ne pourrait être essayé avec sécurité dans quelque autre colonie sur une grande échelle. La raison qu'il donne pour la sûreté de cet emprunt quant à Ontario se trouve dans la rapide augmentation de la valeur de la terre, de si nombreux colons arrivant constamment avec des capitaux pour acheter, et les provisions pouvant être obtenues dans n'importe quelle quantité en peu de temps. Pour des fins de colonisation, le commissaire des terres de la Couronne reçut l'autorisation de vendre la réserve militaire attenant à la ville de York. Le plan qui se trouve à la page 74 du volume 381-1 de la série Q., expliquera de quelle façon la terre devait être divisée et peut être étudié avec intérêt par les habitants de Toronto, de même que les prix des lots vendus comme preuve de la valeur des réserves à cette date. Dix-huit lots d'une acre chacun furent mis en vente en novembre 1834. Ils furent vendus £7,500, soit une moyenne de £416 13s. 4d. l'acre. D'après le livre de M. J. Ross Robertson *Land Marks of Toronto*, la population de Toronto dans cette même année (1834) était de moins de 9,000 ; d'après le recensement de 1891 elle avait monté à 181,220 prenant la municipalité entière ; la population de la ville telle que constituée en collèges électoraux pour la représentation aux Communes était de 144,023, le plus considérable de ces chiffres étant celui de la population de la ville à titre de municipalité incorporée. Le 26 mars 1834, sir John Colborne écrivait à M. Stanley, secrétaire colonial, qu'il avait donné son consentement à un bill pour étendre les limites de la ville de York et l'incorporer sous le nom de cité de Toronto. Selon sir John Colborne "plusieurs des habitants étaient opposés à la reprise du nom original "de cette partie du township de York, mais il ne parut pas y avoir de raison pour rejeter une législation utile à ce sujet". (Série Q., vol. 381-2, page 365.) Le titre du plan sur lequel se basait l'Acte était : "Plan de la nouvelle ville projetée de York, "H.-C., sur l'ancienne réserve militaire", et contient la note suivante : "La réserve

"renferme environ 140 acres, dont 18 ont été vendues pour £7,618. Le reste peut valoi "en moyenne £350 l'acre. Henry James Castle, sous-arpenteur, 14 janvier 1834 (série Q., 381-1, page 74.) Le montant du prix d'achat diffère quelque peu dans le deux états. On trouve dans la même série, volume 386-2, page 205, un autre pla quelque peu différent dans ses détails.

Le préamble de l'Acte passé le 6 mars 1834 décrit en ces termes la raison pou laquelle l'incorporation fut accordée : "Attendu que, par suite de l'augmentatio "rapide de la population, du commerce et de la richesse de la ville d'York, un plu "efficace système de police et de gouvernement municipal que celui qui existe actuelle ment est devenu d'une nécessité évidente". Puis vient la raison du changement d nom : "Attendu que le ncm de York est commun à tant de villes et de régions, il es "désirable pour éviter tout embarras et confusion de désigner la capitale de la pro vince par un nom qui la distinguera mieux". Il fut par conséquent décidé de re tourner au nom original de Toronto, sous lequel l'endroit avait été si longtemps conn comme poste de commerce.

D'autres établissements progressaient dans le même temps. Lord Egremont autres employaient un agent chargé de découvrir des terres pour une meilleure class de colons que ceux qui étaient ordinairement envoyés. Les terres que M. Brydon l'agent, préféra comme endroits à coloniser étaient au nord de Goderich; il en fixa l limites et proposa d'acheter une étendue comprenant environ 60,000 acres, et il d manda également qu'on mît d'autres terres en réserve de façon à ce que le tout form en tout 100,000 acres.

Dans son offre M. Brydone limita son prix à $1 de l'acre ; là où, en faisant l'a pentage, on constatait que c'était de la terre à pruche, ou boisée de pruche, le pr ne devait être que de cinquante cents ; celle à épinette rouge ou autr savanes impropres à la culture ne devaient rien coûter, et un quart prix d'achat devait servir à construire des routes et des ponts à travers l'éte due de ces terres, la balance devant être payée sur le champ ou par paiemen espacés au choix du comité. Sir John Colborne écrivit qu'il n'avait aucune objecti à ce que M. Brydone achetât des terres pour lord Egremont, mais qu'il ne pouva permettre de s'éloigner des règlements pour la vente ni recommander l'aliénation plus de 60,000 acres à la fois. Il recommandait toutefois la vente de 20,000 acres cinq schillings l'acre à la condition que la terre fût colonisée dans la proportion une famille pour chaque 200 acres. Aussitôt que les conditions auraient été rem plies, 20,000 autres acres pourraient être vendues aux mêmes termes, et ainsi de sui pour la balance. (Série Q., volume 387-2, pages 257,258.) Les documents en mai n'indiquent pas quel fut le résultat, et aucun nom n'étant donné au township proje il n'est pas facile de découvrir si, oui ou non, lord Egremont put mener à terme projet qu'il avait en vue. Il avait, quelques années auparavant, établi un gra nombre de gens dans le township d'Adelaïde et Caradoc. (*Voir* série P.F., vol. 9 pages 24 à 27.)

En 1834 fut formée à Londres une société pour établir une colonie dans le Hau Canada, et les bords du canal Rideau furent choisis pour site. En demandant l'appui pour cette entreprise, M. H. William Hobhouse montra de quel bénéfice par

établissement serait pour le canal lui-même. Il fut déclaré que tout son commerce avec l'Atlantique passerait par les huit premières écluses, et que, comme les approvisionnements pour la population et pour les besoins du commerce de bois, qui seraient requis pendant des années, devaient être pris en grande partie du voisinage des lacs Ontario et Erié, le trafic du canal s'en trouverait fortement augmenté. M. Hobhouse fit valoir le fait que les bénéfices découlant d'opérations faites sur une petite échelle seraient confinés au voisinage immédiat sur l'Outaouais, tandis qu'une entreprise de grandes dimensions serait à l'avantage du Canada entier et de la mère-patrie. Les personnes qui désireraient se renseigner sur l'histoire des autres établissements de colonisation ne sauraient faire mieux que de consulter la série C., commençant au volume 619 pour l'année 1794 en venant jusqu'à 1853, et différents volumes dans la série F.F., qui contient les rapports de M. Buchanan, qui était agent d'émigration à Québec, et qu'on trouvera facilement en recourant au catalogue. Il n'est pas hors de propos de mentionner que, d'après le rapport de M. Byham, secrétaire du bureau de l'Artillerie, le canal Rideau fut inauguré le 1er septembre 1832. (Série Q., volume 384-1, page 27.)

D'après la dépêche du 15 juin de lord Aylmer, le choléra fit son apparition dans le mois de juin 1832, le premier cas, qui fut signalé par le Dr Skey, inspecteur général des hôpitaux, était celui d'un pensionnaire qu'on ne reconnut pas comme atteint de cholera, de sorte que ce ne fut que le 10 que le Dr Skey en fut informé, alors que 26 malades avaient été admis à l'hôpital des Emigrés, sur lesquels 19 étaient morts ; le jour suivant, sur un nombre total de 39 malades admis, il en mourut 30. " Aucun traitement ", disait le Dr Skey, dans son rapport, " ne semblait faire la moindre impression durable dans les premiers cas ; un soulagement temporaire fut produit grâce à de très puissants agents administrés intérieurement et appliqués extérieurement, mais tous moururent et cela pendant qu'une grande variété de remèdes était essayée sur différents sujets." (Série Q., volume 202-1, page 212.) Lord Aylmer écrivit que la panique à Québec et dans les environs était générale et pénible ; que beaucoup de gens s'étaient enfuis de la ville, ce qui était un soulagement, celle-ci étant trop encombrée ; que les mesures sanitaires nécessaires avaient été adoptées ; qu'un magasin avait été loué et transformé en hôpital, et des tentes plantées sur les plaines d'Abraham, en nombre suffisant pour loger 500 personnes qui consentiraient à en profiter, pour éviter d'être confinées aux parties les plus populeuses et les moins aérées de la ville. A part les décès dans les hôpitaux, plusieurs eurent lieu dans les demeures privées, mais le gouvernement ne fit pas rapport du nombre de ces dernières. Ecrivant de la caserne des *Horse Guards* le 11 août, FitzRoy Somerset (plus tard lord Raglan) apprit à M. Hay qu'il avait reçu de Montréal une lettre privée et ne portant pas de date, donnant lieu de craindre que le choléra avait fait de cruels ravages dans le 15me régiment en garnison à Montréal. Soit que le correspondant privé fut mal informé, soit que les officiers répugnassent à donner des renseignements sur l'attaque, toujours est-il qu'il n'en est fait aucune mention dans la correspondance du régiment contenue dans le volume que nous avons ici et s'y rapportant, bien que lord Aylmer eut fait rapport de la première apparition du fléau et des premiers décès dans le régiment. Le premier cas que l'on eut dans le Haut-Canada se produisit entre Coteau-du-Lac et Prescott, et fut signalé le 5 juillet 1832 par sir John Col-

borne, mais il ne donne pas la date. La panique par tout le pays dut être consi-rable, car les équipages des vaisseaux naviguant sur le Saint-Laurent abandonnèr les émigrants qui étaient sous leurs soins et les laissèrent dans la plus déplorable conditions. (Série Q., volume 374-4, page 804.) Mais la panique ne se limita au Saint-Laurent, car le 6 septembre le colonel Nicolls, des Ingénieurs Royaux, rapport qu'on s'attendait à ce que les canaux sur l'Outaouais seraient terminés av l'hiver suivant, "mais le choléra ayant enlevé plusieurs des ouvriers des ent-"preneurs, et plusieurs autres pris de peur ayant quitté le travail, je crains qu'on "puisse compter là-dessus". (Série C., vol. 55, page 51.) A York, Kingston Prescott, d'après le rapport de juillet, le nombre de cas fut de 86 pour York, 147 p Kingston et 69 pour Prescott. Le tableau montre un total de 302 cas, dont 117 fat Or comme d'après le rapport du Dr Skey le fléau ne se montra à Québec que l juin, les chiffres donnés ci-dessus doivent être ceux des cas et des morts pour mo d'un mois. Il n'est pas donné de dates, mais sir John Colborne dit dans sa dépêc "La maladie qui a sévi avec tant de violence à Québec et à Montréal s'est fait a sentir dans cette province". (Série Q., vol. 374, page 804.) Il est donc clair l'épidémie apparut dans le Haut-Canada à une date suséquente à son apparitio Québec, de sorte que le nombre de cas et de décès au cours d'une période aussi co que celle qui doit s'être écoulée, était bien de nature à causer l'alarme, et celle-ci pouvait être amoindrie s'il était vrai, ainsi qu'on l'annonça, que le poisson de rivière Outaouais était impropre et dangereux comme nourriture. (Sermon de l'ar-diacre Mountain, série P., vol. 352, n°2, page 11.) Les souffrances endurées les émigrants lors de la première alarme furent très sérieuses à cause de la pani qui, partant de Montréal, se communiqua aux navigateurs et aux habitants des r du Saint-Laurent ; cependant, d'après le rapport de sir John Colborne, les auto dans les divers districts firent tout en leur pouvoir pour établir des hôpitaux, pre soin des malades et envoyant les émigrants dans les districts de l'ouest. Dans le d'aider les magistrats, la somme de £500 pour chaque district fut allouée pour employée par le bureau sanitaire, nouvellement formé, à établir des hôpitau assurer des secours médicaux. Tout indique que le fléau n'avait pas beaucoup taqué les régions intérieures du Haut-Canada, car le nombre des cas signalés ne que de deux pour Brantford, dans le district de London, un petit nombre comp-tivement aux décès sur le Saint-Laurent, en aval du lac Ontario.

En faisant rapport sur les progrès du fléau, lord Aylmer, gouverneur, écrivit le choléra avait plus particulièrement suivi les grandes lignes de communica tracées par les émigrés en quittant Québec pour le Haut-Canada et les Etats-U mais que, bien que dans une moindre mesure, il s'était montré dans d'autres pa du pays et n'était pas confiné aux émigrants, mais s'étendait aux habitants en g ral, aucune proportion des cas et des morts n'étant donnée. Sa Seigneurie aj que les gens à l'aise et d'habitudes régulières souffrirent moins que les autres, claration qui est corroborée par l'archidiacre Mountain dans le sermon déjà tionné, et que les régions rurales du Bas-Canada furent moins attaquées que celle Québec et de Montréal. D'après une dépêche (série. Q., vol. 202-1, page 261 violence du fléau diminua pendant une courte période. Comme on l'a vu, le D^r fit rapport que le premier cas s'était produit le 8 juin, de sorte qu'acceptant le

port de lord Aylmer dans sa dépêche en date du 26 du même mois, le fléau n'a pu être à son apogée que durant une quinzaine. Sa Seigneurie dit : " Les admissions et " les morts dans les hôpitaux publics (à Québec et à Montréal) sont devenues moins " nombreuses et le caractère de la maladie elle-même paraît, dans plusieurs cas, avoir " pris une forme différant essentiellement de celle sous laquelle elle s'offrit d'abord ". Il n'y eut que deux décès parmi les troupes à Québec, mais il n'en fut pas de même à Montréal, où le régiment en garnison, tel que rapporté à FitzRoy Somerset par un correspondant privé, souffrit considérablement. D'après lord Aylmer, les chiffres pour la période entre le 12 et le 23 juin furent de 85 admissions et 33 morts. A Québec et à Montréal le fléau éclata avec un degré de violence de beaucoup au-dessus de tout ce qui s'était passé en Europe, et il fut dit que même aux Indes la maladie ne fut ni si rapidement fatale ni si universelle dans sa prise que durant les cinq premiers jours de son règne à Québec. (Série Q., 202-1, page 262.) A Québec, en peu de jours, elle emporta plus de 1,500 personnes, mais les rapports des différents districts montrent plutôt que tout en étant d'abord fort violente dans son action, ses effets absolument fatals ne furent pas d'une longue durée. Ainsi M. Samuel Hatt écrivit le 26 juin qu'à Chambly la peste désolatrice qui avait été fatale pour tant de gens avait diminué de violence, le cas étant d'un caractère moins grave bien que le mal n'eût pas cessé d'exister. Sur 400 ou 500 cas à Chambly depuis le 15, pas plus de 100, dans l'opinion de M. Hatt, avaient présenté la caractéristique du choléra asiatique. Des rapports semblables vinrent d'autres endroits. Toutefois, bien que son caractère fut de beaucoup changé et ses effets fatals amoindris, le mal persistait encore. Les extraits des journaux de villes confirment le rapport sur l'affaiblissement du fléau et le fait qu'il avait suivi les routes les plus fréquentées. Un de ces journaux dont le nom n'est pas donné annonçait que le mal ne s'étendait pas du côté des campagnes. Il n'y avait d'exception que pour les paroisses de Beauport et de Lévis, dont les populations étaient compactes ; ailleurs il n'y eut que deux ou trois cas. A Beauport il y eut 30 morts, au nombre desquels plusieurs cultivateurs respectables. A la Pointe-Lévis, à la population également dense, on signala environ 25 morts à partir de la première apparition du fléau jusqu'au 24 juin. Jusqu'à la même date le nombre total des admissions aux deux hôpitaux de Québec fut de 674, avec 419 morts, mais les 24 heures entre le 23 et le 24 juin ne montrent que 16 nouveaux cas, et la proportion beaucoup plus petite dans la mortalité de 16 morts sur 191 cas. Jusqu'au 26 juin on avait compté 712 cas, avec 440 morts, et le bureau santiaire lança un avis d'encouragement au sujet de la diminution du fléau qui était, de plus, devenu moins violent et beaucoup plus facile à guérir.

Un extrait d'une lettre privée datée " Montréal, samedi soir ", dit : " Le choléra " a diminué rapidement depuis hier matin. Cependant, il reste encore un nombre " considérable de cas ". A Kingston, le 21 juin, l'auteur d'une lettre qui ne porte aucune signature, dit que le seul malade réellement atteint qu'il avait vu avait été arrêté à Kingston et placé dans l'hôpital provisoire ; le 20 il y a eu deux cas et une mortalité, le 21 quatre nouveaux cas, mais aucune mortalité. On signala deux mortalités comme étant causées par le choléra, mais c'étaient celles de deux ivrognes avérés victimes du *delirium tremens*. Le bureau sanitaire de Montréal fit rapport le 26 de juin qu'entre le 10 et le 25 juin, inclusivement, il y avait eu 3,384 cas et 947

morts. Une comparaison entre les cas de la première et de la dernière période montre une diminution bien marquée, mais la proportion des décès avait augmenté très sensiblement en ne tenant compte que des nouveaux cas de chaque jour et des morts, sans calculer le nombre de cas restants d'un jour à l'autre, ce qui donnerait une idée absolument erronée de la virulence du mal lors de sa première apparition et à la fin du mois, tous les rapports mentionnant son caractère beaucoup moins aigu à la fin du mois de juin qu'au commencement. A Kingston, le bureau sanitaire annonça que d'énergiques mesures avaient été prises pour enrayer le mal, et que les médecins de l'endroit avaient mis de côté toute autre besogne pour ne s'occuper que de l'intérêt public. Du 20 au 23 juin, inclusivement, il y eut d'après le rapport du bureau sanitaire 14 nouveau cas, 6 morts et 6 guérisons. A Brockville, le bureau sanitaire annonça, le 19 juin, 3 cas dans la ville, un en convalescence, l'autre précaire, le troisième ne datant que du matin. Les deux journaux locaux félicitèrent la ville parce qu'elle avait été pratiquement exempte du mal. Un correspondant du *Brockville Recorder* écrivit de Prescott que jusqu'au 19 juin il y avait eu quatre cas, dont deux suivis de mort, l'un des malades ayant succombé dix minutes après avoir été atteint. La *Greenville Gazette* annonça qu'entre Cornwall et Prescott un grand nombre de bateaux de Durham étaient amarrés à des arbres, leurs équipages s'en étant éloignés, et le *Recorder* disait que le village de Prescott était en proie à une terrible consternation, plusieurs citoyens amenant leurs familles au loin, et que les équipages des bateaux du gouvernement faisant le service de Montréal avaient déserté à la suite de la mortalité qui s'était produite au cours du voyage.

Dans la série Q., volume 202-2, commençant à la page 309 et continués à la page 311, se trouvent des tableaux détaillés du nombre de cas et de morts à Québec. Un correspondant qui écrivait de Montréal le 25 juin, dit que les imprimeurs, comme les autres, avaient abandonné leur travail une quinzaine auparavant, mais qu'à la date où il écrivait ils y étaient revenus, les magasins étaient de nouveau ouverts et les marchés mieux approvisionnés. A Saint-Joachim, où s'était enfui le correspondant du *Canadien* pour échapper au choléra, il trouva que celui-ci y avait éclaté accompagné des plus violents symptômes. C'est ce qu'il dit, mais le fait qu'un instituteur qui avait été atteint avait été guéri par les moyens les plus simples indiquerait que le correspondant fut si terrifié qu'il ne put apprécier justement la force de la maladie et ceci est corroboré par le fait qu'il avait fui la ville pour éviter le choléra. (J'ai fui la ville pour éviter le choléra.)

D'après la *Minerve*, 19 personnes étaient mortes du choléra à Berthier jusqu'au 22 juin. Le *Courrier de Montréal* déclara le 26 juin que le 22 il y avait à Berthier 2[illegible] malades, 15 convalescents et 12 guéris. Jusqu'au 24, on signala 12 morts à l'embouchure de la rivière Châteauguay, 8 à Saint-Jean et 11 à Chambly. A Laprairie on en signala 40. Commençant à la page 323 du volume 202-2, série Q., se trouve un résumé en français des développements du fléau dans le Haut et le Bas-Canada. Ce résumé se termine à la page 331.

Le 6 juillet, lord Aylmer, gouverneur, écrivait en parlant du choléra dans le Bas Canada : " Je suis heureux de pouvoir vous dire qu'il diminue sous le rapport de la " violence, et les praticiens médicaux déclarent qu'il est en ce moment beaucoup plus " contrôlable qu'au début ; la panique dans l'esprit public s'apaise rapidement et les

"gens retournent à leurs occupations journalières, qu'ils avaient presque entièrement "abandonnées à une certaine période du règne de la maladie". Une des plus grandes sources de menaces aux premières phases de l'épidémie fut la rareté des provisions à Québec, les cultivateurs craignant d'y en apporter. Un des bénéfices fut le terme à l'agitation politique. (Série Q., volume 202-2, pages 372-373.) On trouve ensuite quelques tableaux intéressants par lesquels on verra que les morts causées par le choléra augmentèrent de 6 dans les 24 heures du 8 au 9 juin à 143 dans les 24 heures du 14 au 15, date à laquelle elles commencèrent à diminuer. Au cours de la période comprise par ce rapport, il mourut 789 catholiques à Québec, 210 catholiques et 412 protestants à Saint-Roch, un total de 1,421 (page 375). Le nombre de cas admis aux hôpitaux indique une légère différence, le plus grand nombre d'admissions se trouvant dans les 24 heures finissant le 17, alors qu'elles commencèrent à diminuer ; mais le fait qu'il y eut moins de morts le 15 tandis que les cas augmentaient tendrait à démontrer que la virulence du mal aurait quelque peu, quoique très peu, diminué (page 376). La traduction d'une conférence faite par le Dr Broussais sur le choléra, commence à la page 379 du même volume. D'après le rapport du Dr Wallace, aide-chirurgien du 15e bataillon, il y eut parmi les sauvages de Caughnawaga 157 cas et 70 morts, mais il ne put obtenir aucun rapport sur la marche quotidienne de l'infection excepté pour trois jours, pendant chacun desquels il y eut trois cas ; la dernière mortalité arriva le 6. En examinant les neuf derniers cas, le Dr Wallace en arriva à conclure que la maladie était bien le choléra, mais d'un caractère peu grave. Toujours d'après son rapport, il ne put trouver aucune cause locale à l'apparition du mal, les habitations étant propres, bien tenues et remarquablement bien aérées. Dans une des meilleures de ces maisons, laquelle paraissait être très bien au point de vue hygiénique, cinq personnes sur neuf étaient mortes. Le rapport de la visite du Dr Wallace à Caughnawaga est daté du 11 juillet, mais ce rapport ne donne pas la date de la visite. Quelle que soit cette date, il trouva lors de sa visite que les cas avaient été beaucoup moins nombreux et moins violents (pages 432-433).

Le Dr Skey, le sous-inspecteur général des hôpitaux, attribue les morts aux habitudes d'intempérance (page 434). Cette croyance ne concorde pas avec le rapport de M. Hatt pour Chambly, dans lequel il dit que les ouvriers du canal de l'endroit furent exempts du mal, mais que cette immunité ne provenait pas de la propreté, de la sobriété ou du soin apporté à l'alimentation, ces gens joignant à celle-ci une grosse quantité de mauvais rhum. Une ligne à la fin de la lettre de M. Hatt, en date du 21 juillet, dit que le nombre total des morts avait été de 70 (page 456).

Le 9 août, lord Aylmer fit rapport que, tout en continuant à diminuer encore à Québec et à Montréal, le choléra s'étendait à d'autres parties de la province et s'était montré très fatal en plusieurs endroits (page 502).

Il ne semble pas nécessaire de parler davantage de l'apparition du fléau, vu que les rapports indiquent sans cesse son amoindrissement. Pour ceux qui désireront entrer davantage dans ce sujet, le catalogue indiquera les différents documents qui s'y rapportent dans les volumes actuellement à l'étude. On nous permettra cependant d'ajouter que, durant l'été de 1834, éclata une maladie qui prit le caractère du choléra asiatique, mais fut attribuée à la chaleur excessive par les médecins, et aussi-

tôt que cette chaleur diminua, il y eut décroissance correspondante dans la maladie en question.

D'après les documents que nous avons ici, l'état de la monnaie métallique dans les Canadas paraît avoir été peu satisfaisant. Le 15 avril 1833 lord Aylmer exposa à la législature du Bas-Canada la nécessité du créer une monnaie métallique pour remplacer celle qui était alors en circulation. L'Assemblée ne paraît pas avoir pris de mesures pour mettre à exécution cette recommandation, mais le Conseil législatif nomma un comité pour étudier la question, lequel présenta un rapport, adopté par le Conseil, disant qu'une petite monnaie d'argent n'était pas nécessaire, mais recommandant la création de sous en suivre de la valeur de la monnaie d'Halifax. Lord Aylmer concourut dans ce rapport et proposa au secrétaire colonial l'émission de £5,000 valant de ces sous pour être mis en circulation par le commissariat. Les soi-disant pièces de monnaie en circulation étaient de la plus abondante variété. Une d'elle, envoyée comme spécimen, était un bouton régimental du Royal Fusiliers, vu que des pièces de ce genre circulaient librement comme sou de la monnaie d'Halifax. (Série Q., vol. 207-2, page 432.)

Dans le Haut-Canada, la Trésorerie se plaignait du taux de valeur fixé sur la monnaie de cuivre envoyée pour être employée à la circulation des petites sommes dans cette province, parce que, dans son opinion, ce taux offrait un avantage de 20 à 25 pour 100 pour le retour de ces pièces en Grande-Bretagne, de sorte que tout en autorisant l'émission par le commissariat de ces pièces comme il en avait été déjà envoyé, la Trésorerie ne voulait plus en envoyer davantage.

La menace de désavouer les Actes pour incorporer des banques dans le Haut-Canada créa beaucoup d'agitation et d'excitation dans cette province. Dans le rapport préliminaire pour 1899, il y a quelques remarques au sujet des systèmes de banque dans le Haut et le Bas-Canada, et de l'opposition que rencontra l'établissement des banques. En référant à ces remarques (pages xxii et xxiii du rapport préliminaire pour 1899) on verra les autorités sur lesquelles on s'est basé et dans quels volumes on peut les trouver. Le contrast entre les facilités banquières requises au commencement du siècle et l'époque actuelle est très frappant. En 1821, le solliciteur général fit ce qu'il considéra la déclaration alarmante du danger qui accompagnerait l'incorporation de trois banques dans le Bas-Canada. Dans le Haut-Canada, une banque fut incorporée en 1819 avec un capital de $800,000, réduit d'une demie ou $400,000, le plus gros de ces montants étant trouvé considérable pour les besoins de la province. Il y a aujourd'hui 24 banques dans les deux provinces, avec un capital-actions de $53,500,000, le montant placé dans les banques du Canada étant de près de $62,000,000.

La proposition de désavouer les Actes concernant les banques, celle d'augmenter le capital de la Banque du Haut-Canada, et l'autre pour établir la *Commercial Bank*, donnèrent lieu en plusieurs quartiers à des mémoires et pétitions contre les propositions. L'un des arguments sur lesquels se basaient les pétitionnaires était la crainte de l'intervention du gouvernement impérial dans la législation interne. A part les requêtes des particuliers se plaçant sur ce terrain, il y en eut d'autres venant de corps constitués, conseils de villes et de townships, etc. La raison de l'hésitation

des autorités impériales à sanctionner le bill des banques était la croyance que la garantie nécessaire ne se trouvait pas assurée au public par les termes de la charte, et qu'il était nécessaire que des précautions additionnelles fussent mises dans les actes d'incorporation avant que la sanction royale fut accordée. Les amendements que les lords du commerce désiraient voir introduits sont énumérés dans le volume 379-1, de la série Q., commençant à la page 10, et comprenaient une garantie pour le rachat en espèces des billets issus et l'empêchement des fluctuations dans le montant et la valeur du papier-monnaie, lesquelles, craignait-on, seraient accompagnées de désastreuses conséquences pour le public. Pour cette raison, la Trésorerie et les lords du commerce déclarèrent que, si la sanction devait être accordée à l'Acte concernant les banques constituées du Haut-Canada, elle devrait l'être conditionnellement, sur l'entente que les amendements nécessaires—ou ceux qu'ils considéraient nécessaires—pour donner une plus grande garantie au public seraient faits. Mais le public insista pour que la sanction fût donnée sans conditions, se déclarant satisfait de la garantie offerte. Les gens de Londres qui avaient des fonds placés au Canada furent alarmés de cette suspensión de la sanction à l'Acte des banques, qui, selon la prétention de M. N. Gould, président de la *North American Colonial Association*, avait créé une grande méfiance commerciale et une fluctuation considérable dans la valeur du papier de banque. La propriété de ceux qui avaient des placements au Canada était sujette à un dommage sérieux causé par tout dérangement dans le système monétaire. Cette vue semble avoir été généralement celle des Canadiens.

La conséquence d'un rapport envoyé par M. W. L. McKenzie annonçant l'intention du gouvernement au sujet des banques incorporées fut une course sur ces banques, mais le lieutenant-gouverneur espéra pouvoir empêcher les conséquences dommageables qu'on craignait de voir causer par les rumeurs qui avaient été si habilement mises en circulation. Dans une très longue lettre au lieutenant-gouverneur, M. W. Allan, le président de la Banque du Haut-Canada, montra que les stipulations de la charte offraient une garantie suffisante et combattit les raisons données pour refuser la sanction à l'acte comme absolument insuffisantes, soutenant, d'un autre côté, que la suspension de la sanction risquait de produire la plus grande confusion et le plus grand malaise là où existaient une confiance et une sécurité parfaites. Aux raisons présentées par la Trésorerie et les lords du commerce, M. Allan opposa l'argument que les banques et le public étaient également intéressés à la solvabilité de ces institutions et que l'effet d'une course, qui serait aggravée par les dispositions dont la Trésorerie et les lords du commerce proposaient l'insertion dans la charte, devait être paré aussi promptement que possible—ce qui ne pouvait être fait à la faveur des dispositions suggérées par la Trésorerie et les lords du commerce, attendu que l'un des malheurs pouvaient arriver, et non le moindre, serait la suppression de la charte si leurs transactions n'étaient pas closes en soixante jours, opération que plusieurs causes pourraient empêcher de faire à temps ; de l'abrogation de la charte il résulterait qu'il ne resterait plus personne de responsable vis-à-vis du public, personne revêtu du pouvoir de percevoir l'actif à même lequel seul le public pourrait être payé. D'après M. Allan, d'autres maux surgissaient des règlements proposés par la Trésorerie et les lords du commerce, mais pour bien comprendre ce qu'il en dit, il faut référer à la lettre de M. Allan, que l'on trouvera dans le volume 378-1 de la

série Q., de la page 6 en montant. Relativement à la proportion des espèces avec la circulation, sir John Colborne fit rapport pour la gouverne du secrétaire colonial que les directeurs de la Banque du Haut-Canada ne considéraient pas qu'il fût nécessaire d'avoir plus d'espèce que un cinquième en proportion de sa circulation. M. Allan, le président de la banque, fit rapport que les directeurs n'avaient jamais trouvé nécessaire d'être gouvernés par quelque règle particulière pour ce qui se rapportait à la proportion entre l'espèce et la circulation ; ils gardaient sans cesse un bon montant de fonds chez leurs agents à l'étranger, les billets étant rachetés à Montréal et à Londres ; à Montréal le rachat s'était monté à près de £600,000 en 1833. Sans l'existence d'une autre banque incorporée qui collectait les billets de la Banque du Haut-Canada pour en obtenir les espèces, les directeurs ne pensaient pas qu'il serait nécessaire de garder plus d'une demie de la réserve pour faire face à la demande d'espèces. Si grande et si générale fut dans la province l'agitation contre la suspension de la sanction royale aux chartes de banques, que lord Glenelg, alors secrétaire colonial, comprit qu'il était nécessaire de plier devant la tempête, bien que la Trésorerie et les lords du commerce persistassent à objecter aux stipulations et à trouver que les chartes péchaient sous le rapport de la garantie pour le public. Le 15 juillet 1835, le secrétaire des lords du commerce annonça à lord Glenelg que pour les raisons énumérées dans la lettre, Leurs Seigneuries ne pouvaient recommander que la sanction royale fût donnée à l'Acte des banques. (Série Q., vol. 388-1, page 11.) Le 31, le secrétaire de lord Glenelg écrivit par ordre de Sa Seigneurie qu'il ne mettait pas en question la justesse des principes régissant l'octroi de telles chartes, mais qu'il existait des considérations encore plus importantes dont il fallait tenir compte en s'occupant de la question (page 15). Les raisons données dans la page suivante étaient l'attitude hostile prise dans le Haut-Canada et la menace de refuser les subsides si on ne redressait pas les griefs au nombre desquels le refus de la sanction royale aux actes des banques se trouvait, vu que la législature locale avait passé ces actes en parfaite connaissance de l'opinion du gouvernement impérial à ce sujet. Lord Glenelg, par la voie de son secrétaire, fit connaître l'attitude qui serait prise par la législature, attitude dont Sa Seigneurie ne parut pas différer elle-même (pages 17, 18). Pour ces raisons et d'autres encore, lord Glenelg était d'opinion que la meilleure ligne de conduite était de confirmer ces actes et de donner au lieutenant-gouverneur instruction d'appeler l'attention de la législature sur les vues des lords du commerce, de sorte que, plus tard, les actes pussent être amendés. Tout en protestant contre l'établissement d'un précédent dans l'établissement de banques, les lords du commerce se soumirent aux considérations politiques mises de l'avant par lord Glenelg et consentirent à recommander que les actes fussent sanctionnés, ce qui, cependant, ne devait être fait que sous la responsabilité du secrétaire colonial (page 23).

En octobre 1832, parut un prospectus qui proposait d'établir aux chutes Niagara une ville qui prendrait le nom de *The City of the Falls.* On décrivait sous les couleurs les plus brillantes les avantages qui en découleraient pour les visiteurs et les résidants. On comptait sur la chaleur tempérée de l'été unie à l'absence des moustiques et autres insectes, pour attirer les gens et les induire à prendre des actions dans la compagnie formée dans le but de fonder cette ville. Vu l'engagement de cesser d'exister comme compagnie à fonds social avant le 31 décembre 1835, la com-

pagnie proposait de subdiviser le terrain en lots à bâtir et de les distribuer par lots aux actionnaires. D'après le prospectus il serait distribué 2,600 lots à bâtir devant être acquis au prix de $100, chaque lot devant être une action, mais voici où l'élément de loterie se présenta : à part le lot à bâtir garanti par le prix d'achat, il y avait la chance de gagner le " Pavilion Hotel ", loué £500 par an, pour cinq ans ; le " Ontario House ", loué £200 par an ; le " Red House ", évalué à £1,500, et quatre cottages de différentes valeurs. On devait construire un aqueduc pour fournir pas moins de 80 gallons à la minute au point de partage, et aussi établir des bains et des salles de réunions. On avait décidé que la rue principale, qui porterait le nom de rue Stanley, aurait 100 pieds de largeur, les autres devaient en avoir 80. Les divers arrangements sont donnés en détail (série Q., vol. 384-1, pages 218 à 228.) Il n'est peut-être pas sans intérêt de dire le temps qu'il fallait pour se rendre à la ville projetée, lequel était de cinq jours de Montréal et de New-York. La malle-poste de New-York prenait 75 heures, et le port d'une simple lettre coûtait 30 cents. Quand le chemin de fer projeté serait terminé, on pourrait aller de Niagara à New-York en 30 heures. Il était dit dans la circulaire que sur les paquebots de New-York, les traversées de l'Atlantique étaient souvent faites dans le court espace " de 20 à 28 jours ", mais que ces passages " rapides " étaient très incertains et nullement comparables avec la rapidité et l'exactitude des steamships modernes. M. Buchanan, le consul britannique à New-York, prétendit que le projet de fonder la *City of the Falls* lui était dû, et que par marque de respect pour M. Stanley, le secrétaire colonial, il en avait appelé la grande voie principale rue Stanley, et qu'il avait donné le nom de Hay, le sous-secrétaire, à un terrain situé entre le Pavilion et l'Ontario House, " sur lequel tous se tiennent et contemplent les chutes ". La suite de la lettre ne nous convainc pas de l'absolue abnégation de M. Buchanan, parce qu'il appuie plus loin pour que M. Hay prenne quelques parts à titre de placement profitable. En plus de la *City of the Falls*, une compagnie fut formée pour construire à Niagara un port et un dock, qui devaient se trouver dans la partie marécageuse du ravin, mais on semble avoir commis une erreur au sujet de l'étendue du terrain réservé pour le projet et concédé à la compagnie. Comme il appert par sa dépêche, sir John Colborne, le lieutenant-gouverneur, n'appréhendait aucun ennui avec la compagnie, le capitaine Bonnycastle ayant fait rapport que la compagnie ne désirait pas conserver la possession d'aucun terrain appartenant à l'Artillerie et qu'elle était disposée à entrer en arrangement pour la location de terrains. Le plan qui se trouve à la page 254 du volume 377-2 de la série Q., démontrera plus clairement que ne peut le faire aucune description écrite les propositions et les objections du colonel Nicolls à l'arrangement projeté.

En septembre 1832, un plan non daté, destiné au gouvernement, fut envoyé à M. Nathaniel Gould comme président de la *North American Colonial Association*, mais fut mis de côté comme étant l'œuvre d'un enthousiaste. Le document est signé John W. Sargeant, mais ne portait ni date, ni adresse. Il y était proposé que le Canada fût gouverné par un vice-roi qui serait appelé Roi du Canada, que celui-ci devait être un des ducs royaux, que les héritiers devaient lui succéder sujets à l'autorité impériale, et que le vice-roi régnant devait succéder à la Couronne et à l'extinction des branches aînées. Sa liste civile annuelle (il n'est pas dit par qui elle devait être payée) de-

vait être de £100,000 sans préjudices de ses autres ressources. Le vice-roi devait avoir une Chambre des Pairs et une Chambre des Communes ; des ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons devaient être créés parmi les personnes les plus riches du Canada pour composer la Chambre Haute. Les baronnets, chevaliers et "squires" devaient former la Chambre Basse. On devait établir des ordres de chevalerie et toutes autres choses propres à promouvoir l'honneur et la distinction de la royauté. Il était aussi proposé d'inclure toutes les possessions britanniques de l'Amérique du Nord dans la vice-royauté et de faire supporter par celle-ci toutes les dépenses militaires et navales, sauf celles encourues dans une guerre pour la défense de l'empire. Les autres propositions touchent à l'émigration systématique, à l'ouverture de routes publiques et autres communications, au traitement des félons, etc. Il est inutile de dire que le plan de M. Sargeant ne fut jamais mis à effet.

Le 22 novembre 1832, M. Nathaniel Gould, qui portait un vif intérêt aux affaires du Canada, et envoyait fréquemment des extraits de sa correspondance au Bureau colonial, fit rapport que des gens de la plus haute respectabilité—présumablement de Montréal—avaient tenu des assemblées au cours desquelles il avait été résolu de demander par pétition au gouvernement de Sa Majesté d'annexer le port de Montréal comme port d'entrée du Haut-Canada. En décembre 1832, l'Assemblée du Haut-Canada discuta la question, mais sans en venir à une décision. (Série Q., vol. 206-3, pages 721 à 751.) En janvier 1833, l'Assemblée du Bas-Canada protesta contre l'annexion de Montréal ou de toute autre partie du Bas-Canada à la province d'en haut, et adopta une série de résolutions sur le sujet, au cours desquelles elle s'appuyait sur les termes de la capitulation de Montréal en septembre 1760, comme protégeant le Bas-Canada contre l'annexion de quelque partie de son territoire au Haut-Canada. (Série Q., vol. 207-1, pages 11 à 17.) Un discours de M. Hagerman sur le sujet fut imprimé dans un extra du *Patriot* (pages 18 à 56), discours dans lequel il parla de l'excès de droits prélevés sur les produits du Haut-Canada passant par ou expédiés dans les ports du Bas-Canada (pages 31 à 33), droits dont il portait le montant à £10,887. L'union des deux Canadas, en 1841, fit disparaître la friction qui existait à propos des droits prélevés par la province en possession des ports de mer.

Le changement proposé dans l'administration des postes par M. Stayner, le sous-directeur général des postes pourrait être étudié avec profit aujourd'hui même que le système a été complètement remanié et que le département des postes est entièrement administré par les autorités postales. (Série Q., vol. 210-2, page 367.)

La tentative faite pour établir les pensionnaires libérés ne paraît pas avoir réussi, si l'on en croit le rapport de sir John Colborne. Dans une lettre adressée à M. Hay, le 6 novembre 1832, il dit que plusieurs des pensionnaires libérés étaient dans la plus grande pénurie, tandis que ceux qui n'avaient pas capitalisé leur pension étaient prospères. Il fit voir le grand danger qui serait encouru en renvoyant des pensionnaires libérés qui, se trouvant dans la misère, deviendraient mécontents, tapageurs et se croiraient cruellement traités si on ne les secourait pas. Pour quelques cas, sir John Colborne suggéra de renouveler les pensions et de les continuer pendant deux ans, pourvu que les pensionnaires ainsi recommandés restassent sur leurs terres et défrichassent assez d'acres de terre pour pouvoir supporter leurs familles à l'avenir.

Il répéta son avertissement sur le danger de renvoyer dans la province tant de vieux soldats mécontents et insista sur une modification du système existant. Si permission était donnée au comité d'éteindre les pensions il suggérait de ne faire qu'une certaine avance aux libérés pour leur permettre de retourner dans leurs colonies et de leur accorder une pension réduite pendant qu'ils s'emploieraient à défricher leurs terres. (Série Q., vol. 374-4, pages 890-891.)

Dans une lettre de janvier 1833, sir John répéta sa remarque sur la prospérité des soldats qui avaient conservé leurs pensions et la détresse à laquelle étaient réduits les pensionnaires libérés. Il n'avait rien de dire de bien encourageant de ces derniers, qui avaient gaspillé l'argent reçu pour éteindre leur pension, de sorte qu'ils ne pouvaient, à moins de secours nouveaux, rester sur leurs terres, sans compter qu'ils étaient incapables ou trop indolents pour travailler avec assez d'énergie pour pourvoir aux besoins de leurs familles. La conclusion était donc pour différentes raisons qu'ils deviendraient bientôt des colons de la pire espèce pour la province. (Série Q., vol. 377, page 3.) La lettre citée contenait des rapports. Le premier est le " Rapport des " pensionnaires libérés pauvres demeurant à présent sur leurs terres dans le township de Meldonte 1832 " ; ils comprenaient 51 chefs de famille avec 161 enfants et 50 épouses, un total de 262 personnes ; tous étaient indiqués comme absolument dénués. Le second était intitulé : " Rapport des pensionnaires libérés qui quittèrent la colonie " faute de moyens pour mettre leurs terres en culture ". Sur la liste se trouvaient 20 hommes, dont 19 mariés, ayant avec eux leurs femmes et leurs enfants. Ils sont désignés comme étant dans la vraie détresse, et une note dit : " Il est venu ici cet " été environ 60 pensionnaires libérés avec des ordres pour des lots, mais comme ils " n'avaient pas les moyens de s'établir sur les terres, j'ai trouvé inutile de les localiser ". (Pages 17 à 19.) Ces rapports corroborent l'opinion de sir John Colborne sur l'inaptitude des pensionnaires libérés à devenir colons. Un rapport envoyé par sir John Colborne dans une lettre, en date du 26 mars 1833, dit que le projet d'envoyer les pensionnaires libérés en Australie avait depuis longtemps été abandonné, c'est-à-dire aussitôt que ses mauvais effets s'étaient manifestés. D'après le rapport, c'était un plan adopté à la hâte et sans avoir été régulièrement communiqué au Bureau colonial.

La victoire de Wolfe sur les Plaines d'Abraham ne fut pas, sur le moment, aussi complète qu'on l'avait pensé, bien que les événements subséquents en aient attesté l'importance. Les apparences indiquent qu'il n'aurait pas fallu grand'chose pour changer les fortunes du champ de bataille après la première victoire. Emportées par leur ardeur, les troupes qui se trouvaient sur les Plaines d'Abraham se lançaient en désordre à la poursuite de l'ennemi en déroute, et le brigadier Townshend, auquel avait été dévolu le commandement après la mort de Wolfe, et l'incapacité de Monkton, blessé, fut obligé de se hâter le plus possible pour rallier le centre de la ligne, " car ", dit le sergent Johnson dans son mémoire inédit, " monsieur de Bougainville " arrivait avec un corps de 2,000 hommes sur le derrière de notre armée, le général " ayant été envoyé le jour précédent avec ce corps de troupes par le général de Mont- " calm au Cap-Rouge pour surveiller les mouvements de notre flotte ". (Série M., vol. 132, pages 46, 47.) Le sergent continue : " Il (Bougainville) n'eut pas plus " tôt appris appris que notre armée avait atteint les hauteurs d'Abraham qu'il com-

" mença sa marche vers nous, mais n'arirva pas à temps pour prendre une part à la " bataille ". Knox, dans son *Historical Journal,* volume 2, page 70, dit (mais son rapport est très confus) : " Monsieur de Bougainville, avec ses troupes du Cap-Rouge, " s'ent vint pour attaquer le flanc de notre seconde ligne, espérant la pénétrer, mais par " une disposition supérieure du brigadier Townshend, ils furent forcés d'y renoncer ". Le rapport de Knox, à sa seule lecture, tendait à faire voir que M. de Bougainville était sur le champ de bataille avant la mort de Wolfe, mais tous les faits prouvent que la nouvelle de la mort de Wolfe et de la blessure de Montcalm était venue à la connaissance de Townshend avant la menace d'une attaque par M. de Bougainville, vu que ce fut pour faire face à cette attaque que Townshend, quand il succéda au commandement, s'était hâté de rappeler le centre de la ligne de la poursuite de l'ennemi, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même au secrétaire de la Guerre. D'après le sergent Johnson, la bataille commença vers neuf heures du matin, de sorte que les forces de Wolfe ont dû se trouver sur le terrain deux ou trois heures avant ce temps. Il faisait plein jour, dit Johnson, quand les troupes eurent mis pied à terre et escaladé les hauteurs. Les soldats reçurent ordre de se coucher à plat sur leurs bras, position qui fut longtemps conservée, dit le rapport. La phrase est très vague et peut bien n'avoir pas représenté un long espace de temps. En septembre le soleil se lève un peu avant six heures à la date de la bataille, de sorte que les troupes françaises ont dû être amenées sans grand délai, la bataille, tel qu'il a déjà été dit, ayant commencé vers neuf heures. Il y a une grande différence dans les déclarations de de Bougainville et d'autres personnes sur la force des troupes qui pouvaient avoir été amenées du Cap-Rouge par de Bougainville. D'après son rapport, le nombre des troupes sous son commandement à Cap-Rouge était de 350, et avec cette force il avait détruit les efforts d'un plus forte troupe pour atterrir. Knox dit qu'il amena avec lui 2,600 ; Johnson porte à 2,000 le nombre des soldats qu'il avait sous lui, mais le chiffre donné par de Bougainville est sans doute exact, car Cap-Rouge, d'après la reconnaissance faite en anticipation des opérations offensives, était facilement défendable. Il n'y a rien du tout d'improbable que la troupe de de Bougainville, si petite qu'elle fût, en la mettant au plus bas (350 hommes), aurait pu assurer un résultat différent. La sagesse de ne pas retarder l'attaque du 13 septembre est justifiée par les faits, d'après l'axiome que rien ne réussit comme le succès, car il n'est pas probable qu'on sût qu'ordre avait été donné à deux autres régiments français avec un corps de sauvages de se mettre en marche (on ne dit pas de quel point) à cinq heures du matin le 13 et de se retrancher sur les hauteurs par lesquelles l'armée de Wolfe s'était hissée jusqu'au champ de bataille. Il n'est guère besoin de faire remarquer combien les plans de Wolfe se seraient trouvés déconcertés par ce nouvel événement s'il s'étati accompli. Il existe une tradition qui veut que Wolfe ait été tué par un coup de feu tiré par un déserteur de l'armée anglaise, désireux de se venger d'avoir été trouvé en faute par Wolfe, mais c'est là une de ces histoires qui, dans le présent état de renseignements, ne peuvent être ni acceptées ni rejetées. Hone dans son *Day Book,* page 126, donne de cette affaire du coup de feu sur Wolfe comme un rapport, mais, sans le citer, le seul déserteur de l'armée anglaise dont il soit parlé fut un soldat du *Royal American* qui fut fait prisonnier, jugé et fusillé. L'histoire peut avoir pris son origine dans l'arrestation d'un soldat français qui fut surpris caché dans une vieille maison, aiguisant un couteau avec lequel on le soupçonna de vouloir assassiner Wolfe. Rien ne fut prouvé

contre cet homme, qui assura être un déserteur, et il n'est pas du tout impossible que cet incident donna lieu au rapport que Wolfe fut tué par un déserteur. Aucun contemporain ne mentionne la rumeur. Quant à l'exécution du déserteur du *Royal American*, on a fait l'objection qu'aux termes de la capitulation de Québec aucun déserteur, de quelque nation qu'il fût, ne devait être puni, mais pour ce qui regarde cette objection, il peut suffire de faire remarquer qu'il n'est fait aucune mention du traitement des déserteurs dans nul article de la capitulation de Québec, et aux termes de celle de Montréal, l'article traitant des déserteurs (VI) proposant qu'ils soient des deux côtés pardonnés de leur crime eut pour réponse énergique " Refusé ". On était étonné que Wolfe eût échappé à la mort plutôt que d'être tué durant la bataille, un risque auquel aucun général, surtout dans d'aussi critiques circonstances où se trouvait Wolfe, ne devrait s'exposer, quand même que ce ne serait que par considération pour la sécurité de ses troupes. Comme fait, il s'exposa là où l'attaque était la plus chaude ; il voulut toujours être en avant de la ligne, et refusa tout conseil à l'encontre. (Série M., vol. 132, page 44.)

Le major Grant, dans son rapport sur la situation du Canada, contredit les rapports au sujet d'attaques projetées sur Québec après la reddition par de Ramesay, mais il n'appuie son dire d'aucune autorité. Il dit :

" On dira probablement qu'une seconde attaque aurait été faite sur l'armée an-
" glaise après l'arrivée de M. Lévy à Jacques-Cartier si le chevalier de Ramesay n'a-
" vait pas cédé la ville si précipitamment, une chose dont il a beaucoup été parlé, mais,
" de fait, j'ose dire que jamais pareille attaque n'a été projetée." (Série M., vol. 214-1, page 141.)

On a jeté beaucoup de blâme, du moins en manière de conclusion, sur de Ramesay parce qu'il avait rendu Québec le matin du 18, ou, comme cela a été dit, le 17 septembre, cinq jours après la bataille des Plaines d'Abraham, bien qu'il eût été informé que de Lévis devait lui amener du renfort le 18 et qu'il avait à défendre la ville à tous risques. D'après le rapport de Grant, déjà cité, aucuns préparatifs n'avaient été faits par Vaudreuil pour la défense de Québec, vu qu'il avait toujours considéré comme impossible une attaque contre elle " et n'avait pris aucune précaution dans le cas où " telle chose devrait se faire ". (Page 138.) Puis, Townshend était résolu à mettre la place en siège régulier pour arriver à en obtenir possession et avait l'intention de la tenir, bien qu'il eût derrière lui l'armée ennemie et tout le pays hostile jusqu'à Montréal ; en dépit même du fait qu'il eût sur sa gauche un grand bois capable de protéger des troupes régulières et irrégulières jusqu'à ce qu'elles pussent se remettre des effets de la défaite. Puis de Montréal pouvaient venir des renforts de troupes fraîches qui n'avaient encore rien fait d'important. Le sergent Johnson résume ainsi la situation : " Nous sommes exposés à toute surprise entre leur armée derrière nous et " sur notre flanc et le feu de la garnison devant nous, et aucune possibilité de re- " traite ". (Série M., vol. 132, page 49.) Un assaut général par la flotte sur la basse-ville et par Townshend sur la haute fut fixé pour le 17 de septembre, bien que les préparatifs de Townshend ne pussent être complétés que plusieurs jours après cette date, de sorte que de Ramesay, ignorant les préparatifs insuffisants de Townshend et voyant, comme il le croyait, l'inutilité de la résistance même pendant une heure après que l'attaque aurait été commencée, et subissant la pression exercée sur

lui par les habitants de la ville, qui entrevoyaient avec terreur les effets du bombard ment, de Ramesay, consentit à capituler s'il n'était pas secouru le matin du 18 par d Lévis et de Bougainville. La reddition se fit ce matin-là, et quand le secours arriva il était trop tard pour réparer l'action de Ramesay. Dans un fragment de jour nal tenu par un officier français, il est dit : " A son arrivée, le courrier trouva M. d " Ramesay en train de traiter avec le général assiégeant, et qu'il n'ait pas de suit " brisé là, c'est ce qu'il est impossible de comprendre ; la capitulation fut réciproque " ment ratifiée et échangée dans le camp anglais le matin du 18, alors que Québe " devint une ville de garnison anglaise ". (Knox, volume 2, page 99.)

Townshend a ainsi expliqué au secrétaire de la Guerre la raison pour laquelle i avait accordé ce qu'il considérait comme des termes si favorables à de Ramesay L'ennemi qui se massait derrière et, ce qui était beaucoup plus formidable, la saiso très humide et très froide qui menaçait les troupes de maladies et la flotte d'acci dents ; puis les pluies avaient rendu les routes si mauvaises qu'on ne put amener u seul canon pendant quelque temps ; ajoutez à cela l'avantage d'entrer dans une vill dont les murs étaient en état de défense et d'être capables d'y mettre une garniso assez forte pour empêcher toute surprise. (Knox, volume 2, page 130.) La difficult qu'il y avait d'attaquer Québec est confirmée plus loin, mais il ne semble pas néces saire de donner plus de preuves. Des déserteurs de l'armée française rapportèren que de Bougainville, avec 800 hommes et des vivres, était en marche pour se jeter dan Québec le 18, ce qui est corroboré par le propre rapport de de Bougainville, quoiqu'i ne donne pas le nombre des soldats qui l'accompagnaient. On sait que Knox porta à 2,600 et Johnson à 2,000 la force de la troupe de de Bougainville quand il marcha su l'armée anglaise après la mort de Wolfe ; par ce rapport-ci, le chiffre du contingen de secours pour Québec est donné comme étant de 800, une variante qui peut être in terprétée comme un appui à la déclaration de de Bougainville, contenue, comme o peut se le rappeler, dans une lettre privée à madame Hérault, et, par conséquent, no influencée par des considérations militaires et politiques, déclaration disant qu'a Cap-Rouge " avec 350 hommes, j'ai repoussé deux fois dans une même journée 1,50 " hommes ". Quel que fût l'encouragement offert à de Ramesay pour résister, la pres sion exercée sur lui pour le faire capituler était telle qu'il ne lui restait pas de choix Les troupes amenées de Montréal par de Lévis pour secourir de Ramesay ont dû matériellement, même si ce n'était que temporairement, affaiblir la force de la troupe de Montréal, et la reddition de Niagara enlevait un autre obstacle sur la route de trois corps d'armée qui devaient s'unir pour détruire Montréal.

Tout indique que durant l'hiver de 1759 une correspondance amicale fut échangée entre les commandants de chaque côté, et qu'un échange de prisonniers se fit. Les prisonniers français (228) qui furent envoyés en échange de prisonniers anglais (270) souffrirent beaucoup des rigueurs de l'hiver. Dans une lettre écrite à New-York à Pitt, le 9 janvier 1760, le général Amherst dit que, par suite de la rigueur de l'hiver les prisonniers français qu'il envoyait en échange furent retenus à Ticonderoga, à partir du 3 jusqu'au 3, date à laquelle ils partirent pour la Pointe de la Couronne, arri vèrent avec peine et misère à sortir des bateux de la glace, et réussirent à atteindre l'Isle aux Noix. Il résolut de garder ceux qui restaient et non de les envoyer en Angleterre, ainsi que semblait le désirer M. de Vaudreuil, rapport qui jette un jour

oblique sur le caractère de M. de Vaudreuil. (Série M., 214-1, page 180.) Mais ce n'est pas par pure bienveillance qu'on en vint à la résolution de retenir les prisonniers au lieu de leur faire traverser l'Atlantique, car Amherst donna ses raisons immédiatement après : "Parce que dans mon opinion ils ne seraient qu'un embarras là-bas, "et qu'en restant ici, ils peuvent servir par la suite à amener l'ennemi à rendre tous "ceux des sujets du roi qu'ils retiennent". (Page 180.)

L'objectif en vue dans la campagne qui allait s'ouvrir était Montréal, et Amherst écrivit à Pitt qu'il allait commencer les opérations aussitôt que possible et attaquer l'ennemi dans plusieurs endroits, de façon à rencontrer moins de difficulté pour réduire Montréal, "le grand et essentiel objectif". (Série M. 214-2, page 334.) D'après ce qu'il dit dans son journal sous le titre : "Nos services supplémentaires", le lieutenant Montresor fut envoyé de Québec à la Nouvelle-Angleterre en 1760 pour arrêter le plan de jonction des armées à Montréal. Dans ses lettres du 8 mars 1760, le général Amherst ne mentionne pas le but du voyage du lieutenant (plus tard) colonel Montresor dans son voyage à Boston et subséquemment son arrivée à New-York, venant de Montréal, mais il fait un récit pitoyable de ses souffrances et de celles de ses compagnons en route pour Boston. Il dit que leurs vivres furent épuisés en douze jours avant leur arrivée à la colonie de Topsham (la première du côté de la Nouvelle-Angleterre), ils mangèrent tout le cuir disponible, les souliers sauvages et les sacs à balles qu'ils apportaient avec eux. Apparemment Montresor, bien que simple lieutenant, devait être chargé d'un commandement distinct vu qu'il devait recevoir tous les renseignements possibles sur les opérations d'Amherst dans le but de donner le change à l'ennemi avec celles des troupes dont on n'avait pas besoin dans la garnison de Québec. (Série M., vol. 214-2, page 377.) On ne dit pas quelle position Montresor occupait dans la garnison de Québec, mais le général Amherst cite comme autorité en la matière son rapport que les Sœurs de l'Hotel-Dieu furent parfaitement satisfaites de leur traitement, du bois et tout ce qu'elles pouvaient attendre leur ayant été fournis (page 338). Les troupes des différentes garnisons souffrirent grandement du scorbut, plusieurs en étant morts, et, comme on en fit spécialement rapport de Québec, "surtout les blessés". (Série M., vol. 132, page 69.) Comme conséquence, plusieurs des hommes amenés par Murray pour résister aux attaques des Français furent dépeints comme "une pitoyable poignée de squelettes affamés dont plusieurs s'étaient servis de leurs béquilles pour l'occasion, ne voulant pas rester derrière, bien qu'il leur fût absolument défendu de partir" (page 70). Il a déjà été fait mention de la défaite de Murray sur le champ de bataille. N'eut été l'arrivée de la flotte anglaise pour en prendre la défense, Québec aurait pu être repris par les Français, la ville étant exposée de tous côtés aux attaques et sa garnison étant médiocre.

Au printemps, le général Murray reçut avis du général Amherst de le rejoindre à Montréal avec toutes les troupes qu'ils pouvaient retirer de Québec ; le colonel Haviland devait descendre le lac Champlain et capturer l'Isle aux Noix en passant ; Amherst, avec le corps d'armée principal devait se rendre au lac Ontario par les rivières Mohawk et Oneida et de là descendre le Saint-Laurent jusqu'à Montréal pour y opérer sa jonction avec les deux autres corps. Vaudreuil envoya M. de Bougainville à l'Isle aux Noix pour prendre le commandement de la frontière, et ce dernier reçut les instructions les plus précises portant tous les indices de l'état de malaise où

se trouvait Vaudreuil de qui venaient ces instructions. Cependant tous deux, Vaudreuil et Lévis, expriment la plus haute opinion sur la compétence et la prudence de de Bougainville. Ces expressions de confiance sont si souvent répétées par les deux commandants qu'il serait oiseux d'en citer quelques-unes. Les histoires générales relatent la jonction des trois corps commandés par Amherst, Murray et Haviland, la reddition de Montréal, mais il y a sur la situation des remarques qui offrent de l'intérêt. On énumère d'abord les difficultés de la position du gouverneur de Vaudreuil. Son abandon par les Canadiens-Français qui avaient, pour un grand nombre, prêté à la Couronne britannique le serment d'allégéance ou de neutralité ; le peu de confiance qu'on pouvait avoir sur les troupes régulières, qui refuseraient de combattre jusqu'à la dernière extrémité, son ignorance des mouvements de l'enemi en dehors du fait que les forces se dirigeant contre lui étaient fortes et bien disciplinées ; le fait que quand même il aurait pu opposer une défense temporaire et remporter une victoire partielle, toutes les voies maritimes étant bloquées, il ne pouvait découvrir aucune place de refuge après son inévitable défaite. (Série M., vol. 132, pages 119, 120.) Quant au général Amherst, les difficultés de sa position sont ensuite indiquées. Il arriva à Oswego au commencement de juillet, mais les préparatifs de l'expédition sur Montréal durèrent jusqu'au 10 août avant qu'il pût se lancer sur le Saint-Laurent. Sa route était remplie des plus grands obstacles, il ignorait entièrement la navigation sur le lac, et sa situation n'était pas meilleure quand il atteignit l'entrée sur le Saint-Laurent. L'Ile Royale était dans son chemin avec toutes ses îles environnantes, et il dut en faire le siège en règle. Il n'eut pas plus tôt pris possession de la forteresse de l'Ile Royale et placé une garnison dans l'endroit, qu'il se dirigea sur Montréal, ayant à combattre pouce à pouce sur sa route. Les obstructions sur la rivière entre l'Ile Royale et Montréal lui firent perdre 46 bateaux, 17 baleinières, une galère à un rang de rames et près de 100 hommes, sans compter du butin, des vivres, de la munition d'artillerie, etc. (Série M., vol. 132, pages 122, etc.)

Bien que la route suivie par Haviland de la Pointe à la Couronne à Montréal ne fut pas marquée par des dangers aussi imminents, il rencontra toutefois autant d'obstacles que le général Amherst. Deux fortes garnisons se trouvaient sur sa route celle de l'Isle aux Noix et celle de Fort Chambly, qu'il fallait vaincre avant qu'il lui fût possible de rencontrer le général Amherst ou le brigadier général Murray à Montréal (page 125). L'ennemi surveillait de près les mouvements du brigadier général Murray en remontant la rivière. M. de Lévis avec une nombreuse armée tenait la rive nord entre le Cap Rouge et Montréal si bien garnie que Murray ne pouvait faire une seule tentative de débarquement de ce côté-là de la rivière ; cependant, en dépit de tous les embarras et empêchements qui s'offraient sur la route maritime de Québec à Montréal, Murray lança ses manifestes sur les deux côtés parmi les habitants sur tout le parcours, manifestes qui produisirent dans une grande mesure l'effet désiré presque tous les habitants de la rive sud, jusqu'à Sorel, mirent bas les armes et prêtèrent le serment de neutralité, ce que firent également un grand nombre jusqu'à Trois-Rivières, sur la rive nord, et ceux qui s'y refusèrent furent désarmés par lord Rollo (page 127). Le digne sergent termine un de ses paragraphes par une pieuse expression de reconnaissance pour le succès de son entreprise. Il dit : " Après ces " obstructions et ce qui semblait des impossibilités invincibles, voir trois armées dif

"férentes venues de trois quartiers arriver à se réunir si à point, cela apparaît claire-"ment comme un acte réel de la Providence, car aucune prévision humaine n'aurait "pu faire cela" (page 125).

Pour les rapports précédents sur l'éducation, on peut référer au rapport pour 1889, commençant à la page xx, lequel donne un aperçu de l'état de l'éducation dans le Bas-Canada. Le rapport pour 1892 donne un exposé de la demande des biens des Jésuites parce que ces biens auraient été donnés pour les fins d'éducation et que les Jésuites n'en auraient été que les dépositaires pour les administrer. Cet exposé commence à la page xiv, le besoin d'écoles à la page xvi, et les catégories d'écoles à la page xvii. Dans le rapport pour 1897, il est donné quelques renseignements sur la fondation du Collège McGill et la condition des autres écoles, commençant à la page xxxi. Dans le présent rapport sont données une liste des écoles et d'autres informations, à la note A, ce qui est une suite de ce qui se trouve dans les précédents rapports, de sorte qu'il n'est pas jugé nécessaire d'appuyer sur le sujet.

A la note B se trouvent des documents relatifs à l'émigration, ou plutôt à l'immigration, un sujet légèrement touché dans le rapport pour 1892, bien que dans le rapport de cette année-là il ait été donné des listes des colons—loyalistes ou soldats libérés—sur les terres de la Couronne. A l'époque en question, la législature n'attachait que peu d'importance à la question d'immigration, la question de colonisation étant en grande partie laissée aux mains des particuliers. On a esquissé à grand traits la carrière de deux de ceux qui ont pris une part active dans la colonisation, a savoir : Lord Selkirk et le colonel Talbot, la tâche de coloniser étant, en règle générale, comme on l'a déjà dit, laissée à l'initiative privée, bien que Talbot fut réellement engagé par le gouvernement pour coloniser.

La législature du Haut-Canada se plaignit de ce que, loin de favoriser l'immigration, on prélevait une taxe sur les sujets anglais arrivant d'outre-mer dans les ports du Bas-Canada, avec l'intention de s'établir dans le pays, ce qui était un obstacle à la colonisation du Haut-Canada. Autant qu'on peut en juger par un appendice du rapport de M. A. C. Buchanan, agent d'immigration à Québec, les seuls émigrés qui venaient au Canada partirent des ports du Royaume-Uni, de sorte que l'accusation d'une taxation injuste des sujets britanniques était indubitablement mal fondée. Lord Aylmer, le gouverneur, si l'on en juge par sa correspondance, fut un jour fortement hostile à la taxe, tandis qu'à une autre époque il démontrait les grands avantages que les citoyens de Québec et Montréal retireraient de celle-ci ; considération sur laquelle appuyait fortement la Société d'immigration, qui terminait par les mots suivants un appel qu'elle faisait au gouverneur général : "A moins que des mesures "ne soient prises pour y obvier (parlant du danger de la propagation des maladies et "des causes d'épidémie) au moyen de quelque subvention du trésor public (si la taxe "sur les immigrants est abolie), il s'ensuivra des calamités que les ressources person-"nelles de la population d'ici ne suffiront pas à détourner". C'est pour éviter ces calamités qu'on maintint la taxe imposée à la recommandation de lord Goderich, ministre des colonies, qui, après avoir démontré les inconvénients résultant du système alors en vigueur de transporter les émigrés dans les colonies sans réglementer l'immigration, manifesta le désir de voir exercer une maîtrise efficace sur les patrons

de navires, par l'imposition d'une taxe, afin de mettre fin à leurs mauvais procédés à l'égard des émigrés. Dans sa lettre circulaire du 11 décembre 1831, adressée aux gouverneurs du Bas-Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, lord Goderich disait : " Pour ce faire (c'est-à-dire pour faire disparaître tout motif de "plainte) et aussi dans le but de trouver des fonds pour couvrir les frais de la réception et du transport à destination des émigrés. * * * Je vous prie de suggérer "aux législatures provinciales qu'il serait à propos de percevoir une faible taxe "payable par le capitaine du vaisseau à l'arrivée de chaque immigrant. * * * Le "produit de la taxe serait aussi d'un grand secours pour l'entretien d'hôpitaux dans "les ports où les immigrants arrivent et pour le paiement des autres frais nécessaires". Lord Goderich recommanda fortement l'imposition de cette taxe, non pas, comme il le disait, dans le but d'enrayer l'immigration, mais pour réglementer celle-ci, et il ordonna aux gouverneurs de chacune de ces provinces de ne sanctionner aucune loi décrétant le paiement d'une taxe de plus d'un dollar pour chaque immigrant. La loi du Bas-Canada reçut la sanction du gouverneur le 25 février 1832. Elle était intitulée : " Acte créant un fonds pour procurer des soins médicaux aux immigrants "malades et pour permettre aux immigrants indigents de se rendre à destination". (On voit que le titre est imprimé tel qu'il se lit dans l'original.) L'article neuf stipulait qu'un quart du montant perçu, soit comme taxe, soit comme amende, pourrait être payé à chacun des corps suivants, à savoir : aux commissaires de l'hôpital des immigrants à Québec, à la corporation de l'hôpital général de Montréal, et aux sociétés d'immigration de ces deux villes. Aucune partie des sommes ainsi données ne devait être prêtée aux nouveaux venus, mais le tout devait servir à transporter les immigrants pauvres et indigents dans des centres du Bas ou du Haut-Canada où ils pourraient trouver un emploi. La Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick adoptèrent des lois semblables. Celle de la Nouvelle-Ecosse reçut la sanction du gouverneur le 16 février 1832. Celle du Nouveau-Brunswick fut réservée par le gouverneur, mais approuvée par l'exécutif anglais. L'Acte du Bas-Canada devait avoir force de loi jusqu'au 1er mai 1834 ; celui de la Nouvelle-Ecosse devait demeurer en vigueur pendant trois ans, mais la loi du Nouveau-Brunswick ne contenait aucune stipulation à cet égard.

L'un des motifs qui donna lieu aux plaintes déjà mentionnées de la législature du Haut-Canada, relativement à l'imposition d'une taxe sur les immigrants arrivant à Québec, fut, dit-on, la croyance généralement répandue qu'il y avait dans le Haut-Canada une faction hostile à l'immigration qui s'efforçait, avec le concours d'hommes politiques du Bas-Canada, " d'enrayer le courant d'immigration qui se dirigeait de "la Grande-Bretagne vers les Canadas". Après ce qui a été dit plus haut, il est évident que quelques désirs d'enrayer le courant d'immigration qu'aient entretenus les hommes politiques du Haut ou du Bas-Canada, le projet de prélever une taxe avait pris naissance au ministère des Colonies, qui désirait, au dire du ministère des Affaires coloniales, réglementer l'émigration et avoir la haute-main sur les patrons de vaisseaux qui transportaient les émigrés à Québec.

Il paraît évident, à en juger par la peinture qui a été faite de la situation, que le besoin de règlements précis concernant l'envoi, l'arrivée et l'établissement des immigrants se faisait sentir. Les soldats retraités et les émigrés indigents qu'on amenait

ici se trouvaient réduits à une grande détresse. Les premiers avaient follement dépensé la somme fixe reçue en échange de leur pension de retraite, et se trouvaient dans l'impossibilité de demeurer sur leurs terres, à moins de recevoir de nouveaux secours, d'après le rapport de sir John Colborne, qui ajoutait que, après avoir passé la meilleure partie de leur vie dans l'armée, ils ne pouvaient pas pourvoir aux besoins de leur famille, soit par indolence, soit par inaptitude au travail. Les colons établis dans le district de Newcastle étaient aussi dans une détresse profonde. Les émigrés du Sussex et du Wiltshire avaient, disait-on, dépensé toutes leurs ressources et, par conséquent, ne pouvaient pas s'établir sur des terres, mais on les avait placés dans les districts de l'ouest et ils étaient contents de leur sort. L'immigration était libre de toute réglementation, et les paroisses et les propriétaires fonciers désiraient se débarrasser du surplus de population, sans fournir les fonds nécessaires à la réception et à l'établissement des colons, lorsque sir John Colborne attendait l'arrivée de trente à quarante mille émigrés volontaires qu'il fallait se préparer à recevoir, sinon cinq à six mille personnes seraient fréquemment réunies à Prescott et à York, deux villes entièrement incapables de pourvoir à leurs besoins ou de leur procurer de l'ouvrage. Sir John n'approuvait pas qu'on employât les nouveaux venus à l'ouverture des chemins que des personnes habituées à ce travail pouvaient construire pour le tiers du prix que coûtait le travail des émigrés. Selon lui, on devait employer ces derniers à défricher le domaine public, que l'on ensemençait ensuite ; les améliorations ainsi faites devant induire les petits capitalistes à se porter acquéreurs de ces terres. Evidemment dans le dessein de se préparer à cette affluence d'émigrés, un avis émanant de l'Hôtel du Gouverneur, à York, à la date du 25 juillet 1832, fut transmis aux soldats licenciés, dans les termes suivants :

" Avis est par les présentes donné aux soldats licenciés ayant droit à des conces-
" sions de terres, qu'à leur arrivée dans le Haut-Canada, ils pourront s'établir dans
" l'un des districts de Bathurst, Newcastle, Home ou London, et se rendre directement du port de débarquement sur leurs emplacements, sans subir les frais ou les inconvénients d'un voyage à York pour obtenir leurs titres ". (Série C., vol. 632, page 45.)

Les agents ici nommés avec mention de leur poste, furent placés dans les villes ci-après mentionnées : à Cornwall, M. Cheeseman Moe ; à Prescott, M. J. Patton ; à Bytown, M. J. McNaughton ; à Peterborough, M. A. McDonell ; à Cobourg, M. J. G. Bethune ; à Medonte, M. W. Ritchie, et à Carradoc, M. R. Mount. On discontinua environ six mois plus tard d'accorder des concessions gratuites de terres aux soldats licenciés, l'expérience ayant démontré les fâcheux effets de cette pratique. Dans une lettre du 4 juin 1833, M. Stanley, alors ministre des Colonies, faisait allusion à une lettre officielle de son prédécesseur, à la date du 1er juillet, approuvant, disait-il, les conclusions de cette dernière, défendant de jamais permettre aux immigrants pauvres d'acquérir des terres publiques à des conditions plus favorables que les conditions imposées aux autres colons. Ce principe, croyait-il, s'appliquait surtout quand il s'agissait de soldats licenciés ou de marine. La commutation des pensions de retraite qui permettait aux anciens soldats et marins d'émigrer devait être abolie et les retraités qui venaient au pays à leurs propres frais devaient, dans leur intérêt bien entendu, ainsi que dans l'intérêt de la colonie où ils se rendaient, être classés parmi les manœuvres plutôt que parmi les propriétaires fonciers. M. Stanley désirait supprimer complètement les concessions gratuites aux soldats et aux marins licenciés,

sauf dans un cas mentionné dans la lettre officielle (commençant à la page 608 du volume 632 de la série C). Celle-ci fut reçue vers le milieu d'août, et jusqu'à cette date, cela va de soi, l'ancien système fut en vigueur (page 130). L'unique exception mentionnée dans l'arrêté abolissant les octrois gratuits de terre aux anciens soldats se rapportait aux hommes du corps des sapeurs-mineurs employés aux travaux du canal Rideau, à qui une promesse particulière de concessions de terres avait été faite en 1829, et qui devaient avoir un délai d'un an pour produire leurs réclamations avant que celles-ci ne devinssent caduques (page 171). Un avis des commissaires de l'immigration dont un paragraphe peut être cité, donne la raison de l'abolition des octrois gratuits de terres. L'avis commence ainsi : "Il était autrefois d'usage d'octroyer "gratuitement des terres, mais quand les pauvres gens en prenaient possession, ils "constataient qu'il leur était impossible de subsister jusqu'à la récolte prochaine". Il leur fallait, par conséquent, travailler pour les autres jusqu'à ce qu'ils eussent réalisé quelques économies, et leur refuser des terres, prétendait-on, ce n'était pas commettre d'injustice envers les émigrés, qui continueraient à travailler à gages comme auparavant (190). Un rapport adressé au ministre des colonies fit ressortir davantage l'idée qu'il était préférable pour les émigrés indigents et pour le pays d'apprendre peu à peu aux premiers à faire un bon usage des terres.

La déclaration de sir John Colborne qui disait que les émigrés nécessiteux envoyés à l'étranger continuaient à vivre dans la misère, n'est pas entièrement vraie et ne s'applique tout au plus qu'aux paresseux ou à ceux que des infirmités corporelles rendaient impropres au travail, car plusieurs de ceux qui étaient venus ici sans le sou, de leur propre aveu, vivaient dans l'aisance au bout de quelques années. On peut citer le témoignage de deux sergents du 103e régiment qui déclaraient tous deux n'avoir pas possédé un seul shilling à leur arrivée au pays. L'un dit qu'après neuf ans il n'aurait pas vendu ses biens pour £300 ; l'autre, après cinq ans de séjour ici, avoue valoir £100. Un émigré ordinaire, autre qu'un ancien soldat, disait qu'il n'avait pas d'argent lors de son départ d'Angleterre, mais qu'au moment où il parlait, il ne voudrait pas vendre son avoir pour £100, et il faisait la remarque significative suivante : "Je ne dois pas un sou à personne ; je n'ai jamais reçu d'aide de qui que ce soit".

Le tout respectueusement soumis,

DOUGLAS BRYMNER,
Archiviste.

31 décembre 1900.

Noms.	Résidences.	Ouvrages.
Société Antiquaire Américaine.....	Worcester, Mass....	Rapport.
Bates, E. B.	Ottawa.............	Almanachs des adresses.
Bourassa, rév. abbé..............	Montréal...........	Brochure.
Collège Bourget...................	Rigaud, P.Q........	Rapports.
Bryce, rév. Geo., LL.D...........	Winnipeg..........	Brochures.
Association Forestière Canadienne.	Ottawa.............	Rapport.
Société Can. des Ingénieurs Civils..	Montréal.........	Transactions.
Surintendant en chef des Ecoles....	Nouveau-Brunswick.	Rapports.
Société des Guerres Coloniales. ...	New-York	Registre des officiers et des membres.
Cruikshank, Ernest...............	Fort-Erié, Ont	Brochures.
Dawson, G. M......................	Ottawa.............	Contributions à la Paléontologie canadienne.
Douglas, James, LL.D.............	New-York..........	Progrès techniques du dix-neuvième siècle.
Dupuy, Auguste....................	Ottawa.............	Brochures.
Durrett, R. T......................	Louisville...........	Publications du Club Filson.
Université Harvard................	Cambridge..........	Brochure.
Commission Historique MSS......	Londres, Angleterre	Publications.
Société Historique et Philosophique de l'Ohio..........................	Cincinnati	Rapport.
Société Historique et Scientifique du Manitoba....................	Winnipeg.	Brochures.
Ligue Impériale d'Ottawa.........	Ottawa.............	Rapport.
Johnson, George	Ottawa.............	Annuaire statistique. 1899.
Assemblée législative..............	Toronto	Rapports.
Leigh-Browne Trust..............	London............	Expérience biologique.
Association Bibliothécaire.........	New-York	Journal. Mensuel.
Société Littéraire et Historique....	Québec.............	Transactions.
Matthews, capit. J. H	Montréal...........	Lettres patentes au baron de Longueuil.
Ministre de l'Education..........	Toronto	Brochure. Sites des villages hurons.
Société Historique du Missouri	Saint-Louis........	Collections.
Commissaires du havre de Montréal	Montréal.........	Rapports.
Librairie Newberry..............	Chicago	Rapport.
Librairie publ., Newcastle-on-Tyne.	Newcastle-on-Tyne..	Rapport.
Librairie de l'Etat de New-York...	Albany..............	Appendice.
Société Historique de Niagara. ...	Niagara	Rapport.
Noyes, John.......................	Cowansville.........	Brochure.
Société Historique d'Ontario	Toronto	Brochure.
Porter, Peter A....................	Niagara, N.-Y	Rapport annuel. Ile de la Chèvre.
Librairie Reynolds..............	Rochester	Rapport.
Rhéaume, rév. Père	Ste-Anne de-Beaupré	Annales. Mensuelles.
Société Historique du Rhode-Island	Providence	Publications.
Ross, Peter, M.D..................	New-York	Rapport de l'Historien de la Grande Loge des A. F. & A.M.
Société Royale du Canada.........	Ottawa.............	Procès-verbaux et transactions.
Librairie Mercantile de Saint-Louis	St-Louis...........	Rapport annuel.
Société Géographique Ecossaise....	Edimbourg, Ecosse..	Revue. Mensuelle.
Shortt, Professeur A..............	Kingston	Queen's Quarterly. Histoire du systéme de banque Canadien.
Fils de la Révolution.............	New-York..........	Annuaire.
Société Historique de l'Etat........	Wisconsin	Procès-verbaux, brochures.
Librairie de l'Etat...............	New-York..........	Papiers publics.
Bibliothèque publique de Toronto..	Toronto	Rapport annuel.
" Universitaire, Toronto	Toronto	Publications. Etudes.

Noms.	Résidences.	Ouvrages.
Université du Michigan	Ann Arbor..........	Calendrier.
Walker, B. E.	Toronto	Brochure.
Université de Washington.........	Seattle, Wash.	Catalogue.
Université wesleyenne	Middletown, Conn..	Catalogue.
Whelan, rév. M. J................	Ottawa.............	Aperçu Historique de la paroisse St-Patrice.
White, Richard, *The Gazette*.......	Montréal...........	L'Almanach du peuple, 1900.
Société Histor., Etat du Wisconsin.	Madison..........	Collections.
Société Historique Canadienne des Femmes, Toronto.	Toronto	Rapport annuel, 1898-99.
Société Historique du Wyoming...	Wilkes Barré.......	Procès-verbaux.

NOTE A

ÉDUCATION

N° 1.—Lord Aylmer au vicomte Goderich.

(Archives, série Q., vol. 202-2, page 332.)

Gouvernement civil,
Château Saint-Louis,
Québec, 5 juillet 1832.

Milford,—Conformément aux instructions transmises dans la lettre circulaire de Votre Excellence, à la date du 30 octobre 1831, j'ai l'honneur de vous adresser un relevé de tous les collèges et établissements d'éducation de la province du Bas-Canada, avec une liste des professeurs ou maîtres d'école de chacun d'eux, ainsi qu'un état de leurs traitements respectifs.

J'ai l'honneur d'être,
Milord,
De Votre Excellence,
Le très obéissant et humble serviteur,

AYLMER.

Au Très honorable
Vicomte lord Goderich,
Etc., etc., etc.

N° 2.—Relevé des collèges et maisons d'éducation dans le Bas-Canada.

(Archives, série Q, vol. 202—2, p. 333.)

Société et institutions privées recevant une subvention du gouvernement.

Endroit.	Etablissement.	Nom de l'instituteur.	Salaire annuel. £	s.	d.
Cité de Québec....	Grammar School............	Rév. R. Burrage	200	0	0
	National School...........	James Thom et Lucy Norris...............	200	0	0
	Ecole anglaise et française...	William Morris et.......................	90	0	0
		A. Kelly................................	30	0	0
	Société d'éducation	C. Cazeau...............................	108	0	0
	" "	Alex. McDonald	54	0	0
	Ecole Saint-André	James Seaton............................	135	0	0
	J. F. Perrault, écr.—				
	Ecoles de garçons.........	Fr. Dugal.	35	2	0
	" de filles...........	Mme Gadbois.............................	14	12	6
Cité de Montréal..	Grammar School..............	A. Skakel...............................	200	0	0
	National School...........	W. Greeene..............................	65	0	0
		Mlle Meredith...........................	45	0	0
	Ecole anglaise et française...	Instituteur.............................	90	0	0
		Institutrice............................	60	0	0
	Ecole Saint-Jacques (franç.)	M. Archambault..........................	28	15	0
	" (ang.)..	M. Ryden................................	28	15	0
	" filles ..	J. Lauzon	15	5	0
	" soir....	M. Ducharme.............................	12	10	0
	Ecole des Récollets...	Deux instituteurs	63	0	0
		" institutrices	27	0	0
	Ecole des Enfants...........	" instituteurs......................	54	0	0
	Ecole Expérimentale.........	J. Lancaster	90	0	0
nte-Anne......	Collège.....................	Professeur et fondateur le rév. M. Painchaud.			
		Principal, Louis Proulx.	27	0	0
		Président, rév. M. Mignault..............			
		Professeurs—			
		M. Sirois...............................	11	5	0
		M. Lafontaine	11	5	0
		M. Moreau...............................	11	5	0
		M. Gauthier	11	5	0
		M. Leclerc..............................	11	5	0
		M. Dunn.................................	9	0	0
hambly..........	Collège....................	Professeurs—			
		Rév. J. O. Groulx.......................	63	0	0
		Rév. J. Boucher	50	0	0
		Rév. P. Garnot..........................	40	0	0
		Rév. P. Ménard..........................	9	0	0
		E. Blythe.	9	0	0
		Ls. Charland............................	9	0	0
		J. Desautels............................	9	0	0
		G. Hayes................................	9	0	0
Berthier..........	Société d'éducation........	James Murray............................	90	0	0
		M. D'Albini.............................	54	0	0
Charleston	Académie...................	Andrew Balfour	112	10	0
		Julia Goodrich..........................	56	5	0
Saint-Hyacinthe ..	Collège	Professeurs—			
		F. Desaulniers..........................	11	5	0
		J. Levesque.............................	11	5	0
		J. Raymond.	11	5	0
		J. Largue	11	5	0
		E. Lecour...............................	11	5	0
		G. Chabotte.............................	11	5	0
		G. Marchassault.........................	11	5	0
		P. Coriveau.............................	11	5	0
		A. Lemay	11	5	0
Stanstead.........	Séminaire..................	Un instituteur principal	135	0	0
		" assistant............................	50	0	0
		Une institutrice principale.............	45	0	0
		Une assistante..........................	30	0	0
Trois-Rivières.....	Société d'éducation.........	C. H. Lasiseraie et assistant	180	0	0

N° 3—Liste des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions à même les fonds publics, en vertu de l'acte provincial 9, Geo. 4, chap. 46 et suivants, pour l'avancement de l'éducation.

(*Archives, série Q., vol. 202—2, p. 336.*)

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Nom des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
	District de Québec.				
Québec	Paroisse de Beauport	D. McDougal	18	0	0
	"	C. Lefevre	18	0	0
	"	C. Gagnier	18	0	0
	"	L. Delage	18	0	0
	"	C. F. Reeves	18	0	0
	"	G. Rollman	18	0	0
	"	E. Doyle	18	0	0
	"	H. Olivier	18	0	0
	Paroisse de St-Ambroise	D. Lafrançois	18	0	0
	"	L. Pepin	18	0	0
	"	P. Beaulieu	18	0	0
	"	E. Daigle	18	0	0
	Paroisse de Valcartier	T. Carrolle	18	0	0
	"	H. O'Neil	18	0	0
	"	C. Hurst	18	0	0
	"	P. Liddy	18	0	0
	Paroisse de Lorette	P. Robitaille	18	0	0
	Paroisse de Ste-Foy	J. Kean	18	0	0
	"	C. Langellier	18	0	0
	"	M. Moffette	18	0	0
	Paroisse de Charlesbourg	M. Bedard	18	0	0
	"	E. Ricaroy	18	0	0
	"	P. Rochette	18	0	0
	"	S. Delage	18	0	0
	"	C. Decormier	18	0	0
	Paroisse de Beaulieu	J. Gagnon	18	0	0
	"	L. Plamondon	18	0	0
	Wolfe's-Cove	B. Maguire	18	0	0
	Sillery-Cove	P. Churchill	18	0	0
Portneuf	Paroisse de Grondines	E. Morin	18	0	0
	"	A. Loranger	18	0	0
	"	M. Derome	18	0	0
	"	J. Thibodeau	18	0	0
	"	J. Perrault	18	0	0
	"	L. Graham	18	0	0
	"	J. Gauthier	18	0	0
	Paroisse de Deschambault	N. Gauthier	18	0	0
	"	A. Perrault	18	0	0
	"	J. Prussien	18	0	0
	"	Frs. Paquet	18	0	0
	"	E. Darveau	18	0	0
	"	A. Morin	18	0	0
	"	J. Bonin dit Dufresne	18	0	0
	Paroisse du Cap-Santé	E. Thurber	18	0	0
	"	C. Aubry	18	0	0
	"	L. Mottard	18	0	0
	"	P. Delage	18	0	0
	"	F. Germain	18	0	0
	"	E. Germain	18	0	0
	"	G. Matte	18	0	0
	"	A. Millar	18	0	0
	"	S. Richard	18	0	0
	"	T. Delage	18	0	0
	"	A. Delage	18	0	0
	"	S. Auger	18	0	0
	"	N. Marcotte	18	0	0
	"	P. Love	18	0	0
	Paroisse des Ecureuils	M. Gentilly	18	0	0
	Paroisse de la Pointe-aux-Trembles	Sœurs St. Henri et St. François	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada, recevant des subve[ntions], etc.—*Suite.*

DISTRICT DE QUÉBEC—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel.	
			£	s.
Portneuf	Paroisse de Pointe-aux-Trembles	J. Ryan	18	0
	" "	A. Valliers	18	0
	" "	J. Gentilly	18	0
	Paroisse de St-Augustin	J. Miller	18	0
	"	M. Miller	18	0
	Paroisse du Cap-Rouge	E. Byrne	18	0
	Paroisse de Ste-Catherine	J. White	18	0
	"	B. White	18	0
	"	J. Walsh	18	0
	"	E. Walsh	18	0
	"	J. Donovan	18	0
	"	P. Hickey	18	0
	"	P. White	18	0
	Paroisse de L'Ancienne Lorette	J. Déry	18	0
	" "	Ige. Déry	18	0
	" "	P. Lauffert	18	0
	" "	M. Trudelle	18	0
	" "	J. Lemlin	18	0
	" "	P. Pelisson	18	0
	" "	P. Beaupré	18	0
	Paroisse de St-Ambroise	J. Giguère	18	0
Bellechasse	Paroisse de la Pointe-Lévis	M. Guay	18	0
	" "	T. Bisson	18	0
	" "	L. Labrie	18	0
	Paroisse de Beaumont	A. McIntyre	18	0
	"	C. Loiselle	18	0
	"	D. Boisseau	18	0
	"	L. Léténey	18	0
	"	R. Lacasse	18	0
	"	F. Journeau	18	0
	Paroisse de St-Michel	H. Gosselin	18	0
	"	L. Blanchet	18	0
	"	J. Tanguay	18	0
	"	A. Silvain	18	0
	"	F. Maindell	18	0
	"	C. Mercier	18	0
	Paroisse de St-Charles	M. Bourassa	18	0
	"	A. Bourassa	18	0
	"	M. Couture	18	0
	"	C. Gosselin	18	0
	"	P. Ouellet	18	0
	"	P. Couture	18	0
	"	C. Trahan	18	0
	"	M. Bourassa	18	0
	"	P. Chamberland	18	0
	"	F. Lemlin	18	0
	Paroisse de St-Gervais	J. Beauché	18	0
	"	R. Roy	18	0
	"	A. Aubé	18	0
	"	J. Dutil	18	0
	"	Jos. Blais	18	0
	"	H. Rhéaume	18	0
	"	M. Brochure	18	0
	"	J. Jolivet	18	0
	"	J. Kirouac	18	0
	"	A. Dessein	18	0
	"	J. Miller	18	0
	Paroisse de St-Charles	A. Poliquin	18	0
	"	B. Audette	18	0
	"	A. Jovin	18	0
	"	A. Dionne	18	0
	"	R. Feuilteau	18	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE QUÉBEC.—*Suite.*

Comtés.	Province, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £ s. d.
ellechasse	Paroisse St-Charles	C. Lafontaine	18 0 0
	" "	C. Labricque	18 0 0
	" St-Valliers	J. S. Roy	18 0 0
	" "	M. Langlois	18 0 0
	" "	Ed. Roy	18 0 0
	" "	B. Marceau	18 0 0
	" "	M. Letellier	18 0 0
	" "	P. Bouchard	18 0 0
	" "	E. Roy	18 0 0
	" "	J. E. Gendreau	18 0 0
	" Berthier	M. Brochu	18 0 0
	" St-Francois, Riv. du Sud	Sœurs St-Bruneau et St-Oliver	18 0 0
	" "	B. Rattié	18 0 0
	" "	H. Campagnard	18 0 0
	" "	C. Blanchette	18 0 0
otbinière	" St-Jean	R. Ritchie	18 0 0
	" "	R. Bergeron	18 0 0
	" "	V. Lanouette	18 0 0
	" "	A. Tanguay	18 0 0
	" Lotbinière	A. F. Germain	18 0 0
	" "	A. Beaudet	18 0 0
	" "	M. Bradford	18 0 0
	" "	M. Beaudet	18 0 0
	" "	F. X. Piché	18 0 0
	" "	J. Lafond	18 0 0
	" "	J. Laliberté	18 0 0
	" "	U. Demers	18 0 0
	" "	J. Dumontier	18 0 0
	" "	J. Augé	18 0 0
	" "	L. Lemay	18 0 0
	" "	M. Lapierre	18 0 0
	" "	J. B. Blais	18 0 0
	" "	J. B. Lemay	18 0 0
	" Ste-Croix	F. Rouisse	18 0 0
	" "	A. Boulé	18 0 0
	" "	C. Rouillard	18 0 0
	" "	M. Martineau	18 0 0
	" "	E. Thurber	18 0 0
	" "	M. Charest	18 0 0
	" "	M. Warters	18 0 0
	" "	J. Moffette	18 0 0
	" "	M. Bergeron	18 0 0
	" "	J. McDonald	18 0 0
	" St-Antoine	O. Pilot	18 0 0
	" "	F. L'Heurenx	18 0 0
	" "	M. LaMontagne	18 0 0
	" "	M. Legendre	18 0 0
	" "	G. Petitclair	18 0 0
	" "	J. Belleau	18 0 0
	" "	L. Marchand	18 0 0
	" "	M. Croteau	18 0 0
	" St-Giles	D. Burns	18 0 0
	" "	G. Lionnais	18 0 0
	" St-Sylvestre	Geo. Potts	18 0 0
	" "	J. Daniel	18 0 0
	" "	C. Boyle	18 0 0
	" "	T. Cromwell	18 0 0
	" "	P. Carton	18 0 0
	" "	C. Reed	18 0 0
	" "	B. McCall	18 0 0
	" "	M. Heyden	18 0 0
	" "	M. A. Valliers	18 0 0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE QUÉBEC—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Dorchester	Paroisse St-Nicolas	J. Gagnon	18	0	0
	" "	J. Croteau	18	0	0
	" "	G. de Laperelle	18	0	0
	" "	J. Martineau	18	0	0
	" "	J. Lemay	18	0	0
	" "	L. Paquet	18	0	0
	" "	M. Aubin	18	0	0
	" St-Joseph	L. Moreau	18	0	0
	" "	C. Fortin	18	0	0
	" "	C. Carrier	18	0	0
	" "	C. Cauchy	18	0	0
	" "	Frs. Kelly	18	0	0
	" "	M. A. Boucher	18	0	0
	" "	S. L'Hérault	18	0	0
	" St-Jean Chrysostôme	J. Genest	18	0	0
	" " "	M. A. Gagnon	18	0	0
	" " "	A. Tallon	18	0	0
	" " "	T. Amiraux	18	0	0
	" " "	H. Amiraux	18	0	0
	" St-Isidore	F. Sellyer	18	0	0
	" "	A. Dion	18	0	0
	" "	P. Rouleau	18	0	0
	" St-Henri	M. Caron	18	0	0
	" "	L. Genest	18	0	0
	" "	L. Gosselin	18	0	0
	" "	G. Leclere	18	0	0
	" "	O. Roberge	18	0	0
	" St-Anselme	J. Roy	18	0	0
	" "	J. B. Labrecque	18	0	0
	" "	A. Rousseau	18	0	0
	" "	M. Bissonnette	18	0	0
	" "	J. Bussière	18	0	0
	" "	A. Audet	18	0	0
	" "	S. Roy	18	0	0
Beauce	Canton de Frampton	M. Sevanson	18	0	0
	" "	J. Fitzpatrick	18	0	0
	" "	D. McCarthy	18	0	0
	Paroisse Ste-Claire	A. Blanchette	18	0	0
	" "	M. Dion	18	0	0
	" "	J. Gagnon	18	0	0
	" "	R. Gagné	18	0	0
	" Ste-Marie	A. Brunette	18	0	0
	" "	J. Perrault	18	0	0
	" "	S. Rancour	18	0	0
	" "	M. Gagnon	18	0	0
	" "	E. L'Ecuyer	18	0	0
	" "	J. Blumhart	18	0	0
	" "	Louise Guay	18	0	0
	" "	Sœurs Ste-Thérèse et St-Rocque	18	0	0
	St-Joseph	B. Roy	18	0	0
	" "	L. Lagueux	18	0	0
	"	F. Gagné	18	0	0
	" St-François	N. Gingras	18	0	0
	" "	E. Janson	18	0	0
	" "	J. Verrault	18	0	0
Orléans	" St-Jean Bte	Thos. Lloyd	18	0	0
	" "	P. Descombe	18	0	0
	" "	E. McFarlane	18	0	0
	" Ste-Famille	E. Parée	18	0	0
	" "	Sœurs St-Claude et Ste-Monique	18	0	0
	" St-Pierre	P. Goulet	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE QUÉBEC.

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel.		
			£	s.	d.
Montmorency	Paroisse Sainte-Anne	L. Racine	18	0	0
	" "	M. Guigure	18	0	0
	" "	F. Touchette	18	0	0
	" Saint-Féréol	M. Lefebvre	18	0	0
	" "	E. Gagnon	18	0	0
	" Saint-Joachim	J. Saillant	18	0	0
	" Chateau-Richer	M. C. Hervieux	18	0	0
	" "	L. C. Lefrançois	18	0	0
	" "	Ve H. Bornais	18	0	0
	" "	F. Doncourt	18	0	0
	" L'Ange-Gardien	M. Delauney	18	0	0
	" "	M. A. Blouin	18	0	0
	" "	T. Gingras	18	0	0
Rimouski	" Saint-Germain	J. O. Hannah	18	0	0
	" "	J. B. St. Pierre	18	0	0
	" "	J. Picot	18	0	0
	" "	J. Plante	18	0	0
	" Sainte-Luce	A. Bernier	18	0	0
	Seigneurie Métis	Jas. Paul	18	0	0
Kamouraska	Paroisse Saint-Pascal	J. Hudon	18	0	0
	" "	F. Hudon	18	0	0
	" "	P. Dionne	18	0	0
	" "	A. Dionne	18	0	0
	" "	E. Soucie	18	0	0
	" "	R. Puize	18	0	0
	" "	S. Varin	18	0	0
	" "	J. A. Berubé	18	0	0
	" "	M. A. Caron	18	0	0
	" "	F. Guimont	18	0	0
	" Saint-Louis	M. Logan	18	0	0
	" "	J. B Martin	18	0	0
	" "	L. Pepin	18	0	0
	" "	F. Lagarde	18	0	0
	" "	B. Chassé	18	0	0
	" "	A. Chassé	18	0	0
	" "	F. Louis	18	0	0
	" Saint-André	M. Dechesne	18	0	0
	" "	G. Chabot	18	0	0
	" "	P. Poulin	18	0	0
	" Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup	M. Cahaire	18	0	0
Rimouski	" Rivière-du-Loup	L. C. Puize	18	0	0
	" "	T. A. Puize	18	0	0
	" "	J. A. McLaughlin	18	0	0
	" "	T. Costin	18	0	0
	" Cacouna	J. Dechesne	18	0	0
	" "	J. Poirée	18	0	0
	" "	M. Duperré	18	0	0
	" "	L. Leblond	18	0	0
	" St-Jean-Bte-de-l'Isle-Verte	H. Beaulieu	18	0	0
	" Trois Pistoles	H. Boucher	18	0	0
	" "	J. Peltier	18	0	0
	" "	F. X. Buteau	18	0	0
L'Islet	" Saint-Pierre-Riv.-du-Sud	M. Letourneau	18	0	0
	" Saint-Thomas	A. Gauthier	18	0	0
	" "	L. Vallée	18	0	0
	Cap-Saint-Ignace	L. Silvestre	18	0	0
	"	J. Mathieu	18	0	0
	"	J. Bernier	18	0	0
	"	P. Kemneur	18	0	0
	"	M. Lee	18	0	0
	L'Islet	J. Mathieu	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE QUÉBEC.

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
L'Islet	L'Islet	A. Morency	18	0	0
	"	A. Tanguay	18	0	0
	"	E. Goudreau	18	0	0
	"	P. N. Bernier	18	0	0
	"	J. B. Fortin	18	0	0
	"	T. Bélanger	18	0	0
	"	H. Létourneau	18	0	0
	Saint-Jean	M. et V. Pelerin	18	0	0
	Saint-Roch-des-Aulnais	J. Belleau	18	0	0
	"	F. Peltier	18	0	0
	"	T. Bégin	18	0	0
	"	M. Sénéchal	18	0	0
Kamouraska	Sainte-Anne	E. Puize	18	0	0
	"	A. Guy	18	0	0
	"	Angelle Guy	18	0	0
	"	M. Bossée	18	0	0
	Rivière-Ouelle	J. Gauvin	18	0	0
	"	M. Boucher	18	0	0
	"	S. Boucher	18	0	0
	"	J. B. Garon	18	0	0
	"	E. Bonenfant	18	0	0
	Fief Saint-Dénis	H. Bérubé	18	0	0
	"	J. Bonenfant	18	0	0
	"	M. S. Beaulieu	18	0	0
	"	F. Giffard	18	0	0
	Paroisse Rivière-Ouelle	Sœurs St-Jean et St-Pierre	18	0	0
	"	P. Boucher	18	0	0
	"	A. Defoi	18	0	0
	"	M. Defoi	18	0	0
Saguenay	Saint-Etienne	C. Pacaud	18	0	0
	"	J. Slevin	18	0	0
	Saint-Louis de l'Isle-aux-Coudres	G. Desgagnier	18	0	0
	Baie-Saint-Paul	L. Chaperon	18	0	0
Mégantic	Canton-d'Irlande	J. Hough	18	0	0
	"	J. Kirkpatrick	18	0	0
	"	J. H. Belser	18	0	0
	Broughton	J. Gibson	18	0	0

DISTRICT DE MONTRÉAL.

L'Assomption	Paroisse Saint-Pierre	S. J. Lewis	18	0	0
	"	M. J. Lemoine	18	0	0
	"	H. Roussin	18	0	0
	"	R. Latourelle	18	0	0
	"	T. Cherrier	18	0	0
	"	L. C. Bruneau	18	0	0
	"	S. Marsereau	18	0	0
	"	A. B. Brien	18	0	0
	"	L. Bourbonnier	18	0	0
	Repentigny	B. Moreau	18	0	0
	"	M. Hervieux	18	0	0
	Saint-Sulpice	B. Piché	18	0	0
	"	D. Lafontaine	18	0	0
	Paroisse-Saint-Jacques	F. Lebelle	18	0	0
	"	M. Dupuis	18	0	0
	"	L. B. David	18	0	0
	"	M. Girard	18	0	0
	"	M. Guyon	18	0	0
	"	J. Dufresne	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL.—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
L'Assomption	Paroisse Saint-Jacques	M. Arsenau	18	0	0
	"	P. Molloy	18	0	0
	Canton Rawdon	M. Price	18	0	0
	"	T. Boothe	18	0	0
	"	C. Kerr	18	0	0
	"	M. Short	18	0	0
Laprairie	Paroisse Saint-Rémi	J. Richardson	18	0	0
	" "	A. Mayers	18	0	0
	" Chateauguay	F. Gagnier	18	0	0
	" "	C. Racicot	18	0	0
	" "	C. Forrest	18	0	0
	" "	P. D. Normand	18	0	0
	" Saint-Constant	J. Parent	18	0	0
	" "	M. Villard	18	0	0
	" Saint-Philippe	C. Aubrey	18	0	0
	" "	J. Wardby	18	0	0
	" "	M. A. Rose	18	0	0
	" "	J. Hébert	18	0	0
	" "	J. Vantier	18	0	0
	" La Prairie de La Madeleine	T. Smart	18	0	0
	" " "	A. de Rycke	18	0	0
	" " "	C. O'Keefe	18	0	0
	" " "	Sœurs St-Augustin et St-Hubert	18	0	0
Richelieu	" Sorel	L. Cadet	18	0	0
	" "	W. Marquis	18	0	0
	Seigneurie Sorel	M. L'Esperance	18	0	0
	"	J. O. Heir	18	0	0
	"	L. Mireau	18	0	0
	Bourg de, Wm. Henry	E. C. Allen	18	0	0
	"	J. et C. Graves	18	0	0
	"	F. Hughes	18	0	0
	Paroisse Saint-Michel	A. Démarrais	18	0	0
	" Saint-Charles	J. B. Label	18	0	0
	" Contrecœur	G. Côté	18	0	0
	" "	J. F. Germain	18	0	0
	" Saint-Indes	J. B. D'Aigle	18	0	0
	" "	T. Durocher	18	0	0
	" Saint-Denis	A. Poirier	18	0	0
	" "	L. Pitt	18	0	0
	" "	L. Bosquet	18	0	0
	" Saint-Ours	J. Hughes	18	0	0
	" "	J. Mathieu	18	0	0
	" "	M. J. Papillon	18	0	0
	" "	M. Côté	18	0	0
Berthier	" Sainte-Geneviève	J. Murray	18	0	0
	" "	J. Merceau	18	0	0
	" "	J. Benoit	18	0	0
	" "	Chas. Couture	18	0	0
	" "	M. Defoi	18	0	0
	" "	Sœurs Ste-Angèle et Ste-Marthe	18	0	0
	" Saint-Barthélemy	F. Rouleau	18	0	0
	" "	M. Bastarche	18	0	0
	" "	J. Gaucher	18	0	0
	" "	A. Cloutier	18	0	0
	" "	M. J. Cazabon	18	0	0
	" "	F. Beaupré	18	0	0
	" "	A. Silvester	18	0	0
	" Saint-Cuthbert	L. Marcoux	18	0	0
	" "	J. H. Paquet	18	0	0
	" "	A. Mirandette	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Berthier	Paroisse Saint-Cuthbert	G. Paquet	18	0	0
	Canton Brandon	J. Lesieur	18	0	0
	Ile du Pads	J. Phillingue	18	0	0
	Paroisse Lanoraie	Jos. Blais	18	0	0
	" "	J. McKercker	18	0	9
	" Lavaltrie	P. C. Boivin	18	0	0
	"	C. Farland	18	0	0
	" St-Paul de Lavaltrie	J. Blainville	18	0	0
	" " "	A. Perrault	18	0	0
	" " "	A. Lambert	18	0	0
	" " "	E. Coutu	18	0	0
	" " "	J. Lacoste	18	0	0
	" " "	M. Corry	18	0	0
	Canton Kildare	C. Purcell	18	0	0
	" "	W. Boyce	18	0	0
	Seigneurie de Ramsay	H. Sum-r	18	0	0
	" d'Ailebout	H. Provençal	18	0	0
	Paroisse Sainte-Elizabeth	J. Dumont	18	0	0
	" "	F. Beaudry	18	0	0
	" "	J. F. Ouellet	18	0	0
	" "	A. Bernard	18	0	0
Vaudreuil	" Saint-Polycarpe	J. Manseau	18	0	0
	" "	M. Courtnay	18	0	0
	Soulanges	V. Routhier	18	0	0
	"	L. Couttée	18	0	0
	"	Chas. Boyer	18	0	0
	"	J. Lamoureux	10	0	0
	"	B. Joassin	18	0	0
	Paroisse Vaudreuil	J. Benson	18	0	0
	" Rigaud	L. Bertrand	18	0	0
Chambly	Boucherville	P. Pichée	18	0	0
	"	J. Lacombe	18	0	0
	"	Léon Burtz	18	0	0
	"	Sœurs Ste-Hélène et St-Vincent	18	0	0
	Paroisse Longueuil	A. Vervais	18	0	[illegible]
	" "	A. Walter	18	0	0
Verchères	" Contrecœur	R. Béchard	18	0	0
	" "	S. Pinet	18	0	0
	" "	A. Tremblé	18	0	0
	" Varennes	L. Moryeau	18	0	0
	" "	F. Delphose	18	0	0
	" "	Veuve Sarault	18	0	0
	" "	L. Langevin	18	0	0
	" Saint-Mathieu de Belœil	C. Vandandaigne	18	0	0
	" Saint-Antoine	P. Durant	18	0	0
	" "	E. Weilbrenner	18	0	0
	" Verchères	F. X. Nolin	18	0	0
	"	G. Curotte	18	0	0
	"	F. Thomas	18	0	0
Deux-Momtagnes	Canton Chatham	Jas. Fish	18	0	0
	" "	C. Liscombe	18	0	0
	" "	Jas. Gray	18	0	0
	" Grenville	S. Johnstone	18	0	0
	" "	Chas. McGillivray	18	0	0
	Village Saint-André	J. McArthur	18	0	0
	" "	A. Armstrong	18	0	0
	Seigneurie Argenteuil	S. Montgomery	18	0	0
	Paroisse Saint-Scholastique	J. Ryan	18	0	0
	" "	Frs. Huize	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Deux-Montagnes	Paroisse Sainte-Scholastique	P. Ryan	18	0	0
	"	L. Chevalier	18	0	0
	"	J. Delamothe	18	0	0
	"	J. Prudhomme	18	0	0
	"	J. Monceau	18	0	0
	Paroisse Saint-Eustache	G. Bellair	18	0	0
	"	O. Richard	18	0	0
	"	A. Girouard	18	0	0
	"	M. Clément	18	0	0
	"	P. Rochon	18	0	0
	"	W. Parker	18	0	0
	Saint-Benoit	E. Clément	18	0	0
	"	S. Auger	18	0	0
	"	J. Cléroux	18	0	0
	"	S. C. Hogue	18	0	0
	"	O. Lemaire	18	0	0
Terrebonne	Sainte-Anne des Plaines	R. Filion	18	0	0
	"	C. Payfer	18	0	0
	"	J. Filion	18	0	0
	"	C. Monceau	18	0	0
	Paroisse Sainte-Thérèse	W. Henderson	18	0	0
	"	M. Henderson	18	0	0
	"	B. Piché	18	0	0
	"	M. L. Filion	18	0	0
	"	E. Sauché	18	0	0
	Paroisse Saint-Vincent de Paul	M. J. Constant	18	0	0
	"	J. Langlade	18	0	0
	"	M. Carron	18	0	0
	Paroisse Sainte-Rose	A. Lafournelle	18	0	0
	Paroisse Saint-Martin	J. P. Peltier	18	0	0
Drummond	Canton Shipton	S. George	18	0	0
	"	L. Burbank	18	0	0
	"	A. Silver	18	0	0
	"	E. P. Ewen	18	0	0
	"	L. Rankin	18	0	0
	"	S. Philbreck	18	0	0
	"	J. Olney	18	0	0
	"	L. Silver	18	0	0
	"	N. Silver	18	0	0
	"	Z. Labonté	18	0	0
	"	C. Rankin	18	0	0
	Canton Melbourne	S. Stimson	18	0	0
	"	E. Stimson	18	0	0
	"	S. Burt	18	0	0
	"	M. Gibson	18	0	0
	"	M. Rankin	18	0	0
	"	H. Moore	18	0	0
	Canton Wickham	C. Knight	18	0	0
	Canton Tingwick	J. Cleveland	18	0	0
	Canton Durham	E. Brown	18	0	0
	Canton Kingsey	N. Weare	18	0	0
	"	J. Johnstone	18	0	0
	"	M. Griffin	18	0	0
	Canton Grantham	D. Eddelston	18	0	0
	"	P. Scallon	18	0	0
	Canton Upton	J. Remillard	18	0	0
	"	A. Welling	18	0	0
Montréal	Paroisse Saint-Laurent	M. Roberge	18	0	0
	"	J. B. Sullivan	18	0	0
	Paroisse Pointe Claire	J. B. Vanasse	18	0	0
	"	Soeurs Saint-Paul et Saint-Alexandre	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Montréal	Paroisse Saint-Joseph, Rivière des Prairies	Thos. Ready	18	0	0
	Paroisse Lachine	T. Thierey	18	0	0
Lachenaie	Paroisse Argentenil	M. Hatch	18	0	0
	"	R. McMillan	18	0	0
	"	Agnes Beaton	18	0	0
	"	Harriet Hillard	18	0	0
	"	R. Groves	18	0	0
	"	L. Baldwin	18	0	0
	"	E. Beaudet	18	0	0
	"	P. Moreau	18	0	0
	"	G. Armstrong	18	0	0
	Paroisse Saint-Roch de Lachenaie	J. E. Thierrel	18	0	0
	" "	M. Leclaire	18	0	0
	" "	V. Dinau	18	0	0
	" "	A. Archambault	18	0	0
	" "	Hy. Valotte	18	0	0
	Paroisse Saint-Paul de Lavaltrie	M. H. Corie	18	0	0
	" "	J. Laporte	18	0	0
	" "	A. Lambert	18	0	0
	" "	A. Perrault	18	0	0
	" "	J. Blainville	18	0	0
	Paroisse Repentigny	T. Cherier	18	0	0
	"	M. C. Lebrun	18	0	0
	"	C. Lortier	18	0	0
	Paroisse Saint-Valentin	A. Balrock	18	0	0
	"	P. Ingault	18	0	0
	"	J. Dubosse	18	0	0
	"	H. Macrae	18	0	0
	"	W. McGregor	18	0	0
	"	R. Hopper	18	0	0
	Canton Potton	A. Orcott	18	0	0
	"	G. Ward	18	0	0
	"	W. Wood	18	0	0
	"	P. Merinan	18	0	0
	"	F. R. Wort	18	0	0
	"	L. R. Holmes	18	0	0
	"	F. Hyde	18	0	0
	"	S. A. Douglas	18	0	0
	"	J. Milton	18	0	0
	Canton Upton	J. Rouillard	18	0	0
	"	D. Renaud	18	0	0
	"	C. Loranger	18	0	0
Chambly	Paroisse Saint-Luc	L. Hébert	18	0	0
	"	V. Brousseau	18	0	0
	"	J. Papineau	18	0	0
	Paroisse Saint-Jean	P. Caisse	18	0	0
	"	M. L. Dérome	18	0	0
	"	A. Campbell	18	0	0
	"	G. Brousseau	18	0	0
	Par. Ste-Marguerite de Blairfindie	F. Laperle	18	0	0
	" "	M. Jeangle	18	0	0
	" "	C. Dumesnil	18	0	0
	" "	F. X. Senécal	18	0	0
	Paroisse Saint-Joseph	P. Boland	18	0	0
	"	J. Lesieur	18	0	0
Ottawa	Canton Hull	M. Stiles	18	0	0
	"	M. Chamberlain	18	0	0
	Canton Eardley	A. Lee	18	0	0
	Canton Lochaber	D. McDermid	18	0	0
	Seigneurie de La Petite Nation	Thos. Lee	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Acadie	Canton Sherrington	L. Masson	18	0	0
	"	L. Mathieu	18	0	0
	"	T. Quillian	18	0	0
	"	S. A. Douglas	18	0	0
	"	B. Hyde	18	0	0
	"	M. Conolly	18	0	0
	"	J. Brennan	18	0	0
	Seigneurie Lacolle	R. Hicks	18	0	0
	"	M. Hamilton	18	0	0
	"	H. Bullis	18	0	0
	"	A. Tarbell	18	0	0
	"	R. Dunkin	18	0	0
	"	C. H. Fox	18	0	0
	"	B. Bond	18	0	0
	Seigneurie Deléry	J. Courville	18	0	0
	"	M. Albee	18	0	0
	"	J. Mathon	18	0	0
	"	S. Mathon	18	0	0
	"	A. Mathon	18	0	0
	"	M. Mathon	18	0	0
	"	E. Manning	18	0	0
	"	A. Babcock	18	0	0
	"	H. Tugault	18	0	0
	"	Margaret Hyde	18	0	0
Rouville	Seigneurie Sabrevois	E. Smith	18	0	0
	"	J. Hitchcock	18	0	0
	St-Marie de Monnoir	H. Trudeau	18	0	0
	"	U. Auger	18	0	0
	"	A. Frichette	18	0	0
	"	P. Cordellier	18	0	0
	"	J. Hagard	18	0	0
	"	D. Murray	18	0	0
	Seigneurie St-Hilaire de Rouville	J. Monjeau	18	0	0
	" "	T. D'Amour	18	0	0
	Paroisse St-Jean-Baptiste	S. Marchessau	18	0	0
	"	L. Cheval	18	0	0
	"	J. Marchessau	18	0	0
	Paroisse St-Mathias	D. Raçicot	18	0	0
	"	P. Gigault	18	0	0
	"	M. V. et R. Davignon	18	0	0
	"	J. Casgrain	18	0	0
	St-Athanase	H. Aubertin	18	0	0
	"	L. Ménard	18	0	0
	"	J. Leclerc	18	0	0
	"	E. Normandin	18	0	0
	"	C. Délorme	18	0	0
	"	J. Bouchard	18	0	0
	St-George	Lydia Salls	18	0	0
	"	J. Hanamney	18	0	0
	"	P. Quinn	18	0	0
	"	L. Lawrence	18	0	0
	"	D. Clarke	18	0	0
	"	A. Edy	18	0	0
	"	E. Hawley	18	0	0
	"	M. Cook	18	0	0
	"	M. Bingham	18	0	0
	"	P. Dixon	18	0	0
	"	A. Cloutier	18	0	0
	"	N. Anderson	18	0	0
	"	Lucy Lewis	18	0	0
	"	P. Tryon	18	0	0
	Seigneurie Sabrevois	J. O'Leary	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Rouville	Seigneurie Sabrevois	M. Fargo	18	0	0
	Paroisse St-Thomas	A. Pambrun	18	0	0
	"	J. Hastings	18	0	0
	"	S. H. Sowles	18	0	0
	"	P. Hawley	18	0	0
	"	E. Vaughan	18	0	0
Hyacinthe	Paroisse St-Hyacinthe	Sœurs Sainte Claire et La Visitation	18	0	0
	"	A. Lemay	18	0	0
	"	L. Bédard	18	0	0
	"	F. Pepin	18	0	0
	"	L. Boucher	18	0	0
	"	J. Fanéof	18	0	0
	"	M. Beauregard	18	0	0
	"	F. D'Aigle	18	0	0
	"	C. Bédard	18	0	0
	"	J. Côté	18	0	0
	Paroisse St-Césaire	P. Auger	18	0	0
	"	E. Bélanger	18	0	0
	"	A. Wilkins	18	0	0
	"	S. Dégéry	18	0	0
	"	J. Durocher	18	0	0
	"	C. Burrell	18	0	0
	"	Ls. St. Amour	18	0	0
	"	B. Olivier	18	0	0
	"	J. B. Maheu	18	0	0
	"	M. Maheu	18	0	0
	"	Jas. Hubert	18	0	0
	Paroisse St-Pie	L. Blanchard	18	0	0
	"	A. Hamel	18	0	0
	"	J. B. Richer	18	0	0
	Paroisse St-Damase	A. Touchette	18	0	0
	Paroisse La Présentation	A. Goddère	18	0	0
	"	M. J. Ritchie	18	0	0
	"	L. P. Resat	18	0	0
	"	P. Lemieux	18	0	0
	"	J. Véroneau	18	0	0
	Paroisse Abbottsford	L. Burrell	18	0	0
Beauharnois	" St-Clément	J. Hawker	18	0	0
	" St-Timothée	M. Boutillier	18	0	0
	" St-Martine	J. Clarke	18	0	0
	" Nord et Sud de George-Town	R. Robertson	18	0	0
		A. Paton	18	0	0
	Paroisse James Town	M. Harrison	18	0	0
	" Orm's Town	Jas. Darbey	18	0	0
	"	Jas. Hall	18	0	0
	" William's Town	W. McGregor	18	0	0
	"	H. McCrae	18	0	0
	" Edward's Town	R. Hope	18	0	0
	" Russel Town	L. P. Holmes	18	0	0
	Canton Hinchinbrook	Robt. Helm	18	0	0
	"	C. Barnet	18	0	0
	Godmanchester	M. Dowd	18	0	0
	"	J. Alley	18	0	0
	"	D. Ryan	18	0	0
	"	A. Crawford	18	0	0
	"	E. Smith	18	0	0
	"	Jos. Chamand	18	0	0
	"	J. B. Mason	18	0	0
	"	Donald Ross	18	0	0
	"	P. Mannicks	18	0	0
	Dundee	A. Anderson	18	0	0
	"	Jos. Adams	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canade recevant des subventions, etc—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Suite.*

Comtés.	Paroisses, canton ou seigneurie,	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Beauharnois	Canton Dundee	P. Fleming	18	0	0
	"	J. Carlisle	18	0	0
	"	W. Fraser	18	0	0
	"	P. McGregor	18	0	0
	Canton Hemmingford	J. Merlin	18	0	0
	"	John Hood	18	0	0
	"	Geo. Hunter	18	0	0
	"	C. Sherry	18	0	0
	"	Hy. Brown	18	0	0
Stanstead	Canton Barnston	M. Fellows	18	0	0
	"	S. Hall	18	0	0
	"	S. Chesley	18	0	0
	"	L. Farley	18	0	0
	"	J. Humphrey	18	0	0
	"	S. Hollister	18	0	0
	"	B. Clarke	18	0	0
	"	E. F. George	18	0	0
	Canton Hatley	M. Sevain	18	0	0
	"	S. K. Mears	18	0	0
	"	M. Perkins	18	0	0
	"	A. Turner	18	0	0
	"	C. Chamberlain	18	0	0
	"	Lois Perkins	18	0	0
	Canton Compton	C. Richardson	18	0	0
	"	M. Lamphear	18	0	0
	"	C. Hunting	18	0	0
	Canton Stanstead	E. Hibbard	18	0	0
	"	M. Ellis	18	0	0
	"	E. M. White	18	0	0
	"	C. Whitcher	18	0	0
	"	S. Magroone	18	0	0
	"	M. Wright	18	0	0
	"	N. Brown	18	0	0
	"	S. E. Wilder	18	0	0
	"	A. G. Parker	18	0	0
	"	E. Stimson	18	0	0
	"	J. Burpee	18	0	0
	"	Lucy Lee	18	0	0
	"	S. Peasley	18	0	0
	"	M. Morgan	18	0	0
	"	A. Rogers	18	0	0
	"	A. Brown	18	0	0
	Canton Brompton	S. Rankin	18	0	0
	"	S. Elliott	18	0	0
	Canton Hatley	P. E. Abbot	18	0	0
	"	S. Merrick	18	0	0
	"	L. Morrill	18	0	0
	Canton Barnston	A. Stearns	18	0	0
	"	S. A. Farley	18	0	0
	"	S. Lee	18	0	0
	"	E. Lawrence	18	0	0
	"	A. Swain	18	0	0
	Canton Stanstead	M. J. Whitcher	18	0	0
	"	E. Heath	18	0	0
	"	A. Bailey	18	0	0
	"	S. Souther	18	0	0
	"	D. Webster	18	0	0
	Canton Bolton	Rich'd. Cull	18	0	0
	"	C. Stimpson	18	0	0
	"	Geo. Davies	18	0	0
	"	S. French	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel.		
			£	s.	d.
Stanstead	Canton Bolton	Amos Nott	18	0	0
	"	R Kimpston	18	0	0
	"	E. Hibbard	18	0	0
	"	J. Farman	18	0	0
	Canton Potton	L. Merriman	18	0	0
Missisquoi	Seigneurie St-Armand	Alex. Young	18	0	0
	"	H. Church	18	0	0
	"	E. Kraus	18	0	0
	"	E. Reynolds	18	C	0
	"	D. Campbell	18	0	0
	"	P. H. Perry	18	0	0
	"	H. M. Townsend	18	0	0
	"	A. Cross	18	0	0
	"	H. H. Gould	18	0	0
	"	C. Blinn	18	0	0
	"	L. Henderson	18	0	0
	"	E. Smith	18	0	0
	"	S. Holden	18	0	0
	"	S. Anderson	18	0	0
	"	E. Scoefield	18	0	0
	"	E. J. Abbott	18	0	0
	Canton Stanbridge	M. Phelps	18	0	0
	"	L. Phelps	18	0	0
	"	T. J. Needham	18	0	0
	"	M. McKinstrey	18	0	0
	"	P. Millington	18	0	0
	"	L. Souler	18	0	0
	"	Mary Ayrr	18	0	0
	"	Lucy Chadsey	18	0	0
	Canton Sutton	A. A. Smith	18	0	0
	"	C. C. Host	18	0	0
	"	M. Pownes	18	0	0
	"	M. A. Bennett	18	0	0
	Canton Dunham	N. Horr	18	0	0
	"	A. Safford	18	0	0
	"	Lucy Starnes	18	0	0
	"	C. Geer	18	0	0
	"	A. Guy	18	0	0
	"	A. Johnston	18	0	0
	"	C. Wales	18	0	0
	"	E. F. Smith	18	0	0
	"	E. Wood	18	0	0
	"	C. Barnes	18	0	0
	"	M. Fassett	18	0	0
Shefford	Canton Farnham	M. Messer	18	0	0
	"	M. Bailey	18	0	0
	"	E. J. Mills	18	0	0
	"	T. Beode	18	0	0
	"	L. Boyce	18	0	0
	"	M. Westgate	18	0	0
	Canton Brome	S. M. Mayrand	18	0	0
	"	S. Townsend	18	0	0
	"	B. Wilson	18	0	0
	"	C. Ladd	18	0	0
	Canton Stukeley	D. Kneelan	18	0	0
	Canton Shefford	R. Laurence	18	0	0
	"	M. Hyde	18	0	0
	"	M. Townsend	18	0	0
	"	C. Townsend	18	0	0
	"	A. Bebee	18	0	0
	"	M. Tyler	18	0	0
	"	A. Leach	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE MONTRÉAL—*Fin.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £ s. d.
Shefford	Canton de Granby	M. A. Burrell	18 0 0
	"	P. Hitchcock	18 0 0
	"	Delia Keep	18 0 0

DISTRICT DES TROIS-RIVIÈRES ET DE SAINT-FRANÇOIS.

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £ s. d.
Yamaska	Paroisse de la Baie de Febvre	J. B. Leclair	18 0 0
	" "	M. Leclair	18 0 0
	" "	J. Joutras	18 0 0
	" "	P. Mercure	18 0 0
	" "	E. Derosier	18 0 0
	" "	A. Proulx	18 0 0
	" "	P. Blondin	18 0 0
	" "	L. V. Blondin	18 0 0
	Seigneurie Courval	O. Labelle	18 0 0
	Paroisse S-François du Lac S-Pierre	P. Morin	18 0 0
	" "	A. St. François	18 0 0
	" "	A. O. Osselin	18 0 0
	" "	T. Bourret	18 0 0
	" "	M. A. Manseau	18 0 0
	" "	A. Ouellet	18 0 0
	" "	M. Michaud	18 0 0
	" St-Michel de Yamaska	J. B. Hoffay	18 0 0
	" "	J. Ponsant	18 0 0
Saint-Maurice	Banlieue de Trois-Rivières	B. Doucet	18 0 0
	" "	J. Aubry	18 0 0
	Paroisse de Maskinongé	T. Girardin	18 0 0
	" "	C. Wolff	18 0 0
	" "	A. Lami	18 0 0
	" "	C. Bruneau	18 0 0
	" Lac Maskinongé	J. Lesieur	18 0 0
	" Pointe du Lac	O. Girardin	18 0 0
	" "	A. Megrette	18 0 0
	" "	C. Megrette	18 0 0
	" St-Antoine, Riv. du Loup	F. Hébert	18 0 0
	" "	P. Bélair	18 0 0
	" "	J. Vadeboncœur	18 0 0
	" "	P. Vanasse	18 0 0
	" "	E. Gelinas	18 0 0
	" "	P. Brousseau	18 0 0
	" "	P. Benson	18 0 0
	" "	R. H. Gagnon	18 0 0
	" St-Léon le Grand	F. Rivard	18 0 0
	" "	E. Carbonneau	18 0 0
	" "	O. Loranger	18 0 0
	" "	L. Ponsant	18 0 0
	" "	A. Bosqué	18 0 0
	" Ste-Anne de Yamachiche	E. Lesieur	18 0 0
	" "	J. Vincent	18 0 0
	" "	L. Marcotte	18 0 0
	" "	A. Carbonneau	18 0 0
	" "	V. P. Duchesne	18 0 0
	" "	P. L. Davelay	18 0 0
	" "	J. Héroux	18 0 0
	" "	V. Hudon	18 0 0
	" "	L. Robitaille	18 0 0
	" "	C. Lacourse	18 0 0
	" "	R. Bisson	18 0 0
Nicolet	" St-Pierre les Becquets	B. Fournier	18 0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DES TROIS-RIVIÈRES ET DE SAINT-FRANÇOIS—*Suite.*

Comtés.	Paroisse, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel. £	s.	d.
Nicolet	Paroisse St-Pierre les Becquets	S. Leblanc	18	0	0
	" "	M. Fortier	18	0	0
	" "	M. Carrier	18	0	0
	" "	J. Laquert	18	0	0
	" "	A. Baril	18	0	0
	" "	M. Ayotte	18	0	0
	" "	M. E. Malhiot	18	0	0
	" "	P. Rousseau	18	0	0
	Paroisse Gentilly	J. L. Wolff	18	0	0
	"	F. Becotte	18	0	0
	"	P. Pepin	18	0	0
	"	J. Wolff	18	0	0
	Paroisse Bécancour	R. Crépeau	18	0	0
	"	M. J. Lacourse	18	0	0
	"	F. Moreau	18	0	0
	Paroisse St-Grégoire	N. Trudel	18	0	0
	"	L. C. Cressé	18	0	0
	"	C. F. Grenier	18	0	0
	"	E. Bourque	18	0	0
	"	M. Le Prince	18	0	0
	"	J. B. Desilest	18	0	0
	Paroisse Nicolet	J. L'Epine	18	0	0
Champlain	Paroisse Champlain	F. Leblanc	18	0	0
	"	A. Constantin	18	0	0
	"	Veuve Grant	18	0	0
	Paroisse St-Frs.-Xavier de Batiscan	J. Robertson	18	0	0
	" "	A. Oldscamp	18	0	0
	" "	M. Oldscamp	18	0	0
	" "	L. Moreau	18	0	0
	Ste-Geneviève de Batiscan	J. De Tonnancour	18	0	0
	" "	A. Louval	18	0	0
	" "	J. Quissy	18	0	0
	" "	J. Fournier	18	0	0
	" "	J. B. Prevost	18	0	0
	" "	E. Piché	18	0	0
	" "	C. St. Cyr	18	0	0
	" "	F. Piché	18	0	0
	Paroisse St-Stanislas de Batiscan	J. Gauthier	18	0	0
	" "	N. Gauthier	18	0	0
	" "	L. Brousseau	18	0	0
	" "	V. Leblanc	18	0	0
	Paroisse Ste-Anne de la Pérade	B. Searle	18	0	0
	" "	R. O'Donnell	18	0	0
	" "	P. J. Maitron	18	0	0
	" "	J. O. Paquet	18	0	0
	" "	J. Lemaitre	18	0	0
	" "	T. Boisverd	18	0	0
	Paroisse Cap de la Madeleine	Frs. Rocheleau	18	0	0
Sherbrooke	Canton Ascot	C. Farnham	18	0	0
	"	L. Farnham	18	0	0
	"	J. Blodget	18	0	0
	"	E. Kellum	18	0	0
	"	S. Blodget	18	0	0
	"	L. Burchard	18	0	0
	Canton Eaton	A. French	18	0	0
	"	A. M. French	18	0	0
	"	S. Pope	18	0	0
	"	E. Laberré	18	0	0
	Canton Windsor	E. A. Ellis	18	0	0
	Canton Dudswell	E. Cummings	18	0	0
	"	S. Lathrop	18	0	0

LISTE des écoles primaires dans les campagnes du Bas-Canada, recevant des subventions, etc.—*Suite.*

DISTRICT DE GASPÉ.

Comtés.	Paroisses, canton ou seigneurie.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel.		
			£	s.	d.
Gaspé	Douglas Town	B. Connelly	18	0	0
	New Richmond	C. McGinnis	18	0	0
	Township Maria	A. Bernard	18	0	0
	Township de Carleton	P. Quinn	18	0	0
	New Carleton	A. Gagnon	18	0	0

NOTE.—La plupart des instituteurs des écoles primaires dont les noms paraissent dans la liste précédente ont reçu jusqu'au 31 décembre dernier, en sus de leur traitement fixe de £18, une allocation de 9s. sterling par année pour chaque élève, enfant de parents pauvres, instruit gratuitement. Le montant des traitements et allocations payés pendant l'année finissant le 31 décembre 1831, est de £25,570 sterling. Depuis cette date le public n'a à payer à chaque instituteur dans les campagnes que le traitement de £18 sterling, par année.

ETAT des écoles sous la direction du Collège Royal.

Localité.	Noms des instituteurs.	Salaire annuel sterling.		
		£	s.	d.
Trois-Rivières	Selley Bivin	40	10	0
Ascot	L. D. Hyatt	18	0	0
St-Armand	Horatio Throop	18	0	0
Baie St-Argenteuil	George Summers	18	0	0
St-Andrews	George Armstrong	27	0	0
Barnston—				
(District de Sutton)	Moses Lee	18	0	0
(" Bellow)	Moses Field	18	0	0
(" Doolittle)	Charles Merriman	18	0	0
(" Central)	Richard Hoitt	18	0	0
Brompton	Robert Moode	18	0	0
Cap-Santé	L. C. A. de St. George	22	10	0
St-Charles la belle Alliance	John C. Neil	18	0	0
Chatham	John McDonald	18	0	0
Chute Road	Duncan Calder	13	10	0
Compton—				
(District de Sleeper)	Hugh Kennedy	18	0	0
(" Bowen)	Alfred Field	18	0	0
(" Carr)	H. Bill	18	0	0
(" Steven)	S. Cheney	18	0	0
(Moulin de Ball)	C. Pennoyer	18	0	0
(District Central)	R. Dearborn	18	0	0
Coteau du Lac	W. Irvine	27	0	0
Chambly	J. Adams	22	10	0
Cape Cove	W. Tilley	18	0	0
Dunham (District Nord)	Calvin Millington	18	0	0
" (" Ouest)	William Smith	18	0	0
" (" Central)	Silas England	18	0	0
Drummondville	D. Eddelstone	20	5	0
Eaton	T. R. Oughtred	18	0	0
Granby	Sewell Goodridge	18	0	0
Grenville	Archd. McCallum	18	0	0
St-George (Coteau du Lac)	J. W. Bruce	18	0	0

ETAT des écoles sous la direction du Collège Royal—*Fin.*

Nom.	Nom de l'instituteur.	Salaire annuel sterling.		
		£	s.	d.
Gaspé (Bras S.-O.)	John Eden	22	15	2
Outlet, Tomifolie	Henry Sterns	18	0	0
Inlet, Tomifolie	H. Bebee	18	0	0
Hatley (District de Kezar)	W. E. Dunbar	18	0	0
" (Charleston)	M. Lawrence	18	0	0
" (District de l'Ancienne Eglise)	C. D. Page	18	0	0
Hull (District de l'Ouest)	William Dodd	18	0	0
Hopetown	Barnabus McGee	22	10	0
St-Jean	James Harrison	18	0	0
Kildare	William Lawler	18	0	0
Lac Maskinongé	William Morrison	18	0	0
Lachine	Rév. Mr Gale	36	0	0
Malbaie	George Hall	18	0	0
Mont Johnson	Peter Lindsay	18	0	0
Melbourne (daus 2 écoles)	D. Thomas	40	10	0
New-Carlisle	William Leonard	31	10	0
Débouché Memphremagog	Moses Copp	18	0	0
Pointe-Lévi	J. A. L. Hérault	27	0	0
Paspébiac	Francis LeBrun	27	0	0
Portneuf	C. Aubrey	22	10	0
Rawdon	Wm. Gordon Holmes	18	0	0
Rivière-Rouge	William Beaton	18	0	0
Saint-Thomas	Antoine Côté	45	0	0
Stanstead (District de Rose)	L. Steele	11	5	0
" (" Baynton)	J. Shirtliff	18	0	0
" (" Jones)	B. Rogers	18	0	0
" (" Moulton)	D. Lee	15	15	0
" (" l'Eglise)	Silas Mack	18	0	0
Stanbridge	C. R. Vaughan	18	0	0
Rivière S.-O., Ste-Marie	Wm. Rainsford	22	10	0
Shefford	N. Dennison	18	0	0
Stukeley	Sheppard Parker	18	0	0
Terrebonne	F. X. Valade	22	10	0
Haute Chute	George Gray	13	10	0
Williamstown	N. McLeod	27	0	0
Montagne de Yamaska, (extrémité Nord)	Chas. Bradford	18	0	0
" (" Sud)	Wm. Fellows	18	0	0
Frelighsburg	Leonard Whitney	27	0	0
		1,415	10	2

N° 4.—Rapport du Comité de l'Assemblée du Haut-Canada.

(Archives, série Q., vol. 377, p. 60.)

Dans l'accomplissement de ses devoirs et dans le but de proposer des mesures qui, à son avis, favoriseraient la diffusion de l'instruction parmi la jeunesse et les enfants de la province, d'après un plan acceptable par toutes les classes de la population du Haut-Canada, le comité chargé d'étudier la question de l'éducation et des terres affectées au soutien des écoles, a l'honneur de représenter très respectueusement que :—

Au premier examen de la question qui lui était soumise, le comité a été frappé du désir unanime d'établir une université, manifesté de tous temps par les autorités législatives et provinciales. Ce désir était exprimé dans la requête des deux Chambres présentée au Roi en 1797. La création d'une université a été fortement recommandée par le gouvernement exécutif, les juges et les jurisconsultes de la Couronne, en 1798. En 1806, la législature, afin de prouver que l'enseignement du grec et du latin ne suffisait pas, même à cette époque, fit tout ce que ses ressources restreintes lui permettaient et fournit quelques instruments pour permettre d'enseigner les sciences physiques aux jeunes gens et leur donner, avant leur entrée dans le monde, des connaissances plus étendues qu'ils n'en pouvaient puiser dans les écoles ordinaires. L'établissement d'une université fut de nouveau l'objet de commentaires favorables, en 1820, et la législature, qui était le corps le plus au courant des besoins de la province, se montra fort désireuse de voir ce projet se réaliser à brève échéance. En 1825, tant de jeunes gens se destinaient aux carrières libérales que le gouvernement exécutif crut qu'on ne pouvait pas, sans causer un tort considérable à la province, différer plus longtemps la création d'une université, et il demanda, en conséquence, à Sa Majesté, une charte royale qui fut accordée en 1827, à des conditions aussi larges, dit-on, que le gouvernement d'alors consentit à accorder, mais qui furent loin de donner satisfaction à cette honorable Chambre.

Votre comité ne tient pas à rechercher pourquoi la charte n'a pas été modifiée il y a longtemps de la manière voulue, ni pourquoi les édifices nécessaires n'ont pas été construits et l'enseignement de la littérature et des sciences n'a pas été donné, à la condition expresse que les changements requis seraient faits ; toutefois, il ne saurait s'empêcher de regretter ce retard qui a causé un tort irréparable à la jeunesse de la province. Plusieurs en ont déjà souffert ; plusieurs en souffrent aujourd'hui ; et, quelques mesures que l'on prenne pour hâter la création d'une université, plusieurs seront à jamais privés des avantages que celle-ci leur aurait procurés.

Comprenant qu'un tel établissement est d'une nécessité absolue, que chaque jour de retard cause un tort irréparable à la jeunesse de cette florissante colonie, et qu'il y a peu d'espoir que le gouvernement de Sa Majesté modifie la charte promptement et efficacement, votre comité recommande à cette Honorable Chambre de se saisir immédiatement de l'affaire et de faire subir à la dite charte les amendements qu'elle jugera à propos.

Pendant qu'il examinait les changements nécessaires, l'attention de votre comité a été appelée sur certaines résolutions adoptées par cette Honorable Chambre, en 1829, résolutions renfermant les modifications censées nécessaires pour améliorer le collège et pour en faire peut-être le meilleur établissement d'éducation du continent.

Votre comité est très heureux de déclarer qu'après mûre délibération, il a résolu de recommander à cette Honorable Chambre d'adopter ces mêmes modifications, sauf de légers changements nécessaires pour obtenir de grands et durables avantages. Dès le début, votre comité résolut de ne recommander que les modifications qui lui sembleraient nécessaires pour mettre l'université sur un bon pied d'efficacité, et de prouver qu'il ne s'attachait qu'aux questions de principe et qu'il n'obéissait à aucun motif d'intérêt personnel. Par conséquent, il n'entend pas intervenir dans aucune nomina-

tion, si ce n'est dans le choix de l'inspecteur ; et, il n'aurait pas fait de changement quant à celui-ci, s'il ne lui avait pas semblé déplacé qu'une personne si souvent absente de la province remplît un poste aussi important. Il est une chose que votre comité croit qu'il est essentiel de ne pas perdre de vue, à savoir, le soin de conserver à l'université son caractère d'établissement royal et les pouvoirs et l'honneur que la charte émanant du Roi confère et qui ne sauraient être obtenus autrement ; aussi recommande-t-il à votre Honorable Chambre de ne pas perdre cette considération de vue pendant l'examen du bill qui sera soumis avec les présentes, car ce serait payer bien cher toute modification qui mettrait ces avantages en jeu.

Ayant ainsi exposé les motifs qui l'ont guidé, votre comité n'a plus qu'à soumettre un bill renfermant les modifications nécessaires, puisées pour la plupart dans les résolutions de 1829, et préparées par un comité d'une habileté reconnue, jugeant que cette Honorable Chambre sait que, sous l'empire de la présente charte, les chrétiens de toutes croyances peuvent avoir accès à la corporation du collège du Roi, que les professeurs, sauf ceux qui seront nommés membres du conseil du collège, pourront professer n'importe quelle religion chrétienne, et que personne n'est exclu de la participation à ce qu'on peut appeler les avantages essentiels offerts par l'université. Toutefois, votre comité laisse autant que possible la charte telle quelle et il s'est appliqué à faire disparaître les dispositions qui soulevaient à bon droit des objections au moyen d'une stipulation particulière qu'il recommande instamment à cette Honorable Chambre d'adopter.

Le tout respectueusement soumis,

M. BURWELL,
Président.

SALLE DU COMITÉ, CHAMBRE D'ASSEMBLÉE,
21 novembre 1832.

N° 5.—BILL MODIFIANT LA CHARTE DU COLLÈGE DU ROI.

(Archives, série Q., vol. 381, p. 701.)

Attendu qu'il a plu à Sa feue Majesté le Roi Georges IV de délivrer ses lettres patentes, datées à Westminster, le quinzième jour de mars, dans la huitième année de son règne.

Et attendu qu'il semble nécessaire d'apporter certains changements aux dites lettres patentes, afin de les rendre conformes au vœu et à la situation de la colonie, et afin que la dite charte produise les résultats qu'on avait en vue—Qu'il soit, etc. Que, nonobstant aucune disposition contraire contenue dans la dite charte, après que la dite université aura été établie, lors de toute nomination future d'un gouverneur, d'un lieutenant-gouverneur ou de toute personne administrant le gouvernement de la province, tel gouverneur, lieutenant-gouverneur ou telle personne administrant le gouvernement ne sera pas *ex-officio* chancelier de la dite université, mais sera chancelier d'icelle telle personne que l'Assemblée de la dite université choisira, et que les juges de la cour du Banc du Roi seront pour le moment, pour le Roi et en son nom, inspecturs du dit collège aux lieu et place du lord évêque du diocèse de Québec, et que le président de la dite université, advenant dorénavant une vacance, sera nommé par Sa Majesté, ses hoirs et successeurs, sans qu'il soit nécessaire que l'élu soit le titulaire d'aucune charge ecclésiastique. Et que les membres du collège réunis en conseil, y compris le chancelier et le président, seront au nombre de douze, quatre desquels seront l'Orateur de chacune des deux Chambres de la législature de la province, le procureur général ainsi que le solliciteur général de Sa Majesté, alors en fonction, et les autres seront les six plus anciens professeurs des arts et des facultés du dit collège, et si, en aucun temps, il n'y a pas dans icelui six de ces profeseurs, et jusqu'à ce que des professeurs soient nommés, le conseil sera complété par des

membres choisis comme il est dit dans la dite charte, sans toutefois qu'il soit nécessaire qu'aucun membre du conseil du dit collège ou aucun professeur, nommé en aucun temps, soit membre de l'Eglise d'Angleterre ou admette aucun article de foi,—et, de plus, sans qu'aucune personne admise ou immatriculée en qualité d'étudiant dans le dit collège ou les personnes promues à aucun degré ou à aucune faculté dans icelui, soient soumises ou tenues à aucune épreuve relativement à sa croyance.

Et attendu qu'il est expédient que le collège intermédiaire ou collège du Haut-Canada, récemment construit dans la ville de York, soit uni et affilié à la corporation du Collège du Roi—En conséquence, qu'il soit, etc.—Que le dit collège intermédiaire ou collège du Haut-Canada sera uni et affilié à la corporation du Collège du Roi et sera soumis à sa juridiction et à sa maîtrise.

Et qu'il soit, etc.—Que le principal du dit collège intermédiaire ou collège du Haut-Canada sera nommé par le Roi, qui pourra le révoquer à volonté, et que le dit principal sera *ex-officio* membre du conseil de la corporation du Collège du Roi.

Et qu'il soit, etc.—Que le sous-principal et les précepteurs du dit collège seront nommés par le chancelier de la corporation du Collège du Roi, sujet à la confirmation ou au désaveu du conseil d'icelle.

Et qu'il soit, etc.—Qu'il sera loisible au chancelier de la dite université, alors en fonction, de suspendre ou congédier soit le sous-principal, soit les précepteurs du dit collège intermédiaire ou collège du Haut-Canada, pourvu que cette suspension ou ce renvoi soit recommandé par le conseil de la dite Université et que les motifs de cette suspension ou de ce renvoi soient inscrits au long dans les livres du dit conseil.

N° 6.—Extrait du rapport du Comité.

(Archives, série Q., vol. 381, p. 704.)

Votre comité avait l'intention de clore cette communication et de conserver pour son prochain rapport les renseignements qu'il avait recueillis concernant le collège du Haut-Canada, mais, dès qu'il résolut de comprendre les écoles de district du district de Home dans son plan d'ensemble, il lui a semblé préférable de recommander d'affilier le collège du Haut-Canada à la corporation du Collège du Roi et il a, en conséquence, préparé certains articles dans le dessein de les ajouter au bill qui accompagnait son premier rapport et dont cette Honorable Chambre est aujourd'hui saisie, bill qui a pour but de modifier la charte de cet établissement royal. Plusieurs raisons majeures ont porté votre comité à suivre cette ligne de conduite :

1° La législature, en adoptant cette mesure concernant le collège du Haut-Canada, se conformera aux intentions du fondateur de cet établissement, car il ressort des témoignages unanimes en la possession du comité que ce collège est, et a toujours été, considéré comme une dépendance de la corporation du Collège du Roi.

2° Les habitants du district de Home n'auront aucun juste sujet de plainte, car ils auront dorénavant leur propre école de district, qui leur offrira les mêmes avantages dont jouissent les autres districts.

3° En considérant le Collège du Haut-Canada comme une dépendance de l'université, votre comité est porté à croire qu'il faudra parfois adopter un cours d'études plus élevé, comme préparation à l'enseignement supérieur qui sera donné dans le Collège du Roi, ce qui n'est ni utile, ni nécessaire, dans les écoles de district.

4° Qu'il peut être utile de recommander, à quelques habitants de cette province et à quelques-uns de nos compatriotes de la mère-patrie, qui viennent chaque jour parmi nous et qui préfèrent naturellement les méthodes suivies en Angleterre, d'être plus exigeants sur le chapitre des classiques.

5° Vu qu'on continue à y donner un enseignement purement classique et vu les prix modiques qu'on y exige, les parents sont libres de choisir entre ce collège et les écoles de district.

6° Votre comité a été d'autant plus enclin à approuver cet arrangement que celui-ci obviait à la nécessité de proposer des changements dans le Collège du Haut-Canada, mesure qui lui répugnait parce que les droits des présents instituteurs, tant que ces derniers n'auraient pas été casés, compliquaient singulièrement leur tâche.

En résumé, votre comité croit qu'il est avantageux pour la province d'affilier le Collège du Haut-Canada à l'université, comblant ainsi une lacune qui existait dans son beau système d'éducation. Au cas où des modifications seraient nécessaires, elles seront plus promptement opérées par le conseil de la corporation du Collège du Roi, vu surtout que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, qui s'est montré très désireux de favoriser l'éducation de la jeunesse de la colonie, est le fondateur du collège du Haut-Canada, et qu'à titre de chancelier de l'université il sera plus en état de peser et d'exécuter les changements censés avantageux.

Le tout respectueusement soumis,

M. BURWELL,
Président.

SALLE DE COMITÉ,
EDIFICE DE LA CHAMBRE D'ASSEMBLÉE,
13 décembre 1832.

N° 7.—ADRESSE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Archives, série Q., vol. 381, p. 679.)

A Sa Très Excellente Majesté le Roi,
Très Gracieux Souverain :

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, les membres des Communes du Haut-Canada, réunis en parlement provincial, demandons humblemnt d'avoir accès auprès de Votre Majesté afin de lui exprimer le plaisir que nous a causé la nouvelle transmise par le principal secrétaire d'Etat de Votre Majesté pour les colonies à l'effet qu'il a plu à Votre Majesté, en réponse à notre adresse du 23 décembre 1831, de manifester le désir que les sommes provenant de la vente des terres scolaires qui n'ont pas encore été aliénées soient versées entre les mains du receveur général, pour servir aux fins de l'éducation de la manière qu'indiquera la législature.

Nous devons informer Votre Majesté qu'il appert d'un état transmis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur, que le total des terres réservées pour les fins de l'éducation s'élevait à 740,275 acres, dont il semble qu'on ait disposé ainsi :

	Acres.
A des particuliers....	170,719
A la Corporation du Collège du Roi......	225,944
Au Collège du Haut-Canada....	66,000
Aux arpenteurs pour frais d'arpentage....	19,282
Laissant pour le maintien des établissements classiques....	258,330
	740,275

Il est donc évident qu'il ne reste plus qu'une partie insignifiante de la réserve totale faite dans un but qui, dans l'esprit des membres de la législature qui, en l'année 1797, présentèrent une requête à Sa feue Majesté, ainsi que dans l'esprit du royal donateur, l'emportait sur tout autre et méritait une dotation beaucoup plus considérable. Des terres encore affectées aux fins de l'éducation dans les différents districts de la province, 186,902 acres sont situées dans les cantons de Shefford, Bedford, Merlin et Proton, et sont censées être de fort mauvaise qualité si on les compare aux terres qui ont été aliénées. Par conséquent, les revenus que pourra produire leur vente seront insuffisants pour accomplir le but que le gouvernement de Sa Majesté avait en vue, lorsqu'il a accordé la requête conjointe de la législature demandant un octroi gratuit de terres pour fonder d'abord des écoles gratuites de grec et de latin

dans les différents districts, puis dans la suite des temps d'autres établissements d'éducation plus considérables et plus complets.

Nous ferons de plus observer à Votre Majesté qu'il ressort de l'examen de l'état mentionné que, pour doter le Collège du Roi et pour d'autres fins, on a échangé des terres scolaires, ce qui a eu pour résultat de tellement réduire l'octroi gratuit que les légitimes espérances de la population de la province ne pourront jamais se réaliser, si le gouvernement de Votre Majesté n'intervient pas pour lui rendre les terres affectées par l'auguste père de Votre Majesté à la dotation et à l'entretien des écoles classiques de district et pour, dans la suite des temps, fonder d'autres établissements d'éducation plus considérables et plus complets.

La fondation dans la capitale de la province d'une université dotée de la plus grande partie de toutes les terres affectées aux fins de l'éducation peut être très avantageuse pour la population du voisinage ainsi que pour les plus riches habitants demeurant au loin, mais elle ne répond pas au but que poursuivait l'auguste père de Votre Majesté en octroyant ces terres, car les habitants qui sont établis dans les parties reculées du pays n'ont pas la chance de procurer à leurs fils un cours d'instruction préparatoire, en supposant qu'il n'y aurait pas d'autre obstacle pour les empêcher d'envoyer ces enfants fréquenter l'université à plusieurs centaines de milles de distance.

Ces raisons et plusieurs autres qui pourraient être invoquées nous obligent à représenter à Votre Majesté l'injustice grave d'une mesure qui prive la population du Haut-Canada de ce généreux octroi de terres affectées à la diffusion de l'instruction, par la dotation d'écoles gratuites pour l'enseignement du grec et du latin dans les différents districts ; et nous croyons nécessaire d'apprendre à Votre Majesté qu'on a jusqu'ici négligé le but premier qu'on avait en vue lorsque ces terres ont été réservées, et que la plus importante partie d'icelles, et la meilleure de beaucoup, a été aliénée pour la fondation immédiate d'un établissement aux besoins duquel, non seulement dans l'intention des signataires de la requête conjointe de la législature en l'année 1797, mais selon le désir exprimé dans la réponse de Sa Majesté, on ne devait pourvoir qu'après que les écoles classiques auraient été établies.

Nous ne voulons pas abuser de la patience de Votre Majesté, mais ce sujet à notre avis intéresse tellement les fidèles sujets de Votre Majesté dans cette province que nous nous croyons tenus, par le plus sacré de nos devoirs en tant que représentants du peuple, d'apprendre à Votre Majesté que les édifices du Collège du Haut-Canada construits à York sont assez spacieux pour y loger aussi une université, qu'ils devraient par conséquent servir à cette fin, empêchant par là la dépense considérable qu'occasionnerait la construction de nouvelles bâtisses pour servir à la corporation du Collège du Roi, et que le collège du Haut-Canada peut dans les circonstances être appelé à juste titre " La Corporation du Collège du Roi " et être instituée civilement et pourvue comme telle par la législature de la province, à même le revenu général provenant de la vente des terres scolaires.

Nous supplions donc humblement Votre Majesté de prendre les mesures que Votre Majesté, en justice pour la population du Haut-Canada, jugera convenables pour rendre au fonds des écoles les terres originairement réservées pour les fins ci-dessus mentionnées, ainsi que les recettes provenant de celles qui ont été vendues ou louées par la corporation du Collège du Roi ou le gouvernement exécutif, et, quand la remise des terres sera impraticable comme dans le cas de vente à des particuliers, de faire accorder un crédit d'une valeur égale ; et nous désirons aussi manifester à Votre Majesté l'espoir qu'il plaira à Votre Majesté de nommer des commissaires chargés d'établir la valeur des terres qui pourront être octroyées en échange de celles qui ont été aliénées.

EDIFICE DE LA CHAMBRE D'ASSEMBLÉE,
Quatrième jour de décembre 1833.

ARCH'D McLEAN,
Orateur.

N° 8.—Présence au Collège du Haut-Canada.

(*Archives, série Q, vol.* 377-1, *p*, 134.)

——	Nombre de garçons sur la liste du collège durant le trimestre finissant aux dates ci-mentionnées.	Nombre d'admissions durant chaque trimestre.	Nombre total chaque semestre.
20 mars 1830	89	89	
10 juin	106	18	107
Août	105	4	
Noël	119	20	24
20 mars 1831	124	15	
10 juin	124	7	22
16 août	126	10	
Noël	109	10	20
20 mars 1832	107	9	
10 juin	106	3	12
14 août	104	7	
A cette date en décembre.-	106	19	26

JOSEPH H. HARRISON,
Principal.

Collège du H. C.
Décembre 1832.

N° 9.—Nombre d'élèves dans les degrés respectifs du collège.

(*Archives, série Q, vol. 377-1, p. 135.*)

——	Ecole prépar.	1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degr
20 mars 1830	45	14	12	12	9	2	......	
10 juin	43	14	13	13	10	2	....	
16 juin	33	19	16	18	10	3	....	
Noël	39	23	22	19	9	5	....	
						2e div.	1re div.	
20 mars 1831	40	20	19	20	9	10	2	
10 juin	38	20	17	18	9	9	2	
16 août	28	28	24	20	8	10	3	
Noël	26	27	25	13	8	6	2	
							6e degré	
20 mars 1832	15	25	20	17	9	6	3	
10 juin	20	27	19	17	9	6	2	
14 août	15	24	23	16	7	5	3	
A cette date au 1er décembre	23	23	24	16	10	4	3	

JOSEPH H. HARRISON,
Principal.

1er décembre 1832.

N° 10.—Mémoire du Dr Strachan.

(Archives, série Q., vol. 381, p. 685.)

Plaise à Votre Excellence:

En parcourant l'adresse de la Chambre d'Assemblée à Sa Majesté au sujet des Terres des Ecoles et de l'Université de "King's College," je découvre une erreur relativement à la quantité. Douze townships ont été réservés, en 1798, pour le support d'une université et d'écoles secondaires, lesquels, y compris les Réserves de la Couronne et du clergé, donneraient à peu près le nombre d'acres mentionné, mais comme ces réserves ne furent pas comprises, mais au contraire déduites, la véritable appropriation faite fut de 549,217 acres, c'est-à-dire douze townships en dehors des Réserves de la Couronne, et non de 740,275 acres tel que dit dans l'adresse. Ou bien encore, pour ne pas avoir tenu compte de divers échanges de parties de la première réserve pour d'autres terres, l'Assemblée a compté le tout, et c'est probablement là la cause de l'erreur, vu que la quantité mentionnée paraît être empruntée à un rapport du bureau de l'arpenteur général, en date du 10 décembre 1832 et rendant compte de cet échange.

On se hâte de supposer que les meilleures parties de l'appropriation originale furent échangées ou aliénées pour des terres d'une valeur inférieure ; or, on verra que c'est le contraire qui est la vérité. Il a plu au gouvernement de Sa Majesté d'échanger 225,944 acres de Réserves de la Couronne dont l'Université de "King's College" était dotée, pour un même nombre d'acres faisant partie de l'appropriation originale pour les Terres des Ecoles, mais les parties ainsi échangées passaient pour être les moins bonnes de cette appropriation.

En rapport avec la plainte que les écoles secondaires n'ont pas été établies et dotées à même ces terres, il importe de remarquer que, pendant plusieurs années, le développement de la colonie a été si lent que, étant donné le bas prix de la terre, une ou deux écoles secondaires auraient absorbé toute l'appropriation. Par conséquent, en 1807, la législature fut amenée à établir une école secondaire dans chaque district, avec un salaire de £100 pour chaque maître, payé à même le Revenu de l'Intérieur. Le but était d'augmenter l'efficacité de ces écoles à même le produit des Terres des Ecoles, quand celles-ci auraient pris de la valeur, et d'en multiplier le nombre à mesure que les établissements augmenteraient.

Quant au reproche que la dotation de l'Université de "King's College" dépasse de beaucoup trop l'appropriation originale, il suffira peut-être de répondre qu'il fut, dès le début, projeté d'accorder ½ pour doter l'université et ½ pour doter les écoles secondaires, mais la dotation donnée à l'université est réellement beaucoup moindre que ½ et, par conséquent, il reste pour la dotation des écoles secondaires une plus forte portion que celle qu'on avait eu, à l'origine, l'intention de donner.

Les écoles secondaires, maintenant au nombre de douze, ont été et sont encore d'un grand avantage pour la province ; et la balance des terres, avec l'argent provenant des parties vendues, suffisent amplement à les doter d'une façon libérale. Et il ne paraît pas y avoir de raison valable pour que cela n'ait pas été fait à la dernière session, vu que le tout était mis à la disposition de la législature.

Relativement à toute remise des terres dont l'Université de "King's College" et son affilié, le Collège du Haut-Canada, ont été dotés, elles sont sous brevet et on ne peut y toucher sans mettre en question tout titre de propriété dans la province ; puis il n'y a aucune nécessité de faire cela. Les deux institutions sont essentielles pour l'éducation de la jeunesse de cette grande colonie, et si d'autres institutions étaient considérées nécessaires, il est juste de croire que Sa Majesté l'apprenant, il lui plairait d'accorder à ces institutions une dotation convenable à même les terres inoccupées de la Couronne.

Le grief soulevé contre l'endroit où se trouve l'université l'est évidemment sans réflexion. Il faut qu'elle soit située dans quelque localité, et il est de toute évidence que le voisinage de la capitale est la localité la plus centrale et la plus commode pour tous les habitants de la province. Puis, grâce au mode rapide de voyager qu'offre la vapeur, il suffit d'un temps très court et de peu de frais pour y venir des parties les plus éloignées de la province.

Relativement à la suggestion faite par l'Assemblée que le Collège du Haut-Canada soit incorporé à l'Université de "King's College," il nous fait plaisir de dire que cela est déjà fait, conformément au désir de Votre Excellence. Une école secondaire ou Collège royal, tel que Eton, Westminster, Winchester ou Rugby, est la plus utile et la plus convenable annexe au "King's College" pour lui fournir des étudiants classiques bien formés et devenir un endroit où les jeunes gens des autres écoles secondaires de la colonie puissent aller pour perfectionner leur cours classique et être mis en mesure de profiter de l'enseignement supérieur que doit donner l'université. Le collège du Haut-Canada est bien organisé pour accomplir tout cela, mais les édifices construits pour cette institution, bien que suffisants pour elle-même, n'offrent pas plus d'accommodation que ce qui lui est nécessaire, et par conséquent, il n'y a pas une seule pièce à partager avec le "King's College".

L'adresse est étrangement inconséquente quand on la met en regard des rapports de 1883 et de 1884 du comité de l'éducation et des sentiments exprimés par la législature au cours des années précédentes. Et il n'existe pas davantage de raisons valables pour se plaindre, et encore moins pour s'immiscer dans les affaires de dotations faites à l'Université du "King's College", car, tel qu'il appert par la lettre du duc de Portland, écrite en novembre 1797, le gouvernement de Sa Majesté se serait promptement rendu aux vœux de la législature en faisant des octrois additionnels pour le bénéfice de l'éducation s'ils avaient été jugés nécessaires—il n'y a pas de doute à ce sujet—mais le gouvernement actuel de Sa Majesté est également disposé à se rendre à toute demande raisonnable de la législature pour d'autres appropriations de terres aux mêmes fins. Donc, au lieu de déranger des institutions déjà établies, la vraie politique, et la plus satisfaisante pour tous les intéressés, serait de leur permettre de continuer leur œuvre sans les troubler et, non seulement de les améliorer à mesure qu'on découvrirait leurs défauts pratiques, mais de fonder d'autres institutions similaires chaque fois que le caractère ou l'augmentation de la population le requerrait. Et de quelle façon plus populaire et plus utile peut-on disposer des terres inoccupées de la Couronne qu'en promouvant l'instruction publique et en fondant des établissements féconds en bienfaits.

Le tout humblement soumis,
JOHN STRACHAN, D.D., LL.D.,
Président de l'Université de "King's College" et archidiacre de Toronto (autrefois York).

Son Excellence,
Sir JOHN COLBORNE, C.C.B.,
Toronto, 11 avril 1834.

N° 11.—SIR JOHN COLBORNE À M. E. G. STANLEY.

(Archives, série Q., vol. 381, p. 664.)

TORONTO, 26 avril 1834.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de transmettre une adresse au roi votée par la Chambre d'Assemblée, priant Sa Majesté de faire prendre des mesures dans le but de placer sous le contrôle de la législature l'étendue de terre originairement réservée pour

le support d'écoles secondaires gratuites et autres séminaires et de faire une appropriation égale en valeur aux terres qui ont été alienées par la corporation du " King's College " ou par le gouvernement exécutif.

Je crois nécessaire, en transmettant cette adresse, de faire observer que le Conseil législatif et la Chambre d'Assemblée ont, en 1797, envoyé une adresse au roi demandant qu'une partie des terres inoccupées de la Couronne fut appropriée à l'établissement et au support d'une école secondaire dans chaque district et d'un collège ou université pour l'instruction de la jeunesse dans les différentes branches des sciences libérales ; qu'en réponse à l'adresse le sécretaire d'Etat pour les colonies fit connaître l'intention d'ordonner d'établir des écoles secondaires dans les districts où elles étaient demandées et, en même temps, des séminaires d'une nature plus vaste et plus étendue pour promouvoir l'enseignement religieux et moral et l'étude des arts et des sciences ; et il ordonna de consulter le Conseil exécutif et les officiers en loi à ce sujet. Qu'en conséquence de ces instructions, le gouvernement exécutif recommanda en 1798 de réserver douze townships, environ 549,207 acres, en dehors des réserves de la Couronne et du clergé.

Aucun des townships mis en réserve pour les fins d'éducation ne fut aliéné avant 1823, alors que lord Bathurst autorisa la formation d'un bureau général de l'éducation et une partie de ce Bureau à s'occuper de prélever des fonds pour l'établissement d'écoles de townships sous la direction du Bureau.

En 1827, le gouvernement de Sa Majesté accorda 225,944 acres des Réserves de la Couronne pour doter l'Université de " King's College ", et ordonna pour remplacer cette concession, le transport d'un même nombre d'acres de terres des écoles de townships à la Couronne.

Les réserves de la Couronne données à la corporation du " King's College " étant presque toutes louées et consistant en lots détachés dans les vieux townships et dans ceux colonisés depuis quelque temps, avaient une grande valeur. Sans cette dotation, ces réserves seraient probablement devenues la propriété de la Compagnie du Canada, en commun avec le reste des réserves de la Couronne dans les townships arpentés également cédées en 1827 ; mais en toutes circonstances, ces réserves auraient été échangées pour des terres des écoles de townships.

Si, donc, le nombre d'acres concédées à la corporation du " King's College " devait être considéré comme injustement soustrait de la quantité de terre réservée en 1798, par le gouvernement exécutif, conformément aux instructions communiquées dans les dépêches du secrétaire d'Etat, il est évident que la valeur des réserves de la Couronne qui furent cédées en 1827 par faveur spéciale pour l'établissement d'une université ne peut donner à la législature provinciale aucun titre additionnel quant à la valeur des terres qu'on croit présentement sage de réserver pour les fins d'éducation, conformément aux vœux de l'Assemblée exprimés dans l'adresse ci-jointe.

Dans le rapport ci-joint de l'archidiacre Strachan, il est dit que pendant de nombreuses années le prix de la terre dans la colonie était si bas que même une ou deux écoles secondaires n'auraient pu recevoir un support sérieux sans absorber toute l'appropriation autorisée par le gouvernement de Sa Majesté, et que, pour cette raison, la législature fut amenée à accorder £100 par année pour l'établissement d'une école secondaire dans chaque district.

De la concession originale de 549,217 acres, il en reste environ 240,000 qui sont mises, d'après les nstiructions du gouvernement de Sa Majesté, à la disposition de la législature provinciale. Ce nombre d'acres pourrait être choisi dans les townships où la terre se vend au taux de 12s. 6d. l'acre ; le prix moyen dans les ventes faites par le commissaire des terres de la Couronne dans les townships colonisés qui furent à l'origine mis en réserve, pourrait être accepté comme base par la Couronne, et pour chaque lot dans ces townships qui aurait été aliéné, on pourrait donner instruction au commissaire des terres de la Couronne d'en réserver un d'égale valeur pour être placé sous le contrôle de tout bureau qui peut être nommé par le gouvernement pour surveiller l'administration des terres des écoles.

Toutes causes de griefs disparaîtraient probablement si ces arrangements étaient approuvés, si l'on agissait d'après les suggestions du Conseil exécutif contenues dans le rapport ci-joint, et si la quantité de terres réservées pour les fins d'éducation était augmentée au fur et à mesure que la province semble avoir besoin de dotations plus considérables pour le support de ses écoles.

La charte du "King's College" a été soumise à l'examen de l'Assemblée à chaque session durant les sept dernières années, mais, je le crains, la législature provinciale n'en modifiera pas les articles relatifs à son caractère exclusiviste.

Au sujet de ce que dit l'adresse concernant l'injustice de doter l'université de la plus grande partie des bonnes terres des écoles, je dois faire remarquer que la terre réservée par la Couronne pour remplacer les réserves affermées qui furent cédées au "King's College" fut prise dans les townships éloignées, et, j'en suis persuadé, si on nommait un commissaire habile et actif pour administrer la terre appropriée au support des séminaires d'importance secondaire, les écoles de district pourraient être suffisamment dotées.

On considère généralement comme de beaucoup d'importance pour la colonie que l'université soit en opération, et pour qu'il n'y ait ni retard ni désappointement à l'époque de son ouverture, plusieurs personnes intelligentes sont d'opinion qu'un autre collège soit établi—et abondamment doté—pour les dissentistes ; mais je ne partage pas leur croyance que pareille mesure pourrait être prudemment adoptée, et je suis porté à croire que si leur projet se réalisait il contribuerait à augmenter les différences et les distinctions religieuses qui sont si nuisibles aux intérêts de la province.

Je ne puis espérer qu'il ne puisse être apporté des modifications à la charte du "King's College" si ce n'est par l'intervention directe du gouvernement de Sa Majesté en invitant le chancelier et président du "King's College" à accepter les modifications proposées au conseil du collège, dans le rapport transmis dans ma dépêche, n° 19 du 2 avril 1832, et parmi les modifications proposées par le comité de la Chambre d'Assemblée dans ses rapports du 21 novembre et du 13 décembre 1832, celles qu'on peut juger à propos d'adopter ; et recommandant un arrêté en conseil pour confirmer la charte modifiée, acceptée par le chancelier et le président.

Ci-joints se trouvent les extraits des rapports du comité spécial de la Chambre d'Assemblée, auxquels j'ai fait allusion.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre très obéissant serviteur,
J. COLBORNE.

Le Très Honorable
E. G. Stanley,
Etc., etc., etc.

Le Bureau Colonial à sir John Colborne.

No. 12.—(Archives, série Q., vol. 381, p. 671.)

Sir J. Colborne.

Downing St., 7 janvier.

Monsieur,—J'ai pris connaissance de votre dépêche n° 34 du 26 avril dernier accompagnée d'une Adresse de la Chambre d'Assemblée demandant que toutes les terres originalement réservées dans le Haut-Canada pour l'avancement de l'éducation soient remises, ou, si cela est impraticable dans le cas de terres concédées à des particuliers, qu'une appropriation équivalente soit faite pour remplacer la portion ainsi soustraite.

En examinant attentivement le sujet de cette Adresse, j'ai constaté qu'elle soulevait trois questions : 1° Celle de savoir si les biens réservés pour les fins d'éducation ont été irrégulièrement diminués ; 2° Celle de savoir si la part de ces biens ac-

cordés au " King's College " a été disproportionnée en comparaison du tout, et 3° celle de savoir si les échanges qui ont été faits parfois des terres originairement réservées ont été préjudiciables aux intérêts de la dotation.

L'Assemblée déclare que la réserve entière des terres des écoles se monte à 740,275 acres, lesquelles, dans son opinion, ont été appropriées comme suit :

A des particuliers........	170,719
A l'Université de " King's College ".....	225,944
Au Collège du Haut-Canada......	66,000
Aux arpenteurs en paiement d'arpentage......	19,282
La balance, disponible pour les écoles.....	258,330
	740,275

En faisant cet état, l'Assemblée semble être victime d'une erreur. D'après la communication que vous nous avez adressée, il appert que l'octroi fait en 1798 pour les écoles et les séminaires d'une plus grande importance comprenait 12 townships, et que bien que ces townships, considérés dans toute leur étendue, équivaudraient à une quantité peu éloignée de celle mentionnée par l'Assemblée, tout de même une fois qu'on a fait les déductions nécessaires pour les reserves de la Couronne et du Clergé, ces townships n'excéderaient pas 549,207 acres. (Le Dr Strachan dit 549,217 acres.)

De cette étendue, 291,944 acres sont compris dans les appropriations pour l'Université et le Collège du Haut-Canada, tandis que près de 240,000 acres sont, dans votre opinion, réellement disponibles pour le support et la dotation des écoles. Il ne reste plus à rendre compte que pour 17,263 acres, et l'appropriation de ces acres serait plus qu'expliquée par les octrois qui sont spécifiés par l'Assemblée comme ayant été faits à des arpenteurs pour payer leurs arpentages. Vous m'informez aussi que quelques lots ont été vendus par le Bureau de l'éducation pour les fins, naturellement, en vue desquelles ce Bureau fut formé. Je ne trouve pas un état de la quantité exacte des terres ainsi aliénées ; je ne comprends pas très bien, non plus, la nature de l'allocation qu'on dit avoir été faite aux arpenteurs pour arpentages ; mais il est clair que la quantité de réserve originaire peut être trouvée sans recourir à ces vastes allocations faites à des individus et que porte l'état fourni par l'Assemblée. Ils ont dû, par conséquent, consister en lots donnés en échange pour d'autres au lieu d'être des déductions absolues et non payées à même les terres appropriées à l'éducation.

J'ai confiance que l'explication précédente convaincra l'Assemblée qu'il n'y a pas eu un amoindrissement irrégulier de la quantité de terres réservées en 1798 pour les écoles et les séminaires plus importants. La question de savoir si la part assignée à l'université est disproportionnée en est une à part sur laquelle, suivant l'ordre que je me suis tracé, je devrais maintenant exprimer une opinion. Cependant, quand je réfère aux termes de la dépêche de lord Ripon, en date du 2 novembre 1831, en vertu de laquelle le règlement de l'université a été soumis à la législature pour être examiné et doit être remodelé suivant son avis, je crois qu'il serait prématuré de former un jugement sur la dotation convenable à une institution dont la nature et l'étendue probables ne peuvent être considérées comme finalement déterminées. Je suis confirmé dans cette façon de voir par la réflexion qu'un nouvelle Chambre d'Assemblée va bientôt se réunir, que cette Chambre s'occupera peut-être dès le début de cette question, et qu'une expression de ses sentiments ou que peut-être un acte de la législature concernant le " King's College " peuvent en ce moment être en route à l'adresse du gouvernement de Sa Majesté. Je me bornerai, dans les circonstances, à faire observer que l'établissement d'un " collège ou université pour l'instruction de la jeunesse " est l'un des sujets formant une des demandes contenues dans l'Adresse du Conseil et de l'Assemblée en 1797, et qu'il fût expressément question de l'établissement de séminaires plus considérables que les écoles de districts dans la communication par laquelle Sa Majesté fit connaître son assentiment à cette Adresse. Quelle que soit, par conséquent, la différence d'opinion qui puisse exister quant à la part la

plus juste à consacrer à cette fin, il ne peut y avoir de doute que l'octroi de quelques-unes des réserves pour l'éducation à une université est strictement conforme avec les fins de la dotation, et que le fait d'épuiser la masse totale des terres pour doter les écoles de district constituerait une déviation du but qu'avaient ceux par qui ces terres furent primitivement réservées.

Mais si l'application d'une partie des réserves pour l'éducation à la dotation d'une université ne peut pas être considérée comme un détournement de leur usage régulier, on pourra difficilement nier que l'échange au moyen duquel elles ont été ainsi appliquées n'ait été hautement avantageux. Sa Majesté a repris 225,944 acres venant des terres des écoles de townships et, à leur place, a octroyé à la corporation du "King's College" un nombre égal d'acres provenant des Réserves de la Couronne, la plupart sous bail, dans les townships anciens et habités, où la terre avait une grande valeur. On peut donc présumer, comme vous en faites la remarques justement, que, si cette dotation n'avait pas été faite, les mêmes réserves seraient devenues la propriété de la Compagnie du Canada en commun avec le reste des Réserves de la Couronne dans les townships arpentés, ou, dans tous les cas, n'auraient jamais été échangées pour des terres de valeur inférieure comme celles des écoles de townships. Relativement aux différents autres échanges de terres d'écoles qui ont été effectués, loin comme je le suis des lieux, je ne pourrais qu'avec beaucoup de répugnance adopter une opinion. Tout de même, je ne peux laisser passer une déduction qui peut être tirée de la déclaration d'une haute autorité locale très au courant de la question. Je trouve ce qui suit dans le rapport du Conseil exécutif sur les Réserves des Ecoles, en date du 29 avril 1831, "que la réserve originale constituait un choix non judicieux, premièrement parce qu'elle était confinée à trois districts ; deuxièmement parce qu'elle se composait de townships entiers ; troisièmement parce que plusieurs de ces townships offrent une terre très ordinaire et même des étendues totalement impropres à la culture". Il est difficile de lire cette remarque sans arriver à la conclusion que, sauf le cas d'une mauvaise administration flagrante, les échanges de terres si mal situées ne peuvent pas avoir été préjudiciables aux intérêts pour la promotion desquels elles avaient été réservées.

Ayant ainsi exprimé mes vues sur les principaux points soulevés dans l'Adresse du 4 décembre 1833, il ne me reste plus qu'à vous communiquer la gracieuse permission de Sa Majesté d'adopter une mesure proposée par moi-même, laquelle, je l'espère, sera acceptable à l'Assemblée. De l'octroi original de 549,217 acres, il reste en disponibilité environ 240,000 acres qui ne sont pas très avantageusement situées, et je viens vous autoriser, si l'Assemblée ne s'y refuse pas, à choisir ce même nombre d'acres dans les townships habités (dans lesquels, d'après votre information, la terre se vend au taux de 12s. 6d. l'acre) et de remetrre à la Couronne pour remplacer ces terres tout ce qui reste de disponible de terres des écoles de townships. On voit de suite le gain que pareille transaction procurerait pour la dotation des écoles ; et j'espère que cette offre libérale sera considérée comme preuve de l'importance qu'attache Sa Majesté à la grande question de l'instruction de la population du Haut-Canada.

La même peut servir, comme vous en faites l'observation, à établir la certitude qu'aucune diminution irrégulière n'affectera les terres des écoles. Si en prenant possession des townships des écoles, on constatait qu'un lot a été aliéné à vil prix par le Bureau de l'éducation, ou n'a pas été échangé pour des terres appropriées aux vraies fins de ces réserves, le Commissaire des Terres de la Couronne devrait recevoir immédiatement instruction de réserver ailleurs un lot d'égale valeur, pour être placé sous le contrôle du Bureau qui pourra être nommé par la législature pour surveiller l'administration des terres des écoles.

Je suis, etc., etc.,

N° 13.—BILL POUR AMENDER LA CHARTE DU "KING'S COLLEGE".

(Archives, série Q., vol. 385-1, p. 200.)

Attendu que feu Sa Majesté, George IV, a bien voulu permettre par lettre-patente émise à Westminster, le 15me jour de mars, en la huitième année de son règne, d'établir à ou près la ville de York, aujourd'hui cité de Toronto, un collège, avec le caractère et les privilèges d'un université, pour l'éducation et l'instruction de la jeunesse et des étudiants dans les arts et les facultés, devant être appelé "King's College", dont la charte est ainsi conçue :

George IV, *par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A tous ceux à qui les présentes parviendront, Salut.

Attendu que l'établissement dans les limites de notre province du Haut-Canada, dans l'Amérique du Nord, d'un collège pour l'éducation de la jeunesse dans les principes de la religion chrétienne et pour son instruction dans les diverses branches de la science et de la littérature qui sont enseignées dans les universités de ce Royaume contribuerait grandement au bien-être de notre dite province. Et attendu qu'une humble requête nous a été présentée par plusieurs de nos affectueux sujets dans notre dite province pour qu'il nous plaise d'accorder notre Charte Royale pour le plus parfait établissement d'un collège dans cette province et pour en incorporer les membres pour les fins ci-dessus mentionnées. *Sachez maintenant* que nous, ayant pris les prémisses en notre royale considération, et pesant comme il le faut la grande utilité et importance d'une pareille institution, avons ordonné et accordé, et par les présentes ordonnons et accordons pour nous, nos héritiers et nos successeurs, qu'il soit établi dans ou près notre ville de York dans notre dite province du Haut-Canada, à partir de maintenant, un collège, avec le caractère et les privilèges d'une université tel que ci-après spécifié, pour l'éducation et l'instruction de la jeunesse et des étudiants dans les arts et les facultés, pour continuer à jamais à être appelé "King's College".

Et par les présentes nous déclarons et accordons que notre fidèle et bien-aimé le Très Révérend Père en Dieu, Charles A. James, évêque du diocèse de Québec, ou l'évêque existant du diocèse dans lequel la dite ville de York est située ou de toute autre division ou altération du dit présent diocèse de Québec, sera pour nous et en notre nom le Visiteur du dit collège et que notre fidèle et bien-aimé sir Peregrine Maitland, notre lieutenant-gouverneur de notre dite province, ou le gouverneur, le lieutenant-gouverneur ou toute autre personne administrant le gouvernement de notre dite province à cette époque, sera le chancelier du dit collège.

Et par les présentes nous déclarons, ordonnons et accordons qu'il devra y avoir en tous temps un président de notre dit collège, qui devra être un membre du clergé dans les Saints Ordres de l'Eglise Unie d'Angleterre et d'Irlande ; et qu'il devra y avoir des professeurs dans les différents arts et facultés dans notre dit collège tels et en aussi grand nombre qu'il sera en temps et lieu jugé nécessaire et efficace ou qui seront nommés par nous ou par le dit chancelier du dit collège et notre nom et durant notre bon plaisir.

Et par les présentes nous accordons et ordonnons que le révérend John Strachan, docteur en divinité, archidacre de York, dans notre dit collège du Haut-Canada, soit le premier président de notre dit collège, et l'archidiacre de York dans notre dite province, dans le temps, devra, en vertu de telle charge, être en tous temps le président du collège.

Et par les présentes, pour nous, nos héritiers et successeurs voulons, ordonnons et accordons que les dits chancelier et président et les dits professeurs de notre dit collège et toutes personnes qui seront régulièrement inscrites et admises comme étudiants dans notre dit collège et leurs successeurs soient à jamais un corps distinct et

séparé, politique et incorporé en titre et en nom par le nom et style de " Chancelier, " Président et Etudiants du " King's College " de York, dans la province du Haut-" Canada ", et par le même nom ils devront avoir la succession perpétuelle et un sceau commun ; et qu'eux et leurs successeurs devront de temps à autre avoir le pouvoir de modifier, renouveler ou changer ce dit sceau commun à leur volonté et plaisir et comme il sera jugé convenable, et que par le même nom ils—les dits Chancelier, Président et Etudiants et leurs successeurs—seront de temps à autres et en tous temps à l'avenir habiles et autorisés à avoir, prendre, recevoir, acheter, acquérir, tenir, posséder, exploiter et maintenir, à et pour l'usage du dit collège, toutes maisons, terres et habitations et biens de quelque nature, espèce et qualité que ce soit, situés et existant dans les limites de notre dite province du Haut-Canada, pourvu que ces biens n'excèdent pas en revenu annuel la somme de 15,000 en dessus de tout grèvement, et de plus à prendre, acheter, acquérir, avoir, tenir, exploiter, recevoir, posséder et retenir tout bien, effet, contribution charitable ou autres, cadeaux ou bienfaits quels qu'ils soient.

Et par les présentes nous déclarons et accordons que les dits Chancelier, Président et Etudiants et leurs successeurs par le même nom devront et pourront être habiles et autorisés en loi à poursuivre et à être poursuivis, à être demandeurs et à être défendeurs, à répondre et à recevoir réponse dans toutes et n'importe quelle cour ou cour d'archives dans les limites de notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et dans notre dite province du Haut-Canada et dans nos autres possessions ; dans toutes et différentes actions, causes, plaidoyers, poursuites, affaires et demandes de quelque nature et espèce que ce soit en une manière et forme aussi large, ample et bénéficiable que n'importe quel autre corps politique ou incorporé, ou tout autre sujet lige, étant personnes habiles et habiles en loi, pourront ou peuvent être poursuivies, demander ou répondre ou être poursuivies, dans toutes affaires quelles qu'elles soient.

Et par les présentes nous déclarons, nous ordonnons et accordons qu'il y aura dans notre dit collège ou corporation un conseil qui sera appelé et connu par le nom de " Le Conseil du Collège " et nous voulons et ordonnons que le dit conseil se composera d'un Chancelier—le président existant—et de sept des professeurs dans les arts et les facultés de notre dit collège, et que ces dits sept professeurs devront être membres de l'Eglise Etablie d'Angleterre et d'Irlande, et devront antérieurement à leur admission dans le dit conseil du collège individuellement apposer leur signature et souscrire aux trente-neuf articles de religion tels que déclarés et publiés dans le livre *Common Prayer*. Et dans le cas où à quelque époque il ne se trouverait pas dans notre dit collège sept professeurs des arts et facultés membres de l'Eglise Etablie susdite, alors notre volonté et bon plaisir sont et par les présentes nous accordons et ordonnons que le dit Conseil de collège devra être rempli jusqu'au nombre requis de sept, en dehors du chancelier et du président existants, par telles personnes qui étant graduées de notre dit collège et membres de l'Eglise Etablie susdite, seront pour cette fin nommées par le chancelier existant de notre dit collège ; lesquels membres du conseil devront de la même manière souscrire aux trente-neuf articles susdits antérieurement à leur admission dans le dit Conseil de collège.

Et attendu qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour compléter et remplir le dit conseil dès les débuts de notre dit collège et antérieurement à la nomination des professeurs et à la collation des degrés à ce collège. Maintenant nous déclarons et ordonnons de plus que le chancelier existant de notre dit collège devra à la première institution de ce collège ou immédiatement après, par mandat émanant de lui-même, nommer et appointer sept personnes discrètes et convenables, résidant dans les limites de notre dite province du Haut-Canada, pour constituer conjointement avec lui le dit chancelier et le président de notre dit collège existants, le premier conseil ou conseil original de notre dit collège, lesquels membres premiers ou originaux de notre dit conseil devront de la même manière et respectivement souscrire aux trente-neuf articles susdits antérieurement à leur admission dans le dit conseil.

Et nous déclarons et accordons de plus que les membres du dit conseil de collège occupant dans notre dit collège les charges de chancelier, président ou professeur dans un art ou une faculté devront retenir respectivement leurs sièges dans le dit conseil aussi longtemps que tous et chacun d'eux retiendront telles charges tel que susdit, et pas plus longtemps, et que les membres du dit conseil n'occupant pas de charges dans notre collège devront à certaines époques abandonner leurs sièges dans le dit conseil quand et aussitôt qu'il y aura un nombre suffisant de professeurs dans notre dit collège étant membres de l'Eglise Etablie susdite pour porter le dit conseil au nombre requis susmentionné.

Et nous donnons de plus au chancelier existant de notre dit collège autorité et pouvoir pour décider dans chaque cas lequel des membres du dit conseil, ne tenant pas cette charge tel que dit plus haut, devra abandonner son siège dans le dit conseil lors de l'admission de quelque nouveau membre du conseil remplissant telle charge.

Et nous déclarons et déclarons de plus que le chancelier existant de notre dit collège devra présider toutes les réunions du dit conseil de collège quand il jugera à propos ou nécessaire d'y assister, et qu'en son absence le président de notre dit collège devra présider toutes ces dites réunions ; et qu'en l'absence du dit président, le membre le plus ancien du dit conseil, présent à telle réunion, devra présider, et que l'ancienneté des membres du dit conseil, autres que le chancelier et le président, devra être établie d'après la date de leurs nominations respectives.

Pourvu toujours que les membres du dit conseil qui sont professeurs dans notre dit collège, devront dans le dit conseil avoir préséance sur les membres du conseil qui ne sont pas professeurs dans notre dit collège et être considérés comme les anciens.

Et nous ordonnons et déclarons qu'aucune réunion du dit conseil n'aura lieu ou ne sera tenue comme une réunion légale de ce conseil à moins que cinq membres au plus bas soient présents pendant toute la durée de chaque réunion, et que toutes les questions et résolutions proposées à la décision du dit conseil de collège seront déterminées par la majorité des votes des membres présents du conseil, y compris le vote du membre présidant ; et que dans le cas d'un partage égal de ces votes, le membre présidant telle réunion devra donner un vote additionnel, autrement dit un vote prépondérant.

Et nous déclarons de plus que si quelque membre du dit conseil meurt ou abandonne son siège dans le dit conseil, ou s'il est suspendu ou démis comme tel, ou si pour des causes d'infirmité physique ou mentale ou pour raison d'absence de la dite province il devient incapable pendant trois mois calendaires ou plus d'assister aux réunions du dit conseil, alors et dans chaque cas, une personne apte et convenable devra être nommée par le dit chancelier pour agir comme et être membre du dit conseil au lieu et place du membre ainsi décédé ou résignataire ou suspendu ou démis, ou devenu invalide tel que susdit ; et le nouveau membre succédant à tout membre ainsi suspendu ou invalide devra abandonner sa charge à la fin de telle suspension ou telle impotence susdites de son prédecesseur immédiat dans le dit conseil.

Et nous ordonnons et accordons de plus qu'il sera et peut être de la compétence du chancelier existant de notre dit collège de priver temporairement de son siège dans le dit conseil tout membre de ce conseil pour une raison paraissant juste et valable au dit chancelier, pourvu que le motif de cette suspension soit entré et enregistré au long par le dit chancelier dans les livres du dit conseil et signé par lui ; et toute personne ainsi suspendue devra alors cesser d'être un membre du dit conseil à moins et jusqu'à ce qu'elle soit remise et réétablie dans cette position dans le conseil, par un ordre qui devra être fait sur les lieux par nous ou par le dit Visiteur de notre dit collège agissant en notre nom et conformément à quelque avis spécial émanant de nous.

Et nous déclarons de plus que tout membre du dit conseil qui, sans cause suffisante pour en recevoir la permission du dit chancelier par un ordre enregistré à cet effet sur les livres du dit conseil, s'absentera de toutes les réunions de ce conseil qui

pourront être tenues pendant six mois calendaires consécutifs, devra alors abandonner son siège dans le dit conseil.

Et par ces présentes nous voulons, ordonnons et accordons, pour nous, nos héritiers et nos successeurs, que le dit conseil de notre dit collège devra avoir pouvoir et autorité de rédiger et faire des statuts, règles et ordannances touchant et concernant le bon gouvernement du dit collège, la célébration du Service Divin dans son enceinte, les études, lectures, exercices, degrés dans les arts et facultés et toutes les matières s'y rapportant, la résidence et les devoirs du président de notre dit collège, le nombre, la résidence et les devoirs des professeurs du dit collège, l'administration des revenus et de la propriété du dit collège, les salaires, allocations, appropriations et émoluments des et pour les président, professeurs, étudiants, officiers et serviteurs du dit collège, le nombre et les devoirs de tels officiers et serviteurs, et aussi touchant et concernant toute autre matière ou chose qui leur paraîtra bonne, propre et utile pour le bien-être et l'avancement de notre dit collège et en accord avec cette charte qui vient de nous. Et aussi de temps à autre par de nouveaux statuts, règles et ordonnances révoquer, renouveler ou modifier tous, chacun ou quelqu'un des dits statuts, règles et ordonnances tel qu'ils le croiront à propos et nécessaire. *Pourvu toujours* que les dits statuts, règles et ordonnances ou quelqu'un d'entre eux ne soient pas incompatibles avec les lois et les statuts du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ou de notre dite province du Haut-Canada ou avec cette charte qui vient de nous. *Pourvu aussi* que les dits statuts, règles et ordonnances soient sujets à l'approbation du dit Visiteur existant du dit collège et soit transmis au dit Visiteur à cette fin et qu'au cas où le dit Visiteur pour nous et en notre nom signifiera par écrit sa désapprobation de ces statuts, etc., au cours des deux années suivant la date de leur rédaction, ces statuts, etc., qui auront été ainsi désapprouvés par le dit Visiteur seront à partir de la date où telle désapprobation aura été portée à la connaissance du dit chancelier de notre dit collège absolument nuls et sans effet, mais autrement seront et resteront en pleine vigueur et force.

Pourvu, néanmoins, et par les présentes nous conservons et réservons expressément pour nous, nos héritiers et nos successeurs, le pouvoir de remettre en vigueur, confirmer ou renverser par un ordre ou des ordres venant de nous ou d'eux ou à être faits dans notre ou leur Conseil Privé, toutes et chacune des décisions, sentences ou ordres pouvant être ainsi lancés tel que susdit par le dit Visiteur pour nous et en notre nom en rapport avec les dits statuts, règles et ordonnances ou quelqu'un d'eux.

Et nous ordonnons et déclarons de plus qu'aucun statut, règle ou ordonnance sera rédigé et fait par le dit conseil de collège touchant les matières ci-dessus mentionnées ou quelqu'une d'elle, excepté celles qui seront proposées à la considération du dit conseil par le chancelier existant de notre dit collège.

Et nous demandons et enjoignons au dit chancelier du dit collège de consulter le président du dit collège et le plus ancien suivant du dit conseil de collège au sujet de tous les statuts, règles et ordonnances à être proposés par lui au dit conseil pour être étudiés.

Et par les présentes, pour nous, nos héritiers et nos successeurs, nous prescrivons et commandons que les statuts, règles et ordonnances susmentionnés, sujets aux dites stipulations, devront être strictement et inévitablement observés, tenus et accomplis de temps à autre en pleine vigueur et effet, sous les pénalities ci-après ou ici imposés ou contenues.

Et nous voulons, ordonnons et accordons de plus que le dit collège devra être considéré et tenu comme étant une université et devra posséder et user tous les mêmes privilèges dont jouissent nos universités de notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande en autant que ces privilèges peuvent être possédés et usés en vertu de ces lettres patentes émanant de nous; et que les étudiants dans le dit collège devront avoir liberté et facilité de prendre les degrés de Bachelier, Maître et Docteur dans les différents arts et facultés aux époques fixées et auront la liberté par eux-

mêmes de faire tous les exercices scolastiques pour la collation de ces dits degrés en la manière qui sera prescrite par les statuts, règles et ordonnances du dit collège.

Et nous voulons, ordonnons et réglons de plus qu'aucune affirmation (*test*) ou qualification religieuse ne devra être requise de ou assignée à une personne admise ou inscrite comme étudiant dans notre dit collège, ou à des personnes admises à quelque degré dans quelque art ou faculté dans le dit collège, sauf, seulement, que toutes personnes admises dans notre collège à quelque degré en Divinité devront faire telles et mêmes déclarations et souscriptions et prêter tels et mêmes serments que celles et ceux rquis des personnes admises à quelque degré en Divinité dans notre Université d'Oxford.

Et nous voulons, prescrivons et ordonnons de plus que les chancelier, président et professeurs de notre dit collège et toutes les personnes y admises au degré de Maîtres des arts ou à quelque degré en Divinité, Loi ou Médecine et qui à partir du temps de leur dite admission à tel degré devront payer la somme annuelle de vingt schellings, monnaie courante, pour le support et l'entretien du dit collège, devront être considérées et réputés membres de la Convocation de la dite université et à titre de tels membres de la dite Convocation devront posséder, exercer et user tous tels et mêmes privilèges que ceux dont jouissent les membres de la Convocation de notre université d'Oxford en autant que les dits privilèges peuvent être possédés et usés en vertu de ces lettres pttentes émanant de nous et conformément aux stipulations y contenues.

Et nous voulons, et par ces présentes, pour nous, nos héritiers et nos successeurs, nous accordons et déclarons que ces lettres patentes émanant de nous, ou l'enregistrement ou l'ampliation de ces lettres patentes, devront et pourront être rendues bonnes, fermes, valides, suffisantes et efficaces en loi, conformément à leur véritable sens et signification ; et devront être prises, interprétées et adjugées dans le sens le plus favorable et le plus avantageux pour le plus grand avantage des dits chancelier, président et étudiants de notre dit collège aussi bien dans nos cours d'archives qu'ailleurs, et par tous et chacun des juges, magistrats, officiers, ministres et autres sujets, quels qu'ils soient, de nous, de nos héritiers et successeurs, malgré les mauvaises interprétations, oublis, omissions, imperfections, défectuosités, questions, causes ou choses quels qu'ils soient, contraires en quelque façon à ces lettres patentes.

Et attendu que Sa présente Majesté, Guillaume le Quatrième, a bien voulu signifier par l'intermédiaire du Principal Secrétaire d'Etat des et pour les Colonies de Sa Majesté, le comte de Ripon, par sa dépêche du 8 novembre 1832, communiquée à la législature par message de Son Excellence, que loin que le gouvernement de Sa Majesté eut senti quelque désir de maintenir la dite charte à l'encontre des vœux de la grande majorité du peuple, toute mesure possible avait été prise pour déférer à leur représentant la décision de la question de la forme et des principes sur lesquels la dite université devrait être établie.

Qu'il soit, etc. Qu'à partir du et qu'après le passage de cet Acte la dite université sera sur le principe et en la forme spécifiés plus loin, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte : Pourvu toujours que la dite charte sera et continuera d'être en vigueur excepté dans la mesure qu'elle est modifiée et changée par les stipulations de cet Acte.

2. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'à partir du et après le passage de cet Acte il ne devra pas être nécessaire pour le président de la dite université d'être un membre du clergé dans les Saints Ordres de l'Eglise Unie d'Angleterre et d'Irlande, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

3. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'à partir du et après le passage de cet Acte, l'archidiacre de York, maintenant ville de Toronto, existant ne devra pas être en vertu de sa charge d'archidiacre en tous temps président de la dite Université, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

4. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'à partir du et après le passage de cet Acte les professeurs du dit Collège et de son conseil ne seront pas requis d'être membres de la dite

Eglise Unie Etablie ou de souscrire à ses trente-neuf articles, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

5. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il y aura en tous temps autant de professeurs, répétiteurs et conférenciers dans les différents arts et facultés du dit collège qu'il sera de temps à autre jugé nécessaire ou utile et qui seront nommés en la manière ci-après indiquée et nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

6. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il y aura dans le dit collège aux place et lieu du conseil mentionné dans le dite charte, un conseil qui sera appelé et connu par le nom de conseil du "King's College", lequel conseil devra se composer de douze personnes, la moitié par la Chambre d'Assemblée, lesquelles personnes ainsi nommées devront être présentées par les Chambres respectives au gouverneur, lieutenant-gouverneur ou à la personne administrant alors le gouvernemnt et devront remplir leurs fonctions pendant quatre ans à partir du jour de telle nomination et de là jusqu'à la session suivante du parlement provincial et pas plus longtemps.

7. *Et qu'il soit, etc.*, Que si quelque membre du conseil meurt ou est suspendu ou démis des dites fonctions ou pour quelque cause corporelle ou mentale ou raison d'absence de la province devient incapable pendant six mois ou plus d'assister aux réunions du dit conseil, alors et dans chaque cas, une personne apte et qualifiée devra être nommée par le reste du dit conseil pour agir et exister comme membre du dit conseil aux place et lieu du membre ainsi décédé ou ainsi suspendu ou démis ou invalide tel que dit ci-dessus et la nomination de tel nouveau membre du dit conseil devra être communiquée à la législature provinciale par la voie du gouverneur, lieutenant-gouverneur ou de la personne administrant le gouvernment alors, à sa session suivante, et il sera et pourra être légal pour la branche de la législature par laquelle la personne ainsi décédée ou suspendue ou démise ou invalidée, tel que dit ci-dessus, fut nommée, soit de confirmer la dite nomination temporaire faite par le dit conseil susdit, soit de nommer une autre personne, ainsi que cette dite branche de la législature le jugera à propos.

8. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'aucune séance du conseil ne sera prise ou tenue pour une séance légale de ce conseil ni aucune question discutée, excepté celle de l'ajournement, à moins que neuf membres au moins soient présents durant toute la durée de la séance et que toutes les questions et résolutions proposées à la décision de chaque telle réunion soient des membres du conseil présent, y compris le vote du membre présidant, et que dans le cas d'un partage égal de tels votes, le membre présidant donne son vote additionnel ou prépondérant.

9. *Et qu'il soit, etc.*, Que tout membre du dit conseil peut en tous temps être suspendu ou démis par une résolution conjointe des deux branches de la législature provinciale.

10. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour le dit conseil du dit collège de nommer et d'élire de temps à autre autant de professeurs, répétiteurs et conférenciers dans les différents arts, sciences et branches d'enseignement qu'il sera jugé propre et nécessaire pour le système d'éducation dans le dit collège.

11. *Et qu'il soit, etc.*, Que les président, professeurs, répétiteurs, conférenciers, gradués, sous-gradués, boursiers, officiers et serviteurs du dit collège et chaque personne ayant une position d'honneur ou de confiance dans le dit collège seront sujets à toutes et chacune des règles et ordonnances du dit collège, faites et stipulées conformément à l'Acte.

12. *Et qu'il soit, etc.*, Que le dit conseil du dit collège aura pouvoir et autorité de proposer, rédiger et faire des règles et ordonnances touchant et concernant la paix, le bien-être et le bon gouvernement du dit collège, les études, lectures, exercices et degrés dans les arts et facultés et toutes matières le concernant ; les devoirs du président du dit collège, le nombre, la rémunération et les devoirs de ces professeurs, répétiteurs et conférenciers, l'administration des revenus et des biens du dit collège, les salaires, frais, rémunérations et émoluments du et pour le président, les professeurs, répétiteurs conférenciers, étudiants, officiers et serviteurs du dit collège, le nombre

et les devoirs de ces dits officiers et serviteurs ; et aussi touchant et concernant toute autre question ou affaire qui lui paraîtra bonne, propre et utile pour le bien-être et l'avancemnt du dit collège et aussi de temps à autre par le nouvelles règles ou ordonnances révoquer, renouveler, augmenter ou altérer en entier, chacune ou quelqu'une des règles et ordonnances tel qu'il leur paraîtra opportun et nécessaire : *Pourvu toujours* que les dites règles et ordonnances, ou quelqu'une d'elle, ne contreviendront pas aux lois et statuts de la dite province du Haut-Canada ou à cet Acte : *Pourvu aussi* que les dites règles et ordonnances seront sujettes à l'approbation du chancelier du dit collège alors, et transmises immédiatement au dit chancelier pour cette fin, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

13. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'aucun serment ou qualification religieux quelconque ne sera requis de ou imposé à nulle personne admise ou enregistrée comme étudiant dans le dit collège ou de personnes admises à quelque degré dans quelque art ou faculté dans ce collège, que ce degré soit conféré en loi, physique ou autre art ou science, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

14. *Et qu'il soit, etc.*, Que les membres du dit conseil et leurs successeurs seront à jamais un corps distinct et politique, et incorporé en fait et en nom sous le nom et style de " King's College ", et que par le même nom ils devront avoir perpétuelle succession et un sceau commun ; et qu'eux et leurs successeurs devront de temps à autres avoir plein pouvoir d'altérer, renouveler ou changer le dit sceau commun à leur volonté et bon plaisir ainsi qu'ils le croiront opportun ; et que par le même nom ils, le conseil et ses successeurs, de temps à autres et en tous temps par la suite, seront capables d'avoir, prendre, recevoir, acheter, acquérir, tenir, posséder, user et maintenir, à et pour l'usage du dit collège, tous biens, terres, logements et héritages de quelque espèce, nature ou qualité que ce soit situés et se trouvant dans les limites de la dite province du Haut-Canada, de façon à ce qu'ils n'excèdent pas en revenu annuel la somme de dix mille louis en monnaie légale du Haut-Canada, au-dessus de toutes charges, en plus et au-dessus de toutes bourses d'étudiants, et de plus de prendre, acheter, acquérir, avoir, tenir, user, recevoir, posséder et retenir tous ou aucuns biens meubles, dons charitables ou autres contributions ou bienfaits quels qu'ils soient ; et que le dit conseil et ses successeurs, par le même nom, pourront et peuvent être capables et habiles en loi de poursuivre et être poursuivis, d'être demandeurs et défendeurs, de répondre et de recevoir réponse dans toutes et n'importe quelle cour ou cours d'enregistrement dans la dite province de Haut-Canada dans toutes et chaque actions, causes, plaidoyers, poursuites, affaires et demandes quels qu'ils soient, dans une manière et forme aussi large, ample et bénéficiable que tout autre corps politique et incorporé ou toute autre personne capable et habile en loi peuvent ou pourront poursuivre, demander ou répondre et être poursuivis, se défendre et avoir réponse de quelque manière que ce soit, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

15. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour le conseil de la dite université de suspendre de ses fonctions le président ou tout professeur, répétiteur ou conférencier ou tout autre membre du dit conseil qui sera invalidé par infirmité corporelle ou pour toute autre cause raisonnable et juste aux yeux du dit conseil. Pourvu que la raison de toute telle suspension soit enregistrée par écrit et vérifiée sur le serment de deux témoins croyables et désintéressés ou plus et soit entrée et enregistrée au long dans les journaux du dit conseil et signée par le chancelier ou président du dit conseil.

16. *Et qu'il soit, etc.*, Que chaque personne ainsi suspendue devra de suite cesser d'être un membre du dit conseil ou président de la dite université, ou professeur, répétiteur ou conférencier dans cette université, à moins et jusqu'à ce qu'il soit remis et replacé dans telle charge dans cette université, par tout ordre qui devra être donné dans l'enceinte de cette branche de la législature par laquelle tel membre a été nommé.

17. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour le dit conseil du dit collège de temps à autre d'établir des bourses d'étudiants dans le dit collège pour le bénéfice des élèves des écoles de district dans cette province. Pourvu que le montant de chaque bourse n'excède pas la valeur annuelle de cinquante louis par année.

18. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour le conseil du dit collège et pour toutes personnes quelconques attachées au dit collège, et ils sont par les présentes requis en tout temps et sans réserve de soumettre aux diverses branches de la législature de cette province toutes informations qu'ils posséderont ou partie d'icelles, et qui seront de temps à autres requises concernant de quelque manière que ce soit le dit collège et ce qui s'y rapporte.

19. *Et qu'il soit, etc.*, Que chaque fois qu'une ou plusieurs règle ou règles, ordonnance ou ordonnances seront adoptées par le dit conseil tel que susdit, contenant quelque stipulation qui devra de quelque manière concerner ou affecter la jouissance ou l'exercice par les professeurs, répétiteurs, conférenciers, boursiers, gradués, sous-gradués, élèves, serviteurs ou autres quels qu'ils soient attachés au dit collège, de quelque forme de religion ou mode de culte, ou de quelque manière que ce soit, les empêcher ou les restreindre ou quelques-uns d'entre eux de fréquenter, le dimanche ou tout autre jour, la place de culte qu'ils choisissent, ou imposer quelques faveurs ou privilèges exclusifs à ce sujet ; ou se rapportera de quelque manière à ou affectera l'observation de toutes règles ou disciplines touchant à quelque église ou société de Chrétiens à laquelle quelqu'une des personnes susmentionnées peut appartenir, toutes telles règles et ordonnances n'auront aucune valeur ou force quelconque jusqu'à ce qu'elles aient été soumises aux trois branches de la législature provinciale et devront, après avoir été ainsi soumises toutes et chacune pendant l'espace de dix jours, en recevoir la sanction.

20. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour le dit conseil, et ils sont par les présentes requis de se réunir dans le dit collège à Toronto et pour les périodes suivantes, à savoir, commençant le premier lundi de février de toute et chaque année et finissant le samedi de la semaine suivante ; auquel temps fixé et à nul autre il sera et peut être légal pour le dit conseil de faire, remplir et exécuter tous les devoirs et charges imposés par cet Acte ou par toute règle ou ordonnance du dit collège fait sous et par l'autorité de cet Acte.

21. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour chacun des membres du dit conseil, étant dans l'accomplissement de ses dites fonctions à la période susdite, d'avoir et recevoir du et à même le fonds du dit collège la somme le dix schillings, monnaie courante du Haut-Canada, et pas plus pour chaque jour d'assistance réelle durant les dites semaines, et la même somme pour chaque vingt milles parcourus en se rendant au dit collège et pour en revenir à sa résidence.

22. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour tout membre du dit conseil d'offrir sa démission durant toute session de la législature provinciale, à la branche de celle-ci par laquelle il fut nommé et appointé, et sur l'acceptation de telle démission, la dite personne devra cesser d'être un membre du dit conseil, et il sera par conséquent légal pour la dite branche de la législature provinciale acceptant la dite démission de nommer et appointer sur le champ une autre personne pour être membre du dit conseil aux lieu et place de la personne ainsi démissionnant tel que susdit.

23. *Et qu'il soit, etc.*, Que si quelque professeur, répétiteur, conférencier ou toute autre personne élue par le dit conseil à quelque professorat, tutelle, conférence ou autre poste dans le dit collège meurt dans l'intervalle entre les réunions annuelles du dit conseil, il sera et pourra être légal pour les différents professeurs, répétiteurs et conférenciers, qui ont été élus par le dit conseil, de nommer une personne apte et capable pour remplir les fonctions du dit professeur, répétiteur ou conférencier ainsi décédé, jusqu'à la prochaine réunion du dit conseil et pas plus.

24. *Et qu'il soit, etc.*, Qu'il sera et peut être légal pour le dit conseil, a sa réunion régulière, et il est par les présentes requis de tenir, à chaque telle réunion,

un journal de ses opérations, spécifiant le jour et l'heure de sa réunion, les noms des membres du conseil présents, les résolutions et questions proposées, avec les noms des membres votant pour et contre chaque résolution et question, que celles-ci soient rejetées ou adoptées par le dit conseil, lequel registre ou journal des dites opérations du dit conseil devra être en tous temps raisonnable tenu ouvert au dit collège à l'inspection du visiteur, du chancelier et de tous autres membres du dit collège, et être déposé devant les différentes branches de la législature provinciale, chaque fois qu'on sera par eux ou quelques-uns d'eux requis de ce faire.

25. *Et qu'il soit, etc.,* Qu'aucun serment ou qualification religieux ne sera requis du chancelier, président, professeur, répétiteur, conférencier, boursier ou autre personne étant un candidat à quelque situation ou honneur dans le dit collège, et l'éligibilité de telle personne à quelques-uns des postes susdits dans le dit collège ou tout autre qui pourrait être créé dans la suite, ne pourra être dans nulle façon ou degré dépendante sur ou réglée, affectée ou préjudiciée par la croyance chrétienne particulière de tel candidat, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

26. *Et qu'il soit, etc.,* Qu'à partir du et après l'adoption de cet Acte il ne sera pas, et il ne sera pas permis qu'il y ait dans le dit collège de professeur, conférencier ou maître de la doctrine de la divinité d'après les articles de foi professés par l'Eglise Unie d'Angleterre et d'Irlande ou d'après la croyance ou foi de tout autre église chrétienne ou autre, quelle qu'elle soit, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dit charte ; et il ne sera pas légal pour le dit conseil de consacrer une partie des fonds maintenant ou par la suite appartenant à la dite université au support de quelque professeur, conférencier ou maître public de telle divinité : *Pourvu toujours* que rien dans cet acte ne devra s'étendre ou être interprété comme s'étendant à empêcher les étudiants et les membres de la dite université par eux-mêmes ou par leurs parents, tuteurs ou amis, d'engager des maîtres privés pour leur instruction personnelle en divinité ou tout autre art ou science.

27. *Et qu'il soit, etc.,* Qu'il sera et peut être légal pour tout membre du dit conseil d'administrer tout serment requis par cet acte, et toute personne convaincue devant toute cour de juridiction compétente dans cette province de faux serment volontaire et vénal sous quelque serment administré tel que susdit, sera considérée et tenue coupable de parjure et sujette à toute la rigueur du châtiment qui peut être infligé par les lois de la province pour le parjure.

28. *Et qu'il soit, etc.,* Qu'une vacance survenant dans la charge de président du dit collège par la mort ou la démission du président existant, la dite charge soit remplie en tous temps à venir par le conseil du collège, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte du dit collège.

29. *Et qu'il soit, etc.,* Que le visiteur du dit collège soit nommé par le conseil du dit collège, nonobstant quoi que ce soit de contraire dans la dite charte.

N° 14.—Acte pour promouvoir l'Education.

(Archives, série Q., vol. 385-2, p. 230.)

Attendu qu'il est nécessaire de constituer des sommes plus considérables pour les institutions des écoles communes ; et pour assurer les moyens de permettre à quelques-uns des jeunes gens les mieux doués de la province de continuer leurs études dans les séminaires d'enseignement supérieurs qui existent maintenant ou pourront être à l'avenir établis dans cette province : *Qu'il soit donc décrété, etc.,* Que le neuvième article d'un acte passé en la cinquante-cinquième année du règne de feu Sa Majesté le Roi George Troisième, intitulé : " Acte accordant à Sa Majesté une somme d'argent pour être appliquée à l'usage des écoles communes dans toute cette province et pour pourvoir aux règlements des dites écoles communes ", soit et est par le présent rappelé.

2. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'il sera et peut être légal pour l'habitant ayant feu et lieu dans chaque et tout township dans cette province, à l'assemblée au chef-lieu devant être tenue le premier lundi de janvier de chaque et toute année, de nommer et appointer trois personnes aptes et qualifiées pour être surintendants des écoles dans le township pour l'année dans laquelle elles auront ainsi été nommées.

3. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'il sera du devoir de ces dits surintendants de fixer une date et un endroit dans le township pour lequel ils auront été nommés, à laquelle pourront assister tous les élèves qui peuvent se considérer comme ayant fait des progrès dans les études pouvant les qualifier à devenir candidats pour les écoles supérieures ; et les surintendants devront parmi les élèves ainsi assemblés choisir trois des mieux doués et des plus promettants qui seront candidats à l'admission dans l'école de district ou tous autres séminaires d'enseignement maintenant existants ou pouvant être dans l'avenir établis dans cette province.

4. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que les divers surintendants dans chaque et tout township devront, à leur première réunion qui devra être tenue le premier jour de juin de chaque et toute année, nommer et appointer une personne apte et qualifiée pour être membre du Bureau d'éducation, et que les divers membres ainsi nommés dans chaque et tout district devront constituer et former le Bureau d'éducation dans tel district.

5. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que le Bureau d'éducation ainsi établi dans chaque et tout district de cette province devra se réunir le lundi de la semaine dans laquelle la cour des sessions trimestrielles générales pour chaque district doit se réunir dans le mois de juillet et au lieu où la dite cour doit être tenue et dans le mois de juin dans tels endroits où les sessions trimestrielles sont tenues en juin, et alors et là nommer son président et dépêcher toutes les affaires que les lois de la province autorisent le présent Bureau de l'éducation à faire ; que trois membres soient un quorum, et que ceux des membres qui seront présents aient droit à dix schellings par jour, pourvu que le nombre de jours ne dépasse pas celui de trois.

6. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'aussitôt que le Bureau d'éducation le croira opportun il pourra, avant de fixer aux instituteurs leurs salaires annuels, réserver un montant suffisant pour payer la pension et l'enseignement à l'école de district ou autre séminaire à être choisi par le Bureau, de tel nombre d'élèves choisis dans chaque comté, le nombre ne dépassant pas huit, qui auront été choisis par les dits membres du Bureau d'éducation qui auront été nommés dans les différents townships de chaque centre.

7. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'aussitôt que le Bureau d'éducation dans chaque et tout district dans cette province constatera que l'état de ses fonds le permet, il pourra réserver une somme suffisante pour payer la pension, l'instruction et l'habillement d'un ou plusieurs élèves choisis dans chaque comté, de façon à lui ou leur permettre de continuer ses ou leurs études dans les séminaires d'enseignement supérieurs, tels élèves ou étudiants devant être choisis par les dits membres du Bureau d'éducation qui auront été nommés par tel comté.

8. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'aucun étudiant envoyé soit à une école de district, soit à tout autre séminaire d'enseignement, ne soit rappelé dans une période moindre de trois ans, à moins que les dits membres du Bureau d'éducation qui résident dans le dit comté d'où tel élève aura été envoyé, s'accordent unanimement.

9. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que le Bureau d'éducation dans tout et chaque district devra, à sa réunion dans les mois de juin ou juillet, fixer une date et un endroit dans chaque comté où les instituteurs dans tel comté seront présents pour être publiquement examinés par le principal de l'école de district, secondé par tels membres du Bureau d'éducation résidant dans le dit comté.

10. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que le Bureau d'éducation pour chaque et tout district peut faire connaître par son greffier aux instituteurs, au moins six mois avant l'examen, la date et le lieu où tel examen sera fait et les branches spéciales de l'enseignement pour lesquelles des prix seront accordés.

11. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que l'instituteur qui sera déclaré gagnant le premier prix aura droit à un louis annuellement, pendant le temps qu'il enseignera, et en sus de son salaire ; le second prix, quinze schillings ; le troisième, dix schillings; les second et troisième prix sujets aux mêmes conditions que le premier.

12. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'aucun instituteur d'une école commune n'aura droit à aucun bénéfice du fonds d'éducation s'il n'a pas assisté à l'assemblée du comté pour l'éxamen des instituteur, à moins d'être exempté par la maladie, certifiée par un des commissaires de l'école commune.

13. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que le principal de l'école de district et tels membres du Bureau d'éducation qui auront assisté à l'examen de comté des instituteurs auront droit à dix schillings chacun pour chaque jour vraiment employé pour le dit examen, pourvu que ce nombre n'excède pas celui de trois pour un comté seul.

14. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que pour le support et l'encouragement de l'éducation dans cette province, il devra être établi un fonds qui sera appelé " Fonds de l'Education ", lequel fonds devra consister en telle somme ou telles sommes que la législature jugera à propos d'approprier à cette fin, à même les revenus de la province ; secondement, de l'intérêt des produits de la vente de terres appropriées à l'éducation ; et troisièmement, de tout argent qu'on pourra retirer de la location de terrain pour des fins d'éducation.

15. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que toutes les sommes d'argent déjà payées entre les mains du receveur général de cette province ou qui devront plus tard lui être payées, comme produits de terres vendues pour promouvoir l'éducation, devront être par lui placées dans l'achat d'obligations du gouvernement autorisées par quelque acte du Parlement de cette province et devront être placés au crédit du fonds d'éducation créé par cet acte.

16. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que pour venir en aide à la présente appropriation pour le support des écoles communes dans chaque et tout district de cette province, il devra être accordé chaque année à Sa Majesté la somme de douze mille louis pour être distribuée parmi les différents districts par la suite pourvus à même l'argent maintenant prélevé et perçu ou qui pourra à l'avenir être prélevé et perçu sous l'autorité du parlement à et pour l'usage de cette province.

17. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'il sera et peut être légal pour le gouverneur, le lieutenant-gouverneur ou la presonne administrant le gouvernement de cette province, à chaque et toute année et après le dernier recensement précédent de la population de la province, de répartir l'argent déjà octroyé par la législature ou qui devra l'être par la suite, parmi les différents districts, en même temps que toute autre somme d'argent qu'on pourra tirer du fonds d'éducation.

18. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'il sera et peut être légal pour le gouverneur, le lieutenant-gouverneur ou la personne administrant le gouvernement de cette province, le ou avant le quinze juin de chaque et toute année, de faire transmettre au greffier du Bureau d'éducation dans chaque et tout district une copie de tel mandat qui aura été émis en faveur du trésorier de tel district pour la paiement de la portion assignée à tel district à même le fonds d'éducation.

19. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'il sera du devoir du président du Bureau d'éducation pour chaque et tout district dans cette province de faire rapport de l'état des écoles communes du district au gouverneur ou lieutenant-gouverneur ou à la personne administrant le gouvernement pour que le dit rapport soit déposé devant la législature à sa première réunion pour être examiné ; et que le président ait droit à dix schillings par jour pour chaque jour réellement employé à préparer tel rapport, pourvu que le nombre de jours ne dépasse pas celui de cinq.

20. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Qu'il sera et peut être légal au et pour le Bureau d'éducation dans tout et chaque district d'allouer aux greffiers des bureaux respectifs, en sus de la somme que la loi les autorise actuellement à recevoir, la somme additionnelle de cinq louis annuellement.

21. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que la dite somme de douze mille louis annuellement soit payée par le receveur général de la province en décharge de tel mandat qui pourra à cette fin être émis par le gouverneur, le lieutenant-gouverneur ou la personne administrant le gouvernement à l'époque, et devra être créditée à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs par l'intermédiaire des lords commissaires du Trésor de Sa Majesté à l'époque, dans la manière et forme qu'il plaira à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs d'ordonner.

22. *Et qu'il soit de plus décrété, etc.,* Que cette acte ne devra pas être mis en vigueur avant le premier jour de janvier, ce qui sera en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent trente-six.

CHAMBRE D'ASSEMBLÉE DES COMMUNES,
31me jour de mars 1835.

Signé
MARSHALL S. BIDWELL,
Orateur.

Lors du vote sur le bill le partage des pour et des contre fut comme suit :

Pour—Alway
Brown
Bruce
Chisholm
Cook
Cornwall
Duncombe (d'Oxford)
Duncome (de Norfolk)
Durand
Gibson
Gilchrist
Gowan
Hopkins
Jones
Lount
McCrae
McDonell (de Glengarry)
McDonell (de Stormont)
McKay
McKenzie
Merritt
Moore
Perry
Richardson
Rymal
Shaver
Shibley
Small
Thorburn
Waters
Wells
Wilson
Woolverton.—33.

Contre—Procureur général Jameson
McNabb
Rykert.—3.

JAMES FITZGIBBON,
Greffier de l'Assemblée.

N° 15.—SIR JOHN COLBORNE À LORD ABERDEEN.

(Archives, série Q., vol. 385-1, p. 189.)

TORONTO, Haut-Canada,
6 mai 1835.

Privée.

MILORD,—J'ai l'honneur de transmettre à Votre Seigneurie la copie ci-jointe du bill pour amender la charte du collège du Roi, qui a été adopté par la Chambre d'Assemblée à sa dernière session et rejeté par le Conseil législatif.

D'après les débats au Conseil législatif sur les articles du bill, je suis persuadé qu'aucune loi ne sera votée par la législature provinciale pour amender la charte du collège. Je n'ai cependant aucun doute qu'elle peut être modifiée par l'intervention du gouvernement de Sa Majesté de façon à ne laisser, sur les points essentiels, aucune raison de mécontentement soit pour le Conseil législatif, soit pour la Chambre d'Assemblée.

Il est certain que l'intérêt de la province requiert que l'ouverture de l'université soit autorisée sans délai, et qu'une revision de la charte soit déterminée par Sa Majesté. J'ai donc l'honneur de proposer qu'on agisse immédiatement d'après les suggestions contenues dans mes dépêches du 19 décembre, numéro 77, relativement à la nomination et à l'élection des professeurs, et de soumettre à la considération du gouvernement de Sa Majesté la copie ci-jointe de la charte de l'université avec les modifications proposées et qui, d'après l'archidiacre Strachan, rencontreront les vues du conseil du collège et du Conseil législatif.

Voici les stipulations que je considère essentielles parmi les modifications proposées :

1° Que le pouvoir visitorial devrait être transférable.

2° Que la charge de président ne devrait pas être nécessairement attachée à celle d'archidiacre de York, ni même être occupée par un membre du clergé.

3° Que le conseil ne devrait pas être requis de signer les trente-neuf articles.

4° Que le conseil devrait se composer du chancelier, du président, du principal du Collège du Haut-Canada, du président de la Chambre d'Assemblée et de cinq professeurs de l'université, et que seuls les professeurs devraient être requis d'appartenir à l'Eglise d'Angleterre.

5° Qu'une chaire de divinité de l'Eglise d'Ecosse devrait être établie et le professeur nommé par le Synode du Canada.

6° Que le Collège du Haut-Canada devrait être reconnu dans la charte et être protégé tel que proposé dans les stipulations supplémentaires.

Bien que la stipulation qui requiert que les professeurs du collège soient membres de l'Eglise l'Angleterre puisse rencontrer de l'opposition à la Chambre d'Assemblée, j'ai confiance que la charte revisée sera satisfaisante pour la province généralement et sera considérée conforme aux principes sur lesquels le collège est fondé.

Ayant, à la clôture de la session, informé le Conseil législatif et la Chambre d'Assemblée que je recommanderais fortement au gouvernement de Sa Majesté de sanctionner l'ouverture du collège du Roi, et assuré que le conseil du collège consentirait à la revision projetée de la charte ; et le chancelier et le président de l'université étant prêts à faire disparaître toute objection légale à l'octroi d'une nouvelle charte par la remise de la charte actuelle et l'acceptation des modifications proposées, j'espère qu'il paraîtra à Votre Seigneurie, dans les circonstances sur lesquellles j'ai attiré son attention, nécessaire de recommander l'adoption du procédé que j'ai proposé.

J'ai aussi à faire observer qu'en ce moment près de cent quarante-cinq élèves reçoivent une éducation étendue et libérale au Collège du Haut-Canada. Or, étant convaincu que la prospérité de ce séminaire est de la plus grande importance et qu'il devrait être étroitement affilié au collège du Roi et protégé par une charte, j'ai confiance que les articles additionnels concernant l'administration de l'institution seront approuvés par Votre Seigneurie.

J'ai communiqué à l'archidiacre la teneur de cette dépêche, et je transmets pour la gouverne de Votre Seigneurie ses remarques sur la modification proposée à la charte qui se rapportent à la stipulation qui déclare que le président devra appartenir au clergé. L'objection soulevée par l'archidiacre peut être considérée comme importante, mais comme la nomination du président dépend de Sa Majesté et que les professeurs doivent nécessairement être membres de l'Eglise d'Angleterre, je crois qu'on peut sans crainte admettre la modification.

J'ai l'honneur d'être, milord,
Le plus humble et obéissant serviteur de Votre Seigneurie,

J. COLBORNE.

Au Très honorable
Le comte d'Aberdeen, C.C.,
Etc., etc., etc.

N° 16.—Edifice du Séminaire de Cobourg.

(Archives, série Q., vol. 387-1, p. 182.)

Nous, fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, les ministres de l'Eglise méthodiste wesleyenne au Canada, demandons permission d'exprimer notre ferme et dévoué attachement à la royale personne et au gouvernement de Votre Majesté, et à la constitution sous laquelle nous avons le bonheur de vivre, et représentons très humblement à Votre Majesté :

Qu'au prix d'une très forte dépense et grâce à l'aide de contributions volontaires et libérables d'amis de la religion et de l'éducation dans ces provinces, nous avons érigé et, dans près de trois mois, nous aurons terminé les édifices pour un séminaire d'enseignement, situé dans le voisinage de la ville de Cobourg, dans le district de Newcastle, qui devra s'appeler l'Académie du Haut-Canada, dont le but est d'instruire la jeunesse des congrégations méthodistes et autres du Canada, et de pauvres gens de piété et de talents pleins de promesses pour qu'ils deviennent instituteurs dans les écoles communes, et des jeunes sauvages les plus pieux et les plus intelligents comme interprètes, instituteurs et missionnaires parmi les tribus aborigènes de la province—avec une attention spéciale pour les principes moraux et religieux et les mœurs des élèves, vu que l'union de l'éducation et de la moralité chrétienne est essentielle au bien-être de tout pays civilisé.

Que neuf syndics ont été nommés par la conférence, trois desquels (les trois premiers sur la liste) devront sortir de charge chaque année et les vacances devront être remplies par la conférence qui devra tenir en fidéicommis toute propriété de toute nature de quelque façon achetée ou acquise pour l'usage de la dite académie. Un bureau de visiteurs se composant de cinq sera choisi chaque année par la conférence, à sa réunion annuelle, lequel bureau, de concert avec les syndics, aura autorité pour nommer le principal et les professeurs et pour rédiger et faire des lois pour le bon gouvernement de la dite académie en conformité des fins de sa fondation. C'est devant ce bureau conjoint des syndics et des visiteurs que le principal et les professeurs pourront être cités pour rendre compte de leur conduite. Le dit bureau de syndics et de visiteurs déposera annuellement devant la conférence à sa réunion annulle un rapport complet et détaillé de la condition littéraire et financière de la dite académie.

Que l'espace pour le logement aussi bien que pour l'instruction de cent soixante-quinze élèves est pourvu dans les salles de l'académie.

Qu'une institution de ce genre est de toute importance pour les fins d'éducation et les meilleurs intérêts de la province.

Que les méthodistes wesleyens constituent le corps de chrétiens le plus nombreux dans cette province et sont le seul corps qui ait tenté un effort vigoureux et harmonieux, avec l'aide de contributions privées et personnelles, pour promouvoir l'éducation dans cette nouvelle et importante province des domaines de Sa Majesté.

Que malgré les très grands efforts de toutes sortes faits pour obtenir et percevoir des souscriptions, la pression a été telle dans cette province, au cours des deux dernières années, que le progrès des travaux à nos édifices a été enrayé, et que des ressources anticipées et des souscriptions promises nous ont dans de nombreux cas fait défaut ; de sorte que le bureau d'administration se trouve en face d'une dette de quatre mille louis.

Que dans le but de mettre la dite académie en mesure d'accomplir le but pour lequel elle a été établie et de donner un enseignement religieux orthodoxe dans les branches élémentaires des sciences accessibles aux pauvres jeunes gens de talent comme instituteurs d'écoles communes et aux enfants de parents peu à l'aise, des ressources annuelles indépendantes du prix d'enseignement, un accessoire pour le cours de philosophie et une bibliothèque sont d'absolue nécessité de même qu'une charte d'incorporation.

Que dans ces circonstances de grande urgence, animés par un ardent désir de promouvoir les plus hauts intérêts religieux et éducationnels de cette province, encouragés par l'assurance qui découle du désir paternel de Votre Majesté de promouvoir le bien-être éducationnel aussi bien que le bonheur général des fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté dans chaque partie du vaste empire de Votre Majesté, et enhardis par le fait que Votre Majesté a octroyé à l'université épiscopale du collège du Roi dans cette province une charte royale, un subside annuel de mille louis sterlings pendant seize ans, et une dotation de deux cent vingt-cinq mille acres de terre inhabitée de la Couronne, vos pétitionnaires prient humblement et fermement Votre Majesté de prendre ce qui précède en sa très gracieuse considération et d'accorder une charte royale pour la dite académie du Haut-Canada, et telles sommes et dotation en terres qu'il paraîtra juste à la bonté et à la libéralité royale de Votre Majesté.

Signé au nom et par ordre de la conférence de l'Eglise méthodiste wesleyenne au Canada.

WM. LORD,
Président de la conférence du H.-C.

EGERTON RYERSON,
Secrétaire.

HAMILTON, H.-C., 16 juin 1835.

N° 17.—CHARTE DU SÉMINAIRE DE COBOURG.

(Archives, Série Q., Vol. 387-1, p. 187.)

Attendu que les ministres de l'Eglise méthodiste wesleyenne au Canada ont, grâce à l'aide de contributions particulières et volontaires, érigé les bâtiments pour une académie d'enseignement, pour l'éducation de la jeunesse sur des principes chrétiens, située dans le voisinage de la ville de Cobourg, dans le district de Newcastle, dans notre province du Haut-Canada, dans l'Amérique du Nord, et attendu que les dits ministres de l'Eglise méthodiste wesleyenne ont fait humble application à nous pour qu'ils nous plaise d'accorder notre charte royale pour l'établissement plus parfait de la dite académie dans le but susdit ; Et attendu que l'objet de la dite applinotre dite province. SACHEZ TOUS MAINTENANT, qu'ayant pris ce qui précède en notre lieutenant-gouverneur de notre dite province, comme très propre au bien-être de notre dite province. SACHEZ TOUS MAINTENANT qu'ayant pris ce qui précède en notre royale considération et pesant soigneusement la grande utilité et importance de pareille institution, nous avons par notre grâce spéciale, certaine connaissance et simple mouvement ordonné et accordé et par ces présentes ordonnons et accordons pour nous, nos héritiers et successeurs qu'il sera établi à ou près notre ville de Cobourg, dans le district de Newcastle, et dans notre dite province, à partir de ce jour, une académie avec le style et les privilèges ci-après fixés pour l'instruction de la jeunesse et d'étudiants dans les diverses branches de la science et de la littérature, pour continuer à jamais à être appelée Académie du Haut-Canada.

Et par les présentes nous déclarons et accordons que la conférence ou assemblée ecclésiastique de la dite Eglise méthodiste wesleyenne à sa réunion annuelle nomme neuf syndics pour la dite académie, trois desquels (les trois premiers sur la liste) devront sortir de charge chaque année et les vacances être remplies par la dite conférence ; et par les présentes nous, pour nous, nos héritiers et successeurs, ordonnons et accordons que les dits neuf syndics tel que susdit et leurs successeurs à jamais

seront un corps public distinct et séparé, et incorporé en fait et en nom sous le nom et style de Syndics de l'Académie du Haut-Canada à Cobourg, et que sous le même nom ils devront avoir succession perpétuelle et un sceau commun et qu'eux et leurs successeurs auront de temps à autre plein pouvoir de modifier, renouveler ou changer le dit sceau commun à leur volonté et bon plaisir et comme il sera jugé opportun, et que sous le même nom eux, les dits syndics et leurs successeurs, de temps à autres et en tous temps dans l'avenir, seront capables et en droit d'avoir, de prendre, de recevoir, d'acheter, d'acquérir, de tenir, de posséder, user et entretenir à et pour l'usage de la dite académie, les édifices, terres, logements et biens de quelque espèce, nature ou qualité que ce soit situés dans les limites de notre dite province du Haut-Canada ou du Bas-Canada, de façon à ce que les revenus des dits édifices, etc., n'excèdent pas la valeur annuelle de cinq mille louis indépendamment de tous grèvements; et de plus de prendre, acheter, acquérir, avoir, tenir, user, recevoir, posséder et retenir n'importe quelles marchandises, biens meubles, contributions charitables ou autres, dons ou bienfaits quels qu'ils soient.

Et par les présentes nous déclarons et accordons que les dits syndics et leurs successeurs sous le même nom pourront et peuvent être capables et en droit en loi de poursuivre et être poursuivis, d'être poursuivis, d'être demandeurs et d'être défendeurs, de répondre et de recevoir réponse dans toutes et chaque cour d'archives dans notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et notre dite province du Haut-Canada ou tout autre de nos domaines, dans toutes et chaque actions, causes, plaidoieries, procès, affaires et demandes quelconques de quelque nature ou espèce que ce soit, dans une manière et une forme aussi large, ample et bénéficiable que tout autre corps politique ou incorporé ou tout autre de nos sujets-liges, étant des personnes capables et habiles en loi, peuvent et pourront poursuivre, être demandeurs et répondre ou être poursuivis, défendeurs ou recevoir réponse de quelque manière que ce soit.

Et attendu qu'il est nécessaire de pourvoir au gouvernement et à l'administration des affaires de la dite académie, par les présentes nous déclarons, ordonnons et accordons, que la dite conférence de la dite Eglise méthodiste wesleyenne à chacune de ses réunions annuelles devra avoir autorité pour nommer cinq visiteurs (dont le terme d'office devra cesser à la réunion annuelle de la dite conférence suivant immédiatement celle à laquelle ils furent nommés) qui devront être associés aux dits syndics comme bureau conjoint de syndics et de visiteurs, lequel devra-avoir pouvoir et autorité de rédiger et faire des statuts, règles et ordonnances touchant et concernant le bon gouvernement de la dite académie, la célébration du service dans cette académie, les études, cours et exercices et toutes affaires s'y rattachant, la nomination, la résidence et les devoirs du principal de la dite académie, le nombre, la résidence et les devoirs des professeurs de cette académie, l'administration des revenus et des biens de la dite académie, les salaires, frais, fonds et émoluments des et pour les principal, professeurs, officiers et serviteurs de la dite académie ; le nombre et les devoirs de ces dits officiers et serviteurs, et aussi touchant et concernant toute autre affaire ou chose qui leur paraîtront bonnes, opportunes ou utiles pour le bien-être et l'avancement de la dite académie et conformes à cette charte venant de nous, et aussi de temps à autres par tout nouveau statut, règle et ordonnance de faire, renouveler, augmenter ou modifier tous ou chacun des statuts, règles et ordonnances ainsi qu'il leur paraîtra propre et opportun. Pourvu toujours que les dits statuts, règles et ordonnances ou quelqu'un d'entre eux ne soient pas à l'encontre des lois et statuts de la Grande-Bretagne et d'Irlande ou de notre dite province du Haut-Canada ou de cette charte venant de nous. Pourvu aussi qu'aucun principal de la dite académie ne sera nommé ou démis de la charge sans l'approbation de la majorité des votes de la dite conférence de l'Eglise méthodiste wesleyenne à sa réunion annuelle. Pourvu aussi qu'aucune affirmation ou qualification religieuse ne devra être requise de ou imposée à des personnes admises comme élèves ou boursiers dans la dite académie.

Et nous ordonnons et accordons de plus qu'une réunion des dits syndics et visiteurs devra être tenue à chaque et toute année dans le cours d'un mois calendaire après la réunion annuelle de la dite conférence de l'Eglise méthodiste wesleyenne, à laquelle réunion un secrétaire et un trésorier du dit bureau devront être nommés par la majorité des membres présents, tels trésorier et secrétaire étant syndics ou visiteurs de la dite académie.

Et nous ordonnons et accordons de plus qu'aucune réunion du dit bureau ne devra être ou ne sera tenue comme une réunion légale de ce bureau à moins que cinq membres au moins soient présents durant toute la durée de toute telle réunion ; et que toutes les questions et résolutions proposées à la décision du dit bureau devront être déterminées par la majorité des votes des membres du dit bureau présents, y compris le vote du membre présidant, et que dans le cas d'un partage égal de voix, le membre présidant à telle réunion devra donner un vote additionnel ou prépondérant.

Et nous déclarons et ordonnons de plus que si quelque membre ou quelques membres du dit bureau meurt ou meurent, résigne ou résignent son ou leur siège dans le dit bureau, alors et dans chaque tel cas une personne apte et qualifiée sera nommée par les membres restants du dit bureau à leur réunion suivante, s'ils le jugent opportun, et le nouveau membre ou les nouveaux membres ainsi nommé ou nommés aux lieu et place du membre ou des membres ainsi décédé ou démissionnaire ou décédés ou démissionnaires devra ou devront rester en office jusqu'à la réunion annuelle suivante de la dite conférence de l'Eglise méthodiste wesleyenne.

Et nous déclarons et ordonnons par les présentes que le dit bureau devra de temps à autre et en tous temps fixer l'heure et l'endroit de sa propre réunion ; mais qu'une réunion extraordinaire du dit bureau peut être convoquée en tous temps quand trois membres ou plus du dit bureau le jugeront nécessaire, en en donnant avis régulier et suffisant. Un procès-verbal vrai et fidèle des affaires de chaque et toute séance du dit bureau devra être entré par le secrétaire du bureau dans un livre gardé à cette fin et signé par le membre présidant et le secrétaire.

Et attendu qu'il est nécessaire de pourvoir à la preuve régulière de la nomination de personnes comme syndics et visiteurs de la dite académie : Maintenant nous ordonnons et déclarons de plus que le secrétaire de la dite conférence de l'Eglise méthodiste wesleyenne à ou immédiatement chaque réunion annuelle de la dite conférence devra certifier cette dite nomination sous sa propre signature au secrétaire du dit bureau, lequel certificat sera transcrit dans le livre gardé par le dit bureau et devra être considéré comme preuve suffisante de la nomination de personne ou personnes comme syndic ou visiteur ou syndics ou visiteurs de la dite académie.

Et nous, par les présentes, pour nous, nos héritiers et successeurs, obligeons et commandons que les statuts, règles et ordonnances susdits, sujets aux dites stipulations, seront strictement et inviolablement observés, tenus et accomplis de temps à autres en pleine vigueur et effet, sous les pénalités à être par les présentes ou ici imposées ou contenues.

Et nous voulons accorder et déclarer et par ces présentes pour nous, nos héritiers et successeurs, accordons et déclarons que ces lettres patentes venant de nous ou l'amplitude ou ampliation d'icelles devront et pourront être bonnes, fermes, valides, suffisantes et efficaces en loi conformément aux intentions et significations vraies de ces lettres et devront être prises, interprétées et adjugées dans le sens le plus favorable et le plus bénéficiable pour le plus grand avantage des dits syndics de la dite académie aussi bien dans notre cour d'archives qu'ailleurs et par tous et chacun des juges, magistrats, officiers, ministres et autres sujets quels qu'ils soient de nous, nos héritiers et successeurs, nonobstant toute erreur de rédaction, d'interprétation, omission, imperfection, défaut, affaire, cause ou chose quels qu'ils soient qui y seraient contraires.

En foi de quoi nous avons voulu que ces lettres deviennent patentes.

NOTE B

EMIGRATION

N° 1.—Plan de Colonisation de M. Shirreff.

(Arohives, série Q., vol. 375-2, p. 361.)

Londres, 29 septembre 1832.

Milord,—Quand j'ai eu la dernière fois l'honneur d'une entrevue avec M. Hay j'ai dit que j'étais désireux de soumettre au gouvernement de Sa Majesté un plan pour ouvrir une communication directe entre Montréal et le lac Huron par voie de l'Ottawa et la colonisation du pays avoisinant, et je viens demander la permission de présenter à Votre Seigneurie quelques observations à ce sujet.

Une entreprise de ce genre fut d'abord proposée dans une brochure publiée à Londres par mon frère en 1824, et tous deux, lui et mon père, se sont depuis donné beaucoup de mal pour s'assurer de la nature du sol du pays ayant en vue les fins déjà mentionnées. Vous trouverez ci-jointe une description d'une partie de cette région que mon frère explora dans ce but en encourant une dépense considérable et qui auparavant n'existait pas sur les cartes géographiques.

Dans les pays depuis longtemps habités l'objet qu'on a en vue en augmentant les facilités de communication est généralement de rendre service à des groupes de population déjà formés, quoique même dans ce but l'augmentation d'activité dans les rapports entre toujours en ligne de compte quand on suppute le coût. Dans les régions plus récemment colonisées, l'objet de pareilles facilités est souvent d'encourager et, dans une certaine mesure, de diriger le progrès de la colonie, un grand soin étant pris de faire observer que d'autres circonstances se réunissent pour faire que le courant de la population se dirige vers ces parties du pays où les améliorations sont commencées. Le canal Erié est un exemple frappant du succès avec lequel des travaux considérables peuvent être entrepris sur le dernier principe dans une région où le bon marché de la terre enlève tout obstacle à l'accroissement de la population. Dans cette entreprise, les Américains eurent le bonheur d'être en mesure de combiner des avantages commerciaux presque immédiats avec des facilités additionnelles pour guerroyer sur la frontière du nord. Pour ramener l'équilibre de l'attaque et de la défense, le canal Rideau devint nécessaire. Il ouvre en même temps une importante partie du pays ; bien qu'il ne paraisse pas devoir rembourser ce qu'il a coûté aussi rapidement dans l'intervalle. Ce canal est l'une des plus grandes sécurités par lesquelles nous tenons les Canadas et protégons tous autres grands travaux qui ont été ou peuvent être faits là. Au nombre de ces derniers il n'en est pas d'indiqué plus fortement par la topographie du pays ni plus propre à stimuler son commerce et sa colonisation que le parachèvement d'une route maritime directe entre Montréal et le lac Huron, laquelle est déjà partiellement formée par le moyen de l'Ottawa. Il est remarquable que la distance soit la même qu'entre Albany et le lac Erié, les deux extrémités du grand travail par lequel nos entreprenants voisins ont relié les lacs d'en haut à l'Atlantique. De fait les deux lignes de communication seraient parallèles dans les deux sens du mot. Même si l'on trouvait que la route par le lac Nipissingue offre le plus d'avantages, l'augmentation de la distance sur notre côté serait beaucoup plus que compensée par ce que la nature a fait pour nous aider.

Il va sans dire que la probabilité d'un placement avantageux de capital dans une pareille entreprise s'offre à la considération des particuliers. Mais on peut faire observer que les deux buts proposés s'aideraient réciproquement l'un l'autre. La masse des terres mise à la disposition d'une compagnie attirerait des travaillants et fourni-

rait des matériaux pour le canal, et le canal attirerait des acheteurs de terre, dont le travaillants employés pour le canal formeraient une très considérable population.

Il y a cet avantage à commencer pareilles opérations dans une partie du pays encore inhabitée, qu'il n'y a aucun gros montant à placer au débit du compte pour dommages à la propriété privée. Dans le cas présent, au contraire, il y aurait la valeur accrue de la terre à venir au crédit des travaux. Si tel avait été le cas pour le canal Rideau, on aurait peut-être réussi à trouver une association de particuliers consentants à entreprendre le travail. Et même si son adaptation aux fins militaires avait rendu nécessaire de défrayer les dépenses à même la bourse publique, plusieurs des obstacles provenant de réclamations extravagantes pour compensation, à travers lesquelles, en plus des difficultés naturelles de l'entreprise, l'habile officier chargé de son accomplissement a eu à filer ou couper son chemin, auraient été évités, tandis que les terres dans le voisinage auraient pu être avantageusement vendues par le gouvernement et les acheteurs y auraient plus gagné qu'en recevant ces terres en concessions gratuites mais sans cette amélioration. Cependant les nations, tout comme les particuliers, doivent payer pour leur expérience, et je ne fais ces obesrvations que parce qu'elles sont en faveur de commencer de bonne heure dans le cas présent, un encouragement à quoi se trouve dans l'accroissement rapide de la population du Michigan et des Territoires du Nord-Ouest. Car il ne peut y avoir de doute—et c'est là une circonstance qui paraît assurer le succès—que ces sections des Etats-Unis profiteraient d'une ouverture dans la direction de l'Ottawa pour près de la totalité de leur commerce atlantique.

En effet, un pareil débouché pour leurs produits ne manquerait pas d'accélérer et de grossir le flot d'émigration déjà en marche qui part de la Nouvelle-Angleterre et des Etats du centre de l'Union. A un point de vue politique un canal aussi avantageux pour le trafic augmenterait considérablement l'intérêt qu'ils ont à ce que leur gouvernement continue d'être sur un pied amical avec l'Empire britannique. S'il nous arrivait par malheur d'être entraînés dans des difficultés avec notre puissant rival, cette route courte et sûre pour atteindre le lac Huron, jointe à une milice et à une population de sympathie anglaise dans cette partie du Canada, ajouterait grandement à nos ressources ; attendu que sans ces appoints, un coup d'œil sur la carte montrera de suite que l'ennemi, par sa population de ses territoires du Michigan pourra contourner notre flanc et convertir en une source de méfaits ou tout au moins d'ennuis ce qui précisément l'aurait, si les choses avaient été tout autres, forcé à tenir la paix.

La coopération nécessaire de la part du gouvernement et de la législature serait de donner d'après une évaluation et à certaines conditions à une compagnie déjà prête ou à former une étendue de terres et une charte qui lui permettraient de combiner la colonisation efficace de cette partie du pays avec l'ouverture d'une voie navigable sur l'Ottawa aussi haut, si nécessaire, que la baie Matawowen, et la connexion de cette rivière au moyen de canaux ou de chemins de fer avec les eaux navigables entre elle et le lac Huron, de façon à établir la ligne de communication avec ce dernier.

Si l'auteur de ces lignes peut se permettre d'espérer que ses vues sur ce sujet concordent avec celles du gouvernement de Sa Majesté, il y a un ou deux points qu'il aimerait à exposer respectueusement, vu qu'ils lui paraissent très importants.

Le premier est de suspendre pendant une courte période toute concession ou vente de terre dans le district de Midland dans le Haut-Canada, au nord de la rivière Madawaska, dans le district de Newcastle, au nord du 45e degré de latitude et dans le district de Home au nord du même degré et à moins de trois milles de la rivière et du lac Muskoka. La période avancée de la saison empêchera cette suspension d'occasionner des inconvénients, tandis que les établissements partiels qui se feraient sur les limites ci-dessus causeraient d'énormes embarras pour les arrangements avec une compagnie et pour ses opérations subséquentes.

Le point suivant, c'est qu'en considération du risque et de la dépense pour ouvrir cette ligne de communication, l'association consentante à l'entreprendre devrait avoir

ι préférence pour le choix conditionnel d'une étendue de terre entre l'Ottawa et le lac Iuron au nord de la limite ci-dessus spécifiée. La grande étendue impropre à la ulture qui se trouve immédiatement en arrière des townships actuellement arpentés es districts du Midland et de Newcastle et les obstructions que les chutes et rapides e l'Ottawa créent dans les établissements au-dessus de cet espace rendent essentiel our l'ouverture du pays jusqu'au sud du lac Nipissingue, que la possession des meil-eures terres en cet endroit et la suppression de ces obstructions aillent ensemble.

Le seul autre point qu'il paraisse nécessaire de mentinner à présent est l'impor-ance qu'il y a pour le gouvernement de conserver des deux côtés de l'Ottawa, dans 'importe quelle étendue pour la colonisation future du pays, le seul droit de disposer u bois debout sur les terres, jusqu'à ce que ces terres soient défrichées et clôturées our la culture, laissant naturellement aux colons pleine liberté de se servir de tout e qu'il leur faut pour la construction, le chauffage et les fins agricoles. On prétend ue cela peut être fait en cédant la propriété des terres sous tous les autres rapports. ans la conservation de ce droit dans une partie du pays où la coupe du bois pour 'exportation est faite si considérablement, un arrêt très prématuré pourrait être in-ligé à cette branche de notre commerce colonial, arrêt qui ne serait ressenti plus ivement que par les nouveaux colons eux-mêmes. Le bénéfice qu'ils retireraient du ois qui se trouve sur leurs lots respectifs serait peu considérable, tandis qu'ils retire-aient de grands avantages de la demande pour leurs produits que le commerce de ois occasionne. Cette stipulation n'a pas été nécessaire avec la Compagnie du Canada, vu que leur étendue de terre n'avoisine pas les forêts dont on alimente le narché. Mais dans le cas présent il serait sage d'étendre la réserve toujours faite (quoique rarement observée) concernant le pin blanc, au pin rouge et au chêne, et eut-être que d'un autre côté il serait possible de se dispenser de la réserve ordinaire l'une partie de la terre.

Relativement aux objections qui ont été formulées contre le mode de coloniser par le moyen de compagnies à fonds social résidentes et propriétaires de terres au Canada, je dirai que ces compagnies sont profitables pour nous. Nous avons besoin le capitaux. Comment les aurons-nous ? Les particuliers qui en possèdent beau-coup n'émigreront pas, c'est clair. Ce n'est donc que par le moyen de compagnies à fonds social formées dans la mère-patrie que le capital pourra être introduit dans une certaine étendue dans l'Amérique Britannique, et la colonisation du pays est naturelle-nent l'un des premiers objets qu'elles devraient avoir en vue. Quand leur œuvre sera terminée sous ce rapport, elles cesseront d'exister comme propriétaires de terres. Les Etats nord-américains qui bordent l'Atlantique, parents de la plupart de ceux qui ont depuis grandi, furent fondés par de semblables associations, et bien que les Etats-Unis colonisent maintenant leurs terres sans avoir recours à ces moyens, ce n'en est pas moins le résultat de la grande accumulation de capitaux qui y existe déjà. De riches particuliers achètent du gouvernement général de grandes étendues de terre, y ouvrent des routes, y tracent et commencent des villages, bâtissent des ponts, les moulins et des écoles, et préparent ainsi le pays à être occupé par des gens de moins de moyens. Il n'y a aucun doute que tout ceci est avantageux pour le client autant que pour le capitaliste et toute la population en général ; et c'est exactement ce que nos compagnies de terres du Nord-Américain doivent faire dans leur propre intérêt. Pareille méthode d'ouvrir la forêt procure en même temps beaucoup de tra-vail pour l'émigrant ouvrier et, dans le cas présent, cet avantage serait considérable-ment augmenté par la nature de l'enterprise, par laquelle un nouveau canal commer-cial serait aussi ouvert à travers les Canadas.

Le tout respectueusement soumis à Votre Seigneurie,

J'ai l'honneur d'être, milord,

De Votre Seigneurie le plus obéissant serviteur,

ROBERT SHIRREFF.

Au vicomte Howick, M.P.,
Sous-secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour le département colonial,
Etc., etc., etc.

N° 2.—Sir John Colborne au vicomte Goderich.

(Archives, série Q., vol. 377-1, p. 1.)

Haut-Canada,
York, 10 janvier 1833.

Milord,—Les agents nommés pour surveiller le placement des émigrants ayan clos leurs comptes, je suis en mesure de transmettre l'état ci-joint de la dépens encourue pour mettre à effet les arrangements sanctionnés dans les instructions d Vos Seigneuries en date du 1er de février et du 31 mai, n° 72.

La dépense occasionnée par les circonstances embarrassantes dans lesquelle l'émigration de la dernière saison a commencé et s'est continuée pendant plusieur mois, a été considérable. Toutefois, je suis persuadé que le soulagement prompt e efficace ressenti dans les deux provinces par le continuel éloignement des émigrant des ports du Saint-Laurent et du lac Ontario auxquels ils étaient exposés à êtr retenus et que le bénéfice durable que le pays a retiré des mesures adoptées pour l distribution, l'emploi et le placement d'au moins trente mille personnes, ne peuven manquer de démontrer que cette dépense était nécessaire et motivée.

De bonne heure dans la saison, j'ai encouragé les sociétés établies à Prescott Kingston et York et les colons intéressés dans les améliorations locales à ouvrir de routes qui étaient nécessaires et si fortement promises, à la condition qu'une parti de la dépense encourue pour les ouvrir serait payée par le gouvernement exécutif.

Sur ces routes on a employé successivement plusieurs familles pauvres, qui pa leurs travaux ont gagné suffisamment pour pouvoir se transporter dans les township les plus éloignés.

Le frais de transport ont été encourus surtout pour envoyer des familles de Pres cott à York et dans les nouveaux townships de Harvey, Medonte et Oro, et dans le townships ouest d'Adélaïde et de Warwick.

Près de 3,500 personnes ont été établis dans Adélaïde et Warwick ; populatio qui contribuera beaucoup à promouvoir le district de l'ouest. J'ai permis que dan ce district on emploie les émigrants pauvres à ouvrir un chemin du Canada au la Huron. J'espère que quelques-uns d'entre eux trouveront de l'ouvrage sur les terre des officiers et des autres colons qui ont récemment fait des achats dans cette partie d la province.

Je regrette d'avoir à dire que plusieurs des pensionnaires qui sont arrivés duran la dernière saison, ayant vendu leurs pensions, sont dans une grande détresse. Il ont gaspillé l'argent provenant de cette vente et ne peuvent, s'ils ne reçoivent pa d'autres secours, rester sur leurs terres, et sont soit trop paresesux, soit incapables d travailler avec une énergie suffisante à pourvoir aux besoins de leurs familles. Il sont en général portés à croire qu'ils n'ont pas été traités avec justice, et comme il sont pauvres et mécontents et qu'ils ont passé leurs meilleurs jours dans l'armée, il seront bientôt des colons de la pire classe pour ces provinces.

Les soldats libérés qui ont retenu leurs pensions réussissent tous bien.

Il y en a aussi quelques autres dans une grande détresse dans le district de New castle.

Les émigrants de Sussex et de Wiltshire qui furent envoyés de bonne heure au printemps, ayant reçu à New-York le petit montant qui leur était dû, se sont trouvé sans les moyens de pourvoir temporairement à leurs besoins. Ils ont, cependant, ét distribués dans les districts de l'ouest et sont satisfaits des perspectives qui s'offrent à eux.

Comme il ne paraît pas qu'aucun système de quelque ampleur proposé pour l'en couragement à l'émigration devienne acceptable en Angleterre et que les paroisse où les tenanciers consentent à placer sous le contrôle du gouvernement des fond suffisants pour établir dans ces colonies une partie de leur population superflue, cett province doit être préparée à recevoir annuellement de trente à quarante mille émi-

grants volontaires dont la grande majorité aura besoin de secours immédiats. Je demande donc la permission de soumettre quelques observations inspirées par l'expérience des deux dernières années et le résultat des mesures adoptées pour pourvoir aux besoins des colons pauvres.

Il est évident que, si des arrangements ne devaient pas être faits pour empêcher l'accumulation des émigrants à Prescott et à York, cinq à six mille personnes pourraient, à la même époque, être retenues dans ces villes totalement incapables de les supporter ou de leur procurer du travail. Par conséquant, pour assurer le prompt départ des émigrants successivement à mesure qu'ils arrivent et les diriger sur les districts où ils puissent pourvoir pour eux-mêmes et afin que la province retire le plus grand bénéfice de leur travail, on a préparé pour les recevoir plusieurs townships auxquels on les a invités de se rendre. Leur transport dans les townships intérieurs est coûteux, de même que les préparatifs nécessaires pour leur emploi, mais grâce à cette méthode, de grandes étendues de terre sont mises en culture dans le cours d'une seule saison.

Des officiers et des colons avec des capitaux sont prêts à s'établir dans les townships habités par quatre à cinq cents travaillants et là où la valeur de la terre augmente en proportion de la population établie près de leurs concessions ; les colons pauvres sont engagés soit par les fermiers quand ils se rendent dans les townships vers lesquels ils ont été dirigés, soit par les colons qui pénètrent en même temps qu'eux dans le nouveau township, ou encore par les agents du gouvernement pour ouvrir des routes.

Le seul point faible de ce système, c'est l'emploi d'émigrants pour ouvrir des routes dans les nouveaux townships, vu que ce travail pourrait être fait par des gens accoutumés à cela pour le tiers de la dépense présentement encourue pour les former, et les émigrants pauvres pourraient être employés à défricher quinze ou vingt arpents sur les lots destinés à la vente dans les diverses parties d'un township et à planter des pommes de terre et du blé d'Inde pour l'approvisionnement des colons qui peuvent se trouver établis et pour les émigrants occupés à défricher le terrain. Ces récoltes seraient probablement vendues au prix que représente le travail consacré à les préparer. Ces améliorations induiraient des personnes de moyens modérés à acheter les lots sur lesquels elles ont été faites et le produit défrayerait les dépenses de l'année.

Je n'ai aucun doute qu'un pareil système réussirait. Il paraît en tous points préférable à l'emploi des émigrants sur les routes, ou au projet de défricher des terres pour des fermes considérables, une entreprise qui doit être marquée par l'insuccès à moins d'être conduite par des surintendants de grande expérience, intelligence et intégrité.

Les salaires pour les surintendants de cette catégorie ajouteraient considérablement à la dépense et les fermes mises en état d'être occupées ne trouveraient pas facilement d'acheteurs ; mais les petites améliorations seraient mises à la portée des colons de moyens très limités et la valeur de la terre dans chaque partie du township augmenterait également.

Je donnerai aux agents dans les nouveaux townships instruction d'employer les émigrants à des gages modérés pour défricher de bonne heure au printemps des terres pour la culture au lieu de les maintenir à un travail qui ne peut produire de profits immédiats.

La représentation contenue dans le document ci-joint venant du commissaire des terres de la Couronne m'a induit à permettre aux officiers de la marine et de l'armée qui ont droit à une remise sur le prix d'achat de la terre proportionnément à leur rang de recevoir leurs concessions au prix de la mise à prix, pourvu qu'ils s'établissent sur leurs lots quelques mois après leur arrivée dans la province.

J'ai l'honneur d'être milord,

De Votre Seigneurie,

Le plus obéissant serviteur,

J. COLBORNE.

Le Très honorable
VICOMTE GODERICH,
Etc., etc., etc.

N° 3.—Etat des sommes payées par le commissaire des Terres de la Couronne pour le compte de l'émigration jusqu'au 13 novembre 1832, inclusivement.

(*Archives, série Q., vol. 377-1, p. 9*).

	£	s.	d.
John W. Gamble—pour défrayer la dépense encourue pour employer des émigrants pauvres sur la route	1,079	10	7
John Patton—Agent à Prescott, pour défrayer la dépense encourue pour envoyer des émigrants pauvres dans les diverses colonies en formation dans les régions supérieures de la province et aussi pour les faire travailler temporairement sur la route conduisant de Prescott au canal Rideau	900	0	0
Cheeseman Moe—Agent à Cornwall, pour surveiller le transport des émigrants	139	19	11
William Chisholm—Pour défrayer les dépenses encourues pour employer des émigrants pauvres sur le chemin	633	15	0
Charles Rubidge—Pour dépense encourue pour l'établissement d'émigrants dans le district de Newcastle	276	11	1
John Bastinch—Pour dépenses encourues dans le transport des émigrants de Port-Stanley à Adélaïde	25	11	8
Anthony B. Hawke—Agent stationné à La Chine pour surveiller le transport des émigrés	100	0	0
Wellesley Richey—Pour dépenses encourues pour établir les émigrants à Oro, Medonte et Orillia	1,057	6	0
James Fitzgibbon—Pour faire face à certaines dépenses encourues pour soulager la détresse occasionnée aux émigrants par le choléra et les envoyer s'établir sur les terres	382	4	10
Roswell Mount—Pour dépenses encourues pour établir des émigrants à Adélaïde et ouvrir des routes dans ces townships	1,844	5	0
York Emigration Co—Pour le soulagement des émigrants pauvres	404	13	1
Francis Hudson—Pour employer les émigrants sur une route allant de la baie Kempenfeldt à Sunnidale	90	17	0
Transport—Dépenses encourues pour le transport de colons pauvres sur les terres assignées pour leur réception	656	12	6
Provisions—Fournies aux émigrants de la catégorie précédente	719	10	2
Hamilton et Hunt—Médicaments	0	15	8
Francis Swan—Pour achat de lits et meubles requis pour les malades et les pauvres dans l'hôpital organisé à York par ordre du lieutenant-gouverneur	89	0	8
Harvey Shepherd—Haches pour les employés à ouvrir les routes	10	0	0
John Ewart—Pour ériger un hangar temporaire dans le port de York pour mettre les émigrants arrivant à l'abri du mauvais temps	24	10	0
Robert Marchant—Pour clôturer et déblayer un terrain pour y placer les personnes mortes du choléra	50	10	0
B. Madden—Messager envoyé à J. W. Lount	1	0	0
George Lount—Provisions	60	10	0
Samuel Lount—Pour explorer Sunnidale et tracer un chemin de la baie Kempenfeldt à ce township	32	2	0
Monnaie provinciale	8,582	10	11

A part la somme de £8,582 10s 11d., MM. Chisholm et Gamble ont été autorisés à dépenser pour l'emploi d'émigrants pauvres sur les chemins la somme additionnelle de £500, pour leur être remboursée après le 1er janvier 1832. Et d'après l'état préparé par M. Patton, il reste encore à payer £1,135 5s. 2½d. dus aux bateaux à vapeur *Great Britain, Queenstown, William IV et Niagara,* etc., pour moyens de transport fournis aux émigrants de Prescott aux différents ports sur le lac Ontario.

N° 4.—Sir John Colborne à R. W. Hay.

(Archives, série Q., vol. 377-1, p.51.)

York, H.-C., 14 janvier 1833.

Mon cher monsieur,—Dans ma dépêche du 10 courant, j'ai proposé un plan pour rendre plus productif le travail des émigrants, en employant ceux-ci à défricher dix acres sur certains lots à vendre dans les nouveaux townships, à ensemencer les étendues déboisées et à vendre les améliorations aux émigrants qui arrivent dans un township avec de l'argent.

Aujourd'hui l'émigration est une affaire d'une si grande importance dans cette province que notre attention devrait être dirigée sur les changements qui s'opèrent.

S'il est possible de disposer promptement des émigrants, je me permettrais de dire que l'influence du gouvernement doit être employée dans toute sa force pour pousser l'émigration dans l'extrême mesure de son étendue vers cette province. Les effets

des récentes arrivages sont déjà apparents dans chaque district, et la nécessité de remplir le Haut-Canada jusqu'à ce qu'il déborde est évidente.

Veuillez montrer à lord Goderich l'estimé des dépenses et des recettes pour un an ci-annexé, estimé qui supopose que 100 émigrants pourraient être constamment employés à défricher 100 acres de terre chaque mois. Les calculs sont basés sur la supposition que 100 acres peuvent être défrichées et ensemencées avant le 10 juin, que les récoltes et améliorations pourraient être vendues à des émigrants établis dans un nouveau township avant septembre et que tous les lots améliorés pourraient être vendus dans le cours de l'année pour la valeur du travail des hommes employés. Ainsi on pourrait diriger sur un nouveau district, durant la prochaine saison, quatre mille personnes, dont un quart composé de gens pauvres et employés au défrichement, il n'y aurait aucune difficulté à vendre leur travail au taux de £4 l'acre sur les lots améliorés, en sus du prix de mise.

La plus grande partie de l'argent avancé pour les gages serait remis en septembre. J'ai consulté plusieurs colons expérimentés sur ce projet, et ils sont tous d'opinion qu'il réussira.

Les efforts que j'ai trouvé nécessaire de faire l'an dernier pour disperser les émigrants à mesure qu'ils arrivaient et d'en empêcher une accumulation qui aurait amené la destruction de la moitié de ceux qui étaient entrés dans la province aussi bien que de leurs voisins, ont causé une dépense fort au-dessus de la somme allouée pour les fins de l'émigration, mais les circonstances exigeaient les mesures actives et coûteuses qui furent adoptées, et si elles n'avaient pas été adoptées, la panique et la confusion auraient régné pendant toute la saison. Je suis absolument sûr que lord Goderich sera convaincu qu'on ne pouvait éviter la dépense sans produire des conséquences sérieuses.

Plusieurs familles bien en moyen de payer leur transport ont été transportées par nous, mais il n'était pas facile de séparer les pauvres de ceux qui avaient les moyens de partir. L'alarme était grande et on doit se rappeler que nous n'avions pas seulement à pourvoir à éloigner les émigrants du Saint-Laurent, mais encore à les transporter vers des townships éloignés et à leur procurer du travail. Il m'est impossible de regretter un seul article de la dépense. La province a profité généralement, et le district de l'ouest tout particulièrement. Dans l'espace de quelques mois la population a monté de 10,000 à 14,000.

Le compte des dépenses est à peu près terminé. Le montant dépensé s'élève, je crois, à environ £10,000. Le revenu territorial supportera ce grèvement sans inconvénient. * * * *

Je dois revenir à l'émigration, convaincu que je suis que le sujet devrait absorber notre principale attention en Angleterre et ici, en autant que cette colonie est concernée. On n'a jamais tenté sur une grande échelle l'expérience de la colonisation ; elle n'a jamais non plus été essayée dans les nombreuses circonstances favorables qui peuvent en ce moment la favoriser.

Avec des règlements sages les capitalistes peuvent être induits à supporter les émigrants pendant qu'eux-mêmes s'établissent, et il nous serait donné de voir, en dix ans, surgir une magnifique colonie fermement attachée aux institutions de la mère-patrie, promouvant ses intérêts et ses vues commerciales, sans songer à la séparation, et par son nombre et ses opinions exerçant son influence sur chaque partie du Canada qui a besoin d'un bon exemple. Le rapport sur la taxe de l'émigrant, ci-annexé, mérite également l'attention de lord Goderich.

L'estimé de la dépense pour employer les émigrants à défricher supportera l'examen le plus rigide, les items étant tous portés à un haut prix. J'ai confiance que le secrétaire d'Etat considérera le projet tellement important qu'il pourra me faire parvenir par New-York son opinion sur ses mérites et sur l'opportunité d'adopter le plan proposé, de façon que je puisse recevoir ses instructions en avril.

Je demeure, mon cher monsieur,
Votre très dévoué,
J. COLBORNE.

R. Wm. Hay, F.R.S.,
Etc., etc., etc.

N° 5.—ESTIMÉ de la dépense probable pour employer 100 émigrants à défricher à partir du 25 mars 1833 jusqu'au 25 mars 1834, montrant aussi la valeur accrue de la terre et la valeur des récoltes.

	£	s.	d.
Pour gages de 100 hommes pendant un an à £2 10s. par mois	3,000	0	0
Vivres pour 100 hommes pendant un an à £1 10s. par mois	1,800	0	0
Construire 120 cambuses sur les 120 lots différents sur lesquels se fait le défrichement, à £2 10s. 0d. chacun	300	0	0
Transport des instruments et ustensiles, 20 T à 5s	5	0	0
Fourrages pour 5 paires de bœufs pendant un an	30	0	0
Pommes de terre de semence—10 boisseaux par acre pour 100 acres—1,000 boisseaux à 2s. 6d. le boisseau	125	0	0
Transport de 1,000 boisseaux de pommes de terre à 1s	50	0	0
Ensemencer 100 acres de pommes de terre à 10s. l'acre	50	0	0
Renchausser et entretenir 100 acres de pommes de terre à 20s. l'acre	100	0	0
Salaire d'un agent pendant un an à 15s. par jour	270	0	0
Gages additionnels pour 10 hommes agissant comme surveillants, un pour chaque établissement à 2s. 6d. par jour chacun	465	5	0
Dépréciation dans la valeur des paires de bœufs, des instruments, etc., mentionnés dans l'état, 25 pour 100 sur £219 17s. 6d.	54	19	4
Transport de 100 émigrants de York à Sunnidale à 10s. chacun	50	0	0
	6,300	4	4
Plus 5 pour 100 pour dépenses contingentes	315	0	3
	6,615	4	7

	£	s.	d.
Admettant que chaque homme défrichera une acre par mois, 100 hommes défricheront dans une année 1,200 acres, ou 10 acres sur 120 lots séparés. Ces améliorations peuvent être vendues à la classe plus aisée de colons et augmenteront la valeur de la terre défrichée de £4 par acre, et l'élèveront à	4,800	0	0
Les 120 cambuses peuvent aussi être vendues aux personnes achetant le défrichement pour le prix qu'elles ont coûté £2 10s. chacun	300	0	0
Les 100 acres de pommes de terre produiront probablement en septembre 15,000 boisseaux—150 boisseaux par acre, et elles se vendront à 2s. par bois.	1,500	0	0
Recette totale	6,600	0	0

N° 6.—ETAT de la dépense encourue pour munir 100 hommes de bœufs d'attelage, d'instruments, etc.

	£	s.	d.
5 paires de bœufs à £20 la paire	100	0	0
5 jougs de bœufs avec anneaux à 12s. 6d	3	2	6
5 jeux de chaînes à billots à 40s	10	0	0
100 haches et manches à 7s	35	0	0
100 pioches à 4s	20	0	0
2 pierres à meule avec manivelles à 27s. 6d	2	15	0
2 scies dites "godendards" à 30s	3	0	0
2 scies dites "passant" à 40s	4	0	0
1 douzaine de limes à 10d	0	10	0
2 herminettes à 12s. 6d	1	5	0
12 tarières à 5s	3	0	0
2 forts couteaux à deux mains à 6s. 3d	0	12	6
2 scies à main à 7s. 6d	0	15	0
2 fendoirs à 5s	0	10	0
5 paires d'anneaux à maillets à 5s	1	5	0
10 coins en fer à 3s. 9d	1	17	6
10 bouilloires à 20s	10	0	0
10 lèchefrites à 4s. 6d	2	5	0
10 grands plats en ferblanc à 10s	5	0	0
100 cuillers à 3d	1	5	0
100 tasses en ferblanc à 15d	6	5	0
5 herses avec 5 jeux de dents de herse	7	10	0
Monnaie provinciale	219	17	6

N° 7.—L'état suivant montre les arrivages hebdomadaires d'émigrants à Québec et à Montréal durant l'année 1834, spécifiant le nombre des hommes, des femmes, puis des enfants au-dessous de 14 ans; aussi le nombre des émigrants volontaires et de ceux qui reçoivent l'aide paroissiale.

Archives—Série Q, vol. 217-3, p. 699.

Semaine finissant le	Hommes.	Femmes.	Enfants au-dessous de 14 ans.	Aide paroissiale	Volontaires.	Total pour chaque semaine.
11 mai	90	64	54	....	208	208
17 "	1,449	989	842	403	2,877	3,280
24 "	866	652	530	131	1,917	2,048
31 "	2,003	1,540	1,185	373	4,355	4,728
7 juin	734	490	371	126	1,469	1,595
14 "	978	735	563	265	2,011	2,276
21 "	756	544	357	....	1,657	1,657
28 "	875	578	486	49	1,890	1,939
5 juillet	678	534	381	141	1,452	1,593
12 "	1,214	858	673	235	2,510	2,745
19 "	262	224	198	63	619	682
26 "	198	146	104	....	440	440
2 août	539	345	308	....	1,192	1,192
9 "	657	446	368	69	1,402	1,471
16 "	528	374	311	....	1,213	1,213
23 "	705	471	395	....	1,571	1,571
30 "	245	180	135	....	560	560
6 sept	106	77	48	....	231	231
13 "	65	49	43	....	157	157
20 "	178	105	92	21	354	375
27 "	152	102	89	....	343	343
4 oct	74	25	41	....	150	150
11 "	126	93	72	12	279	291
18 "	66	51	29	4	142	146
25 "	18	13	6	....	37	37
1er nov	3	2	....	....	5	5
	13,565	9,684	7,681	1,892	29,041	30,935

(NOTE.—Les additions ne s'accordent pas avec les chiffres qui sont dans les colonnes.—D. B.

A. C. BUCHANAN,
Principal agent.

DÉPARTMENT DES ÉMIGRANTS,

QUÉBEC, 12 décembre 1834.

N° 8.—Noms des ports d'où sont venus les émigrants durant l'année 1834, avec un état comparatif des nombres arrivés à Québec et à Montréal au cours des trois années précédentes.

(Archives—Série Q., vol. 217-3, p. 700.)

ANGLETERRE.

Noms des ports.	1834.	1833.	1832.	1831.
London	1,051	1,287	4,150	1,135
Chatham	22	17	....	....
Shoreham	62	....	99	....
Portsmouth	163	251	932	....
Southampton	1	20	....	4
Newport	20	2	156	1
Dartmouth	82	81	196	9
Poole	1	84	150	106
Plymouth	850	440	1,398	474
Torquay	....	....	48	....
Exeter	....	....	6	....
Falmouth	59	31	107	77
Penzance	12	....	28	19
Jersey	17	2	....	....
Padstow	29	53	335	5
Bedford	....	....	60	51
Bridgewater	37	16	306	280
Bristol	64	107	1,836	764
Gloucester et Frome	10	7	....	6
Milford	5	35	138	15
Carmarthen	....	22	....	45
Swansea	32	....	63	....
Aberystwith	37	42	27	....
Lanelly	....	....	21	....
Liverpool	1,060	551	2,217	2,261
Lancaster	....	61	45	43
Whitehaven	72	413	795	138
Maryport	538	315	884	421
Workington	29	....	246	399
Berwick et Newcastle	459	208	340	239
Sunderland	57	40	206	86
Scarboro' et Shields	49	1	12	....
Stockton	192	233	132	....
Whitby	273	46	236	471
Hull	1,171	655	1,288	2,780
Yarmouth	345	171	793	514
Colchester	....	....	145	....
Lynn	....	7	86	....
	6,799	5,198	17,481	10,343

N° 8.—Noms des ports d'où sont venus les immigrants durant l'année 1834—*Suite.*

Archives—Série Q, vol. 217-3, p. 700.

IRLANDE.

Noms des ports.	1834.	1833.	1832.	1831.
Dublin	5,879	3,571	6,595	7,157
Wexford	23	21	157	229
Waterford	1,008	197	877	1,216
Ross	278	325	926	1,159
Youghall	203	53	159	210
Cork	2,261	925	1,987	2,735
Baltimore	....	....	184	....
Tralee	217	67	133	114
Limerick	1,097	602	1,689	2,759
Clare	....	19	....	....
Galway	79	190	425	452
Westport	221	....	529	720
Killala	....	....	....	514
Sligo	2,114	657	2,961	4,079
Ballyshannon	154	71	86	200
Donegal	2	....	113	....
Londonderry	1,580	1,852	2,582	2,888
Larne	....	....	137	....
Belfast	3,024	2,637	6,851	7,943
Newry	945	725	1,374	1,591
Strangford	117	41	349	169
Drogheda	....	60	90	....
Kilrush	4	....	....	....
Kinsale	2	....	....	....
	19,206	12,013	28,204	34,155

ÉCOSSE.

Noms des ports.	1834.	1833.	1832.	1831.
Dumfries	....	137	....	....
Ayr	221	24	....	40
Inverness	....	138	....	361
Cromarty	276	298	638	460
Greenock	1,140	1,458	1,716	2,988
Campbell-Town	....	192	110	....
Glasgow	462	168	160	176
Stranrae	87	75	60	....
Peter Herd	29	41	18	13
Dundee	99	194	439	249
Grangemouth	....	....	....	196
Leith	661	622	1,145	664
Aberdeen	647	116	478	158
Isla	358	601	181	....
Annan	391	....	175	....
Alloa	87	....	231	....
Leven	....	39	112	....
Irvin	....	6	37	....
Kirkaldy	33	47	....	....
Tobermory	99	40	....	....
Troon	1	....	....	....
	4,591	4,196	5,500	5,354

PORTS INFÉRIEURS.

Terreneuve, Nouvelle-Ecosse, Cap-Breton, Antilles, etc.	339	359	561	424

DÉPARTEMENT DE L'ÉMIGRATION,
QUÉBEC, 12 décembre 1834.

A. C. BUCHANAN,
Principal agent.

N° 9.—TABLEAU COMPARATIF du nombre d'immigrants arrivés à Québec depuis l'année 1829, inclusivement.

(*Archives—Série Q., vol. 217-3, p. 703.*)

Provenance.	1829.	1830.	1831.	1832.	1833.	1834.
Angleterre et Galles	3,565	6,799	10,343	17,481	5,198	6,799
Irlande	9,614	18,300	34,133	28,204	12,013	19,206
Ecosse	2,643	2,450	5,354	5,500	4,196	4,591
Hambourg et Gibraltar	....	....	... .	15	......	... .
Nouvelle-Ecosse, Terreneuve, Antilles, etc	123	451	424	546	345	339
	15,945	28,000	50,254	51,746	21,752	30,935
Grand total	....	....	....	... .	....	198,632

DÉPARTEMENT DE L'ÉMIGRATION,
QUÉBEC, 12 décembre 1834.

A. C. BUCHANAN,
Principal agent.

N° 10.—DISTRIBUTION des immigrants arrivés à Québec durant l'année 1834 :—

(*Archives—Série Q., vol. 217-3, p. 704.*)

Bas-Canada.		
Ville et district de Québec	1,500	
District des Trois-Rivières	350	
District de Saint-François et cantons de l'Est	640	
Ville et district de Montréal	1,200	
District d'Ottawa	400	
Total pour le Bas-Canada		4,090
Haut-Canada.		
Districts d'Ottawa, Bathurst et Midland et districts de l'Est jusqu'à Kingston, inclusivement	1,000	
District de Newcastle et townships dans le voisinage de la baie de Quinté	2,650	
Toronto et le district de Home, comprenant les établissements autour du lac Simcoe.	8,000	
Hamilton, Guelph et Huron et régions avoisinantes.	2,660	
Frontière et district de Niagara, y compris la ligne du canal Welland et autour de la tête du lac Ontario jusqu'à Hamilton	3,300	
Etablissements sur le bord du lac Erié, y compris le district de London, l'établissement d'Adélaïde et jusqu'au lac Saint-Clair	4,600	
Total pour le Haut-Canada		22,210
Morts du choléra dans le Haut et le Bas-Canada	800	
Retournés dans le Royaume-Uni	350	
Partis pour les Etats-Unis	3,485	
		4,635
Total		30,935

DÉPARTEMENT DE L'ÉMIGRATION,
QUÉBEC, 12 décembre 1834.

A. C. BUCHANAN,
Principal agent.

N° 11.—Rapport du nombre d'immigrants arrivés du Royaume-Uni à New-York au cours des six dernières années.

(*Archives—Série Q., vol. 217-3, p. 705.*)

—	Angleterre.	Irlande.	Ecosse.	Total.
Durant l'année 1829	8,110	2,443	948	11,501
" 1830	16,350	3,497	1,584	21,433
" 1831	13,808	6,721	2,078	22,607
" 1832	18,947	6,050	3,286	28,283
" 1833				16,100
Au 20 novembre 1834				26,540
Total				126,464

DÉPARTEMENT DE L'ÉMIGRATION,
QUÉBEC, 12 décembre 1834.

A. C. BUCHANAN,
Principal agent.

N° 12.—Une liste des vaisseaux perdus en route pour Québec le printemps dernier, avec le nombre des vies perdues.

(*Archives—Série Q., vol. 217-3, p. 706.*)

1834 De bonne heure le printemps	—		Pertes de vies.
	James de Workington, capit. Crooks, naufragé à l'Ile Saint-Paul		
	Noon, de Sunderland, capit. Phillips " "		
	Isabella, de Workington, avec 130 émigrants, 7 noyés, le reste endurant de grandes misères, naufragé à l'Ile Saint-Paul		7
	Barque, nom inconnu, même endroit		
	Corvette *James*, de Limerick, capit. Laiddle, perdue sur le Grand Banc de Terreneuve		250
	Barque *Astrea*, près du Cap-Breton, perte totale		271
	Fidelity, capit. Clark, de Dublin, même endroit, équipage et passagers sauvés, 29 morts de fatigue		29
	Barque *Edward Chapman*, près de Scutari		
	Corvette *Columbus*, même endroit		
	Navire, nom inconnu, à Petite Ile		
	Corvette *Trafalgar*, de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, Cap-Breton		
	Corvette de l'ouest d'Angleterre, près d'Arichat, avec 180 passagers, 7 sauvés seulem.		173
	Corvette de l'ouest d'Angleterre avec 280 passagers, près d'Eusebo, détroit de Canso, pas de pertes de vies		
	Corvette *Resolution*, Turnbull, avec 223 passagers, près de Spit Island S.E., côte de Terreneuve. Un enfant et tout le bagage des passagers perdus		1
	Barque *Juno*, arrivée à Richibouctou avec 233 émigrants recueillis en mer		
	Patriot, de Sunderland, au Cap Rosier, golfe Saint-Laurent		
	Scarboro Castle, en mer		
	Longitude	41	731
	Nombre de vaisseaux perdus.		
	Récapitulation des pertes de vies.		
	Isabella	7	
	Corvette James	250	
	Astrea	271	
	Fidelity	29	
	Corvette de l'ouest d'Angleterre, nom inconnu, près d'Arichat.	173	
	Resolution	1	
		731	
	Nombre total des pertes de vies dans des naufrages à bord de vaisseaux à destination de Québec en l'année 1834.		731
	Morts de choléra et d'autres maladies à la quarantaine de la Grosse-Isle.		264
			995

DÉPARTEMENT DE L'ÉMIGRATION,
QUÉBEC, 12 décembre 1834.

A. C. BUCHANAN,
Principal agent.

N° 13.—NOTES PRISES PAR L'AGENT D'EMIGRATION.

(Archives, série Q., vol. 217-3, p. 708.)

Extrait des différents rapports hebdomadaires faits au gouverneur en chef par le principal agent de l'émigration, à Québec.

Semaine finissant le 10 mai 1834.

Constatant que les capitaines de navires continuent à prélever l'impôt sur les émigrants, j'envoie des avis imprimés à Grosse-Ile pour les informer qu'aucune loi ne justifie cet impôt.

Semaine finissant le 17 mai.

Les émigrants déjà arrivés à cette saison possèdent généralement des effets considérables. En majorité de petits cultivateurs et commerçants, le nombre des personnes appartenant aux classes ouvrières est inférieur à la moyenne des années présentes, et ceux de ces classes qui sont déjà arrivés sont en général très en mesure de payer leur transport à leurs lieux de destination ou aux situations où je crois préférable de les mettre—les bons domestiques sont en grande demande dans cette ville et à Montréal, et celle pour toutes les personnes de métier ne peut être meilleure. J'ai beaucoup de difficulté à faire remettre par les capitaines aux émigrants le montant de l'ancienne taxe qu'ils ont illégalement perçue sur eux ; jusqu'à ce jour, j'ai réussi à leur faire remettre au-dessus de cinq cents louis. Plusieurs naufrages des plus attristants ont eu lieu ce printemps-ci parmi les navires à émigrants en route pour ce port.

Semaine finissant le 31 mai.

Les émigrants arrivés cette semaine sont en général assez à l'aise ; il n'y en a pas beaucoup dans la ville présentement, eu égard au grand nombre déjà arrivés à une époque aussi peu avancée. J'ai réussi à faire rembourser l'impôt *per capita* à plus de mille émigrants, vendredi et samedi. Ce bureau est ouvert de sept heures du matin jusqu'à la chute du jour pour permettre de donner à chaque postulant toute l'aide possible pour le départ. Presque tous les émigrants survivants qui ont fait naufragé sont arrivés, et pour ceux d'entre eux qui avaient besoin d'aide, j'ai obtenu le transport gratuit jusqu'à Montréal.

Semaine finissant le 7 juin.

Ce bureau continue à être excessivement rempli chaque jour d'émigrants qui demandent de l'aide pour recouvrer l'impôt *per capita*. Les capitaines du vaisseau *Home* de Dublin, et de l'*Active* de Londonderry, qui sont arrivés aujourd'hui, ont refusé de rembourser cet impôt que je sais parfaitement avoir été payé par les émigrants. La situation dans la ville, en ce qui concerne le contingent des émigrants, est remarquablement satisfaisante.

Semaine finissant le 14 juin.

Les émigrants arrivés cette semaine ont presque tous pris la direction du Haut-Canada ; quelques artisans, domestiques et commerçants restent à travailler à Québec et à Montréal. Dans cette ville, l'absence de détresse ou de besoins parmi les émigrants est remarquable, grâce à l'aide du percepteur des douanes. J'ai fait des arrangements pour que les capitaines de navires soient empêchés de débarquer les émigrants et leurs bagages tard dans la soirée, ce qui les expose à passer la nuit à la belle étoile, excepté toutefois quand il s'agit de vaisseaux à vapeur. Un certain nombre de cultivateurs, autrefois tenanciers de lord Suffield, sont arrivés cette semaine ; ils étaient recommandés par le secrétaire d'Etat à ce département ainsi que quelques autres petits groupes d'émigrants venant de diverses grandes fermes d'Angleterre ;

tous étaient bien pourvus d'argent et je les ai envoyés, ainsi que requis, à leurs différents points de destination. J'ai réussi presque totalement à faire rembourser l'impôt *per capita* à tous les émigrants arrivés cette semaine et la semaine précédente, à l'exception de l'impôt perçu à bord du *Home* venant de Dublin.

Semaine finissant le 21 juin.

Un très grand nombre de personnes appartenant à la classe ouvrière sont arrivées cette semaine, venant principalement d'Irlande ; elles paraissaient en moyens de payer leur transport. La grande demande dans le Haut-Canada pour artisans, et surtout pour artificiers, journaliers que requièrent les travaux publics, les induit presque tous à s'y rendre. J'ai reçu cette semaine des rapports des agents d'émigrants à Toronto, Lachine, Prescott et Bytown, qui tous parlent de l'excellente condition où se trouve la population émigrante et la complète absence, cette année, de toute maladie ou détresse chez elle, à cette époque de la saison.

Jamais la ville et Montréal n'ont été aussi exemptes des inconvénients causés par une population d'émigrants et l'intervention de la bienveillance a été beaucoup moins requise ce printemps-ci que pendant les cinq dernières années. Grâce à la concurrence qui se fait entre les bateaux à vapeur d'ici et les bateaux de transport au-dessus de Montréal, les émigrants peuvent maintenant se rendre de Québec à Prescott pour environ un dollar par adulte.

Semaine finissant le 5 juillet.

Les émigrants arrivés cette semaine sont pour la plupart des artisans, des cultivateurs et des journaliers dont il ne reste qu'un très petit nombre en ce moment à Québec.

Semaine finissant le 12 juillet.

Les émigrants arrivés cette semaine sont très respectables, tous en bonne santé et de bonne humeur. La grande demande pour les ouvriers dans tout le Haut-Canada les a pressés de partir, sans compter les facilités de transport qui offraient un autre stimulant. J'ai fait remettre l'impôt *per capita* à presque tous les émigrants arrivés cette semaine. La somme totale remboursée depuis le 12 mai jusqu'à cette date est d'environ deux mille cinq cents louis.

Semaine finissant le 19 juillet.

Grâce au bas prix du transport et à la grande concurrence, à cette saison-ci, sur la route de Québec à Kingston, la taxe *per capita* remboursée aux émigrants suffit à payer un passage ordinaire jusqu'à Prescott.

Semaine finissant le 9 août.

Par le *Kingston* venant de Liverpool est arrivé M. Farmer (fortement recommandé à ce départment) avec sa famille. Il se rend pour le présent à Sorel. Il a avec lui cinquante têtes de bestiaux appartenant aux espèces anglaises les plus en honneur.

Semaine finissant le 16 août.

La plus grande partie des émigrants arrivés cette semaine viennent d'Ecosse et du nord de l'Irlande et tous avaient amplement les moyens de se rendre dans le Haut-Canada, leur point de destination.

Semaine finissant le 6 septembre.

L'explosion d'une des chaudières du bateau à vapeur *Lady of the Lake*, dimanche matin, a causé la mort de six personnes qui étaient venues de Leith à bord du vais-

seau *Conference*. L'une d'elles, M. W. Ronaldson, laisse des biens considérables, dont j'ai fait un inventaire, et de l'argent au montant de quatre cents louis que j'ai déposés à la Banque de Montréal. Ses autres effets ont été mis en entrepôt.

Semaine finissant le 20 septembre.

Les émigrants arrivés cette semaine sont tous à l'aise ; la plupart sont partis pour le Haut-Canada. Il y avait sur le *Concord*, venant de Londres, 20 garçons envoyés par la *London Childrens Friend Society*.

Semaine finissant le 27 septembre.

Soixante-treize émigrants saxons arrivés cette semaine sont partis pour le Haut-Canada ; ils paraissent sains et robustes. Je leur ai donné des ordres pour qu'ils soient employés au canal du Long Sault.

Semaine finissant le 4 octobre.

Les journaliers sont en grande demande dans les environs de la ville pour la récolte des pommes de terre, et à Cornwall ainsi qu'au canal du Long Sault, les cordonniers et les tailleurs le sont également et à gros salaires. La population émigrée est exceptionnellement rare à Québec. La navigation ferme 1er décembre, et il ne reste à Québec aucun émigrant en panne.

A. C. BUCHANAN,
Principal agent.

N° 14.—La Société d'Emigrants de Québec.

(Archives, série Q., vol. 216-1, p. 25.)

Le comité d'administration de la Société d'Emigrants de Québec a à faire rapport des résultats de ses travaux en vertu du statut provincial 2, Guill. 4, chap. 17, en tant qu'ils se rapportent au transport des émigrants pauvres et abandonnés à leurs points de destination.

Au cours de la période de navigation de mai à novembre 1833, inclusivement, la société a expédié les nombres d'émigrants suivants :—

Adultes	1,330
Au-dessous le 14 ans	479
Au-dessous de 7 ans	531
Total	2,340

Le nombre total des émigrants arrivés à ce port durant la dernière saison est donné comme étant d'environ 22,000, soit une diminution de près de 30,000 comparativement à l'émigration de 1832. Le comité n'est pas appelé à formuler son opinion sur les causes d'une aussi forte diminution en dehors de la crainte bien naturelle qu'ont inspirée dans le Royaume-Uni les détails et les souvenirs émouvants de l'épidémie de 1832.

En 1833, près de 16,000 émigrants sont arrivés avant le 1er août, et de ce nombre sept cents seulement ont demandé de l'aide à la société : un fait qui montre l'esprit de prévoyance de ceux à qui leurs moyens permettaient d'atteindre ces rives durant la belle saison de l'année. Il faut exprimer une autre opinion des autres 6,000 qui sont arrivés avant octobre, car ayant quitté les vieux pays à une date si avancée qu'ils ne pouvaient facilement s'attendre à obtenir un emploi permanent dans cette province de façon à se pourvoir contre les rigueurs d'un hiver canadien, il paraîtrait qu'ils n'étaient pas munis de fonds suffisants puisque près de 1,700 d'entre eux ont reçu de l'aide de la société.

Le comité est heureux d'avoir pu, à cause de ce qui s'est passé en 1832, constater que le gouvernement de Sa Majesté avait mis fin à l'émigration des pensionnaires lorsqu'ils ont vendu leur droit à la pension et un lot de terre.

La grande diminution dans le nombre des émigrants, durant la dernière saison, a eu pour résultat naturel une diminution correspondante dans les recettes provenant du fonds des émigrants. Par conséquent, le comité prenant en considération l'excédent de dépense en 1832 auquel on devait pourvoir à même les recettes de la dernière saison, a opéré une réduction très practicable au chapitre des dépenses de la société en abandonnant le hangar des émigrants qui est sur la rue Saint-Paul et en réduisant de £250 à £136 les salaires annuels. Considérant aussi que l'acte 2, Guill. 4, chap. 17, devait prendre fin le 1er mai suivant, il a pris soin de tenir autant que possible ses dépenses au chiffre de ses recettes, de sorte qu'à la fin de l'année la balance ne sera pas considérable.

Le montant total provenant de l'Acte d'Emigration dont la Société peut disposer est supposé être de £1,180. D'après les comptes reçus jusqu'à ce jour les dépenses sont comme suit :—

Transport en 1833	£ 605
Vivres	15
Balance due de la dernière saison	375
Salaires et dépenses approximatifs jusqu'à mai 1834	190
	£1,185

Le comité désire accuser réception d'une lettre écrite en allemand par M. Bagelman, de Brême, demandant que la Société lui dise si quelque encouragement serait offert à des émigrants allemands désireux de s'établir dans le Haut ou le Bas-Canada. Le comité a répondu à cette lettre en informant son auteur qu'aucune aide en argent ne pouvait être attendue, mais que les émigrants allemands recevraient certainement un bienveillant accueil ici et, s'ils étaient en moyens, pourraient s'établir avantageusement dans divers endroits des deux provinces.

L'émigration pour 1833 ne montre pas une grande différence dans la proportion des adultes comparativement à celle de 1832, mais on remarquera que les jeunes filles de bon caractère cherchant à se mettre en service forment une plus forte proportion dans l'ensemble que précédemment. Il n'est pas non plus inutile de remarquer que, cette année, les parents émigrés étaient moins chargés d'enfants en bas âge, un fait qui a dû contribuer avantageusement à leur prompt établissement dans le pays. Le tableau comparatif de l'émigration pour 1832 et 1833, qui suit, corroborera l'exactitude de cette remarque :

Expédiés.	1832.	1833.
Adultes	2,868	1,330
Au-dessous de 14	875	479
Au-dessous de 7	1,168	531

Les comptes requis pour être présentés aux trois branches de la législature par les commissaires en vertu de l'acte 2, Guill. 4, chap. 17, de même que les listes d'émigrants expédiés et leur pleine description seront commencés de suite et complétés, si possible, à la date prescrite par la loi pour ce faire.

Le comité désire reconnaître l'empressement avec lequel les propriétaires de bateaux à vapeur ont rencontré ses vues en accédant à sa demande que, suivant le précédent créé en 1832, ils réduiraient de moitié le prix du passage entre le 1er d'octobre et la fin de la navigation. Le comité croit aussi opportun de mentionner le fait qu'il a appris par son secrétaire que, plusieurs fois, les agents ont pris sur eux d'expédier de pauvres gens qui, pour diverses causes, n'étaient pas tout à fait en conformité aux règlements de cette societé, mais méritaient tout de même des secours.

Le comité finirait ici son rapport, mais plusieurs de ses membres sont fortement d'opinion que la taxe est au moins inutile—sinon injuste—taxe dont le produit est en grande partie confiée à ce comité pour être distribué.

Ceux des membres du comité qui ont cette opinion craignent qu'un simple rapport de leurs travaux laisserait croire à une approbation tacite de la taxe et des effets pratiques résultant du mode employé pour la percevoir et l'appliquer.

Le comité a donc été prié d'ajouter que de fortes et graves objections ont été faites par un groupe considérable de ses membres contre les principes sur lesquels la taxe est fondée aussi bien que contre les détails d'exécution. Cependant on a répondu à ces objections par des contre-raisons basées sur la nécessité de la mesure et la difficulté de créer un fonds pour obvier aux difficultés qui, trop fréquemment, affrontent l'émigrant à son arrivée, contre-raisons qui ont influencé la façon de voir d'un nombre presque aussi grand de membres du comité.

Au milieu de ces opinions contradictoires, il y en a aussi sur lesquelles tous sont d'accord, et le comité désire en impressionner sérieusement le public.

Bien qu'ils diffèrent d'opinion quant aux moyens de créer un fonds de secours pour les émigrants, le comité est parfaitement convaincu qu'il en faut un pour obvier aux difficultés inhérentes à l'émigration, et, dans les présentes circonstances, il ne croit pas qu'un fonds suffisant puisse être formé avec les souscriptions privées : il faut adopter des moyens de faire face aux cas de misères particuliers et de maladie, toujours beaucoup au-dessus de la moyenne du même nombre de personnes.

Il appert qu'on a pourvu au transport gratuit d'émigrants dans une proportion moindre d'un neuvième ou d'un dizième du nombre total, ce qui démontre une beaucoup plus petite proportion de vrai paupérisme qu'on ne se serait généralement imaginé ou à laquelle on se serait attendu.

On remarquera aussi qu'on pourrait entièrement dégrever ce fonds et une forte charge si, en Angleterre, on prenait des mesures pour induire ou forcer les paroisses qui envoient leurs pauvres dans ce pays, à avancer les fonds suffisants pour la location de leurs familles et à placer leurs fonds entre les mains des agents autorisés d'ici, pour être employés à cette fin sous la surveillance des autorités locales. Au cours de toute cette période le comité a été désireux de répandre des informations exactes sur la situation de l'émigrant à son arrivée ici, afin qu'il soit en mesure de faire face aux difficultés inévitables dans un pays où la demande de travail est inégale, où les places pour en avoir sont éloignées et où la rigueur du climat augmente les besoins.

Le comité n'a rien négligé pour arriver à ces fins, mais il croit qu'il reste beaucoup à faire sous ce rapport ainsi que pour mettre les émigrants en garde contre les exploitations auxquelles ils sont exposés en ce qui se rapporte à leur traversée et aux vivres durant le voyage. On devrait prendre des mesures dans la mère-patrie pour apprendre aux pères de familles désireux d'émigrer qu'à moins d'être munis de fonds et que ceux-ci soient bien surveillés, leur émigration les jettera dans une plus grande misère que celle qu'ils veulent fuir.

Grâce à un système fondé sur ces vues le comité conçoit la possibilité d'arriver à supprimer les difficultés auxquelles l'émigrant est exposé de façon à faire disparaître finalement la nécessité d'un fonds autre que celui qui peut être requis pour faire face aux cas de détresse causée incidemment par naufrage ou mort des parents, et pour le support des hôpitaux destinés aux malades.

En finissant, le comité désire, vu l'incertitude qui prévaut en ce moment à l'endroit des fonds disponibles pour la société la saison prochaine, recommander que l'on prenne immédiatement des mesures pour faire savoir aux intéressés qu'on ne peut aucunement compter sur l'aide de cette nature, afin que des expectatives qui pourraient autrement être formées ne soient pas déçues, et que la misère pouvant en découler puisse être évitée autant que possible.

Le tout, etc.

(Signé) D. DALY,
Président S.E.Q.

(Signé) J. C. Fisher,
Secrétaire.

QUÉBEC, 13 janvier 1834.

N° 15—Lord Aylmer à M. Stanley.

(Archives, série Q., vol. 216-1, p. 15.)

Château St-Louis, Québec,
4 avril 1834.

Monsieur,—J'ai retardé de répondre à votre lettre confidentielle du 4me jour d'août dernier, relativement à l'Acte du parlement provincial du Bas-Canada (acte qui expire en mai prochain) imposant une taxe sur les émigrants arrivant par mer aux ports du Bas-Canada, parce que j'étais dans l'incertitude sur la question de savoir si la Chambre d'Assemblée ne tenterait pas de le renouveler.

Dès les premiers jours de la dernière session cependant, un projet de loi qui contenait les dispositifs de l'Acte en question fut proposé. Alors, j'ai envoyé un message au Conseil Législatif et à la Chambre d'Assemblée—message dont copie vous est incluse dans la présente—leur intimant qu'il serait de mon devoir, si ce projet de loi m'était soumis, de le réserver à la sanction de Sa Majesté, et leur recommandant d'y inclure des dispositions provisoires pour le soulagement des émigrants pauvres et malades. Ce projet de loi, néanmoins, a été adopté par les deux chambres sans ces dispositions et il vous sera envoyé avec les autres projets de loi qui sont réservés à la sanction royale et qui ont été adoptés à la dernière session.

Prévoyant cependant que ce projet de loi pourrait bien être favorablement accueilli par le gouvernement de Sa Majesté, j'en ai fait préparer un double que vous trouverez sous ce pli. Je prends la liberté de vous demander de bien vouloir me faire part de la décision du gouvernement aussitôt qu'elle sera connue, afin que, si elle est favorable, ce bill puisse être appliqué durant la prochaine saison.

Je sais qu'on a des objections à ce bill dans le Haut-Canada et qu'il est de plus opposé par des personnes de cette province même intéressées dans la navigation, mais il est hors de doute que pour le public en général dans le Bas-Canada et plus particulièrement pour les habitants de Québec et de Montréal, les effets en seront hautement avantageux ; car le bill les décharge du fardeau que leur imposent les besoins des émigrés malades et indigents, auxquels ont jusqu'à présent fait face les personnes charitables de ces villes.

On peut se faire une idée de ce fardeau si l'on songe que dans le cours des trois dernières années, le nombre des émigrés arrivés au port de Québec a dépassé cent vingt-quatre mille, dont une grande partie composée de personnes dans l'indigence. Ceux qui étaient en santé poursuivaient leur route vers l'intérieur, laissant derrière eux leurs malades (qui après un long voyage dans des conditions de nature à engendrer les maladies, ne pouvaient être que nombreux) aux chances d'être soignés par ceux au milieu desquels on les laissait.

Dans de telles circonstances l'appoint de l'impôt prélevé sur les émigrés a été d'un grand soulagement, comme on peut voir par le dernier rapport de la Société d'Immigration de Québec, dont j'ai l'honneur de vous adresser un exemplaire, ainsi que des états indiquant les nombres d'émigrés admis dans le cours de la saison à l'hôpital général de Montréal et à l'hôpital des émigrés à Québec.

L'impôt sur l'émigration s'est élevé pendant la dernière saison à £4,298 7s. 3d. sterling, et cette somme, en conformité des dispositions de l'acte, a été divisée également entre les villes de Québec et de Montréal, et il est grandement à craindre que si cette ressource est maintenant retirée, les citoyens de ces villes ne seront plus portés à contribuer de leurs propres deniers au soulagement des malades et des pauvres

parmi les émigrés comme ils ont fait par le passé, alors que l'émigration du Canada se faisait sur une échelle moins considérable que ces dernières années.

On remarquera que la totalité du produit de l'impôt sur les émigrés a été appliqué au soin des émigrés malades, et à donner aux émigrés qui ont besoin de pareils secours les moyens de se rendre avec leurs familles au Haut-Canada, ou à leurs destinations respectives dans cette province.

Vu toutes les circonstances qui se rattachent au bill établissant un impôt sur les émigrés arrivant par la mer à des ports du Bas-Canada, je prends la liberté de le recommander à la faveur du gouvernement de Sa Majesté.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre très humble serviteur,

AYLMER.

Le Très honorable M. Stanley, etc., etc., etc.

P.S.—Depuis que ce qui précède est écrit, il m'a été adressé de la part de la Société d'Immigration de Québec un mémoire dont une copie se trouvera avec les autres documents dont il est question dans le corps de la présente dépêche, et je prends la liberté d'attirer particulièrement votre attention sur ce mémoire, qui est de nature à démontrer combien il est nécessaire que les fonds publics pourvoient en quelque mesure aux besoins des malades et des pauvres parmi les émigrés.

A.

N° 16.—Lord Aylmer à M. Stanley.

(Archives, série Q., vol. 216-3, p. 636.)

Sorel, Bas-Canada, 16 juin 1834.

(Extrait.) On s'alarme à Québec au sujet des nombreux cas de typhus qui se sont produits à bord des bâtiments chargés d'émigrés d'Irlande, ainsi que des circonstances qui ont accompagné quelques cas de choléra asiatique à bord d'autres navires. Mais tous les malades ont été débarqués à la station de quarantaine à la Grosse-Isle à environ 30 milles en aval de Québec; j'espère que la maladie ne s'étendra pas en dehors de l'hôpital de cette station.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre très humble serviteur,

AYLMER.

Le Très honorable M. Stanley, etc., etc., etc.

N° 17.—M. W. H. Draper à lord Aberdeen.

(Archives, série Q., vol. 226-2, p. 214.)

27 Norfolk Street, Strand,
24 février 1835.

Milord,—Je viens d'apprendre par le presse que le gouvernement de Sa Maejsté a l'intention de sanctionner un acte de la législature du Bas-Canada qui impose une taxe sur tous les passagers qui arrivent par mer en cette province de tout port du Royaume-Uni.

Il a été imposé une taxe pareille en 1831 et 1832, et la chose a attiré avec justice l'expression de l'opinion de la législature du Haut-Canada sur la question. Je demande à Votre Seigneurie la permission d'attirer son attention sur les arguments solides et constitutionnels exposés dans l'adresse de cette législature et qui sont jusqu'à présent restés sans réponse.

Lors de la dernière session de la législature du Haut-Canada, on apprit que l'Assemblée du Bas-Canada était en train de voter une pareille loi, et la législature adopta une adresse priant Sa Majesté de ne pas la sanctionner.

Les deux adresses dont je parle contestaient fortement à la province du Bas-Canada le droit d'établir pareil impôt, et sans espérer ajouter aucun poids aux arguments qu'elles faisaient valoir, je récapitulerai brièvement quelques-unes des objections à ce projet de loi :—

C'est une imposition de taxe par une législature provinciale à tous les sujets de Sa Majesté à qui leur plaisir ou leur affaires peuvent donner occasion de prendre terre dans le Bas-Canada ; ce qui touche à un principe des plus importants, car le chiffre de l'impôt est tout à fait secondaire ; le droit d'établir l'impôt étant une fois admis, on pourra l'appliquer dans n'importe quelle mesure jusqu'à l'absolue exclusion des sujets britanniques du territoire d'une province britannique. On ne saurait l'assimiler au droit d'imposer des marchandises, dont le principe est tout a fait différent et relativement auquel les intérêts de la province du Haut-Canada, ont été expressément sauvegardés par l'acte 3, George IV., ch. 119, art. 29. On ne saurait non plus l'appuyer sur aucune raison politique de nature à être reconnue par la mère-patrie, attendu que la tendance directe en est d'entraver l'émigration et par là nuire gravement aux intérêts des colonies et plus particulièrement du Haut-Canada.

Je crois pouvoir oser faire valoir le fait qu'on ne saurait trouver d'exemple de l'imposition d'une taxe personnelle sur tout sujet qui visite une portion particulière des domaines de Sa Majesté. Si cet impôt se borne à ceux qui sont établis, ou ont l'intention de s'établir dans la province qui l'impose, il pourrait ne pas y avoir raison de plainte, mais quand il s'étend aux habitants d'une colonie sœur et autres émigrés venant des Iles Britanniques, qui veulent simplement passer par le Bas-Canada pour se rendre à leur destination, il devient manifestement injuste, car tandis que tout l'argent est reçu dans cette province, un des usages euxquels on l'emploie est de transférer à la province supérieure aussitôt que possible les émigrés qui en arrivant ont besoin de secours, tandis qu'on n'en transmet pas avec eux la moindre parcelle pour les mener à leur destination. Et j'ai raison de croire qu'on pourrait trouver des cas où des veuves et des orphelins ont été renvoyés dans un état de destitution complète par le même moyen, sans avoir dépassé Québec.

Il n'y a pas à nier qu'un grand nombre de personnes dans un état de grande indigence sont annuellement jetés sur les bras des habitants de Québec et de Montréal, mais il n'en est pas moins vrai que la même fardeau, proportionnellement à leurs ressources, pèse dans une égale mesure sur les principales villes du Haut-Canada. Mais cette admission ne saurait nullement admettre, cependant, l'à-propos de la loi en question, et celle-ci ne saurait être légitimée que lorsque toute autre juste mesure aura été prise en vain. La réglementation de l'émigration par la mère-patrie et la fondation d'une caisse pour l'établissement des émigrés indigents alimentée par un impôt prélevé aux différents ports d'embarcation dans le Royaume-Uni, seraient exemptes des principales objections que présente le système actuel, et diminuerait probablement de beaucoup, sans mettre beaucoup d'obstacle à l'émigration, le mal dont on se plaint.

S'il est juste que Québec impose une taxe pour le soulagement des malades et des pauvres parmi les émigrés et pour les envoyer à leur destination, ce qui est l'objet que l'on prétend avoir en vue, il doit être également juste pour le Haut-Canada, où se rendent les deux tiers de ces immigrés, d'en faire autant. Les malades et les pauvres n'auront pas moins besoin de secours à leur arrivée à la frontière interprovinciale

qu'à leur arrivée au port de Québec. Si la nécessité légitime cette imposition dans une province, elle la légitimera également dans une autre, et le malheureux émigré, après avoir payé pour passer par le Bas-Canada, pourra être invité à payer pour entrer dans le province supérieure.

Cette disposition législative s'écarte aussi du principe qui a présidé à la répartition des droits sur les marchandises prélevés dans le Bas-Canada. Le Haut-Canada reçoit une partie de ces droits en proportion de sa consommation des articles sur lesquels sont imposés les droits, et il semble également juste qu'il reçoive une partie de cette taxe proportionnée à sa part des maux auxquels elle est destinée à faire face ; il n'en est cependant pas ainsi.

Permettez-moi, en terminant, milord, de vous faire mes excuses pour ainsi réclamer votre temps et votre attention. Mais, sachant que cet impôt est regardé dans le Haut-Canada comme inconstitutionnel et oppresif, et que la législature de cette province a déjà ainsi exprimé son opinion, je ne pouvais m'empêcher d'attirer l'attention de Votre Seigneurie sur la question. Il est possible que la période pendant laquelle Votre Seigneurie a présidé au Bureau des Colonies a été trop courte pour vous permettre de voir toute la portée de cette question, et j'aimerais mieux m'exposer à paraître présomptueux en parlant ainsi à Votre Seigneurie, plutôt que de me sentir coupable d'avoir négligé une occasion de plaider pour une nouvelle décision d'une question d'un si profond intérêt pour mon pays d'adoption.

J'ai l'honneur d'être, milord,
de Votre Seigneurie, le très obéissant et humble serviteur,

Wm. H. DRAPER.

Au Très honorable le comte d'Aberdeen, etc., etc., etc.

PAPIERS D'ETAT, BAS-CANADA.

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1832.

Q. 201—1.

1831.

8 novembre, Sherbrooke. — Pétititon de C. M. Hyndman, crieur de la cour du Banc du Roi du district de Saint-François, demandant un salaire. Page 195

9 novembre, Sherbrooke. — Pétition de Charles Antoine Godfroy de Tonnancour, demandant un traitement en qualité de coroner. 193

29 novembre, Montréal. — Le juge en chef Reid à Craig, secrétaire du gouvernement civil. Représente qu'il est à propos d'augmenter son traitement et ses allocations par suite de l'importance de ses travaux. 196

1832.

1er janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 1). Envoie liste des dépêches transmises au secrétaire des colonies en 1831. 1

Inclus. Liste. 2

1er janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 2). Envoie l'état semi-annuel des membres des conseils exécutif et législatif du Bas-Canada. 10

Inclus. Etat. 11

9 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 3). Transmet pétition de l'assemblée des pasteurs en communion avec l'Eglise d'Ecosse, demandant de participer aux avantages des réserves du clergé. 19

Inclus. Pétition. 20

19 janvier, Trois-Rivières. — Explication donnée par les magistrats quant à la manière dont les prisonniers se sont évadés, et recommandation de prendre de nouvelles précautions. 199

20 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 4). Envoie copie des procès-verbaux du Conseil exécutif du Bas-Canada jusqu'au 31 décembre 1831. 26

23 janvier, Québec. — Le même au même, (n° 5). A reçu dépêches suivant la liste. 28

Inclus. Liste. 28

26 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n°o). Le comité de l'Assemblée a fait rapport que tous les juges, y compris le juge en chef, ne devaient pas avoir qualité pour siéger au Conseil législatif. Cette clause a été rejetée par l'Assemblée. Les pensions et allocations de retraite des juges devront être débitées au revenu casuel et territorial. Le bill constitue le Conseil législatif en tribunal pour juger sans appel des mises en accusation, mais une clause à cet effet a été rejetée. Ne croit pas qu'il ait été fait quelque tentative pour restreindre les prérogatives de la Couronne dans le bill qui est d'ailleurs si contraire aux instructions qu'il (Aylmer) l'a réservé, mais demande avec instance qu'on le sanctionne. La disposition favorable de l'Assemblée pour pourvoir aux traitements, pensions et dépenses incidentes des juges. Envoie copie du bill sans observations. 30

Inclus. Bill. 36

26 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 7). Croit probable que la liste civile, toute limitée qu'elle soit, sera entièrement réduite ou tellement modifiée qu'il ne pourra la sanctionner même si elle passe au Conseil, ce dont il doute. Les maux résultant de cette manière d'agir, mais cela pourra être fait avec avantage. La minorité dans la liste civile comptera au point de vue du nombre, du talent et de la respectabilité, et personne ne pourra soulever de cri contre le gouvernement, le public étant convaincu que la proposition est raisonnable. La conduite à observer à l'égard de la liste civile, conduite qui empêchera tout mal durable provenant de la réserve faite. Croit que les concessions qui ont été faites à l'Assemblée ont créé

1832. l'impression que rien de ce qu'elle demandera ne sera refusé, si ses demandes sont fermes et persévérantes. Il faudrait détromper l'Assemblée en cela, et il n'y a pas de temps plus favorable que le temps présent pour cela. L'abrogation de l'Acte 14 Geo. III, ch. 88, n'est que conditionnelle, et l'acte est remis en vigueur si la législature coloniale ne donne pas son assentiment à la manière de disposer des revenus. Page 41

Inclus. Message à l'Assemblée contenant la liste civile. 45

Liste civile. 47

27 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 8). Envoie copie des résolutions présentées à l'Assemblée par Bourdages, lesquelles ont été rejetées par 37 votes contre 22. L'objet était de rendre électif le Conseil législatif. Le changement dans l'Assemblée depuis l'année dernière. Le public est content de l'état actuel des choses. 48

Inclus. Résolutions perdues le 16 janvier. 51

Les mêmes en français. 58

5 fevrier, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Les craintes relativement au sort de la liste civile se sont réalisées, car elle a été rejetée; la minorité s'est trouvée plus faible qu'il ne s'y attendait, et cela pour les raisons mentionnées. L'Assemblée est à étudier les estimations budgétaires. Le bill des subsides devra être réservé; il devra pourvoir aux embarras que cause la supension des paiements. Le rejet de la liste civile ne lui causera pas d'irritation. Croit que l'on ne devrait point avoir recours à la dissolution de la Chambre actuelle, car cela produirait une agitation que ne pourraient causer d'autres moyens. Le peuple canadien est loyal, paisible et bien disposé, et les membres de l'Assemblée (à part quelques exceptions) ne font point d'opposition systématique au gouvernement de Sa Majesté. Mais les Canadiens ont besoin d'être ménagés, car ils doutent et se méfient des intentions des personnes ayant le pouvoir. Actuellement l'esprit public est parfaitement tranquille. Explique que beaucoup des actes de l'Assemblée qui paraissent défavorables à distance, sont dus à l'hostilité que l'on a pour le juge en chef actuel et pour Stuart, le procureur général, que l'on considère comme son successeur probable. Attire l'attention sur la méthode d'après laquelle on devrait pourvoir aux appointements du secrétaire du gouvernement civil. Le danger qu'il y aurait de permettre qu'il soit placé sous le contrôle de l'Assemblée. 65

13 février, Québec. Le même au même (n° 9). Dépêches recues suivant la liste. 72

Inclus. Liste. 73

25 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 10). A prorogé le parlement provincial à cette date et envoie son discours, etc. 75

Inclus. Liste des bills sanctionnés et réservés et discours du gouverneur. 76, 82

25 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 11). Envoie copie de l'acte qui impose une taxe aux immigrants du Royaume-Uni. 86

27 février, Québec. Le même au même (n° 12). Transmet résolution de l'Assemblée, indiquant qu'elle persiste dans sa demande de renvoi du gouverneur général. 88

Inclus. Résolution. 89

27 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 13). Transmet l'adresse de l'Assemblée ainsi qu'accusations portées contre M. le juge Kerr, juge puisné du Banc du Roi. Attire l'attention sur la résolution que les charges de juges puisné du Banc du Roi et de juge délégué de la Cour de Vice-Amirauté sont incompatibles, si elles sont exercées par la même personne. Dans la pratique n'a pas trouvé qu'il y avait des inconvénients. 90

Inclus. Adresse. 92

Réponse à l'adresse. 97

1832.

27 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 14). Transmet mémoire de la Société des Émigrants de Québec et documents. Aussi observations de l'agent des immigrants sur le mémoire. Page 100

Inclus. Adresse au gouverneur. 102

Adresse aux personnes qui se proposent d'émigrer. 105

Pétition au secrétaire des colonies. Page 111

Observations par Buchanan, agent d'immigration. 118

Autres documents. 123 à 128

27 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 15). Comme l'Assemblée n'a pas discuté la liste civile, il a réservé le bill des subsides. La suspension en conséquence des émissions pour le paiement des appointements, mais il faut éclairer et chauffer les prisons et palais de justice ainsi que se procurer des aliments pour les prisonniers; il devra prendre la responsabilité d'émettre des mandats pour cela. 129

28 février, Québec. Le même au même (n° 16). A reçu adresse demandant des renseignements quant aux bills réservés. Attend avec anxiété une réponse. 131

Inclus. Adresse. 133

29 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 17). Transmet la demande du capitaine Bayfield de lui donner de la terre selon son grade. Recommande la demande. 134

Inclus. Demande du capitaine Bayfield. 136

Certificat des services rendus par Bayfield, de la part de Barrie. 138

2 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 18). Avait informé MM. Papineau et Neilson qu'ils avaient été nommés au Conseil exécutif. Ils ne pouvaient accepter les charges par suite des règlements de l'Assemblée. Transmet les lettres de Papineau et de Neilson. 140

Inclus. L. J. Papineau au gouverneur. 142

John Neilson au gouverneur. 143

2 mars, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Avait envoyé dans sa lettre publique l'information que MM. Papineau et Neilson avaient refusé l'offre d'un siège au Conseil exécutif; mais l'offre a eu le bon effet de faire voir qu'on les avait invités à prendre part aux délibérations secrètes, en sorte que ceux qui ont censuré le Conseil exécutif ne peuvent plus maintenant affirmer qu'il s'y passe des choses qu'on ne voudrait pas faire connaître. 145

3 mars, Québec. Le même au même (n° 19). D'après le désir de Gore, transmet la pétition et les lettres de William Rogers pour une concession de terre. 147

Inclus. Rogers à Gore. Contient pétition. 149

Pétition. 150

Gore à Aylmer. Transmet et recommande la demande de Rogers. 153

3 mars, Quebec. Aylmer à Goderich (n° 20). Envoie la résolution de l'Assemblée de faire placer sous son contrôle le département des postes du Bas-Canada. 155

Inclus. Résolution. 156

8 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 21). Envoie pétition de Christie demandant rétribution pour ses services en qualité de président de la cour trimestrielle de juges de paix de Québec. Ne l'a envoyée qu'à cause des instances de Christie. 157

Inclus. Lettre et pétition de Christie, et autres documents. 159 à 167

8 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 22). Envoie état comparatif des estimations de la dépense du gouvernement civil et des sommes votées par la législature. 168

Inclus. Etat comparatif. 170

Etat des items non votés par l'Assemblée. 187

Etat des items votés que partiellement. 188

1832. Note des items pour lesquels le vote de l'Assemblée a dépassé l'estimation. Page 189

Remarques sur les items. 190

8 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 23). Transmet copie des statuts, règles et règlements concernant l'administration de la faculté de médecine du collège McGill, ainsi que les noms des médecins attachés à l'université. 201

Inclus. Statuts et autres documents. 203 à 214

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1832.

Q. 201-2.

1832. 10 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 24). Transmet la pétition de M. le juge Kerr, demandant un congé d'absence pour se rendre en Angleterre afin de se disculper de certaines accusations. Page 316

Inclus. Kerr à Aylmer. Envoie pétition qui devra être transmise à Goderich. 317

Pétition de Kerr à Goderich. 318

Pétition de Kerr à la Chambre d'Assemblée. 320

Autres documents. 325 à 331

11 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 25). Transmet la pétition de M. John McLean. 332

Inclus. Pétition— 333

19 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 26). Transmet état du prix moyen des produits agricoles et de la main-d'œuvre en 1831. 336

Inclus. Etat. 338

21 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 27). Envoie une autre pétition de Coffin, demandant ses appointements en qualité de président de la cour trimestrielle des juges de paix à Trois-Rivières. 340

Inclus. Pétition de Thomas Coffin. 342

21 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 28). Transmet la pétition du comité du commerce de Québec sur l'acte à l'effet d'imposer un droit sur les émigrants du Royaume-Uni. 346

Inclus. Pétition. 347

22 mars. Aylmer à Goderich (n° 29). Transmet l'acte à l'effet d'abolir les droits imposés sur la mélasse et le café et de diminuer les droits sur le tabac. 356

Inclus. L'acte. 358

23 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 30). Transmet copie de la lettre de Matthew Bell proposant de renouveler le bail des forges de Saint-Maurice pour dix ou quinze ans moyennant le même loyer de £500 par année. A raison de sa ponctualité à faire ses paiements et de l'emploi qu'il fournit aux gens, il recommande d'accepter l'offre. 362

Inclus. Bell à Craig. Offre de renouveler le bail. 364

Autres documents concernant les forges. 367, 370

24 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 31). Envoie huit bills réservés à la recommandation des officiers en loi de la Couronne. Donnera les raisons dans une dépêche subséquente. 371

2 avril, Québec. Le même au même (n° 32). A reçu les dépêches suivant la liste annexée. 372

Inclus. Liste. 373

2 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 33). Transmet titres des huit bills réservés et l'opinion des officiers en loi de la Couronne. 375

Inclus. Titres des bills réservés et l'opinion en regard de chacun. 376

5 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 34). Transmet la pétition de madame Ogden demandant la permission d'acheter 10,000 acres des réserves de la Cou-

1832.

ronne et du clergé, d'après le principe de rémission établi dans le cas des officiers militaires, à raison des services de son feu mari. Ne peut donner d'opinion sur les services de son feu mari, mais le fils a rempli les fonctions de principal officier en loi depuis la suspension du procureur général et a donné satisfaction. Page 396

Inclus. Pétition et autres documents. 398

13 avril, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). A observé qu'une compagnie s'est formée à Londres pour acquérir et coloniser les terres de la Couronne dans le Bas-Canada; a fait préparer un état des terres du clergé et de la Couronne qui sont arpentées et disponibles. Les prétentions de l'Assemblée de disposer de toutes les terres de la Couronne. La nécessité qu'il y a pour l'Exécutif d'avoir un revenu; cela ne peut se faire qu'en disposant de ces terres. 404

Inclus. Etat des terres de la Couronne vacantes. 407

Note de la différence apparente entre le livre bleu et l'état envoyé au Commissaire des terres de la Couronne. 408

Extrait de la *Minerve* (en français) en opposition à la pratique suivie par le gouvernement impérial d'accorder des chartes à des compagnies pour faire des affaires dans le Bas-Canada. 409

16 avril, Québec. Aylmer à Goderich (lettre distincte). Envoie réquisition pour papeterie. 414

16 avril, Québec. Le même au même (n° 35). Transmet la pétition de M. le juge Kerr demandant une concession des terres de la Couronne. 415

Inclus. Pétition. 416

Minute du Conseil. Extrait en date du 26 juin 1812, sur la recommandation à l'effet de faire nommer Kerr et d'autres au Conseil exécutif. 422

18 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 36). Transmet la pétition du capitaine Elliott, autrefois du département des Sauvages, demandant demi-solde, en considération de ses services durant la guerre de 1812. 424

Inclus. Pétition. 426

Liste des officiers ayant droit à la demi-solde de 1787 et 1788 pour services antérieurs. 429

Certificat de l'exactitude de la liste. 431

1er mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 37). Dépêches reçues suivant la liste annexée. 432

Inclus. Liste. 433

2 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 38). M. le juge Rolland a payé la somme de £59 15 9, à compte des honoraires sur sa commission. 434

Inclus. M. le juge Rolland à Craig. A payé les honoraires de £59 15 6 sur sa commission, ainsi que prescrit. 436

3 mai, Québec. Aylmer à Goderich (lettre distincte). Transmet la pétition de J. McNicol demandant la permission d'employer le nom et porter les armes de feu le lieutenant-colonel John Nairne. 437

Inclus. Pétition. 438

5 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 39). L'évêque de Fusala ne se sent pas humilié de la décision concernant sa nomination au Conseil exécutif. Le conseil devrait être dépouillé de ses fonctions comme cour d'Appel, car probablement aucun homme de loi n'en fera partie. Si les causes se bornaient aux causes d'équité, les membres pourraient en exercer les fonctions, mais il y a souvent des causes dans lesquelles se soulèvent des points de droit compliqués que ceux qui n'ont pas étudié la loi ne peuvent décider. Il sera probablement constitué une cour d'Appel dans la province; le Conseil exécutif sera aussi déchargé de ses devoirs en qualité de bureau d'audition et deviendra entièrement un corps chargé de donner au gouverneur des conseils pour l'administration et l'aider. La question de ses pouvoirs et responsabilités, car il paraît être injuste que le gouverneur soit seul responsable pour suivre ses avis. Suggère que

1832. l'on réduise le nombre des membres du Conseil exécutif à cinq, dont trois formeront un quorum. Page 440

6 mai, Québec. Aylmer à Goderich. Envoie état du loyer provenant des réserves du clergé du Bas-Canada pour l'année terminée le 1er juin 1831 ; celui pour l'année terminée le 1er juin 1832 sera envoyé aussitôt qu'il pourra être préparé. 445

Inclus. Etat pour 1831. 446

8 mai. Québec. Aylmer à Goderich (n° 41). Avait convenu avec Routh de l'à-propos d'un transfert des écluses, mais non pas de recommander la chose si positivement que d'exiger une décision. Doute que la législature accepte, avec celle du Haut-Canada, le transfert du canal Rideau. 448

9 mai, Québec. Le même au même (n° 42). L'individu nommé James Fraser, décrit comme un banqueroutier frauduleux, n'est pas détenu, comme il a été fait rapport, dans aucune des prisons des provinces. 451

28 mai, Québec. Aylmer à Goderich. Transmet le livre bleu pour 1831. La cause du retard. 453

29 mai, Downing Street. Howick à Stephen. Transmet pour considération l'Acte concernant les droits sur la mélasse, le café et le tabac. 357

31 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 43). Fait rapport de l'émeute à Montréal, au cours de laquelle trois personnes ont été tuées et quelques gens blessés par le feu des troupes appelées par les magistrats. 454

Inclus. Rapport officiel du lieutenant-colonel MacIntosh. 457

Assemblées des magistrats relativement à l'émeute appréhendée. 463 à 501

31 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 44). Envoie ainsi que désiré le relevé du revenu casuel et territorial du Bas-Canada pour trois mois, ainsi qu'une lettre d'explication de la part du receveur général. 502

Inclus. Le receveur général à Craig. Envoie le relevé du revenu casuel et territorial du Bas-Canada pour trois mois. 504

Relevé. 505

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1832.

202-1.

1832. 2 juin, Québec. Aylmer à Goderich (n° 45). A reçu les dépêches suivant la liste annexée. 1

Inclus. Liste. 2

6 juin, Québec. Aylmer à Goderich (n° 46). Autre lettre concernant l'émeute à Montréal, enquête du coroner au sujet des personnes tuées, les membres du jury ne s'accordent point. Arrestation du lieutenannt-colonel MacIntosh et du capitaine Temple, élargis sous caution. Envoie des documents et un article de *La Minerve* 3

Inclus. Dépositions et autres dépêches. 6 à 202

7 juillet, Québec. Aylmer à Goderich (n° 47). Envoie compte des recettes et dépenses de la corporation des réserves du clergé. 203

Inclus. Recettes et dépenses. 204

11 juin, Québec. Aylmer à Goderich (n° 48). A reçu les dépêches suivant liste annexée. 205

Inclus. Liste. 206

15 juin, Québec. Aylmer à Goderich (n° 49). Rapporte que le choléra s'est déclaré à Québec et qu'il a été pris des mesures pour combattre le fléau. On ne lui a pas encore fait un rapport sur lequel il puisse se fier. 208

Inclus. Rapport du Dr Skey que le choléra s'est déclaré. 211

Relevé des personnes envoyées à l'hôpital du 8 mars au 15 juin. 214

1832.
16 juin, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). L'importance de l'émigration de l'année; arrivée d'une classe supérieure d'immigrants apportant des capitaux. La majorité de la Chambre d'Assemblée a des desseins qui, s'ils s'accomplissaient, feraient de la province une dépendance de la Couronne britannique que de nom. On paraît avoir peur que la libéralité du gouvernement britannique fasse disparaître tous leurs griefs. La masse des Canadiens français est docile, contente, heureuse et bien disposée, mais extrêmement méfiante des autorités britanniques de la province,—sentiment qu'entretiennent ceux qui ont quelque objet en vue et qui entourent leurs représentants. Discute la question de l'union du Haut et du Bas-Canada, et comment cela tiendrait en échec le parti ultra-libéral de cette dernière province. La difficulté de poursuivre les journaux comme la *Minerve* et le *Vindicator*, car les personnes qui formeraient le jury ne rendraient probablement pas de verdict contre eux. Comment voir si Viger a les mêmes opinions que Papineau. 215

Papineau à Aylmer. Fait rapport, en date du 22 mai, que les troupes ont tiré sur les émeutiers. 223

Aylmer à Papineau, 4 juin. Avait expliqué la cause du retard à répondre. Refuse de discuter le sujet de l'émeute et ses conséquences. Le chagrin que causeront à tous ces morts. 225

" Quelques réflexions sur la dernière élection du quartier ouest de la cité de Montréal." 226

18 juin, Québec. Aylmer à Goderich (n° 50). A reçu les dépêches suivant la liste annexée. 253

Inclus. Liste. 254

19 juin, Québec. Aylmer à Goderich (n° 51). A reçu avis de la réduction de son revenu en sa capacité militaire de commandant des forces à celui de lieutenant général. Fait remarquer comment la réduction affectera sa position officielle. 256

Inclus. Etat comparatif de la solde d'état-major et allocation militaire au commandant des forces du Canada et de celle accordée à un lieutenant général de l'état-major. 259

26 juin, Québec. Aylmer à Goderich (n° 52). Autre lettre au sujet du choléra. La virulence de la première attaque, mais la mortalité va en diminuant. 260

29 juin, Québec. Le même au même (n° 53). Recommande les messieurs qui doivent être nommés membres des conseils exécutif et législatif. Mort de M. Sauveuse de Beaujeu. 263

29 juin, Québec. Le même au même (n° 54). A la suite de recommandation a nommé Willan à la charge de greffier de la couronne dans le district de Québec, charge vacante par la mort de Green. 265

29 juin, Québec. Le même au même (n° 55). Mort du juge Taschereau, a nommé Panet, jusqu'à ce qu'on connaisse la volonté de Sa Majesté ; demande fortement que la nomination soit confirmée. 266

30 juin, Québec. Le même au même. Recommande fortement la nomination de Heney au Conseil exécutif. 267

30 juin, Québec. Le même au même. Le choléra a diminué de malignité. A Québec ; il a fait de très grands ravages, ayant fait mourir plus de 1,500 personnes en quelques jours. Les médecins ne s'entendent point quant à la cause de son apparition et à sa nature contagieuse. Comment la maladie se propage. 268

Inclus. Rapports sur le choléra de différents endroits ainsi que relevés des cas de cette maladie. 271 à 297

Lord Aylmer, gouverneur, 1832.

Q. 202-2.

1832.
30 juin, Québec. Aylmer à Goderich. Contenant lettre dans Q. 202-1, page 268.
Continuation des rapports sur le choléra. Pages 298 à 331.

5 juillet, Québec. Aylmer à Goderich (n° 66). Envoie relevé des collèges et écoles dans le Bas-Canada, ainsi que les noms et salaires des professeurs ou maîtres. 332

Inclus. Relevé. 333

6 juillet, Québec. Aylmer à Goderich. Envoie documents concernant le choléra qui va en diminuant et la panique publique s'apaise ; on est menacé d'un manque de provisions, car les gens de la campagne avaient peur d'apporter leurs produits. Envoie le rapport le plus récent sur l'émigration. Rien de nouveau dans la politique locale ; une assemblée a eu lieu où il a été question de la récente élection de Montréal. Envoie la Gazette de Neilson et rapport à son sujet.

Inclus. Rapport sur le choléra et relevé des enterrements à Québec. 374, 370

Autres documents. 376 à 405

7 juillet. Québec, Aylmer à Goderich (n° 57). Explique les raisons pour lesquelles il a suspendu le procureur général. A reçu les instructions de Sa Seigneurie d'écrire à M. le juge Kerr et il a écrit. N'a pas intention de se plaindre de la censure formelle qu'il a encourue pour avoir suspendu le procureur général à défaut d'instructions spéciales. 406

Inclus. Le même au juge Kerr. A reçu instruction de lui communiquer la réponse faite par le Bureau des Colonies à la pétition demandant un congé d'absence afin de lui permettre de comparaître devant Sa Majesté en conseil, pour répondre aux plaintes de l'Assemblée du Bas-Canada. Aucune accusations n'ayant été portées il est inutile de lui accorder de congé. 416

10 juillet, Québec. Le même à Goderich (n° 58). Relativement à l'instruction de Sa Seigneurie de lui faire part souvent des affaires de la province, et il n'y a pas manqué, chaque fois que quelque chose lui paraissait digne d'être mentionnée. Observations au sujet de l'arrestation de deux rédacteurs de journaux. Avantages pour Montréal du service postal par l'Atlantique. 418

13 juillet, Québec. Le même au même (n° 59). Le navire de Chine *Mangles*, par lequel sera transporté un sac contenant les dépêches a été détenu par des vents contraires, mais il se prépare maintenant à faire voile. 422

17 juillet, Québec. Le même au même (n° 60). Vanfelson, avocat général, s'est démis de sa charge et Andrew R. Hamel a été nommé pour le remplacer. L'Assemblée n'a pas voté d'appointements qu'Hamel sache, et il ne sera rétribué que pour les services qu'il pourra rendre à la Couronne. 423

17 juillet, Québec. Le même au même (n° 61). Bill concernant la vente des terres et des réserves du clergé a été présenté, lu pour la deuxième fois, renvoyé à un comité, puis remis à la prochaine session. 425

17 juillet, Québec. Le même au même (n° 62). La violence du choléra continue à diminuer. La grande mortalité par suite de cette maladie parmi les sauvages de Caughanawaga ; envoie rapports. 428

Inclus. McKay à Napier. Rapport du choléra à Caughnawaga ; a entendu dire que 25 sauvages britanniques sont morts à Saint-Régis ; il n'y a pas de cas de maladie à Deux-Montagnes. 430

Dr Wallace au Dr Stewart. Rapport officiel du choléra à Caughanawaga. 432

1832.

Dr Skey à Glegg. Envoie rapport du Dr Wallace sur le choléra à Caughnawaga. Page 434

17 juillet, Québec. Aylmer à Goderich. Quelques assemblées ont eu lieu dans différentes parties de la province afin d'interdire l'agitation causée par les événements de Montréal. 435

P. S.—Envoie mémoire du nombre des immignants arrivés à Québec jusqu'à cette date. 436

Inclus. Mémoire. 437

21 juillet, Québec. Aylmer à Goderich (n° 63). Transmet la copie certifié des procès-verbaux du Conseil exécutif depuis le 1er janvier jusqu'au 30 juin 1832. 438

21 juillet, Québec. Le même au même (n° 64). Transmet état trimestriel du revenu casuel et territorial jusqu'au 30 juin, ainsi que les états semi-annuels des recettes et dépenses de la caisse des terres et forêts, et copie de la lettre du receveur général. 440

Iuclus. Relevé du revenu casuel et territorial pour les trois mois terminés le 30 juin 1832. 442

J. Hale, receveur général, envoie compte semi-annuel de la caisse des terres et forêts. 443

Compte semi-annuel. 444

22 juillet, Québec. Aylmer à Hay (personnelle). Présente le capitaine Airey. 448

23 juillet, Québec. Le même à Goderich (n° 65). A reçu les dépêches suivant liste annexée. 449

Inclus. Liste. 450

24 juillet, Québec. Aylmer à Goderich. Mort de Tracy, député du quartier ouest de Montréal; l'assistance que cela apportera à Papineau; fin probable du journal de Tracy le *Vindicator.* Diminution du choléra. Le beau temps fait revivre l'espérance chez les cultivateurs, mais le choléra a eu un effet désastreux sur le commerce. Envoie un mémoire du nombre des immigrants arrivés. 453.

Inclus. Rapport sur le choléra à Chambly. 456

Mémoire. 45

25 juillet, Québec. Aylmer à Goderich (n° 66). Transmet le relevé semi-annuel des membres des Conseils exécutif et législatif. 458

Inclus. Relevé. 459

1er août, Québec. Aylmer à Goderich (n° 67). Envoie pétition d'Ogden, solliciteur général, demandant le paiement de son compte pour services d'avocat. A été obligé d'envoyer la pétition, l'Assemblée ayant réduit le montant voté, en sorte que le gouvernement des colonies ne peut disposer d'une somme suffisante pour payer le montant. 465

Inclus. Pétition de Ogden pour le paiement de ses dépenses d'avocat. 468

1er août, Québec. Aylmer à Goderich. Envoie numéros de journaux. Le langage que l'on a employé aux assemblées tenues relativement aux événements survenus lors de la récente élection de Montréal, est violent, mais il ne représente, croit-il, que les sentiments d'individus particuliers et non pas du public. 477

Inclus. Extraits des journaux. 479

Mémoire du nombre des immigrants arrivés depuis l'ouverture de la navigation. 501

9 août, Québec. Aylmer à Goderich. Le choléra traîne encore en langueur et a eu un effet désastreux dans différentes parties de la province. Transmet numéro de la *Minerve.* Aucunes adresses ne lui sont encore parvenues, croit que les agitateurs comprennent que le peuple ne les suit pas. Envoie mémoire du nombre des immigrants arrivés jusqu'à cette date. 502

Inclus. Mémoire des immigrants arrivés. 504

Extraits de la *Minerve.* 505

1832.
11 août, Québec.

Aylmer à Goderich (n° 68). Explique le soin qu'il a pris de s'assurer de son droit de tirer sur le receveur général avant d'adopter la mesure que Goderich n'approuve pas, et au moyen de laquelle il s'est procuré les fonds pour l'éclairage et le chauffage des prisons et palais de justice ainsi que la nourriture des prisonniers. Page 515

Inclus. Opinion de Vanfelson sur le pouvoir légal du gouverneur d'émettre des mandats sur le receveur général afin de se procurer les fonds nécessaires pour fournir l'éclairage et le combustible aux prisons et palais de justice ainsi que la nourriture pour les prisonniers. 521

État des mandats émis. 524

16 août, Québec.

Aylmer à Goderich (n° 69). Transmet lettre de M. le juge Reid, juge en chef de Montréal, représentant l'insuffisance de ses appointements et demandant une augmentation. Recommande fortement que sa demande soit accordée. 526

Inclus. Le juge en chef Reid à Aylmer. Concernant l'insuffisance de ses appointements. 528

18 août, Québec.

Aylmer à Goderich. Les décès à Québec par suite du choléra augmentent, principalement parmi les classes les plus respectables ; la maladie s'est propagée dans la province, sauf dans les townships de l'Est, où les cas sont peu nombreux. Envoie mémoire de l'arrivée des immigrants, ainsi que quelques journaux. 532

Inclus. Mémoire de l'arrivée des immigrants. 533

20 août, Québec.

Aylmer à Goderich (n° 70). Transmet copies de ses lettres et de celles de Routh au sujet des pensionnaires qui échangent leurs pensions. Ils gaspillent ordinairement l'argent à Québec ou à Montréal et s'en retournent dans le Royaume-Uni. 534

Inclus. Aylmer au Bureau du Trésor. On lui a montré une lettre de l'ordonnateur en chef au Bureau du Trésor, dans laquelle il exprime le même avis que lui au sujet des pensionnaires qui échangent leurs pensions contre de l'argent. La nécessité d'user de précaution pour les protéger contre leurs propres habitudes d'imprévoyance, autrement le gouvernement sera déçu dans son intention de permettre à ces gens d'être utiles à eux-mêmes et à leur famille. 535

Routh au Bureau du Trésor. Attire l'attention sur le cas des pensionnaires qui ont échangé leurs pensions contre de l'argent. 538

25 août, Québec.

Aylmer à Goderich. L'enquête du coroner sur les corps des deux personnes tuées à Montréal a été remise au premier jour du terme criminel, mais par suite du décès d'un juré aucun verdict ne peut être rendu, en sorte qu'il ne pourra être fait d'autres procédures judiciaires, à moins qu'il ne soit intenté une accusation. Les procédés adoptés par le solliciteur général dans la cause. 541

Inclus. Rapport des décès par le choléra à Chambly. 544

Ogden à Glegg. Concernant le cas des officiers accusés d'avoir tiré sur les émeutiers. 545

Mémoire de l'arrivée des immigrants. 547

27 août, Québec.

Aylmer à Goderich (n° 71). A reçu dépêches suivant liste annexée. 548

Inclus. Liste. 549

30 août, Québec.

Aylmer à Goderich (n° 72). Envoie information concernant la vente des terres et les baux des réserves du clergé, et observations au sujet des renseignements contenus dans les documents. 550

Inclus. Liste des documents transmis. 554

Le lord évêque de Québec à Davidson. Concernant les réserves du clergé. 555

Liste des réserves du clergé affermées. 558

Felton à Craig. Concernant les terres de la Couronne et la critique des états du lord évêque de Québec. 568

1832.

Relevé du compte des terres du clergé vendues du 1er janvier au 31 décembre 1831. Page 576

Etat du loyer reçu par la corporation pour l'administration des réserves du clergé. 577

août, Québec. Aylmer à Goderich (n° 73). Transmet pétition de Bethune, le curé de Christ Church, Montréal, demandant une compensation pour le non-paiement d'une allocation à même les biens des jésuites. 578

Inclus. Pétition. 580

Le lord évêque de Québec à Aylmer. Envoie pétition de Bethune, qu'il lui recommande. 583

septembre. Non signée et non datée à Aylmer, au sujet de non-paiement à Ogden. 472

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1832.

Q—203—1—2—3.

1832.

er septembre, Québec. Aylmer à Goderich. La cour criminelle a connu des événements du 21 mai à Montréal. Espère que Sa Seigneurie aura les nouvelles du résultat par la malle envoyée directement de Montréal. Le choléra s'est propagé généralement dans la province, mais il diminue. Envoie rapport du Dr Wallace sur la maladie parmi les sauvages de Saint-Régis. Page 1

Inclus. Mémoire du nombre des immigrants arrivés depuis l'ouverture de la navigation. 2

Rapport fait par le Dr Wallace sur le choléra qui s'est déclaré à Saint-Régis, le caractère des gens, leurs aliments, etc. Description de la localité, et ses moyens de communication avec différents endroits. 3

1er septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 74). Transmet lettre de Buchanan, agent d'émigration, demandant congé pendant l'hiver. 12

Inclus. Buchanan à Goderich. Demande congé d'absence pendant l'hiver suivant. 13

5 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 75). Transmet pétition de la corporation du clergé du Bas-Canada, demandant qu'il ne soit pris aucunes mesures pour aliéner les réserves du clergé et changer leur destination primitive. 14

(La pétition est incluse dans une lettre du lord évêque de Québec, datée le 26 novembre, au volume 205.)

7 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 76). Récapitule les circonstances de l'émeute à Montréal, la mort de trois hommes et les poursuites qui ont suivi ; les magistrats et les officiers du régiment ont été accusés de meurtre, mais le grand jury a rejeté l'accusation. 16

Inclus. Message de Craig, secrétaire, au nom du gouverneur, aux magistrats, relativement à l'émeute de Montréal en date du 21 mai dernier, transmettant les remerciements de Sa Seigneurie aux magistrats. 20

Ordre général approuvant la conduite des officiers et des soldats du 15e régiment à l'occasion de l'émeute qui a eu lieu à Montréal le 21 mai. 24

Résumé fait par le juge en chef Reid au grand jury. 26

Acte d'accusation par le grand jury. 34

8 septembre, Québec. Aylmer à Goderich. Envoie mémoire de l'arrivée des immigrants. Envoie rapport officiel du procès intenté à la suite de l'émeute de Montréal le 21 mai. 37

Inclus. Mémoire du nombre des immigrants arrivés. 38

8 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 77). Transmet pétition des habitants de Kingston pour l'achèvement du canal de Grenville. A retardé d'expédier cette pétition jusqu'à ce qu'il ait pu obtenir certaines informations

1832. de l'ingénieur en chef, lequel était absent. Découvre que l'achèveme du canal a été retardé à cause de l'épreuve de la terrible maladie. Page

Inclus. Pétition de Kingston.

Nicolls à Glegg. Le canal de Grenville était prêt à laisser passer l bateaux Durham le 1er août. Les canaux de la Chute à Blondeau et Carillon devaient être finis avant l'hiver prochain, mais à cause du ch léra il craint que cela ne puisse se faire. Croit que la pétition devra être envoyée à Londres afin de faire voir la valeur qu'aurait la route Rideau pour le commerce en temps de paix.

17 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 78). Dépêches reçues suivant la lis annexée.

Inclus. Liste.

18 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 79). Donne une longue explication de la cau du retard à auditer les comptes du receveur général. Les fonctio laborieuses de l'inspecteur général et de l'auditeur général. Comme les comptes doivent être tenus.

Inclus. Liste des documents inclus.

Documents concernant les comptes compris dans la liste à la pa 57. 58 à

21 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 80). Le retard à rendre les comptes de l'age d'émigration pour 1829 et 1830 a été expliqué d'une façon satisfaisant Autorisation donnée pour le paiement de la dépense faite par Buchana à compte de l'émigration.

Inclus. Buchanan à Craig. Explique la cause du retard à fourn les comptes de l'émigration pour les années 1829, 1830 et 1831.

Etat des déboursés pendant les années 1829 et 1830 pour l'émigr tion par A. C. Buchanan.

Etat de la dépense inévitable et nécessaire faite en 1831 par A. Buchanan.

22 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 81).) Transmet rapport du percepteur d douanes à Québec, relativement à la pétition des marchands de Québe

Inclus. Ferrier (percepteur des douanes) au gouverneur. Présen rapport sur la pétition des marchands de Québec. 10

Rapport sur la pétition. 10

24 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 82). Bien que le grand jury n'ait pas seul ment rejeté l'acte d'accusation contre les magistrats et les militaires q ont pris part à l'affaire du 21 mai, mais approuvé leur conduite, un m gistrat a cependant fait émettre un mandat pour l'arrestation du colon MacIntosh et du capitaine Temple sur la même accusation, mais ces de niers ont été élargis sans condition par le juge en chef sur demande à c effet. La diligence, le jugement et la décision du solliciteur général. 10

Inclus. Documents concernant les mandats contre les militaires po leur conduite durant l'émeute à Montréal le 21 mai. 11

Extrait de la *Gazette* de Québec du 21 septembre sur les émeutes. 203—2. 35

24 septembre, Québec. Aylmer à Goderich. Comprend que l'on peut s'attendre à une sessio orageuse de l'Assemblée, car c'est l'impression générale que l'on propose des mesures violentes relativement à l'appel des militaires sous l armes à Montréal le 21 mai. 12

Inclus. Mémoire du nombre des immigrants arrivés. 12

29 septembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 83). A reçu des instructions concernant l biens du séminaire ; le danger de soulever la question à présent. Tran met lettres. 12

Inclus. L'évêque de Québec à Aylmer au sujet des biens du sém naire. 13

1832.

Le mémoire de l'évêque Plessis n'a pas été copié ici, se trouvait dans Q. 153. Page 264

Quiblier à Aylmer. Le remercie de la dépêche du Bureau des Colonies, que l'on a permis au séminaire de lire. 136

r octobre, uébec. Aylmer à Goderich. Transmet pétition de la veuve du lieutenant-colonel McKay et recommande sa cause. 145

Inclus. Pétition de Madame McKay pour une pension. 146

r octobre, uébec. Aylmer à Goderich (personnelle). Donne avec force détails les raisons pour lesquelles il n'a pas soulevé la question des biens du séminaire dans le moment. Le choléra a presque disparu de toutes les parties du Bas-Canada. 140

Inclus. Mémoire du nombre des immigrants arrivés. 144

octobre, uébec. Aylmer à Goderich. Etait allé à Montréal ; découvre que l'esprit public y est encore dans l'agitation. Craintes du parti anglais au sujet des mesures que pourra prendre le parti de Papineau. Croit que leurs craintes sont exagérées ; mais il a pris des dispositions au cas de danger. Congé au lieutenant-colonel MacIntosh. Envoie numéros de la *Minerve* et de *L'Ami du Peuple*, ainsi qu'almanach publié par la *Minerve* et notes politiques, que l'on pourrait demander à Viger d'expliquer. 149

Inclus. Mémoire du nombre des immigrants arrivés. 152

Notes politiques de l'almanach publié par la *Minerve*. Q. 203-2. 363

Extrait de la *Minerve*. 366

Rapport de l'assemblée de Saint-Charles. 379

Extrait de *L'Ami du Peuple*. 384

octobre, uébec. Aylmer à Goderich (n° 84). Charles Stanislas Shoultz, ainsi que le supposent les personnes qui s'adressent à lui, est mort à Québec en 1821, laissant tous ses biens à sa veuve, laquelle a marié en 1826 Planté, un notaire, et a deux enfants (filles) issus de ce mariage. D'après le contrat de mariage la propriété de Shoultz était dévolue à sa femme, ainsi qu'enregistré dans le bureau du protonotaire de Montréal. 153

1 octobre, uébec. Le même au même (n° 85). Transmet pétition de George Ryland, demandant une concession de terres ainsi que copie d'une lettre à lui (Aylmer) adressée à ce sujet. Transmet la pétition sans recommandation. 155

Inclus. George Ryland à Aylmer. A changé la pétition en conformité des désirs de Sa Seigneurie. Demande qu'on envoie une recommandation, car autrement l'objet de la pétition sera rejeté. 157

Pétition. 159

5 octobre, uébec. Aylmer à Goderich (n° 86). Transmet lettre de H. Ryland demandant rémunération pour la perte de l'allocation de retraite en qualité de trésorier des biens des jésuites. 161

Inclus. H. W. Ryland à Aylmer. Ecrit au sujet de son allocation de retraite en qualité de trésorier des bien des jésuites. 163

7 octobre, uebec. Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie numéro de la *Gazette* de Québec de Neilson contenant un article intitulé : " La prochaine session du parlement provincial du Bas-Canada ", lequel paraît indiquer la ligne de conduite que Neilson et le parti modéré adopteront durant la session. L'appréhension décourageante au sujet des finances ne s'est pas réalisée, et le revenu, ainsi qu'il paraîtrait d'après le mémoire envoyé, a excédé celui de l'année dernière. Envoie des extraits de différents documents. De grands changements s'opèrent tant dans le Haut que dans le Bas Canada ; et les intérêts britanniques y prennent de la force. Un troisième et puissant parti combinant tout ce qu'il y a d'hommes de talent et respectables parmi les Canadiens français et les Anglais établis dans la colonie pourrait être formé. Le ménagement avec lequel on devrait traiter les préjugés et sentiments des Canadiens français dans ce cas. Envoie rapport hebdomadaire des immigrants. 167

Inclus. Mémoire de nombre des immigrants arrivés. 169

1832.

Extrait de la *Gazette* de Québec, Q 203-2. Page 39

Extrait du *Mercury* de Québec, Q 203-2. 39

Extrait du *Herald* de Montréal, Q 203-2. 39

Extrait de la *Minerve*, Q. 203-2. 40

22 octobre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 87). A reçu dépêches suivant liste an nexée. 17

Inclus. Liste. 17

24 octobre, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Transmet article par de Bleury menaçant de rien moins que la guerre civile. L'article n'a pas produi l'effet désiré, et il est probable que Bleury et son parti s'en tiendron à leurs écrits. Désire que la demande faite au Bureau du Tréso des fonds nécessaires pour loger le nombre additionnel des membre de la garnison à Montréal soit supportée. Les constructions néces saires. Le montant sera d'à peu près £700, et il y aura une économi dans l'allocation du logement aux officiers. Envoie article qui fai voir le peu d'importance des assemblées tenues après le 21 mai, les quelles ont fort désappointé ceux qui les avaient encouragées. L session prochaine sera probablement plus violente que toute autr session antérieure, le parti de la violence a l'intention de provoquer un dissolution, mais il ne se propose pas d'imiter sa violence. 17

Inclus. Mémoire du nombre des immigrants arrivés. 17

Lettre de deBleury. Q. 203—2. 41

26 octobre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 88). Envoie relevé des recettes à compte d revenu casuel et territorial et à compte des terres de la Couronne e permis de couper du bois. 17

Inclus. Relevé des recettes du revenu casuel et territorial. 17

Relevé des recettes des terres de la Couronne et des permis de coupe du bois. 18

26 octobre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 89). Envoie liste des actes passés durant l session de 1832 ainsi que numéros des procès-verbaux du Conseil légis latif de 1832 et de l'Assemblée de 1831. 18

Inclus. Liste des actes passés en 1832. 18

27 octobre, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Présente Henry S. Chapman. 19

30 octobre, Québec. Le même au même (n° 90). La démission de l'évêque catholiqu romain de Québec en faveur de son coadjuteur l'évêque de Fussala Comment l'on devrait nommer le coadjuteur du nouvel évêque. Le dési des autorités catholiques romaines qu'un seul nom soit soumis à appro bation. Transmet correspondance. 19

Inclus. L'évêque catholique romain de Québec à Aylmer (en fran çais). Annonce son intention de se démettre et demande que l'on recon naisse pour son successeur son coadjuteur. 19

Aylmer à l'évêque catholique romain de Québec. En réponse à s résignatien projetée. 19

L'évêque catholique romain de Fussala à Aylmer (en français). Su le choix d'un coadjuteur. Transmet les noms de trois prêtres et demand que l'un d'eux soit choisi. 20

31 octobre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 91). Transmet pétition de Mme D'Escham bault demandant le paiement de la pension qui lui a été accordée mai que la législature provinciale n'a pas votée. Recommande que cett pension lui soit payée à même les fonds du département des Sauvages 20

Inclus. Liste des documents inclus et de la correspondance. 206 à 21

1er novembre, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). N'a à faire rapport de rien qu vaille la peine d'être mentionné. L'immigration a presque cessé ; i n'est arrivé que quinze personnes depuis le dernier rapport, et les der niers navires sont presque tous arrivés. Des mesures actives sont prise dans le Haut-Canada pour obtenir possession de Montréal comme por

1832.

d'entrée. Cela mettra probablement un frein au parti de Papineau. Page 215

Inclus. Mémoire des immigrants arrivés depuis l'ouverture de la navigation. 216

Extrait de l'*Ami du Peuple.* Q—203—2. 418

Extrait de la *Gazette de Montréal.* 423

8 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). L'assemblée de Montréal, dont il est fait rapport dans le journal envoyé, lui a été représentée comme l'une des plus respectables qui ait jamais été tenue dans la province. 220

Inclus. Extraits de journaux. Q—203—2. 444

13 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 92). Le temps est arrivé de régler la nouvelle proportion des droits perçus à Québec qui doivent être payés au Haut-Canada. Les commissaires ne s'étant pas entendus sur un arbitre, le gouvernement britannique devra en choisir un. Les prétentions à une augmentation de la proportion des droits indiquant l'augmentation de la richesse dans cette colonie qui fait des progrès. 217

Inclus. Liste des documents inclus. 219

(Les documents inclus sont dans la lettre de Chipman du 25 juillet 1833, dans le vol. Q—211, commencent à la page 136).

13 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 93). Envoie rapport du montant des honoraires exigés pour certains actes demandés dans une adresse de la Chambre des Communes. 222

Inclus. Relevé des honoraires. 223

17 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie discours prononcé à l'ouverture de la Chambre. Nouvelle expulsion de Christie ; communiquera ses instructions à ce sujet à la Chambre, qui prépare une réponse au discours du Trône. S'attend à une chaude discussion. Papineau est prêt à pousser les choses très loin. Espère qu'on approuvera la nomination de Mondelet au Conseil exécutif. 224

Inclus. Discours et autres procédés à l'ouverture de la Chambre. Q—203—2. 464

19 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 94). A reçu les dépêches du Bureau des Colonies suivant liste annexée. 226

Inclus. Liste. 229

21 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 95). A ouvert la session et envoie des copies du discours et des adresses du Conseil législatif et de l'Assemblée qui a ouvert la session en expulsant Christie, en sorte qu'il n'a pas eu l'occasion de communiquer la dépêche du 20 janvier au sujet de Christie. A vrai dire n'a eu que peu l'occasion de faire quelque communication à l'Assemblée. Enverra à la Chambre des documents concernant Christie et autres sujets. 229

Inclus. Adresse du Conseil législatif. 233

Réponses au Conseil et à l'Assemblée. 237, 238

Résolutions de la Chambre d'Assemblée. 239

22 novembre, Québec, Aylmer à Goderich (personnelle). Ses craintes d'un langage violent dans l'Assemblée n'ont pas été vaines. Résolution adoptée comme un spécimen des mesures violentes que la Chambre est disposée à adopter ; il est difficile de dire jusqu'où la Chambre poussera les choses quand la question des émeutes de Montréal viendra sur le tapis. Envoie le *Mercury* de Québec, qui contient un rapport des délibérations. 255

Inclus. Extrait du *Mercury* de Québec concernant l'expulsion de Christie Q. 203-2. 472

Procès-verbaux de l'Assemblée, du *Mercury* de Québec. 485

Procès-verbaux de l'Assemblée du Haut-Canada. 489

Procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada. 494 à 509

22 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 96). Avait reçu instruction de s'assurer du commandant des ingénieurs royaux de la dépense annuelle probable pour l'entretien du canal Rideau quand il serait terminé, et de communi-

1832.

quer la chose à l'Assemblée, à laquelle on demandera de se charger, conjointement avec l'Assemblée du Haut-Canada, de la dépense. Avait depuis reçu instruction de ne point s'adresser à l'Assemblée, mais comme le renseignement pourrait être nécessaire dans l'avenir, avait demandé aux ingénieurs royaux de le fournir, attendu qu'on avait prié du Vernet de donner un état semblable relativement aux canaux de Grenville, Chute à Blondeau et Carillon, dont copies sont transmises. La dépense est pour l'administration ordinaire, sans rien allouer pour les accidents. Ce serait peu pour les canaux de l'Ottawa, mais le canal Rideau est différent. Description de la nature de ce canal, et la difficulté de régler l'approvisionnement de l'eau. Page 240

Inclus. Nicoll à Glegg. Envoie estimation du coût d'entretien du canal Rideau. 245

Estimation. 246

Nicoll à Glegg. Envoie estimation de l'entretien des canaux de Grenville, Chute à Blondeau et Carillon. 247

Estimation. 249

Atre estimation concernant les dépenses sur le canal Rideau pendant 1833. 250

Autres documents au sujet des canaux. 252 à 254

23 novembre, Québec.

Aylmer à Goderich (n° 97). La saison de navigation étant en apparence finie, il a fait préparer un relevé du nombre des émigrants arrivés à Québec en 1832—ce nombre est de 51,700. Demande qu'on fasse attention à l'article marqué non officiel, lequel indique la quantité des biens apportés. 258

Inclus. Noms des ports d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande d'où sont venus les émigrants. 259 à 262

Etat comparatif du nombre des émigrants arrivés durant 1829, 1830, 1831 et 1832. 263

Etat indiquant les arrivages par semaine. 264

Distribution supposée non officielle des émigrants arrivés en 1832. 265

24 novem re, Québec.

Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie la *Gazette* de Québec contenant rapport du discours de Papineau, qui se distingue par sa violence ordinaire. Avait envoyé une dépêche concernant le juge Kerr, en réponse à l'adresse de l'Assemblée à ce sujet. Le débat pourra avoir pour effet que l'on prenne quelque action spéciale. 268

Inclus. Extrait de la *Gazette* de Québec. Procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada. Q. 203-2. 510

24 novembre, Québec.

Aylmer à Goderich (n° 98). Envoie copie du rapport contenant le renseignement demandé sur McKee, un émigrant mort du choléra au Canada; copie du certificat d'inhumination de McKee et note du protonotaire à l'effet qu'Edward McGinniss a été nommé curateur. 266

28 novembre, Québec.

Le même au même (n° 99). Les diverses lettres envoyées à Sa Seigneur l'ont mis au fait des événements de mai dernier à Montréal et de l'état d'excitation produit. Pendant que la navigation est ouverte l'on pourrait facilement se procurer des troupes additionnelles pour maintenir l'ordre à l'approche de l'hiver. C'est une question sérieuse à étudier que la préservation des propriétés des habitants. Le malaise à Montréal, si l'on allait prendre avantage de la faible garnison qui s'y trouve pour troubler la tranquillité publique. Les renforts qu'il a obtenus sont décrits. 270

29 novembre, Québec.

Aylmer à Goderich (personnelle). Depuis qu'il a écrit, le 24, de chaudes discussions ont eu lieu à propos des cas de Christie et du juge Kerr. Les résolutions au sujet du premier ont été retirées, et il croit qu'on en adoptera d'autres d'une nature plus modérée. Les craintes d'une session orageuse ont été plus que réalisées, et il pourrait bien être forcé de proroger la législature par suite de la ligne de conduite non constitutionnelle de l'Assemblée en expulsant Mondelet. Papineau et son parti

1832.

s'aperçoivent qu'ils perdent chaque jour du terrain, et leur sêule chance est d'amener une prorogation. Ses efforts tendront tous à parer à cela, pourvu que cela puisse s'accomplir sans compromettre la dignité de la Couronne ou le principe de la constitution. La disposition des députés des townships d'abandonner le parti de Papineau et le bon sens de la province indiquent qu'il y a un changement correspondant de l'opinion. Page 278

Inclus. Extrait de la *Gazette* de Québec, Q 203-2. 572

9 novembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 100). Avait établi des relations avec l'Assemblée. Nomination de Panet au Conseil. Quand il a été fait juge, Mondelet a été nommé pour remplir les fonctions d'intermédiaire, mais il a été privé de son siège dans l'Assemblée, bien qu'on n'ait pas pris cette mesure dans le cas de Panet. Résolution passée pour expulser Mondelet, en dépit du fait qu'il ne reçoit aucun émolument à titre de membre honoraire du Conseil exécutif. A soumis la question aux officiers en loi de la Couronne, et lorsqu'il recevra leur réponse il convoquera le Conseil. 274

1er décembre, Québec. Le même au même (n° 101). Parle de nouveau de l'expulsion de Christie. Envoie copie des résolutions, conformément à la dépêche de Goderich sur le cas de Kerr. Le message concernant le bill des subsides a été envoyé au Conseil législatif et à l'Assemblée, mais l'Assemblée n'en a rien fait. Demande des instructions précises quant à la réponse qu'il devra faire à l'Assemblée si on s'adresse à lui dans le cas du juge Kerr. A dans l'intervalle envoyé la dépêche de Sa Seigneurie, qui désapprouve les motifs de son refus de se conformer aux demandes de l'Assemblée. Questions concernant Kerr renvoyées à un comité. Avait demandé à la Chambre de prendre des mesures pour rembourser l'avance faite à même la caisse militaire. Autres adresses, etc. 280

Inclus. Résolutions concernant l'expulsion de Christie. 285

décembre, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Rien de très important ne s'est passé dans la législature durant la semaine précédente. La commission d'Imprimeur du Roi pour le district de Montréal a été annulée. La *Gazette Royale* de Québec est assujétie à ne publier que les avis officiels, en sorte que la mesure prise à Montréal est conforme à cette restriction. 288

Inclus. Extraits de journaux, Q. 203-2 583 à 595 et 203-3. 596 à 638

0 décembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 102). Envoie copie de la réponse à Lushington en réponse à ce dernier, qui a écrit au nom d'une société qui veut envoyer les enfants pauvres du Royaume-Uni au Canada. 290

Inclus. Aylmer à Lushington. Envoie réponses aux questions posées, (dans des colonnes parallèles) concernant l'envoi des enfants pauvres au Canada. 291

3 décembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 103). L'offre conditionnelle d'un siège au Conseil exécutif faite à M. Heney, le greffier en loi de l'Assemblée, à condition qu'il se démette de cet emploi, a été refusée, M. Heney désirant conserver sa charge de greffier en loi. Regrette la perte des services de Heney. Si l'objection à sa nomination de conseiller de l'exécutif provient du fait qu'il exerce une charge, la difficulté de remplir les sièges vacants au Conseil deviendra insurmontable, car si le fait d'exercer une charge est un empêchement de faire partie du Conseil, il sera impossible de trouver des gens ayant les qualités requises. Plaide pour que le Conseil exécutif ait parmi ses membres des personnes exerçant des charges. 296

5 décembre, Québec. Aylmer à Godrich (personnelle). Le changement qui s'est effectué dans l'opinion publique concernant les partis politiques. Il s'efforce de détruire l'influence des partis en lutte, c'est-à-dire, des *ultra* des deux côtés, ce qui fait qu'il est mal vu par les deux partis. S'il est bien supporté il n'a pas de doute qu'il sortira un nouvel et meilleur état de choses du présent état de trouble des affaires politiques. Les deux partis en

1832. question déclinent et des hommes respectables viennent de l'avant; le parti de Papineau a encore la majorité, qui se compose des députés les plus ignorants et de quelques jeunes avocats sans expérience, mais il est abandonné par ceux qui ont le plus de talents et sont respectables. L'autre parti se compose de gens qui cherchent des emplois, et ont intérêt à voir le chef du gouvernement engagé dans les difficultés avec la masse du peuple, pour qu'il puisse se jeter dans leurs bras afin d'avoir leur appui. Ce parti a eu plus à dire dans les affaires du pays que cela n'est compatible avec les vrais intérêts du gouvernement de Sa Majesté ou de la province. Page 30

Inclus. Extraits de journaux Q 203-3. 639, 659, 70

22 décembre, Québec. Aylmer à Godrich (personnelle). Le comité de l'Assemblée est occupé à interroger les témoins au sujet des événements du 21 mai à Montréal; l'empressement du parti n'a produit aucun résultat satisfaisant, car l'on a prouvé l'existence d'une émeute sérieuse et la nécessité d'appeler les troupes sous les armes. Par suite de l'expulsion de Mondelet de l'Assemblée parce qu'il avait été nommé au Conseil exécutif on a soumis aux juges et officiers en loi de la Couronne la question concernant le droit que l'Assemblée s'est arrogé. A reçu les réponses, qu'il transmettra. Ne croit pas que la Chambre insistera pour avoir une décision en demandant pourquoi le bref a été refusé. Les raisons pour lesquelles on a refusé ce bref. La mauvaise politique d'avoir deux partis opposés au gouvernement. Rapport d'une assemblée à Shefford en faveur du gouvernement publié dans une partie bien en vue de la *Gazette* de Neilson ce qui est remarquable parce que ce dernier s'était jusqu'ici distingué parmi les adversaires du gouvernement local. 30

Inclus. Extrait de la *Gazette* de Québec, Q. 203-3. 74

Procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada, Q. 203-3. 74

Procès-verbaux de l'Assemblée du Haut-Canada, Q. 203-3. 78

Extrait de *L'Ami du Peuple*, Q. 203-3. 78

26 décembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 104). Transmet lettre de Peter McGill, commissaire de la compagnie dite *British American Land*. N'ayant aucune instruction de Sa Seigneurie au sujet de cette compagnie, il s'abstient de faire des observations. 30

Inclus. Peter McGill à Aylmer. Observations concernant la Compagnie *British American Land*. 31

27 décembre, Québec. Aylmer à Goderich (n° 105). Dans le cas de Mondelet expulsé de l'Assemblée parce qu'il avait accepté la charge honoraire de conseiller exécutif, les juges, sauf un ou deux, refusent de donner une opinion quant au pouvoir de l'Assemblée de ce faire. Les officiers en loi de la Couronne et le conseil du roi sont d'accord que l'Assemblée ne possède point le pouvoir qu'elle s'est arrogé. L'histoire du passage du bill à différentes époques depuis 1825 lui est donné au cas où il passerait de nouveau et qu'on lui demanderait de recommander qu'il soit sanctionné. La détermination de l'Assemblée de mettre en vigueur les termes du bill, en sorte que lorsque l'exécutif choisira un membre de l'Assemblée pour une charge, il sera exposé à un conflit avec la Chambre. C'est au gouvernement de Sa Majesté de décider si les mauvais résultats du bill sont assez formidables pour contrebalancer ceux qu'amènera l'agitation d'une question de privilège. 3

31 décembre, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Le progrès de l'enquête concernant les événements à Montréal le 21 mai dernier. Il est à peine possible de dire quand elle se terminera. Preuve du changement dans l'opinion publique. 3

Extrait du *Mercury* de Québec, Q. 203-3. 7

Extrait de la *Gazette* de Québec, Q. 203-3. 8

Pas de date. Etat comparatif du revenu du Bas-Canada pendant les trimestres de 5 juillet de 1831 et 1832. (Une série de notes.) 1

EMPLOIS PUBLICS, 1832.

(Partie I, paginée de 1 à 264, partie II de 265 à 499.)

Q.—204—1—2

1830. 23 février, Québec. Kempt à Colborne. Dans la lettre de Stewart à Hay, du 10 mai 1832.

1831. 20 novembre, Québec. Hale à Mallet. Dans la lettre de Stuart à Howick, du 20 janvier 1832.

12 décembre, York. Colborne à Foote.

23 décembre, Québec. Routh à Stewart. Toutes deux incluses dans la lettre de Stewart à Hay, du 10 mai 1832.

1832. 4 janvier, Ministère de la Guerre. Sullivan à Hay. Glegg ayant demandé d'être remplacé à demi-solde à partir du 9 août 1831, il désire savoir à quelle date il a démissionné en qualité de secrétaire civil de lord Aylmer au Canada. 277

9 janvier, Londres. Kempt à Howick. Ne peut dire quel était le revenu de Willan au barreau, mais il a démissionné en qualité de greffier en loi de l'Assemsemblée du Bas-Canada de la manière la plus généreuse à sa demande (de Kempt). Recommande son cas à considération favorable. 83

13 janvier, Bureau de l'audition. Les auditeurs au Conseil du Trésor. Inclus dans la lettre de Stewart à Howick du 20 janvier 1832.

17 janvier, Whitehall. Lamb à Howick. Des instructions ont été données au surintendant des détenus aux Bermudes de recevoir les prisonniers du Bas-Canada. 42

17 janvier, Cornhill. Gould à Goderich. Envoie rapport du comité de l'Association des colonies de l'Amérique du Nord. Bien que ce comité ne soit que nouvellement organisé, il est d'ancienne date. 284.

Inclus. Rapport du comité sur la correspondance avec le Bas-Canada, la Nouvelle-Ecosse, etc., et l'installation de ses salles. 285

18 janvier, Trésorerie. Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie attirent l'attention sur une avance qui a été faite à compte de l'état-major de la milice du Bas-Canada et qui n'a pas été remboursée. 135

20 janvier, Trésorerie. Stewart à Howick. Transmet lettre des commissaires de l'audition des comptes des colonies au sujet du retard à examiner les comptes de Hale. Demande que Goderich prenne des mesures pour établir un examen plus expéditif. 136

Inclus. Les auditeurs au Conseil de la Trésorerie attirant l'attention sur le retard à auditer les comptes de Hale, retard dont il (Hale) n'est pas responsable. 137

Hale à Mallet. La réponse au sujet du retard à auditer des comptes n'est pas satisfaisante. 140

24 janvier, Downing Street. Adam Gordon à Howick. La première nomination d'un agent pour le Bas-Canada a été faite en 1770. En 1811, à la mort de Cumberland, il (Gordon) a été nommé. Les fonctions de la charge. La charge est devenue le sujet d'une discussion publique et on ne lui a pas payé ses appointements depuis 1827. Il est resté tranquille, néanmoins, se soumettant à tout arrangement qui pourrait être fait par le secrétaire d'Etat. Ses divers emplois. 12

Annexé. Montant de sa rémunération. 16

28 janvier, Affaires étrangères. Backhouse à Howick. Relativement aux lettres concernant la concession de terrains en Floride à Barrie, terrains dont il a été dépossédé,

1832.

ce pourquoi il croit avoir droit à indemnité, les procès-verbaux du comité chargé des réclamations de la Floride sont probablement en possession du Conseil du Trésor. Page 41

28 janvier, Artillerie. Byham à Howick. Envoie deux relevés et une estimation concernant les présents aux sauvages. 85

Inclus. Relevé des dépenses pour les présents des sauvages en 1829, 1830 et 1831. 86

Compte indiquant la somme qui reste due à l'artillerie pour présents aux sauvages. 87

30 janvier, Artillerie. Kempt à Howick. Renvoie la liste des personnes recommandées par Aylmer et conclut que Goderich l'approuve. 89

31 janvier, Trésorerie. Stewart au même. Il n'a été reçu aucun avis que d'autres sommes provenant des réserves du clergé aient été versés dans la caisse militaire. 141

31 janvier, Trésorerie. Le même au même. Envoie la demande de Bouchette de la demi-solde en sus de ses émoluments en qualité d'arpenteur général, pour avoir l'opinion de Goderich. 142

Inclus. Bouchette au Conseil du Trésor. Renouvelle sa demande de la demi-solde en sus de ses émoluments en qualité d'arpenteur général, citant le précédent de Vassal de Monviel à l'appui de sa réclamation. 143

— janvier, Londres. Hamilton (secrétaire de la Société pour la propagation de l'Evangile) à Howick. En réponse à la réduction projetée ainsi qu'à la cessation de l'allocation faite à la société chargée de pourvoir aux besoins du clergé dans l'Amérique Britannique du Nord, représente que la société ne s'est pas chargée de pourvoir aux besoins du clergé, mais à remplir les fonctions d'agent pour distribuer les fonds fournis par l'Etat, et donne les détails de l'arrangement à cet effet. 432

Inclus. Pétition de la Société pour la propagation de l'Evangile à Bathurst, indiquant comment les fonds pourraient être le plus convenablement appliqués. 444

Bathurst à l'archevêque de Cantorbéry en réponse à la pétition qui précède. Une allocation additionnelle sera faite à la société ; £100 par année seront accordés à titre de pension pour les missionnaires devenus incapables par suite d'âge ou d'infirmité et £50 aux veuves de ceux qui sont morts au service de la société. 550

1er février, Gardes à cheval. Mémoire par le commandant en chef dans lettre de cette date et du 12 avril concernant les officiers de l'ancienne légion allemande.

4 février, Trésorerie. Spring Rice à Howick. Demande que la correspondance concernant les canaux du Canada qui n'a pas encore été soumise à la Chambre des Communes soit envoyée au conseil de la Trésorerie. 145

6 février, St. James. Arrêté du Conseil du Bas-Canada. 22

9 février, Cornhill. Gould à Goderich. Quand le comité de l'Association des colonies de l'Amérique Britannique du Nord aura eu une conférence avec les propriétaires de navires il en fera rapport à Sa Seigneurie. 291

10 février, Ministère de la Guerre. Sullivan à Howick. Envoie les taux de demi-solde aux lieutenants généraux Aylmer et Maitland et aux majors généraux Colborne et Campbell. L'allocation pour les rations, fourrage, serviteurs, etc., ne peut être obtenue que des comptes de l'intendance, mais sans grande précision. Une circulaire a été envoyée afin d'obtenir l'information nécessaire, ce qui permettra de rendre parfaites les estimations subséquentes. 278

17 février, Cornhill. Gould à Howick. Envoie une lettre de l'Association des colonies de l'Amérique du Nord au sujet de l'émigration, et demande qu'une délégation du comité ait une entrevue. 293

Inclus. Lettre de l'Association des colonies de l'Amérique du Nord au sujet de l'émigration. 294

1832.
18 février, Trésorerie. Spring Rice à Hay. Envoie copie de la lettre du solliciteur du conseil du Trésor concernant l'appel dans la cause de l'Institution royale pour £10,000. Si l'Institution a gain de cause en appel, elle devrait avoir abondance de fonds pour défrayer les dépenses de l'opposition, et dans ce cas le conseil du Trésor ne voit pas d'après quels motifs l'on pourrait en demander le paiement à même les fonds locaux de la province. Page 146

Bouchier à Stewart. Comme la manière de procéder des appelants dans le testament de McGill exige qu'il soit fait des dépenses, désire exposer la chose avant de prendre aucune mesure et demande qu'on lui envoie de nouvelles instructions. 147

23 février, Trésorerie. Spring Rice à Howick. Envoie copie de la minute du 7 courant relativement aux sommes requises pour l'achèvement du canal Rideau et autres routes par eau au Canada. Renvoie à la lettre du 31 décembre enjoignant de se tenir en garde de ne faire aucune dépense que le parlement n'a pas approuvé et demande une réponse. 149

Inclus. Minute du bureau du Trésor relativement à la demande récente pour dépenses requises sur le canal Rideau. 150

25 février, Cornhill. Gould à Howick. Représente que Viger fait rapport de la discussion qui a eu lieu dans la Chambre des Communes d'une manière différente au rapport publié dans les journaux de Londres. Il se peut qu'il donne sa propre opinion, mais si l'on suppose que le gouvernement est favorable au système électif prêché par Papineau la question sera remise sur le tapis. Le parti de Papineau devient en minorité dans l'Assemblée. Envoie un extrait publié par *La Minerve* d'une lettre de M. Viger. 309

Inclus. Rapport fait par Viger du débat dans la Chambre des Communes de Londres au sujet d'un Conseil législatif électif dans le Bas-Canada. 312

1er mars, Whitehall. Grenville à Hay. Demande des renseignements concernant les règlements de quarantaine afin de répondre à une question. 23

5 mars, Artillerie. Kempt à Howick. Envoie relevé des tentes en magasin aux postes dans les Canadas, et dont Aylmer et le secrétaire des colonies peuvent disposer suivant qu'ils le croient bon pour le service. 90

Inclus. Compte des tentes en magasin dans les Canadas. 91

5 mars. Gould à Howick. Plaisir de voir les égards de Sa Seigneurie envers les grandes colonies dans l'Amérique Britannique. 329

23 mars, Artillerie. Byham à Stewart. Incluse dans la lettre de Spring Rice à Howick du 18 avril 1882.

24 mars, Québec. Routh à Stewart. Incluse dans la lettre de Stewart à Hay du 10 mai 1832.

27 mars, Gardes à cheval. Hill à Goderich. Désire savoir si l'on maintiendra au complet, à l'effectif de 515 soldats, le corps qui est de service dans l'Amérique du Nord. 19

28 mars, Trésorerie. Stewart à Hay. Les avances faites à même la caisse militaire à l'état-major de la milice n'ont pas été remboursées. Demande qu'il soit pris des mesures pour le remboursement. 153

4 avril, Cornhill. Gould à Goderich. Transmet copie de la pétition du comité de colonisation américaine du Nord sur "l'Acte des voyageurs". A reçu copie des règlements de quarantaine de Québec, dont quelques-uns sont assez rigoureux. 330

4 avril, Cornhill. Gould à Howick. Envoie extraits de lettres qui lui ont été adressées de Québec. Leur valeur, parce qu'elles s'expriment librement et sans réserve; cette correspondance n'aurait probablement pas eu lieu officiellement. Des extraits des différents sujets sont contenus dans la lettre. Est très content d'observer qu'on se propose de former une compagnie de terres. 331

1332.
9 avril,
Trésorerie.

Ellice à Hay. Sargent a reçu des dividendes sur actions tenues en son nom (de Hay) et en celui de Stewart, à compte des réserves du clergé dans le Haut et le Bas-Canada. Page 165

12 avril,
Gardes à cheval.

Note du commandant en chef sur lettre du 1er février et de cette date, au sujet des officiers de l'ancienne légion allemande. 18

17 avril,
Trésorerie.

Stewart à Howick. Transmet rapport des auditeurs au sujet des comptes de Hale. 156

Inclus. Rapport des auditeurs au sujet des comptes de Hale. 158

18 avril,
Trésorerie.

Spring Rice à Howick. Transmet copie de lettres de l'Artillerie sur la dépense annuelle probable de l'entretien du canal Rideau, si Goderich désirait obtenir les estimations nécessaires, ainsi que suggéré. Page 163

Inclus. Byham à Stewart. Quand réponse aura été transmise au renvoi fait au conseil du Trésor et au bureau des Colonies, le directeur général et le conseil de l'artillerie pourront fournir les renseignements dont on a besoin. En attendant ils suggèrent qu'on obtienne une estimation de la dépense annuelle probable de l'entretien du canal Rideau après qu'il sera fini. 164

19 avril,
Lincoln's Inn.

Bourchier à Stewart. Contenu dans la lettre de Stewart à Hay du 7 mai 1832.

30 avril,
Londres.

Mémoire fait par Richard Watson pour les méthodistes wesleyens montrant leur état sous le rapport financier et autre, et comment ils exécutent leurs entreprises de missions. 47

7 mai,
Trésorerie.

Stewart à Hay. Le conseil du Trésor donnera instruction au solliciteur d'obtenir une copie du dossier dans la cause de desRivières et le testament de M. McGill si Goderich est prêt à faire les arrangements pour défrayer les dépenses sans aucun frais pour le public. 160

Inclus. Bourchier à Stewart. Ne peut obtenir copie du dossier de Hershfield dans la cause de McGill ; il devra donc l'obtenir au Canada mais comme cela occasionnera une dépense additionnelle considérable désire avoir de nouvelles instructions. 167

10 mai,
Trésorerie.

Stewart à Hay. Transmet lettre de Routh concernant les présents pour les sauvages. Demande si Goderich est convaincu que les £4,426.10 n'ont pas été inclus dans les estimations, et désire savoir si l'assertion du secrétaire du lieutenant-gouverneur du Canada est exacte, savoir, que si les paiements de terres sont compris dans les £20,000, le montant limité pour le département des Sauvages en entier, il y aura un déficit dans la somme accordée pour les présents aux sauvages 169

Inclus. Correspondance ayant trait aux affaires des sauvages.
171, 174, 178, 17

10 mai,
Londres.

Hamilton à Goderich. Autres états à l'appui du plaidoyer que la Société pour la propagation de l'Evangile ne remplissait que les fonctions d'agent du gouvernement dans la distribution des fonds au clergé, et qu'elle veut bien continuer à agir ainsi, étant bien compris que la société ne sera responsable que d'une moitié des appointements et qu'elle réduise l'allocation suivant que le parlement réduira le crédit. 45

Inclus. Relevé imprimé des montants payés au clergé du Haut-Canada suivant que votés à la Société pour la propagation de l'Evangile. 45

1er juin,
Amirauté.

Barrow à Howick. Les lords de l'Amirauté rapportent qu'ils ne peuvent approuver qu'il soit permis au capitaine Bayfield d'acheter des terres en profitant des règlements parce qu'il est maintenant dans le service actif recevant pleine solde.

4 juin,
Whitehall.

Lack au même. Envoie copie de la pétition des marchands de Québec au sujet de la manière dont le revenu des douanes y est perçu. Les lords du Commerce ne veulent pas exprimer d'opinion avant de connaître ce que pensent les autorités locales. Goderich demande qu'on s'en assure. 2

Inclus. Pétition. 2

1832.

Henry Bliss à L. Spring Rice. Envoie pétition du comité du commerce de Québec se plaignant de certains griefs se rattachant à la perception des droits de douane à Québec, ainsi qu'observations sur les différentes clauses de la pétition. Page 29

5 juin, Downing Street. Gordon à Howick. Il a été préparé un bill qui a été transmis à Aylmer pour le presbytère de l'établissement sauvage de Caughnawaga. 17

7 juin, India Board. Grant à Hay. C'est l'intention de faire de vastes améliorations, d'ouvrir des chemins et d'améliorer les terres incultes. Une personne ayant de l'expérience en agriculture s'est adressée à lui à ce sujet, et serait obligée si on lui donnait une réponse. 39

13 juin, Montréal. Sweeney à Mackintosh. Rapport de la procédure à l'enquête du coroner sur les corps des émeutiers tués à Montréal le 21 mai dernier. 92

Inclus. Dépositions à l'enquête du coroner et autres documents. 109 à 125

13 juin, Trésorerie. Stewart à Howick. En suggérant que l'on pourrait prendre des arrangements pour la dépense dans l'appel, dans le cas du legs de McGill, sans frais pour le public, le Trésor n'entendait pas dire que cette dépense devrait être défrayée à même les fonds à la disposition de la Couronne provenant des revenus locaux dans les colonies ou autrement. Si l'institution ne réussissait pas, le conseil du Trésor pourrait examiner l'à-propos de payer les frais, mais si elle réussit, il ne voit pas pourquoi l'on s'exempterait de payer ces dépenses à même les fonds que l'institution aurait à sa disposition. 182

16 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Envoie copie de la lettre et documents y inclus de M. W. B. Felton, le commissaire des terres de la Couronne, ainsi qu'un reçu de la caisse militaire, pour un paiement à même les réserves du clergé; instruction a été donnée de placer le montant en consolidés 3 pour 100. 184

Inclus. Felton au Trésor. Envoie reçu pour £700 du cours versés dans la caisse militaire à compte des réserves du clergé. 185

Reçu. 186

18 juin, India Board. Grant à Hay. Demande une lettre de présentation de Angus Cameron à Aylmer. Cameron espère trouver de l'emploi en qualité d'arpenteur. 40

22 juin, Lincoln's Inn. Maule à Howick. Envoie lettre qui devra être transmise au Canada, au sujet de l'appel dans le cas de l'Institution Royale. 187

23 juin, Cornhill. Gould au même. A reçu les comptes des 25 et 28 mai du Canada. Fait rapport de l'émeute à Montréal, l'arrestation de Mackintosh et Temple, etc. La conduite de Papineau en s'arrogeant les fonctions de coroner. Destruction causée par l'inondation. 340

27 juin, Cornhill. Le même au même. Il a dit par erreur dans sa dernière lettre que l'émeute avait eu lieu à Québec; elle a eu lieu à Montréal. Une plaque de marbre portant une inscription convenable pour l'aile Richardson de l'hôpital de Montréal est maintenant prête. C'est un monument à la mémoire de Richardson élevé au moyen de souscriptions. 342

Inclus. Extraits de la lettre du 24 mai de Montréal concernant la compagnie de terre, l'émigration, l'émeute à Montréal et d'autres sujets. 344

3 juillet, Amirauté. Barrow à Howick. Il sera accordée un passage pour une femme pauvre et ses trois enfants quand la demande en sera faite. 5

Inclus. Cas de Mary Holmes et de sa famille. 6

10 juillet, Londres. Yates (secrétaire de la Société Philologique) à Howick. A reçu de Joseph Howse, de Circenster, 200 copies des listes de mots et de phrases obtenus afin de s'assurer jusqu'à quel point, si l'on compare leurs équivalents dans les différents langages, le langage des tribus de l'Amérique du Nord se rattache à leurs idiomes et structures. Sa connaissance approfondie des langages sauvages, de la langue siouse principalement. A

1832.

préparé une circulaire qui, si elle est approuvée, sera envoyée à chaque agent afin d'obtenir leurs équivalents ainsi qu'autant de listes qu'il en pourra vraisemblablemdnt faire remplir. Les obligations de la société envers l'Etat. Page 483

Inclus. Mots et formules de discours préparés dans le but d'obtenir leurs équivalents dans divers dialectes sauvages. 488

Circulaire aux agents ainsi que la liste précédant immédiatement. 494

11 juillet, Trésorerie. Stewart à Howick. La papeterie demandée pour le Bas-Canada a été commandée, et de même pour le Haut-Canada, mais les lords du Trésor croient que la dépense devrait être imputée aux provinces. Si Goderich partage cette opinion il sera envoyé un compte. 188

11 juillet, Cornhill. Gould au même. Envoie un numéro de la *Gazette* de Montréal, contenant un article long mais juste et intéressant sur l'émigration, ainsi qu'une critique de la Compagnie des Terres de l'Amérique Britannique. La navigation s'est ouverte le 4 mai. L'hiver a été extraordinairement rigoureux, et le 8 mai a été le premier jour chaud. Tous les navires sont arrivés sans cas de choléra, ce qui est une heureuse nouvelle pour les amis des émigrants. 349

Inclus. Extrait de lettre de Peter McGill, vive-président, et de William Walker, un des directeurs de la banque de Montréal, offrant de payer aux immigrants tous deniers déposés chez Smith Payne et Smiths, sur production du certificat. 351

Lettre du président de la banque de Montréal à l'effet que les directeurs approuvent entièrement l'arrangement ci-dessus. 353

12 juillet, Cornhill. Gould à Goderich. Envoie rapport de l'Association Coloniale de l'Amérique du Nord, ainsi qu'une copie d'une résolution relative au changement des droits et d'une demande faite à la Chambre de Commerce à ce sujet. 355

Inclus. Rapport du comité. 356

Résolution d'une assemblée générale de l'association exprimant regret que dans le nouveau bill il n'y ait aucune distinction entre les produits étrangers et les produits coloniaux. 362

Gould aux lords du Commerce, au sujet de la résolution. 363

13 juillet, Londres. Yates à——. Envoie quatre douzaines de copies des listes de Howse ainsi que quarante copies de la circulaire. 495

14 juillet, Cornhill. Gould à Howick. N'avait pas importuné Sa Seigneurie en lui envoyant des extraits de lettres reçues hier, mais des rapports plus récents l'engagèrent à faire des extraits. Le choléra diminuait à Québec le 19 juin, mais le nombre des décès a été épouvantable. L'abondance presque ennuyeuse de sa correspondance. 365

Inclus. Extraits d'une lettre de Québec à propos du choléra et autres sujets. 367, 374, 378

17 juillet, Whitehall. Phillips à Howick. La pétition de McNicol demandant la permission de prendre les armes et porter le nom de Nairne a été renvoyée au roi d'armes afin d'avoir une opinion. Le rapport est transmis. 43

Inclus. Rapport du collège d'armes sur la pétition de McNicol indiquant les modifications qui seront nécessaires et les renseignements supplémentaires dont on a besoin. 44

24 juillet, Trésorerie. Stewart à Howick. Lettre reçue informant que le juge Rolland avait payé à Routh les honoraires de sa commission, et demandant que le montant soit remboursé à Gordon. Routh n'a pas encore fait rapport du paiement, aussitôt qu'il le fera, des instructions seront données de faire le remboursement à Gordon. 189

28 juillet, Trésorerie. Le même au même. Relativement à la lettre concernant les demandes de papeterie, sir John Colborne a envoyé la sienne pour Haut-Canada directement au Trésor. Le gouverneur du Bas-Canada avait également transmis la sienne avant la réception de sa (de Howick) lettre. 190

1832.
31 juillet, Lincoln's Inn. Denman à Stephen. A été occupé de la cause de Stuart et Viger et est prêt à faire rapport sur les quatre cinquièmes des accusations. Le solliciteur général sera bientôt prêt à examiner les allégations. Comment devrait être composée la lettre de renvoi. Page 48

1er août, Cornhill. Gould à Goderich. Envoie mémoire sur certains journaux du Bas-Canada, aussi des extraits d'une lettre de Papineau à un ami (maintenant décédé) dans laquelle l'animus de ce monsieur apparaît suffisamment. 380

Inclus. " Mémoire sur les journaux du parti canadien-français dans la province inférieure." 381

Extraits d'une lettre de Papineau sur le legs McGill pour la fondation d'un collège. Une note au commencement dit : " Les extraits sont destinés à montrer les sentiments politiques de l'auteur." 385

1er août, Trésorerie. Stewart à Howick. Relativement à la demande de renseignements sur l'à-propos de transférer l'argent fourni pour la dépense militaire de l'intendance aux banques établies, il envoie la copie de la minute à ce sujet. Les lords du Trésor attirent l'attention sur l'irrégularité commise par la banque à York, en avançant l'argent sur des terres. Demande qu'il soit envoyé des instructions au gouverneur de ne sanctionner aucun acte pour augmenter le capital à moins qu'il n'y soit insérée une clause à l'effet de restreindre cette pratique comme cela a été fait dans l'acte constitutif de la banque de Montréal. 191

Inclus. La minute recommande de remettre le transport de l'argent pour les fins militaires dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, mais que ce transport ait lieu dans le Haut et le Bas-Canada. Tableau indiquant les dépenses durant les huit dernières années et les soldes restant. Ces fortes balances ne devraient pas rester à la disposition de l'intendance quand elles pourraient être administrées avec une plus grande économie par les banques. Comment sont conduites les opérations financières de l'intendance. Les changements proposés. 194

8 août, Trésorerie. Spring Rice à Howick. Lettre de Routh, contenue dans sa lettre (de Howick), soumise au conseil du Trésor au sujet de l'insuffisance des écluses de l'Etat sur le Saint-Laurent. Les lords du Trésor partagent l'opinion de Goderich quant à sa réponse projetée à la dépêche d'Aylmer. 241

8 août, Trésorerie. Le même au même. Transmet des copies des documents concernant la somme accordée à certains individus possédant des terres dans le voisinage du canal de Carillon. Goderich partage-t-il l'opinion que l'achat de ces terres devrait être payé à même le revenu territorial du Canada? 217

Inclus. Documents concernant les sentences arbitrales. 218 à 240

10 août, Londres. Chambre des Communes. Adresses demandant un état des noms des membres des Conseils exécutif et législatif et des Assemblées du Haut et du Bas-Canada, énonçant les charges, appointements, etc., de chacun, et listes de demi-solde, pensions, etc., s'il en est, ainsi qu'un relevé de toutes les concessions de terrains. 1

Autre adresse demandant un état des titres de bills d'un caractère public et général passés dans l'Assemblée du Haut ou du Bas-Canada, qui durant les dix dernières années ont été rejetés par les Conseils législatifs de ces colonies ou tellement modifiés que l'Assemblée les a ensuite rejetés. 2

11 août, Gardes à cheval. Fitz Roy Somerset à Hay. Envoie les rapports de la distribution des troupes en Canada qui tous sont complets, ou à peu près. A raison de craindre que le choléra a fait des ravages dans le régiment stationné à Montréal. 20

18 août, Cornhill. Gould à Goderich. Le choléra serait encore à Montréal et à Québec. Les efforts vigoureux et méritoires faits par McGill dans l'intérêt des immigrants. Mort de Tracy, un chaud partisan du parti de Papineau ;

1832. il est mort du choléra; on ne s'attend pas qu'il y aura des troubles lors de l'élection de son remplaçant. Baisse rapide dans les prix du grain. Mort de Bibaud, autrefois officier sous Bonaparte. Page 390

20 août, Londres. Kempt au même. Recommande à Sa Seigneurie de supporter le gouverneur du Bas-Canada et d'approuver la nomination de Panet à un siège sur le banc; autrement, si la nomination était rejetée, cela affaiblirait l'autorité du gouverneur et aurait un mauvais effet. 126

25 août, Trésorerie. Stewart à Howick. Transmet la minute du Trésor relativement aux taux de péages à percevoir sur les canaux de la rivière Rideau et de la rivière Ottawa, et pour leurs dépenses contingentes. Le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada devront avoir instruction de prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux intentions du Trésor. 242

Inclus. Minute du Trésor concernant les taux des péages, leur perception, et comment il en sera rendu compte. 243

28 août, Trésorerie. Spring Rice à Howick. En réponse à la lettre de la banque Provinciale d'Irlande proposant d'établir des banques dans les provinces de l'Amérique Britannique, si l'on peut obtenir une charte pour libérer les actionnaires de toute responsabilité au delà du montant de leurs actions respectives, les lords du Trésor ne croient pas à propos de recommander à présent que l'on accorde une charte de cette nature. 248

— août, Cornhill. Gould à Goderich. Avait l'habitude de donner des instructions par écrit aux capitaines des navires qui se rendaient sur le Saint-Laurent; il les a fait imprimer maintenant et en envoie une copie à Sa Seigneurie. 392

Inclus. Instructions aux capitaines de navires concernant Gaspé, Métis et Rimouski, dans le fleuve Saint-Laurent. 393

3 septembre, Amirauté. Elliot à Hay. Envoie pétition du comité des marchands demandant de faciliter la navigation du Saint-Laurent et des côtes au moyen de phares ou autrement, et les lords de l'amirauté désirent avoir des rapports du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, du Cap-Breton et de Terreneuve à ce sujet. 7

Inclus. Pétition des marchands. 8

3 septembre, Trésorerie. Stewart à Howick. A soumis aux lords du Trésor les représentations des commissaires de l'audition transmettant la lettre et les documents y contenus de Hale à l'effet que les employés des douanes de Montréal et les percepteurs aux ports de l'intérieur autorisés à transmettre au receveur général par lettres de change les droits perçus par eux sont toujours tenus responsables des montants jusqu'à ce que ces lettres de change soient payées. Envoie copies des documents contenus dans la lettre. On a demandé au conseil des douanes de communiquer ses observations au sujet de l'arrangement. 249

Inclus. Les auditeurs aux lords du Trésor. Partagent l'opinion de Hale quant au danger occasionné par la nouvelle pratique mise en vigueur par un acte provincial, et que l'on demande de désavouer, car elle n'est point conforme à ce qui devait être fait en vertu de l'Acte 14 George 3, chapitre 88. 250

Hale à Mallet. Attire l'attention sur le nouveau système de remettre par lettres de change les montants perçus pour droits de douane, au lieu de le faire par versement de deniers ainsi que le prescrit l'Acte 14 George 3. 253

Extrait de l'Acte du Bas-Canada. 255

4 septembre, Trésorerie. Stewart à Hay. Les dividendes à compte des revenus du clergé ont été reçus par Sargent. 256

10 septembre, Trésorerie. Le même au même. Envoie des copies de la lettre de Hale et des documents y contenus concernant la dépense de construction d'une voûte pour la garde des deniers publics; les lords du Trésor croient qu'il devrait en être remboursé. 257

1832.

Inclus. Lettres de Hale concernant la voûte. Page 258

12 septembre, Trésorerie. Stewart à Howick. Des instructions ont été données de livrer à Viger, membre du Conseil législatif du Bas-Canada, sans droits, une caisse contenant les procès-verbaux de la législature et des journaux imprimés. 265

18 septembre, Trésorerie. Le même à Hay. Envoie lettre et documents inclus de Routh faisant rapport d'un paiement à la caisse militaire à compte des réserves du clergé. 266

Inclus. Routh à Stewart. Rapporte qu'il a été versé à la caisse militaire une somme de $8,000 à compte des réserves du clergé. 267

Certificat de paiement. 268

20 septembre, Trésorerie. Stewart à Goderich. Comme il n'a pas été pourvu dans le crédit de la dernière session au paiement des pertes causées par la construction du canal de Carillon, les lords du Trésor ne peuvent donner aucunes instructions à ce sujet, mais l'on devrait informer Aylmer que le montant sera voté pour le service de 1833. 269

24 septembre, Artillerie. Byham à Hay. Envoie mémoire au sujet d'un important canal dans le Bas-Canada, dans le but de prendre des mesures pour en assurer l'usage non restreint au service de Sa Majesté. 127

Inclus. Mémoire sur le canal de Chambly. 128

26 septembre, Amirauté. Barrow à Howick. Envoie plan du capitaine King pour le service de paquebots américains, que les lords de l'amirauté demanderaient d'adopter, ne fût-ce que pour raisons de marine, mais davantage à cause de la perte des navires et équipages. 10

Inclus. Le capitaine King à Elliot (extrait). Les paquebots américains devraient se rendre en hiver et en été à Halifax, y séjourner trois jours et revenir dans le Royaume-Uni par les Bermudes, afin d'éviter ainsi un double voyage sur la côte, ce qui est trop pénible et pour les navires et les matelots. Le peu de retard que cela causerait. 11

8 octobre, Cornhill. Gould à Goderich. Envoie extrait d'une récente lettre reçue de Montréal sur des questions politiques. 416

12 octobre, St. James. Arrêté du Conseil. De nouveaux sceaux pour le Haut et le Bas-Canada, la Nouvelle-Ecosse et le Cap-Breton, le Nouveau-Brunswick et les îles du Prince-Edouard et de Terreneuve ayant été donnés à Sa Majesté en conseil, ces sceaux seront envoyés aux gouverneurs de ces provinces respectives et les anciens seront renvoyés pour être détruits. 24

17 octobre, Ministère de la Guerre. Sullivan à Hay. Craig a demandé de recevoir sa demi-solde et ses apppointements en qualité de secrétaire civil du gouverneur du Canada; il désire connaître le montant des appointements et émoluments, ainsi que la date de la nomination. 279

17 octobre, Cornhill. Gould à Goderich. Envoie des extraits de lettres reçues de Québec et de Montréal. Un extrait d'une lettre de Montréal dit que le choléra ne sévit plus dans la plus grande partie des deux provinces; mais la maladie a gravement affecté les affaires. Mort du fils de Brant et successeur de Joseph Brant; sa mort sera une grande perte. Autres décès. Les difficultés d'administrer les fonds pour les immigrants et pour les veuves et orphelins que le cholora à laissés dans le dénuement. Il est venu 4,000 immigrants cette année de plus que l'année dernière, et il n'y aurait eu aucune difficulté pour les établir si ce n'eut été du choléra; le peu des 46,000 arrivés qui sont retournés. Désappointement de ne pas apprendre que la charte de la Compagnie des terres de l'Amérique Britannique a été signée. Différents articles publiés en faveur. L'à-propos d'une colonisation systématique. Gaspé a demandé par pétition d'être séparé du Bas-Canada, et si Montréal est annexé à la province d'en bas se trouvera dans une position aussi insignifiante sous le rapport de la population que sous celui des biens et de l'intelligence. Pétition de noirs libres établis dans le Haut-Canada, qui ont été chassés des Etats-Unis. Ils ont

1832.

commencé à cultiver le tabac. Nouvelle arrestation de Mackintosh et de Temple à raison de l'émeute à Montréal en mai. Page 420

Inclus. Mémoire des émigrants arrivés depuis l'ouverture de la navigation. 424

19 octobre, Ministère de la Guerre. Sullivan à Hay. Relativement aux services des aumôniers parmi les troupes. Les aumôniers spécifiés dans la liste ci-jointe dans la Nouvelle-Ecosse jouissent des promotions de l'Eglise et ne sont pas tenus de tenir des offices séparés pour les militaires. Dans le Royaume-Uni on n'approuve aucune allocation faite au ministre à part de celle pour visiter les soldats malades à l'hopital, sauf lorsque les troupes ne peuvent trouver place à l'église aux heures ordinaires des offices. Les mêmes règles pourraient s'appliquer avec à-propos pour le service à l'étranger. 280

Inclus. Liste des aumôniers. 282

23 octobre, Ministère de la Guerre. Hobhouse à Goderich. Par suite de la mort de Mills la question de la nomination d'aumôniers militaires à l'étranger va de nouveau se soulever; Sa Seigneurie a-t-elle d'autres renseignements si l'on va cesser d'en nommer lorsque l'ont maintient des ministres du culte coloniaux? Sa Seigneurie avait précédemment fait objection à la proposition dans le cas de Québec, parce que l'évêque croyait qu'il était impossible pour le clergé paroissial de tenir les offices pour la garnison. 283

30 octobre, Artillerie. Kempt à Goderich. Transment pétition qui avait été adressée à ses soins. La respectabilité des pétitionnaires. 134

3 novembre, Trésorerie. Stewart à Howick. Il sera demandé à Aylmer si l'on fera de nouvelles demandes et jusqu'à quel montant en indemnités pour terrain pris pour le canal de Carillon. 270

5 novembre, Lincoln's Inn. Rapport de T. Denman et de William Horne sur les accusations contre Stewart, procureur général, lequel est trop long pour en donner un sommaire. 49

17 novembre, Trésorerie. Stewart à Howick. Les mesures qui seront prises pour obtenir un deuxième cautionnement personnel de Hale, en conformité de la lettre du bureau de l'audition. 272

Inclus. Les auditeurs au Trésor. Concernant le deuxième cautionnement personnel de Hale. 273

17 novembre, Londres. Pétition de la Société pour la propagation de l'Evangile soumettant le cas du clergé de l'Amérique du Nord sur la liste des missionnaires au service de la société. 460

20 novembre, Lincoln's Inn. Maule à Howick. Considère que 75 guinées formeraient une rémunération juste et raisonable à chacun des deux, c'est-à-dire à l'ancien procureur général et le procureur général actuel. 275

22 novembre, Cornhill. Gould à Goderich. Par suite du nombre des arrivages du Canada il n'a pas envoyé d'extraits de sa correspondance canadienne. Renvoie Sa Seigneurie à un article de la *Gazette* de Montréal sur les affaires de la compagnie de terres de l'Amérique Britannique. Il a été résolu à de nombreuses assemblées de demander par pétition que Montréal soit annexé à la province d'en haut comme port d'entrée. 425

22 novembre, Londres. Richard Watson à Goderich. Par suite du rapport du révérend R. Alder envoyé en mission spéciale au Haut-Canada, cinq autres missionnaires seront envoyés à cette province. 496

21 décembre, Whitehall. Lack à Howick. Observations par les lords du Commerce sur la pétition du comité du commerce à Québec et sur la réponse faite par Aylmer relativement au paiement des droits perçus à Québec. La pétition a été envoyée le 4 juin dernier. 36

22 décembre, Gardes à cheval. Mémoire à l'effet que lord Hill croit que l'on ne devrait pas déranger l'arrangement en vigueur relativement au commandement en Canada. 21

22 décembre, Londres. Gould à Goderich. Plaide une union du Haut et du Bas-Canada en opposition à la proposition d'annexer Montréal à la province d'en haut. Comment l'on pourrait établir la valeur des terrains qui seraient vendus

1832, à la Compagnie des Terres de l'Amérique Britannique. Apprend que Mackenzie (W. Lyon) prépare une brochure contre l'immigration; comme l'émigration vient du peuple elle pourrait être guidée mais non pas arrêtée, et la seule question est de savoir comment l'on dirigera le courant de façon à ce que ce soit pour la plus grande utilité du peuple lui-même. Page 426

27 décembre, Lincoln's Inn. Bourchier à Howick. A reçu des instructions de supporter le jugement d'une cour du Bas-Canada au sujet de la seigneurie de Lauzon. S'est assuré du titre de la cause et désire savoir s'il (Howick) a une copie du dossier, car autrement cette copie coûtera près de £30. 276

Pas de date. Autre pétition de la Société pour la propagation de l'Evangile. 464

Divers, 1832.

La partie I est paginée de 1 à 215, la partie II de 216 à 453, et la partie III de 454 à 640.

Q. 205—1-2-3.

1828. 2 décembre, Québec. York à Willan. Contenue dans la pétition de Willan du 28 novembre 1831.

29 décembre, Rapport du comité sur le bill concernant les qualités requises des juges de paix. Contenu dans la lettre de Christie à Goderich du 24 décembre 1832.

— décembre, Latitudes et longitudes de différents endroits sur les côtes de la Nouvelle-Ecosse et dans le Saint-Leurent. Page 306

1829, Extraits de journaux de Québec. 309

6 février, Québec. Rapport de Bayfield sur les phares du Saint-Laurent. 297

— février, Québec. Rapport des délibérations de l'Assemblée du 10 au 13 février. 2

1831. 20 août, Québec. Christie au greffier de la Couronne en chancellerie. Demande des copies attestées des brefs d'élection pour Gaspé à partir de 1827 jusqu'à la date actuelle, ainsi que copies des brefs rapportés à chacune des élections. 325

27 août, Québec. Le greffier de la Couronne en chancellerie à Christie. Sa demande pour un état des brefs, etc., étant la première de la part d'un particulier, demande doit en être faite au gouverneur, et les relevés seront envoyés si on lui donne instructions de le faire. 326

— août, Gaspé. Pétitions des francs tenanciers de Gaspé. Contenue dans la lettre de Christie à Goderich du 28 février 1832.

29 novembre, Pétition de Willan énonçant la cause de sa démission du poste de greffier en loi de la Chambre d'Assemblée et demandant qu'on lui promette de le nommer à une des charges à la disposition de la Couronne dans le Bas-Canada (pour la date *voir* la lettre de Howick du 25 janvier 1832). 618

Inclus. Documents se rapportant à la démission. 629, 631, 632

1832. 2 janvier, Londres. Bouchette à Howick. Demande une avance sur ses appointements de la colonie afin de prévenir de grands embarras. 9

7 janvier, Gray's Inn. Cuvelje et Enfield à———. Concernant les réclamations des concessionnaires de terrains dans la Floride. 60

14 janvier, New-York. Buchanan à Howick. A transmis, comme on le désirait, un sac contenant les dépêches pour Aylmer et Colborne. 48

1832.
23 janvier, New-York.
Buchanan à Hay. Envoie un journal de New-York contenant un article qu'il désirait faire reproduire dans un journal de Londres. Page 49

Inclus. Comparaison du taux des taxes aux Etats-Unis et au Canada. 50

25 janvier, Downing Street.
Howick à Willan. *Voir* pétition de Willan du 29 novembre 1831.

25 janvier, Cahernsta.
Rutledge à Goderich. Demande les arrérages de la pension due à sa nièce. Envoie liste des membres de la famille qui sont morts au service du pays. 565

Inclus. Liste. 567

26 janvier, Londres.
Peter McGill à Goderich. Si la recommandation de lord Aylmer de le nommer au Conseil législatif est approuvée, il aura beaucoup de plaisir à accepter, et il s'efforcera de remplir fidèlement ses fonctions. 487

4 février, Londres.
Bouchette à Goderich. N'ayant pu voir Sa Seigneurie, il dit que l'objet de l'entrevue qu'il a demandée était d'obtenir des recommandations au gouverneur et à l'Assemblée du Bas-Canada pour lui-même et son fils. 10

7 février, Londres.
Le même à Howick. A consacré du temps pour s'enquérir de la cause de la négligence des agriculteurs canadiens à cultiver le chanvre, et il propose un plan pour faire disparaître cette cause. Est autorisé à dire de la part des marchands que ces derniers sont prêts à placer £10,000 pour la culture du chanvre dans les colonies de l'Amérique Britannique du Nord si l'on croit à propos de recommander qu'il soit passé un contrat de sept années avec le gouvernement de Sa Majesté. 13

7 février, Downing Street.
Stanford au même. Rapporte qu'une société s'est formée pour encourager l'émigration et que l'on pourrait faire un arrangement pour la vente des terres. Si on lui accordait une entrevue, il pourrait mieux expliquer la chose. 577

8 février, Solva.
Elizabeth Rewhellin. Demande des renseignements sur les biens de William Rewhellin, qui est mort dernièrement à Philadelphie. 568

10 février, Londres.
Amyot à Hay. En réponse à la demande d'un état de ses émoluments pour 1828, 1829 et 1830, il dit que d'après un arrêté du Conseil, il doit recevoir £400 par année pendant sa vie en abandonnant ses bureaux de brevets d'inventions. Il a reçu en 1828 à partir du 24 avril £251, en 1829, £368, 9, 4, et en 1830, £376, 17, 3, les déficits étant occasionnés par des primes demandées sur les remises.

15 février, Londres.
R. S. M. Bouchette à Howick. Presse au nom de son père la demande d'une avance de ses appointements canadiens, car autrement il deviendra la victime des difficultés qui l'assiègent. 17

22 février, Londres.
Blanchet (faisant fonctions de consul général de France) à Howick. Demande des renseignements concernant C. S. Schultz, anciennement adjudant du régiment de Meuron. Si les faits se rapportant à son décès et à ses biens sont exacts, les héritiers ont-ils encore le pouvoir de réclamer les biens selon la loi du Canada? 23

26 février, Calais.
Bouchette à Goderich. Son mauvais état de santé. Sa situation déplorable à tous égards. Envoie certificat de médecin. Le changement dans les dispositions de Sa Seigneurie prouve qu'on l'a (Bouchette) représenté sous un faux jour d'une manière cruelle. S'il a manqué par ignorance ou autrement, il demande qu'on le lui pardonne. Soupçonne que les causes de sa froideur et de celle de sir Willoughby Gordon peut se retracer à sir James Kempt, qu'il a involontairement offensé par son ouvrage. Envoie un extrait d'une lettre qu'il a récemment adressée à sir Willoughby Gordon, qui, croit-il, couvrira le point du malentendu. Sa condition de misère jusqu'à ce qu'il lui arrive du secours du Canada. Ses prières ferventes pour lui-même et sa famille et pour Sa Seigneurie. Son désir d'une distinction locale. 24

Inclus. Certificat de médecin. 29

1832.

Extrait de Chalmers, Annales politiques. Page 30

Mémoire sur la préséance locale dans le Bas-Canada. 31

Bouchette à sir Willoughby Gordon (extrait) relativement à sir James Kempt. 32

Mémoire sur la situation financière de Bouchette, indiquant que bien qu'embarrassé il n'était pas insolvablo. 35

26 février, Montréal. Burgess à Goderich. Rapporte que la plus basse populace a attaqué le séminaire de Montréal. Si le séminaire doit être troublé dans ses possessions, le gouvernement ne peut posséder les Canadas une heure. 37

26 février, Cahernsta. Rutledge à Howick. Le secrétaire de la Guerre ne paiera pas les arrérages de la pension de sa défunte mère, et comme il ne peut obtenir une concession de terrains dans l'Amérique Britannique du Nord, désire connaître à quelles conditions on peut y acheter des terres. 569

28 février, Québec. Christie à Goderich. A la demande des habitants du comté de Gaspé, il envoie ce rapport de leurs griefs de n'être pas représentés. Donne l'historique des événements qui ont amené son (de Christie) expulsion de l'Assemblée. 89

28 février, Québec. Le même au même. Transmet pétition des francs tenanciers de Gaspé; si l'on a besoin au sujet de la situation de Gaspé des renseignements autres que ceux contenus dans la pétition et la lettre en explication, on autorisera quelqu'un à partir l'été prochain pour Londres dans le but de les donner. 108

Inclus. La pétition en date du mois d'août 1831. 109

29 février, Londres. W. et A. Atkinson à Goderich. Comme les navires partant d'ici et transportant des voyageurs et des émigrants n'auront point de patentes nettes de santé, demande quels règlements s'appliqueront aux navires à leur arrivée à Québec. 4

— février, Brighton. Adams à Goderich. Les sœurs de feu sir James Yeo désirent savoir si elles ont droit à des concessions de ternains pour les services rendus par leur frère durant la dernière guerre, et dans ce cas, à combien d'acres et dans quelles parties de la province d'en haut. 1

(La lettre est datée 1831, mais un timbre indique qu'elle a été reçue le 10 février 1832).

2 mars, Québec. Christie à Craig. Transmet pour l'information de lord Aylmer des copies de la pétition des francs tenanciers et habitants de Gaspé. 117

Inclus. Copies de la pétition déjà transcrite.

Annexe en date du 15 août 1831 à l'adresse de M. Glegg. 118

Diverses résolutions déjà copiées dont les titres seuls sont mentionnés ici. 119

Extraits et journaux se rapportant au cas de Christie. 120 à 162

4 mars, Sault-Saint-Louis. Marcoux à Goderich (en français). Il fait remarqeer au nom des Iroquois leur réclamation sur les terres qui leur ont été irrégulièrement enlevées de la concession faite par le roi de France, et il explique la nature des documents envoyés à sir George Murray, le prédécesseur de Sa Seigneurie. 488

Inclus. Sommaire d'un "mémoire" en faveur des réclamations des sauvages du Sault Saint-Louis sur le moulin et le terrain sur lequel il est bâti (en français). 495

10 mars, Québec. Kerr à Goderich. Résume les accusations portées contre lui et se défend.

Inclus. Pétition présentée par Neilson à l'Assemblée. 384

Résolutions adoptées par l'Assemblée dans la cause de Kerr au sujet de laquelle une adresse doit être présentée au gouverneur. 391

Réponse du gouverneur à l'adresse. 397

Par suite de l'aigreur des accusations portées contre lui il (Kerr) a préparé une pétition à Goderich qu'il demande de faire transmettre. 400

Procès-verbal du comité dans la cause du juge Kerr. 401 à 437

1832.
10 mars, Québec. Continuation des documents inclus dans la lettre de Kerr à Goderich, à la date qui se trouve à la marge.

Interrogatoire fait par Gugy de Chabet, un témoin dans la cause de Kerr. Page 454

Cela n'est qu'un mémoire que l'interrogatoire a eu lieu le 16 mars et qu'il a été reconnu en avoir été ainsi d'après la question posée par le procureur général.

19 mars, Trois-Rivières. Pétitions de Coffin. Renouvelle sa demande d'indemnité par suite de la perte de sa charge. 62

20 mars, Londres. James Washington à Goderich. Demande la permission de lire ou d'entendre lire le testament de George Washington, car lorsque son (de James) frère John a été fait prisonnier George Washington l'a traité avec bienveillance et lui a promis de lui laisser ses biens. 616

22 mars, Québec. Craig à Willan. Contenue dans la pétition de Willan du 29 novembre 1831.

22 mars, Ristigouche. Crawford à Goderich. Présente pétition demandant l'intervention du gouvernement pour obtenir le paiement des arrérages de ses appointements en qualité de président des sessions trimestrielles des juges de paix. 68

Inclus. Pétition. 71

24 mars, Québec. Felton à Goderich. Envoie un état des ventes des réserves du clergé pour l'année 1831 ainsi qu'un reçu pour £700, produit de ces ventes, somme qui devra être placée dans les fonds du Royaume-Uni. 335

Inclus. Etat des ventes. 336

24 mars, Nouvelle-Orléans. Kingdom à Goderich. Croit que toute autre ligne de politique de la part de la Grande-Bretagne que celle de la conciliation poussera les Canadiens à affirmer leur indépendance. 455

26 mars, Bowles à ——— Demande une recommandation en faveur de William Street, qui est sur le point de s'embarquer pour le Canada. 38

27 mars, Maryborough. Bridget Fitzpatrick au secrétaire des colonies. Demande qu'il soit transmis un certificat au consul britannique à Northerfolk (?), Etats-Unis, et que la réponse de ce dernier lui soit transmise. 340

27 mars, Plymouth. Prideaux à Goderich. Suggère que l'on se procure du poisson pris à Niagara l'ichthyocolle qui n'est importée maintenant que de la Russie. Après des recherches il découvre que la même proposition a été faite en 1773 dans un document lu à la Société Royale par Humphrey Jackson. 531

27 mars, Kirkpatrick. Singer à Goderich. En qualité de ministre de l'Eglise d'Ecosse il a été fier d'apprendre qu'on avait fait pour les églises de l'Amérique Britannique du Nord un arrangement qui serait, espérait-on, satisfaisant. On devrait faire des réclamations sans donner cause à offense raisonnable, mais la juste réclamation qui provint du droit légal à titre d'établissement commun. 578

2 avril, Amherstburg. Pétition de Mathew Elliott demandant demi-solde et exposant ses services. 328

Inclus. Ordre général du 2 septembre 1787, conférant la demi-solde à un certain nombre des officiers de la division des sauvages, y compris Mathew Elliott. 331

Certificat de l'exactitude de la liste qui précède. 333

6 avril, Browne à Hay. Lui rappelle sa promesse d'obtenir une lettre de recommandation au gouverneur du Canada pour un de ses amis, William Lochead. 39

9 avril, Londres. Peter McGill à Howick. Fait voile pour le Canada et offre de porter les dépêches. Désire connaître l'opinion du gouvernement sur les affaires du Canada. 504

13 avril, St-Hilaire. Hertel de Rouville à Goderich (en français). Pour une réponse à la demande de concession de terrains dans la seigneurie. 570

15 avril, New-York. Buchanan à Hay. Envoie extrait de l'*Albion*, publié à New-York, relativement à cet excellent homme, sir John Colborne. Ni lui (Buchanan),

1832.

ni aucun membre de sa famille n'occupe de charge, de sorte qu'il n'est poussé que par un sentiment de justice envers un homme dont le désir le plus ardent est de se tenir en dehors des partis. Page 51

Inclus. Article de l'*Albion.* 52

18 avril, New-York. Orton à ———. Envoie mémoire d'un journal appelé *Old Countryman*, ainsi qu'un article qu'il avait écrit pour contrebalancer des remarques qui s'y trouvent sur le Canada. Demande que cet article soit soumis au roi. A la suite des recommandations de Colborne et des dépenses qu'il a faites au Canada, il s'était attendu à être nommé à quelque emploi. Seize années passées dans le désert sont venues s'ajouter au nombre de ses années, et sa bourse s'est vidée. Les services rendus par son père et ses frères. C'est que si le roi connaissait sa situation, il ferait quelque chose pour lui. Croyait d'après certaines paroles de Sa Seigneurie qu'il recevrait un emploi quand l'occasion s'en présenterait. Si c'était dans le Haut-Canada, un peu de secours lui permettrait de mettre à exécution des projets avantageux à la colonie. 511

Inclus. Article du *Old Countryman* intitulé "Intéressante des cription des Canadas". 514

Note de la rédaction. 525

21 avril, Londres. James Washington à Goderich. D'après la lettre de Sa Seigneurie en réponse à la sienne du 20 mars, il paraîtrait qu'il n'y avait aucun moyen pour lui de lire ou d'entendre lire le testament de George Washington. Demande s'il avait quelques parents en Angleterre, dans le Bedfordshire en particulier. 617

22 avril, Cambridge. Baddington à ———. S'informe si le révérend M. Hopwood a émigré au Canada, ses amis étant inquiets de sou absence. 40

25 avril, Chirnside. Geggies à Goderich. A été employé en qualité de maître d'école à Berwick et dans le voisinage, et entend dire que l'on encourage au Canada les hommes de sa profession. Demande si le gouvernement accorde de l'aide. Si la réponse est favorable il s'embarquera le mois prochain. 348

— avril, Montréal. Clarke à M. M. Codd. Contenue dans la lettre de Codd à Hay du 29 mai 1832.

1er mai, Londres. Isabella Kellaway à Goderich. A été informée que son frère John Hastey est mort à Québec, vers 1825 ou 1826. Il avait droit à ses biens en Ecosse, et elle serait reconnaissante si elle pouvait obtenir un certificat régulier de son décès. 459

3 mai, Calcairn. Ann Caw au secrétaire des Colonies. Demande des renseignements concernant James Caw, que l'on suppose être allé à Baltimore. 75

5 mai, Londres. James Alabasten à Howick. Possède titres originaux de concessions faites en 1763 à Détroit par les sauvages Chippewas, et demande comment il doit procéder à ce sujet. 5

8 mai, Hampton Court. Pétition des Demoiselles Yeo pour concession de terrains à laquelle leurs deux frères avaient droit. 634

14 mai, Québec. Christie à Goderich. Envoie les duplicatas de la pétition et de la lettre transmises par la poste le 6 mars dernier. (*Voir* 28 février). A de nouveau été élu pour Gaspé. 116

21 mai, Clonmell. Margaret Anglurn au secrétaire des Colonies. Demande qu'une lettre incluse soit transmise à son adresse. 6

29 mai. MM. Codd à Hay. Transmettant une lettre du lieutenant Clark au sujet de demi-solde et demandent des renseignements sur le sujet qu'elle mentionne. 76

Inclus. Lieutenant Clark à MM. Codd. Désire qu'on l'informe si une ferme située près de la Longue-Pointe, et qu'il désire acheter, est toujours en la possession de l'Etat. 77

5 juin, Hampton Court. Pétition des Demoiselles Yeo renouvelant leur demande de terrains, n'ayant point reçu de réponse à leur première pétition. 636

1832.
9 juin,
Londres.

Taylor à Goderich. Plan pour augmenter le commerce des Iles Britanniques et des provinces de l'Amérique Britannique du Nord, tout en assurant la permanence du commerce avec les Antilles. Page 600

11 juin,
Bosscrea.

Stewart à Goderich. A été vicaire pendant près de dix ans, il ne reçoit pas d'appointements et n'a pas de perspective d'en recevoir, car son curé n'en reçoit pas non plus. Y a-t-il quelque encouragement pour aller aux colonies? 580

25 juin,
Bath.

Le colonel Coffin à Bruce. Contenue dans la lettre de lord James Stuart à Howick, du 30 juin 1832.

26 juin,
Londres.

Gally Knight à Hay. Le jeune homme pour lequel il a demandé des lettres de présentation est William Cooke, d'une ancienne famille du Yorshire; il est aimable et bien renseigné. 461

26 juin,
New-York.

Buchanan à Hay. Envoie deux rapports officiels reçus de Montréal et de York. Les mesures prises par Colborne feront sans doute cesser l'alarme et mettront fin au manque de pitié à l'égard des immigrants pauvres. Les conséquences affecteront longtemps, craint-il, le commerce du pays. 54

Inclus. Relevés officiels des cas de choléra et décès à Montréal et York. Dans le relevé pour Montréal les chiffres seuls sont mentionnés; dans celui de York on donne la nature de la maladie et on fait des observations, ce dernier dit: "A Prescott les cas ont diminué, la partie supérieure de la province est exempte." 55

30 juin,
Londres.

E. E. à Howick. Demande des lettres de présentation pour McKenzie, anciennement de Ardross dans le Rosshire, pour les gouverneurs du Haut et du Bas-Canada. 334

30 juin,
Londres.

Lord James Stuart au même. Envoie pétition de Coffin dont Howick s'occupera, il en a la confiance. 583

Inclus. Coffin à Bruce. Envoie pétition. Ce n'est pas la demande ordinaire de terres, mais la réclamation d'un gage sacré pour valable considération. 584

Pétition énonçant les services et pertes de son père durant la guerre de la révolution, pour lesquels on lui a concédé 13,200 acres de terres. Par suite de la mort de ce dernier et de son épouse et de la dispersion de la famille au service du pays, aucune demande n'a été faite avant 1816, alors qu'il a reçu l'information que la concession ne pouvait être faite que d'après certains règlements prescrits auxquels aucun membre de la famille ne pouvait se conformer. Prie maintenant que l'on donne suite à la promesse d'une concession. 585

7 juillet,
Montréal.

Joseph Lancaster au secrétaire des Colonies. Envoie des exemples de la règle tyrannique des prétendus fils de la liberté à Montréal. 465

Inclus. Le Bureau de santé à la Société des émigrants de Montréal. Le bureau a pris possession du hangar dans la commune de Sainte-Anne, qu'il devra détenir jusqu'à ce que l'on obtienne une situation plus favorable. 466

Pétition à lord Aylmer, dans laquelle on se plaint de la procédure du bureau de santé en prenant possession du hangar construit par la société des émigrants. 467

12 juillet,
Cavans.

Pétition de Robert Cooke demandant de l'aide pour retracer les terres concédées à ses oncles en leur qualité de loyalistes. 78

12 juillet,
Londres.

Gillespie à Goderich. De peur qu'on ne donne des informations inexactes sur la part prise par Moffatt dans la malheureuse affaire de Montréal, le 21 mai, il envoie un extrait d'une lettre de Moffatt à ce sujet. 349

16 juillet,
Windsor
Castle.

Taylor à Goderich. Envoie la pétition adressée au roi par Joseph Lancaster, et le roi donne entier crédit aux bons sentiments qui y sont exprimés à l'égard du lieutenant-colonel Mackintosh et du capitaine Temple. 608

1832.

Inclus. Pétition de Joseph Lancaster en faveur du lieutenant-colonel Mackintosh et du capitaine Temple. La procédure à l'enquête du coroner sur les corps des hommes tués à Montréal le 21 mai. Page 609

20 juillet, Londres. Les marchands de Londres à Goderich. Proposent d'établir au Canada une banque d'après les mêmes principes que la banque provinciale d'Irlande. 637

25 juillet, Fermoy. Pétition d'Elizabeth McKee. A vu un rapport de la mort par suite du choléra de son fils qui s'est rendu au Canada en emportant de l'argent et des effets pour s'y établir et y faire venir ensuite le reste de sa famille. Demande qu'on s'enquière au sujet de ses biens. 505

4 août, Ballymena. Pétition de John Kinneard demandant comment il pourrait obtenir de l'emploi de la Compagnie de la Baie d'Hudson. 462

10 août, Londres. Gillespie à Goderich. Envoie des extraits d'une lettre reçu du Canada. On a encore le temps d'envoyer une couple de régiments qui pourraient sauver non seulement le Bas-Canada mais toute l'Amérique Britannique du Nord. 354

Inclus Extrait. Des assemblées ont lieu pour adopter des résolutions envoyées de Montréal et qui seront approuvées, quelque peu nombreuses que puissent être les assemblées et publiées ensuite comme les décisions du pays. Rien ne sera épargné pour créer le plus grand mécontentement, et il prie Dieu que cela n'amène point plus d'effusion de sang. Par suite de la mort de plusieurs personnes il n'y a pas le même risque qu'il y avait il y a cinq ou six semaines, mais l'on s'efforcera d'organiser une autre bande et pour la sûreté des biens et de la paix et l'on devrait augmenter la force militaire. L'effort fait pour faire naître le désir de se séparer du régime britannique, et les peines qui sont prises afin d'influencer les jeunes gens. La nécessité de prendre des mesures pour contrebalancer les projets des agitateurs. Les points contre lesquels l'agitation est dirigée. 355

10 août, Kinsington. Elizabeth Lads à Goderich. Demande de l'aide afin de lui permettre de rejoindre ses sœurs et son frère aux Etats-Unis. 477

14 août, Fermoy. Pétition d'Elizabeth McKer. Renvoie à la pétition précédente. A reçu la confirmation de la mort de son fils à Montréal, et non pas à Québec, comme on le disait d'abord, en sorte que l'enquête que l'on y fera au sujet de ses biens pourra ne donner aucun résultat par suite de l'erreur sur le lieu du décès. 509

28 août, Ristigouche. Christie à Goderich. Transmet pétition des francs tenanciers et habitants de Gaspé demandant d'être détachés du Bas-Canada et annexés au Nouveau-Brunswick. 163

Inclus. Résolutions de l'assemblée en question. 164

1er septembre, Ogden à Balfour. Rapporte que les actes d'accusation de meurtre contre MM. Robertson et Lukin, magistrats, et le colonel McIntosh et le capitaine Temple, pour les décès lors de l'émeute du 21 mai à Montréal, ont été renvoyés par le grand jury. 528

3 septembre, Lincoln's Inn. Stewart à Howick. Y a-t-il quelque perspective qu'il obtiendra la charge sollicitée. Comme il doit bientôt reprendre ses fonctions officielles aux Bermudes, s'il n'est point nommé comme il le demande, il espère que si on ne lui confère point quelque emploi maintenant il pourra être nommé à la première vacance convenable. 592

Inclus. Stewart à Goderich, Demande nomination à une charge judiciaire dans l'Amérique Britannique du Nord ou les Antilles. Ce qu'il attend de sa nomination aux Bermudes. 594

3 septembre, Manchester. Sykes à Goderich. Ecrit au nom d'une femme demeurant à Paris et dont l'oncle est mort au Canada; elle ne sait si c'est dans le Haut ou le Bas-Canada, mais le gouvernement à pris possessions de ses biens. Si l'on fait des rapports de cette nature il demande qu'on lui réponde s'il est parlé des biens de l'oncle Moittement; si non, à qui faudra-t-il s'adresser au Canada ? 597

1832. 5 septembre, Londres.	Leury à Goderich. Demande à Sa Seigneurie d'envoyer dans le Bas-Canada une lettre contenant la demande de paiement d'une dette. Page 478
17 septembre, Crosmolina.	O'Hara à Goderich. Concernant sa réclamation des biens de Martin Kelly. 530
17 septembre, Londres.	Russell à Howick. A-t-il été réservé des terres, et de quelle étendue, pour le colonel Jones, qui était l'inspecteur général des forces provinciales vers 1783, et ses hérétiers peuvent-ils les réclamer maintenant ? 573
3 octobre, Londres.	Gillespie à Goderich. A envoyé le rapport du grand jury de Montréal renvoyant les actes d'accusation contre les magistrats et officiers militaires qui ont appelé les troupes sous les armes et commandé respectivement à Montréal le 21 mai dernier. 367
5 octobre, Londres.	Helme à ———— MM. Gray et Cremer, Norwich désirent savoir s'il est possible d'arrêter pour faux un homme qui est parti il y a deux ans pour résider à Québec. Histoire de la cause. 374
16 octobre, Sterling.	Pétition de James Blair énonçant les services de son père, la concession qui lui a été faite de 100 acres qu'il a occupées jusqu'à son retour en Ecosse, où il était venu chercher sa famille et où il est mort avant d'avoir pu s'en retourner. Demande de reprendre possession de la terre, qui est maintenant occupée par une personne que son père avait mis en charge pendant son absence en Ecosse. 44
14 octobre, New-York.	Buchanan à Hay. Envoie prospectus d'une nouvelle cité qui doit être construite à Niagara. 56
26 octobre, Ristigouche.	Christie à Goderich. Transmet copie des résolutions adoptées par la ville de Dalhousie, dans le Nouveau-Brunswick, approuvant le désir exprimé par les francs tenanciers du côté canadien d'être annexés au Nouveau-Brunswick. 173 *Inclus.* Résolutions. 174
27 octobre, Londres.	Isabella Kellaway à Howick. Lui rappelle qu'en réponse à sa lettre du 1er mai il avait promis de faire des recherches sur son frère, dont on a rapporté la mort à Québec vers 1825 ou 1826. 464
29 octobre, Ristigouche.	Christie à Goderich. Transmet résolutions des francs tenanciers et habitants de Gaspé demandant d'être annexés au Nouveau-Brunswick, et pour l'abrogation des droits sur les articles nécessaires à la pêche importés du Nouveau-Brunswick sur le côté canadien actuel du comté de Gaspé. 180 *Inclus.* Résolutions de l'assemblée tenue à l'Anse du Cap. 182 Résolutions de l'assemblée tenue à Percé. 192 Résolutions de l'assemblée tenue à Sandy Beach. 197 Résolutions des habitants de Gaspé (Bras sud-ouest et nord-ouest). 199 Résolutions des francs tenanciers de la ville de Douglass. 202 Résolutions des francs tenanciers de la Baie de Gaspé. 204 Résolutions des francs tenanciers de la Pointe Saint-Pierre et de la Malbaie. 207
30 octobre, Ristigouche.	Christie à Goderich. A reçu lettre que ses arrérages ne peuvent être payés faute de fonds, et qu'il ne peut être fait de concession gratuite des terres de la Couronne. N'a pas demandé une concession gratuite, mais le paiement d'une dette réellement due dans le cas où il n'y aurait pas de moyens d'acquitter autrement la réclamation. Demande qu'on lui garde la perspective d'autre emploi, ce qui sera très acceptable, même s'il n'était pas fait de nomination. La preuve de la confiance que les francs tenanciers de Gaspé ont en lui en le réélisant pour la sixième fois. L'expression de dissentiment provenant de la conclusion qu'il (Christie) est inhabile à exercer aucune charge publique d'après la résolution de l'Assemblée serait de nulle valeur, grâce à la confiance de ses commettants. 211

1832.

31 octobre, Londres. Amyot à Goderich. Demande qu'il soit envoyé instruction de payer sa pension de £400 due le 30 septembre. Page 7

8 novembre, Thoresby Park. Littleton au même. La lettre incluse parle d'une pétition présentée par Bawden, par son (de Littleton) entremise, pétition qui est courte et pourrait être réglée en cinq minutes, si Sa Seigneurie la faisait demander. 479

Inclus. Bawden à Monckton. Concernant la pétition de Madame Bawden pour une concession de terre au lieu de la pension promise. 480

Madame Bawden à——. N'aurait pas envoyé la pétition si lord Manners ne lui avait pas dit qu'elle serait présentée par lui (la personne à qui la lettre est adressée) à Goderich pour le roi. Son dénuement et celui de son mari n'ont pas été causés par extravagance ou inconduite. 483

10 novembre, Londres. P. et W. Wynne à Goderich. Demande de faire légaliser la signature d'Aylmer. 633

15 novembre, New-York. Buchanan au même. Offre ses services en qualité d'arbitre pour régler les différents quant à la division des douanes entre le Haut et le Bas-Canada. Ses titres. 57

15 novembre, Londres. Gillespie à Goderich. Insiste sur l'à-propos de faire régler la réclamation contre Caldwell, de façon à ce qu'on n'ajoute point un grief réel aux griefs imaginaires dont on s'est déjà occupée. Page 369

19 novembre, Clonmel. Judith Daniel au secrétaire des Colonies. Espère que l'on enverra au consul américain la lettre incluse, et que la réponse lui sera envoyée aussitôt que le cas pourra être examiné. 327

23 novembre, Edimbourg. Adam Ferguson à Hay. Lui demande de présenter note à Howick, car il ne savait pas lorsqu'il se trouvait à Londres que Sa Seigneurie désirait qu'il aille la voir. Son volume sur le Canada sera publié sous peu. 344

Inclus. Ferguson à Howick. S'excuse de n'être pas allé le voir quand il était à Londres. 346

24 novembre, Montréal. George Smith à Howick. Le remercie de lui avoir obtenu une bonne situation. Demande cependant d'obtenir une concession de terre, afin d'avoir une future résidence pour lui-même et sa famille. 599

26 novembre, York. L'évêque (anglican) de Québec à Goderich. Le remercie de la discrétion qu'il a mise à l'égard des pétitions. Le gouvernement n'étant pas prêt à faire la division du diocèse, il s'est adressé à l'archevêque de Cantorbury pour la nomination d'un évêque suffragant pour le Bas-Canada. Son désir de cette nomination est augmenté par le fait qu'il existe une personne très capable pour remplir la place, savoir, le révérend Dr Mountain. Il serait désirable qu'il retint sa charge d'archidiacre, parce que d'après cet arrangement il n'y aurait pas besoin de demander de l'aide pécuniaire pour l'évêque. Espère que Sa Seigneurie approuvera la mesure adoptée pour mettre à exécution le plan projeté, et que la nomination à la cure vacante sera laissée à Aylmer. 533

Pas de date. Pétition de la corporation pour l'administration des réserves du clergé dans le Bas-Canada. Que la corporation ne louera pas d'autres réserves du clergé avant que n'ait été décidé le sort du bill passé par la législature lors de la dernière session, mais on ne peut accepter la disposition du bill à l'effet que les réserves doivent être confisquées en faveur de la Couronne. 535

Pétition de l'évêque et du clergé du diocèse de Québec. Fait observer les efforts qui se font pour obtenir les signatures à une pétition demandant d'approprier les produits des réserves du clergé à l'éducation générale et diverses améliorations ; les partisans les plus actifs de cette mesure étant les méthodistes du Haut-Canada, ordonnés principalement aux Etats-Unis. Les pétitionnaires ne doutent aucunement, d'après les moyens employés, que l'on pourra obtenir plus que le nombre ordinaire de signatures ; on s'est abstenu de faire la lutte nécessaire pour opposer avec succès les agents du comité constitué de son propre chef. Les péti-

1832.

tionnaires prient qu'il ne soit donné aucun effet aux pétitions ains signées et donnent des détails très minutieux à l'appui de leur prière. Page 548

27 novembre, Québec. Ryland. Mémoire sur l'état du Bas-Canada, qui a besoin qu'on s'en occupe immédiatement, si les deux chambres n'approuvent point un bill des subsides. La difficulté qui existe, si, d'après l'acte 1 et 2, Guillaume 4, ch. 23, le pouvoir fait retour à la Couronne lorsque les deux chambres n'approuvent point un bill des subsides. Si la Couronne a le pouvoi d'employer ses revenus perçus d'après le 14e George 3 soit en vertu de la loi, telle qu'elle est maintenant, soit par une nouvelle législation, ces revenus suffiront pour faire face à la dépense du gouvernement civil et à celle de l'administration de la justice. 574

— novembre, Québec. Pétition de Pierre Chasseur. A établi un musée d'histoire naturelle à Québec et se propose de faire un long, dispendieux et probablement dangereux voyage pour obtenir de nouvelles collections. Demande que ces collections soit admises exemptes des droits de douanes. 79

— novembre, Québec. Chasseur à Goderich. Demande protection à titre de sujet britannique s'il y a lieu dans l'exécution de son projet. 83

24 décembre, Ristigouche. Christie à Goderich. Observations sur son expulsion pour la cinquième fois de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Les observations renferment les résolutions de l'Assemblée et sont assez longues. 216

Inclus. Rapport du comité sur le bill concernant les qualités requises des juges de paix. Page 259

Pétition à Robert Christie. 271

24 décembre, Ristigouche. Christie à Aylmer. Autre lettre au sujet d'une députation de la Chambre d'Assemblée. 321

26 décembre, Aberdeen. Pétition de Robert Brydie, autrefois du département des Sauvages demandant demi-solde, qui lui a été promise par Sherbrooke parce qu'il avait sauvé les magasins sauvages lors de l'invasion de Hull. 46

27 décembre, Dublin. Hugh Cullen à Goderich. Rapporte le décès de son frère à Québec causé par le choléra, laissant un testament en sa faveur. A écrit au chirurgien de l'hôpital qui possède le testament, mais n'a pas reçu de réponse. 86

Pas de date. Sunninghill. H. B. (Henry Brougham) à Goderich. Envoie sous pli une lettre d'un ami personnel, espérant qu'un des siens (de Goderich) enverra les questions. 45

Inclus. Ellice à Brougham. Une personne a communiqué à la Société Philologique certaines recherches curieuses sur le langage des tribus sur les lacs Ontario et Supérieur. Il désire faire circuler des copies imprimées des mots pour en avoir la traduction, et demande l'aide de l'Etat. 45

Pas de date. Pétition de Josette Fraser, épouse de C. E. C. de Léry, et d'Ellen Fraser, épouse de John Playard, demandant une concession de terres à laquelle leur père avait droit. Ses services sont mentionnés. 341

Pétition de L. H. Hunt demandant que l'on puisse déduire des appointements de Bouchette une somme suffisante pour solder une note qui lui a été donnée pour la pension, le logement et l'éducation d'un jeune homme. 373

La baronne de Montesquieu à Goderich. Demande que l'on fasse dans le bureau des recherches pour y trouver une lettre qu'elle attendait de lord Aylmer, à qui elle avait écrit par affaire. 507

La même au Bureau des Colonies. Demande que l'on fasse des recherches pour retrouver une lettre à son adresse venant de lord Aylmer. 508

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1833.

Q 206—1-2-3-4.

1830.
9 mars, Terrebonne. — Fraser à Du Vernet.

13 mars, Québec. — Couper à Durnford.

1832.
10 novembre, Terrebonne. — Pétition de Simon Fraser.

10 décembre, Chatham. — Du Vernet à Clegg. Cette lettre et les trois qui précèdent sont contenues dans la lettre d'Aylmer à Howick du 5 février 1833.

19 décembre, Québec. — Interrogation de Gugy.

22 décembre, Québec. — Substance d'une conversation. Ces deux documents sont contenus dans la lettre d'Aylmer à Goderich du 8 janvier 1833.

1833.
1er janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 1). Envoie liste des dépêches au secrétaire des Colonies durant 1832. Page 1
Inclus. Liste. 2

8 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 2). Dépêches reçues suivant liste annexée. 17
Inclus. Liste. 18

8 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (personnelle). Dans le rapport de l'assemblée fait par Viger, agent de la province, il est dit qu'il avait porté des accusations à Sa Seigneurie contre le shérif Gugy à l'effet que ce dernier avait trié le jury pour déjouer les fins de la justice. Donne des preuves à la décharge de Gugy. 22
Inclus. Extrait de journal (en français) du 2 janvier, attirant l'attention sur une lettre de Viger rendant compte d'une conversation avec Goderich. 27
Gugy à ———. Se défend des accusations portées par Viger et demande qu'une copie de sa lettre soit envoyée à Goderich. 29
Interrogatoire de Gugy par un comité du Conseil. 35
Extraits du *Guide du Cultivateur.* 50
Substance d'une conversation entre Viger et Goderich. 62

9 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 3). Envoie rapport des principaux agents de l'émigration. M. Buchanan, profitant de la permission qui lui a été donnée, visitera l'Angleterre pendant l'hiver. 80
Inclus. Rapport de Buchanan et table des matières. 81
Rapport. 85
Nombre d'immigrants arrivés et autres statistiques. 112
Rapports hebdomadaires. 124
Autres documents. 133 à 168

9 janvier, Mégantic. — Lloyd à Felton.

10 janvier, Québec. — Observations par Felton. Les deux contenues dans la lettre d'Aylmer à Goderich du 16 janvier 1833.

11 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 4). Dépêches reçues suivant liste annexée. 169
Inclus. Liste. 170

11 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 5). Envoie état semi-annuel des membres des conseils exécutif et législatif. 173
Inclus. Etat. 174

11 janvier, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 6). Envoie copie attestée du procès-verbal du Conseil exécutif du 1er juillet au 31 décembre 1832. 180

1833.

Rapport du Conseil sur la règle applicable à la concession de lots riverains. Page 181

14 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 7). Envoie relevé des recettes à compte du revenu casuel et territorial des terres de la Couronne et permis de couper du bois jusqu'au 31 du mois dernier. Aussi état détaillé des recettes et dépenses à compte des terres de la Couronne et permis de couper du bois pour les six mois finissant le 31 décembre dernier. 183

Inclus. Relevé des recettes du revenu casuel et territorial. 184

Etat des recettes à compte des terres de la Couronne et des permis de couper du bois. 185

Etat des recettes et des dépenses. 186

15 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 8). Rapporte le décès de M. J. B. Juchereau Duchesnay, un membre du Conseil législatif. 189

16 janvier, Trois-Rivières. Résolutions adoptées à une assemblée générale des électeurs des Trois-Rivières en faveur de Ogden. 222

Réponse faite par Ogden. 224

16 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 9). A informé Ogden de sa nomination au poste de procureur général. Demande délai pour nommer son remplaçant à la charge de solliciteur général. Il sera présenté un bill pour assurer l'indépendance des juges, les clauses critiquables seront biffées. Si le bill est passé quelques-uns des juges de Québec et de Montréal se retireront probablement avec allocation de retraite. 190

16 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 10). Discute assez au long la question de l'établissement d'une compagnie de terres dans le Bas-Canada. 193

Iclus. Observations sur la nécessité d'ouvrir des voies de communication sur les terres incultes de la Couronne afin de les rendre propres à la vente et à la colonisation, signées par W. B. Felton. 199

Aperçu du résultat de l'expérience tentée pour l'ouverture de certains townships en 1829-1830. 205

Lloyd à Felton. Réponse à demande de renseignement concernant la valeur des terres dans Mégantic. 206

16 janvier, Québec. Bill à l'effet d'instituer dans le Bas-Canada une cour pour juger des accusations de trahison portées par la Chambre d'Assemblée. 227

Le même bill en français. 230

16 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Sur la proposition de Bourdages l'Assemblée a adopté des résolutions désapprouvant la constitution et composition du Conseil législatif. Si cela continue et que la pétition soit accordée il se produira de graves changements dans la constitution. 207

Inclus. Résolution proposée par Bourdages. 210

Procès-verbaux de l'Assemblée, janvier 1833. Q. 206-2, p. 393.

Continuation des procès-verbaux. 322

" " " 444

" " " 490

" " " 506

Extrait de la *Gazette de Québec* sur les pétitions des différents comtés en 1828. 516

Pétitions en 1832. 525

Procès-verbaux de l'Assemblée, janvier 1832. 527

Continuation des procès-verbaux. 586

18 janvier, Terrebonne. Manly à Fraser, 1833.

22 janvier, Terrebonne. Fraser à Klegg. Les deux contenues dans la lettre d'Aylmer à Howick du 5 février 1883.

23 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 11). Avait demandé délai pour la nomination du solliciteur général pour remplacer Ogden. Croit maintenant que la charge devrait être remplie immédiatement. Recommande la nomination de Michael O'Sullivan. Ses titres. 213

1833.

23 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Le climat et la position géographique indiquent que Gaspé devrait appartenir au Nouveau-Brunswick, mais il y a d'autres faits à considérer avant de rendre jugement. La difficulté de s'assurer des sentiments de la population. Page 215

23 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Raisons additionnelles pour le choix d'O'Sullivan à la charge de solliciteur général. 219

Extrait d'un journal de Québec, Q. 206—2 622
Extrait de la *Gazette* de Montréal. 624
Procès-verbaux du Conseil législatif. 631
et Q. 206—3. 645
Observations sur le Conseil " 670
Extrait de la *Gazette* de Québec, " 679
Procès-verbaux de l'Assemblée. " 684

25 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 12). A examiné les plaintes faites par Gough au sujet de la manière dont sont traités les immigrants, et croit que Gough se trompe. 233

Inclus. Routh à Glegg. Explique la cause probable des plaintes de Gough au sujet de l'arrivée des immigrants et de la manière dont ils sont traités. 235

Questions posées aux immigrants et réponses faites par eux à ces questions. 245

Réponse à Buchanan, agent d'immigration, aux accusations portées par Gough au sujet du traitement donné aux immigrants à leur arrivée à Québec. 246

Patten à Buchanan. L'opinion que Gough s'est formée de la province ne peut provenir que de ce qu'il a lu, et non de rien de ce qu'il y a vu. 251

26 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 13). Relativement à la perception faite à Québec pour chaque immigrant, envoie la copie d'une lettre du percepteur et contrôleur des douanes à cet endroit, laquelle donne une description de la manière de procéder pour faire cette perception. S'il existe des irrégularités cela ne peut être attribué aux autorités locales de Québec. 253

Inclus. Le percepteur et contrôleur des douanes à Québec à Craig. Explique la méthode de percevoir le prix par tête d'immigrant à Québec. 255

28 janvier, Québec. Rapport de Felton. Contenu dans la lettre d'Aylmer à Goderich du 8 février 1833.

29 janvier, Chatham. DuVernet à Glegg. Contenue dans la lettre d'Aylmer à Howick du 5 février 1883.

30 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (n° 14). Mort de Ferrier, le percepteur des douanes à Québec. Fera des arrangements pour l'exécution des fonctions de cette charge jusqu'à ce que l'on connaisse le bon plaisir de Sa Majesté. 257

30 janvier, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie journaux qui donneront un compte rendu de ce qui s'est passé au cours de la semaine dernière. Attire l'attention sur les articles de la *Gazette*, indiquant que Neilson ne suivrait pas Papineau et son parti dans leur marche vers la révolution ; ils ont changé de conduite et leur dessein avoué est de modifier toute la constitution, désirant l'abolition du Conseil, afin que tout le pouvoir se trouve dans l'Assemblée, et qu'advenant le cas où le gouverneur serait opposé à la volonté de l'Assemblée il soit de suite déplacé. Papineau va plus loin que de Bartzch et prétend que la charge de gouverneur devrait être élective. S'excuse d'occuper Sa Seigneurie des rapsodies du parti. L'examen de l'affaire du 21 mai se fera dans l'Assemblée. Le rapport du comité des finances est publié dans le *Mercury*. 258

31 janvier, Québec. Aylmer à Goderich. Se défend contre l'accusation de n'avoir pas assuré l'usage du canal de Chambly en échange contre la terre concédée,

1833. l'acte de 1823 traitant de la terre, il aurait fallu le changer, ce qui aurai causé de grands retards et la demande naturelle pourquoi la conditio n'avait-elle pas été imposée longtemps auparavant. Page 26

1er février, Terrebonne. Fraser à Glegg. Contenue dans la lettre d'Aylmer à Howick du février 1833.

1er février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 16). Envoie demande pour les présents donner aux sauvages afin de compléter le magasin de l'intendance pou les années 1833 et 1834. Ils devront être divisés en deux charge ments. 26

Inclus. Relevés des présents pour les sauvages requis. 26

5 février, Québec. Aylmer à Howick. En réponse au désir du Trésor d'avoir des ren seignements s'il doit être présenté de nouvelles demandes pour le terres prises aux fins du canal de Carillon, transmet la correspondance ce sujet. Ne connaît pas assez l'endroit pour se former une opinio exacte de la réclamation de Fraser, mais le renvoie aux documents. 26

Inclus. Liste de la correspondance. 27

Pétition de Simon Fraser. Expose des services et la perte qu'il subie par suite de la construction du canal. 27

DuVernet à Glegg. A examiné la réclamation de Fraser et son idé de transporter l'eau à son moulin au moyen d'une auge mobile, et fa voir les obstacles à l'adoption de ce plan. La perte de transport par ea par suite de la construction ne peut être soutenue, attendu que le bateaux étaient toujours remorqués sur l'autre côté. 27

Couper à Durnford. Aylmer n'a pas d'objection à ce que l'on inden nise Fraser en lui donnant des terres incultes de la Couronne, si on lu accorde une indemnité. 27

Fraser à DuVernet. Donne des détails sur la perte qu'il a subie pa la construction du canal de Carillon. Son intention de construire u moulin et sa raison de remettre l'exécution de son projet. Il a demand par pétition des terres incultes pour un montant égal à celui de la pert qu'il a subie, parce qu'il a pensé qu'il pourrait être plus facilement pay en terres qu'en argent. 27

Fraser à Glegg. Fait rapport des idées de Manly, ingénieur hydrau lique, concernant le moulin, le changement de la chute, etc. 28

Plan de la chute à Blondeau. 28

Autres documents se rapportant aux réclamations de Fraser. 287 à 29

7 février, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). L'enquête sur l'affaire de Montré se poursuit avec peu de perspective qu'elle se terminera. Doute si bill pour l'indépendance des juges passera. C'était autrefois un d griefs favoris que les juges dépendaient de la Couronne, mais Papinea et son parti ont fait volte-face et disent maintenant que l'on ne peut fier aux juges, et qu'ils doivent compter sur la Chambre pour leu appointements. Quelque soient les faits qui se présentent, ce parti opp sera toujours le gouvernement. Commentaires sur les extraits de jou naux. 29

Procès-verbaux de l'Assemblée du Haut-Canada au sujet de la questio d'annexer Montréal à cette province. Q. 206-3. 7

Procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada. 7

Observations au sujet des procès-verbaux. 7

Autres procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada. 7

Procès-verbaux additionnels de l'Assemblée. 7

Procès-verbaux additionnels de l'Assemblée. 7

Continuation des procès-verbaux. 8

Extrait d'un journal de Québec. 8

8 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 17). Envoie rapport sur la plainte du d d'Hamilton que les colons venant d'Arran n'ont pas obtenu de terre Continuer des concessions semblables à celles qui ont été faites aux fe miers du duc d'Hamilton serait nuire aux intérêts de la Couronne, et l

1833.

autres colons considéreraient la chose injuste. La valeur des terres dans la province a augmenté et augmentera par suite de l'arrivée de nouveaux colons et les opérations du commerce, en sorte que les nouveaux immigrants pourraient considérer qu'on commettrait une injustice à leur égard si pendant qu'on les fait payer, d'autres qui ne possèdent pas de meilleurs droits qu'eux obtiennent des concessions. Page 298

Inclus. Rapport de Felton sur les colons du duc d'Hamilton venant d'Arran. 300

9 février, Québec, Aylmer à Howick. Envoie tous les équivalents qu'il a pu se procurer dans la province inférieure pour les expressions sauvages. Enverra les autres aussitôt qu'il pourra se les procurer. 304

11 février, Québec. Le même à Goderich (n° 18). A reçu les dépêches par les malles de décembre, suivant liste annexée. 305

Inclus. Liste. 306

11 février, Québec. Aylmer à Goderich (lettre séparée). Renvoie le mandamus en duplicata pour la nomination d'Ogden. 307

Inclus. Mandamus. 308

16 février, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Mort de l'évêque catholique romain de Québec. Envoie journaux. Attire l'attention sur l'article traitant du cas de George Ryland, accusé d'avoir effacé une observation sur un livre de comptes des biens des Jésuites, observation au sujet de laquelle il avait été intenté une action contre son père pour diffamation. L'action prise par l'Assemblée contre George Ryland est due à l'inimitié qu'ont pour son père certains députés influents. Attire l'attention sur la réponse publiée dans un des journaux à l'adresse pour documents se rapportant au renvoi de l'officier de santé à Québec. Il a été renvoyé à la recommandation urgente du bureau de santé. Ce dernier était un favori du parti qui a aujourd'hui la majorité dans l'Assemblée et la production des documents fournira un mauvais précédent dans le cas de renvois futurs. Papineau et son parti sont prêts à tout faire, sauf à tirer l'épée. S'ils faisaient cela ils n'auraient point l'appui de la grande majorité de la population canadienne française. Si autorisation en est donnée on pourrait tirer sur les revenus soumis à l'Acte 14 George 3.

On devrait mettre fin à cette crise financière. Le Conseil législatif croît en faveur publique. 311

Procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada. Q. 206-3 859

Continuation des procès-verbaux. 206-4 906

Observations sur les procès-verbaux. 206-4 960

20 février, Québec. Aylmer à Goderich (n° 19). Jugement obtenu contre Caldwell pour £90,000. Les appels successifs ont empêché de prendre les dernières mesures. Les autres obstacles qui pourraient survenir dans le cas du décès de Caldwell. 318

21 février, Québec. Le même au même (personnelle). Envoie copie de la pétition de l'Assemblée pour la suspension du juge Kerr. Transmet numéros de journaux et observations. 321

Inclus. Copie de la pétition de l'Assemblée pour la suspension du juge Kerr. 325

Procès-verbaux de l'Assemblée. Q. 206-4 982

Observations faites par la *Minerve* sur les procès-verbaux de l'Assemblée. 1008

Procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada. 1017

Continuation des procès-verbaux. 1061

" " 1080

Rapport de la Société d'Immigration de Québec. 1110

Adresse du Haut-Canada sur les opérations des Postes. 1120

Continuation des procès-verbaux. 1123

Observations sur Papineau par l'*Ami du Peuple.* 1152

1833.
21 février,
Québec.

Aylmer à Goderich (n° 20). A fait rapport de la mort de Ferrier, le percepteur des douanes. A nommé le contrôleur Gore percepteur et l'inspecteur Stewart contrôleur jusqu'à ce que Sa Majesté ait fait connaître son bon plaisir. Page 328

22 février,
Québec.

Le même au même (n° 2). Mort de l'évêque catholique romain de Québec. Son successeur l'évêque Signay a prêté les serments prescrits. 330

28 février,
Québec.

Le même au même (personnelle). La continuation de l'enquête sur l'affaire de Montréal du 21 mai n'est pas en faveur du parti qui l'a commencée. La violence de Papineau et de son parti augmente à mesure que la perspective de la défaite définitive se révèle. Papineau menace qu'il ne sera pas passé de bill des subsides à cette session, mais que tout ce qui pourrait passer serait tellement accompagné de conditions que le conseil le rejettera certainement. Envoie lettre d'une personne de Montréal. Il pourra être prudent de connaître les démarches faites en France par les individus y mentionnés. Le dessein des mécontents dans la province c'est d'effectuer une séparation de la mère-patrie, et ils se serviront de tout artifice et feront tout, sauf de prendre les armes. A l'intention d'effacer de la commission le nom de Roy, le magistrat qui a délivré le mandat contre le colonel Mackintosh et le capitaine Temple quand le grand jury avait déjà rendu sa décision. 331

Inclus. Copie de lettres exposant qu'Huber est allé en France ostensiblement pour acheter une presse et des caractères d'imprimerie, mais réellement pour acheter des armes qui seront apportées en contrebande dans les townships de l'Est. 336

Procès-verbaux de l'Assemblée de décembre 1832 et de janvier 1833, Q. 206-2. 355

Observations sur la correspondance de Viger. 382

Extrait de l'*Albion* de New-York. 387

Lord Aylmer, gouverneur, 1833.

Q. 207—1

1833.
4 mars,
Québec.

Aylmer à Goderich (n° 22). A reçu les dépêches suivant la liste annexée. Page 1

Inclus. Liste. 2

5 mars,
Québec.

Aylmer à Goderich (n° 23). En conformité de l'adresse, il transmet les résolutions de l'Assemblée au sujet de la décision des arbitres nommés en vertu de l'acte impérial. Le Conseil approuve ces résolutions, mais refuse de se joindre à l'Assemblée pour demander qu'elles soient transmises. 4

Inclus. Résolutions de l'Assemblée à l'effet de présenter au gouverneur une adresse lui demandant qu'il transmette les résolutions au sujet des relations entre le Haut et le Bas-Canada. 6

Résolutions de l'Assemblée contre la sentence des arbitres et protestant contre l'annexion projetée de Montréal et du comté de Vaudreuil au Haut-Canada. 7

Discours de Hagerman sur l'annexion de Montréal au Haut-Canada. 18

7 mars,
Québec.

Aylmer à Goderich (personnelle.) Envoie des journaux de Québec. Son discours publié dans la Gazette de Neilson démontrera l'inconvénient d'une loi concernant les jurés. Ecrira officiellement à ce sujet et enverra des commentaires faits sur le bill par l'autorité compétente. Lui rappelle qu'il avait mentionné avoir reçu de Papineau une lettre qu'il avait considéré comme lettre personnelle, mais dont l'Assemblée demande

1833.

maintenant une copie, en alléguant que Papineau en sa qualité d'Orateur est une autorité qui doit être consultée. Le mal causé par l'importance exagérée attachée à la charge d'orateur et une tendance à abaisser le gouvernement exécutif. Le défaut d'éducation des membres de l'Assemblée. C'était pour régler la question de l'importance politique de l'orateur qu'il avait mentionné la lettre de Papineau dans sa lettre à l'Assemblée. Le désappointement éprouvé par l'Assemblée du résultat de l'enquête dans l'affaire de Montréal; l'Assemblée cherche maintenant à amener une rupture avec le gouvernement exécutif dans l'espérance de provoquer la prorogation avant qu'il n'ait fait réellement aucune affaire. Est bien décidé qu'aucune provocation ne le portera à proroger tant que toutes les affaires n'auront pas été faites. Les membres de l'Assemblée se sont mis dans une position fausse. Page 57

Inclus. Procès-verbaux de l'Assemblée. Q—207—3. 548

Aperçu des débats. " 555

Continuation des procès-verbaux. " 569

Aperçu des débats. 581

Message du président des Etats-Unis au sujet des affaires de Charleston, Caroline du Sud. 595

Procès-verbaux de l'Assemblée. 602

Aperçu des débats. 610

13 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 24). Transmet pétition de Spong pour une concession de terres. Son cas est semblable à celui de Rogers, que l'on a considéré favorablement. 61

Inclus. Pétition de Spong. 62

Certificats en sa faveur. 65

14 mars, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie journal contenant les procès-verbaux de l'Assemblée du Bas-Canada. Attire l'attention sur un discours de Bourdages, affirmant la suprématie absolue de l'Assemblée. Plusieurs des actes de ce corps tendent à s'arroger les fonctions exécutives de même que législatives. Envoie copie d'une loyale adresse de Montréal, laquelle est signée par 15,000 personnes, dont 14,500 ont signé en personne. L'on est à discuter le bill des subsides, doute qu'il arrive jamais à l'exécutif. Les délibérations de l'Assemblée deviennent plus violentes, et il est porté à croire que les membres déclareront qu'ils ne peuvent plus s'entendre avec le chef du gouvernement provincial, parce que ce dernier a refusé de signer un bref pour l'élection du comté de Montréal afin de remplacer Mondelet, dont l'élection est annulée parce qu'il a accepté la charge de conseiller honoraire de l'exécutif. Preuves additionnelles que le parti dominant désire forcer la prorogation sinon la dissolution, ce qui ne fait que le fortifier dans sa détermination de ne leur point donner cet avantage. Tout indique que le parti conduit par Papineau ne se distingue pas moins par son incapacité de légiférer que par ses prétentions arrogantes. Les expressions contenues dans une lettre de Taylor, le député de Missisquoi, concernant Papineau, ont été déclarées par vote être un libelle, et ordre a été donné d'emprisonner Taylor pendant 24 heures à la prison de Québec, mais s'il comprend bien, l'ordre de l'Orateur n'a pas été délivré. 68

Inclus. Pétition des habitants de Montréal et du voisinage demandant l'adoption de mesures pour les protéger contre les mécontents. 73

Procès-verbaux de l'Assemblée. Q. 207-3. 635

Aperçu des débats. 649

Procès-verbaux de l'Assemblée. 672

Aperçu des débats. 682

Continuation des procès-verbaux. 702

Aperçu des débats. 709

Observations sur les délibérations de l'Assemblée dans le *Mercury* de Québec. 722

1833.

Procès-verbaux de l'Assemblée en français. Page 728

Observations sur les délibérations de l'Assemblée dans *L'Ami du Peuple.* 740

18 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 25). Transmet pétition de l'Assemblée contre l'établissement d'une compagnie de terre dans le Bas-Canada. 77

Inclus. Pétition. 78

18 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 26). Transmet pétition de l'Assemblée pour la suspension du juge Kerr jusqu'à la création d'une cour pour juger des accusations de trahison. 83

18 mars, Québec. Le même au même (lettre séparée). Transmet lettre de Kerr concernant les plaintes portées contre sa conduite officielle. 85

Inclus. Kerr à Goderich. Se défend des accusations portées contre lui par la Chambre d'Assemblée. 86

18 mars, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie par Halifax la pétition de l'Assemblée contre l'établissement d'une compagnie de terre dans le Bas-Canada. La pétition est due à la prédilection de la tenure seigneuriale; les Canadiens français voient avec alarme le grand nombre de colons Anglais qui s'établissent dans la province et désirent leur créer toutes sortes d'obstacles. Les motifs divers de ceux qui s'opposent au bill; la nature critiquable de ces motifs. On est à faire signer une pétition en faveur d'une compagnie de terre. 91

Inclus. Etat général des terres concédées et non concédées dans les seigneuries et fiefs du Bas-Canada. 90

Récapitulation des membres dans les différentes divisions. 106

20 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 27). A reçu de l'Assemblée une adresse désirant qu'information lui soit donnée de la cause du retard à émettre un bref pour l'élection d'un membre pour Montréal afin de remplacer Mondelet, dont le siège est vacant par suite de l'acceptation d'une charge. A soumis la question au Conseil, lequel déclare que l'Assemblée n'a pas la capacité par la seule autorité de sa propre résolution, de déclarer vacant le siège d'un membre lorsqu'il accepte une charge. Envoie réponse afin de prouver que son acte est inconstitutionnel et n'est pas conforme à ceux de la Chambre des Communes. La ligne de conduite qu'il a adoptée a empêché, croit-il, dans l'Assemblée, un violent débat qui avait pour but de forcer la prorogation en dépit de sa détermination du contraire. Désire vivement prolonger la session afin de démentir le rapport qu'il voulait employer le moindre prétexte pour dissoudre l'Assemblée dans le but d'étouffer l'enquête sur les événements de Montréal le 21 mai, tandis qu'au contraire toutes les personnes accusées désirent vivement l'enquête la plus complète. Croît maintenant que le parti qui a amené l'enquête se prépare une défaite signalée et désire y échapper en amenant une prorogation. Envoie les résolutions de l'Assemblée sur la question des brefs pour l'élection d'un membre en remplacement de Mondelet, car elle indique la disposition d'esprit de la Chambre. 109

Inclus. Extrait des minutes du Conseil exécutif sur la question de la vacance du siège de Mondelet, député de Montréal, déclarée par l'Assemblée. 115

Circulaire au juge en chef, aux juges puisnés et officiers en loi de la Couronne demandant une réponse à la question de savoir si l'Assemblée avait le pouvoir de priver un membre de son siège parce qu'il aurait accepté la charge de conseiller de l'exécutif, ou dans tout autre cas non prévu. 119

Opinion du juge en chef à l'effet qu'un membre de l'Assemblée ne peut être privé de son siège en acceptant une charge par ni l'une ni l'autre des branches de la législature sans le consentement des deux. 120

Opinions des juges et autres. 122

Cinquième rapport du comité permanent des privilèges et élections. 183

1833.

21 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 28). Transmet adresse du conseil concernant le double vote de l'Orateur. Page 194

Inclus. Adresse et autres documents (dissidents, etc). 195

23 mars, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). La crainte qu'il ne sera pas présenté de bill des subsides à cette session se réalisera, croit-il. Cela est embarrassant, mais on devra y pourvoir d'une manière ou d'une autre, et comme le service public devra en souffrir tandis que la question n'aura pas été décidée, il demande des instructions. Nonobstant l'apparence de fortes majorités pour Papineau et du parti, le crédit du parti baisse rapidement, en sorte que l'on serait sans alarme avec tension momentanée de l'autorité; le Trésor pourrait affecter les services prélevés en vertu de l'Acte 14 George 3 à cette fin, ou si cela prête à objection, la somme pourrait être avancée de la caisse militaire sous forme de prêt. N'a pas vu le bill des subsides proposé, mais si l'administration du gouvernement du pays doit dépendre d'un crédit annuel voté sous l'influence du chef actuel de l'Assemblée la tâche deviendra impraticable Ne peut se risquer à suggérer un remède. On ne peut attendre aucun bon résultat d'une dissolution dans le moment présent; il préférerait s'en rapporter au temps et à la réflexion des gens, ou même aux accidents. Envoie des numéros de la *Gazette* de Québec. 207

Inclus. Procès-verbaux de l'Assemblée. Q. 207-3. 755

Aperçu des débats. 768

Procès-verbaux de l'Assemblée. 783

Aperçu des débats. 793

Procès-verbaux de l'Assemblée. 821

Procès-verbaux de l'Assemblée. 843

Aperçu des débats. 851

25 mars, Québec. Aylmer à Goderich (lettre séparée). Envoie demande de papeterie pour la division du gouvernement civil. 212

27 mars, Québec. Le même au même (n° 29). Transmet adresse de l'Assemblée pour rendre électif le Conseil législatif. Des résolutions au même effet ont été rejetées durant les sessions précédentes, et le vote actuel peut avoir été remporté par l'influence causée par l'excitation de l'affaire de Montréal. Le grand détriment qu'aurait pour la province ce changement. Ne défendra pas le Conseil, car il croit que ce corps le fera parfaitement dans une pétition qui se prépare, entend-il dire, et donne le sommaire des accusations portées contre les gouverneurs, accusations dont il nie la vérité en tant que sa propre administration est concernée. Considérations et observations sur différentes parties de la représentation. 213

Inclus. Adresse de l'Assemblée. 226

29 mars, Aylmer à Goderich (n° 30). Son attente au sujet du bill des subsides s'est réalisée, car il a été rejeté par le Conseil. Comment on y pourvoiera ; suggère que l'Acte 1 et 2, Guillaume 4, chapitre 23, donne au Trésor le pouvoir d'affecter les revenus publics par 14 George 3, chapitre 88. A demandé des opinions d'hommes de loi sur ce point. Croit que si l'on approuve cette destination des fonds, nonobstant la clameur qui s'élevera dans la Chambre, il y a de fortes preuves que le public en masse est prêt à l'accepter. Envoie mémoire des recettes et dépenses du Bas-Canada, indiquant que non seulement les recettes suffisent pour les services civils mais qu'il reste un surplus. Autres observations. 245

Inclus. Mémoire des recettes et des dépenses. 254

Etat comparatif. 257 à 270

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1833.

Q. 207—2.

1833. 29 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 30). Contenant lettre dans Q. 207—1. Page 245

Inclus. Bill des subsides. 271

En français. 310

30 mars, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Les événements de la présente session ont excité l'esprit de parti politique. Un avantage c'est que les deux partis ont pleinement montré leurs vues, celle de Papineau est en hostilité ouverte au gouvernement de Sa Majesté, et ses adversaires sont résolus de ne pas se soumettre plus longtemps à sa domination. Envoie des numéros récents de la *Gazette* de Neilson. 350

Inclus. Observations sur les délibérations de l'Assemblée. Q. 207—4. 877

Aperçu des débats. 886

Observations sur les délibérations. 904

Aperçu des débats. 908

Observations sur un changement de droits dans le Royaume-Uni. 926

30 mars, Québec. Aylmer à Goderich (n° 31). Transmet pétition de l'Assemblée relativement au département des Postes. Parlera de ce sujet à Sa Seigneurie dans une dépêche séparée. 352

Inclus. Pétition de l'Assemblée que les opérations du département des Postes lui soient soumises et que si les frais produisent un revenu ils soient réduits de façon à ce que le revenu et la dépense se balancent. 353

31 mars, Québec. Aylmer à Goderich (lettre séparée). Envoie adresse des habitants de Montréal mentionnée dans sa lettre personnelle du 14 courant, dans laquelle il a commis une erreur au sujet du nombre des signataires. Après examen le nombre s'est trouvé être de 7,708, et 215 seulement de tous ceux qui ont signé cette pétition ont marqué leur croix. Jamais une pétition plus respectablement signée n'a été transmise du Bas-Canada. 356

3 avril, Québec. Le même au même (n° 32). A prorogé le parlement provincial; envoie copie de son discours. 358

Inclus. Discours de prorogation. 359

5 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 33). Envoie copie de l'adresse du Conseil; l'original sera envoyé par voie d'Halifax. Elle peut être considérée une réponse à celle envoyée dernièrement par l'Assemblée avec des observations de lui, qui ont une forte analogie à l'adresse venant du Conseil, ce qui est d'autant plus remarquable qu'il n'a eu aucune communication à ce sujet avec personne en relation avec ce corps. Cependant il lui semble que certaines parties de l'adresse du Conseil devront produire un mauvais effet, l'allusion en particulier à l'établissement d'une république française dans la province, et le mot alarmant ne peut justement s'appliquer à son état actuel. 362

Inclus Adresse du Conseil. 365

5 avril, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie la liste alphabétique des noms et professions des membres de l'Assemblée; sur 86 membres 29 sont des avocats. Cette grande proportion est causée par l'ignorance de la masse de la population, ce qui l'expose à s'en laisser imposer par les personnes instruites. Sauf quelques exceptions ces 29 sont sous l'influence de Papineau, et la majorité des membres sont ignorants et remplis de préjugés. 377

1833.

Inclus. Liste alphabétique des membres de l'Assemblée du Bas-Canada. Page 379

6 avril, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Attire son attention sur des articles dans la *Gazette* de Neilson, qu'il transmet. Neilson appartient à ce qui peut être appelé le parti modéré, lequel gagne du terrain chaque jour. Les délibérations de la dernière session ont été favorables à ce résultat, car la majorité de la Chambre sous l'influence de Papineau a clairement montré que rien ne la satisfait que le contrôle complet de l'exécutif. Leurs préjugés, violence et ignorance ont démontré qu'il y aurait danger de leur livrer l'administration des affaires de la province. L'excitation dans la Chambre d'Assemblée ne s'est pas étendue beaucoup au delà de son enceinte, et n'a pas gagné les villes ou districts ruraux. Le terme excitation est employé pour dénoter l'hostilité au gouvernement de Sa Majesté, mais il y a une contre-excitation en sa faveur. La crainte c'est que cela peut créer de la mésintelligence entre les Canadiens d'origine française et ceux d'origine anglaise et américaine. Il s'efforcera toujours de contrebalancer les mauvais effets de cette mésintelligence par une stricte impartialité, laquelle est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que le parti britannique, devenu plus hardi, montre sa détermination de ne pas se soumettre plus longtemps au parti français. Si le gouvernement montre de la fermeté sans s'occuper des clameurs de l'Assemblée ou de son agent Viger,—ou plutôt de l'agent de Papineau—l'autorité sera établie et on s'y soumettra paisiblement. En réalité la question est maintenant de savoir : si le pouvoir de l'Etat dans la province doit être exercé par le représentant du roi ou par l'Assemblé sous les ordres de Papineau. L'effet pratique c'est que le Trésor affecte la part de revenu du Canada prélevée par l'Acte 14 George 3 au service de l'exercice en cours. Croit toujours que le peuple est prêt à approuver ce procédé par suite du rejet du bill des subsides par le Conseil. 383

Inclus. Procès-verbaux de l'Assemblée. Q.—207—4. 929

Articles de tête dans la *Gazette* de Québec. 933

6 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 34). Transmet copie de l'adresse du Conseil pour l'établissement d'une compagnie de terre dans la province. L'orinal sera envoyé par voie d'Halifax. 388

Inclus. Adresse. 389

8 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 35). Envoie état de recettes à compte du revenu casuel et territorial ainsi qu'à compte des terres de la Couronne et des permis de coupe du bois. 394

Inclus. Etats. 395, 396

Aylmer à Goderich (n° 36). A reçu dépêches suivant liste. 397

Inclus. Liste. 398

9 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 37). Viger de nouveau nommé agent de la province. Origine de la nomination, qui a été faite par l'Assemblée sans attendre l'approbation du Conseil, ou sans donner avis de la nomination au gouverneur. Viger a été envoyé en Angleterre pour se mettre en rapport avec le gouvernement. Viger est venu le voir avant de partir et a demandé une lettre de présentation qui a été refusée à cause de l'irrégularité et du manque de courtoisie de cette nomination. Autres détails, et les conséquences tirées de la méthode de nomination de Viger. Les résolutions de l'Assemblée sont mentionnées dans la dépêche, aussi lettre écrite à la date de la nomination. 399

12 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 38). Les principes posés relativement à la vente des terres de la Couronne seront rigoureusement appliqués ; il attire donc l'attention sur la pratique de faire des concessions gratuites de terre aux soldats réformés et pensionnaires qui échangent leur pension. Fait remarquer les maux ainsi causés, et recommande que l'on cesse de faire des concessions gratuites, les soldats réformés et les pen

1833. sionnaires recevront un équivalent en argent, ou on leur appliquera le même principe qu'aux officiers, c'est-à-dire ils obtiendront crédit pour les concessions dans l'achat des terres de la Couronne. Défaut d'aptitudes pour la vie de la ferme chez la plupart des soldats et pensionnaires. L'effet des concessions est de réduire le prix des terres de la Couronne, mais, ainsi qu'on lui en a donné instruction il s'efforcera de maintenir le prix. Page 415

13 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 39). Renouvelle sa recommandation de donner à Bell un bail additionnel des forges de Saint-Maurice. Envoie lettre de Bell contenant un état du montant du capital nécessaire. 422

Inclus. Bell à Aylmer. Raisons pour renouveler son bail des forges Saint-Maurice. 424

Inventaires de chaque espèce d'outils, etc., appartenant aux forges. 426

14 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 40). Ainsi qu'il en a reçu instruction il a demandé à la législature le remboursement de l'argent avancé de la caisse militaire pour la solde de la milice, mais sans effet. Demande qu'il lui soit permis de remettre le montant dans la caisse militaire à même les fonds provinciaux à la disposition de Sa Majesté. 428

Inclus. Message à l'Assemblée relativement à l'argent avancé pour la milice. 430

15 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 41) Avait recommandé au Conseil et à l'Assemblée législative la question d'une circulation métallique pour remplacer celle en usage. L'Assemblée ne paraît pas avoir étudié la question, mais le Conseil l'a fait et le résultat est contenu dans le rapport envoyé. S'accorde avec le Conseil et recommande qu'il soit envoyé des sous en cuivre au montant de £5,000, qui seront mis en circulation par l'intendance. Le rapport du Conseil quant à la valeur des sous servira de guide. Envoie spécimens de la circulation actuelle, un étant un bouton d'uniforme des *Royal Fusiliers.* 432

Inclus. Rapport du comité du Conseil sur la monnaie de cuivre. 435

15 avril, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie journaux de Québec et attire l'attention sur des articles dans la *Gazette* de Neilson et dans la *Gazette* de Montréal. Présente *Le Canadien,* qui existe depuis deux ans et s'est distingué par son hostilité au gouvernement de Sa Majesté et à tout ce qu'il y a de britannique dans la colonie ; on peut le considérer l'organe officiel de Papineau et de son parti. L'Assemblée s'est séparée sans avoir rien accompli d'utile, le temps a été gaspillé dans l'enquête sur l'affaire de Montréal ; espère encore qu'il résultera du bien de la dernière session et que le peuple découvrira qu'on a sacrifié ses intérêts à la satisfaction de l'esprit de parti. 437

Inclus. Articles de tête de la *Gazette* de Québec. Q. 207—4. 955

Article de tête de la *Gazette* de Montréal. 959

Article de tête de *Le Canadien.* 976

Article de tête du même journal. 984

Documents concernant Gaspé dans le même journal. 998

Autres observations dans le même journal. 1021

16 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 42). Conformément à la dépêche, information a été donnée à Christie que si les habitants de Gaspé désirent être annexés au Nouveau-Brunswick, ils doivent présenter une pétition à cet effet aux deux Chambres du parlement. 440

22 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 43). A reçu les dépêches suivant liste annexée. Page 442

Inclus. Liste. 443

23 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 44). Transmet rapport sur la pétition de Bonaventure contre l'annexion de Gaspé au Nouveau-Brunswick; les résolutions adoptées aux différentes assemblées exprimant l'attachement au Bas-Canada sont annexées au rapport. L'Assemblée considère que ces résolutions expriment le sentiment général des habitants, mais il est

1833.

évident qu'elle ne tient compte que d'un côté, attendu que des résolutions diamétralement opposées ont été adoptées dans les mêmes régions, et si l'on examine les élections réitérées d'une personne qui a pris la part la plus active dans la préparation des dernières résolutions, on peut justement en conclure que son opinion au sujet de l'annexion au Nouveau-Brunswick est partagée par une grande proportion des habitants. L'opinion de la Chambre d'Assemblée devra être reçue avec extrême circonspection. Il y a tant d'esprit de parti mêlé à la question qu'il est difficile de découvrir les véritables sentiments de la population. Page 444

Inclus. Rapport. 449

Privé. 454

Rapports des conseillers. 465

Pétition des habitants de Gaspé. 497

24 avril, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Enverra rapport de la Compagnie de terre dans le Bas-Canada dès qu'il aura pu recueillir et préparer les renseignements. La nouvelle de son établissement a été accueillie avec satisfaction par le parti anglais dans Québec; dans les townships cette compagnie sera particulièrement acceptable. Sa Seigneurie verra d'après divers documents que la question a beaucoup d'intérêt pour le Bas-Canada. Envoie des numéros de journaux récents. Dans la *Gazette* de Neilson se trouve le rapport d'une assemblée exprimant les opinions d'une partie anglaise de la population de Québec. Une assemblée de Canadiens, d'origine française, a été convoquée, et l'on y adoptera sans doute des résolutions contradictoires. Regrette ces assemblées, car elles entretiennent les préjugés nationaux, et il engagerait volontiers les deux partis à s'abstenir, mais c'est impossible dans le présent état d'esprit politique. Il est déterminé à rester indépendant des deux partis. Attire l'attention sur différents articles de journaux. Ne voit pas de raison de craindre quelque interruption de la tranquillité publique. 508

Inclus. Résolutions adoptées à une assemblée publique tenue à la Bourse, Q. 207-4. 1036

Article de tête de la *Gazette* de Québec. 1049

" " " 1058

" " *Courant* canadien. 1064

26 avril, Québec. Aylmer à Goderich (n° 45). A reçu dépêche suivant liste annexée. 511

Inclus. Liste. 512

29 avril, Québec. Aylmer à Goderich (lettre séparée). Envoie documents concernant l'affaire de Montréal du 21 mai 1832. Ces documents ont été soumis à l'Assemblée dans le cours de la dernière session, et son objet en les envoyant c'est de permettre à Sa Seigneurie de les consulter s'il y est fait allusion par l'agent de la province. 514

30 avril, Québec. Le même au même. Transmet copie d'une lettre du secrétaire de l'Institution Royale, demandant qu'au cas où la poursuite concernant les fonds du collège McGill serait décidée en faveur des défendeurs, les frais entiers soient accordés à la partie adverse. 516

Inclus. L'Institution royale à Craig. 517

30 avril, Aylmer à Goderich (personnelle). S'excuse d'avoir mêlé différents sujets dans la même dépêche. Evitera à l'avenir cette pratique, qui cause des embarras pour l'arrangement de la correspondance dans le bureau des colonies. 519

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1833.

Q. 208—1.

1832. 27 février, Québec. — Aylmer à Colborne. Incluse dans Aylmer à Goderich, 11 mai 1833.

1833. 26 février, Montréal. — Ogden à Craig.

1er mars, Québec. — Message de lord Aylmer à la législature.

4 mars, Québec. — Résolutions du Conseil législatif.

6 mars, Québec. — Résolutions de l'Assemblée. Cette dépêche et les trois précédentes incluses dans Aylmer à Goderich, 16 mai 1833.

2 avril, Québec. — Question soumise aux officiers en loi.

4 avril, Trois-Rivières — Vézina à ———

5 avril, Québec. — Hamel à Craig. Cette dépêche et les deux précédentes incluses dan Aylmer à Goderich, 13 mai 1833.

6 avril, Québec. — Aylmer à Colborne. Incluse dans Aylmer à Goderich, 11 mai 1833.

6 avril, Québec. — Réponses de Ogden aux questions.

8 avril, Québec. — Ogden à Aylmer. Cette dépêche et la précédente incluses dans Aylmer à Goderich, 12 mai 1833.

8 avril, Montréal. — O'Sullivan à Craig.

8 avril, Québec. — Ogden à Craig.

18 avril, Québec. — A. W. Cochran à Craig.

18 avril, Montréal. — Mondelet à Craig.

22 avril, Québec. — Autres questions sur des matières financières. Cette lettre et les quatre précédentes incluses dans Aylmer à Goderich, 13 mai 1833.

22 avril, Montréal. — Plainte du juge en chef et des juges puisnés incluse dans Aylmer à Goderich, 14 mai 1833.

24 avril, York. — Colborne à Aylmer. Incluse dans Aylmer à Goderich, 11 mai 1833.

26 avril, Trois-Rivières — Vézina à Craig. Incluse dans Aylmer à Goderich, 13 mai 1833.

1er mai, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 47). Transmet requête renouvelée du juge en chef Reid demandant une augmentation de son traitement actuel. A déjà exprimé sa haute appréciation des services de Reid, et il ne la répétera pas. Page 2

Incluse. Reid à Aylmer. 4

2 mai, Québec. — Aylmer à Goderich (personnelle). La correspondance concernant la Compagnie des terres est entre les mains du commissaire des terres de la Couronne et de l'arpenteur général. On est à préparer une carte qui indiquera les terres en disponibilité et les prix arrêtés par lui-même et le commissaire des terres de la Couronne au nom de la Couronne et McGill au nom de la Compagnie des Terres. Il craint que, malgré toute la diligence possible, l'établissement des terres ne puisse commencer

1833.

pendant cette saison, mais ceci est moins important que l'effet politique que l'établissement d'une compagnie de terres peut avoir, un parti du Bas-Canada ayant poussé les hauts cris et l'organe de ce parti ayant engagé le peuple à se réunir en assemblée pour protester; d'un autre côté, la mesure a donné grande satisfaction au parti anglais, qui augmente en nombre et en importance. Il envoie des exemplaires des derniers journaux, dont il a marqué les articles. L'esprit public est calme dans le Bas-Canada, et si le revenu prélevé sous l'empire de 14 George 3 et d'autres evenus dont la Couronne peut indubitablement disposer sont affectés au service de la Couronne en Canada, il n'y aura pas de discorde. Les procédures de l'Assemblée sont généralement désapprouvées dans le pays. C'est le moment le plus opportun pour adopter le plan qu'il a proposé. Page 7

Inclus. Extrait de la *Minerve.* Lettre de Bleury faisant des commentaires sur les insultes dirigées contre lui par le journal appelé *l'Ami du Peuple.* 408

Articles de tête de la *Minerve.* 418

Extraits de la *Gazette* de Québec. 429

Résolutions adoptées à une assemblée tenue à Québec. Faisant objection aux réclamations d'une minorité contre les droits de la vaste majorité, qui sont également avec eux-mêmes des sujets britanniques. 431

Extrait du *Mercury* de Québec. Cause de Stuart, procureur général, soumise à sir James Scarlett. 445

Opinion de Sergeant Talfourd. 454

Opinion de sir James Scarlett. 467

Lettre de Goderich envoyée par Viger pour publication. 471

Liste de lettres en brochure, imprimée non publiée, intitulée " Corres-" pondance entre le Très honorable vicomte Goderich et James Stuart, au " sujet du renvoi de ce dernier." 481

Articles de tête du *Canadien.* 484

2 mai, Montréal. Mondelet à Craig. Incluse dans Aylmer à Goderich, 13 mai 1833.

2 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 48). Transmet memoire de Coffin demandant indemnité en terres de la Couronne pour la perte de son traitement comme président des sessions trimestrielles à Trois-Rivières. La cause est semblable à celle de Christie, qui a été récemment accueillie avec faveur; recommande la pétition de Coffin à favorable considération. 12

Inclus. Mémoire de Coffin. 13

3 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 41). Transmet mémoire modifié de McNicol demandant l'autorisation de prendre le nom de Nairne. 17

Inclus. Mémoire de McNicol. 19

Testament de John Nairne et autre documents annexés à ce testament. 21 à 36

Clauses additionnelles. 37

Nouvelles clauses. 46

Nouvelles clauses. 53

Certificats. 60

6 mai, Québec. Ogden, procureur général et O'Sullivan, solliciteur général, réponses à des questions. Incluse dans Aylmer à Goderich, 13 mai 1833.

7 mai, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Explique pourquoi il n'a pas communiqué avec le Conseil et l'Assemblée au sujet des traitements du clergé, ainsi que le désir en était exprimé dans la lettre de Sa Seigneurie. 62

8 mai, Québec. Hamel à———. Incluse dans Aylmer à Goderich, 13 mai 1833.

9 mai, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). Il ne s'est rien produit, durant la semaine dernière, qui mérite d'être noté. Envoie des journaux et appelle l'attention sur des articles spéciaux publiés par ces journaux et sur les

1833. résolutions publiées dans la *Gazette* de Neilson. La nomination d'O'Sullivan au poste de solliciteur général a donné satisfaction. Il n'est pas arrivé de navires d'Europe, bien qu'il en soit venu deux ou trois du bas Saint-Laurent. Le printemps s'est ouvert sous des auspices favorables, et aura un effet bienfaisant sur la santé publique. Page 64

Inclus. Extrait d'un journal de Québec. 498

Extrait du *Colonial Advocate.* 498

Extrait de la *Gazette de Québec*, avec résolutions adoptées à Sherbrooke. 502

Une seconde série de résolutions. 509

Observations du rédacteur sur les résolutions. 511

Extraits d'un journal français de Montréal dont le nom n'est pas indiqué. 514, 525

11 mai, Québec. Cochrane à Craig. Incluse dans Aylmer à Goderich, 13 mai 1833.

11 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 50). Un exemplaire certifié du projet de loi à l'effet d'abolir les droits sur les mélasses et le café a été envoyé au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, et, ainsi qu'il en avait été prié, il en a transmis des exemplaires pour être déposés devant les deux Chambres du parlement impérial, et elles ont été reçues. Comme des exemplaires certifiés sont nécessaires, il a fait fournir ces exemplaires. 66

Inclus. Adresse de l'Assemblée demandant que des exemplaires du projet de loi à l'effet d'abolir les droits sur les mélasses et le café soient transmis, ainsi que prescrit par la loi. 68

Exemplaires du projet de loi à l'effet d'abolir les droits sur les mélasses et le café. 71

Aylmer à Colborne. Copie de lettre transmettant le projet de loi à l'effet d'abolir les droits sur les mélasses et le café et de diminuer le taux des droits sur le tabac. 77

Le même au même. A-t-il été fait quelque chose par lui-même ou par la législature au sujet du projet de loi à l'effet d'abolir les droits sur les mélasses et le café et de diminuer le taux des droits sur le tabac ? 79

Colborne à Aylmer. Envoie à la législature du Haut-Canada un message concernant les droits sur les mélasses et le café, et la diminution de l'impôt sur le tabac. Envoie une copie de la dépêche du secrétaire des Colonies en réponse à la pétition d'Amherstburg demandant de désavouer le bill qui diminue l'impôt sur le tabac. 80

Message à la législature avec le bill ci-dessus. 82

12 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 51). Transmet copie d'une lettre au procureur général, avec réponses aux questions de loi concernant le bill à l'effet de soulager les congrégations religieuses. 83

Inclus. Ogden à Aylmer. Envoie réponses aux questions concernant le bill à l'effet de soulager les congrégations religieuses. 84

Réponses par Ogden aux questions concernant l'effet du bill pour soulager les congrégations religieuses. 85

13 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 52). Le Conseil ayant rejeté le bill des subsides, la question financière est remise à l'étude. Transmet les réponses des officiers en loi sur le sujet. S'est abstenu de demander aux juges leur opinion, parce que le bill contient des considérations d'une tendance politique. Les officiers en loi considèrent que les droits perçus sous l'empire de 14 George 3, et quelques autres, sont spécialement affectés à l'entretien d'un gouvernement civil, et peuvent être appliqués indépendamment de la législature. Sommaire des revenus, provenant des sources mentionnées, qui suffisent à défrayer la dépense nécessaire. Dans ce cas l'octroi de subsides durant le règne du souverain ou pour toute autre période n'est pas nécessaire, à moins que les sources de revenus ne suffisent point. Ne pense pas que l'arrangement pris pour les subsides, si le prix payé comportait l'abandon des droits perçus sous

1833.

l'empire de 14 George 3, atténuerait l'embarras auquel le gouvernement est maintenant annuellement exposé. Page 94

Inclus. Question soumise aux officiers en loi de la Couronne concernant l'application des deniers prélevés sous l'empire de 14 George 3, chap. 88. 101

Ogden à Craig. Est d'opinion que les deniers perçus sous l'empire de 14 George 3, chap. 88, sont à la disposition de la Trésorerie et peuvent être appliqués à l'administration de la justice et à l'entretien du gouvernement civil de la province. 102

Hamel, avocat général, à Craig. Partage l'opinion d'Ogden. 105

Vézina, conseil du Roi. Est de la même opinion. 108

David Ross, conseil du Roi, à Craig. Professe la même opinion que ceux dont les lettres précèdent. 111

A. W. Cochran, conseil du Roi, à Craig. S'accorde avec les autres avocats et les officiers en loi. 112

O'Sullivan, conseil du Roi, à Craig. Se rallie à l'opinion qui précède. 120

Mondelet, conseil du Roi, à Craig. Se rallie à l'opinion qui précède. 123

Nouvelles questions sur des matières financières. 125

Réponses en détail aux questions. 128 à 174

13 mai, Québec. Mémoire par Ogden. Inclus dans Aylmer à Goderich, 15 mai 1833.

14 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 53). Transmet communication du juge en chef et des juges puisnés au sujet des pertes qu'ils ont subies encomptant sur le crédit annuel pour leurs traitements. L'importance du sujet, le règlement de la question financière ne peut être retardé plus longtemps. 175

Inclus. Plainte du juge en chef et des juges puînés d'avoir à compter sur le vote annuel de la législature pour leurs traitements. 177

15 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 54). Transmet mémoire d'Ogden, procureur général, sur l'insuffisance de l'allocation faite par la législature pour les dépenses légales. Avait envoyé une représentation préalable ; le montant du compte alors réclamé reste impayé. 182

Inclus. Mémoire par Ogden. 184

16 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 55). A sanctionné le bill à l'effet de régler et d'assigner les jurés dans les causes civiles et criminelles. Les inconvénients qui en ont résulté. Au principal terme de Montréal, un seul membre du jury pouvait écrire. Avait recommandé à la législature de modifier le bill, et cette recommandation n'ayant pas été suivie, il recommande maintenant que le bill soit désavoué. A l'appui il envoie des documents venant des juges et qui permettraient à Sa Seigneurie de voir le véritable état de la loi. 189

Inclus. Message au Conseil et à l'Assemblée sur le mode du jury. 196

Ogden à Craig. Un seul des grands jurés à Montréal pouvait lire ou écrire, et imparfaitement encore. Les actes d'accusation ont été renvoyés parce qu'il ne pouvait pas les lire en anglais. Se plaint de l'état des affaires et croit devoir en faire rapport. 198

Résolution du Conseil, que des mesures seront prises pour protéger le pays en général contre le danger de la loi du jury. 201

Résolution de l'Assemblée à l'effet que la langue de la majorité est celle à laquelle ils ont droit, et que l'usage d'une seule langue ne frappe personne d'incapacité légale. 202

LORD AYLMER, GOUVERNEUR 1833.

Q. 208-2.

1832. 7 septembre, Montréal. — Testament d'Antoine Girouard.

10 novembre, Montréal. — L'évêque Lartigue.

1833. 16 février, Québec. — Rapport par Ogden sur le bill à l'effet de constituer le séminaire de Saint-Hyacinthe en corporation.

1833. 12 mars, Trois-Rivières — Rapport par Ogden sur l'institution des pénitentes.

25 avril, Québec. — Ogden à Craig. Ce document et les trois précédents dans Aylmer à Goderich, 17 mai 1833.

16 mai, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 55). Concernant lettre dans Q 208-1. 198

Différentes dates. Opinion sur le changement apporté à la loi du jury. 204 à 238

17 mai, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 56). Transmet exemplaires de trois bills réservés, avec rapport du procureur général. 239

Inclus. Acte à l'effet de constituer en corporation l'instituteur des pénitentes dans le district de Montréal. 241

Rapport d'Ogden sur l'acte. 247

Rapport d'Ogden sur l'acte à l'effet de constituer le séminaire de Saint-Hyacinthe en corporation. 248

Rapport additionnel par Ogden sur ce qui devrait former la base d'une charte. 254

Acte d'incorporation du séminaire de Nicolet. 258

Mémoire par l'évêque Lartigue à l'effet qu'il a été institué légataire de M. Girouard, et demande un acte d'incorporation pour le séminaire de Saint-Hyacinthe. 267

L'évêque Lartigue à ————. Expose que depuis le mois d'août dernier il est devenu propriétaire du séminaire de Saint-Hyacinthe, et il demande une charte. 274

Le même à Craig. Envoie des remerciements à Aylmer pour sa bienveillance à l'égard du séminaire de Saint-Hyacinthe. 276

Testament du rév. Antoine Girouard. 279

Bill à l'effet de pourvoir à l'instruction des petites causes. 282

Rapport de Ogden. Il ne voit aucune raison pour que le bill ne soit pas sanctionné. 326

18 mai, Québec. — Aylmer à Goderich (personnelle). Envoie des journaux comme à l'ordinaire. Ils font voir que l'harmonie qui existait naguère entre Neilson et la *Minerve* n'existe plus. Espère que les violences du parti dont la *Minerve* est l'organe aurait pour effet d'en détacher plusieurs autres. 327

Extrait de la *Gazette* de Québec. 528

Extraits de la *Minerve*. 530

Extraits du *Canadian Courant*. 533, 539

Autres extraits de la *Gazette* de Québec. 540

Extraits de l'*Ami du Peuple*. 546

18 mai, Québec. — Aylmer à Goderich (n° 57). Réclamation des religieuses Ursulines à une partie du terrain détaché de la seigneurie de Sainte-Croix à la suite d'une erreur commise dans l'arpentage et par laquelle partie a été donnée au township de Leeds. 328

1833.

Inclus. Rapport (extrait) d'une commission relative à la réclamation des religieuses. Poge 337

Pétition des Ursulines. 339

Rapport de l'arpenteur général. 347

Rapport d'une commission générale (extrait d'un second rapport). 349

Plan de la seigneurie de Sainte-Croix. 351

20 mai, Québec. Aylmer à Goderich (séparée). Envoie livre bleu ; explique la cause du retard. 352

21 mai, Québec. Le même au même (séparée). Envoie pétition du Presbytère de Québec demandant une part équitable des réserves du clergé. 354

Incluse. Pétition. 355

21 mai, Québec. Aylmer à Goderich (séparée). Envoie exemplaire de l'Acte à l'effet d'établir la capacité des jurés. 365

22 mai, Québec. Le même au même. Renvoie le plan. 366

22 mai, Québec. Aylmer à Goderich (n° 58). Envoie plan des comtés des townships de l'Est préparé dans le bureau de l'arpenteur général, indiquant les terrains non encore arpentés qui peuvent être vendus à la Compagnie des terres ; deux documents accompagnant le plan donnent en détail la quantité de terres de la Couronne qui ne sont pas encore vendues dans ces comtés, le prix fixé et celui payé à des propriétaires particuliers. Ces états, espère-t-il, donneront assez de renseignements pour négocier avec la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. Etat de la quantité de terres disponibles dans les townships de l'Est, arpentées et non arpentées. Règlements proposés pour disposer des terrains. 367

Inclus. Rapport des terres et réserves de la Couronne dans les comtés de Missisquoi, Stanstead, Shefford, Mégantic, Drummond et Nicolet. 375

Relevé des réserves de la Couronne vendues dans ces comtés, avec les prix. 379

Plan de ces comtés. 381

25 mai, Québec. Aylmer à Goderich (personnelle). En réponse à dépêche, il ne pense pas que l'Assemblée ait objection à faire des lois sur les questions du bureau de poste, les frais de port et les appartements des fonctionnaires, le revenu net étant laissé à la législature coloniale ; mais il doute que la présente Assemblée laisse le choix des fonctionnaires au gouvernement local. Comment ces doutes ont pris naissance. 382

26 mai, Québec. Le même au même (personnelle). Tentative faite à Montréal par le parti de Papineau de réveiller le souvenir de l'émeute de l'année dernière en faisant un service funèbre en mémoire des hommes tués par les troupes. Insuccès de cette tentative. 386

17 mai, Québec. Le même au même (personnelle). Exprime ses remercîments pour la liste des dépêches reçues depuis le commencement de la présente année, et espère recevoir des communications de ce genre à des intervalles donnés. 388

28 mai, Québec. Le même au même (n° 58). A reçu dépêches suivant la liste annexée. 389

Inclus. Liste. 390

30 mai, Sorel. Aylmer à Stanley. A reçu dépêche à l'effet qu'il a été promu aux sceaux du département des Colonies. 391

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1833.

Q. 209—1.

1831. 31 mai, Montréal. — Opinion de Aaron Philip Hart. Incluse dans Aylmer à Stanley, 18 juin 1899.

1833. 1er juin, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 60). Envoie états du revenu et de la dépense du Bas-Canada en 1832. Envoie aussi relevés des sommes perçues et appliquées par les corps municipaux, en tant qu'ils peuvent être obtenus. Page 3

Inclus. Etats du revenu et de la dépense du Bas-Canada en 1832. Provincial. 6

Maison de la Trinité. 29

Maison de la Trinité, fonds des pilotes invalides de Montréal. 30

Relevé de tous les revenus locaux sous l'autorité de la cité de Québec. 31

Relevé de tous les revenus locaux sous l'autorité de la cité de Montréal. 32

3 juin, Québec. — Aylmer à Stanley (n° 61). Envoie lettre de Routh, avec états de dépenses des sauvages dans le Bas et le Haut-Canada. 33

Inclus. Routh à Glegg. Observations sur le comptes des sauvages. 34

Dépenses des sauvages du Bas-Canada. 35

Présents distribués dans le Bas-Canada. 36

Relevé des sommes payées par Routh au compte du département des sauvages du Bas-Canada. 37

Pensions aux sauvages blessés. 39

Compte de solde et de logement pour le département des Sauvages du Bas-Canada. 40

Compte des pensions. 41

Les mêmes tableaux pour le Haut-Canada. 43 à 57

3 juin, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 64). Envoie une note indiquant le nombre des émigrants qui sont arrivés au port de Québec. 58

Incluse. Note. 59

6 juin, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 63). Envoie les relevés semi-annuels des ventes des réserves du clergé. Explique la cause du retard apporté à la préparation des relevés. 60

Inclus. Comptes des réserves du clergé vendues depuis le 1er janvier jusqu'au 30 juin 1832. 62

Compte depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre. 63

6 juin, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 64). Envoie la liste de prix des produits agricoles et de la main-d'œuvre dans le Bas-Canada. Des relevés de ce genre ont été préparés et transmis l'année dernière. 64

Inclus. Cotes du marché dans le Bas-Canada en 1832. 66

Cote de la main-d'œuvre en 1832. 67

11 juin, Montréal. — Rapport des protonotaires. Inclu dans Aylmer à Stanley, 10 juillet 1833.

18 juin, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 65). Avait proposé à Benjamin Hart et J. M. Hays, tous deux professant la religion judaïque, de faire partie de la commission de la paix ; mais, comme il n'a pas été convenu que les mots " sur la vraie foi d'un chrétien " seraient omis du serment, ils ont décliné l'invitation. Envoie copie de leur lettre collective. Expose l'à-propos d'offrir compensation. 68

Inclus. Benjamin Hart et M. J. Hays à Craig. (Le nom de Hays est écrit J. M. dans la lettre et M. J. à la signature. 70

1833.

Opinion de Aaron Philip Hart sur la question de savoir si des personnes professant la religion judaïque peuvent prêter les serments nécessaires en acceptant la charge de juges de paix. Page 72

18 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 66). A reçu des dépêches suivant la liste annexée. 74

Incluse. Liste. 75

10 juillet, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 67). A fait, pour le profit de sa veuve, des investigations au sujet du décès d'un nommé Smith à Montréal. Envoie une lettre du protonotaire qui établit qu'il (Aylmer) ne peut donner le certificat demandé. 77

Incluse. Déclaration des protonotaires à l'effet que le nom d'Alexander Smith ne se trouve dans le registre des décès de l'année dernière. 78

10 juillet, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 68). Envoie les documents demandés par la Chambre des Communes. Le retard vient de ce qu'il est difficile d'obtenir des réponses. 79

Inclus. Réponses imprimées des législatures du Bas et du Haut-Canada.

2 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 69). Envoie la liste semi-annuelle ordinaire des membres des conseils exécutif et législatif. 90

Incluse. Liste. 91

2 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 70). Envoie copie du procès-verbal du Conseil exécutif. 96

2 août, Sorel. Le même au même (n° 71). Envoie état des recettes et des dépenses au compte des terres de la Couronne et des permis de coupes de bois pour le semestre terminé le 30 juin 1833. Envoie aussi compte des recettes et dépenses pour trois mois, et un état des recettes au compte des revenus casuel et territorial. 97

Inclus. Etat des recettes et dépenses pour six mois. 98

Le même pour trois mois. 103

Etat des revenus casuel et territorial pour trois mois. 104

2 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 72). Envoie relevé semi-annuel des ventes des réserves du clergé. 105

Inclus. Compte de ventes des réserves du clergé. 106

2 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 73). Etat des sommes reçues et dépensées par les commissaires des réserves du clergé pendant l'année terminée le 1er juin 1833. 113

Inclus Etat. 114

3 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 74) Explique que la balance de la corporation des réserves du clergé inscrite le 1er juin 1832 était, par suite d'erreur, celle de 1831. Envoie lettre de l'archidiacre de Québec qui explique l'introduction de nouveaux articles dans la dépense. 115

Incluse. Mountain, archidiacre de Québec, à Craig. Explique que la dépense de la corporation des réserves du clergé, à l'exception des appointements du secrétaire, varie chaque année. Donne détail des augmentations. 116

3 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 75). Envoie lettre de Ryland, greffier du Conseil, afin d'expliquer la raison qui fait exempter les lots hydrauliques de l'opération des ventes publiques établies dans la disposition des terres de la Couronne. 118

Incluse. Ryland à Craig. Relativement aux lots hydrauliques, peut seulement dire que depuis la conquête les lots de grève sur le Saint-Laurent et le Saint-Charles n'ont pas été jugés sur le même pied, quant à leur disposition, que les terres incultes de la Couronne. Esquisse l'histoire de leur disposition sous le régime français. 119

6 août, Sorel. Aylmer à Stanley (1870). A reçu dépêche suivant liste annexée. 123

Incluse. Liste. 124

1833.
18 août, Sorel. Aylmer à Hay (personnelle). Lui demande d'envoyer réponse à une dépêche sur un sujet de profond intérêt pour le gouverneur du Bas-Canada par New-York. Page 126

19 août, Sorel. Le même à Stanley (n° 77). A reçu des dépêches sur divers sujets qu'il va classifier et au sujet desquels il va faire des observations. Ce sont (1) l'expulsion de Mondelet de l'Assemblée. (2) Le rejet du bill des subsides par le Conseil. (3) La pétition de l'Assemblée et du Conseil relative à la constitution et à la composition du Conseil législatif. Son plaisir en recevant l'approbation de son refus de signer un bref pour l'élection d'un député devant remplacer Mondelet. Sa conviction qu'il avait raison de trouver inconstitutionnel le pouvoir que s'arrogeait l'Assemblée, qui semblait n'être guidée par aucun principe fixe. Exemples cités. La question des finances et la proposition faite par le gouvernement de Sa Majesté à la Chambre d'Assemblée à l'effet qu'elle devrait accorder une liste civile de $19,000 par année durant la vie du roi ou pendant une période donnée, et en retour mettre à la disposition du gouvernement de la province le revenu tombant sous l'empire de 14 George 3, chap. 88. Un message à cet effet a été envoyé, mais il a eu pour résultat une pétition de griefs embrassant chaque sujet qui pourrait être produit contre le gouvernement provincial, mais sans toucher à la question financière. Ses observations en transmettant la pétition. Il ne lui a pas été fait de communication au sujet du message concernant le subside pour la vie du roi ; mais en consultant les journaux de la Chambre on voit qu'un comité a fait rapport qu'il était inopportun de prendre de nouvelles dispositions permanentes pour les dépenses du gouvernement. Liste civile réduite présentée, mais aussi rejetée, en sorte que le bill des subsides a été réservé mais sanctionné par le roi afin d'éviter les inconvénients auxquels les fonctionnaires et le service public auraient été exposés. Plus ample histoire des tentatives financières montrant qu'il n'y a aucun espoir d'une liste civile permanente, quelque petite qu'elle serait, ou pour une période quelconque, quelque courte qu'elle serait, en dehors de laquelle l'Assemblée affirme son contrôle absolu de tous les revenus de la province, même de ceux dont la Couronne a la disposition. Ce contrôle par le roi est l'ancre de salut du gouvernement de Sa Majesté dans la province. Revue du 1er et du 2e Guillaume 4, chap. 23. En recevant la dépêche du 6 juin, il réunit le Conseil exécutif afin d'étudier et de faire rapport sur le meilleur mode à prendre pour répartir les ressources restreintes à la disposition du gouvernement provincial pour les dépenses du service public. Envoie rapport sur ce sujet. Les difficultés que le Conseil exécutif prévoit à la clôture de l'exercice. La pétition du Conseil législatif et de l'Assemblée au sujet de la constitution et de la composition du Conseil vient des prétentions illimitées de l'Assemblée, qui ont déjà dérangé et finiront inévitablement, si elles ne sont pas contrecarrées, par détruire l'équilibre de la constitution de la province. 127

Inclus. Rapport d'un comité de tout le Conseil législatif sur le rejet du bill des subsides par le Conseil et sur l'état des finances provinciales. 147

20 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 78). Dépêches reçues suivant la boîte annexée. 162

Incluse. Liste. 163

23 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 79). Envoie une liste des actes de la dernière session. Envoie par l'*Asia* des exemplaires des Actes et des journaux, et un sommaire général des Actes. 165

Incluse. Liste des Actes. 166

24 août, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 80). Recommande que François Quiron soit nommé au Conseil législatif. 172

1833.
25 août, Sorel.
Aylmer à Stanley (n° 81). Le traitement de $100 donné au missionnaire catholique romain dans le Haut-Canada, £90 pour loyer de maison pour le recteur, et £100 pour le ministre presbytérien à Argenteuil ont été omis de la liste reçue par le commissaire général; présumant qu'on n'avait pas l'intention d'exclure les paiements, il demande que l'autorisation nécessaire soit envoyée au commissaire général. Envoie les représentations de deux des personnes intéressées. Page 173

Incluse. Pétition de l'évêque catholique romain de Kingston demandant la continuation d'un traitement qu'il a reçu pendant 29 ans. 179

Mountain à Craig. Représentation au sujet de l'allocation pour loyer de maison non comprise sur la liste envoyée par la Trésorerie au commissaire général. 178

Extraits de dépêches concernant loyer de maison. 186-187

25 août, Sorel.
Aylmer à Stanley (n° 82). Le renseignement demandé par la Chambre des Communes dans la dépêche du 31 mai est le même que celui demandé dans l'adresse du 10 août, et a été envoyé déjà. Le renseignement concernant le bureau de poste a été demandé aux fonctionnaires compétents; celui qui doit être fourni par l'Assemblée est en préparation et sera envoyé dès sa réception. En l'absence du sous-directeur général des Postes, le renseignement relevant de ce département ne peut être fourni.

Le sous-directeur général des Postes par intérim à Craig. Stayner, le sous-directeur général des Postes a envoyé à Londres tous les renseignements demandés par la Chambre des Communes. Il a emporté avec lui l'unique copie du rapport, ainsi que la plus grande partie des documents nécessaires pour en compléter une autre. Va écrire à Stayner de communiquer le rapport au secrétaire des Colonies. 190

25 août, Sorel.
Aylmer à Stanley (n° 83). Envoie lettre de Meysenhoelder, frère survivant des deux au sujet desquels des renseignements sont demandés. 192

Inclus. John Maysenholder (ailleurs Meysenhoelder) à Craig. Ne peut donner le renseignement demandé au sujet de la propriété de son frère, mais renvoie à Doucet, qui a été nommé tuteur. 193

Doucet à Craig. Relate la venue de Charles A. Maysenhoelder à Montréal, son décès, son intention de laisser sa propriété à son frère John et à sa famille, mais il est mort sans faire de testament. Sa nomination (nomination de Doucet) à Philadelphie en qualité d'administrateur. 193

Compte de la sucession de feu C. A. Meysenhoelder. 194

Documents judiciaires et autres concernant la succession de feu C. A. Meysenhoelder. 198

5 octobre, Montréal.
Aylmer à Stanley (n° 84). Dépêches reçues suivant la liste annexée. 206

Incluse. Liste. 207

8 octobre, Montréal.
Aylmer à Stanley (personnelle). A donné un congé d'absence au juge Kerr, qu'il présente. 209

14 octobre, Québec.
Le même au même (n° 85). Transmet rapport d'un comité de la Chambre d'Assemblée sur le département des Postes du Bas-Canada. 210

Inclus. Rapport du comité spécial de la Chambre d'Assemblée sur le département des Postes du Bas-Canada. 210

Procès-verbal de la preuve. 211

Continué à Q—209—2. 218

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1833.

Q. 209—2.

1833. 10 août, Ministère de la Guerre. — Ellice à Aylmer.

24 septembre, Québec. — Evêque (anglican) de Québec à Aylmer. Toutes deux incluses dans Aylmer à Stanley, 20 novembre 1833.

27 septembre, Frédéricton. — Major général Campbell à Craig. Incluse dans Aylmer à Stanley, 14 octobre 1833.

14 octobre, Québec. — Aylmer à Stanley. Concernant lettre dans Q. 209—1.

Suite du rapport du comité spécial. Nomination de Stayner. 300

Commission de Stayner. 301

Autres ducuments se rattachant à l'enquête du bureau de poste. 305

(Ces documents donnent les noms des bureaux de poste qui ont été établis, le taux des frais de port, etc.)

14 octobre, Québec. — Aylmer à Stanley (n° 86). A renvoyé la question concernant le capitaine Campbell au Nouveau-Brunswick, car on ne peut trouver trace de lui dans le Bas-Canada. Envoie lettre et annexe. 327

Inclus. Major général Campbell à Craig. Envoie le résultat de ses investigations au sujet du capitaine Robert Campbell. 328

Rapport de l'arrivée de Robert Campbell au Nouveau-Brunswick en 1793 et de son décès à Maugerville dans la même province. 329

23 octobre, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 87). Dépêches reçues suivant la liste annexée. 330

Incluse. Liste. 331

29 octobre, Sorel. — Aylmer au lord évêque de Québec. Incluse dans Aylmer à Stanley, 26 novembre 1833.

29 octobre, Sorel. — Le même à Stanley (n° 88). A reçu instructions au sujet des dispositions à être insérées dans les futures concessions sur les bords du canal Rideau, ou sur ceux de tous autres lacs ou rivières se déchargeant dans les eaux du Rideau, et à transmis la dépêche à Colborne. 333

29 octobre. — Le même au même (n° 89). Envoie état des recettes pour les revenus casuel et territorial provenant des terres de la Couronne et des licences de coupes de bois. 334

Inclus. Etats. 335, 336

4 novembre, Québec. — Aylmer à Stanley (n° 90). Envoie pétition de Robert Christie. 338

La pétition de Christie expose qu'il a été chassé de la Chambre d'Assemblée, et demande que des mesures soient prises pour le réinstaller. 339

4 novembre, Québec. — Aylmer à Stanley (n° 91). Transmet réponse du capitaine Reid à l'accusation que des passagers arrivant à la quarantaine de la Grosse-Ile ont été exposés à certaines privations. Est heureux de pouvoir rendre témoignage au zèle infatigable, à l'intelligence et à l'habileté déployés par le capitaine Reid dans l'exercice de sa charge ardue. La plainte que la détention est causée par des motifs intéressés est tout à fait dénuée de fondement. 350

Incluse. Reid à Craig. Expose la nature puérile de l'accusation portée par Green contre les fonctionnaires de la quarantaine. Si une chaloupe a été submergée et le bagage avarié, c'est la faute des officiers et de l'équipage du navire. 352

4 novembre, Québec. — Aylmer à Stanley (n° 92). A répondu à la question posée à l'effet de savoir si de nouvelles réclamations devaient être présentées pour dom_

1833.

mages faits aux propriétaires des terrains qui ont été pris pour le canal de Carillon ; il envoie maintenant une requête exposant les inconvénients occasionnés par le retard apporté au règlement. Page 355

Incluse. Requête de propriétaires fonciers exposant les inconvénients du retard apporté au règlement, et lui demandant (à Aylmer) de rappeler la réclamation au gouvernement. 356

4 novembre, Québec. Aylmer au secrétaire de la Guerre. Incluse dans Aylmer à Stanley, 20 novembre 1833.

8 novembre, Québec. Le même à Stanley (n° 93). Envoie mémoire de Burrage, maître de l'Ecole Royale de Grammaire, se plaignant de ce que ses appointements ne sont pas payés. 360

Inclus. Mémoire. 361

9 novembre, Québec. Aylmer à Stanley (n° 94). Appelle l'attention sur la réduction de son revenu officiel et sur les dépenses additionnelles encourues par lui pour trousseau et gratifications ; ces dernières n'étaient pas portées au compte de son prédécesseur. 367

(Les pièces incluses ont été copiées déjà dans le volume Q—202).

22 novembre, Québec. Evêque (anglican) de Québec à Stanley. Incluse dans Aylmer à Stanley, 26 novembre 1833.

24 novembre. Québec. Aylmer à Stanley (n° 95). A reçu dépêches suivant la liste annexée. 371

Incluse. Liste. 372

26 novembre, Québec. Aylmer à Stanley (n° 96). Envoie lettre de l'évêque de Québec concernant les cours du soir donnés à Montréal d'après les instructions du secrétaire de la Guerre. Comme ce cours est un emploi civil et qu'il a, suppose-t-il, été sanctionné par lui (Stanley), il a décliné d'adopter la suggestion de l'évêque de suspendre la mise des instructions à effet. Envoie copie de la correspondance, etc. 373

Inclus. Evêque (anglican) de Québec à Stanley. Représente les misères d'un conférencier le soir et l'inconvénient pour l'église de l'abolition de l'emploi. 375

Ellice à Aylmer. Stevens, l'aumônier des troupes, doit reprendre son ministère à l'Ile-aux-Noix, et se charger aussi du cours de conférences du soir à Montréal. Arrangements à prendre quand survient une vacance dans l'aumônerie soit à Québec ou à Montréal. 381

Evêque (anglican) de Québec au même. Concernant le cours de conférences du soir à Montréal, et lui suggère de suspendre la mise des instructions à effet. 381

Aylmer à l'évêque (anglican) de Québec. Comprend parfaitement son embarras en voyant un membre de son clergé lui tomber sur les bras d'une façon inattendue, mais ne peut adopter son conseil de s'adresser au gouvernement de Sa Majesté pour rétablir la nomination d'un conférencier du soir à Montréal. 389

Aylmer au secrétaire de la Guerre. Envoie copies de lettres du lord évêque de Québec et sa réponse concernant la récente renomination de Stevens à l'aumônerie militaire de Montréal. 392

3 décembre. Québec. Le même à Stanley (n° 97). Les documents qu'on dit avoir été envoyés avec l'adresse de l'Assemblée concernant le juge Kerr ont été expédiés par le courrier suivant, n'ayant été reçus qu'après l'expédition de la dépêche. 295

7 décembre, Québec. Le même au même (n° 98). La législature est convoquée et se réunira le 7 du mois prochain. Le bill des subsides pour l'exercice prenant fin en octobre sera présenté, mais il ne saurait dire avec quel résultat, et il ne s'attend guère à ce que la législature vote la somme nécessaire pour aplanir les difficultés actuelles. Aucune apparence de règlement des questions financières. Le parti opposé aux mesures du gouvernement de Sa Majesté a perdu du terrain dans l'estime publique. Renvoie à de précédentes dépêches sur le sujet. 397

1833.
11 décembre, Quebec. Aylmer à Stanley (n° 99). Transmet rapport du commissaire des terres de la Couronne relatif à la réclamation de la veuve Campbell, qui demande 150 acres de terres défrichées. L'exposé, corroboré par l'agent de madame Campbell, est si clair que plus ample explication n'est pas nécessaire. Page 400

Inclus. Mémoire sur la réclamation de madame Campbell demandant compensation pour le déficit dans la quantité de terres défrichées assignée à feu son mari. 407

16 décembre, Québec: Aylmer à Stanley (séparée). Transmet mémoire du rév. M. Stevens. 410

Inclus. Stevens à Stanley. Expose sa situation d'aumônier à Montréal, et critique longuement les assertions de l'évêque. 411

Autres documents, adresses congratulatoires. 424 à 453

18 décembre, Québec. Aylmer à Stanley (n° 100). Transmet requête de Bouchette demandant 22,000 acres de terres. Ne peut exprimer d'opinion sur la valeur des services de Bouchette pendant la guerre, étant bien antérieurs à l'époque où il a pris le gouvernement. Quant à ses services en dressant la carte géographique, etc., il a eu des congés d'absence en 1815 et de 1829 à 1832; en cette dernière occasion il avait avec lui son deuxième commis, qui était son fils, réduisant de moitié le personnel. La carte est publiée pour son propre bénéfice. 454

Inclus. Requête de Bouchette, arpenteur général. 457

Documents à l'appui de cette requête. Annexe A à annexe T. 468 à 518

23 décembre, Québec. Aylmer à Stanley (n° 101). A reçu dépêches suivant liste annexée. 519

Incluse. Liste. 520

29 décembre, Québec. Aylmer à Stanley (n° 102). Transmet requête du rév. M. Bethune demandant compensation, n'ayant pas reçu l'augmentation conditionnelle accordée par Bathurst. Son cas est difficile, mais l'autorité a toujours dépendu de la suffisance des fonds provenant des biens des Jésuites. 521

Incluse. Requête. 523

30 décembre, Québec. Aylmer à Stanley (n° 103). Transmet requête de Skakel, maître de l'école de grammaire à Montréal, demandant secours en conséquence de la réduction de ses appointements par la Chambre d'Assemblée. 526

Incluse. Requête. 527

Emplois publics, 1833.

Q. 210—1-2.

Partie I, de page 1 à page 205; partie II, de page 206 à page 374.

1817.
14 avril, Downing Street. Bathurst à Sherbrooke.

15 mai, Québec. Robinson à Getling.

7 août, Québec. Extrait certifié de Grant à Getling. Cette pièce et les deux précédentes incluses dans Stewart à Hay, 10 juin 1833.

1832.
31 juillet, Montréal. Pétition par de Lorimier.

9 octobre, Québec. Aylmer à Stewart. Toutes deux incluses dans Stewart à Howick, 26 mars 1833.

24 novembre, Québec. Le même au même. Incluse dans Stewart à Howick, 15 mars 1833.

1833.
11 janvier, Trésorerie. Stewart à Howick. Renvoie estimation du département des Sauvages pour 1833, et transmet copie d'une lettre d'Aylmer communiquant casualités sur la liste des personnes de ce département. Page 154.

1833. 23 janvier, Londres. Pelly à Goderich. Suivant les conditions de la charte envoie une liste des personnes employées par la Compagnie de la Baie-d'Hudson.

Liste incluse :

Gouverneur	1	
Facteurs et traiteurs en chef	50	
Aumônier	1	
Aide-aumônier	1	
Préfet	1	
Patron de sloop	1	
		55
Département du Nord—		
Commis	63	
Serviteurs	741	
		804
Département du Sud—		
Commis	28	
Serviteur	194	
		222
		1,081

30 janvier, Whitehall. Lack à Howick. Le droit sur les mélasses du Canada est de neuf deniers le gallon, et de deux deniers seulement dans les autres colonies. Ce sont ces irrégularités qu'il est question d'exposer à lord Goderich. 73

Inclus. Relevé des mélasses importées dans le Bas-Canada en 1829 et 1830, et des droits payables. 75

30 janvier, Londres. Gould à Goderich. Envoie extrait d'une lettre signée J. W. Sargeant, mais sans date ni adresse, reçue le 4 septembre, par le gouvernement du Canada. 263

Inclus. Extrait. L'auteur de la lettre propose que le Canada soit gouverné par un vice-roi qui serait appelé roi du Canada et qui serait un des ducs royaux. Proposition élaborée par le gouvernement de la colonie. 264

Extrait d'une lettre de Québec datée 18 décembre 1832. 267

2 février, Affaires étrangères. Backhouse à Hay. Transmet lettre de Crossthwaite relative à un bien dans le Maryland dont il se dit l'héritier. 79

6 février, Londres. Chambre des Communes. Adresse demandant les noms des membres des conseils législatif et exécutif et de la Chambre d'Assemblée du Haut et du Bas-Canada, ainsi que les bills adoptés par l'Assemblée et rejetés par le Conseil législatif. 3

6 février, Londres. La même. Adresse demandant un rapport de l'établissement du bureau de poste général dans le Haut et le Bas-Canada et dans chacune des autres colonies de l'Amérique du Nord, avec détail des émoluments, etc.; aussi relevé de la somme brute des frais de port dans les mêmes colonies en 1827, 1828, 1829, 1830, 1831; aussi, rapport du comité spécial sur les affaires des postes; aussi relevé indiquant les frais de port des journaux payés par l'imprimeur ou le propriétaire de ces journaux pendant la même année. 6

8 février, Londres. Gould à Goderich. Envoie extrait de lettres de Québec. Un rapport de la conférence de Viger avec Sa Seigneurie est au nombre des principaux articles dans les journaux; il n'enverra pas de nouvelles générales, mais seulement l'extrait de la lettre. 273

L'extrait précède la lettre et dit que si la Grande-Bretagne et la France entrent en guerre avec la Hollande, les consuls hollandais sont prêts à décerner des lettres de marque dont feront usage des hordes de navires envoyés de Baltimore. 273

18 février, Trésorerie. Stewart à Horwick. Transmet minute de la Trésorerie relative au paiement des droits de douane sur toute monnaie ayant cours légal dans

1833.

la province, convertie en louis sterling à la valeur marchande de cette monnaie. Page 155

Inclus. Minute de la Trésorerie. 156

1er mars, Downing Street. Stephen à Goderich. Relative à l'accusation portée par Stuart que lui (Stephen) a fait des avancés qu'il aurait été mal de sa part de faire, appelle l'attention sur copie d'une lettre écrite à Stuart. 98

Inclus. Stephen à Stuart. Donne extrait d'une lettre imprimée de Stuart adressée à Goderich portant que Stephen avait conseillé à Stuart de ne pas répondre aux accusations de Viger, et nie catégoriquement la vérité des assertions qu'il ne peut croire avoir été faites en violation volontaire de la vérité. Il n'a rien dit qui pourrait soutenir l'interprétation attachée à ses paroles par Stuart, et il n'a pas donné à entendre quelle était l'opinion de Goderich en la matière. Ce qu'il a dit est exactement le contraire du langage qui lui est attribué dans la lettre imprimée. Le soin avec lequel il a évité toute conversation qui pourrait être considérée officielle. 99

2 mars, Downing Street. Stephen à Goderich. Transmet lettre reçue de Stuart au sujet de ses avancés. 104

Inclus. Stuart à Stephen. Défend sa conduite, et répète qu'il se rappelle parfaitement la conversation. 105

6 mars, St. James. Arrêté en conseil nommant Hugues Heney membre du Conseil du Bas-Canada. 71

11 mars, Londres. Archidiacre Hamilton à Howick. A transmis la note à Campbell, qui a succédé à Hamilton dans la charge de secrétaire de la Société pour la propagation de l'Evangile. 233

13 mars, Québec. Mémoire de Charles Getling. Inclu dans Stewart à Hay, 10 juin 1833.

14 mars, Londres. Contrôleur des comptes de l'armée. Inclue dans Stewart à Howick, 26 mars 1833.

15 mars, Trésorerie. Stewart à Hay. M. Sargeant a reçu les dividendes sur les réserves du clergé dans le Haut et le Bas-Canada. 159

15 mars, Trésorerie. Le même à Howick. Transmet copie d'une lettre d'Aylmer relative à des travaux autorisés par lui en vue de l'augmentation des troupes en garnison à Montréal. Avant d'autoriser la dépense, les lords de la Trésorerie désirent avoir l'opinion de Goderich. 160

Inclus. Aylmer à Stewart. Envoie devis d'estimation des travaux qu'il a autorisés pour faire face à une augmentation de la troupe en garnison à Montréal. 161

Estimation des dépenses pour convertir le présent bureau de l'artillerie en une caserne. 162

Estimation des dépenses pour construire une prison et établir des cellules pour les prisonniers. 165

Estimation des dépenses pour construire des portes de barrière et boucher l'ouverture entre le corps de garde et le bureau. 168

Estimation pour convertir le présent magasin des sauvages en une barrière. 170

(A gauche, vis-à-vis chaque estimation, il y a vu l'indication de l'ouvrage qu'elle couvre.)

16 mars, Amirauté. Barrow à Howick. A l'avenir le paquebot nord-américain ira directement à Halifax, y restera huit jours, puis reviendra ; le paquebot partant en juin commencera ce nouveau service. 15

16 mars, Québec. Réquisition pour papeterie. Incluse dans Stewart à Hay, 10 juin 1833.

21 mars, Lincoln's Inn. Campbell à Goderich. Envoie le compte des dépenses faites par la Société pour la propagation de l'Evangile pour missionnaires en Canada et en la Nouvelle-Ecosse. 234

Inclus. Relevé des sommes payées à des missionnaires au Canada en 1832. 235

1833.

De même en Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Terreneuve, Bermudes, Ile du Prince-Edouard, Cap-Breton et Cap de Bonne Espérance. Page 236

22 mars, Londres. — Gould à Goderich. Envoie une lithographie du plan du port de Montréal levé par Piper—plan dont une partie est terminée, une autre partie en cours d'exécution, et une troisième à l'état de projet. 275

Inclus. Plan du port de Montréal. 276

26 mars, Trésorerie. — Stewart à Howick. Transmet copie du rapport du contrôleur des comptes de l'armée, ainsi que copies de lettres d'Aylmer et de de Lorimier demandant une gratification en abandonnant son emploi d'agent des sauvages à Saint-Régis pour cause de mauvaise santé. 173

Inclus. Contrôleur des comptes de l'armée à la Trésorerie. Au sujet de la pétition de de Lorimier demandant une gratification de six mois d'appointements pour abandon de son emploi. 174

Aylmer à Stewart. Transmet, pour favorable considération, la demande de la pétition de de Lorimier. 177

Pétition de de Lorimier. 189

2 avril, Artillerie. — Byham à Hay. Les différents officiers font rapport que 34 tentes ont été distribuées par ordre du commandant des troupes pour l'usage des émigrés atteints du choléra, et que paiement en a été refusé. Remet l'affaire à la décision du secrétaire des Colonies. 135

10 avril, Londres. — Gould à Lefèvre. Envoie placards et appelle l'attention sur les supercheries pratiquées aux dépens des émigrés. Avait transmis à Goderich son opinion sur la délicate question de l'annexion de Montréal au Haut-Canada. 277

10 avril, Londres. — Le même à Stanley. Envoie quelques observations sur diverses matières relatives aux possessions britanniques dans l'Amérique du Nord. 279

11 avril, Québec. — Reçu du sous-commissaire général. Inclus dans Stewart à Hay, 12 avril 1833.

15 avril, Yarmouth. — Gibbs à Hay. S'est assuré auprès de Harman des raisons pour lesquelles il avait offert de procurer des concessions de terres à des personnes en partance pour le Canada. Hale avait obtenu une concessiou de plusieurs milliers d'acres sur lesquelles il était disposé à accorder des établissement gratuits pour augmenter la valeur du reste. Il a expliqué aux passagers que les concessions ne venaient pas du gouvernement, ainsi qu'ils avaient paru le croire. 363

16 avril, Londres. — Auditeurs à la Trésorerie. Incluse dans Stewart à Hay, 30 avril 1833.

17 avril. — Shee à Lefèvre. Envoie extrait d'une lettre du Conseil à Boston demandant des instructions au sujet de l'aide à donner aux indigents en route pour le Canada. 80

Inclus. Extrait. 81

Relevé des sujets indigents (pas matelots) qui ont été secourus par le consul à Boston, de janvier au 31 décembre 1832, exposant leur cas. 82

18 avril, Londres. — Yates à Hay. Remercie pour la lettre obligeante qui accompagnait le renvoi de la liste de mots de Howe. A lu la lettre à la Société Philologique, qui l'a autorisé à accuser réception. 365

19 avril, Affaires étrangères. — Shee au même. Demande renseignements pour le chargé d'affaires danois au sujet de deux frères Maysenholder établis à Montréal, et les démarches à faire par l'héritier en loi pour recouvrer leur propriété s'ils sont morts. 83

Incluse. Requête pour renseignements demandés par Jacob Maysenholder. 84

Requête (en français) par Jacob Maysenholder pour renseignements concernant ses deux frères établis à Montréal et qui ont laissé des propriétés en cette ville. 85

1833.
20 avril, Amirauté. Green à Stanley (personnelle). Recommande la requête de l'évêque (anglican) de Québec à favorable considération. Page 16

22 avril, Lincoln's Inn. Campbell à Hay. Une députation de la Société pour la propagation de l'Evangile a été chargée de se rendre auprès de Stanley au sujet de questions contenues dans le rapport. 237

Inclus. Rapport. 238

22 avril, Londres. Gould à Stanley. Envoie pétition de la Chambre de Commerce de Saint-Jean, Nouveau-Bruswick, relatif au commerce des thés dans l'Amérique Britannique du Nord. 280

Incluse. Pétition de la Chambre de Commerce de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, se plaignant de la contrebande des thés qui se fait au Canada, et demandant que la question soit sérieusement examinée. 281

24 avril, Trésorerie. Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie approuvent la gratification de six mois d'appointements à de Lorimier. 180

24 avril, Londres. Smith au même. Le bâtiment *Nereid* de la Compagnie de la Baie d'Hudson fait voile la semaine prochaine. Si Hay a des dépêches pour le gouverneur sera enchanté de les transmettre. 361

30 avril, Trésorerie. Stewart au même. Envoie exemplaire du rapport des auditeurs des comptes publics du receveur général du Bas-Canada. Les lords de la Trésorerie concourent dans l'approbation des instructions données par le gouverneur quant au mode de tenir les comptes du receveur général, et de son intention d'adopter des mesures pour arranger les comptes, etc. 181

Inclus. Les auditeurs à la Trésorerie. Accusent réception de dépêches concernant les comptes du receveur général et le mode de leur tenue. La divergence entre le solde nominal et le solde réel à la disposition de la législature. D'après le mode de paiement, le receveur général ne peut en être blâmé. 183

1er mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Reçu réquisition pour présents aux sauvages. La Trésorerie ne peut donner une commande que pour la moitié des articles énumérés sur la liste transmise. En conséquence la Trésorerie a autorisé le Conseil de l'Artillerie de transmettre cette somme. 186

1er mai, Québec. Requête de Allsopp. Incluse dans Rice à Hay, 5 août 1833.

4 mai, Londres. Manners Sutton à Stanley. Il serait difficile et imprudent de limiter ce qu'est et ce que doit être le pouvoir de la Chambre, mais elle n'a pas le droit par résolution seulement de restreindre les électeurs dans leur choix ni de frapper d'incapacité légale les candidats. Si elle le faisait et si elle émettait un nouveau bref, le lord chancelier aurait à prendre connaissance de la cause de la vacance, laquelle vacance étant déclarée illégale, il refuserait d'apposer le grand sceau au nouveau bref. 9

6 mai, Downing Street. Stephen à Hay. Relativement aux conditions attachées à des articles du bill des subsides, quelques-unes sont sans précédents au point de vue de la forme, plusieurs en substance. Des octrois sont invariablement incorporés dans les lois distinctes au lieu d'être attachées sous la forme de notes aux articles. En suivant la forme usuelle, la discussion se serait faite sous chaque titre aux différentes phases du bill. Certaines conditions n'étaient pas inconstitutionnelles, et des exemples en sont donnés. D'un autre côté, il y a des conditions qui amèneraient des changements dans la loi par la décision d'une seule branche de la législature. 111

8 mai, Québec. Routh à Stewart, avec reçu annexé. Incluse dans Rice à Hay, 23 juillet 1833.

8 mai, Québec. Felton à la Trésorerie. Incluse dans Stewart à Hay, 12 avril 1833.

13 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet correspondance concernant les dépenses encourues par le lieutenant-colonel Mackintosh et le capitaine Temple en opposant des poursuites intentées contre eux parce qu'ils avaient été

1833.

employés à réprimer l'émeute à Montréal. Si Stanley partage l'opinion de la Trésorerie que les dépenses doivent être payées par la province, des ordres seront envoyés en conséquence. Page 188

14 mai, Londres. Gould à Stanley. Envoie des renseignements concernant le Canada à cette période critique. Tous ceux qui ont des rapports avec le Canada confirmerait la vérité de ses assertions. 285

Inclus. Extrait d'une lettre de Québec. Aucun bill d'utilité n'a été passé pendant la longue session. Ce n'est pas à l'honneur du gouverneur ni à celui du Conseil que l'infâme bill de l'indemnité des membres ait été passé. Le Conseil s'est opposé à tant de mauvaises lois que les chefs de l'Assemblée désirent qu'il soit aboli et remplacé par un autre qui serait un simple bureau pour l'enregistement des actes de l'Assemblée, et tous les pouvoirs du gouvernement seraient concentrés dans les représentants élus par un peuple ignorant. Nouvelles réflexions sur le devoir du gouvernement de ne pas tolérer l'état de choses qui existe. 286

14 mai, Whitehall. Lack à Hay. Envoie copie de la requête de Lorkin demandant la permission d'exporter cinq cents livres de sous de cuivre à Montréal, requête à laquelle les lords du Commerce ont refusé de souscrire. 76

Incluse. Requête de Lorkin. 77

15 mai, Lincoln's Inn. Les officiers en loi à Stanley. L'Acte de 1 et 2 Guillaume 4, chap. 23, a transféré les revenus prélevés dans le Bas-Canada sous l'empire de 4 George 3, chap. 88, à la législature de la province, en sorte que l'application de ces revenus n'est plus au pouvoir de la Trésorerie. 95

22 mai, Londres. Chambre des Communes. Adresse demandant un relevé des concessions gratuites de terres de la Couronne faites dans le Haut et le Bas-Canada entre le 31 décembre 1823 et le 1[es] janvier 1833. 11

22 mai, Londres. La même. Adresse demandant un relevé des ventes de terres dans le Haut et le Bas-Canada, distinguant entre les terres de la Couronne, les réserves de la Couronne et les réserves du clergé. 12

22 mai, Downing Street. Stephen à Hay. Relativement à la dépêche d'Aylmer, la somme de £5,000 sterling placée à la disposition du roi a été, par la loi, faite applicable à toutes fins que le roi peut désigner pour l'administration de la justice et le support du gouvernement civil de la province. La loi bas-canadienne 41 George III, chapitre 14, a mis les impôts, les amendes et les confiscations à la disposition du roi, sujet à la seule restriction qu'ils seront appliqués à défrayer les charges du gouvernement civil de la province. Plus ample argument sur la question, entrant dans plus de détail des raisons et examinant les objections à ses idées. 118

27 mai, Lincoln's Inn. Campbell au même. Envoie état pour 1832, semblable à celui fourni par Hamilton pour 1831. 245

Inclus. Extrait contenant état des paiements de missionnaires, etc., dans le Haut et le Bas-Canada pour 1832. 246

29 mai, Artillerie. Byham à Lefèvre. Transmet rapport de By sur la question des précautions nécessaires pour éviter des dommages au canal Rideau. 137

Inclus. By à Fanshawe. En laissant sortir l'eau au mois de novembre et en ne fermant pas les déversoirs de décharge jusqu'au commencement des inondations du printemps, le canal Rideau a résisté à la pleine pression de l'eau aux printemps de 1830, 1831 et 1832, mais les diverses digues et levées auront besoin d'être surveillées pendant longtemps. Comment l'amoncellement de sable peut être enlevé. 139

31 mai, Loughton. Hamilton à ———. Apprend que Stanley a fixé 2 heures lundi prochain pour recevoir la députation. Appelle l'attention sur deux lettres adressées à Goderich l'année dernière, qui contiennent les mérites de la cause à être examinée et que Stanley devrait voir avant la réunion. 247

3 juin, Whitehall. Phillips à Hay. Transmet pétition de James Ward relative à un échange de sa concession de terre dans le Bas-Canada pour être soumise à Stanley, le pétitionnaire devant être mis au fait de la décision. 92

1833. 6 juin, Londres. Church, contrôleur du bureau de la papeterie, à Stewart. Incluse dans Stewart à Hay, 25 juin 1833.

10 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet mémoire de Getling demandant une concession de terre. Les lords de la Trésorerie désirent avoir l'opinion de Stanley. Page 189

Inclus. Mémoire de Charles Getling demandant une concession de terre, n'ayant pas pu en profiter à l'époque où il a quitté le service de l'intendance. 190

Bathurst à Sherbrooke. L'autorisant à concéder des terres aux officiers de l'intendance qui ont été employés dans ces derniers temps. 193

Extrait certifié de la concession à Getling dans les livres du département de colonisation. 194

Robinson à Getling. Sa conduite ayant donné satisfaction, il recevra une gratification de douze mois de solde. 195

10 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet réquisition de papeterie pour Bas-Canada pour l'opinion de Stanley. 196

Incluse. Réquisition. 197

13 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. La Trésorerie sanctionnera le paiement d'une somme modérée à des comptables de profession employés à régler la divergence entre le solde réel et le solde nominal des comptes de la province. 200

14 juin, Trésorerie. Le même au même. Désire que les réclamations du lieutenant-colonel Mackintosh et du capitaine Temple soient de nouveau soumises à Stanley, qui est prié de faire connaître à la Trésorerie les raisons pour lesquelles les fonds destinés à l'administration de la justice et au gouvernement civil ne peuvent être appliqués à ces paiements. 201

20 juin, Trésorerie. Le même au même. Envoie au solliciteur de la Trésorerie rapport sur l'appel au Conseil privé dans la cause de sir J. Caldwell. 202

Inclus. Bouchier à Stewart. Fait rapport sur les progrès dans la cause de Caldwell, mais ne peut expliquer le retard 203

25 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Relativement à la réquisition de papeterie, demande que Stanley donne instruction au gouverneur du Canada de payer au contrôleur du bureau de la papeterie £201 15 1, tel que déclaré dans son compte. 205

Inclus. Church, contrôleur du bureau de la papeterie, à Hay. Le prix de la papeterie expédiée au Canada est de £201 15 1. 206

10 juillet, Downing Street. Stephen à Hay. Argument technique quant au droit de l'Orateur du Conseil d'avoir un vote comme membre, puis un vote prépondérant, argument qui conclut ainsi : " C'est pourquoi je suis d'opinion que ni la coutume des temps passés ni l'analogie de la Chambre des pairs, ni les critiques verbales du statut ne soutiennent le droit au double vote, mais que le contexte et l'esprit de ce statut lui sont opposés, et que conséquemment le droit n'existe pas." 121

13 juillet, Londres. Gould à Stanley. Envoie au nom de la Société Littéraire et Historique de Québec, la première et la deuxième parties du troisième volume des Mémoires. Le but de la société. 291

18 juillet, Gardes à cheval. Fitzroy Somerset à Sargent. Incluse dans Rice à Hay, 5 août 1833.

23 juillet, Trésorerie. Rice à Hay. Envoie lettre et reçu de Routh pour $16,000 pour la vente de réserves du clergé. Sargent a reçu instructions de placer la somme équivalente (£3,466 13 4) en consolidés à trois pour cent. 207

Incluses. Routh à Stewart. Transmet copie de reçu accordé par le sous-commissaire général Foote pour $16,000 pour la vente de réserves du clergé. 208

Copie de reçu. 209

26 juillet, Trésorerie. Rice à Hay. Les lords de la Trésorerie ont ordonné le paiement des frais judiciaires du lieutenant-colonel Mackintosh et du capitaine Temple ; mais comme ils jugent encore que l'indemnité devrait être payée à même

1833.

des fonds locaux, ils demandent que le gouverneur reçoive instruction de faire inclure la somme dans le prochain bill des subsides.

26 juillet, Trésorerie. Rice à Hay. La Trésorerie laissera pour cette année les frais de papeterie dans le Haut et le Bas-Canada à la charge de la Grande-Bretagne, mais à l'avenir elle les imputera sur les revenus des provinces. Page 210

3 août, Whitehall. Phillipps au même. Le mandat autorisant McNicoll à changer son nom en celui de Nairne va être préparé immédiatement. 93

3 août, York. Copie de reçu pour la somme provenant de ventes de réserves du clergé. Incluse dans Stewart à Hay, 14 octobre 1833.

5 août, Trésorerie. Rice à Hay. Des ordres ont été donnés à l'effet de rembourser la somme demandée pour timbre et honoraires sur la commission du juge Rolland. 212

5 août, Trésorerie. Le même au même. Envoie lettre du commandant en chef et mémoire de Robert Allsopp, un sous-commissaire général, demandant remise de l'argent d'achat de terres dans le Bas-Canada pour l'opinion de Stanley. 213

Inclus. Fitzroy Somerset à Sargent. Transmet mémoire d'Allsop demandant remise de l'argent d'achat de terres. 214

Mémoire d'Allsopp exposant ses services et demandant remise de l'argent d'achat de terres. 215

Autres documents à l'appui du mémoire. 218 à 221

7 août, Ministère de la Guerre. Lukin à Hay. Désire connaître la somme annuelle des appointements et émoluments de Benjamin de Lisle, à demi-solde de la milice sédentaire. 231

12 août, Trésorerie. Stewart au même. Sargent a reçu instruction de placer la somme de £1231.5 en consolidés à 3 pour 100, somme provenant de la vente de réserves du clergé dans le Bas-Canada. 222

Inclus. Felton à la Trésorerie. Transmet reçu du commissaire général pour £1500 courants, produit de ventes de réserves du clergé. 223

Reçu signé par le sous-commissaire général. 224

12 août, Québec. Routh à Stewart. Incluse dans Stewart à Hay, 14 octobre 1833.

16 août, Londres. Chambre des Communes. Adresse demandant un relevé du clergé anglican, presbytérien et catholique romain dans les provinces de l'Amérique du Nord, qui a reçu une partie des deniers votés en 1832. 13

24 août, Downing Street. Stephen à Hay. Ne voit pas pourquoi l'action de la législature n'aurait pas pour effet de faire disparaître l'inhabilité des personnes professant la religion judaïque à remplir les obligations de magistrats. Comment l'obstacle, s'il existe, pourrait être aplani. 132

3 septembre, Londres. Contrôleur de la papeterie à Rice. Incluse dans Stewart à Hay, 18 septembre 1833.

13 septembre, Gardes à cheval. Fitzroy Somerset à Hay. Recommande à favorable considération la requête de la veuve d'un officier méritant. Craint cependant que la concession de sa requête entraîne d'autres demandes et cause des inconvénients. 66

Inclus. Requête de madame Macdonald, veuve du lieutenant-colonel Donald Macdonald, demandant une concession de terres. 67

Services du lieutenant-colonel Macdonald. 69

18 septembre, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet copie d'une lettre du contrôleur de la papeterie, faisant rapport du prix de la papeterie requise pour le Haut et le Bas-Canada. 225

Incluse. Contrôleur du département de la papeterie à Rice. Envoie le prix de la papeterie pour le Haut et le Bas-Canada dont la commande a été faite le 3 juillet. 226

20 septembre, Dublin. Coghill, etc., à Stanley. En qualité de gouverneurs et directeurs ils envoient un prospectus de la " North American Colonial Association of Ireland". Le but de l'association. 299

1833.

Inclus. Procès-verbaux de deux assemblées tenues à Dublin, avec résolutions concernant la formation de l'Association Coloniale. Page 303

14 octobre, Trésorerie. Stewart à Hay. Envoie copie de lettre de Routh contenant copie d'un reçu pour $8,000 provenant de la vente de réserves du clergé. Sargent a reçu instruction de placer la somme équivalente (£1,625) dans les consolidés à 3 pour 100. 227

Inclus. Routh à Stewart. Envoie copie d'un reçu pour $8,000 provenant de la vente de réserves du clergé. 228

Copie de reçu. 229

23 octobre, Dublin. Coghill à Hay. Envoie copies de lettre et de documents concernant la "North American Colonial Association of Ireland". Le conseil craint que la lettre précédente ne se soit égarée; en ce cas, il lui demande de porter la question à l'attention de Stanley. Les propriétaires fonciers en Irlande y portent un intérêt intense. 308

26 octobre. Scovell à Hay. Le courtier maritime du vaisseau *Asia* est John Knowles. 366

31 octobre, Affaires étrangères. Backhouse à Hay. Le chargé d'affaires des Etats-Unis a demandé à Palmerston de permettre à Barry d'examiner des documents dans le bureau des papiers de l'Etat pour l'histoire des Etats-Unis; Palmerston considère qu'il ne conviendrait pas de soumettre les 200 volumes à l'examen d'un agent des Etats-Unis, attendu qu'ils contiennent des documents se rattachant à des sujets qui sont sujets à controverse, et qu'il pourrait y avoir des inconvénients d'en permettre à Barry l'accès sans réserve. C'est pourquoi toute l'affaire est renvoyée à Stanley. 89

Incluse. Liste des volumes de correspondance américaine envoyés au ministère des Colonies. 90

3 novembre, Lincoln's Inn. Campbell à Hay. Envoie rapport de la Société pour la propagation de l'Evangile, qui indique les moyens nécessaires à prendre par suite de la réduction de la subvention du parlement. Les traitements du clergé dans l'Amérique Britannique du Nord seront réduits de trente pour cent, sauf dans le Bas-Canada, où la réduction sera de cinquante pour cent. En 1834 la réduction générale sera de 45 pour 100, et ensuite 50 pour 100. 249

Inclus. Extraits de lettres de l'évêque de Québec et de l'archidiacre Coster concernant l'insuffisance des fonds et l'aide qui peut être donnée au clergé dans le Nouveau-Brunswick. Envoie aussi liste de missionnaires invalides et de veuves de missionnaires qui reçoivent des allocations. 251

Extrait d'une lettre de l'évêque de Québec concernant les finances. 252

Liste du clergé du Haut-Canada qui sera payé sur la liste de juillet 1833. 255

Extrait de lettre de l'archidiacre Coster. 257

Liste de pensions payées à même la subvention du parlement à des veuves et à des missionnaires en retraite. 262

7 novembre, Londres. Gould à Stanley. Envoie un plan magnifique et exact de la cité de Québec. Ne pense pas que les frais de gravure pussent être couverts par une vente. Espère en conséquence que Adams recevera l'appui d'un gouvernement libéral. 292

13 novembre, Londres. Gould à Stanley. Demande au nom de la Société Littéraire et Historique de Québec, accès aux documents historiques qui doivent être imprimés par la société, la législature du Bas-Canada ayant voté £300 dans ce but. 293

13 novembre, Londres. Le même à Meyer. Envoie des lettres qui doivent être expédiées. Ne doute pas que Cochran a écrit plus au long. 296

14 novembre, Downing Street. Meyer à Gould. Lettres reçues pour Stanley et Auckland, et envoyées. N'a pas reçu de communication de Cochran, mais aura beaucoup de plaisir à aider dans la recherche de documents historiques. 297

1833.

14 novembre, Dublin. Coghill à Hay. Une députation a été nommée pour se rendre auprès de Stanley au sujet de lettres et documents transmis par le lord maire. Page 310

14 novembre, Mémoire de Stayner sur différents points de l'administration des postes dans l'Amérique Britannique du Nord, la perception et la disposition des fonds, etc. 367

27 novembre, Dublin. Coghill à Hamilton. L'Association Coloniale remercie Hay pour la bienveillance avec laquelle il a accueilli ses idées. Tout ce que l'on demande au secrétaire des Colonies est de dire qu'il donnera à l'association un million d'acres à un prix raisonnable dans les provinces qui seront choisies par une députation et les fonctionnaires du gouvernement de la colonie dans laquelle les terres seront choisies, et aussi que des facilités seront accordées pour obtenir une charte. La députation sera instituée lorsqu'une réponse officielle aura été reçue. Il ne serait pas satisfaisant de conclure pour une étendue de terre sans qu'un rapport ait été fait sur son éligibilité. La nature des renseignements qu'il s'agit d'obtenir. Suggère que, si possible, des terres seront obtenues entre Montréal et les Etats-Unis, ou, si cela contrarie la Compagnie des Terres, on pourrait chercher des terrains sur l'Ottawa, dans le district du centre, à l'ouest de l'établissement de McNab ; mais cela coûterait beaucoup plus cher que d'établir des émigrés dans le Nouveau-Brunswick ou le Bas-Canada. 318

29 novembre, Bath. Hamilton à Hay. Le désir des propriétaires fonciers en Irlande d'établir une association coloniale. L'objet de l'association serait l'avantage de leurs indigents et de leurs fermiers surnuméraires. La manière dont il est question d'assurer ces avantages. 311

3 décembre, Amirauté. Barrow au même. Transmet copies de la correspondance relative aux établissements maritimes sur les lacs : l'Amirauté expose à Stanley l'opportunité d'abolir les établissements. Les dépenses occasionnées par la solde de l'établissement et le gaspillage des munitions périssables. Dans la crainte qu'une fausse impression ne soit créée par le retrait soudain de l'établissement, il a été décidé de cesser seulement de réparer les vaisseaux, et de laisser le commodore sans un second navire, sauf la goélette qui porte son pennon. Il n'est rien résulté de fâcheux de la discontinuation des réparations à la flotte qui, du reste, n'existe plus aujourd'hui. L'exemple, en effet, a été donné par les Etats-Unis, et en le suivant on ferait disparaître une cause de jalousie sans diminuer les moyens de défense qui sont augmentés par la construction du canal Rideau. Comment les lords de l'Amirauté se proposent d'abolir l'établissement, laissant au commodore Barrie des pouvoirs discrétionnaires quant à la disposition des navires et des munitions de guerre. On n'y laissera que le petit nombre de gens nécessaire pour prendre soin des bâtisses. Si Stanley abonde dans ce sens, Barrie recevra des instructions en conséquence. 17

Inclus. Documents relatifs au retrait, avec relevés. 24 à 64

12 décembre, Bath. Hamilton à Hay. Appelle l'attention sur des lettres à lui (Hay) adressées ; ne l'aurait pas fatigué, mais est obligé de retourner en Irlande. 322

30 décembre, Artillerie. Byham au même. Suivant le contrat, le gouvernement avait parfaitement le droit de reprendre la petite partie de la terre de Fraser requise pour le canal. Cependant, vu toutes les circonstances, le conseil de l'artillerie recommande que Fraser soit payé à raison de $15 de l'acre, égal à £25,13.6 pour 7 acres 3 yards et 24 perches, et une concession gratuite de 100 acres de terre. Le Conseil recommande que la petite île vis-à-vis la Chute à Blondeau soit achetée par le gouvernement. Si Stanley consent à ces recommandations, il le prie de prendre des mesures pour les mettre à effet. 144

Inclus. Extrait du contrat de Fraser. 149

Extrait d'une lettre du colonel Nicolas. 150

MÉLANGES, 1833.

(La partie I est paginée de 1 à 238 ; la partie II de 339 à 517.)

Q 211—1-2.

1833.

5 janvier, New-York. — Buchanan à Howick. A reçu et expédié des dépêches à Colborne. Page 33

30 janvier, Eastham. — Crossthwaite à ———. S'informe d'une succession dans le Maryland dont il est l'héritier. 47

31 janvier, Montréal. — Cameron à Howick. Demande la situation de receveur des douanes à Québec. 51

5 février, Vauxhall. — Chapman à Goderich. Envoie lettre qui lui a été donnée avant de quitter le Canada par lord Aylmer, ainsi que brochure mentionnée. Demande une entrevue. 52

11 février, Londres. — Porter et Nelson à Goderich. Envoient pétition de John Howard Kyan demandant une prolongation de ses droits de brevet aux colonies. 514

Incluse. Pétition de Kyan demandant de prolonger aux colonies ses droits de brevet pour un nouveau mode de préserver les substances végétales contre la pourriture. 515

20 février, Londres. — Macgregor à Elliot. Envoie un compte statistique du Bas-Canada. Possède un certain nombre de détails statistiques qui, lorsqu'ils auront été disposés, seront au service d'Elliot. 460

Inclus. Statistique et population du Bas-Canada en 1832. 461

Accroissement naturel de la race française dans le Bas-Canada depuis la conquête. 465

Extrait statistique du rapport de Murray pour 1765. 466

21 février, Londres. — Logan à Goderich. Envoie requête des marchands faisant le commerce canadien, relative à la cause de Stuart, ci-devant procureur général. 440

Incluse. Requête des marchands à l'appui de Stuart, ci-devant procureur général. 441

23 février, Glasgow. — Mackintosh à Goderich. N'aurait pas ennuyé Sa Seigneurie à propos de l'affaire qui s'est passée à Montréal en mai 1832 ; mais il a fait lithographier les documents pour renseigner ses amis, et il en envoie en même temps des exemplaires. 467

Description des documents. 468

Représentation du grand jury. 471

Autres documents. 476

28 février, Québec. — Craig à Christie. Le gouverneur en chef ne juge pas à propos de faire droit à la requête de Christie demandant copie de documents relatifs à son expulsion. 105

28 février, Saint-Jean. — Chipman à Goderich. Remercie pour sa nomination de troisième arbitre au sujet de la division, entre le Haut et le Bas-Canada, des droits perçus dans cette dernière province. 133

5 mars, York. — Evêque (anglican) de Québec au même (personnelle). Il apprend que son traitement a été voté par le parlement impérial. Demande permission de le toucher au moyen d'une lettre de change. 533

15 mars, Québec. — Kerr au même. Oppose une défense aux accusations de l'Assemblée, accusations dont l'auteur est Gugy, son ennemi invétéré, qui a rédigé le rapport du comité et a proposé sa suspension. L'animus de Papineau, et sa détermination de tenir l'accusation suspendue sur sa tête. 410

15 mars, Gaspé. — Christie à Goderich. Se plaint du procédé inconstitutionnel adopté à son égard en le chassant de l'Assemblée, et demande justice. 69

1833.

18 mars, Québec. — Nicolls à Howick. Recommande la cause de John Sedley, dont il envoie la requête demandant une concession de terres. Page 501

Inclus. Requête de John Sedley. Représente ses services et demande une concession de terres. 502

Documents relatifs à la cause de Sedley. 505 à 508

21 mars, Londres. — Littleton à Howick. A transmis une requête de madame Bowden à Goderich, et a de nouveau demandé une réponse lorsque Goderich était malade. Envoie lettre de madame Bawden, et lui demande de voir à la requête. 448

Incluse. Madame Bawden à Littleton. On lui a promis que la pension de sa mère, la veuve du général Monkton décédé en 1804, serait continuée à elle (madame Bawden) ; mais le changement de ministres a empêché la promesse d'être mise à l'effet. Son changement de circonstances la force de demander la gracieuse considération du roi. 449

25 mars, Edimbourg. — Chambers à ———. Publie des travaux sur l'émigration, et désire des renseignements au sujet de concessions de terres dans la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'Ile du Prince-Edouard. 52*a*

25 mars, Londres. — Le lord juge en chef Tindal à Hay. Demande que son frère soit aidé, par des lettres de présentation, à connaître l'étendue des concessions de terres et les conditions auxquelles elles sont faites. 559

26 mars, Londres. — Barrie à Goderich. Appelle l'attention sur le cas de madame Campbell, dont la réclamation pour avoir été employée à cultiver le chanvre a été réglée par le paiement de £1,000, le titre, etc., à la terre concédée. Elle ne peut obtenir la terre, parce que le gouvernement n'a pas la quantité de terres défrichées, et madame Campbell décline l'offre de terres à bois, parce qu'elle n'a pas d'enfants assez en âge pour les défricher. Demande que le gouvernement canadien soit invité à fournir la quantité convenue de terres défrichées, ou à donner l'équivalent en argent. 7

29 mars, Québec. — Mémoire des marchands de Québec contre la prétention des Etats-Unis à la libre navigation du Saint-Laurent. 365

8 avril, Londres. — R. S. M. Bouchette. Pétition demandant la charge de solliciteur général, aujourd'hui vacante par la promotion d'Ogden. 10

19 avril, Londres. — Logan à Stanley. Envoie pétition des marchands faisant le commerce au Canada. 451

Incluse. Une seconde pétition en faveur de Stuart, ci-devant procureur général du Bas-Canada. 452

21 avril, Ardee. — Bridget Keenan à Stanley. Demande qu'il l'aide à obtenir les £40 déposés pour elle dans la banque de Montréal par son frère et sa sœur, décédés à Montréal en 1832. 415

22 avril, Londres. — Prevost à Lefèvre. Envoie des demandes de renseignements venant de la Suisse. 524

Incluses. Questions concernant Gugi (Gugy), qui était shérif à Québec en 1829. Est-il vivant? Est-il marié ou célibataire? Quelle famille a-t-il ? Et quelle est sa situation au point de vue de la fortune ? 525

23 avril, Sherbrooke. — Assemblées publiques en faveur des townships de l'Est. Résolutions favorisant l'obtention d'une charte pour la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. 18

23 avril, Bristol. — Nixon à Stanley. Demande des renseignements sur la concession de Robert Campbell, s'il est encore vivant et où il demeure—pour l'avantage de sa fille. 509

25 avril, Manor Hamilton. — Pétition de Brian Gaffeny, demandant que des instructions soient données à l'effet qu'il reçoive la somme laissée par son frère qui, avec sa femme et ses quatre enfants, est mort du choléra à Québec. 370

20 avril, Boulogne. — Campbell à Hay. Se plaint de la conduite du consul Hamilton, qui fait payer à ceux qui reçoivent des lettres affranchies le plein prix de port. 53

1833.
1er mai. Pétition de Madame McKay, veuve de William Mackay, surintendant des affaires des sauvages dans le district de Montréal, demandant secours. Page 480

21 mai, Amherstburg. Evêque (anglican) de Québec à Stanley (personnelle). Les difficultés qui existaient ont empêché la division du diocèse. Goderich a écrit que le diocèse peut être divisé si des arrangements pécuniaires convenables peuvent être faits. Les dispositions que l'évêque propose de prendre à cet effet en ajoutant au suffragant les offices d'archidiacre et de recteur de Québec. 534

Incluse. Goderich à l'évêque de Québec. A cause d'obstacles qui se trouvent dans la voie, il ne peut mettre les recommandations de l'évêque à effet. 538

24 mai, New-York. Buchanan à Hay. L'augmentation de l'émigration au Haut-Canada par voie de New-York a considérablement ajouté à ses travaux, et il a dû prendre un autre commis. Demande pour ce commis un salaire qui, avec les dépenses casuelles, s'élèvera à £200 par année, somme qui couvrira à peine les dépenses. 34

27 mai, Cobden. Mackintosh à Hay. Serait aise de connaître la décision prise relativement à sa réclamation et à celle du capitaine Temple pour les frais judiciaires payés par eux pour les troupes appelées à réprimer l'émeute à Montréal en mai 1832. 483

27 mai, Clonmel. Pétition de Thomas Moylan au sujet de la propriété de son frère, James Moylan, dont il est le seul frère survivant. 485

14 juin, Londres. Jeffery à Hay. Demande renseignement au sujet d'un acte qu'on dit avoir été exécuté par sir William Alexander en juin 1639 de certains territoires dans New-York et Long-Island. 408

(Sir William Alexander le premier lord Sterling est mort le 12 de février 1839, c'est-à-dire suivant la coutume moderne 1640, ce qu'il ne faut pas oublier dans une cause de cette nature. Il paraît évident qu'en 1639 lord Sterling essayait de mettre de l'ordre dans ses affaires financières, qui étaient devenues très embarrassées.)

15 juin, Londres. Mandelsloh à Stanley. Expose le cas de Mandelsloh, et demande que des mesures soient prises pour amener le frère survivant à rendre compte de la propriété du défunt. 486

15 juin, Londres. Green à Stanley. Se plaint de ce qui s'est passé à la quarantaine de la Grosse-Ile à l'arrivée de la *Caroline.* 372

20 juin, Gaspé. Christie à Stanley. Fait allusion à la lettre du 15 mars, et se plaint de ce qu'Aylmer a approuvé la conduite inconstitutionnelle de l'Assemblée, qui l'a chassé, en conséquence de quoi il a décidé de se retirer de la lutte contre l'inconstitutionnalité de l'Assemblée, soutenue comme elle l'a été par Aylmer. Discute très longuement sur ce point. 72

20 juin, Londres. Hume à Lefèvre. Demande pourquoi les documents canadiens n'ont pas été, tel que promis, déposés à la Chambre. 404

25 juin, Gaspé. Christie à Stanley. Se plaint de l'abolition de la charge de président des sessions trimestrielles, pour l'acceptation de laquelle il s'était démis d'autres emplois. Le paiement des arrérages qui lui étaient dus a été refusé par l'Assemblée, et il a été payé en terres. Demande compensation, soit par sa nomination à une autre charge, ou par rémunération en terres. 106

3 juillet, Ennistymon. Pétition de Anne Nugent au sujet de sommes d'argent qui lui ont été laissées par son oncle en Maryland. 510

6 juillet, New-Cross. Adams à Hay. Sa condition malheureuse; il n'a pu se faire une situation permanente. Envoie des documents pour établir ses principes; demande un emploi dans les colonies. Sa compétence. 3

15 juillet, Gaspé. Christie à Stanley. Envoie copie de résolutions adoptées dans une assemblée à Malbay au sujet des résolutions de l'Assemblée le concernant. 110

1833.

Incluse. Copie des résolutions dont le préambule déclare que les prétendues résolutions de Malbay publiées dans la *Gazette* de Neilson sont des faussetés ayant pour objet de dénaturer les sentiments du pays sur les procédures arbitraires et inconstitutionnelles de l'Assemblée. Page 114

17 juillet, Dublin. Catherine Travers à Stanley. Demande à savoir comment elle pourrait recevoir l'argent qui lui a été laissé par le testament de son frère. Se plaint du long retard d'une lettre envoyée à Québec le 29 septembre dernier et à laquelle réponse n'a pas été reçue. 560

20 juillet, Londres. Brooks à Hay. Appelle l'attention sur une pétition du Bas-Canada en faveur de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. 19

20 juillet, New-York. Buchanan à New-York. La mauvaise santé constante de son frère, agent d'émigration à Québec. Demande que son neveu, fils de l'écrivain, soit associé à l'agent, afin que, s'il est absent, l'ouvrage puisse être fait. La nomination n'augmenterait pas le salaire. Raisons à l'appui de la requête. 37

25 juillet, Saint-Jean. Chipman à Stanley. Les arbitres entre le Haut et le Bas-Canada se sont réunis le 12 juin et se sont entendus sur une sentence, l'arbitre du Bas-Canada dissident. L'arbitrage, nonobstant, a été conduit avec une bonne volonté et une harmonie parfaites. 134

Inclus. Liste des documents relatifs à l'arbitrage. 136

Représentation par l'arbitrage du Bas-Canada. 137

Observations sur la proportion des impôts à être accordés au Haut-Canada. 148

Réponse de l'arbitre du Haut-Canada. 157

Réponse de l'arbitre du Bas-Canada. 168

Réplique par l'arbitre du Haut-Canada. 198

Rapport à lord Aylmer par l'arbitre du Bas-Canada. 211

Autres documents jusqu'à page 333

Sentence arbitrale. 334

4 août, Calais. Marshall à Hay. En faveur de son gendre récemment établi près de Sorel. 487

5 août, Québec. Pétition de Morris Simpson, exposant ses services et ses pertes et ceux de son père, et demandant indemnité. 545

5 août, Londres. Gibbs à Ripon. Représentant la culture du chanvre, et son habileté à fabriquer une machine pour le préparer pour les fabricants. Demande un emprunt et une terre pour se mettre à l'œuvre. 376

17 août, Ardee. Bridget Keegan à Stanley. Renouvelle sa requête demandant assistance pour obtenir les £40 laissés à Montréal pour elle par son frère et sa sœur. 416

23 août, Londres. Cobbett à Sanley. Envoie pétition d'une personne de Baltimore au sujet du gaspillage des deniers publics en Canada. Devra présenter la pétition à la Chambre des Communes. 63

26 août, Thomard. MacMahon au secrétaire des Colonies. A reçu lettre de Hay relative aux colonies australiennes au lieu de concernant un passage à son cousin aujourd'hui près de New-York. 488

20 septembre, Lochaber, McLean à Stanley. Demande une concession de terre pour remplacer celle qui a été annulée pour des raisons techniques; il a servi dans la milice incorporée du Bas-Canada. 494

22 septembre, Gaspé. Christie au même. Renouvelle sa plainte de l'injustice qui lui a été faite par son exclusion de l'Assemblée pour prétendue violation des privilèges de celle-ci. Une explication complète se trouve dans des documents précédemment transmis. 129

25 septembre, Manchester. Requête de John Thomson. Demande paiement d'un petit solde dépensé pour effectuer l'évasion d'officiers anglais emprisonnés comme ôtages. Sans une urgente nécessité, il ne demanderait pas le remboursement d'une somme aussi faible que celle de £70. Les motifs qui l'ont

1833.

fait travailler à l'évasion des prisonniers. Un P.S. rend compte de la manière dont il a été traité à Baltimore au commencement de la guerre. Page 562

2 octobre, Dublin. Crooks à Stanley. Envoie un calcul pour démontrer l'inégalité des droits imposés sur la planche et le bois de construction du Canada, les plus grandes longueurs ne payant pas plus que les plus courtes. 64

Inclus. Calcul. 67

4 octobre, Lambeth. Dallas au sous-secrétaire. Fait rapport qu'il a demandé à l'exécuteur une part du legs pour le frère de sa femme résidant à Montréal, et qu'il a été refusé. Demande que l'affaire soit tirée au clair. Envoie documents. 340

8 octobre, Londres. Macdougall à Lefèvre. A reçu dépêches pour Aylmer et Colborne, et va remplir les instructions qui les concernent. 490

15 octobre, Yarmouth. Shannon à Hay. Le terrain qu'il propose (*sic*) n'appartient pas à la Couronne, mais fait partie d'une propriété particulière déjà achetée sur une étendue de plusieurs milliers d'acres. 544

22 octobre, Londres. Pétition de A. G. Douglas demandant qu'une allocation de quelques années soit faite à ses sœurs à même la pension de leur mère, ce qui lui permettrait de sortir de ses embarras. 342

La pétition est précédée d'une note de Earle, à l'effet que sir R. d'Urban savait que les services de Douglas seraient attestés par Kempt. 341

Déclaration (en français) de A. G. Douglas. 344

22 octobre, Londres. Gillespie à Stanley. Envoie extrait d'une lettre d'un membre du Conseil du Canada, qui dit que le but de la faction opposée au gouvernement britannique est de produire une collision entre le militaire et la population, afin de capter les sentiments des habitants satisfaits et paisibles. Comment des tentatives sont faites pour irriter les magistrats. Les discours de Papineau aux écoles de campagne ont la même tendance. Plusieurs des adhérents de Papineau l'ont abandonné, étant devenus alarmés en voyant l'état du sentiment public; mais D. B. Viger et Bourdages consacrent leur temps à semer la révolte dans l'esprit de la jeunesse de la province. Cite des exemples pour montrer que le parti ne sommeille pas. L'opportunité de refuser de sanctionner l'acte constituant le collège de Saint-Hyacinthe en corporation. Si l'on a en vue la réunion des provinces et l'annexion de Montréal au Haut-Canada, l'ancien procureur général peut donner des renseignements précieux. Il (Gillespie) espère que l'extrait recevra attention, et que des moyens seront pris pour fortifier l'Exécutif. 380

26 octobre, Exeter. Farrant à Stanley. S'excuse d'avoir demandé une situation déjà occupée. Demande qu'on lui donne la chance d'être nommé à un autre emploi qui pourrait lui convenir. 368

29 octobre, Londres. Knowles à Hay. Une boîte de dépêches est à bord de l'*Asia*, dans les Antilles, et sera délivrée à son ordre (de Hay). 417

(?) octobre, Manchester. Thomson à Stanley. Avait espéré que, en ne se montrant pas importum, sa réclamation recevrait considération immédiatement. C'est la nécessité seulement qui le force à demander le solde qui lui est dû. 567

4 novembre, Londres. Logan à Hay. Les marchands faisant commerce au Canada avaient reçu de Stanley la promesse d'une réponse à leur requête, et ils y comptaient en toute confiance, convaincus que l'intérêt public était en jeu dans cette affaire. Ils sollicitent l'atteniion de Stanley pour leur pétition, et une députation va se rendre auprès de lui pour mieux exposer leurs idées, si ce mode de communication est jugé nécessaire ou convenable. 455

8 novembre, Lambeth. Requête de Burton, missionnaire en Bas-Canada, demandant une allocation de retraite. 20

Inclus. Certificats fournis par Burton. 22 à 26

1833.

9 novembre, Brighton. Taylor à Stanley. Le roi désire que la lettre de A. G. Taylor soit renvoyée pour telle réponse qu'elle peut exiger. Le roi ne connaît rien de l'affaire. Page 570

Incluse. Douglas à Taylor. La mort de madame Douglas lui vaut une grande réforme. Sa pension finit avec elle. Ne demande pas que cette pension retourne à sa fille, excepté comme faveur. Sollicite la protection de Taylor dans les présentes circonstances, la Trésorerie ayant refusé la prière de sa pétition. 571

11 novembre, Paris. MacGregor à Stanley. A visité divers pays pour recueillir des renseignements statistiques, et, désirant maintenant rester à Paris pour compléter ses recherches, il demande une lettre de présentation à lord Grenville. 491

14 novembre, Londres. Logan à Hay. Demande réponse à lettre du 4 du courant. 458

19 novembre, Londres. Gillespie à Stanley. Espère qu'il sera apporté remède au malheureux état des affaires dans le Bas-Canada, que les renseignements qu'il envoie seront mis a profit avant que la violence ne soit employée, et qu'on adoptera une mesure par laquelle la population loyale pourra être unie à celle de la province d'en haut. 387

Inclus. Extrait d'une lettre de Montréal. Son auteur préfère l'annexion de Montréal au Haut-Canada à l'union des deux provinces ; il ne doute pas que la question sera sagement résolue par Stanley et par Ellice s'ils consacrent suffisamment de temps à l'étudier, mais c'est à défaut d'investigations nécessaires que le ministère des colonies en arrive parfois à des décisions mal avisées. Les affaires ne peuvent sans grand danger rester en l'état où elles sont dans le Bas-Canada, et si l'on décide pour l'union, pourquoi serait-elle retardée au delà du temps nécessaire à l'étude des détails? 388

19 novembre, Londres. Kerr à Stanley. Avec permission, envoie copie d'un mémoire. 418

Inclus. Un court mémoire sur les situations publiques dans le Bas-Canada occupées par le juge Kerr, avec date de sa nomination à ces postes, et arrestations. 419

Annexe. Copies de lettres mentionnées dans le mémoire. 425

21 novembre, Londres. A. G. Douglas à Stanley. Ayant reçu une lettre de Hay à l'effet qu'on ne pouvait obtemporer à ses désirs. Fait appel à Stanley de lui accorder la justice qu'il demande. 357

28 novembre, Canterbury. Stewart au secrétaire de la Guerre. Ayant été retenu comme ôtage par les Etats-Unis, il désire savoir quel châtiment ont reçu les hommes pour lesquels lui et les autres ont été retenus comme ôtages, afin qu'il puisse les mentionner dans le livre qu'il écrit sur sa captivité et son évasion. 554

30 novembre, New-York. Thomas à Stanley. Envoie le prospectus d'un journal qu'il est question d'établir à Québec sur les principes avancés dans ce prospectus. L'esprit des journaux anti-ministériels. Les lacunes, sous ce rapport, de la presse gouvernementale. Il ne demande pas que le *True Canadian Patriot* soit officiel, mais que le gouvernement lui donne l'appui qu'il lui plaira. 373

2 décembre, Londres. Birmie à Hay. Désire des renseignements sur une concession de terre en Canada donnée à son oncle le lieutenant James McDonald. 30

4 décembre, Dunse. Home au même. Demande des renseignements au sujet de concessions de terrains faites à des officiers pendant la révolution américaine. Fait connaître ses services et la cause du retard mis à sa demande. 407

4 décembre, Québec. James George à sir Hilgrave Turner. Appelle encore l'attention sur un nouveau système de cavalerie. Le capitaine Alexander lui a appris que l'adjudant général l'approuvait hautemant et que lui, Alexander, avait livré à la Trésorerie une requête demandant de l'aider pour utiliser les vastes ressources du pays. Demande qu'un mémoire sur le commerce de bois, qu'il espère n'avoir pas été envoyé irrégulièrement à ses soins,

1833.

sera reçu avec faveur. Si ce mémoire ne peut être déposé devant le Conseil privé, il demande qu'il soit envoyé, avec la lettre, au secrétaire des Colonies. Page 392

Inclus. Mémoire concernant le commerce de bois de l'Amérique Britannique du Nord. 396

6 décembre, Manchester. Mémoire de Shawcross demandant à savoir comment il devra prendre possession des biens, à Québec et en Jamaïque, qui ont été laissés à son frère, dont il est l'agent. 557

7 décembre, New-York. Buchanan à——— (personnelle). Envoie projet ayant pour but de faire disparaître les miséreux et d'alléger ainsi un fardeau. Recommande l'achat d'une propriété de 400 acres près d'Oxford, sur la Thames (Canada), dans le but de mettre le projet à l'épreuve. 40

9 décembre, New-York. Moore à Hay. Envoie connaissement pour une caisse expédiée par ordre de Vaughan. 493

16 décembre, New-York. Buchanan à Stanley. En envoyant son projet, a omis d'y joindre les questions. Il expédie aujourd'hui. 43

Incluses. Questions adressées à des établissements de miséreux dans les Etats de New-York et du Connecticut à l'époque qu'il en a visité plusieurs. 44

16 décembre, Londres. Grant à Hay. Demande renseignement sur Angus Cameron, arpenteur dans l'Amérique du Nord. 402

23 décembre, Fort Holly. Weldon à Stanley. Il désire émigrer dans l'Amérique du Nord et a hâte d'avoir des renseignements authentiques sur la manière d'obtenir un emploi du gouvernement en qualité de clergyman. 577

26 décembre, Lochaber. McLean à Stanley. Aylmer ayant refusé de transmettre sa lettre du 20 décembre pour la raison qu'il ne pouvait pas envoyer une seconde requête sur un sujet déjà examiné, il l'envoie directement. Demande avec instance que sa requête soit accordée, vu son extrême misère. 498

26 décembre, Bristol. Nixon au même. Remercie pour renseignements au sujet du capitaine Campbell. 513

Pas de date. Buchanan à Hay (personnelle). A transmis copie de lettre à Bolton, agent du comte de Derby, au sujet d'émigrants arrivés de Limerick quelques jours auparavant. Stanley étant intéressé à ces émigrants, la lettre à Bolton a été envoyée non cachetée, afin qu'il pût la transmettre après en avoir pris connaissance. Détails concernant les émigrants, etc. 13

Requête de Mme E. G. Bawden, seul enfant survivante de feu le lieutenant général Monkton. Avait espéré que la pension de sa mère lui aurait été continuée; demande secours et une concession de terres. 27

Requête de William et de Francis Holmes Coffin, faisant connaître les services et les pertes de leur père, et demandant leur part de la compensation qui a été donnée. 56

Inclus. Extrait d'un rapport du comité général du conseil sur la pétition de John Coffin.

Lord Elrington à———. Son intérêt à Christie. Demande que des lettres pour Aylmer et Christie soient envoyées à Karslake. 359

Inclus. Karslake à Elrington. Tentative infructueuse de Christie de rendre la rivière Medway navigable; perte de sa fortune dans ses efforts. Il se rend au Canada. Demande lettres de recommandation de Stanley à Aylmer et Colborne. 360

Parkin à Stanley. Est prêt à accepter une nomination à Ceylon, Nouvelle-Galles du Sud, Terre de Van Dieman ou au Cap de Bonne-Espérance, si elle n'est pas très subordonnée, ou il accepterait une nomination ecclésiastique en Angleterre. 526

Requête de Christian Smith demandant un certificat de décès de son mari, mort à Montréal le 20 juin 1832. 542

LETTRES DU PROCUREUR GÉNÉRAL STUART, 1831 à 1833.

Q.—212—1—2 -3—4—5.

Ce volume, divisé en cinq parties, contient les accusations contre Stuart et ses réponses ; à cause de leur nature et de leur longueur, il est impossible de les résumer dans un espace raisonnable.

COMPAGNIE BRITANNIQUE-AMÉRICAINE DES TERRES, 1832, 1833.

Q. 213.

1832. 12 février, Londres, — Galt à Goderich. Transmet copie d'un rapport d'une assemblée publique où il a été décidé d'établir la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. Page 1

Inclus. Rapport.

Assemblée dans laquelle le rapport a été adopté. 11

Prospectus. 15

24 février, Londres. — Galt à Goderich. Désire savoir quand il lui conviendra de recevoir une députation. 18

24 février, Londres. — Galt à Goderich. A envoyé rapport et prospectus de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. La liste de souscription est si avancée qu'une députation a été chargée de se rendre auprès de Sa Seigneurie pour s'assurer de l'opinion du gouvernement. La compagnie se propose de commencer d'abord dans les townships de l'Est, mais elle ne désire pas s'engager envers un district particulier. Ses paiements annuels peuvent être affectés à un fonds pour l'émigration, et, quoi qu'il serait de l'avantage de la compagnie de rendre ses terres aussi accessibles que possible, cependant il y a des palais de justice, des maisons d'école, des ponts, etc., strictement publics, auxquels une partie des paiements de la compagnie pourrait être appliquée. Si Sa Seigneurie désire plus amples renseignements, elle est priée de le signifier. 3

7 mars, Londres. — Le même au même. Les conditions relatives aux paiements des terres et à l'application d'une partie de ces paiements à des améliorations sont sortis satisfaisantes. Tant que les réserves du clergé n'auront pas été vendues, elles seront une cause de mécontentement. 19

Aperçu de ce que la Compagnie Britannique-Américaine des Terres peut avoir besoin. 21

24 mars, Londres. — Galt à Goderich. Le comité de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres désire avoir la lettre que Sa Seigneurie a promise sur le point débattu avec la députation. 24

30 mars, Londres. — Le même à Howick. Le comité de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres est satisfait de la liberté donnée à la compagnie de faire commerce pour les terres de la Couronne et les réserves du clergé, mais regrette que Goderich ait fixé deux ans au lieu de cinq pour les évaluations, car même au bout de cinq ans l'évaluation ne peut être que théorique. 25

6 avril, Londres. — Le même au même. Les actionnaires de la Compagnie Britannique-américaine des Terres ont, à une assemblée, montré une telle détermination d'obtenir une extension de temps pour l'évaluation, qu'ils ont délégué une députation auprès de Goderich. Désire savoir quand il lui conviendra de recevoir la députation. 27

9 avri Londres. — Le même au même. Envoie copie du rapport du comité provisoire de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. 28

Inclus. Rapport. 29

1832.

Résolution de l'assemblée des actionnaires à l'effet que le rapport soit adopté, mais ils considèrent que l'espace de temps fixé pour l'évaluation est trop restreint et qu'il devrait être prolongé. Page 40

11 avril, Londres. Galt à Howick. Au lieu d'évaluations successives, ainsi que proposé, les actionnaires préféreraient prendre une quantité spécifique de terres à un prix donné, et il fait l'offre, sujette à ratification, d'acheter 500,000 acres à trois shellings l'acre, avec trois termes de paiement. Propose de conférer sur les points qui demandent explication. 41

12 avril, Londres. Le même au même. Ne peut réunir pour samedi une assemblée devant choisir une députation, mais il ira le voir ce jour-là pour se faire expliquer les conditions proposées, lesquelles sont si différentes de celle qu'il (Galt) avait été autorisé à faire. 44

16 avril, Londres. Le même au même. Propositions faites par la Compagnie Britannique-Américaine des Terres pour l'acquisition de terres, sur des points qui n'étaient pas satisfaisants auparavant. 45

Note de l'entretien entre Howick et Galt. 47

Copie de la note de Howick à Galt. 49

18 avril, Londres. Galt à Howick. Comme le gouvernement ne serait pas sous le contrôle du comité de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres pour l'application d'une moitié du prix d'achat, le comité a abandonné la proposition, ainsi qu'en font foi les résolutions incluses. 50

Incluses. Résolutions. 51

28 avril, Londres. Galt à Howick. A préparé des titres du contrat proposé avec la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. Rappelant le délai au sujet des négociations avec la Compagnie du Canada, il suggère que les minutes soient l'objet d'une étude particulière avant de devenir officielle. 52

Incluses. Minutes du contrat. 54

5 mai, Londres. Galt à Howick. Les actionnaires ayant consenti aux conditions énoncées dans la lettre de Sa Seigneurie, avis a été donné de l'intention de demander une charte au parlement. 63

16 avril, Londres. Le même au même. Envoie exemplaire du bill constituant en corporation la compagnie des Terres. 64

Inclus. Exemplaire du bill. 65 à 103

24 mai, Londres. Galt à Howick. Il y a quelques objections techniques au bill concernant la Compagnie Britannique-Américaine des Terres, et on l'a prié de demander qu'une entrevue soit accordée à une députation. Lundi serait le jour qui conviendrait le mieux. 104

31 mai, Londres. Demande une entrevue avec Goderich, suivant requête antérieure. 105

4 juin, Londres. Le même au même. Le but des directeurs de la Compagnie-Britannique-Américaine des Terres en voulant une entrevue, est de connaître au juste l'obstacle qui a surgi contre la présentation du bill auquel le gouvernement avait promis de ne pas s'opposer, car sans information il sera difficile de donner des explications aux actionnaires. 106

9 juin, Londres. Le même au même. Aussitôt qu'ils auront arrêté la ligne de conduite à suivre, les directeurs communiqueront leur décision. 108

28 juin, Londres. Le même au même. Vu les circonstances mentionnées, les directeurs de la Compagnie des Terres suspendront leurs procédures parlementaires et demanderont une charte; une copie de celle proposée est transmise. 109

30 juin, Londres. Le même au même. Pour sauver du temps, demande une entrevue au sujet du contrat pour la Compagnie des Terres. 11

30 juillet, Londres. Le même au même. Soumet à l'examen de Goderich la charte proposée de la Compagnie des Terres; lorsqu'elle sera finalement approuvée par Goderich, elle sera soumise aux actionnaires avant d'être grossoyée. 11

Incluse. Charte proposée de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. 11

1832.
18 août, Londres. Gould à Goderich. A l'approche de l'entrevue, envoie des notes sur la charte proposée, concernant le capital et le but de la compagnie, la quantité des terres et le prix qui, une fois fixé, devra être, selon le désir des directeurs, le prix minimum auquel les terres devront être vendues à d'autres compagnies ou à des particuliers. Page 160

24 août, Londres. Galt au même. Les directeurs regrettent que le gouvernement s'en tiennent à la détermination exprimée dans la lettre de Howick du 23 avril. Les circonstances changées leur avaient fait espérer plus d'indulgence. Les directeurs se voient forcés d'abandonner le projet, qu'ils ne peuvent poursuivre excepté à des conditions qu'ils puissent concilier avec leur jugement. Transmet des propositions modifiées. Les parties citées sont celles qui ont été acceptées. En outre, de limiter leurs opérations d'abord au Bas-Canada, et de ne pas commencer dans les autres provinces sans le consentement du roi en conseil. Au lieu de 500,000 acres à un prix indéterminé payable en dix ans, ils proposaient de prendre dans les parties arpentées de la province 1,000,000 d'acres à trois shillings, cours de Halifax, payable en quinze ans par versements, et 500,000 dans les parties non arpentées ou dans une autre province. Un règlement est demandé avec instance, vu que le retard est très coûteux. 167

25 août, Londres. Le même à Howick. Envoie lettre contenant des matières d'un intérêt vital pour la compagnie, sur l'autorité d'une lettre de Viger à l'effet qu'une charte a été réfusée à la compagnie. Suppose que ceci peut être expliqué, et présume que la nouvelle a trait à l'acte du parlement et non à la charte. 171

Inclus. Extrait d'un journal français. 172

31 août, Londres. Galt à Howick. Les directeurs ne peuvent souscrire aux conditions de la lettre du 23 avril au sujet de laisser les autorités locales fixer les prix. Ils offrent trois schellings sterling de l'acre pour 500,000 acres et pour le terrain aux termes de la lettre du 23 avril. 173

7 septembre, Londres. Galt à Howick. Les directeurs sont surpris d'entendre Sa Seigneurie dire que les renseignements manquent pour démontrer qu'il y a dans le Bas-Canada assez de terres qui pourraient être avantageusement vendues à la compagnie ; on avait pensé que le rapport de Richard et l'opinion de l'arpenteur général suffisaient. La condition et le prix étaient arrêtés, et il ne restait plus rien qui ne pût être facilement réglé. Les directeurs croient que l'offre est très avantageuse pour le gouvernement, simplement comme transaction commerciale, et ils espèrent que Sa Seigneurie, en considération de son utilité publique, se rendra, si possible, à leur raisonnable requête. 175

Inclus. Documents qui peuvent aider à déterminer un prix de gros pour des terres en Bas-Canada. 179

17 septembre, Londres. Gould à Howick. Le désir d'améliorer les deux Canadas ; l'effort pour établir la Compagnie des Terres qui ne peut être appuyée à moins qu'il n'y ait un profit sur les placements. Le rapport décourageant envoyé par Viger et grâce auquel la compagnie a perdu l'appui pécuniaire de tous les actionnaires en Canada, particulièrement au temps où l'on a laissé les fausses représentations de Viger faire leur œuvre. Ne pense pas que 500,000 acres suffisent comme champ d'action pour une entreprise comme celle-là; mais il est disposé à essayer, plutôt que de renoncer à l'espoir de sa grande utilité, car l'émigration ne peut être arrêtée. L'émigrant, espère-t-il, restera sujet britannique et consommateur de marchandises britanniques, et cela mérite la plus haute considération du gouvernement. 183

22 septembre, Londres. Galt au même. Les directeurs de la Compagnie des Terres ne cherchent pas la controverse. La différence entre eux et Goderich paraît résider dans le fait qu'il pense qu'ils offraient des lots détachés au lieu de blocs de terres qui sont d'une dimension indéfinie, les lots étant jugés être de

1832. 200 acres chacun. Leur offre comporte 500,000 acres en un ou plusieurs blocs aussi contigus que possible. Page 188

Inclus. Carte des comtés de Drummond, Mégantic, Shefford, Sherbrooke et Stanstead. 191

Etat statistique des townships de l'Est. 192

Particularités relatives aux townships dans les comtés énumérés, savoir,

	Page.
Mégantic	194
Drummond	196
Sherbrooke	198
Shefford	200
Stanstead	201
Nicolet	202

22 septembre, Londres. Galt à Howick. Appelle l'attention sur une expression que Goderich ne peut admettre l'exactitude de son assertion (à Galt). Documents d'Ellice conservés comme preuve de sa véracité. Ellice servant d'intermédiaire. 203

5 novembre, Montréal. Extrait d'une lettre. Inclus dans Gould à Goderich, 10 décembre 1832.

9 novembre, Londres. Galt à Howick. Les directeurs regrettent que Goderich ne croit pas devoir fixer le prix à Londres. Ils proposent un arbitrage et demandent une entrevue. 206

29 novembre, Londres. Le même au même. Appelle l'attention sur une requête demandant une entrevue, requête à laquelle il n'a pas été répondu. 209

8 décembre, Londres. Le même au même. Les directeurs regrettent que les affaires publiques empêchent l'entrevue; ils regrettent aussi qu'autant de temps ait été perdu en négociations infructueuses, car ils avaient espéré que les renseignements donnés auraient décidé Goderich à faire fixer le prix des terres par Downing Street. Les directeurs ne convoqueront pas une assemblée des actionnaires avant de savoir ce qu'ils peuvent attendre de la Chambre d'Assemblée. 210

10 décembre, Londres. Gould à Goderich. Envoie extrait d'une lettre de Québec qui s'accorde d'opinion avec deux lettres qui ont paru dans le *Morning Herald.* Regrette qu'il y ait une apparence que la Compagnie Britannique-Américaine des Terres se dissolve, car cela sera fait avec la plus grande répugnance par les directeurs. Il serait prématuré de parler de l'ouverture de la navigation du Saint-Laurent aux Etats-Unis. 213

Inclus. Extrait d'une lettre, datée Montréal, 5 novembre 1832, faisant voir le danger de laisser à l'autorité dans le Bas-Canada l'évaluation des terres pour lesquelles la Compagnie Britannique-Américaine est en négociation. 216

1833.

16 janvier, Québec. Extrait de lettre. Inclus dans Gould à Howick, sans date.

15 février, Londres. Reid à Howick. Demande à Sa Seigneurie de recevoir une députation au sujet de l'état présent de la compagnie. 221

18 février, Londres. Le même au même. Lettre de Sa Seigneurie du 16, reçue aujourd'hui seulement. La députation ne peut être prête à temps, et il demande en conséquence de fixer un autre jour. 222

21 février, Londres. Le même au même. Soumet, au nom des directeurs, les propositions pour l'achat de terres et de réserves de la Couronne à être évaluées par les autorités du Bas-Canada, les directeurs ayant le choix d'accepter ou de rejeter les terres à l'évaluation ainsi fixée. 223

5 mars, Downing Street. Howick à Reid. Inclus dans résolutions d'un comité, 29 juillet 1833.

8 mars, Londres. Reid à Howick. Les actionnaires de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres accèdent aux termes de la lettre de Sa Seigneurie du 5. 230

1832.

3 avril, Londres. Reid à Lefèvre. Relativement à l'acceptation des termes de la lettre de Howick du 5 du courant, les directeurs désirent savoir si le gouverneur du Bas-Canada a été appelé à faire rapport. 231

26 juillet, Londres. Le même à Hay. Maintenant que le gouvernement est en possession de tous les détails, les directeurs de la Compagnie des Terres demandent une entrevue, afin de voir s'il est possible d'en arriver à un arrangement équitable. 232

29 juillet, Londres. Résolutions d'un comité des directeurs de la Compagnie des Terres. Il ne peut recommander aux directeurs d'accepter l'offre de Stanley, le terrain n'étant pas situé où on le pensait. Pour se rapprocher aussi près que possible des vues de la compagnie, le comité recommande que les directeurs tâchent d'obtenir toutes les réserves de la Couronne et d'autres terres arpentées de la Couronne s'élevant à près de 495,000 acres, ainsi que les 500,000 offertes dans la lettre de Stanley. 233

Terres appartenant à la Couronne dans les townships de l'Est. 236

Howick à Reid. Le gouverneur du Bas-Canada sera appelé à faire rapport sans délai sur la partie des terres qui peut être vendue à la compagnie et à quel prix. 238

17 août, Londres. Reid à Earle. Envoie des documents auxquels il sera référé à l'entrevue avec Stanley. 241

Inclus. Inventaire de documents. 243

Notes pour aider à fixer un prix pour des réserves de la Couronne et pour des terres publiques non arpentées dans certains comtés. 245

Tableau de la population des townships contenus dans certains comtés, et des prix fixés par le commissaire des terres de la Couronne. 247

Esquisse des townships de l'Est dans certains townships. 254

24 août, Londres. Reid à Lefèvre. Les directeurs de la Compagnie des Terres acceptent l'offre de Stanley, sujet à la satisfaction des actionnaires. Envoie des notes pour lesquelles il demande favorable considération. Les directeurs demandent : 1° qu'une période plus courte que deux ans soit indiquée, pendant laquelle le gouvernement pourrait réserver des lots de ville ; 2° que l'achat ne devrait pas être mélangé avec les réserves du clergé ; 3° de rendre plus claire la condition relative à la construction de travaux publics ; 4° que l'exigence d'un intérêt devrait être abandonnée ; 5° au sujet de la garantie pour le paiement des terres, tout le capital sera engagé pour l'exécution du contrat. Autres considérations. 255

19 septembre, Londres. Reid à Lefèvre. Envoie mémoire proposé dans lequel est incorporé le contrat pour la vente par le gouvernement à la compagnie. Les directeurs proposent que, lorsqu'on se sera finalement entendu sur le mémoire, il soit soumis à une assemblée générale des actionnaires. Le capital se compose de 6,000 parts de £50 chacune, toutes prises ; un dépôt de £3 a été payé sur chaque part. 264

Inclus. Copie du contrat. 266

Plan des divers comtés. 268

Variations dans le contrat. 270

28 septembre, Londres. Reid à Hay. Le mémoire proposé a été envoyé au ministère des Colonies il y a une semaine environ. Les directeurs attendent avec hâte une réponse. 274

2 novembre, Londres. Le même au même. Le mémoire a été reçu avec modifications. Le renvoie avec suggestions et observations. 275

4 décembre, Londres. Le même au même. A une assemblée générale des actionnaires, la vente, suivant le mémoire, a été acceptée. Deux copies du contrat, signées, ont été envoyées pour être exécutées par Stanley. 276

25 décembre, Londres. Gould à Stanley. Envoie charte proposée, avec observations. 277

Pas de date. Gould à Howick. Envoie une longue lettre, qui vient d'être reçue, sur la compagnie Britannique-Américaine des Terres. 226

Inclus. Extrait d'une lettre de Québec, datée le 16 janvier 1833. Désappointement à l'idée que la Compagnie Britannique-Américaine ne commence pas les opérations. L'idée que l'on se fait de ses avantages dans les townships de l'Est. Page 228

Pétition des habitants des townships de l'Est en faveur de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. 280

(Une pétition semblable a été envoyée par les habitants de Québec).

(LETTRES DE M. VIGER, 1831 À 1833.

(La partie I est paginée de 1 à 264, la partie II de 265 à 523, la partie III de 524 à 748, la partie IV de 749 à 996, la partie V de 997 à 1227, la partie VI de 1228 à 1521, la partie VII de 1522 à 1753, la partie VIII de 1754 à 1957.)

Q. 214.—1-2-3-4-5-6-7-8.

1831. 11 juillet, Londres. Viger à Goderich. Récapitule ce qui s'est passé dans la dernière entrevue au sujet de certaines pétitions, et en demande une autre pour examiner deux nouvelles pétitions, celle particulièrement qui concerne le procureur général. 5

21 juillet, Londres. " Considérations relatives à la pétition contre M. le Procureur Général du Bas-Canada ", un long argument à l'appui des accusations portées contre le procureur général Stuart. 8

Lettre, portant la même date, relative aux considérations ci-dessus. 24

19 août, Londres. Viger à Goderich. A reçu la lettre de Sa Seigneurie. Mettra toute diligence à répondre à la défense de Stuart. 27

23 août, Londres. Le même à Hay. (*Voir* lettre à Goderich du 27.) A reçu lettre et imprimés, dont l'un contenant la pétition et le mémoire de Stuart, l'autre sa correspondance avec le secrétaire du gouverneur, la pétition de Samson, etc. Des observations sur le deuxième et le troisième rapports, mais rien sur le premier. Demande s'il doit en conclure que Stuart ne voit aucune nécessité d'y répondre, ou qu'on a omis de transmettre ses observations? Dans ce dernier cas, il demande qu'une réponse lui soit envoyée, afin qu'il puisse traiter les différents sujets en leur ordre. 29

27 août, Londres. Viger à Goderich. La maladie l'a empêché de terminer ses observations supplémentaires sur les sujets débattus dans son entrevue avec Sa Seigneurie. Il s'occupe en ce moment du mémoire de Stuart; mais il y a quelques matières relatives aux griefs sur lesquels il a réuni des observations qu'il ne croit pas devoir retarder jusqu'à ce qu'il puisse envoyer quelque chose de mieux si les circonstances et le défaut de temps n'y mettent pas obstacle. Si les occupations de Sa Seigneurie lui en laissent le loisir, il désire donner en même temps un mot d'explication. Il avait écrit à Hay, mais n'avait pas reçu de réponse, faisant remarquer que dans son mémoire Stuart n'avait tenu aucun compte du premier rapport sur les griefs. Il lui est difficile de penser que Stuart ne juge pas nécessaire de répondre à cette partie des plaintes; mais il ne désire pas qu'on lui reproche d'avoir fait remarquer ce défaut, et il a fait observer à Hay qu'il convenait de traiter les différents sujets dans leur ordre. 31

29 août, Londres. Le même à Hay. Il a reçu sa lettre. L'intention de Goderich est la même que la sienne (à Viger) : pousser aussi vite que possible la discussion de l'affaire. Les plaintes de l'Assemblée sont fondées sur les trois rapports du comité des griefs chargé de s'enquérir de la conduite de Stuart. Tous les documents réunis par Stuart ont trait au troisième rapport, le reste du mémoire au deuxième rapport. Il a appris par une lettre que Stuart avait l'intention de remplir la lacune signalée par

1831.

Viger. Il (Viger) désire apporter toute la diligence possible à l'étude et à la discussion de cette affaire, qui a été compliquée par Stuart. Traiter les sujets séparément entraînerait des retards, mais il va y mettre toute la diligence possible. Page 34

12 septembre, Londres. Viger à Hay. Fait des excuses pour n'avoir pas, samedi, accusé réception de sa réponse. Il désirait éviter plutôt que créer des obstacles. Il désire assurer Goderich qu'il ne craint pas la discussion et ne veut pas ajouter aux retards, mais désire mettre fin à un travail auquel le devoir seul pouvait le lier. Pour se faire une idée du temps nécessaire à l'accomplissement de ce travail, il faut savoir que le mémoire couvre 64 pages imprimées en très petits caractères et traite d'une grande variété de sujets compliqués de nouvelles considérations qu'il doit faire, quelles que soient ses opinions personnelles. Il y mettra toute la diligence possible, sans précipitation. 36

14 septembre, Londres. Le même à Goderich. Rappelle à Sa Seigneurie sa demande d'une entrevue. Depuis lors, d'autres communications ont été reçues, dont quelques-unes ont ajouté aux motifs qui l'ont porté à demander une entrevue. 38

17 septembre, Londres. Le même à Hay. Accuse réception de lettre et désigne lundi à 2 heures pour une entrevue. 39

24 septembre, Londres. "Observations relatives à quelques-uns des griefs de l'Assemblée du Bas-Canada énoncés dans son adresse en 1831." Les observations sont divisées en parties séparées. La première est intitulée "Education". 40 à 61

La deuxième "Concessions de terres de la Couronne". 62 à 77

24 septembre, Londres. Viger à Goderich. Le jeune monsieur qui fait ses écritures a pu, ce matin-là seulement, terminer la première partie de ses observations. Le travail de la deuxième partie est bien avancé. Il est naturel qu'il désire une copie du document terminé, car il n'en a que le canevas, mais il sera prêt à livrer ce qui est déjà fait la semaine prochaine si Sa Seigneurie signifie qu'elle le désire. Il va continuer à travailler, afin de terminer la deuxième partie sans retard. Il demande quelques exemplaires du mémoire pour les envoyer à l'Assemblée, s'il n'en a pas été déjà transmis au gouverneur. Il s'était proposé de dire cela à Sa Seigneurie, s'il n'avait pas craint d'abuser de sa complaisance. 78

27 septembre, Londres. Le même à Hay. A une note l'informant que Goderich le recevra jeudi prochain ; il se rendra auprès de lui à l'heure indiquée. 80

28 septembre, Londres. Viger à Goderich. A commencé à travailler sur le mémoire de Stuart dès qu'il l'eût reçu, les obstacles qui s'opposent à un rapide achèvement de la tâche de discuter le mémoire, tâche qui aurait été encore plus longue s'il avait été obligé de discuter les opinions contenues dans le mémoire. 81

Index des sujets des observations contenues dans le mémoire de Goderich. 84

Observations. Observations préliminaires. 86

Première partie. 108

Deuxième partie. 167

(Les observations sont si longues et entrent dans tant de détails, qu'il est impossible de les résumer dans un espace raisonnable.)

8 octobre, Londres. Viger à Goderich. Il a envoyé de nouvelles observations, ainsi que requis. Elles portent sur la partie du mémoire à laquelle Stuart a donné le plus d'attention. Il (Viger) aurait voulu abréger quelques-unes de ses observations afin de ne pas grossir autant son travail. Il a déjà expliqué pourquoi il ne peut passer légèrement sur des sujets qui concernent l'auteur du mémoire. Va s'efforcer de terminer les observations aussitôt que possible. 215

Suite des observations sur le mémoire de Stuart. 216

1831.
29 octobre, Londres.

Viger à Goderich. Dans sa dernière entrevue il a appelé l'attention sur les mesures que le parlement pourrait adopter pour règlementer le commerce de l'empire et qui pourraient affecter les colonies. Le sujet est lié à celui du troisième des articles de l'adresse du 16 mars de l'Assemblée du Bas-Canada. Il a déjà présenté des observations sur le troisième, mais il désire les retrancher. Quand Sa Seigneurie aura écrit, il ne pourra retarder leur envoi, et espère qu'elles ne seront pas trouvées indignes d'attention. Page 263

Considérations relatives au treizième des griefs énumérés par l'Assemblée dans l'adresse du 16 mars 1831. 265

31 octobre, Londres.

Viger à Hay. A reçu sa lettre tard samedi soir, avec exemplaires imprimés de documents de Stuart devant être ajoutés à son mémoire. La traduction de ses observations (de Viger) a été commencée et est continuée avec activité; cependant, on lui a dit qu'elle allait prendre encore deux ou trois semaines. Il a fini ses observations sur le mémoire, et travaille maintenant à l'annexe. Ses observations sur les n°s 1 à 15 ont été envoyées déjà à Sa Seigneurie. Le retard est occasionné par les copies qui en sont faites. Il va maintenant s'occuper du reste du rapport fait à Kempt. Comment il entend s'employer. 275

— octobre, Londres.

Le même à Goderich. Samedi, ou tel autre jour subséquent que Sa Seigneurie pourra désigner, il sera prêt à livrer une autre partie de ses observations. Il va préparer le plus vite possible les observations sur les différents documents qui forment une annexe du mémoire. 214

2 novembre, Londres.

Le même à Hay. Il a dû prendre du temps pour se faire une idée assez juste d'un travail aussi considérable que l'est la production de Stuart mentionnée dans sa lettre (de Hay) de samedi. En conséquence des inconvénients occasionnés à la province par l'absence du procureur général, Goderich désire avoir d'ici à quinze jours des observations sur le mémoire de Stuart. Envoie quelques considérations choisies entre plusieurs autres. 278

(La lettre porte la date du 2 septembre, mais c'est apparemment une erreur.)

3 novembre, Londres.

Viger à Goderich. Aurait pu ajouter plusieurs choses à sa lettre, mais il sait combien précieux est le temps de Sa Seigneurie. Demande une courte entrevue. 283

4 novembre, Londres.

Le même à Hay. Remercie pour lettre. A à cœur le désir de se rendre à la demande de Goderich en mettant toute la diligence possible à terminer son travail. 285

8 novembre, Londres.

Le même à Goderich. Rappelle à Sa Seigneurie sa requête demandant une entrevue, dans laquelle il a l'intention de présenter ses observations sur les déclarations sous serment contenues dans le mémoire de Stuart. 285

8 novembre, Londres.

Viger à Goderich. Il prend des mesures pour faire traduire ses observations, ainsi que Sa Seigneurie le désire Ceci explique pourquoi il s'est trouvé dans l'impossibilité d'envoyer une autre partie de ses observations qui est prête depuis quelques jours. Il aurait même désiré reviser quelques-unes de ses observations, car il a reçu de nouveaux renseignements au sujet de deux des griefs formulés par l'Assemblée le 16 mars. Il lui faut un peu plus de temps pour le mettre en mesure d'offrir à Sa Seigneurie un travail digue d'attention. Sollicite l'attention pour ses observations sur les terres de la Couronne qui—on lui a demandé de le représenter vivement—devraient être mises sous le contrôle de la législature comme seul moyen de les rendre profitables et avantageuses à la province. Fait remarquer les coïncidences dans ses lettres à Goderich et dans celles reçues de Québec. Après ses explications par lettre et de vive voix, il ne croit pas nécessaire de faire des commentaires sur les extraits qu'il a donnés. Envoie d'autres extraits, avec des observations sur les intérêts mutuels de la mère-patrie et de la

1831.

colonie, qui seraient mieux servis si on agréait aux propositions de l'Assemblée. La lettre est longue. Page 287

Observations sur la mémoire de Stuart. Observation sur l'annexe, avec sommaire des déclarations sous serment. 303

23 novembre, Londres. Viger à Hay. Son espoir de terminer en quinze jours ou trois semaines les observations sur l'annexe du mémoire de Stuart s'est réalisé, et celles sur le rapport à Kempt auraient été envoyées sans l'erreur commise par son copiste. Il a aussi terminé celles sur les nouvelles déclarations sous serment. Progrès des observations sur les autres parties du travail—la traduction, etc. 359

12 décembre, Londres. Le même à Howick. Donne sa raison du retard à répondre à la lettre qui demandait des observations particulières. 361

12 décembre, Londres. Le même à Goderich. Des observations contenues dans la lettre de Howick exigeant des explications, il demande une courte entrevue. 369

19 décembre, Londres. Le même à Howick. Relativement à la lettre de Sa Seigneurie, ses observations (à Viger) sur la première partie de la réponse de Stuart aux commissaires seraient déjà au ministère des Colonies sans les ennuis causés par la traduction et l'impression. Il pense finir son travail dans quinze jours ou trois semaines. Les avancés de Stuart et l'annexe dans la deuxième partie exigent une sérieuse attention pour les discuter, en sorte qu'il ne peut indiquer le temps précis où il finira; mais quand il aura terminé la première partie, il pense que quelques jours lui suffiront pour préparer un canevas de la discussion de la deuxième partie; alors il pourra donner une idée du temps nécessaire pour terminer. Il ne comprend pas les difficultés éprouvées par Goderich; mais comme elles existent, il doit s'occuper de chaque partie des réponses de Stuart comme s'il éprouvait des difficultés sérieuses. Quelquefois une entrevue produit plus d'effet qu'un écrit. 370

24 décembre, Londres. Le même à Howick. Envoie deux feuilles additionnelles de la traduction de ses observations. Dès que le travail sera terminé, il en aura autant de copies qu'il en sera demandé. 373

Pas de date. Le même à Goderich. Nouvelles observations sur une lettre, avec déclaration de Stuart sous serment. 374

Le rapport fait à Kempt le 20 octobre 1828 relativement aux procès pour libelle pendants devant les tribunaux, avec observations. 385

1832.

2 janvier, Londres. Viger à Howick. L'a informé que si Goderich désirait des observations sur la lettre de Stuart, il était prêt à lui en présenter. Progrès du travail. 425

6 janvier, Londres. Le même au même. A envoyé à Goderich la partie des observations qui est terminée. Va continuer le travail sur le reste de la lettre de Stuart. 428

6 janvier, Londres. Le même à Goderich. Envoie, suivant le désir de Sa Seigneurie, des observations sur la première partie de la lettre de Stuart. Continue son travail sur la deuxième partie. 427

Incluses. Observations sur une lettre de James Stuart, du 8 octobre 1831. Considérations préliminaires. 429

Première partie. 440

10 janvier, Londres. Viger à Howick. Etait légèrement indisposé lorsqu'il a reçu la lettre. Il a envoyé les observations si précipitamment qu'il a oublié de les classifier, ou l'indication précise des sujets à être traités. 492

15 janvier, Londres. Le même à Goderich. Avait espéré envoyer les observations sur la lettre de Stuart avant le milieu de la semaine dernière, mais il n'a pu les terminer à temps. Lorsque Sa Seigneurie examinera la partie qu'il envoie aujourd'hui elle se rendra compte des difficultés du travail, et il sollicite son indulgence pour la forme. 497

Observations sur la deuxième partie de la lettre de Stuart. 499 à 608

1832.
16 janvier Londres. Viger à Howick. A reçu samedi une couple de feuilles de la traduc duction, trop tard pour les envoyer le même jour; il les expédie maintenant. Page 494

28 janvier, Londres. Le même à Goderich. Avait espéré d'envoyer la traduction complète, mais il ne pourra pas l'avoir de l'imprimeur avant la semaine prochaine; il en enverra alors des exemplaires à Sa Seigneurie. Le progrès du travail sous le rapport des observations sur les lettres de Stuart. 495

9 mars, Londres. Le même au même. Envoie une autre partie de ses observations sur la réponse de Stuart. Espère que le reste sera prêt à la fin de la semaine prochaine. La traduction de la première partie est entre les mains de l'imprimeur. 609

Suite des observations. 611

13 mars, Londres. Viger à Goderich. Envoie une autre série d'observations sur la lettre de Stuart concernant les plaintes de l'Assemblée. Réitère l'espoir que lorsque Sa Seigneurie examinera le travail, elle en verra les difficultés. 647

Suite des observations sur Stuart. 648

24 mars, Londres. Viger à Goderich. Envoie encore une partie des observations sur Stuart, et demande une entrevue. 677

Suite des observations sur Stuart. 678

4 avril, Londres. Viger à Goderich. A envoyé trois feuilles imprimées de la traduction de ses observations. Rappelle à Sa Seigneurie une demande d'audience. 701

Suite des observations. 702

Autres observations. 719

6 avril, Londres. Viger à Howick. Remercie Sa Seigneurie, et se rendra au ministère des Colonies à l'heure mentionnée. 748

24 avril, Londres. Le même à Goderich. A envoyé de nouvelles observations. Une indisposition l'a empêché de leur donner la dernière touche. Espère le faire dans quelques jours. 749

Suite des observations. 750

24 avril, Londres. Viger à Goderich. Envoie des extraits de lettres écrites par des amis dignes de confiance dans le document imprimé à la *Minerve*. Désire seulement que la vérité soit connue au sujet de ce qui se rapporte à Green; s'il en avait eu le temps, il aurait pu envoyer sur divers sujets des renseignements qui auraient pu être utiles. Il y a plusieurs point de vue auxquels se présentent des objets à distance. 768

Inclus. Extraits de lettres de Montréal désapprouvant les sentiments d'un correspondant de la *Minerve* qui parle de révolution, séparation de la mère-patrie, etc. 770, 771

3 mai, Londres. Viger à Goderich. Envoie une autre partie de la traduction imprimée. A transmis rapport du comité de l'Assemblée sur le cas de Green, rapport par lequel on verra que ses observations n'étaient que trop bien fondées. La fin de ses observations serait déjà entre les mains de Sa Seigneurie n'eussent été les retards occasionnés par l'impression. 772

19 mai, Londres. Le même au même. Il envoie la dernière partie des observations sur la lettre de Stuart en réponse aux premier et troisième rapports du comité des griefs. Il n'a pas voulu en retarder l'envoi, mais il ajoute quelques observations nécessaires à celles qui concernent la déclaration de Green. On est à les copier, et elles seront envoyées au commencement de la semaine prochaine. Recommande qu'une certaine attention soit donnée à ces documents. 773

Incluses. Observations sur les nouvelles réponses de Stuart à des questions du deuxième rapport du comité des griefs. 775

19 mai, Londres. Viger à Howick. Envoie trois copies de ses premières observations sur le mémoire de Stuart. Pour les secondes il attend que le tout soit imprimé; mais si Goderich désire avoir les feuilles déjà imprimées des secondes, il en enverra chercher à l'imprimerie. 831

1832.
22 mai, Londres. Viger à Goderich, Envoie lettre concernant le rapport du comité de l'Assemblée sur la déclaration de Green. Il a reçu des communications intéressantes, concernant surtout les bills réservés, à propos desquels il désire une entrevue. A reçu de Thomas Coffin, membre du Conseil législatif, un mémoire qu'il est prié de recommander. Page 832

23 mai, Londres. Le même au même. Observations sur le mémoire de Stuart. 833

25 mai, Londres. Le même à Howick. A envoyé les copies de la traduction de ses secondes observations qui ont été imprimées. 845

30 mai, Londres. Le même à———. Ira au ministère des Colonies samedi à l'heure désignée. 846

23 juin, Londres. Le même à Goderich. Envoie la deuxième partie imprimée de ses observations sur la lettre de Stuart. La misère qu'il a eu à les préparer, car elles étaient faites bouts par bouts, la traduction et l'impression étant faites en même temps. Invoque ces faits pour demander indulgence en faveur de la composition. Il recommande à l'attention les parties qui terminent ses observations, à cause de leur importance. 847

23 juin, Londres. Le même à Howick. Envoie les deux parties qui complètent ses réponses à Stuart. Dès que le titre et la table des matières seront imprimés, il enverra au complet le nombre d'exemplaires demandé. 849

28 juin, Londres. Le même au même. A reçu sa note accusant réception de sa communication (de Viger) à Goderich. Est allé au ministère des Colonies pour savoir de combien d'exemplaires de ses observations on avait besoin, afin de lui éviter la peine d'écrire, mais il était parti. Il a fait dans la série complète des corrections qui ne se trouvent pas dans les parties précédemment envoyées. 850

28 juin, Londres. Le même à Goderich. A envoyé une demi-douzaine d'exemplaires imprimés de ses observations. En enverra davantage, s'il le désire. 851

12 juillet, Londres. Le même à Howick. A reçu lettre. Le remercie, ainsi que Goderich, pour renseignements transmis. 852

17 juillet, Londres. Le même à Goderich. Depuis son entrevue il a reçu de nombreux documents, bien qu'ils ne soient pas complets; mais il attend le vote d'un jour à l'autre. Même le plus petit exposé de faits demande du temps et du travail ; quelques-uns ne sont pas encore parvenus à Sa Seigneurie. Il sait que trois personnes ont été tuées et plusieurs blessées à Montréal le 21 mai. Le jury a déclaré que les hommes avaient été tués par le feu d'un détachement du 15e régiment. Arrestation du colonel Mackintosh et du capitaine Temple par ordre du coroner, et procédures qui en ont été la suite. 853

28 juillet, Londres. Le même à Howick. En parlant du rapport du jury dans l'affaire des émeutes à Montréal, c'est seulement le fait qu'il voulait signaler. S'il avait désiré aller plus loin, il aurait pu ajouter des observations sur la conduite du coroner en diverses occasions. Le cautionnement fourni par les accusés importait peu, que la somme en fût de un shelling ou d'un millier de louis; personne n'aurait soupconné qu'ils ne comparaîtraient pas devant le tribunal compétent. 862

28 juillet, Londres. Le même à Goderich. A reçu lettre de Howick. Il enverra les raisons pour lesquelles il n'est pas entré dans des considérations qui se présentaient d'elles-mêmes, et les enverra dès qu'il pourra transmettre un sommaire des faits se rattachant au malheureux événement arrivé à Montréal le 21 mai. Le paquet contenant les renseignements n'est pas encore arrivé à Liverpool. En attendant, il recueille des matériaux, à part ceux qui sont déjà en sa possession. Les procédures des magistrats de Montréal envoyées au ministère des Colonies lui seront d'une grande utilité ; il demande qu'elles lui soient communiquées. Il est peu d'événements, au Canada, sur lesquels il soit plus nécessaire de jeter du jour. 865

1832.
2 août, Londres. Viger à Howick. S'excuse de ne pas répondre immédiatement à sa lettre. Page 867

2 août, Londres. Le même à Goderich. A été informé que Sa Seigneurie ne peut obtempérer à sa demande concernant les procédures des magistrats de Montréal parce qu'elles se rattachent à un événement qui est en ce moment l'objet d'une enquête judiciaire. Raisons pour lesquelles il (Viger) devrait avoir accès à ces procédures. 868

21 août, Londres. Le même au même a reçu la suite des renseignements relatifs à l'événement mentionné dans la lettre du 18 juillet, et compte envoyer dans quelques jours des observations méritant attention. Attend incessamment les documents et procès-verbaux de l'Assemblée ainsi qu'une liste des bills réservés. Demande une entrevue pour d'autres questions importantes. 871

29 août, Londres. Le même au même. Entre dans des explications au sujet de l'émeute qui a eu lieu à Montréal le 21 mai et dans laquelle trois hommes ont été tués par les troupes, et envoie des observations à ce sujet. 873

Incluses. Observations concernant des événements à Montréal le 21 mai. 877 à 924

11 septembre, Londres. Viger à Goderich. Explique les motifs qui lui font aborder la question des événements dont Montréal a été le théâtre le 21 mai. 930

11 septembre, Londres. Le même à Howick. A été obligé d'ajouter à ses observations par une lettre qui lui attribue, dans sa manière d'agir lors des événements de Montréal, des motifs tout différents de ceux qu'il avait réellement. 934

13 octobre, Londres. Le même à Goderich. S'excuse d'avoir à déranger Sa Seigneurie si tôt après le retour de Sa Seigneurie, mais il manquerait à son devoir s'il ne lui demandait pas une courte entrevue. 935

24 octobre, Londres. Le même au même. Remercie Sa Seignenrie de lui avoir accordé une entrevue. 936

10 novembre, Londres. Le même au même. Autres observations sur les événements de Montréal le 21 mai. 937

10 novembre, Londres. Le même au même. A été forcé d'envoyer de nouvelles observations au sujet des événements de Montréal. Le tableau qu'il en fait n'est pas le fruit de son imagination, mais le résultat des faits, et la conclusion n'en saurait être douteuse. 960

20 novembre, Londres. Le même à Howick. A reçu lettre annonçant que la suspension de Stuart a été confirmée, et qu'une commission va être émanée en faveur d'un autre au poste de procureur général. 961

11 décembre, Londres. Le même à Goderich. Nouvelles observations sur les événements de Montréal, et critique de la composition du grand jury à Québec. 962

1833.
13 février, Londres. Le même au même. A envoyé copie de la lettre demandée. Depuis l'entrevue il a reçu de nouveaux renseignements et demande une autre entrevue. 971

18 février, Londres. Le même au même. Le remercie de lui avoir accordé une entrevue. 972

25 février, Londres. Envoie observations sur les résolutions de l'Assemblée expulsant Christie. 973

Incluse. Copie des résolutions. 975

4 mars, Londres. Viger à Howick. Envoie remerciements à Goderich pour communication d'une dépêche adressée à Aylmer le 15 février, et pour d'autres attentions du même genre. Avait offert de donner à Goderich une explication des faits qui ont amené l'expulsion de Christie. 977

9 mars, Londres. Le même à Goderich. Commente l'expulsion de Christie, et les raisons qui ont poussé l'Assemblée à la décréter. 979

12 mars, Londres. Le même à Howick. Avait informé Sa Seigneurie de la réception d'une lettre de Marcoux concernant les sauvages du Sault Saint-Louis, et demandé une entrevue. Avait demandé entrevue pour lui communiquer un extrait de la lettre qui contient une sorte de mémoire. Il sait

1833.

que son temps est très occupé, mais ne peut différer davantage de soumettre la question à Goderich. Page 983

Inclus. Extrait d'une lettre de Marcoux donnant une esquisse de la tenure de la seigneurie de La Prairie de la Madeleine, ainsi que de la manière dont les revenus sont dépensés. 985

13 mars, Londres. Viger à Goderich. A reçu lettre de Howick à l'effet que Sa Seigneurie (Goderich) ne peut lui accorder une entrevue au sujet de Christie. Quelle que soit son opinion sur les avantages d'une entrevue, il n'a pas interrompu d'importantes occupations sans de pressants motifs. La facilité avec laquelle il a obtenu des entrevues est une nouvelle raison pour ne pas abuser du privilège. 990

13 mars, Londres. Le même à Howick. Remercie pour lettre. Assurer Goderich qu'il n'a pas demandé une entrevue, et regrette qu'une expression vague aurait pu faire croire qu'elle ne pouvait être accordée. 992

16 avril, Londres. Le même à Stanley. Plusieurs des questions dont il est chargé exigent sérieuse considération. Il n'y a pas longtemps qu'il a soumis certaines observations à Goderich. Demande maintenant une entrevue. 993

7 mai, Londres. Le même au même. A appris par Hay qu'une entrevue avec Stanley ne serait pas obtenue, parce qu'il est trop occupé. Renouvelle sa demande. Sujets qui pourraient être traités à cette entrevue. 994

17 mai, Londres. Le même à Hay. N'a pas eu le temps, la veille, de répondre à lettre qui exige quelques observations au secrétaire des colonies. 996

17 mai, Londres. Le même à Stanley. A reçu lettre de Hay à l'effet que des occupations pressantes ne lui avaient pas permis de donner une entrevue lors de la demande du 16 avril. En réponse à la lettre du 7 qui renouvelait la demande d'une entrevue, il n'en a été tenu aucun compte. Lui rappelle les raisons qu'il invoque à l'appui de cette demande instante. Commente les observations de Hay sur les expressions *agent officiel* et *agent permanent*, l'assertion qu'il était agent seulement pour un objet que Goderich avait réglé, il était facile de voir que la mission ne pouvait pas être restreinte à des limites aussi étroites et que l'objet indiqué par Hay était d'importance secondaire et l'un de ceux seulement dont il était chargé auprès du gouvernement de Sa Majesté. Il pourrait être suffisant, sur ce point, de le renvoyer à la lettre de Goderich du 18 août 1831. 997

1er juin, Londres. Le même au même. A reçu dernièrement de nouveaux documents faisant suite à ceux concernant des pétitions déjà devant le gouvernement, ainsi que de nouvelles réclamations. Parmi ces documents il y en a qui concerne les terres de la Couronne avec pétition pour empêcher une compagnie de trafiquer de ces terres, quelques-uns relatif aux postes et à la suspension d'un juge, d'autres sur le bill des subsides rejeté par le Conseil. Demande une entrevue pour discuter certains de ces points. En l'absence d'une loi concernant la nomination d'un agent, une résolution de l'Assemblée a requis ses services. 1001

10 juin, Londres. Le même au même. Ne pouvant pas obtenir une entrevue, il écrit sur deux sujets indiqués dans ses lettres (de Stanley) du 7 mai et du 1er juin comme dignes d'attention. Depuis longtemps des pétitions sont devant le secrétaire des Colonies au sujet des terres de la Couronne. Dans sa lettre (de Viger) du 11 décembre il s'opposait aux plans de ceux qui formaient une compagnie à fonds social pour faire de ces terres une spéculation commerciale et voulait que le gouvernement disposât de ces terres afin que la compagnie pût les revendre à des particuliers. Le mauvais effet de présenter de telles compagnies. Nie que l'Assemblée désire garder ces terres pour la province afin qu'elles soient occupées exclusivement par des habitants d'origine française. 1003

17 juin, Londres. Le même au même. Il a été obligé dans sa lettre du 10 de faire des observations sur certains passages d'une adresse du Conseil législatif qui paraissaient appuyer les desseins des spéculateurs, lesquels sont opposés à ceux de l'Assemblée, et qui pour les soutenir font des imputations

1833.

contre l'Assemblée. Cette considération ne peut manquer de faire regretter sérieusement que les membres d'un corps public se servent d'un tel langage contre la branche populaire du gouvernement. Il est d'autres points de l'adresse qu'il a indiqués. Page 1008

Incluses. Observations sur certaines parties d'une adresse du Conseil législatif pendant la session de 1833. 1011

27 juin, Londres. Viger à Stanley. Outre d'autres objets mentionnés dans lettre du 10 et du 17, il y a trois bills qui, adoptés par les deux Chambres, ont été réservés. Il désirerait une entrevue, si le temps le permet. Le premier bill a pour objet l'établissement d'une maisen d'éducation. Une autre est la répétition d'un bill à l'effet de pourvoir à l'instruction des petites causes, et le troisième à l'effet de consolider un établissement pour offrir un asile aux femmes déchues. 1018

2 juillet, Londres. Le même au même. En accusant réception de sa lettre du 17, Hay lui a fait comprendre qu'il (Stanley) refuserait de discuter le sujet auquel cette lettre avait rapport. Ne sait pas quelle partie de la lettre a donné lieu à cette déclaration. Récapitule le contenu de la lettre. 1021

12 juillet, Londres. Le même à Hay. S'excuse de n'avoir pas répondu. 1024

12 juillet, Londres. Le même à Stanley. Regrette de n'avoir pu lui écrire hier pour le remercier de la réponse qu'il le recevrait avec plaisir dès qu'il (Stanley) aurait quelque loisir. Connaissant l'importance de ses occupations, il aurait voulu éviter de le déranger, mais il s'y trouve forcé par la nécessité. Un temps très court lui permettra d'expliquer les choses. En raisons de ses pressantes occupations (de Stanley), il retardera de lui adresser d'autres communications. 1025

16 août, Londres. Le même au même. Ne manquera pas de se rendre au ministère des Colonies mardi. 1227

2 septembre, Londres. Le même au même. Se félicite de ce que ses explications ont aplani les difficultés: il ne saurait mieux manifester sa gratitude qu'en travaillant à remplir l'engagement qu'il a pris au temps des entrevues. Il envoie maintenant partie des considérations relatives au Bas-Canada et qui ont été débattues alors. Lui demande d'examiner les observations qui suivent. Entre dans les détails de sa mission, de la situation du Bas-Canada, etc., détails qui sont trop longs et trop compliqués pour en faire un résumé convenable. 1028

Inclus. Considérations. Observations préliminaires. 1042

Exposé de quelques sujets de plaintes de la part du Bas-Canada. 1049

Sur le Conseil législatif. 1051

Sur le Conseil exécutif. 1059

Sur les départements inférieurs. 1072

10 septembre, Londres. Viger à Stanley. Envoie quelques considérations, qui sont la suite de celles contenues dans sa lettre du 2. Récapitule partie de sa lettre précédente et continue son exposé. 1074

Inclus. Sur le danger de partialité dans les décisions des tribunaux. 1079

Election de Montréal, 1832. Catastrophe du 21 mai. Sommaire. 1084

Récit. 1085

27 septembre, Londres. Viger à Stanley. A senti l'invraisemblance du rapport de l'élection de Montréal envoyé le 2, mais lui demande de se mettre en garde contre les premières impressions. Il a continué le rapport le 10, et il entre maintenant dans les motifs qui ont porté le commandant de la garnison à insister sur la nécessité de l'intervention d'une troupe armée. Pour faciliter la formation d'une idée exacte sur le sujet il est nécessaire d'entrer dans les détails, de donner des explications et de faire connaître au moins les principales circonstances. 1117

1833.

Considération sur le choix du grand jury après la catastrophe du 21 mai 1832. Page 1126

Sur les procédures, résolutions et pétitions d'une partie des citoyens de Québec. 1134

Résumé. 1142

14 octobre, Londres. Viger à Stanley. Envoie considérations sur d'autres sujets que ceux déjà discutés. 1147

Incluses. Considérations sur la nouvelle commission de la paix. 1151

14 novembre, Londres. Viger à Stanley. Il aurait envoyé les résultats de son travail plus tôt, sans la difficulté qu'il y avait de choisir un sujet parmi tant d'autres. La difficulté de juger les événements à distance. Rappelle des événements historiques du pays. 1168

Incluses. Considérations continuées. Sur l'absence de responsabilité des fonctionnaires publics. 1173

26 novembre, Londres. Viger à Stanley. Ne peut se faire aucune idée du sort du bill réservé, mais croit de son devoir de lui adresser quelques réflexions sur le sujet. Il lui a parlé du bill au mois d'avril dernier, mais il a supposé qu'il (Stanley) était alors trop occupé pour lui donner une attention suffisante. Observations sur le bill. 1199

2 decembre, Londres. Le même au même. Apprend que le juge Kerr est à Londres. Est prêt à donner des explications au sujet des accusations portées contre lui (Kerr) et ses réponses. 1203

30 décembre, Londres. Le même au même. Comprend la position du secrétaire des Colonies et son embarras relativement aux matières d'administration qui exigent intervention. Observations sur la situation du Bas-Canada. 1205

Autre lettre (traduite en anglais) à Goderich, avec observations sur un mémoire ou exposé de James Stuart, avec correspondance. 1229 à 1531

Observations sur une lettre de James Stuart à Goderich relative à des censures et imputations contre sa conduite et sa réputation dans certaines procédures de l'Assemblée du Bas-Canada. 1532 à 1957

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1834.

Q. 215—1.

1834.

1er janvier, Québec. Aylmer à Stanley (n° 1). Envoie liste de dépêches transmises au ministère des Colonies en 1833. Page 1

Incluse. Liste. 2

13 janvier, Québec. Aylmer à Stanley (n° 2). A ouvert la session de la législature le 7. Transmet discours, adresses et réponses. 16

Inclus. Discours. 17

Adresse du Conseil législatif. 24

Adresse de l'Assemblée législative. 28

Réponses. 32, 33

22 janvier, Québec. Aylmer à Stanley (n° 3). Immédiatement après le prononcé du discours, Bourdages, dans l'Assemblée, afin de prévenir une session de la législature, proposa que la Chambre rompît toute communication avec lui (Aylmer), parce qu'il n'avait pas lancé un bref pour l'élection d'un membre devant remplacer Mondelet, dont le siège a été déclaré vacant par la Chambre. La proposition a été rejetée sur un amendement présenté par Nelson. Adresses reçues. Avait envoyé deux messages à l'Assemblée, l'un sur les embarras financiers du gouvernement local, et l'autre sur le cas de Mondelet. Avait communiqué les réponses aux adresses au roi. Au sujet des embarras financiers du gouvernement local, il explique que les estimations des dépenses pour le gouvernement civil ne comprenaient pas les traitements du gouverneur, du secrétaire

1834. civil, du secrétaire provincial, du procureur général et du solliciteur général, d'après les instructions de Goderich, et cette autorisation aurait justifié le gouvernement de les payer à même les fonds à la disposition de la Couronne, nonobstant le rejet du bill des subsides. Afin de mettre tous les fonctionnaires publics sur le même pied, une partie seulement a été payée aux fonctionnaires plus haut nommés. En conséquence de cet arrangement les fonds ont été épuisés, et il ne serait rien resté pour ces fonctionnaires si les directions de Goderich avaient été suivies ; c'est pourquoi dans son message (à Aylmer) il y avait une disposition pour les traitements de ces fonctionnaires. La conduite grossière du parti violent dans l'Assemblée. Ne peut risquer aucune opinion quant au résultat de la présente session, mais il croit que le parti violent a reçu un coup sérieux, et il est considérablement affaibli par la nature des communications adressées à la Chambre. Si la fermeté est continuée, elle aura le plus heureux effet. Page 34

Inclus. Message relatif aux embarras financiers du gouvernement et à la nécessité de fournir des fonds pour le paiement du service civil. 40

23 janvier, Québec. Aylmer à Stanley (n° 4). Envoie relevé semi-annuel des membres des conseils exécutif et législatif jusqu'au 1er janvier 1834. 46

Inclus. Relevé. 47

24 janvier, Québec. Aylmer à Stanley (n° 5). Transmet exemplaire certifié des procès-verbaux du Conseil exécutif du Bas-Canada jusqu'au 31 décembre 1833. 54

25 janvier, Québec. Le même au même (n° 6). Transmet état des recettes et dépenses au compte des terres de la Couronne et des permis de coupe de bois pour siz mois, état des recettes pour trois mois—les deux périodes prenant fin le 31 décembre 1833—et des recettes du revenu casuel et territorial pour trois mois finissant à la même date. 55

Inclus. Recettes et dépenses pour terres de la Couronne et pour permis de coupe de bois pour six mois finissant le 31 décembre 1833. 56

Etat des recettes au compte des terres de la Couronne et des permis de coupe de bois pour trois mois finis le 31 décembre 1833. 61

Etat des recettes du revenu casuel et territorial pour trois mois finis le 31 décembre 1833. 62

25 janvier, Québec. Aylmer à Stanley (n° 7). Transmet relevé de la vente de réserves du clergé jusqu'au 31 décembre 1833. 63

Incluse. Vente de réserves du clergé. 64

27 janvier, Québec. Aylmer à Stanley (n° 8). Fait rapport de la destruction par incendie du Château de St-Louis, résidence officielle du gouverneur du Bas-Canada. A informé les deux Chambres; mais, vu les relations avec l'Assemblée, n'a pas fait à cette dernière de proposition dans le but d'obtenir une résidence convenable pour le gouverneur. 70

8 février, Québec. Le même au même (n° 9). Envoie copie d'une lettre de membres de la commission du commerce de Québec exprimant leur appréhension de la situation périlleuse dans laquelle ils se trouveraient placés si, à la prochaine session, des modifications étaient faites aux droits sur le bois de construction et les planches. Sans exprimer d'opinion, il demande qu'il (Stanley) emploie son influence à protéger les intérêts des requérants. 72

Inclus. Membres de la commission du commerce à Aylmer. 73

Extrait d'une pétition de 519 marchands, négociants et citoyens de Montréal au roi, au sujet des droits sur le bois de construction. 77

La même sur le même sujet, de 2,958 habitants du Haut et du Bas-Canada. 82

5 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 10). Récapitule le contenu de ses lettres du 13 et du 22 février concernant la motion présentée par Bourdages à l'effet d'empêcher l'Assemblée de procéder aux affaires, ainsi que les messages qu'il a envoyés. Le retard mis à étudier la situation financière de la

1834.

province n'est pas de nature à créer une impression bien vive sur les dispositions de l'Assemblée, augmentées par la demande de £7,000 pour le compte des dépenses casuelles, en sorte qu'il a refusé la demande. Envoie copie des raisons qui ont donné lieu aux quatre-vingt-douze résolutions adoptées. L'inopportunité d'accorder cette avance quand les fonctionnaires du gouvernement sont réduits à la misère par suite du non-paiement de leurs traitements. Envoie copie de l'adresse refusant d'accorder le mandat. La nature inadmissible des comptes votés par l'Assemblée et pour lesquels l'avance de £7,000 est demandée. Il n'est pas probable que l'Assemblée abandonne le droit qu'elle s'est arrogé de créer des emplois et d'assigner des traitements, etc., de sorte que s'il en avait autorisé le paiement il serait tombé dans une autre difficulté. A l'appel de la Chambre trois seulement étaient absents le 16 du mois dernier. En attendant, une série de 92 résolutions fut préparée, soumise à la Chambre, adoptée, et ordre fut donné de préparer une adresse basée sur ces résolutions. Neilson et Cuvillier, deux des trois députés qui sont allés en Angleterre appuyer les pétitions de l'Assemblée, ont voté avec la minorité. Le troisième (Viger) est encore absent. Les résolutions ont été adoptées par 56 contre 24. Le changement survenu depuis 1831, la teneur des 92 résolutions étant de nature à créer des appréhensions pour la tranquillité de la province. Le langage de l'Assemblée pourrait faire croire que toute la population est dans un alarmant état d'agitation, mais c'est tout le contraire qui existe. Les sentiments violents que respirent les résolutions sont concentrés dans l'enceinte de l'Assemblée, dont le but principal paraît être le renversement de la constitution. Il fait connaître les points saillants des résolutions, qu'il classe sous onze titres. Ce sont (1) le Conseil Législatif, (2) le Conseil Exécutif, (3) le gaspillage des terres publiques, (4) le cas de M. Mondelet, (5) l'intervention de la force militaire dans les élections, (6) la loi des tenures, (7) le contrôle du revenu, (8) la détention de documents publics par l'Exécutif pendant la présente session, (9) les paiements faits par l'Exécutif sans autorisation légale, (10) les dépenses casuelles de la Chambre d'Assemblée, (11) l'inconduite de fonctionnaires publics. Page 84

Chacun de ces points est discuté au long.

Inclus. Liste des pièces incluses. 118

Message à l'Assemblée au sujet de l'expulsion de Mondelet. 122

Message concernant l'adresse de l'Assemblée demandant l'autorisation de tenir une convention nationale. 131

Message relatif à la demande d'une avance de £7,000. 136

Rapport du comité sur le message précédant immédiatement. 143

Exemplaire imprimé des 92 résolutions. 152

Résolutions par Neilson en opposition aux précédentes. 162

Substances des adresses votées pendant la présente session, avec les réponses de Son Excellence. 171

Etat indiquant la somme des dépenses civiles du Bas-Canada en 1833, la somme payée, et celle qui reste à payer. 179

Etat indiquant les revenus probables du Bas-Canada autrefois à la disposition de la Couronne, et les dépenses civiles jusqu'au 10 octobre 1834. 180

Estimations budgétaires des dépenses civiles du Bas-Canada depuis 1829 jusqu'à 1834. 181

6 mars, Québec.

Aylmer à Hay (personnelle). Envoie quelques journaux qui, dans la situation actuelle des affaires, peuvent intéresser. Nonobstant les résolutions enflammées présentées à l'Assemblée, il n'a jamais vu les habitants de la province aussi calmes. Il croit que le parti de la violence va essayer de créer de l'excitation au moyen d'assemblées publiques, mais ne pense pas que ses efforts soient couronnés de succès. Les Canadiens sont tranquilles et contents, et il sera difficile de leur faire croire à l'exis-

1834. tence de maux dont ils n'ont pas souffert. A reçu l'adresse basée sur les 92 résolutions, elle sera envoyée par voie de Halifax; dès qu'une copie pourra en être faite sur papier à dépêche, elle sera expédiée par New-York. Comme l'Assemblée informe à Sa Majesté que les subsides seront retenus jusqu'à ce que les griefs dont elle se plaint soient redressés, et comme pouvoir est réservé d'y ajouter, il craint que le temps est très éloigné où l'on peut attendre les subsides. Situation pénible des fonctionnaires publics, qui ne reçoivent pas leurs traitements. Après avoir fait passer les résolutions et les adresses dont elles sont la base, le parti de la violence s'en va précipitamment, ce qui lui fait craindre (à Aylmer) qu'il ne reste pas un quorum. Page 183

6 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 11). Envoie adresse de l'Assemblée basée sur les 92 résolutions. 186

Lord Aylmer, gouverneur, 1834.

Q. 215—2

1833. 16 novembre, Downing Street. Hay à Gould. A. W. Cochran à Craig: Toutes deux incluses dans Aylmer à Stanley, 25 mars 1834.

—

1834. 6 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 11). Concernant lettre dans Q. 215—1.

Incluses. Adresse de l'Assemblée du Bas-Canada au roi, basée sur les 92 résolutions. Pages 187 à 271

La même en français. 272 à 350

11 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 12). A reçu dépêches, suivant la liste annexée. 351

Incluse. Liste. 352

11 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 13). A reçu dépêches par le paquebot-poste de janvier. Celui de décembre n'est pas encore arrivé. 354

14 mars, Québec. Le même au même (n° 14). Envoie copie de l'adresse du Conseil législatif du Bas-Canada. L'original, grossoyé sur parchemin, sera transmis à la première occasion. 355

Inclus. Adresse du Conseil. Remercie pour la décision de ne pas changer la constitution. L'appel de l'Assemblée au parlement impérial est une attaque de la décision du roi. 356

15 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 15). Envoie copie de l'adresse de l'Assemblée. Original déjà transmis. 359

15 mars, Québec. Le même à Hay. Envoie copie du projet de loi à l'effet de modifier 1 et 2 Guillaume 4, chapitre 23, pour le soumettre à Stanley. Pour résumer ce qu'il a écrit au sujet des questions financières, il ne peut résister à l'envie d'ajouter que seule la disposition par la Couronne des revenus découlant de 14 George 3, chapitre 88, permettra au gouvernement de maintenir sa position dans la province. Les journaux à la dévotion du parti violent continuent d'injurier le gouvernement, et dans le Bas-Canada et dans la mère-patrie. 360

Inclus. Projet de modification de l'Acte 1 et 2 Guillaume 4, chapitre 23. 362

16 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 16). Envoie adresse du Conseil législatif. 370

19 mars, Québec. Le même au même (n° 17). A reçu dépêches suivant liste annexée. 37[illegible]

Incluse. Liste. 37[illegible]

1 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 18). Envoie discours de prorogation. Les procédures pendant la session ont été signalées par un degré plus qu'or

1834.

dinaire de violence, de manque d'égard envers la dignité de la Couronne, et de respect pour l'autre corps de la législature, et ont pris à la fin une tournure si grave qu'il s'est cru obliger d'expliquer pourquoi il n'avait pas de suite rompu la session,—la dissolution étant sujette à de graves objections, d'après les résultats de diverses dissolutions. Une dissolution en ce moment fournirait au parti violent une excuse de sa conduite et l'occasion de dire que l'Exécutif craint le résultat de l'enquête sur l'affaire du 21 mai à Montréal. Dans son discours de clôture il a dit à l'Assemblée qu'en dehors de cette enceinte le peuple de la province étant profondément calme, mais il a jugé nécessaire de signaler la conduite factieuse de la majorité de l'Assemblée. Page 373

Inclus. Discours de prorogation. 376

22 mars. Aylmer à Stanley. Relativement aux plaintes formulées par le commissaire des terres de la Couronne du Nouveau-Brunswick au sujet de déprédations commises dans les alentours de la Ristigouche, il expose le mode suivi pour disposer des permis de coupe de bois dans le Bas-Canada. M. Macdonald, l'agent actuel, va recevoir instructions de se mettre en communication avec le député de Baillie sur la Ristigouche afin de réprimer les opérations clandestines. 381

23 mars, Québec. Aylmer à Stanley. Conformément à la circulaire de Goderich, il envoie un état des recettes et dépenses pour 1833. 383

Inclus. Compte des revenus réguliers provenant des taxes et droits locaux pour 1833. 385

Revenus applicables aux dépenses du gouvernement civil. 386

Compte du revenu casuel et des recettes incidentes. 387

Compte des obligations civiles. 388

Les chefs des dépenses sont donnés en détail dans ces papiers.

Relevé des recettes par la maison de la Trinité, Québec, pour fins diverses. 401 à 404

24 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 21). Il craint que le paquebot parti de Halifax (décembre) ne soit perdu. Demande des doubles. 405

Liste des dépêches envoyées à lord Aylmer par le paquebot Nord-Americain de décembre supposé perdu en mer. Un mémorandum, non daté. Transmet des doubles de ces dépêches. 406

25 mars, Québec. Aylmer à Stanley (n° 22). Transmet copie d'une lettre de A. W. Cochran, président de la commission historique de la Société Littéraire et Historique de Québec, concernant la transcription de documents. 407

Inclus. Hay à Gould. Comme cela ajouterait encore aux travaux du département, Stanley ne peut accéder à la demande de faire copier des documents au ministère des Colonies. 408

A. W. Cochran à Craig. Demande l'aide d'Aylmer pour faire copier des documents d'une importance historique pour la Société Littéraire et Historique de Québec. 409

Liste des documents qui se trouvent aux archives du *Board of Trade.* 414

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1834.

Q. 216—1.

1834.

1er avril, Québec. Aylmer à Stanley (n° 23). Transmet mémoire de marchands britanniques et autres habitants anglais de Québec, exprimant leur attachement à la personne et au gouvernement de Sa Majesté, et à la constitution établie de la province. 1

Inclus. Mémoire signé par 3,064 personnes, telles que notées, les signatures ayant été détachées. 2

1834.
4 avril,
Québec.

Aylmer à Stanley (n° 24). A retardé de répondre à communication confidentielle, ne sachant pas si la loi qui est sur le point d'expirer à l'effet de taxer les émigrants qui arrivent par mer serait renouvelée. Cependant, un bill renouvelant la loi a été déposé et adopté par les deux Chambres, quoiqu'il les ait averties qu'il le réserverait. Demande une prompte décision afin que, si le bill est sanctionné, ses dispositions puissent être mises à effet pendant la saison suivante. Fait des observations sur la nature de la taxe, et recommande que la loi soit sanctionnée. Page 15

Inclus. Messages aux deux Chambres au sujet de la loi concernant la taxe des émigrants, et recommandant qu'une disposition temporaire soit établie pour les émigrants malades et dénués de ressources. 20

Bill continuant l'Acte à l'effet de prélever un fonds pour les émigrants malades et dénués de ressources. 22

Rapport de la société d'émigrants de Québec. 25

Relevé du nombre des émigrants malades admis à l'hôpital des émigrants de Québec depuis le 1er janvier 1833 jusqu'au 1er janvier 1834. 35

Relevé des émigrants reçus à l'Hôpital Général de Montréal, depuis le 1er mai 1833 jusqu'au 29 mars 1834. 36

Mémoire de la société d'émigrants de Québec représentant les calamités auxquelles la province serait exposée s'il n'y avait pas de fonds pour le soulagement des émigrants. 37

7 avril,
Québec.

Aylmer à Stanley (n° 25). Envoie copie d'un message à l'Assemblée concernant le non-paiement du compte du procureur général pour services professionnels. Il ne sait pas si la Chambre en est venue à une décision; il ne pourrait même croire que le message avait été écouté par la Chambre, considérant comment d'autres communications du gouvernement ont été accueillies durant sa courte et turbulente session.

Inclus. Message à l'Assemblée mentionné dans la lettre immédiatement précédente. 44

9 avril,
Québec.

Aylmer à Stanley (n° 26). Transmet état des recettes au compte des revenus casuel et territorial, des terres de la Couronne et des permis de coupe de bois, pour trois mois terminés le 31 mars dernier. 46

Inclus. Etat des recettes des revenus casuel et territorial. 47

Etat des recettes pour terres de la Couronne et permis de coupe de bois. 48

Ces deux états couvrent trois mois jusqu'au 21 mars.

11 avril,
Québec.

Aylmer à Stanley (n° 27). Permission ayant été donnée d'obtenir de la papeterie du bureau de la papeterie, pourvu que la province soit prête à en payer les frais, il envoie une réquisition, avec avis que, à moins que la papeterie ne soit de qualité supérieure, il sera libre d'en obtenir ailleurs. 49

Incluse. Réquisition. 50

16 avril,
Québec.

Aylmer à Stanley (n° 28). Envoie un état, présenté par Routh, des dépenses pour le département des Sauvages pendant l'année expirée le 31 décembre 1833. 53

Inclus. Dépenses pour le Haut et le Bas-Canada, données séparément. 54

Autres documents sur le même sujet, avec détails des dépenses aux différents postes. 55 à 82

17 avril,
Québec.

Aylmer à Stanley (n° 29). Envoie exemplaires de douze bills adoptés par la législature à la dernière session—onze étant réservés et un désavoué, avec exposé des raisons. 83

Inclus. Titre du bill pour l'achat de la Grosse-Isle, désavoué pour raisons données. 84

Titres des bills réservés, avec raisons de la réservation. 86 à 123

Exemplaire du bill pour achat de la Grosse-Isle, désavoué. 124

Texte des bills réservés, avec observations. 131 à 177

1834.

Liste du Conseil exécutif. Page 178

Autres communications touchant les bills réservés. 180 à 234

19 avril, Québec. Aylmer à Stanley (n° 30). A reçu dépêches par voie de New-York, suivant liste annexée. 235

Incluse. Liste. 236

21 avril, Québec. Aylmer à Stanley (n° 31). A reçu dépêches par paquebot-poste de Halifax de mars, suivant liste annexée. 237

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1834.

Q. 216-2.

1834.

24 mars, Québec. Pétition de marchands de Québec. Incluse dans Aylmer à Stanley, 25 avril 1834.

7 avril, Québec. Mémoire des religieuses Ursulines.

13 avril, Québec. Deuxième mémoire des religieuses Ursulines de Québec. Les deux mémoires inclus dans Aylmer à Stanley, 28 avril 1834.

21 avril, Québec. Aylmer à Stanley. Couvrant lettre dans Q. 216-1 p. 237.

Incluse. Liste. 238

21 avril, Québec. Aylmer à Campbell. Incluse dans Aylmer à Stanley, 22 avril 1834.

22 avril, Québec. Aylmer à Stanly (séparée). Relativement à lettre marquée confidentielle renfermant copies de dépêches concernant les empiétements du Maine sur le territoire encore en constestation, a écrit à sir Archibald Campbell. N'a pas changé d'idées sur la défense et recommande qu'un poste fortifié soit établi aux chutes sur la rivière Saint-Jean, ainsi que recommandé par Kempt et lui-même. Cela servirait à unir le Bas-Canada et le Nouveau-Brunswick dans un sens militaire. A depuis longtemps choisi un emplacement à la *tête du pont* vis-à-vis la citadelle de Québec, mais un tel ouvrage devrait être secondaire à celui des chutes sur la rivière Saint-Jean. 239

Incluse. Aylmer à Campbell. Sur la question de fortifier les chutes sur la rivière Saint-Jean. 242

25 avril, Québec. Aylmer à Stanley (n° 32). Envoie pétition de marchands de Québec se plaignant du taux élevé des honoraires dans la cour de vice-amirauté. Le bien-fondé de la plainte, car les marins et les avocats besogneux se servent de ce tribunal au détriment des pétitionnaires. Les honoraires en 1833 ont été de £715.7.11, et les honoraires pour greffier et prévôt de £629.7.2. Recommande que la prière de la pétition soit accordée. 247

Incluse. Pétition des marchands. 250

28 avril, Québec. Aylmer à Stanley (n° 33). A fait rapport sur la réclamation d'indemnité des religieuses Ursulines pour une partie de leur seigneurie qui a été incluse dans le comté de Leeds. Elles offrent aujourd'hui de régler pour la somme de £3,023 et de donner aux colons un dégagement absolu. Recommande que, vu la difficulté de régler, l'offre soit acceptée. 256

Inclus. Mémoire des Ursulines au sujet de leur seigneurie de Sainte-Croix. 259

Deuxième mémoire remerciant le gouverneur de sa sollicitude à leur égard. 264

1er mai, Québec. Aylmer à Stanley (personnelle). A, suivant instructions, repris le compte rendu hebdomadaire par lequel il peut communiquer plus à l'aise que par des dépêches officielles. Le parti dominant a eu des agents activement employés à organiser des assemblées; mais ces dernières lui ont été rien moins que favorables, et les discussions qui ont eu lieu ont eu pour résultat que les Canadiens d'origine française, unis jusque-là en faveur de l'Assemblée, se sont divisés ; le parti perd du terrain, le clergé

1834.

catholique romain y contribue par ses bons offices, et il (Aylmer) commence à croire que la réaction se fait. Le gouvernement exécutif ne prend aucune part à ces réunions appelées assemblées loyales, le peuple est laissé entièrement à lui-même, mais le parti violent a recours à toutes les ruses pour obtenir des signatures à ses adresses, auxquelles il ne se gêne pas d'ajouter parfois les noms de familles entières. La province est dans le calme le plus profond, et le retour du printemps va ramener le peuple à ses travaux agricoles. Appelle l'attention sur deux articles de la *Gazette* de Neilson.

Inclus. L'article intitulé " L'agitation", décrit les efforts faits par les deux partis, efforts qui ne peuvent influencer la décision du gouvernement britannique. Il n'y a pas de doute que la colonie désire conserver les avantages de la protection du gouvernement anglais, qui sont amoindris par les dissensions coloniales que l'agitation ne diminuera probablement pas. A Québec l'agitation est principalement dans les journaux et dans les comités de faiseurs de résolutions et de leurs émissaires, et les cultivateurs honnêtes ne peuvent rien voir de l'oppression gouvernementale dont on leur a parlé. Ils sont privés par les dissensions de la législature des avantages qu'ils avaient droit d'attendre. " Arrive que pourra, nous ne voyons aucune cause d'alarme dans la colonie, étant persuadés que la grande masse du peuple est saine, et que le gouvernement ici comme en Angleterre, n'est pas disposé à exercer injustement le pouvoir, ni à céder à l'irritation." Page 27?

L'article de L'*Ami du Peuple* signalant la diminution graduelle du parti révolutionnaire. 27?

" Etat de la province." " Courtes notes sur longues résolutions." " Récapitulation des résolutions."

" Vraies	11
" Mêlées de faussetés	6
" Fausses	16
" Douteuses	17
" Ridicules	12
" Répétitions	7
" Très injurieuses	14
" Fausses et séditieuses	4
" Bonnes ou indifférentes	5
	92

28?

Amendement aux 92 résolutions. 31?

5 mai, Québec. Aylmer à Stanley (nº 34). Transmet pétition de Dominique Daly secrétaire de la province, énonçant la diminution de ses émoluments et demandant de lui venir en aide. L'histoire de la nomination et de la législation concernant le traitement. 31?

Inclus. Pétition. 32?

Extraits de différents journaux en français.

6 mai. Le *Canadien.* Sur les dépenses économiques du gouvernement des Etats-Unis. 34?

La *Gazette* de Québec. Progrès des réformistes patriotes. 34?

Quelle est l'opinion générale du pays sur les 92 résolutions ? 35?

8 mai, Québec. Aylmer à Stanley (nº 35). A reçu les dépêches suivant la liste annexée. 32?

Inclus. Liste. 32?

7 mai, Québec. Aylmer à Stanley (nº 36). Avait exprimé le désir que le lord évêque de Québec lui fit connaître les vacances qui pourraient survenir dans l'Eglise d'Angleterre du Bas-Canada. Vu la mort de l'évêque catholique romain, le coadjuteur l'a remplacé et retire les £1,000 accordés à l'évêque précédent. Demande des instructions. 32?

1834.

8 mai, Québec. Aylmer à Stanley (n° 37). Ainsi que désiré, des recherches ont été faites au sujet de John Clifton, mais on n'a découvert aucune trace de cette personne. Page 328

8 mai, Québec. Le même au même (n° 38). Envoie pétition de Rawdon exprimant loyauté et demandant qu'aucun changement à la constitution ne soit accordé à la province. 329

Inclus. Pétition. 330

8 mai, Québec. Aylmer à Stanley (personnelle). Dépêche reçue. Espère que la dépêche et le document du 5 mars concernant les 92 résolutions ont été reçus, et que l'exposé permettra aux ministres de Sa Majesté de répondre aux résolutions les plus importantes et de les rejeter. Relativement aux autres assertions, il est difficile de s'entendre avec Viger et Morin, qui ont été envoyés aussitôt pour l'aider, car aussitôt qu'une fausseté est mise au jour, la fertile imagination de ces messieurs et de leurs mandants en a une autre toute prête ; il croit, cependant, que son aide de camp, qui est en route, sera en état de fournir des explications satisfaisantes. La mesure du gouvernement britannique allégera les difficultés financières du gouvernement exécutif et donnera satisfaction à chacun, sauf à Papineau et à ses partisans immédiats ; effectivement la révocation absolue de l'Acte 1 et 2 Guillaume 4, ch. 23, de manière à remettre encore les impôts à la disposition du Trésor, pourra être effectuée sans danger, car ceux qui sont capables de réflexion ont pris l'alarme en voyant les effets produits en Angleterre par les procédures séditieuses de l'Assemblée. N'attend pas beaucoup d'avantages de l'union des provinces, elles sont si éloignées les unes des autres, sans compter d'autres obstacles. Il verrait avec intérêt l'annexion de l'île de Montréal au Haut-Canada, mais une continuation de procédures comme celles dont on a été témoin récemment dans l'Assemblée pourrait rendre une mesure de cette sorte nécessaire. L'annexion des îles de la Madeleine à l'île du Prince-Edouard, et celle de Gaspé et de Bonaventure au Nouveau-Brunswick, augmenteraient la prospérité de ces localités, sans affecter sérieusement le Bas-Canada. Remercie de la bonté qu'on a eue de le dispenser de répondre en personne aux accusations portées par l'Assemblée. Ne croit pas que la présence de qui que ce soit de la province soit nécessaire, excepté celle de MacKinnon. La cause du gouvernemt est trop bonne pour exiger d'autre aide que l'exposé des faits. La plus grande libéralité envers la province et l'extrême indulgence pour l'Assemblée sont visibles dans chaque ligne de ses instructions, et il s'est appliqué à donner effet à ces instructions. Quoique Viger ou tout autre agent de l'Assemblée en puisse dire, la population est tranquille. La seule lutte est celle qui se fait entre les journaux. 365

Inclus. Extraits de journaux. 373

9 mai, Québec. Aylmer à Stanley (n° 39). Envoie rapport du clergé du Bas-Canada qui n'a reçu aucune partie des deniers votés par le parlement en 1832. Explique le retard survenu dans l'envoi du rapport. 384

Inclus. Rapport. 385

10 mai, Québec. Aylmer à Stanley (n° 40). Transmet livre bleu de 1833. Causes du retard. 386

10 mai, Québec. Le même au même (séparément). Ne peut comprendre comment les documents concernant le juge Kerr ne sont pas parvenus, parce qu'ils avaient été envoyés tel qu'annoncé. En envoie maintenant une troisième copie. 387

13 mai, Québec. Le même au même (n° 41). Transmet pétition de Philemon Wright demandant une concession de terrains en considération des avantages que le public a tirés de son établissement sur l'Ottawa. Croit que les allégations de cette pétition sont strictement vraies, mais craint qu'un acquiescement à la requête n'entraîne plus tard des inconvénients. 388

Inclus. Pétition. 390

1834.
20 mai, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 42). Envoie rapports du prix moyen des produits agricoles et du taux des gages, sous l'impression que ces renseignements peuvent être utiles. Page 398

Inclus. Rapports. 399, 400

20 mai, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 43). A reçu dépêches par le courrier d'avril d'Halifax, suivant la liste annexée. 401

Inclus. Liste.

21 mai, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 44). Envoie rapport au sujet des terres de la Couronne et regrette le retard. Explique que le nombre considérable de lettres patentes délivrées aurait du être parfait longtemps avant qu'il prit charge du gouvernement, mais maintenant elles paraissent avoir été délivrées par lui. 405

Inclus. Relevé des ventes de terres dans le Bas-Canada depuis le 31 décembre 1823 jusqu'au 1er janvier 1833. 408

Daly à Craig. Explique la cause du retard apporté à la préparattion du relevé précédent. 409

Rapport concernant les concessions gratuites de terres appartenant à la Couronne dans le Bas-Canada. 410

(Ce dernier rapport contient les noms des concessionnaires, l'étendue concédée, les cantons où sont situées ces terres, la date et les conditions de ces concessions.)

22 juillet, Artillerie. Kempt à Spring Rice. Renvoie la dépêche d'Aylmer et la copie de la lettre à Campbell. Convient de l'importance d'établir de bonnes communications pour les fins militaires entre le Bas-Canada et le Nouveau-Brunswick, ce qui dépendra cependant beaucoup des considérations politiques. 245

Lord Aylmer, gouverneur, 1834.

Q. 216—3.

1834.
23 avril, Montréal. Alexandre de Holstein Gottrop ou Ozaisk à Aylmer.

15 mai, Montréal. Alexandre de Holstein Gottrop ou Ozaisk à Tidy.

16 mai, Montréal. Tidy à Aylmer. Celle-ci et les deux lettres précédentes sont incluses dans celle d'Aylmer à Stanley, 31 mai 1834.

28 mai, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 45). Transmet une adresse de Montréal, contenant près de 12,100 noms, tous, sauf quelques rares exceptions, signés par les personnes elles-mêmes. 465

Inclus. Adresse. 466

Adresse de loyauté des habitants d'Annfield ou Beauharnois. 471

Adresse de loyauté des habitants d'origine britannique de St-Eustache. 476

28 mai Sorel. Aylmer à Stanley (lettre à part). Expédie copie d'une adresse de loyauté de Montréal; l'original sera expédié de Québec par un navire. 484

(Une copie de l'adresse originale se trouve à la page 466.)

29 mai, Sorel. Aylmer à Stanley (personnelle). Dit qu'il avait répondu à sa lettre personnelle du 28 mars par un navire privé, parti de Québec. Rien n'est arrivé depuis qui soit digne de remarque. Les deux partis tiennent des assemblées, mais la tranquillité continue à régner. Les résolutionistes, comme on est convenu de les appeler, continuent à employer les moyens les plus indignes pour obtenir des signatures. A envoyé l'adresse au roi, de Montréal; lui envoie celle qui lui a été adressée à lui-même. Elles ne sont pas strictement officielles, mais il croit préférable de les expé-

1834.

dier. Il n'y a pas de doute que le parti de la violence perd du terrain ; mais il doit le mettre en garde contre l'idée que les nouvelles élections devront amener à l'Assemblée une classe d'hommes plus éclairés et mieux disposés à seconder les vues libérales du gouvernement de Sa Majesté. Le parti de la violence est surtout tombé dans le discrédit dans l'opinion des hommes instruits et sérieux, mais tant que les Canadiens français demeureront aussi ignorants qu'ils le sont aujourd'hui, la constitution accordée par le gouvernement britannique ne pourra jamais fonctionner efficacement, et elle sera toujours le rempart derrière lequel se protégeront quelques démagogues rusés et sans principes pour paralyser toute tentative faite par la mère-patrie pour assurer le bien-être de cette province. Justice doit cependant être rendue à la grande masse de la population d'origine française. Ces gens sont satisfaits, loyaux et honnêtes, et cependant ils enverront de nouveau au parlement des hommes qui sont tout leur opposé, mécontents, déloyaux, sans principes, mais qui savent en imposer à la crédulité de leurs concitoyens. Les *leaders* de l'Assemblée ont entre leurs mains d'amples moyens de récompenser leurs partisans, soit par des octrois sur les fonds publics, soit autrement. Si toutes les accusations de corruption et de malversation portées contre le gouvernement exécutif étaient fondées, il faudrait aussi admettre que les pratiques et les menées de l'Assemblée sont encore bien plus corrompues. Tant que l'Assemblée pourra contrôler le pouvoir nécessaire du gouvernement exécutif, l'action de ce dernier sera constamment entravée et paralysée. Ne voit pas d'autre remède que le rappel absolu de l'Acte 1 et 2, Guillaume 4. Beaucoup de gens commencent à s'alarmer des procédés séditieux de la dernière session et accepteraient la mesure sans murmurer, mais si on laisse passer cette occasion, il ne s'en présentera peut-être plus de semblable. Page 485

Inclus. Adresse, à Aylmer, de la députation de Montréal. 491

Réponse à la députation. 493

Extrait des journaux sur différents sujets politiques. 502

31 mai, Sorel. Aylmer à Stanley. Transmet les papiers qui peuvent intéresser le *Foreign Office*. Le commandant a reçu instruction d'assurer le correspondant qu'il pouvait rester en sûreté à Montréal. Envoie le rapport de l'entrevue entre le commandant et le correspondant (Gottorp). 532

Inclus. Rapport concernant la division de la Russie, proposée dans une entrevue entre le commandant de Montréal et Alexandre de Holstein Gottorp. 533

Demande de protection de la part d'Alexandre de Holstein Gottorp (alias Ozaisk). 539

Rapport du colonel Tidy sur ses impressions après visite faite à Alexandre de Holstein Gottorp. 541

Alexandre de Holstein Gottorp, se servant du nom d'Ozaisk, à Tidy. Il fera visite à Tidy à l'heure qui conviendra à ce dernier. 543

Long rapport sur les affaires de Russie et sur la situation de Holstein Gottorp ou Ozaisk, avec documents corroboratifs. 544-587-593

2 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (nº 46). A été obligé de renvoyer Young du bureau de l'auditeur des comptes publics. Ce bureau avait été créé pour soulager le Conseil d'une partie de ses devoirs, comme bureau d'auditeurs, mais les embarras causés par Young au Conseil exécutif, au receveur général et à l'inspecteur général, rendaient son renvoi nécessaire.

Remarques concernant les rapports officiels de Young avec les autres départements. 596

3 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (nº 47). Recommande Joseph Masson pour un siège au Conseil législatif. 601

3 juin, Sorel. Aylmer à Hay. Transmet le mémoire du nombre des immigrants arrivés à Québec jusqu'au 31 mai. 602

Inclus. Mémoire. 603

1834. 3 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 48). Transmet l'adresse de Trois-Rivières. Page 604

Inclus. Adresse de Trois-Rivières en opposition aux résolutions adoptées par la Chambre d'Assemblée. 605

La même en français. 608

9 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 49). Conformément à la demande, il envoie les signatures qui doivent être annexées à l'adresse de Montréal. 611

10 juin, Sorel. Le même au même (n° 50). Envoie l'état des recettes et dépenses de la corporation des réserves du clergé. 612

Inclus. Etat. 613

11 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 51). Envoie cinq collections complètes des lois du Bas-Canada, à partir de 1829. Le même nombre de collections sera envoyé annuellement à l'avenir. 614

11 juin, Sorel. Le même à Hay (personnelle). Envoie les copies de l'acte provincial sur la teneur des terres, passé en 1829. 615

Inclus. Acte pour valider le transport des terres, etc., tenues en franc et commun saccage dans le Bas-Canada. 616

12 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (n° 52). Envoie les feuilles de parchemin avec les signatures qui doivent être annexées à l'adresse de Montréal. 629

16 juin, Sorel. Le même au même (n° 53). Envoie les adresses de Grenville et de la partie ouest de Chatham, qui doivent être déposées au pied du trône. 630

Inclus. Adresses. 631

16 juin, Sorel. Aylmer à Stanley (privée). Envoie copie de la *Minerve* pour montrer qu'en autant que les paroles peuvent le faire, Papineau et son parti, mettent le roi au défi au sujet des terres. Si le peuple ne se soulève pas, ce n'est pas leur faute, mais heureusement le peuple ne se laissera pas émouvoir par ces appels. Un silence dédaigneux paraît être la meilleure manière de traiter ce parti, qui semble infatigable dans son travail pour obtenir des signatures à son adresse en faveur des 92 résolutions. Si ces signatures sont présentées à la Chambre des Communes, il faudra en faire un examen minutieux, qui démontrera qu'une faible proportion seulement de ses signatures sont de la main des signataires, les croix elles-mêmes étant de la même main. Cause du retard à répondre à la demande de renseignements concernant les terres de la Couronne. Alarme causée à Québec par de nombreux cas de typhus parmi des immigrants venant d'Irlande à bord de certains vaisseaux. et par quelques cas de choléra asiatique à bord de certains autres. Tous les malades ont été débarqués à le Grosse-Ile, station de quarantaine. 634

30 juin, Québec. Aylmer à Stanley (n° 54). Envoie la liste des actes passés à la dernière session, copie des actes, les procès-verbaux du Conseil législatif, et un sommaire des actes.

Inclus. Liste des actes.

30 juin, Québec. Aylmer à Stanley (n° 55). A reçu les dépêches suivant la liste ci-annexée.

Inclus. Liste.

Lord Aylmer, gouverneur 1834.

Q. 217-1.

1834. 1er avril, Downing Street. Stanley à Aylmer. Désire obtenir des informations sur une concession de terres qu'on dit avoir été faite à Folton et à sa famille. Page 132

1er juillet, Québec. Aylmer à Stanley (n° 56). Fournit rapport demandé par la dépêche en date du 26 mars. 3

Inclus. Résumé des règlements concernant la quarantaine et de ceux observés à la Grosse-Ile. 4

1834.

Règlements additionnels concernant la quarantaine. Page 23
Instructions au surintendant médical à la Grosse-Ile et à ses aides. 31
Lois qui donnent force et effet aux règlements de la quarantaine. 35
Etat des frais et autres dépenses auxquels les navires sont sujets à cause de la quarantaine. 46
Etat des noms et désignation des officiers de la quarantaine. 47

2 juillet, Québec. Aylmer à Stanley (n° 57). Transmet un mémoire de la corporation des réserves du clergé avec les documents qui l'accompagnent, lequel mémoire se plaint que les intérêts de la corporation n'avaient pas été dûment sauvegardés par le commissaire des terres de la Couronne, et suggérant comme remède que la disposition des réserves du clergé soit confiée à une commission composée de membres de la corporation. Les observations du commissaire des terres de la Couronne sont assez claires et assez complètes pour ne nécessiter aucun autre détail dans la présente dépêche. Transmet rapport du conseil exécutif sur les questions soumises à son examen par Dalhousie en 1827. Les intérêts du commissaire des terres de la Couronne et ceux de la corporation du clergé, quant à la disposition des réserves du clergé, sont si différents, qu'il n'est pas étonnant qu'il y ait des plaintes. Sans doute tout sujet de plainte disparaitra devant la proposition de révoquer la charte de la corporation du clergé et de transférer la propriété des réserves à la Couronne pour le bénéfice du clergé protestant dans la province. Remarques sur l'Acte qui doit être passé à cet effet. 48

Annexé.—Notes réquérant réponse de *Downing street*, datées du 3 janvier (1835), dans lesquelles la conduite du commissaire des terres de la Couronne est considérée comme correcte, et que par conséquent il n'y a pas de raison de lui enlever le contrôle de la vente des réserves du clergé. 54

Inclus. Liste des pièces. 58
Mémoire de la corporation des réserves du clergé. 59
Annexe mentionné au mémoire. 66
Craig à Mgr l'évêque de Québec en réponse au mémoire. 81
Autres documents. B à 120

3 juillet, Québec. Aylmer à Stanley (n° 58). Transmet la lettre de Felton en réponse à la demande de renseignements faite au sujet de la concession de terres accordée à ce dernier et à ses enfants. Les choses s'étant passées avant qu'il fût en charge, il n'en connaît que ce qui appert au document. Les concessions qu'il a reçu ordre d'empêcher étant déjà faites, il attend d'autres instructions. Envoie un état préparé ici pour être comparé à celui qui lui a été envoyé, parce que les deux diffèrent. 121

Inclus. Extrait d'un rapport de la Chambre des Communes sur les terres concédées aux membres du Conseil législatif. 135
Résumé des dépêches du secrétaire d'Etat permettant de faire des concessions de terres à Felton et à sa famille. 136
Liste des pièces expédiées. 137
Documents. 138 à 233

4 juillet, Québec. Aylmer à Stanley (n° 59). Envoie un mémoire d'Arthur Burton demandant d'être payé de ses services pendant la dernière guerre. 234

Inclus. Mémoire. 235

5 juillet, Québec. Aylmer à Stanley (n° 60). Explique pourquoi une certaine somme a été chargée comme frais au procureur général sur les concessions gratuites de 198 acres de terre. L'insuffisance des frais établis par le règlement de 1797 amena l'adoption d'un nouveau règlement en vertu d'un rapport adopté le 27 février 1833, par lequel on pourvoit à ce que les frais des concessions gratuites soient payés à même les fonds affectés aux terres et à la coupe du bois. Bons effets de ce changement. 236

Inclus. Procès-verbaux, rapports, etc., du Conseil exécutif relativement aux frais des lettres patentes pour les terres.

1834.

1er septembre 1831. Page 241
8 octobre 1831. 243
20 février 1833. 246

9 juillet, Québec. — Aylmer à Stanley (n° 61). Transmet les questions que le collège McGill désire soumettre au gouvernement. Informations demandées au sujet de la poursuite entre les syndics et DesRivières, et aussi demande que le Conseil privé rende sa décision. Ils désirent un amendement à la charte. Demandent certaines nominations et la confirmation des nominations faites. 248

Inclus. Procès-verbaux de l'assemblée des gouverneurs du collège McGill. 250

10 juillet, Québec. — Aylmer à Hay. Explique l'action du gouvernement exécutif au sujet du revenu territorial et du revenu casuel. 255

12 juillet, Québec. — Aylmer à Stanley (n° 62). Envoie la liste des condamnés à mort dont la peine doit être commuée en celle de la déportation pour la vie. 258

Incluse. Liste des prisonniers. 261

Remarques sur le procès des Shuters pour meurtre, avec la preuve. 262

12 juillet, Québec. — Aylmer à Stanley (à part). Renvoie le grand sceau dont on se servait avant l'arrivée du nouveau. 283

14 juillet, Sorel. — Le même au même (n° 63). Envoie la liste semi-annuelle des membres des conseils exécutif et législatif. 284

Incluse. Liste. 285

14 juillet, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 64). Envoie copie des procès-verbaux du Conseil exécutif. 290

14 juillet, Sorel. — Le même au même (n° 65). Envoie les états des recettes et dépenses au sujet des terres de la Couronne et des licences pour la coupe des billots. 291

Inclus. Etat pour 6 mois jusqu'au 30 juin 1834. 292

Etats pour 3 mois à la même date. 295

Etat des recettes au compte du revenu territorial et casuel. 296

14 juillet, Sorel. — Aylmer à Stanley (n° 66). Transmet le rapport semi-annuel, au 30 juin 1834, concernant les ventes des réserves du clergé. 297

Inclus. Rapport. 298

31 juillet, Sorel. — Aylmer à Hay. Envoie la lettre adressée au capitaine Mackinnon. Il a sévi dans la province une maladie, qui, en bien des cas, était de la nature du choléra asiatique. 300

13 octobre, Londres. — Yorke à Kempt. Au sujet de la concession faite à Felton, il en a conservé le même souvenir que Kempt lui-même. Il donne les détails sur ce sujet. 126

15 octobre, Niton. — Kempt à Hay. A reçu sa lettre au sujet de la concession de Felton, il se rappelle que ce dernier avait fait une demande afin d'obtenir 1,200 acres pour chacun de ses enfants, ce qui fut refusé ; cependant, il se rappelle qu'en envoyant le mémoire il recommanda que si quelque concession était faite elle devrait être limitée à 200 acres. Cette recommandation fut acceptée. Il se rappelle qu'il n'a jamais autorisé la préparation des documents relatifs à la concession de terres à faire à chacun des enfants de Felton. Il joint une lettre de Yorke, qui était alors secrétaire civil et qui lui avait demandé d'examiner le cas, vu qu'on avait besoin d'autres informations. 124

LORD AYLMER, GOUVERNEUR 1834.

Q. 217—2.

1834. 5 août, Sorel. Aylmer à Spring Rice (n° 67). A reçu les dépêches comprises dans la liste annexée. Page 302

Inclus. Liste. 303

7 août, Sorel. Aylmer à Spring Rice. A été informé qu'il (Spring Rice) a eu l'honneur de se voir confier le sceau du département colonial. 304

10 août, Sorel. Le même au même (personnelle). A reçu les lettres. La Chambre d'Assemblée est la cause de l'état difficile des affaires. Son regret que le comité de la Chambre des Communes ait décidé de ne pas imprimer la preuve fournie sur les affaires du Canada. Ceci n'est pas de nature à lui faire rien anticiper de bon du rapport, du moins quant à lui-même. La nature des accusations est telle qu'elles exigent plus qu'un simple verdict déclarant qu'elles n'ont pas été prouvées. Il a droit à un résultat qui est un triomphe pour lui. Si, après avoir été représenté comme un criminel par la Chambre d'Assemblée, la fausseté des accusations n'est pas rendue évidente par la publication de la preuve, il en serait à regretter qu'on n'ait pas directement procédé contre lui par voie de mise en accusation. Envoie un exemplaire du *Vindicator*, l'organe du parti qui a dirigé la Chambre à la dernière session. Il fait voir le but que ce parti se propose d'atteindre. 305

Inclus. Extraits du *Vindicator* intitulé : *Nos espérances.* 308

Extrait sur les affaires canadiennes. 316

15 août, Sorel. Aylmer à Spring Rice (n° 68). A reçu les dépêches conformément à la liste annexée.

Inclus. Liste.

2 septembre, Sorel. Aylmer à Spring Rice (personnelle). Excitation causée par la nomination de Gale comme juge. On lui reproche de ne pas être Canadien français et d'avoir été en politique un partisan de Dalhousie, mais on ne conteste pas ses capacités. Lui-même connaît peu Gale, mais il était sous l'impression qu'il était opposé à la politique qu'il (Aylmer) a suivie. Par conséquent, sa nomination n'est pas le résultat de considérations politiques ou personnelles, mais est due à la forte recommandation du juge en chef Reid. Quant au reproche qu'on fait à Gale de ne pas être Canadiens français, il faut prendre en considération que sur quatre nominations postérieures à 1828, en y comprenant celle de Gale, trois Canadiens français en ont eu le bénéfice. Maintenant, si la politique peut être considérée comme une objection, elle s'applique également aux trois autres. Il rougit d'avoir à se justifier d'avance, mais la violence des attaques antérieures dirigées contre lui rend nécessaire de mettre le gouvernement en garde contre toute fausse représentation. Sa position dans la province est difficile, et il a besoin d'être supporté par le gouvernement impérial. 322

Inclus. Extraits de journaux sur la nomination de Gale comme juge. 327

2 septembre, Sorel. Aylmer à Spring Rice (n° 69). Démission d'Uniacke et son remplacement par Gale sur le banc. 358

6 septembre, Québec. Le même au même (n° 70). Envoie rapport sur la distribution des troupes dans les Canadas.

Inclus. Rapport mensuel sur la distribution des troupes, daté du 1er août 1834. 360

9 septembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (personnelle). Envoie un exemplaire du *Vindicator* contenant les procès-verbaux du comité central de Montréal, ce

1834. qui mérite une sérieuse attention. La menace de prendre les armes ne fait qu'exciter ici un sourire de mépris, cependant, à 3,000 milles de distance, on pourrait prendre la chose au sérieux. Ne pense pas que la nouvelle Chambre se montre plus raisonnable que la précédente. On prendra soin d'éviter toute apparence d'immixtion de la part du gouvernement local dans les élections, et ses officiers ont été notifiés de son désir de les voir s'abstenir de se présenter comme candidats, afin de laisser le champ parfaitement libre aux adversaires. Les deux provinces ont encore été sérieusement éprouvées par le choléra asiatique. Page 361

Inclus. Le *Vindicator*, contenant le rapport de la convention, ainsi que la lettre de Roebuck. 364

11 septembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (personnelle). Tant a été dit au sujet des finances qu'il ne veut pas discuter cette question, quand lui Rice est déjà si fortement occupé à autre chose. Mais il ne peut s'empêcher de croire que l'Acte 1 et 2 Guillaume 4, contient en lui-même son propre palliatif. Envoie, à l'appui de cette opinion, des extraits de la dépêche du 18 août 1833. Il n'y a pas de divergence d'opinion, quant au pouvoir accordé par 1 et 2 Guillaume 4, à la législature provinciale de disposer des revenus perçus en vertu de l'acte 14 George 3, chap. 88, mais les jurisconsultes de la Couronne paraissent n'avoir considéré qu'un seul côté de la question. Comment et dans quelles circonstances l'Acte 1 et 2 Guillaume 4, chap. 23, deviendra caduc. 297

13 septembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 71). A la demande du juge Vallière de Saint-Réal, envoie la correspondance relative à une cause dans laquelle il est concerné. Au cours d'un procès pour nuisance publique, dans lequel le juge Vallières conduisit sa propre cause, il a été condamné à une heure d'emprisonnement pour mépris de cour. Plus tard, le juge Vallières se plaignit à lui (Aylmer) et demanda que l'exécutif cassât la sentence de la cour et vengeât ainsi la dignité de la magistrature. Avait décidé de ne pas intervenir et de laisser Vallières obtenir des tribunaux le redressement de ses griefs. Vallières demanda la production de tous les documents produits avec sa première communication; ceci lui étant refusé, il demanda alors que toute la correspondance fût envoyée au gouvernement de Sa Majesté, ce qui est fait actuellement. S'il a eu tort, il se soumettra aux instructions qui lui seront données au sujet de cette affaire. 402

Inclus. Liste des documents relatifs à l'emprisonnement du juge Vallières. 406

Documents judiciaires et autres concernant la cause. 407

19 septembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 72). Envoie rapport du nombre des troupes en service au Canada au 1er septembre. 441

7 octobre, Sorel. Aylmer à Spring Rice (n° 73). A reçu les dépêches conformément à la liste annexée. 443

Incluse. Liste. 444

8 octobre, Sorel. Aylmer à Spring Rice (personnelle). A reçu une dépêche lui annonçant que des arrangements avaient été faits pour avancer le solde restant impayé sur le budget de 1833 pour le service civil. Quand les dépêches officielles seront arrivées, il enverra sa réponse officielle. Envoie maintenant des observations sur les affaires de la province. Pour bien comprendre les affaires du Canada, il faut un long apprentissage, car nulle part ailleurs l'art de la chicane n'est mieux connu, et comme preuve on peut citer le fait qu'ils ont fait croire aux membres du parlement que la condition du pays est la même que celle des Etats-Unis avant leur lutte pour l'indépendance. Si cela était vrai, il (Aylmer) mériterait le châtiment le plus sévère pour l'avoir caché, mais rien n'est plus éloigné de la vérité. Les Canadiens français ajouteront foi à la liste des griefs supposés que les *leaders* du parti mécontent inventent avec tant de talent, mais ils n'iront pas plus loin, et ne combattront pas à main armée l'auto-

1834.

rité constituée. La différence entre la population des Etats-Unis à l'époque de la révolution et celle du Bas-Canada de nos jours. Les Canadiens-Français sont une race paisible, bien peu enclins vers les questions abstraites, mais ils sont devenus les instruments par lesquels un petit nombre de factieux essaient de prendre de l'ascendant à la Chambre d'Assemblée. La minorité trouve la compensation de son petit nombre dans sa richesse, son énergie et son industrie supérieure. Dans le cas d'hostilité armée, presque tous se rangeront d'eux-mêmes du côté du gouvernement britannique, comme le feront les habitants du Haut-Canada. Les langues et les plumes du parti mécontent seront les seules armes dont ils se serviront, mais la nouvelle Assemblée se montrera moins raisonnable que la dernière. Envoie les journaux pour montrer les efforts faits par les mécontents. (Ceux-ci n'étaient pas inclus.) Attire l'attention sur leur contenu et sur les observations de la *Gazette* de Neilson. L'augmentation de violence des mécontents provient de ce que le comité de la Chambre des Communes a prêté l'oreille à leurs prétendus griefs et a écouté les menaces séditieuses de l'Assemblée. Ne pense pas probable qu'un nouvel appel soit fait au parlement, mais dans tous les cas, pour le prévenir, il suggère qu'une commission parlementaire soit envoyée au Canada pour s'assurer de l'état des affaires. Le soin qui devra être apporté dans le choix de ceux qui devront composer cette commission. Page 446

10 octobre, Sorel. — Aylmer à Spring Rice (n° 74). Envoie l'état des recettes du revenu casuel et territorial, ainsi que de celui des terres de la Couronne, et l'état des recettes provenant des licences pour la coupe du bois pendant les trois mois finissant le 30 septembre. 454

Inclus. Etats des dites recettes. 455, 456

13 octobre, Sorel. — Aylmer à Hay. Les Almanachs de Québec ont été envoyés régulièrement durant les trois dernières années. 457

16 octobre, Sorel. — Le même au même. Envoie l'Almanach de Québec pour cette année. 458

28 octobre, Sorel. — Le même à Spring Rice (personnelle). Envoie un exemplaire de la *Minerve* et attire l'attention sur l'article intitulé : " Correspondance de New-York ", qui parle du désir du parti mécontent de se séparer de la mère-patrie. Ne croit pas que l'action suivra les paroles, et advenant le fait, le parti anglais influent se rangera du côté du gouvernement. 40?

Inclus. Extraits de la *Gazette de Québec* du 3 octobre. 461

Minerve du 27 octobre. 468

29 octobre, Sorel. — Aylmer à Spring Rice (personnelle). Avait envoyé un exemplaire de la *Minerve*, envoie maintenant l'*Echo du Pays.* Quelques passages sont d'une trahison évidente, mais il serait impossible de trouver un jury pour arriver à cette conclusion. Le peu d'effet produit par ces articles. 490

(Aucun journal n'a été reçu avec la lettre ci-haut mentionnée.)

30 octobre, Sorel. — Aylmer à Spring Rice (n° 76). A reçue les dépêches conformément à la liste annexée. 491

Inclus. Liste. 492

4 novembre, Sorel. — Aylmer à Spring Rice (n° 76). Transmet une requête demandant l'amélioration de la navigation sur l'Ottawa, et considère que cette question est une des plus importantes. 495

L'adresse se trouve dans Q. 283.

5 novembre, Sorel. — Aylmer à Spring Rice (n° 77). Avait envoyé la lettre de Daly; envoie maintenant documents demandés. 497

Annexé. Notes pour réponse à la demande de Daly. 498

Inclus. Daly à Craig. Transmet l'état des frais et un mémoire pour dissiper les impressions du secrétaire colonial. 502

7 novembre, Sorel. — Aylmer à Spring Rice (personnelle). Envoie un exemplaire de la *Gazette de Québec* de Neilson, contenant les articles se rattachant à l'élection et qui s'accordent avec ses propres opinions. 507

1834.
17 novembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 78). A reçu les dépêches conformément à la liste annexée. Page 508

Inclus. Liste. 509

20 novembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 79). Transmet le mémoire de Simon Fraser, ci-devant lieutenant au 42e régiment. 510

Inclus. Mémoire de Simon Fraser, demandant une indemnité pour une partie de ses terres expropriée pour l'usage du canal Rideau. 511

22 novembre, Québec. Aylmer à Hay (personnelle). Lui recommande d'avoir une entrevue avec Ryan, un monsieur engagé dans des entreprises commerciales au Bas-Canada et qui peut lui donner sur les affaires de la Province des renseignements beaucoup plus complets que ceux qu'il pourrait inclure dans les cadres d'une lettre. 513

23 novembre, Québec. Le même à Spring Rice (n° 80). Immédiatement après avoir été autorisé à prendre sur la caisse militaire une somme n'excédant pas £31,000 pour payer les arrérages de l'année finissant en octobre 1833, a réuni le Conseil exécutif pour régler les détails. Envoie les rapports, et il le remercie pour le soulagement et l'aide accordés si à propos, tant en son nom qu'en celui des autres fonctionnaires, dont les appointements de quelques-uns n'avaient pas été payés depuis 20 mois, et ceux de quelques autres depuis 17 mois, car tous, sauf quelques exceptions, comptaient exclusivement sur leurs appointements pour vivre, et ils avaient été obligés de vendre leurs ameublements, leurs argenteries et leurs montres pour se procurer les choses nécessaires à la vie. Craignait la dissolution du gouvernement du roi dans la province, vu le manque de moyens pour en supporter les frais. Est soulagé pour le moment, mais il est nécessaire de prévenir le retour d'un état de choses aussi critique. 515

Inclus. Rapport du comité du Conseil entier pour régler le paiement des arrérages. Le comité a préparé deux états, le premier montrant la balance des appointements non payés pour 1833, l'autre les balances dues sur les dépenses courantes de la même année. Le comité recommande que des mandats soient émis pour solder les balances portées dans ces états. 518

Inclus. Etat n° 1. 525

Etat n° 2. 530

24 novembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (confidentielle). Répondra prochainement aux questions concernant le service public. Pour le moment, il écrit en sa capacité personnelle, donnant ses propres vues sur la situation publique au Bas-Canada, laquelle démontre qu'un changement serait désirable, étant donné la position difficile dans laquelle il se trouve et l'hostilité de la Chambre d'Assemblée contre lui-même personnellement. Expose la condition des affaires et conclut : " Je vous prie de croire que si, dans ma situation particulière, la plus haute charge dont peut disposer la Couronne, m'était offerte, je demanderais respectueusement instamment la permission de la refuser. Je suis cependant satisfait de ma position ici, et je n'ai encore aucune raison de me décourager, et quoi que la condition des affaires dans la province n'annonce rien de bien satisfaisant, le gouvernement de Sa Majesté a encore à sa disposition les moyens d'accomplir tous les projets qu'il peut avoir en vue. Des maux qui existent actuellement, on peut encore tirer beaucoup de bien." 532

26 novembre, Québec. Le même au même (n° 81). Annonce la mort de Roch de St-Ours, le 11 courant. 539

28 novembre, Québec. Le même au même. Son mépris pour la plupart des journaux. Ceux qui représentent le parti mécontent étant sous le contrôle constant et direct de ses chefs, doivent être considérés comme leurs organes. C'est pourquoi il en envoie des exemplaires au Bureau Colonial. Son chagrin du renvoi du juge Kerr, qui sera remplacé par quelque avocat français. Cela constitue une grande perte, d'autant plus qu'il sera impossible d'en

1834.

nommer aucun d'acceptable pour l'Assemblée, à moins qu'il ne soit partisan de la majorité, dans laquelle il ne s'en trouve pas qui aient les qualités nécessaires de service et d'intégrité, presque tous étant des jeunes gens d'une condition inférieure au barreau et dont la nomination serait considérée comme une grande injustice faite à la profession. Le plus chaud partisan serait traité en ennemi aussitôt qu'il aurait accepté la position. Tous les sacrifices ont été inutiles pour apaiser le parti, car son influence cesserait du moment qu'il se réconcilierait avec le gouvernement de Sa Majesté. Envoie lettre adressée au juge Sewell et la réponse de ce dernier sur la question de savoir s'il est opportun de nommer juges une plus grande proportion de Canadiens français qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Page 540

Inclus Aylmer au juge en chef. Lui rappelle une conversation concernant le choix d'un plus grand nombre de Canadiens français pour la magistrature, et son impression que le juge en chef était d'opinion que dans les circonstances actuelles il n'était pas opportun d'en augmenter la proportion. 546

Le juge en chef Sewell à Aylmer. Se rappelle cette conversation, et il n'a pas changé d'opinion. Le droit public anglais, la loi maritime anglaise, certaine partie de la jurisprudence civile, particulièrement toute la loi entière de la preuve en matières commerciales et tout le Code criminel, font partie du système appliqué dans les cours de la province. Le reste comprend la coutume de Paris et les lois générales de la France en vigueur à l'époque de la conquête. Sur cette dernière partie, les avocats Canadiens français sont bien renseignés, mais ils le sont très peu sur la première. En outre de ces raisons, ces nominations seraient de nature à affaiblir la confiance de la classe commerciale dans l'administration de la justice. 548

1er décembre, Québec.

Aylmer à Spring Rice (n° 82). Transmet les résolutions adoptées à une assemblée récente à Montréal. Cette assemblée fut convoquée à propos des événements qui se sont passés lors des dernières élections dans le quartier ouest de Montréal, et où la haine de parti s'est manifestée au point de mettre en danger la vie et la propriété. Envoie le rapport du commandant des troupes sur ce sujet. La préservation de la maison de Papineau, l'un des candidats qui avait le plus crié contre l'intervention militaire, est due à cette même intervention. 553

Inclus. Rapport de l'assemblée du Tattersall pour examiner les dommages causés à la propriété et aux personnes lors des dernières élections, et les autres questions se rattachant à cette même affa re. 555

Minute d'un protêt notarié contre les actes illégaux de Charles A. Lusignan, relativement à la dernière élection. 561

Craig à Molson et autres. Le gouverneur en chef, après avoir examiné les résolutions de l'assemblée du Tattersall, ne croit pas que ce qui y est allégué justifie l'intervention de l'autorité exécutive. 569

Le colonel Tidy au lt.-col. Eden. Rapport concernant les émeutes qui ont eu lieu à Montréal en novembre 1834, lors des élections. 571

Lord Aylmer, gouverneur, 1834.

Q. 217—3.

1834. 1er décembre, Québec.

Aylmer à Hay. Le parti anglais ayant décidé de ne plus se soumettre à la domination du parti qui contrôle l'Assemblée, a formé des comités constitutionnels. Croit que leurs agents peuvent être attendus à une époque peu éloignée, et M. Neilson pourrait bien être l'un des délégués chargés d'exposer les griefs de la minorité, comme il l'a été pour

1834. exposer ceux de la majorité. Il n'y a pas d'inconséquence en ceci, vu qu'il a toujours été un constitutionnel, et sur les affaires de la province on peut s'en rapporter à son jugement plus qu'à celui de tout autre. Page 578

Inclus. Elections du Bas-Canada. Extrait de la *Gazette de Québec.* 580

Les affaires publiques dans le Bas-Canada. De la *Gazette de Québec.* 628

2 décembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 83). Envoie la correspondance avec Caldwell au sujet des arrérages dus par lui en vertu de l'arrangement du 25 juin 1829. Il a demandé de pouvoir garder la seigneurie de Lauzon jusqu'à décembre 1835. Recommande que cette demande soit accordée. 636

Incluse. Lettre de Hale à Craig. Attire l'attention sur les arrérages dus par Caldwell et désire qu'une explication soit fournie sur ce sujet. 639

Craig à Caldwell. Comme conséquence du rapport fait au sujet de ses arrérages, il désire avoir une explication sur ce point. 640

Caldwell à Craig. Il explique qu'étant donné le mauvais état du commerce de bois, il lui a été impossible de payer les arrérages en question, et il demande d'être laissé en possession de la seigneurie de Lauzon jusqu'à février 1835. 641

3 décembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 84). Transmet les représentations des juges au sujet de leur état de dépendance et les inconvénients résultant de l'absence d'un arrangement définitif. 650

Inclus. Représentations des juges signées par les juges en chef Reid et Sewell et par les juges puisnés Pike, Rolland, Gale, Bowen et Panet. 651

4 décembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 85). Avait envoyé un volume contenant la preuve fournie devant un comité de l'Assemblée en 1832, au sujet de l'intervention militaire dans les élections, en mai 1832. Envoie maintenant les procès-verbaux de 1834, vu que ce sujet peut venir sur le tapis à la prochaine session. 656

Inclus. Procès-verbaux et témoignages concernant l'intervention militaire dans les élections de 1832. Titre. Le rapport est relié séparément. 657

5 décembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 86.) Transmet copie des résolutions adoptées à une assemblée des gouverneurs au collège McGill. L'Institution Médicale de Montréal est maintenant fondue avec la faculté médicale du collège McGill. Les résolutions démontrent les inconvénients qui résultent du fait que, par leur charte, pour la nomination d'un principal ou d'un professeur, ils sont obligés de consulter le gouvernement de Sa Majesté. 658

Inclus. Résolutions des gouverneurs du collège McGill. 660

6 décembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 87.) Transmet un mémoire de Ryland pour la continuation de sa pension, suspendue par la Chambre d'Assemblée. Tout en considérant ce mémoire comme digne de considération, ne peut pas recommander que cette pension soit payée à même les fonds mis à la disposition de la Couronne, mais qu'elle soit portée au débit des fonds généraux de la province. 662

Inclus. Mémoire de Ryland. 665

Rapport d'un comité de tout le Conseil. 668

7 décembre, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 88.) Transmet un mémoire du capitaine Cox, du 87e régiment, demandant une indemnité en terres comme compensation pour la perte de l'Ile Bonaventure, concédée à son grand-père. Des cas semblables sont fréquents en Bas-Canada, et presque tous sont décidés contre les prétentions des requérants. Les circonstances du cas actuel justifient le fait de soumettre la question au gouvernement de Sa Majesté, et il la recommande à une considération favorable. 671

Annexé. Notes pour réponse au mémoire ci-dessus, lequel est opposé à la réclamation. 673

Inclus. Mémoire du capitaine Cox. 675

1834.
14 décembre, Québec.

Aylmer à Spring Rice (n° 89). Envoie le rapport de l'agent en chef d'immigration. Ce rapport montre que pour l'année l'immigration s'est élevée à près de 31,000 âmes, apportant dans le pays un million sterling de capitaux. Diffère d'opinion avec Buchanan dans ses vues sur la taxe sur l'immigration. Page 678

Inclus. Rapport. 680

Etat montrant le nombre des arrivages par semaine. 699

Les noms des ports d'où sont partis les immigrants, classés par pays :

Angleterre. 700

Ecosse. 702

Irlande. 701

Etat comparatif du nombre des immigrants arrivés depuis 1829. 703

Répartition des immigrants arrivés à Québec en 1834. 704

Rapport du nombre des émigrants du Royaume-Uni arrivés à New-York depuis les six dernières années. 705

Liste des pertes de vie et des naufrages des navires en route pour Québec, le printemps dernier. 706

Extrait des rapports hebdomadaires. 708

Acte du Royaume-Uni concernant les passagers. 716

Amendement suggéré par M. Buchanan. 726

Copies et extraits de lettres des agents du gouvernement en Haut-Canada. 733

Lettres de Buchanan. 746, 750

Table des matières du rapport de Buchanan. 755

20 décembre, Québec.

Aylmer à Spring Rice (n° 90). Envoie la copie des documents intitulés : " Déclaration des causes qui ont amené la création de l'Association constitutionnelle de Québec et l'objet de cette fondation ", qui lui a été présentée par une délégation de la société. Les événements survenus lors des dernières élections générales ont malheureusement soulevé un violent sentiment national et contribué à la formation de deux partis. 758

Inclus. Déclaration, datée de décembre 1834. 760

22 décembre, Québec.

Aylmer à Spring Rice (n° 91). Les cadeaux qui devaient être distribués aux sauvages, et attendus à Québec dans le cours de l'automne dernier, ne sont pas arrivés, et les tribus en ont été très mortifiées. 775

23 décembre, Québec.

Aylmer à Spring Rice.—(n° 92) Attire l'attention sur l'Acte imposant une taxe sur les immigrants arrivant à Québec, et qu'il avait réservé. S'il est sanctionné, demande qu'avis en soit donné à tous les agents pour l'information de tous dans les ports du Royaume-Uni. 777

24 décembre, Québec.

Le même au même (personnelle). Envoie les noms des nouveaux membres de l'Assemblée, ce qui confirme son opinion que la nouvelle Chambre sera encore plus intraitable que la dernière. Le parti Papineau a tout emporté par son influence, et il a fait élire un homme tout à fait inconnu, le Dr O'Callaghan, rédacteur du *Vindicator*, et qui ne s'est distingué que par sa basse grossièreté et ses insultes envers le gouvernement britannique. Un caractère national, jusqu'alors inconnu dans la province, a été donné aux dernières élections, à ce point qu'une séparation très marquée existe maintenant entre les races anglaise et irlandaise d'un côté, et celle d'origine française de l'autre, et des associations constitutionnelles ont été formées par cette dernière, lesquelles contiennent dans leur sein tout ce que cette population comprend d'hommes de talent et d'influence. Il est évident qu'une crise dans les affaires du Bas-Canada est imminente. 778

24 décembre, Québec.

Le même au même (n° 93). Transmet la lettre du président de la Société des Emigrants de Québec, avec des avis au sujet de l'adoption d'un acte du parlement impérial concernant les navires à passagers. Québec étant le terminus du trajet océanique, toutes les défectuosités des règlements y sont mieux connues. Résume les principaux points. 788

1834.

Inclus. Lettre de Daly à Aylmer. Transmet les clauses qu'il pourrait être utile d'inclure dans un acte du Parlement impérial pour réglementer le transport des immigrants au Canada. Page 791
Clauses proposées. 794
Facture d'une boîte de médicaments. 805
Notes devant accompager le projet d'un acte relatif aux passagers, pour les provinces de l'Amérique Britannique du Nord. 806

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1834.

Q. 217—4-5.

Les parties 4 et 5 du volume 217 contiennent la preuve fournie devant le comité général de la Chambre d'Assemblée au sujet des événements qui ont amené l'intervention de la force militaire armée lors de la dernière élection dans le quartier Ouest de Montréal. Les séances du comité ont commencé le 13 janvier, pour se terminer le 3 mars 1834.

La preuve en anglais se termine à la partie 4 et celle en français à la partie 5.

BUREAUX PUBLICS, 1834.

Q. 218.

1826.
20 mai, Québec. — Kerr à Hampson. Inclus dans la lettre de Barrow à Hay, 27 d'août 1834.

1833.
26 août, Québec. — Rapport concernant la liste des pensions des sauvages.

27 août, Québec. — Aylmer à Stewart. Tous deux inclus dans celle de Stewart à Hay, 27 février 1834.

30 septembre, Québec. — Certificat de paiement.

6 novembre, Québec. — Routh à Stewart. Tous deux contenus dans celle de Stewart à Hay, 21 janvier 1834.

25 novembre, Londres. — Kerr au même.

26 novembre, Londres. — Le même à Graham. Tous deux inclus dans celle de Barrow à Hay, 27 août 1834.

6 décembre, York. — Certificat de paiement.

17 décembre, Québec. — Routh à Stewart. Tous deux inclus dans celle de Stewart à Hay, 14 février 1834.

1834.
11 janvier, Trésorerie. — Stewart à Hay. Transmet copie d'une lettre du secrétaire à l'Artillerie et de la lettre et des documents transmis à Québec par leurs officiers et qui concernent le règlement des sentences arbitrales sur les dommages causés par le canal Rideau. Demande si quelque partie de la dette peut être défrayée par la vente de terres en Canada, ou de quelqu'autre manière à même les revenus. Page 128

Inclus. Byham à Stewart. Envoie copie de la lettre des officiers de l'Artillerie à Québec et les documents concernant les sentences arbitrales sur les dommages causés par le canal Rideau. 129

1834.

Les officiers en charge de cette affaire à Byham. Envoie copie des questions faites par Elliot relativement à l'aide dont il pourrait avoir besoin comme arbitre au sujet des terres expropriées pour la construction du canal Rideau, avec les observations de Bolton et leurs instructions sur ce point, qu'ils espèrent voir approuver. Page 131

Questions soumises à l'étude de Bolton. 1–3

Bolton à Nicholl. Envoie les questions soumises par Elliot et veut savoir s'il est autorisé à faire pour le canal Rideau les dépenses y indiquées. Le refus d'accepter la sentence arbitrale doit être fait dans les dix jours qui suivent celui où elle a été rendue. Est-il autorisé à y acquiescer? Son absence n'a causé aucun retard dans l'arbitrage. Envoie un certificat de la santé de John Burrows, surveillant des travaux; en conséquence il emploiera Swalwell. Elliot n'examinera pas les réclamations les plus importantes avant d'en avoir reçu l'autorisation. 136

L'officier en charge à Bolton. Il est prêt à accepter la sentence arbitrale si elle est raisonnable ou à protester si c'est le contraire. 138

Une note dit: "Le garde-magasin refuse de signer les lettres relatives au sujet ci-haut mentionné, n'ayant pas reçu d'instructions spéciales de l'hon. conseil."

Un ordre général à Elliot relativement au canal Rideau, lui enjoignant d'agir aussi vite que possible. 139

16 janvier, Trésorerie. Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie ont écrit au bureau de l'Artillerie au sujet des réclamations produites par les propriétaires, en compensation des terres expropriées pour les fins du canal de Carillon. 140

18 janvier, Affaires étrangères. Backhouse à Hay. Envoie la copie de la note et des documents du chargé d'affaires des Etats-Unis; désire savoir si le contrat au sujet de certaines terres, entre les sauvages et Carver, a été ratifié par l'autorité compétente. 79

Inclus. Une note de Vail, chargé d'affaires des Etats-Unis, à lord Palmerston. Tout ce qui regarde la concession de terre à Carver en 1767. 80

Renseignements à ce sujet. 81

21 janvier, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet la copie d'une lettre de Routh et de tout ce qu'elle contient, montrant qu'il a reçu $8,000 à compte sur les réserves du clergé. L'agent a reçu instruction de placer £1,633. 6. 8, l'équivalent, dans le trois pour cent. 141

Inclus. Routh à Stewart. Envoie copie du reçu à Felton pour $8,000, à compte des réserves du clergé. 142

Certificat d'Epps, sous-commissaire général, qu'il a reçu de Felton $8,000, à compte sur les ventes des réserves du clergé. 143

22 janvier, Artillerie. Byham à Hay. Le secrétaire colonial ayant approuvé les propositions de règlement faites au sujet de la réclamation de Fraser relativement au terrain exproprié à la Chute à Blondeau pour les fins du canal, instructions ont été envoyées à l'officier en charge pour régler d'après cet arrangement la réclamation de Fraser.

22 janvier, Ministère de la Guerre. Ellice à Stanley. Explique les raisons de son intervention dans les affaires civiles au sujet d'un conférencier, le soir, à Montréal. Arrangement pour la continuation de sa charge par Stevens, avec des observations. 275

Inclus. Ellice à Aylmer. Regrette les embarras causés par la réinstallation comme aumônier de Stevens à Montréal. 282

Extrait d'une lettre de l'aumônier en chef au sous-secrétaire de la Guerre, recommandant le retour de Stevens à Montréal comme aumônier des troupes. 285

14 février, Trésorerie. Stewart à Hay. Envoie copie de la lettre de Routh et des pièces qu'elle contient relativement au paiement de $14,000 à compte sur les ventes des réserves du clergé. 145

1834.

Routh à Stewart. Envoie copie du reçu donné à Peter Robinson pour $14,000 payés à compte sur les réserves du clergé. Page 146

Certificat de paiement par Peter Robinson. 147

20 février, Lincoln's Inn. W. Horn et J. Campbell. Renvoie le projet de charte de la *British North American Land Company*, avec les changements nécessaires pour rendre légales les intentions du gouvernement. 97

27 février, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet copie d'une lettre d'Aylmer, avec les décès portés à la liste de pension des sauvages, depuis le 1er août 1832 jusqu'au 31 juillet 1833. 148

Liste des décès. 149

13 mars, Toronto. Certificat de paiement par Peter Robinson. 150

22 mars, Quéflec. Routh à Stewart. Les deux incluses dans celle de Stewert à Hay, 22 mai 1834.

22 mars, Lincoln's Inn. Maule à Hay. Renvoie le mémoire de Thomas Shawcross. Il ne connaît, à propos de ce cas, rien autre chose que ce qui est contenu dans les documents inclus. 151

24 mars, Artillerie. Kempt à Hay. Il présente Irvine, un marchand de Québec, qui a une réclamation pour des dépenses faites par son père pour le service public en 1824. 100

1 mars, Trésorerie. Stewart à Hay. Au sujet de la vente de terres à la *British American Land Company*, les lords de la Trésorerie ne jugent pas nécessaire de répéter ici au sujet de l'arrangement ce qu'ils ont déjà dit à propos de la *New Brunswick Land Company.* Leurs Seigneuries désirent connaître la raison de l'omission des réserves ordinaires les droits de la Couronne concernant les métaux précieux et les minéraux. Ils veulent aussi savoir le prix des récentes ventes de terres dans le Bas-Canada. Ont quelques doutes sur le cours des valeurs avec lesquelles les paiements devront être faits. Que les paiements à compte des compagnies concernant les terres dans les colonies devraient être faits à Londres, où se trouvent les directeurs. Ils ne font aucune objection à la condition que la moitié du produit des ventes soient dépensée pour les travaux publics. Les termes que toute dépense est sous la responsabilité du secrétaire d'Etat ne sont que pour empêcher l'immixtion de la compagnie.

4 avril, Artillerie. Kempt à Stanley. Renvoie la lettre du major Johnson demandant une concession de terres pour lui-même et pour d'autres membres de la famille de sir John Johnson. Les services et les pertes du père. Recommande fortement que chaque membre de la famille reçoive une concession convenable. 102

5 avril, Artillerie. Couper à Hay. Kempt a envoyé la requête du major Johnson; lui demande de travailler au succès de cette affaire. 105

9 avril, Artillerie. Byham à Hay. Envoie la liste des cadeaux pour les sauvages fournis au Haut-Canada pour chacune des cinq dernières années et tel que demandé par Stanley. 106

Inclus. Liste des cadeaux pour les sauvages pour 1829. 107

Pour 1830. 110

Pour 1831. 112

Pour 1832. Aucun. 115

Pour 1833. 116

17 avril, Londres. La Chambre des Communes. Demande des rapports concernant les terres vendues dans les Canadas depuis le 31 décembre 1832, et ceux de toutes les concessions de terres de la Couronne depuis la même date, ainsi que des rapports semblables pour chacune des colonies de la Nouvelle-Galles du Sud et de la Terre de Van Dieman. 3

22 avril, Ministère de la Guerre. Sullivan à Hay. Est-ce que le lieutenant Boyce de la milice de North-Cork à demandé une concession de terre au Canada. 286

13 mai, Londres. Hay à Stewart. Désire savoir quel est le montant placé au fonds des réserves du clergé pour le Haut et le Bas-Canada. 162

1834.
15 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. En considération du cas des missionnaires, les lords de la Trésorerie font en sorte que leurs salaires, quoique moins élevés que ceux promis par la Société pour la propagation de l'Evangile, soient plus élevés que ceux que cette société pourrait payer après la réduction du crédit parlementaire. Ainsi les Lords de la Trésorerie approuveront le fait de prendre à même les revenus territoriaux du Haut-Canada une somme n'excédant pas £6,506 pour le paiement des missionnaires remplissant les devoirs de leur charge dans cette province, mais cette somme devra diminuer à mesure que ces missionnaires disparaîtront et devra enfin s'éteindre. Une allocation semblable, au montant de £552, devra être donnée au Nouveau-Brunswick. L'octroi de £4,000 peut être employé par la Société de la Nouvelle-Ecosse en donnant telle proportion que le permettra l'octroi et basée sur les traitements payés l'an dernier. Veut avoir la liste des missionnaires envoyés par la Société pour la propagation de l'Evangile dans les différentes colonies du Haut et du Bas-Canada, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, avec renseignements sur l'époque de leur engagement, Page 155

22 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Envoie copie de la lettre de Routh et de son contenu concernant le paiement au commissariat de £5,200 sterling à compte sur les ventes des réserves du clergé. 161

Inclus. Routh à Stewart. Envoie le certificat de paiement par Peter Robinson de $24,000 à compte des réserves du clergé. 163

Certificat. 164

28 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Avant que les lords de la Trésorerie puissent se prononcer au sujet de l'allocation à donner, comme pension aux deux missionnaires, ils doivent avoir la liste des missionnaires qu'ils ont demandée. 165

28 mai, Artillerie. Byham au même. Envoie un résumé du rapport de la commission militaire de 1825 sur la défense des Canadas. 118

Inclus. Mémoire montrant l'état des forts et des postes mentionnés dans le résumé. 120

(Le résumé du rapport de la commission militaire de 1825 se trouve à Q. 175 *A*.)

31 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Envoie les lettres de Routh avec leur contenu ainsi que le rapport du contrôleur des comptes de l'année relatif aux réparations faites aux écluses des canaux militaires sur le Saint-Laurent. 166

7 juin, Trésorerie. Le même à Hay. Envoie la lettre de Routh et son contenu, relative à la distribution des cadeaux aux sauvages afin d'avoir l'opinion de Spring Rice sur ce sujet. 167

Inclus. Routh à Stewart. Observations sur la distributions des cadeaux aux différentes tribus sauvages. Soumettra ses vues sur ce sujet à Aylmer. 168

Etat détaillé des tribus qui reçoivent des cadeaux et des munitions dans le Haut-Canada. 184

Résumé des contrats entre les sauvages et le gouvernement, relatifs à certaines étendues de terres. 186

Routh à Rowan. Observations quant à certains changements dans le choix des cadeaux pour les sauvages. 190

Liste numérique des sauvages qui résident dans le Bas-Canada et de ceux qui le visitent. 192

Questions de Routh touchant les sauvages et réponses. 193

Le même à York.

8 juin, Amirauté. Barrow à Lefèvre. Lui demande d'attirer l'attention de Stanley sur le projet de diminuer l'importance des arsenaux de marine au Canada. 8

25 juin, Artillerie. Butler à Hay. Les canaux sur l'Ottawa depuis Carillon jusqu'à Grenville ont été ouverts au public le 30 avril. 123

27 juin, Trésorerie. Baring à Hay. Etendra le bénéfice des pensions aux missionnaires dans le Haut-Canada et la Nouvelle-Ecosse, ou à leurs noms, pourvu que

1834. la Société pour la propagation de l'Evangile prenne à sa charge les réclamations des missionnaires dans les autres endroits. Ils seraient prêts à continuer à payer les £562 dans le Nouveau-Brunswick aussi longtemps que les traitements et les pensions ne dépasseront pas £3,800. Vu les frais dont la société se trouve débarrassée il n'a pas de doute sur l'acceptation de l'arrangement. Mais si la société se refusait de pourvoir aux pensions des missionnaires ailleurs que dans le Haut-Canada et la Nouvelle-Ecosse, Leurs Seigneuries devront reconsidérer les conditions d'après lesquelles l'aide devra leur être accordée à l'avenir. Page 221

30 juin, Trésorerie. Spearman à Hay. L'aviseur du département des Finances a reçu instruction, depuis mars dernier, de consulter les officiers en loi de la Couronne sur le sujet mentionné au mémoire. 224

5 juillet, Amirauté. Barrow à Hay. Demande pour les lords de l'Amirauté, quelles sont les intentions de Spring Rice relativement au juge de vice-amirauté. Si elle est séparée de l'autre cour, les honoraires sont si peu considérables que personne se respectant ne voudrait seulement pas les accepter. 9

9 juillet, Amirauté. Le même au même. A mis sa lettre devant les lords de l'Amirauté, avec une requête de la Chambre de Commerce de Québec se plaignant des inconvénients causés par les règles et règlements et le montant des frais de la cour de vice-amirauté, le tout étant écrasant pour les plaideurs, pour le bénéfice desquels on avait voulu établir cette cour. Spring Rice est anxieux de pouvoir y porter remède ; les lords de l'amirauté sont aussi anxieux que lui et ils ont examiné le tarif des frais, dans lequel certains items sont moins élevés que dans l'ancien, et d'autres, spécialement dans les petites causes, sont plus élevés. On a découvert que la plupart des causes sont petites et qu'ainsi les marchands peuvent se trouver dans une position moins avantageuse que celle des autres colonies. Les marchands demandent si leurs observations quant aux moyens à prendre pour disposer plus rapidement des causes avec les matelots ne peuvent être acceptées. Comme en vertu de l'Acte des Marchands et des Matelots, les causes pour un montant moindre que £20 sont décidées sommairement, Leurs Seigneuries croient, pour l'heure actuelle, qu'il est mieux d'attendre pour faire aucun changement.

10 juillet, Ministère de la Guerre. Collins à Hay. Ellice ne voit aucune objection à ce qu'une lettre soit officiellement adressée au secrétaire de la Guerre. 287

11 juillet, Amirauté. Barrow au même. Ne voit aucune objection aux projets mentionnés dnas les documents qu'il renvoie. Ils auront peut-être un peu l'effet de décourager les officiers civils et les maîtres de la marine et de les détourner un peu de l'émigration. Jusqu'à présent on a eu l'habitude de donner des certificats de service sans considérer les qualités du requérant.

12 juillet, Amirauté. La même au même. Les lords de l'Amirauté n'ont aucune donnée qui puisse les guider et leur permettre de se prononcer sur le caractère professionnel du juge Kerr.

26 juillet, Trésorerie. Stewart au même. Les lords de la Trésorerie acceptent l'idée d'envoyer aux religieuses Ursulines une lettre leur accordant compensation pour la partie de la seigneurie de Sainte-Croix qui leur a été enlevée par une erreur d'arpentage.

30 juillet, Trésorerie. Le même au même. Soumet le cas et l'opinion des officiers en loi concernant le consentement de Sa Majesté qui doit être donné à un projet de loi pour constituer en corporation certains ecclésiastiques catholiques romains. 227

Inclus. Le cas et l'acte pour constituer le séminaire de St-Hyacinthe. 228

Lettres patentes auxquelles le Bureau Colonial a fait allusion. 237

Exposé du sujet soumis par le Bureau Colonial au département du Trésor. 245

1834.

L'opinion est à la fin du tout, et est que l'objection au projet de loi n'est pas fondée, " que les lettres patentes auxquelles on fait allusion ne contiennent aucune objection, qu'au contraire elles offrent un précédent pour obtenir la sanction de Sa Majesté au projet de loi actuel".

30 janvier, Trésorerie. — Stuart à Hay. Comme la *British American Land Company* paye les intérêts sur la partie non payée de son achat, une réduction pourra être faite sur les paiements faits d'avance. Page 252

31 juillet, Affaires étrangères. — Backhouse au même. En réponse à la demande de la Société Littéraire de Québec pour obtenir de l'aide pour se procurer les copies des documents dans le département de la Marine à Paris, instructions ont été données à l'ambassadeur de faire à ce sujet les représentations convenables au gouvernement français. 84

31 juillet, Ministère de la Guerre. — Sulivan au même. La loi des pensions limite aux soldats licenciés les concessions de terre. Une circulaire sur ce sujet aux officiers généraux commandant dans les colonies serait suffisante pour faire cesser cette coutume de donner des terres aux autres. 288

4 août, Londres. — Chambre des Communes. Demande état des paiements faits aux évêques, curés, missionnaires ou autres prêcheurs religieux appartenant tant à l'Eglise d'Angleterre, de Rome et d'Ecosse qu'à d'autres dénominations. 5

6 août, Amirauté. — Elliot à Hay. Relativement à la plainte des marchands au sujet des frais de la cour de vice-amirauté, il envoie une lettre de la Trésorerie. Il regrette que la loi concernant l'enregistrement ait été différée, mais il espère avec confiance qu'elle sera adoptée à bonne heure à la prochaine session. 19

Inclus. Stewart à l'amirauté. Envoie le rapport de Rothery. Les Lords de la Trésorerie ne trouvent rien dans la requête de la société d'exportation de Glasgow qui justifie aucun changement dans les frais et dans les règlements de la cour de vice-amirauté de Québec. 17

Rapport de W. Rothery mentionnant que rien ne justifie un changement dans les frais; que l'objet des changements faits par les Lords de la Trésorerie était de rendre l'obtention de la justice sommaire et peu coûteuse, et que si un matelot pour assurer sa créance arrêtait un navire, le remède fut facile. 18

8 août, Londres. — Demande du rapport des recettes et des dépenses du fonds des terres et de la coupe du bois dans le Haut et le Bas-Canada pour chacune des années 1830, 1831, 1832. 6

8 août, Amirauté. — Elliot à Hay, Le juge Kerr a écrit à l'amirauté qu'il a obtenu une prolongation de son congé des juges du banc du roi, et demande la même faveur à la cour de vice-amirauté. Les lords de l'Amirauté ne veulent pas lui accorder cette demande avant de savoir ce qu'on a décidé de faire dans son cas. 35

8 août, Amirauté. — Le même au même. Lui demande de référer Spring Rice aux lettres du 31 d'août 1832 et du 6 janvier 1834 relativement aux phares dans l'Amérique Britannique du Nord. Le rapport de Beaufort sur ce sujet et qui a été approuvé par l'amirauté doit être aussi déposé devant Spring Rice. 33

Inclus.—Bayfield à l'hydrographe. Relativement à un phare sur l'île Saint-Paul et sur la nature des brumes dans le Saint-Laurent. 24

Rapport de Beaufort sur les phares de l'Amérique Britannique du Nord. 26

(Des observations détaillées sont faites sur chacun des phares.)

14 août, Ministère de la Guerre. — Sulivan au sous-secrétaire des Colonies. Transmet copie d'une circulaire émanant de ce bureau. 289

Inclus. Ellice aux officiers commandants. Circulaire. La coutume de donner des terres aux soldats licenciés doit cesser. 290

1834. 18 août, Artillerie.	Butler à Lefèvre. Rien de nouveau n'a été reçu au Canada au sujet du canal de Chambly. Le maître général et le bureau sont d'opinion que la loi passée l'an dernier devrait être confirmée. Page 125
18 août, Trésorerie.	Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie désirent avoir la copie de l'ordre autorisant le paiement du loyer de la maison du recteur de Québec à même la caisse militaire. 254
21 août, Whitehall.	Lack à Hay. Si Gould passait par le bureau des lords du Commerce, il pourrait s'entendre avec Noyes sur la meilleure manière pour fournir copie des documents de l'ancienne Chambre de Commerce à la Société Littéraire et Historique de Québec. 75
Pas de date.	Minute par Jones. Incluse dans Barrow à Hay, 27 août 1834.
27 août, Amirauté.	Barrow à Hay. Envoie les documents concernant le rapport que le juge Kerr avait gardé des sommes d'argent appartenant au public et que les excuses invoquées n'étaient pas strictement correctes. Tous les documents ont été envoyés et les sommes payées. 36
	Inclus. Kerr à Graham. Ne s'était pas suffisamment expliqué quant à certaines circonstances délicates. Envoie copie d'une lettre qu'il a écrite à Hampson détaillant les circonstances, aussi une lettre à Stewart, qu'il avait écrite le jour précédent. Si les lords de la Trésorerie s'en tenaient à leur décision de ne pas accueillir sa demande avant que la dette soit acquittée, il s'efforcera de s'y conformer, malgré que ce soit un grand sacrifice pour les intérêts de sa famille. 37
	Le même à Hampson. Il explique pourquoi il a gardé les sommes payées à la cour de vice-amirauté, aucun sous-receveur n'ayant été nommé. 39
	Le même à Stewart, sur le même sujet. 44
	Rapport de Jones sur la dette due par Kerr sur les droits de l'Amirauté. 48
29 août, Trésorerie.	Stewart à Hay. Envoie copie d'une lettre du bureau de l'Artillerie mentionnant que les canaux d'Ottawa ont été ouverts au public et demande toutes communications qui auraient pu être faites sur ce sujet par les gouverneurs des provinces canadiennes. 255
	Inclus. Butler pour le bureau de l'Artillerie à Stewart. Informe que le tarif de péage pour les canaux d'Ottawa ont été fixés temporairement. 256
2 septembre, Trésorerie.	Sargent à Spring Rice. Il craint que les espèces envoyées à Falmouth pour être embarquées pour Halifax arrivent trop tard si les malles sont fermées au jour ordinaire. Demande à ce qu'elles soient retardées. 257
18 septembre, Whitehall.	Stanley à Hay. La sentence des Shuter, le plus vieux et le plus jeune, est commuée en celle de la déportation pour la vie. Les documents qui devaient accompagner les condamnés. 95
24 septembre, Amirauté.	Barrow au même. Les lords de l'Amirauté ne demanderont pas à Kerr de reprendre ses fonctions, leur intention étant de nommer une autre personne. 51
24 septembre, Trésorerie.	Stewart au même. Les lords de la Trésorerie approuvent le payement des traitements pour les quatre dernières sessions sur les revenus produits par la vente des terres de la Couronne vendues à la *British American Land Company.* 258
25 septembre, Trésorerie.	Le même au même. Transmet une lettre du procureur à la Trésorerie au sujet de la poursuite des syndics du collège McGill contre les héritiers de M. McGill. 260
	Inclus. Maule à la Trésorerie. Fait rapport des démarches légales faites dans la poursuite des syndics du collège McGill contre les héritiers de M. McGill. 261
2 octobre, Trésorerie.	Stewart à Hay. Au sujet de la circulaire adressée au Haut-Canada, au Nouveau-Brunswick, à la Nouvelle-Ecosse, concernant le paiement des missionnaires, il transmet les documents sur ce sujet. Les lords de la Trésorerie approuvent les instructions données dans la circulaire. 263

1834.

7 octobre, Sorel. *Inclus.* Les documents sur le paiement des missionnaires. Page 264
Aylmer à Vaughan. Incluse dans Bidwell à Hay, 19 novembre 1834.

7 octobre, Amirauté. Barrow à Hay. Les lords de l'Amirauté ont fait les démarches nécessaires pour enlever les arsenaux de marine sur les lacs. L'économie réalisée. Les propriétés à Kingston, Penetanguishine, et Montréal sont décrites. Demande s'il ne serait pas mieux de transférer ces propriétés du département de la Marine au bureau du secrétaire colonial. Si Spring Rice approuve le projet on pourra demander au capitaine, qui est justement de retour, des informations plus complètes. 52

11 octobre, Londres. Les agents coloniaux à Spring Rice. Le gouvernement de Sa Majesté a présenté aux principales bibliothèques des Etats-Unis une série des ouvrages imprimés sous la surveillance de la *Record Commission.* Demande à ce que le même cadeau soit fait aux colonies. 59

Inclus. Extrait des journaux coloniaux sur ce cadeau de livres. 64

16 octobre, Vaughan à Aylmer.

20 octobre, Le même à Palmerston. Les deux incluses dans Bidwell à Hay, 19 septembre 1834.

29 octobre, Whitehall. Noyes à Stephen. Lui demande d'attirer l'attention de Spring Rice sur les documents choisis par Gould et copiés pour la Société Littéraire et Historique de Québec, vu que l'on doit les publier dans le rapport annuel. 76

novembre, Amirauté. Barrow à Hay. Au sujet de la demande de Kerr pour être entendu de nouveau, les lords de l'Amirauté ont décidé de ne pas faire une nouvelle enquête, et de remercier Kerr de ses services. 55

19 novembre, Artillerie. Byham à Hay. Le bureau de l'Artillerie n'a aucune objection à accepter l'administration des terres et des magasins dans les Canadas, maintenant à la charge de l'Amirauté. 126

19 novembre, Affaires étrangères. Bidwell au même. Envoie la correspondance au sujet de la demande faite par la *British American Land Company* pour un arpentage des terres de la Couronne dans le comté de Sherbrooke. 85

Inclus. Vaughan à Palmerston. L'arpentage des terres du comté de Sherbrooke peut être fait, car il n'y a aucune discussion possible sur le fait qu'elles sont dans les limites des terres du Canada. 86

Aylmer à Vaughan. Relative à l'arpentage des terres de la Couronne dans le comté de Sherbrooke, demandé par la *British American Land Company.* Si la ligne des frontières tirée par les Etats-Unis était suivie, ceci pourrait être considéré par eux comme une reconnaissance de leurs prétentions, et leurs négotiateurs pourraient s'en servir à cet effet comme d'un argument, même si la déclaration était tout le contraire. 88

Vaughan à Aylmer. Sherbrooke est situé entièrement au nord de la ligne des commissaires, et ainsi le gouvernement du Bas-Canada peut en aucun temps procéder à l'arpentage des terres.

25 novembre, Londres. Les agents coloniaux à Hay. Remerciements pour le don fait à toute les provinces d'un exemplaire des œuvres publiées par le *Record Commission.* Suggère que le Bas-Canada pourrait recevoir double part, autrement les espérances de ses deux principales villes, Québec et Montréal, ne seront pas facilement satisfaites. 71

2 décembre, Amirauté. Barrow au même. Les lords de l'Amirauté désirent que le commis en charge transfère tous les arsenaux navals à l'artillerie. 57

22 décembre, Trésorerie. Stewart au même. Transmet le rapport de Rothery sur les frais dans la cour de vice-amirauté, et il suggère qu'une loi locale soit passée avant que les frais soient déterminés selon l'ancien tarif.

Inclus. Aberdeen à Aylmer. Concernant le changement des frais pour la cour de vice-amirauté à l'avantage des plaideurs, il trouve que c'est plutôt une aggravation qu'un avantage. Il s'assurera par lui-même si le mémoire des marchands n'est pas inspiré plutôt par des motifs politiques que par le désir de promouvoir le bien du pays. 269

Rapport de Rothery sur les frais. 271

BUREAUX PUBLICS.

(La partie 1 est paginée de 1 à 208; la partie 2, de 209 à 415; la partie 3, de 416 à 594.)

Q. 219-1-2-3.

1833.
1er juillet, Londres. Non adressée et non signée, contenue dans celle de Campbell à Hay, 11 avril 1834.

11 novembre, Downing Street. Hay à Coghill.

14 décembre, Downing Street. Le même à Hamilton. Les deux contenues dans celle de Paliser et Suiger à Spring Rice, 29 juillet 1834.

1834.
10 janvier, Londres. Gillespie à Hay. Envoie le mémoire des marchands engagés dans le commerce canadien. Page 106

Inclus. Mémoire contenant le changement à faire dans l'établissement de la cour de vice-amirauté dans le Bas-Canada. 114

10 janvier, Londres. Carter à Hay. Transmet le rapport de la *North British American Colonial Association.* 117

Inclus. Rapport. 118

17 janvier, Londres. Campbell à Hay. La Société pour la propagation de l'Evangile est d'opinion que Parkin, autrefois missionnaire, a droit à une pension de £100 par année en vertu d'un arrangement fait avec Bathurst. Au sujet de Burton la société a écrit à l'évêque de Québec. 328

30 janvier, Londres. Gould à Stanley. Envoie des exhibits des communications faites par un homme très sérieux du Canada. 136

Inclus. Extraits concernant le prix élevé de l'argent, la mauvaise récolte et autres nouvelles. 137

11 février, Londres. Campbell à ———— Ne peut pas trouver le mémoire de Parkin et Burton adressé à Stanley. Il craint qu'il aît été renvoyé à Parkin par inadvertance dans un paquet de certificats qui devaient lui être remis. Il a écrit aux deux pour en avoir une copie. 329

Mémoire de Burton à la Société pour la propagation de l'Evangile. Il montre la longueur de son service, et le mauvais état de sa santé vu le climat et ses durs labeurs. Il demande une pension de £100 sterling et un don aussi de £100 pour défrayer le coût du transport de sa famille. 330

La liste des documents envoyés avec le mémoire se trouve à la fin. 332

14 février, Londres. Campbell à Hay. Il envoie le mémoire de Burton et une lettre de Parkin. 334

20 février, Londres. Campbell à Stanley. Le comité de la Société pour la propagation de l'Evangile recommandera que la société se charge du paiement annuel de £10,924 pour le support des missionnaires de l'Amérique Britannique du Nord pendant leur vie, mais à la condition que le gouvernement de Sa Majesté pourvoie au paiement de £13,516 pendant le même temps. 335

25 février, Londres. Le même au même. Si le projet tel qu'expliqué par lui (Stanley) se réalise la Société pour la propagation de l'Evangile recommandera par son comité de prendre à sa charge la dépense annuelle de £10,924 pour le soutien du clergé dans l'Amérique Britannique du Nord. 336

1834.

mars, Londres.

Reid à Hay. Les directeurs de la *British American Land Company* ont donné instruction a Flynn et Cie de payer à Coutts et Cie £800 pour les frais au sujet de la charte. On est a préparé les clauses de ce projet de loi. 3

mars, Londres.

Freeling à Hay. Peut donner les noms et les traitements des sous-maîtres de poste dans les colonies de l'Amérique du Nord, mais non leurs profits, car il faut sur ce sujet leur demander de faire un rapport.

1 mars, Glasgow.

Principal Macfarlane à Stanley. Envoie une requête du clergé de Québec pour être deposée aux pieds du roi. 396

2 mars, Londres.

Gillespie au même. Demande que la nature des changements à faire à la loi concernant le transport des passagers soit communiquée à la *North American Colonial Association.* 141

7 mars, Essex.

Hamilton à ———. Explique le système en vertu duquel les pensions sont accordées aux missionnaires ou à leurs veuves. Il ne sait pas que les promesses de Bathurst sur ce sujet n'ont jamais été retirées ou modifiées, si ce n'est tel que mentionné. 337

18 mars, Londres.

Gould à Stanley. Envoie un extrait d'une lettre d'un correspondant disant que Papineau ne pouvait contenir sa rage contre le *Colonial Office.* Les insultes à Aylmer, qu'il a menacé de mettre en accusation. Stanley doit rester ferme, car s'il cède, la ruine s'en suivra. S'il est ferme la clique est finie. 142

19 mars, Londres.

Campbell à Hay. N'a jamais eu de raisons de croire que les promesses de pensions faites par Liverpool en 1811, et légèrement modifiées en 1813, aient été retirées ou matériellement fixées. La Société a toujours pensé que les pensions étaient toujours existantes, et il n'y a pas de raisons de penser le contraire. Les missionnaires des Indes ne reçoivent pas de pensions, c'est une preuve absolue que la Société n'a offert de pensions au clergé de l'Amérique du Nord que sur la foi de la lettre de Bathurst en 1813, et qu'elle n'aurait pas entrepris de les payer à même ses propres ressources. 346

22 mars, Halifax.

Extrait d'une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse. Incluse dans celle de Campbell à Hay, 20 mai 1834.

24 mars, Londres.

Gillespie à Hay. Envoie les journaux et des extraits d'une lettre concernant le Canada. 143

Inclus. Extrait d'une lettre de Moffatt rapportant les débats sur les premières des 90 résolutions (92). Les premières ont été adoptées et les autres le seront aussi probablement. L'attaque contre Aylmer à la Chambre des Communes sera dirigée par O'Connell et Hume. Les résolutions sont longues et leur caractère principal est la folie, sinon la démence. Autres nouvelles et rumeurs politiques. 144

Procès-verbaux de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. 149

Aperçu des débats. 160

Un autre extrait montrant les insultes lancées à Stanley. La tentative de laisser le pays sans gouvernement en ne votant pas les subsides nécessaires. Réfère aux résolutions 50 et 89. "La première est une menace de rébellion et l'autre en contient l'organisation." 209

24 mars, Londres.

Gould à Hay. Envoie des extraits de lettres reçues de Montréal. Stanley devrait lire les résolutions, vu que le projet de loi concernant la *British American Land Company* sera présenté à la soirée et O'Connell et Hume attaqueront peut-être violemment s'ils ont reçu leurs dépêches. 212

25 mars, Londres.

Reid à Stanley. Envoie copie du projet de loi pour conférer à la *British American Land Company* des pouvoirs qui ne pouvaient pas lui être conférés par sa charte. Il a été lu une première fois et les directeurs pourront continuer les procédures après la vacance. 4

Incluses. Clauses substituées aux clauses imprimées sur les tenures. 5

Projet de loi pour accorder à la *British American Land Company* certains pouvoirs. 7

1834. 26 mars, Londres. Pelly à Stanley. Conformément à l'acte. Il envoie une liste de toutes les personnes employées par la Compagnie de la Baie-d'Hudson. Page 469

Gouverneur	1		
Chefs de factorerie	2		
Chefs de la traite	46		
		49	
Chapelain et assistant		2	
Commis et engagés		1,106	
			1,157

31 mars, Londres. Gould à Hay. Ses lettres reçues du Canada ce matin sont si remplies des faits de la Chambre d'Assemblée qu'il ne peut retarder à dire que tous pensent que la clique va réussir et que les difficultés seront causées par le besoin d'argent. Il n'y aura cependant aucun désavantage sérieux si le sentiment anglais et les principes sûrs sont supportés. L'union des provinces est le remède. La faction ne fait que gagner de la force par les concessions. Les démagogues sont peu par le nombre mais grands par le bruit qu'ils font. Présume qu'Aylmer a reçu avis que le sceau avait été apposé à la charte de la *British American Land Company* et qu'elle avait été remise à cette dernière. S'il y a encore des paroles flatteuses de Papineau on pourra si on le désire envoyer les journaux. 213

1er avril, Londres. Le même à Stanley. Envoie le résumé de 3 lettres. La plus longue vient d'un ami intelligent qui est un homme de peu de lettres s'il ne l'est pas de peu de mots. L'union des deux provinces n'est pas un projet nouveau. Il y a environ deux ans, il (Gould) envoya un mémoire sur ce sujet. 215

Inclus. Extrait d'une lettre de Montréal. Un compte rendu élaboré et long des affaires politiques du Bas-Canada. 216

D'autres articles plus courts sur le même sujet. 232

3 avril, Londres. Gillespie à Stanley. Les craintes causées par la manière d'agir de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Plusieurs membres de la *North American Colonial Association* ont justement complété leurs chargements pour le Canada et une grande quantité de valeurs déjà rendues là seront considérablement augmentées. Sous des circonstances aussi douteuses que celles qui existent actuellement le comité regarde l'avenir avec une crainte douloureuse et il a ordonné de presser l'envoi d'un renfort considérable de troupes. Il ne serait pas convenable de suggérer que d'autres mesures devraient être prises, mais le comité espère que toute l'affaire sera soumise au parlement. 236

5 avril, Londres. Reid à Hay. Demande que le secrétaire colonial informe le gouverneur du Bas-Canada que la *British American Land Company* a reçu sa charte. 43

11 avril, Londres. Campbell au même. Envoie copies du rapport et de la lettre qui avaient été demandés, enverra autant de copies que l'on en voudra. 342

Sans date et sans signature. Concernant la réduction de l'octroi du parlement à la Société pour la propagation de l'Evangile, avec l'échelle des réductions à faire sur les traitements des missionnaires de l'Amérique Britannique du Nord. 343

14 avril, Londres. V. à Stanley. Longue et sérieuse discussion contre la formation d'une compagnie constituée pour acquérir des terres dans le Bas-Canada non pour le bien des colonies ou de la mère-patrie, mais seulement dans le but d'obtenir de la puissance pour des fins politiques ou de parti. 65

15 avril, Halifax. Extraits de lettres de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse. Inclus dans Campbell à Hay, 20 mai 1834.

19 avril, Londres. Principal Macfarlane à Stanley. S'excuse de son retard à envoyer la requête des presbytériens de Québec. 398

1834.

Inclus. Requête pour obtenir dans les réserves du clergé une part égale à celle de l'Eglise d'Angleterre. Page 399

1 avril, Londres. Gillespie à Stanley. Lui demande de recevoir une délégation au sujet des affaires en Canada, et aussi relative aux banques du Haut-Canada. 520

9 avril, Londres. Le même au même. Remercie pour sa communication. Il n'avait pas l'intention d'exprimer l'impression que le comité pensait qu'il y eut quelque chose qui ressemblât à une révolte générale; mais il appréhendait des émeutes de nature à mettre en danger la vie et la propriété; et la confiance d'Aylmer de garder la tranquillité par sa seule puissance ne le rassure pas. Le comité attend avec anxiété la solution de la question des banques du Haut-Canada. Le mauvais état des finances des Etats-Unis a forcé la rentrée des crédits des marchands canadiens à New-York, ce qui, ajouté au refus d'accommodement, a créé une disette d'argent, de laquelle leurs transactions commerciales ont souffert sérieusement, causant une perte et pour le marchand et pour l'acheteur. Une crise n'a été évitée que par la grande indulgence des créanciers du Royaume-Uni. Toutes les correspondances reçues expriment la même crainte. Sa maison a York a écrit que si la charte de la Banque Commerciale n'est pas accordée, cela causera la plus grande détresse qui se soit produite depuis la constitution. 240

mai, Londres. Freeling à Hay. Envoie copie d'une lettre de l'agent de la malle concernant le paquebot *Duke of York.* 417

Inclus. Gay à Freeling. Le *Duke of York* pour la malle américaine est retenu par le mauvais état de son blindage. 418

20 mai, Londres. Campbell à Hay. Envoie des extraits de lettres de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse, et demande que la plus sérieuse attention soit donnée aux matières qu'ils renferment. Le projet pour le soutien du clergé dans l'Amérique Britannique du Nord a t-il été adopté? 347

Inclus. Extraits de lettres de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse concernant la vente des terres de la Couronne dans le Nouveau-Brunswick, et l'aliénation des *Glebe Lands* dans l'Ile du Prince-Edouard. Requête des membres et des plus anciens presbytériens de l'Ile du Prince-Edouard, demandant que les revenus des *Glebe Lands* soient employés aux fins de l'éducation générale. 353

L'endos dit "Scissionnaires de l'Eglise d'Ecosse. Les membres du *Kirk* désavouent toute liaison avec les pétitionnaires et condamnent l'esprit de leurs procédés."

24 mai, Londres. Freeling à Lefèvre. Demande à ce que toutes les requêtes pour les ordres au parlement concernant les Postes soient envoyées directement au département des Postes à Londres. Les rapports demandés ont été envoyés aux gouverneurs, et ceux du Canada sont restés sans réponse, vu l'absence de Stainer, le sous-directeur général des Postes. 419

31 mai, Falmouth.

5 juin, Londres. Gay à Freeling. Envoie la liste des missionnaires employés pour la propagation de l'Evangile dans le Haut et le Bas-Canada, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse, montrant quand ils ont été envoyés, leurs différents postes et leurs émoluments antérieurs au 1er juillet 1833. Envoie aussi un rapport semblable sur ceux de Terreneuve, Cap-Breton, Ile du Prince-Edouard, les Bermudes et le Cap de Bonne-Espérance. 359

Liste du clergé dans le Haut-Canada. 360
" " le Bas-Canada. 361
" " la Nouvelle-Ecosse. 362
" " le Nouveau-Brunswick. 363
" " Terreneuve. 364
" " l'Ile du Prince-Edouard, le Cap-Breton et le Cap de Bonne-Espérance. 365

1834.
10 juin, Londres.

Smith à Hay. Renvoie la lettre adressée à Pelly qui a quitté pour Paris. Si elle concerne les affaires officielles et si elle a été marquée par le gouverneur, elle devra être lue devant le gentilhomme qui a présidé le comité. 507

11 juin, Londres.

Smith à Hay. Reçu la note. Envoie deux copies de la charte. 508

14 juin, Londres.

Reid au même. Demande une entrevue pour la délégation de la *British American Land Company.* 44

19 juin, Londres.

Lemon au même. Il n'y a pas de registre des concessions de terres de la Virginie antérieur à la séparation de ce que sont aujourd'hui les Etats-Unis. 553

24 juin, Londres.

Actionnaires de la Compagnie des Terres d'Ottawa. Les requêtes au sujet des terres à coloniser sur l'Ottawa sont déjà devant le bureau colonial. Elles demandent ensemble que la question soit de nouveau soumise au bureau colonial et qu'on considère promptement et favorablement celle des préparations qui doivent être faites pour recevoir les laboureurs. La région qu'ils désirent cultiver est située entre l'Ottawa et le lac Huron. Cependant une grande partie des terres semble être couverte d'eau et impropre à être cultivée. Comme le projet d'immigration est très étendu, il faudra une étendue de terre proportionnelle. Les avantages de cette colonisation pour le Canada. Si le gouvernement approuve le projet, comme ce plan renferme l'Association Irlandaise, il faudra des comités comme succursales en Irlande et en Ecosse. Comment les quartiers généraux et les comités devront être établis et formés. 293

Inclus. Bornes de la région de l'Ottawa. 297

Proposition non signée pour la région de l'Ottawa. 300

Croquis des routes entre Bytown et Penetanguishene. 304

27 juin, Londres.

Campbell à Hay. Désire être informé de la détermination du gouvernement vis-à vis le clergé maintenant exerçant ses fonctions dans l'Amérique Britannique du Nord. A moins que quelques arrangements ne soient faits pendant juillet, le clergé sera exposé à une détresse sérieuse l'hiver prochain. 366

30 juin, Londres.

Reid à Hay. Comme il a été suggéré lors de l'entrevue, il produit par écrit ses observations. Envoie la correspondance entre le gouvernement provincial et les commissaires de la "*British American Land Company*" relativement aux travaux publics, en conformité avec l'article 6 du règlement, et propose d'inclure les observations dans un article séparé. Il n'y a pas d'interprétation différente pour le sixième article, et ce qui a été suggéré n'est rien autre chose que la suite. L'arrangement proposé est à peu près le même que celui qui existe entre le gouvernement et la Compagnie du Haut-Canada. Le point suivant se rapporte aux articles 4 et 5, qui pourvoient à ce que les terres soient livrées aussitôt après paiement. Les paiements ne sont exigibles qu'à l'expiration de la première année à compter de la date de l'obtention de la charte, mais la compagnie peut dans l'intervalle procéder à leur vente et à l'établissement des colons. Les directeurs demandent que le gouvernement provincial reçoive des instructions à cet effet. Les directeurs désirent acheter des terres dans les townships de l'Est du Bas-Canada, et sont prêts à entrer en négociation à ce sujet. Les commissaires ont autorité entière et finale pour faire un arrangement avec le gouvernement concernant les dépenses de la moitié du prix d'achat. 45

Inclus. Correspondance. 51

1er juillet, Londres.

Stainer à Freeling. L'importance vitale pour le succès de l'arrangement proposé concernant les Postes, de la clause sur les déficits dans l'Acte du bureau colonial. Ne peut terminer sans exposer ses arguments en faveur d'une telle clause, avec une échelle pour les paiements que les provinces devront faire pour couvrir le déficit. Croit que

1834.

son rapport est suffisant pour enlever tout doute de l'esprit de Spring Rice. Page 427

Inclus. Mémoire établissant l'insuffisance des revenus pour couvrir les dépenses du service postal. Montant nécessaire qui devra être fourni par chaque province pour couvrir le déficit. 429

Résumé du projet de loi pour l'administration et la réglementation des postes au Haut-Canada. 431

juillet, Londres. Freeling à Hay. La dépêche pour le consul général à New-York a été envoyée à Liverpool et expédiée par le paquebot *Hibernia*, qui a fait voile le 1er courant. 422

2 juillet, Montréal. O'Callaghan et Perreault au secrétaire colonial. Envoie la copie des résolutions passées par le comité central de Montréal. 558

Inclus. Le rapport des procès-verbaux du comité central et permanent du district de Montréal avec les résolutions. 559

3 juillet, Londres. Reid à Hay. Les directeurs de la *British American Land Company* désirent avancer le payement du premier versement, croyant qu'on leur allouera un escompte de 4 pour 100. 62

3 juillet, Londres. Campbell au même. Envoie un extrait des registres de la "Propagation de l'Evangile", et établit que les missionnaires ont reçu le 1er mai 85 pour 100 de leurs émoluments déjà échus. 367

Inclus. Extrait des registres, La Société consent à payer les émoluments des différentes provinces, les pensions à eux-mêmes et à leurs veuves, pourvu que le gouvernement fasse certains paiements. 368

3 juillet, Londres. Gould à Spring Rice. Il doute s'il serait prudent de garder les pétitions des loyaux habitants du Bas-Canada, faites à la dernière période de la session. Envoie les conclusions des pétitions qui furent signées par un grand nombre et par nul autre que par des personnes d'un âge mûr. Croit que ces pétitions prouveront que les assertions des délégués de l'Assemblée ne sont pas fondées sur des faits et que ni elles ni les célèbres quatre-vingt-douze résolutions ne sont l'expression des sentiments du peuple du Bas-Canada. Est informé qu'il (Spring Rice) devrait aviser quant à la politique à suivre aux fins de présenter ou de retenir les pétitions, et il ne voudrait pas qu'aucun de ses (Gould) actes fassent manquer leur effet. 244

La pétition a été copiée dans le volume 216.

9 juillet, Dublin. Palliser (président) et Singer (directeur) à Spring Rice. Envoie le prospectus de la *North American Colonial Association of Ireland*, avec la liste des officiers et autres documents. Le désir d'obtenir un droit de préemption ou d'achat sur une étendue de terre au Haut-Canada ne dépassant pas 50,000 acres, dont une partie est ce qui reste de la région de l'Hudson entre les mains de la Couronne. Ses bornes; et si on le croit convenable demandent la valeur par acre, et si le gouvernement sanctionnera l'achat fait des sauvages, des territoires au nord des terres proposées, afin qu'une plus grande étendue de côte soit obtenue. Croient que, comme on a disposé de la partie de ces terres qui a le plus de valeur, la décision sur ce qu'on a demandé quant aux prix sera favorable. Le but de l'association est de promouvoir le bien de l'Irlande et d'améliorer la conditions de ses immigrants. 251

Inclus. Hay à Coghill. Stanley a examiné les projets de l'association, lesquels semblent correspondre avec ce qui est actuellement fait par le gouvernement. Envoie une note montrant les arrangements faits pour la réception des émigrants. Dans aucune des colonies où vont les émigrants, une terre peut-elle être vendue moins que trois ou quatre shillings l'acre? Stanley consent à examiner toute offre spécifique. 257

Hay à Hamilton. Termes selon lesquels les offres de l'Association coloniale irlandaise de l'Amérique du Nord devront être faites pour l'achat d'une terre. 260

1834. 30 juillet, Londres. Freeling à Lefèvre. Envoie le résumé de l'acte pour l'admiuistration et la réglementation des postes au Haut-Canada. Attire l'attention sur différents points de l'acte qu'il explique. Page 423

1er août, Liverpool. Receveur et contrôleur des douanes à Stanley. Ont reçu par l'*Artemis* une boîte de dépêches pour laquelle ils envoient un reçu de Pickford et Cie. 554

Inclus. Reçu. 555

5 août, Londres. Ravenshaw à Spring Rice. Envoie les documents à l'appui de la demande de terres au Haut-Canada et aussi attire l'attention sur la correspondance de juillet 1832 entre Goderich et le gouvernement provincial au sujet de l'amélioration de la navigation sur l'Ottawa. 305

Les documents étaient:

A. Extrait du témoignage du colonel Cockburn devant un comité de la Chambre des Communes sur l'immigration en 1826. 308

B. Extrait du rapport du commissaire Richard sur les terres incultes au Canada et sur l'immigration. 309

C. Extrait d'une lettre, datée du 19 novembre 1833 et signée par quarante marchands. La lettre approuve la formation d'une compagnie à fonds social pour améliorer l'Ottawa et coloniser les terres. 311

D. Extrait de l'opinion écrite du lieutenant-colonel By, datée du 19 juin 1834, en faveur de la formation d'une compagnie. 314

E. Extrait du rapport du comité spécial, à la Chambre d'Assemblée de New-York, concernant l'amélioration de la navigation. 316

F. Echelle des distances de Montréal au lac Huron par la route de l'Ottawa. 320

6 août, Londres. Campbell à Hay. Le révérend M. Parkin est parti pour l'Amérique, mais il (Campbell) ne peut dire s'il est au Canada ou s'il n'y est pas. Parkin a été informé qu'il recevrait une pension annuelle de £100, dont la moitié lui a été payée par avance. Sa femme et sa famille viennent d'arriver et sont dans une grande détresse à Bucks; elles ont été temporairement secourues. L'état mental de Parkin est la cause de leur position actuelle. 370

7 août, Londres. Hobhouse à ———. Avantage de la colonisation projetée pour le canal Rideau. 322

12 août, Londres. Gould à Spring Rice. Il a été décidé par lui et ses associés de ne pas présenter pour le moment les requêtes au parlement impérial, afin qu'elles puissent être présentées de façon à attirer toute l'attention que méritent et la respectabilité et le nombre de signataires. 248

14 août, Londres. Campbell à Hay. Envoie la liste des missionnaires en partie payés par les fonds publics en 1832. Le montant brut est donné de telle sorte que, excepté pour le montant total, la somme payée par la Société ne peut être constatée séparément de celle payée par le gouvernement. La Société semble avoir payé £1,133 sur son propre fonds, c'est-à-dire sur ses £24,665. 371

Inclus. La liste étant un duplicata n'est pas copiée. Pour la liste, *voyez* la page 365 de ce volume.

Hay à Stewart. La réduction complète sur la concession faite à la Société pour la propagation de l'Evangile provient de la cessation d'existence d'intérêts. 373

Payements de 1832 aux missionnaires employés par la Société pour la propagation de l'Evangile. 383

Hay à Stewart. Parkin a prouvé ses droits à une pension, comme missionnaire de la Société pour la propagation de l'Evangile. D'où provient l'obligation. 385

Lefèvre à Stewart. La décision de la Trésorerie concernant les pensions des missionnaires n'a pas été communiquée à la Société pour la propagation de l'Evangile, avant que celle-ci n'ait eu le temps d'examiner s'il était opportun d'établir aucune règle concernant les missionnaires

1834.

dont les émoluments devaient à partir de ce moment être payés par la société. Page 388

La plus grande partie des correspondances à ce sujet a été copiée dans ce volume et dans d'autres.

15 août, Londres. Ravenshaw à Spring Rice. Un agent pour la Compagnie des Terres de l'Ottawa sera-t-il reconnu par le secrétaire colonial ? 325

29 août, Londres. Gould à Hay. A reçu communication du Canada concernant les extraits des livres et documents du bureau colonial, mais on a refusé le pouvoir de les faire faire.

Regardera parmi les vieux papiers de la Société Littéraire pour l'adresse du docteur McLaughlin, et enverra l'adresse si elle existe encore. 249

6 septembre. Ravenshaw à Spring Rice. Envoie une note et des arguments en faveur de l'Association de l'Ottawa projetée, qui devront être envoyés au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. 326

8 septembre, Dublin. Alley à Hay. Seulement trois ou quatre du comité des administrateurs de l'Association coloniale irlandaise de l'Amérique du Nord ont pris sur eux, au contraire de tous les autres membres et de neuf sur dix des actionnaires, de désavouer l'arrangement des Irlandais nobles et gentilshommes qui demandent une concession de terres sur la rivière Ottawa du Haut-Canada. La ligue est chaudement approuvée, comme le montrent les extraits du rapport déposé devant les directeurs. La cause réelle de l'action des quatre membres mécontents est leur désir d'une charge dans l'administration. L'Association Irlandaise, à l'exception de ces quatre, est déterminée à marcher la main dans la main avec ceux qui se sont adressés à Spring Rice le 24 juin. 262

Inclus. Extrait du rapport déposé devant le bureau des directeurs de l'Association coloniale irlandaise de l'Amérique du Nord. 265

8 septembre, Dublin. Hamilton (président), Singer (directeur) à Hay. Envoient comme il a été demandé six copies additionnelles du prospectus de l'Association irlandaise de l'Amérique du Nord. Renvoient au prospectus pour les bases sur lesquelles l'association est formée. Les directeurs ont appris que la région de l'Huron a été vendue avant leur demande et qu'il a été décidé de former une seule compagnie pour la colonisation des terres sur la rivière Ottawa et sur le lac Huron, et qu'il avait été proposé d'y joindre l'Association Irlandaise. La proposition fut faite sans le concours des directeurs et sera cause d'une dissolution probable de l'association, dont les fonctions devraient être transmises à un comité provisoire. Aucune proposition n'a été faite aux directeurs par la société projetée. Tout en désirant s'unir à toute société ayant le même but, ils désavouent les procédés faits jusque-là. Des informations sur les intentions du gouvernement ont été demandées, plusieurs de leurs procédés à venir en dépendant. 270

Inclus. Listes des fonctionnaires, avec les principes et le but de l'association. 276

Mémoire des actionnaires de la branche Wexford de l'Association coloniale de l'Amérique du Nord. 281

8 septembre, Montréal. O'Callaghan et Perrault. Envoient la copie certifiée du procès-verbal de la dernière assemblée du comité central et permanent de Montréal. 567

Inclus. Rapport contenant les résolutions sur différents sujets. 569

Nominations permanentes à des positions lucratives, faites par lord Aylmer autant qu'il est possible de s'en assurer. 593

12 septembre, Wexford. Hickey à Spring Rice. Désire savoir si la lettre signée par un commis s'applique à l'association impériale projetée ou seulement à la compagnie irlandaise. 284

26 septembre, Dublin. Coghill à Hay. Assemblée des actionnaires de l'Association coloniale de l'Amérique du Nord ; ses sentiments seront mieux démontrés en envoyant une copie des résolutions. Copies ont été envoyées à d'autres.

1834. Singer, Hamilton et un ou deux autres de leurs amis personnels étant exceptés, aucune divergence d'opinion n'existe entre ceux qui font partie de l'association à Londres. Les messieurs qui ont écrit la lettre à son département n'ont pas été continués dans leur charge d'administrateurs pour l'année. Page 285

Inclus. Résolutions approuvant la coalition des compagnies anglaises et écossaises. 287

Coghil à Ravenshaw. Semblable à celle écrite à Hay. 290

13 octobre, Londres. Freeling à Hay. Transmet le rapport du sous-directeur général des Postes à Québec, relativement à la réclamation du département des Postes contre le gouvernement. Autrefois on pourvoyait au montant nécessaire par un vote annuel de la législature du Bas-Canada, mais l'Assemblée a cessé d'y pourvoir. 461

Inclus. Stayner à Freeling. Stanley avait insinué que le gouvernement se proposait de ne pas s'occuper des réclamations des postes du Bas-Canada. Le montant maintenant dû pour frais de port est de £3,000, augmentant dans une proportion de £1,500 à £2,000 par année, et grossissant la balance nominale contre lui. Demande pouvoir d'obtenir les crédits nécessaires pour couvrir ces montants. Les autres provinces fournissent encore l'argent nécessaire, mais aussitôt qu'elles sauront que le Bas-Canada ne paie pas et que l'on n'en force pas le paiement, elles refuseront aussi de payer. 463

Mémoire sur la nature de la correspondance sur laquelle on impose des frais de port. 465

29 octobre, Londres. Pelly à Spring Rice. Conformément à l'acte, envoie la liste des personnes employées dans la Compagnie de la Baie d'Hudson. 509

Inclus. La liste. Celle-ci ne varie pas beaucoup de la liste précédente, ayant une augmentation de 13 sur la liste des engagés. 510

15 novembre, Londres. Cooper à Hay. Les commissaires des archives fourniront pour l'usage des possessions britanniques dans l'Amérique du Nord, cinq collections des ouvrages donnés à des bibliothèques des Etats-Unis, et proposent d'ajouter celles qui ont été imprimées durant les quatre dernières années et qui n'ont pas encore été données à aucune bibliothèque étrangère. 556

Pas de date. Demande de règlements devant s'appliquer aux enfants apprentis envoyés par la Société des Amis des Enfants. 549

Mémoire de James Stuart (dernier procureur général) au sujet de l'apprentissage. 551

Lemon à Hay. La Société des Amis des Enfants a une occasion favorable pour envoyer 10 garçons au Haut-Canada. Demande une note à Colburne. 552

Divers, 1834.

(La première partie comprend les pages 1 à 260, la deuxième partie 261 à 479, la troisième 480 à 648).

Q 220-1-2-3.

1823. 23 octobre, Trésorerie. Approbation des comptes de Greig. Inclus. Greig à Spring Rice ; 21 juillet 1834.

1831. 6 octobre, Londres. Viger à Papineau. Envoie les observations qu'il a faites à Goderich. A été obligé de cesser la discussion des griefs pour étudier le mémoire de Stuart. La difficulté de trouver le temps d'envoyer les copies de ses observations, etc. 481

1831.

Observations sur l'état actuel de l'éducation au Canada. Page 484

Concessions des terrains incultes de la Couronne. 509

Viger à Goderich. A communiqué les observations sur les mesures à prendre concernant le commerce de l'Empire. A déjà envoyé les observations sur deux chefs de griefs, maintenant envoie celles concernant le troisième, même dans leur état actuel. 528

Considérations concernant le troisième chef de griefs contenu dans l'adresse à l'Assemblée du 16 mars 1831. 530

Le même document en français. 542 à 600

(Les observations de M. Viger sont d'une telle longueur qu'il est impossible de les résumer d'une façon raisonnable.)

14 octobre, Londres. Viger à Papineau. A déjà envoyé copie de ses observations sur le cas de Stuart. Maintenant envoie une partie des observations sur son mémoire et l'enverra par parties jusqu'à ce que le tout soit complété. Les difficultés de son travail. 602

22 octobre, Londres. Le même au même. Envoie la première partie de ses observations sus le mémoire de Stuart. Il a été impossible d'envoyer des informationr détaillées sur ce sujet aussi bien que sur d'autres ; il est si occupé qu'il n'a pas le temps de donner un compte rendu journalier de ses procédés. Espère que l'Assemblée verra qu'il n'a pas manqué de faire tout ce qui était en son pouvoir pour assurer les intérêts qui lui ont été confiés. La requête relative aux griefs a été présentée à la Chambre des lords. Les circonstances ont empêché la présentation de la requête sur les griefs à la Chambre des Communes. Elle a été présentée par Labouchère le 14 ; le même jour Hume en présentait nne pour le Haut-Canada. Labouchère fit un discours éloquent à ce sujet. Les discours n'ont pas été rapportés, mais tel était leur ton qu'ils peuvent donner grande confiance au peuple du Bas-Canada que, non seulement les membres de la Chambre mais aussi les membres de l'administration ont exprimé un sentiment de bienveillance et de stricte justice. L'impression profonde faite sur son esprit et qu'il considère de son devoir de communiquer à l'Assemblée. 604

29 octobre, Londres. Le même au même. A déjà envoyé une partie de ses observations sur le mémoire de Stuart. Regrette de ne pouvoir envoyer les observations complètes, mais Garneau a été empêché de les préparer par d'autres occupations pressantes. En envoie une partie et espère d'en envoyer d'autres par le prochain paquebot. Progrès de son travail, ses occupations sont à la fois multiples et continuelles. 608

22 novembre, Londres. Le même au même. Envoie une partie de la conclusion des observations sur le mémoire de Stuart. La nécessité de les faire traduire et imprimer. S'excuse pour les signes de précipitation que contiennent ses lettres. 612

29 décembre, Londres. Le même au même. Aussitôt qu'une copie de la première partie de ses observations sur les lettres de Stuart pourra être faite elle sera envoyée. Envoie la copie imprimée de la conclusion des observations sur le mémoire. 614

6 janvier, Londres. Viger à Papineau. A déposé aujourd'hui devant le bureau colonial copie d'une partie de ses observations au sujet de la lettre de Stuart du 8 octobre. N'a pas eu le temps de lui en envoyer une copie. 615

14 janvier, Londres. Le même au même. Envoie pour l'Assemblée la fin de ses observations sur la première partie de la lettre de Stuart à Goderich. Il est maintenant à faire la seconde partie. 616

6 juin, Londres. Le même à Papineau. A pu finir ses observations sur la réponse de Stuart aux accusations portées contre lui par l'Assemblée du Bas-Canada. Ajoute maintenant la traduction ; son travail progresse. Demande à l'Assemblée de prêter attention aux réflexions contenues dans ses observations. Assure la Chambre qu'il n'a épargné aucune peine pour accomplir sa tâche. 617

1833.

Les lettres dans l'original suivent la traduction.

15 mars, Ristigouche. Certificat.

15 mai, Québec. Felton à Christie.

21 septembre, Ristigouche. Christie à Felton.

17 octobre, Ristigouche. Le même à Craig.

19 novembre, Québec. Felton à Christie.

12 décembre, Ristigouche. Christie à Felton. Celle-ci et les cinq précédentes incluses dans Christie à Stanley, 15 mars 1834.

1834.

3 janvier, Londres. Parkin à Stanley. Se plaint de sa position difficile, ayant pour cause l'influence non requise mais bien intentionnée tout de même de l'évêque. Demande de l'emploi pour subvenir à ses besoins, autrement il devra en solliciter aux Etats-Unis. Page 293

8 février, Londres. Macara à Hay. Demande qu'il lui soit permis de pratiquer comme avocat, dans le Bas-Canada, étant donné qu'il a abandonné sa clientèle en Ecosse sur l'information que tout avocat et procureur des cours suprêmes de la Grande-Bretagne avaient droit de faire partie du barreau, dans les colonies. Ici les juges interprètent la loi différemment. Apprends qu'au Haut-Canada la loi pour empêcher les procureurs, etc., de pratiquer a été trouvée si injuste qu'elle va être rappelée. 270

10 février, Beauport. Ryland à ——— Envoie la publication donnant un compte rendu de la Chambre d'Assemblée de 1792 à 1814, afin qu'il puisse comparer la politique coloniale pendant les vingt dernières années avec celle de la période précédente, et qu'il puisse estimer les avantages ou les désavantages d'une politique de concession à l'Assemblée. Les choses ont maintenant atteint une crise telle qu'elles nécessitent ou l'union du Haut et du Bas-Canada ou le rappel de 1 et 2 Guillaume IV, chap. 23, pour rendre à la Couronne l'autorité de disposer du revenu perçu en vertu de 14 Georges 3, pour les dépenses du gouvernement civil de la province. L'orateur a menacé de paralyser l'action du gouvernement. Ainsi rien de satisfaisant ne peut être attendu de cette cession, mais il est désirable de permettre aux membres de manifester leurs desseins les plus secrets afin de renforcer la détermination du gouvernement de convertir le Bas-Canada en une véritable colonie anglaise et de développer ses vastes ressources. 307

Inclus. Aperçu des débats de la *Gazette* de Québec. 311

11 février, Londres. Macara à Hay. Renouvelle sa demande afin d'être admis au barreau colonial du Bas-Canada, sa première demande n'ayant pas eu de réponse. 272

12 février, Maidstone. Mémoire du révérend Edward Parkin, ancien missionnaire à Sherbrooke et à Lennoxville. Expose les promesses faites lorsqu'il accepta la charge de missionnaire, les pertes qu'il a faites au Canada en laissant différentes charges à la demande de l'évêque. Demande la pension promise. 296

15 février, Québec. Felton à Christie. Incluse dans Christie à Stanley, 15 mars 1834.

19 février, Londres. Burton à Stanley. A envoyé il y a un au moins trois mois, le mémoire concernant sa pension de retraite comme missionnaire au Canada. Demande une réponse. 11

21 février, Londres. Mémoire de John George Irvine pour le paiement des dépenses faites par son père, lors de sa nomination comme arbitre pour décider avec les arbitres du Haut-Canada la part des obligations de la province d'en haut; laquelle position il a été obligé de résigner pour cause de santé. 192

1834.
28 février,
New-York.
Buchanan à Hay. A reçu et envoyé la dépêche à sir Archibald Campbell, Frédéricton. Envoie les journaux de Québec. Page 32

Inclus. *Gazette* de Québec. Extraits du discours du lieutenant-gouverneur Campbell à l'ouverture de la législature du Nouveau-Brunswick. 35

Les 92 résolutions suivent, mais elles ont été omises, vu qu'elles ont été déjà copiées.

8 mars,
Maidstone.
Parkin à ———. Les circonstances adverses l'amènent à faire un autre appel, n'ayant reçu aucune réponse à sa demande du 3 janvier. 299

12 mars,
Londres.
Kerr à Hay. L'argent qui a été le sujet de la conversation a été remis. 210

12 mars,
Londres.
Le même à ———. Demande une prolongation de congé. 211

15 mars,
Londres.
Adams à Hay. Demande des lettres de présentation pour Ebenezar Birrell à lord Aylmer et à sir John Colborne. 3

15 mars,
Ristigouche.
Christie à Stanley. C'est avec répugnance qu'il livre sa correspondance avec Aylmer concernant les terres qui doivent lui être données pour tenir lieu des arrérages de son salaire. Réfère à la lettre de Howick à Aylmer, l'étendue de terres qui lui a été donnée au lieu de ses arrérages de salaire (Christie). Sa Seigneurie ne l'a pas traité avec la justice qu'il avait droit d'attendre. Envoie la correspondance concernant cette affaire. Se plaint un peu longuement de la manière dont sa demande a été reçue. 98

Inclus. Certificat établissant que les sauvages avaient pris possession de la terre qui avait appartenu à Man et qui maintenant appartenait à Christie. Les sauvages vivent dessus, abattant, détruisant et disposant de bois de construction de la plus grande valeur. 108

Felton à Christie. Plaintes reçues contre l'empiétement des sauvages. Ces empiétements sur les terres et les réclamations qui en découlent, s'il y en a, devront être réglées par les cours légales. 108

Christie à Felton. Accepte l'offre d'Aylmer de résilier l'achat des terres au nord de la Rivière-du-Loup. 111

Autres documents au sujet des terres. 112 à 118

15 mars,
Londres.
Viger à Stanley (en français). Réfère aux observations antérieures et aux commentaires concernant l'adresse de l'Assemblée relative à des changements au Conseil législatif. Plusieurs des hommes d'Etat britanniques les plus en vue s'opposent au système adopté pour l'établissement du Conseil législatif. Pourquoi il est proposé de former une convention nationale pour discuter, sur un sujet seulement, de manière à dissiper les doutes sur les sentiments des habitants du pays ; mais les expressions dans la dépêche sont plus que défavorables à l'Assemblée de la province, et un sentiment de justice devrait l'amener (Stanley) à le regretter. Attire l'attention sur la sévérité de la loi, sur les membres de l'Assemblée envoyés en prison, sur les événements de l'élection de Montréal en 1832, etc., pour montrer que la conduite des dépositaires du pouvoir n'est pas toujours conforme aux vues des membres du gouvernement de Sa Majesté. Commente aussi une autre dépêche concernant le langage du Conseil envers les sujets de Sa Majesté dans la province dont il était l'interprète fidèle en demandant en leur nom une protection égale et des lois pour tous et chacun sans distinction. Observations sur le projet de loi pour pourvoir aux dépenses du gouvernement qui a été rejeté par le Conseil et qui devra être l'objet d'une attention particulière, comme la Chambre d'Assemblée avait le droit d'imposer des conditions sur le montant accordé. Observations sur les salaires des officiers publics et sur d'autres sujets. 396

17 mars,
Manchester.
Mémoire de Thomas Shawcross, agent de Joseph Shawcross, dans la cause de la propriété non réclamée de Joseph Ogden. 337

1834.
18 mars, Norwick. Marsham à Stanley. Informations relatives aux meilleurs moyens à prendre pour diriger l'émigration. Page 274

19 mars, Londres. Blum, envoyé extraordinaire danois, à Stanley. Envoie les documents concernant la succession d'un nommé Maysenholder, et en sus un *factum* de l'affaire. Demande qu'ils soient envoyés à Montréal avec une recommandation à l'autorité compétente. 12

24 mars, Londres. William Abbott à Stanley. Attire son attention sur l'état de détresse dans lequel se trouve le clergé du Canada, et qui est la conséquence de la suspension par le gouvernement du payement des salaires de £100 par année. Montre le cas de J. Abbott, missionnaire à Grenville, comme illustration du résultat malheureux de l'acte du gouvernement. Le contrat qu'il a fait avec la Société pour la propagation de l'Evangile et sur la foi duquel il a abandonné sa situation à Norfolk. 4

25 mars, Londres. Kerr à Hay. Qu'ayant résigné son siège au Conseil exécutif, s'étant sacrifié pour l'avantage public, et qu'ayant été privé de son salaire, il demande qu'il lui soit rendu à titre de pension, et allègue qu'une concession de terres pourrait lui être accordée. 212

25 mars, Londres. Barry à Stanley. Avait demandé en mars dernier une concession de terres pour Mme Campbell, et ce conformément à un arrangement avec lord Goderich, et des ordres ont été envoyés immédiatement pour faire compléter cette concession. S'aperçoit maintenant que ces ordres n'ont pas été exécutés. Montre l'état actuel de la réclamation de Mme Campbell. Elle n'a reçu que 45 acres de terre arable et une certaine étendue de terre inculte de peu ou pas de valeur. Elle aurait dû recevoir 150 acres en 1822. Si le gouvernement ne peut pas donner à Mme Campbell la quantité totale de terre, elle a droit, d'après l'arrangement, à une somme de £529.10. Vu que l'obligation envers Mme Campbell n'a pas été remplie et que cette dernière a été forcée de vendre, les agents du gouvernement prétendent que le prix de cette vente devrait être déduit sur la valeur totale des 150 acres réclamées par Mme Campbell. Demande simplement que l'affaire soit réglée. 13

Inclus. Le gouvernement en compte avec Mme Campbell. 18

Certificats des cultivateurs sur la valeur des terres arables et des terres incultes. 19

Rapport de J. P. Bureau, arpenteur, sur la propriété de Mme Campbell, à Bécancour. 20

(Le nom tel qu'écrit peut être aussi bien Bureau que Bareau, mais dans la liste officielle des arpenteurs, le nom est Joseph Pierre Bureau.)

26 mars, Québec. Craig à Christie. Incluse dans celle de Christie à Stanley, 23 avril 1834.

28 mars, Plymouth. Hamilton à Lefèvre. Envoie une quantité additionnelle de blé Vittoria pour Société agricole du Bas-Canada. Le quatrième rapport de la société contiendra tout ce qu'il connaît sur le sujet. 184

Inclus. Rapport sur le blé Vittoria reçu de Caraccas. (Dans la lettre, le blé est nommé Vittoria, dans le rapport on le nomme Victoria, ce qui concorde avec Humboldt.) 185

28 mars, Liverpool. Irvine à Hay. Le vaisseau ne mettra pas à la voile aussi tôt qu'on le pensait, et il aura ainsi un jour de plus pour expédier les dépêches à Aylmer, ce qui est loin de le chagriner. S'il n'y a pas de fonds de ce côté-là de l'Atlantique pour régler la réclamation de son père, il ne poussera pas les choses plus loin. 196

30 mars, Liverpool. Le même au même. Le remercie du trouble qu'il s'est donné pour mettre la requête devant Stanley, il est satisfait de la réponse, mais croit, vu la longueur du temps écoulé, qu'il ne retirera rien. Portera la plus grande attention à la dépêche d'Aylmer. 198

31 mars, Fullamore. Catherine Sheppard à Stanley. Son mari, un pensionnaire, avait reçu une concession de terre de 100 acres à Cranbourne, et il mourut du choléra. Elle en fut effrayée et retourna en Irlande. Elle veut mainte

1834.

nant retourner en Canada et demande si elle peut avoir son passage gratuitement. Page 338

31 mars, Edimbourg. Watson à Stanley. Se plaint de l'injustice que lui ont causé les effets de la loi au Canada, ayant bâti un moulin pour deux personnes qui se nomment Barrow et Brown, desquelles il ne peut pas obtenir de règlement et contre lesquelles il lui est impossible d'obtenir un jugement. 640

1er avril, Belfast. J. W. Shaw à Goderich. Est-ce que la taxe de $1 sur chaque passager débarqué à Québec, imposée en 1832, et qui doit se continuer pour encore 2 ans a été renouvelée? C'est une chose importante pour lle émigrants et les armateurs. 339

Inclus. Extrait du journal tenu par le surintendant des émigrants de Sussex en 1833. 340

3 avril. Kerr à Hay. Comme la législature du Bas-Canada n'a voté aucuns subsides pour les fins du gouvernement civil, il demande que son salaire lui soit payé à Londres. 215

Inclus. Kerr à Stanley. Demande que son salaire lui soit payé à Londres. 216

3 avril, Londres. Johnson à Stanley. Envoie les documents relatifs à sa propre réclamation et à celles des autres membres de la famille de sir John Johnson. Il avait été supposé que la subvention de £50,000 était une compensation équivalente aux pertes causées par sa loyauté, mais elle était hors de proportion même avec la perte de sa propriété à New-York, dont une petite partie près du lac Onondago rapporte à l'Etat de New-York un revenu de $250,000. La disproportion des sommes auxquelles la subvention a été réduite. La position difficile de la famille. 199

Inclus. Johnson à Kempt. Attire l'attention sur la requête qui montre qu'en 1818 lui, et d'autres membres de sa famille, ont demandé une concession de terre pour chacun. Le changement rapide des gouverneurs l'ont empêché d'obtenir aucun résultat. Lui demande son influence pour obtenir un règlement de cette affaire, étant donné qu'il connaît les services et les sacrifices de sir John Johnson. 202

Requête et autres documents. 204 à 207

5 avril, Londres. Viger à Stanley. Autres observations sur l'état des affaires politiques au Bas-Canada. 415

Ryan à Hay. Il est le sergent qui a perdu une jambe dans la Péninsule et qui a été recommandé par Bathurst. Ses qualités comme instituteur. 334

7 avril, Inverness. Ward au secrétaire colonial. Avait espéré que sa requête pour obtenir l'échange du lot n° 8 dans le sixième rang d'Inverness contre le lot 19 du neuvième rang d'Halifax serait accordée. Transmet une lettre pour montrer qu'aucune information sur ia décision rendue ne peut être obtenue au Canada. 643

Inclus. Felton à Ward. Une décision ayant été donnée le 6 mars 1833, Aylmer ne voit pas de raison pour changer la détermination qui lui a été communiquée. 644

12 avril, Londres. John Shaw au secrétaire colonial. Désire savoir si la taxe sur les émigrants à Québec sera continuée ou si on laissera périmer la loi. 341

15 avril, New-York. Buchanan à Hay. Demande de prêter attention à l'état de son bureau quant à l'émigration, étant donné que depuis l'ouverture des terres du gouvernement dans le district de Londres, l'émigration s'est dirigée au Canada surtout *via* New-York, et les émigrants assiègent son bureau pour avoir des informations sur cette route et l'entrée des bagages, etc. Demande d'autres commis. 37

19 avril, Londres. Viger à Stanley. Corrige certaines inexactitudes contenues dans ses lettres précédentes. 438

21 avril, Londres. Sinclair à Stanley. Espère que les descendants du lieutenant général Sinclair recevront une concession de terre au Canada à cause des services rendus par leur père défunt et des pertes qu'il a subies. Récapitule les

1834. services du défunt lieutenant général, tant dans l'armée et la marine que dans l'arpentage. Les embarras causés à la famille par la Trésorerie en refusant de payer ses déboursés. Mentionne aussi ses propres services et ceux de son frère comme raison additionnelle pour faire droit à sa requête. Page 383

23 avril, Ristigouche. Christie à Stanley. Envoie copie d'une lettre de Craig, secrétaire civil d'Aylmer, avec ses vues (Stanley) concernant sa réclamation basée sur la perte de sa charge de président des sessions trimestrielles et sur les procédures non constitutionnelles de l'Assemblée. Envoie observations additionnelles au sujet de sa réclamation. 119

Inclus. Craig à Christie. Le secrétaire colonial croit que la réclamation pour la perte de sa charge comme président des sessions trimestrielles n'est pas soutenable par les raisons données. Copie d'une dépêche du comte de Ripon expédiée. Il explique pourquoi aucune intervention n'a été possible vu son expulsion de l'Assemblée. 129

4 mai, Outwell. Timms au secrétaire colonial. Si la rumeur est vraie, on a l'intention d'envoyer des hommes pour surveiller la navigation (*cutting navigation*) dans les possessions de Sa Majesté en Amérique; demande de l'emploi. 393

15 mai, Londres. Mémoire de D. B. Viger et de A. N. Morin contre l'octroi d'une charte à une compagnie pour l'achat des terres dans le Bas-Canada. 440

16 mai, Londres. Coffin à Hay. Réfère aux concessions de terres qui lui ont été faites ainsi qu'à son frère en 1802. Demande à ce que ces concessions soient renouvelées, et comme il ne peut aller lui-même en Canada, qu'elles soient faites à son fils. Envoie copie du rapport de 1802. 51

Inclus. Copie d'un extrait d'un rapport d'un comité de tout le Conseil du Bas-Canada, daté du 3 mars 1802, sur la requête de William Coffin. 54

23 mai, New-York. Gourlay à Stanley. Observe qu'il a adopté la motion de Roebuch pour la formation d'un comité pour le Canada. Il avait demandé instamment une enquête depuis seize ans. Des commissaires devraient être envoyés à Montréal pour s'enquérir de toute la question. 149

Liste de ceux à qui il a écrit sur ce sujet. 150

28 mai, Hythe. Sedgwick à———. Ecrit pour une veuve qui, avec ses six enfants, désire se rendre au Canada pour rejoindre les autres membres de sa famille, et demande un passage d'ici à Québec pour la famille. Relate son histoire. 342

— mai, Belfast. Etat et bases de la réclamation de la famille Skinner inclus dans Ellison, Bloxum et Ellison à Spring Rice, 31 juillet 1834, D. B. Viger et A. N. Morin à Hay. Remercie pour la lettre, qui demande quelques observations. 447

2 juin, Londres. D. B. Viger et A. N. Morin à Stanley. Les difficultés admises dans sa lettre ne sont pas égales à d'autres mentionnées dans la requête et qui sont relatives aux actes adoptés sur des matières de législation interne, sans la connaissance et la participation de la législature, et qui sont aussi relatives à l'acte en question, contre lequel l'Assemblée a présenté une pétition. Il réfère particulièrement à l'établissement d'un monopole sur les terres en faveur d'individus privés et à l'exclusion de la masse du peuple. 446

7 juin, Edimbourg. Kerr à Hay. Est-ce que des instructions ont été envoyées au gouverneur général depuis la prorogation de la législature du Bas-Canada lui ordonnant de payer les salaires des juges. Les privations auxquelles les juges et autres officiers publics sont exposés par défaut de paiement. 218

10 juin, Salop. Preston à Spring Rice. Il s'enquiert concernant des terres dans la Virginie, propriété d'un de ses parents, achetées quand les Etats-Unis étaient sous la domination de la Grande-Bretagne. 303

10 juin, Stranraer. Wallace à———. Montre qu'il est l'héritier de son père et de ses frères, étant le seul fils survivant. Il irait en Amérique si des concessions de terre lui étaient faites et si la possession peut lui en être donnée

1834.

comme étant leur héritier, ou s'il ne pouvait obtenir une terre particulière que l'équivalent lui soit donné. Il invoque le cas du major William Ross, qui a obtenu la terre concédée à son oncle le major John Ross. Page 646

2 juin, Tralee. Cotter au secrétaire colonial. Demande avis concernant une concession de terres faite au major, alors capitaine Cotter, mais qui, vu son absence, ne pouvait pas être maintenue constamment. Si la concession pour d'autres raisons peut encore être considérée comme existante, demande avis et protection. 56

3 juin, Londres. Mandelsloh à Spring Rice. Concernant la succession de Charles Maisenholder, de Montréal. 276

5 juin, Dundalk. Monritz au même. Sa destitution et celle de sa famille. Demande des terres ou de l'emploi dans aucune des colonies. 277

Inclus. Requête de Monritz. Mentionne les services de son oncle et sa mort, ses propres services, son incapacité d'obtenir un emploi permanent; demande une concession de terres. 280

Lefebvre à Monritz. Sa requête sera mise devant le roi, mais Stanley regrette de ne pouvoir favoriser sa demande quant à la concession de terres. 283

6 juin, Londres. Crawford à Spring Rice. A été délégué pour présenter les requêtes des habitants de Gaspé. Demande entrevue. 68

Inclus. Requête demandant l'abolition des impôts concernant la pêche, et d'établir un poste de douanes à Percé ou à la Pointe Saint-Pierre, et aussi de les protéger contre l'oppression de l'Assemblée. 69

Une requête annexée des habitants sur la rivière Ristigouche et la baie des Chaleurs, qui séparent le Bas-Canada du Nouveau-Brunswick. A cause de la position géographique du district, demande que Gaspé soit séparé du Bas-Canada et annexé au Nouveau-Brunswick. 76

16 juillet, Londres. Crawford au secrétaire colonial. La somme de £750 lui est due pour trois ans de salaire comme président des sessions trimestrielles, depuis novembre 1827 jusqu'à novembre 1830. Envoie copie d'un mémoire sur ce sujet adressé à Goderich et copie d'une lettre qui l'accompagnait et adressée au secrétaire d'Aylmer. Deux ans s'étant écoulés sans recevoir de réponse, il doute que le gouverneur ait envoyé le mémoire. Il produit maintenant sa demande, espérant quelle recevra une attention immédiate et sera considérée favorablement. 82

Inclus. Crawford à Craig. Envoie copie de sa requête au secrétaire colonial pour obtenir le paiement des arrérages de son salaire comme président des sessions trimestrielles de Gaspé. Demande que le mémoire soit déposé devant Aylmer et qu'il soit considéré favorablement. 85

La copie de la requête aussi incluse a été omise ici, ayant été copiée auparavant dans Q. 205. Duplicata d'autres documents aussi omis.

21 juillet, Londres. Viger à Spring Rice. Attire son attention sur le retard à décider les actes réservés, ce qui peut avoir un effet des plus préjudiciables. Demande une entrevue. 452

27 juin, Londres. Le même au même. Accuse réception des lettres concernant les actes réservés. Il y en avait un semblable lors de la dernière session et un ou deux plus ou moins analogues à celui du collège Saint-Hyacinthe. 454

2 juillet, Londres. Stuart à Spring Rice. Avant de quitter le Canada, transmet des copies imprimées de la correspondance avec le dernier secrétaire provincial. Le seul point qui ne soit pas réglé est celui de la réparation des injures qu'il a subies. L'injustice de ce cas. 356

4 juillet, Edimbourg. Kerr à Hay. Demande une extension de congé. 220

11 juillet, Londres. Stuart à Spring Rice. A reçu communication qu'il n'y a pas de raison pour tout recommencer, et n'admet pas que le seul point laissé sans décision est celui de la réparation de l'injure. A cause de son caractère, il demande une explication sur les points autres que celui de la réparation

1834.

et qui ne sont pas encore décidés. Sur la question de reconsidérer cause, Stanley a agi avec la plus grande justice. Ses lettres l'exonore de toutes les accusations portées par Ripon. L'offre de la plus hau position judiciaire dans les colonies est compatible seulement avec ce ainsi en résulte-t-il que la question qui seule ne soit pas décidée est ce de la réparation des injures. Elabore les arguments sur ce point. Page 3

17 juillet, Ristigouche. Christie au secrétaire colonial. D'autres arguments à l'appui de réclamation en compensation pour la perte de sa charge. 1

18 juillet, Londres. Stuart à Hay. Comme il n'a retardé son départ pour le Canada q pour lui permettre d'avoir une décision sur sa requête, demande u réponse à sa lettre du 11. 3

21 juillet, Londres. Grey à Spring Rice. Sur l'établissement des colonies militaires da le Haut-Canada, il a été attaché au département du quartier maître gén ral comme officier de l'intendance. La responsabilité de ces devoi Le capitaine Fowler, un des officiers chargés de ces devoirs, a reçu u concession de terres pour ses services. Demande une concession se blable. 1

Inclus. Approbation des comptes de Grey par la Trésorerie. 1

21 juillet, Sandgate. Madame Ladd demande son passage à Québec, où sont tous ses paren Mort de son mari. Services de son père. 2

23 juillet, Edimbourg. Kerr à Hay. A entendu dire qu'on devait payer aux officiers publi du Bas-Canada leurs arrérages de salaire. Demande à être payé à Londr 2

Inclus. Etat du salaire qui lui est dû. 2

28 juillet, Clonmell. Moylan au secrétaire colonial. A envoyé différentes lettres au cons anglais, à Norfolk, Virginie, sans recevoir de réponse. Envoie u lettre qu'il demande de faire parvenir. 2

18 juillet, Londres. Stuart à Spring Rice. Avait espéré une simple réponse à une simp question. Résume la correspondance et fait remarquer qu'aucu réponse n'a été donnée à sa question par la lettre de Hay. Accu Spring Rice de s'étendre sur des sujets, sans doute relatifs au cas, qui requièrent pas de conclusion contraire à sa réclamation, mais qui, réalité, la fortifient et la confirment. Ils pourraient éloigner son atte tion de la réclamation, mais ne pourraient donner aucune réponse à question. Discute et critique successivement les arguments conten dans la lettre de Hay. 3

31 juillet, Londres. Ellison, Bloxam et Ellison à Spring Rice. Envoient un rapport faveur de Skinner ; la preuve à l'appui sera envoyée si requise. 1

Inclus. Exposé et base de la réclamation pour des terres en Cana faite par la famille du défunt brigadier général Skinner. 1

2 août, Londres. Crawford à Spring Rice. Dans l'entrevue il avait attiré l'attention s le cas de personnes établies sur les terres de la couronne, dans Gasp sans titres, et qui ont été dernièrement menacées d'expulsion sur pou suite de la Couronne. Comment elles ont été obligées de s'établir ain sans droit sur ces terres. Propose la manière de disposer des terres ces "squatters" pour leur permettre d'obtenir titre. Le manque garantie de tous les titres concernant les terres dans Gaspé. Propo que l'on énonce à Aylmer le désir de retarder au moins les poursuit contre les "squatters".

3 août, Salop. Preston à Spring Rice. Envoie copie de sa lettre du 10 juin à laquel on n'a pas répondu et demande une réponse. 3

4 août, Londres. Stuart à Spring Rice. Accuse réception de la lettre de Hay et décla qu'il est impossible d'espérer justice du bureau colonial. Critique conduite du bureau comme évasive et pour refuser de tirer la conclusi légitime de la correspondance. Le refus d'accorder réparation a été fa au sujet d'un gouverneur faible, et les raisons invoquées n'étaient que d

1834.

prétextes. Le cas actuel sera l'objet d'une enquête dans un autre département du gouvernement. Page 377

oût, ndres. Hume à Spring Rice. Espère qu'il n'aura pas d'objection à la motion qu'il se propose de faire pour obtenir un rapport. Son anxiété de voir le règlement des malheureuses difficultés qui existent dans les Canadas. 189

oût. Wall au secrétaire colonial. Ecrit en faveur du pétitionnaire (le nom n'est pas mentionné), une personne de Québec qui est destituée. Il désire retourner dans son pays et demande un passage. 648

oût, ndres. Viger à Spring Rice. Demande de nouveau une entrevue. 456

août, ndres. Le même au même. Remercie pour l'entrevue promise. Sera à l'endroit fixé samedi. 451

août, ndres. Davis à Spring Rice. Présente Greig, qui a des suggestions à faire concernant l'intendance. Demande que s'il n'obtient pas de promotion le congé de Greig soit prolongé.

août, ndres. Greig à Spring Rice. Presse sa réclamation pour obtenir une concession de terre en récompense des services qu'il a rendus à la colonie militaire du Haut-Canada. 154

août, iverpool. Kerr à Hay. Les juges, ses confrères, l'ont prié d'attirer l'attention du gouvernement sur l'exposé des faits dans leur cause. Comme le comité de la Chambre des Communes avait recommandé que les juges en cessant d'appartenir au conseil devraient avoir une position indépendante, ils avaient espéré que leurs salaires leur seraient assurés pour la vie, mais qu'au lieu de cela ils sont payés fort irrégulièrement et il leur est dû beaucoup d'arrérages, tandis que leurs réclamations sont encore déférées à la générosité de l'Assemblée, qui a toujours contrecarré les gracieuses intentions de Sa Majesté. La réduction du montant alloué aux juges pour dépenses de voyage qui, proportionnées ou non, forment partie du salaire stipulé. Demande que le cas des juges soit considéré favorablement. 223

8 août, iverpool. Birnie à Hay. Lui rappelle sa promesse d'écrire au gouverneur du Canada au sujet d'une concession de terre au lieutenant James McDonald aussitôt qu'on pourrait s'assurer de la date de cette concession. Envoie maintenant la date. Son but est d'obtenir copie de l'acte de concession pour lui permettre d'obtenir possession des terres. 22

0 août, iverpool. Daniel Boyle au secrétaire colonial. Comme renseignement sur la valeur de son achat du billet de location de Macgee des terres situées à Cranbourne, Canada, fournit ce renseignement, vu qu'il est informé que Macgee n'avait pas le droit de vendre. Demande conseil. 24

9 août, ondres. Grant à Hay. Demande une lettre de présentation aux gouverneurs du Haut et du Bas-Canada pour Thomas Kinnear. 156

6 août, ondres. Crawford à Spring Rice. Au sujet de sa demande de paiement de ses arrérages de salaire, il comprend que des ordres seront bientôt donnés pour faire effectuer les paiements des arréages dus sur les salaires des officiers du gouvernement provincial. Demande que des ordres semblables soient donnés dans son cas. 95

8 août, lasgow. Strang au secrétaire colonial. S'enquiert pour Joseph Masson si un *mandamus* a été émané en sa faveur comme membre du Conseil législatif. S'il en est ainsi, il paiera les frais, et la commission pourra lui être envoyée à lui-même ou au gouverneur. 354

septembre, Ripley. Griffin à Earle. Envoie copie du mémoire au roi. Ne se permettra pas de faire aucune observation quant à son perfectionnement. 159

Inclus. Requête. Attire l'attention sur la difficulté de son cas et sur la fausseté du rapport de la Société pour la propagation de l'Evangile sur l'état des affaires ecclésiastiques en Canada. 160

10 septembre, Glasgow. Strang au secrétaire colonial. Envoie un billet de £10 de la banque d'Angleterre pour paiement des honoraires du *mandamus* de Masson. 345

1834.
11 septembre, Ristigouche. Christie à Spring Rice. Attire son attention sur la lettre écrite Stanley le 15 mars au sujet des arrérages qui lui sont dus sur son salair Si la charge est rétablie, demande que sa requête pour être réinstall soit considérée favorablement. Page 13

16 septembre, Londres. Barnard à Hay. Inclus extraits d'une lettre de Douglas qui son intéressants. 2

Inclus. Extraits de la lettre de David Douglas, sur les rivières, etc. de la Colombie-Britannique et du Nord. 2

16 septembre, Londres. Viger à Spring Rice. Avait reçu une lettre de Hay, que vu la multi plicité de ses affaires il lui était pour le moment impossible de fixer u jour déterminé pour le recevoir. Il regrette ceci à cause de l'importanc des sujets à discuter. La lettre continue très longuement sur ce sujets. 45

24 septembre, Québec. Secretan au secrétaire colonial. A-t-il décidé de poursuivre le per cepteur des douanes à Québec ; demande les documents qui pourraien servir à l'appui de la cause. 34

Inclus. Secretan à Craig. Demande qu'Aylmer lui permette d prendre connaissance des faits qui pourraient impliquer sa conduite. 34

Craig à Secretan. Aylmer ne peut pas intervenir dans les affaires d Secretan. 35

25 septembre, Coteau-du-Lac. Leeds à Spring Rice. Expose son cas à cause de la réduction de so indemnité comme ministre de l'Eglise anglicane et à cause de la cessa tion de l'allocation donnée par le gouvernement. Impossibilité de sou tenir les églises dans les campagnes ; cependant le clergé des grande villes comme Québec, Montréal, etc., reçoit son salaire en entier. S plaint du mémoire envoyé par l'évêque pour être signé. 26

Sans signature à Gosford. Ne peut pas se rendre à la demande d Leeds pour pension, un arrangement ayant été fait avec la Société pou la propagation de l'Evangile qui pourvoit à ceci. 26

1er octobre, Dublin. Astle au secrétaire colonial. Se plaint de l'état des affaires à la Grosse Ile, qui sont telles que les maîtres de navires refuseront d'amener leur passagers par le Saint-Laurent à cause de la détention vexatoire qu'o leur impose et que les émigrants redoutent plus que la traversée entièr de l'Atlantique. Description des bâtisses et du traitement, qui sont pluto de nature à causer qu'à guérir la maladie. 7

2 octobre, Trois-Rivières. Chisholm à Spring Rice. Presse l'examen de ses réclamations et la reconnaissance de ses droits, afin d'éviter la ruine et le déshonneur. 5

Inclus. Mémoire de David Chisholm. Représente que depuis quel ques années le gouvernement exécutif ne lui a pas payé les frais auxquel il a droit comme greffier de la paix, et demande qu'une somme équiva lente lui soit accordée pour l'aider. 61

10 octobre, Edimbourg. Kerr à Hay. A reçu de Spring Rice avis de se démettre de sa position de juge puisné, et ce sans demander les raisons. La position difficile dans laquelle ceci le place. Désire qu'on lui fasse la faveur de lui donner les raisons de la décision des lords de l'Amirauté, avec la copie des documents auxquels on réfère dans la dépêche. 227

Inclus. Hay à Kerr. Les lords de l'Amirauté ont décidé de ne pas lui demander sa démission comme juge de la cour de vice-amirauté. Stanley désire qu'il se démettre de ses fonctions de juge puisné. 219

11 octobre, Carlisle. Esther Hope au secrétaire colonial. Désire savoir quand sir Henri Hope a été gouverneur du Canada, la date exacte et le lieu de son décès, le règlement d'un litige au sujet de certaines propriétés dépend de la vé rification de ces faits. 190

16 octobre, Brighton. Muirson à Holland. Lui demande son influence pour l'aider à obte nir une concession de terre. 286

24 octobre, Downing Street. Sans signature à Kerr. Envoie la liste des documents sur lesquels les lords de l'Amirauté avaient basé leur décision d'exiger sa démission, et

1834.

renouvelle sa recommandation de se démettre comme juge puisné de la cour du banc du roi. Page 230

28 octobre, Edimbourg. Kerr à Stephen. Espère qu'on lui accordera quelque délai avant de procéder dans son affaire. Si les lords de l'amirauté avaient consenti à l'entendre, il aurait mis devant eux certains documents qui auraient peut-être changé leur décision. 233

29 octobre, Ristigouche. Christie à Spring Rice. Raisons additionnelles à l'appui de sa réclamation en compensation des dommages subis par la perte de sa situation. 138

30 octobre, Brighton. Muirson à Spring Rice. A reçu réponse qu'il ne peut avoir une concession gratuite de terres. Demande à être renseigné sur les conditions auxquelles il pourrait acheter. 290

31 octobre, New-York. Buchanan à Spring Rice. La diminution dans le commerce maritime anglais. Aucune amélioration ne doit être attendue de la part des armateurs. Le courant de l'émigration se détourne du Saint-Laurent. Envoie un affidavit de Sullivan, médecin à bord de l'*Astrée*, sur le naufrage de ce vaisseau. 39

Inclus. Affidavit de Sullivan sur les actes commis sur le vaisseau à passagers l'*Astrée* et les circonstances qui ont accompagné sa perte. 41

Observations sur le naufrage de l'*Astrée*, inspirées par l'affidavit du chirurgien Sullivan. 44

1er novembre, Rippley. Griffing à Spring Rice. Récapitule les torts qu'on lui a causé comme missionnaire de la Société pour la propagation de l'Evangile. 167

Inclus. Titre d'un ouvrage qu'il a préparé et intitulé : " Histoire des faits merveilleux accomplis par la Société pour la propagation de l'Evangile." 170

1er novembre, Rippley. Griffin à Spring Rice. Le réfère au discours publié dans le *Morning Chronicle* du 29 octobre et qui devait être prononcé à une assemblée de la société pour la propagation de l'Evangile à Epsom, s'il n'avait pas été assailli par l'évêque de Winchester et autres. Attire l'attention sur de nouveaux mensonges pour la Société de la propagation de l'Evangile. En donne des exemples. 171

8 novembre, Edimbourg. Kerr à Spring Rice. Reconnaît sa faute en gardant certains biens publics, mais explique la transaction, et il ne croyait pas qu'on exigerait sa démission avant de lui avoir donné l'occasion de se défendre. Etant donné la condition de sa famille et son âge qui l'empêche de gagner sa vie autrement que par l'exercice de ses fonctions, il espère qu'il sera traité avec générosité et miséricorde. 234

Inclus. Court exposé de sa cause. 238

Court mémoire sur les charges publiques remplies en Bas-Canada par M. Kerr, avec la date de ses nominations et annotations. 242

Annexe contenant copies des lettres auxquelles il est référé. 248

14 novembre, Londres. Viger à Papineau. Envoie copie d'une autre partie de ses observations sur le mémoire de Stuart. 611

16 novembre, New-York. Buchanan à Spring Rice (personnelle et séparée). Croit qu'aucune concession n'apaisera jamais les mécontentements dans le Haut et le Bas-Canada tant que le conseil ne sera composé que d'hommes qui n'ont que la seule ambition de conserver leur propre suprématie, offre de tentative de réconciliation qu'il croit pouvoir être opérée sans que Sa Majesté perde un seul de ses droits. 46

24 novembre, D. (Dalhousie) Castle. D—(Dalhousie) à Kerr. Sympathise avec lui à l'occasion de ses troubles. Lui conseille de diviser cette question compliquée, ce qui la rendrait plus facile à régler. Il est dur qu'on réponde froidement à un long service de 37 ans par des délais et des vexations. 256

18 décembre, Londres. Mémoire de Thomas Cotter, autrefois pensionnaire de Greenwich. Dit qu'il a abandonné sa pension sur la promesse d'une concession de terres au Canada ; cette promesse n'ayant pas été remplie, demande que sa pension lui soit rendue. 65

1834. 30 décembre, Edimbourg. Kerr à Aberdeen. Envoie copies des dépêches reçues de Spring Rice, qui l'informe de sa destitution par les lords de l'amirauté et qui lui conseille de donner sa démission comme juge puisné de la cour du banc du roi. Comme les dépêches contiennent l'honneur et l'avenir d'un serviteur public, il est convaincu qu'elles recevront la plus sérieuse attention, de manière à pouvoir se former un jugement impartial. Spring Rice est satisfait de la décision des lords de l'amirauté, mais ces derniers ne connaissaient pas toute la cause, et il ne peut s'empêcher de croire qu'il a été traité avec dûreté et sévérité. Espère que le résultat d'une nouvelle enquête sera qu'il pourra retourner à Québec en pleine possession de toute ses fonctions judiciaires. Page 252

30 décembre, Edimbourg. Kerr à Hay (personnelle). A écrit à lord Aberdeen et lui demande ses bons offices.

— décembre, Québec. Mémoire de la Société Littéraire et Historique de Québec pour une collection des archives du Royaume-Uni imprimées par ordre du commissaire des archives publiques. 353

Pas de date. Mémoire de Muirson. Mentionne les services de son père et ses pertes. L'auteur du mémoire et ses sœurs ont reçu chacun une pension de £50 par année. La sienne lui a été retranchée, mais celles de ses deux sœurs survivantes ont été continuées. Demande une concession de terre au Canada. 285

Plusieurs auteurs de mémoires au secrétaire colonial. Ils ont des plantations dans Québec et la Jamaïque, et demandent qu'on leur dise comment ils peuvent en obtenir les produits. 352

Lord Aylmer, gouverneur, 1835.

Q. 221—1.

1834. 29 décembre, Québec. Routh à Airey. Incluse dans Aylmer à Spring Rice, 2 janvier 1835.

1835. 1er janvier, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 1). Transmet la liste des dépêches envoyées en 1834. Page 1

Inclus. Liste. 2

2 janvier, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 2). Envoie copie d'une lettre de Routh, avec la liste des présents aux sauvages pour 1835, qu'il demande d'expédier. 18

Inclus. Routh à Airey. Envoie la requête de présents pour les sauvages avec explications. 20

Evaluation des présents. 22

Requête. 23

6 janvier, Québec. Aylmer à Spring Rice (n° 3). A reçu la liste des dépêches par la malle de Halifax en novembre. 24

Inclus. Liste. 26

19 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial. A reçu la liste des dépêches par la malle de décembre d'Halifax. 29

Inclus. Liste. 30

20 janvier, Québec. Aylmer à Hay. La législature du Bas-Canada qui devait s'assembler le 26, a été prorogée au 21 février. 32

22 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial. Envoie l'état détaillé des recettes et des dépenses des terres et des bois pour 1830, 1831 et 1832, en conformité de l'adresse de la Chambre des Communes. L'état comprend, aussi les années 1833 et 1834. 34

Inclus. Etat des recettes pour 1830, 1831, 1832, 1833 et 1834. 35

Etat des dépenses pour les mêmes années. 37

1835.
22 janvier, Québec. Aylmer à Hay (personnelle et confidentielle). En réponse à la question,* marquée personnelle et confidentielle, qui demande comment est apprécié Primrose dans la province, l'intention apparemment étant de lui donner un siège de juge si la réponse est favorable, il regrette de ne pouvoir le recommander pour cette position. Page 46

22 janvier, Québec. Le même au même (personnelle). A reçu les dépêches en double par un messager spécial de New-York. Ne pas continuer d'envoyer des dépêches par la voie de Boston, et n'en envoyer aucune par un messager spécial, vu les frais que ça occasionne. 47

23 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial. Dans une dépêche de Spring Rice, il s'objecte à la nomination de Gale comme juge puisné, et désire que les noms de six gentilhommes ou plus soient envoyés, afin de faire un choix pour remplir les charges importantes de juge de la cour de vice-amirauté et de juge puisné pour le district de Montréal. La même malle annonçait les changements au Conseil de Sa Majesté et la retraite de Spring Rice. Il s'est alors abstenu de faire aucune démarche, selon les instructions reçues. Si l'on agit d'après ces dernières ce sera une source de beaucoup d'embarras, et le manque apparent de confiance dans le discernement du gouverneur dans le choix pour les positions sera la cause d'un abaissement considérable de la situation aux yeux du public, et si le choix est fait de la manière proposée on trouvera la profession particulièrement susceptible sur ce point à cause de l'incertitude du choix. Enfin il argumente l'inopportunité de cette manière de faire les nominations. 49

23 janvier, Québec. Aylmer à Hay (privée). Discute la question de la nomination des juges du même ton que dans sa lettre au secrétaire colonial. 56

23 janvier, Québec. Le même au secrétaire colonial (n° 6). Envoie le relevé des terres de la couronne vendues et concédées depuis le 31 décembre 1823 jusqu'au 31 décembre 1833, et des réserves du clergé vendues en vertu de 7 et 8 George 4, jusqu'au 31 décembre 1833. 63

Inclus. Relevé des terres de la Couronne concédées et vendues comme il est dit dans la lettre. 64

23 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (n° 7). Envoie le rapport des Conseils législatif et exécutif jusqu'au 1er janvier 1835. 67

Inclus. Rapport. 68

24 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (n° 8). Envoie les copies certifiées des actes du Conseil exécutif. 73

29 janvier, Québec. Le même au même (n° 9). Envoie le rapport semi-annuel des ventes des réserves du clergé jusqu'au 31 décembre 1834. 75

Inclus. Rapport. 76

26 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (n° 10). Envoie de copie de l'adresse loyale des Trois-Rivières. 86

Inclus. Adresse. 88

27 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (n° 11). Transmet l'adresse des Trois-Rivières sur parchemin. 91

27 janvier, Québec. Le même au même (n° 12). Envoie états des recettes et des dépenses à compte des terres de la Couronne et des permis pour la coupe du bois de construction à compte du revenu casuel et territorial. 93

Inclus. Etats. 94, 97, 98

30 janvier, Québec. Aylmer à Hay (personnelle). A envoyé à Spring Rice copie de la "Déclaration de l'Association Constitutionnelle de Québec"; maintenant envoie les duplicata. Une association du même genre a été formée à Montréal et à Trois-Rivières, le but étant de recueillir et de publier un rapport des griefs des habitants de langue anglaise du Bas-Canada, ainsi que sur leur condition d'infériorité—et de mettre le tout devant le roi et le parlement et d'employer des délégués qui seront envoyés en Angleterre pour fournir des renseignements sur l'état de la province. Recommande que si un délégué est envoyé il soit reçu, et

1835. que ses observations soient écoutées particulièrement, parce qu'il a été dit que les délégués de l'autre parti ont été écoutés avec complaisance. Le caractère des partis opposés. Plus les affaires du Bas-Canada seront connues, plus la nécessité d'adopter des mesures effectives pour rétablir l'autorité du gouvernement royal se fera sentir. La province devrait être gouvernée par la fermeté unie aux bons traitements. Le peuple canadien est un peuple docile et bien conditionné, qui se trouble peu des questions abstraites de la politique, à l'inverse de leurs voisins des Etats-Unis, qui sont dans un état continuel de fièvre politique. A raison de croire que la dissension a commencé dans le parti mécontent, et qu'elle s'augmentera si le gouvernement montre de la détermination. Tous moyens de conciliation ont été essayés, mais l'entente avec eux n'est pas meilleure qu'il y a quatre ans, de fait la séparation est plus profonde. Plus de conciliation jetterait le pouvoir dans les mains de quelques individus factieux, qui ne sauraient pas même exercer le pouvoir s'il leur était confié. Si la véritable autorité était exercée, le Bas-Canada serait bientôt tranquille. Page 99

31 janvier, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (nº 18). Corrige une erreur dans sa dépêche du 28 avril concernant l'évaluation de la compensation qui doit être donnée aux religieuses Ursulines de Québec pour les terres qui leur ont été enlevées par une erreur d'arpentage dans leur seigneurie de Sainte-Croix. Le montant aurait dû être £3,091 10s. au lieu de £3,023 5s. D'autres recherches ont démontré que les religieuses n'ont droit qu'à £2,246 14s. 9d., pour lesquels un ordre de paiement a été émané. 104

2 février, Québec. Le même au même (nº 14). Envoie la réponse de Reid, commandant de la quarantaine à la Grosse-Ile, qu'il espère sera satisfaisante. La difficulté de régler les plaintes pour mauvaise conduite; cependant, s'il y avait eu des motifs sérieux, les corps commerciaux, si intéressés, s'en seraient plaints. Aucune plainte de cette nature ne lui est parvenue; au contraire, il prétend que les règlements actuels donnent satisfaction. 107

Inclus. Reid à Craig. Réponse à la plainte d'Astle relativement à sa détention à la Grosse-Ile. 11[illegible]

7 février, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (nº 15). Transmet copie de la requête des habitants de Québec. On est à signer la requête originale, qui sera ensuite envoyée aussitôt avec d'autres requêtes semblables. 11[illegible]

Inclus. Requête des habitants de Québec. 11[illegible]

7 février, Québec. Aylmer à Hay (personnelle). A envoyé une copie de la requête de l'Association Constitutionnelle et envoie les journaux contenant cette dernière et une requête curieuse du parti mécontent et qui devrait être tenue secrète. Malgré tous les efforts des mécontents le peuple refuse de croire qu'il est malheureux et opprimé; il est assez disposé à supporter ses chefs et à signer des pétitions, mais non à aller plus loin. 13[illegible]

9 février, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (nº 16). Transmet l'Almanach de Québec de 1835. 13[illegible]

20 février, Québec. Aylmer à Aberdeen (nº 17). Envoie états des dépenses du département des Sauvages pour le Haut et le Bas-Canada depuis le 1er janvier jusqu'au 30 septembre 1834. 13[illegible]

Inclus. Etats pour le Haut-Canada. 138 à 14[illegible]

Etats pour le Bas-Canada. 136 à 14[illegible]

23 février, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (nº 18). Ouverture de la législature locale et élection de Papineau comme orateur. Envoie copie de son discours. 14[illegible]

Inclus. Discours prononcé à l'ouverture. 14[illegible]

23 février, Québec. Aylmer au secrétaire colonial (nº 19). Avait fait rapport de l'ouverture de la législature locale et du consentement à l'élection de Papineau. Son langage séditieux tant dans la Chambre d'Assemblée qu'au dehors a forcé les plus respectables à se demander s'il n'aurait pas été mieux de refuser le consentement à l'élection de Papineau. Donne ses raisons

1835.

pour avoir sanctionné le choix d'une personne aussi peu qualifiée à la charge d'orateur. Le caractère séditieux de ses discours en dehors de la législature. Il a constamment violé les règles de la Chambre à l'effet de maintenir le décorum dans les débats, mais comme la Chambre a paru ignorer ces violations, le chef du gouvernement exécutif n'est pas censé rien connaître en cette matière. Au lieu d'annuler son élection comme orateur, ce qui aurait paru être une atteinte aux droits de l'Assemblée aussi bien qu'une attaque contre un individu, on aurait dû procéder contre lui d'après la loi, si ce n'eût été que l'excitation du sentiment public et l'existence de la loi du jury qui enlève toute espérance d'obtenir un verdict de culpabilité contre Papineau ou quelqu'un de son parti. Autres raisons qui l'ont déterminé à sanctionner l'élection de Papineau. Page 150

27 février, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 20). Envoie la liste des dépêches reçues. 163

Inclus. Liste. 194

27 février, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 21). A reçu la dépêche qu'il (Aberdeen) a été nommé secrétaire colonial. 167

6 mars, Québec. Le même au même (n° 22). Transmet l'adresse du Conseil législatif et de l'Assemblée, laquelle ne se borne pas aux sujets contenus dans le discours du trône, auquel l'adresse est une réponse, mais amène toutes espèces de questions étrangères. Comment on a traité cette irrégularité. 166

Inclus. Adresse du Conseil législatif. 172

Adresse de l'Assemblée législative. 177

6 mars, Québec. Aylmer à Aberdeen. A reçu une circulaire et une copie du rapport, ainsi qu'un résumé de la preuve faite devant un haut comité nommé pour s'enquérir sur les établissements militaires et les dépenses dans les colonies. A ordonné aux chefs de chaque département militaire de préparer un rapport séparé. Envoie maintenant les rapports du (1) commissaire général ; du (2) sous-adjudant général ; du (3) sous-quartier-maître général ; du (4) secrétaire militaire ; du (5) sous-inspecteur général des hôpitaux. Ces rapports suivent. 185

Inclus. Récapitulation de la paye annuelle, savoir :—

1. Commissariat	£ 13,894	7	8	
2. Adjudant général	3,099	11	3	
3. Quartier-maître général	1,612	1	4½	
4. Secrétaire militaire	4,519	18	5½	
5. Médecin	2,240	17	3½	
6. Aumôniers	853	11	11	
7. Artillerie	11,841	3	11½	
8. Génie	4,211	15	4	
9. Sauvages	3.912	11	10	
	£ 46,175	19	1	194

Routh à Airey. Rapport sur la réduction des dépenses de l'intendance depuis qu'il est en charge. 195

Etat montrant les épargnes annuelles. 202

Etat par le sous-adjudant général. 204

Sommaire des devoirs ordinaires au bureau de l'adjudant général. 208

Rapport du quartier-maître général. 211

Rapport montrant les devoirs des commis du département du quartier-maître général. 214

Explications sur les devoirs de ce même département. 215

Rapport sur les devoirs au département du secrétaire militaire, avec un compte de la dépense. 220

Rapport du département médical militaire. 227

Estimation pour le personnel médical. 230

Différents rapports. 231 à 241

LORD AYLMER, GOUVERNEUR, 1835.

Q. 221-2.

1834. 12 juillet, Montréal. Viger (maire de Montréal) à Craig. Fait rapport sur les dispositions prises à l'apparition du choléra.

12 juillet, Montréal. Réunion du conseil de la cité de Montréal.

16 juillet, Sorel. Paynter, au nom d'Aylmer, au maire de Montréal. Celle-ci et les deux précédentes incluses dans Aylmer à Aberdeen, 18 mars 1835.

1835. 7 mars, Québec. Aylmer à Hay (personnelle). Emprisonnement du percepteur des douanes à Québec pour une prétendue violation des privilèges de la Chambre d'Assemblée ; la détermination de ce corps d'établir son contrôle sur tout individu dans la province ; soumettra bientôt toute l'affaire officiellement à la considération d'Aberdeen. Jessop, le percepteur, a soumis le cas aux commissaires des douanes pour avoir des instructions. A retardé de donner une décision sur le fait d'accorder le montant demandé par la Chambre d'Assemblée, qui assume le droit d'une dépense illimitée des fonds publics pour ses propres besoins sans contrôle par les autres branches du pouvoir. Avait envoyé un message à l'Assemblée pour pourvoir au remboursement de £3,100 récemment déboursés par la caisse militaire. On n'a pris aucune peine pour considérer le sujet de l'item des dépenses des juges et des officiers publics, pendant qu'au même moment les membres de l'Assemblée criait pour avoir une avance sur leurs propres dépenses. La nouvelle Chambre d'Assemblée est, de fait, en violence pire que l'ancienne, mais le peuple est parfaitement tranquille, malgré que les émissaires des mécontents s'efforcent de jeter l'alarme en Angleterre, faisant prévoir les plus fatales conséquences si leurs griefs ne sont pas redressés. Il ne peut pas être question d'une loi pour les subsides cette année. Page 245

12 mars, Québec. Le même au même. On peut dire que la session est close, la plupart des membres ayant quitté leurs postes sous le prétexte qu'il avait refusé d'accorder leurs demandes pour £18,000 en acompte sur leurs dépenses. Espère envoyer un rapport officiel de l'affaire; en attendant envoie les journaux. Papineau prend une part importante dans les débats, et avec encore plus de violence si c'est possible. L'état de la province demande l'intervention du gouvernement impérial. Envoie son aide de camp, le capitaine McKinnon, pour donner au secrétaire colonial toute information sur ce sujet. 249

14 mars, Québec. Le même au même (personnelle). Quand l'Assemblée vota les quatre-vingt-douze résolutions on supposa que les affaires de la province en étaient rendues à une crise. L'événement n'a pas justifié l'attente, car le rapport du comité de la Chambre des Communes rend douteux le fait de savoir comment à la fin la question sera décidée. Heureusement la législature actuelle a non seulement adopté les 92 résolutions, mais en a ajouté d'autres encore plus piquantes, de sorte que les membres de la Chambre des Communes ne peuvent plus avoir de doute sur ses intentions. Envoie les journaux contenant les rapports des assemblées. L'Association Constitutionnelle a proposé d'envoyer des délégués pour montrer l'état des affaires. Les documents publics montrent que les membres ayant abandonné leurs sièges, il s'est trouvé dans la nécessité de proroger la législature. Le motif apparent était son prétendu refus de donner une avance de £18,000, mais il était bien connu que la majorité vint à Québec décidée à ne pas travailler aux affaires du pays, leur

1835.

seul but étant d'obtenir de l'argent pour les dépenses courantes et de voter les 92 résolutions. Il est à peu près impossible de réunir la Chambre d'Assemblée actuelle : même si les membres obéissaient ce ne serait que pour lancer de nouvelles insultes au gouvernement de Sa Majesté ou tout homme public ou corps public opposé à leurs vues. A moins que le gouvernement impérial n'intervienne, il commence à craindre que la portion anglaise de la population se fasse justice à elle-même. Page 301

14 mars, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 24). Est la même en substance que la lettre personnelle à Hay du 12 mars. 251

Inclus. Liste des documents relatifs aux comptes courants de l'Assemblée. 255

Les documents inclus contiennent les comptes courants de l'Assemblée. 257

14 mars, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 25). Transmet adresse de l'Assemblée sur l'état de la province. 287

Inclus. Adresse de l'Assemblée signée par Papineau, se plaignant de griefs et en demandent le redressement. 289

16 mars, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 26). Transmet le mémoire de Willan pour indemnité pour la perte de sa charge de greffier en loi de l'Assemblée. 305

Inclus. Mémoire. 306

Documents à l'appui du mémoire. 310

17 mars, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 27). Transmet le mémoire de Charles Secretan. 315

Inclus. Mémoire se plaignant de la conduite du percepteur des douanes. 316

18 mars, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 28). Envoie des observations sur l'adresse de la Chambre d'Assemblée au roi, en tant que ça concerne sa propre administration. 324

Inclus. Requête de la Chambre d'Assemblée, copie page 289.

Etat des nominations aux charges comportant salaires, faites par Aylmer depuis le commencement de son administration jusqu'au 1er mars 1835. 346

Rapport sur les dispositions prises par le maire de Montréal pour combattre le choléra. 357

Réunion du conseil de ville de Montréal.

H. Paynter pour Aylmer, au maire de Montréal en réponse à sa lettre du 12 juillet 1834. 365

19 mars, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 29). A prorogé la Chambre et envoie copie de son discours. Son désir de voir la session se continuer a été déçu par le fait des membres. 369

Inclus. Discours lors de la prorogation. 371

20 mars, Québec. Aylmer à Hay. Présente le capitaine Mackinnon, qui a été envoyé pour fournir des renseignements. Les affaires dans la Chambre d'Assemblée en sont rendues à un point qu'elles nécessitent l'intervention du gouvernement impérial, la constitution du Bas-Canada étant en suspension. Envoie les exemplaires de la *Gazette* de Neilson. Neilson a été désigné pour aller à Londres appuyer la requête de l'Association Constitutionnelle. Enverra par un paquebot de New-York la dépêche sur les affaires financières de la province. 374

Le même à Aberdeen. Présente le capitaine Mackinnon, qui fournira les renseignements sur la province. 376

23 mars, Québec. Le même au même (n° 30). Demande autorité pour défrayer les dépenses du capitaine Mackinnon (Mackennon ailleurs) à même le fonds des terres et de la coupe du bois. 378

30 mars, Québec. Le même au même (n° 31). Transmet l'état financier de la province et de certaines institutions publiques. 380

Inclus. Etat du revenu net et des dépenses du Bas-Canada pour 1834. 385

1835.

L'état est divisé en plusieurs comptes de la page Pages 380 à 400

Reçus par la "Trinity House", Québec, pour le fonds des pilotes sans ressources, Québec. 401

Pour le même fonds, Montréal. 402

Revenus locaux prélevés et appropriés pour Québec. 404

Les mêmes pour Montréal. 406

Lord Aylmer, gouverneur, 1835.

Q. 222-1.

1834.
24 octobre, Québec. — Officiers respectifs à Craig.

13 novembre, Québec. — Airey au commissaire des terres de la Couronne.

1835.
22 janvier, Québec. — Felton au secrétaire militaire.

4 février, Québec. — Officiers respectifs au même.

5 février, Québec. — Airey à Felton. Celle-ci et les quatre précédentes incluses dans Aylmer à Aberdeen, 9 avril 1835.

14 février. — Non signée, du Bureau colonial à Aylmer, donnant un compte rendu du désir de connaître le remède propre au sentiment politique dans la province d'en bas et notifiant le fait de l'arrivée probable du commissaire. Page 118

23 février, Québec. — L'ordre de l'Assemblée à Jessopp.

25 février, Québec. — Jessopp au greffier de l'Assemblée.

28 février, Québec.

28 février. Québec. — Craig à Jessopp.

2 mars, Québec. — Jessopp à Aylmer. Celle-ci et les quatre précédentes sont incluses dans Aylmer à Aberdeen, 11 avril 1835.

3 avril, Québec. — Aylmer à Aberdeen (n° 32). D'après l'état des finances il sera impraticable de continuer les opérations ordinaires du gouvernement à moins qu'il n'y ait secours immédiat. La question d'établissement discutée assez longuement. 1

Inclus. L'état du revenu et des dépenses pour l'administration de la justice. 16

Revenu et dépense du Bas-Canada de 1825 à 1834. 18

Revenu public net du Bas-Canada après déduction de la proportion pour le Haut-Canada. 20

Dépenses de la Grande-Bretagne pour le compte du service militaire aux Canadas. 22

Discours de l'orateur de l'Assemblée en présentant la loi des subsides au lieutenant-gouverneur. 24

4 avril, Québec. — Aylmer à Aberdeen (n° 33). A examiné avec soin la cause de la Chambre de Commerce de Québec relativement à la requête faite contre l'ordre réglant la procédure et les frais dans la cour de vice-amirauté. La Chambre de Commerce désire encore le changement; en présentant sa requête elle n'agissait pour aucun motif politique; recommande la conclusion de la requête. 29

1835.

6 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen. Transmet l'état des recettes et des dépenses du revenu casuel et territorial et des terres de la Couronne et des permis pour la coupe de bois. Page 31

Inclus. Etat des recettes à compte du revenu casuel et territorial pour trois mois jusqu'au 31 mars. 32

Etat des recettes à compte des terres de la Couronne et des permis pour la coupe du bois. 33

6 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 35). Envoie rapport sur la moyenne des prix pour les produits agricoles et les gages en 1834. 34

Inclus. Prix du marché en 1834. 35

Gages en 1834. 36

9 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 36). Transmet la correspondance du secrétaire militaire et du commissaire des terres de la Couronne avec les officiers du bureau d'artillerie à Québec, au sujet d'un petit morceau de terre près de la forteresse de Québec, que le bureau d'artillerie veut avoir pour des fins militaires. Le sacrifice que cela exigerait, étant donné la valeur du terrain. Il met en doute l'opportunité de cet achat de terre au prix de £7,000. 37

Inclus. Airey au commissaire des terres de la Couronne. 40

Officiers respectifs à Craig, secrétaire civil. 42

Plan du terrain. 44

Felton au secrétaire militaire. Pour obtenir un rapport sur la pleine valeur des terres à acheter. 45

Airey (secrétaire militaire) à Felton. La valeur des terres est de £6,850 sterling. 47

Officiers respectifs au secrétaire militaire, fournissant la valeur estimée du terrain près de la forteresse. 49

Plan du terrain soumis à un arbitrage en 1831. 51

10 avril, Québec. Aylmer à Hay (personnelle). Avait suggéré de mettre le juge du district de Saint-François quant au salaire sur le même pied que les autres juges. L'accroissement en importance du district ; les services du juge actuel. Lui demande d'employer son influence pour faire réussir son projet. 52

11 avril, Québec. Le même à Aberdeen (n° 37). Donne un compte rendu du cas du percepteur des douanes à Québec, qui a refusé de donner aucune information à l'Assemblée sans l'ordre du lieutenant-gouverneur. Son emprisonnement. Demande des instructions. 54

Inclus. Ordre de l'Assemblée au percepteur des douanes, lui enjoignant de faire rapport sur le nombre de vaisseaux entrés dans le port de Québec en 1834 ainsi que sur le nombre de passagers. 62

Jessopp, percepteur des douanes, au greffier de l'Assemblée. Il ne peut pas fournir de renseignement sans l'autorisation du gouverneur. 63

Le même à Aylmer. Rapporte qu'on lui a signifié un bref pour le forcer de répondre à l'Assemblée, vu son refus de fournir le rapport demandé. 64

Craig à Jessopp. Le gouverneur approuve sa conduite. 66

Jessopp à Aylmer. Rapporte son emprisonnement dans la prison commune. 67

14 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (39). Transmet la lettre du juge en chef et des juges puisnés se plaignant des souffrances endurées par eux et causées par le fait que leurs salaires n'étaient pas payés. 77

Inclus. Lettre du juge en chef, etc. 78

15 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 38). Transmet la lettre du procureur général, montrant sa position difficile due au non-paiement de son compte avec le gouvernement. 68

Inclus. Mémoire d'Ogden, procureur général. 69

15 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 40). Transmet le projet de loi pour autoriser l'avocat à adresser le jury dans les causes de nature à entraîner la

1835. peine capitale, ainsi que l'opinion du procureur général sur l'avis de qui il avait réservé cette loi. Page 81

Attaché. Observations sur la réserve de la loi—critiquant la conduite du procureur général. 82

Inclus. Copie du projet de loi. 84

Rapport du procureur général. 86

15 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 41). Accune réception des dépêches et en-voie la liste. 93

Incluse. Liste. 94

20 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 92. Envoie liste de dépêches reçues par le paquebot-poste de Halifax de février. 95

Incluse. Liste. 96

27 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 43). Envoie dépêches reçues depuis le 20 du courant. 98

Incluse. Liste. 99

27 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 44). Transmet requête de madame D'Eschambault, demandant la pension qui lui a été accordée le 19 mai 1829. Les demandes déjà faites n'ont pas réussi, parce que le fonds à même lequel cette pension était payée n'est plus disponible. Soutient que c'est une erreur. 102

Incluse. Requête. 106

Correspondance déjà transcrite.

30 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (personnelle). A retardé d'écrire jusqu'à ce qu'il pût faire connaître l'effet produit par l'institution de la commission, mais elle a paru prendre le parti des mécontents par surprise, en sorte qu'ils n'ont pas eu le temps de mûrir leurs plans ; croit qu'ils susciteront tous les obstacles possibles. Il ne voit pas comment ils pourraient faire autrement, car s'ils consentent à une investigation leurs mensonges et leurs exagérations seront mis à jour. Le résultat d'un examen préalablement fait dans des circonstances très favorables à leur cause le démontre, et une investigation sérieuse sur place rendra manifeste que leur plainte n'est réellement pas fondée. Il est probable qu'ils cherchent querelle au commissaire, et déjà leurs journaux en donnent des indices. Le parti constitutionnel et les hommes modérés, français et anglais, sont contents et charmés de la nomination. Remercie de l'approbation donnée à sa conduite publique, ce qui peut avoir pour effet de mettre fin aux insultes grossières des mécontents lorsqu'ils verront qu'elles n'ont pas réussi à lui attirer le déplaisir du gouvernement de Sa Majesté. Il y a dans la rancune des mécontents une certaine frivolité qui la rend inoffensive si on lui oppose le calme. 113

30 avril, Québec. Aylmer à Aberdeen (personnelle). A reçu lettre annonçant l'élévation de Gale au banc, et exprimant le désir qu'un Canadien français succède à Kerr sur le banc. Avait pris des arrangements ; mais, sans inconvénient pour le service public, il a pu en retarder l'exécution en attendant de nouvelles instructions. Expose l'arrangement qu'il a fait et qui a donné satisfaction générale. Le caractère des personnes choisies, les changements qui pourraient être opérés. 127

4 mai, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 45). La cause pour laquelle un aussi grand nombre de gens se sont établis à Gaspé sans aucun titre légal, c'est que plusieurs n'ont pas pu obtenir de location formelle et ont sans autorisation pris possession de terrains qu'ils sont prêts à payer pourvu qu'ils soient exemptés de payer rente. L'occupation sans autorisation existe à Gaspé, mais pas au point représenté par Crawford, et quelle qu'en soit l'étendue, elle s'est produite durant l'agence de Crawford, non par sa faute, mais comme résultat de mesures législatives. Le caractère des occupants qui, se livrant principalement à l'exploitation des pêcheries, ne cultivent le sol qu'en second lieu, en sorte qu'ils n'attachent pas autant

1835.

d'importance à la possession permanente du terrain. Critique les assertions de Crawford. Page 131

Québec. Aylmer à Hay. Aucun terrain n'a été pris par John Whitcher. Deux concessions de 500 acres chacune ont été faites en 1815, par ordre de Bathurst, à William Whitcher, père, et à Charles Whitcher. 137

5 mai, Québec. Aylmer à Hay. Il n'existe aucun document établissant une concession de terrains au lieutenant James McDonald, de 1762 à 1796, alors que des terres de la Couronne étaient concédées en franc et commun soccage; il n'existe pas, non plus, d'ordre ni de requête en sa faveur dans aucun autre département. 139

7 mai, Québec. Le même à Aberdeen (n° 46). A reçu dépêche approuvant l'élévation de Gale au banc; en réponse à la dépêche de Spring Rice, Gale est né en Floride à l'époque où cet Etat faisait partie des domaines britanniques, de sorte que, à toutes intentions et fins que de droit, il est sujet anglais. Son père a rendu des services essentiels, et il était secrétaire civil de sir Robert Prescott. Son grand désir (à Aylmer) de recommander des sujets méritants et de ne laisser aucune circonstance mettre obstacle aux justes prétentions de la partie canadienne française du barreau. 141

7 mai, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 47). Dépêche reçue après long retard; l'a déposée devant le Conseil exécutif. qui décida de convoquer la législature aussitôt que possible, dans le cas où le commissaire royal arriverait avant la réunion des Chambres. Il va fixer les séances de façon à ce que le commissaire ait le temps d'acquérir sur place une connaissance des intérêts de la province avant de se mettre en communication avec la Chambre d'Assemblée. Remercie pour l'approbation de sa conduite officielle. Les attaques grossières dont il a été l'objet dans la Chambre des Communes à l'appui des accusations de la Chambre d'Assemblée, pendant que sa situation l'oblige au silence. Désire l'opinion de Sa Seigneurie sur l'opportunité de pétitionner les deux Chambres du Parlement pour leur demander protection contre les calomnies de la Chambre d'Assemblée. 144

8 mai, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 48). Envoie observations sur la lettre de Hay à Reid concernant la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. Le mode de paiement proposé n'est pas susceptible d'objection sérieuse. Il semble juste que le bloc Saint-François soit arpenté aux frais du gouvernement, pour des raisons données, en ce qui concerne l'extérieur des limites; mais il en est autrement de l'arpentage intérieur, qui marque le terrain en blocs pour la convenance de la compagnie. Les directeurs paraissent considérer comme acquis que le gouvernement se chargerait des frais de l'arpentage intérieur, mais ceci n'est établi par aucun document officiel, ou autre, parvenu au gouvernement local, et il faut que la chose soit bientôt éclaircie, car les frais devront être considérables. En attendant on a recommandé aux commissaires de commencer l'arpentage intérieur selon qu'ils le jugeront à propos, remettant à plus tard le règlement de la question de savoir qui devra en supporter les frais. Transmet copies de communications échangées entre les commissaires des terres de la Couronne et les commissaires de la Compagnie des Terres. Le secrétaire Stanley ne paraît pas avoir étudié la réclamation de la Compagnie des Terres demandant cinq pour cent additionnels pour couvrir le défaut dans la superficie du terrain. 148

Inclus. Peter McGill, commissaire de la Compagnie des Terres de Felton. Soumet un plan pour l'arpentage des terres dans le district à Saint-François. 154

Davidson, sous-commissaire des terres de la Couronne, à Peter McGill. Observations d'Aylmer sur le plan d'arpentage du bloc de terres dans le district de Saint-François, dont la Compagnie Britannique-Américaine a fait l'acquisition. 158

1835. 13 mai, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 49). Relativement à deux bills réservés, recommande que l'un, concernant les sociétés d'agriculture, soit laissé en opération, et que l'autre, concernant le jugement des élections contestées, soit désavoué. Page 161

Inclus. Rapport par Ogden, procureur général, sur le bill concernant l'encouragement de l'agriculture. 163

Rapport par Ogden, procureur général, sur le bill concernant les élections contestées. 165

16 mai, Québec. Aylmer à Hay. Il a été vu à la demande de renseignements faite par Michael Colletan au sujet des papiers nécessaires pour obtenir une somme d'argent en la possession de son fils qui s'est noyé à Montréal. 167

Inclus. Rapport de Buchanan, agent d'émigration, sur la requête de Colleton (Colletan dans la lettre; appelé aussi Collison). 168

Compte de dépenses, etc. 170

19 mai, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 50). La somme de la note du papetier a été payée au commissaire général pour être portée à la caisse militaire. Envoie réquisition de papeterie pour la présente année. 172

Incluse. Réquisition de papeterie. 174

Note accompagnant la réquisition. 177

26 mai, Québec. Aylmer à Aberdeen (n° 51). Envoie liste de dépêches reçues par le paquebot d'avril de Halifax. 179

Incluse. Liste. 180

27 mai, Québec. Aylmer à Aberdeen. Aucun des fonctionnaires n'est à blâmer au sujet des arrérages dus par Caldwell, car ces arrérages ont fait l'objet d'un rapport régulier, et Caldwell s'est présenté pour paiement. Le loyer est payable annuellement, non pas par trimestre, ainsi que fixé par la dépêche de Bathurst. Caldwell a confiance de pouvoir solder les arrérages avant la prochaine réunion de la législature provinciale. 183

29 mai, Sorel. Aylmer à Aberdeen (personnelle). A reçu dépêche annonçant que Amherst est nommé gouverneur en chef du Bas et du Haut-Canada. Savait que cette nomination serait faite. Il (Aylmer) n'a pas voulu abandonner ses fonctions de gouverneur avant que les accusations portées contre sa réputation ne fussent mises à néant; maintenant que c'est fait, il se met à la disposition du roi. 186

Inclus. Aberdeen à Aylmer (personnelle). Il est décidé que Amherst doit aller au Canada en qualité de gouverneur en chef; il s'embarquera probablement dans une quinzaine de jours. Il réussira, espère-t-on, à régler les différends, si l'esprit d'équité existe chez les mécontents; s'il échoue, le gouvernement devra être acquitté devant le monde entier. Le désir de rendre la nomination agréable aux sentiments d'Aylmer. S'il veut faire un changement, Spring Rice a déclaré qu'il est disposé à transférer ses services. Si un changement ne lui va pas, il (Aberdeen) est prêt à recommander qu'il reçoive une marque de la faveur de Sa Majesté. 190

Aberdeen à Aylmer. A adressé à Amherst une dépêche lui annonçant qu'il est nommé gouverneur général du Haut et du Bas-Canada. Le but de la nomination sera compris lorsque la communication adressée à lord Amherst aura été lue, et expliquera les motifs qui, à première vue, pourraient paraître refléter défavorablement sur son administration (d'Aylmer). 193

5 juin, Québec. Aylmer à Hay. A envoyé exemplaires des journaux du Conseil et de l'Assemblée. 194

juin, Québec. Aylmer à Grant (n° 53). A reçu avis qu'il (Grant) a été nommé au ministère des Colonies. Fera tout en son pouvoir pour favoriser l'objet de la nomination de Amherst. 195

8 juin, Québec. Le même au même (n° 54). Envoie certificat de l'inhumation de Pierre LaVallée et de sa femme. 197

Inclus. Certificat de l'inhumation de Pierre LaVallée. 198

1835. Certificat de l'inhumation de la veuve de LaVallée. Page 199

15 juin, Québec. Aylmer à Aberdeen. Discute la question du refus du receveur des douanes de fournir des renseignements à la Chambre d'Assemblée, excepté par le canal du gouverneur. 58

Lord Aylmer, gouverneur, 1835.

Q. 222-2.

1835. janvier, Québec. Secretan au secrétaire civil. Incluse dans Aylmer à Glenelg, 26 juillet 1835.

6 avril, Londres. Amherst à Hay. Envoie liste des personnes qui s'embarquent avec lui à bord de la frégate *Pique*. Page 367

6 avril, Londres. Amherst à Aberdeen. Demande telle somme d'argent qui peut être jugée nécessaire à l'avancement de sa mission. 368

18 avril, Montréal. Moffatt à Felton. .

6 mai, Québec. Ogden à Craig. Toutes deux incluses dans Aylmer à Glenelg, 22 août 1835.

7 mai, Downing Street. Lettre sans signature à Amherst, donnant un aperçu des avis soumis au roi. La nature de la commission; le plaisir que ce serait pour l'auteur de la lettre et pour ses collègues s'il (Amherst) continuait les fonctions de gouverneur du Bas-Canada, les unissant à celles de commissaire. 369

16 mai, Londres. Amherst à Hay. Voyant qu'il aurait des ennuis à propos des droits s'il essayait de débarquer certains articles, il se propose de ne mettre à terre que ses effets personnels. 375

27 mai, Québec. Secretan au secrétaire militaire. Incluse dans Aylmer à Glenelg, 25 juillet 1835.

9 juin, Québec. Aylmer à Grant (n° 55). Au sujet de la lettre de Brydore concernant l'établissement de la Grosse-Isle, envoie rapport de Reid, commandant de la station de quarantaine en cet endroit. Les autorités publiques se rendent parfaitement compte des inconvénients et des retards auxquels les personnes sont inévitablement sujettes en arrivant là, et il ne leur est imposé aucune restriction qui peut être évitée; même les autorités publiques ont eu à lutter contre des représentations venues de Québec et demandant de plus amples restrictions. Des cas individuels d'injustice peuvent se produire parfois, mais le moindre relâchement des règlements entraîne une lourde responsabilité. 200

Inclus. Reid à Craig. Rapport sur le cas du *British Tar*, détenu à la Grosse-Isle avec la rougeole à bord—en réponse à la plainte de Brydone. 203

11 juin, Québec. Aylmer à Grant (n° 56). Envoie état des recettes et dépenses des commissaires des réserves du clergé. 207

Inclus. Etat. 208

12 juin, Québec. Aylmer à Grant (n° 57). Transmet livre bleu pour 1830. 209

13 juin, Québec. Le même au secrétaire d'Etat (n° 58). A fait connaître à Simon Fraser la décision de Stanley au sujet de sa rémunération pour terrain repris à la Chute à Blondeau. 210

16 juin, Québec. Le même à Grant (n° 59). Après négociations avec J. Bell Forsyth au nom d'associations, une convention est intervenue, sujette à approbation, pour l'achat de terres incultes. Description du terrain et sa situation relative au bloc Saint-François tel qu'indiqué par le plan. 212

Inclus. Note d'un arrangement proposé entre Aylmer et Bell Forsyth agissant pour lui-même et pour d'autres. 219

1835.

Plan. Page 226

19 juin, Québec. Felton aux Commissaires de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. Incluse dans Aylmer à Glenelg, 22 août 1835.

23 juin, Québec. Aylmer à Glenelg. A reçu avis que son administration des affaires du Canada doit être considérée comme terminée, mais sans instructions quant à la manière dont le service public doit être géré en conséquence; il continuera d'administrer les affaires courantes jusqu'à ce qu'il reçoive d'autres ordres. Diffère d'avec Glenelg quant à l'interprétation des dépêches d'Aberdeen, car il considère qu'elles lui enjoignent de reprendre ses fonctions de gouverneur après que la mission de Amherst aura été accomplie. Cette interprétation est appuyée sur une lettre dans laquelle Amherst dit que pendant sa courte mission il va s'efforcer de régler les différends afin de faire disparaître les obstacles qui s'opposent à l'exercice satisfaisant de son gouvernement (à Aylmer). Ceci explique sa surprise en apprenant sa destitution. Croit au regret exprimé par Glenelg au sujet de cette destitution et à son désaveu de toute intention de censurer sa conduite publique. Une lettre à Aberdeen peut enlever de son esprit (à Glenelg) tout sentiment de regret d'avoir à lui signifier son rappel. La promesse qu'il (Aylmer) va recevoir une marque de la faveur du roi; va-t-elle se réaliser ? L'opportunité de remplir la promesse en défense de sa réputation. 227

24 juin, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 61). Envoie, pour être communiquée au secrétaire de la Guerre, une lettre des différents officiers, avec deux états des émoluments reçus par Elliot comme arbitre *re* le canal Rideau, et la date de sa nomination. 236

Inclus. Officiers respectifs à Airey. Concernant les services d'Elliot comme arbitre sur le canal Rideau. 237

Etats indiquant les paiements faits à Elliot. 239

Etat indiquant les sommes dues à Elliot. 240

25 juin, Québec. Aylmer à Hay. A envoyé les journaux du Conseil législatif et de l'Assemblée, de 1831 à 1834. 241

28 juin, Québec. Le même à Grenelg (n° 62). La question du mode de payer pour des terres de la Couronne ayant été soumise au Conseil exécutif, celui-ci recommande qu'il ne soit fait aucun changement au système actuel. 242

Inclus. Rapport d'un comité du Conseil exécutif sur la manière de disposer des terres de la Couronne. 244

30 juin, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 63). Envoie copie d'une lettre du commissaire de la Compagnie Britannique-Américaine à l'effet que la convention pour l'achat est en cours de Halifax. Demande que le bon plaisir du gouvernement de Sa Majesté soit signifié, car il n'y a aucune stipulation à cet effet dans les communications reçues jusqu'ici. 247

Inclus. Moffat à Felton. La raison pour laquelle les terres de la Couronne doivent être payées en monnaie courante. 251

1er juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 64). Envoie relevé semi-annuel des ventes de réserves du clergé. 253

Inclus. Compte des réserves du clergé vendues depuis le 1er janvier jusqu'au 30 juin. 254

BAS CANADA.

ÉTAT des réserves du clergé vendues entre le 1er jour de janvier et le 30e jour de juin 1835, inclusivement.

Township.	Partie du lot.	Lot.	Rang.	Acres.	A qui payé.	Date de la vente.	Prix par acre.	Montant.
						1835.	s. d.	£ s. d.
Barnston	$\frac{1}{2}$ S	19	1	109.2	James C. Peasley	1er janvier	6 0	32 17 0
"	$\frac{1}{2}$ O	7	2	100	Hon. James Baxter	1er "	8 0	40 0 0
Bolton	$\frac{1}{2}$ O	4	4	100	George Geddings	1er "	7 6	37 10 0
Dunham	$\frac{1}{2}$ E	14	5	150	Robt. Small	1er "	12 6	93 15 0
"	S O	14	5	25	Alex. Riddler	1er "	12 6	15 12 6
Eaton	$\frac{1}{2}$ E	2	5	100	Jos. Sawyer, jeune	1er "	6 0	30 0 0
Granby	$\frac{1}{4}$ S E	9	3	50	James Barr	1er "	5 0	12 10 0
Grantham	$\frac{1}{2}$ N E	19	4	100	John Lockey	1er "	2 9	13 15 0
Kensey	$\frac{1}{4}$ Ext. S O	17	4	50	Thomas Johnson	1er "	5 0	12 10 0
Shipton	$\frac{1}{2}$ N E	15	2	100	John Smith	1er "	5 0	25 0 0
"	$\frac{1}{2}$ N E	19	3	100	Heman Bangs	1er "	5 0	25 0 0
Simpson		25	4	177	Nathan Barlow	1er "	4 0	35 8 0
Stanstead	$\frac{1}{4}$ Ext. E	14	5	50	James Williamson	1er "	7 0	17 10 0
"	$\frac{3}{4}$ E	4	7	150	Horace Stewart	1er "	5 8	42 10 0
"	$\frac{1}{2}$ O	16	10	100	Ebenezer Hutchens	1er "	6 0	30 0 0
Wickham		7	2	40 7	Curtess Barlow	1er "	7 6 5 0	16 15 0
Hull	Côté O	15	1	101	James McConnell	6 février	7 6	37 17 6
"	Côté E	15	1	89	Chs. Duvey ou Davey Day	6 "	7 6	33 7 6
Onslow	$\frac{1}{2}$ S	16	7	100	Richard Davis	14 "	5 0½	25 4 2
"		18	4	240	Philemon Wright	12 mars.	7 6½	90 10 0
Litchfield		3	6	163	Bap. Barnard	14 "	6 3	50 18 9
Grenville	$\frac{1}{2}$ N	1	9	100	Barney Notty	17 "	1 3	6 5 0
Clarendon		28	5	200	James Hastings Kerr	17 "	5 0	50 0 0
Hull	$\frac{1}{2}$ N	25	14	100	Robt. Dailey	15 avril	5 0½	25 4 2
"	$\frac{1}{2}$ N	26	14	100	Owen Dailey	15 "	5 0½	25 4 2
Bolton	Ext. O de $\frac{1}{2}$ E	18	12	50	John Powell	18 "	5 6	13 15 0
"	Ext. S de $\frac{1}{2}$ O	18	12	50	John Taylor	18 "	5 6	13 15 0
Compton	O $\frac{1}{2}$	2	7	100	Alfred Carleton Parker	18 "	8 0	40 0 0
"	E de $\frac{1}{2}$ S	23	5	85	Holles Smith	18 "	7 6	31 17 6
"	$\frac{1}{2}$ E	25	8	100	Jos. Baeley	18 "	7 6	37 10 0
Shefford	$\frac{1}{4}$ Ext. N	12	5	50	David E. Emery	18 "	5 0	12 10 0
Shipton		5	15	127½	Thomas Steel	18 "	5 3	33 9 4½
Stanstead	$\frac{1}{4}$ N E	4	7	50	Francis House, aîné	18 "	6 6	16 5 0

BAS-CANADA.

ÉTAT des réserves du clergé vendues entre le 1er jour de janvier et le 30e jour de juin 1835, inclusivement—*Fin.*

Township.	Partie du lot.	Lot.	Rang.	Acres.	A qui payé.	Date de la vente.	Prix par acre.	Montant.
						1835.	s. d.	£ s. d.
Wichamk	½ N O	7	7	100	Patrick Smith	18 "	2 6	12 10 0
"	½ S E	7	7	100	Matthew McAdams	18 "	2 6	12 10 0
Granby		11, 25	4	400	Charles R. Ogden	5 mai	5 0	100 0 0
Stukeley		6, 13, 20, 27	7	1,600	Chs. R. Ogden	5 "	5 0	400 0 0
"		4, 11, 18, 25	8					
Newport	½ E	18	1					
"		19, 20, 21, 22, 23	1					
"		24, 25, 26, 27, 28	1	4,400	Charles R. Ogden	5 "	4 0	880 0 0
"	½ E	18	2					
"		17, 19, 20, 21, 22, 23	2					
"		24, 25, 26, 27, 28	2					
Shefford		3, 10, 17, 24	1					
"		1, 8, 15, 22	2	3,200	Charles R. Ogden	5 "	3 0	480 0 0
"		6, 13, 20, 27	3					
"		4, 11, 18, 25	4					
Onslow		25	4	200	Philemon Wright	12 juin	7 6½	75 8 4
Grenville	½ S	5	8	100	Adam Simmeton	12 "	1 3	6 5 0
"	½ N	5	8	100	Oliver Moor	12 "	1 3	6 5 0
Westbury		5	2	100	Dr. Joseph Skey	12 "	4 0	40 0 0
Bulstrode	*Voir* A	10	1	39	Jos. Pellerin	24 "	4 0	7 16 0
"	B	10	1	27	Amable LeBlanc	24 "	4 0	5 8 0
"	C	10	1	44	Alexis LeBlanc	24 "	4 0	8 16 0
"	D	10	1	67	Charles Houle	24 "	4 0	13 8 0
"	E	10	1	47	Jean Tourigny	24 "	4 0	9 8 0
"	F	10	1	3	Lament Heon	24 "	4 0	0 12 0
				13,841	Acres.			£2,783 11 9

QUÉBEC, juillet 1835.

WILLIAM B. FELTON,
Commissaire des terres de la Couronne.

1835.
1er juillet, Québec. *Inclus.* Aylmer à Glenelg (n° 65). Envoie relevés semi-annuels des Conseils exécutif et législatif du Bas-Canada. Page 257

Inclus. Relevés.

Conseil exécutif. 258

Conseil législatif. 260

2 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 66). Envoie état détaillé des recettes et dépenses au compte des terres de la Couronne et des permis de coupe de bois; état des recettes pour les mêmes et des recettes pour les revenus casuel et territorial,—toutes depuis le 1er janvier jusqu'au 30 juin. 264

Inclus. Etat des recettes et dépenses. 265

Etat des recettes au compte des terres de la Couronne et des permis de coupe de bois. 268

Etat des recettes et dépenses des revenus casuel et territorial. 269

3 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 67). Envoie liste de dépêches reçues depuis le 26 mai. 270

Incluse. Liste. 271

4 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 68). Annonce officiellement la mort de Dessaulles, un membre du Conseil législatif. 274

4 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 69). Envoie copie d'un état des dépenses pour le département des Sauvages. 275

Incluses. Dépenses pour le département des Sauvages. 276

6 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 70). A chargé Hayne de conduire les affaires de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres dans la province. Sa compétence et sa rémunération. 278

8 juillet, Québec. Le même au même (n° 71). Renvoie à la dépêche du 18 de mars, comme réponse à l'accusation portée contre lui d'indifférence coupable au sujet de l'irruption du choléra. Il portera personnellement toute la question devant le gouvernement de Sa Majesté. 281

11 juillet, Québec. Le même au même (n° 72). En réponse à des questions posées au sujet des bills réservés, envoie une liste des honoraires reçus par le procureur général et le secrétaire de la province, et qui n'excèdent pas les services exécutés. Le principe inadmissible en jeu dans le bill concernant les notaires et les honoraires à des fonctionnaires publics. Suggère qu'un traitement fixe, au lieu d'honoraires, soit donné au procureur général et au secrétaire de la province. 284

Inclus. Relevé de la somme brute et nette des honoraires reçus par le procureur général pendant les trois dernières années. 293

Même état pour le secrétaire de la province. 294

13 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 73). Envoie copie certifiée des procès-verbaux du Conseil exécutif depuis le 1er janvier jusqu'au 30 juin. 295

14 juillet, Québec. Compagnie Britannique-Américaine des Terres à Felton. Incluse dans Aylmer à Glenelg, 23 août 1835.

20 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 74). Envoie liste des dépêches reçues par le *Halifax*, paquebot de juin. 296

Incluse. Liste. 397

21 juillet, Québec. Secrétaire civil à Secretan.

22 juillet, Québec. Secretan au gouverneur en chef. Toutes deux incluses dans Aylmer à Glenelg, 25 juillet 1835.

25 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 75). Ne peut faire un rapport complet sur le cas de Secretan, car cet individu refuse de fournir une copie de sa lettre au secrétaire d'Etat. Envoie exemplaires d'autres documents de Secretan afin de montrer le peu d'importance qu'il peut attacher à ses représentations. 298

Inclus. Documents relatifs au cas de Secretan. 300 à 304

27 juillet, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 76). Envoie copie du testament de feu M. Douglas, et autres documents relatifs à la succession. 305

1835.

Aylmer à Glenelg (n° 77). Fait rapport que des deux séries de ouvrages de la Commission de Record présentées au Bas-Canada une partie manque, et demande que la lacune soit comblée. Page 306

Inclus. Mountain à Craig. Transmet lettre de Montréal concernant lacune dans la série des ouvrages publiés par la Commission de Record et qui ont été reçus par la bibliothèque de Montréal. 307

Holmes à Mountain. Donne liste des volumes qui manquent dans la série des publications de la Commission de Record qui a été reçue par la bibliothèque de Montréal. 308

Skey à Craig. On a trouvé à Québec la même lacune qu'à Montréal. 310

5 août, Downing Street. Lettre sans signature adressée à Gosford et portant qu'aucune nouvelle compagnie des terres ne peut être constituée avant qu'un rapport sur l'état de la province n'ait été reçu. 217

15 août, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 78). Partage l'opinion d'Aberdeen sur les mesures à prendre pour empêcher que des torts soient faits aux tenanciers des terres adjugées à Sa Majesté à la condition que les censitaires ayant droit de recevoir des concessions gratuites de leurs possessions dans le territoire jusque-là contesté en franc et commun soccage renoncent à toutes réclamations contre Chandler et Lozeau ou toute autre personne pour défaut de titre. 312

17 août, Québec. Le même au même (n° 79). A reçu dépêches par paquebot de juillet de Halifax, suivant liste annexée. 314

Incluse. Liste. 315

22 août, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 80). Transmet copie de la correspondance échangée entre le commissaire de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres et le commissaire des Terres de la Couronne, avec rapport du procureur général comme impliquant un des titres de la convention posée avec la Compagnie des Terres. L'étendue des réclamations de la compagnie. Interprétation de la portée de son titre (de la cempagnie) par Aylmer; ses objections à ses réclamations (de la compagnie), qui lui donneront le pouvoir de chasser tous les occupants des terres de la Couronne. Il soutient que les termes de la convention sont clairs quant à l'étendue de l'achat. 317

Inclus. Moffat à Felton. Demande que l'on dresse une liste supplémentaire de terres possédées par la compagnie dans les comtés de Sherbroke, Shefford et Stanstead, afin qu'elle puisse faire connaître aux personnes qui cherchent des terrains l'étendue de ses possessions. 320

Felton au commissaire de la Compagnie Britannique Américaine des Terres. A soumis la question aux officiers en loi de la Couronne. La convention ne contient aucune expression d'une intention de transférer à la compagnie un droit constitutionnel possédé par la Couronne. 322

Ogden, procureur général, à Craig. Rapport sur la réclamation de la Compagnie Britannique Américaine des Terres. 326

22 août, Québec. Aylmer à Glenelg (n° 81). Transmet lettre du commissaire de la Compagnie Britannique Américaine des Terres, avec une réclamation pour intérêt sur laquelle il ne se juge pas compétent à décider. 338

Incluse. La Compagnie Britannique-Américaine des Terres à Felton. Progrès des travaux publics; espère qu'il n'y aura pas d'objection à ce que la compagnie prenne les terres suivant le paiement fait pour ces travaux. Propose, comme le gouvernement exige un intérêt de cinq pour cent, que la compagnie faisse un compte semblable pour ses déboursés pour travaux publics. Lui demande de soumettre cette question au gouverneur. 337

28 août, Québec. Aylmer à Gosford. Incluse dans Aylmer à Glenelg, 13 novembre 1835.

29 août, Knowsley. Stanley à Glenelg. Ne peut parler d'une façon positive, mais croit que les terres de la Couronne ont été vendues en monnaie sterling. Le

1835.

prix étant basé sur le rapport d'Aylmer, et si sa lettre donnait la valeur en monnaie courante la vente était en même cours. Page 249

31 août, Québec. Gosford à Aylmer. Incluse dans Aylmer à Glenelg, 13 novembre 1835.

6 septembre, Argyll House. Aberdeen à Aylmer. Incluse dans Aylmer à Glenelg, 26 octobre 1835.

8 octobre. Lettre non signée à Gosford. Sur les raisons données par Aylmer pour réserver le bill concernant les notaires parce qu'il paraissait empiéter sur les droits du procureur général et du secrétaire de la province. 287

26 octobre Londres. Aylmer à Glenelg. Envoie copie d'une lettre à lui (Aylmer) adressée par Aberdeen. 340

Incluse. Aberdeen à Aylmer. N'avait aucun désir de le rappeler ou de faire Amherst gouverneur ; il voulait seulement créer Amherst commissaire, mais il craignait que les factions ne persuadassent à l'Assemblée de n'avoir aucune communication avec le commissaire pour que Amherst se trouvât dans le pays sans aucune autorité constitutionnelle ; c'est pourquoi il a été jugé prudent de le revêtir de la dignité de gouverneur. S'il s'était cru justifiable de le (Aylmer) rappeler, il n'aurait jamais institué un commissaire, mais il aurait donné des instructions à son successeur. Il (Aylmer) ne pouvait mener les choses à une conclusion satisfaisante, cependant il n'était pas à blâmer, et il avait été exposé aux reproches les plus immérités. Sa ligne de conduite (à Aberdeen) au sujet des fonctionnaires publics. Bien que Amherst ne doive rester en Canada que pendant un court espace de temps, il (Aylmer) trouverait probablement sa situation si désagréable qu'il désirerait retourner en Angleterre ; c'est dans cette conviction qu'il (Aberdeen) a obtenu de Peel l'autorisation de soumettre son nom (d'Aylmer) au roi pour quelque marque de faveur. 341

7 novembre, Londres. Aylmer à Glenelg. Soumet des observations sur la conversation qui a eu lieu à l'entrevue. Discute au long le rapport de la commission de la Chambre des Communes. 345

13 novembre, Londres. Le même au même. A écrit à Gosford au sujet des arrérages de traitement qui lui sont dus, mais il a été informé que ses instructions ne comportaient pas de démarches au sujet d'arrérages avant de communiquer avec l'Assemblée. Transmet copie de sa lettre et de la réponse de Gosford, avec des états, dressés par l'inspecteur général, des arrérages qui lui sont dus comme gouverneur en chef ainsi qu'à son secrétaire civil. Il a été obligé de tirer sur sa fortune personnelle pour défrayer des dépenses officielles ; la perte de l'intérêt en cette affaire est un désagrément dont il ne se serait pas plaint s'il avait été continué en office ; les autres fonctionnaires sont dans la même condition ; mais son administration ayant pris fin, il s'en rapporte à l'équité du gouvernement pour le paiement des arrérages. 357

Pas de date. Lettre non signée à Aylmer, à l'effet que les arrérages ne peuvent être payés promptement, le Trésor n'ayant pas de fonds disponibles pour des paiements de cette nature. 360

Aylmer à Gosford. Demande que des mesures soient prises pour le paiement des arrérages qui lui sont dus ainsi qu'à son secrétaire civil. 362

Gosford à Aylmer. Son impuissance à payer les arrérages avant qu'il (Aylmer) quitte la province. 364

État, signé par l'inspecteur général, du traitement dû à Aylmer. 365

Traitement dû à Craig. 366

24 décembre. Lettre non signée à Aylmer en réponse à celle du 7 novembre. 352

LE COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1835.

Q. 223-1.

1835. 30 janvier, Indian Stream.	Pétition des habitants du township de Drayton ou territoire de Indian-Streams.
13 mars, Indian Stream.	Mémoire du Conseil du territoire de Indian-Streams.
18 avril, Washington.	Vaughan à Forsyth.
— avril.	Rapport par le capitaine Hayne.
8 juin.	Copie du message du gouverneur Badger. Ce document et les quatre qui précèdent sont inclus dans Gosford à Glenelg, 15 septembre 1835.
29 juin, Londres.	Gosford à Grey. Envoie liste de sa suite. Page 1
1er juillet, Hereford.	Mandat d'arrêt pour envoie de Luther Parker en prison. Inclus dans Gosford à Glenelg, 15 septembre 1835.
13 juillet, Londres.	Gosford à Glenelg. Envoie d'autres noms pour être ajoutés à ceux de sa suite qui ont été déjà envoyés. 2
13 juillet.	Badger à Forsyth.
22 juillet, Washington.	Forsyth à Vaughan.
23 juillet, Indian Stream.	Pétition des habitants du territoire de Indian-Stream.
26 juillet, Washington.	Vaughan à Forsyth.
29 juillet, Washington.	Le même à Aylmer.
5 août, Indian Stream.	Habitants du territoire de Indian-Stream à Fletcher.
12 août, Sherbrooke.	Fletcher à Craig. Cette pièce et les six précédentes incluses dans Gosford à Glenelg, 15 septembre 1835.
26 août, Québec.	Gosford à Glenelg (n° 1). A assumé les fonctions de gouverneur que remplissait Aylmer et a prêté serment. Un extraordinaire de la *Gazette* contient la proclamation ordinaire de prise de possession de ce poste et de la commission le chargeant de faire une enquête sur des griefs. 3
31 août, Québec.	Le même à Aylmer. Incluse dans Gosford à Glenelg, 3 septembre 1835.
3 septembre, Québec.	Le même à Glenelg (n° 2). Transmet correspondance échangée avec Aylmer concernant le paiement des arrérages de son traitement et de celui de son secrétaire civil. Dépêche reçue. 5
	Inclus. Deux pièces incluses précédemment transcrites.
	Gosford à Aylmer. Ses instructions ne désignent pas le paiement d arrérages avant de communiquer avec la Chambre d'Assemblée. 9
3 septembre, Québec.	Le même à Glenelg (n° 3). A convoqué la législature pour le 27 octobre. Ne l'a pas fait plus tôt à cause des moissons. 11
12 septembre, Québec.	Walcott à Moore. Incluse dans Gosford à Glenelg, 15 septembre 1835.
15 septembre, Québec.	Gosford à Glenelg. Transmet documents démontrant l'importance des Etats voisins de régler la question des frontières d'une manière aussi

1835.

embarrassante que douteuse. La tentative du New-Hampshire d'établir juridiction sur une étendue de pays formant partie du territoire contesté réclamé par la Grande-Bretagne et qu'il appuie en citant une loi passée en 1829, sous l'empire de laquelle la partie du territoire aujourd'hui contestée était comprise dans le comté de Sherbrooke. La prétention produite par le New-Hampshire. Envoie un plan pour montrer plus clairement la partie du township de Drayton réclamée par le New-Hampshire. Origine de la réclamation de cet Etat. Page 13

Inclus. Plan du territoire en litige. 22

Pétition des habitants du territoire de Drayton ou colonie de Indian-Stream demandant protection contre les empiétements du New-Hampshire. 31

Mémoire du Conseil du territoire de Indian-Stream à John Moore, M. P. P. 34

Rapport par le capitaine Hayne sur la cause, telle que donnée par lui-même, pour laquelle Luther Barker (Parker ailleurs) s'est plaint à l'Etat du New-Hampshire contre Enos Rowell, et les mesures prises en conséquence par le New-Hampshire. 36

Vaughan à Forsyth, secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Appelle son attention sur la conduite du New-Hampshire en exerçant juridiction dans le territoire contesté. 39

Exemplaire du message du gouverneur Badger à la législature du New-Hampshire concernant le territoire de Indian-Stream. 42

Badger à Forsyth. Envoie, de la part du New-Hampshire, un exposé concernant le territoire de Indian-Stream. 53

Forsyth à Vaughan. Envoie exposé des prétendus droits du New-Hampshire à la possession du territoire de Indian-Stream. 56

Vaughan à Forsyth. La nature peu satisfaisante de la lettre du gouverneur Badger. La décision du roi des Pays-Bas était en faveur de la Grande-Bretagne. Il n'est pas fait mention du redressement à donner à Rowell. 59

Le même à Aylmer. Fait rapport sur l'état de la question du territoire contesté de Indian-Stream. Au lieu de redressement à Rowell le secrétaire d'Etat des Etats-Unis a demandé la remise de Parker en liberté. L'impatience du Maine, du Massachusetts et du New-Hampshire à obtenir l'interprétation qu'ils ont donnée aux termes du traité menace de produire de fréquentes causes de plainte. 64

Pétition des habitants du territoire de Indian-Stream. 67

Habitants du territoire de Indian-Stream au juge Fletcher, Sherbrooke, au sujet des empiétements du New-Hampshire. 71

Mandat d'arrêt pour envoi de Luther Parker en prison. 73

Walcott à Moore. Lettre de Sherbrooke reçue ; la cause des habitants du territoire de Indian-Stream à reçu attention. 75

Fletcher à Craig. Fait rapport des circonstances se rattachant à l'arrestation et à la détention de Luther Parker. 78

23 septembre, Québec. Gosford à Glenelg. N'a pas pu voir Caldwell, qui est absent. Rien de particulier ne s'est produit. Espère que la législature se réunira en bonne humeur. Amiral Cockburn fait voile pour Halifax. Attend avec hâte des dépêches ; craint que la ligne de conduite suivie par les lords ne rende la session plus longue qu'on l'avait calculé. Le peuple paraît satisfait de l'époque qu'il a fixée pour la réunion de la législature. 81

29 septembre, Québec. Le même à Grey. Présente A. C. Buchanan, à qui il a donné un congé de six mois pour cause de mauvaise santé. 82

3 octobre, Québec. Le même au commissaire général. Incluse dans Gosford à Glenelg, 17 octobre 1835.

3 octobre, Québec. Le même à Glenelg (n° 5). Fait rapport qu'un congé a été donné à A. C. Buchanan pour cause de mauvaise santé. Vu les circonstances particulières, autorisation a été donnée d'émettre un mandat pour son

1835. traitement; mais les sommes affectées aux dépenses imprévues, dont le paiement a été aussi demandé, ne sont pas payées. Envoie copie de sa réponse et demande instructions relativement au paiement d'une moitié seulement du traitement pendant son absence, si ce mode de paiement doit être adopté en Canada, car jusqu'ici il n'a été suivi que dans le cas de fonctionnaires des douanes. Page 83

Inclus. Walcott à Buchanan. Le gouverneur en chef lui a accordé un congé à la condition qu'il revienne en mars, à moins qu'il n'ait obtenu un plus long temps du secrétaire des Colonies. Dans plusieurs dépendances britanniques, par instructions du ministère des Colonies, les fonctionnaires publics en congé n'ont droit de retirer que la moitié de leur traitement. 86

5 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 6). Envoie liste de dépêches reçues par le paquebot-poste d'août de Halifax. 91

Incluse. 92

6 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 7). Envoie états des recettes au compte des revenus casuel et territorial, des ventes de terres de la Couronne et de permis de coupe de bois. 94

Inclus. Etat des recettes au compte des revenus casuel et territorial. 96

Le même au compte des terres de la Couronne et des permis de coupe de bois. 97

12 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (confidentielle). A envoyé, sous un autre pli, un mémoire de W. L. Mackenzie. Envoie copie d'une lettre de Mackenzie adressée à lui (Gosford) et réponse. Copie d'une lettre à Colborne accompagne cet envoi. 98

Inclus. Mackenzie à Gosford. Se plaint d'un retard de justice équivalent à un déni de justice. Randall est mort, mais il n'a jamais pu obtenir un procès impartial. A reçu une lettre de Hume à l'effet qu'il lui avait mis entre les mains (à Gosford) un rapport d'une commission de l'Assemblée ; une copie de l'annexe a été envoyée à Sa Seigneurie à Québec. La principale plainte du peuple du Canada est à l'effet que le Conseil législatif l'empêche de remédier aux griefs, qu'une justice égale ne peut être obtenue, et que le gouvernement est inefficace. Le cabinet britannique savait tout cela avant de nommer une commission qui ne paraît avoir d'autre effet que de retarder un remède. Son impression qu'aucun ministère, soit whig ou tory, ne portera attention aux maux du Canada; il attendra avec patience le remède qu'aucun ministère anglais ne peut prévenir. Suggestions à l'Assemblée du Bas-Canada. 100

Gosford à Mackenzie. A reçu sa lettre et les papiers concernant Randall, mais doit décliner de discuter les affaires d'une province dont il n'administre pas le gouvernement. A eu un entretien avec Hume, principalement au sujet du Haut-Canada. 105

Le même à Colborne. Mackenzie a transmis un mémoire sur le cas d'un M. Randall. Il (Gosford) a naturellement refusé d'entrer dans les affaires d'une province qu'il n'administre pas, mais pour éviter des retards il a transmis le mémoire. 107

17 octobre, Québec. Le même à Glenelg (séparée). Envoie copie d'une communication adressée au commissaire général concernant la fourniture du combustible qui, vu son arrivée tardive, coûte beaucoup plus cher qu'au prix d'été. Il a fait avec le commissaire général un arrangement qu'il désire voir sanctionner par le Trésor. 109

Inclus. Gosford au Commissaire général. Fourniture à l'hôtel du gouvernement de bois, charbon et huile de spermacéti, dont il sera responsable jusqu'à ce que la décision du Trésor soit reçue. 111

26 octobre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 8). A reçu une dépêche par paquebot-poste de septembre de Halifax, suivant liste annexée. 113

Inclus. Liste. 113

1835.
27 octobre, Québec. Gosford à Glenelg. Envoie exemplaire imprimé du discours prononcé à l'ouverture de la législature. Il en faut tant de copies manuscrites pour la colonie, qu'il n'a pu s'en procurer une pour le ministère des Colonies avant le départ du courrier. Il a pensé qu'il était plus politique d'offrir aux deux Chambres les sommes affectées aux dépenses imprévues que d'attendre que l'Assemblée les demandât. Il y a d'autres raisons qu'il fera connaître en détail. Page 115

28 octobre, Québec. Le même au même (n° 9). Il cherche à s'assurer si des emplois incongrus sont tenus par une même personne, et dans ce but s'est fait donner un relevé qui accuse moins de cas de ce genre qu'il ne croyait; il va les étudier soigneusement. Les mesures qu'il prend ont pour but de remédier à l'irrégularité de membres du Conseil qui tiennent des emplois incompatibles avec leur position. Entre dans des détails sur ce qu'il a fait avec des membres du Conseil, qui tiennent des emplois de ce genre. 117

Inclus. Relevé de toutes les personnes qui tiennent plus d'un emploi sous le gouvernement dans le Bas-Canada. 123

12 novembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 10). Transmet exemplaires du discours pour lequel il a ouvert la législature, des adresses en réponse et ses répliques. 128

Inclus. Discours à l'ouverture. 131
Adresse du Conseil législatif. 156
Réponse. 162
Adresse de l'Assemblée législative. 163
Réponse. 183

13 novembre, Québec. Gosford à Grey. Appelle l'attention sur une lacune existant dans les documents publics, et demande qu'une série complète d'instructions soit envoyée. 185

14 novembre, Québec. Le même à Glenelg (n° 11). Envoie un relevé des titres des bills adoptés par l'Assemblée du Bas-Canada. L'adresse de la Chambre des Communes s'applique seulement aux bills qui ont pris origine dans la Chambre d'Assemblée et qui ont été rejetés ou modifiés par le Conseil. Il a préparé de la même façon les bills qui sont sortis du Conseil et qui ont été rejetés par l'Assemblée. 187

14 novembre, Downing Street. Lettre non signée à Gosford. Regrette que les arrérages aient été payés à Buchanan, car le gouvernement est dans la pénible nécessité de refuser tous les paiements de cette nature en attendant négociation avec la Chambre d'Assemblée. Le règlement établissant que la moitié seulement de leur traitement soit payée aux fonctionnaires absents en congé est universel; en conséquence, Buchanan n'aura droit qu'à la moitié de son traitement jusqu'à ce qu'il ait repris ses fonctions. 188

12 décembre. Lettre non signée à Gosford. A été informé de l'empiétement par le New-Hampshire du territoire en contestation entre cet Etat et le Bas-Canada. Résumé de l'état des affaires. L'occupation ininterrompue de ce territoire par les Anglais; instructions données de protester contre la conduite du New-Hampshire. Le gouvernement de Sa Majesté a confiance que cette représentation aura son effet. Mais si le New-Hampshire persiste, il sera impossible d'éviter de recourir aux mesures rigoureuses qui seules peuvent préserver l'intégrité du territoire britannique. Tant désireux qu'aient été les ministres de Sa Majesté d'éviter toute démarche qui pourrait compromettre la bonne entente existant heureusement entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ils ne peuvent permettre que des sujets britanniques soient molestés par les autorités d'Etats voisins. 24

26 décembre. Lettre non signée au même. A reçu le relevé des membres du Conseil qui tiennent plus d'un emploi. Il serait prématuré d'exprimer une opinion sur ce relevé, mais approuve ce qu'il (Gosford) a fait. 122

1836.
7 février, Downing Street. Lettre non signée Gosford. Reçu discours délivré à l'ouverture de la législature. Approbation de ses explications à la législature, et satisfaction de l'esprit qui anime les adresses. Page 129

LE COMTE DE GOSFORD, GOUVERNEUR, 1835.

Q. 223-2.

1835.
14 novembre, Québec. Gosford à Glenelg. Concernant lettre dans Q. 223-1.

Titres des bills adoptés par la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, et rejetés ou modifiés par le Conseil législatif. 188

Titres des bills adoptés par le Conseil législatif et rejetés ou modifiés par l'Assemblée. 221

16 novembre, Québec. Gosford à Glenelg. Présente l'évêque de Juliopolis, qui a résidé pendant quelques temps près de la Rivière-Rouge. 228

16 novembre, Québec. Le même à Grey, Présente l'évêque de Juliopolis. 229

16 novembre, Québec. Le même à Glenelg (n° 12). Envoie relevé des personnes nommées au service civil et retraitées entre le 20 novembre 1834 et le 17 avril 1835. 230

Inclus. Relevé des personnes et des allocations de retraite. 231

Relevé des personnes nommées à un emploi salarié pendant la même période. 233

17 novembre, Québec. Gosford à Grenelg (n° 13). A assuré l'Assemblée que le bill permettant à l'avocat de la défense d'adresser la parole au jury en faveur de prisonniers accusés de crimes capitaux serait confirmée aussitôt que possible. Demande que l'ordre de confirmation soit transmis sans perte de temps. 236

17 novembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 14). Transmet copie de résolutions sur la question de nommer un agent si le bill adopté ne devient pas loi. 239

Incluses. Résolutions au sujet d'un agent. 241

Les mêmes en français. 246

21 novembre, Québec. Gosford à Glenely (n° 15). Transmet copie d'une résolution sur laquelle a été basée une adresse exprimant le désir de connaître s'il a été reçu une réponse à l'adresse relative à l'inopportunité d'annexer le district de Gaspé au Nouveau-Brunswick. 251

Inclus. Adresse demandant à savoir s'il a été envoyé une réponse à l'adresse sur l'inopportunité d'annexer Gaspé au Nouveau-Brunswick. 253

Message de Gosford à l'Assemblée. L'adresse et les documents ont été transmis régulièrement. 255

27 novembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 16). N'a pu jusqu'ici obtenir de renseignements sur la personne mentionnée dans le document français, et a finalement fait insérer un avis dans la *Gazette officielle.* 256

28 novembre, Québec. Le même au même (n° 17). Conformément à l'ordre l'appelant, dans la cause de Meiklejohn et sir John Caldwell, a payé au procureur général la somme de £318 17s. 6d., frais de l'appel, et cette somme a été versée entre les mains du commissaire général. 258

30 novembre, Québec. Le même au même (n° 18). Transmet copie d'un état préparé par Doucet, notaire, des affaires de feu Charles Maisenholder. Décès de John Maisenholder. Une nouvelle procuration requise. Comment un règlement de la succession pourrait être opéré. 260

Inclus. Compte de Doucet. 262

5 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (séparée). Transmet lettre de Goulburn à Besserer, que ce dernier croyait contenir l'admission d'un doute quant au titre à la Grande-Ile, dans la rivière Saint-Jean, lequel aurait pu être la source de

1835.

discussions embarrassantes avec les Etats-Unis—lettre que Besserer a, en conséquence, envoyée à Gosford. Page 264

Inclus. Goulburn à Besserer. La Grande-Ile ne se trouve pas en dedans des limites du Nouveau-Bruswick ; même si elle y était, certaines parties en ont été occupées par des colons acadiens, et Bathurst ne serait pas libre de faire une concession qui porterait préjudice à leurs intérêts. 266

7 décembre. Gosford à Glenelg (n° 19). Envoie relevé du nombre comparatif des émigrants arrivés annuellement dans la province depuis 1829. 268

(Le relevé se trouve dans la correspondance imprimée, page 336 *verso.*)

7 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 20). Relativement à la démission de Heney, greffier en loi de l'Assemblée, la Chambre, par une résolution du 13, a nommé Etienne Parent pour lui succéder. En cette affaire les formes de la procédure ont été mises de côté. L'Assemblée avait le droit de nommer tous ses fonctionnaires, sauf le sergent-d'armes, le greffier de la Chambre et le greffier en loi. Les deux premiers ont été nommés par l'Exécutif sans la Chambre. Dans le cas du troisième, une commission en blanc a été envoyée et remplie par le nom d'un homme très acceptable à la Chambre en sorte que la nomination est virtuellement le fait de l'Assemblée ; mais par la nomination du greffier en loi sans s'occuper de l'Exécutif, l'Assemblée affirme son droit exclusif de nommer ce fonctionnaire avec les autres. N'ayant aucun désir de provoquer une discussion improfitable, il n'est pas intervenu. Demande des instructions pour le cas où la Chambre insisterait sur le droit exclusif de nommer le sergent-d'armes et le greffier de la Chambre. 271

8 décembre, Québec. Le même au même (n° 21). Fait rapport sur la cause des arrérages pour terres de la Couronne, provenant de plusieurs raisons. La perte n'est pas aussi considérable qu'elle le paraît, car grâce aux améliorations le prix a augmenté suffisamment pour couvrir les arrérages. 278

12 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 22). Un lot de terre a été porté sur le rôle des terrains au nom de Benjamin Harrison, un prisonnier commué qui est mort avant d'avoir rempli les obligations d'établissement, en sorte que le terrain est retourné à la Couronne, bien qu'il n'ait pas été réellement repris. Il n'y a pas d'objection légale à ce que Sa Seigneurie accorde la requête de Madame Harrison, et en attendant, il ne sera rien fait avec le terrain en question. 281

Inclus. Permis d'occupation pour services au soldat Benjamin Harrison. 283

14 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 23). Il a pris sous sa direction et son contrôle le département des Sauvages dans le Bas-Canada. Transmet une estimation de la dépense probable des deux provinces pour le prochain exercice. Une petite partie seulement des présents destinés aux Sauvages a été reçue cette année, alors que le transport était plus facile et la dépense moindre que maintenant. Le premier acompte a été envoyé tout de suite ; mais le reste n'étant pas arrivé, les sauvages du Bas-Canada ont été très désappointés, même en bien des cas ils en ont beaucoup souffert. Plusieurs étaient venus à Québec, et pendant qu'ils attendaient ils ont consommé les provisions qu'ils avaient faites pour leur retour. Tant qu'il y a eu lieu d'attendre que les provisions arriveraient, il s'est abstenu de prendre des mesures pour acheter ; mais quand il n'y plus eu à espérer, il a ordonné au commissaire général d'acheter les articles qu'il pourrait trouver dans la province. Il espère que cela sera approuvé. Aussi longtemps que durera le système de donner des présents, ils devraient être envoyés plus tôt qu'ils ne l'ont été jusqu'ici. 287

Inclus. Estimation de la dépense probable pour le département des Sauvages dans les deux Canadas depuis le 1er avril 1836 jusqu'au 31 mars 1837. 291

Liste des pensions dans le Bas et le Haut-Canada. 292

1835. 15 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 24). Envoie liste des dépêches reçues par le paquebot-poste d'octobre à Halifax. Page 293

Inclus. Liste. 294

24 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (séparée). Envoie rapport du solliciteur général concernant la propriété laissée par deux individus du nom de Haas. 296

Inclus. O'Sullivan à Walcott. Rapport concernant la propriété des frères Haas, avec documents. 298

28 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 25). Transmet requêtes de M. et M[iss] Heath, deux des enfants de feu William Heath, lieutenant aux Chasseurs de York. M. et mademoiselle Heath pensent avoir droit à une pension. 300

Inclus. Requête en faveur de John Heath au sujet de la pension de feu son père. 302

Requête en faveur de M[lle] Mary Heath, demandant que l'intendance reçoive instruction de payer la pension à laquelle lui donne droit son inscription sur la liste des personnes méritant compassion. 304

28 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 26). Transmet résolutions adoptées par le Conseil législatif relativement à l'opportunité de construire un chemin de fer entre Québec et St-Andrews, sur la baie de Passamaquoddy, dans le Nouveau-Brunswick. Le projet a pris naissance dans cette province; quatre députés sont dans le Bas-Canada, où ils font avec succès de la propagande en sa faveur. Les avantages que ce chemin de fer donnerait aux provinces ainsi qu'aux colonies des Antilles ; il développerait aussi le commerce avec la mère-patrie. Les travaux préliminaires qui sont faits ; une pétition en cours de signature en sa faveur. Les facilités qui seront données par la législature du Bas-Canada. 305

Incluses. Résolutions du Conseil législatif au sujet d'un chemin de fer allant à St-Andrews, sur la baie de Fundy. 310

Mêmes résolutions de l'Assemblée législative. 312

28 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 27). Pour devancer des exposés exagérés concernant les événements qui viennent d'avoir lieu à Montréal, envoie copie d'une annonce convoquant une assemblée dans le but de lever un corps de 800 volontaires. Croit qu'il ne serait pas prudent d'attacher de l'importance à cette affaire; elle a été montée par Adam Thom, dans le but de créer de l'intimidation à Montréal et de faire impression sur les commissaires, ainsi que dans le Haut-Canada. L'assemblée, convoquée pour le 12, n'a rien fait ce soir-là ; mais, le 16, trois cents personnes environ se sont réunies et ont passé des résolutions déclarant qu'il était opportun de former un corps volontaire de 300 hommes. Le solliciteur général a exprimé l'avis de ne pas intervenir dans ce mouvement tant qu'il resterait dans les limites de la loi, et que, quoique la presse entretînt l'excitation, les agitateurs avaient manqué leur but. Transmet copies de l'adresse et de la réponse, exprimant sa désapprobation de la mesure, et sa détermination de maintenir la tranquillité publique. Ne connaît pas le résultat, la réponse n'ayant été envoyée qu'aujourd'hui. (Datée 1838, par erreur.) 314

Inclus. Requête du D[r] Arnoldi et autres demandant que le gouverneur sanctionne la formation du corps des carabiniers anglais. 320

Réponse par Gosford à l'effet que, pour les raisons données, il ne peut sanctionner la formation du corps des carabiniers anglais. 323

29 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 28). Envoie rapport annuel sur l'émigration. Appelle l'attention sur la diminution pendant l'année. 325

Inclus. Rapport de l'agent en chef de l'émigration. 326

Buchanan à Aylmer sur l'amélioration de la navigation du Saint-Laurent. 340

29 décembre, Québec. Gosford à Glenelg (n° 29). Envoie lettre de Voyer au secrétaire de la Guerre pour être transmise à ce département. 347

30 décembre, Québec. Le même au même (n° 30). Envoie requête de la veuve du lieutenant-colonel Mackay demandant une pension. Quoiqu'une décision ait

1835. été rendue déjà, renouvelle la demande en raison des importants services du lieutenant-colonel Mackay. Page 348

Inclus. Requête de madame Mackay demandant une pension. 353

Extrait d'un ordre général de Prevost sur les services de Mackay. 356

1836. 10 février, Downing Street. Lettre non signée à Gosford. Vu les circonstances, la conduite de Gosford est approuvée dans l'affaire de la nomination du greffier en loi, en attendant que le bon plaisir du roi soit connu; mais la question de forme peut devenir sérieuse, et l'Assemblée peut faire de nouveaux empiétements sur la prérogative du roi; bien qu'il puisse ne pas y avoir de moyens pour mettre le droit en force, il n'est pas probable que l'Assemblée profite des pouvoirs découlant de la convention pour annuler les privilèges de Sa Majesté conférés par la même constitution. Il va appeler l'attention de l'Assemblée sur le sujet, et demander pourquoi elle a dévié dans le cas de Parent. Il est possible qu'il suspende le droit apparent de nommer un greffier en loi, sans renoncer à aucun des droits qui puissent paraître appartenir à Sa Majesté. Si l'un ou l'autre des deux emplois devient vacant il s'en tiendra aux usages autrefois observés, et si l'Assemblée s'y oppose, il lui demandera ses raisons. 275

20 février, Downing Street. Lettre non signée au même. A reçu dépêche concernant le projet de construction d'un nouveau chemin de fer à St-Andrews. Il serait prématuré, dans le présent état de renseignements, d'exprimer une opinion sur le sujet; mais le gouvernement de Sa Majesté sera très désireux d'aider tout projet qui promet de donner des avantages aux sujets de Sa Majesté sur le continent nord-américain. Relativement au passage du chemin de fer sur le territoire contesté, rien ne devrait être fait sans avoir préalablement obtenu le concours des Etats intéressés. 308

1er mars, Downing Street. Lettre non signée à Gosford. Correspondance a été échangée entre le sous-secrétaire des Colonies et le Trésor; ce dernier approuve les achats qu'il (Gosford) a faits pour les sauvages, vu les circonstances particulières. 290

2 mars, Downing Street. Lettre non signée au même. Transmet lettres du secrétaire au payeur général, d'après lesquelles il paraîtrait qu'il n'est pas dû d'arrérages de pension à John Heath à titre de fils du feu lieutenant Heath, la pension ayant été transférée à d'autres membres de la famille Heath. Des instructions nécessaires ont été données à l'effet que la pension de mademoiselle Heath soit payée, quand elle deviendra due, dans la colonie. 301

2 mars, Downing Street. Lettre non signée à Gosford. Une pension ne peut être payée à madame Mackay à même le crédit des sauvages, et il n'existe aucun autre fonds auquel elle pourra être portée. Est dès lors obligé de déclarer avec regret qu'il est hors de son pouvoir de se soustraire à la décision déjà adoptée. 351

3 mars, Downing Street. Lettre non signée, au même. Confirmation du bill permettant aux avocats d'adresser la parole au jury en faveur des prisonniers dans les causes criminelles. 238

Emplois publics, 1855.

(Partie 1, de page 1 à page 270; partie 2, de page 271 à page 543; parti 3, de page 544 à page 782.)

Q. 224—1-2-3.

1834.

25 février, Affaires étrangères. — Palmerston à Vail. Incluse dans Backhouse à Hay, 21 janvier 1835

24 juin, Londres. — Requête concernant la colonisation. Incluse dans Hamilton à Glenelg 19 juin 1855.

17 septembre, Londres. — Minutes du comité de la Compagnie d'Ottawa. Incluses dans Raven shaw à Hay, 25 janvier 1835.

24 septembre, Washington. — Madame St-Clair Clarke et Force à Rich.

24 septembre, Washington, — Les mêmes au même (deuxième lettre). Celle-ci et la précédent incluses dans Backhouse à Hay, 21 janvier 1835.

18 octobre, Québec. — Routh à Coffin. Incluse dans Routh à Stewart, 9 janvier 1835. Un ordre de département, portant la même date, étant aussi inclus.

24 octobre, Dublin. — Protêt par le conseil de l'Association.

31 octobre, Dublin. — Assemblée du conseil. Ces deux pièces incluses dans Hamilton Glenelg, 19 juin 1835.

26 novembre, Québec. — Extrait d'une lettre datée comme en marge. Inclus dans Gould Aberdeen, 16 janvier 1835.

1er décembre, Londres. — Rich à Vail.

2 décembre, Londres. — Vail à Wellington. Toutes deux incluses dans Backhouse à Hay, 2 janvier 1835.

8 décembre, Montréal. — Extrait d'une lettre datée comme en marge.

9 décembre, Sherbrooke. — Extrait d'un rapport daté comme en marge. Tous deux inclus dan Gould à Aberdeen, 16 janvier 1835.

16 décembre, Toronto. — Rowan à Coffin.

31 décembre, Québec. — Routh à Airey. Toutes deux incluses dans Routh à Stewart, 9 janvie 1835. Compte transmis avec cette pièce.

31 décembre, Montréal. — Extrait d'une dépêche des commissaires de la Compagnie Britanniqu Américaine des Terres. Incluse dans Reid à Hay, 9 février 1835.

1835.

7 janvier, Québec. — Pétition de James McClelland. Incluse dans Fitzroy Somerset à Hay 16 mars 1835.

9 janvier, Québec. — Routh à Stewart. Incluse dans lettre non signée à Stewart, 29 octobr 1835.

9 janvier, Québec. — Le même au même. Envoie documents relatifs au département de Sauvages. Page 22

Inclus. Routh à Coffin. Envoie ordre renfermant les idées du gou verneur. Espère qu'il aura l'effet désiré. Donne détails du changemen qu'il a l'intention de faire dans la manière de tenir les comptes. 23

Arrêté de département. Un relevé doit être fait avant que le comptes réguliers puissent être complétés pour faire connaître à Colborn l'état des munitions. 23

Compte du département des Sauvages. 23

1835.

Routh à Airey. Envoie compte des dépenses du département des Sauvages jusqu'au 31 mars 1834. Page 242

Compte. 245

Rowan à Coffin. Approuve mode proposé par le commissaire général, et le remercie pour ses conseils. Comment doit être arrêté l'excédent des distributions de présents en réponse à réquisition. 247

Médailles en magasin à Toronto. 251

janvier, ...ébec. Compte du département des Sauvages. Inclus dans Routh à Stewart. (La date sur ce papier est celle du jour suivant la lettre.)

janvier, ...ndres. Adresse de la Chambre des lords demandant copie de la commission décernée à Gosford le nommant capitaine général et gouverneur en chef du Bas et du Haut-Canada. 4

janvier, ...ndres. Gould à Aberdeen. Envoie extraits de lettres reçues du Bas-Canada, où les affaires arrivent à une crise, Papineau jouant là le rôle d'O'Connell en Irlande. Le mal fait par Hume et Roebuck, et par la longue correspondance entretenue par le ministère des Colonies avec Viger. A en sa possession une pétition signée par 16,000 des loyaux habitants du Canada. Demande avis sur la manière la plus efficace de la présenter à la Chambre des Communes. 333

Extrait d'une lettre datée de Québec, 26 novembre 1834. L'élection d'une immense majorité des partisans des notoires 92 résolutions. Fait connaître les moyens peu convenables et les menées illégales employés dans le quartier ouest de Montréal, où l'archi-agitateur Papineau lui-même était candidat. Donne détails sur les élections dans la ville et le comté, avec descriptions. La tentative d'un système d'exclusion a uni tous les citoyens d'origine britannique. Anglais, Ecossais et Irlandais, déterminés à ne pas se soumettre plus longtemps aux arrogantes prétentions de démagogues égoïstes. L'usage fait par Mackenzie et Papineau du concours donné par Hume et son satellite Roebuck. L'effet opéré sur l'auteur de la lettre par les tentatives du parti dominant et l'influence des assemblées de Stewart et du dîner donné en son honneur, avec d'autres dîners des membres du parti constitutionnel, dont une organisation constitutionnelle est en voie de formation à Montréal; d'autres associations du même genre seront formées dans chaque ville et comté de la province, afin d'établir des droits égaux. Mesures vigoureuses demandées. 336

Extrait d'une lettre de Québec, datée le 8 et le 9 décembre 1834, parlant qu'une Chambre d'Assemblée indépendante va être convoquée. Attaque par Papineau contre la Compagnie Britannique Américaine des Terres, mais ce peut-être le moyen de sauver le pays. 343

Extrait d'une lettre datée de Montréal, 8 décembre 1834. Rend compte des procédures illégales de la votation dans le quartier ouest de Montréal. Le parti violent veut la révolution, non la réforme. L'exécutif est faible, et si le gouvernement impérial n'intervient pas avec vigueur et décision, il vaut mieux abandonner la partie, afin de connaître le pire. Ils pourront alors demander de l'aide physique aux colonies voisines. Papineau est un aussi petit homme que gentilhomme, un lâche aussi insigne que pamphlétaire méchant et traître. Le *Daily Advocate* a cessé d'exister, toute la classe commerciale lui ayant retiré son patronage quand il a fait volte-face; son personnel est maintenant au journal révolutionnaire *Vindicator*. La destruction de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres est un de ses principaux buts. 345

9 janvier, Londres. Gould à Aberdeen. Envoie extrait d'une lettre récemment reçue de Montréal. A laisé au ministère des Colonies un journal contenant une épitre de Papineau aux électeurs du quartier ouest, Montréal. 348

Inclus. Extrait d'une lettre datée de Montréal, 8 décembre 1834. Sur la malheureuse situation politique du Bas-Canada et l'influence de Papineau. 349

1835.
20 janvier, India House. Ravenshaw à Hay (confidentielle). A appris que Colborne a envo des observations sur la Compagnie d'Ottawa. Demande une entrevu Page 6

21 janvier, Whitehall. Lack à Hay. Envoie des observations faites par les lords du Co merce sur les plaintes des marchands de Gaspé. (1) Droits sur les at rails de pêche; demande doit être faite à la législature du Bas-Canac (2) Le droit de 3d. par gallon sur les mélasses importées a été ab déjà. (3) Un fonctionnaire des douanes a été placé à Gaspé par ess afin de voir si c'est plus commode que la situation dont on se plaint. 1

21 janvier, Affaires étrangères. Backhouse à Hay. Envoie copie d'une note, avec d'autres papie de Vail. Le chargé d'affaires des Etats-Unis en faveur de Rich, qui d mande entremise officielle pour obtenir la permission de transcrire d documents relatifs à la révolution américaine. Les pièces seront so mises à Aberdeen pour son opinion. 1

Inclus. Requête de Vail au duc de Wellington. 1

Rich à Vail. Envoie liste des documents dont copies sont demandé 1

Madame St-Clair Clarke et Force à Rich. Une histoire documentai de la révolution américaine est en cours de préparation. Des documen qui se trouvent à Londres et qui sont demandés seront intercalés da cet ouvrage.

Les mêmes au même. Encore à propos des documents dont copi sont demandées. 1

Palmersten à Vail. Malgré tout le désir de complaire aux désirs d gouvernement des Etats-Unis, les événements de la révolution sont tr récents pour que l'on puisse laisser des communications confidentielle une inspection sans réserve. Si Vail a pour instruction de demand des renseignements définis se rattachant à l'histoire des Etats penda que ces derniers étaient colonies de la Grande-Bretagne, Palmerston fe de son mieux pour le favoriser. 1

21 janvier, Trésorerie. Stewart à Hay. Les lords du Trésor appellent l'attention sur le r tard que met Caldwell à payer les £2,000 pour lesquels on lui a perm de garder possession de Lauzon, et demandent que des mesures soie prises pour prévenir des retards à l'avenir. 2

26 janvier, Londres. Gillespie à Aberdeen. Inquiétudes au sujet de la situation politique d Bas-Canada. Envoie extrait d'une lettre reçue le même matin d'un co respondant en lequel on peut avoir confiance. 3

Inclus. Extrait d'une lettre datée de Montréal, 26 décembre 1834. L'e citation diminue dans la ville, mais la clique essaie de répandre l'alarn parmi les Irlandais catholiques romains, ainsi que parmi les paysa canadiens-français. Détails sur l'état politique des affaires et les asse tions du *Vindicator* ayant pour but de créer des préjugés dans l'espi des Canadiens français. 3

26 janvier, Londres. Gould à Aberdeen. Le paquebot-poste de New-York, parti le 1er ja vier, a apporté d'autres nouvelles du Canada. Le changement de min tère vient d'être connu. Aylmer avait convoqué la législature po le 27 janvier, tandis que les représentants français avaient convoqué u assemblée pour le 6 décembre dans le but de concerter des mesur mais celles-ci ne sont pas connues. On croit que la Chambre refuse de traiter avec le gouvernement. 3

26 janvier, Amirauté. Dawson à Hay. Il n'y a pas de navire de guerre se préparant à pa tir pour l'Amérique du Nord, et il n'est pas possible de dire quand il en aura un.

27 janvier, Londres. Carter à Aberdeen. Transmet exemplaire d'un rapport de l'Associ tion coloniale Nord-Américaine, présenté à l'assemblée générale le 14 c courant. 3

Inclus. Cinquième rapport. Compte rendu de ses procédures a sujet de différentes questions coloniales. 3

1835.
janvier,
lia House.
Ravenshaw à Hay. Envoie papier pour montrer ce qui s'est passé entre la Compagnie d'Ottawa et l'Association Irlandaise. Comme c'est l'habitude, il s'est fait quelque agitation en Irlande à ce sujet. S'il trouve quelque chose qui vaille la peine d'une communication il l'enverra. Page 693

Incluses. Minutes du comité de la Compagnie d'Ottawa. Ce qui s'est passé au sujet de la fusion avec l'Association coloniale Nord-Américaine d'Irlande et correspondance. 693

janvier,
ésorerie.
Stewart à Hay. La papeterie fournie au gouvernement colonial valait £111. 17. 2, somme dont les lords du Trésor ont demandé le remboursement, car ils se sont engagés à la faire payer au cortrôleur de la papeterie. 205

janvier,
ndres.
Campbell au même. Il y deux missionnaires du nom de Robertson employés par la société, l'un à Bridgetown, N.-E., et l'autre à Stanbridge, Bas-Canada ; il a été reçu du premier une lettre portant la date du 11 décembre, et du dernier une lettre datée le 5 novembre. Espère que ni l'un ni l'autre des deux n'est l'individu qui s'est conduit d'une façon aussi infâme à Liverpool. 762

janvier,
ndres.
Le même au même. A reçu lettre en contenant une de Leeds, missionnaire à Coteau-du-Lac, qui demande à prendre sa retraite avec une pension de £100 par année. Une lettre de même nature a été reçue par la Société pour la propagation de l'Evangile ; la société va communiquer avec l'évêque de Québec, qui sera prié de donner son avis sur le sujet. 764

janvier,
ésorerie.
Stewart au même. La somme de £31,000 ayant été payée à même la caisse militaire par ordre d'Aylmer en raison d'une dépêche reçue du ministère des Colonies, les lords du Trésor demandent qu'une copie de la dépêche soit fournie. 209

février,
ublin.
Code des règlements.

février,
ublin.
Formule de requête. Ces deux pièces incluses dans Henchy à Hay, 2 mars 1835.

février,
ondres.
Gould à Hay. S'est présenté pour le voir, mais il était absent. La clique attend évidemment pour frapper un coup inattendu. Elle a publié des annonces avertissant les émigrants que la Compagnie Britannique-Américaine des Terres n'a pas de titre aux terres, voulant sans aucun doute dire par là que la Chambre d'Assemblée annulera la convention. La compagnie aura besoin de toute l'aide possible pour faire des opérations. Il a de fortes raisons pour penser qu'un émissaire secret est allé aux Etats-Unis au nom de la clique, et que cet émissaire est Chapman, ancien rédacteur de l'*Avertiser* de Montréal, et aujourd'hui le bras droit de Papineau ; il a été patronisé par Paulet Thompson et a écrit sur le libre-échange en céréales. Son compagnon était le Dr Nelson, un Canadien radical. 375

février,
ondres.
Reid à Hay. Demande, au nom de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres, une entrevue avec Aberdeen. 666

février,
mirauté.
Barrow au même. Ne peut savoir qui agit pour Kerr. Les lords de l'Amirauté feront une nomination sans avoir reçu une communication d'Aberdeen. 9

février,
ondres.
Reid au même. Envóie note des questions qui seront soumises à Aberdeen par la députation de la Compagnie Britannique-Américaine. 667

Incluses. Questions devant être soumises à Aberdeen. 668

Extrait d'une dépêche des commissaires de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres à Reid. Fait rapport que l'étendue non arpentée des terres dans le comté de Sherbrooke sera moindre que la quantité estimée dans le contrat. L'importance pour la compagnie d'avoir toute la propriété à laquelle elle a droit, car la connaissance de cette propriété

1835.

et la relation des différentes parties doivent servir à déterminer le améliorations proposées. Le nombre d'acres qui doivent être vendues à la compagnie par le contrat intervenu. Les erreurs sur les plans annexés au contrat. Calculs de la quantité réelle des terres. Erreurs dans les limites indiquées par le plan et nouveaux calculs. Page 67

10 février, Londres. Ravenshaw à Hay. Le temps presse; si le projet d'Ottawa doit être sanctionné, il faut qu'il soit arrêté bientôt. Il va aller le consulter (Hay). 70

12 février, Dublin. Compte courant.

13 février, Dublin. Résolutions adoptées par l'Association de colonisation Nord-Américaine. Ces deux pièces incluses dans circulaire de Frew du 31 mars 1835.

13 février, Ministère de la Guerre. Sulivan à Hay. Demande un état des appointements et émoluments annuels du capitaine Elliott, arbitre sur le canal Rideau, qui a pétitionné pour recevoir sa demi-solde avec revenu civil. 32

14 février, Dublin. Prospectus de l'Association coloniale Nord-Américaine. Incluse dans Honchy à Hay, 2 mars 1835.

19 février, Trésorerie. Stewart à Hay. Relativement à la dépêche d'Aberdeen à Aylmer à l'effet d'autoriser le paiement de £31,000 à même la caisse militaire, il ne paraît pas que sanction préalable ait été accordée par les lords du Trésor. A cause des inconvénients qui pourraient en résulter, les lords du Trésor demandant qu'aucune autre avance ne soit autorisée. 21

20 février, Amirauté. Barrow à Hay. La durée moyenne de la traversée à Québec peut être de 7 à 8 semaines, et comme les premiers navires marchands quittent la Tamise au commencement de mars, ils ne rencontrent pas de glaces dans le Saint-Laurent. 1

20 février, Londres. Ravenshaw au même. Comprend que Colborne est favorable à la proposition de coloniser le pays entre l'Ottawa et le lac Huron. Il fait plaisir de constater qu'Aberdeen est pénétré de l'importance de former une compagnie dans ce but. Regrette que Sa Seigneurie, avant d'entamer des négociations, soit portée à s'adresser au Canada pour de nouveaux renseignements. L'opinion favorable qui existe au Canada au sujet de la compagnie. Envoie un imprimé d'observations sur un projet de même nature préjudiciable aux intérêts du Canada. Le désappointement pour les populations d'Irlande, qui attendaient depuis longtemps du soulagement à cette source. 70

Incluses. Observations comparatives sur deux communications avec le lac Huron, l'une dans la direction de l'Ottawa à Montréal, l'autre par le lac Simcoe, les lacs peu profonds et la rivière Trent jusqu'au lac Ontario. Les avantages de la route par le lac Huron. 70

21 février, Londres. Gould à Hay. Chapman et Nelson ont apporté de l'assemblée de la clique un mémoire qui a été donné à Roebuck. L'attaque projetée contre la Compagnie Britannique-Américaine des Terres. Nul doute que le mémoire est en la même situation dans la Chambre des Communes que la pétition nombreusement signée qu'il (Gould) a entre ses mains. L'histoire de la carrière de Chapman, qui a de nouveau quitté le Canada dans les dettes et qui, après avoir été secrétaire de la convention, s'en vient comme délégué de Roebuck et Hume. A jugé bon de faire connaître au ministère des Colonies la valeur morale de ce charlatan spécieux. 378

23 février, Dublin. Coghill à Aberdeen. Une députation de l'Association coloniale Nord-Américaine a l'intention d'être à Londres vers le 2 de mars. Quand peut-elle avoir une entrevue? 476

26 février, Londres. Gillespie à Hay. Envoie, pour être communiqués à Aberdeen, des extraits d'une lettre de son ami à Montréal. S'il est trouvé importun, il n'en enverra pas davantage; mais si ces extraits ont quelque valeur, il continuera d'en fournir. 380

26 février, Londres. Le même à Aberdeen. Envoie extrait d'une lettre, reçue de Montréal, sur l'état des affaires publiques, spécialement sur la pétition

1835.

récemment signée par les membres de l'Assemblée contre la Compagnie des Terres. Les faits et gestes du parti séditieux confirment ses intentions de renverser le gouvernement colonial, d'unir la province aux Etats-Unis, ou de déclarer son indépendance si elle est aidée par la France—ce qui pourrait être prévenu si le parlement avait le temps de se renseigner sur les manœuvres du parti. Page 381

Inclus. Extrait d'une lettre datée Montréal 25 janvier 1835. Exposé de la situation politique du Bas-Canada. 382

27 février, Londres. Gould à Gladstone. Ses associés pensent qu'il vaudrait mieux remettre à plus tard la présentation de la pétition, vu l'état d'excitation dans lequel se trouve la Chambre des Communes. L'existence d'une pétition signée par 12,000 personnes contre les 92 résolutions pourrait être mentionnée quand Roebuck présentera sa pétition. 387

28 février, Québec. Extrait d'une lettre datée comme en marge. Incluse dans Gillespie à Aberdeen, 6 avril 1835.

28 février, Québec. Résolution de la Chambre d'Assemblée à l'effet que si le bill adopté par la Chambre ne devient pas loi, Roebuck soit prié, en sa qualité d'agent de l'Assemblée, de représenter les intérêts et les sentiments des habitants de la province. 37

— février, Dublin. Requête des directeurs de l'Association Coloniale Nord-Américaine. Incluse dans Henchy à Hay, 2 mars 1835.

2 mars, Londres. Henchy à Hay. Coghill et le reste de la députation sont attendus dans le cours de la journée, et dès leur arrivée ils mettront la lettre de Hay devant le Conseil. Envoie pétition sans attendre les signatures des messieurs qui ne sont pas encore arrivés. Regrette d'être obligé d'envoyer la pétition dans un état aussi sali.

Inclus. Pétition des directeurs de l'Association coloniale Nord-Américaine, exposant ses vues; dans le cas où ces dernières seraient approuvées, espèrent que des mesnres immédiates seront prises pour commencer les opérations dans le cours de la présente saison. 479

Prospectus de l'association. 491

Code de règlements. 502

Formule de demande d'actions. 511

Autre prospectus, avec plan d'établissement et autres renseignements. 544

Autre formule de demande. 568

10 mars, Londres. Lettre sur la question canadienne adressée au *Morning Advertiser*. Traite la question des griefs et critique très longuement l'adresse de Papineau. 395

10 mars, Londres. Résolutions des messieurs qui proposent d'établir une compagnie de terres, pour être transmises à la disposition de l'Association irlandaise. Les résolutions étaient à l'effet que le contrôle absolu devait appartenir au conseil de Londres, que la compagnie ne prendrait aucune charge, mais que ses agents devaient recevoir instruction de voir aux travaux publics pour l'emploi de journaliers; trois messieurs attachés à l'Irlande devaient être admis membres de la compagnie de Londres, et les dépenses de l'Association Irlandaise ne devaient pas excéder £200. 723

11 mars, Artillerie. Byham à Hay. Transmet une circulaire que le conseil de l'Artillerie désire voir distribuée à tous les gouverneurs de colonies. 190

Incluse. Circulaire concernant les défenses. 192

12 mars, Londres, Article publié dans le *Morning Advertiser* sur la question canadienne. Observations sur la lettre traitant la même question et publiée par l'*Advertiser* le 10 mars. 408

12 mars, Londres. Coghill à Hay. Ainsi que suggéré, les délégués irlandais ont eu une entrevue avec ceux des messieurs de Londres, et ensemble ils ont demandé une grande étendue de terres entre la rivière Ottawa et le lac Huron. Leurs plans sont si différents de ceux des messieurs de Londres qu'ils ne peuvent s'unir, et ils ont résolu de marcher seuls. Leur prospectus fait voir que le plan est de soulager les misères du pauvre, et

1835.

différe du plan de Glasgow de 1821 et 1822, en ce qu'ils ne demandent pas le terrain gratis. Les messieurs de Londres sont comme les autres compagnies foncières, qui ne reçoivent que ceux seulement qui peuvent acheter des terrains d'elles. Envoie lettre pour être communiquée à Aberdeen. Page 512

Inclus. Coghill à Aberdeen. Lettre officielle semblable en substance à la lettre adressée à Hay et portant la même date. 514

13 mars, Trésorerie. Stewart à Hay. Les lords du Trésor approuvent la communication faite par Aberdeen à Aylmer au sujet de la rente payée par Caldwell pour Lauzon. 211

13 mars, India House. Ravenshaw au même (confidentielle). Envoie copie de son ultimatum à la députation d'Irlande. A idée qu'elle s'y rendra. 721

13 mars, Londres. ———au même. A remis entre les mains de la députation irlandaise, mercredi, l'ultimatum de la Compagnie de Londres. N'a pas raison d'espérer qu'elle s'y rendra. Espère qu'Aberdeen lui donnera une autre entrevue. 722

16 mars, Québec. Extrait d'une lettre datée comme en marge. Incluse dans Gillepsie à Glenelg, 9 mai 1835.

16 mars, Gardes à cheval. Fitz Roy Somerset à Hay. Transmet pétition de James McClelland, invalide externe de la milice de North-Mayo, récemment émigré au Canada, où il a trouvé que les concessions de terres étaient discontinuées. Il demande que son cas soit pris en considération: 23 ans de service. 108

Incluse. Pétition. 109

16 mars, Londres. Gillepsie à Gladstone. Demande que, avant que le bill à l'effet de modifier la réglementation des navires qui transportent des émigrants dans les provinces de l'Amérique Britannique du Nord ne soit déposé à la Chambre des Communes, la nature des propositions soit communiquée au comité de l'Association coloniale Nord-Américaine. 421

18 mars, Londres. Le même à Aberdeen. Demande une entrevue au nom de l'Association coloniale Nord-Américaine, pour présenter une pétition au sujet de la cour de vice-amirauté de Québec. Sera content de recevoir des renseignements sur les modifications qui pourraient être faites à la loi concernant ce tribunal- 388

18 mars, Londres. Le même à Gladstone. Renouvelle la demande qu'il retarde de déposer le bill ayant pour effet de réglementer les navires à passagers jusqu'à ce qu'il y ait une occasion d'examiner les suggestions de la Société des Armateurs et de l'Association coloniale Nord-Américaine. 422

20 mars. Trésorerie. Brande à Hay. A reçu dépêche concernant les phares dans l'Amérique du Nord. Les documents sont devant la maison de la Trinité et l'Artillerie pour un rapport. L'allocation à l'Ile de Sable sera renouvelée pour deux ans, faisant £1,200 en tout. 212

20 mars, Amirauté. Dawson à Gladstone. Suivant instructions reçues, les lords de l'Amirauté vont préparer un navire de guerre pour aller à Québec avec lord Canterbury. Désirent connaître le nombre de sa suite. 11

23 mars, Londres. Gould à Hay. Fait rapport que Ripon va présenter la pétition de Beauharnois, celle signée par le plus petit nombre, mais n'en prendra pas connaissance avant que G. F. Young ait présenté la sienne. La grande pétition de Montréal, signée par 11,171 personnes, parmi lesquelles près de 1,000 noms français, a été laissée au bureau d'audition pour Aberdeen. Rappelle à Hay la grave maladie du juge en chef Sewell. La situation est importante, et il est à espérer qu'un jeune avocat sans cause et presque imberbe y sera appelé, comme dans le cas de Carter envoyé à Halifax. Le ci-devant procureur général James Stewart mérite bien la nomination. 424

23 mars, Londres. Bentham à Hay. Annonce le décès de D. Douglas, qui est tombé dans une fosse creusée pour capturer des bœufs. 765

1835.

25 mars, Gardes à cheval. Fitzroy Somerset au même. Déjà tout a été fait dans la voie des réductions en la Nouvelle-Ecosse. Les deux nominations à l'état-major en Canada devraient être maintenues. Page 111

27 mars. Minutes du Trésor au sujet du département des Sauvages. 253

28 mars, Londres. Coghill à Aberdeen. La répugnance de la députation à faire rapport à l'Association du mauvais vouloir du gouvernement pour le moment d'accepter la proposition d'acheter des terres dans le Haut-Canada pour y établir des émigrants, et lui a donné instruction d'appeler encore une fois l'attention de Sa Seigneurie sur cet important sujet. Comme il y a des objections à concéder des terres dans le Haut-Canada, demande qu'une concession soit faite dans le Nouveau-Brunswick. Dit quels sont les objets de l'Association. 516

Inclus. Résumé des objets et plans de l'Association coloniale Nord-Américaine. 520

30 mars, Londres. Gould à Gladstone. Remarque que Roebuck doit proposer, jeudi, d'annuler l'Acte de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres et de changer la tenure des terres dans le Bas-Canada, la tenure seigneuriale étant regardée comme une injustice. Les avantages conférés par la Compagnie Britannique-Américaine des Terres, qui avait été formée à la demande urgente de la population britannique. 429

31 mars, Trésorerie. Stewart à Hay. Au sujet des présents destinés aux sauvages en 1833, le parlement n'a voté que juste assez pour leur permettre d'envoyer la moitié de la réquisition. Les accumulations provenant des années précédentes ont permis de faire les présents, et ceux qu'on y a ajoutés ont couté seulement £1,669, 7, 6. Une réquisition a été reçue pour 1835, et des ordres ont été donnés pour le distribution des présents demandés. 214

31 mars, Dublin. Circulaire par Frew, secrétaire de l'Association de colonisation Nord-Américaine, défendant les directeurs contre l'accusation de retenir de force les fonds. Le désir des actionnaires de dissoudre l'association en justice pour les actionnaires. 569

Inclus. Résolutions adoptées par les directeurs le 13 février 1835. 572

Compte courant des directeurs avec les actionnaires. 577

– mars, Londres. Pétition de marchands et autres intéressés dans le commerce de l'Amérique Britannique du Nord demandant une modification des règlements de la cour de vice-amirauté. 426

(?) mars. Lettre dans la *Gazette* de Montréal; critique des hommes qui font de l'agitation pour un changement. 414

(?) mars, Londres. Gould à Aberdeen. Transmet copie d'une résolution des loyaux habitants du Bas-Canada qui était en cours de signature à Québec, avec copie d'une lettre qui l'accompagne. Des associations constitutionnelles ont été formées dans toute la province, les loyaux habitants ayant été entraînés à prendre ce moyen de faire connaître leurs griefs. Il y a peu de doute que plusieurs pétitions arriveront d'ici à quinze jours, et on espère que des moyens seront pris pour les rendre publiques. Toute la partie intelligente de la population répudie tout désir d'un changement dans la constitution, et demande seulement d'être débarrassée d'une législature composée de bigoterie, d'ignorance et d'intolérance. 390

Inclus. Extrait d'une lettre datée Québec 7 février 1835. Envoyé copie d'une résolution dont l'original sera transmis quand il aura été signé. Espère que Gould attirera l'attention sur cette pétition ainsi que sur celle publiée dans l'*Ami du Peuple.* Les fausses représentations de cette dernière, sur lesquelles jugement devra être suspendu jusqu'à ce qu'elles puissent être exposées. Il est difficile de conseiller ce qu'il y a de mieux à faire, maintenant que le gouvernement impérial a donné les revenus permanents de la Couronne. 392

2 avril, Glasgow. Stewart à Ravenshaw. Incluse dans Ravenshaw à Grant, 30 avril 1835.

1835.
2 avril,
Londres.
Ravenshaw à Aberdeen. Envoie copie d'une lettre de Shirreff, l'un de ceux qui l'ont induit à former une compagnie pour la colonisation des terres sur l'Ottawa. Le désappointement que le retard du gouvernement cause à tous ceux qui ont pris intérêt au sujet. Page 725

Inclus. Shirreff à Ravenshaw. Un long exposé sur le sujet de la colonisation de l'Ottawa. 727

3 avril,
Trésorerie.
Stewart à Hay. Envoie documents concernant le département des Sauvages dans les Canadas. 216

6 avril,
Amirauté.
Dawson au même. Le *Pique* a été préposé pour le transport de Gosford et de sa suite à Québec. 12

6 avril,
Artillerie.
Byham au même. Envoie relevé des péages reçus sur le canal Rideau pendant l'année terrminée le 31 décembre 1834, lesquels s'élèvent à £2,830.16. 199

Inclus. Compte de péages. 200

6 avril,
Londres.
Gillespie à Aberdeen. Envoie extrait d'une lettre reçue de Québec, et demande protection pour la population anglaise. Les personnes mal vues par des membres de la Chambre d'Assemblée n'osent pas sortir le soir ni même le jour en certains endroits. 433

Inclus. Extrait concernant l'ouverture de la législature ; le choix de Papineau comme Orateur de l'Assemblée a été confirmé. Anxiété à l'occasion des instructions qui seront envoyées par le nouveau ministère ; les torts causés par la timidité et la vacillation du ministère des Colonies. Si le gouvernement ne se montre pas ferme, une collision ne peut être longtemps retardée. Ordre par l'Assemblée de produire les papiers servis à l'adjudant général sans l'intervention du commandant en chef, et maintenant l'Orateur a décerné son mandat d'amener le receveur des douanes à la barre de la Chambre parce qu'il a refusé de fournir des relevés sans l'autorisation du gouverneur en chef. Il va sans doute être mis en état d'arrestation. 434

7 avril,
Gardes à cheval.
Hill à Aberdeen. A reçu lettre et journal, ce dernier contenant correspondance échangée entre Aylmer et Stuart, ci-devant procureur général. Injonction la plus formelle envoyée à Aylmer de s'abstenir de tenir compte de tout appel d'une nature hostile venant de Stuart. 112

7 avril,
Londres.
Gould à Gladstone. Hale, un parent de lord Amherst, est un homme très honnête, mais bien qu'il soit supposé favoriser la clique, on a fréquemment envoyé examiner l'échiquier public, et toujours vérifier les comptes en ces occasions. Brougham, dans son discours, doit avoir oublié que Caldwell, ci-devant receveur général, le touchait de près par alliance. Dans l'article de fond du *Herald* on trouvera la cause du zèle de Roebuck. 437

8 avril,
Trésorerie.
Freemantle à Hay. Lettres de change tirées par Amherst qu'Aberdeen demande d'être honorées doivent être traitées de la même manière que celles qui se rattachent à d'autres missions étrangères. 257

8 avril,
Londres.
Ravenshaw à Aberdeen. La détermination du gouvernement de ne pas établir d'autres compagnies de terres. Les conséquences du retard fâcheuses pour le pays, pour la colonie et pour les capitalistes. 742

13 avril,
Amirauté.
Barrow à Hay. Désire connaître le rang de celui qui s'en va avec Gosford en qualité de commis, afin que l'on puisse déterminer à quel mess il doit être placé. 13

13 avril,
Amirauté.
Dawson au même. Les lords de l'Amirauté ont nommé Amherst capitaine général et gouverneur en chef des Canadas, et celui qui remplit les fonctions de cet office vice-amiral. 14

18 avril,
Montréal.
Extrait d'une lettre datée comme en marge. Inclus dans Gould à Glenelg, 16 juin 1835.

20 avril,
Gardes à cheval.
Fitzroy Somerset à Hay. Transmet pétition de John Lowrie, ci-devant sergent de compagnie au 1er Dragons de la Garde, demandant une concession de terrains en Canada, ayant servi 26 ans dans l'armée. 113

Incluse. Pétition de John Lowrie. 114

1835.
20 avril, Londres. Reid à Hay. Il n'a pas été donné avis du contrat passé avec le secrétaire colonial à l'effet que la Compagnie Britannique-Américaine des Terres ne devait pas payer la moitié des améliorations, et les commissaires ont tiré sur la somme et l'ont payée. Demande que le receveur général reçoive instruction de la rembourser. Page 682

21 avril, Londres. Church au même. Envoie au commissaire le compte de papeterie, dont il demande le paiement. 766

Inclus. Compte de petites founitures. 767

Compte de papeterie. 768

29 avril, Londres. Baillie à Hay. Fait rapport des mesures qu'il a prises pour le passage du chef sauvage et de ses compagnons. Demande que des arrangements soient pris pour le paiement du passage. 30

Inclus. Carter et Bonus envoient des listes d'approvisionnements, etc., en réponse à demande de renseignement pour les sauvages. Suggèrent un mode différent de celui qui est ordinairement suivi, et offrent de le préparer. 33

Echelle A d'approvisionnement pour les passagers d'entrepont à destination de l'Amérique du Nord. 35

Echelle B d'approvisionnement pour les passagers d'entrepont à destination de New-York. 36

30 avril, Boston. Moore à Gay. Incluse dans Gay à Freeling, 9 juin 1835.

30 avril, Londres. Ravenshaw à Grant. Demande une audience pour présenter un mémoire de marchands et autres du Haut-Canada se plaignant du retard apporté à la sanction d'un projet élaboré pour améliorer la navigation et coloniser la province. Le mémoire le mettra probablement au fait du projet auquel il a pris une part éminente depuis deux ans. 747

Inclus. Mémoire sur l'Association d'Ottawa proposée. 748

Stewart à Ravenshaw. Envoie requête pour être présentée à Aberdeen. Les signataires sont des hommes de première condition, et tous désirent la formation de sa compagnie; espère qu'elle pourra commencer ses opérations à la saison prochaine. 754

Requêtes de marchands de Bytown et autres intéressés dans le commerce de l'Ottawa; copies des signatures sont annexées. 775

— avril, Downing Street. Lettre non signée à Ravershaw. Il fait erreur en pensant que l'établissement de compagnies de terres est seulement différé. On n'a pas l'intention d'établir des compagnies de terres. 746

4 mai, Downing Street. Lettre non signée à l'Artillerie concernant circulaire de mars relative aux défenses. 194

6 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet, par ordre des lords du Trésor, requête des commissaires des douanes de Québec. A-t-il été reçu quelque rapport? Désire savoir si des instructions spécifiques doivent être données. Renvoyer les papiers. 260

7 mai, Ministère de la Guerre. Sulivan au même. On demande relevé des honoraires reçus par le lieut.-colonel Craig en qualité de secrétaire civil en 1832, 1833 et 1834. 323

8 mai, Amirauté. Wood au même. Transmet requête de Kerr, ci-devant juge de la cour de vice-amirauté, demandant une allocation de retraite. 15

Inclus. Extrait de la retraite de Kerr. 16

8 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Suivant recommandation, les lords du Trésor ont demandé à l'Artillerie de fournir les présents pour le chef sauvage et ses compagnons, et ont autorisé l'émission de £200 pour payer le passage de ces sauvages à New-York. 261

9 mai, Québec. Extrait d'une lettre datée comme en marge. Inclus dans Gould à Glenelg, 13 juillet 1835.

9 mai, Londres. Gillespie à Glenelg. Envoie extrait d'une lettre écrite par un correspondant en Canada sur la question des contingents de l'Assemblée. La

1835. population britannique doit être protégée dans la personne et la propriété, sans quoi il sera plus difficile de traiter avec elle qu'avec les habitants de descendance française qui ont reçu concessions sur concessions et ont fini par demander que le gouvernement réside dans une seule branche de la législature, la Chambre d'Assemblée, dans laquelle l'élément anglo-canadien n'est pas représenté. Le Conseil législatif est la seule branche en laquelle la population anglaise a quelque confiance, et s'il devient électif elle ne s'y soumettra pas. La partie anglaise de la population a plus de raison de se plaindre que les Canadiens français, bien que ces derniers aient quelques sujets de griefs. Page 439

Inclus. Extrait d'une lettre datée Québec, 16 mars 1835. La dispersion de l'Assemblée en recevant le message d'Aylmer relatif aux £18,000. Doute que la pénible situation des fonctionnaires aurait été améliorée si l'Assemblée avait reçu la somme. Spring Rice devra recevoir l'autorisation du parlement pour remplacer l'avance. S'il était allé à la Chambre tout d'abord, il n'aurait pas ajouté de la force aux prétentions extravagantes de l'Assemblée. Ce que Aylmer aurait dû omettre et ce qu'il aurait dû dire dans son message concernant les £18,000. Entre dans des détails sur l'origine du débat au sujet des contingents. La somme décennale moyenne de ces contingents, de 1793 à 1832. Comment le déficit s'est produit. Autres détails et très longue critique du message du gouverneur. 441

9 mai, Londres. Gould à Grenelg. A des avis de Montréal allant jusqu'au 3 avril. Ne sait pas si MM. Neilson et Walker sont arrivés. Neilson est parti de Québec le 3. 453

11 mai, Artillerie, Byham à Stewart. Incluse dans Stewart à Hay, 14 mars 1835.

12 mai, Ministère de la Guerre. Sulivan à Grey. Envoie copie d'une lettre du lieut.-colonel McDougall, du 79e d'infanterie, au sujet de deux pensionnaires commués au Canada qui, par suite de blessures reçues au service, sont incapables de travailler. On ne peut rien faire pour eux au ministère de la Guerre, mais il suggère que Glenelg écrive en leur nom au gouverneur de faire ce qu'il pourra pour eux. 326

Inclus. Renseignements concernant les soldats Richard Power et Robert Hudgson, pensionnaires commués.

13 mai, Amirauté. Wood à Grey. Les lords de l'Amirauté considèrent que la question d'une pension à Kerr relève entièrement du secrétaire colonial, mais les services de Kerr ne lui donnent pas droit à une pension. 17

13 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet lettre du solliciteur du Trésor et ordonnance du conseil renvoyant l'appel de DesRivières contre l'Institution Royale au sujet de la somme de £10,000; instruction devrait être envoyée au gouverneur du Bas-Canada de percevoir les sommes de £130.-12.7 et de £11.1.4 des personnes individuellement responsables. 263

Inclus. Boucher, solliciteur du Trésor, à Stewart. Fait rapport de la décision dans la cause en appel de DesRivières *vs* l'Institution Royale, avec la répartition des frais. 264

13 mai, Trésorerie. Baring à Hay. A reçu des lords du Trésor instruction d'adresser une communication spéciale au sujet de l'avance faite par ordre d'Aberdeen à même la caisse militaire pour des fins civiles. Le Trésor doit exercer un contrôle direct et incessant sur les dépenses soit intérieures ou coloniales. Il est permis de supposer que le maintien de cette autorité nécessaire donne lieu à correspondance; autrement, un précédent très dangereux pourrait être créé. Donne l'histoire de la cause pour montrer que ceci a été fait, bien que l'on ait dit qu'il n'en existait pas de pièce officielle au ministère des Colonies. 266

14 mai, Londres. Haig à la Compagnie des Marchands. Incluse dans Maule à Hay, 8 juillet 1835.

1835.

14 mai, Trésorerie. — Stewart à Hay. Envoie lettre de l'Artillerie à l'effet que des ordres ont été donnés de préparer lés présents devant être distribués aux sauvages. Page 269

Inclus. Byham à Stewart. Le conseil de l'Artillerie a reçu lettre du 9 mai, et ordonné que les présents soient préparés pour les sauvages. 370

15 mai, Montréal. — Extrait d'une lettre datée comme en marge. Incluse dans Gould à Glenelg, 16 juin 1835.

15 mai, Londres. — Adresse de la Chambre des Communes pour copie d'une dépêche de Spring Rice à Aylmer l'autorisant à payer les fonctionnaires du Canada à même les deniers qui n'ont pas été votés à cette fin par la législature du Canada. 3

15 mai, Londres. — Carter à Glenelg. Suivant la demande des signataires de la pétition placée entre les mains de Sa Seigneurie par Walker et Neilson, Walter Gillespie, fils, a été nommé pour coopérer avec eux. 454

18 mai, Sydney, C.-B. — Receveur et contrôleur des douanes à Manner.

18 mai, Pictou. — Voonan, receveur des douanes, à Manners. Les deux lettres incluses dans Strangways à Hay, 5 décembre 1835.

20 mai, Londres. — Roebuck à Glenelg. Il a été nommé agent de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada; demande une entrevue. 32

23 mai, Trésorerie. — Barring à Gray. Jessop, receveur des douanes à Québec, ayant été remis en liberté par la prorogation de la législature, a repris ses fonctions. Les lords du Trésor désirent avoir l'opinion de Glenelg sur les directions qu'ils doivent donner aux fonctionnaires sous leur contrôle; ils n'ont pas d'objection à ce que la législature de Québec reçoive les renseignements qu'elle demande au sujet du revenu perçu dans le port. 271

26 mai, Amirauté. — Barrow au même. Les lords de l'amirauté ont reçu lettre concernant les honoraires exigibles dans la cour de vice-amirauté à Québec. 18

Incluse. Opinion d'avocat sur l'effet du bill actuellement devant le parlement. 19

27 mai, Artillerie. — Byham à Hay. Les instructions ordonnant de transférer les bâtisses et magasins de la marine maintenant en la possession de l'amirauté ne devaient-elles pas être limités aux postes où il existe des établissements de l'artillerie ? 201

5 juin. — Roebuck à Glenelg. Envoie un rapport, aussi fidèle que sa mémoire le lui permet, de ce qu'il à dit à leur réunion. 38

6 juin, Dublin. — Coghill à Glenelg. A appris que le gouvernement refuse, à la surprise et au désappointement des directeurs, d'accorder une charte de constitution à l'Association coloniale Nord-Américaine. Les peines qu'ils se sont données pour perfectionner un plan d'émigration qui, l'espéraient-ils avec confiance, aurait l'appui du gouvernement. Comment l'émigration a été conduite jusqu'ici. L'association pourrait remédier aux maux qui ont résulté de cette direction, et demande à Sa Seigneurie de donner sa sérieuse attention au sujet. 522

9 juin, Falmouth. — Gay à Freeling. Une boîte adressée à Hay a été envoyée à l'entrepôt de douane, Londres, où elle arrivera dans huit jours environ. 770

Inclus. T. W. Moore à Gay. Envoie boîte adressée à Hay pour être transmise et sa réception accusée. 771

11 juin, Londres. — Bentham, secrétaire de la Société d'Horticulture de Londres à Hay. Trois caisses contenant des objets laissés par D. Douglas sont arrivées; John Douglas, son frère, doit y voir et ouvrir les caisses. Est bon de l'en informer, dans le cas où il désirerait envoyer quelqu'un y assister. 772

15 juin, Amirauté. — Barrow au même. Gosford, comme gouverneur, etc., des Canadas et des provinces maritimes, nommé vice-amiral des mêmes. 21

15 juin, Londres. — Liste d'articles reçus de la Société d'Horticulture. 773

1835.
16 juin, Londres. Gould à Glenelg. Envoie d'une lettre, datée 15 mai, reçue de Montréal. Page 455

Inclus. Extrait d'une lettre datée Montréal 18 mai 1835. Il serait prématuré de critiquer la politique d'instituer une commission, mais le peuple serait agréablement désappointé si elle produisait le bien qu'on en attend. La lutte se fait entre ceux qui désirent briser le lien unissant le Canada à l'Empire et ceux qui sont déterminés à le maintenir ; en sorte qu'on ne peut en attendre un avantage pratique. 458

Extrait d'une lettre datée Montréal 15 mai 1835. Conjectures sur la ligne de conduite qui sera suivie par Stuart, ci-devant procureur général, après le départ d'Aylmer et la réception qui sera faite à Amherst par la clique. Rien qu'une république française ou la plus grande apparence d'autorité ne pourra satisfaire les quelques égoïstes turbulents qui se donnent le nom de "la nation canadienne". Il ne faudra pas tenir compte de cette poignée d'hommes quand on rendra justice à la province. Le danger d'admettre la clique dans le Conseil législatif; ce serait comme le renard qui y mettrait le nez. Viger et Morin ont donné à Spring Rice une liste de ceux qui doivent être placés au Conseil ; ce sont les hommes les plus violents et les plus inconsidérés de la province. Neilson et Walker, actuellement à Londres, peuvent donner tous les renseignements nécessaires. Comme Viger et Morin ont l'oreille de la Chambre des Communes, ne voit pas le bien qu'une commission peut faire. Un gouverneur de jugement sain, un homme d'Etat plutôt qu'un avocat, un homme de décision plutôt qu'un parleur, est ce qu'il faut. Arrivée de navires et le mouvement commence ; agitation au sujet des impôts sur le bois de construction. Les demandes des chefs de la clique. 458

19 juin, Londres. Roebuck à Glenelg. Regrette qu'il (Glenelg) n'ait pas fait connaître ses objections pendant qu'ils conversaient, car il y aurait répondu de suite. Représente les idées de l'Assemblée, "qu'il a été autorisé à faire ". Le rapport que la pétition de l'Assemblée a avec la commission des griefs. Comment la commission sera reçue. Situation des partis au Canada. Se plaint de ce que l'on prête l'oreille à des agents particuliers qui ne sont pas accrédités, tandis qu'il (Roebuck) est mis de côté sur un point de forme. Les agents particuliers pourront dire et faire ce qu'ils voudront, mais la Chambre d'Assemblée est empêchée de donner toute discrétion à son agent et l'emploie comme simple intermédiaire de communication. Ceci ne conciliera pas le peuple déjà excité. 39

Inclus. Note de la déclaration faite par Roebuck à Glenelg. 47

Pétition des membres de l'Assemblée, avec observations explicatives. 59

Observations explicatives 71

(La pétition et les observations sont d'une longueur telle qu'on ne peut en donner un sommaire convenable.)

19 juin, Dublin. Hamilton à Glenelg. Rend compte de l'origine de l'Association coloniale Nord-Américaine, et inclus documents pour en faire connaître le but. Entre dans des détails minutieux. 525

Incluse. Requête concernant la colonisation des terres sur l'Ottawa, avec proposition de la formation de plans pour mettre à effet le but des promoteurs. 533

21 juin, Limerick. Edward Sabine à Hay. Il sera heureux de recevoir les papiers de Douglas. A appris qu'il y a, à la Société d'Horticulture, un paquet de papier qu'il demande d'envoyer. 776

22 juin, Amirauté. Wood au même. Ordre a été donné de préparer le *Pique* pour transporter à Québec Gosford, Grey et Gipps, partant en mission spéciale dans le Bas-Canada. 22

22 juin, Amirauté. Le même au même. Désire avoir une liste des personnes qui doivent accompagner les commissaires à Québec. 24

1835.

23 juin, Trésorerie. Stewart à Grey. Transmet copie du rapport de Rothery sur le tableau des honoraires de la cour de vice-amirauté, Québec. Leurs Seigneuries désirent avoir l'opinion de Glenelg. Page 273

Inclus. Rapport de Rotheray sur le rapport des honoraires de la cour de vice-amirauté, Québec. 274

25 juin, Londres. John Sabine à Hay. Envoie un paquet de papiers adressé par Douglas aux soins de son frère. S'attend à ce que parmi ces papiers on trouve le testament de Douglas; il est important que ce testament voie le jour, car il y a des propriétés. 777

26 juin. Lettre non marquée à Wood. Il est jugé à propos que le bâtiment qui transportera Gosford à Québec ramène Aylmer. 26

29 juin, Amirauté. Wood à Grey. Conformément à la lettre écrite selon le désir de Glenelg, portant que le *Pique* doit ramener Aylmer après avoir transporté les commissaires à Québec, des ordres ont été donnés à cet effet. 25

30 juin, Limerick. Edward Sabine à Mayer. Reçu boîte contenant livres et papiers de feu David Douglas, avec observations. Frais de transport non payés, quoiqu'ils soient marqués acquittés. Payé la somme demandée suivant reçu.

— juin. Mayer à Edward Sabine. Envoie une boîte contenant les livres et papiers de feu M. Douglass, et un paquet de papier brun à lui (Sabine) adressé. 774

Incluse. Liste des livres. 775

— juin, Downing Street. Lettre non signée au lord président du Conseil. Envoie commission et instructions proposées pour Gosford, pour être soumises au roi en conseil. 135

4 juillet, Edimbourg. Mémoire de la Compagnie des Marchands.

4 juillet, Edimbourg. Lauder à Russell. Ces deux pièces incluses dans Maule à Hay, 8 juillet 1835.

6 juillet, Leith. Mémoire de la Compagnie des Marchands de Leith. Inclus dans Maule à Hay, 9 juillet 1835.

7 juillet. Trésorerie. Stewart à Grey. Les lords du Trésor approuvent la recommandation concernant le paiement des dépenses de Gosford et des autres membres de la commission. La pleine proportion des £2,000 à chacun des deux commissaires et de £1,000 au secrétaire ne prendra effet que du jour de leur arrivée à Québec ; mais comme ils ne reçoivent pas de frais de départ, Leurs Seigneuries n'ont pas d'objections à leur en accorder une moitié lors de leur embarquement, et au secrétaire à partir du moment où Glenelg jugera nécessaire pour l'expédition des affaires de le relever de ses fonctions dans le département de Sa Seigneurie. Les traites pour les dépenses du commisssaire en chef seront tirées sur la personne qui sera chargée par Glenelg de recevoir les avances. Toutes les autres dépenses seront tirées avec la sanction des trois commissaires. Autres arrangements. Si Glenelg y consent, il fournira des instructions aux parties intéressées. 283

8 juillet, Whitehall. Maule à Hay. Transmet copie d'une lettre du maître de la Compagnie des Marchands d'Edimbourg, avec un mémoire sur la question des débiteurs frauduleux aux Etats-Unis et dans les possessions britanniques. Lord Glenelg peut-il suggérer un remède ? 173

Inclus. Lauder à Russell. Transmet mémoire de la Compagnie des Marchands. 174

Mémoire sur la question de l'émigration des débiteurs frauduleux au delà des mers ; demandant un remède. 175

Haig et Fils à la Compagnie des Marchands. Rapporte le cas de John Morrison, qui a pris la fuite avec des dettes au montant de £4,000 à £5,000, et qui a été arrêté et emprisonné à New-York. 178

9 juillet, Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant un relevé des titres des bills adoptés par la Chambre d'Assemblée du Bas et du Haut-Canada, envoyés au Conseil législatif, avec les dates, etc. Page 5

9 juillet, Whitehall. Maule à Hay. Encore sur la question de l'émigration des débiteurs frauduleux. 180

Inclus. Haig et Fils. Déjà transcrite.

Mémoire de la Compagnie des Marchands de Leith. 183

10 juillet, Londres. Reid à Hay. Les directeurs de la Compagnie Britannique-Américaine des Terres désirent qu'une députation ait une entrevue avec Glenelg. 684

11 juillet, Trésorerie. Baring à Grey. Vu les circonstances particulières, les lords du Trésor ne refuserait pas leur assentiment au paiement de la pension de madame d'Eschambault à même le fonds des sauvages. 286

11 juillet, Trésorerie. Le même à Hay. Les lords du Trésor désirent appeler la sérieuse attention de Glenelg sur la question du remboursement de la somme avancée dans le Bas-Canada à même la caisse militaire. Comment la somme a été avancée. 287

13 juillet, Londres. Gould à Glenelg. Envoie extraits de lettres reçues de Québec. 463

Inclus. Extrait d'une lettre datée Québec 9 mai 1835. L'agitation à propos de l'institution d'une commission de la Chambre des Communes chargée de la question des impôts sur le bois de construction. Le parti français attend les ordres de Papineau, bien que plusieurs se soient retirés de la clique. Il faut de la fermeté; mais si on montre de la faiblesse ou si on parle de conciliation, la population anglaise est perdue. De pareils individus n'apprécient point une conduite libérale ou généreuse, ils la prennent pour de la faiblesse. 434

Extrait d'une deuxième lettre datée Québec 9 mai 1835. Nouvelles commerciales. Le parti franco-canadien toujours déterminé; il persécute le clergé catholique irlandais parce que celui-ci ne se joint pas à lui. Les vols avec effraction et les vols à main armée continuent toujours à Québec, aucune trace des vases sacrés volés à l'église de Québec; le Trésor à Château-Richer, a été dépouillé de tout ce qu'il contenait. 466

14 juillet, Grey à Maule. Incluse dans Maule à Grey, 22 juillet 1835.

16 juillet, Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant copie de la dépêche d'Aylmer en réponse à une dépêche de Spring Rice en date du 27 septembre 1834. 6

17 juillet, Gardes à cheval. Fitzroy Somerset à Hay. Transmet copie de la réponse d'Aylmer à lettre envoyée, tel qu'annoncé dans lettre du 7 avril. 116

Inclus. Aylmer à Hill. Les ordres du roi et de Sa Seigneurie (Hill) seront obéis implicitement. La correspondance avec Stuart est parvenue aux journaux par des moyens à lui (Aylmer) inconnus. 117

17 juillet, Trésorerie. Baring à Hay. Envoie extrait d'un rapport des commissaires de l'audition relatif aux arrérages de rente, etc., dus pour terres de la Couronne au 31 décembre 1834, avec état. 289

Inclus. Rapports des auditeurs concernant des arrérages de rente, dont l'accumulation de 21 ans s'élève à £2,918. 15. 0. Recommande que l'on s'assure si la totalité ou une partie de cette somme est irrécouvrable, et que les meilleurs moyens soient employés pour recouvrer les parties qui ne sont pas désespérées, et que celles qui sont désespérées soient biffées, afin de limiter le titre des arrérages de rente. 290

Etat des arrérages. 292

20 juillet, Londres. Gould à Grey. Fait observer que si l'article d'amendement B du bill des marchands est adopté, tout contrôle, soit interne ou externe, des colonies cessera. Il ne sache pas qu'un parti dans le Bas-Canada se soit jamais aventuré à suggérer une telle liberté. 468

22 juillet, Whitehall. Maule au même. A communiqué à Russell les observations de Glenelg sur mémoire et pétitions d'Edimbourg et de Leith concernant l'émigration de débiteurs frauduleux. Russell s'accorde avec Glenelg, mais est

1835.

d'opinion qu'il sera bon d'attendre ce que fera le parlement au sujet du bill concernant l'emprisonnement pour dettes. Page 184

Inclus. Grey à Maule. Envoie les observations de Glenelg sur le mémoire et la pétition qui sont retournés. Le crime ayant été commis dans le royaume, il ne peut être instruit que là, et le remède est d'arrêter le fuyard avant qu'il puisse s'échapper, ou de prendre des moyens de le faire revenir pour subir son procès. 185

24 juillet, Artillerie. Byham à Grey. Le maître général et le conseil de l'Artillerie approuvent les objections de Glenelg à l'achat de terrains pour la défense de Québec, vu la quantité de terres incultes qu'il faudrait donner en échange, ou dont il faudrait disposer. 202

25 juillet, Dublin. Alley à Glenelg. Désire savoir si le gouvernement concédera des terres à l'Association de colonisation Nord-Américaine des Terres dans le Haut-Canada à un prix raisonnable ; si une charte de constitution serait accordée, ou si le gouvernement colonial mettrait obstacle à la formation d'une compagnie de terres dans le Haut-Canada, le Nouveau-Brunswick ou l'Ile du Prince-Edouard ; si des terres peuvent être achetées de particuliers, l'achat étant pour les fins déjà exposées en détail. Un bill intitulé " Bill de l'Association Nord-Américaine " a reçu ses première et deuxième lectures et a été renvoyé au comité. Est-il probable qu'il devienne loi à cette session? Demande attention immédiate, car une partie considérable de l'argent des actionnaires est renfermé dans les effets 3½ pour 100. 578

27 juillet, Londres. Robinson au même. Envoie une minute de la conversation qui a eu lieu à une entrevue dans le ministère des Colonies. 685

29 juillet, Ramsgate. Stephen à O'Hanlon. Remarques sur l'Acte constituant en corporation la *North American Colonial Association*, recommandant l'abandon de tous les articles relatifs aux opérations de l'Association dans les colonies. Alternative proposée si cette idée n'est pas approuvée. 585

Acte constitutif de la *General Colonial Association* d'Irlande. 589

30 juillet, Trésorerie. Stewart à Hay. Au sujet de l'appel de Caldwell, ci-devant receveur général. Il envoie copie d'une lettre du solliciteur du Trésor, 293

30 juillet, Opinion d'Hanlan au sujet de la *North American Colonial Association* et de l'application de l'Acte constitutif. 583

31 juillet, Londres. Reid à Hay. Expose deux considérations qui ont été énoncées par la députation à l'entrevue et que Glenelg a demandé qu'on mette par écrit. L'existence au Canada d'un parti qui a essayé, et jusqu'à un certain point avec succès, d'empêcher les émigrants de s'établir sur les terres anglaises en Amérique. En conséquence, il y aura maintes difficultés à surmonter, et ce ne sera pas avant assez longtemps que l'on retirera quelque profit des grandes dépenses qu'on a faites. Sa Seigneurie pourrait venir en aide à la compagnie en lui faisant remise de l'intérêt sur le prix de vente. Il y a certaines terres arpentées de la Couronne auxquelles la compagnie croit avoir des titres. Il expose les négociations en détail afin de mieux faire comprendre la prétention de la compagnie ; désignation des réserves et des terres arpentées de la Couronne dans les comtés de Sherbrooke, Shefford et Stanstead. Les terres arpentées qui ont fait reversion à la Couronne sont intercalées parmi les autres terres de la compagnie, et les directeurs craignent que si ces terres se vendent en détail il pourra en résulter des obstacles aux plans des travaux de la compagnie. 686

7 août, Londres. Mahoney à Grey. Il envoie une copie du bill de la *Colonial Association* tel qu'il se propose de le faire modifier par le comité des lords. Si le bill est approuvé, il le fera passer dans cette forme, ou il fera les changements qui lui seront indiqués. 581

24 août, Trésorerie. Stewart à Hay. Demandes reçues de Glenelg, de £79 10. 8 pour son premier commis, et de £1,170 16. 8 pour certaines dépenses. Les lords

1835. du Trésor désirent qu'on leur fournisse un état spécifique indiquant la manière dont ces sommes seront dépensées. Page 296

27 août, Downing Street. Non signée à Stewart. Wilder, commis principal du département, a reçu instructions de préparer un état détaillé de la dépense mentionnée dans la lettre du 24 courant. 298

28 août, Québec. Extrait d'une lettre portant la date ci-indiquée à la marge. Accompagnant la lettre de Gould à Glenelg, du 21 septembre 1835.

28 août, Québec. Clemens à Airey.

29 août, Québec. Airey à Clemens. Toutes deux accompagnant la lettre non signée à Hill du 5 novembre 1835.

— août, Downing Street. Non signée à Mahoney. Le gouvernement ne peut donner son adhésion à l'article, à la page 37, qu'on propose d'insérer dans le bill constitutif de la *North American Colonial Association.* Les modifications qu'on communique, si elles rencontrent l'approbation, paraissent obvier aux objections que présente le bill. 582

7 septembre, Québec. Aylmer à l'adjudant général. Comprise dans la lettre non signée à Hill, du 5 novembre 1835.

12 septembre, Trésorerie. Stewart à Grey. Lui envoie copie de la minute de la Trésorerie relative à la lettre du 27 août. 300

Inclus. Minute des lords de la Trésorerie relative au rapport de Wilder. Comment on devrait tenir le compte des droits de façon à ce qu'on puisse toujours voir exactement l'état de ce compte. 301

21 septembre, Londres. Wood à Grey. Les directeurs de la *British American Land Company* reconnaissent l'erreur que commettent les commissaires du Canada en croyant que le paiement des terres doit se faire en cours d'Halifax, et ont donné instructions aux commissaires en conséquence.

21 septembre, Londres. Gould à Glenelg. Il a reçu des lettres d'amis à Montréal et à Québec. Il en envoie un extrait. Des Américains des Etats-Unis achètent de grands territoires dans les provinces. Avant qu'il soit longtemps les Canadiens français invoqueront l'aide de la métropole contre les empiétements américains. La clique trouvera plus à se plaindre des innovations des Américains que de celles des Anglais. Douze mois de fraternisation avec les Etats feront plus pour détruire l'intégrité et l'existence de la " nation canadienne " que douze ans de domination anglaise. Il croit à propos de porter la chose à la connaissance de Sa Seigneurie, car personne ne peut nier qu'il convienne de garder les terres dans les colonies américaines de l'Angleterre pour le gouvernement et les sujets britanniques. Si les Américains continuent à acheter comme ils ont fait, ils deviendront avant longtemps, sans traité ni conquête, les maîtres du Canada. 470

Inclus. Extrait d'une lettre datée à Québec le 28 août 1835. Arrivée du *Pique* avec Gosford et sa suite. On parle de son départ, mais il sera probablement retardé. Les intérêts britanniques sont sacrifiés aux égoïstes ici et à Roebuck, Hume, O'Connell et Cie de l'autre côté. Ce serait un très mauvais temps de sacrifier les intérêts britanniques, quand ils pourraient être si facilement protégés. Achats considérables de terres par des Américains. L'Etat du Maine est déterminé à prendre possession du Nouveau-Brunswick. 472

30 septembre, Londres. Cooper à Grey. Les éditions des volumes de documents publiés qui n'ont pas été envoyés au cinq bibliothèques publiques dans les provinces de l'Amérique du Nord sont épuisées, mais Eyre et Spotiswood ont reçu instruction de se les procurer chez les libraires et de les mettre à la disposition de Grey. En même temps les volumes récemment publiés seront expédiés; il n'en a été présenté à aucune des bibliothèques des Etats-Unis. 779

14 octobre, Boston. Manners à Bidwell. Incluse dans la lettre de Strangways à Hay du 5 décembre 1835.

1835.
24 octobre, Affaires étrangères.

Strangsway à Hay. Il envoie copie d'une dépêche du consul à New-York au sujet de la demande croissante qui existe aux Etats-Unis pour le bois produit dans les possessions britanniques de l'Amérique du Nord. Page 154

Inclus. Buchanan, consul, à Palmerston. Au sujet de la demande qui existe aux Etats-Unis pour le bois produit dans les possession britanniques de l'Amérique du Nord. 155

28 octobre, Londres.

Eyre et Spottiswoode à Grey. Ils expédient les volumes qu'on leur a donné instruction d'envoyer. 780

29 octobre, Gardes à cheval.

Hill à Glenelg. Il envoie copie d'une dépêche d'Aylmer disant que Gosford demande des serviteurs militaires. Comme il n'est pas dans le service militaire, les règlements ne pourvoient pas à la chose. Il demande des instructions.

29 octobre.

Non signée à Stewart. Au sujet du rapport du comité du parlement recommandant que les gratuités aux sauvages soient grandement réduites sinon abolies, il dit que le temps n'est pas arrivé où il serait ou sage ou juste d'abolir les gratuités. Excepté dans les cas de paiements pour terres, il ne peut être cité d'obligations solennelles pour les distributions de présents, cependant dans toutes les guerres dans l'Amérique du Nord on a anxieusement recherché la coopération des sauvages. Glenelg croit que la pratique de distribuer des provisions a commencé en 1777; elle existait en 1812 et a continué nombre d'années; il s'est ainsi créé un droit acquis, un titre qu'ont reconnu tous ceux que leurs fonctions ont mis à même de continuer la pratique, et sa soudaine abrogation entraînerait de grands mécontements et peut-être des conséquences sérieuses. Mais on peut réduire les quantités. Kempt a confirmé les fortes raisons qu'avait données Dalhousie à l'encontre de l'idée de remplacer les présents par de l'argent. Les objections qu'ils avaient ont perdu de leur force à cause du changement survenu dans les circonstances, et il pourrait être permis aux gouverneurs du Haut et du Bas-Canada de faire pareille commutation à leur discrétion, mais la chose devrait être restreinte aux sauvages qui se sont établis sur des terres. Il signale les réductions que l'on pourrait faire, mais comme ses renseignements sont incomplets, il désire avoir auparavant un rapport venant de la colonie sur le sujet. 217

31 octobre, St-Petersbourg.

Blyth à Valmerston. Incluse dans la lettre de Strangways à Hay, du 12 novembre 1835.

— octobre, Downing Street.

Glenelg à Stewart. (La lettre est signée "Glenelg" mais avait apparemment été écrite par le sous-secrétaire en son propre nom.) Au sujet des honoraires dans la cour de vice-amirauté, à Québec, le bill refondant les lois relatives à la marine marchande est devant la Chambre, et Rothery est d'avis que le bill remédiera aux griefs dont on se plaint. Il propose donc que l'on révoque le tarif établi en 1832 et qu'on en établisse un autre. Glenelg se conformera à la lettre de Grey du 16 mai dernier, demandant la révocation complète de l'arrêté de l'exécutif du 27 juin 1832, le gouvernement s'étant engagé à ce que le parlement n'intervienne aucunement dans les affaires intérieures du Bas-Canada, excepté en cas de nécessité évidente. S'il était porté des plaintes il serait difficile de justifier les choses, et Glenelg désire la révocation complète de l'arrêté de l'exécutif de juin 1832. 279

2 novembre, Londres.

Higham à Stephens. Décès de Charles J. Peshall, l'une des personnes nommées par le gouvernement en vertu de la Tontine de la 29 Georges III. Il faut la date exacte du décès. 781

5 novembre.

Non signée à Hill. Les ministres de Sa Majesté ne veulent rien faire qui soit contraire aux intérêts du service, mais dans le cas présent on ne saurait refuser l'aide que demande Gosford sans exposer Sa Seigneurie à d'extrêmes inconvénients. Il faut donner l'autorisation demandée de

1835. fournir à Gosford le nombre de soldats qui seraient alloués à un lieutenant général. Page 120

Inclus. Aylmer à l'adjudant général. Il a donné l'autorisation nécessaire pour que Gosford emploie des soldats en qualité de serviteurs, bien qu'il ne trouve pas de règlement à cet effet. 122

Clements à Airey. Il demande des soldats, de la part de Gosford, pour son service personnel. 123

Airey à Clements. Vu la difficulté qu'il y a à se procurer des serviteurs, Aylmer donnera ordre qu'on fournisse des soldats à Gosford, mais il doit soumettre la chose à la décision du roi dans un rapport. 125

11 novembre, Trésorerie. Stewart à Stephen. Les lords de la Trésorerie ont donné instructions à l'amirauté de prendre les mesures nécessaires pour obtenir un arrêté de l'exécutif révoquant la partie de l'arrêté du 27 juin 1832 qui établit un tarif pour la cour de vice-amirauté à Québec. 305

12 novembre, Affaires étrangères. Strangways à Hay. Palmerston désire avoir l'opinion de Glenelg au sujet des efforts que font les Etats-Unis pour renouveler le traité de 1824 avec la Russie. 158

Inclus. Bligh à Palmerston. Les efforts que font les Etats-Unis pour renouveler le traité de 1824 avec la Russie. 159

13 novembre, Amirauté. Barrow à Grey. On a donné instruction pour que le prochain paquebot pour l'Amérique du Nord prenne à son bord cinq caisses à Falmouth pour être transportées gratuitement à Halifax. 27

18 novembre, Trésorerie. Stewart à Stephen. Il envoie des copies de lettres au sujet de la solde et des allocations des deux aides de camp de Gosford; comme Gosford n'a pas de rang dans l'armée, la solde et les allocations des aides de camp ne peuvent être au nombre des dépenses ordinaires ou extraordinaires de l'armée. Si Glenelg approuve ces nominations, elles doivent être considérées comme coloniales, et les frais en être portés contre le crédit spécial pour la mission de Gosford. 306

Inclus. Aylmer à Stewart. Il envoie copie d'une lettre expédiée selon le désir de Gosford, avec une lettre y incluse de la part du commandant en chef sanctionnant l'emploi de deux aides de camp. Il a pourvu à la solde et aux allocations des aides de camp. 308

Clements à Airey. Il transmet une lettre du commandant en chef sanctionnant sa nomination d'aide de camp. Sa Seigneurie a verbalement sanctionné aussi celle de Moreton. 310

Hill à Gosford. N'a pas d'objection à ce qu'il nomme Clements un de ses aides de camp. 311

Routh à Stewart. Il envoie copie d'un ordre d'Aylmer de payer la solde et les allocations aux capitaines Clements et Moreton en qualité d'aide de camp de Gosford. 312

Airey au commissaire général. Aylmer autorise paiement de la solde d'état-major et les allocations des capitaines Clements et Moreton. 313

19 novembre, New-York. Buchanan à——. Incluse dans celle de Backhouse à Hay, du 19 décembre 1835.

25 novembre, Amirauté. Barrow à Grey. On a modifié l'arrêté de l'exécutif au sujet du tarif de la cour de vice-amirauté à Québec. 28

26 novembre, Gardes à cheval. Fitz Roy Somerset à Stephen. Bien que les constructions militaires à Saint-Jean soient demantelées, cependant, comme il pourrait devenir bon que la place fut occupée de nouveau, il ne faut pour aucune considération disposer des terrains; mais comme dans le cas d'une réoccupation, les casernes, étant en bois, ne cadreraient pas avec le reste, il n'y a pas d'objection à ce qu'on les démolisse. Le poste de Trois-Rivières étant la seule station militaire entre Québec et Montréal où l'on puisse commodément loger des troupes, il est essentiel d'y maintenir les casernes même en temps de paix. 127

4 décembre, Gardes à cheval. Hill au secrétaire de la Guerre. Incluse dans celle de Howick à Glenelg du 10 décembre 1835.

1835.

5 décembre, Affaires étrangères

Strangways à Hay. Il envoie copie d'une dépêche du consul à Boston, suggérant que l'on exige des certificats consulaires pour empêcher la contrebande entre les Etats-Unis et les possessions britanniques de l'Amérique du Nord. Page 161

Inclus. Manners à Bidwell, au sujet de certificats consulaires pour empêcher la contrebande. 162

Le percepteur et contrôleur de la douane à Sydney (C.-B.) à Manners. La vérification des déclarations de marchandises empêcherait beaucoup de contrebande. 166

Voonan, percepteur de la douane à Pictou, à Manners. Il approuve le plan d'ajouter des certificats consulaires aux déclarations de marchandises comme moyen d'empêcher la contrebande. 167

5 décembre, Trésorerie.

Stewart à Grey. Il transmet copie d'une lettre de l'Amirauté au sujet du tarif de la cour de vice-amirauté à Québec. 314

Inclus. Barrow à Stewart. Il transmet un arrêté du conseil du 20 juin dernier annulant l'arrêté établissant le tarif de la cour de vice-amirauté. 315

Arrêté du conseil. 316

9 décembre, Artillerie.

Byham à Hay. Les officiers de l'artillerie au Canada rapportent que le grand arche du pont qui traverse l'Outaouais à la chute de la Chaudière est dans un état dangereux. Il est probable que les frais de l'entretien des ponts pour le présent et d'ici à quelques années dépasseront la somme des péages. Il a donc été décidé de les transférer au gouverneur général pour qu'il en dispose comme il l'entendra. Il demande qu'on écrive à cet effet à Gosford. 204

10 décembre, Ministère de la Guerre.

Howick à Glenelg. Lord Aylmer ayant écrit qu'il avait autorisé le paiement de la solde et des allocations de deux aides de camp pour Gosford, il a écrit à Hill pour lui demander une explication, et il envoie une copie de la réponse. Y a-t-il des raisons spéciales pour allouer des aides de camp à Gosford ? 326

Inclus. Hill au secrétaire de la Guerre. Quand il a permis aux capitaines Clements et Moreton d'accompagner Gosford au Canada, il n'avait aucune idée qu'on s'attendrait à ce qu'ils fussent payés sur les fonds militaires, ni que son consentement serait interprété comme autorisant Gosford à avoir un état-major militaire. 327

10 décembre, Gardes à cheval.

Hill à Glenelg. Sir Francis Bond-Head ayant été nommé lieutenant-gouverneur du Haut-Canada pour succéder à Colborne, il y a lieu de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir au commandement des troupes au cas où Colborne reviendrait immédiatement. Etat de l'état-major dans l'Amérique du Nord au commencement de l'année; mais par le départ du lieutenant général lord Aylmer et du major général Colborne, l'état-major se trouvera réduit aux majors généraux dans la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et quand Colborne partira le commandement des troupes ira au plus ancien officier du régiment. Recommande qu'on nomme un lieutenant général au commandement des troupes de l'Amérique du Nord. 129

17 décembre, Whitehall.

Lack à Grey. Les lords du Commerce n'approuvent pas la proposition des consuls relative à la vérification des déclarations de marchandises à destination des possessions britanniques de l'Amérique du Nord. 139

19 décembre Affaires étrangères.

Backhouse à Hay. Il envoie copie d'une dépêche du consul à New-York au sujet du plan de transporter les marchandises anglaises aux colonies d'Amérique par voie des Etats-Unis dans des bâtiments américains. 169

Inclus. Buchanan à ——————. Il envoie un extrait pour faire connaître les mesures prises pour faire transporter les marchandises britanniques de provenance canadienne par voie des Etats-Unis. Effet dommageable de la chose pour les navires britanniques. 170

1835. Convention d'Utica. Les membres du congrès de l'Etat de New-York seront priées de favoriser l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser l'importation et le transport de marchandises britanniques par la voie des Etats-Unis. Avantages de la chose pour le commerce de transport. Page 171

23 décembre, Trésorerie. Stanley à Stephen. Les lords de la Trésorerie approuvent en général la manière de voir de Glenelg à l'égard des distributions aux sauvages.

Leurs Seigneuries ne voient aucune objection à remplacer les présents ordinaires par une somme d'argent, particulièrement lorsque les bénéficiaires vivent de l'agriculture ou de quelque occupation définie ou qu'il ne reste plus en magasins d'articles de distribution. Leurs Seigneuries sont entièrement disposées à sanctionner toute commutation qui permettrait de consacrer à la diffusion de l'instruction morale et religieuse la valeur des présents qu'on distribue aujourd'hui, et lorsque pareille commutation est possible, elles voudraient qu'elle se fît sans retard. On devrait donner aux sauvages d'autres encouragements à se livrer à l'agriculture ou à des occupations stables. Elles approuvent qu'on examine les titres des sauvages qui viennent des Etats-Unis visiter le Canada périodiquement. Nouvelle réduction suggérée. On devrait substituer les ministres ou instituteurs aux personnes employées à la garde et à la distribution des présents. 318

26 décembre, Ministère de la Guerre. Marshall à Grey. La nomination d'aides de camp à des gouverneurs qui ne sont pas des commandants militaires ne saurait être permise autrement qu'à titre provisoire. Il recommandera à la Trésorerie d'autoriser provisoirement le paiement d'aides de camp à Head et à Gosford. 328

30 décembre, Downing Street. Non signée à Gosford. Envoie la correspondance relative aux aides de camp, par laquelle on verra que vu les circonstances exceptionnelles Howick a pour le présent demandé à la Trésorerie la permission de faire payer les aides de camp, mais il ne doit en garder qu'un seul et remercier l'autre aussitôt que possible. 330

31 décembre. Non signée à Hill. Il hésite à différer d'opinion avec lui au sujet d'affaires militaires, mais il n'approuve pas l'idée de nommer deux officiers généraux pour remplacer Aylmer et Colborne pour les raisons qu'il exprime. 131

Pas de date. Non signée à Aylmer. Gosford, qui a été nommé pour le remplacer, part par le *Pique*, qui a l'ordre de ramener Aylmer avec sa suite. 23

DIVERS, 1835.

(Partie I, de page 1 à 210; partie II, de 211 à 434; partie III, de 435 à 616; partie IV, de 617 à 782.)

Q. 225-1-2-3-4.

1821. 27 juillet, Downing Street. Goulburn à Maitland. Inclus dans la lettre de Martin à Grant, 26 septembre 1835.

19 octobre, Québec. George à Dalhousie. Inclus dans la dépêche de George au secrétaire des Colonies, 31 mars 1835.

1827. 2 juin, Londres. Extrait du témoignage de Stanley.

1829. — octobre, Extrait d'un travail lu devant la *Society of Arts.* Tous deux inclus dans la lettre de Haddington à Aberdeen, 17 février 1835.

1832.
29 mars, Québec.
George à Aylmer. Inclus dans la dépêche de George au secrétaire des Colonies, 31 mars 1835.

1833.
6 août, Downing Street.
Stanley au lord évêque de Québec. Inclus dans la lettre de l'évêque de Québec au secrétaire des Colonies, 28 février 1835.

24 décembre, Québec.
Pétition de l'Eglise d'Ecosse du Bas-Canada. Inclus dans la dépêche de Glenelg à Gosford, etc., 17 juillet 1835.

1834.
12 septembre, Bytown.
Extrait d'un procès-verbal d'une assemblée.

18 septembre, Bytown.
Extrait d'une lettre non signée.

18 septembre, Bytown.
Mémoire de la part de colons. Ce mémoire et les deux extraits qui précèdent sont inclus dans la dépêche de Haddington à Aberdeen, 17 février 1835.

15 novembre, Lincoln's Inn.
Collyer à Spring Rice. Inclus dans la dépêche de Collyer à Aberdeen, 2 mars 1835.

— décembre, Québec.
Déclaration des causes qui ont conduit à la formation de l'Association Constitutionnelle. Page 764
(Le titre seulement; la déclaration est au vol. Q. 217.)
La même chose en français. 765

— décembre, Bas-Canada.
Pétition de membres de l'Assemblée et de la minorité du Conseil. Incluse dans la dépêche de Glenelg à Gosford, etc., 17 juillet 1835.

— décembre, Québec.
Déclarations des causes qui ont conduit à la formation de l'Association Constitutionnelle, et des fins pour lesquelles elle a été formée. 566
Règlement pour la gouverne de l'Association Constitutionnelle de Québec. 577
Formule de pétition. 585
Circulaire de la part de l'Association Constitutionnelle. 590
Membres du comité exécutif de l'Association Constitutionnelle. 595

10 janvier, Londres.
Pétition de K. C. Chandler et de Joseph Lozeau, présentée par Trigge. Relate la cause du différend relatif à la seigneurie de Nicolet et à l'agrandissement du township d'Aston. Demande une concession gratuite de la partie de la seigneurie de Nicolet qui n'a pas été concédée. 658
Inclus. Procédures dans la cause en appel au Conseil Privé de K. C. Chandler et Joseph Lozeau, appelants, et le procureur général et J. B. Gauvin, intimés, dans l'affaire de la seigneurie de Nicolet. 662
Index de l'Appendice. 668

10 janvier.
Trigge à Aberdeen. Il envoie une pétition demandant une partie de Nicolet, de la part de Lozeau et Chandler, la partie demandée étant en dehors de celles qui appartenaient à d'autres. 653

12 janvier, Nenagh.
Le secrétaire de la succursale de Nenagh. Circulaire. Incluse dans la dépêche de Haddington à Aberdeen, 17 février 1855. Autres circulaires incluses dans la même lettre.

13 janvier, New-York.
Buchanan à Hay. Dépêche pour Aylmer reçue et expédiée. Plan suggéré pour amoindrir les délais dans l'envoi des dépêches. 82

15 janvier, Dalhousie. Castle.
Dalhousie à Aberdeen. Représente la situation imméritée et cruelle dans laquelle se trouve le juge Kerr. Durant tout le temps qu'il l'a connu ce magistrat a joui à juste titre de la plus grande estime, et il n'hésite pas à le recommander comme un homme qui a servi son roi et son pays avec habileté et fidélité. 212

16 janvier, Edimbourg.
Kerr à Hay. Il regrette qu'Aberdeen ne puisse arriver à une conclusion plus favorable que son prédécesseur à son égard. Il s'est en conséquence démis de sa charge de juge puisné de la cour du Banc du Roi à Québec. Demande à Sa Seigneurie de s'occupe de son mémoire et de la lettre de Dalhousie. 883

1835.

Inclus. Pétition de Kerr. Exposant ses pertes et ses services et demandant une allocation de retraite. Page 384

19 janvier, Londres. Stuart de Rothesay à Hay. Y a-t-il aux bureaux des Colonies ou du Conseil quelques documents relatifs à des concessions de terre à des loyalistes ou des officiers britanniques en Floride ou dans le sud des Etats-Unis. 618

19 janvier, Dublin. Coghill à Hardinge. Inclus dans la dépêche de Haddington à Aberdeen, 17 février 1835.

20 janvier, Londres. Mémoire de Frigge sur la ligne de démarcation entre Nicolet et les terres de la Couronne. Demande que la question soit réglée comme l'a été par Bathurst celle des censitaires et du seigneur de La Salle. 656

22 janvier, Glasgow. Weir à Aberdeen. Il s'adresse à Sa Seigneurie au sujet des ravages du choléra en 1832 et 1834. Il craint sa réapparition et voudrait la prévenir. L'importance du sujet pour la colonie. Il est un point sur lequel on s'accorde, et c'est que l'encombrement des navires transportant les émigrants a été la cause de la propagation de la maladie. Les conditions défavorables dans lesquelles se font la traversée sont un danger. Le grand nombre de décès à bord des bâtiments en 1832 et 1834, tandis qu'il n'y a pas eu de choléra à New-York à cause de meilleurs règlements. Il recommande qu'on devrait compter comme adultes les enfants de tout âge, attendu que les enfants étant incapables d'avoir soin d'eux-mêmes, sont plus aptes que les adultes à engendrer des miasmes, une des causes principales de maladie à bord des navires d'émigrés. Il résulte d'une loi absurde que des navires qui nominalement n'ont que 200 passagers en ont en réalité près de 300. Il devrait être pourvu une quantité libérale d'eau pour chaque passager. Nécessité d'une quarantaine efficace. L'établissement actuel est une moquerie ; faits à l'appui. Si le choléra se déclare au Canada cette année ou l'année prochaine, non seulement cela mettra fin à l'immigration, mais tous les marchands qui ne sont pas obligés de rester au pays s'en iront. 704

23 janvier, Chester. Berkeley au secrétaire des Colonies. Il demande ce qu'il doit faire en sa qualité de magistrat au sujet d'un individu qui se donne le nom de Robinson et se fait passer pour un pasteur de l'Eglise établie. Il a dupé des membres du clergé et d'autres, il a séduit trois jeunes filles en leur promettant de les épouser, et il est fortement endetté ; en un mot, il déshonore sa profession. Berkely doute qu'il soit réellement un clergyman. A qui doit-il s'adresser pour avoir des renseignements, et qu'est-ce qu'il doit faire ?

26 janvier, Dublin. Coghill à Hardinge. 8

26 janvier, Waterford. Non signée à différends membres du parlement. Inclus dans la dépêche d'Haddington à Aberdeen, 17 février 1835.

26 janvier, Temple. Bliss à Aberdeen. Demande une entrevue au nom des juges puînés de la Nouvelle-Ecosse au sujet de leurs traitements, et au nom de la Chambre de Commerce de Québec au sujet de sa pétition. 34

29 janvier, Londres. Wood à Aberdeen. Il a été chargé par l'évêque de Québec de représenter l'état de pénurie dans lequel se trouve l'église dans son diocèse pour les besoins présents et aussi en fait de moyens d'étendre ses services aux pauvres émigrés. Il envoie une copie de la demande de l'évêque. Il se plaint qu'on sacrifie les réserves du clergé dans des ventes prématurées, de sorte que les dons du roi sont réduits à rien. 711

30 janvier, Québec. Poole à Aberdeen. Le félicite de sa nomination au poste de secrétaire des Colonies. Il envoie des imprimés qui font voir les griefs réels dont souffre la province et auxquels la législature locale n'apportera probablement pas de remède avant qu'une loi impériale ne pourvoie à une représentation équitable. Il a ces deux dernières années occupé le poste de surintendant à la Grosse-Ile, mais ce n'est qu'une charge annuelle. Il demande à Sa Seigneurie d'écrire quelques lignes pour la lui obtenir

1835.

de nouveau. Il envoie un relevé du service à la station de quarantaine de la Grosse-Ile. Page 563

Inclus. Relevé.

— janvier, Québec. Circulaire de l'Association Constitutionnelle. 596

Autres listes, circulaires, etc. 599

2 février, Newtown Barry. Pétition de Serah (sic) Roberts demandant un passage pour elle et ses enfants. 610

5 février, Bas-Canada. Pétition des habitants du Canada. Incluse dans la lettre de Glenelg à Gosford, etc, 17 juillet 1835.

Vient ensuite une pétition des habitants demeurant dans le district de Montréal, sans date.

6 février, Dungarvan. Farmer à Dare. Inclus dans la dépêche de Dare à Aberbeen, 3 mars 1835.

7 février, Edimbourg. Kerr à Hay. Il a reçu une dépêche annonçant qu'Aberbeen a accepté sa démission, mais ne saurait le recommander pour une pension. Sa Seigneurie a fait erreur, car la démission n'était pas absolue, mais conditionnelle. Sa Seigneurie n'avait que l'option d'accorder la requête ou de refuser la démission. 391

9 février, Londres. Chandos à Aberbeen. Il recommande Haskyns, qui désire fortement aller au Canada avec quelque importante charge officielle. Sa mère était une vieille amie de la duchesse de Buckingham, c'est pour cela qu'il s'est aventuré de le nommer. 189

Inclus. M. Haskyns à Aberbeen pour un emploi public. Elle envoie des témoignages. 190

9 février, Chelsea. Womersley au sous-secrétaire d'Etat pour les Colonies. Il demande quelle quantité de terre a été prise pour John Whitcher en 1817. 713

(?) février, Bryansford. Fairfield à l'Association coloniale de l'Amérique du Nord. Inclus dans la dépêche de Haddington à Aberden, 17 février 1835.

14 février, Londres. Trigge à Aberden. Le remercie de lui avoir appris qu'il écrivait au gouverneur au sujet de la seigneurie de Nicolet, et serait disposé à faire tout ce qui serait raisonnable pour les occupants. Des arrangements en faveur des occupants pourraient manquer de justice à l'égard des seigneurs, qui ont supporté les frais nécessaires pour rendre la terre propre aux établissements et qui ont payé le droit du quint. Il convient de tenir compte de ce paiement quand il s'agit d'accorder des terres, car c'est l'équivalent d'un prix d'achat, et on l'a remboursé à des individus à un chiffre dépassant le prix d'achat de la terre en question, le gouvernement du roi faisant preuve de dispositions équitables. Chandler a passé la plus grande partie de sa vie dans le service militaire, dont il s'est retiré pour cause de santé. Lozeau a longtemps eu des commissions dans la milice du Bas-Canada. Dans ces circonstances, il espère que quelques-uns seront trouvés dignes de la faveur de Sa Seigneurie. 683

Inclus. Liste des concessions de terres sauvages. 686

Plan de la seigneurie de Nicolet. 689a

Procédures devant la cour du banc du roi, à Trois-Rivières, dans la cause de la seigneurie de Nicolet; concession à Douglas. 690

17 février, Dublin. Haddington à Aberdeen. Il transmet des documents de la part de l'Association coloniale de l'Amérique du Nord, sur lesquels il attire l'attention, et il s'étend sur les avantages qu'il y aurait à une émigration considérable parmi la population excessive de l'Irlande. 339

Inclus. Coghill à Hardinge. Il a été nommé une députation chargée de se présenter à lui et lui expliquer les objets de l'Association coloniale de l'Amérique du Nord. Situation déplorable des émigrés qui prennent la mer dans les circonstances ordinaires; facilités que peut offrir l'association, qui a l'appui de personnages distingués par leur rang, leur fortune et leur influence dans les différents comtés de l'Irlande. Autres considérations en faveur de l'association. 341

1835.

Haddington à Aberdeen. Il transmet un prospectus en conformité de la suggestion de Hardinge que les plans destinés à favoriser l'émigration sur une grande échelle devraient être soumis au lord lieutenant. L'association propose d'acheter une grande étendue de terre entre l'Ottawa et le lac Huron. Une partie des émigrés s'établiraient et une partie seraient employés à ouvrir la navigation sur l'Outaouais et jusqu'au lac Huron par le lac Nipissing et la rivière des Français, et à mettre la terre en culture. Conditions essentielles auxquelles on entreprendrait la chose. Page 346

Extrait d'un travail lu devant la Société des Arts et des Sciences au Canada, octobre 1829. Avantages de faciliter l'acquisition des terres en enlevant les obstacles à la colonisation. 350

Extrait du témoignage de Stanley devant le comité (de l'émigration) de la Chambre des Communes, 2 juin 1827. 352

Mémoire de colons sur l'Outaouais demandant l'exécution de certains travaux. 355

Extrait d'une lettre non signée disant que tandis que Colborne est favorable à des travaux sur l'Outaouais, le Conseil s'opposera au projet. 359

Extrait du procès-verbal d'une assemblée à Bytown dans l'intérêt des travaux sur l'Outaouais. 363

Fairfield à l'Association coloniale de l'Amérique du Nord. L'association a-t-elle commencé ses opérations. 365

Secrétaire de la succursale de Nenagh de l'Association coloniale de l'Amérique du Nord. Circulaire accompagnant le prospectus. 367

Pareille circulaire d'autres succursales, non transcrite.

Sans signature et adressé à différents membres du parlement. Projet de mémoire au candidat pour Waterford sur le plan d'améliorer au moyen de l'émigration la condition de la population de l'Irlande. 371

18 février, Londres. Glossop à Aberdeen. Etat de détresse du chef sauvage et de ses compagnons. Maintenant que le gouvernement s'est chargé d'eux, il demande qu'on hâte leur départ autant que possible. 259

18 février. Whalley au sous-secrétaire pour les Colonies. Quels sont les règlements concernant les procureurs et les avocats à Québec. 714

19 février, Carrickmacross. Colletan au secrétaire des Colonies. Décès de son fils James Colletan noyé à Montréal vers le 1[er] juin dernier, laissant une petite somme d'argent qui a été mise entre les mains du gouvernement. Il est le parent le plus rapproché, et s'il faut quelques documents pour qu'il puisse obtenir l'argent, il les signera aussitôt qu'on les lui aura envoyés. 192

24 février, Londres. Draper à Aberdeen. Il vient seulement d'apprendre qu'un bill a été présenté pour imposer une taxe sur les passagers arrivant du Royaume-Uni dans le Bas-Canada. Il parle des opinions exprimées dans la législature du Haut-Canada quand pareille mesure a été proposée en 1831-32, et qui sont restées sans réponse. Aperçu des objections qu'offre le principe de la loi ; la somme en jeu est de peu d'importance, car si le principe est admis on pourra rendre l'impôt tel qu'il ferme la porte du Bas-Canada à tout sujet britannique. Il ajoute des arguments en opposition au bill. 214

24 février, Edimbourg. Kerr à Hay. Il propose de partir pour Londres à la prochaine occasion, et il espère que le retard apporté à sa réponse ne causera aucun inconvénient à Aberdeen. 393

25 février, Québec. Secretan à Aberdeen. Sa charge à la douane a été abolie à la suite d'un rapport secret du percepteur. Machinations du percepteur pour nuire à son caractère privé de même qu'à son caractère public et pour l'empêcher d'obtenir le redressement de ses griefs. Il transmet des papiers qui expliqueront l'affaire. Si le percepteur ne l'avait attaqué qu'au sujet de ses émoluments il n'en aurait pas tenu compte, mais en face d'attaques contre son caractère privée il se propose de prendre tous les moyens judiciaires possibles pour se défendre. 619

1835.
25 février, Temple. Bliss à Hay. Il envoie une lettre à Aberdeen sur la question de la cour de vice-amirauté à Québec et de la pétition de la Chambre de Commerce de ce port demandant une réduction du tarif. Sa lettre contient un exposé complet de la cause des pétitionnaires. Il espère que sa longueur ne sera pas un obstacle à ce qu'on s'occupe sérieusement du sujet. Il communique une pétition de Glasgow sur le même sujet; d'autres pétitions suivront. Il espère qu'Aberdeen recommandera comme remède un nouvel arrêté de l'exécutif réformant les règles de pratique et réduisant le tarif de la vice-amirauté à Québec. Page 35

Inclus. Bliss à Aberdeen. Exposé des faits relatifs aux griefs contre la vice-amirauté de Québec. 37

Deux pétitions déjà transcrites. Le titre seul est donné. 53

Pétition des marchands formant le comité de l'Association coloniale de l'Amérique du Nord à Londres. 54

Tarif des droits et honoraires. 56

Arrêté du Conseil réduisant les droits et honoraires autorisés par l'arrêté du 27 juin 1832, aux deux tiers du montant ainsi autorisé. 71

26 février, Edimbourg. Kerr à Hay. Il écrit privément pour obtenir les bons offices de Hay au sujet de la perte de sa charge. Le mauvais effet qu'aurait pour sa réputation sa démission sans compensation. Par sa démission il se ferait, à ses propres yeux et à ceux de ses amis, l'instrument de sa propre ruine. Il indique comment il pourrait donner sa démission sans préjudice. Comment ses pertes pourraient être compensées. Longue discussion du sujet. 394

26 février, Enniscorthy. Neville à Aberdeen. A propos de l'impôt sur les émigrés débarquant à Québec. Les enfants en sont-ils exempts, et à compter de quel âge ? 518

28 février, Toronto. L'évêque de Québec au secrétaire des Colonies. Il envoie une lettre de Stanley disant que le seul obstacle à la nomination d'un évêque suffragant vient de ce qu'il n'y a pas de fondation pour un nouveau siège. Si l'archidiacre et rector de Québec était nommé suffragant, en recevant un tiers du traitement de l'évêque, et en retenant ses autres charges, l'obstacle disparaîtrait. Il espère que le secrétaire des Colonies donnera son consentement à pareil arrangement. 604

Inclus. Stanley au lord évêque de Québec. Il a reçu sa demande au sujet de la nomination d'un évêque suffragant et il regrette les circonstances qui l'empêchent de donner son assentiment à cet arrangement. 606

2 mars, Lincoln's Inn. Collyer à Aberdeen. Il envoie une lettre écrite à son prédécesseur mais qu'il n'a pu recevoir à temps. Elle se rapporte à la proposition de l'évêque de Québec de diviser ses fonctions ecclésiastiques. 193

Inclus. Collyer à Spring Rice. Extrait suggérant la nomination d'un suffragant pour le Bas-Canada, les deux provinces étant aujourd'hui trop pour un seul homme. 194

2 mars, Dunchattan. Mackintosh à Aberdeen. Il envoie des papiers relatifs à l'enquête du coroner sur les pertes de vie dans les émeutes électorales à Montréal en 1832. 453

(Ces papiers ont été transcrits dans les volumes 202 et 211 et sont omis ici.)

2 mars, Londres. Whitley à Aberdeen. Raconte sa malheureuse spéculation avec les sauvages qu'il a engagés pour donner une exposition de leurs mœurs, etc.; il a été trompé par Gale et Glossop. 715

3 mars, Londres. Dare à Aberdeen. Envoie, de la part de sir George Farmer (qui, avec femme et famille, se trouve réduit à un revenu de £50 par année), une demande d'emploi dans les possessions britanniques de l'Amérique du Nord ou en Australie. Services de Farmer. 219

Inclus. Farmer à Dare. Il dit comment il se fait que son revenu se trouve réduit. Ses services; il désire beaucoup avoir de l'emploi dans la Nouvelle-Ecosse s'il est possible. 220

1835.
4 mars, Londres. Trigge à Hay. En sus de ce qu'il a déjà exposé, il fait observer que lorsque a été donnée la décision judiciaire, le système des concessions gratuites était en pleine vigueur, et au tribunal il a entendu Ogden, le procureur général, dire qu'il ne connaissait pas d'objection à ce que les seigneurs de Nicolet pussent obtenir une concession de la terre en question. La pétition ne va pas aussi loin, mais se limite à la partie longeant la ligne latérale non établie jusqu'à la ligne de derrière. Il existe une très forte raison pour donner effet à l'intention d'Aberdeen. Page 701

5 mars, Dublin. Bowen à Aberdeen. Il est allé au Canada pour s'y livrer à l'agriculture, et il se propose d'y retourner, mais comme il a toujours été accoutumé à une vie active il désire de l'emploi. 10

5 mars. Londres. Glossop à Boulton. Il est difficile de dire si ce que dit Whitley ou le chef sauvage est exact, mais le fait que le chef possède le contrat et d'autres marques de confiance supporte ses dires. Les pertes sont dues à ce que Sutton a enlevé toutes les recettes des expositions et aux dépenses qu'on a faites pour l'entretien des sauvages. 261

6 mars, Londres. Whitley à Aberdeen. Comme il a appris que sa lettre a été envoyée à Glossop il offre des preuves complètes de sa bonne foi. 717

8 mars, Londres. Wortley à ————. Envoie une note qu'il a reçue de Bell, membre du parlement pour Northumberland. 718

Inclus. Bell à Wortley. Demande des renseignements relatifs au contenu de sa lettre. 719

9 mars, New-York. Buchanan à Hay. Comme il n'est pas parti de courrier depuis la réception du rapport inclus, il l'envoie, croyant qu'il pourra arriver avant le document officiel. Les dépêches qui lui sont destinées peuvent lui arriver 24 heures plus tôt si on les donne au capitaine du navire postal pour être remis au pilote. 83

Inclus. Procès-verbaux de la législature du Bas-Canada à l'ouverture de la session, le 23 février 1835. 84

10 mars, New-York. Buchanan à Hay. Raconte ses services et ce qu'ils lui ont coûté. Il demande qu'on lui rembourse ce qu'il a effectivement payé, et envoie le congé qu'il a reçu à cause du nombre d'émigrés qui visitent son bureau. 87

Inclus. Avis que par suite des inconvénients qui résultent de ses nombreux visiteurs particulièrement à l'arrivée des émigrés, il ne pourra occuper le bâtiment plus longtemps.

Directions pour les personnes à destination du Haut-Canada. 90

13 mars, New-York. Barclay à Aberdeen. Dit les services qu'il a rendus et rapporte la promesse d'emploi qui lui a été faite. Demande à être nommé consul à New-York. 13

13 mars, Londres. Stevenson à Gladstone. Il expose un plan pour le déboisement des terres incultes. Il se chargera de tout le risque, demandant qu'on le paie en terres vierges; il montre ce que le gouvernement économisera d'après lui. 623

Inclus. Dalhousie à Stevenson. Lui envoie deux lettres. Il trouvera le gouverneur très disposé à favoriser ses plans. 626

14 mars, Londres. Kerr à Hay. Envoie une lettre d'une nature publique pour être présentée à Aberdeen. 400

14 mars, Eyre-court. Montgomery au sous-secrétaire des Colonies. Peut-il faire emprisonner à Eyre Court un individu arrêté pour faux en écritures, et qui est en ce moment dans une des colonies britanniques de l'Amérique du Nord? 451

14 mars, Londres. Kerr à Hay. Aberdeen dit que la seule alternative pour lui est de donner sa démission ou d'être destitué par un acte d'autorité. Il ne veut pas donner sa démission, ce qui pourrait être considéré comme admettre la justice de la décision des lords de l'Amirauté. Si Sa Seigneurie avait été en exercice quand les documents de l'Amirauté ont été mis devant le

1835.

Colonial-Office, il est convaincu qu'il aurait été d'avis que l'affaire devait être soumise au Conseil privé. Page 401

16 mars, Liverpool. Baring Bros & Co. à Hay. Ils ont reçu et expédié deux envois adressés à Aylmer. 16

16 mars, Ballymena. Dempsey au secrétaire des Colonies. Demande qu'on donne instruction au consul britannique en Virginie de prendre des renseignements sur les propriétés de son oncle en cet endroit. 225

18 mars, Londres. Stevenson à Gladstone. Il demande rien au gouvernement qu'une étendue de terre pour un équivalent supérieur à ce qu'on peut en retirer, ou si la chose n'est pas compatible avec les règlements, demande une lettre au gouverneur disant que si les plans de Stevenson sont trouvés être d'un service essentiel, le gouvernement pourra seconder les vues de Stevenson. Avec pareille lettre, il partira immédiatement pour le Canada. 627

19 mars, Ardrahan. Le Rév. T. B. Ring à Aberdeen. Au mois de mai prochain, Dwyer, le rector d'Ardrahan reprendra ses fonctions, de sorte qu'il (Ring) perdra son emploi et dans l'état actuel de l'Eglise d'Irlande il est impossible d'en obtenir un autre. Il demande d'être nommé à quelque poste au Canada. 611

21 mars, Dublin. Ryan à Hay. Il fait voile le 5 avril et il offre de se charger des dépêches. Si le gouverneur du Canada donnait des contingents à la Chambre d'Assemblée avant le passage du bill des subsides, la Chambre pourrait passer aux affaires, mais la chose est douteuse. La publication par James Stewart d'une lettre privée de Ryan à Aylmer a été vue d'un mauvais œil. Stewart a aussi baissé dans l'estime publique en se retirant de l'Association Constitutionnelle, pour la raison qu'elle ne voulai tpas se mêler de ses affaires personnelles. 613

24 mars, Londres. Kerr à Hay. Il entend demander à l'Amirauté de représenter son affaire, et il enverra d'Ecosse un mémoire à cet effet. 403

27 mars, Downing Street. Hay à Dempsey. Aberdeen regrette de ne pouvoir l'aider dans l'affaire des propriétés de son oncle, attendu que celui-ci demeure dans les Etats-Unis. 226

27 mars, Lambeth. Bowden à Hay. Le plaidoyer en défense de Muk Coonse, le chef sauvage, est terminé, et sera présenté à Adolphus immédiatement. Il sera bien obligé si Hay veut lui laisser savoir si le gouvernement entend aider Muk Coonse en argent. 17

28 mars, Valence. Brown à Neilson. Incluse dans la dépêche de Glenelg à Gosford, 17 juillet 1835.

28 mars, Washington. Vaughan à Hay. Il a envoyé 19 volumes de documents du congrès, qu'il a payés. 720

29 mars, Londres. Stevenson à Gladstone. Remerciements pour son entrevue avec Hay. Les effets de son plan seront aussi avantageux pour le Canada que l'a été la machine à vapeur pour le Royaume-Uni- 628

Une autre lettre de la même date a Gladstone dit à peu près la même chose. 629

30 mars, Clonmel. Alice Butler au secrétaire des Colonies. Elle espère que la lettre incluse sera envoyée à destination, et que la réponse sera envoyée aussitôt que la question aura été examinée. 18

30 mars. Mémoire de Dempsey. Son oncle a acheté des propriétés dans la Virginie, et il désire qu'on permette au consul anglais d'y prendre des renseignements. 226

31 mars, Québec. George au secrétaire des Colonies. Il renouvelle sa demande d'aide. Il a déjà envoyé un mémoire par le capitaine Alexander, du 42[e] Highlanders. Outre d'autres plans qu'il a menés à bonne fin pour l'avantage de ce pays, il en est un qui rend la cavalerie anglaise presque invincible contre l'infanterie ou contre la cavalerie en champ ouvert ; il demande un emploi qui lui permette de poursuivre ses expériences. 266

Inclus. Liste de documents inclus. 264

1835. George à Dalhousie. Détails relatifs au fonctionnement du bureau des terres et machinations qui en ont empêché l'établissement. Page 267

Le même à Aylmer. Il se plaint de n'avoir pas été reçu à son tour. Il raconte les services qu'il a rendus à son pays. 271

Comment on pourrait obvier aux difficultés qu'on a avec la Chambre d'Assemblée. 275

Plans proposés. 278

Observations sur certaines améliorations internes. 281

31 mars, Eyrecourt. Montgomery à——. Il donne des détails sur le faux en écriture commis par Henry Lawler (*voir* 14 mars, page 451 de ce volume). Lawler est en ce moment au Canada, Barry étant son bureau de poste. Il paraît établi à Orillia (Aurelia dans la lettre). Il (Montgomery) attend des instructions. 455

— mars, Londres. Saint-André à Hay. Il demande les actes funéraires de Pierre Lavallée et sa femme, qui sont morts à Saint-Roch il y a 4 ou 5 ans, et de Boland, décédé à Dominica le 19 octobre dernier. 3

2 avril, Londres. Hanmer à ——. Il recommande la nomination de Stafford Jones au poste de magistrat stipendiaire du Canada. 325

Inclus. Stafford Jones demande à être nommé magistrat stipendiaire. 324

4 avril, Carlisle. Esther Hope à ——. Désire savoir si on peut lui apprendre la date et le lieu du décès de Henry Hope, autrefois lieutenant-gouverneur du Canada, attendu qu'elle et sa famille sont ses parents les plus rapprochés et qu'il a laissé des biens. 325

(Hope a donné sa démission en faveur de Dorchester (Guy Carleton) qui devint gouverneur général du Canada le 3 octobre 1786.)

6 avril, New-York. Buchanan à Hay. Il a reçu une lettre du 14 février lui annonçant l'envoi de trois dépêches. Il n'en a trouvé qu'une pour Aylmer, mais il présume que les trois sont sous la même enveloppe. Il a envoyé la dépêche par un messager spécial. Il exprime de nouveau le désir que ses lettres lui soient envoyées de façon à être confiées au pilote. 92

6 avril, Londres. Ivers à Hay. Il a envoyé son adresse en obéissance au désir de lord Stuart de Rothesay. 378

6 avril, Gullow. Whelan à ——. Demande des renseignements au sujet de son frère William Whelan. 721

7 avril, Londres. Amyot à Aberdeen. Attire l'attention sur les arrérages qui lui sont dus sur sa pension et explique la nature de sa créance. 4

8 avril, Londres. Weir à Gladstone. Il envoie sous le même pli un mémoire adressé à Aberdeen, dans lequel il demande à être nommé imprimeur du roi à Montréal, ainsi qu'une lettre d'Ewing et d'un numéro du *Courrier* de Glasgow contenant un article de sa plume. 722

Inclus. Mémoire de Robert Weir, junior, rédacteur-propriétaire du *Herald* de Montréal. 723

23 avril, Liverpool. Baring Bros. & Co. à Grey. La dépêche pour Buchanan sera expédiée par le vaisseau de New-York le *Napoléon.* 19

26 avril, Devonport. Rapson à Grey. Il est ouvrier mécanicien et en ce moment sans emploi. Il désire beaucoup aller au Canada et demande un passage. 614

28 avril, Rome. Lettre de la Propagande à Bramston. Incluse dans une lettre de Bramston à Hay, du 28 mai 1835.

28 avril, Rome. La Propagande à Bramston. Incluse dans le mémoire de Bramston, sans date.

29 avril, Londres. Kerr à Grant. Aberdeen lui ayant donné le temps d'adresser un mémoire à l'Amirauté avant de le destituer de ses fonctions de juge puîné, il envoie une copie du mémoire qu'il a présenté à l'Amirauté. Il a cité des faits qui doivent dissiper les accusations de conduite répréhensible. 404

1835.

Inclus. Mémoire à l'Amirauté. Les faits qui se rattachent à son renvoi de la cour de vice-amirauté. Il demande à être réinstallé ou à recevoir une somme annuelle comme allocation de retraite. Page 406

Aperçu des prétentions de Kerr à une indemnité pour la perte qu'il a subie par suite de l'abolition de la juridiction sur les prises à Québec en l'année 1801. 415

29 avril, Londres. Kerr à Hay. N'ayant pas reçu de réponse de l'Amirauté, il a cru de son devoir d'envoyer au secrétaire Grant une copie du mémoire qu'il a présenté. 421

5 mai, Londres. Mandelsloh à Grant. Pour des renseignements sur les biens de Jacob Frederick et John Conrad Haas, établis à Montréal. 456

Inclus. Note relative aux deux frères Haas, décédés à Montréal, un le 26 juillet 1828 et l'autre le 13 juin 1832. 457

9 mai, Devonport. Banks à Grey. Certificat attestant les capacités et les habitudes de Rapson. 615

9 mai, Londres. MacKinnon à Glenelg. Au sujet de ce qu'il a été dit que Glenelg ne se croyait pas tenu d'exprimer une opinion sur les accusations portées contre Aylmer à moins qu'il le demandât, tant qu'Aylmer resterait en fonctions il y avait admission tacite que les accusations n'étaient pas fondées. Mais aujourd'hui qu'il a été annoncé que l'on n'aurait plus besoin de ses services, les circonstances ont changé et Aylmer demande une opinion explicite. 470

10 mai, Wheatley. Ashurst à Glenelg. Demande de la part de deux hommes, un arpenteur et un charpentier, des passages gratuits qu'on leur a dit qu'ils obtiendraient pour eux-mêmes et leurs familles s'ils fournissent leurs propres provisions et nourriture et emportent assez d'argent pour leurs besoins en arrivant. Il demande s'il existe pareille offre. 6

15 mai, Londres. Neilson à Grey. Il remercie Glenelg de s'être donné la peine de faire libérer les pétitions et les documents à la douane. Pour éviter plus d'ennuis il a payé le droit sur les autres. Quand pourra-t-il avoir une entrevue? Il envoie des exemplaires imprimés des documents. 520

Inclus. Circulaire concernant l'Association Constitutionnelle du Bas-Canada. 521

Liste des comtés, villes et autres collèges électoraux qui envoient des représentants à la Chambre d'Assemblée, d'après la loi concernant la représentation, sanctionnée le 17 août 1829, avec la population d'origine française et celle d'origine britannique d'après le recensement de 1830. 528

Explication du tableau qui dit: "Si tous les catholiques romains étaient d'origine française, la population, en 1831, serait comme suit—

d'origine française 403,472
d'autres origines 108,445

mais il est certain qu'un grand nombre de catholiques irlandais ont été inclus dans les bordereaux de la population catholique et devraient être déduits et ajoutés à la population d'origine non francaise." 529

Liste du comite de l'Association Constitutionnelle de Québec. 531

16 mai, Londres. Kerr à Glenelg. Envoie extrait d'une dépêche de l'Amirauté. Demande une allocation de retraite lorsqu'il démissionnera comme juge. 422

Inclus. Extrait des lords de l'Amirauté. Ils ont envoyé la demande d'une allocation de retraite au Colonial Office. 423

19 mai, Londres. MacNeill à Glenelg. Demande à être nommé comme secrétaire de la commission qu'on pourra nommer pour arranger les questions pendantes entre le Canada et la mère-patrie. Ses aptitudes. 459

19 mai, Temple. Bliss à Grey. Il apprend que le rapport d'Aylmer au sujet du tarif de la vice-amirauté à Québec a été reçu et que Glenelg s'est trouvé tenu de

1835. recommander qu'on ne perdît aucun temps pour obtenir un arrêté de l'exécutif rétablissant l'ancien tarif. Revenir à l'ancien tarif ne serait pas remédier au grief dont on se plaint, l'ancien tarif ayant longtemps été une cause de mécontentement, et c'était pour y remédier que fut établi le tarif du 27 juin 1832, qui n'a fait qu'empirer les choses. La simple révocation de ce dernier ne ferait que ramener les anciens griefs. Il a exposé dans sa lettre du 24 février comment on pourrait obvier au mal. Il espère que Glenelg appliquera le meilleur remède. Page 74

27 mai, New-York. Buchanan à Grey. Il a reçu une dépêche qu'il a expédiée à Aylmer comme on voulait. 93

27 mai, Londres. Kerr à Grey. Il regrette qu'après tous ses services, les lords de l'Amirauté ne se sentent pas disposés à recommander qu'il reçoive une allocation de retraite. Il demande en conséquence à reprendre ses fonctions à Québec. 424

28 mai, Londres. Bramston à Hay. Il envoie un document concernant Montréal pour être présenté au secrétaire des Colonies. 20

Inclus. Lettre de la Propagande à Rome à Bramston. 21

28 mai, Londres. Heger à Glenelg. Thomas Douglas, décédé à Montréal, a laissé des biens dont il a disposé par testament, et comme il n'avait pas de parents plus rapprochés que des cousins germains, il est raisonnable de croire qu'il a pu s'occuper d'eux dans ce testament. Il ne peut rien en apprendre à Doctor's Commons, et il demande s'il ne serait pas possible de se renseigner par l'entremise du gouverneur du Bas-Canada. 326

29 mai, Londres. Kerr à Grey. Il présentera des observations sur le tort qu'on lui a fait. 426

29 mai, Londres. Neilson, Walker et Gillespie à Glenelg. La malheureuse position du Canada au départ de Neilson et de Walker, et l'anxiété des gens qui y ont de grands intérêts, est son excuse pour déranger encore Sa Seigneurie. Ils désirent faire connaître aux pétitionnaires l'opinion du gouvernement de Sa Majesté sur les sujets qui ont été portés à la connaissance de Glenelg, et ce qui sera probablement fait pour donner le poids nécessaire à l'autorité exécutive et donner aux pétitionnaires la pleine protection des lois et la jouissance de leurs justes droits de sujets britanniques. 534

— mai. Mémoire exposant comment le principal chef des Chippewas a été frauduleusement engagé à venir en Angleterre et ce qu'il a souffert. Demande de secours. 227

Inclus. Mémorandum de l'aide sollicitée au nom du chef sauvage. 229

1er juin, Londres. Kerr à Grey. Lui demande de présenter des observations à Glenelg. 427

Inclus. Observations sur la manière dont on a traité le juge Kerr. 428

1er juin. D'Este à Hay. La somme destinée aux sauvages peut lui être adressée. On se propose de la distribuer comme suit :—

Passage jusqu'à Détroit	£ 70
Pour être payé à Détroit	55
Pour être payé au Dr Hodgkin pour frais judiciaires	75
	£200

231

4 juin, Ipswich. Dillon à Glenelg. Le remercie de lettres obligeantes ; envoie une note sur les griefs canadiens, et un petit volume qui n'est pas généralement répandu et sur une partie duquel il attire l'attention. L'objet de l'ouvrage était de produire une impression en haut lieu à propos de la question de l'Eglise. 232

Inclus. Note sur les plaintes des Canadiens relatives à la judicature par sir J. Dillon. 234

1835.

5 juin, Ipswich. Nouvelles observations de Dillon au sujet des plaintes des Canadiens à propos de la judicature. Page 247

5 juin, Londres. Neilson, Walker et Giliespie à Glenelg. Comme la décision du gouvernement doit leur être communiquée par Glenelg, ils expriment encore une fois leur désir de pouvoir transmettre des nouvelles certaines à leurs mandataires. 536

Le rapport imprimé contient d'autres lettres. Elles ont été cataloguées d'après leurs dates.

5 juin, Dublin. Pétition de Catherine Shephard demandant les 100 acres de terre accordées à son mari, qui est mort du choléra avant d'en avoir pris possession. 630

12 juin, New-York. Buchanan à Grey. Dépêches reçues ; comment on pourrait gagner du temps dans la livraison des dépêches. 94

15 juin, Québec. Secretan au secrétaire des Colonies. Il demande qu'on lui communique les raisons du procureur général pour ne pas poursuivre une personne accusée d'un crime, afin que si les raisons ne sont pas suffisantes il puisse prendre des mesures pour obtenir justice. Il a écrit au procureur général et au gouverneur. Ce dernier sur preuves *ex parte* s'est déclaré satisfait de la décision du procureur général. Se plaint du manque d'égard avec lequel on l'a traité. 634

17 juin, Londres. Walker à Glenelg. Il attire son attention sur les principaux points des résolutions de l'Association de Montréal. Les points sont au nombre de dix et chacun est discuté au long. Le tout est une plainte contre la Chambre d'Assemblée et son arrogation d'autorité illimitée. 540

20 juin, Londres. Walker à Grey. Il attire son attention sur ce qu'il est officiellement annoncé que Gosford et ses collègues ont été constitués en commission chargée de s'enquérir des griefs dont se plaignent des sujets britanniques dans le Bas-Canada en ce qui regarde l'administration du gouvernement. Il (Walker) a porté à la connaissance du ministère et du parlement plusieurs sujets qui, étant de nature fiscale ou judicielle, n'ont guère de rapport aux abus de l'administration, et on l'a porté à croire qu'on s'en occuperait. 556

22 juin, Londres, Mackinnon à Glenelg. Il envoie une note de dépenses qu'il a encourues dans le service public. Aylmer demande l'autorisation de rembourser le montant. 472

Sans date ni signature à Mackinnon. On ne peut pour le présent autoriser le paiement de Mackinnon ; quand viendra le temps de payer les arrérages dus pour services civils on s'occupera des réclamations de Mackinnon. 473

Inclus. Note de dépenses encourues en 1834 et 1835. 474

23 juin, Londres. Kerr à Glenelg. Comme on l'informe qu'avant son avènement (à Glenelg) Aylmer avait reçu instruction de lui choisir un successeur au poste de juge puîné, il se propose de présenter une pétition au roi, attendu que son renvoi d'office sans procès est une atteinte à l'indépendance de la magistrature dans le Bas-Canada. 434

24 juin, Dublin. Catherine Shepherd à ——. Demande allocation au lieu des 100 acres de terre concédées à son mari. 632

25 juin, Québec. Clapham à Glenelg. Appels de la part des colons de Mégantic. 196

Inclus. Clapham à Aylmer. Expose la situation des colons à Mégantic et demande qu'on leur vienne en aide. 203

Craig à Clapham. Aylmer est incapable pour des raisons indépendantes de sa volonté de venir en aide aux colons de Mégantic. 208

26 juin. Non signée à Walker. Les termes de la *Royal Gazette* ont été transcrits de l'avis correspondant de la nomination d'Amherst, et il n'est pas question de leur donner l'étroite interprétation que craint Walker. 558

27 juin, Londres. Mackinnon à——. Comme il apprend qu'il existe des doutes sur la question de savoir si Aylmer restera jusqu'à l'arrivée de Gosford à Québec, il rapporte que c'est ce qu'il sera et il attend qu'on aura fait des

1835. arrangements pour son retour avec sa famille sur le navire qui conduit Gosford au Canada. Page 475

1er juillet, New-York. Buchanan à Glenelg. En conséquence du grand nombre d'émigrés à destination du Haut-Canada qui passent par New-York, l'ouvrage de son bureau a grandement augmenté. Il prie qu'on nomme son fils son agent avec rémunération convenable. 95

10 juillet, Londres. Neilson à———. Inclus dans la dépêche de Glenelg à Gosford, etc., du 17 juillet 1835.

Baring à Hay. Inclus dans la dépêche de Glenelg à Gosford du 18 juillet 1835.

11 juillet, Trésorerie. Walker à Glenelg. Rapport du comité d'instruction relatif aux pétitions venues du Bas-Canada. Inclus dans la dépêche de Glenelg à Gosford, etc., du 17 juillet 1835.

17 juillet, Downing Street. Glenelg à Gosford. Grey and Gipps, commissaires d'enquête, affaires du Bas-Canada. Envoie instructions. 727

Inclus. Pétitions des habitants du Bas-Canada. 734

Pétition des habitants du Bas-Canada résidant dans le district de Montréal. 735

Pétition des membres de l'Assemblée et de la minorité du Conseil. 736 verso

Neilson à Glenelg. Transmet la pétition des membres de l'Eglise d'Ecosse au Bas-Canada et lettre d'un des anciens. 737

Pétitions. 737 verso

Brown à Neilson. Il envoie une pétition et représente l'état de l'Eglise d'Ecosse au Bas-Canada. 738 verso

Neilson à———. Indique les amendements à faire pour le bien-être et la sécurité des provinces de l'Amérique du Nord. 739

Rapport du comité d'instruction relatif aux pétitions venues du Bas-Canada. 739 verso

Walker à Glenelg. Au sujet des pétitions venues du Bas-Canada. 741

Note d'Aberdeen faisant voir comment ont été exécutées les recommandations du comité de 1828 relatif au Canada. 743 verso

17 juillet, Downing Street. Glenelg aux commissaires. Etablissant les règles qui doivent gouverner l'accomplissement de leurs fonctions. 747

17 juillet, Downing Street. Le même à Gosford. On lui a envoyé des commissions pour ses différentes fonctions et pour les commissaires. Comment il doit s'attacher à concilier les différends. Le gouvernement britannique n'a rien fait que pour le bien des Canadiens. 748

18 juillet, Downing Street. Le même au même. Il envoie copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet du remboursement de £31,000 avancés à la province par Aylmer le 27 novembre dernier. Il partage l'opinion de la Trésorerie. 752

Inclus. Baring à Hay. Les lords de la Trésorerie ont confiance que l'avance qui été faite pour prévenir une interruption des affaires civiles sera remboursée par l'Assemblée. 752 verso

20 juillet, Nicolet. Chandler à Fox Maule. Il représente que par suite de l'ambiguité des titres la ligne entre les terres de la Couronne et la seigneurie de Nicolet est restée indéterminée. Dans la cause intentée pour le règlement de la question, la décision du Conseil privé a été défavorable à ses intérêts. Lui et les co-seigneurs ont présenté une pétition demandant la concession d'une partie de l'étendue dont ils ont été privés par le jugement. Il craint qu'il y ait des retards, et conséquemment il sollicite son influence et celle de Dalhousie. 209

20 juillet, Québec. Secretan à Glenelg. Il n'a pas reçu d'accusé de réception de sa plainte du 12 février dernier. Il demande qu'on lui fasse savoir si on l'a reçue. Il ne connaît pas la substance des représentations qu'Aylmer a faites à Glenelg et à ses prédécesseurs, attendu qu'on lui a refusé accès à la cor-

1835.

respondance concernant ses griefs; il espère encore que Glenelg lui rendra justice. Page 637

24 juillet, Rathmore. Brophy au secrétaire des Colonies. William Brophy vit-il encore ? Il a servi au Canada dans la guerre de 1812, et a ensuite été instituteur militaire. Il a écrit qu'il devait obtenir 290 acres de terre. Les a-t-il eues ? Est-il encore dans l'armée ? 22

30 juillet, Londres. Hicks et Morris au secrétaire des Colonies. Demande qu'on prouve les signatures de lord Aylmer, gouverneur, et de Daly, secrétaire, que portent des documents dans la cause de Christopher Yarrow, résidant près d'Odelltown, qui a présenté une pétition pour obtenir une somme de £379 4. 1. en possession du tribunal. 328

4 août, Salterton. Mrs Foley à Glenelg. Elle envoie des papiers concernant une concession de terre à son mari, décédé le 18 juillet 1834. Elle demande la concession pour elle et ses enfants. 252

6 août, Québec. Secrétan au même. Il envoie des copies conformes de la correspondance entre Aylmer et lui. Aylmer a jugé à propos de dire qu'il veut ne plus rien avoir à faire au sujet de la plainte, sous prétexte que Secrétan a refusé d'envoyer à Sa Seigneurie copie d'une lettre privée adressée à Aberdeen. Aylmer veut apparemment donner lieu à quelque provocation qui lui permette de mettre de nouveaux obstacles à sa plainte. Il se plaint de la façon dont ses plaintes ont été traitées. Il envoie copies de la correspondance. 639

Inclus. Secretan à Aylmer. Il s'est écoulé quatorze jours depuis qu'Il (Aylmer) a reçu du secrétaire des Colonies une dépêche au sujet des représentations de Secretan. Sa Seigneurie a-t-elle l'intention de lui communiquer quelque renseignement à ce sujet. 644

Le secrétaire civil à Secretan. Son refus de fournir une copie des documents demandés dans la lettre du secrétaire civil du 21 du mois dernier met nécessairement fin à tout en ce qui est de la plainte de Secretan. 645

10 août, Trois-Rivières. Mémoire de Moses Hart. Demandant qu'on mette de côté le jugement de la cour d'appel en la cause dans laquelle Chandler et autres sont demandeurs et le pétitionnaire et autres sont défendeurs. 331

14 août, Toronto. L'évêque de Québec à Glenelg. Le plan qu'il propose relativement au paiement d'un évêque suffragant ne prendra effet qu'à sa mort. 608

21 août, Londres. Mandelsloh à Glenelg. N'ayant pas reçu de réponse à la demande faite à Spring Rice au sujet des biens de Charles Maisenhoelder, décédé à Montréal, il demande qu'on donne instruction au gouverneur du Canada d'obtenir et de remettre la moitié de la somme demandée par les deux filles de Maisenhoelder. 461

24 août, New-York. Buchanan à Grey. Il a reçu une dépêche et l'a expédiée à Aylmer. 97

26 août, Salterton. Mrs Foley à Glenelg. Son désappointement d'apprendre qu'il n'est pas au pouvoir de Sa Seigneurie d'accorder sa demande. Détresse que cette nouvelle lui a causée ainsi qu'à sa famille. La concession pourra-t-elle être reportée sur son fils aîné quand il sera en âge? 254

4 septembre, Londres. Mémoire de LeLièvre dans lequel il demande ses appointements en qualité de sous-secrétaire civil, attendu qu'il a reçu ordre de se rendre à Sierra-Leone. 436

Inclus. Certificat de l'inspecteur général des comptes attestant que la somme de £54.4.10 est due à LeLièvre en appointements. 438

Certificat d'Aylmer établissant que LeLièvre a été nommé sous-secrétaire civil et qu'il a donné sa démission quand il a été nommé à un emploi dans le commissariat. 439

Craig à LeLièvre. Aylmer regrette qu'il lui soit impossible de signer un mandat pour ses appointements. 440

8 septembre, Broughshane. Catherine Sawyers au secrétaire des Colonies. Comment s'y prendre pour obtenir des renseignements au sujet d'un frère? 646

1835.
12 septembre, Salterton. — Mrs Foley à Glenelg. Elle n'a plus d'espoir de bénéficier de la concession de terre au Canada. Elle va s'adresser au roi, son mari ayant été aide de camp de Sa Majesté quand elle était en mer sous le nom de duc de Clarence. Demande qu'on lui renvoie les papiers qu'elle a communiqués. Page 255

19 septembre, Broughshane. — Catherine Sayers à l'ambassadeur des Etats-Unis. Demande de renseignements sur son frère James Sayers. 647

25 septembre, Londres. — McDougall à Glenelg. Il attire l'attention sur la discontinuation des concessions de terres aux soldats licenciés, ce qui est pénible pour plusieurs sous-officiers et soldats très respectables du 79me dont il était ci-devant le commandant, et il demande qu'on accorde aux soldats (dont il envoie une liste) les concessions auxquelles ils croient avoir droit. La liste contient les noms des plus vieux et plus méritants parmi les sous-officiers et les soldats du régiment. Le grand désappointement de ces hommes s'ils ne reçoivent pas les concessions. 504

Liste des sous-officiers et soldats. 507

26 septembre, Londres. — Le major Martin à Grant. Ses services dans le 99me régiment. Ayant perdu la santé en conséquence, il ne peut remplir les conditions de la concession. Il demande qu'elle soit reportée sur son fils. 462

Inclus. Goulburn à Maitland. Concession à Maitland égale à celle qu'il aurait reçue s'il était resté au Canada avec son régiment. 464

1er octobre, Chelsea. — Note à Somerville. Lui rend compte des causes qui l'ont porté à acheter de la terre à Barnston ; il court danger de la perdre par suite de manœuvres fauduleuses et il demande protection. 648

2 octobre, Coteau-du-Lac. — Leeds à Glenelg. Lui rappelle sa demande d'allocation de retraite et cite la lettre favorable qu'il a reçue de la Société pour la Propagation de l'Evangile. Il attire l'attention sur la réduction des appointements, et demande s'il convient qu'il visite une paroisse éloignée à ses propres frais. 441

Inclus. Leeds à Campbell. Au sujet de l'allocation de retraite, et se plaint des dépenses que lui cause la desserte d'une paroisse éloignée. 443

5 octobre, Londres. — Le major Martin à Glenelg. Il rappelle sa lettre du 26 septembre et demande de nouveau que sa concession de terre au Canada soit reportée sur son fils. 465

6 octobre, Downing Street. — Stephen à McDougall. Glenelg regrette de ne pouvoir violer le règlement qui s'oppose à la concession de terres au Canada aux hommes du 79e régiment. 512

9 octobre. — Sans signature à McDougall. Vu ses représentations au sujet des hommes du 79e régiment, Glenelg a donné des ordres pour qu'il reçoivent des terres au Canada. 511

9 octobre, Londres. — McDougall à Stephen. Il lui envoie la lettre qu'il avait oublié d'inclure. Il corrige le nombre de sous-officiers et de soldats du 79e regiment donné par erreur dans la lettre de Stephen. Il suggère qu'on leur permette de s'adresser au gouverneur du Bas-Canada ou au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada pour leurs terres. 515

10 octobre. — Sans signature à Somerville. Glenelg regrette de ne pouvoir donner la protection demandée. Le seul moyen constitutionnel est le recours aux tribunaux. 650

15 octobre, Irvine. — Ferguson à Glenelg. Il envoie une lettre de son père, marchand à Durham, sur le lac Saint-François, Bas-Canada, sur les mécontentements politiques qui existent. La lettre est une lettre personnelle, mais il l'envoie parce qu'elle peut être utile. 256

21 octobre, Londres. — L'archidiacre Mountain au même. Situation de l'Eglise d'Angleterre au Canada et proposition de nommer un évêque suffragant pour alléger le fardeau de la surintendance épiscopale. 477

23 octobre, Londres. — Handley et Durrant au même. Demandent la permission d'examiner les archives du Colonial-Office pour une cause dans laquelle est intéressée la marquise douagère de Devonshire. 336

1835. 29 octobre, Addington.	L'archidiacre Mountain à Stephen. Il craint d'avoir commis quelque erreur dans sa lettre à Glenelg, n'étant pas à même de consulter les documents. Page 486
31 octobre, Liverpool.	Baring Bros & Co. à Stephen. Ils enverront le paquet à Buchanan, consul à New-York, et donneront instruction au maître du navire de le délivrer aussitôt que possible, 23
31 octobre, Dublin.	Hughes au secrétaire des Colonies. Désire qu'une lettre qu'il envoie soit expédiée à Aylmer. 337
2 novembre.	Non signée à Gosford et Colborne. Il a reçu de la part du colonel McDougall en faveur des hommes du 79e régiment une demande de les soustraire à l'effet de la discontinuation des concessions de terres aux soldats licenciés. Les hommes se sont inscrits pour leur congé avant la promulgation de la nouvelle règle. Croyant que la foi publique se trouve engagée vis-à-vis de ces gens, il se croit tenu de revenir au régime sous lequel a été contractée l'obligation. 509
2 novembre, New-York.	Buchanan à Grey. Il a expédié un rapport qu'il croit n'être pas encore arrivé au Colonial-Office. 98
	Inclus. Discours de Gosford à l'ouverture de la législature, omis, ayant été transcrit au volume 223. 99
6 novembre, Londres.	L'archidiacre Mountain à Glenelg. Il attire l'attention sur la situation de R. R. Burrage, maître de la *Royal Grammar School* à Québec, qui est particulièrement pénible. 488
6 novembre, Londres.	Le même au même. Envoie un mémoire du R. J. Bethune. Les désappointements qu'il a subis ont causé des inconvénients. 489
	Inclus. Mémoire du R. J. Bethune au sujet d'arrérages de traitement. 490
9 novembre, Temple.	Bliss à Grey. A-t-on obtenu un arrêté de l'exécutif rétablissant l'ancien tarif d'honoraires, ou est-il survenu des circonstances de nature à faire changer les intentions du gouvernement ? 78
10 novembre, Downing Street.	Non signée à l'archidiacre Mountain. Le sujet de l'Eglise d'Angleterre a fort occupé l'attention de Glenelg, mais comme il se rattache à l'enquête que fait en ce moment la commissions il ne peut donner de réponse précise. 485
11 novembre, Brighton.	Reid à Hay. Il retourne les papiers qui lui ont été envoyés par erreur. 616
15 novembre, New-York.	Buchanan à Grey. Il envoie une copie de la réponse de l'Assemblée au discours du gouverneur. 100
	Inclus. Omis : déjà transcrit, au volume 223.
	Réponse de l'Assemblée. 161
	Article de l'*Irish Advocate* (publié à Montréal) relatif à la réponse au discours du Trône. 102
16 novembre, Liverpool.	Baring Bros. à Grey. Il envoie le paquet à Buchanan par l'*Europe*. 24
17 novembre, Southampton.	L'archidiacre Mountain à Glenelg. Comme la réponse à son mémoire dépendra du rapport que fera la commission au sujet de l'Eglise anglicane au Canada, il espère qu'on dirigera l'attention de la commission sur cet important sujet. La commission étant en communication avec l'évêque on peut être satisfait. Il demande de nouveau la nomination d'un évêque suffragant. 493
25 novembre, Liverpool.	Baring Bros. & Co. à Grey. Ils envoient le *Columbus* le 1er du mois prochain, et le *South American* le 16, tous deux à destination de New-York, et tous deux sont des paquebots américains de première classe. Un autre part le 8 décembre. Ce ne sont pas eux qui l'envoient, mais c'est aussi un navire tout à fait convenable. 25
2 décembre, Brownham.	Strachey à Grey. Lui demande de faire parvenir une lettre à Gosford. 651
2 décembre, Temple.	Bliss à Grey. Il a reçu une copie de l'arrêté de l'exécutif rétablissant la partie de l'arrêté du 27 juin 1832 qui se rapporte à la cour de vice-

1835.

amirauté. Il en enverra des copies aux chambres de commerce de Québec et de Montréal. Il attire l'attention sur l'effet de l'article de la loi concernant la marine marchande qui en empêche l'application dans une colonie où il existe une Assemblée législative. Il envoie un paragraphe tiré de la *Gazette* de Montréal au sujet de la goélette *Bear*, sur lequel il attire l'attention. Page 79

Inclus. Extrait de la *Gazette* de Montréal au sujet de la goélette *Bear*, dont le maître, grâce à Roebuck, Chapman et Cie, a eu à payer £13.15s. de frais au lieu de 40s., pour la raison que le navire, appartenant à une colonie où il existe une Assemblée législative, est privé des avantages de la loi concernant la marine marchande. 80

4 décembre, Londres. James à Murdock. Il prie qu'on lui envoie le nom d'un officier de cour qui puisse signifier légalement un document judiciaire à Donald Borgie. 379

5 décembre, Downing Street. Glenelg à sir F. B. Head. Lui envoie sa commission de lieutenant-gouverneur du Haut-Canada avec instructions. Il lui indique les principales sources dont il obtiendra les renseignements qu'il doit chercher à se procurer sur l'état des choses dans le Haut-Canada. La lettre d'instruction touche à tant de sujets qu'il est impossible d'en donner un aperçu satisfaisant dans un espace convenable. 752 verso

9 décembre, New-York. Buchanan à Grey. Il envoie une copie du discours du président, arrivé en 12 heures de Washington, distance de 244 milles. 108

Inclus. Message du président des Etats-Unis. 109

11 décembre, Carrick. O'Cavanagh au Colonial-Office. O'Meara, qui était employé aux mines de Sydney, dans l'Amérique du Nord, vit-il encore et est-il encore là ? Des rumeurs de son décès ont alarmé ses parents. 561

16 décembre, Liverpool. Baring Bros & Co. à Grey. Ils envoient une dépêche à Buchanan par le *South America.* 26

21 décembre, Montrose. Kidd au secrétaire des Colonies. Il demande des renseignements sur David Sparks qu'on, rapporte être décédé à Québec ou à Montréal. 381

23 décembre, Chantilly. Laurat au même. Il est instituteur et sa femme aussi, mais comme la profession rapporte peu en France, il désire aller au Canada ou dans les Antilles anglaises, et demande un passage gratuit ou à prix réduit pour lui-même, sa femme et un enfant de trois ans. 448

23 décembre, St-Saviours. Brooks au même. Il demande des renseignements sur une partie des biens de son frère, qui a reçu 800 acres de terre au Canada pour ses services. Il est entré dans les ordres sacrés en 1829 et est mort à Sierra-Leone en 1825. 27

24 décembre, Liverpool. Baring Bros. & Co. à Grey. Il expédie une dépêche à Buchanan à New-York par le *Napoléon.* 28

24 décembre, Londres. L'archidiacre Mountain à Stephen. Lui demande de faire préparer aussitôt que possible la lettre lui offrant la charge d'évêque suffragant. 499

26 décembre, Downing Street. Glenelg à l'archidiacre Mountain. Après la promesse qui a été faite au parlement de discontinuer le crédit annuel pour le clergé dans l'Amérique du Nord, tout ce qu'il peut faire pour la nomination d'un suffragant à l'évêque de Québec est de sanctionner la nomination d'un membre du clergé à cette charge sans rémunération additionnelle, car il ne peut offrir aucun avantage pécuniaire en compensation des travaux et des responsabilités de la charge. Vu les circonstances, connaissant son désir désintéressé de promouvoir les intérêts de l'Eglise, il lui offre la charge. 495

28 décembre, Fulham. L'archidiacre Mountain à Glenelg. Il accepte l'offre qu'on lui fait de la charge d'évêque suffragant et désire attirer l'attention de la commission sur ce qu'il dit au sujet des réserves du clergé dans sa lettre du 21 octobre. 500

31 décembre, New-York. Buchanan au même. Il a reçu une dépêche pour Colborne. Comme le passage a été long et que la lettre de Stephen disait que tout délai

1835.

aurait des inconvénients, il l'a expédié par courrier spécial à Queenston, le premier bureau de poste du côté canadien. Page 175

Pas de date. Bramston. Mémorandum dans lequel il dit qu'il a laissé des copies de lettres ; la Propagande attendra des renseignements à leur sujet. 29

Inclus. Lettres de la Propagande à Bramston. 30, 31

Pas de date. Mémoire relatif au chef michigan Muk-Coonee. Comment on l'a induit en erreur à aller à Londres en lui représentant faussement que le roi désirait le voir. Comment les sauvages pourvoient à leur subsistance. L'objet immédiat du chef sauvage est de voir le roi pour chercher à obtenir une modification d'un traité fait avec le gouvernement. 177

Observations sur le traité passé avec Muk-Coonee et copie du traité.

Pas de date. Murray à Hay. Il est venu pour le voir au sujet de la concession à Wyld au Canada. Il lui demande de mentionner une heure où il pourrait le recevoir. 452

Mosley à ————. Proposition d'établissement d'une compagnie agraire. Il demande si le gouvernement encouragera le projet. Donnera-t-il une charte ou offrira-t-il, soit gratuitement soit à prix de vente peu élevé, une étendue de terres de 500,000 à 1,000,000 d'acres, au Canada, à la Guyane ou au Cap de Bonne-Espérance, avantageusement situées pour des émigrés. Si le gouvernement ne veut pas donner des terres dans ses nouvelles colonies, donnera-t-il à la compagnie une charte l'autorisant à posséder des terres dans les Etats de l'Amérique. 466

Mémoire de Sarah Harrison, représentant que son mari est mort du choléra à Inverness, dans le Bas-Canada, possesseur de biens qui ne peuvent être transférés autrement que par ordre du Colonial-Office. Il a laissé un fils dont elle est la mère, et elle désire que la terre en question passe à ce fils. 329

Pétition de marchands de Glasgow intéressés dans le commerce et la prospérité des provinces de l'Amérique du Nord exposant les mauvais effets du tarif d'honoraires établi pour les cours de vice-amirauté contrairement aux intentions du roi. Les honoraires sont si élevés et les délais de la procédure sont si considérables que les procès sont devenus une terreur et des instruments d'extorsion, les frais d'une défense étant plus onéreux pour le justiciable que de se soumettre à des demandes injustes. Exemples cités. Demandent qu'on modifie le tarif et les règles de procédures. 760

Pétition des habitants de Montréal d'origine irlandaise, demandant qu'on prenne des mesures pour le prompt établissement des terres incultes du Bas-Canada. Demande qu'on accorde des lettres patentes aux actionnaires de la *North American Land Company.* 777

PAPIERS D'ÉTAT, HAUT-CANADA.

Correspondance, minutes, charte, etc., de la Compagnie du Haut-Canada, de 1824 à 1831, contenus dans les volumes Q. 359 à Q. 373.

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1832.

Q. 374—1.

1832. 31 janvier, York.

Colborne à Goderich (n° 1). L'adresse de l'Assemblée au roi exprimant son attachement a été probablement provoquée par la conduite de Mackenzie, le rédacteur du *Colonial Advocate*. Caractère de Mackenzie; deux fois expulsé le l'Assemblée; son agitation constante et sa tentative de soulever une clameur contre le gouvernement exécutif. Documents inclus. Page 1

Inclus. Adresse de l'Assemblée au roi. 5

Pétition des habitants et francs tenanciers du Haut-Canada, demandant la dissolution de la législature par suite du fait que la Chambre d'Assemblée avait employé inutilement et sans profit la plus grande partie de la dernière session et tout le temps jusqu'à présent de la session actuelle. 7

Le président et le secrétaire de l'assemblée ont envoyé une copie de la pétition à McMahon, le secrétaire du gouverneur. Les personnes en faveur de l'objet se rendront en corps au palais du gouvernement pour présenter la pétition. 9

Assemblée des districts Home et avoisinants. Adresse de W. Lyon Mackenzie demandant à toutes les personnes présentes de se rendre en corps à York afin de montrer qu'on est nombreux et pour revendiquer leurs droits. 10

Appel au peuple par W. L. McKenzie. 24

Avis à la population du district de Home et des districts environnants de venir en corps à York le 19 janvier 1832 pour voir le lieutenant-gouverneur et lui demander de dissoudre l'Assemblée. 31

Acte d'accusation contre le lieutenant-gouverneur de la province et adresse de Mackenzie qui couvre 40 pages. 33

Substance de défense faite par Mackenzie. 73

Opinions de la presse. 75

Extrait du *Colonial Advocate*. 80

Procédure lors de la réexpulsion de Mackenzie. 82

Autres documents, opinions de la presse, etc. 82 à 176

3 février, York.

Colborne à Goderich (n° 2). Bill présenté pour autoriser Sa Majesté à reprendre possession des réserves du clergé, mais la Chambre n'a pas paru disposée à étudier la question avant la prochaine session. A reçu à ce sujet des dépêches qu'il a promis de transmettre à l'Assemblée. A fermé la session le 28, la majorité étant opposée à examiner immédiatement le sujet des réserves du clergé. La corporation chargée de l'administration des réserves du clergé sera heureuse de n'avoir pas à accorder de baux; ses fonctions. Il y a maintenant plusieurs centaines de demandes de baux qui ont été examinées, et on a promis des baux dès qu'on pourrait les préparer—ces solliciteurs ont pris possession ayant foi dans la promesse du gouvernement. Les baux des réserves du clergé ayant donné aux émigrants de grandes facilités pour s'établir et leurs familles, au taux de $7 par année, un certain nombre de familles sont établies.

1818. Les personnes qui ont déjà fait leur demande recevront des réponses, mais avis sera donné qu'il ne sera pas accordé d'autres baux. Le mécontentement que causera le refus d'une demande pour l'achat ou bail d'environ 150,000 acres. Page 177

Inclus. Motion du procureur général demandant la permission de présenter un bill pour investir de nouveau Sa Majesté des réserves du clergé. Le bill a été lu pour la première fois, mais la seconde lecture a été remise. 182

8 février, York. Colborne à Goderich (n° 3). Le colon de bonne foi n'est soumis à aucun retard pour obtenir sa terre. Comment cela se pratique. Envoie formules et règlements. Dans les premiers établissements l'on a fait de vastes concessions à des particuliers, mais depuis 1827 ; il n'a été accordé aucunes concessions gratuites sauf aux loyalistes de l'Empire-Uni et aux soldats de l'armée, marine, ou milice constituée qui ont servi durant la dernière guerre; tous les autres obtiennent leurs terres par achat. Les droits d'établissements que l'on mentionne comme un grief ne sont exigés que des personnes ayant droit à des concessions gratuites. Les réserves de la Couronne et du clergé ont augmenté les difficultés des premiers colons, mais comme les réserves de la Couronne sont vendues à la Compagnie du Canada, elles se colonisent rapidement et cette dernière ne met aucun obstacle aux améliorations. Le bail de terre est le système le plus profitable dans les régions éloignées. Considération des systèmes d'établissement. Envoie rapport sur griefs, contenant des observations utiles sur les terres de la Couronne. 184

Inclus. Copie des documents sur l'établissement des colons. 190

Rapport du comité sur griefs. 194

9 février, York. Colborne à Goderich (n° 4). A fermé la session le 28 janvier. Envoie copie de son discours. 197

Inclus. Discours à la fermeture de la session. 198

Rapport du comité au sujet des griefs. 200

Etat de la dette publique créée pour certaines fins, lesquelles sont mentionnées dans le tableau. 214

Cet état forme partie du rapport, qui se continue jusqu'à la page 229

Second rapport sur griefs. 230

10 février, York. Colborne à Goderich (n° 5). Transmet adresse de l'Assemblée demandant qu'on annule la charte du Collège du Roi, et qu'il en soit accordée une autre sans dispositions exclusives. Envoie sa réponse à la demande que l'adresse soit transmise. 236

Inclus. Adresse de l'Assemblée. 237

Réponse de Colborne qu'il transmettra l'adresse. 239

11 février, York. Colborne à Goderich (n° 6). Transmet l'adresse de l'Assemblée demandant que le roi recommande que les réserves du clergé soient vendues et que le produit en soit transporté à la législature pour être appliqué aux fins de l'éducation. 240

Inclus. Adresse. 242

13 février, York. Colborne à Goderich (n° 7). Envoie adresse de l'Assemblée demandant que les terres réservées pour les écoles soient appliquées à cette fin et que le produit des rentes soit mis à la disposition de la législature. On verra par la dépêche du 25 octobre dernier que la plus grande partie des terres demandées dans l'adresse ont déjà été affectées conformément aux instructions. 245

Inclus. Adresse. 247

14 février, York. Colborne à Goderich (n° 8). Transmet l'adresse de l'Assemblée au sujet de l'évaluation et de la disposition des terres de la Couronne. 250

Inclus. Adresse. 252

15 février, York. Colborne à Goderich (n° 9). Envoie adresse demandant que le Haut-Canada puisse participer au revenu provenant des biens des Jésuites. 256

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1832.

Q. 374-2.

1818. 18 juillet, Québec. Mémoire. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 24 février 1832.

1832. 16 février, York. Colborne à Hay (personnelle). Rapport sur Mackenzie ; tous les journaux de la province sont contre lui sauf ceux qu'influencent les Ryersons. C'est un démagogue dangereux. Suggère qu'on ne paie point le traitement de l'évêque de Québec à même le revenu territorial, mais les loyers des réserves affermées du clergé. Page 260

Inclus. Extraits du *Canadian Freeman* condamnant la conduite de Mackenzie, dans lesquels on cite les résolutions Scarborough. 365

Continuation. 276

Observations sur le conseil des médecins. Autre grief, défendant les nominations faites par Colborne. 283

— février, York. Colborne à Goderich (n° 10). Envoie adresse de l'Assemblée demandant le renvoi de l'aumônier, et qu'il n'en soit pas nommé d'autre. Croyant que le traitement de l'aumônier était fixé par un acte permanent et que la nomination appartient à la Couronne, il ne se croit pas autorisé à mettre fin à la charge. 286

Inclus. Adresse. 288

17 février, York. Colborne à Goderich (n° 11). Envoie une esquisse et des observations de Shirreff sur l'augmentation du commerce de bois et du revenu de la Couronne qui suivrait la construction de glissoires aux rapides des Chats et de la Chaudière. Recommande que cela se fasse en prenant à cette fin partie du produit des permis de coupe de bois. 289

Inclus. Observations sur les retards qu'éprouve la descente du bois aux Chats et à la Chaudière, ce qui en augmente le coût. Comment l'on pourrait établir une communication d'amont les chutes de la Chaudière au canal Rideau. 291

18 février, York. Colborne à Goderich (n° 12). Envoie pétitions des ministres presbytériens du Haut-Canada qui n'appartiennent pas à l'Eglise d'Ecosse. 295

Inclus. Pétition du Synode uni presbytérien du Haut-Canada demandant une allocation pécuniaire. 296

20 février, York. Colborne à Goderich (n° 13). Transmet pétition du lieutenant Edward O'Brien, qui ne put recevoir sa demi-solde parce qu'il a été employé pour établir les émigrants dans les townships situés sur le lac Simcoe. Comme il n'a été employé que quelques mois, il espère que la pétition sera considérée favorablement. 301

Inclus. Pétition. 303

22 février, York. Colborne à Goderich (n° 14). Envoie pétition de la Compagnie du canal Welland demandant de faire un arrangement avantageux en disposant des privilèges de chutes d'eau, mais comme il existe des doutes quant au pouvoir du gouvernement sur les forces hydrauliques, elle demande d'abandonner l'hypothèque et qu'il soit déclaré que la seule réclamation est celle des droits de péages. 304

Inclus. Pétition. 306

24 février, York. Colborne à Goderich (n° 15). Transmet pétition d'émigrants et soldats réformés établis à Perth dans laquelle il est allégué qu'ils ont été portés à croire que l'on recommanderait une concession de terres à leurs enfants quand ces derniers seraient capables de cultiver leurs lots. Une copie du document de juillet 1818 est envoyée. Le cas a été plusieurs fois soumis au Conseil exécutif, mais comme la faveur en question n'est

1832. mentionnée dans aucune correspondance les demandes ont été refusées. Les émigrants établis à Perth sont loyaux et industrieux, mais si on leur accordait la faveur demandée ce serait créer un précédent incommode. La plupart d'entre eux sont capables d'acheter des terres pour leurs enfants. Page 308

Inclus. Pétition. 310

Mémoire. Que les fils des émigrants recevront la faveur ordinaire d'une terre quand ils atteindront l'âge de majorité. 313

23 mars, York. Colborne à Goderich (n° 16). Le montant du revenu provenant des loyers, péages et droits sur le canal Rideau devrait être perçu et établi par les officiers de l'artillerie avant qu'il ne soit fait aucun arrangement définitif quant au mode de payer les frais contingents. L'assemblée ne pourvoiera pas aux réparations à faire aux ponts, etc., mais si l'on en juge par les denrées transportées du lac Erié dans Ontario, ainsi qu'indiqué dans le rapport du canal Welland, une proposition à cet effet serait inutile. Envoie copie de réponse aux officiers respectifs à Québec. 314

Inclus. McMahon aux officiers respectifs. Le retard à répondre est dû à la maladie du procureur général. Le gouverneur n'a pas encore reçu l'état des taux de péages et droits établis par le canal Welland, mais il envoie copie de l'opinion du procureur général, en sorte que l'on pourra prendre des mesures pour faire rapport sur la validité des titres des terrains achetés par By. Le gouverneur croit que même si l'on établit des péages à un taux plus élevé, le produit devrait suffire pour les réparations. La perception des péages, etc, devrait être confiée à la division de l'artillerie jusqu'à ce que l'on puisse s'assurer de l'étendue des relations commerciales par l'Ottawa et le canal Rideau. 316

Boulton à McMahon. N'a rien appris de By depuis quelque temps au sujet des obstacles placés par Merrick à la navigation du canal Rideau, en sorte qu'il suppose que cela a cessé. Si on recommence, il prendra tout de suite les mesures qui pourront être nécessaires, mais il n'appréhende aucune difficulté à cet égard. Les terres et constructions du canal Rideau ne peuvent être dévolues à l'artillerie, les officiers peuvent avoir la charge des constructions, mais la propriété doit être dévolue à la Couronne. La nécessité de faire examiner les titres de toutes les terres achetées par By ou par ses prédécesseurs. 318

MacMahon aux officiers respectifs. Envoie rapport du canal Welland, lequel pourra être utile. 321

La Compagnie du canal Welland à———. Envoie les taux de péages et la méthode de les percevoir. 322

Observations accompagnant les taux de péages sur le canal Welland et les taux projetés sur le canal Rideau. 325

Taux des péages sur le canal Welland en 1831. 331

24 mars, York. Colborne à Goderich (n° 17). Envoie adresses de différentes régions pour contre-balancer celles que Mackenzie met en circulation pour signatures afin d'encourager l'agitation. Les adresses et les résolutions indiquent le bon esprit et la loyauté qui prévalent dans la province. 332

Inclus. Adresses.

Kingston. 334
Hallowell. 349
Carleton-Place. 355
Kingston. 358, 385
Hastings. 390
Perth. 392
Grimsby. 393
Adjalo, Albion, etc. 395

Autres assemblées, observations de la rédaction, etc. 334 à 454

25 mars, York. Colborne à Goderich (n° 18). Relativement à la suspension de Hurd, il a fait rapport qu'il était prêt à faire voile de Saint-Jean, Nouveau-

1832.

Brunswick, le 18 novembre dernier, mais qu'il a été détenu par la maladie. Il est arrivé aux Etats-Unis le 3 janvier, mais a été empêché de se rendre dans le Haut-Canada par la maladie grave dans sa famille. Est à Utica et à transmis certificat. Page 455

Inclus. Hurd à———. Son arrivée à Saint-Jean après avoir été détenu à Fredericton. Le navire *Julia*, dans lequel il avait pris son passage, avait fait voile avant son arrivée à Saint-Jean, et il doit attendre son retour. 456

Certificat de médecin à Utica. 457

29 mars, York. Colborne à Hay. Assemblées pour arrêter les progrès du démagogue Mackenzie; les avantages à en retirer. Les Ryersons ont maladroitement pris une part politique active de concert avec Mackenzie, qui sait qu'il échouera s'il n'entretient point l'agitation. N'a pas encore reçu la décision du conseil du collège sur l'abandon de la charte. Il y a encore une somme d'à peu près £20,000 de revenu territorial qui reste. Les immigrants établis l'année dernière sur les terres de la Couronne réussissent bien; des sociétés se forment dans la région de l'Est afin de faciliter le transport des immigrants. 458

2 avril, York. Colborne à Goderich (n° 19). A communiqué aux autorités du collège du roi les désirs du gouvernement de Sa Majesté au sujet de la charte. Les difficultés de traiter avec la législature. 461

Inclus. La charte du collège du roi. 464

Rapport du conseil du collège. 480

5 avril York. Colborne à Goderich (n° 29). Rapporte que la distribution projetée du revenu casuel et territorial doit être modifiée, car la législature n'a pas pourvu aux appointemeats du receveur général non plus que des commis du bureau de l'arpenteur général. Suggère que le traitement de l'évêque de Québec soit débité au compte des loyers des réserves du clergé au lieu d'être débité au revenu territorial. 501

Inclus. Etat de la caisse des revenus du clergé. 503

7 avril, York. Colborne à Goderich (n° 21). Avant de recevoir leurs terres les émigrants indigents ont signé un arrangement de payer par versements cinq chelins par acre. La plupart ont défriché assez de terre pour entretenir leurs familles et peuvent se supporter eux-mêmes en partie par les gages que leur paient les propriétaires de terres qui sont allés dernièrement dans les townships de l'intérieur. Le système d'entretenir les émigrants pendant quelques mois est le meilleur pour coloniser le pays, si la dépense pouvait être payée au moyen du revenu territorial, ou par les paroisses qui désirent détacher le trop plein de leur population. La dépense de l'année dernière n'a pas excédé £5,000. Les détails sont mentionnés dans les comptes des agents. Le montant a été distribué au plus grand avantage des immigrants et de la province. Les avantages qu'il y aurait pour le gouvernement local de pouvoir rapidement coloniser quelque étendue particulière du pays. Des hommes possédant des capitaux demandent d'acheter des terres dans les townships établis l'année dernière par les immigrants indigents; les avantages de cette colonisation. La prospérité d'Oro. Sur le montant du revenu territorial il considère qu'il y a à sa disposition £5,000 pour aider aux immigrants envoyés l'année prochaine. Agents nommés. Buchanan a peur que celui nommé à Québec n'intervienne dans les fonctions de sa charge. 584

Inclus. Rapport d'une assemblée tenue à Brockville au sujet de l'émigration, 509

Même assemblée tenue à Prescott. 510

Le lieutenant-gouverneur sir John Colborne, 1832.

Q. 374—3.

1832. 9 avril, York. Colborne à Goderich (n° 22). Envoie pétition de la société établie paur aider les malades et indigents de York. Page 512

Inclus. Pétition au sujet de la taxe *per capita* imposée par le Bas-Canada aux immigrants et voyageurs débarquant à des ports du Bas-Canada, ainsi qu'extraits de l'acte dont on se plaint. 513

Correspondance à ce sujet dans les journaux. 530, 534, 546, 552

9 avril, York. Colborne à Hay (personnelle). Objection de Buchanan qu'il y ait un agent d'immigration à Québec. Un agent peut être utile à Montréal. 556

Inclus. Buchanan à Colborne (personnelle). Les objections à la nomination d'un agent d'immigration à Québec sont approuvées ; il est content de l'explication d'envoyer un agent à Montréal. Les efforts qu'il fait pour donner aux immigrants des renseignements exacts sur la province d'en haut. 557

10 avril, York. Colborne à Goderich (n° 23). Envoie des adresses de York, signées par les personnes les plus respectables par suite de la conduite injustifiable de Mackenzie, le rédacteur d'un journal qui s'est efforcé de troubler la province. 560

19 avril, York. Colborne à Goderich. Relativement à la pétition d'Appleton il envoie des observations du conseil de l'éducation concernant son cas. 562

Inclus. Extrait du rapport sur sur la pétition de Thomas Appleton. La nécessité de réduire les appointements des maîtres d'école. 563

30 avril, Port-Talbot. Talbot à Colborne. Inclus dans la lettre de Colborne à Hay, du 7 mai 1832.

4 mai, York. Colborne à Goderich (n° 24). A reçu l'approbation des mesures prises pour la réception des immigrants. Tous ceux qui arriveront cette année trouveront de l'emploi. Un agent actif est stationné à Prescott, il correspondra avec les sociétés pour obtenir des informations pour les immigrants quant aux townships dans lesquels ils pourront trouver de l'ouvrage. Un autre agent est stationné à Montréal, et ce dernier correspondra avec Buchanan à Québec. Autres arrangements et correspondance avec les sociétés concernant l'émigration. 566

Inclus. Extrait des instructions données à l'agent à Prescott. 570

Compte des sommes payées par Peter Robinson pour le service des immigrants dans le Haut-Canada. 573

4 mai, York. Colborne à Hay. Envoie documents qui feront voir les opérations à l'égard de l'émigration. Le caractère de Buchanan, l'agent à Québec; à peu d'occasions de diriger les opérations dans le Haut-Canada. Le devoir de disperser les établissements dans les deux provinces, mais les difficultés que l'on pourra avoir dans le Bas-Canada. 577

Inclus. Colborne à Aylmer. Buchanan a mal compris les instructions concernant l'émigration ; toute intervention auprès des agents créera de la confusion. Il (Colborne) a reçu instruction de placer un agent à Québec pour fournir des renseignements aux émigrants. Par suite des plaintes de Buchanan les agents du Haut-Canada dans la province d'en bas recevront leurs instructions par son entremise. Connaît le zèle de Buchanan, mais personne n'est capable de diriger les opérations des agents à 600 milles de distance. Les avantages d'employer des colons expérimentés pour recevoir les émigrants à Québec. 580

Mémoire sur l'émigration. Buchanan recevra des cartes des terres incultes à vendre, et des townships que le gouvernement a l'intention de

1832.

coloniser cette année. Instructions quant à ses fonctions, les différents endroits du Haut-Canada où il a été placé des agents et leurs fonctions. Page 584

Mémoire de M. Patten, l'agent d'immigration à Prescott. 588

Instructions pour la Société d'émigration du district de Johnstown. 592

A. C. Buchanan à Colborne. A été nommé le surintendant en chef de l'émigration pour le Haut et le Bas-Canada. 596

McMahon à Buchanan. Colborne enjoint à Buchanan de ne point venir dans la province d'en haut, où il ne peut être d'aucune utilité. Il suggérera au gouverneur général les instructions nécessaires. 600

7 mai, York. Colborne à Hay. Les préparatifs pour la réception des immigrants faciliteront leur dispersion par toute la province. Mécontentement causé par la taxe imposée aux émigrants dans le Bas-Canada. Enverra au roi les loyales adresses adoptées dans chaque district. L'énergie montrée par la portion loyale de la province aura son effet pendant de nombreuses années. Il y aura d'ici à quelques années peu d'embarras au sujet de griefs, si le parti factieux est réprimé et si l'on encourage et supporte les membres respectables.

Mackenzie sait bien qu'il faut de l'agitation pour que l'on supporte ses opinions, et il a commencé quelques mois avant la session. Ses principaux partisans sont des colons des Etats-Unis. Le *Colonial Advocate* de Mackenzie est lu par eux et les a rendus turbulents et mécontents. Les Ryersons font usage de ce journal pour promouvoir leurs propres opinions et leur donner une influence dans la province. Ils ont éprouvé un échec qui les tiendra à leur place. Préparations pour recevoir les émigrants. Dénonce Mackenzie comme un misérable séditieux. Envoie lettre de Talbot qui dit que si Mackenzie est traité comme il le mérite, la paix et le bon ordre continueront à régner dans son district. La prudence à observer dans la discussion de la question des étrangers. La nature changeante de la population américaine. Le nombre des émigrants de la mère patrie, fera échec à l'émigration des Etats. L'avantage que retirerait le Haut-Canada d'un évêque. 601

Inclus. Talbot à Colborne. La satisfaction de voir qu'il y a si peu de mécontents, considérant le tapage qu'ils font. A eu une fête splendide le jour de la Saint-George; les rebelles ont gardé le silence. 608

14 mai, York. Colborne à Goderich (n° 25). Arrivée de Hurd, l'arpenteur général. Relativement à la suspension commandée, a permis à cet employé de remplir ses fonctions jusqu'à nouvel ordre. 609

Inclus. Hurd à Colborne. Explique pourquoi il n'est pas arrivé à York au temps dit. 610

15 mai, York. Colborne à Goderich (n° 26). Transmet l'adresse au roi de différentes régions; cette adresse désapprouve la conduite de certains factieux. 615

Inclus. Liste des loyales adresses au roi. 617

Liste des adresses à Colborne. 618

17 mai, York. Colborne à Goderich (n° 27). La pétition de Neil Mackinnon demandant une terre n'a pas été recommandée par le Conseil. La réclamation est basée sur une lettre de Wilmot Horton, mais qui n'a été présentée que six ans après avoir été écrite. Les demandes de cette sorte ont toujours été refusées par le Conseil, ce que Mackenzie sait bien. 619

Inclus. Mackenzie à Colborne. Envoie copie de la pétition de Neil Mackinnon demandant une terre. 620

Pétition de Mackinnon en date du 11 mars 1832. 621

Pétition non datée. 622

Wilmot Horton à McLean. Les personnes émigrant au Canada recevront à l'arrivée une concession de terre proportionnée à la somme de leur capital. 462

1832. Minute du Conseil exécutif. La pétition de Mackinnon pour terre ne peut être maintenant accordée. Page 625

18 mai, York. Colborne à Goderich (n° 28). Envoie la liste des bills, qu'il a tous sanctionnés sauf un, intitulé : "Acte à l'effet de protéger les intérêts du capitaine Alexander Shaw", lequel il a réservé. Envoie rapport du procureur général donnant les raisons pour lesquelles il a réservé cet acte. 626

Inclus. Raisons invoquées par le procureur général pour ne pas recommander la sanction de l'acte pour protéger les intérêts du capitaine Alexander Shaw. 628

Pétition de Madame Shaw et de M. J. S. Baldwin. 631

19 mai, York. Colborne à Goderich (nº 29). Envoie pétition d'Amhersburg demandant l'abrogation de l'acte pour réduire les droits sur la mélasse et le café. 641

Inclus. La pétition des marchands et cultivateurs de la région de l'ouest. Suivent les signatures. 643

25 mai, York. Colborne à Goderich (n° 30). Relativement à la minute du Conseil dans le cas de madame Farley, recommandant que le terrain réclamé par elle lui soit cédé, à moins qu'il ne soit exigé par la division de l'artillerie, auquel cas elle devra être indemnisée. 650

Inclus. Minute du Conseil concernant la réclamation de madame Farley. 652

Wright à Mudge. La terre demandée par Kerr se trouve dans les limites de ce qui a été réservé pour les travaux de défense au township de Kingston. 657

29 mai, York. Colborne à Goderich (n° 31). Transmet plainte de LeBreton contre By avec réponses et documents de ce dernier. Recommande que le cas soit soumis aux officiers respectifs. 659

Inclus. By à Colborne. Nie les accusations portées contre lui par LeBreton. 661

Documents se rattachant à la plainte de LeBreton. 671 à 677

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1832.

Q. 374—4.

1831. 21 novembre, Bureau des colonies. Goderich à Colborne. Inclus dans la lettre de Colborne à Hay du 10 septembre 1832.

1832. 21 mai, York. Pétition du capitaine Allan MacLean, anciennement du 41e régiment.

6 juin, York. Pétition de James Fitzgibbon. Les deux pétitions sont incluses dans la lettre de Colborne à Goderich du 4 décembre 1832.

6 juin, York. Colborne à Goderich (n° 32). Transmet pétition de Rintoul, ministre de la congrégation de York en communion avec l'Eglise d'Ecosse. Il a rempli toutes les fonctions de son ministère dans le 97e régiment, mais comme Hudson est l'aumônier le commandant des forces ne peut les payer tous deux. Page 778

18 juin, York. Le même au même (nº 33). Il regrette la conduite de l'Assemblée, qui a expulsé Mackenzie, car en attirant l'attention sur ses calomnies, cela le mettra dans la situation qu'il désire. Les membres qui ont insisté pour l'expulser n'appartiennent point au gouvernement exécutif et n'ont pas été influencés par l'opinion du gouvernement. Tentation de Mackenzie de montrer qu'il est persécuté par le gouvernement. Ses attaques persistantes contre la Chambre d'Assemblée. La conduite de Ryerson a été soumise à la conférence. L'astuce et l'effronterie de Mackenzie, sa

1832.

persévérance à vouloir créer du mécontentement, ayant fait usage de toutes sortes de calomnies, faussetés et déceptions pour faire triompher ses opinions. Page 780

Inclus. Mackenzie à Colborne. On croit que le gouvernement approuve secrètement l'abus personnel le plus grave que l'on fait des personnes qui diffèrent d'opinion avec lui (Colborne) relativement à l'administration de la province. Comment cette conduite rabaisse la réputation de la province. Envoie un extrait du *Herald* de Niagara pour montrer les abus auxquels il a été soumis de la part des fonctionnaires, le journal étant la propriété de Crooks, juge de paix et directeur de poste. 787

Mudge à Mackenzie. Le gouvernement n'a aucune influence sur les journaux. La propagation de la calomnie serait plus facilement réprimée par un journalisme honnête que par la loi. 791

Le même à Smart. Il peut y avoir dans chaque région des juges de paix qui n'aient pas toutes les qualités requises pour leurs fonctions, mais des particuliers pourraient souffrir des injustices si le gouvernement devait intervenir dans tous les différends locaux. Dans les cas où la conduite d'un magistrat peut prêter à la critique, le gouvernement doit se guider sur l'opinion des cours trimestrielles et non sur une représentation faite *ex parte.* 792

19 juin, York. W. à Jones.

20 juin, York. Circulaire aux présidents des cours trimestrielles.

25 juin, York. Circulaire aux propriétaires de bateaux à vapeur sur le lac Ontario.

27 juin, York. Rowan à Moe.

30 juin, York. Le même à Patton. Cette lettre et les quatre qui précèdent sont incluses dans la lettre de Colborne à Hay du 5 juillet 1832.

30 juin, York. Colborne à Goderich (° 34). Envoie les loyales adresses de différents comtés et endroits (marqués). Page 793

2 juillet, York. Le même au même (n° 35). Envoie la pétition du Synode uni presbytérien de Hamilton. Les ministres en communion avec l'Eglise d'Ecosse ne se croient pas autorisés à s'unir au Synode du Haut-Canada. S'il ne peut être fait d'arrangement satisfaisant le gouvernement de Sa Majesté verra probablement la nécessité de donner de l'aide aux pétitionnaires. 794

Inclus. Pétition. 795

5 juillet, York. Colborne à Hay. Personnelle et confidentielle. Les plaintes de Mackenzie d'être exclu de la table du gouverneur. Avec une personne du caractère de Mackenzie il ne saurait y avoir d'autres rapports que les rapports officiels. Les efforts pour encourager la sédition sont aussi bien commis aux Etats-Unis qu'au Canada. Il a atteint son but quand il peut faire reproduire ses articles aux Etats-Unis et dans la mère-patrie. Ce qui pourrait seul le rendre plus nuisible ce serait de lui donner la moindre raison de supposer que le gouvernement est alarmé de ses mesures. La réponse (de Colborne) aux méthodistes épiscopaliens n'a pas eu l'effet qu'elle aurait produit si les chefs n'avaient eu que les intérêts de la religion en vue, mais les vérités contenues dans la réponse ont occasionné un changement favorable. Les missionnaires wesleyens sont prêts à entreprendre l'œuvre. Mackenzie dit qu'il a suivi l'avis de Hume et de Viger. La maladie qui faisait rage à Québec et à Montréal s'est déclarée dans le Haut-Canada. A sa première apparition entre Coteau-du-Lac et Prescott, les hommes qui étaient à bord des bateaux les ont quittés et ont adandonné les émigrants. Mesures prises pour faire face à la mala-

1832. die et faire transporter les émigrants. Envoie rapports des cas de maladie. Page 801

Inclus. Relevé des cas de choléra à York, Kingston et Prescott. 806

Circulaire au président des cours trimestrielles des districts. 807

W. à Jones, président de la Société des émigrants de Prescott. Des arrangements seront faits avec la banque pour placer à sa disposition £500 qui seront employés à l'avantage de la société. Lui demande d'aller voir les magistrats et autres pour former des bureaux de santé. 809

Rowan à Patton. Les arrangements faits pour donner l'aide des médecins aux émigrants encourageront les propriétaires de bateaux à vapeur et bateliers à continuer leurs efforts pour transporter les émigrants. 810

Le même à Moe. Lui demande de visiter tous les endroits du Saint-Laurent où les touristes devront être vraisemblablement détenus faute de moyens de transport, et d'engager par tous les moyens possibles les bateliers à continuer leur service. Le gouverneur espère que l'on a érigé des hangars pour les émigrants aux endroits où ils débarquent ordinairement. 811

Circulaire aux propriétaires de bateaux à vapeur sur le lac Ontario. Les dissuade de leur dessein d'abandonner le service fait par leur bateau pendant cette saison. L'avantage qu'aura pour la province la continuation du service. 812

11 juillet, York. Colborne à Goderich (n° 36). Rapporte les précautions qu'il a prises au cas où le choléra se déclarerait. 813

18 juillet, Queenstown. Pétition de James Secord, aîné. Document inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 4 décembre 1832.

19 juillet, York. Colborne à Goderich (n° 36 bis). Envoie lettre de David Thompson concernant les cartes du tracé de la ligne entre le Haut-Canada et les Etats-Unis. 816

Inclus. David Thompson à McMahon. Rapporte qu'après le refus de Dalhousie d'avoir des copies des cartes originales de la frontière, il a été obligé de faire préparer à grands frais des copies de celles de Barclay, alors à New-York, lesquelles ne seraient pas reconnues comme officielles. 817

20 juillet, York. Colborne à Goderich (n° 37). A renvoyé des copies des actes passés à la dernière session. 821

23 juillet, York. Colborne à Goderich (n° 38). Par suite de la responsabilité et de l'étendue des fonctions de Dunn et de la diminution récente de son revenu, il pourrait avec à-propos recevoir une somme de £150 par année en sus de ses appointements officiels. 822

24 juillet, York. Le même au même (n° 39). Il paraîtrait, d'après la lettre du juge Macaulay, que Dunn ne serait pas trop payé pour ses services au Conseil des réclamations d'indemnités par suite de la guerre s'il recevait le pour-cent au taux fixé par le statut provincial sur la somme distribuée par lui. 823

25 juillet, York. Le même au même (n° 40). Envoie pétition d'un des chefs des Six-Nations (Onéida Joseph) demandant une pension. Recommande qu'on lui accorde une allocation. 825

26 juillet, York. Le même au même (n° 41). D'après le rapport de Coffin, ce serait créer un précédent très incommode que d'accorder les demandes de James Crooks. 826

Inclus. Documents ayant trait à la réclamation de Crooks. 828

27 juillet, York. Green. Pétition demandant terre. Contenue dans la lettre de Colborne à Goderich du 13 décembre 1832.

3 août, York. Colborne à Goderich (n° 42). Transmet pétition du révérend W. P. MacDonald, autrefois l'aumônier du régiment de Rolle, aujourd'hui pasteur de la congrégation catholique romaine de Kingston. 846

1832.

Inclus. Pétition du révérend W. P. Macdonald ; expose ses services et demande une concession de terre. Page 847

20 août. Sawers. Pétition demandant terre. Contenue dans la lettre de Colborne à Goderich du 13 décembre 1832.

5 septembre, York. Colborne à Goderich (n° 43). Envoie rapport sur les ressources provinciales pour le support des ministres de l'Eglise d'Angleterre, suivant les états qui lui ont été fournis. Envoie copie de lettre à l'évêque de Québec pour montrer les arrangements proposés pour les lots attachés aux revenus d'un bénéfice ecclésiastique, et la perspective que l'on a de payer à chacun des missionnaires, au nombre de 30, £100 par année, et 15 autres pourraient être employés. Si elle accomplit bien ses fonctions l'Eglise d'Angleterre au Canada prospérera. Alder, l'agent des méthodistes wesleyens a été autorisé par la conférence britannique à s'assurer de l'état de la société méthodiste. La conférence travaillera à la cause de religion et les méthodistes épiscopaliens s'uniront aux wesleyens. Recommande que l'on place la somme de £900 à la disposition des presbytériens en communion avec l'Eglise d'Ecosse, £900 à la disposition de l'Eglise catholique romaine, et £900 à la disposition de la conférence britannique wesleyenne. Le compte des ventes des réserves du clergé est annexé. 848

Inclus. Montant annuel des réserves du clergé dû par chaque district. 853

Total du montant dû. 854

Ventes des réserves du clergé en 1829 et 1830. 856

Mémoire des sommes payées à l'ordonnateur en chef adjoint à compte des réserves du clergé. 857

Colborne au lord évêque de Québec au sujet des lots attachés aux revenus d'un bénéfice ecclésiastique dans les townships. 858

Alder à Colborne. Le succès de sa mission auprès des méthodistes épiscopaliens. Les concessions à l'autre corps. Un représentant nommé pour se rendre à la conférence britannique afin d'effectuer un règlement définitif. Le révérend E. Ryerson nommé à la charge. Si la question est réglée il (Alder) pourra être nommé le premier président. 860

Ventes des réserves du clergé. 863

Mémoire sur l'affermage des réserves du clergé. 864

Baux en vertu de divers règlements :—

District de l'Est. 865
" du Centre. 867
" de Newcastle. 868
" de Home. 869
" de Gore. 870
" de London. 871
" d'Ottawa. 872

7 septembre, York. Colborne à Goderich (n° 44). Conformément aux instructions fait rapport que le lieutenant Edward O'Brien a cessé d'occuper la charge temporaire de surintendant des émigrants dans le Haut-Canada le 7 septembre 1831. 882

10 septembre, York. Colborne à Hay. Recommande que les appointements du clergé soient payés à même le compte des loyers et de l'intérêt sur les ventes plutôt que du revenu territorial pour avances à l'Eglise. Le paiement de la somme de £250 accordée au Dr Strachan a été discontinué, les lots de ville rapportant un revenu égal au montant débité autrefois au revenu territorial. A recommandé que les missionnaires employés par la Société pour la propagation de l'Evangile reçoivent £100 ; la note des appointements sera payée par la société ou la congrégation. Avait mentionné que l'on pourrait employer 15 missionnaires additionnels ; est convaincu que l'on pourrait en employer le double de ce chiffre s'ils étaient capables de travailler dans un nouveau pays. Dans les townships récemment occupés le

1832. missionnaire devrait y résider avant la construction d'une église, car il est difficile de prévaloir parmi les membres des sectes. Les méthodistes wesleyens et épiscopaliens ont l'intention de s'unir. On ne peut refuser de l'aide pécuniaire aux wesleyens canadiens qui ont rompu avec les méthodistes épiscopaliens. Propose qu'on leur donne £500. Page 873

Goderich à Colborne (personnelle et confidentielle). Comment d'après lui l'on devra pourvoir à l'avenir à l'Eglise d'Angleterre dans le Haut-Canada, car le système actuel ne peut se continuer. Ebauche d'un plan qu'il suggère. 876

21 septembre, York. Colborne à Goderich (personnelle et confidentielle). Comment l'on pourrait envoyer les dépêches sans qu'elles soient détenues. Si les affaires au Canada causent des craintes il expédiera des dépêches par toute occasion, mais l'on verra que l'agitation proviendra plutôt de jalousies locales que de griefs véritables. Demande d'être dispensé de l'envoi de dépêches hebdomadaires à moins que cela ne soit exigé par l'occurrence de questions importantes. Il n'a été soumis à la législature aucune question qui puisse causer l'excitation souvent encouragée par quelques personnes représentant le mauvais sentiment de la province. On peut compter sur l'affection et la loyauté des habitants de la province. 883

21 septembre, York. Le même à Hay (personnelle). Regrette le transfert dans le département. On a besoin d'user de circonspection à l'égard des trois partis dans la province. Deux sont fermement attachés à la Grande-Bretagne et à ses institutions. Toute tentative faite pour changer le troisième parti au moyen de concessions ou en prêtant attention à ses propositions échouera, et pourra même être désastreuse dans une colonie où il faut compter sur ceux qui sont opposés à ses opinions. L'immigration dans la province d'en haut est de la meilleure sorte. "Remplissez l'espace vacant dans cette province et occupez les terres incultes de la Couronne aussi vite que possible, et vous n'aurez plus cause d'anxiété par suite de la clameur dans les Canadas." 887

6 novembre, York. Colborne à Hay (personnelle). A envoyé la pétition de Strachan concernant ses appointements en qualité de président du conseil de l'éducation, lesquels ont été accordés plutôt par des considérations politiques que pour les services qu'il rendra en qualité de président. Diffère d'opinion avec Strachan au sujet de certaines questions, et ce dernier le croit pour cela hostile. Il serait préférable dans ce cas si le secrétaire des Colonies faisait entendre à Strachan qu'il serait à propos pour lui de se retirer du Conseil législatif. Est convaincu qu'il ne se démettra pas. A ouvert la session le 31 du mois dernier. On verra par l'adresse que les émigrants n'auront pas besoin d'encouragement dans la province. Mackenzie perdra du terrain dans la province s'il n'est pas encouragé dans la Grande-Bretagne. Enverra sous peu un état concernant les émigrants. Bon nombre de pensionnaires qui ont échangé leur pension contre de l'argent sont dans une grande misère, tandis que tous ceux qui ont gardé leur pension prospèrent. Un soldat de 40 à 50 ans qui a gaspillé le prix de l'échange devient un sujet mécontent et turbulent et se considère cruellement traité s'il n'obtient pas d'aide. A demandé un relevé des pensionnaires qui se trouvent sans moyens. Suggère que l'on renouvelle la pension pour deux années, pourvu que les pensionnaires restent sur leur terre et défrichent un nombre d'acres suffisant pour se supporter eux-mêmes et leurs familles. On devra faire quelque modification au plan, car le gouvernement local pourra se trouver embarrassé si l'on renvoie de vieux soldats mécontents. S'il est encore permis de faire échange de la pension, on devrait accorder une certaine avance puis une pension réduite pendant quelques années tandis qu'on défricherait les terres. N'a pas permis à Phillpott de communiquer à Strachan la proposition de Goderich, connaissant comme Strachan est sensible pour toute question qui peut concerner ses occupations politiques et autres. Mackenzie

1832.

a été de nouveau déclaré incapable de siéger dans la Chambre d'Assemblée. Les députés et leurs commettants sont trop violents, et il est déterminé à donner suite aux propositions recommandant une ligne de conduite plus modérée. Page 889

9 novembre, York. Colborne à Goderich (n° 46). L'Assemblée provinciale a été ouverte le 31 du mois dernier. Envoie son discours et les adresses. 893

Inclus. Discours. 894

Adresse de la Chambre d'Assemblée. 899

Adresse du Conseil législatif. 908

24 novembre, York. Minute du Conseil exécutif. Document inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 13 décembre 1832.

27 novembre, York. Colborne à Goderich (n° 50). Envoie les journaux du Conseil législatif et de l'Assemblée des deux précédentes sessions. 909

29 novembre, York. Le même au même (n° 51). Recommande que la demande de l'évêque de Québec de nommer un évêque suffragant pour le Bas-Canada soit accordée. 910

30 novembre, York. Le même au même (n° 52). Relativement aux sauvages le gouvernement britannique ne peut se débarrasser d'une dette incommode contractée lorsque l'alliance avec eux était fortement appréciée. On leur a fait des courbettes et on a adopté une politique en leur faveur quand on avait besoin de leur coopération active. L'on ne pourrait cesser de distribuer des présents sans se perdre de réputation. Les tribus dans les régions colonisées ont de fortes réclamations contre le gouvernement britannique, et comme l'on ne peut cesser de faire des présents, il reste à examiner si l'on ne pourrait en réduire la valeur. Le document de Givins explique les règlements suivis dans la distribution. Note de la distribution faite aux différentes tribus. Si la valeur des présents était réduite les sauvages n'entreprendraient point leur pénible voyage pour les obtenir. Estimation de la dépense de la division des sauvages. Les services rendus par les différents officiers sauvages. Comment se fait la distribution, et comment les objets délivrés sont contrôlés. Demande que l'on applique la balance annuelle de £20,000 accordée au département des Sauvages à civiliser ceux qui habitent les régions arpentées du Haut-Canada,—d'autres suiveraient leur exemple. 911

Inclus. Givins à Rowan. Rapport concernant les sauvages et critiquant le rapport de Wilson et les propositions de faire une réduction dans la dépense pour les sauvages. 920

Mémoire de Winniett sur la distribution des présents à l'île Saint-Joseph, quand l'on pourrait s'assurer à quel endroit les sauvages désireraient qu'on leur donne ces présents. Les désavantages de Saint-Joseph. Suggère que l'endroit le plus convenable serait l'île du Grand Manitoulin. 930

1er décembre, York. Colborne à Goderich (n° 53). A nommé le major Winniett pour remplacer le feu capitaine Brant, mort en septembre dernier. La division des sauvages de la Grande-Rivière en bandes a beaucoup retardé leur civilisation. William Kerr a demandé à remplacer Brant, son beau-frère, mais il ne peut recommander quelqu'un qui est d'aussi près leur allié que lui. Recommande la mise à la retraite de Benjamin Fairchild, l'interprète. 933

4 décembre, York. Colborne à Goderich (n° 54). Envoie pétition de Fitzgibbon demandant une concession additionnelle de terre à raison de ses services. La valeur de ses services. Recommande que la pétition soit accordée. Envoie aussi deux pétitions de Secord et de McLean, demandant des concessions de terre. 936

Inclus. Pétition de Fitzgibbon. 938

Documents contenant des certificats en sa faveur. 945

Pétition de Secord, aîné, exposant ses services et demandant une concession de terre. 946

1832. Minute du conseil, recommandant la demande. Page 948

Pétition de McLean, exposant ses services et demandant une concession additionnelle de terre. 949

Minutes du conseil. D'après les règlements la demande ne peut être recommandée. 951

Documents en faveur de McLean. 952

10 décembre, York. Colborne à Goderich (n° 55). Transmet copie d'une lettre du président de la banque du Haut-Canada concernant la monnaie de cuivre. Quelle est la meilleure manière de la mettre en circulation. 955

Inclus. W. Allan à Rowan. Concernant l'émission de la monnaie de cuivre. 956

12 décembre, York. Colborne à Goderich (n° 56). Envoie état et estimation du coût des glissoirs aux Chats et à la Chaudière sur l'Ottawa. L'augmentation en perspective du revenu par suite de la construction des glissoirs. Si le Trésor accorde un montant à même les droits sur le bois, les glissoirs pourraient s'achever dans une année à partir de juillet 1833. Envoie documents relativement au coût, etc. Les personnes qui habitent sur l'Ottawa sont convaincues que l'on retirerait un fort revenu des glissoirs ; désirent faire les constructions si elles ont l'autorisation de percevoir les péages. 959

Inclus. Mémoire des plans. 962

État des deniers payés au receveur général, étant le produit du bois coupé sur les terres de la Couronne. 963

13 décembre, York. Colborne à Goderich (n° 57). Le Conseil exécutif désire avoir d'autres instructions relativement aux concessions de terres aux officiers et soumet une série de questions à ce sujet. 964

Inclus. Minute du Conseil exécutif sur la question des concessions de terres. 967

Pétitions demandant des terres. 969

31 décembre, York. Colborne à Goderich (n° 59). Envoie livre bleu et observations sur son contenu et des sommaires du revenu et de la dépense ainsi que notes sur les établissements civils militaires, judiciaires et ecclésiastiques, l'éducation, le commerce, les travaux publics et la population. 972

31 décembre, York. Le même au même (n° 60). Envoie relevé des honoraires sur certains actes, demandé par une adresse de la Chambre des Communes transmise dans la circulaire du 30 mars dernier. 979

Inclus. Relevés des honoraires mentionnés dans la lettre qui précède. 980

Emplois publics et divers, 1832.

(1re partie, paginée de 1 à 208 ; 2e partie de 209 à 389.)

Q. 375—1-2.

1823. — février, Londres. Bathurst à Maitland.

26 mai, York. Hillier à Strachan.

18 juillet, York. Strachan aux fidéicommissaires de l'arrondissement scolaire de Home.

23 juillet, York. Les fidéicommissaires à Strachan.

1824. Pas de date. Extrait des statuts provinciaux, 4 George 4, ch. 8.

1825.
18 juillet, York. Hillier à Strachan.

24 octobre, York. Hillier au président du Conseil de l'Instruction Publique. Cette lettre et les dix qui précèdent sont incluses dans la lettre de Strachan à Goderich du 22 octobre 1832.

1er novembre, York. Pétition de Donald Cameron.

21 novembre, York. Minute du Conseil dans le cas de Cameron.

1826.
8 mars, York. Une deuxième minute du Conseil dans le cas de Cameron.

11 mars, York. Rapport de l'arpenteur général. Ce rapport et les trois documents qui précèdent sont inclus dans la lettre de Cameron à Goderich—janvier 1832.

1827.
4 avril, Londres. Bathurst à Maitland. Inclus dans la lettre de Strachan à Goderich du 22 octobre 1832.

1828.
28 août, Québec. Pétition (extrait) de Charles Shirreff. Document inclus dans la lettre de Robert Shirreff à Hay du 23 août 1832.

1830.
18 mars, Thorah. Pétition des habitants de Thorah et Eldon.

9 septembre, Thorah. Autre pétition des habitants de Thorah et Eldon. Toutes deux incluses dans la lettre de Cameron à Goderich—janvier 1832.

18 novembre, Kingston. Artillerie, Kingston à Mudge. Document inclus dans la lettre de Cameron à Goderich—janvier 1832.

19 novembre, Lancaster.

20 décembre, Cornwall. Certificat du colonel McLean en faveur de Burton. Inclus dans la lettre de Phillips à Hay, du 23 janvier 1832.

1831.
7 janvier, York. Peter Robinson à Hay. Envoie relevé des réserves du clergé, du 1er juillet au 31 décembre. Page 289

Inclus. Relevé. 290

(Cette lettre est datée de 1832—ce qui est évidement une erreur.)

22 juillet, York. Colborne à Goderich. Transmet copie de lettre de l'évêque de Québec recommandant certains paiements à même les fonds provenant des loyers des réserves affermées du clergé. Les officiers en loi croient que ces paiements ne peuvent être légalement approuvés par le lieutenant-gouverneur. Demande des instructions. Si le procureur général ne se trompe point, plusieurs de ces demandes n'auraient pas dû être approuvées. 27

Inclus. Le lord évêque de Québec à Colborne. Transmet copie des résolutions de la corporation du clergé, qu'il recommande d'approuver. 28

Résolutions adoptées par la corporation du clergé recommandant certains paiements pour les fins de l'Eglise, avancés conformément aux instructions de l'évêque. 29

Le procureur général à Mudge. Donne son opinion que la corporation du clergé n'a aucune autorisation pour ordonner les paiements ; la corporation n'a que l'autorisation de percevoir et remettre les revenus. 32

Le solliciteur général à ————. Opinion que le lieutenant-gouverneur n'est pas autorisé à appliquer les réserves du clergé à d'autres fins que celle de supporter les ministres de l'Eglise établie d'Angleterre, mais toutes les dépenses nécessaires pour la perception des loyers des

1831. réserves affermées peuvent être payées à même la caisse de réserve du clergé. Opinion détaillée sur ces points. Page 40

Relevé des paiements faits à même les loyers de terres affermées. 44

Relevé des recettes. 51

26 octobre, Glengary. Pétition du capitaine Arthur Burton. Document inclus dans la lettre de Phillips à Hay du 23 janvier 1832.

29 octobre, Bytown. N. H. Baird. Demande de terre. Inclus dans la lettre de Byham à Hay du 6 juin 1832.

— novembre, Kinsgton. Pétition des magistrats de Kingston. Document inclus dans la lettre de Butler à Hay du 6 juillet 1832.

20 décembre, York. Certificats par Foote. Inclus dans la lettre de Stewart à Hay du 3 avril 1932.

1832.

1er janvier, Kingston. Relevé des armes, etc., distribuées à la milice du Haut-Canada en 1831. Inclus dans la lettre de Byham à Hay du 26 novembre 1832.

2 janvier, Londres. Draper au secrétaire des Colonies. Transmet pétition de Spafford, du Haut-Canada, et est prêt à donner tout autre renseignement dont on pourra avoir besoin. 209

Inclus. Pétition de Spafford au roi qui contient une pétition à Colborne opposant un acte de la législature du Haut-Canada affectant ses intérêts, auquel, cependant, Colborne a donné la sanction royale. Renvoie aux documents présentés au lieutenant-gouverneur. 210

Spafford. Pétition à Colborne concernant le numérotage vicieux du township de Young par suite duquel Henry Weeks a pris possession du lot 18 au lieu du lot 19 ; le lot 18 ayant été ensuite accordé à Murphy, un vieux soldat, à qui il (Spafford) a avancé de l'argent et des marchandises. Un acte a maintenant été passé pour confirmer la possession du n° 18 à Weeks, et il (Spafford) pétitionne afin que cet acte ne reçoive pas la sanction royale. 212

Minute du conseil recommandant à Spafford de s'adresser à la législature pour obtenir justice. 216

2 janvier, Londres. Draper à Howick. Explique la méthode d'arpenter les townships, la nature, des réclamations de Spafford, dont, prétend-il, aucun honnête homme n'aurait dans les circonstances, accepté la garantie. 218

(Le titre est " lettre de M. Draper", mais la fin porte les initiales J.S.)

3 janvier, York. Peter Robinson à Hay. Envoie un duplicata d'un relevé transmis le 7 janvier dernier et qui a été égaré. 291

5 janvier, Londres. Thomas Wilson à Hay. Rapporte que presque tous les présents distribués à l'île Drummond ont été donnés à des sauvages vivant aux Etats-Unis Les présents ont été donnés aux commerçants américains en échange de boissons et ont été remis aux sauvages en échange de fourrures, en sorte que les sauvages n'ont retiré aucun avantage des présents. Autres détails au sujet de l'emploi des présents. 381

6 janvier, Londres. Thomas Wilson à Hay. A reçu lettre de présentation de lord Lowther. Etait allé au bureau des Colonies, mais il (Hay) était absent, par suite d'indisposition. Irait chez lui si l'on fixait un jour. 386

9 janvier, Québec. Routh à Stewart. Contenue dans la lettre de Stewart à Hay du 3 avril 1832.

12 janvier, York. Réponses aux accusations contre Cameron. Document inclus dans la lettre de Cameron à Goderich de janvier 1832.

17 janvier, Bolton. Armstrong à Howick. Demande à qui il peut écrire à York, Haut-Canada, au sujet de la terre accordée à son frère qui est mort et au sujet duquel il ne peut obtenir aucun renseignement. 147

18 janvier, Trésorerie. Stewart à Howick. Le Trésor approuve la proposition d'affecter la somme de £6,700 pour la construction de nouveaux bureaux publics à York, et de £300 pour préparer et nettoyer le terrain les environnant. 89

1832.
23 janvier, Whitehall. Phillipps à Hay. Transmet pétition de Burton demandant une pension. Désire qu'elle soit présentée à Goderich et que sa décision soit communiquée à Burton. Page 13

Inclus. Pétition de Burton. 14

Certificat du colonel McLean en faveur de Burton. 20

24 janvier, Kingston. Artillerie, Kingston à Byham. Inclus dans la lettre de Byham à Hay du 28 novemdre 1832.

26 janvier, Affaires étrangères. Backhouse à Hay. Il a été reçu une dépêche à l'effet que l'on doit omettre la demande des honoraires de congé pour les navires britanniques se rendant dans le Haut-Canada.

Inclus. Avis indirect de Bankhead, Washington, que l'on cessera de percevoir les honoraires sur les vaisseaux mettant à la voile pour le Haut-Canada. 8

Avis à Bankhead que l'on cessera de percevoir les honoraires. 10

McLane à Livingstone. Des instructions ont été envoyées de cesser de demander les honoraires de congé aux navires faisant voile de ports dans le Haut-Canada. 11

— janvier, York. Cameron à Goderich. Représente l'injustice à laquelle il a été exposé, ayant été empêché par fausse représentation de prendre des terres à Thorah et Elden. 160

Inclus. Pétition des habitants de Thorah et Eldon en faveur de Cameron. 164

Autres pétitions des habitants. 166

Pétition de Donald Cameron. 169

Minutes du Conseil sur la pétition de Cameron en 1825 et 1826. 173

Réponses aux accusations contenues dans le rapport du Conseil du 26 novembre 1830, contre Cameron. 176

1er février, Lancaster. Pétition de Thorah et Eldon. Contenue dans la lettre de Cameron à Goderich, de——— janvier 1832.

1er février, Londres. Draper au secrétaire des Colonies. Demande une décision relativement à l'acte qui affecte la réclamation de Spafford, ayant été employé pour la solliciter. 225

3 février, York. Peter Robinson à Hay. Pour faciliter la colonisation de la province, envoie les formules employées afin de permettre à Goderich de voir jusqu'à quel point ces formules sont conformes à ce qu'il désire. 292

Inclus. Formule de reconnaissance par un colon indigent. 294

Formule de billet de location. 296

Sommaire des règlements pour la vente des terres. 297

Formule de billet de location aux personnes ayant droit à des concessions gratuites. 300

Nouveaux règlements concernant les droits d'établissements. 301

Formule des certificats qui permettent au concessionnaire d'obtenir des lettres patentes sans retards et sans frais. 304

Formule du reçu donné aux acheteurs des réserves du clergé. 305

6 février, Woolwich. Elmsley à Hay. A été autorisé par Beikie de recevoir son *mandamus* en qualité de greffier du Conseil exécutif, et il est prêt à payer les honoraires. 228

21 février, Downing Street. Wickham à————. Demande que Sa Seigneurie fasse ce qu'elle pourra pour l'auteur de la lettre incluse. 91

Inclus. Farley à Althorp. Concernant la demande de madame Farley, fille de sir William Johnson, d'un petit lot de terre près de Kingston ; autrefois concédé à la famille de madame Farley, mais qui a fait retour à la Couronne. 92

21 février, Newry. Pétition de Robert Minnitt. Désire entrer dans les ordres de l'Eglise établie dans le Haut-Canada, et demande qu'on lui accorde les moyens 'accomplir son désir. 265

28 février, York. McMahon aux magistrats de Kingston. Contenue dans la lettre de Butler à Hay du 6 juillet 1832.

1832.
15 mars, Penzance. — Ladner à Goderich. Demande des renseignements concernant une propriété située dans le Haut-Canada et appartenant à Kendall, allié aux Kendalls de Cornwall ; écrit au nom de la veuve de John Kendall. Page 262

27 mars, Gray's Inn. — Wiglesworth et Ridsdale au sous-secrétaire pour les Colonies. Comment un clerc régulier pourra-t-il pratiquer comme procureur et solliciteur dans le Haut-Canada ? 376

29 mars, York. — Powell à Goderich. Demande qu'il soit fait une enquête sur le rapport transmis par Maitland à son sujet, afin qu'il soit éliminé des registres du Conseil et ne soit point une flétrissure pour ses enfants. 274

Inclus. Mémoire sur l'absence de Maitland, lieutenant-gouverneur, sans laisser de substitut. 276

Deuxième mémoire concernant la conduite de Maitland et de Robinson, le procureur général. 278

Troisième mémoire concernant l'archidiacre de York (Stratchan). 282

Rapport du Conseil sur la demande de remboursement des dépenses faites par le procureur général Robinson et observations par Powell. 284

29 mars, Londres. — Wilson à Howick. Pour compléter davantage les renseignements envoie mémoire sur le service des Affaires des sauvages. 387

Inclus. Mémoire proposant comment disposer des réclamations des sauvages. 388

3 avril, Trésorerie. — Stewart à Hay. Envoie l'accusé de réception de Routh d'une somme de $12,000 du commissaire pour la vente des réserves du clergé. Sargent a reçu instruction de placer £2,412.10 dans les consolidés 3 pour 100, ce qui est le montant sterling équivalent à cette somme. 94

Inclus. Routh à Stewart. Rapporte que Robinson a fait le paiement de $12,000 provenant de la vente des réserves du clergé. 95

Certificat que Robinson a versé le montant dans la caisse militaire. 96

3 avril, Trésorerie. — Stewart à Hay. Demande l'opinion de Goderich sur la demande d'une concession de terre faite par Crosley. 97

3 avril, New-York. — Browne à Goderich. Envoie pétition de l'Association Royale Adelaïde. Le renvoie à Vaughan pour son propre caractère. 151

Pétition de l'Association Royale Adelaïde. 154

6 avril, Artillerie. — Byham à Hay. La terre demandée par madame Farles et par W. G. Kerr à Kingston comme ayant été concédée à Joseph Brant et à sa sœur, desquels ils descendent, n'est pas requise par l'artillerie; mais les constructions que l'on y pourrait faire nuiraient à la défense de Kingston ; si ces gens ont une réclamation équitable on pourrait leur accorder des terres ailleurs. 54

7 avril. Edimbourg. — Scheniman à Goderich. A eu l'intention d'acheter des terres dans le Haut-Canada, mais il remarque qu'une personne s'appelant lord Stirling réclame les terres que le gouvernement doit vendre à la Compagnie du Canada. Désire avoir des renseignements à ce sujet et relativement aux termes, conditions et prix auxquels sont vendus les terrains non réclamés par lord Stirling. 311

9 avril, York. — Cameron à Goderich. Demande que le gouvernement nomme trois personnes et lui-même trois autres pour s'enquérir de tout ce qu'il a fait. 186

Inclus. Pétition des habitants de Thorah et Eldon demandant une prolongation de délai pour accomplir leurs devoirs d'établissement. 188

Autre pétition au même effet. 190

Cameron à Colborne. Envoie note de partie de l'encouragement qui lui a été donné pour dépenser autant d'argent et passer autant de temps à chercher à coloniser Thorah et Eldon. Envoie copie de la lettre de Bathurst à Maitland demandant qu'on concède des terres à Cameron. 193

Autres documents concernant le cas de Cameron. 194

11 avril, Trésorerie. — Stewart à Howick. Le Trésor approuve le paiement de £500 additionnels aux lieutenants-gouverneurs Colborne et Campbell en considération

1832.

du fait qu'on leur a retranché leur solde d'état-major, mais les montants ne seront point payés à leurs remplaçants. Page 98

17 avril, Londres. Woolmer au secrétaire des Colonies. Désire obtenir des renseignements aux nom de Thomas Bunbury concernant une concession de terre qui a été faite à son père. 377

23 avril, Macclesfield. Bradbury à Goderich. Demande avis comment obtenir la propriété située dans le Haut-Canada de feu Robert Hall, dont le pétitionnaire est le plus proche parent. 159

25 avril, Londres. Alexander à Hay. Envoie extrait de lettre de Colborne qu'il ne peut obtenir une concession de terre à moins qu'il ne s'y établisse. Colborne ne dit rien des gens qu'il avait l'intention d'envoyer s'y établir. Soumet son cas et demande son (de Hay) opinion. 148

26 avril, Londres. Perry, secrétaire de la Compagnie du Canada à Goderich. Transmet bill reçu du commissaire de la compagnie dans le Haut-Canada à l'effet de réglementer la procédure légale dans cette province, lequel est envoyé en même temps que des modifications faites à l'encre rouge. 125

Inclus. Bill et les changements marqués. 117

Autres documents concernant le bill. 129

28 avril, Ridgeway. Osmond au secrétaire des Affaires étrangères. Demande l'adresse de Felton, l'arpenteur des terres de la Couronne du Haut-Canada. 272

1er mai, Cambridge. Johnstone au secrétaire des Colonies. Désire se rendre au Canada comme ministre de l'Eglise établie, mais demande des renseignements concernant la rénumération accordée à un ministre. 241

3 mai, Hull. Clarkson à Goderich. Demande une liste des droits imposés sur les marchandises britanniques manufacturées importées dans le Haut-Canada. 198

14 mai, York. Hurd à Hay. Une dépêche a été envoyée aujourd'hui par Colborne à Goderich relativement à la détention (de Hurd) dans le Nouveau-Brunswick. Lui demande de considérer ce cas particulier avec la plus grande bienveillance. 238

14 mai, York. Le même à Goderich. La reconnaissance de la bonté de Sa Seigneurie. S'en rapporte entièrement à la bienveillance de Sa Seigneurie, la suppléant de ne pas lui faire perdre sa charge. 239

16 mai, Trésorerie. Spring Rice à Crosley. Inclus dans la lettre de Crosley à Goderich du 23 mai 1832.

23 mai, Camberwell. Crosley à Goderich. Demande une concession de terre dans le but d'y cultiver la betterave pour la production du sucre. Le sujet de sa demande par le Trésor. 199

Inclus. Spring Rice à Crosley. Ses propositions devraient être régulièrement adressées au secrétaire des colonies. 205

24 mai, Londres. André à Howick. Demande à Sa Seigneurie de faire transmettre une lettre qui devra être délivrée à un Français en Canada, nommé Benoit Darron; et s'assurer s'il vit ou s'il est mort, d'obtenir le certificat nécessaire ainsi que certains détails sur les biens qu'il a laissés. 150

29 mai, Trésorerie. Stewart à Howick. Relativement à la vente des constructions hydrauliques sur la ligne du canal Welland, et à la demande des directeurs d'abandonner l'hypothèque sur la propriété vendue, le Trésor désire qu'avant de ce faire Colborne s'assure si le canal offre une garantie suffisante pour l'hypothèque et si l'on ne pourrait obtenir une partie de l'argent provenant de la vente afin de réduire la somme due à l'Etat. 99

4 juin, Jedburgh. Rutherford à Minto. Sollicite la protection de Sa Seigneurie en faveur de Turnbull, ancien locataire du marquis de Lothian, et pour lui donner une lettre de recommandation au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, afin d'acheter une terre dans le voisinage de York. 287

4 juin, Hawkesbury. Scott à Goderich. Envoie pétition dont des copies ont été transmises au Trésor. Lui a envoyé la pétition directement, non pas par l'entremise du gouverneur du Haut-Canada, parce qu'il ne connaît pas la formule exacte à employer. 314

1832.

Inclus. Pétition de Scott. Expose ses services et demande de l'emploi à Bytown. Page 316

Scott à Goderich. A été jusqu'ici épargné par le choléra. Par suite du peu d'affaires, il est obligé de travailler pour se loger et se nourrir. 318

6 juin, Artillerie. Byham à Hay. En surveillant les constructions du canal Rideau, il a présenté un mémoire au nom de Baird, le commis des travaux, demandant une concession de terre, que l'Artillerie recommande de lui donner à cause de la valeur probable de Baird comme colon et à cause de ses services passés. 56

8 juin, Purleigh. Johnston à Goderich, Lui demande d'examiner le cas renvoyé au département de Sa Seigneurie. Offre de fournir une meilleure analyse du Canada, de la province d'en Haut en particulier, à l'égard des ressources, etc., offertes à toutes les classes d'émigrants, ainsi qu'un plan de colonisation complète, analyse qui est faite dans le but de contre-balancer les effets d'une fausse réprésentation artificieuse. 243

Inclus. Divers certificats en faveur du capitaine Johnson, en date de 1803. 245

25 juin, Liverpool. Le percepteur et contrôleur des douanes à Goderich. A remis au capitaine Phillpot une boîte contenant les dépêches. 133

Inclus. Reçu de Phillpot. 135

2 juillet, Trésorerie. Ellice à Howick. Transmet pour l'opinion de Goderich la pétition de LeBreton demandant une enquête sur les griefs dont il se plaint. 101

2 juillet, Trésorerie. Stewart à Howick. Concernant la proposition de construire des glissoirs aux Chutes et à la Chaudière. Le Trésor est disposé à l'accorder, mais l'état concernant la dépense est trop indéfini pour s'y rapporter. Demande qu'il soit envoyé des instructions de faire faire les devis et estimations. 103

6 juillet, Artillerie. Butler à Hay. Le comité de l'artillerie s'oppose à ce qu'il soit accordé des permis d'occuper les terrains à Kingston, ou dans le voisinage, sans son approbation. Il faudra acheter des terres à Kingston et aux alentours en conformité des plans de défense. 65

Inclus. Pétition des magistrats de Kingston demandant la permission d'occuper certains lots de terre. 68

McMahon aux magistrats de Kingston Le lieutenant-gouverneur a accordé le permis d'occupation demandé. 74

6 juillet, Downing Street. Howick à Ellice. Goderich est d'avis que les griefs dont Le Breton se plaint se rapportent à la propriété et qu'ils doivent être soumis aux tribunaux réguliers de la province. 102

20 juin, Londres. Hamilton à Howich. Envoie la liste des membres du clergé du Haut-Canada, auxquels la Société pour la propagation de l'Evangile désire faire distribuer la somme de £3,552. Suppose que Colborne distribuera sans retard le premier paiement semi-annuel. 136

Inclus. Liste des membres du clergé. 138

25 juillet, Dalhousie Castle. Dalhousie à Hay. Présente Shirreff et recommande qu'on le reçoive bien. 227

26 juillet, Dalhousie Castle. Le même à Shirreff. Contenue dans la lettre de Robert Shirreff à Hay, du 26 juillet 1832.

28 juillet, Londres. Gibson, le trésorier de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre à——. Rapporte qu'on a permis aux sauvages d'occuper 1,120 acres de l'emplacement de ville du lac du Riz et 1,600 acres au lac à la Vase ; on devait envoyer des concessions complètes qui n'ont pas encore été reçues. Requière que ces concessions soient maintenant faites. La compagnie a bâti et est à bâtir des villages et fait défricher des terres à l'usage des sauvages. 235

31 juillet, Londres. Résolutions de la Chambre des Communes qu'il soit présenté au roi des adresses pour relevés concernant les réserves du clergé. 1

1832.

A la même date il a été adopté une résolution pour une adresse demandant copie d'une adresse de la Chambre d'Assemblée du Haut-Canada concernant l'administration de la justice. Page 4

7 août, Londres. Résolutions de la Chambre des Communes, qu'il soit présenté au roi une adresse pour copies des rapports concernant l'administration de la justice dans le Haut-Canada. 5

8 août, The Lees. Marjoribanks à——. Ecrit en faveur de Herriot, un jeune cultivateur du Berwickshire, pour lequel il désire avoir une lettre pour le gouverneur du Haut-Canada, où il va. 267

9 août, Londres. Mandelsloh à Goderich. Demande que la signature de J. Allan Napier MacNab, notaire public à Hamilton, soit certifiée. 269

13 août, Londres. Jones à Goderich. Envoie état concernant une réclamation de £73. 7 ch. pour instruments de mathématiques et d'arpentages lorsqu'il s'est rendu au Nouveau-Brunswick en qualité d'arpenteur général, et demande que Sa Seigneurie emploie son influence en sa faveur. 258

16 août, District de Gore. Kerr à Hay. Envoie lettres et certificats avec sa demande; prie qu'on les lui renvoie. 261

17 août, Whitehall. Lamb à Howick. Transmet copie de lettre de Gosset et mandat d'arrestation contre Cody, maintenant au Canada, sur accusation de meurtre, et demande qu'on envoie les instructions nécessaires pour faire arrêter Cody. 21

Inclus. Documents concernant Cody. 22 à 26

23 août, Londres. Hamilton à Howick. Attire l'attention sur la différence du crédit pour la Société pour la propagation de l'Evangile, comparativement aux crédits antérieurs. 140

Inclus. Compte des deniers payés aux missionnaires du Haut-Canada en 1831. 142

Compte des deniers payés aux missionnaires dans le Bas-Canada. 144

23 août, Londres. Mandelsloh à Goderich. Demande à Sa Seigneurie de faire certifier la signature de J. Allan Napier McNab par Colborne, avant que la signature de Sa Seigneurie ne soit apposée au document. 270

23 août, Londres. Robert Shirreff à Hay. Demande que son père continue à faire la perception du revenu du bois sur les terres de la Couronne de l'Ottawa. La jonction du canal Rideau avec l'Ottawa est le meilleur endroit pour les opérations se rattachant au commerce de bois. Soumet la question à son examen. 347

Inclus. Pétition de Charles Shirreff donnant un aperçu de l'origine du commerce de bois au Canada. Le mauvais effet des mesures prises pour empêcher les gens de couper le bois sans permis préalable. Son avis demandé et donné à ce sujet a été soumis au Conseil exécutif, qui a fait rapport. Rapport envoyé à Bathurst. Les mesures prises par Shirreff dans le Bas-Canada. 350

Dalhousie à Robert Shirreff. Les excellents services rendus par son (de Shirreff) père au commerce du bois dans les Canadas. 359

28 août, Londres. Mandelsloh à Goderich. Demande de faire authentiquer la signature de Colborne. 271

29 août, Londres. St. Vincent à Goderich. Profitera de la lettre de recommandation en faveur de Slade Robinson au gouverneur du Haut-Canada. 313

30 août, York. Peter Robinson à Hay. Envoie relevé des ventes des réserves du clergé dans le Haut-Canada, du 1er janvier au 30 juin 1832. 306

Inclus. Relevé des ventes. 307

4 septembre, Ministère de la Guerre. Sullivan à Howick. Le secrétaire du ministère de la Guerre ne peut autoriser aucun paiement au révérend M. Rintoul pour avoir célébré les offices divins pour le 79e d'infanterie, dans le Haut-Canada. 124

1832.
7 septembre, Trésorerie. Stewart à Howick. Le Trésor approuve l'avance de £500 faite aux magistrats de chaque circonscription pour leur permettre d'avoir des hôpitaux, etc., pour le choléra. Page 106

28 septembre, Londres. Johnston à Howick Fait voile pour York, Haut-Canada, et offre d'emporter les dépêches. 260

29 septembre, York. J. B. Robinson à Strachan. Inclus dans la lettre de Strachan à Goderich du 22 octobre 1832.

29 septembre, Londres. Robert Shirreff à Howick. Son père et son frère avaient exploré l'Ottawa dans le but de voir à la construction d'un canal pour relier directement Montréal au lac Huron. Présente un plan, faisant voir les avantages d'ouvrir le pays au moyen de voies de communication. 361

5 octobre, York. Pétition de Strachan. Inclus dans la lettre de Strachan à Goderich, du 22 octobre 1832.

16 octobre, Londres. Ordre à ————. Demande une lettre de recommandation à Aylmer, car il a l'intention de se rendre dans le Haut-Canada. 273

20 octobre, Londres. Freeling à Melbourne. Envoie adresse au roi qui a été enlevée d'un paquet refusé adressé à Mackenzie. 146

22 octobre, York. Strachan à Goderich. Transmet pétition et Colbourne l'encourage à espérer qu'elle sera accordée. 320

Inclus. La pétition de Strachan. Expose le revenu qu'il avait avant d'accepter la charge de président du Conseil de l'instruction publique et demande que le salaire ne soit point réduit. 321

Strachan aux Commissaires de l'arrondissement scolaire de Home. Sa nomination à la charge de président avec des émoluments moindres que ceux de la charge qu'il occupe présentement ; il l'a acceptée et offre sa démission d'instituteur-chef de l'école classique d'arrondissement. 327

Les Commissaires à Strachan. Reconnaissent ses mérites. 329

Hillier à Strachan. Lui donne avis de sa nomination à la charge de président du Conseil de l'instruction publique. 331

Autres documents sur le même sujet. 332 à 344

30 octobre, Trésorerie. Stewart à Howick. Le Trésor, dans les circonstances, approuvera qu'on accorde une pension à Onéida Joseph, un chef des Six-Nations, mais avis doit être donné aux chefs sauvages qu'ils ne doivent pas s'attendre à recevoir des pensions quand ils seront vieux, sauf dans des circonstances extraordinaires. 107

31 octobre, Trésorerie. Stewart à Howick. Le Trésor approuve les propositions de payer £100 par année à même les réserves du clergé à chaque missionnaire de l'Eglise d'Angleterre dans le Haut-Canada. Le Trésor désire connaître l'étendue des lots de la glèbe qui seront données à ces missionnaires. La somme de £900 sera accordée aux presbytériens de l'Eglise d'Ecosse, celle de £700 à ceux qui ne sont pas attachés à l'Eglise d'Ecosse, celle de £900 à la Conférence britannique wesleyenne, celle de £600 à la Conférence méthodiste canadienne, et celle de £900 aux catholiques romains du Haut-Canada, ces crédits devant être appliqués à la construction d'églises et de chapelles. D'autres sectes protestantes que celles mentionnées pourront recevoir des crédits pour la construction d'églises quand le revenu des réserves du clergé sera suffisant. 109

— octobre. Proposition d'établir à Niagara une ville qui sera appelée la cité des Chutes. 229

5 novembre, Artillerie. Byham à Hay. Le Comité de l'Artillerie proteste contre l'aliénation des réserves occupées pour la défense de la frontière et que l'on ait fait si peu de cas du mémoire à ce sujet à la date du 6 décembre 1830. 76

5 novembre, Trésorerie. Stewart à Howick. Le Trésor est aussi d'avis que l'on obtienne une copie dûment vérifiée des cartes d'arpentage de la ligne de démarcation entre le Haut-Canada et les Etats-Unis, et qu'elle soit déposée à l'endroit où le secrétaire d'Etat le croira le plus à propos. 112

1832.

18 novembre, Downing Street. —— à Aylmer. Faire rapport sur les propositions de Shirreff pour ouvrir et coloniser le pays. Page 372

21 novembre, Artillerie. Byham à Hay. Le comité de l'Artillerie désire avoir une réponse de Goderich au sujet du permis d'occupation accordé aux magistrats de Kingston. 79

26 novembre, Artillerie. Byham à Hay. Le comité de l'Artillerie envoie le rapport des officiers de Kingston avec relevé des armes distribuées à la milice, et désire savoir à qui il faudra s'adresser pour le paiement. 80

Inclus. Artillerie, Kingston à Byham. Envoie le relevé des armes et accoutrements distribués à la milice du Haut-Canada en 1831. 82

Relevé. 83

Artillerie, Kingston, à Mudge. Fait rapport de l'arrivée des armes et accoutrements, ainsi que commandé. D'après les ordres généraux du 27 juillet 1825, il ne devait être distribué aucunes munitions pour le service dans les colonies sauf sur le certificat d'urgence du gouverneur et la promesse par écrit que le paiement en serait fait. Si le gouverneur commande les armes sans la promesse, la commande sera remplie et il sera fait rapport des faits au comité. 84

Ordre général du 25 juillet 1825. 86

28 novembre, Slingsby. Walker à ——. Demande des renseignements au nom de Christopher Ward, un de ses paroissiens, au sujet des terres que le fils de Ward possédait dans le Haut-Canada, à sa mort. Comment peuvent-elles être vendues et comment en obtenir le paiement? 379

1er décembre, York. Copie attestée de la commission accordée à Small, le greffier du Conseil exécutif, et à Dorchester, le gouverneur en chef. 345

5 décembre, Slingsby. Walker à ——. Lettre reçue. Ward ne connaît personne dans le Haut-Canada à qui il puisse déléguer les pouvoirs nécessaires. Demande des renseignements. Ward est très pauvre, et c'est son but d'éviter la dépense. 380

8 décembre, Whitehall. Robert Shirreff à Howick. Autre lettre concernant son père. 373

11 décembre, Trésorerie. Stewart à Howick. Relativement aux affaires de l'ordonnateur général adjoint Rendall, dans lesquelles Givins est mêlé, il envoie un rapport du contrôleur des comptes de l'armée, alléguant que le dernier nommé est si peu apte à ses fonctions qu'une partie essentielle en est dévolue à l'intendance. Une enquête sera faite. 113

Inclus. Observations sur une déclaration assermentée de Givins concernant les pièces justificatives qu'il a signées pour Rendall à sa demande et contenant l'explication donnée par Rendall, qui accuse Givins d'être incapable de tenir les comptes de la division des Sauvages, travail qu'il (Rendall) a dû faire. 115

Pas de date. Mary Tilley au secrétaire des Colonies. Demande qu'on transmette une lettre à son fils, une qu'elle lui a écrite n'est pas parvenue à destination. 375

Pétition des ministres et anciens de l'Eglise à Amherstburg, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse. 206

LETTRES, PÉTITIONS, ETC., DE M. MACKENZIE, 1832.

Q. 376—1-2-3-4.

(La 1re partie est paginée de page 1 à page 253 ; la 2e partie de 254 à 506 ; la 3e partie de 507 à 722, et la 4e partie de 723 à 985.)

Pas de date. 1831. — Extraits des constitutions de 16 des Etats-Unis. Adresse à Colborne venant de Georgina et réponse suivie d'observations. Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 3 août 1832.

Bill pour la diffusion plus générale de l'instruction. Page 254

Liste des pétitions et adresses du Haut-Canada se plaignant de griefs et portant nombre de signatures. 917

Deuxième liste. 919

Autres listes. 921, 923

Suivent les adresses. 924 à 985

2 mai, Downing Street. — Circulaire du bureau des Colonies. Incluse dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 24 juillet 1832.

8 septembre, York. — Adresse de la Conférence canadienne de l'Eglise méthodiste et réponse de Colborne.

22 septembre, York. — Magistrats, espions et dénonciateurs.

25 septembre, York. — Défense de Fitzgibbon.

25 septembre, York. — Critiques du rapport de Fitzgibbon.

30 septembre, York. — Cosway à Fitzgibbon.

30 septembre, York. — Nouvelles explications de Fitzgibbon.

15 décembre, York. — Défense des méthodistes.

1832. Pas de date. — Adresse au roi de la circonscription de Gore.

Observations sur la réponse de sir John Colborne à l'adresse de la Conférence méthodiste.

Adresse au roi de la circonscription de Johnstown.

Opinion publique éprouvée.

Accusations contre Colborne. Ces accusations et les onze documents qui précèdent sont inclus dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 3 août 1832.

Liste des loyales adresses et pétitions venant de différents endroits dans le Haut-Canada. 897

Adresse de Penetanguishene en opposition aux démagogues factieux et à l'appui de l'administration de Colborne. 900

Adresse de Georgina au même effet. 902

Adresse d'Innisfil au même effet. 904

Autres adresses au même effet. 915

Bill à l'effet de réglementer la nomination des grands et petits jurés par Perry. 239

Liste des pétitions à l'Assemblée de la part de Mackenzie. 497

27 février, Toronto. — Adresse de Toronto. Contenue dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 3 août 1832.

1832.
11 mars, Markham. Pétition de Neil MacKinnon. Contenue dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 7 août 1832.

19 mars, Port-Talbot. Convocation d'une assemblée dans la colonie Talbot. Document inclus dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 3 août 1832.

25 mars, Niagara. Procès-verbal d'une assemblée tenue à Niagara.

26 mars, York. McMahon à Filer. Ces deux documents inclus daus la lettre de Mackenzie à Goderich du 24 juillet 1832.

15 avril, Bath. Adresse des comtés de Lennox et Addington approuvant les mesures générales de l'administration de Colborne. Page 899

23 avril, Port-Talbot. Rapport de ce qui a été fait à l'assemblée de la colonie Talbot et discours de Talbot, inclus dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 3 août 1832.

17 mai, St-David. Woodruff à McMahon.

22 mai, York. McMahon à Woodruff. Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Mackenzie à Goderich du 24 juillet 1832.

13 juin, Londres. Mackenzie à Goderich. On n'a accusé réception qu'une seule fois des documents qu'il a envoyés. Plusieurs milliers de personnes du Haut-Canada l'ont délégué pour apporter des adresses au roi et à la Chambre des Communes, les appuyer par son témoignage et soumettre à l'examen de la nation et du gouvernement britannique l'état du Haut-Canada. Les autres pouvoirs dont il est investi. Omission des représentations faites aux lords et aux Communes sur l'état du Haut-Canada. Fait rapport de ce qui a été fait aux assemblées de plusieurs comtés et autres. Manque de confiance envers le lieutenant-gouverneur. Son succès en qualité de candidat pour la législature. La conduite de l'administration a été condamnée par le corps entier des propriétaires de terres de la circonscription de Home. Hume et Viger sont prêts à aller voir Sa Seigneurie en compagnie de Ryerson et de lui (Mackenzie). On l'a chargé d'obtenir l'autorisation royale pour abroger l'acte à l'effet d'augmenter le capital de la banque à York. Efforts extraordinaires qui ont été faits pour obtenir des témoignages en faveur de sir John Colborne et de ses conseillers politiques. Serait surpris si ces efforts ne réussissaient pas jusqu'à un certain point. La difficulté de faire connaître l'état de la colonie au gouvernement de Sa Majesté, mais il semble impossible qu'un député puisse lire le simple état des faits et refuser ensuite l'enquête ou la différer. Ira voir Sa Seigneurie ou tout comité ou conseil à n'importe quel moment. 3

26 juin, Londres. Mackenzie à Howick. A montré la lettre à Hume et à Viger, qui iront voir Goderich au temps fixé. A aussi informé Ryerson de l'heure. Les lettres mentionnées dans celle du 13 ont été écrites relativement aux assemblées publiques et contenaient les pétitions. On l'a informé que d'après les règlements du bureau des Colonies il ne peut être reconnu comme agissant pour d'autres, et qu'en conséquence il n'a pas le droit de s'attendre à des réponses. Cela l'empêchera de soumettre la grande masse de faits qu'il a recueillis, et la décision a été pour lui aussi inattendue qu'elle l'a été pour ceux qu'il représente. Croit qu'il est de son devoir de représenter par pétition qu'un corps non représenté devrait être écouté de la seule manière que cela peut se faire par le gouvernement de Sa Majesté. Donne un exemple comment on a entendu un cas semblable. L'assemblée a voté des félicitations à Rendall pour les efforts qu'il avait faits à cette occasion. Le bon effet de l'Acte de Naturalisation modifié, ce qui n'aurait pas eu lieu si le bureau des Colonies avait été fermé à la population du Canada, comme c'est l'intention maintenant. 12

Inclus. "Premier rapport des habitants du Haut-Canada dont les "droits étaient exposés a être affectés par les dispositions du bill de "naturalisation, réservé à la sanction royale à la dernière session du "parlement. Jesse Ketchum, président." 17

1832.
23 juin, Londres. Mackenzie à Balfour. Hume ne pouvait être présent au temps fixé, ayant pris un engagement antérieur. Lui, Viger et Ryerson pourraient être présents la semaine prochaine. Page 69

24 juillet, Londres. Mackenzie à Goderich. Transmet deux lettres adressées à Sa Seigneurie sur l'état de la représentation dans le Haut-Canada. Les lettres sont mal écrites et très longues, mais Sa Seigneurie les lira sans doute de même que l'annexe, car il y a assez pour démontrer qu'il n'existe aucun canal officiel pour communiquer les sentiments, désirs et opinions du peuple au gouvernement de Sa Majesté. Démontrera que les finances et le commerce de l'Angleterre ont souffert de la négligence prolongée des affaires du Haut-Canada. Comme il serait heureux s'il pouvait rendre le Haut-Canada prospère, libre et content. N'a pas eu le temps de copier les documents envoyés; demandera la permission de les transcrire pour les publier dans le Haut-Canada. 70

Inclus. Pétition de Mackenzie à Goderich. Donnant un aperçu de l'histoire des premiers temps du Haut-Canada ainsi que des observations sur les abus allant graduellement en augmentant, et renvoie aux autorités. 73

Anexe n° 1. Extraits d'une pétition adoptée à l'assemblée de York du 16 juillet 1831. 120

N° 2. Représentation du district du Bas-Canada. 125

N° 3. Une représentation de ville. 130

N° 4. L'influence de la banque. 133

N° 5. Difficultés dans le Bas-Canada relativement au patronage du gouvernement qui influençait l'action de la Chambre d'Assemblée. 136

N° 6. Quelques preuves de tyrannie coloniale. 138

N° 7. Les dépenses des élections. 152

N° 8. Le renvoi des membres turbulents de l'Assemblée. 153

N° 9. Les directeurs de poste et officiers de douane et de l'accise siègent dans l'Assemblée, contrairement à la loi. 157

N° 10. Les shérifs sont envoyés à l'Assemblée. 172

N° 11. Acceptation de charges, ce qui rend les membres de l'Assemblée inhabiles à y voter. 174

N° 12. Fonctions des greffiers de la paix pour les districts. 176

N° 13. Législation dans l'Assemblée par shérifs, etc. 177

N° 14. Acceptation d'une charge par un membre de l'Assemblée, ce qui rend simplement son siège vacant. 179

N° 15. Quelques effets de l'inégalité dans la représentation. 181

N° 16. La base d'une représentation populaire. 183

N° 17. Le paiement de gages aux députés de ville. 185

N° 18. Population du Haut-Canada (mars 1831). 187

Rapport du comité des privilèges nommé pour s'enquérir de l'état de la représentation de York. 189 à 210

24 juillet, Londres. Pétition de Mackenzie à Goderich sur l'état de la représentation de la population du Haut-Canada dans la Chambre d'Assemblée. 211

24 juillet, Londres. Mackenzie à Howick. Les mérites de la pétition d'Appleton, l'instituteur, ont été examinés et l'Assemblée a fait un rapport favorable. Malheureusement le Dr Strachan oppose sa réclamation, en sorte qu'il devra s'adresser au bureau des Colonies pour le remède. Il n'aurait pas critiqué la conduite de Phillpotts comme officier militaire au Canada s'il n'avait su qu'il était ici pour donner sa propre version, et qu'en sa qualité de surintendant de la milice il, de même que le surintendant des Affaires des sauvages, ne s'était rendu en prison plutôt que de rendre témoignage conformément aux instructions du gouvernement. Le pays se trouvant dans une condition d'agitation, il espère qu'il pourra obtenir une enquête complète. 264

Inclus. Accusé de réception d'une copie de la pétition d'Appleton. 267

1832.

Accusé de réception de documents censés être des copies d'une adresse au roi et d'une pétition à la Chambre des Communes, sur lesquelles on s'est entendu lors d'une réunion publique tenue dans la circonscription de Gore. Des documents semblables ont été reçus de McIntosh et Morrison, censés avoir été adoptés à une assemblée publique tenue à York. Page 268

24 juillet, Londres. Mackenzie à Goderich. Envoie copie des résolutions adoptées à une assemblée des francs tenanciers du district de Niagara. L'adresse était signée par 1,618 pétitionnaires et contenait les noms de plus d'habitants respectables, riches et influents qu'aucun document qui eût jamais été approuvé auparavant dans ce district. L'assemblée a fourni la preuve de l'agitation régnante. Après l'organisation faite, la minorité avait quitté pour adopter son adresse. Demande une autre audience. La pétition de Thomas Filer se trouve parmi les documents envoyés. 269

Inclus. Procès-verbal d'une assemblée tenue à Niagara. 272

McMahon à Woodruff. Accuse réception de la part du lieutenant-gouverneur du rapport des prétendues délibérations d'une assemblée tenue à Niagara. 278

Circulaire du bureau des Colonies à l'effet que toutes les représentations à ce bureau doivent être transmises par l'entremise des gouverneurs. 279

McMahon à Filer. A présenté au lieutenant-gouverneur sa demande d'être inscrit sur la liste des U. E. 282

Woodruff à McMahon. Transmet rapport des délibérations à l'assemblée tenue à Niagara. 283

25 juillet, Londres. Mackenzie à Goderich. Regrette le crédit de £27,000 voté aux évêques et au clergé de l'Amérique Britannique du Nord, car c'est impolitique. L'Assemblée du Haut-Canada a exprimé son opposition formelle au principe d'une église établie. Hume (appelé Home dans la lettre) présentera deux pétitions contre la mesure, le reste attendra. 284

Un *post-scriptum* décrit le Dr Strachan comme possédant plusieurs bénéfices et donne une liste des charges qu'il occupe. 289

3 août, Londres. Mackenzie à Goderich. Etat concernant l'administration du Haut-Canada par sir John Colborne, afin d'obtenir une enquête et la réforme des abus existants. 297

Table des matières. 292

Accusations contre Colborne soumises aux propriétaires des terres de York et qu'ils appuient. 334

Opinion publique sondée dans York relativement à Colborne et Strachan. 353

Adresse de la Conférence canadienne de l'Eglise méthodiste à sir John Colborne et la réponse de ce dernier. 356

Réponse. 359

Défense des méthodistes contre les calomnies du lieutenant-gouverneur. 365

Adresse à Colborne de Georgina. 392

Réponse, 393

Observations. 393

Assemblée convoquée dans la colonie Talbot. 395

Rapport des délibérations de cette assemblée et discours de Talbot. 396

Observations sur la réponse faite par Colborne à l'adresse de la Conférence méthodiste. 403

Observations par le révérend E. Ryerson dans la conférence au sujet de l'attaque contre les méthodistes wesleyens par le lieutenant-gouverneur. 417

1832.

Extraits des constitutions de 16 des Etats-Unis indiquant comment ils ont pourvu à l'instruction publique. Pages 418 à 430

Autres documents. 431 à 481

7 août, Londres.
Mackenzie à Goderich. A renvoyé la pétition de Thomas Filer et Neil Mackinnon. Toutes les signatures ne se trouvaient point sur l'adresse venant de Lennox et d'Addington, une des feuilles ayant été détruite. Envoie copie de toutes les signatures. L'adresse contient les noms de la grande majorité des propriétaires fonciers à l'aise de ces comtés. Demande des copies des documents qu'il a envoyés au sujet de l'état de la représentation, ainsi que du manuscrit annexé, et la représentation concernant la conduite publique du lieutenant-gouverneur à l'appui des pétitions demandant son renvoi, mais non pas des documents imprimés. Transmet lettre de Cameron, maintenant ou récemment encore, un magistrat du district de Home. Ne connaît rien des sujets mentionnés dans la lettre de Cameron. 494

7 août, Londres.
Mackenzie à Goderich. Envoie pétition de Neil Mackinnon demandant une terre au Canada. Expose son cas. 489

Inclus. Pétition. 491

7 août, Londres.
Mackenzie à Goderich. Représente le cas de Thomas Filer, qui a demandé une terre en qualité de loyaliste E.U.; l'objection à ce qu'on lui accorde une terre dans le Haut-Canada c'est qu'il a vécu dans le Bas-Canada avant le 20 juillet 1798; il n'y a aucun remède. Envoie sa pétition. 482

Inclus. Pétition de Thomas Filer, exposant ses services et demandant une terre. 484

8 août, Londres.
Mackenzie à Goderich. Envoie la pétition du lieutenant McDermid demandant la prime royale. Il a fait des demandes dans le Haut et le Bas-Canada ainsi qu'au bureau des Colonies, mais sans résultat. Son état de pénurie. 502

8 août, Londres.
Hume, Viger et Mackenzie à Goderich. On lui a demandé de transmettre l'adresse des habitants du district du Niagara, en date du 31 mars 1832, pour être présentée au roi. 505

Une note porte que le comité à Fort-George a dit que le nombre des signatures était de 1618. 506

13 août, Downing Street.
Howick à Mackenzie. En parcourant les documents de Filer, Goderich a trouvé que le Conseil exécutif avait décidé justement dans son cas, et il ne voit pas de raisons pour changer la décision. La pétition de Filer aurait dû être envoyée par l'entremise du lieutenant-gouverneur, et Goderich exigera à l'avenir que cela soit fait ainsi. 487

13 août, Downing Street.
Le même au même. A reçu la pétition de Neil Mackinnon demandant une terre. Une pétition semblable de Mackinnon avait été envoyée par le lieutenant-gouverneur et la demande refusée, ayant été faite longtemps après l'établissement du système de vente. 493

13 août, Downing Street.
Le même au même. Ainsi qu'il le demande on lui permettra de prendre des copies des documents concernant les affaires publiques du Haut-Canada, mais on ne pourra les lui fournir. 501

15 août, Downing Street.
Le même au même. Relativement à la demande de McDermid, Goderich ne peut mettre obstacle à la décision de la législature : que son nom soit rayé de la liste des pensions. Sa réclamation d'une année de solde pour blessure devrait être présentée au secrétaire de la Guerre. 504

15 août, Downing Street.
Goderich à Hume, Viger et Mackenzie. A reçu leur lettre contenant la pétition des habitants du district de Niagara, qu'il a présentée au roi. 507

15 août, Londres.
Mackenzie à Goderich. A reçu la lettre lui disant que la pétition de Neil Mackinnon avait été présentée en vain. Demande qu'on lui envoie les papiers. Remercie qu'on permette à un commis de copier les documents. A appris que la pétition de Filer avait été refusée. Demande les papiers. A reçu la circulaire que la pétition aurait dû être envoyée

1832.

par l'entremise du lieutenant-gouverneur, règlement qui sera vigoureusement appliqué. S'est toujours efforcé de se conformer aux règlements. La pétition de Filer a été présentée au lieutenant-gouverneur et accusé de réception en a été fait par McMahon, le secrétaire particulier. Cela a été envoyé en même temps que la pétition ou avant. Croit qu'il s'est conformé aux règlements contenus dans la circulaire du 2 mai 1831, mais le contenu de la circulaire envoyée aujourd'hui n'a jamais été publié dans la colonie. Autres observations sur les règlements. Hume a promis de présenter à la Chambre des Communes tous les griefs, mais le bon vouloir de Sa Seigneurie de remédier à tous les griefs a rendu la chose inutile. Ses plaintes contre Colborne et Strachan, son désir de prendre des extraits de journaux en duplicata de l'Assemblée, les originaux ayant été brûlés. Aucuns extraits ne peuvent être faits au Canada pour cette raison dans les documents des dix années antérieures à 1824, sauf dans ceux de l'année 1821. Se plaint de ne pouvoir obtenir les détails de la dépense publique dans le Haut-Canada, contrairement à la pratique dans le Bas-Canada, et le secret donne toujours lieu à des soupçons. Concernant les honoraires perçus par le sous-directeur général des Postes, la pétition d'Appleton, un instituteur et autres sujets. Page 508

20 août, Downing Street.

Howick à Mackenzie. La lettre du secrétaire de Colborne accusant réception de la pétition de Filer était annexée à la résolution des habitants de Niagara et a ainsi échappé à l'attention de Goderich, de sorte qu'il ne savait pas que Filer s'était conformé aux règlements. Comment doit être envoyée la correspondance officielle. Les documents transmis au département deviennent officiels, en sorte que ceux de Filer et de McKinnon ne peuvent être renvoyés, mais ces documents de même que tous autres transmis peuvent être copiés. La pétition d'Appleton a été envoyée au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Goderich ne peut lui permettre d'examiner les divers comptes et documents qui se trouvent dans le bureau de Sa Seigneurie. Des copies en duplicata des journaux et documents législatifs brûlés durant la guerre ont été envoyées dans le Haut-Canada. 520

27 août, Londres.

Mackenzie à Goderich. A reçu la lettre que l'adresse du district de Niagara avait été présentée au roi, mais il y avait quarante ou cinquante autres adresses ou pétitions délivrées à Sa Seigneurie par Hume, Viger et lui-même qui devaient être présentées au roi, dont quelques-unes adressées à Sa Majesté en conseil. Elles avaient été délivrées longtemps avant l'adresse de Niagara, mais il n'a été reçu aucune réponse les concernant. Les pétitionnaires n'ont pas voulu se soumettre aux observations faites par Colborne à l'égard des méthodistes, en lui demandant comme faveur de transmettre l'adresse. Ils se sont conformés aux conditions de la circulaire en envoyant des copies attestées dont les accusés de réception ont été transmis au bureau des Colonies. Si c'était possible on aimerait à avoir une réponse à chaque adresse. La population de la colonie n'a pu encore trouver un acte que le ministère de la réforme ait adopté pour le bien général durant ses deux années d'existence. Les copies des journaux de l'Assemblée qui seront envoyées ne vont que jusqu'à 1812, quand la Chambre a été la première fois brûlée. Elle a été brûlée de nouveau en 1824, et sauf un volume manuscrit et un imprimé la série manque. Il n'a pas eu de difficulté à avoir accès aux journaux des Communes, et ne peut comprendre pourquoi sa requête a été trois fois refusée. Envoie état ainsi que plan pour le règlement des pertes provenant de la guerre. L'injustice avec laquelle on a traité les gens qui ont tout perdu. Ce que l'on peut attendre de ce traitement si l'occasion se présente de nouveau. N'est pas en état de copier les papiers de McKinnon et de Filer qu'il a reçue comme leur appartenant. Si la lettre de Bathurst à McKinnon était remise, on ouvrirait une souscription pour lui, car on lui avait promis les 200 acres. Il a envoyé au Canada la

1832.

circulaire à l'effet que toutes les adresses doivent être transmises par l'entremise du lieutenant-gouverneur ; on lui dit maintenant que c'est une erreur. Ira voir Howick pour s'assurer quelle est réellement la règle. L'adresse du comité de Hastings lui a été envoyée par la poste pour être présentée, la somme de £4, 6, 8 étant demandée pour frais de port, ce que Freeling a offert de réduire à $8. Demande qu'elle soit délivrée franc de port, car c'est pour affaires publiques. Page 523

Inclus. Remarques du Dr Howison sur les pertes occasionnées par la guerre de 1812. 531

Autres documents, rapports, adresses, etc., se rapportant aux pertes, ainsi que noms des réclamants et montants accordés. 533 à 722

Suite des documents se rattachant aux réclamations pour pertes par la guerre de 1812. Partie 4, pages 723 à 773

5 septembre, Londres. Mackenzie à Goderich. Se plaint des inconvénients dont il a souffert parce qu'il n'a pas reçu de réponses à des lettres concernant différents sujets. 774

8 septembre, Downing Street. Howick à Mackenzie. Toutes les adresses ont été présentées au roi. Il pourra communiquer ce fait aux personnes qui les ont signées, sans recevoir une réponse distincte à chacune. Quant aux pertes de la guerre et à la représentation, Goderich ne peut discuter ces questions avec aucun particulier, mais il recevra toutes les propositions qu'il a à faire et lui accordera une entrevue personnelle. La pétition d'Appleton a été reçue sans accusé de réception du lieutenant-gouverneur, en sorte qu'elle lui a été envoyée en juillet. Quant à la remise des papiers, ceux envoyés par lettres sont gardés pour consultation, et si l'on s'écartait de cette règle cela causerait les plus grands inconvénients. Comme il (Mackenzie) ne connaissait pas le règlement, il pourra avoir les papiers, mais on l'avertit qu'on ne lui accordera plus le même privilège. Il pourra obtenir des informations plus explicites au sujet de la transmission des pétitions. Goderich ne peut intervenir auprès du directeur général des postes au sujet des frais de port de la pétition. Les habitants du Haut-Canada ont une méthode sûre et facile de transmettre leurs plaintes au Trône par le canal officiel. 776

18 octobre, Londres. Mackenzie à Goderich. Demande une entrevue au sujet des réclamations de guerre et des règlements existants affectant le commerce et l'industrie du Haut-Canada. 779

31 octobre, Londres. Mackenzie à Goderich. Transmet le premier rapport envoyé concernant les pétitions au roi qui ont été signées par une majorité de la population mâle du Haut-Canada. Sa conduite a été approuvée de n'avoir pas pressé la discussion des griefs en entier par la Chambre des Communes, Sa Seigneurie ayant rendu cela inutile. A rencontré des difficultés inattendues pour obtenir une audience, et il en donne les détails. Demande maintenant une réponse aussitôt que Sa Seigneurie en aura le loisir. 780

Inclus. Résolutions du comité du district de Home et des districts avoisinants, approuvant la conduite de Mackenzie. 782

Deux lettres à Mackintosh, le président du comité du district de Home et des districts avoisinants concernant sa conduite à Londres. 783, 800

8 novembre, Downing Street. Goderich à Colborne. Dépêche soumise à l'Assemblée du Haut-Canada. Bien qu'il ait refusé de discuter la politique concernant le Haut-Canada, il a fourni à Mackenzie l'occasion de bien présenter sa cause. A choisi trois documents parmi la masse de ceux présentés par Mackenzie, lequel a adopté un genre peu propre à conduire à bonne fin des questions aussi embrouillées et importantes. Il a consacré ses loisirs à examiner la cause de Mackenzie, qui représente le corps comparativement faible en opposition aux corps beaucoup plus nombreux du côté adverse. Il n'est pas nécessaire d'avoir une très longue expérience des démêlés publics pour comprendre avec quelle légèreté on base des prétentions sur les motifs les plus faibles. Les pétitions du côté de Mackenzie sont signées

1832.

par 12,075 personnes, et celles de l'autre côté par 26,854, exprimant leur contentement des lois et institutions que les autres combattent. Critique les allégations contenues dans les documents de Mackenzie. Page 806

18 décembre, Londres. Mackenzie à Goderich. Demande des réformes dans le Haut-Canada, par suite de l'état de trouble dans lequel se trouvent différents pays, et les probabilités d'une guerre générale. Un *post-scriptum* allègue qu'il a été expulsé de l'Assemblée pour avoir soutenu un bill concernant les banques en opposition aux intérêts du gouvernement et que ses écrits accidentels dans un journal ont servi de prétexte. 842

Inclus. Bill pour la réglementation des banques dans le Haut-Canada. 851

24 décembre, Londres. Mackenzie à Goderich. Envoie la pétition de John Lumsden demandant une terre à raison de ses services. 890

Inclus. Pétition de Lumsden. 893

Le lieutenant-gouverneur sir G. Colborne, 1833.

Q. 377-1.

1832.
23 juin, York. Peter Robinson à Rowan.

10 août, Nelson. Chisholm à Peter Robinson.

27 août, Nelson. Le même au même.

13 novembre. Relevé des sommes d'argent payées pour l'émigration.

18 novembre. Relevé des pensionnaires dans le dénûment et qui ont changé leur pension.

18 novembre. Relevé des pensionnaires ayant fait l'échange de leur pension qui ont quitté l'établissement. Ce document et les cinq qui précèdent sont inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 10 janvier 1833.

21 novembre, York. Premier rapport du comité de l'instruction publique.

13 décembre, York. Deuxième rapport du même comité. Ces deux rapports sont inclus dans la lettre de Colborne à Hay du 14 janvier 1833.

Suit l'annexe, contenant la preuve.

Documents mentionnés dans la preuve.

— décembre, York. Rapport du comité au sujet de l'établissement d'une cour en chancellerie. Inclus dans lettre de Colborne à Hay du 14 janvier 1833.

Suit le bill projeté.

1833.
10 janvier, York. Colborne à Goderich (n° 1). L'avantage provenant de la dépense faite pour l'émigration l'année dernière, dont le compte est transmis, ainsi que description des colons et sommaire de la dépense. S'objecte au système d'employer les immigrants à faire de nouveaux chemins, car le travailleurs d'expérience pourraient faire l'ouvrage à un tiers du coût. Comment l'on pourrait employer les immigrants d'après un système qui réussirait, croit-il. Donnera instruction aux agents dans les nouveaux districts d'employer les immigrants à défricher les terres à des gages peu élevés. 1

Inclus. Relevé des sommes d'argent payées au commissaires des terres de la Couronne à compte de l'émigration. 9

Chisholm à Peter Robinson. Fait rapport de l'avancement des travaux du chemin et de la nécessité d'obtenir un crédit plus considérable pour l'achever. A moins que cela ne soit fait les émigrants devront être congédiés. 14

Le même au même. Fait rapport de nombre de personnes employées à la construction du chemin du lac. 16

1833. Relevé des pensionnaires dans le dénûment ou qui ont échangé leur pension, habitant leurs terres à Medonte. Page 17

Relevé des pensionnaires ayant échangé leur pension qui ont quitté l'établissement faute des moyens nécessaires pour cultiver leurs terres. 19

Objections à la règle que les officiers à demi-solde doivent acheter à l'encan public, recevant la déduction suivant leur grade et leurs services. Recommande de la modifier de façon à ce que ces officiers puissent acheter à la mise à prix. 20

11 janvier, York. Colborne à Goderich (n° 2). A reçu dépêche et copies des résolutions de la Chambre des Communes concernant les pétitions de la Chambre d'Assemblée. La cause de Forsyth n'aurait pu être comprise à défaut du rapport de Robinson, le procureur général en exercice lors du procès; il l'a reçu et l'envoie présentement. 22

Inclus. Rapport du juge Robinson dans la cause de Forsyth. 24

Rapport de Philpotts concernant l'enlèvement de la clôture sur la réserve militaire près des chutes de Niagara par Forsyth. 45

14 janvier, York. Colborne à Goderich. Transmet l'état du revenu casuel et territorial, y compris les versements faits par la Compagnie du Canada. 50

14 janvier, York. Le même à Hay (personnelle). A proposé un plan pour rendre productif le travail des émigrants. L'importance de l'émigration et ses bons effets. Envoie les estimations des déboursés et de la production d'une année, lesquelles sont basées sur la supposition que l'on pourrait défricher et ensemencer 100 acres avant le 10 juin, et que les récoltes et améliorations seraient vendues aux immigrants avant le mois de septembre. Comment le projet donnerait du travail. Le coût pour répartir les immigrants dans les différents endroits, mais l'avantage qu'ils rapporteront à la province. La dépense d'à peu près £10,000 peut être imputée au revenu territorial sans inconvénient. L'expulsion et la réélection de Mackenzie ont eu lieu paisiblement; peu étaient intéressés. Ses dépêches sont très amusantes. La question des réserves du clergé est difficile à résoudre. Comment faire? Transmet trois rapports de comités et attire l'attention sur ceux de l'Université et de l'instruction publique. Croit que le secrétaire d'Etat approuvera les termes de la nouvelle charte et de la fusion du collège du Haut-Canada avec le collège du roi. Revient à la question de l'émigration et fait remarquer quelle magnifique colonie l'on pourrait avoir dans dix ans, laquelle avec des règlements convenables serait fermement attachée à la mère-patrie. L'estimation pour l'emploi des immigrants pourra soutenir une inspection sévère. Espère que le secrétaire d'Etat approuvera le projet et qu'il pourra recevoir ses instructions en avril. Si la charte doit être ratifiée il recommande que l'école de médecine soit ouverte aussitôt que possible. Le Dr Rolph est candidat à une chaire de professeur et devrait être encouragé. 51

Inclus. Estimation de la dépense probable pour employer 100 immigrants à défricher la terre, indiquant sa valeur plus grande ainsi que celle des récoltes. 58

Etat des frais pour munir 100 hommes d'attelages, instruments aratoires, etc. 59

Premier rapport du comité de l'instruction publique. 60

Deuxième rapport. 68

Annexe au deuxième rapport contenant la preuve. 83

Documents mentionnés dans la preuve. 134

Rapport du comité sur la taxe *per capita* imposée aux émigrants par le Bas-Canada. 153

Rapport du comité sur l'établissement d'une cour en chancellerie. 176

16 janvier, York. Colborne à Hay. A reçu la correspondance volumineuse résultant de la visite de Mackenzie. Une majorité des classes respectables le consi-

1833.

dèrent et le tiennent pour un démagogue séditieux et sans principes. Plusieurs de ses allégations et insinuations sont dirigées contre l'Assemblée et le Conseil législatif; croit en conséquence que la production de la dépêche avant la prorogation causerait beaucoup d'irritation. Plusieurs des sujets mentionnés par Mackenzie avaient été soumis au secrétaire des Colonies par l'Assemblée et le lieutenant-gouverneur, et deux des hommes les plus respectables et opulents avaient été envoyés à Londres pour presser le paiement des pertes de guerre sans résultat, mais aussitôt qu'un imposteur persévérant donne sa version les réclamations sont prises en considération. Mentionne ces faits pour faire voir avec quelle prudence on doit agir à l'égard d'un démagogue formidable par suite de sa persévérance et de son astuce. Si l'on doit comprendre qu'un démagogue fait impression tandis que ceux sur l'appui desquels on compte en temps d'urgence continuent à ne pas être écoutés, la réputation du démagogue grandira dans l'estime de ses partisans. On pourrait le rendre inoffensif en agissant convenablement à son égard, mais il n'a pas de doute qu'à son retour il cherchera à établir les unions politiques. La province est tranquille et bon nombre des partisans de Mackenzie ne sont pas chagrins qu'il soit absent. Espère qu'on n'oubliera pas de nommer Rolph au professorat. Page 183

(Cette lettre est datée de 1832, par erreur sans doute.)

16 janvier, York. Colborne à Goderich. Envoie état de la caisse des loyers de terre et de l'intérêt sur les ventes des terres du clergé, des sommes provenant des terres de la Couronne payées aux commissaires adjoints et des terres du clergé vendues en 1832. Observations sur les paiements et revenus de ce dernier chef. Se croit autorisé à émettre des mandats pour payer les appointements des missionnaires de l'Eglise d'Angleterre, pour construire des presbytères, etc. 187

Inclus. Etat des réserves du clergé vendues en 1832. 189

Mémoire des montants payés à l'ordonnateur en chef adjoint à compte des réserves du clergé. 190

Etat de la caisse E, provenant des réserves du clergé. 191

17 janvier, York. Colborne à Goderich (n° 5). Un bill a été passé par la législature pour payer la partie des pertes par suite de la guerre que la province doit solder. Recommande que l'on autorise de payer aux réclamants la somme de £57,000 accordée conditionnellement. 192

23 janvier, York. Le même au même (n° 6). Pour montrer les avantages que l'on pourrait retirer de la vente d'une partie des réserves et en encourageant l'agrandissement de la ville à l'ouest, il envoie un plan de la ville et du havre de York ainsi que du terrain appelé la réserve militaire. Avait reçu instruction d'approuver une portion de la réserve, mais rien n'en a été fait à cause des difficultés qui ont surgi et du doute que la classe de colons qui pourrait augmenter la prospérité de la ville n'améliorerait pas un terrain tenu à bail. La valeur des terres a augmenté, et si l'on vendait une portion de la réserve l'on pourrait obtenir le prix moyen de £200 l'acre. La raison pour laquelle il recommande la vente de cette terre c'est parce que la partie de l'est de la ville souffre des exhalaisons provenant du Don. Autres améliorations mentionnées dans le rapport inclus. 194

Inclus. Rapport du capitaine Richardson concernant le havre de York. 198

Esquisse d'un plan pour une place d'armes projetée à York. 202

Plan de York, H.-C. 203

23 janvier, York. Colborne à Hay. Considérant l'effet qu'aurait l'habile réfutation faite par Goderich des allégations de Mackenzie, il a décidé de la transmettre à l'Assemblée. Mackenzie a dit dans son journal que Hume recommande l'établissement des unions politiques dans la province. Sa conduite d'encourager ce démagogue méchant est honteuse. 204

P. S. Si les directeurs de la Compagnie du Canada demandent d'acheter plus de terres, la demande devrait être refusée, parce que les efforts d'une compagnie de terres ne peuvent maintenant augmenter le bien-être du pays. Page 205

24 janvier, York. Colborne à Goderich (n° 7). A transmis à l'Assemblée la dépêche de Sa Seigneurie ainsi que les rapports de Mackenzie accompagnant ses volumineux documents. Envoie copie de son message. Mackenzie a été expulsé mais réélu sans opposition. A raison de croire que les subsides qu'il a recommandés seront accordés. 206

Inclus. Message transmettant la dépêche de Goderich concernant les griefs que l'on dit exister dans le Haut-Canada. 208

2 février, York. Colborne à Goderich (n° 8). Envoie adresse de l'Assemblée au roi, pour obtenir au Haut-Canada sa proportion des droits perçus à Québec. 209

Inclus. Adresse. 211

15 février, York. Colborne à Goderich (n° 9). Envoie copie de son discours à la clôture de la législature. 213

Inclus. *Gazette* et discours. 214

16 février, York. Colborne à Goderich (n° 10). Avait envoyé au Conseil législatif et à l'Assemblée la dépêche du 8 novembre qui a donné lieu à une discussion très orageuse. Envoie les adresses des deux Chambres concernant les allusions faites par Sa Seigneurie et que l'on a cru être un devoir de remarquer. Dans les circonstances et en tant qu'il s'agit des pétitions emportées par Mackenzie il n'a pas de doute que sa (de Colborne) conduite sera approuvée. 218

Inclus. Adresse de l'Assemblée à Colborne le remerciant d'avoir transmis la dépêche concernant les lettres et documents adressés à Goderich pour prouver que la population de l'heureuse et prospère colonie était opprimée et accablée de griefs. Considérant que le porteur de ces lettres et documents, Mackenzie, a été deux fois expulsé de l'Assemblée et qu'il était indigne d'y occuper un siège parce qu'il avait inventé des libelles, on pourrait supposer que Sa Seigneurie, si elle y avait pensé, n'aurait pas cru devoir le reconnaître comme l'agent ou le représentant de l'opinion d'aucune partie des habitants du Haut-Canada. La législature de la colonie possède le pouvoir de remédier à tout mal dont on peut se plaindre. La bonne opinion qu'a de la population le secrétaire des Colonies. 220

Adresse du Conseil législatif concernant la dépêche de Goderich et les documents de Mackenzie. 224

28 févrler York. Colborne à Goderich (n° 11). Browne, le magistrat dont se plaint Levi Soper, peut n'avoir pas eu les aptitudes nécessaires pour l'accomplissement de toutes ses fonctions, mais le gouvernement exécutif ne pourrait le congédier, sauf si l'on avait clairement établi un cas d'inconduite. Envoie rapport sur la cause de Browne. 246

Inclus. Plainte de Soper que Browne n'ait pas été congédié. 248

Mémoire sans date ni signature au sujet de la plainte de Soper (appelé ici Léonard et ailleurs Lévi). Les magistrats du district de Newcastle accusent Towke d'avoir écrit la plainte de Soper contre Browne et d'avoir contrefait sa signature. Towke est le correspondant de Hume. Il désire vivement que Hume soit convaincu que la pétition est authentique. 251

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1833.

Q. 377—2.

1832.
14 mai. Observations au sujet de l'adresse demandant un tarif protecteur. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 23 mars 1833.

16 août, York. Bonnycastle à Rowan.

4 septembre, Québec. Nicolls au même.

5 novembre, Niagara. Melville à Bonnycastle.

8 novembre, York. Bonnycastle à Rowan. Cette lettre et les trois qui précèdent sont incluses dans la lettre de Colborne à Goderich du 4 mars 1833.

21 décembre. Rapport sur les pensions. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 20 mars 1833.

1833.
5 février, York. Bonnycastle à Rowan. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 4 mars 1833.

7 février, York. Adresse de l'Assemblée. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 23 mars 1833.

12 février, York. Adresse de l'Assemblée concernant les postes. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 24 mars 1833.

12 février, York. Adresse du Conseil législatif. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 20 mars 1833.

Une deuxième adresse de la même date s'y trouvait aussi jointe.

16 février, York. Rapport du procureur général. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 20 mars 1833.

4 mars, York. Colborne à Goderich (n° 12). N'a pas reçu avis qu'on avait concédé de trop des terrains marécageux à Niagara qu'après la sanction de l'Acte. Information a été donnée à la Compagnie de docks que l'Acte serait désavoué sauf si le gouvernement pouvait reprendre possession du terrain en question, mais la compagnie ne paraît pas désireuse de garder le terrain marqué sur le plan. 252

Inclus. Esquisse indiquant le terrain donné à la Compagnie du havre et du dock de Niagara. 254

Bonnycastle à Rowan. La Compagnie du havre et du dock de Niagara ne désire point garder le terrain, la propriété de l'artillerie, et est consentante à louer le magasin et le quai à Navy Hall ainsi que la seule maison de garde et de les entretenir. Propose d'ajouter un article à l'Acte. 255

Nicolls au même. Objections à la propositions de Bonnycastle et autres documents se rapportant à la terre destinée à la Compagnie du havre et du dock de Niagara. 257

12 mars, York. Colborne au lord Evêque.

15 mars, York. Rowan à l'évêque Macdonell, ainsi qu'au synode dans le Haut-Canada en commun avec l'Eglise d'Ecosse et à la Conférence méthodiste. Ces lettres et les précédentes sont jointes à la lettre de Colborne à Goderich du 27 mars 1833.

16 mars, York. Colborne à Goderich (n° 13). Envoie lettre concernant le fait que le solliciteur général remplit les fonctions d'agent du clergé de l'Eglise d'Angleterre, montrant que le gouvernement exécutif n'a permis au solliciteur général d'agir que comme avocat privé dans la cause. 265

Inclus. Hagerman à Rowan. Il se rend en Angleterre dans le but de présenter une pétition au nom de l'Eglise d'Angleterre énonçant le droit

1833.

qu'a cette église aux réserves du clergé, et il demande congé d'absence. Page 267

Rowan à Hagerman. Le lieutenant-gouverneur n'a aucune objection à ce qu'il s'absente pendant 15 mois, mais il ne peut accorder qu'un congé de 6 mois; lui recommande de s'adresser au secrétaire des Colonies pour le reste. Dans sa défense de l'Eglise d'Angleterre il (Hagerman) ne peut être reconnu que comme avocat privé. 269

Pétition du clergé de l'Eglise d'Angleterre. 271

19 mars, York. Colborne au lord évêque. Incluse dans la lettre de Colborne à Goderich du 27 mars 1833.

20 mars, York. Colborne à Goderich (n° 14). Envoie deux adresses du Conseil législatif s'objectant à ce que l'Assemblée n'ait pas pourvu comme à l'ordinaire aux émoluments des juges et officiers de la Couronne et aux appointements des autres employés de la justice. Le traitement de l'Orateur du Conseil législatif devrait être garanti d'une façon permanente, et si l'Assemblée ne veut pas admettre la demande, il a confiance qu'il sera autorisé à payer le traitement à même les fonds provinciaux sous le contrôle de la Couronne. Attire l'attention sur les réductions d'appointements. Si autorisation est donnée de payer les dépenses du gouvernement civil non votées par l'Assemblée à même le revenu de la Couronne, la plus grande partie de la dépense pourrait être graduellement transférée par la Chambre au revenu territorial. Divers documents annexés. 275

Inclus. Adresse du Conseil législatif à Colborne. 278

Deuxième adresse. 284

Copie du deuxième article de l'acte passé en 1833 accordant des deniers pour l'administration civile. 287

Estimation générale de la dépense et des ressources du Haut-Canada pour 1833. 288

Rapport du procureur général à l'effet que tout en ne pouvant recommander de refuser la sanction royale au bill des subsides, il n'approuve pas la manière d'accorder les subsides. Pétition de Cameron demandant des appointements en qualité de secrétaire et registraire provincial. 294

Pétition de C. C. Smith demandant le paiement de ses appointements. 297

Pétition de Jarvis, le chef du district de Home, demandant ses appointements. 299

21 mars, York. Colborne à Goderich (n° 15). Envoie l'adresse commune du Conseil législatif et de l'Assemblée concernant la taxe imposée par la législature du Bas-Canada aux immigrants arrivant à Québec. 301

Notes portant les initiales E. T. H. au sujet de l'adresse du Haut-Canada concernant la taxe des immigrants. 302

Inclus. L'adresse commune mentionnée dans la lettre. 306

23 mars, York. Colborne à Goderich (n° 16). Envoie l'adresse de l'Assemblée demandant un tarif protecteur sur le coton et le tabac, la production des Etats-Unis, afin d'obtenir le commerce de ces articles par les canaux et les lacs du Canada. 318

Observations sur l'adresse demandant un tarif protecteur. 319

Inclus. Adresse de l'Assemblée demandant un tarif protecteur. 320

24 mars, York. Colborne à Goderich (n° 17). Envoie l'adresse de l'Assemblée qui demande de changer la gestion du département des Postes. 322

Inclus. Adresse de l'Assemblée demandant que le département des Postes soit placé sous le contrôle de la législature coloniale. 323

26 mars, York. Colborne à Goderich (n° 18). Envoie le rapport du comité de Québec au sujet des pensionnaires qui ont échangé leur pension comme colons. Le système n'a pas donné de bons résultats, bien que 400 ou 500 se soient établis sur leurs lots et aient réussi. Envoie la pétition des pensionnaires du district de Newcastle demandant de l'aide. 326

1833.

Rapport au sujet des pensionnaires. Page 327

27 mars, York. Colborne à Goderich (personnelle et confidentielle). Après quelque hésitation il s'est décidé à envoyer la dépêche du 8 novembre au Conseil législatif et à l'Assemblée, connaissant dans quelle disposition elle serait reçue ; mais il a été cru désirable de la faire circuler, vu qu'elle réfutait les allégations de Mackenzie par suite du fait particulièrement que ses adhérents avaient pris un ton très soumis. Il (Goderich) peut se former une bonne opinion de la manière qu'elle a été reçue par les deux journaux envoyés. La différence dans l'estimation du nombre des signatures attachées aux pétitions. N'a pas eu le temps de se procurer une liste des pétitions, mais croit que le rapport qu'il a fait à Hay est exact. L'insuccès des amis de Mackenzie à tenir des assemblées. S'il avaient réussi ils auraient cherché à former des unions politiques, comme Hume leur avait conseillé de le faire. 329

Inclus. Stanton à Rowan. Gumitt a dit à Carfrae qu'il y avait de 32,000 à 33,000 signatures sur les pétitions, mais il (Gumitt) est absent de la ville, en sorte qu'il ne peut voir la copie des noms. 332

Observations du *Kingston Chronicle* au sujet de la dépêche de Goderich. 333

Observations du *Star* au sujet de la dépêche de Goderich. 338

Observations du *London Sun* au sujet de la dépêche de Goderich. 350

Observations du *Herald* du Haut-Canada. 360

Assemblée des francs tenanciers de Lennox et Addington. 363

Deuxième article du *Kingston Chronicle* au sujet de la dépêche de Goderich. 367

Observations en opposition au système actuel d'administration des postes dans le Haut-Canada. 372

27 mars, York. Colborne à Goderich (n° 19). A averti l'évêque catholique romain, le Synode presbytérien et la Conférence méthodiste des crédits accordés pour leur permettre de construire des églises et chapelles. Envoie copies de ses lettres indiquant les montants respectifs accordés. Le crédit supplémentaire ne sera pas requis avant 1834. 376

Inclus. Rowan à l'évêque Macdonell. La somme de £900 a été accordée pour être dépensée à la construction d'églises ou de chapelles pour les catholiques romains. 378

Le même au Synode du Haut-Canada en communion avec l'Eglise d'Ecosse. Un crédit de £900 a été accordé pour aider à la construction d'églises ou de chapelles. 379

Rowan à la Conférence méthodiste. Un crédit de £900 a été accordé pour construire des églises et chapelles selon qu'on en aura besoin. 380

Colborne au lord évêque. Concernant les allocations qui seront faites au clergé de l'Eglise d'Angleterre dans le Haut-Canada. 381

Le même au même. Autre lettre au même sujet. 384

27 mars York. Colborne à Goderich (personnelle et confidentielle). Recommande que le parlement impérial dispose des réserve du clergé, car l'Assemblée n'adopte jamais aucune mesure satisfaisante à la province, ou que le gouvernement de Sa Majesté approuvera. Quels que soient les arrangements faits, toutes les parties intéressées en seront mécontentes. Le gouvernement ne peut donc adopter une autre ligne de conduite que celle qui protégera les intérêts de l'Eglise épiscopale et des Eglises dissidentes, en tant que les affaires politiques le permettront. Considère que si l'on faisait certains changements l'Eglise épiscopale ne s'opposerait pas, bien qu'à présent elle combatte pour avoir jusqu'au dernier de ses droits. Etat du nombre d'acres vendues et probabilités de ventes futures. Les presbytériens en communion avec l'Eglise d'Ecosse n'ont pas raison de se plaindre, si certains avantages étaient donnés. 385

1833.
28 mars, York. Colborne à Goderich (nº 20). Envoie relevés demandés par la Chambre des Communes. On n'aurait pu les envoyer plus tôt par suite du retard à obtenir des états des membres de la législature. Page 389

Inclus. Titres des bills privés ayant pris naissance dans l'Assemblée et que le Conseil législatif a rejetés. 391

Bills présentés dans l'Assemblée mais ensuite rejetés par elle à cause de modifications faites par le Conseil législatif. 394

Ces relevés étaient pour les dernières dix sessions. 391 à 412

Relevé des noms des membres des Conseils exécutif et législatif et de l'Assemblée, spécifiant toute charge publique qu'ils peuvent occuper, ainsi que relevé des terres concédées à chacun. 413

29 mars, York. Colborne à Goderich. Rapporte la mort de Baby, un membre des Conseils exécutif et législatif. 417

30 mars, York. Le même au même (nº 21). Envoie pétition de Cattermole demandant une concession de terre, alléguant ses services pour l'encouragement de l'émigration. 418

Inclus. Pétition. 419

5 avril, York. Colborne à Goderich (nº 22). Envoie copie de la demande de l'évêque de Québec d'une somme de £50 qui sera payée au révérend Alexander Bethune pour services rendus à la corporation du clergé et copie de la réponse. 422

Inclus. L'évêque (anglican) de Québec à Colborne. Qu'il a informé Bathune qu'il avait une réclamation équitable de £50 pour services rendus à la corporation du clergé. 423

Rowan au lord évêque de Québec. Colborne transmettra la lettre au gouvernement de Sa Majesté. 424

6 avril, York. Colborne à Goderich (nº 23). Envoie lettre trouvée sur la personne de Fitzgerald, accusé de meurtre en Irlande, laquelle ne laisse aucun doute de sa culpabilité. 426

8 avril, York. Le même au même (nº 24). Envoie lettre du commissaire des terres de la Couronne concernant le montant payé à l'ordonnateur général à compte des réserves du clergé vendues durant le trimestre finissant le 31 mars 1833. 427

Inclus. Peter Robinson à Rowan. A payé à l'ordonnateur général £4,000 du cours, à compte des réserves du clergé. 428

Etat des réserves du clergé vendues par le commissaire des terres de la Couronne durant le trimestre terminé le 31 mars 1833. 429

10 avril, York. Colborne à Goderich. La somme requise pour compléter le paiement des indemnités à ceux qui ont souffert de la dernière guerre s'élève à £57,910, la législature ayant passé un acte pour prélever la somme nécessaire au moyen de débentures, lesquelles, ajoutées aux droits sur le sel et le whiskey, s'élèveront à £57,412.10 ch. L'à-propos de solder toutes les réclamations pour les raisons mentionnées. 430

Inclus. Dunn, receveur général, à Rowan. N'a aucun doute de pouvoir prélever le montant autorisé par l'acte, et en conséquence il commencera à mettre à exécution les dispositions de la loi. 434

Etat expliquant la lettre qui précède. 435

15 avril, York. Colborne à Goderich (nº 25). Envoie adresse des habitants du village de Port-Hope. 440

Inclus. Adresse. 441

LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1833.

Q. 377-3.

1830. 12 octobre, Québec. — Copie à ———

13 octobre, Québec. — Kempt à Colborne.

14 octobre, Québec. — Couper aux (officiers respectifs ?)

18 novembre, Downing Street. — Murray à Aylmer. Cette lettre et les documents qui précèdent sont inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 24 avril 1833.

1832. 27 février, Brockville. — Pétition de madame Gray. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 23 mai 1833.

1833. 24 janvier, York. — Pétition de William Berczy. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 28 mai 1833.

24 janvier, York.

Suivent les certificats.

8 mars, York. — Rowan à Jarvis. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 23 mars 1833.

19 mars, York. — Pétition d'Arthur Brunet, sans date, le certificat du service signé par Rowan est daté à la marge. Inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 20 mai 1833.

27 mars, York. — Jarvis au juge en chef.

30 mars, York. — Pétition du juge en chef et des juges puisnés du banc du roi, Haut-Canada. Ces deux documents sont inclus dans la lettre de Colborne à Goderich du 23 mai 1833.

16 avril, York. — Colborne à Goderich (n° 26). Observations sur le revenu provenant de la vente des terres de la Couronne et sur le système de répartition des immigrants. Comment la terre au nord est distribuée entre les réserves du clergé et de la Couronne et les autres classes. 443

19 avril, York. — Colborne à Goderich (n° 27). Envoie rapport des magistrats du district de Newcastle que la pétition que l'on a prétendu avoir été envoyée par L. Soper était un faux et n'avait été ni écrite ni signée par lui. 451

Inclus. Rapport des magistrats du district de Newcastle que le rapport que l'on prétend être de Soper est un faux, Soper lui-même niant qu'il l'a écrit ou signé. 453

Rapport de deux magistrats à l'effet qu'ils sont allés voir Soper, lequel a nié qu'il avait signé une lettre à Goderich, et a donné une reconnaissance à cet effet. 455

Rapport fait par Soper. 456

Déclaration assermentée de Wallis que Soper a nié avoir jamais signé une pétition à Goderich. 457

Déclaration assermentée de Lowden qu'il n'a pas fait usage de l'expression qu'on lui prête. 458

Avis donné par les magistrats à Colborne qu'ils ont adopté des résolutions au sujet de la conduite équivoque de Soper dans la lettre transmise. 459

Résolutions. 460

Lettre de Soper. 461

1833.
20 avril,
York.

Colborne à Hay (personnelle). A dernièrement écrit à Goderich sur différents sujets. Espère que la question des pertes subies durant la guerre ne sera jamais présentée de nouveau à la législature provinciale. La question des réserves du clergé devra être réglée par le parlement impérial et durant la présente session, si c'est possible. Comment on pourrait disposer des réserves, mais aucun des intéressés ne sera satisfait d'un arrangement qui peut être prudemment fait. Ne croit pas que les conditions avantageuses offertes aux immigrants par le Haut-Canada affectent le Bas-Canada, car les avantages qu'offre la province d'en haut sont si grands et si les immigrants n'y peuvent prendre des terres ils se dirigeront vers l'ouest. Progrès fait par les townships grâce aux encouragements donnés aux immigrants. Le mauvais effet de la négligence de cette politique. Ne croit pas que la Compagnie des Terres du Bas-Canada trouve du profit dans ses spéculations de terrains. Les profits réalisés pour la compagnie dans le Haut-Canada provenaient de la vente des réserves de la Couronne dans les vieux townships. Envoie journal pour montrer comment on obtient les signatures des pétitions et le peu de cas qu'on doit en faire, la nature des assemblées et la classe de colons. Quelle circonspection on doit avoir avec Mackenzie ; sa persévérance, astuce et mépris de la vérité lui donnent quelque avantage. La permission qui lui a été donnée d'examiner les journaux de la province, mais il espère que sa folie et son manque de jugement l'ont rendu moins formidable qu'il l'a été. Remercie Goderich de sa dépêche du 8 février.
Page 462

24 avril,
York.

Le même a Goderich (n° 28). Envoie document pour expliquer les motifs pour lesquels il a demandé au commandant des forces de distribuer des armes aux compagnies de milice qui fourniraient elles-mêmes leur accoutrement. S'était cru autorisé à enjoindre aux officiers des volontaires de recevoir les armes. La distribution, a dit le commandant des forces, a été faite d'après l'entente que si le gouvernement insistait sur le paiement de ces armes, il (Colborne) le garantirait, mais subséquemment dans une lettre personnelle le commandant des forces disait qu'il se conformerait à toute demande faite par lui (Colborne). Relevé des armes distribuées envoyées. 471

Inclus. Kempt à Colborne. Se conformera à la demande d'armes avec l'entente que si le gouvernement insiste pour les faire payer, il (Colborne) en donnera la garantie. 474

Couper à ———. Le commandant des forces demande que la quantité d'armes et d'accoutrements à Kingston soit portée au nombre nécessaire pour compléter 600 soldats d'infanterie et 300 de cavalerie. 476

Le même à (officiers respectifs ?). Ordre de distribuer, des magasins de l'artillerie dans le Haut-Canada, les armes de service que Colborne pourra demander pour le service de la milice. 477

Murray à Aylmer. Approuve ses instructions concernant la distribution d'armes à la milice volontaire du Haut-Canada. 479

Relevé des armes, etc., distribuées à une partie de la milice du Haut-Canada. 480

Etat général des armes fournies à la milice du Haut-Canada. 482

Note relativement à la demande de paiement des armes distribuées à la milice du Haut-Canada. 484

30 avril,
York.

Colborne à Goderich (confidentielle). Long et soigneux rapport sur l'état politique du Haut-Canada. 485

Inclus. Rowan à H. J. Boulton. Que ses services et ceux du solliciteur général ne sont plus requis. 502

Rowan à H. J. Boulton. La partie de sa conduite politique et de celle du solliciteur général à laquelle le secrétaire des Colonies fait remarquer, c'est qu'ils encouragent l'expulsion répétée d'un membre de l'Assemblée

1833.

bien qu'on leur ait communiqué les objections constitutionnelles à cette action. Page 503

H. J. Boulton à Rowan. Désire savoir par suite de quelle infraction des devoirs publics, le solliciteur général et lui ont été destitués. 504

2 mai, York. Colborne à Goderich. Espère faire disparaitre l'impression défavorable qui existe dans l'esprit de Sa Seigneurie. Dans sa lettre du 10 janvier il avait l'intention de représenter fortement comme il était impolitique de permettre à Mackenzie d'obtenir le crédit d'avoir réglé une question que ni Clarke ni Crooks n'avaient réussi à faire. Ses lettres franches à Hay ont toujours été écrités avec les meilleures intentions. 505

8 mai, York. Le même à Hay (personnelle.) Boulton a suggéré qu'on lui donne une lettre de présentation. Ses espérances sont détruites par suite de son renvoi. Ce serait satisfaisant si l'affaire pouvait être conclue par le remplacement de Boulton et de Hagerman. 508

8 mai, York. Le même au même (personnelle). Son essai sur sa conduite politique expliquera les difficultés qu'il rencontre. Le gouvernement exécutif ne peut intervenir contre l'opinion des membres de l'Assemblée, mais ça été son but d'encourager les personnes d'influence et dont l'attachement à la mère-patrie était bien connu à chercher à obtenir des sièges dans l'Assemblée. Si la Chambre était bien composée durant la prochaine session, on ne pourrait éprouver de grands inconvénients de l'esprit factieux qu'encourage Mackenzie. L'hostilité de plusieurs à l'égard du gouvernement local peut se retracer à la jalousie et au désappointement. Il peut être à propos d'apaiser ces derniers. Mais les vues d'autres personnes sont dirigées sur les institutions républicaines sans avoir aucun égard pour la mère-patrie. La moindre concession faite à ce parti ne peut qu'augmenter le mal. La difficulté pour décider quant au patronage. Il n'appartient à aucun parti. Croit qu'avec une ligne de conduite ferme on pourrait détruire l'influence de Mackenzie, et les prétendus griefs pourraient être examinés sans crainte du résultat. Le malheureux résultat d'avoir soumis la dépêche du 8 de novembre à l'Assemblée. A écrit à Goderich expliquant ses observations sur les réclamations de pertes. Sait comme il est difficile de se débarrasser du démagogue obstiné. Le caractère des journaux qu'on lui demande de transmettre. 510

9 mai, York. Le même à Goderich. La pétition d'Appleton ainsi que le rapport du président du conseil de l'instruction publique sur son cas ont été transmis dans la dépêche du 19 avril 1832. Envoie copie de la dépêche et des documents inclus. 575

Inclus. Colborne à Goderich. Relativement à la pétition d'Appleton il envoie les observations faites par le Conseil de l'Instruction publique sur le cas. 516

Appleton à Colborne. Envoie copie de la pétition adressée à Goderich, et il en demande un accusé de réception. 517

Rapport du Dr Strachan, président du conseil de l'instruction publiques, sur le cas d'Appleton. La nécessité de réduire les appointements des instituteurs, dont aucun autre que le pétionnaire ne s'est plaint, car on voyait la nécessité de changements. 518

Pétition d'Appleton. Expose ses services en qualité d'instituteur et demande une enquête sur sa plainte d'être privé de l'allocation statutaire. 521

13 mai, York. Colborne à Goderich (personnelle et confidentielle). Envoie les considérations qui pourraient influencer la décision de Sa Seigneurie d'approuver la personne recommandée pour la charge de solliciteur général, et qui pourraient faire voir la difficulté de nommer un avocat de la province à ce poste. Boulton est impopulaire et Hagerman pas assez populaire pour occasionner quelque grande sensation dans la province à son sujet, mais le renvoi de ces deux personnes ne peut manquer d'irriter

1833.

un certain nombre de colons, lesquels croient qu'ils s'efforçaient de mettre fin au système d'agitation commencée par Mackenzie. Considère qu'il serait imprudent de recommander quelqu'un dont la nomination serait considérée être un triomphe pour Mackenzie. On lui a laissé peu de discrétion à l'égard de la nomination d'un remplaçant, car on exigea une expression d'opinion positive concernant les aptitudes des membres du barreau dont la conduite politique s'est terminée en désaccord avec celle des derniers officiers en loi de la Couronne. Dans cette classe doivent être placés Bidwell, John Rolph et Robert Baldwin, lesquels doivent être déclarés capables de remplir la charge de solliciteur général. Aucun de ces derniers ne devrait être nommé, et s'il avait le choix il recommanderait M. Archibald Maclean, de Cornwall, comme la personne la plus apte à remplir le poste de solliciteur général. N'écrira pas à ce dernier avant de savoir jusqu'à quel point cette nomination pourrait prêter objection. Ses opinions politiques et son influence. Quiconque sera nommé devra être averti que l'emploi ne sera que temporaire. Envoie liste des avocats. Page 525

Inclus. Liste des avocats. 530

14 mai, York. Colborne à Hay (personnelle et confidentielle). La nomination de John Rolph à la charge de solliciteur général n'a fait qu'ajouter à l'humiliation de ceux qui regrettent le résultat de la mission de Mackenzie. A toujours été en bons termes avec Rolph, et son refus d'assister aux assemblées de Mackenzie lui donne un droit au gouvernement exécutif. Il réside à York et a une forte pratique en qualité de chirurgien. S'il était nommé à une chaise de professeur à l'université la province en retirerait plus de profit de ses talents de professeur d'anatomie que de la conduite que ses amis politiques désirent lui voir adopter. Cela mérite considération. 532

14 mai, York. Le même à Goderich (n° 31). Envoie copies des journaux de l'Assemblée en 1830, 1831 et 1832. 534

15 mai, York. Le même au même (n° 32). A reçu dépêche ainsi que pétition de Whitlaw concernant une concession de terre faite en 1815. Ne peut trouver qu'il ait fait une demande personnelle de terres. Envoie le rapport de l'arpenteur général. 535

Inclus. Hurd à Rowan. Ne peut découvrir aucune trace d'une concession de terre faite à Whitlaw parmi les dossiers du bureau de l'arpenteur. 537

16 mai, York. Colborne à Goderich. Renvoie le document que lui a transmis la Société Philologique et les équivalents remplis par Givins et les employés de la division des Sauvages. 558

17 mai, York. Le même au même (n° 33). Relativement à l'allégation de Mackenzie que de la majorité de 27 membres de l'Assemblée qui ont voté contre une adresse demandant la dissolution de l'Assemblée 19 occupaient des charges au bon plaisir de la Couronne, il n'y en avait que 7 qui occupaient des charges à part de deux directeurs de poste nommés par le sous-directeur général des Postes, à moins qu'il ne comprenait les magistrats et officiers de milice, et presque tout propriétaire de terrain intelligent, habitant ses propriétés et de bonne renommée est soit l'un ou l'autre. Relativement au retard d'envoyer le livre bleu, les relevés des impôts et de la population ne sont recueillis qu'en juin, en sorte qu'ils peuvent être rarement complétés avant la fin de juillet. Notes sur différents sujets. Les tentations de tenir des assemblées dans différents districts pour former des unions politiques n'ont pas réussi. 539

Note au sujet de la méthode de préparer le livre bleu. 543

Inclus. Cameron à Rowan. Il est prêt, en qualité de secrétaire provincial, à préparer le livre bleu, mais il devra avoir d'autre aide. 544

18 mai, York. Colborne à Goderich (n° 34). Relativement aux observations de Mackenzie sur les lois du Haut-Canada réglementant la nomination des

1833.

grands et petits jurés, il envoie les observations du juge en chef Robinson. S'il était proposé quelque projet bien étudié pour la réglementation de ces lois, il ferait les plus grands efforts pour encourager un acte modifiant le système actuel. Page 546

Inclus. Observations du juge en chef Robinson au sujet des lois concernant le jury. 548

22 mai, York. Colborne à Goderich (n° 35). Envoie rapport d'un comité permanent de l'Assemblée au sujet du département des Postes dans le Haut-Canada mais qui n'est pas approuvé. Si l'on soumettait au Conseil législatif et à l'Assemblée un état annuel du revenu et de la dépense, peu de personnes désireraient que la législature eut d'autre contrôle. On pourrait améliorer le système en faisant résider à York un sous-directeur général des Postes. 555

Inclus. Rapport du comité permanent. 557

Bill pour l'établissement d'un département des Postes dans le Haut-Canada. 572

23 mai, York. Colborne a Goderich (n° 36). Envoie pétition du juge en chef et des juges puisnés exposant que l'Assemblée n'a pas prévu les frais de voyages. A moins que les frais de cette nature ne soient imputés sur le revenu sous le contrôle de la Couronne, leur paiement par la législature provinciale sera très incertain. 584

Inclus. Pétition. 585

Jarvis au juge en chef. Envoie lettre en réponse à sa demande au lieutenant-gouverneur, indiquant qu'il n'avait plus aucun contrôle de la caisse à même laquelle il pouvait émettre un mandat pour son (de Jarvis) allocation de présence au banc du roi, car il était présent par ordre des juges. Espère que par son influence il sera payé. 593

Rowan à Jarvis. La caisse pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice n'étant plus sous le contrôle du lieutenant-gouverneur, il ne peut émettre un mandat pour la somme réclamée à raison de sa présence à la cour du banc du roi en 1832. 594

23 mai, Kingston. Résolutions en faveur de Hagerman. Document inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 8 juillet 1833.

24 mai, Kingston. Adresse des habitants de Kingston. Inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 10 juillet 1833.

28 mai, York. Colborne à Goderich (n° 37). Transmet pétition de William Berczy d'Amherstburg concernant une réclamation qu'il a souvent présentée. Les copies des arrêtés ministériels indiquent qu'il a été fait au pétitionnaire une concession de 2,000 acres comme une rémunération suffisante de sa réclamation. Berczy jouit d'une haute réputation dans la province et a droit à toute faveur que l'on pourra régulièrement accorder. 596

Inclus. Pétition de Berczy, demandant la ratification de la concession de terres faite à son père, feu William Berczy. 598

Copie de l'acte de vente mentionné dans la pétition. 614

Rapport du Conseil exécutif au sujet de la pétition de William Berczy, 618

Autres documents à ce sujet. 620 à 622

29 mai, York. Colborne à Goderich (n° 38). Envoie la pétition de madame Sarah Gray demandant une concession de terres à raison des services rendus par son feu mari, tué au havre de Sackett. 623

Inclus. Pétition de madame Sarah Gray. Le Conseil a ajouté à la pétition la note suivante: "Le Conseil regrette de ne pouvoir recommander la prière contenue dans la présente pétition. 625

30 mai, York. Colborne à Goderich (n° 39). Envoie deux pétitions demandant des terres, mais il ne peut les recommander à cause des courts services militaires des pétitionnaires. 626

Inclus. Pétition d'Arthur Burnet, demandant terre. 627

Pétition de George Evans, demandant terre. 628

1833.

Certificat en faveur de George Evans. Page 629

31 mai, York. Colborne à Goderich (n° 40). Envoie copie des explications au sujet du fait que Givins a demandé l'aide de l'ordonnateur en chef adjoint Randall. A cause de son âge avancé Givins ne peut exercer une surveillance active, mais il peut diriger la correspondance et son expérience est précieuse. Recommande la nomination d'un surintendant adjoint. 630

Inclus. Givins à Colborne. Explique pour quelles raisons il a demandé de l'aide dans l'exercice de ses fonctions. 633

4 juillet, York. Colborne à Stanley (n° 41). Transmet la sentence des arbitres autorisés à régler la proportion des droits à être payés au Haut-Canada sur les importations à Québec. Page 637

Inclus. Les arbitres à Colborne. Envoie la sentence arbitrale au sujet de la proportion des droits qui doivent être payés au Haut-Canada. 639

La sentence arbitrale. 640

5 juillet, York. Colborne à Stanley. Envoie copies des actes passés à la dernière session. 643

8 juillet, York. Le même au même (n° 43). Envoie à la demande de John S. Cartwright les résolutions adoptées à une assemblée publique tenue à Kingston concernant le renvoi de Hagerman l'ancien solliciteur général. 644

Inclus. Résolutions en faveur d'Hagerman. 645

10 juillet, York. Colborne à Stanley. Envoie adresse des habitants de Kingston dans le Haut-Canada. 649

Inclus. Adresse approuvant la destitution de Hagerman. 650

12 juillet, York. Colborne à Hay (personnelle). Sur sa route à la Longue Pointe et au retour il a vu la prospérité croissante de l'ouest de la province ; la population entière était contente et heureuse, et les immigrants amélioraient leurs terres avec beaucoup d'énergie. Les soldats réformés à Adélaïde ont beaucoup souffert au printemps par suite de leur propre imprudence et paresse ; la plupart ont présentement de l'emploi, mais plusieurs sont partis pour chercher du travail. Dix mille immigrants sont arrivés à Québec ; sur ce nombre 4,000 ont atteint York. Les émigrants de lord Egremont ont été dirigés dans les townships de l'Ouest pour y rejoindre leurs compatriotes établis à cet endroit l'automne dernier. La demande de la main-d'œuvre est considérable. Le nombre des émigrants qui arrivent est plus grand que celui de l'année dernière. Plusieurs personnes possédant des capitaux mais qui n'ont pas l'intention de s'établir, ont acheté des blocs de terre, alarmées qu'elles sont de l'état de choses dans la Grande-Bretagne. A peur que ces spéculateurs ne forment quelques-uns des meilleurs townships. Jameson a commencé à exercer ses fonctions de procureur général, et il se chargera du circuit de l'Est. Draper a été nommé conseil du roi dans le circuit de l'Est. Les journaux appuyant Mackenzie s'efforcent de préparer leurs districts respectifs à une élection, mais ils ne paraîssent pas avoir beaucoup d'influence. N'a pas de doute que Mackenzie a reçu des informations qu'on n'aurait pas dû lui donner. Transmettra le relevé semi-annuel des recettes et de la dépense du revenu territorial aussitôt que possible. Les dépenses faites pour les immigrants l'année dernière ont été très élevées, mais c'était nécessaire à cause de la maladie qui faisait rage et de la panique. 653

23 juillet, York. Le même à Stanley (n° 45). Envoie pétition de Madame Claus au Trésor pour une pension. 657

Inclus. Pétition. 658

Correspondance antérieure au sujet d'une concession de terres faite par les sauvages à Claus et d'une pension à sa veuve. 660-661

24 juillet, York. Colborne à Stanley (n° 46). Envoie demande de Rees pour une concession de terres à raison de ses services. 663

Inclus. Pétition de William Rees, exposant les services qu'il a rendus en qualité de médecin aux malades et autres soldats à bord du na-

1833.

vire de transport *Fanny*, et demandant que sa pétition soit transmise au secrétaire des Colonies. Page 664

Pétition à Stanley demandant une concession de terres en considération de ses services. 665

Lettres et instructions relativement à l'emploi de Rees. 668-669

25 juillet, York. — Colborne à Stanley. Envoie lettres du commissaire des terres de la Couronne concernant le montant qu'il a remboursé à compte des réserves du clergé vendues. 670

Inclus. Peter Robinson à Rowan. A payé à l'ordonnateur en chef adjoint £2,000 du cours à compte des réserves du clergé vendues. 671

Le lieutenant-gouverneur sir J. Colborne, 1833.

Q. 378—1.

1823.

15 décembre. — Certificat de Robert Nelles des bonnes mœurs de Lévi et Benjamin N. Lewis. Inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 10 août 1833.

1831.

1er janvier, Kingston. — Pétition de Thomas Kirkpatrick.

29 janvier, York. — Pétition de George Savage. Ces deux pétitions sont incluses dans la lettre de Colborne à Stanley du 2 septembre 1833.

21 novembre, York. — Pétition de la banque du Haut-Canada à l'Assemblée. Documents inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 2 août 1833.

1832.

23 mai. — Parkinson à Nixon.

Un certificat en faveur de Nixon, sans date, suit cette lettre.

4 août, London H.-C. — Pétition de John Nixon.

5 août, London H.-C. — Pétition de William Jackson.

11 août, York. — Rowan à Jackson.

17 octobre. — Pétition de John Ardell.

19 octobre, London H.-C. — Jackson à Rowan.

19 octobre, London H.-C. — Nixon à——

24 octobre, York. — Mémoire de Rowan.

31 octobre, Port-Talbot. — Talbot à Rowan.

Pas de date. — Pétition de Levi Lewis.

1833.

28 janvier, London H.-C. — Nixon à Rowan.

28 janvier, London H.-C. — Ardell au même.

17 avril, London H.-C. — Jackson au même.

17 avril, London H.-C. — Nixon au même.

17 avril, London H.-C. — Ardell au même.

17 avril, London H.-C. — Levis au même.

1833. 19 avril, London H.-C. Témoignage de Talbot.

6 mai. Nixon à Colborne.

7 mai, York. Rowan au conseiller président. Cette lettre et les dix-neuf documents qui précèdent sont inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 10 août 1833.

31 juillet, York. Pétition du président et des directeurs de la Banque du Haut-Canada. Cette pétition est incluse dans la lettre de Colborne à Stanley, du 2 août 1833.

2 août, York. Colborne à Stanley (n° 48). A reçu dépêche et documents inclus concernant les banques du Haut-Canada. Les demandes de remboursement aux banques ont été causées par l'information transmise à Mackenzie que l'acte adopté à l'effet de modifier la charte de la Banque du Haut-Canada et d'établir la Banque Commerciale devrait être désavoué. A en conséquence cru à propos de communiquer le contenu de la dépêche au président et aux directeurs de la Banque du Haut-Canada. Envoie copie de l'avis officiel, qui, il l'espère, empêchera tout résultat nuisible. Suggère que le lieutenant-gouverneur reçoive instruction de retenir l'ordre de désaveu de l'Acte si les dispositions proposées par le gouvernement de Sa Majesté sont adoptées au commencement de la session. 1

Inclus. Rowan à Allan, le président de la Banque du Haut-Canada. Relativement à la modification projetée de la charte de la Banque du Haut-Canada et de la Banque Commerciale, Colborne transmettra toutes les observations que les directeurs désireront présenter. 4

Allan à Colborne, Longs et soigneux détails des opérations de la Banque du Haut-Canada, établie d'après les mêmes principes que ceux des banques dans le Bas-Canada, dont les chartes ont été approuvées. 6

Pétition à l'Assemblée demandant qu'on modifie la charte de la Banque du Haut-Canada et permette l'augmentation de son capital. 40

Pétition du président et des directeurs de la Banque du Haut-Canada priant de retarder la proclamation du désaveu de l'Acte à l'effet d'augmenter le capital de la banque jusqu'à ce que l'on ait fait connaitre au gouvernement de Sa Majesté les conséquences désastreuses de cette mesure. 42

2 août, York. Colborne à Hay. Présente Dunn, le receveur général, un directeur de la Banque du Haut-Canada et un actionnaire de la Banque Commerciale; il pourra lui donner des renseignements sur les opérations des banques et les effets probables du désaveu. 44

2 août, York Le même au même (personnelle). A fait rapport qu'il avait cru à propos de communiquer au président de la Banque du Haut-Canada les intentions du gouvernement de Sa Majesté de désavouer l'Acte pour augmenter le capital. Le renseignement que Mackenzie et ses amis ont fait circuler aurait occasionné une demande de remboursement à la Banque de Kingston s'il (Colborne) n'avait pas adressé la note officielle au président. Les arrêtés en conseil désavouant l'Acte n'ont pas besoin d'être signifiés avant janvier prochain ; il suggère que ce serait dans l'intérêt public d'autoriser le lieutenant-gouverneur de retarder la promulgation de l'ordre, si l'acte modifié peut être mis à effet au commencement de la session. 46

3 août, York. Le même à Stanley (n° 49). A accordé un congé de six mois à Dunn, receveur général. Envoie copie de la lettre qu'il a reçu de lui, donnant les raisons pour lesquelles il demande ce congé. 48

Inclus. Dunn à Rowan. N'a pas réussi dans sa tentative d'emprunter de l'argent sur le crédit du Haut-Canada. L'insuccès ne provient pas tant de ce que le chiffre de l'intérêt est limité que de la grande rareté de l'argent. Doit abandonner le système de chercher à emprunter de ce côté-ci de l'Atlantique. Croît qu'il pourra obtenir de l'argent à

1833.

Londres. Envoie copie d'une lettre de cet endroit qui l'engage jusqu'à un certain point à se rendre à Londres. Page 49

8 août, York. Rapport du Conseil. Inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 10 août 1833.

8 août, York. Rapport du Conseil exécutif. Inclus dans dans la lettre de Colborne à Stanley, du 16 septembre 1833.

10 août, York. Colborne à Stanley (n° 50). Envoie pétitions de la part de Jackson, Nixon, Ardill et Lewis, se plaignant d'avoir été dépossédés par Talbot de terres qu'ils occupaient depuis quelques années. Talbot a expliqué qu'il avait trouvé nécessaire de disposer des lots des pétitionnaires à d'autres personnes afin d'appliquer les lois, et que d'ailleurs ces derniers n'étaient pas des colons désirables. Les pétitionnaires ne sont pas satisfaits et demandent que leur cause soit soumise au gouvernement de Sa Majesté. 53

Inclus. Rowan au conseiller président. Envoie quatre pétitions et rapport de Talbot. Le lieutenant-gouverneur désire que le Conseil exécutif fasse rapport sur ces causes, pour transmettre ce rapport au gouvernement de Sa Majesté. 55

Le Conseil exécutif ne peut fournir d'autres renseignements sur les pétitions transmises que ceux qu'elles contiennent ainsi que le rapport de Talbot. Avant de les transmettre au secrétaire des Colonies le Conseil croit que le présent rapport devrait être communiqué à Talbot afin que ce dernier fournisse un rapport plus détaillé si on le désire. 56

Pétition de William Jackson. 57

Rowan à Jackson. Les allégations contenues dans sa pétition seront soumises à Talbot. 61

Jackson à Rowan. Contredit le rapport de Talbot qu'il a été inscrit pour 100 acres il y a 12 ans et qu'il n'a jamais occupé ni amélioré la terre. L'inscription n'a été faite qu'il y a neuf ans et il a occupé et amélioré une partie considérable de la terre, et comme preuve le concessionnaire a fait inspecter les améliorations et a offert de les payer. Il n'est pas un émigré, comme le dit Talbot, mais il a vécu avec son père à London pendant 13 ans, n'ayant que 19 ans. 62

Mémoire à l'effet que les documents ont été envoyés à Talbot pour lui permettre de faire ses observations. 64

Jackson à Rowan. Comprend que le lieutenant-gouverneur ne croit pas qu'il peut intervenir; serait heureux si la cause était soumise au gouvernement de Sa Majesté, et il demande qu'on envoie ses papiers. 65

Pétition de John Nixon. 67

Parkinson à Nixon. Que son nom a été enlevé de la carte pour le lot pour lequel il y était inscrit. 70

Certificat en faveur de John Nixon donné par ses voisins. 71

Nixon à ——. Contredit Talbot et allègue qu'il avait obtenu son consentement d'acquérir le lot de Welsh et Caldwell quand il a payé pour les améliorations. 72

Mémoire de Rowan à l'effet que le document qui précède a été renvoyé à Talbot pour lui permettre de faire ses observations. 74

Nixon à Rowan. Présente Jackson. A reçu une réponse à sa pétition ainsi que l'explication donnée par Talbot qu'il a prouvée être mensongère. N'a pas reçu de réponse depuis. Si on le considère indigne de lui donner d'autres avis, il demande que sa pétition et ses papiers lui soient envoyés afin qu'il puisse s'adresser au gouvernement de Sa Majesté. 75

Nixon à Rowan. Le lieutenant-gouverneur ne croit pas qu'il soit justifié à intervenir dans son cas. Désire que le gouvernement de Sa Majesté soit informé de tous les faits. 77

Nixon à Colborne. Répète sa dénegation des allégations de Talbot quant à son droit au lot qu'il réclame. 79

Pétition de John Ardill et documents annexés. 82 à 92

1833.

Pétition de Lévi Lewis et documents annexés. Pages 93 à 102

22 août, Caradoc. Mount à Hawke. Inclus dans la lettre de Colborne à Stanley du 3 septembre 1833.

24 août, York. Colborne à Stanley. Envoie les observations du président de la Banque du Haut-Canada relativement au désaveu de l'acte à l'effet de modifier la charte de la Banque du Haut-Canada et pour constituer en corporation la Banque Commerciale, aussi pétition des marchands et autres de Kingston demandant la ratification des chartes des banques. 103

Inclus. Pétition des marchands et commerçants de la ville de York. 105

(La lettre contenant la pétition mentionne Kingston comme l'endroit où la pétition a été faite. La pétition peut ne pas avoir été mise à sa place, car celle de York a été envoyée le 31 août.)

27 août, York. Colborne à Hay. La jetée que l'on est autorisé à construire près du ravin de la garnison est destinée à augmenter le courant et à empêcher le sable de s'amonceler à l'entrée du port; elle ne nuira pas aux constructions de défense. 110

31 août, York. Le même è Stanley (n° 52). Envoie pétition des marchands et commerçants de York concernant les inconvénients et les embarras qui pourront se produire si l'acte à l'effet d'augmenter le capital de la Banque du Haut-Canada et d'établir la Banque Commerciale est désavoué. 111

31 août, Caradoc. Mount à———. Inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 14 septembre 1833.

2 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 53). Envoie l'explication de la différence entre les relevés envoyés à l'Assemblée et les états contenus dans le livre bleu. 113

Inclus. Prétendues inexactitudes et observations en explication. 114

Relevé par George Savage, percepteur des douanes à York, des émoluments de sa charge pour l'année terminée le 31 décembre 1830. 128

Relevé de Thomas Kirpatrick, Kingston. 129

3 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 54). Transmet les états du revenu casuel et territorial de janvier 1831 à juin 1832, et pour le semestre finissant le 30 juin 1833, ainsi qu'observations sur la situation financière. 130

Inclus. Etat des recettes et de la dépense provenant de la vente de terres à la Compagnie du Canada, caisse D. 134

Récapitulation. 142

Etat des recettes et de la dépense du revenu territorial de la Couronne, caisse K. 143

Recettes et dépenses actuelles et probables pour l'exercice terminé le 30 juin 1833. 155

Budget de 1834. 156

Dépenses à compte de l'émigration. 158

Roswell Mount à Peter Robinson. Envoie ses comptes des deniers dépensés pour les émigrants et fait rapport sur leurs établissements. 159

Etat en sa (de Mount) possession des maisons en troncs d'arbres construites, des provisions avancées et des propriétés de l'Etat. 172

Mount à Hawke. Avant d'obtenir les renseignements les plus complets sur les établissements d'Adélaïde et de Warwick, il en a fait l'inspection, ce qui explique les retards à répondre à la lettre de Peter Robinson. 174

3 septembre, Brockville. Jessup à Rowan. Inclus dans la lettre de Colborne à Hay du 9 septembre 1833.

4 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 55). Envoie des duplicatas des rapports et estimations concernant l'amélioration de la navigation sur l'Ottawa. 176

5 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 56). Envoie pétition des marchands et commerçants de Belleville demandant de ratifier les bills à l'effet de modifier la charte de la Banque du Haut-Canada et d'établir la Banque Commerciale. 177

1833.

Inclus. Pétition. Page 179

9 septembre, York. Colborne à Hay. Envoie lettre de Jessup, le greffier de la paix de Johnstown, indiquant que la personne dont il est question habite maintenant Gananoque. 183

Inclus, Jessup à Rowan. Une personne nommée Henry Tully habite maintenant Gananoque, c'est un boucher qui est très pauvre. 184

14 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 57). Envoie rapport de l'agent qui a surveillé l'établissement des émigrants l'année dernière dans Adélaïde et Warwick. La forte dépense a été causée par les circonstances défavorables dans lesquelles ils sont arrivés. A enjoint qu'une inspection soit faite de leur condition actuelle. 185

Mount à ———. Fait rapport de la condition prospère des colons dans Adélaïde et Warwick. L'état embarrassant des affaires à leur arrivée par suite du choléra et la pauvreté des gens à leur arrivée à Port-Stanley, en sorte qu'on a beaucoup laissé à sa discrétion. Page 187

16 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 58). Envoie rapport du Conseil exécutif au sujet des appointements accordés aux officiers de la division dans laquelle se concèdent des terres au lieu d'honoraires. Le système devrait se continuer tant que les honoraires seront crédités au revenu territorial. Les honoraires devraient être perçus par le receveur général et non pas par un receveur spécial. L'arpenteur adjoint des forêts n'a à remplir aucune fonction dans la division où se concèdent les terres, et la charge étant une sinécure pourrait être abolie. 193

Inclus. Rapport du Conseil exécutif relativement aux appointements au lieu d'honoraires dans la division où se concèdent les terres. 195

Rapport présenté à Maitland au sujet de la division dans laquelle se concèdent les terres, en date du 14 mars 1826, lequel mentionne le prix moyen de la terre dans chaque district et l'effet du nouveau système sur le revenu des employés. 203

17 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 59), Envoie correspondance avec Peter Robinson au sujet du retard à envoyer des explications concernant ses comptes. 211

Inclus. Rowan à Peter Robinson. Envoie dépêche du secrétaire des Colonies et documents inclus concernant ses comptes en qualité de surintendant de l'émigration du sud de l'Irlande. 212

Peter Robinson à Rowan. Par suite de ses fonctions ardues, il a été forcé de retarder la préparation des comptes. Mais depuis qu'on a nommé quelqu'un pour avoir charge de la division de l'émigration il a pu le faire. 213

Rowan à Peter Robinson. Si ses comptes de 1823 et de 1825 sont prêts il devra les transmettre au lieutenant-gouverneur. 215

18 septembre. Colborne à Stanley (n° 60). Envoie lettre de Thompson, faisant fonctions de sous-directeur général des Postes, que par suite de l'absence de Stayner il ne peut fournir les relevés demandés par la Chambre des Communes. Envoie le rapport du comité permanent. 216

Inclus. Thomson à Rowan. Comme Stayner a pris les documents nécessaires pour faire la compilation de l'état, il ne peut envoyer le relevé demandé. 218

Rapport du comité permanent des Postes. 220

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1833.

Q 378-2.

1833.
18 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 60). Lettre contenant le rapport sur le département des Postes dans Q 378-1, lequel contient également le rapport.

Annexe du rapport contenant la preuve. Page 248

19 septembre, York. Le même au même (n° 61). A reçu dépêche demandant relevés au sujet des différentes églises. Envoie relevés. 209

Inclus. Etat des sommes payées aux évêques et autres instituteurs religieux dans le Haut-Canada, 310

20 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 62). Envoie relevés de tous les montants reçus de la Compagnie du Canada jusqu'au 31 mai dernier. 311

Inclus. Relevés. 312, 313

21 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 63). Envoie pétition d'habitants respectables de Gore. 314

Inclus. Pétition demandant que le gouvernement ne mette pas obstacle aux banques dans le Haut-Canada. 315

22 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 64). Envoie pétition des actionnaires du canal Welland, demandant au gouvernement de remettre la dette due par le canal, ou d'accorder une somme égale à un neuvième de la dépense. 320

Inclus. Pétition. La forte augmentation du coût en sus des estimation et les autres dépenses les ont privés de l'usage de leur capital, et les actionnaires rappellent au gouvernement que l'aide de un neuvième de la dépense qui avait été promise a été abandonnée contre une avance faite de £50,000. 322

24 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 65). Envoie pétition des habitants du comté de Prince-Edouard. 326

Inclus. W. Rorke à Rowan. Envoie pétition des marchands et autres demandant la ratification de la charte de la banque. 327

Pétition des marchands et autres du comté de Prince-Edouard. 328

25 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 66). Envoie lettre de Stanton concernant la dette qu'il doit, d'après lettre du Trésor. Il a déjà payé £200 et recommande qu'on lui permette de payer par versements semi-annuels comme il le propose. 334

Inclus. Stanton à Rowan. A payé £200 du cours sur le montant qu'il doit à l'Etat. La balance due est de £400 courant. Se propose de payer ce montant dans la proportion de £100 par année en versements semi-annuels. 335

Turquand à Rowan. Renvoie la lettre du receveur général aux commissaires d'audition au sujet de la dette de Stanton. Il a maintenant payé £200 courant à compte. 336

Dunn à Mallet. Transmet pétition de Stanton, le lieutenant-gouverneur ne voulant pas intervenir. 337

26 septembre, York. Colborne à Stanley (n° 67). Transmet pétition de Dalton qu'il a gardée pendant plusieurs semaines jusqu'à ce qu'il ait pu obtenir un rapport du Conseil, laquelle réclame une indemnité à raison des pertes subies en sa qualité de directeur de la Banque de Kingston, à laquelle la législature s'est opposée en 1829. 338

Inclus. Pétition et une masse de documents concernant la réclamation de Dalton au sujet de la Banque de Kingston qui n'a pu obtenir de charte, ainsi que copies de lettres au sujet de la banque publiées dans les journaux du Haut-Canada. 340

Minute du Conseil exécutif sur la réclamation de Dalton. 344

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1833.

Q. 378-3-4.

1827. 28 décembre, Toronto. — Pétition de Magrath à Maitland.

1828. 2 janvier, York. — Arrêté du Conseil ordonnant d'arpenter et vendre lots de terre sur la rivière Crédit.

3 juin, York. — Pétition de John Goessman.

24 juin, York. — Certificat de Radenhurst qu'il a arpenté et vendu des lots sur la rivière Crédit. Suit la liste des lots. Ce document et les trois qui précèdent sont inclus dans la lettre de Colborne à Stanley, du 1er octobre 1833.

1832. 20 novembre, York. — Colborne à Goderich. Inclus dans les lettre de Colborne à Stanley du 14 octobre 1833.

1833. 15 juin, Toronto. — Pétition d'Adamson.

11 juillet, Toronto. — Pétition du révérend James Magrath au roi. Cette pétition et celle qui précède sont incluses dans la lettre de Colborne à Stanley du 1er octobre 1833.

Suite des documents de Dalton concernant la banque de Kingston, jusqu'à la page 588

30 septembre, York. — Colborne à Stanley (n° 68). Vu le caractère du révérend Remegious Goulin et son long séjour dans la Nouvelle-Ecosse, n'a aucun doute qu'on puisse le considérer comme éligible à la dignité d'évêque coadjuteur du Haut-Canada. 589

1er octobre, York. — Le même au même (n° 69). Transmet des documents concernant les prétentions opposées du colonel Adamson et du révérend James Magrath à des terres situées dans le township de Toronto. Ils semblent tous deux avoir acquis ces terres conjointement, mais Adamson n'est pas satisfait de la décision du Conseil et en appelle. 590

Inclus. Mémoire de Peter Adamson, qui se plaint d'avoir été induit en erreur par le plan dans un achat de terres à la rivière Crédit, et qui désire obtenir les terres qu'il a réellement achetées et ne pas les abandonner suivant la recommandation du Conseil. 592

Requête adressée au roi par le révérend James Magrath relativement aux terres susdites dont lui (Magrath) demande le partage équitable. 597

Mémoire du révérend James Magrath adressé à Maitland en 1827 au sujet des terres. 601

Ordre du Conseil exécutif d'arpenter et d'offrir à l'enchère les terres récemment acquises des Missisaugas; rapport de l'exécution de l'arpentage et de la vente. 603

Liste des ventes. 605

Requête de Goessman, qui demande à renoncer à son achat de terres à la rivière Crédit, vu qu'il a arpenté les terrains. 606

Autres documents, comprenant rapports du conseil, des arpenteurs, plans des terrains, requêtes, etc. 607 à 679

2 octobre, York. — Colborne à Stanley (n° 70). Envoie livre bleu, avec observations sur les différentes divisions, savoir: établissement civil, revenu, dépenses; établissement judiciaire; établissement religieux; éducation; commerce; agriculture; travaux publics et population. 680

Inclus. Nom des membres du Conseil législatif, avec indication des charges qu'ils tiennent respectivement du gouvernement. 688

1833. 13 octobre, York. Jones à Rowan. Incluse dans Colborne à Stanley, 14 octobre 1833.

14 octobre, York. Colborne à Stanley (n° 71). Envoie lettre de Jones, demandant des renseignements sur la décision prise au sujet de son offre d'acheter une portion de terre contiguë au lac Huron. Page 691

Inclus. Jones à Rowan. Demande que Colborne insiste pour avoir réponses à son mémoire relatif à l'achat d'une portion de terre, attendu que son intérêt personnel et celui de sa famille souffrent sérieusement du délai. 692

Copie de dépêche, Colborne à Goderich, relativement à l'offre de Henry Jones. 693

15 octobre, York. Colborne à Stanley (n° 72). Envoie requête de Johnstown, demandant confirmation des lois relatives à la Banque Commerciale du Haut-Canada. 694

Inclus. Requête.

19 novembre, York. Colborne à Hay. La session s'est ouverte ; envoie discours. Changement favorable dans la politique. La popularité de Mackenzie décroît, ou plutôt son influence ne s'étendait que sur des groupes plus redoutables par leurs cris que par leur nombre. Causes de son impopularité. Conduite satisfaisante de Ryerson depuis son retour. Meilleur état dans la province que dans les quelques dernières années. A fait allusion dans son discours à un grand projet d'émigration pour connaître à ce sujet le sentiment de l'Assemblée. Espère qu'il (Hay) a fait bon accueil aux idées suggérées relativement aux préparatifs à faire pour l'entrée annuelle de 100,000 émigrants dans le Haut-Canada. On s'attend à la révocation de la sentence d'expulsion de Mackenzie, car on considère qu'il sera défait si les gens ne le supposent pas persécuté. 697

Inclus. Discours. 699

22 novembre, York. Colborne à Stanley (n° 73). Vu qu'on a approuvé un bill semblable à celui qu on avait rejeté au sujet de la division du comté de Carleton, il ne publiera pas l'ordre du rejet sans avoir reçu d'autres instructions. Croit qu'on pourrait peut-être considérer comme une erreur la nécessité d'une clause suspensive dans les lois de cette province, ou dans celles du Bas-Canada. Instructions relatives aux bills à réserver. 703

Inclus. Rapport du Conseil exécutif sur le rejet de la loi relative à la division du comté de Carleton. 706

25 novembre, York. Colborne à Stanley (n° 74). Avait ouvert le Parlement provincial le 19. Envoie copie de discours. 709

Inclus. Discours. (Un double. Le discours avait été inclus dans la lettre à Hay, *voir* page 699.)

Adresse du Conseil législatif. 711

Adresse de l'Assemblée. 714

30 novembre, York. Colborne à Stanley (n° 75). L'Assemblée ne votera probablement pas le traitement de l'Orateur du Conseil législatif. S'il en est ainsi, en recommande le paiement à même le revenu casuel et territorial. Le mémoire envoyé établit parfaitement les réclamations du juge en chef actuel. L'Assemblée considère qu'on devrait prendre sur le revenu de la Couronne le traitement du secrétaire provincial et celui du registraire. 717

Inclus. Mémoire de J. B. Robinson contenant un état de ses réclamations, etc. 719

6 décembre, York. Colborne à Stanley (n° 76). Une motion faite pour demander que Mackenzie reprenne son siège à l'Assemblée a été rejetée par 18 votes contre 7. A ce sujet et au sujet du rejet de la loi relative à la division du comté d'York, Mackenzie a envoyé un mémoire dont une copie est annexée à la présente. Il s'y plaint que le comté d'York est dépouillé de ses franchises et il réclame sa médiation (celle de Colborne) pour avoir justice. A communiqué avec l'Assemblée à ce sujet. Cette com-

1833.

munication fera connaître les difficultés qu'à eu à rencontrer le gouvernement exécutif. Page 732

Inclus. Mémoire de Mackenzie, expliquant sa position. 736

Rowan à Mackenzie. Signale la conduite du gouvernement de Sa Majesté, expulsant Christie dans le Bas-Canada, exemple cité par Mackenzie dans son mémoire. 753

14 décembre, York. Colborne à Hay. L'expulsion de Mackenzie augmentera en quelque sorte son influence, mais n'aura aucun effet sur les élections l'an prochain. Il sera, à n'en pas douter, réélu dans York. Ne croit pas qu'il doive intervenir entre l'Assemblée et le comté d'York. La souscription faite pour envoyer Mackenzie en Angleterre montra que son influence se limitait à ce comté. Il est tout à fait justifiable qu'il y ait deux députés pour York, et il trouve que le bill pourvoyant à cette mesure aurait dû être réservé, mais il croit que, comme York contient 40,000 personnes, la loi doit être approuvée, et si on la rejette, que la décision soit envoyée dès les premiers jours du printemps. Observations sur mémoire du juge en chef. Délai dans les améliorations publiques, s'il n'approuve les bills autorisant l'émission du papier monnaie par le gouvernement. Envoie le supplément du *Colonial Advocate.* 757

Inclus. Supplément intitulé : " Nouvel almanach à l'usage des vrais bleus, lequel comprend le manuel du réformiste constitutionnel." 761

Copie du *Colonial Advocate.* 806

14 décembre, York. Colborne à Stanley (n° 77). Il envoie copie d'un arrêté du Conseil passé pour régulariser les concessions de terres aux sous-officiers et à des particuliers, lesquels avaient proposé qu'on fit une remise du prix d'achat à certaines classes. Des officiers qui avaient vendu vinrent au Canada dans l'espérance de recevoir cette remise. Autres observations au sujet des concessions de terres. 890

Inclus. Rapport du Conseil exécutif concernant les règlements autorisant des concessions de terre gratuites. 896

Fitzroy Somerset à Colborne. Robert Hamilton, autrefois du 78e régiment, désire s'établir au Canada. Envoie état de ses services 899

Hamilton à Colborne. Persuadé qu'avec la réponse favorable des Gardes à cheval quant à son établissement au Canada il n'avait à redouter aucune difficulté, il avait disposé de tous ses biens en Irlande. S'il est forcé d'y retourner, c'est la ruine. 900

Adresse de l'Assemblée du Haut-Canada demandant une copie des règlements concernant l'établissement des terres. 901

Colborne à l'Assemblée. Envoie document. 903

23 décembre, York. Colborne à Stanley (n° 78). Election de Mackenzie dans York. Discussion dans l'Assemblée pour savoir si on doit lui permettre de prendre son siège ; ordre qu'on lui permette de prêter serment. N'a aucun doute qu'on ne permettra pas à Mackenzie de siéger durant la session. Il (Colborne) a décidé de ne pas dissoudre la Chambre. Envoie copie de correspondance. 905

Inclus. Mackenzie à Colborne. Se plaint que le greffier de la Couronne en chancellerie refuse de lui faire prêter serment à la suite de son élection dans York, et il demande justice. 909

Rowan à Mackenzie. Le greffier du Conseil exécutif a été autorisé à lui faire prêter serment. Envoie rapport du procureur général sur son mémoire. 910

Mackenzie à Rowan. A reçu le rapport favorable du procureur général, mais trop tard, car il (Mackenzie) avait été expulsé avant son arrivée. 911

Copie des procédures de l'Assemblée relativement à l'expulsion de Mackenzie. 912 à 915

24 décembre, York. Colborne à Stanley (n° 79). Envoie comptes de Peter Robinson au sujet de l'émigration en 1823 et 1825. 916

1833.

Inclus. Peter Robinson à Rowan. Envoie comptes et réponses à questions pour les commissaires auditeurs. Page 917

Peter Robinson à Louis Mallet. Envoie ses comptes. 918

Le même au même. Envoie réponses à questions. 919

Comptes courants de l'émigration. 920 à 924

26 décembre, York. Colborne à Stanley (n° 80). Transmet copie d'un état de l'évêque Macdonell au sujet d'une requête de la part des habitants catholiques romains d'York. Il y a eu récemment beaucoup de division dans le camps des fidèles à la suite d'une discussion entre l'évêque et O'Grady. L'allocation destinée au clergé est payée à l'évêque, qui en rend compte. 925

Inclus. Etat de l'évêque Macdonell au sujet de la requête. 927

27 décembre, York. Copie d'une lettre du cardinal Weld à l'évêque Macdonell concernant M. O'Grady. 940

Colborne à Stanley (n° 81). Envoie copie des journaux du Conseil législatif et de l'Assemblée. 946

Bureaux publics et divers.

(La partie I est paginée de 1 à 233; la partie 2 de 234 à 485; la partie 3 de 486 à 654.)

Q. 379-1-2-3.

1826.
4 avril, Lanark. Certificat par Marshall de services médicaux rendus par Read.

29 juillet, Lanark. Hillier à Read. Ces deux lettres sont incluses dans celle de Rowan à Stanley en date du 23 novembre 1833.

1829.
14 mars, York. Mudge aux révérends Macdonell et Fraser.

2 avril, Glengarry. L'évêque Macdonell à Colborne. Ces deux lettres sont incluses dans celle de Rowan aux marguilliers de l'église catholique romaine d'York.

1832.
1er février, York. L'évêque Macdonell était autorisé du secrétaire des Colonies à donner aux instituteurs catholiques romains un quart du montant à répartir aux prêtres. On leur transmettra un compte de distribution des sommes. (Il y a apparemment erreur et ce devrait être l'année 1833.) 152

Inclus. Extrait prouvant l'autorité susdite.

2 avril, Port-Hope. Davidson à McMahon.

11 avril, York. McMahon à Davidson.

16 avril, Hope. Mémoire des habitants du township de Hope.

9 mai, Port-Hope. Davidson à McMahon.

11 juillet, Port-Hope. Le même à Falkner.

12 juillet, Amherst. Falkner à Davidson. La présente lettre et les cinq précédentes sont incluses dans celle de Soper à Goderich en date du 28 janvier 1833.

28 juillet. Gibson à Hay. Lettre incluse dans celle de Gibson à Goderich en date du 15 février 1833.

29 septembre, Hope. Rapport d'une assemblée de township. Inclus dans la lettre de Soper à Goderich en date du 28 janvier 1833.

26 octobre, York. Rowan à Strachan. Lettre incluse dans celle de Strachan à Goderich en date du 8 mai 1833.

1833.

5 janvier, Navire 'Samson'. Powell à Goderich. Transmet dépêche. On l'a confiée à ses soins ainsi qu'une boîte contenanant des journaux. Il a retenu la dernière pour plus de sûreté jusqu'à l'arrivée du vaisseau. Page 374

7 janvier, Lincoln's Inn. Opinion des jurisconsultes établissant que l'appropriation des revenus provenant des réserves du clergé est légale, et que rien ne s'oppose dans la loi à la sanction par le gouverneur, avec l'assentiment du Conseil exécutif, des paiements recommandés par l'évêque et le clergé. Ils n'ont pas vu l'acte de constitution du clergé, mais ils prennent pour admis qu'il n'y a en cet acte aucune clause de nature à affecter leur jugement. 28

12 janvier, York. Rowan au procureur et solliciteur général. Son Excellence regrette les difficultés survenues entre l'évêque catholique romain de Régiopolis (Macdonell) et O'Grady, prêtre desservant d'York. Envoie documents, qu'il soumet à l'examen du procureur et solliciteur général. Son Excellence ne vent pas intervenir, comme le demande O'Grady, mais ne le fera que par devoir évident et s'il peut rétablir la paix Demande l'opinion des jurisconsultes sur les questions suivantes :

" 1° Son Excellence a-t-elle le pouvoir d'intervenir, ainsi que l'affirme M. O'Grady ?

2° Si elle n'a pas le pouvoir d'intervenir, peut-on, de droit, lui demander d'intervenir ?

3° Si elle en a le pouvoir et qu'elle puisse être appelée à l'exercer, de quelle manière Son Excellence peut-elle intervenir ?

4° Son Excellence, dans l'opinion des jurisconsultes, peut-elle exercer un pouvoir discrétionnaire sur le sujet ? " 141

14 janvier, York. Peter Robinson à Goderich. Lui transmet le rapport des ventes des réserves du clergé faites entre le 1er juillet et le 31 décembre 1832 ; le prix moyen par acre est de 13 s. 4½ d. 532

Inclus. Compte des ventes. 533

18 janvier Huddersfield. Coad à Howick. Il demande l'aide de Sa Seigneurie pour le soutien de sa sœur, dont le mari a désorté et est allé se fixer dans le Haut-Canada. 205

28 janvier, Port-Hope. Soper à Goderich. Il accuse Brown, le député, de différentes offenses criminelles et d'avoir soulevé une émeute. 547

Inclus. Davidson à MacMahon. Il accuse Brown d'avoir excité un de ses employés à assassiner son frère (à Davidson). 598

MacMahon à Davidson. Le lieutenant-gouverneur a transmis une copie de la lettre à Brown et il demandera aux magistrats d'examiner les faits qu'on lui a rapportés. 560

Mémoire des habitants du township de Hope, lesquels se plaignent de la conduite du magistrat Brown. 561

Davidson à Falkner. Quand se fera l'enquête sur la conduite de Brown ? 564

Falkner à Davidson. Il propose, avec l'approbation du gouverneur, que l'enquête se tienne lors de la prochaine session trimestrielle. 565

Davidson à McMahon. Brown se sert de tous les moyens pour tromper le gouverneur sur son caractère. Serait une disgrâce pour tout pays. 567

29 janvier, York. Hagerman à Rowan. Le lieutenant-gouverneur ne peut intervenir légalement dans l'affaire soumise par O'Grady. 150

6 février, Londres. Adresses de la Chambre des Communes présentant le rapport du comité de l'Assemblée du Haut-Canada choisi pour examiner les plaintes au sujet de la conduite de Phillpotts et d'autres, et transmettant copie du rapport détaillé des dépenses des sommes d'argent votées pour la Société pour la propagation de l'Evangile, et transmettant aussi un état détaillé des sommes d'argent dépensées dans le Haut-Canada pour le clergé des différentes églises. 3

1833.
15 février, Londres. — Gibson à Goderich. (La lettre est adressée: "Goodrich".) Il envoie copie de la lettre adressée à Hay, le 28 juillet 1832, laquelle lui fournira les plus complets renseignements sur les moindres occupations de Sa Seigneurie. Il ne peut comprendre le silence de Hay, à moins qu'il ait changé de département. Page 106

Inclus. Gibson à Hay. Il attire l'attention sur le sujet de la confirmation des concessions de terres dans le Haut-Canada à la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre pour le bénéfice des sauvages. 108

16 février, York. — L'évêque Macdonell à Rowan. Il fait l'histoire de ses efforts pour l'avancement de l'Eglise catholique romaine dans le Haut-Canada. 154

Inclus. Liste des prêtres et des instituteurs catholiques romains qui reçoivent des appointements du gouvernement. 159

18 février, York. — Boulton à Rowan. Rapporte que le lieutenant-gouverneur n'a pas le pouvoir d'intervenir dans le différend existant entre M. O'Grady et l'évêque Macdonell, et qu'on ne peut légalement le requérir de donner son opinion sur le sujet. Raisons développées à l'appui. 143

21 février, Londres. — Hume à Howick. Il envoie copie d'une requête qu'on lui a demandé de présenter à la Chambre des Communes. 234

Inclus. Requête de Mackenzie établissant que de nombreuses requêtes ont été signées par tout le Haut-Canada afin d'obtenir le redressement des griefs, mais qu'on n'a pas encore appliqué le remède; il énumère les griefs et demande une enquête. 235

22 février, York. — Rowan à O'Grady. En réponse à sa requête du 4 dernier, il lui transmet copie d'une lettre adressée aux jurisconsultes.

23 février, Londres. — Sinclair à (Howick?) Il envoie mémoire adressé à Goderich et veut avoir à ce sujet quelque entretien. 572

27 février, Trésorerie. — Stewart à Hay. Il demande l'opinion de Goderich sur le fait que J. H. Dunn a tiré pour £400. 55

Inclus. Dunn à Sargent. Il a tiré sur le Trésor pour £400, montant supposé dû sur capital placé dans les fonds pour le soutien du clergé de l'Eglise d'Angleterre dans le Haut-Canada. 56

28 février, Sunderland. — Stonehouse à Howick. Il a l'intention d'aller se fixer à Goderich, dans le Haut-Canada, et il demande une lettre d'introduction qui pourra lui servir pour obtenir quelque emploi à ses fils. 573

28 février, Devonport. — Purdon à Goderich. Il est prêt à régler le sujet de la terre achetée dans le township de Seymour, dans le Haut-Canada. Il s'attend qu'on tirera sur lui en s'adressant à Barclay, Tretton et Cie. Est-ce là le mode régulier de paiement? 375

6 mars, Glasgow. — McAdam à Maxwell. Il adresse un mémoire et il y explique que Buchanan, d'Arden, lui demande le paiement d'une hypothèque et qu'il est en danger de perdre ainsi sa propriété. Il demande qu'on lui renouvelle les concessions faites à son père et à d'autres mentionnés dans le mémoire. 350

8 mars, Trésorerie. — Stewart à Hay. Il demande une réponse à sa lettre relative à la lettre de change au montant de £400 tirée par Dunn. 57

16 mars, Londres. — Jameson à Goderich. Il n'y a pas à hésiter pour accepter l'offre d'être nommé avocat général du Haut-Canada. 330

18 mars, Londres. — Whitelaw à Hay. Il demande une entrevue au sujet d'une concession de terre dans le Canada. 636

21 mars, York. — Mémoire de Robert Stanton. Inclus dans l'envoi de Spring Rice à Hay, 30 juillet 1833.

22 mars, Trésorerie. — Stewart à Howick. Les lords de la Trésorerie ne voient aucune objection à confirmer le bill passé dans le Haut-Canada pour éloigner les doutes touchant la juridiction des commissaires de la douane dans le Haut-Canada. 58

22 mars, York. — L'évêque Macdonell à Goderich. Recommande que le révérend R. Goulin soit nommé son coadjuteur. Il était vicaire durant la guerre avec les Etats-Unis, et on a toutes raisons d'être contents de son activité

1833.

et de son zèle. Difficulté de remplir tous les devoirs d'évêque catholique romain dans le Haut-Canada. Désire avoir quelqu'un pour y voir, car il est âgé et sa santé est affaiblie. M. Goulin est l'homme voulu. Il est prêt à abandonner une partie de son revenu à son coadjuteur, mais serait-ce agir honnêtement à l'égard de ses créanciers, envers qui il a dû s'endetter pour construire des églises et instruire son clergé. Il indique sommairement quelques-uns des travaux de l'évêque. Page 353

24 mars, Epsom. Gibson à Howick. Il le remercie de sa courtoisie et de celle du vicomte Goderich. Il examinera la correspondance relative à la terre du Lac à la Vase, et s'il y trouve quelque chose d'important, il le communiquera ; sinon il attendra le rapport du lieutenant-gouverneur. 111

25 mars, Trésorerie. Stewart au même. Relativement à la demande d'un surplus d'appointements faite par Dunn, pour services supplémentaires lors de la distribution des dédommagements aux victimes de la guerre, les lords de la Trésorerie désirent connaître les émoluments de Dunn lorsqu'il avait cet emploi. 59

6 avril, Port-Hope. Fowkes à Hume. Pour quelle raison il ne s'excuse pas d'écrire. Il lui adresse copie d'une requête que doit transmettre le lieutenant-gouverneur, mais il a trop peu de confiance en lui pour croire qu'il la fera parvenir promptement; voilà pourquoi il adresse cette copie à un ami de la cause qui la fera porter devant Sa Majesté par le secrétaire des Colonies, dont la dépêche élaborée a provoqué un sentiment d'admiration. A l'instar de ceux de Port-Hope, des habitants d'autres endroits ont tenu des assemblées, mais sans avoir le même succès qu'ici, parce que des esprits violents ont envahi plusieurs de ces assemblées, et beaucoup se sont ainsi trouvés empêchés de signer les requêtes. On a fait de l'opposition aux requérants par divers moyens. 259

8 avril, Londres. Dunlop à Stanley. Il avait laissé au bureau des Colonies les dépêches relatives à l'émigration. Colborne avait désiré qu'il fournît des renseignements sur le sujet, et il sera heureux de le faire jusqu'au 13, jour où il s'embarquera pour le Canada. Si on doit envoyer les dépêches, il sera content de s'en charger. 209

10 avril, Liverpool. Graham au secrétaire des Colonies. A l'intention d'aller dans le Haut-Canada, et demande une lettre d'introduction au gouverneur et en même temps les publications du bureau. Il transmet un certificat de caractère. 227

10 avril, York. Mémoire de Mme White, qui est dans le besoin et qui demande de l'aide; son mari a été congédié du 66e régiment pour cruauté envers elle. 651

Inclus. Certificat établissant l'exactitude du récit de Mme White. 653

11 avril, Sligo. Powell à Stanley. Avait obtenu la permission de s'absenter durant six mois pour voir aux affaires de feu son père. Il demande une extension de congé à cause de maladie. 376

Inclus. Certificat de médecin attestant la maladie de Powell. 378

15 avril, Downing Street. Stephen à Hay. Il est d'opinion qu'une loi est nécessaire pour expliquer le sens de la loi 3, George IV, ch. 119, afin d'assurer au Haut-Canada une proportion des droits perçus dans le Bas-Canada. 30

18 avril, Liverpool. Graham au secrétaire des Colonies. Il demande de nouveau une lettre d'introduction au gouverneur du Haut-Canada, ainsi que le renvoi de son certificat de caractère. Il est surpris que les classes ouvrières n'émigrent pas davantage du Canada. 30

19 avril, Glasgow. Macfarlane à Stanley. Il envoie copie d'une lettre adressée à Goderich, et sollicite bon accueil pour les mémoires transmis par Rintoul et McGill. 359

Inclus. Macfarlane à Goderich. Il recommande d'accueillir favorablement les réclamations de Rintoul, de la ville d'York, et de McGill, de Niagara. 360

1833.
20 mars, Abingdon Street. Macleod à ———. Demande une lettre d'introduction en faveur du révérend Donald Mackenzie, car il comprend que sans cela un homme du clergé ne peut obtenir certains privilèges. Page 361

24 avril, Port-Hope. Orton à Goderich. Rappelle à Sa Seigneurie leur entrevue, où il y a eu épanchements d'inoubliables sentiments. A la suite de la réception insultante faite à la dépêche de Sa Seigneurie, il a convoqué une assemblée, où on a adopté des résolutions pour exprimer l'attachement qu'on a envers le souverain. Ailleurs dans la province il se prépare d'autres adresses de la même nature. Des groupes turbulents attaquent l'assemblée. Il prie qu'on se souvienne de ses demandes d'emploi. 365

24 avril, Londres. Ross à la commission de l'émigration. Il demande comment on pourrait envoyer une pauvre femme rejoindre son mari, qu'on doit congédier de son régiment et qui doit recevoir une concession de terre au Canada. 394

27 avril, St. James's Palace. Taylor à Hay. Il envoie une recommandation en faveur de M. Boys. 595

Inclus. Recommandation de M. Boys à l'inspecteur général des comptes du Haut-Canada. 596

29 avril, Artillerie. Byham à Lefèvre. L'Artillerie envoie le rapport de l'inspecteur général des fortifications qu'elle accepte. Elle ne voit aucune objection à la vente de la réserve militaire d'York, dans le Haut-Canada, pourvu qu'on y laisse suffisamment de terrain pour y construire une nouvelle caserne, qu'on paiera à même le montant du prix de vente de la réserve. Le commandant des ingénieurs royaux va présenter son rapport à l'Artillerie avec plans et estimés. Il demande que Stanley donne des instructions sur le sujet mentionné dans les conclusions du rapport de l'inspecteur général. 38

Inclus. Rapport de l'inspecter général des fortifications sur les dépenses d'York. 41

29 avril, Port-Hope. Orton à Goderich. Il se plaint des menaces de Brown, membre de la législature provinciale, et d'autres gens, lesquelles menaces ont été faites à ceux qui ont pris part à l'assemblée. Leur hostilité peut le ruiner, il le craint, et demande du secours. 369

30 avril, Cornwall. Arthur Burton à Goderich. Il envoie mémoire à présenter au roi. Il demande d'envoyer réponse à Cornwall, dans le Haut-Canada. 17

Inclus. Mémoire d'Arthur Burton. Il énumère ses services dans la milice incorporée, lors de la dernière guerre, et demande une pension. 173

2 mai, Londres. Madame Jameson à Lefèvre. Jameson ayant été nommé procureur général du Haut-Canada, et ayant été informé de l'urgence de sa présence immédiate il s'était embarqué le 23 avril. Madame Jameson ne sait rien de l'affaire à laquelle on fait allusion. 331

6 mai, Artillerie. Byham à Lefèvre. Il renvoie le plan des réserves militaires d'York dans le Haut-Canada. 44

8 mai, York. Strachan à Goderich, Vu la décision d'abolir le conseil de l'instruction, dont il avait été le président pendant neuf ans, il avait préparé ses réclamations et les avait soumises. Il avait espéré que l'abolition du conseil ne lui ferait pas perdre son revenu. Recommandation de Colborne en sa faveur. Désappointement causé par la réponse de Howick à son mémoire, mais il ne veut pas croire que cette réponse est finale. Considérations sur le sujet. Fait allusion à son revenu de l'école supérieure, qu'il a abandonnée pour devenir le président du Conseil de l'instruction. 579

Inclus. Rowan à Strachan. Le lieutenant gouverneur recommande avec grand plaisir son mémoire au secrétaire des Colonies. 588

9 mai, Whitehall. Lack à Hay. Les lords du commerce signalent le manque de garantie suffisante au public dans la loi pourvoyant à augmenter le capital de la banque du Haut-Canada et à établir la banque Commerciale. Nécessité

1833.

de prendre tous les soins voulus avant de confirmer les lois qui accordent une extension du capital et de la charte. Ces conditions fixées dans la minutes de 1830 n'ont pas été observées dans ces lois. Il envoie copie de la minute. Page 9

Inclus. Copie de la minute du 16 juillet 1830, concernant les conditions d'établissement à l'île Maurice d'une banque chartée. Précautions à prendre dans le choix des termes de la loi. 14

0 mai, York. Strachan à Stanley. Le félicite d'avoir pris charge des sceaux du département des Colonies, lui qui, le premier des secrétaires coloniaux, à voyagé dans l'Amérique du Nord. 589

11 mai, Londres. Hagerman au même. Depuis son arrivée à Londres a reçu copie de la dépêche de Goderich à Colborne, ordonnant le renvoi du procureur et solliciteur général. Il n'y avait alors aucun reproche spécial de formulé, mais il a appris depuis par le comte de Ripon les raisons de son renvoi. Il s'explique et maintient que bien loin de chercher à entraver les désirs au gouvernement, il avait suivi une autre ligne de conduite. Long détail de ses actes et des procédures de la Chambre au sujet de la dépêche. 271

13 mai, Londres. Le même à Hay. Il a été incapable samedi de terminer sa lettre au secrétaire des Colonies, il n'a même pas pu faire une belle copie. N'a pas mentionné la conduite de Boulton, comme il ne se rappelait pas parfaitement la part qu'il avait prise, mais n'a aucune raison de croire qu'il a joué un rôle incompatible avec des devoirs de fonctionnaire public. 288

20 mai, Artillerie. Byham à Lefèvre. Le commandant des ingénieurs royaux du Canada rapporte qu'on va construire une jetée attenante au fort d'York, ce qui nécessitera, comme il l'observe, une route publique à travers la réserve jusqu'à la ville. L'Artillerie fait remarquer l'autorité prématurée qu'on a donnée à la loi sans en faire mention à l'Artillerie. En continuant à en agir ainsi dans des cas semblables, on s'expose à de graves préjudices; et dans le présent cas, on n'a pas pourvu à la formation d'une batterie à la tête de la jetée pour la protection du port. Il demandera au commandant ingénieur de transmettre copie de l'acte, la description de la jetée et tous autres renseignements qu'il jugera concerner les intérêts de l'Artillerie. 45

20 mai, Londres. Hume au directeur général des Postes. Le paquet pour lequel on demande £1.14.10 et qu'on lui a expédié du Haut-Canada contient une adresse au roi qu'il demande de renvoyer au secrétaire Stanley. 258

22 mai, Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant le rapport de tout l'argent reçu de la Compagnie du Canada, et sa requête. 5

23 mai, Kingston. Kennedy à Stanley (privée et confidentielle.) Il envoie le *Courrier* d'York l'organe officiel de l'exécutif, lequel contient dépêche et autres documents relatifs au renvoi des jurisconsultes. Il attire l'attention sur la correspondance échangée entre le lieutenant-gouverneur et le procureur général, laquelle fait voir qu'au moindre reproche ces fonctionnaires jettent le masque de la loyauté, défient ouvertement le gouvernement de Sa Majesté, et s'abandonnent à des sentiments de révolte et à des menaces, et il en cite une. Il regrette qu'il se soit tenu des assemblées publiques, sur l'avis probable du présent Conseil exécutif, dans le but de faire de l'opposition à la politique de Sa Majesté. Il inclut un rapport d'une de ces assemblées, où il y avait 70 personnes présentes sur une population de 4,000, preuve de l'impopularité des fonctionnaires de l'exécutif, quand ils s'opposent au gouvernement impérial. Rapport des actes de l'assemblée de Kingston et observations. 332

24 mai, York. Thompson à ———. Il envoie de nombreuses adresses à Sa Majesté sur des sujets intéressant la province. La première contient 18,000 ou 20,000 signatures et a trait à l'appropriation des réserves du clergé. Bien qu'on ait souvent déclaré que le roi désapprouvait ces faveurs de privilèges exclusifs accordés à un seul corps de chrétiens, on a cependant

1833. donné dernièrement à l'Eglise d'Angleterre de nombreuses terres de plus belles réserves. On enverra encore d'autres adresses portant plu de signatures. On a essayé d'empêcher par la force ces assemblées, e on a fait en vain des appels à l'exécutif local. Il attire l'attention sur l méthode de rendre la famille unie et prête à endurer des abus; il es facile d'apprécier comment l'on traite les habitants lorsque le juge e chef lui-même se permet d'écrire une adresse comme celle qui est c jointe. Il y a un sentiment bien fondé que tous ceux qui prennent u parti bien arrêté contre les abus auront à en subir les conséquences e justice, et on rappelle le cas de Francis Collins comme exemple; le lieu tenant-gouverneur a refusé tout appel à la clémence. Il communiqu toutes ces réflexions, car c'est le désir de l'union politique centrale don il est le président. Page 59

Inclus. Réponse du Conseil législatif à la dépêche de Goderich, répons établissant la fausseté des rapports de Mackenzie, écrits avec un mépri peu ordinaire de la vérité. Outrageuses accusations portées contre le autorités et le peuple de la province, qui ne peuvent avoir qu'un comple mépris pour ces rapports adressés par Mackenzie au secrétaire des Colonies. Commentaires un peu longs sur le contenu de la dépêche. 60

Adresse au roi, signée par Charles Thompson, qui y exprime sa reconnaissance pour l'enquête faite au sujet des griefs. 62

24 mai, York. Copie d'un permis de congé donné à Washburn. Incluse dans la lettr de Washburn au secrétaire des Colonies, en date du 29 septembre 1833

27 mai, Trésorerie. Stewart à Lefèvre. Les lords de la Trésorerie partagent l'opinion du secrétaire des Colonies et croient qu'il n'est pas opportun d'augmenter comme on l'a demandé, le traitement de Dunn. 60

Inclus. Rapport des commissaires auditeurs à la Trésorerie. Les appointements de Dunn de 1824 à 1828 ont été en moyenne de £1,171 12s. 11d. par année, mais ils ne peuvent dire quel profit lui ont donné les balances. 62

Etat des appointements de Dunn comme receveur général, état mentionné dans le rapport des commissaires auditeurs. 65

30 mai, Essex. Wilson à Stanley. Il propose d'envoyer des garçons au Canada et de les placer chez les colons. 640

30 mai, Essex. Le même à Hay. Lui transmet sa lettre de ce jour à Stanley et lui fournit d'autres renseignements sur le sujet d'envoyer des garçons au Canada. 643

30 mai, Port-Hope. Orton à Goderich. Il lui parle encore de l'assemblée de Port-Hope et sollicite de nouveau la faveur du roi. 371

3 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Il lui transmet une lettre de Colborne requérant de la papeterie, mais avant d'y satisfaire, la Trésorerie désire avoir l'opinion du secrétaire des Colonies sur cette demande. 66

8 juin, Bromley. Gardner à Goderich. Il désire fournir à son fils de quoi faire un dépôt dans un achat de terre près de Brantford, car on lui a dit que les sauvages avaient abandonné une étendue de terre qu'on devait vendre par parties. 207

10 juin, Whitehall. Lack à Hay. Les lords du commerce donnent les raisons pour lesquelles ils s'objectent à l'imposition de tout droit protecteur sur le coton, la laine et le tabac venant des Etats-Unis et passant par Montréal et Québec. 17

10 juin, Artillerie. Byham au même. Relativement à la concession de terre de l'artillerie faite par la législature du Haut-Canada à la Compagnie du havre et du quai de Niagara, l'Artillerie considère que dans les circonstances on peut approuver l'arrangement suivant les clauses projetées. L'Artillerie n'aurait aucune objection à faire si on concédait à la compagnie les parties 15 et 16. Il renvoie les papiers et les plans; le conseil fora les communications nécessaires aux officiers du Canada. 47

1833.
1 juin, Burton. Edward au sous-secrétaire des Colonies. Il a l'intention de demander le poste de procureur général du Haut-Canada, mais désire d'abord savoir si cette vacance existe encore. Page 214

4 juin, Londres. Hagerman à Stanley. Il envoie une requête au roi de la part du clergé et de 6,500 autres personnes, lesquels demandent qu'on ne touche point aux dispositions concernant l'Eglise établie. Envoie aussi requête de la part de la corporation administratrice des réserves du clergé, laquelle demande la même chose. 290

5 juin, Inverness. Fraser au même. Transmet mémoire, espérant que Sa Majesté sera bien disposée à se rendre à son désir. 219

Mémoire de Simon Fraser, racontant ses pertes et demandant une concession de terre dans le Haut-Canada. 220

19 juin, Essex. Wilson à Hay. Il a hâte d'envoyer quelques-uns des garçons à Québec, d'où ils se rendront à Bytown, où on a fait les démarches nécessaires pour former un comité chargé de les recevoir. 645

21 juin, Londres. Baker à Lefèvre. Il demande des lettres de recommandation pour certains jeunes gens du nom de Shore qui s'en vont s'établir dans le Haut-Canada et y fonder famille. 379

24 juin, Londres. Ellis au même. Il demande en faveur de M. James Gibson une lettre d'introduction auprès de sir John Colborne, afin de mieux disposer sir John envers ce M. Gibson. 215

25 juin, Londres. Finch à Hay. La famille pauvre à laquelle s'intéresse Hay est partie par mer. 224

29 juin, Trésorerie. Stewart au même. Il envoie le rapport des commissaires auditeurs au sujet de la dette de Robert Stanton, et la Trésorerie recommande d'adopter ce rapport, et de prendre les moyens de compenser cette dette par des sommes qui deviennent dues à Stanton à termes réguliers, au lieu d'en arriver au paiement par procédés judiciaires. 67

Inclus. Rapport des commissaires auditeurs. 68

Détail de la dette de Stanton. 70

29 juin, Londres. Hagerman à Stanley. A été informé qu'on lui a rendu sa fonction de solliciteur général, et il lui en exprime sa grande satisfaction. 292

1er juillet, Londres. Hagerman à Hay. Serait-il facile pour Stanley de le présenter au roi au premier lever? 293

2 juillet, Trésorerie. Stewart au même. Les lords de la Trésorerie trouvent que la première chose qui s'impose avant plus amples contributions à la liquidation des dettes encourues au cours de la guerre de 1812, serait de voter et de distribuer dans le Haut-Canada un montant égal à celui déjà souscrit par la Trésorerie. 71

2 juillet, Londres. Yates au même. Il a reçu du Haut-Canada des listes de mots, des formes de discours et équivalents. Il envoie des remerciements à la Société Philologique. 112

2 juillet, Londres. E. Ryerson à Stanley. Il le remercie de l'entrevue dont on l'a honoré au sujet des réserves du clergé dans le Haut-Canada. On doit présenter à l'encontre une requête signée par 20,000 personnes et dans laquelle on s'opposera aussi contre l'établissement d'aucune église dominante. Elle est arrivée et on lui a donné instruction de l'appuyer. Il demande la permission de faire d'autres communications. 436

2 juillet, York. Peter Robinson à Goderich. Il envoie le rapport des ventes des réserves du clergé, lesquelles ont eu lieu entre le 1er janvier et le 30 juin 1833; le prix moyen par acre a été de 14s. 539

Inclus. Compte des ventes. 540

(Comme endos à la page 546, il y a un sommaire des ventes faites du 1er janvier au 30 juin 1883, comportant la date mentionnée dans la lettre.)

4 juillet, Baltimore. Burgess à ———. Il se plaint du traitement reçu, lorsqu'il était de service au canal Rideau, pour avoir fait connaître les transactions relatives à l'ouvrage et pour avoir fait préparer les pièces justificatives

1833.

(*vouchers*) d'une certaine façon. Il se plaint aussi de Buchanan, consul New-York, lequel lui a non seulement refusé des renseignements, ma l'a insulté. Il nie devoir de l'argent à l'Artillerie, comme on l'a allégu et il demande qu'on règle ses comptes et qu'on lui renvoie ses lettre et ses papiers. Page 17

Inclus. Papiers relatifs à la cause de Burgess. 18

6 juillet, Reading. Bigg à Stanley. Lui fait des observations sur l'état politique d Haut-Canada. Exaspération du parti ultra-tory, lors du renvoi de jurisconsultes, et reconnaissance de la grande majorité du peupl canadien. La proximité des Etats-Unis rend dangereux d'accorder l'une ou à plusieurs sectes de chrétiens des distinctions qu'elles s'e vient. Les neuf dixièmes des habitants du Haut-Canada sont opposés tout ce qui a l'air d'une religion établie. Le peuple est plus disposé payer pour les écoles qu'à verser de l'argent sur la demande des fonc tionnaires du gouvernement. Croit qu'on devrait vendre au moins un partie des terres réservées aux écoles et en consacrer le produit à la for mation de nouvelles routes et à d'autres améliorations. Difficile d'e arriver à une conclusion exacte relativement au véritable état du senti ment public. Influence des colons des Etats-Unis. Le peuple canadie est le plus heureux de la terre, quoi qu'en viennent dire certains ven deurs de griefs, qui essaient à le persuader du contraire. La vente de réserves du clergé, faite dans le but d'amener la prospérité du pays provoquerait l'admiration et l'amour du peuple. 18

8 juillet, Downing Street. Stephen à Hay. Il est d'opinion que la loi créant une taxe sur le émigrants venant dans le Bas-Canada, est dans les limites du pouvoi de la législature. Son argument à ce sujet est élaboré. 3

9 juillet, Windsor. Taylor au même. Il envoie une requête du révérend Henry Morgan de Galway, et il demande réponse. 62

Inclus. Requête de Morgan, qui veut obtenir un changement de béné fice afin de pouvoir émigrer avec sa famille dans le Haut-Canada. 62

11 juillet, Trésorerie. Rice à Hay. Les lords de la Trésorerie conviennent avec les lord du Commerce que la loi relative aux banques chartées devrait êtr sanctionnée conditionnellement au sujet des amendements à faire e qu'il se rédigera des règlements additionnels tel qu'indiqué dans la lettr de Lack. 7

12 juillet, Londres. Commissaires auditeurs. Rapport au sujet de la dette de Stanton Inclus dans la lettre de Spring.

Rice à Hay, en date du 30 juillet 1833.

12 juillet, York. Rowan aux marguillers de l'église catholique romaine d'York. E réponse à un mémoire, il envoie des documents relatifs à la requête du révérend Angus Macdonell et du révérend William Fraser, reçue e février ou mars 1829, envoyée à l'évêque Macdonell et non revenue. 161

Inclus. Lettre de Mudge aux RR. McDonell et Fraser. N'a reçu d'autres instructions que celles ci-incluses. Le gouvernement impérial n'a accordé aucune somme au clergé catholique romain ; la somme de £3.0 par année a été accordée aux instituteurs, mais n'a pas été tirée sur le gouvernement du Haut-Canada. Il envoie un extrait d'une lettre qui fait mention d'argent payé par la Compagnie du Canada au clergé catho- lique romain. 162

L'évêque Macdonell à Colborne. Lui envoie son autorisation de payer aux instituteurs catholiques romains un quart du montant originaire ment accordé à l'usage des prêtres. Comme Fraser retire £500 par année de sa présente situation, il recommande qu'on ne lui paie pas les £40 qui lui sont alloués chaque année, mais qu'on les passe à O'Grady, qui n'a encore rien reçu. 163

15 juillet, York. Certificat de la part de King, notaire public, qu'il a remis une copie de requête à l'évêque Macdonell. 165

1833.
18 juillet, Londres. Adresse de la Chambre des Communes, demandant copie de la dépêche transmise par le secrétaire des Colonies au lieutenant-gouverneur relativement à des requêtes où l'on demandait son renvoi, la dissolution de la législature et le remède à certains griefs allégués, ainsi qu'une copie des adresses envoyées à la suite de cette dépêche par les habitants du Haut-Canada réunis en assemblée. Page 6

18 juillet, Londres. E. Ryerson à Stanley. Argumentation longue et élaborée contre les réclamations de l'Eglise d'Angleterre dans le Haut-Canada. 438 à 500

Autres documents. 501 à 513

19 juillet, Londres. E. Ryerson à Hay. Il envoie des documents sur la question des réserves du clergé et de l'établissement religieux dans le Haut-Canada. 514

Rapport des comités de l'Assemblée au sujet de la nomination par la Chambre de ses propres fonctionnaires et au sujet d'un chapelain. 523 à 531

22 juillet, Artillerie. Cooper à Hay. Y a-t-il eu réception d'une réponse, de la part du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, à la lettre de Goderich en date du mois d'août 1832, et qui se rapportait à la vente des terres du gouvernement, dont les produits devaient servir à acheter des terres pour l'Artillerie, près de Kingston? 49

22 juillet, Kensington. Wild au sous-secrétaire des Colonies. Quel encouragement y a-t-il dans le Haut-Canada pour un membre du clergé? Il offre ses services. 647

30 juillet, Dundas. William Dickson à Stanley. Lui rappelle sa politesse et lui présente ses deux fils, qu'il a chargé de lui rendre visite et de lui fournir tous renseignements. 213

30 juillet, Trésorerie. Spring Rice à Hay. Lui envoie copie d'un rapport des commissaires auditeurs au sujet de la compensation projetée de la dette de Stanton, lesquels recommandent qu'on autorise le lieutenant-gouverneur à régler cette compensation avec Stanton. 75

Inclus. Commissaires auditeurs. Leur rapport à la Trésorerie pour le cas de Stanton. 76

Mémoire de Robert Stanton touchant la dette qu'il doit au gouvernement. 79

1er août, Londres. Verney à Hay. Demande des renseignements sur John Clifton; il fit voile vers Québec en juillet 1832. 630

9 août, Artillerie. Byham à Hay. Le maître général et le conseil de l'Artillerie, prenant en considération la promesse faite aux législatures, et, vu toutes les circonstances, ne sont pas prêts à recommander qu'on enlève des mains des volontaires les armes venues de Kingston. 50

12 août, Artillerie. Butler à Hay. Relativement à la vente de portions de terre près de Kingston, portions non requises par l'artillerie, et à l'achat d'autres pour servir à la construction des travaux de défense, le commandant des ingénieurs royaux a reçu instruction d'acquérir certaines terres. Stanley devra écrire au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada pour la conclusion de l'arrangement. 52

14 août, Trésorerie. Stewart à Hay. La monnaie de cuivre expédiée est émise à un taux qui assurera 20 à 25 pour 100 de profit pour opérer le retrait. Le président de la Banque du Haut-Canada fait rapport qu'on ne peut la mettre en cours à un taux plus élevé que celui de l'émission. Véritable poids et valeur de la monnaie de cuivre. 84

19 août. Trésorerie. Galt à Stanley. Il désire connaître les intentions du gouvernement concernant les réclamations de guerre du Haut-Canada; la province a recueilli pour sa part £58,291.13.4. 229

26 août, Londres. Coutts & Co. à Stanley. Avaient reçu instruction de faire honneur aux lettres de Dunn, Markland et Baby pour paiement de dividendes sur valeurs tenues en mains au profit des sauvages Six-Nations. Dunn les a informés de la mort de Baby et leur a dit que lui (Dunn) et Mark-

1833.

land avaient signé la lettre pour le dernier dividende. Veulent savoir si elle sera honorée. Page 208

1er septembre, Rivière Crédit. Adamson au même. Envoie des documents dont les originaux ont été communiqués au gouvernement et au Conseil, et il se plaint de la façon dont on l'a traité relativement à sa réclamation d'un contrat pour le lopin de terre n° 4, tandis que l'on cherche à lui donner un co-locataire pour le n° 5. Il avait refusé l'arbitrage, mais ne veut pas accepter la conclusion tirée de là par le Conseil. 136

2 septembre, Londres. Galt à Lefèvre. Il suggère qu'on prenne arrangement au sujet des réclamations du Haut-Canada à la suite de la guerre, le dit arrangement sujet à son approbation. 230

5 septembre, Whitehall. Greville à Hay. On a confirmé la loi relative à la protection des intérêts du capitaine Alex. Shaw. Sur réception des honoraires, on transmettra l'ordre confirmant la loi. 7

7 septembre, Ministère de la Guerre. Sullivan au même. Jarvis, militaire en demi-solde d'un loyal corps provincial, a fait demande de sa demi-solde et de son traitement comme huissier de la verge noire du Conseil législatif du Haut-Canada. Il demande le montant de son traitement, ses émoluments et la date de sa nomination. 100

11 septembre, Trésorerie. Stewart au même. Il transmet une lettre de Dunn, disant qu'il a tiré pour £400 à compte de dividendes sur fonds placés pour le soutien du clergé de l'Eglise d'Angleterre. Le montant de dividende aujourd'hui en main est de £271 16s. seulement. 87

23 septembre, Londres. Dunn au même. Il part le 1er et il offre de prendre soin des dépêches pour le Haut ou pour le Bas-Canada. 216

23 septembre, Killybeg. Powell à Stanley. Il demande encore une extension de congé. 381

25 septembre, Londres. Hagerman à Stanley. Récit long et détaillé de l'origine des réserves du clergé et de la division de la province de Québec en Haut et en Bas Canada. 294

28 septembre, Whitehall. Greville à Hay. Il envoie l'ordre confirmant la loi privée de Shaw, ayant reçu les honoraires. 8

29 septembre, Dublin. Washburn au secrétaire des colonies. Demande une extension de congé. 649

Inclus. Copie de son permis de congé accordé par Colborne. 650

30 septembre, Londres. Hagerman à Hay. Il a écrit la lettre au sujet des réserves du clergé et il la transmettra à Stanley aujourd'hui. Il l'eut transmise il y a longtemps, mais savait Stanley très occupé. 321

2 octobre, Ministère de la Guerre. Sullivan au même. Désire avoir une réponse à sa demande de renseignement concernant Jarvis. 101

4 octobre, Trésorerie. Stewart au même. Les lords de la Trésorerie ont placé un autre montant pour le compte des réserves du clergé dans le Haut-Canada. 88

5 octobre, Whitehall. Lamb à Hay. Il envoie une requête et une lettre de David Browne au sujet d'un achat de terre dans le Haut-Canada, et il veut connaître la décision de Stanley. 20

5 octobre, Londres. Gould à Stanley. Alerte dans le commerce causée par le prolongement de délai pour la sanction de la loi des banques. Demande des rengnements au sujet des instructions envoyées au Canada à ce propos. 103

5 octobre, Greenock. Liddell à Stanley. Des gens à l'aise de Greenock, désireux d'émigrer dans le Haut-Canada, voudraient savoir à quelles conditions le gouvernement leur rendrait une portion de terre inculte située avantageusement et d'une superficie de 20,000 à 30,000 acres. Leur intention est d'amener avec eux des commerçants et des cultivateurs expérimentés qui enrichiront le terrain ; ils vendront tout ce qu'ils n'apporteront pas avec eux. Ils espèrent entretenir un courant continuel d'émigration. 347

8 octobre, York. Robinson à Maitland. Félicite Maitland de sa bonne santé, puis entre dans de longs et minutieux détails au sujet de sa nomination de juge en

1833.

chef et d'Orateur du Conseil législatif, et finit par se plaindre de la réduction de son traitement d'Orateur, occasionnée par le fait que l'Assemblée a pris charge du contrôle des droits perçus en vertu du statut 14 George III. Page 395

10 octobre, Sligo. — Powell à Hay. Il envoie l'original du certificat de bail accordé par le lieutenant-gouverneur. 382

Inclus. Permis de congé accordé par le lieutenant-gouverneur; l'avis signé par Rowan. 383

15 octobre, Cobourg. — Edwards à Goderich. Il signale le tort causé à l'émigration, bien opportune cependant, par les récents règlements touchant les concessions de terre. Il attire l'attention sur les difficultés rencontrées par le major Shairp. 216

15 octobre, Londres. — Tarr à———. Après avoir été mis à sa retraite à Kilmainham, en 1818, avait été retranché de la liste l'année suivante, parce qu'il se trouvait en Russie lors de l'appel; il ne peut aujourd'hui être réintégré ni trouver d'emploi; on l'a même jeté en prison parce qu'il avait voulu se procurer une maigre subsistance en vendant des allumettes et des brochures. Demande de l'aide, car il est sans ressources. 225

16 octobre, Whitehall. — Lamb à Hay. Il envoie des lettres avec papiers inclus de la part de Joseph Parr (ou Farr) qui demande un passage gratuit pour le Haut-Canada. Soumettre les papiers à Stanley. 21

24 octobre, Moville. — Allan à Stanley. Il appartient au clergé de l'Eglise d'Angleterre et veut savoir si en émigrant au Haut-Canada et en y achetant 400 à 500 acres de terre dans un nouveau township, il pourrait espérer se faire nommer au bénéfice de ce township, étant donné qu'il y viendrait s'établir bon nombre d'amis disposant de certains capitaux. 170

25 octobre. Londres. — Gould au même. Il envoie copie de la lettre du 5 courant. Chaque vaisseau qui arrive rend les marchands qui ont des intérêts dans le commerce du Canada, de plus en plus désireux de connaître la décision du gouvernement relativement aux banques du Canada. 105

30 octobre, Trésorerie. — Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie regrettent que des rapports de leurs intentions, qu'ils n'ont pas autorisés, touchant la banque du Canada, et la banque Commerciale, aient occasionné une excitation momentanée. Approuvent le refus judicieux de publier la proclamation. Changements qui s'imposent pour pourvoir à la protection nécessaire du public; conditions et règlements à ajouter à la charte; la nature de ceux existant est trop générale et surtout ne s'applique pas à la banque du Haut-Canada. Comment l'on propose de faire les affaires avec cette banque. Explication de la nature des conditions projetées. 89

4 novembre, Londres. — Richardson, Shield et Hall au secrétaire des Colonies. Ils veulent savoir si un jeune homme, qu'on a admis avocat et solliciteur à Westminster, peut obtenir sa licence de pratiquer dans le Haut-Canada sur production de ses certificats d'admission à Westminster. 425

7 novembre, Trésorerie. — Stewart à Hay. On va faire réponse aux marchands et aux commerçants d'York, dans le Haut-Canada, lesquels ont transmis un mémoire demandant à augmenter le capital de la banque du Haut-Canada et à établir à l'intérieur la banque Commerciale, que leur mémoire ne contient aucune nouvelle information ni aucune raison pour changer l'opinion touchant l'amendement aux actes d'incorporation. 98

15 novembre, Londres. — Hagerman à Stanley. Demande la confirmation de son permis de congé. 322

16 novembre, Londres. — Le même à Hay. Il a écrit à Stanley au sujet de la confirmation de son permis de congé; lettre incluse. 323

19 novembre, Boulogne. — Sawers à Stanley. Enumère ses dépenses pour défricher Verulam et s'y établir, dans le district de Newcastle, et demande qu'on s'intéresse à son sort. 592

1833.
22 novembre, Londres.

Price à Hay. Demande en faveur de madame Eléonore Gore Caldwell une concession de terre à ses fils, vu les services rendus par leur père. Page 384

Inclus. Mémoire de madame Eléonore Gore Caldwell, dans lequel elle énumère les services de feu son mari et demande une concession de terre pour ses fils. 385

Mémoire de Caldwell en 1802. 387

Certificat établissant que les faits mentionnés dans le mémoire sont vrais. 388

Autres documents. 389 à 393

23 novembre, Perth-H.-C.

Read à Stanley. Il demande une concession de terre en récompense des services professionnels qu'il a rendus à la colonie de Lanark. 426

Inclus. Hiller à Read. Observations sur les arrangements relatifs à la région où les services ont été rendus. 428

Certificat donné par Marshall au sujet des services rendus par Read à la colonie de Lanark. 430

24 novembre, York.

Gordon à Stanley. Il fait rapport qu'il a en mains une balance des parts qu'il a reçues comme payeur du 1er régiment de la milice d'Essex, parts allouées sur la prise du fort Détroit. Il a hâte d'en finir avec cette affaire. 232

27 novembre, Ministère de la Guerre.

Sullivan à Hay. Vu que Rowan a fait demande de sa demi-solde jusqu'au 22 juin 1832, il désire savoir quel est le montant de son traitement et de ses émoluments d'employé public, et la date de sa nomination. 102

6 décembre, Whitehall.

Lack au même. Les lords de la Trésorerie désirent savoir si Stanley a pris des mesures concernant les banques, à la suite de leurs recommandations du 9 mai, et s'il en a pris, quelles sont ces mesures. 19

9 décembre, Londres.

Robert Dickson à Stanley. Il envoie un paquet qu'on lui a dit contenir une requête de la veuve de Claus, autrefois du département des Affaires des Sauvages. Il demande une entrevue personnelle au sujet de cette requête, ou une réponse à celle-ci, si d'autres occupations ne permettent pas de lui accorder cette entrevue. 211

9 décembre, Alnwick.

Hagerman à Hay. La personne qui s'est représentée comme le porte-voix d'une grande partie de la population du Haut-Canada est de retour et a perdu toute la confiance de tous ceux qui l'avaient d'abord appuyée. Cette population est trop habituée au progrès pour se mettre à la remorque de démagogues sans principes et sans valeur. Il y a eu réunion de l'Assemblée le 19 novembre, mais il n'espère pas qu'il s'y fasse des travaux bien importants durant cette session. Il n'a pas oublié sa lettre au sujet du Saint-Laurent. 324

Inclus. Avis de la part du journal l'*Advocate* que l'édition dans laquelle cet avis a paru sera sa dernière édition régulière. 326

Attaque sur les Ryerson. 327

16 décembre, Trésorerie.

Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie adoptent l'opinion de Stanley concernant la demande des fonctionnaires du Haut-Canada ayant pour objet une continuation de commutation au lieu d'honoraires ou de concessions de terrain. 99

17 décembre, Rosscrea.

Atkinson à Stanley. Il fait partie de l'Eglise établie (Eglise d'Angleterre) et il est catéchiste depuis nombre d'années. S'il émigrait dans le Haut-Canada et y exerçait le même ministère, devrait-il s'attendre à quelque allocation de la part du gouvernement? 171

24 decembre, York.

J. B. Robinson à Hay. Son frère craint d'être destitué pour avoir différé de rendre compte en sa qualité de surintendant de l'émigration d'Irlande. Dommage que cette destitution causerait à sa réputation. Son zèle, sa diligence et son intégrité. Sir John Colborne sera anxieux de lui rendre justice à cet égard, et Maitland verra à ce qu'il lui soit également rendu justice en Angleterre. Son frère n'avait pas sollicité le poste de surintendant de l'émigration et avait exprimé le désir qu'un autre fonctionnaire fût chargé de faire les paiements et la comptabilité;

1833.

cette dernière et tous les minutieux détails qui s'y rattachent ont présenté les plus graves difficultés. Les retards dont il s'agit ont eu différentes causes, mais il apprend que tous les états de compte sont terminés, et il espère qu'on les trouvera satisfaisants. Page 431

26 décembre, Whitby. Boys à Stanley. Il renvoie la minute du Conseil exécutif à lui adressée par le greffier sur sa demande de remboursement de la partie du prix d'achat de sa terre à laquelle les règlements lui donnaient droit. La minute lui conseillait d'obtenir un ordre du secrétaire des Colonies. Il envoie copie de sa requête pour faire voir sur quoi il s'appuie. 193

Inclus. Beikie à Boys. Il expose que la minute du Conseil exécutif lui recommande d'obtenir un ordre du secrétaire des Colonies. 195

Requête et documents y annexés. 196 à 204

27 décembre, Whitehall. Phillips à Hay. Reçu sa lettre du 20 concernant sujets anglais faits prisonniers de guerre dans le Haut-Canada. Les archives du bureau impérial ne contiennent pas d'autres renseignements à leur égard. On a exécuté pour crime de haute trahison certains sujets anglais, dans le Haut-Canada, en 1814. Melbourne fait remarquer que certains prisonniers de guerre envoyés en Angleterre ont peut-être été ré-expédiés dans le Haut-Canada pour y subir leur procès, ce dont on pourrait se rendre compte en consultant les archives du bureau des Colonies. 22

Inclus. Dossier de la cause des prisonniers, et correspondance y relative. 24

28 décembre, Erin Dale. Mémoire du révérend James Magrath ayant rapport à 1,200 acres de terre sujettes à concession gratuite. Le paiement des frais d'émission de lettres patentes et des honoraires d'enregistrement, l'exécution des conditions d'établissement, et l'acquittement des rentes ne semblent pas lui permettre de se prévaloir de la concession déjà faite. 362

Pas de date. Mémoire de la corporation chargée d'administrer les réserves du clergé dans le Haut-Canada, combattant le projet de les confisquer au profit de la Couronne. 113

Mémoire du clergé et autres membres de l'Eglise d'Angleterre, demandant qu'on laisse subsister les réserves du clergé en faveur de l'Eglise d'Angleterre au Canada selon le statut 31 George 3 qui en garantit l'existence. 123

Mémoire des habitants du Haut-Canada, demandant qu'on mette au service de l'instruction publique le revenu des réserves du clergé. 127

Requête des catholiques romains demandant l'abolition des réserves du clergé et se plaignant des fausses représentations de l'évêque Macdonell par rapport à une précédente requête. 131

Mémoire des marguilliers de l'église catholique romaine d'York demandant l'institution d'une commission d'enquête concernant le mode de distribution des fonds destinés au soutien de l'église. 138

Certificat de King, notaire public, établissant que le mémoire ci-dessus mentionné a été présenté au lieutenant-gouverneur et que la réponse à icelui à été transmise aux auteurs du dit mémoire, avec documents à l'appui, par voie du bureau du gouvernement. 140

John Lecky à——. Demande un passage gratuit pour aller rejoindre son père dans le Haut-Canada. 349

Elizabeth Veal à Palmerston. Sa sœur, domiciliée dans le Haut-Canada, n'ayant pas répondu à ses lettres, elle veut savoir si le gouvernement peut lui dire ce que sont devenus ses amis. 631

Mémoire de Charles Whitlaw. Ses services, voyages par lui faits dans le Haut-Canada pour rechercher les qualités des divers terrains de cette province. Ses pertes. Demande qu'on lui renouvelle la concesion de terre qu'on lui avait faite. 932

Mémoire de George Whitlaw, demandant une concession de 500 acres de terre dans le Haut-Canada. 637

1836. Q. 379—4 contient le rapport du comité spécial chargé d'étudier les requêtes relatives aux réserves du clergé.

LETTRES DE M. MACKENZIE EN 1833.

(La première partie est paginée de 1 à 264; la deuxième partie de 265 à 514; la troisième partie de 515 à 790; la quatrième partie de 791 à 1002.)

Q. 380—1-2-3-4.

1825.
— mars,
York.

Rapport du comité spécial de l'Assemblée législative du Haut-Canada. Inclus dans Mackenzie à Howick, 28 mars 1833.

1829.
1er octobre,
Québec.

Routh à Couper.

6 octobre,
Québec.

Le même à Colborne.

1830.
13 février,
York.

Procès-verbaux du comité concernant la circulation monétaire.

Rapport concernant la circulation monétaire.

8 mars,
York.

Résolutions, avec tableau de la valeur de la monnaie. Le tout, joint aux quatre documents précédents, dans Mackenzie à Goderich, 14 mars 1833.

18 novembre,
Montréal.

Armour à Freeling. Incluse dans Mackenzie à Howick, 28 mars 1833.

Pas de date.

Extrait du rapport du comité touchant la circulation monétaire.

1831.
11 février,
York.

Rapport touchant l'état de la circulation monétaire.

26 mars,
Québec.

Rapport de l'Assemblée législative du Bas-Canada touchant le département des Postes. Ce rapport, ainsi que les deux documents précédents, sont inclus dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 14 mars 1833. Ce rapport renferme l'énumération des bureaux établis et le relevé des perceptions dans le Bas et le Haut-Canada.)

7 avril,
Londres.

Freeling à Armour. Inclus dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 28 mars 1833.

Pas de date.

Proposition faite deux fois par Mackenzie. Incluse dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 14 mars 1833.

1832.
2 janvier,
York.

Discours fait par Mackenzie sur les hustings. Inclus dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 5 janvier 1833.

11 janvier,
Québec.

Rapport du comité spécial de l'Assemblée législative du Bas-Canada sur l'administration des Postes, en même temps que les procès-verbaux.

Relevé du nombre des bureaux abolis. Inclus dans l'envoi de Mackenzie à Howick, le 28 mars 1833.

19 mars,
Hamilton.

Article extrait du *Free Press* de Hamilton. Inclus dans un envoi de Mackenzie à Goderich, le 4 février 1833.

8 novembre,
Downing
Street.

Goderich à Colborne. Compris dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 8 mars 1833.

17 novembre,
York.

Résolutions passées dans une assemblée publique à York. Incluses dans un envoi de Mackenzie à Goderich le 12 janvier 1833.

27 novembre,
York.

Correspondance extraite du *Reformer* de Cobourg. Incluse dans l'envoi de Mackenzie à Goderich le 9 janvier 1833.

7 décembre,
York.

Rapport des débats sur un bill touchant la réglementation du département des Postes. Inclus dans l'envoi de Mackenzie à Howick le 28 mars 1833.

1833.
22 décembre, York. Rapport des débats à propos de la proposition d'annexer Montréal au Haut-Canada.

3 janvier, York. Mémoire demandant l'abolition de la taxe sur les émigrants. Les deux documents sont inclus dans l'envoi de MacKenzie à Goderich le 8 mars 1833.

5 janvier, Londres. Mackenzie à Goderich. Les règles posées dans sa lettre et dans celle d'Howick ne sont pas compatibles. Il propose de rétablir la vérité auprès du gouvernement, que l'on a induit en erreur. Il a refusé de faire des excuses à l'Assemblée législative pour ce qu'il en a dit de ses membres dans son journal, vu qu'il n'a pas abandonné son droit de critique en sa qualité d'éditeur. Il se retirerait du journalisme et de la législature si son comté, agissant comme jury, déclarait avoir confiance au gouverneur, au Conseil exécutif ou à l'Assemblée. Il a défié le gouvernement de lui susciter un adversaire, et il a répandu des milliers de copies du discours qu'il entendait faire sur les hustings. Il a été réélu par une grande majorité et fut expulsé de nouveau. La majorité qu'il a obtenue dans le cœur de la province démontre que le reste des comtés n'approuve pas le Conseil exécutif. Il a adressé le discours qu'il a fait le 2 janvier pour faire connaître les points qui lui ont valu sa réélection ; c'est ce discours, regardé comme libelleux, qui a été le prétexte de son expulsion. Il rappelle les circonstances dans lesquelles s'est opérée l'expulsion de Christie dans le Bas-Canada; le gouvernement de Sa Majesté avait refusé la dissolution constitutionnelle des Chambres dans le Haut-Canada, ce qui avait fourni à l'administration locale l'occasion de l'expulser de nouveau. Sa réélection, le 20 novembre dernier, prouve non seulement la confiance de ses électeurs en lui, mais leur manque de confiance envers les autorités locales et le gouvernement général. Le désappointement du Haut-Canada au sujet de l'appui donné par un gouvernement de réforme. Ses prévisions remplies à la lettre, ses doutes sur l'existence que l'on allègue des partisans du gouverneur dont les adresses ont été publiées dans le *Courrier*, tandis que la moindre approbation est refusée par un groupe de pétitionnaires dont le sentiment n'est pas du tout équivoque. Page 1

Inclus. Copies des adresses avec réponses et observations.

Copie du dit discours prononcé par Mackenzie le 2 janvier 1832. Acte d'accusation porté, est-il dit, par le résultat de l'élection, contre le lieutenant gouverneur et ses aviseurs. 515

9 janvier, Londres. Mackenzie à Goderich. Il donne les raisons qui lui font croire que le gouvernement de Sa Majesté a été trompé sur le caractère réel et le nombre des signataires des mémoires qui expriment des opinions absolument contraires à celles qu'il soutient lui-même. Les requêtes adressées au roi et dont il était le dépositaire contenaient 20,000 signatures recueillies dans un ou deux cents districts, de sorte que les requêtes opposées, envoyées par le lieutenant-gouverneur, ne pouvaient pas être signées par un plus grand nombre. Ou ses requêtes étaient fausses ou celles de Colborne l'étaient. S'il n'avait pas été convaincu qu'il représentait le sentiment du peuple du Haut-Canada, il n'aurait pas traversé l'Atlantique pour remplir la mission qui l'avait retenu. Il avait sollicité la dissolution de la législature et l'appel d'un nouveau parlement provincial afin de s'assurer de l'opinion publique ; c'est par l'entremise de l'Assemblée législative que les pétitionnaires se proposent d'exécuter des plans de réforme. C'eut été agir en Don Quichotte que de l'envoyer à Londres demander la dissolution des Chambres si les pétitionnaires ne s'étaient pas sentis assurés qu'ils pouvaient envoyer une classe différente de représentants à la nouvelle législature. En 1828, les méthodistes wesleyens et des protestants dissidents adressèrent une pétition pour se plaindre de la mauvaise représentation de Strachan et réclamer des privilèges religieux égaux ; les pétitions, qui contenaient 8,000 signatures

1833. furent présentées par Hume et renvoyées à un comité de la Chambre des Communes, qui fit un rapport favorable ; mais on ne procéda point davantage. Il est impossible, vu la longueur de la lettre, d'en condenser le reste dans un espace raisonnable. Page 14

Inclus. Une correspondance extraite du *Reformer* de Cobourg. 45

12 janvier, Londres. Mackenzie à Goderich. Il envoie les procès-verbaux de deux assemblées publiques tenues dans le district de Home. N'a pas encore reçu de copie des résolutions. 47

Inclus. Procès-verbaux d'une assemblée publique tenue à Whitby. 48

Résolutions passées à une assemblée publique tenue à York. 555

18 janvier, Londres. Mackenzie à Goderich. Long plaidoyer très élaboré destiné à prouver que la question de l'union de Montréal au Haut-Canada a été agitée avec autorisation. 50

24 janvier, York. Rapport du débat à propos de la dépêche de Goderich. Inclus dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 8 mars 1833.

28 janvier, Londres. Mackenzie à Goderich. Observations relatives à l'amendement proposé à la loi concernant la nomination des grands et des petits jurés.

Le titre. 63

Les observations. 64

Faits nouveaux et observations touchant à l'administration de la justice dans le Haut-Canada. 90

Bill réglementant la manière de nommer les grands et les petits jurés.

Le titre seul. 562

Le bill est dans Q. 376.

4 février, Londres. Mackenzie à Goderich. Sachant que les paroles dites en parlement ne pouvaient point être le sujet d'une pétition officielle, il avait marqué sa lettre *privée.* Il a envoyé un mémoire concernant l'administration de la justice, ainsi qu'une liste des crimes et des méfaits privés et publics. Il mentionne les observations faites en parlement par Goderich à propos du contenu des requêtes. Différents extraits des discours d'Howick, etc. Se plaint que le vice, le crime et l'anarchie règnent dans le Haut-Canada, et que les magistrats ne peuvent ni être punis ni démis ; autres griefs. 329

4 février, Londres. Du même au même. Récit complet des attaques faites contre lui (Mackenzie) à Hamilton ; il se plaint du montant des honoraires des avocats et d'autres injustices. 96 à 262

Inclus. Un article du *Free Press* d'Hamilton donnant le compte rendu d'une assemblée tenue à Hamilton le 19 mars 1832. 563

Compte rendu de la destruction du thé dans le port de Boston en 1774. 582

Débat qui eut lieu à la législature du Bas-Canada relativement à l'exclusion des juges des conseils exécutif et législatif. 588

6 février, York. Remarques faites dans le *Christian Guardian* relativement à sa dépêche (de Goderich). Inclus dans l'envoi de Mackenzie à Goderich le 8 mars 1833.

8 février, Londres. Mackenzie à Goderich. Il déclare qu'il n'a que le bien public en vue et qu'il cherche à récompenser les bontés du peuple du Haut-Canada. Il n'est pas étonné que ses motifs aient été incompris, mais il est maintenant convaincu qu'il a été injuste envers Sa Seigneurie, et il est prêt à écouter, autant qu'elles peuvent le mériter, n'importe quelles propositions faites dans l'intérêt public. Il parle du bon effet qui devra résulter de la bonté montrée à l'égard du peuple du Haut-Canada. Il compare les cas de York et de Gaspé, et soutient que le peuple du Haut-Canada avait le meilleur cas. Il renouvelle ses accusations d'injustice contre le gouvernement local et la majorité de l'Assemblée et demande une enquête. Il critique la conduite de l'Assemblée et condamne le maintien à leurs postes des officiers qui sont devenus nuisibles au peuple. La lettre se termine par ces mots : “ Va-t-on prendre des moyens de redresser nos

1833.

griefs ? Ou est-ce que la forme et la manière de notre demande doivent être regardées comme un obstacle insurmontable à la mesure de justice, depuis si longtemps différée, que nous devions recevoir de la part du gouvernement de Sa Majesté." Page 265

Autres documents relatifs à l'élection de York. 296

9 février, York. Adresse au roi.

19 février, Port-Hope. Résolutions passées à Port-Hope. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 2 avril 1833.

11 février, Londres. Makenzie à Goderich. Il envoie des affidavits, des extraits de journaux, etc., afin de démontrer comment les signatures des contre-requêtes ont été obtenues. 303

13 février, York. Rapport du discours prononcé par le lieutenant-gouverneur lors de la prorogation des Chambres.

15 février, Ste-Catherine. Rapport d'une assemblée tenue à Sainte-Catherine.

20 février, York. Observations faites par le *Christian Guardian* au sujet des réserves du clergé. Ce document ainsi que les deux précédents sont inclus dans l'envoi de Mackenzie à Goderich, le 2 avril 1833.

27 février, Londres. Mackenzie à Howick. Il envoie copie de la pétition qui doit être présentée au Parlement par Hume. Il n'avait pas l'intention de communiquer officiellement avec Stephen lorsqu'il lui envoya copie de la pétition. Sa lettre à Goderich n'est pas admise, bien que la pétition à laquelle elle fait allusion ait été en délibération depuis près de huit mois. Il compare de nouveau les cas de Gaspé et de York. Le retard est une cause de mécontentement. Si le mécontentement croissant doit entraîner des divisions dans l'empire, il espère qu'en justice il sera reconnu pour avoir fait tout ce qui était possible pour en maintenir l'intégrité. Un P. S. attire l'attention sur une lettre parue dans le *True Sun* contre le secrétaire des Colonies en même temps qu'une copie de la pétition, et il nie avoir envoyé cette pétition au *True Sun*, de même qu'il déclare ignorer complètement l'auteur de la lettre. 325

Inclus. Pétition de Mackenzie. Titre seul. Sa pétition est reproduite dans Q. 379.

7 mars, Londres. Mackenzie à Goderich. Se rendra auprès de Sa Seigneurie lundi. 336

8 mars, Londres. Mackenzie à Goderich. Il envoie un exemplaire du *Christian Guardian.* Il exprime sa gratitude à Sa Seigneurie pour avoir accueilli favorablement la pétition du peuple du Haut-Canada. Se plaint des officiers en loi de la Couronne et de certains autres employés. 337

Liste des documents inclus. 344

Autre liste. 596

Remarques du *Christian Guardian* au sujet de la dépêche de Goderich. 597

Goderich à Colborne, 8 novembre 1832. Titre seul. Dépêche reproduite dans Q. 376.

Compte rendu du débat au sujet de la dépêche. 602

Adresse à l'Assemblée du Haut-Canada au sujet de l'abolition de la taxe sur les émigrants imposée par l'Assemblée du Bas-Canada. 622

Compte rendu du débat au sujet de la proposition d'annexer Montréal au Haut-Canada. 635

14 mars, Londres. Mackenzie à Goderich. Objections à l'Acte pourvoyant à l'augmentation du capital de la banque du Haut-Canada, ainsi qu'à l'Acte établissant une banque à Kingston, dans le district de Midland. Titre. 370

Lettre. 371

Inclus. Bill original. 662

Bill rapporté du comité de la circulation monétaire. Titre. 666

Ce bill se trouve dans Q. 376.

1833.

Rapport sur l'état de la circulation monétaire. Page 667

Résolutions proposées à deux reprises par Mackenzie pour l'obtention de renseignements de la part de la banque du Haut-Canada. 667

Extrait du rapport du comité au sujet de la circulation monétaire. 681

Routh à Colborne. Au sujet de la circulation monétaire. 692

Le même à Couper. Sur le même sujet. 694

Procès-verbaux du comité concernant la circulation monétaire. 702

Brochure démontrant l'intérêt sur les dépôts en espèces dans l'Etat de New-York. 710

Rapport sur l'état de la circulation monétaire dans le Haut-Canada. 712

Résolutions, avec un tableau de la valeur des monnaies. 717

Rapport du comité spécial de l'Assemblée du Bas-Canada sur le département des Postes. 726

Relevé de l'établissement des bureaux. 751

Relevé des perceptions dans le Haut et le Bas-Canada. 752

20 mars, Londres. Mackenzie à Howick. Il envoie la liste des membres du Conseil législatif, avec la mention des emplois qu'ils remplissent; aussi la liste des membres de l'Assemblée législative qui occupent des emplois. Il n'a pas constaté l'établissement du service civil du Haut-Canada en 1830 tel que mentionné par Howick. Comme la législature ne s'est pas réunie avant 1831 les emplois publics ne peuvent pas être prouvés par les livres bleus de 1830. Aucune harmonie ne peut exister entre l'Assemblée et le Conseil législatif à moins d'opérer des changements au sein de celui-ci. Il a été décidé par la Couronne que les juges puisnés devaient, pendant qu'ils administraient la justice, abandonner leurs sièges de législateurs, quitte à les reprendre dès qu'ils cessaient d'être juges. S'il était encore stipulé que tous les employés publics devraient abandonner leurs sièges, une indépendance suffisante pourrait ainsi exister au Conseil. Il ne désire pas comprendre tous les conseillers lorsqu'il parle de ces employés publics. 345

Inclus. Liste des membres du Conseil législatif du Haut-Canada avec celle des emplois qu'ils remplissent en même temps, etc. 349

Liste des membres de l'Assemblée qui occupent des emplois du gouvernement. 357

26 mars, Londres. Mackenzie à Howick. Il demande d'accorder la sanction à une entrevue avec Freeling. 415

Inclus. Freeling à Mackenzie. Il reçoit l'autorisation de communiquer avec le secrétaire des Colonies seulement sur le sujet mentionné dans sa lettre. 416

28 mars, Londres. Mackenzie à Howick. Il envoie la seule copie qu'il possède des changements proposés aux règlements des Postes dans l'Amérique Britannique du Nord. 419

Inclus. Règlements proposés, comprenant la correspondance et les autres documents. 429 à 480

Lettres concernant le port. 482

Rapport du comité spécial de l'Assemblée du Bas-Canada au sujet des Postes. 791

Procès-verbaux du comité. 797

Nominations à différentes fonctions dans le département des Postes. 867 à 877

Relevé du nombre actuel des bureaux de poste dans le Bas-Canada. 875

Relevé des bureaux abolis. 879

Port d'une simple lettre de Québec aux bureaux de poste du Bas-Canada. 881

1833.

Correspondance entre Freeling et Armour concernant le port des lettres. Page 888

Rapport du comité spécial relatif à la pétition Bergin touchant les Postes. 893

Titre seul. Rapport dans Q. 377.

Rapport du comité spécial relatif à l'état des Postes dans le Haut-Canada. 894

Titre seul. Rapport dans Q. 378.

Rapport du comité spécial de l'Assemblée du Haut-Canada relatif aux abus que l'on dit exister dans le département des Postes. 895

Extraits de journaux, etc, combattant la taxe imposée sur eux. 900

Débat rélatif à un bill destiné à réglementer le département des Postes. 929

2 avril, Londres. Mackenzie à Stephen. Il envoie les dernières nouvelles du Haut-Canada. Il exprime la nécessité de grande prudence qui doit exister chez le nouvel officier en loi de la Couronne du Haut-Canada. Il transmet une copie du discours prononcé par Colborne lors de la prorogation ; il parle de la difficulté qu'il éprouvera à se choisir un solliciteur général. Il mentionne la défaite du vote de remerciement proposé à l'adresse de Sa Majesté ; le vigoureux discours de Strachan ; son revenu considérable le rend indépendant. La fréquente adoption par l'Assemblée du bill concernant la succession des intestats a été combattue dans le Conseil. Il ne peut croire que ce soit dans l'intérêt de qui que ce soit d'enrichir extraordinairement des particuliers au moyen de la loi de primogéniture. Il rétracte les opinions erronées qu'il a entretenues au sujet de Goderich. Il parle du mécontentement causé en limitant les causes criminelles au procureur général et au solliciteur général. 485

Inclus. Projet de bill concernant le droit de primogéniture. 947

2 avril, Londres. Mackenzie à Goderich. Au lieu de plaintes il sera en mesure de fournir des comptes rendus exprimant de la gratitude dans le Haut-Canada. C'est vrai qu'une adresse de remerciement a été rejetée par l'Assemblée et le Conseil, mais le peuple la passera à leur place. 492

Inclus. Remarques du *Christian Guardian* sur les réserves du clergé dans le compte rendu de l'assemblée tenue à Sainte-Catherine. 960

Pétition au roi approuvée à l'Assemblée. 970

Compte rendu du discours prononcé par le lieutenant-gouverneur lors de la prorogation des Chambres. 978

Adresse au roi votée par la législature du Haut-Canada. 985

Résolutions passées à Port-Hope exprimant des remerciements pour le message du secrétaire des Colonies. 997

7 mai, Londres. Mackenzie à Earle.

Vu la maladie dans sa famille il est obligé de retourner au Haut-Canada, où il sera probablement forcé de s'occuper activement des affaires publiques. Il exprime son regret de n'avoir pu obtenir d'entrevue et les raisons pour lesquelles il aurait dû l'obtenir. 496

13 juin, Londres. Le même à Stanley. Il transmet ses observations à propos des "livres bleus". Il exprime sa surprise de voir que les renseignements ont été omis, vu que les relevés auraient pu être terminés il y a plus de six mois. Inexactitude des relevés. Remarques relatives au frais de port, etc. Il y a de nombreux commentaires destinés à appuyer l'exposé du texte. 500

Inclus. Remarques relatives aux traitements des membres de la législature qui occupent déjà des emplois publics. 510

DOCUMENTS INCLUS DANS LES LETTRES DE MACKENZIE 1833.

Q. 380-5.

Contient la liste des honoraires et appointements payés à divers employés du Haut-Canada, à différentes dates.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1834.

La première partie est paginée de 1 à 250; la deuxième de 251 à 510; la troisième de 511 à 741; la quatrième partie, de 1 à 160, contient un rapport du comité spécial sur les concessions de terres.

Q. 381-1-2-3-4.

1825.
27 juin,
Downing Street.
Horton à Murray. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley le 30 avril 1834.

1833
4 juillet,
Downing Street.
Extrait d'un message confidentiel. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 10 janvier 1834.

14 août,
St. James.
Arrêté ministériel. Renfermé dans l'envoi de Colborne à Stanley, 29 mai 1834.

21 septembre,
Bytown.
Baker à Rowan.

25 septembre,
Bytown.
Du même au même.

25 septembre,
Bytown.
Rapport d'une assemblée. Ce document et les deux précédents sont inclus dans l'envoi de Colborne à Hay, le 30 avril 1834.

8 novembre,
York.
Arrêté ministériel destiné à prévenir l'abus fait par les spéculateurs par l'acquisition des terres des personnes privilégiées.

16 novembre,
York.
Elmsley à Colborne.

20 novembre,
York.
Du même au même. Ce document et les deux qui précèdent sont compris dans l'envoi de Colborne à Stanley, 10 janvier 1834.

18 décembre,
York.
Mémoire de Mackenzie. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 8 janvier 1834.

18 décembre,
York.
Rapport des commissaires relativement à l'amélioration de la navigation du Saint-Laurent. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 8 janvier 1834.

20 décembre,
York.
Adresse de Mackenzie. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley le 8 janvier 1834.

21 décembre,
York.
Rowan à Elmsley.

21 décembre,
York,
Elmsley à Rowan.

23 décembre,
York.
Elmsley à l'éditeur du *Patriote*. Ce document ainsi que les deux précédents sont inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 10 janvier 1834.

26 décembre,
York.
Jarvis à Rowan.

26 décembre,
York.
Fitzgibbon au même.

1833.
27 décembre,
York.

Rowan à Ketchum et Mackenzie. Ce document ainsi que les deux précédents sont inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 8 janvier 1834.

1834.
7 janvier.

Colborne à Stanley (n° 1). Il recommande la nomination d'une personne compétente pour présider le Conseil exécutif, et prête à dévouer tout son temps aux affaires publiques et à la rédaction des rapports judiciaires. Il a consulté le juge Macaulay, qui ne se refuse point à accepter cet emploi. Si ce plan est mis à exécution, il conseille de nommer le solliciteur général juge puisné à la place de Macaulay, et Archibald McLean, le président de l'Assemblée législative, solliciteur général. Le traitement de Macaulay ne devrait pas être moins de £1,000 par année. 1

8 janvier,
York.

Du même au même (n° 2). Il a eu une conférence avec Mackenzie et l'autre député de York au sujet de l'expulsion de Mackenzie et les procédés inconstitutionnels de l'Assemblée; ils demandent la dissolution des Chambres. Il leur a été demandé de produire un exposé auquel il sera fait une réponse. La correspondance établit qu'il a averti les deux députés qu'il ne pouvait pas ainsi dissoudre la Chambre au milieu de la session et interrompre toute l'administration des affaires de la province. Présentation d'une motion destinée à annuler le vote d'expulsion de Mackenzie, mais, après discusion, la Chambre s'ajourna vu le manque de quorum, et s'ajourna de nouveau ensuite de jour en jour à cause du grand nombre de députés qui avaient quitté York. A la reprise de la discussion la motion demandant au lieutenant-gouverneur de dissoudre la Chambre a été rejetée. Il a communiqué à l'Assemblée la raison qui l'empêchait d'accorder la dissolution ainsi que d'intervenir dans une question de privilège. Page 3

Inclus. Mémoire de W. J. Mackenzie au sujet de son expulsion. 7

Adresse à Mackenzie donnant le compte rendu des événements qui ont accompagné son expulsion de l'Assemblée. 10

Rowan à Ketchum et Mackenzie. Réponse de la part du lieutenant-gouverneur à l'exposé de Mackenzie concernant son expulsion, 38

Jarvis à Rowan. Il explique pourquoi, en sa qualité de greffier de l'Assemblée, il a refusé de recevoir le serment de Mackenzie. 42

Fitzgibbon à Rowan. Il explique pourquoi il a refusé, en sa qualité de commissaire, de recevoir le serment d'allégéance de Mackenzie; c'est que l'expulsion de ce dernier entraînait la perte de sa qualité de membre de l'Assemblée, 45

Liste des membres de l'Assemblée, indiquant les endroits qu'ils représentent, les emplois publics qu'ils remplissent, et la manière qu'ils ont voté au sujet de la motion d'expulsion de Mackenzie. 47

10 janvier,
York.

Colborne à Stanley (n° 3). Il rapporte la démission de Umsley du Conseil exécutif. Il rapporte aussi que ses spéculations (Umsley) sur les terres des loyalistes de l'Empire-uni ayant été réprimées elles amenèrent sa démission, vu qu'il avait vigoureusement combattu la mesure destinée à imposer des droits d'établissement sur les loyalistes de l'Empire-uni qui recevaient des terres gratuitement, et qu'il s'était servi au Conseil d'un langage pour lequel il s'était d'abord excusé, puis il avait offert ensuite sa démission sous le prétexte qu'il ne pouvait pas librement exprimer ses opinions. Les documents relatifs à cette démission son inclus. 48

Résumé sommaire de la réponse faite par le département des Colonies en date du mois de décembre 1834. On y exprime des regrets à l'idée qu'un citoyen puisse se méprendre tellement sur sa position au sein du Conseil exécutif qu'il aille jusqu'à supposer qu'il n'y est pas libre d'exprimer ses opinions. Dunn nommé successeur d'Elmsley. 52

Inclus. Elmsley à Rowan. Il donne avis de l'abandon de son siège au sein du Conseil exécutif. 54

1834.

Arrêté ministériel destiné à prévenir les spéculateurs à acheter les terres accordées aux loyalistes et à l'armée pour leurs services à l'Empire. Page 56

Elmsley à Colborne. Il explique qu'il n'avait pas l'intention de le blesser par son langage au sein du Conseil, ainsi qu'on a voulu le supposer. 59

Elmsley à Colborne. En termes plus clairs que dans la lettre qui précède, il présente des excuses pour les paroles qu'il a employées au Conseil. 61

Colborne à Elmsley. Il envoie un extrait de message confidentiel qui permet à Elmsley de juger comment il peut d'une manière convenable conserver son siège dans le Conseil. 62

Extrait d'un message confidentiel du secrétaire des Colonies établissant que sur les matières politiques d'importance le gouvernement compte sur l'appui des membres de l'Exécutif. 63

Elmsley à l'éditeur du *Patriote*. La raison de l'abandon de son siège au Conseil exécutif provient de ce qu'il ne pouvait pas exprimer librement ses opinions et ses sentiments sincères 64

14 janvier, York. Colborne à Hay (confidentiel). Il rapporte comment les émigrants sont reçus et comment ils sont expédiés aux établissements préparés pour eux; la grandeur du défrichement que chacun peut faire. Le salaire payé pour le défrichement. Les obstacles à la colonisation. L'emprunt qui peut être prélevé sur les terres de la Couronne, au profit des émigrants, serait probablement sanctionné par le Parlement impérial. Ce plan ne serait peut-être pas prudent dans toute colonie, mais dans une province ou les terrains augmentent en valeur et produisent facilement, il n'y a point de risque. 66

15 janvier, York. Le même à Stanley (n° 4). Il envoie le plan des réserves militaires, aux environs de la ville de York, que le commissaire des terres de la Couronne a été autorisé à vendre. Il a indiqué 18 lots à vendre d'une acre chacun, afin de s'assurer du prix moyen que l'on pouvait obtenir pour le reste. Il a réservé quelques acres de terre où il recommande de construire une chapelle, ce qui serait principalement utile aux nouvelles casernes qui sont éloignées de l'église. Il demande que le commissaire soit autorisé à payer à l'artillerie £10,000, pourvu que les nouvelles casernes, soient commencées cette année. Il a réservé 10 acres de terre où il recommande de construire des nouveaux édifices du Parlement, vu la dépense annuelle considérable nécessitée par les réparations des édifices actuels. Il indique les sources d'où pourrait être tiré le revenu propre à payer ces dépenses. 70

Inclus. Le tableau des recettes et des dépenses survenues en vertu de 14 George III. 73

Plan pour la nouvelle ville projetée de York. 74

16 janvier, York. Colborne à——— (confidentiel). Il a expédié le plan des réserves de la milice et une description des lots vendus en novembre. Quelques acres seulement ont été vendues, lesquelles ont produit £7,000. Pour l'amélioration de la ville et l'augmentation de la valeur des lots il a indiqué des endroits convenables pour la construction d'une chapelle et des édifices du Parlement. Les édifices actuels en bois deviennent très dispendieux à cause des réparations annuelles qu'ils exigent. L'Assemblée législative ne votera point le montant nécessaire pendant que le trésor de la Couronne est prospère. Il ne voit pas d'objection à ce que le secrétaire des Colonies en autorise le paiement. Macaulay est recommandé au siège vacant du Conseil exécutif; il est le beau-frère de Hagerman, mais vu que celui-ci est mort il ne reste pas de ce côté d'empêchement à sa promotion. 75

16 janvier, York. Le même à Hay (confidentiel). Il a expédié une lettre venant de Mackenzie et de l'autre représentant de York, relative à l'expulsion de

1834.

Mackenzie. Les actes de la législature font l'affaire de Mackenzie en tenant son nom devant le public. L'intérêt du peuple sera mieux servi en continuant la session. Il n'a pas l'intention de proroger les Chambres avant mai. A l'exception des districts voisins, la province est calme et croit que malgré les efforts des éditeurs de journaux pour influencer l'électorat, la prochaine Assemblée législative sera bien composée. La faction hostile à l'expulsion de Mackenzie ne demandera point l'émanation d'un nouveau writ (bref d'élection), de sorte que la question restera dans le *statu quo*. Conduite absurde d'Elmsley ; il est fort intéressé dans des spéculations de terrains accordés aux *loyalistes* de l'Empire-Uni, et il a probablement reconnu qu'il valait mieux se retirer d'une position qui ne lui permettait pas de continuer ses spéculations. Il a recommandé Dunn à la succession d'Elmsley, et croit que cette nomination sera avantageuse. Il fait allusion à l'acte, passé pendant la dernière session, destiné à diviser le comté de York en quatre divisions. Cet acte aurait dû être mis de côté, mais il ne peut pas être désavoué maintenant, vu que les élections auront probablement eu lieu avant que la décision soit publique. Page 77

7 janvier, York.

Colborne à Hay (confidentiel). La nomination d'une personne bien qualifiée à la présidence du Conseil exécutif est nécessaire. Il peut y avoir inconvénient à créer une nouvelle position, mais ce serait avantageux, et Macaulay est le mieux en état de la remplir. Il y a raison de s'attendre à la réduction prochaine des pensions de retraite des juges. Le traitement du président du conseil, si la position est établie, pourrait être payé à même le revenu des terres. La prudence est nécessaire dans l'augmentation des membres du Conseil législatif. 80

3 janvier, York.

Du même au même. Il a inclus un mémoire adressé de New-York à l'Assemblée délibérante des Etats-Unis demandant la construction d'un canal destiné à la navigation autour des chutes Niagara. 82

février, York.

Le même à Stanley. L'établissement de Bear-Creek, où les colons de Sussex sont fixées, a été nommé Egremont. Les cantons indiqués dans le croquis qu'il (Stanley) a envoyé sont occupés par des individus qui ont acheté des terres et pris leurs titres, de sorte que leurs noms ne pourraient pas être facilement changés. 83

5 février, York.

Du même au même (n° 6). A propos de la lettre du secrétaire de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre touchant les terres des sauvages aux environs du lac du Riz, un arrêté ministériel a été passé en 1831 nommant des gardiens pour prendre soin des 1,200 acres de terre réservées aux sauvages. Quant aux 1,600 acres qu'il a promis de réserver pour les sauvages dans le canton Smith, il ne peut pas recommander l'aliénation de cette étendue de terre, vu qu'il n'y a pas même 20 familles de fixées aux environs du lac à la Vase et que l'agent de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre ne peut pas avoir eu beaucoup de dépenses à faire dans la construction de ces quelques maisons en bois brut, et que les améliorations faites pour l'avantage des sauvages y sont très restreintes. 85

7 février, York.

Le même au même (n° 7). Selon qu'il l'avait dit dans les journaux, Mackenzie, qui a été expulsé de la Chambre, y a repris son siège. Il a été éconduit et censuré par le président. La foule attirée à la Chambre d'Assemblée par cet événement a été très calme. Le greffier du Conseil exécutif fit prêter le serment d'allégéance à Mackenzie pendant que le greffier de l'Assemblée refusait de le faire. Il communique l'opinion du procureur général sur la conduite qu'il a tenue (Colborne) dans cette affaire. 87

Inclus. Opinion de Jameson, procureur général, exprimant que Beikie a eu tort de ne pas accepter le serment d'allégéance de Mackenzie. Beikie n'a pas à juger si la personne demandant à prêter serment est représentant du peuple ou non. Relativement à la lettre du président de la Chambre, il ne paraît pas avoir réfléchi qu'en s'arrogeant le pou-

1834. voir discrétionnaire d'administrer ou non le serment, ceci pouvait entraîner de très sérieuses conséquences. Page 89

17 février, York. Colborne à Hay (confidentiel). Remarques touchant le message de ce jour (n° 7). 91

19 février, York. Colborne à Hay. En réponse à la demande de renseignements d'Elizabeth Veal, il dit qu'Hillier et sa femme sont en excellente santé et demeurent sur le Don, à environ cinq milles de York. Leur maison a été récemment incendiée, mais ils réussissaient passablement bien. 92

26 février, York. Le même à Stanley (n° 8). Il envoie le rapport du comité spécial de l'Assemblée au sujet des chartes de banque. Lettre du président de la banque Commerciale et copie de la pétition des directeurs à l'Assemblée législative. Il croit que le rapport sera adopté et l'adresse au roi approuvée. Il conseille que les deux actes concernant les banques, passés en janvier 1832, soient maintenus en vigueur. 93

Cartwright, président de la banque Commerciale, à Rowan. Il attire son attention sur la pétition concernant les règlements proposés à l'égard des banques. Il a raison de croire que la législature ne passera pas de loi rétroactive soumettant les actionnaires aux règlements proposés. Les directeurs reconnaissent les objections qu'il y a de soumettre les propriétaires d'une banque à des responsabilités qu'ils n'avaient jamais antérieurement soupçonnées, mais ils sont désireux d'accepter les vues du gouvernement de Sa Majesté et ils ont présenté une pétition à la législature provinciale lui demandant de passer un acte qui réunirait toutes les conditions exigées pour assurer la confirmation de la charte. Il invoque le tort que le désaveu causerait au public et aux actionnaires. Les directeurs demandent que leur pétition soit acceptée, avec les observations propres à assurer l'admission de la charte. Si la législature ne passait pas l'acte, les directeurs proposent que George Mackenzie soit envoyé à Londres afin d'expliquer au secrétaire des Colonies leur bonne volonté à se soumettre à toutes les conditions, autant qu'il leur serait possible. 94

Pétition du président et des directeurs de la banque Commerciale. 97

Rapport du comité spécial concernant les affaires de banque. 100

Procès-verbaux du comité. 139

Requête à la législature s'opposant au désaveu des chartes de banques. 219

7 mars, York. Colborne à Stanley (n° 9). Il a prorogé la Chambre et il envoie une copie de son discours. 228

Inclus. Discours prononcé lors de la prorogation. 230

7 mars, York. Colborne à Hay (confidentiel). Il a prorogé la Chambre. Il a transmis une copie de l'adresse relativement aux lois des banques. Cette adresse très répréhensible a été votée en Chambre par 30 représentants sur 31. Plusieurs d'entre eux ont regretté qu'une pareille adresse ait été présentée, mais comme un bon nombre de personnes souffraient du refus de la part des banques de leur continuer de l'escompte, il n'a pas été possible de calculer la portée des termes de cette adresse. Quel que soit le caractère de l'adresse, la prochaine Chambre sera bien composée, et les colons respectables établis dans la province au cours des trois dernières années auront bientôt une grande influence. Il croit que les prochaines élections auront le résultat de fournir une classe intelligente de personnes à la Chambre d'Assemblée. De temps en temps, toutefois, de mauvais sujets se fixeront dans la province, tous disposés à aller aussi loin que les démagogues qui y demeurent déjà Il a expliqué à Stanley pourquoi il a sanctionné le bill pourvoyant à l'amélioration de la navigation du Saint-Laurent. Nature du bill ; désappointement général s'il avait refusé de le sanctionner. 233

Inclus. L'adresse de l'Assemblée concernant le désaveu des chartes de banque sur lequel il a été fait rapport. 236

1834.
8 mars, Toronto.

Colborne à Stanley (n° 10). Il transmet une copie de l'Acte pourvoyant à l'amélioration de la navigation du St-Laurent. Sa raison pour consentir à la sanction d'un bill autorisant l'émission d'un fort montant de débentures, bien qu'il ait reçu instruction de réserver tous ces bills. Il n'autorisera l'émission que de £70.000, tel que spécifié dans l'Acte de 1833. La somme de £50.000 a été accordée à la Compagnie du canal Welland. Il envoie une copie du rapport des commissaires concernant l'amélioration de la navigation du Saint-Laurent. Page 241

Inclus. Copie de l'Acte concernant l'amélioration de la navigation du Saint-Laurent. 244

Rapport des commissaires concernant l'amélioration de la navigation du Saint-Laurent. 251

Annexe. 268

Autres documents, rapports, etc. 277 à 356

14 mars. Toronto.

Colborne à Stanley (n° 11). Il envoie le calcul des dépenses qui sont proposées pour les présents destinés aux sauvages et pour civiliser ceux du Haut Canada. Les détails sont groupés dans le message. Rapport concernant la condition des sauvages qui occupent le terrain situé près de l'embouchure de la Grande-Rivière. 357

Inclus. Estimation de la dépense annuelle encourue par le département des Sauvages du Haut-Canada. 362

Estimation du montant dont l'on se propose de charger le revenu des terres. 367

20 mars, Toronto,

Colborne à Stanley (n° 12). Il envoie une copie de l'acte destiné à étendre les limites de la ville de York et à l'incorporer comme Toronto. Il n'avait pas cru nécessaire de réserver ce bill. 365

Inclus. Une copie de l'acte. 366

21 mars, Toronto.

Colborne à Stanley (n° 13). Il transmet l'état du revenu casuel et des terres pour 1833, et celui de la dépense encourue, au cours de l'année écoulée, à activer l'émigration et à payer les salaires des émigrants. On constate qu'il est entré dans la province 21,000 émigrants au cours de la dernière saison. Le canton de Sunnidale, sur la Nottawasaga, a été choisi pour y employer les émigrants sans travail dans York. Environ 60 familles y ont été transportées depuis l'automne pour faire du défrichement et sont présentement employées là. Le progrès rapide de la province doit être surtout attribué à l'immigration des trois dernières années. Il mentionne les avantages que la colonie peut rendre à la mère-patrie en recevant le trop-plein de sa population, mais il ne devrait pas être permis aux nécessiteux de quitter leurs provinces dans le but de recevoir l'aide du gouvernement à moins qu'ils ne soient capables de vaincre les difficultés ordinaires d'un nouveau pays. Il parle de l'excellente qualité des terres nouvellement arpentées. Il recommande d'accorder des privilèges à tous les officiers de l'armée ou de la marine disposés à coloniser et qui auraient des recommandations de la part de l'Amirauté ou du commandant-en-chef.

Inclus. Rapport de l'agent d'émigration à York. 436

Etat des dépenses dues à l'immigration pendant les années 1831, 1832, 1833, et le montant voté pendant la même période par le secrétaire des Colonies. 438

Mémorandum relatif aux sommes dépensées pour l'immigration pendant l'année 1833. 439

Etat général des recettes et dépenses relatives au revenu casuel et des terres. 440

Paiements à même le fonds D au cours de l'année 1833. 441

Paiements à même le fonds K au cours de l'année 1833. 442

Etat qui indique les déboursés dus à l'immigration au cours de l'année 1833. 444

1834. 26 mars, Toronto. Colborne à Stanley (n° 14). Il transmet le mémoire de Hopkins et explique que ce dernier se plaint de n'avoir pas été autorisé à se fixer sur les terres réservées après avoir fait les dépenses de construction bien qu'il ait été averti qu'il lui fallait acheter ces terrains aux ventes publiques des terres de la Couronne. En réponse à sa requête le Conseil exécutif recommanda de lui permettre d'acheter 25 acres comprenant le lot où sa maison était construite, mais n'étant pas encore satisfait il transporta sa famille à York et réclame maintenant un dédommagement. Page 447

Inc us. Mémoire de W. R. Hopkins, lieutenant en demi-solde au 5me régiment d'infanterie, avec la correspondance. 449

Diagramme du canton situé vers le lac Huron. 469

Rapport de Radenhurst, arpenteur en chef, en réponse à la demande de dédommagement faite par Hopkins. 470

Rapport de Peter Robinson, commissaire des terres de la Couronne, en réponse à la demande de Hopkins. 473

29 mars, Toronto. Colborne à Stanley (n° 15). A propos du message l'approuvant de ne pas avoir promulgué l'arrêté ministériel concernant l'acte divisant le comté de Carleton, il renvoie l'arrêté afin qu'il soit révoqué et remplacé par tel autre décret qu'il plaira à Sa Majesté d'émettre. 478

Inclus. L'arrêté ministériel. 480

Extrait du rapport d'un comité du Conseil relatif au bill pourvoyant à la division du comté de Carleton et à une représentation additionnelle pour Lanark et Carleton. 482

31 mars, Toronto. Colborne à Stanley (n° 16). Il transmet l'adresse de l'Assemblée législative demandant une concession de terres de la Couronne applicable à l'entretien d'hôpitaux à York et à Toronto. Il recommande l'adresse. 483

Inclus. L'adresse. 484

1er avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 17). Il transmet l'adresse de l'Assemblée demandant que les $50,000 dûs par le canal Welland soient abandonnés par le gouvernement impérial. 487

Inclus. L'adresse.

2 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 18). Il transmet l'adresse demandant que le Haut-Canada reçoive une port proportionnelle des impôts perçus à Québec suivant le statut impérial 3 Geo. 4, chap. 44, 45 et 119, de même que de ceux perçus en vertu de l'acte passé depuis. 491

Inclus. L'adresse. 492

3 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 19). Il transmet une adresse de l'Assemblée au sujet de la taxe imposée dans le Bas-Canada sur les immigrants ou passagers qui arrivent à Québec. 493

Inclus. L'adresse du Conseil et de l'Assemblée. 494

Adresse de l'Assemblée. 507

4 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 20). Il transmet une adresse de l'Assemblée demandant que les droits sur les grains et la farine produits dans la province soient remis. 510

Projet de réponse refusant de faire quelque changement, en date de juillet 1834. 511

Inclus. Adresse démontrant l'importance croissante du Canada et demandant la remise des droits sur les grains et la farine. 512

5 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 21). Il transmet l'adresse de l'Assemblée relative aux droits sur le bois étranger importé en Angleterre et aux péage imposés sur le bois qui traverse le canal Rideau. 515

P.S. Il joint une lettre de Shirreff, percepteur des droits sur le bois, qui recommande que le péage imposé sur le bois qui traverse le canal Rideau soit diminué. 516

Inclus. De l'Assemblée tel que rapporté dans la lettre incluse. 517

1834.

Shirreff à Rowan. Au sujet des changements dans la manière de perçevoir les droits de péage il recommande que ceux sur le bois de charpente soient réduits. Page 520

7 avril, Toronto. Colborne à Stanley (privé et confidentiel). Il explique le motif des termes avec lesquels l'adresse relative aux banques a été rédigée. 522

7 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 22). Il transmet l'adresse demandant que les Actes des Banques ne soit pas désavoués. 524

Inclus. L'adresse. 526

8 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 23). Il transmet une adresse de l'Assemblée au sujet des concessions de terres aux loyalistes de l'Empire-Uni et aux officiers. Les mesures prises pour prévenir la spéculation au sujet de ces concessions. Les documents expédiés démontrent que des renseignements suffisants ont été fournis à l'Assemblée sur le mode de concession des terres. Il est difficile d'empêcher les terres des loyalistes de tomber entre les mains des spéculateurs, et il serait peut-être à propos de sanctionner l'émission des titres. Il a fait réserver, pour les demandes de la part des loyalistes, 10,000 acres dans un certain nombre de districts. 531

Inclus. Adresse de l'Assemblée en faveur des loyalistes de l'Empire-Uni. 547

Rapport du Conseil exécutif. 556

Rapport du comité spécial concernant les concessions de terrain aux loyalistes et autres de l'Empire-Uni. Q. 481-4, les pages de 1 à 160 forment la quatrième partie en entier.

9 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 24). Il envoie l'adresse de l'Assemblée demandant que des explorations soient faites sur les rives nord du lac Huron afin de s'assurer de la qualité du sol, etc. 579

Inclus. L'adresse.

10 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 25). Il envoie une adresse du Conseil législatif s'informant des conditions exigées par le gouvernement de Sa Majesté pour la naturalisation des étrangers dans la province. 583

Inclus. L'adresse.

11 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 26). Il transmet une adresse du Conseil législatif demandant que des démarches soient faites afin d'assurer une juste répartition des droits perçus à Québec. 589

Inclus. L'adresse. 591

12 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 27). Il transmet une copie de l'adresse de l'Assemblée demandant une copie de la charte de la Compagnie de la Baie-d'Hudson. 597

Inclus. L'adresse. 598

14 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 28). Il transmet un mémoire de Gray établissant ses services et demandant une conceseion de terre. 599

Inclus. Le mémoire. 600

15 avril, Toronto, Colborne à Stanley (n° 29). Il expose les circonstances embarrassantes dans lesquelles le Conseil législatif a été placé au sujet du bill des subsides. Envoie un état des salaires et des devoirs des différents employés, et des réductions faites par l'Assemblée. Il transmet une copie de l'adresse du Conseil législatif. 603

Inclus. Adresse du Conseil législatif au sujet de son embarras à propos du bill des subsides. 607

Estimation de la dépense publique du Haut-Canada pendant l'année 1834, et des arrérages de 1832 et 1833. 612

Adresse du Conseil législatif exprimant son regret de n'avoir reçu aucune réponse à son adresse concernant le traitement de son président. 616

16 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 30). Il recommande d'augmenter les traitements de divers employés, vu l'action de la Chambre en discontinuant le mode de paiement par honoraires. 619

1834.

Inclus. Liste des employés du département des terres gratuites dont on proposée d'augmenter le traitement. Page 623

Mémoire de Markland concernant son traitement. 624

Résumé du travail accompli dans le bureau du secrétaire-archiviste de la province pendant l'année 1833. 626

17 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 31). Il a adressé une requête des catholiques romains, en même temps que les observations de l'évêque Macdonell touchant les accusations portées contre lui. Il n'avait pas cru nécessaire, après les explications de l'évêque, d'ordonner une enquête ultérieure, mais si cela paraissait nécessaire on pourrait demander à l'évêque de fournir les pièces justificatives de ses dépenses. 628

18 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 32). Il transmet un mémoire des minutes de l'Eglise d'Ecosse du Haut-Canada exposant que la subvention accordée ne suffit pas à leur entretien et demandant qu'un fonds suffisant soit alloué. Il recommande d'accorder un supplément. Il envoie aussi une adresse des mêmes personnes exprimant leur hâte de voir le collège du roi ouvert sous une charte modifiée. 633

Inclus. Adresse de la commission du synode. 636

Adresse du synode à Colborne. 641

19 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 33). Il a reçu le message relatif à la manière de disposer du revenu des terres et d'employer le solde disponible des £20,000 à régler les réclamations de guerre. Il a confiance que l'Assemblée pourvoira à prélever £20,000, et que le revenu des terres suffira à acquitter toutes ses obligations. Quant au département des Affaires des Sauvages, il mentionne la difficulté qui existe de trouver un moyen de pousser les tribus à se livrer à l'agriculture. Il n'a pas compris l'arrangement fait par le Haut-Canada lorsque le département fut divisé en 1829, car il en aurait proposé la revision plus tôt. Nombre des sauvages; coût de leurs présents. Un état doit être envoyé, à chaque mois d'octobre, du matériel nécessaire pour l'année suivante. Frais d'administration. Il propose d'allouer la somme de £13,390 pour les dépenses du département et les frais de transport à l'intérieur. Estimation du montant annuel provenant de la location des terres des réserves du clergé. Il recommande d'autoriser la construction sur l'Ottawa de glissoirs pour la descente du bois de construction. Il transmet une copie de lettre de l'évêque de Québec. 654

Inclus. Etat du revenu des réserves du clergé dû le 1er décembre 1833. 652

Etat des réserves du clergé vendues par le commissaires des terres de la Couronne. 653

Etat des sommes payées à la caisse militaire, à York, à compte des réserves du clergé. 639

Colborne à l'évêque de Québec. A propos du montant nécessaire au paiement des missionnaires. 655

Lockhart (secrétaire de l'évêque) à Rowan. Il donne le montant du traitement payé à chaque missionnaire du Haut-Canada par la Société de la propagation de l'Evangile avant la réduction de la subventon en 1832. Plusieurs changements ont eu lieu et le nombre des missionnaires a augmenté. Le relevé en sera ordonné par l'évêque. Satisfaction de l'évêque au sujet des revenus des réserves du clergé. 658

21 avril, Toronto. Colborne à Stanley (privée et confidentielle). Comme il existe un certain doute relativement à l'intérêt provenant des ventes des réserves du clergé, il propose que la question soit soumise au procureur général afin qu'il décide si le gouvernement peut s'emparer de cet intérêt ou s'il doit être déposé avec le capital. Comment le paiement de l'intérêt a été statué. 661

26 avril, Toronto. Du même au même (n° 34). Il transmet une adresse de l'Assemblée demandant que l'étendue de terre originairement réservée à l'éducation

1834.

soit soumise au contrôle de la législature. Historique des concessions de terrain depuis leur origine en 1797. Page 664

Inclus. Adresse de l'Assemblée législative concernant les terres destinées à l'éducation. 679

Adresse du docteur Strachan, président de l'université du collège du Roi. Il indique une erreur grave dans l'adresse de l'Assemblée législative relativement à l'éducation et il donne l'étendue correcte en soustrayant les réserves qui ont été calculées à tort, dit-il, comme faisant partie des terres réservées à l'éducation. Il attire l'attention sur ce qu'il prétend être d'autres erreurs et il les corrige. 685

Rapport du Conseil exécutif touchant le message du lieutenant-gouverneur au sujet des terres destinées à l'éducation. 691

Bill pour accorder la charte du collège du Roi. 701

28 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 35). Il transmet le mémoire de Samuel Ridout; il rapporte ses services. Les autres mémoires proviennent de Thomas Merritt et Samuel P. Jarvis. 708

Inclus. Le mémoire de Samuel Ridout. Il rappelle ses services et demande qu'on les mentionne aux ministres du gouvernement de Sa Majesté pour les empêcher de lui enlever son emploi. 710

Mémoire de Thomas Merritt, sous-arpenteur des forêts, demandant une augmentation de salaire. 717

Mémoire de S. P. Jarvis. Il fait remarquer que la législature accorde une rémunération insuffisante pour le travail du secrétaire archiviste de la province et demande un examen favorable de son cas. 718

29 avril, Toronto. Colborne à Stanley (n° 36). Il transmet une lettre du colonel Wright, des ingénieurs royaux, constatant que la propriété disponible du gouvernement à Kingston consiste en une lisière de terrain où se trouvaient autrefois les édifices du parlement. Il recommande de la conserver en vue de la construction de quelque édifice public à Kingston, car il serait difficile de trouver un autre terrain convenable. 724

Inclus. Colonel Wright, I.R., à Colborne. Concernant la propriété du gouvernement à Kingston. 726

30 avril. Colborne à Stanley (n° 37). Il transmet un mémoire de l'ex-juge en chef Powell demandant une enquête au sujet d'un rapport du Conseil exécutif blessant son caractère. Le gouvernement de Sa Majesté a refusé, d'après lui, à intervenir dans une affaire qui avait été réglée sous l'administration Maitland. 729

Inclus. Mémoire. 731

Horton à Murray. Permission accordée au juge en chef Powell de prendre sa retraite. 733

30 avril, Toronto. Colborne à Hay. Au sujet d'un comité supposé avoir été organisé à Bytown dans le but de recevoir des jeunes gens d'Angleterre par l'entremise de l'agence H. Wilson, il déclare que personne n'a eu connaissance de l'existence d'un tel comité. Il ne peut recommander aucun plan destiné à amener des jeunes gens au Canada avant qu'il existe un établissement de refuge propre à les héberger jusqu'à ce qu'ils aient pu être placés chez les cultivateurs, probablement que 200 à 300 pourraient annuellement être ainsi acceptés par les cultivateurs. Les documents ci-inclus proviennent d'un officier qui s'est fixé pendant assez longtemps à Bytown. 734

Inclus. Baker à Rowan. Après enquête, il déclare qu'il ne trouve aucune preuve de l'existence d'un comité destiné à recevoir des jeunes garçons envoyés au Canada par le secrétaire d'Etat. La plupart des cultivateurs sont trop pauvres pour prendre charge de tels jeunes garçons. Il serait peut-être possible d'en placer quelques-uns comme apprentis chez la classe à l'aise. 736

Colborne à Hay. Il a consulté les autorités, lesquelles ont été d'avis de convoquer une assemblée. Il transmet le rapport des délibérations,

1834. mais en même temps il dit qu'il importe de connaître le plan que l'on propose pour recevoir les enfants qui pourraient être expédiés. Page 738

Procès-verbal de l'assemblée tenue à Bytown le 25 septembre 1833, au sujet de la réception des enfants. 739

— août, Downing Street. Anonyme à Colborne. Au sujet de la pétition des catholiques romains de Toronto contre l'évêque Macdonell, il ne peut pas s'immiscer dans des affaires qui se rattachent à la discipline de cette Eglise. Toutefois l'accusation de péculat devrait être examinée, et il trouve que les fonds ont été dépensés par l'évêque Macdonell conformément aux instructions qu'il avait reçues. 631

1835. 7 janvier, Downing Street. Anonyme à Colborne. Etude des questions soulevées par les adresses concernant les concessions de terrains faites pour les besoins de l'éducation. 671

— janvier. Le secrétaire des Colonies au même (deux lettres). Réponse aux messages concernant les demandes de terre faites par les loyalistes de l'Empire-Uni. 535, 545

Sir J. Colborne, 1834.

(La première partie est paginée de 1 à 260, la deuxième partie de 261 à 515.)

Q. 382—1—2.

1815. 18 juillet, Downing Street. Bathurst à Gore. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 14 juillet 1834.

1826. 6 octobre, Downing Street. Le même à Maitland. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 12 juin 1834.

1827. 17 février, York. Acte pour régulariser la pratique de la médecine, etc. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 7 mai 1834.

1829. 25 février, Kingston. Mémoire des Rvds W. Fraser et A. Macdonell. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 12 juin 1834. Pour la date indiquée en marge, *voir* la lettre du 14 mars 1829.

14 mars, York. Mudge aux Rvds W. Fraser et A. Macdonell. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 12 juin 1834.

20 avril, York. Colborne à l'évêque Macdonell.

1831. 26 janvier, Glengarry. L'évêque Macdonell à O'Grady. Ces deux lettres sont incluses dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 12 juin 1834.

1832. 23 juin, York. P. Robinson à Rowan. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 6 mai 1834.

1833. 19 janvier, Rome. Le préfet de la Propagande à l'évêque Macdonell. Inclus dans l'envoi de Colborne à Stanley, le 12 juin 1834.

19 février, Kingston. Certificat en faveur de Jordan. Inclus dans le mémoire en date du 19 juillet 1834.

1er mars, York. Certificat fourni par les commissaires nommés pour s'enquérir de l'état de l'Eglise catholique romaine dans le Haut-Canada.

1833.

Le rapport des commissaires.

31 mai, York. Affidavit de J. P. de la Haye.

31 mai, York. Affidavit de Frank Collins.

1er juin, York. Affidavit de W. Bergin.

12 juillet, Kingston. Rapport de l'assemblée du clergé catholique romain du diocèse de Kingston.

15 juillet, York. Affidavit de James King, notaire public.

20 juillet, Kingston. Rév. W. Fraser et A. Macdonell à l'évêque Macdonell. Celle-ci et les sept qui précèdent sont incluses dans celle de Colborne à Stanley, 12 juin 1834.

10 octobre, Lanark. Adresse au lieutenant-gouverneur.

10 octobre, Lanark. Requête des colons de Lanark.

12 octobre, Perth. Morris à Rowan.

12 octobre, Perth. McMillan au même. Celle-ci et les trois qui précèdent sont incluses dans celle de Colborne à Stanley, 2 mai 1834.

1834.

Pas de date. Observations sur la requête des habitants catholiques romains de Toronto. Incluses dans celles de Colborne à Stanley, 12 juin 1834.

Adresse des habitants catholiques romains de York. Incluse dans celle de Colborne à Stanley, 16 juin 1834.

18 mars, Prterborough. Shairp à Rowan.

24 mars, Toronto. Rowan à Shairp. Les deux incluses dans celle de Colborne à Stanley 20 juillet 1834.

2 mai, Toronto. P. Robinson à Rowan. Incluse dans celle de Colborne à Stanley, 6 mai 1834.

2 mai, Toronto. Colborne à Stanley (n °38). A ordonné au colonel McMillan de faire un rapport sur la condition des colons de Lanark afin de mettre la trésorerie en mesure de juger jusqu'à quel point il serait expédient de se rendre à leur demande pour une remise de leurs dettes. Aucun rapport n'a encore été reçu, en conséquence il croit à une divergence d'opinion quant à l'étendue de la demande des colons pour une remise. Il n'a aucun doute sur l'impossibilité dans laquelle se trouvent plusieurs colons de rembourser ce qui leur a été avancé. Page 3

Inclus. McMillan à Rowan. Envoie une requête au secrétaire colonial et une adresse au lieutenant-gouverneur de la part de la Société des colons de Lanark. Les trois arpenteurs qui ont signé les trois certificats connaissent parfaitement la situation des pétitionnaires et la qualité du sol. 5

Requête des colons de Lanark alléguant la mauvaise qualité du sol, duquel ils ne peuvent tirer leur subsistance et supplient pour que leurs dettes envers la Couronne leur soient remises. 10

Certificat comme quoi la requête établit des faits. Adresse des colons au lieutenant-gouverneur lui demandant son intervention en leur faveur. 11

Morris à Rowan. Les pétitionnaires de Lanark ont démontré la mauvaise qualité du sol. 13

5 mai, Toronto. O'Grady au même. Incluse dans celle de Colborne à Stanley, 12 juin 1834. La lettre d'O'Grady est par erreur datée du 5 avril au lieu du 5 mai.

1834.
6 mai, Toronto. Colborne à Stanley (n° 39). Montre les inconvénients auxquels sont exposés les officiers de la marine et de l'armée en achetant des terres à l'encan et suggère qu'il leur soit permis de les acheter au prix offert. Page 14

Inclus. P. Robinson à Rowan. Attire l'attention sur les inconvénients auxquels les officiers sont exposés en achetant des terres à l'encan. 16

Le même au même. S'étend sur le sujet de la lettre précédente. 18

6 mai, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). Envoie des extraits des contrats de concessions de terres sous l'administration du commissaire des terres de la Couronne et sous celle des agents de la Compagnie du Canada. A envoyé une dépêche à Stanley lui suggérant un mode par lequel les officiers de la marine et de l'armée achèteraient des terres. Recommande que les indemnités des ministres de l'Eglise d'Ecosse soient augmentées de manière à ce que chacun d'eux reçoive £60 par année. 21

Inclus. Extraits des ventes par le commissaire des terres de la Couronne pour 1833. 23

Ventes faites par la Compagnie du Canada pour 1833. 24

6 mai, Toronto. Colborne à Hay. Le certificat que Mandelsloh désirait faire vérifier doit avoir été perdu avec le *Calypso* en janvier 1833. Si un certificat est envoyé, McNab le signera et il sera renvoyé avec le certificat ordinaire. 25

7 mai, Toronto. Colborne à Stanley (n° 40.) Envoie le statut constitutif du bureau médical ainsi que les observations du président. 26

Inclus. Observations du président du bureau médical sur la plainte du " Collège royal de chirurgie " de Dublin. 27

Acte réglant la pratique de la médecine, etc., dans le Haut-Canada. 35

7 mai, Toronto. Rowan à O'Grady. Incluse dans celle de Colborne à Stanley, 12 juin 1834.

7 mai, Toronto. Colborne à Hay. Les directeurs de la banque du Haut-Canada ne pensent pas qu'il est nécessaire d'avoir un dépôt en espèces pour plus que le cinquième de leurs billets en circulation. Ils comptent sur leurs agents de New-York et de Montréal pour envoyer les espèces aussitôt que requises. 42

Inclus. Observations du président de la banque du Haut-Canada sur les espèces déposées en garantie de la circulation. 43

10 mai, Toronto. O'Grady à Rowan.

13 mai, Toronto. Rowan à O'Grady.

19 mai, Toronto. O'Grady à Rowan.

21 mai, Toronto. Rowan à O'Grady. Celles-ci et les trois précédentes sont incluses dans celle de Colborne à Stanley, 12 juin 1834.

24 mai, Toronto. Colborne à Stanley (n° 41). Envoie les rapports et la correspondance relatifs aux ventes de terre. 46

Inclus. Hurd, arpenteur général. Observations sur les rapports concernant les ventes de terre. 47

P. Robinson. Titres et rapports avec observations. 49

25 mai, Peterborough. Shairp à Rowan.

28 mai, Toronto. Rowan à Shairp. Les deux incluses dans celle de Colborne à Stanley, 25 juillet 1834.

28 mai, Toronto. Affidavit de Handy.

28 mai, Toronto. " d'O'Grady.

1834.
28 mai, Toronto, Affidavit de W. J. O'Grady.

28 mai, Toronto. " d'O'Grady, McDougall et King.

28 mai, Toronto. " de McKeller.

28 mai, Toronto. " " Prentice.

29 mai, Toronto. O'Grady à Rowan.

30 mai, Toronto. Rowan à l'évêque Macdonell. Celle-ci et les sept précédentes sont incluses dans celle de Colborne à Stanley, 12 juin 1834.

5 juin, Toronto. Colborne à Hay. Croyant que la vente des réserves du clergé se continuerait, il a donné des ordres en conséquence. Les élections générales n'auront pas lieu avant la 2me ou la 3me semaine de septembre. Décès de Darcy Boulton, le 23 mai. Envoie un rapport sur les *U. E. Loyalists.* Lui demande de lire la lettre abominable de Hume provoquée par des observations modérées de Ryerson sur le caractère de Hume et du parti avec lequel il sympathise. Le bon effet du discours de Stanley. Rapports envoyés. 53

Inclus. Rapport concernant le terrain vendu aux *U. E. Loyalists.* 56

Hume à Mackenzie. Espère que la crise amènera l'émancipation au Canada de la domination pernicieuse de la mère-patrie. Attaque fielleuse contre Ryerson. 69

Réponse à la lettre de Hume. 74

7 juin, Kingston. L'évêque Macdonell à Rowan. Contenue dans celle de Colborne à Stanley, 12 juin 1834.

12 juin, Toronto. Colborne à Stanley (nº 42). Transmet les documents relatifs à la conduite de l'évêque Macdonell ; envoie aussi les observations de l'évêque ; il a renvoyé une copie de la communication faite par Fraser. La requête a été envoyée à l'évêque Macdonell le 12 septembre et transmise à lui (Stanley) le 26 décembre 1833. 93

Inclus. O'Grady à Rowan. Demande qu'une copie de la réponse à la requête lui soit envoyée. 95

Rowan à O'Grady. Copie de la requête est envoyée. 96

O'Grady à Rowan. Renouvelle son accusation de partialité contre l'évêque Macdonell envers le lieutenant-gouverneur. Il est prêt à fournir une preuve satisfaisante de la vérité de son accusation. 97

Rowan à O'Grady. Le lieutenant-gouverneur transmettra tout document envoyé par O'Grady à l'appui de son accusation contre l'évêque Macdonell. 100

Autres documents sur le même sujet. 101 à 381

16 juin, Toronto. Colborne à Sanley (nº 43). Envoie l'adresse des habitants de Toronto, la lettre de Hume à Mackenzie demandant des expressions de loyauté. 382

Inclus. Adresse. 383

Adresse d'une députation, signée par G. P. Denison à sir John Colborne, répudiant les sentiments de la résolution du conseil de ville approuvant la lettre de Hume à Mackenzie. 385

16 juin, Toronto. Colborne à Hay (privée). La lettre de Hume a provoqué en opposition une expression très favorable du sentiment public. S'est très occupé de la question des immigrants. 387

Larratt Smith à Stanley.

16 juin, Oro. Le même à Rowan.

17 juin, Peterborough. Shairp à Rowan. Celle-ci et les deux précédentes incluse dans celle de Colborne à Stanley, 25 juillet 1834.

1834.
17 juin, Toronto. Colborne à Stanley (n° 44). Transmet le livre bleu de 1832. Les changements qu'il y a faits dans la classification de la recette qui montrent distinctement la balance de chaque source de revenu. Observations sur les différents item. La difficulté de comprendre les comptes provinciaux sous leur forme actuelle. Page 388

Inclus. L'inspecteur général à Colborne. Explications sur certains item des comptes du revenu. 392

18 juin, Toronto. Colborne à Stanley (n° 45). Envoie le livre bleu pour 1833, avec observations sur l'établissement civil, le revenu, la dépense, l'établissement militaire et sur d'autres sujets contenus au livre bleu. 395

20 juin, Toronto. Rowan à Stanley. Incluse dans celle de Colborne à Stanley, 25 juillet 1834.

20 juin, Toronto. Mémoire du lieut. Derinzy. Demande au lieutenant-gouverneur de recommander sa cause et transmet son mémoire aux fins d'obtenir une concession de terres. 511

20 juin, Toronto. Colborne à Stanley (n° 46). Transmet observations sur les actes passés par le onzième parlement provincial. 401

Inclus. Liste des actes passés à la quatrième session du onzième parlement du Haut-Canada, avec des observations montrant l'objet de chaque acte. 407

21 juin, Toronto. Colborne à Stanley (n° 47). Envoie le vieux sceau de la province, un nouveau ayant été permis. 447

26 juin, Peterborough. Mémoire au major Shairp. Inclus dans Colborne à Stanley, 25 juillet 1834.

1er juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 48). Envoie l'adresse du synode des methodistes wesleyens, les expressions sévères avec lesquelles elle qualifie la lettre de Hume. 449

Inclus. Adresse des methodistes wesleyens exprimant leur loyauté et leur attachement à la couronne britannique et à la mère-patrie. 451

Résolutions adoptées par le synode et qu'il a ordonné d'imprimer. 454

Réponse de Colborne. 455

2 juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 49). Transmet la requête de Phillips, principal du collège du Haut-Canada, pour une pension de retraite. La recommande à une considération favorable. 456

Inclus. Mémoire de Phillips. 458

3 juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 50). Envoie les plans et devis de la nouvelle église dont il avait recommandé la construction sur les réserves près de Toronto. Description du site. La valeur des lots à vendre sera augmentée par la construction de l'église. 460

Inclus. Plans et devis. 462

4 juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 51). Vu la vente favorable des réserves, il montre l'avantage de permettre la construction d'un édifice pour le gouvernement sur le lot qu'il avait mis à part. L'ingénieur en chef mentionne le besoin pressant de faire des réparations considérables aux édifices existants et il faudra avant longtemps pourvoir à la construction d'un nouvel édifice du gouvernement. 463

Inclus. Rapport sur l'état actuel des édifices du gouvernement. 465

Résumé des estimations de la dépense probable qu'entraînera la construction d'un nouvel édifice du gouvernement. 468

Philpotts à McMahon. Envoie le rapport du maître-charpentier sur l'état des écuries faisant partie des bâtisses du gouvernement. 469

Rapport du maître-charpentier. 470

11 juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 52). Envoie copie d'une lettre de Peter Robinson, mentionnant qu'il avait payé £1,998. 17s. à la caisse militaire. 471

1834.

Inclus. Peter Robinson à Rowan. A payé comme dernier surintendant de l'émigration la balance entre ses mains, savoir: £1,968, 17s. Envoie copie du reçu. Page 472

Ordre au sous-commissaire général de recevoir la balance en sa (Robinson) possession, savoir: £1,968.17s. courant. 473

Reçu du sous-commissaire général pour £1,895 18s. 7d. sterling payés par P. Robinson. 474

14 juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 53). Givins n'a pas reçu son allocation pour logement et n'a reçu à cause de sa promotion aucune augmentation de salaire. Recommande favorablement le cas. 475

Inclus. Mémoire de Givins pour obtenir que son allocation pour logement lui soit continuée et que les arrérages lui en soient payés. 477

Bathurst à Gore. Autorisant de payer à Givins 20 *shillings* par jour, ce qui lui est personnel, mais qui ne doit pas être le tarif de paye pour le bureau. 480

17 juillet, Niagara. Mémoire du capitaine Jordan, montrant ses services et demandant une concession de terre. 513

Inclus. Certificat du colonel Nicol en sa faveur. 515

18 juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 54). Transmet l'adresse des habitants de Gore relative à la lettre de Hume. La lettre a causé une manifestation de loyauté et d'affection envers la mère-patrie. Nombreuse assemblée lors de la présentation de l'adresse. 481

Inclus. Adresse des habitants de Gore. 483

Réponse. 486

19 juillet. Colborne à Stanley (n° 55). Envoie l'état du casuel et du revenu territorial. 487

Inclus. Etat du casuel et du revenu territorial aux fonds D et K. 488

22 juillet, Toronto. Colborne à Stanley (n° 56). Envoie des exemplaires des actes passés à la dernière session. 492

25 juillet, Toronto. Le même au même (n° 59). Transmet 4 mémoires de certains officiers et explique la nature de leurs réclamations. 493

Inclus. Mémoire du major Sharp ou Shairp. 495

Un autre mémoire de même nature adressé à sir James Graham. 497

Major Shairp à Rowan. A reçu une lettre du greffier du conseil exécutif lui annonçant qu'on ne pouvait lui accorder sa demande pour obtenir une concession de terre vu le dernier ordre du bureau colonial. Il était arrivé avant que cet ordre fut donné et demande à ce que Colborne envoie son mémoire pour le démontrer. 498

Rowan à Shairp. Le gouvernement exécutif n'a plus de permis discrétionnaire pour accorder des terres. 500

Shairp à Rowan. Renouvelle sa demande et invoque ses services. 501

Rowan à Shairp. Nul permis discrétionnaire est laissé au lieutenant-gouverneur relativement aux terres. Enverra son mémoire. 503

Shairp à Rowan. Le remercie de son obligeance. Il enverra le mémoire et lui demande de lui renvoyer une lettre imprimée du secrétaire colonial. L'espérance d'une concession de terre a été la seule cause de sa venue au Canada. 504

Rowan à Shairp. Lui renvoie le document demandé. Sa requête devrait être basée sur le droit qu'il avait de s'attendre à être traité comme les autres officiers en venant au Canada. Le lieutenant-gouverneur se fera un plaisir d'envoyer le mémoire. 505

Larratt Smith à Stanley. Se plaint de ne pouvoir obtenir de terrain à cause d'un ordre donné après son départ. 506

Le même à Rowan. Relativement à une concession de terre. 509

1835. 5 février. Sans signature à Colborne. Envoie les observations sur des projets de loi laissés à leur examen. Les actes qui avaient été réservés ont été reçus. 404

VENTES DES RÉSERVES DU CLERGÉ ET DES TERRES DE LA COURONNE, 1834.

Q. 382—A.

Le volume contient les comptes courants avec Peter Robinson et qui montrent les ventes, etc.

LETTRE PATENTE POUR LES TERRES DE RÉSERVE DU CLERGÉ, 1834.

Q. 332—B.

Le volume contient les noms des concessionnaires, les lots, le prix de vente, etc., depuis 1823 jusqu'à 1833.

CONCESSIONS DE TERRES APPARTENANT À LA COURONNE, 1834.

Q. 382—C.

Ce volume contient les listes des concessions de terres de la Couronne en Haut-Canada, sans achat, depuis 1823 jusqu'à 1833, ainsi que les noms des concessionnaires, les conditions, etc.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1834.

(La partie 1 commence à la page 1 et se termine à la page 203, la partie 2 à la page 204 et se termine à la page 385.)

Q. 383-1-2.

1793.
20 février,
Newark.

Requête de Andrew Pierce et autres. Incluse dans Colborne à Spring Rice, 20 août 1834.

1794.
20 mars,
New-York.

Propositions de Pierce pour régler la succession des terres.
Mémoire de Berczy avec autres papiers.

30 avril.

Berczy à Simcoe. Mémoire marqué n° 3 forme partie de la lettre.

17 mai,
Newark.

Rapport du Conseil exécutif.
Suit un second rapport de la même date et au même effet.

1796.
30 octobre,
Haut-Canada.

Proposition de Peter Russell pour faire faire une concession additionnelle de terres à Berczy.

1798.
23 mars,
York.

Liste des chefs de familles établis à Markham.

1801.
4 juillet,
Whitehall.

Portland à Hunter. Celle-ci et les cinq précédents incluses dans Colborne à Spring Rice, 12 novembre 1834.

1818.
26 février,
Victoria.

Certificat d'Anderson en faveur de McCurdy. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 3 octobre 1834.

1833.
18 juin,
Gardes
à cheval.

Certificat de Fitzroy Somerset. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 1er septembre 1834.

1833.

18 juin, Ministère de la Guerre. Lukin à McDonald. Incluse dans Colborne à Spring Rice, 12 novembre 1834.

21 décembre, York. Rapport des directeurs de la *Tay Navigation Company.* Inclus dans Colborne à Spring Rice, 24 décembre 1834.

1834.

6 janvier, York. Long mémoire de Berczy.

27 janvier, Toronto. Mémoire de W. Berczy. Les deux inclus dans Colborne à Spring Rice, 20 août 1834.

5 février, York. Mémoire de McCurdy. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 3 octobre 1834.

7 février, York. Rapport sur les personnes que Berczy a établies à Markham. Contenu dans Colborne à Spring Rice, 20 août 1834.

21 février, Woolwich. Certificat de D. A. G. Dickson. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 1er septembre 1834.

9 mai, Toronto. Rapport du Conseil exécutif sur la réclamation de McCurdy. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 3 octobre 1834.

24 juillet, Brockville. Mémoire de Brockville. Inclus dans Colborne à Stanley, 2 août, 1834.

26 juillet, Johnstown. Copie d'adresse. Inclus dans Colborne à ————, 30 août 1834.

29 juillet, Kingston. Mémoire des évêques Macdonell et Gaulin. Inclus dans Colborne à Stanley, 5 août 1834.

31 juillet, Toronto. Procès-verbal du Conseil exécutif. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 20 août 1834.

31 juillet, York. Demande en faveur de la *Law Society of Upper Canada.* Incluse dans Colborne à Stanley, 4 août 1834.

1er août. Certificat de Hollinshead en faveur de McCurdy. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 3 octobre 1834.

2 août, Toronto. Colborne à Stanley (n° 58). Transmet l'adresse du président et du bureau de police de Brockville relative à la lettre de Hume. Page. 3

Inclus. Mémoire du président et du bureau de police de Brockville désavouant pour eux-mêmes et pour les habitants de Brockville toute sympathie avec la lettre de Hume et les sentiments y exprimés. 4

4 août, Toronto. Colborne à Stanley (n° 59). Transmet et recommande la communication de Baldwin en faveur de la *Law Society of Upper Canada* demandant une copie des ouvrages collectionnés par la *Record Commission.* 7

Inclus. Demande en faveur de la *Law Society of Upper Canada* pour une collection de volumes de la *Record Commission.* 8

5 août, Toronto. Colborne à Stanley (n° 60). Transmet la requête des deux évêques catholiques, chefs de l'église du Haut-Canada, demandant à ce que les sommes allouées au soutien des prêtres soient employées au soutien d'un séminaire pour la formation des prêtres, jugeant cela préférable au fait de faire venir d'Irlande des prêtres dont ils ignorent le caractère. Si les catholiques romains approuve cette mesure, il n'y voit aucune objection. 10

Inclus. Mémoire des évêques Macdonell et Gaulin. 12

8 août, Hamilton. Rapport sur le procès d'Owen et Rooney. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 30 août 1834.

Un plan des lieux du meurtre l'accompagne.

12 août, Grimsby. Certificat d'Eakins en faveur de McCurdy. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 3 octobre 1834.

16 août, Duro. Requête de Caddy. Incluse dans Colborne à Spring Rice, 1er septembre 1834.

20 août, Toronto. Colborne à Rice (n° 61). Envoie un nouveau mémoire de Berczy relatif aux demandes de terres faites par son père défunt. Le Conseil exécutif ne voit aucune raison pour revenir sur sa première décision. 15

1834.

Inclus. Procès verbal des procédures du Conseil exécutif sur la requête de Berczy. Page 10

Long mémoire de Berczy concernant les réclamations de son père et ses services. 18

Autre mémoire de Berczy à Stanley. 54

Autres documents, requêtes. 104 à 134

20 août, Brockville. Le juge en chef Robinson approuve le verdict du jury rendu dans le procès pour meurtre.

25 août, Toronto. Macaulay à Ryan.

26 août, Toronto. Rapport du Conseil exécutif. Celui-ci et les deux précédents contenus dans Colborne à Spring Rice, 30 août 1834.

26 août, Brockville, Hartwell à Rowan. Incluse dans Colborne à ———— 30 août 1834.

26 août, Toronto. Rapport par le capitaine Reynell. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 1er septembre 1834.

29 août, Grimsby. Mémoire d'Archibald McCurdy. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 3 octobre 1834.

30 août, Toronto. Colborne à Spring Rice. Envoie un mémoire sur les coupables convaincus de meurtre. Des doutes se sont élevés sur l'étendue de leur culpabilité et on a demandé de donner du délai pour permettre au juge Macaulay de se consulter avec d'autres juges. A accordé un nouveau sursis jusqu'à ce qu'il reçoive des instructions. 135

Inclus. Rapport du juge Macaulay sur le procès d'Owen et Roooney. 137

Plan de l'endroit où le meurtre a été commis. 150

Le juge en chef Robinson approuve le verdict du jury dans le procès pour meurtre. 151

Macaulay à Rowan. Notes sur le procès d'Owen et Rooney. 152

Rapport du Conseil exécutif recommandant un sursis en faveur d'Owen et Rooney jusqu'à ce qu'on ait communiqué avec le gouvernement de Sa Majesté. 158

30 août, Toronto. Colborne à——— (personnelle). Transmettra bientôt les adresses des districts de Johnstown et Bathurst, relatives à la lettre de Hume. Plusieurs pensent que l'on n'aurait dû accorder aucune attention à cette lettre car c'est donner trop d'importance aux agitateurs de cette espèce, mais il (Colborne) pense que l'expression de loyauté ne peut nuire au gouvernement de Sa Majesté. La publication de la lettre était un essai de Mackenzie pour se rendre compte comment ces projets de séparation seraient acceptés. Rapport sur le progrès du choléra ; apparemment il diminue. 160

Inclus. Hartwell à Rowan. Fait rapport sur le succès obtenu dans l'obtention des signatures contre la correspondance déloyale de Hume-Mackenzie. 163

Copie d'adresses du district de Johnstown. 165

— septembre, Bath. Adrese du district de Bathurst contre les sentiments de la lettre de Hume. 168

1er septembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 63). Envoie copie d'une requête de Caddy, autrefois lieutenant-colonel, A. R., et un mémoire de Reynell, autrefois capitaine dans l'armée. Ils s'attendaient à recevoir des concessions de terres comme les officiers qui avaient démissionné pour s'établir au Canada. 171

Inclus. Requête de Caddy, officier de l'artillerie royale, pour obtenir une concession de terre. 172

Certificat de D. G. A. Dickson, des services de Caddy. 173

Mémoire du capitaine Reynell relatif à ses services, etc. 174

Certificat de Fitzroy Somerset, des services de Reynell. 176

1834.
1er octobre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 64). Transmet l'adresse de Johnstown exprimant sa loyauté et condamnant la lettre séditieuse de Hume. Page 178

(Pour adresse *voir* page 165.)

1er octobre, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). A envoyé l'adresse de Johnstown au roi. Il ne peut y avoir de doute sur les intentions de trahison de Hume. Résultat, jusqu'à présent, des élections. 180

Inclus. Preuve indéniable du souhait et du désir de Hume et de Mackenzie et de leur faction pour promouvoir la séparation des Canadas et de la mère-patrie. 182

2 octobre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 65). Mort du juge en chef W. Dummer Powell, le 6 septembre. 186

3 octobre, Toronto. Le même au même (n° 66). Transmet les mémoires de McCurdy concernant ses réclamations et ses services avant la guerre de la révolution. 187

Inclus. Mémoire d'Archibald McCurdy. 188

Certificats en faveur de McCurdy. 190 à 192

Mémoire de McCurdy pour avoir une concession de terre. 193

Rapport du Conseil exécutif sur la réclamation de McCurdy, laquelle n'est pas recommandée. 195

20 octobre, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). Fait rapport du résultat des élections. 196

4 novembre, Toronto. Rapport de l'inspecteur général. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 10 novembre 1834.

6 novembre, Toronto. Colborne à Hay. Il est permis par le statut aux receveurs du Haut-Canada de nommer des sous-receveurs. Envoie sur ce sujet une communication de l'inspecteur général. 200

Inclus. Markland à Rowan. Les receveurs sont autorisés à nommer n'importe quel nombre de sous-receveurs. Ceux-ci ne sont pas considérés comme officiers du gouvernement. 201

8 novembre, Toronto. Colborne à Hay. L'inspecteur général des comptes a été nommé par le lieutenant-gouverneur sous son sceau et aussi comme commissaire. Cette charge étant considérée comme locale, on n'a pas fait rapport de sa vacance au secrétaire colonial. Sur le nombre de candidats, il n'y a pas eu d'hésitation à nommer Markland à cette charge. 202

Inclus. Rapport de l'auditeur général sur ce sujet. 204

10 novembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 67). En réponse à la dépêche sur la manière de tenir les comptes concernant l'émigration, il donne la manière que les réclamations furent payées, l'argent étant retiré des terres de la Couronne pour cette fin. L'effet de l'augmentation de la dépense de l'émigration en 1832. 211

Inclus. Rapport de l'auditeur général sur la manière d'auditer les comptes. 214

12 novembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 68). Envoie les mémoires de Higgins et de McDonald, demandant de participer dans les privilèges des soldats devenant colons. 215

Mémoire de Higgins. 216

Lukin à McDonald. Comme il a donné sa démission MM. Greenwood et C[ie] ont été autorisés à lui payer son indemnité. 221

15 novembre. Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 69). En réponse à la dépêche du 29 juillet, donne l'objet de l'adresse concernant l'arpentage des terres au nord du lac Huron. 222

18 novembre, Toronto. Le même au même (n° 70). Recommande cinq gentilshommes comme étant qualifiés pour faire partie du Conseil législatif. 224

Caractère des gentilshommes recommandés. 225

19 novembre, Toronto. Colborne à Hay (personnelle et confidentielle). A communiqué à Strachan les circonstances qui pourraient placer l'administration du Haut-Canada entre les mains de l'ancien des membres du Conseil exécutif.

1834. La nomination de Markland par commission spéciale serait l'arrangement qui rencontrerait le moins d'objection. Peter Robinson est son aîné, mais il a des charges qui l'empêchent de prendre en mains les affaires du gouvernement. Ne peut pas en même temps nommer un successeur à Baby. Recommande que la position soit laissée vacante jusqu'à ce qu'il se présente une occasion favorable pour faire la nomination. Page 227

Inclus. Strachan à Colborne. Relative au gouvernement du Haut-Canada par un des conseillers exécutifs. 229

20 novembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (personnelle et confidentielle). Donne la situation politique du Haut-Canada et l'effet des élections de 1828. Montre l'influence exercée sur les élections subséquentes. Aux élections de 1830 les deux tiers des candidats heureux étaient opposés à ceux qui étaient hostiles aux institutions canadiennes et aux rapports avec la mère-patrie. Les candidats heureux avaient été choisis par les plus vieux colons ou les plus actifs, et qui se sont unis pour promouvoir les mesures de nature à faire le bien du pays. Il y avait cependant certaines questions locales dans lesquelles l'autre partie avait l'avantage. Plusieurs changements dans la représentation dans le parlement actuel peuvent être attribués à un mécontentement local plutôt qu'à des causes de nature à embarrasser le gouvernement. L'influence du parti, dit réformateur, a ajouté son influence à celle de ceux qui constituaient l'opposition dans la dernière Assemblée. Les causes d'attaques dirigées contre les candidats supportant la majorité. Cause de la popularité de Mackenzie. La difficulté pour choisir des magistrats et des officiers pour la milice a aussi été la cause d'un certain mécontentement, mais toute tentative pour changer les institutions de la colonie serait désapprouvée. 232

2 décembre, Toronto. Le même au même (n° 71). Transmet l'adresse demandant des améliorations dans la navigation sur l'Ottawa. 240

Inclus. Adresse. 241

(Cette lettre, par une erreur évidente, est datée du 22, date du n° 79.)

2 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 72). Dépêche reçue ainsi que les demandes de deux sociétés projetées pour acquérir des terres en Haut-Canada. Observations sur des questions qui devraient être considérées en décidant les plans de ces associations. Les vues bienfaisantes de la *Colonial Association of Ireland,* si elles sont supportées par les propriétaires de terres et par les sociétés locales d'Irlande. Combien on pourrait sauver de trouble et d'embarras aux émigrants volontaires, mais il y a de grandes difficultés à surmonter. Les obstacles à l'accomplissement de l'œuvre par les sociétés, vu que le chiffre de ceux envoyés par eux n'équivaudrait pas au cinquième de celui de l'émigration volontaire. Considérations montrant l'avantage pour le public de vendre à des compagnies à fonds social de larges étendues de terres et dans lesquelles il est démontré que si ces compagnies peuvent faire des bénéfices le gouvernement est encore plus en mesure d'y trouver son avantage. Conseille qu'on permette à l'Association d'Irlande de démontrer la valeur de leurs plans au sujet des townships non encore arpentés au nord du district de Gore. Les conditions auxquelles l'allocation pourrait être accordée. 245

Plan des terres du côté du lac Huron. 258, 259

Rapport de Richard Birdsall et de William Hawkins, sous-arpenteurs, sur la frontière nord de la *Canada Company's Huron tract.* 260

2 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (confidentielle). Observations supplémentaires sur le projet de formation de sociétés de colonisation. 266

3 décembre, Toronto. Le même à Hay (personnelle). Préparera les détails des arrangements requis par Spring Rice avant que la charte du *King's College* soit mise en opération. Fera rapport sur la Société pour promouvoir l'Émigration, qui, il en est convaincu, peut devenir utile. L'Association d'Ottawa a surtout en vue le commerce de bois. Si on peut engager les

1834.

directeurs à entreprendre la construction des canaux, ils devraient être encouragés. Page 270

3 décembre. Colborne à Spring Rice (nº 73). Transmet l'adresse du district de Bathurst niant toute participation au sentiment de la lettre de Hume à Mackenzie. 271

Inclus. Adresse (un duplicata, l'autre est à la page 168.)

Morris à Rowan. Envoie l'adresse du district de Bathurst. 272

12 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (nº 76). Transmet le rapport de Maitland. auditeur général, au sujet de la réduction de son salaire. Son utilité, son intelligence. 285

Inclus. Représentations de Maitland, auditeur général. 286

19 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (77). Comment les dépenses du collège du Haut-Canada sont défrayées: projet de le joindre au collège Royal. Beaucoup d'obstacles à l'ouverture de l'université écartés et les raisons données l'induisent à croire qu'elle devrait être ouverte sans délai. La discussion sur la question de la charte de l'université dure dans le Conseil législatif et l'Assemblée depuis plus de six ans. Improbabilité que les points sous discussion soient réglés avec satisfaction par l'intervention de la législature. N'aurait aucune hésitation de permettre l'ouverture de l'université sous l'empire de la charte actuelle, aussitôt que des professeurs pourront être nommés: la prospérité dépend de leur habileté et de leur réputation. Demande que les chefs des collèges d'Oxford et de Cambridge choisissent 4 personnes comme professeurs. La nature des règlements quant aux logements, etc. 291

Plan et projet pour l'université de *King's College* par le Dr Strachan. 297

19 décembre, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). Résume les lettres de Spring Rice au sujet du *King's College*. Espère qu'il prendra un intérêt sérieux dans l'obtention de professeurs pour l'université. Tout de même ce serait une chose difficile que d'obtenir des hommes compétents pour guider une université au milieu des bois, cependant il n'était pas sans espérance que des élèves distingués se lanceraient dans l'entreprise. La coopération volontaire des vice-chanceliers des deux universités pourrait être sincèrement espérée. 303

20 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (nº 78). Envoie la demande du major Rains pour obtenir du terrain à l'île Saint-Joseph, où il a l'intention d'établir un nombre de familles. Recommande qu'il soit permis à Rains et aux capitalistes qui veulent se joindre à lui d'acheter 5,000 acres de terre chaque à un schelling l'acre pour être vendues en 200 lots au même prix aux colons actuels. 306

Inclus. Requête de Rains; proposition d'établir 100 familles sur l'île Saint-Joseph. 308

Rapport de Peter Robinson, daté du 14 novembre 1834, mentionnant que l'île Saint-Joseph contient 80,000 acres de terre dont 50,000 peuvent être mises en culture. Ses suggestions pour la colonisation. 310

22 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (nº 79). Envoie la requête de Lally et de Whitley demandant la permission d'acheter 8,000 acres à vente privée du côté de l'ouest de Collingwood près d'Owen-Sound. Ce terrain n'a pas encore été arpenté ni acheté des sauvages. Lally et Whitley ont acheté du terrain sur le lac Simcoe et sont très respectables, mais il ne paraît pas avantageux d'autoriser les ventes privées à moins que les intérêts de la colonie en bénéficient particulièrement. 311

Inclus. Mémoire de Lally et de Whitley. 313

Rapport du commissaire des terres de la Couronne sur la requête. 314

23 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (nº 80). Rapport sur les hôpitaux de Toronto et de Kingston, pour lesquels l'Assemblée demande une concession de terre. Notes sur leurs moyens de subsistance. Une concession de 12,000

1834. acres serait jugée suffisante pour celui de Toronto et de 8,000 acres pour celui de Kingston. Page 315

Rapport sur l'hôpital général de Toronto, avec tableau des admissions, revenus, etc. 317

Rapport sur l'hôpital de Kingston. 325

24 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 81). Transmet le mémoire de Patton, maître des casernes à Toronto. Recommande favorablement le cas. 334

Inclus. Mémoire du major Patton pour obtenir une concession de terre et établissant ses services, etc. 336

26 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 82). Au sujet de la lettre de la *New England Co.* concernant les procédés de leur agent Scott, rapporte que sur sa demande les terres sur le lac du Riz ont été mises à part pour les sauvages. Détails sur les délais qui ont eu lieu et sur les démarches qui ont été faites pour assurer l'avantage des sauvages dans la possession du terrain. Désir des sauvages de laisser le lac Chemong. 339

Inclus. Rapport de Markland, auditeur général, sur le contrat concernant les terres sur le lac du Riz. 345

27 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 83). Transmet le mémoire du colonel Nicolls, des ingénieurs royaux. Il avait reçu une concession de 1,200 acres mais avait perdu 800 acres à cause des termes d'un statut provincial, pendant son absence. Le Conseil exécutif ne peut pas recommander une concession additionnelle de terres sans créer un précédent embarrassant, mais lui (Colborne), vu les longs services de Nicolls, n'hésite pas à recommander favorablement le cas. 346

Inclus. Mémoire de Nicolls pour obtenir une concession additionnelle de terre. 350

27 décembre. Colborne à Hay (personnelle). Transmet les résolutions d'une société formée par Mackenzie et O'Grady, un prêtre suspendu par l'évêque Macdonell. Quoique l'esprit soit aussi mauvais que possible, il pense que ça n'aura que peu d'influence. Envoie une communication du Dr Bains, du collège du Haut-Canada. 353

Inclus. Résolutions en vertu de laquelle la *Canadian Alliance Society* a été fondée. 354

Harris à Colborne. Suggère les changements avantageux qui pourraient être faits dans le personnel de l'université. 371

29 décembre, Toronto. Colborne à Spring Rice. Envoie la demande de la *Tay Navigation Company* pour obtenir une aide pécuniaire pour terminer la jonction de la Tay avec le lac Rideau, le Rideau ayant monté avant que la compagnie eut pu faire les améliorations projetées. Le commissaire des terres de la Couronne ne peut faire aucun rapport sur ce sujet, ainsi, lui (Colborne), sur les sollicitations de la compagnie, envoie le mémoire. 373

Inclus. Requête de la *Tay Navigation Company.* La requête est datée du 21 décembre 1834. 375

Rapport de la *Tay Navigation Co.* aux actionnaires. 378

30 décembre, Toronto. Colborne au secrétaire colonial (n° 85). Transmet des exemplaires des journaux du Conseil législatif et de l'Assemblée et des statuts depuis 1831 jusqu'à 1834. 384

1835.
10 janvier. Sans signature à Colborne. La règle concernant la concession des terres incultes ne peut être violée sans créer un mauvais précédent, et il (Colborne) ne peut encourager une application de la loi comme dans le cas de Nicolls. 348

Anonyme à Colborne. Au sujet de la nomination de l'inspecteur général. 206

23 mars, Downing Street. Rapports imprimés des documents concernant les terres de la Couronne et aux fonds des terres et des bois en Canada. 273

(Ceux-ci contiennent les comptes et les lettres nos 74 et 75 de Colborne à Spring Rice en date du 10 et du 11 décembre 1834.)

BUREAUX PUBLICS, ET DIVERS, 1834.

Q. 384.-1-2-3.

(Partie 1 depuis la page 1 jusqu'à la page 298, partie 2 depuis la page 299 jusqu'à 584, partie 3 depuis la page 585 jusqu'à la page 822.

1827.
22 octobre, Downing Street. — Wilmot Horton à Peter Robinson. Incluse dans le commissaire pour l'audition des comptes, 15 mai 1834.

1832.
23 janvier, Whitehall. — Philipps à Burton. Son mémoire a été déposé devant le roi. D'autres demandes seront faites au secrétaire colonial. 169

1833.
2 novembre, York. — Foote à Routh (extrait). Inclus dans Stewart à Hay, 26 février 1834

26 novembre, York. — Mémoire de Mackenzie à Colborne.

27 novembre, York. — Jameson à Rowan. Les deux incluses dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

27 novembre, Downing Street. — Stanley à Colborne. A reçu le mémoire des actionnaires du canal Welland pour obtenir la remise du prêt, mais ne se sent pas à l'aise pour recommander l'acquiescement à cette demande. 607

27 novembre, York. — Rowan à Mackenzie.

30 novembre, York. — Le même au même. Les deux incluses dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

3 décembre, Québec. — Routh à Stewart. Incluse dans Stewart à Hay, 26 février 1834.

15 décembre, Peterborough. — Hamilton au Dr T. W. Hume. Son désappointement en arrivant de voir qu'il n'ait pas droit à une concession de terre étant donné un ordre récent du bureau colonial. La première idée était de retourner en Irlande, mais comme il avait vendu ses propriétés là, il avait décidé d'attendre le résultat des représentations de Colborne. En même temps, on lui avait permis d'acheter un lot de terrain qui devra être payé de la manière ordinaire si sa demande est rejetée. Il est décidé à rester et Colborne trouvera en lui un colon bien disposé. 450

17 décembre, York. — Jameson à Rowan.

18 décembre, York. — Rowan à Mackenzie.

20 décembre, York. — Mémoire de Mackenzie à Colborne. Celui-ci et les deux précédents inclus dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

25 décembre, New-York. — Adresse de Robert Gourlay au peuple de New-York. 203
Observations sur un article de la *Gazette de Montréal* sur l'expulsion de Mackenzie de l'Assemblée. 205

26 décembre, Trésorerie. — Stewart à Byham. Inclus dans Stewart à Hay, 26 février 1834.

26 décembre, York. — Fitzgibbon à Rowan.

26 décembre, York. — Jarvis au même.

27 décembre. — Rowan à Ketchum et Mackenzie. Celles-ci et les deux précédentes incluses dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

1834.
3 janvier, York. — Peter Robinson à Stanley. Fait rapport des ventes des réserves du clergé depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1833. Page 745
Inclus. Rapport. 746 à 765

12 janvier, Canterbury. — Stewart à Hay. Remercie pour le trouble qu'il s'est donné ainsi que Stanley. Les noms des personnes exécutées en 1814 peuvent être au nombre des 23 dont il s'enquiert, mais comme il n'est pas dit qu'ils furent capturés à Queenstown, le 13 octobre 1812, il ne peut pas l'assurer comme un fait. 768

17 janvier, Artillerie. — Byham au même. Demande trois exemplaires de l'acte dit *The Rideau Act*, passé par la législature provinciale. 21

20 janvier, York. — Mackenzie à Colborne. Incluse dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

22 janvier, Trésorerie. — Stewart à Hay. A reçu les comptes du casuel et du revenu territorial du Haut-Canada depuis le 1er janvier 1831 jusqu'au 30 juin 1833, et copie de la communication proposée basée sur ces comptes. Le Trésor approuve la communication autorisant Colborne sur le paiement de £57,412 comme indemnité de guerre pour montrer à l'Assemblée qu'il a le pouvoir de disposer de £20,000 pour le même but, étant donné que la législatnre du Haut-Canada vote un montant semblable et que ceci étant fait le gouvernement demandera au parlement d'accorder £17,910 pour payer le total des balances des réclamations restant dues. Le Trésor approuve d'autres dépenses pour les sauvages. 52

22 janvier, York. — Rowan à Mackenzie. (Deux lettres de cette date.)

23 janvier, York. — Jameson à Rowan.

25 janvier, York. — Rowan à Mackenzie. Celle-ci et la précédente incluses dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

25 janvier, Moira. — Mason au secrétaire colonial. Avait promis, avant de laisser le district de Newcastle, dans le Haut-Canada, d'envoyer à la Société d'Agriculture copie des règlements de la *North East Society of Ireland* et des succursales sous son contrôle. Peut-il les transmettre par le département colonial, sinon, comment peut-il les envoyer? 599

26 janvier, Artillerie. — Byham à Stewart. Incluse dans Stuart à Hay, 26 février 1834.

27 janvier, Irlande. — Harrison à Littleton. Se plaint que les licenciés en médecine et en chirurgie du *Irish College of Surgeons* ne peuvent pratiquer dans l'Amérique du Nord à moins qu'ils n'aient subi un examen et payé un honoraire, tandis qu'on permet de pratiquer à ceux qui ont un diplôme de Londres ou d'Ecosse. 151

30 janvier, York. — Rowan à Mackenzie. Incluse dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

31 janvier, Ministère de l'Irlande. — Craig à Earle. Envoie une lettre qui aurait dû être adressée à Stanley. 150

— janvier. — Mémoire d'Arthur Burton pour une pension à cause de ses services dans le 1er régiment de la milice de Stormont. 164
Bordereau et autres documents. 171

3 février, Ministère de l'Irlande. — Littleton au secrétaire colonial. Transmet une lettre du Collège irlandais de chirurgie au sujet de la préférence accordée dans le Haut-Canada aux diplômes donnés en Angleterre et en Ecosse au détriment de ceux du collège de chirurgie d'Irlande. 153

8 février, Londres. — Viger à Stanley (en français). Attire son attention sur le cas de Berczi, le priant de lui accorder le terrain concédé à son père, qui a dépensé sa fortune à établir des familles dans la province. 792

8 février, York. — Rowan à Jarvis. Incluse dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834

8 février, Brompton — Gault à Stanley. Envoie une copie de ce qui a été soumis à Goderich et qu'il a déclaré être inadmissible, sans doute sous l'empire d'une fausse

1834.

impression. L'avantage pour le Haut-Canada de l'établissement de la *Canada Company*. Si le comité décide en sa faveur, il changerait sa demande d'une commission pour celle d'une concession de terre. Suggère que sa réclamation devra être soumise à l'arbitrage de deux hommes d'affaire. Page 379

Inclus. Le cas de John Gault demandant au gouvernement de Sa Majesté une rémunération pour avoir les terres de la Couronne dans le Haut-Canada. 382

(La cause contient la correspondance sur le sujet.)

Appendice A. Lettre de Wilmot Horton à Galt, 5 juillet 1824. 409.

Appendice B. Lettre de Galt au secrétaire d'Etat, 5 juillet 1824. 416

Appendice C. Autre lettre de Gault au secrétaire d'Etat, 12 juillet 1824. 434

Appendice D. Une autre lettre, 17 juillet 1824. 436

8 février, Brompton. Galt à Stanley. La décision d'abandonner le système des concessions gratuites a produit un résultat satisfaisant ; a l'intention, cet été, de remonter le Saguenay jusqu'à la baie de Ha ! Ha !, et il pourra juger si cette place est telle que décrite dans le rapport du bureau colonial ; demande une audience, vu qu'étant en Canada il avait formé un plan pour coloniser ce district, lequel il avait soumis à Dalhousie, qui l'avait invité (Gult) à faire un voyage en haut de la rivière, mais sa nomination aux Indes avait empêché tout cela. S'il se fixait en achetant dans ce district il pourrait montrer de quelle manière il pourrait se rendre utile. 438

10 février, York. Copie du serment d'allégeance prêté par Mackenzie incluse dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

11 février, Trésorerie. Stwart à Hay. Les comptes de Robinson sont rendus d'une manière très défectueuse et irrégulière. Il ne s'occupa pas des réquisitions renouvelées de l'auditeur jusqu'à ce qu'ordre fut donné de suspendre son salaire comme commissaire des terres de la Couronne jusqu'à ce que ses comptes d'émigration fussent réglés. 54

13 février, Londres. Rapport du contrôleur, inclus dans Stewart à Hay, 26 février 1834.

14 février, York. Macdonald à Stanley. Représente la perte qu'il a subie par la banqueroute de Macdonald et Cie, agent de l'armée, après avoir disposé de sa commission comme capitaine. Secours donné par lord Hill. La partie qui reste due sur le montant est de £550, somme de très grande importance pour lui. Sa gratitude pour l'attention donnée à ses demandes. 600

17 février, Brompton. Galt à Hay. Remercie Stanley d'avoir examinée sa cause, qu'il n'avait pas voulu presser depuis qu'il en avait embarrassé Goderich, sachant que tant de choses occupaient le gouvernement. Il considère encore sa réclamation comme valide, et si le gouvernement refuse de consentir à une enquête il fera amener la question sur motion devant les Communes, mais il croit qu'il serait préférable de référer la question à l'arbitrage d'hommes d'affaires. Il lui répugne d'avoir à presser sa réclamation, mais il croit que le refus du gouvernement est dû au seul désir de bien remplir les charges publiques, et qu'ayant l'instrument qui a servi à procurer au gouvernement un demi-million, ce n'est pas une grande faveur que de demander qu'il soit décidé par deux personnes désintéressées s'il a droit à une rémunération pécuniaire. 440

17 février, York. Rowan à Mackenzie. Incluse dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

18 février, Trésorerie. Stewart à Hay. La Trésorerie croit avec Stanley que £100 par année devraient être donnés au Dr Macdonell comme évêque catholique romain du Haut-Canada. 55

19 février, Brompton. Galt à Stanley. Il a été avisé à demander la reconsidération de sa cause. Il espère encore qu'elle sera soumise à un arbitrage, et s'il est décidé que sa réclamation n'est pas juste il s'efforcera d'être satisfait. Si la décision est

1834.

en sa faveur, il lui (Stanley) laissera le soin de fixer le montant de la rémunération. Page 443

Inclus. Résumé de la requête de John Galt. 444

25 février, Downing Street. Hay à Colborne. Transmet le mémoire de Burton. Toutes les demandes venant des colonies devraient être transmises par les gouverneurs. 170

25 février, Londres. Mandelsloh à Stanley. On ne lui a pas encore retourné le document envoyé le 9 d'août 1832, pour faire vérifier la signature de J. Allan Napier McNab. Demande que des instructions à ce sujet soient envoyées au lieut.-gouverneur du Haut-Canada. 603

26 février, Trésorerie. Stewart à Hay. Le lieut.-gouverneur doit être informé qu'une charte pourra être accordée à tout individu ayant l'outillage nécessaire qui voudra entreprendre la construction des glissoirs aux chutes des Chats et des Chaudières. 56

Inclus. Stewart à Byham. Transmet les dépêches du lieut.-gouverneur du Haut-Canada au sujet des glissoirs pour le bois aux chutes des Chats et des Chaudières sur l'Ottawa et demande d'avoir l'opinion du bureau de l'Artillerie sur cette question. 58

Inclus. Byham à Stewart. Le bureau de l'Artillerie ayant été consulté sur la construction de glissoirs pour le bois sur l'Ottawa, est d'opinion que ces constructions ne peuvent être qu'avantageuses et ne sont pas de nature à nuire aux canaux. La question d'ajouter des branches aux canaux est différente, et le bureau de l'Artillerie croit que toute la ligne de communication avec la province supérieure devrait rester entre les mains du gouvernement anglais. La construction d'une branche du canal du marais de Don, tout en étant désirable n'est pas encore nécessaire. 60

26 février, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet le rapport du contrôleur des comptes de l'année au sujet de la solde et de l'indemnité de logement du major Winniett, surintendant des affaires des sauvages à Brantford. 63

Inclus. Rapport du contrôleur des comptes de l'année au sujet de la solde et de l'indemnité de logement du major Winniett. 64

Routh à Stewart. Rapport au sujet de la solde et de l'indemnité de logement du major Winniett. 67

Foote à Routh (extrait). Ordres donnés par le lieut.-gouverneur de payer le major Winniett, malgré que sa nomination ne fût pas publiée dans les ordres généraux; désirerait qu'il (Colborne) envoyât ses raisons pour en agir ainsi à Routh. 69

1er mars, New-York. Gourlay à Colborne. Allègue que son emprisonnement était illégal et considère qu'il aurait le droit de rentrer dans le Haut-Canada et de reprendre sa propriété par la force des armes. 331

Inclus. Autres documents. 332 à 334

(Ceux-ci furent apparemment aussi envoyés au secrétaire colonial).

Adresse au *Labouring Poor of England*, avec des blancs de requête et autres documents portant différentes dates signées par Gourlay. 335, 356, 360, 374, 375

1er mars, Toronto. Rapport du comité général sur le comité spécial des banques. Inclus dans Mackenzie à Stanley, 25 avril 1834.

7 mars, York. Rowan à Mackenzie. Inclus dans Mackenzie à Stanley, 29 avril 1834.

8 mars, Londres. Hagerman à Hay. Désire avoir une entrevue à propos des réserves du clergé. Ce sera un désappointement pour le clergé et les membres de l'Eglise s'il ne peut pas rapporter la décision du gouvernement sur la question. 462

8 mars, Toronto. Merritt à Hay. Les directeurs du canal Welland ont envoyé des requêtes au gouvernement pour la remise de l'emprunt à la compagnie vu le bénéfice que le gouvernement a retiré de l'ouverture du canal, les raisons sont contenues sous divers chapitres. Aucune réponse ayant été donnée

1834.

l'Assemblée législative a demandé au gouvernement de Sa Majesté de faire remise du prêt ; c'est le meilleur temps pour le faire. Page 604

9 mars, Londres. Viger à Hay (en français). S'était proposé d'écrire pour rappeler à M. Stanley sa lettre du 8 janvier. Doit maintenant accuser réception de la sienne (Hay) contenant la réponse à Berczy et qui lui sera expédiée aussitôt que possible. 795

10 mars, Artillerie. Byham au même. Demande l'adresse d'Hagerman, vu que le solliciteur du bureau veut communiquer avec lui sur la question du canal Rideau. 22

10 mars, Brompton. Galt à Stanley. Ayant su que le gouvernement s'opposerait, contrairement à son attente, à la motion pour enquête, tout de même il n'accepte pas la décision comme correcte. 447

12 mars, Londres. Allen à Stanley. Le remercie pour sa bienveillance au sujet de sa réclamation (Allen) contre Herd. Demande conseil sur la meilleure manière d'assurer sa réclamation. 157

12 mars, Trésorerie. Stewart à Hay. La Trésorerie accepte le projet de Stanley de payer £360 au juge en chef du Haut-Canada, annuellement, comme indemnités autrefois reçues par lui, comme juge en chef et président du conseil, aussitôt longtemps qu'il gardera les deux positions. Mais ceci ne doit pas être un précédent de nature a créer un droit en faveur d'un autre exerçant ces deux fonctions simultanément. Les £100 pour salaire comme conseiller exécutif ne devraient pas continuer à être payés à moins que Stanley soit formellement d'opinion qu'ils doivent être ajoutés au £360. 71

12 mars, Londres. Maxwell à Stanley. Présente M. Jones, du Haut-Canada, qui a un mémoire qu'il (Maxwell) croit devoir présenter personnellement de manière à ce que le secrétaire ait l'opportunité d'obtenir toute information sur les établissements de source méritant créance. 608

Inclus. Résumé de la cause de Jones. 609

12 mars, Ryde. Projet du capitaine O'Brien, M.R., de bâtir une église à Kempenfeldt sur un terrain concédé par le lieutenant-gouverneur. Conditions de cette construction. 737

14 mars, Londres. Adresse à la Chambre des Communes pour avoir un rapport sur les fonds obtenus de la Compagnie du Canada. 3

15 mars, Castlegarran. Mémoire de Patrick Ladin au sujet d'une propriété dans le canton Vaughan laissé par John Ladin, il (Patrick Ladin) étant le plus proche parent. 595

20 mars, Londres. Hagerman à Hay. Au sujet de la désapprobation projetée des chartes des banques du Haut-Canada, fait remarquer que le pouvoir de réserver ne devrait s'appliquer qu'aux lois de nature à affecter les intérêts généraux de l'empire. Ceux qui agissent en vertu de ces chartes avant qu'elles soient sanctionnées tombent sous le coup de lourdes amendes. Raisons pour lesquelles l'acte des banques ne peut être désavoué sans porter une accusation d'avoir manqué de bonne foi, et qu'agir ainsi aurait pour effet de produire les maux que les amendements ont pour but d'empêcher. Argumente la question. 463

21 mars, Londres. Le même au même. S'excuse à cause de la longueur de sa lettre sur les chartes des banques, mais le sujet est très important. Devra, s'il le peut, avoir une entrevue avec Stanley. Presse le règlement des affaires des réserves du clergé. Le besoin dans lequel se trouve le clergé causé par la suspension de son indemnité. 479

22 mars, Londres. Mackenzie à Hay. Lui demande de lire les notes du duc de Hamilton et d'envoyer ses instructions afin qu'il puisse y répondre. 612

25 mars, Berthier. Percy à Colborne. Répond au rapport du conseil du Haut-Canada contre son défunt père. 808

Autres papiers inclus. 814

1834.
26 mars, Artillerie. Byham à Hay. A encore écrit au commandant des ingénieurs royaux au Canada d'envoyer les plans et devis pour les nouvelles casernes et autres édifices publics. Page 23

mars, ndres. Hagerman au même. Envoie les journaux contenant l'amendement de Neilson aux résolutions de Papineau. Roebuck a donné avis d'une motion pour s'enquérir de l'administration du gouvernement du Haut et du Bas Canada. S'il pouvait connaître les points particuliers qui seront discutés, il pourrait être utile en les expliquant. 475

Inclus. Rapport par J. B. Mills sur l'amélioration de la navigation du Saint-Laurent entre Lachine et la frontière des deux provinces, avec les calculs sur le coût. 477

Wright, ingénieur civil, New-York, sur le plan de J. B. Mills. 502

Compte rendu sommaire des commissaires désignés par un acte pour améliorer les communications antérieures de la province. 508

Rapport du comité sur l'élection de Stanstead. 515

Procès-verbaux de la Chambre d'Assemblée. 519

Résolutions de la Chambre d'Assemblée sur l'élection de Stanstead, déclarant Child élu. 522

Procès-verbaux de la Chambre d'Assemblée. 531

10 avril, Géorgie. Frazer à Stanley. Demande le terrain dans le Haut-Canada sur lequel on l'a informé qu'il a des droits. Etablit ses droits. 327

Inclus. Certificat par E. Molyneux, consul de Géorgie, établissant qu'il connaît personnellement Frazer. 329

12 avril, Londres. Gibson à Hay. Le rapport de Scott, agent au Lac du Riz et au Lac à la Vase, montre un progrès beaucoup plus grand que la lettre du lieutenant-gouverneur ne le donnait à entendre. D'après le rapport, la compagnie devait s'attendre à une recommandation beaucoup plus favorable que celle qui lui a été donnée. 113

16 avril, Londres. Adam à Stanley. Demande une lettre d'introduction à Colborne en faveur de William Clarke. 159

16 avril, Londres. Hagerman à Hay. La satisfaction du discours de Stanley et son admiration pour la précision des détails. La nécessité de cette précision, sans laquelle il serait impossible de donner une réponse satisfaisante aux accusations, cependant, non fondées. La base de la plainte, que le secrétaire colonial ne connaît pas les faits, n'existe plus maintenant. S'était attendu à une attaque plus sérieuse contre le gouvernement colonial, mais ne se rappelle pas une manifestation parlementaire plus faible que celle de Roebuck. Les observations d'O'Connell et Hume étaient plus superficielles, s'il est possible de l'être. Autres observations sur les discours. Laisse la ville pour Richmond ; espère avoir de plus agréables nouvelles au sujet de l'église à son retour. 540

23 avril, Putney. Madame Colquhoun à Stanley. Demande une lettre d'introduction à Colborne en faveur de M. Erskine. 300

24 avril, Trésorerie. Stewart à Hay. Les commissaires pour l'audition ont désiré que Peter Robinson paie les £1,968.17.0 qu'il doit comme ancien surintendant de l'émigration irlandaise, et demande doit être faite au lieutenant-gouverneur pour pouvoir faire exécuter les ordres sans délai. 73

24 avril. White à Stanley. Envoie les graines qui devront être expédiées au gentilhomme pour qui la qualification d'Excellence n'est pas seulement un nom mais une réalité. Le caractère admirable du gouverneur. 822

25 avril, Holloway. Keele à Stanley. Envoie le mémoire de son parent W. C. Keele, qui vint au Haut-Canada pour pratiquer comme avocat, ce dont il a été empêché par une loi locale. Le prie (Stanley) de faire passer un acte aux fins d'admettre son parent, si possible. 586

Inclus. Mémoire de W. C. Keele, à l'Assemblée du Haut-Canada, demandant qu'un amendement soit fait à la loi qui lui défend de pratiquer comme avocat au Haut-Canada ou qu'un acte soit passé à l'effet de lui permettre de pratiquer. 588

1834.
25 avril, Walworth. Macpherson à Hay. Les officiers de demi-paie recevant des concessions de terres de la Couronne paient-ils les mêmes frais qu'une personne privée qui achète ; il constate que cette dernière paie £125 pour une acquisition de 500 acres. Page 613

28 avril, Toronto. Mackenzie à Stanley. Envoie copie du vote de l'Assemblée sur les amendements à l'acte des banques proposés par le gouvernement britannique et dont l'échec est dû aux membres du gouvernement provincial. A expédié à Ellice une copie de l'adresse pour l'indépendance qui a suivi cet échec. A été encore élu et encore expulsé. Envoie la correspondance avec Colborne concernant la dernière expulsion et demande justice à ce sujet. A sollicité le renvoi de Colborne et fait encoro de même, vu que ce dernier n'a pas de volonté et se laisse guider par le juge en chef et quelques autres. La charte de Toronto comme cité, dont lui, Mackenzie, a été le premier maire. 625

Le rapport du comité spécial des banques précède la lettre. 624

29 avril, Londres. Hagerman à Hay. Envoie les journaux hauts-canadiens contenant le discours de prorogation du gouverneur et les débats sur différents sujets. Avait été faire visite, mais Hay était absent et Stanley engagé. 543

Inclus. Débats sur la charte de la banque. 545

Extrait du *Patriot* sur les affaires financières aux Etats-Unis. 562

Discours de prorogation par le lieutenant-gouverneur. 564

Débats sur la navigation du Saint-Laurent, sur les subsides pour les chemins et les ponts, etc. 567

Ce dernier document parle des montants alloués pour les chemins et les ponts dans plusieurs districts, savoir :

Ottawa	£1,300
Bathurst	2,350
Oriental	2,350
Johnstown	2,350
Midland	2,750
De ce montant Prince-Edward recevra	650
Newcastle	2,350
Home	2,425
Gore	2,350
Niagara	2,000
London	2,522
Occidental	2,350

29 avril, Toronto. Mackenzie à Stanley. Réfère sa lettre d'hier concernant son expulsion, qui aurait pu être évitée si la Chambre avait été dissoute. La nécessité d'avoir comme gouverneur du Haut-Canada un homme de décision et d'expérience. Peu importe qu'il soit whig ou tory, mais des hommes tels qu'Aylmer ou Colborne ne sont que les représentants d'hommes intéressés qui se tiennent cachés derrière le rideau. 630

Inclus. Liste des papiers envoyés. 632

Mémoire de Mackenzie à Colborne, se plaignant de son expulsion plusieurs fois répétée de la Chambre d'Assemblée, dont il avait été élu membre par le comté d'York. Demande qu'aussi longtemps que son expulsion continue ses mandataires ne soient pas plus longtemps taxés, contrairement à la loi et à leurs désirs. 634

Autres documents sur le même sujet. 652 à 725

(Une liste des documents est dans les pages 632 et 633, excepté le n° 16, qui a été omis dans la cédule.)

mai, elworth Manning à Lefebvre. Demande si une enquête peut être faite au sujet de Edward Boxall, fils d'une veuve dont l'adresse est Edward Boxall, township d'Adderley, Haut-Canada. 614

1834.
3 mai, Londres. Hagerman à Hay. Espère qu'on ne jugera pas mauvais qu'il adresse une lettre à Stanley. Il est seulement retenu par l'attente de la décision de la question qui l'a amené. Page 576

(La lettre n'est pas datée, la date en marge est la même que celle de la lettre à Stanley.)

3 mai, Londres. Le même à Stanley. Réfère au mémoire du clergé, de l'évêque et autres du Haut-Canada, et envoie des faits nouveaux propres à renforcer l'argument en faveur de la nécessité d'accorder au clergé des deux provinces le bénéfice des propriétés réservées à leur soutien. Le gouvernement de Sa Majesté a fait connaître à la Société pour la propagation de l'Evangile qu'il ne sera pas accordé de terres en faveur de l'Eglise établie dans l'Amérique Britannique du Nord. La société a alors décidé de ne distribuer ses propres fonds qu'aux colonies qui ne reçoivent aucun support du fonds public et a décidé de discontinuer l'aide pécuniaire au Canada, la constitution ayant pourvu à son soutien. Cette résolution a été mise en force plus tôt qu'on ne s'y attendait, causant ainsi une grande détresse au clergé par la privation soudaine de ses moyens de subsistance, et surtout parce qu'il avait raison de croire que le gouvernement s'était engagé à continuer de lui payer une indemnité la vie durant. Arguments sur le maintien de l'Eglise établie au point de vue de la politique générale. 577

5 mai, Dunmow. Toke à Stanley. Les avantages pour le Bas-Canada qui découleraient de l'établissement d'une cour d'équité. Les causes qui requièrent cette cour sont au sujet de ventes de terres, plusieurs plaintes étant faites par des gens expulsés de leurs terrains après avoir payé la presque totalité du coût de leur achat; de fait, on dit que les contrats de vente ont été faits de manière à ce qu'ils puissent être annulés et l'acheteur expulsé. 780

7 mai, Toronto. Sibbald à Stanley. Demande un changement dans les règlements postaux par lequel les lettres payées ou non payées seront envoyées avec la plus grande célérité. La Société d'Agriculture est reconstituée et doit importer les meilleures races d'animaux. La société s'assemblera une fois par mois; les cultivateurs désirent l'amélioration, mais rien ne peut se faire sans argent. On attend l'assistance du gouvernement britannique. Un montant d'argent est nécessaire pour les primes d'encouragement aux cultivateurs. Son désir d'être nommé professeur d'agriculture. Donne un aperçu de sa vie. 769

10 mai, Walworth. Macpherson à Hay. Réitère sa demande au sujet des frais pour concessions de terres de la Couronne. 615

12 mai, Londres. Hagerman au même. Discute la question du traité avec les Etats-Unis relativement à la navigation sur le Saint-Laurent. 581

12 mai, Artillerie. Byham au même. A été informé qu'un projet de loi a été passé à la Chambre d'Assemblée et au Conseil pour un chemin de fer du lac Ontario au lac Erié, mais a été réservé par le lieutenant-gouverneur. Comme le projet de loi donne à la compagnie le pouvoir de s'emparer des propriétés du gouvernement situées entre les deux lacs, l'ordonnance demande que le projet de loi ne soit pas sanctionné avant qu'elle n'ait l'opportunité de produire ses observations à ce sujet. 25

15 mai, Somerset Place. Observations par les commissaires de l'audition. Incluses dans Stewart à Hay, 20 mai 1834.

17 mai, Greenwich. Auckland à Hay. Désire le voir au sujet de la lettre de Hagerman. N'a jamais entendu parler de changements relatifs à la navigation sur le Saint-Laurent. 11

17 mai, Chelsea. Neaves à Stewart. Incluse dans Stewart à Hay, 31 mai 1834.

20 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Envoie rapport des commissaires de l'audition relatif au compte final de Peter Robinson, surintendant de l'immigration au sud

1834.

de l'Irlande, qui devra être mis devant Stanley pour avoir son opinion. Page 74

Inclus. Observations des commissaires de l'audition sur les comptes de Peter Robinson. 75

Wilmot Horton à Peter Robinson, l'approuvant de charger ses dépenses. 79

28 mai, Londres. Halford à Hay. A reçu l'affidavit de Dumaresq pour sa demi-paie, signée en sa qualité de sous-percepteur. Dans ses affidavits antérieurs il était mentionné comme sous-arpenteur, et sa réclamation a été admise sous ce titre. Sa nouvelle nomination doit être certifiée. 453

24 mai, Montréal. Berczy à Stanley. N'est pas surpris de l'opinion défavorable émise au sujet de sa demande d'une concession de terre faite pour son père, Stanley n'ayant par devers lui que les décisions du Conseil exécutif, qui nient tous leurs droits (à lui et à son père). Il n'a pas réfuté ces décisions dans son mémoire par cause d'ignorance. Les calomnies et les faux rapports qu'il a trouvés dans le rapport de 1801. Le temps qu'il avait demandé pour préparer ses rapports, qui, il l'espère, ont été reçus. Regrette que ses explications, qui auraient placé la question sous un jour différent, ne lui aient pas été remises avant qu'il (Stanley) n'ait donné sa décision. Résumé de la cause; il craint d'avoir été importun en pressant la décision. 209

24 mai. Prospectus de la *City of the Falls* signé par James Robinson, un des propriétaire et agent résidant. 218

26 mai, Artillerie. Byham à Stewart. Incluse dans Stewart à Hay, 4 juin 1834.

28 mai, St-Jean, Terr. Boulton à Hay. Remercie pour l'occasion fournie de réfuter les calomnies portées contre lui. Il est singulier qu'on ne l'ait pas attaqué avant son départ de l'endroit, où tous les faits étaient connus; on a attendu probablement son départ, afin de lui ôter tous moyens de se défendre. Préfère laisser la question s'éclaircir par elle-même, n'ayant rien à cacher. Les contradictions dans les rapports de Powell, qui ne sont pas, comme il a été dit, des notes contemporaines sur une transaction importante. Ses certificats prouvent seulement plus clairement que ce n'est pas ce qu'il prétend. Critique les différents documents et les accusations portées par Powell, et l'accuse de plusieurs actes inconvenants, les accutions étant assez étendues. 231

30 mai, New-York. Buchanan au même. Entre autres choses qu'il a faites pour le progrès du Canada, il a fondé une ville aux chutes Niagara nommée *City of the Falls*, a donné le nom de Stanley à une des rues, et a donné le nom de Hay au point le plus culminant et qui commande les chutes. Lui conseille de prendre cinq parts comme placement. 216

31 mai, Trésorerie. Stewart au même. Envoie copie d'une lettre de l'hôpital de Chelsea concernant l'argent provenant des prises de Détroit resté entre les mains de Gordon, autrefois payeur du 1er régiment de la milice provinciale d'Essex, et demandant que Gordon soit notifié d'en rendre compte et de le payer. Partage l'opinion qu'on ne devra pas procéder contre lui pour ne pas avoir payé tout de suite l'argent à l'hôpital de Chelsea. 81

Inclus. Neave à Stewart. Les commissaires de l'hôpital établissent que d'après les stipulations de l'Acte des prises de l'armée, Gordon devrait donner un état détaillé de la distribution des prises en argent pour Détroit, et devrait payer la balance qui reste à l'hôpital de Chelsea. Les commissaires ne croient pas que Gordon devrait être puni pour ne pas l'avoir fait plus tôt. 82

4 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Envoie copie d'une lettre du bureau de l'Artillerie concernant les états de compte des péages sur le canal Rideau. Lorsque les états de compte seront reçus, ils devront être envoyés au département colonial. 83

1834.

Inclus. Byham à Stewart. Il a été ordonné de faire les états de compte des péages perçus sur le canal Rideau, et ils devront être envoyés aussitôt prêts. Page 84

4 juin, Adolphustown. Mémoire de Richard Daverne, jeune, pour une concession de terres accordée à son frère, Daniel Daverne, expliquant les premières démarches faites pour rentrer en possession des terres et contenant les preuves et documents. 303

Inclus. Documents en rapport avec la cause. 307 à 330

6 juin, Artillerie. Byham à Hay. Transmet le rapport des péages perçus et des loyers reçus pour le canal Rideau, du 1er septembre 1832, date de l'ouverture, au 31 décembre 1833. 27

Inclus. Etat de comptes des péages et loyers. 28

9 juin, Toronto. Procès-verbaux du conseil de ville au sujet de la lettre de Hume. 726

12 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Transmet l'état de comptes des péages perçus et des loyers reçus sur le canal Rideau. 85

Inclus. Etat de comptes des péages et des loyers pour le canal Rideau. 86

12 juin, Trésorerie. Stewart à Hay. Pour les raisons données, la Trésorerie n'est pas disposée à s'opposer à la sanction du lieutenant-gouverneur en faveur du projet de loi d'émettre des débentures pour l'amélioration de la navigation sur le Saint-Laurent. 87

12 juin, Londres. Gibson au même. Envoie extraits de la correspondance de Scott, agent de la *New England Company.* Attire l'attention sérieuse sur cette correspondance. La compagnie espère que sa demande sera considérée plus favorablement que ne le laisse croire la dépêche de Colborne ; cette espérance est fondée sur les dépenses considérables qu'elle a faites pour la conversion des sauvages. Suggère de faire des concessions de terres aux lacs du Riz et à la Vase (maintenant Chemong) au profit des sauvages, et si ces concessions ne peuvent être faites là, de donner l'équivalent ailleurs. 114

Inclus. Extraits des lettres de Richard Scott, reçues par la Trésorerie, datées de mars 1828 au 5 août 1833, et faisant rapport du progrès des sauvages et de leurs écoles. 117

Exposé de faits qui ont rapport aux lacs du Riz et à la Vase (maintenant Chemong). 136

Pétition de Scott demandant des concessions de terres sur le lac du Riz pour les sauvages, de manière qu'il puisse dépenser avec profit pour eux les fonds destinés à assurer leur avancement. 143

Copie des permis d'occupation. 145

18 juin, Downing Street. Stephen à Hay. Opinion sur la question de Colborne pour savoir si seulement le capitaldes ventes des réserves du clergé doit être placé dans les fonds britanniques, ou si les intérêts doivent aussi être inclus. Croit que le parlement entendait que le total serait remis, mais si les intérêts doivent être dépensés sur les réserves non vendues, ce serait une dépense inutile. 17

21 juin. Lonsdale au même. A reçu l'acte du Haut-Canada relatif aux offenses capitales, ce dont il le remercie (Hay). 597

25 juin, Londres. Commissaires de l'audition à la Trésorerie. Incluse dans Baring à Hay, 11 juillet 1834.

30 juin, Londres. Allen à Spring Rice. Concernant sa réclamation contre le capitaine Herd. 160

11 juillet, Trésorerie. Baring à Hay. Envoie copie d'une lettre des commissaires de l'audition sur certaines sommes payées à Peter Robinson pour pourvoir à la réception et à l'établissement des colons, et demande si des instructions ont été données pour pourvoir à leur demande. 89

Inclus. Commissaires de l'audition à la Trésorerie, concernant les sommes payées à Peter Robinson avec la liste des montants. 90

1834.

19 juillet, Londres. Viger à Spring Rice (en français). A reçu une lettre de Berczy qui présente sa demande d'une concession à un tout autre point de vue. Demande une audience concernant la demande de Berczy. Page 794

23 juillet, Barrie. Hewson à ———. Indique les effets préjudiciables de disposer des terres par encan public, ce qui est cause que la classe d'émigrants la plus utile préfère s'établir aux Etats-Unis plutôt qu'au Canada. Une grande étendue de terres au nord n'a pas encore été colonisée parce que la Compagnie du Canada et les agents des Etats-Unis encouragent les acheteurs à se diriger vers l'ouest où ils peuvent s'établir sans délai, au lieu de rencontrer tous les obstacles causés par des délais fâcheux. Donne les détails des obstacles et de la manière de pratiquer des spéculateurs à ces encans publics. Cite le cas d'un de ses amis qui a perdu un site de moulin par le fait d'un de ces spéculateurs, et ce au détriment de la colonisation. Conseille que les agents aient le pouvoir de placer les requérants, pour qui six mois de résidence donneraient droit à un titre. 455

23 juillet, Artillerie. Butler à Hay. Relativement à sa lettre (Hay) transmettant copie d'une lettre du lieutenant-gouverneur concernant un morceau de terre à Kingston qui était destiné à être vendu, et exprimant aussi le désir de Spring Rice d'être informé s'il ne serait pas possible d'offrir à Cartwright quelque compensation équivalente en échange d'une propriété publique à Kingston. Le but du bureau de l'Artillerie en suggérant de disposer de ce morceau de terre était d'en appliquer le produit à certains achats de terre pour des travaux de défense d'une nécessité absolue, mais sur la demande du lieutenant-gouverneur de garder ce morceau de terre, le bureau de l'Artillerie ne veut pas en presser la vente. Pour diminuer le coût de ces travaux, le lieutenant-gouverneur devra recevoir des instructions pour l'achat des terres nécessaires pour procurer à la Couronne un terrain d'une valeur égale. 29

24 juillet, Whitehall. Lack à Hay. Concernant la remise proposée des impôts sur le blé, etc., au Haut-Canada. Les lords du commerce ne croient pas sage de faire aucun changement. 12

28 juillet, Artillerie. Butler à Hay. L'amélioration de la navigation sur le Saint-Laurent est impolitique au point de vue militaire, mais voyant ses avantages commerciaux, le bureau de l'Artillerie ne veut pas s'y opposer. L'achèvement des canaux Rideau et Ottawa assure une arrière communication par eau avec le Haut-Canada. 32

30 juillet, Artillerie. Le même au même. Transmet la lettre des sapeurs et des mineurs qui ont des réclamations pour des terres vu l'achèvement du canal Rideau, mais n'a pas la liste de ceux qui ont l'intention de les faire valoir. Pour terminer les affaires, le bureau de l'Artillerie a donné avis que ceux qui ne feront pas valoir leurs droits pendant les douze mois, à partir de la date de l'avis, perdront ces droits. 34

Inclus. By à Ellicombe. Tous les sous-officiers et les hommes de la 7e et de la 15e compagnie des sapeurs et mineurs qui ont travaillé sur le Rideau ont droit à 100 acres pour leurs services, mais n'a pas la liste de ceux qui ont obtenu possession de ces étendues de terre. 36

Liste nominale des sous-officiers, soldats et clairons des compagnies des sapeurs royaux et des mineurs licenciés sur le canal Rideau en décembre, 1831. 38

Hommes retournés en Angleterre après le licenciement des compagnies. 41

30 juillet, New-York. Moore à Stanley. Envoie une boîte de documents de Colborne par le *Hannibal*, en destination de Londres. 616

Inclus. Reçu de la boîte de documents. 617

2 août, Liverpool. Michael Hynes au secrétaire colonial. Désire obtenir des informations au sujet de son frère, John Hynes. 458

1834.
2 août,
Londres.
Viger à Spring Rice (en français). Remercie pour l'attention accordée et pour la promesse que, quoique ne pouvant lui accorder une entrevue, il examinera la réclamation de Berczy si elle est écrite. Une courte entrevue empêcherait d'envoyer les observations suivantes. A référé à la correspondance antérieure et à la réponse de Hay qui n'était pas favorable à Berczy, qui dans le temps ne pouvait avoir accès aux derniers documents qui pour la première fois, tombèrent sous son observation. Ce qu'il explique pour prouver la justice de sa demande et de sa réclamation qui selon ce document ne serait qu'une petite partie du prix stipulé. Mémoire au sujet de la réclamation de Berczy. Page 796

2 août,
Londres.
Viger à Hay (en français). Accuse réception de la lettre du 22 juillet et s'excuse de ne pas l'avoir pas fait plus tôt. 801

5 août,
Londres.
Alder à———. Demande une entrevue au sujet de concessions à la Conférence des Méthodistes du Haut-Canada. La justification de cette requête est due à la position qu'il occupe comme un des secrétaires chargés des missions du Canada. 154

7 août,
Londres.
Adresse de la Chambre des Communes pour avoir un rapport sur l'allocation de £4,000 aux presbytériens, catholiques romains, wesleyens et méthodistes canadiens, avec tous les autres documents s'y rapportant. 4

8 août,
Artillerie.
Butler à Hay. Le bureau de l'Artillerie acquiesce au plan de Spring Rice, qu'aucune vente des terres de la Couronne pour payer les propriétés achetées pour les travaux publics ne soit complétée sans la sanction du secrétaire colonial. 42

8 août.
Mémoire de Kirkpatrick. Inclus dans Baring à Hay, 17 novembre 1834.

12 août,
Downing Street.
Circulaire de Hay concernant les concessions de terre aux officiers de l'armée. 6

13 août,
Toronto.
Colborne à Stewart. Incluse dans Baring à Hay, 17 novembre 1834

24 août,
Ste-Catherine.
Merritt à Hay. Regrette que sa dernière lettre ne soit pas parvenue elle attirait son attention sur une adresse de la Chambre d'Assemblée pour remettre les £50,000 prêtés pour le canal. La prochaine session doit en faire un travail provincial et l'aide du gouvernement britannique ne sera plus demandée. Ils retirent un revenuconsidérable, étant donnée la valeur augmentée des terres de la Couronne. L'extension jusqu'à Brantford sera finie cette année, faisant une autre communication intérieure de 50 milles. Les affaires du canal Welland sont deux fois celles de l'année dernière. L'élection aura lieu en octobre, et il y a tout lieu d'espérer une bonne Chambre. 618

25 août,
Londres.
Viger à Spring Rice (en français). Remercie de l'attention accordée aux documents concernant la réclamation de Berczy, qui était sous considération depuis trente ans. L'improbabilité d'un changement de vue après un examen qui a duré un si grand nombre d'années et l'adoption d'opinions contraires à celles d'abord formulées par les autorités successives n'ayant aucun intérêt personnel. Continue de faire valoir les droits de la réclamation de Berczy, voyant les nouvelles preuves fournies. 802

25 août,
Londres.
Le même à Hay. N'a pas pu accuser réception samedi soir de la lettre du 22 reçue le même soir. Ses observations, envoyées d'après l'ordre de Spring Rice, exigeraient de lui (Viger) quelques observations qu'il envoie à l'adresse de Spring Rice, avec copie des lettres de Berczy du 6 et du 27 janvier dernier. 818

27 août,
Londres.
Viger à Spring Price (en français). Demande une audience pour discuter certains sujets sur lesquels il a déjà appelé l'attention. Désirerait aussi parler de la réclamation de Berczy pendant cette entrevue. 819

1834.
3 septembre, Londres. Viger à Hay (en français). N'a pas eu le temps d'accuser réception plus tôt de la lettre du 1er du mois; et informera Berczy de la partie qui le concerne. Page 820

8 septembre, Waterford. Strangman à Spring Rice. A acheté des terrains du Haut-Canada, mais pour cause d'absence n'a pas pu remplir ses obligations comme colon et qu'ainsi il perdra son terrain. Demande qu'il soit écrit à Colborne afin de pouvoir obtenir son terrain s'il n'a été vendu à aucune autre personne, et il accomplira ses obligations comme colon dans six mois. 778

10 septembre, Trésorerie. Baring à Hay. Envoie copie d'une lettre du bureau de l'Artillerie et son contenu concernant une réduction de péage sur les billots passant par le canal Rideau. 92

Inclus. Butler à Stewart. Envoie copie du rapport de By au sujet de la réduction du péage sur les billots passant par le canal Rideau, aussi copie du rapport d'une assemblée du commissariat et des officiers respectifs concernant une pétition de 450 personnes intéressées dans le commerce du bois sur la ligne du canal Rideau. La conduite des officiers respectifs est approuvée et leur rapport officiel ainsi que celui des officiers du commissariat est satisfaisant. La construction d'une écluse aux rapides Sainte-Anne est sous considération au bureau de l'artillerie. 93

By à Fanshaw. L'utilité du canal et les taux modérés du droit de passage auraient dû inspirer la gratitude plutôt que les pétitions pour réduction de droit de passage qui sont déjà trop bas. Le Rideau devrait être entièrement sous le contrôle du gouvernement britannique, et en temps de paix devrait être ouvert aux bateaux américains jusqu'à Montréal, ce qui augmenterait le revenu de l'Angleterre et rendrait le canal productif. Recommande de construire une écluse à Sainte-Anne, ce qui pourrait être fait pour £5,000, laissant £5,000 pour l'enlèvement des battures. 95

Rapport du commissaire général et des officiers respectifs sur la pétition pour une réduction de droit de péage sur les billots sur le canal Rideau. 98

26 septembre, Trésorerie. Stewart à Hay. La Trésorerie croit, de même que Spring Rice, que £150 serait un salaire suffisant pour l'auditeur général des comptes du Haut-Canada et que c'est ce qui devrait être donné à Markland. A Cameron qui quitte le bureau du secrétaire provincial, il serait suffisant d'accorder £300 par année comme salaire. 103

30 septembre, Kensington. Boyd à Spring Rice. A livré le paquet pour lequel il demande un reçu afin de prouver à Colborne qu'il a fait selon son désir. Envoie les journaux de New-York. L'émancipation aux Indes occidentales va mieux qu'on l'avait prévu. La satisfaction des nègres aux Etats-Unis. 229

3 octobre, Castletown. Mémoire d'Edwards pour faire ratifier son droit de propriété sur des terres qu'il avait acquises, bien qu'il ait été empêché de demeurer au Haut-Canada le temps nécessaire pour acquérir droit à un titre. 324

6 octobre, Toronto. Howell à Spring Rice. L'insuccès du commerce de distillerie l'a engagé à venir au Canada, où il a acheté une terre; mais les seuls travaux d'agriculture ne lui suffisent pas. Demande une position où ses habitudes d'affaires seront utiles. 459

15 octobre, Temple. Campbell à Spring Rice. Croit qu'il aurait été mieux que le jury eût prononcé un verdict d'homicide involontaire dans la cause de Owen et Rooney; demande que la peine de mort soit commuée et qu'il soit infligé la punition donnée dans le cas d'homicide involontaire. 14

16 octobre, Edimbourg. Nisbett au secrétaire colonial. Rapporte les circonstances concernant la formation de l'établissement colonial de Wilberforce. Les efforts du peuple pour fonder un collège théologique qui formerait des missionnaires pour les régions sauvages d'Afrique. Paul, leur représentant, porte des lettres de créance de Colborne, pourra faire rapport sur l'état

1834 de la colonie, et être le moyen d'améliorer et de christianiser les fils d'Afrique jusqu'à présent si dégradés. Page 733

22 octobre, Toronto. Boulton au secrétaire colonial. Une balance de £329.17.1 lui est due pour indemnité comme procureur général. Aucun fonds n'ayant été fourni par la législature du Haut-Canada, il a été contraint d'en aviser le secrétaire d'Etat. Histoire de l'emploi et ses émoluments. 259

Inclus. Compte de Boulton, procureur général. 263

Sommaire montrant la balance. 279

27 octobre, Artillerie. Kempt à Spring Rice (personnelle). Suggère que la propriété du département naval au Canada, qui est surtout à Kingston et qui a été mise sous la charge du secrétaire colonial, soit transférée au bureau de l'artillerie. 44

30 octobre, Haut-Canada. Vidal au comte de Limerick. Se plaint que 14,000 acres de terre ont été annoncées pour être vendues en un seul lot au prix ridicule de 1.10½ d. l'acre, quand les autres terres dans le même territoire ont été vendues par lots de 100 acres à 10s. l'acre, et demande que cette plainte soit portée à la connaissance du secrétaire colonial. Les autres possessions de Jones, au profit de qui on doit disposer des 14,000 acres de terre, sont décrites, et il est allégué qu'elles lui ont été données en compensation des pertes qu'il a subies en amenant les immigrants. C'est une spéculation privée pour obtenir une terre. Il ne voit pas pourquoi une vente aussi extraordinaire serait faite à cause de son insuccès. A été obligé de prendre ses concessions militaires 14 milles plus loin, à raison de cette étendue de terre qui d'abord avait été declarée non vacante, quoique maintenant elle soit offerte en vente publique. On l'a dit ouverte à la concurrence publique, mais le dépôt exigé est si considérable sur une aussi grande quantité de terre qu'il empêchera des centaines de mettre des enchères et qui seraient heureux d'avoir une moindre étendue de terre. Les désavantages pour la navigation à cause de la situation de ces terrains; l'arrêt de la vente après que des arrangements eussent été faits pour ruiner le monopole. 783

Inclus. Plan des terrains dont il est parlé dans la lettre. 790

17 novembre, Trésorerie. Baring à Hay. Transmet la lettre de Kirkpatrick et son contenu, demandant la remise d'une amende encourue pour usure. Etant donné les circonstances qui prouvent que Kirkpatrick n'a retiré aucun profit du prêt, la Trésorerie recommande que l'amende soit remise. 104

Inclus. Colborne à Stewart. Envoie le mémoire concernant l'amende imposée à Kirkpatrick. A toute raison de croire que l'exposé du mémoire est conforme à la vérité. 106

Mémoire. 107

21 novembre, Toronto. Dunn à Hay. Renouvelle sa demande pour une allocation pour services additionnels. 321

24 novembre, Artillerrie. Byham au même. En réponse faite à la demande pour savoir quelle modification pourrait être suggérée dans le projet de loi constituant la Compagnie de chemin de fer Erié et Ontario, le bureau de l'artillerie a ordonné un rapport du Canada dont le résultat sera communiqué après sa réception. 46

9 décembre, Trésorerie. Spearman à ———. Désire savoir qui a précédé Gore et qui lui a succédé dans le gouvernement des Bermudes et celui du Canada. 111

16 décembre, Londres. Mémoire de Remney pour secours ayant renoncé à sa pension, se trouve maintenant dans le besoin. 592

29 décembre, Toronto. Boulton au secrétaire colonial. A, avec l'assentiment du lieutenant-gouverneur, transmis copie du mémoire concernant les émoluments de son bureau d'auditeur général des patentes. Ne voit pas comment il est possible, après les explications du mémoire, qu'une plus longue interruption de la réception de ses émoluments soit sanctionnée. 280

Inclus. Mémoire de Boulton. 281

1834.
31 décembre, Artillerie. Byham à Hay. Sur l'état des casernes à Toronto, et sur les démarches rendues nécessaires par l'extension de la ville. Page 48

Pas de date. ——— à Stanley. Longs états de compte sur différents sujets, sans date ni signature. 175

Mémoire de James Godbolt demandant aide pour ramener la veuve de son frère laissée sans appui à Toronto. 376

Mémoire de Patrick Ladin, relatif au legs de John Ladin, qui mourut à Little York Island, Canada. Il a déjà envoyé un mémoire en mai dernier mais n'a pas eu de réponse. 594

Mayne au secrétaire colonial. Est sur le point de partir pour le Canada. Une concession de terre ou une position dans la milicelui serait très utile. 620

Inclus. Certificats de services de Mayne. 621

Lieutenant-gouverneur sir J. Colborne.

(La première partie comprend la page 1 à la page 257; 2e partie, page 258 à page 539; 3e partie, page 540 à page 773.)

Q. 385-1-2-3.

1831.
31 mai, Rivière Trent. Brown à———.

6 juin, York. Rapport du conseil.

6 juin, Barge de canal. Brown à Robinson.

7 juin, York. Rapport du conseil sur l'Association Adélaïde.

9 juin, York. Robinson à Brown.

13 juin, York. Gill à Robinson. Celle-ci et les cinq précédentes incluses dans Colborne à Aberdeen, 19 mai 1835.

1833.
2 mars, Toronto. Opinion du procureur général.

1834.
10 novembre, Toronto. Jameson, procureur général, à Brown. Les deux incluses dans Colborne à Spring Rice, 3 janvier 1835.

31 décembre, Toronto. Rapport de C. Rankin. Inclus dans Colborne à Spring Rice, 3 janvier 1835.

1835.
3 janvier, Toronto. Colborne à Spring Rice (n° 1). McMillan, le surintendant, trouvant difficile d'en venir à une décision dans plusieurs des causes au sujet des colons de Lanark, n'a pas envoyé un rapport satisfaisant. Envoie rapport et les remboursements des colons à qui des avances avaient été faites, avec observations. Le terrain occupé par les colons de Lanark est improductif et il est persuadé que les sommes avancées ne pourront jamais être perçues. Page 1

Rapport de C. Rankin sur le district de Bathurst. La région entière est de qualité inférieure, avec une veine de bonne terre formant le canton de Fitzroy, la partie est de Ramsay, Drummond et une partie de Bathurst le traversant du nord au sud. La région de l'est est formée pour la plus grande partie de glaise et de rochers plats de calcaire, couverts d'une légère couche de terre. A l'ouest c'est une succession de chaînes

1835.

rocheuses séparées par des lambeaux de bonne terre. Sur 670 lots concédés aux colons de Lanark environ 50 étaient bons; on n'aurait jamais dû essayer de coloniser les autres. C'est, comme il a déjà été dit, une succession de chaînes rocheuses séparées par des lambeaux de bonne terre rarement dépassant une acre. Montre la situation des colons placés sur ces terres sans moyens, les terres ayant été choisies par eux sans discernement, simplement au point de vue d'avoir un foyer; en outre que la vue de la terre dans sa nature est propre à tromper même un expert. Description du bois; émigration des jeunes gens. Remboursements d'un nombre de colons restant sur les terres. Page 3

5 janvier, Toronto. — Beikie à Rowan.

8 janvier, Toronto. — Rapport du Conseil exécutif. Tous les deux inclus dans Colborne à Spring Rice, 12 janvier 1835.

12 janvier, Toronto. — Colborne à Spring Rice (n° 2). Transmet la lettre de Beikie, greffier du Conseil exécutif, concernant la réduction de son salaire. Soumet la réclamation de Beikie à une considération favorable. 8

Inclus. Beikie à Rowan. Demande que l'interprétation de l'ordre pour la réduction de son salaire soit soumise au gouverneur en conseil. 9

Rapport du Conseil. Le Conseil exécutif ne croit pas que le salaire de Beikie soit trop élevé et recommande que son cas soit considéré favorablement. 11

26 janvier, Toronto. — Colborne au secrétaire colonial (n° 3). Fait rapport de l'ouverture de la législature coloniale et envoie son discours et les adresses. 15

Inclus. Discours. 16

Adresse du Conseil. 20

Adresse de l'Assemblée. 24

26 janvier, Toronto. — Message concernant les pertes de la guerre. Inclus dans Colborne à Aberdeen, 21 mai 1835.

9 février, Britannia. — Mémoire de LeBreton. Inclus dans Colborne à Aberdeen, 28 mars 1834.

11 février, Toronto. — Colborne au secrétaire colonial (n° 4). Envoie copie d'une lettre de Gordon, qui a payé au sous-commissaire général le montant non réclamé provenant des prises de guerre. 29

Inclus. Gordon à Rowan. A payé au sous-commissaire général le montant non réclamé des prises de guerre. 30

12 février, Toronto. — Colborne au secrétaire colonial (n° 5). A reçu une dépêche que la papeterie ne devra plus être fournie par la Trésorerie, mais pourra être prise à la Trésorerie moyennant le coût. Envoie une réquisition dont le coût sera remis aussitôt connu. 31

36 février, Toronto. — Colborne au secrétaire colonial (n° 6). Transmet le livre bleu avec observations sur différents sujets dont: (1) Service civil. (2) Revenu. (3) Service judiciaire. (4) Service ecclésiastique. (5) Eglise d'Ecosse. (6) Education. (7) Commerce, etc. (8) Agriculture. (9) Travaux publics. (10) Population. 33

26 février, Toronto. — Markland à Rowan. Explique la cause du retard de l'envoi des états de compte, comme auditeur général des comptes, pour le livre bleu. 39

28 février, Toronto. — Colborne au secrétaire colonial (n° 7). Le manque de provisions est un obstacle à la nomination d'un évêque suffragant au lord évêque de Québec. Comment provisions peuvent être faites.

18 mars, Toronto. — Le même à Aberdeen (n° 8). Transmet l'état de compte du casuel et du revenu territorial pour la moitié de l'année finissant le 31 décembre. 49

Inclus. L'état de compte.

Reçus. 50

Paiements. 52

Récapitulation. 59

19 mars, Toronto. — Colborne à Aberdeen (n° 9). Envoie liste des terrains de la Couronne et du clergé vendus et concédés en 1834. 60

1835.

Inclus. Rapport. Page 61

23 mars, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). N'a pas écrit depuis qu'il a envoyé les adresses du Conseil législatif et de l'Assemblée, mais rien d'important ne s'est passé depuis les deux mois que la législature est à l'œuvre. Observations sur les différents partis de la législature et les mesures proposées. Le but du parti de Mackenzie est de tenir le pays dans l'excitation et de créer une alarme en Angleterre. Les questions qui seront proposées. 68

Inclus. Adresse pour une liste des juges de paix et des commissaires de la cour des requêtes; adresse pour copies des instructions aux différents employés concernant l'attention personnelle à apporter à leurs devoirs; pour liste des personnes qui étaient membres de l'ancienne Chambre et qui ont accepté des charges rémunératrices sous le gouvernement provincial; pour liste de tous les membres de la Chambre qui ont des charges ou emplois rémunérateurs, aussi pour informations sur les pouvoirs, devoirs et responsabilités du conseil exécutif. 75

Réponse à une adresse demandant les noms des juges de paix, comment ils ont été nommés, leurs appointements, etc. 77

23 mars, Toronto. Colborne à Aberdeen (confidentielle). Rien de particulier n'a été fait à l'Assemblée jusqu'à il y a quelques jours, quand un projet de loi a été introduit pour autoriser de disposer des réserves du clergé. N'appréhende pas qu'aucune des procédures de la législature embarrasse le gouvernement local durant cette session, qui se terminera à bonne heure le mois prochain. Les crédits dans le bill des subsides pourront déterminer le Conseil à le rejeter. Envoie les journaux, avec le rapport des débats sur les réserves du clergé. Une résolution a été proposée au Conseil à l'effet d'envoyer une adresse au roi demandant que la question des réserves du clergé soit amenée devant le parlement impérial sans renvoi à la législature provinciale. Les difficultés de la question des réserves du clergé ne peuvent être résolues qu'en les soumettant. 65

28 mars, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 10). Transmet le mémoire de Le Breton pour dommages subis par le détournement du cours de l'Ottawa. 82

Inclus. Mémoire se plaignant des dommages causés à sa propriété en détournant le cours de l'Ottawa, qui passe devant le terrain de l'auteur du mémoire. Ne peut obtenir aucun dédommagement ni pour cet empiétement ni pour d'autres. Fait connaître ses efforts pour obtenir un règlement. Opinion du procureur général opposée à sa demande, demande une enquête équitable. 83

Opinion du procureur général (Boulton); les fonds affectés à un arbitrage pour déterminer le montant de dommages qui peuvent avoir été subis. 87

Jameson, procureur général, à Rowan. La question Le Breton est trop générale pour donner une réponse définitive. 90

30 mars, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 11). Transmet le mémoire de James Wickens pour une concession de terres en rémunération de ses services. Le recommande à une considération favorable. 91

Inclus. Mémoire de Wickens. 92

31 mars, Martintown. Adresse du synode de l'Eglise d'Ecosse au Canada. Incluse dans Colborne à Aberdeen, 23 mai 1835.

11 avril, Toronto. Opinion du solliciteur général sur les projets de loi qui doivent être réservés. 185

16 avril, Toronto. Opinion du procureur général sur les projets de loi qu'il a conseillé de réserver. 182

17 avril, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). Prorogation de la législature provinciale. Envoie par son fils les journaux qui montreront l'état actuel des affaires. La réduction honteuse des salaires du procureur général et du solliciteur général. Son inquiétude pour la clôture de la session. La

1835.

partie des procédures qui est le plus susceptible d'objections était de faire imprimer 2,000 copies du rapport du comité des griefs avant qu'il n'ait été lu en Chambre. Mackenzie avait fait une motion pour la formation de ce comité spécial à bonne heure dans la session. Ne peut obtenir une copie du rapport mais croit qu'il contient la plus grande partie des états de compte emportés par Mackenzie à Downing Street, et ses commentaires sur les pétitions. Le parti du gouvernement se composait de 28 membres environ, dont 6 ou 7 furent généralement absents, de sorte que leurs adversaires purent faire réussir presque toutes les mesures proposées. Recommande son fils. Page 95

18 avril, Toronto. Mémoire de William Dickson et autres. Inclus dans Colborne à Aberdeen, 21 mai 1835.

18 avril, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). Envoie les documents qui doivent être soumis au secrétaire colonial et sur lesquels il n'a pas le temps de faire des observations. 97

Inclus. Adresse du Conseil législatif concernant les réserves du clergé. 99

Rapport du comité spécial du Conseil législatif sur les réserves du clergé. 104

Résolutions de la Chambre d'Assemblée concernant les réserves du clergé. 147

Adresse de la Chambre sur l'état de la province. 152

Résolutions de la Chambre d'Assemblée affirmant ses droits à l'entier contrôle du casuel et du revenu territorial. 160

18 avril, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 12). Déclare avoir prorogé la législature et envoie copie de son discours. 166

Inclus. Discours. 167

22 avril, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 13). Envoie copie des projets de loi réservés, c'est-à-dire le bill pour amender la charte de la banque du Commerce du district de Middland, l'Acte pour constituer la banque de Gore et l'Acte pour constituer la Compagnie *Upper Canada Life Insurance and Trust.* Envoie un état de compte des officiers de la Couronne et demande que la décision sur les projets de loi soit communiquée aussitôt que possible. 171

mai, Toronto. Le même au même (n° 14). Envoie copies du bill pour amender la charte du *King's College* passé à la dernière session de la Chambre d'Assemblée mais rejeté par le Conseil. Ne croit pas qu'un projet de loi pour amender la charte puisse passer, mais croit que le parlement impérial peut l'amender de telle sorte qu'il ne puisse y avoir matière à mécontentement. L'intérêt de la province exige que l'ouverture de l'université soit autorisée et qu'une revision de la charte soit conseillée. Envoie des arguments qui devront rencontrer les conditions essentielles de la cause. La clause qui exige que les professeurs soient membres de l'Eglise d'Angleterre pourrait être mal vue par le conseil, mais sera généralement bien vue par la province, étant un des principes sur lesquels le collège a été fondé. Espère que Sa Seigneurie recommandra que l'ouverture du conseil se fasse d'après les conditions indiquées. Il a 145 élèves qui reçoivent une éducation libérale du Collège du Haut-Canada. Sa prospérité est d'une grande importance pour la province, il devrait être affilié au *King's College* et protégé par une charte. Espère que les clauses additionnelles du gouvernement seront approuvées. A communiqué la dépêche à l'archidiacre et transmet ses observations. 189

Inclus. Copie du projet de loi pour amender la charte du *King's College.* 200

Charte de l'université du *King's College.* 232

Strachan à Colborne. Concoure d'une manière générale dans les changements proposés à la charte du *King's College,* mais n'appouve pas que la charge de président soit occupée par nul autre que par un

1835.

membre du clergé. Ne se croit cependant pas justifiable de faire à ce sujet une objection sérieuse. Page 248

6 mai, Toronto. Colborne à Hay (personnelle). Il ne peut y avoir aucun doute sur l'importance d'établir le *King's College* sur des principes généralement appouvés de la province. Dans les dispositions préparatoires on ne trouve rien autre chose que cinq des membres du conseil devront faire partie de l'Eglise d'Angleterre. Observations sur les autres changement proposés à la charte. Il s'est appliqué à ne laisser aucune matière à objection ; autres observations. 249

15 mai, Toronto. Le même à Aberdeen (n° 15). Envoie l'adresse de la Chambre d'Assemblée demandant de redresser certains griefs. Le défaut de la Chambre d'Assemblée à promouvoir le bien public est attribué au fréquent renvoi de ses mesures par le Conseil législatif et à ce qu'il n'y a aucune communauté de sentiments entre le peuple et le Conseil. Des projets de loi importants sont mentionnés par l'Assemblée comme ayant été renvoyés à la dernière session. Envoie ces projets de loi avec observations sur les raisons du Conseil pour les renvoyer. La difficulté de trouver des hommes aptes à faire partie du Conseil, qui devrait être composé de colons qui sont dans le pays depuis plusieurs années et qui peuvent remplir la charge parfaitement. La composition du Conseil tel qu'il existait en 1831. Sa composition actuelle. 253

Inclus. Adresse de l'Assemblée signée par Bidwell, orateur. L'Assemblée a envoyé une adresse qui d'après sa demande devra être envoyée au secrétaire colonial. 257

Exposé explicatif des principes qui gouvernent le Conseil législatif en rapport avec les projets de loi de l'Assemblée. Les projets de loi y sont traités avec détail. 258

Acte pour imposer une taxe sur les articles importés des Etats-Unis. 288

Division des rôles sur le projet de loi. 294

Acte pour la division la plus équitable des propriétés des personnes mortes sans testament. 296

Division des votes sur le projet de loi. 309

Acte pour amender la loi du jury. 310

Division des votes sur le projet de loi. 326

Acte pour rappeler les lois imposant une amende aux Quakers, aux Mennonites et aux Tunkers qui n'ont pas accompli leur devoir militaire en temps de paix. 327

Acte pour encourager l'éducation. 330

Division des votes sur le projet de loi. 339

Acte pour amender la charte du *King's College*. 341

Division des votes sur le projet de loi. 343

Acte pour disposer des réserves du clergé aux fins de l'éducation générale. 344

Division des votes sur le projet de loi. 369

Acte pour protéger la liberté, la paix, etc., en temps d'élection, et pour assurer l'indépendance de la Chambre en adoptant le vote au scrutin. 370

Division des votes sur le projet de loi. 378

Acte pour accorder une subvention aux académies de Grantham et Bath. 380

15 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen. Fait un rapport sur la propriété, l'occupation et le temps de résidence des membres du Conseil législatif, avec renvoi à l'appel de la Chambre d'Assemblée sur le sujet. 384

Inclus. Liste des membres du Conseil législatif. 390

15 mai, Toronto. Colborne à Hay. Edward Roxall réside dans le canton d'Adélaïde, et les lettres envoyées aux soins de Radcliffe, maître de poste de l'endroit, seront expédiées. 512

1835.
16 mai,
Kingston.

Mémoire de l'évêque Macdonell. Inclus dans Colborne à Aberdeen, 23 mai 1835.

16 mai,
Toronto.

J. B. Robinson à Colborne. A envoyé des explications sur la conduite du Conseil au sujet des projets de loi qui ont été renvoyés, ce dont se plaint l'Assemblée, et a envoyé aussi des copies des plus importants projets de loi. N'a pas cru nécessaire d'envoyer des explications au sujet des projets de loi non mentionnés par l'Assemblée. Pendant quarante ans le Conseil et l'Assemblée ont procédé avec harmonie, et une seule fois, il y a dix-huit ans, il y a eu dissentiment. Depuis 1829 le plus grand nombre des lois d'un intérêt public et général ont originé dans le Conseil ou ont été émanés par le Conseil comme amendements aux projets de loi envoyés par l'Assemblée. 391

Inclus. Liste des projets de loi qui ont originé dans le Conseil législatif pendant la 1re session du 12e parlement et qui sont devenus loi. 399

Liste des projets de loi qui vinrent de l'Assemblée et qui furent sanctionnés. 404

Liste des projets de loi qui ont passé les deux branches de la législature et qui furent reservés par le lieutenant-gouverneur. 408

Projet de loi pour permettre aux gens appelés "Séparatistes" d'affirmer au lieu de prêter serment. 415

Projet de loi pour amender la loi concernant les lettres de change et les billets promissoires. 417

Projet de loi pour désigner le lieu et le temps pour tenir les sessions trimestrilles. 420

Projet de loi pour rendre le remède plus efficace en cas de séduction et pour obliger les pères responsables à supporter leurs enfants illégitimes. 426

Projet de loi pour établir la différence entre le larcin simple et le larcin avec circonstaces aggravantes. 430

Projet de loi pour permettre aux personnes d'être admises comme avocats après un service de cinq ans en conformité des articles. 432

Projet de loi pour créer de nouveaux moyens d'appel de la cour du banc du roi. 434

Projet de loi pour amender de nouveau la loi et le plus grand progrès de la justice. 444

Projet de loi pour mitiger la loi concernant l'emprisonnement pour dette. 468

Projet de loi pour prévenir la multiplication non nécessaire des poursuites et pour augmenter les frais sur les billets, etc. 477

Projet de loi pour établir un étalon de poids pour différentes espèces de grains et légumes. 483

Projet de loi pour changer le temps des sessions trimestrielles dans le district de Niagara. 485

Projet de loi pour permettre aux plaideurs dans les cours de district d'avoir des témoins d'autres districts. 487

Projet de loi pour amender et continuer pour un certain temps un acte pour encourager l'établissement de sociétés d'agriculture. 500

Projet de loi pour continuer les actes des chemins de 1833 et 1834. 502

Projet de loi pour lever un impôt plus considérable dans le district du Prince-Edouard pendant trois années. 504

Proclamation divisant le canal Rideau en trois districts aux fins de la perception des droits sur les billots. 508

16 mai,
Toronto.

Colborne à Aberdeen (n° 16). Le but du projet de loi imposant une taxe sur les terres adjoignant le chemin Canborough et Simcoe est d'améliorer un très mauvais chemin parcourant une partie de la réserve des sauvages. Il avait été d'abord réservé principalement parce qu'il conférait le droit d'intervenir au sujet des terres non concédées de la Couronne et des réserves du clergé. A cause de bénéfices qui s'en suivrait

1835.

il pense qu'on devrait permettre à l'acte d'entrer en force. Envoie copie de son message à l'Assemblée avec les observations du secrétaire d'Etat sur l'acte permettant aux exécuteurs du défunt Thomas Stoyell d'entrer en force. Page 513

Inclus. Message avec la dépêche concernant le projet de loi de la succession de Stoyell. 516

Dépêche du secrétaire colonial sur la succession de Stoyell. 517

16 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 17). En rapport avec le mémoire de l'auditeur sur les patentes de terres et sur leur enregistrement. Le sujet a été porté devant le procureur général. A averti Boulton qu'il n'y avait aucune objection à ce qu'il transmette une copie de son mémoire au secrétaire colonial. Les lettres montreront quand le mémoire de Boulton a été envoyé au solliciteur général et donneront les causes du délai. Recommande que la charge soit continuée. 521

Inclus. Requête du lieutenant-gouverneur aux officiers de la Couronne leur demandant si la charge d'auditeur des patentes de terres peut-être abolie et comment le public est protégé par le bureau. 532

Jameson, solliciteur général, s'excuse du retard de l'envoi de son opinion sur l'utilité de continuer la charge d'auditeur des patentes, qui ajoute à la garantie des concessionnaires et donne la cause de ce retard. 533

Rapport de Hagerman, solliciteur général, sur l'importance de la charge d'auditeur des patentes; la garantie qu'elle donne contre la perte des titres au cas d'incendie dans le bureau général des terres. 536

Formule proposée de blanc de patente sur lequel on a apposé le grand sceau et la signature de l'auditeur. 539

18 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 18). Le malentendu à propos des salaires des employés publics doit provenir de ce que la plupart des positions sont fixées par un acte qui ne spécifie pas le mode de nomination. Comment les nominations sont faites maintenant. 540

Inclus. Listes des employés et par qui nommés. 543

19 mai, Toronto. Colborne à Aberden (n° 19). Envoie le rapport du commissaire des terres de la Couronne sur la pétition de David Browne. Les papiers égarés. L'encouragement donné à Browne et à sa société appelée l'Association Adélaïde; des terres avaient été choisies pour être mises à part pour eux, mais étant donné les malentendus du comité, aucun arrangement satisfaisant n'a pu être fait. A expliqué à Browne que le gouvernement n'était pas à blâmer et que l'insuccès était dû à son seul défaut d'entente. Est persuadé que Browne n'avait ni les moyens ni l'influence pour mener à bonne fin un plan d'émigration. 546

Inclus. Peter Robinson, commissaire des terres, à Colborne. Dit l'encouragement donné à l'Association Adélaïde. La colonisation empêchée par des différents dans le comité, Browne préférant Puslinch, tandis que Gell, un autre membre de l'association, a écrit que des arrangements avaient été faits pour coloniser Seymour. Autres circonstances coïncidant avec l'établissement. 548

Browne à———. Fait rapport qu'après le tour d'inspection pour l'Association Adélaïde, le comité fait rapport que Seymour est un endroit préférable et désire connaître les conditions proposées par le lieutenant-gouverneur. 553

Procès-verbal du Conseil, que le comité de l'Association Adélaïde a fait choix du township de Seymour. 554

Procès-verbal du Conseil faisant rapport sur la cause de l'Association Adélaïde. 555

Peter Robinson à Brown. Communique avec lui concernant les terres de l'Association Adélaïde et envoie des extraits du procès-verbal du Conseil. 560

1835. Brown à Robinson. L'Association Adélaïde s'est fixée à Puslinch préférablement à Seymour. Page 563

Gell à Robinson. Il faudra quelque délai avant de s'installer à Seymour, et demande que des arrangements soient faits. 564

19 mai, Toronto. Colborne à Hay. A produit un rapport tel sur des projets de loi rejetés qu'il fournira au secrétaire colonial le moyen de juger si les plaintes de l'Assemblée sont fondées. La première division sur l'adresse était 22 contre 18, et quand elle est passée 26 contre 15. Elle a été amenée sans avis préalable et pendant l'absence de 12 ou 13 membres qui auraient voté contre. Observations sur les procédures du Conseil législatif. 566

Inclus. Division à la seconde lecture de l'adresse. 568

Liste des votes. 571

20 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 20). Envoie l'adresse du Conseil législatif sur l'établissement des réserves du clergé. Le rapport mentionné contenu dans l'adresse. Appelle l'attention sur la résolution de l'Assemblée au sujet du message du Conseil concernant les réserves du clergé. Copie d'un projet de loi pour disposer de ces réserves rejeté par le Conseil a été envoyée le 15 mai. Est convaincu qu'aucune mesure pour régler la question des réserves du clergé ne sera consentie par le Conseil et l'Assemblée. 575

Inclus. Rapport du comité spécial du Conseil législatif sur les décisions légales pour le maintien d'un clergé protestant dans la province. 578

Appendice A. Clauses du statut britannique, 31 George 3, c. 31, qui a rapport au maintien et au support d'un clergé protestant. 634

Appendice B. Acte relatif au droit de dîme au Haut-Canada. 646

Appendice C. Acte autorisant la vente d'une partie des réserves du clergé au Haut et au Bas-Canada. 648

Appendice D. Copie de l'opinion des officiers en loi de Sa Majesté concernant les réserves du clergé. 653

Appendice E. Extrait du rapport d'un comité spécial de la Chambre d'Assemblée pour faire rapport sur le gouvernement civil au Canada. 657

Appendice F. Adresse du Conseil législatif au sujet des réserves du clergé. 666

Appendice G. Message du lieutenant-gouverneur concernant les réserves du clergé et exemplaire du bill ayant pour objet de les rendre à la Couronne. 674

Appendice H. Bill ayant pour objet la disposition des réserves du clergé en faveur de l'éducation. 684

Appendice I. Passage d'une lettre adressée par Hay à Stewart. 709

Résolution de l'Assemblée concernant les réserves du clergé. 710

20 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 21). Il lui adresse les résolutions de l'Assemblée par rapport au contrôle que, dans l'opinion de ce corps, la législature provinciale devrait pouvoir exercer sur toutes réserves de la Couronne, dans la province. 715

Inclus. Adresse de l'Assemblée à Colborne, demandant que la résolution relative à l'application des deniers prélevés dans la province soit envoyée au secrétaire des Colonies. 724

Résolutions de l'Assemblée par rapport au contrôle de tous les deniers prélevés dans la province. Il regrette que le domaine des Hurons se soit vendu à une compagnie de Londres pour un prix nominal, et il le prie d'augmenter les subsides nécessaires au gouvernement de la province. 725

21 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 22). Envoie copie d'un message relatif au rajustement de réclamations provenant des pertes éprouvées pendant la guerre et exposant l'intention du gouvernement de Sa Majesté au sujet d'indemnité. En dépit d'une discussion prolongée, l'Assemblée n'est arrivée à aucune conclusion définitive. Il envoie mémoire de parties

1835.

Intéressées à recevoir indemnité pour pertes subies pendant la guerre. Page 731

Inclus. Message concernant pertes subies pendant la guerre. 735

Mémoire de William Dickson et autres concernant pertes subies pendant la guerre. 737

22 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 23). Avait reçu dépêche ainsi que projet du bill relatif à la réglementation du service postal, bill qui fut présenté à l'Assemblée, mais qu'on ne songea pas à discuter avant d'avoir reçu certain renseignement du directeur général des postes de Québec. 739

22 mai, Toronto. Le même à Hay (confidentielle). Motion de Mackenzie demandant l'institution d'un comité pour l'examen des griefs, adoptée, et Mackenzie élu président. On a commandé l'impression du rapport adopté par les membres du comité réprésentant un peu plus que le quorum, et de 2,000 exemplaires du dit rapport, avec documents qu'on a dit avoir examinés. Observations au sujet de ce rapport et explication de son attitude concernant la mise en liberté de Collins. 741

23 mai, Toronto. Le même à Aberdeen (n° 24). Envoie copie du mémoire de l'évêque Macdonell au sujet de colons catholiques romains. 747

Inclus. Mémoire demandant participation au bénéfice des réserves du clergé. Loyauté des catholiques romains et leur courageuse défense du pays. 748

23 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 25). Envoie adresse du synode de l'Eglise d'Ecosse avec sommaire de ce qu'elle contient. Il recommande l'allocation de £500 par année afin de pourvoir à l'augmentation du salaire des ministres. 755

Inclus. Adresse au roi. 757

Adresse à Colborne. 760

30 mai, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 26). Envoie mémoire de l'église Saint-André de Toronto demandant une allocation pour aider au paiement de la dette de l'église. 768

Inclus. Mémoire de l'glise Saint-André de Toronto. 769

5 juin, Downing Street. Anomyme à Colborne. Observations concernant le livre bleu destiné à guider le secrétaire, et indication des modifications exigées dans les rapports. 40

15 juin. Anonyme au même. Concernant la décision rendue dans la cause des bills réservés, avec motifs de la décision de la cause de la compagnie d'assurance ; Sa Majesté sanctionnerait la loi si on faisait disparaître les objections. 173

17 juin. Anonyme au même. Ne peut faire droit à la demande contenue dans sa lettre du 6 mai au sujet des modifications à faire à la charte du collège, pour les raisons y mentionnées. Croit son plan réalisable, attendu que les résolutions de l'Assemblée ne permettent pas d'espérer que cette dernière accorde pour toujours à l'Eglise d'Angleterre le privilège de compter 5 de ses membres dans le bureau de direction du collège, qui, d'après son plan, n'aurait en tout que 7 membres, et cela, lorsque l'un des deux nouveaux membres en sus de 5, doit être lui-même (Colborne), et lorsque l'autre, c'est-à-dire le 7e, doit être Strachan. D'après ce plan, il est demandé pour l'Eglise établie des privilèges que ses meilleurs amis, ceux qui comprennent le mieux ses véritables intérêts, ne croiraient pas prudent de réclamer pour elle. Il regrette d'apprendre la dissension qui a eu lieu à cet égard entre le Conseil et l'Assemblée. Sa Majesté serait heureuse d'intervenir comme médiatrice si on l'en priait. 194

1er juillet. Anonyme à Colborne. On rappelle à Colborne les ordres par lui donnés autrefois au sujet du maintien de la charge d'auditeur des lettres patentes relativement à la concession des terrains. Son silence prolongé a causé du malaise et on désire qu'il fasse rapport immédiatement. Sa réponse à la demande de renseignements de Spring Rice n'est pas du

1835. tout pertinente. Devoirs que comporte cette charge, et risques auxquels est exposé l'enregistrement des lettres patentes. Précautions auxquelles la conservation de ces dernières exige qu'on ait recours. Page 524

2 juillet. Anonyme au même. Arrivée de dépêches attendues avec impatience, vu que, d'après les journaux, l'Assemblée s'est montrée hostile au gouvernement de Sa Majesté, mais on n'a reçu aucun rapport officiel avant le 26 juin. Reçu dépêches importantes, mais qu'on a négligées, pour faire remarquer à Colborne qu'il ne donnait pas assez de renseignents sur des sujets de haute importance, dont on n'avait connaissance que par l'entremise des journaux, et sur lesquels il (Colborne) gardait le silence. On verra à faire aussitôt que possible et le plus minutieusement rapport sur les points qu'il a signalés. 716

11 septembre. Anonyme au même. Le roi a sanctionné les bills ayant pour objet l'extension de la charte de la Banque Commerciale du district de Midland et la constitution de la Banque Gore. Dans l'un et l'autre cas on a omis de pourvoir à la sécurité du public, mais cela s'explique par le fait qu'on a décidé de ne pas chercher à faire prévaloir les principes établis dans le Royaume-Uni sur ceux adoptés par la législature provinciale, ne doutant pas que cette dernière soit tant disposée à prendre les mesures nécessaires à la sécurité du public. On se propose de signaler ce point à l'attention de qui de droit à la prochaine session. 178

19 novembre. Anonyme au même. Envoyé papeterie et donné ordre d'en payer le prix à même le revenu casuel du département de la Milice. 32

LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR J. COLBORNE, 1835.

Q. 386-1-2.

Première partie : de page 1 à page 187 ; deuxième partie : de page 188 à page 348.

1796. 6 avril, York. Proclamation de Simcoe.

1806. 31 octobre, York. Proclamation de Gore.

1816. 27 janvier, York. Minute du Conseil exécutif. Cette minute et les deux précédentes sont incluses dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 22 juin 1835.

1830. 26 novembre, Toronto. Minute du Conseil exécutif. Incluse dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 21 août 1835.

1831. 14 novembre, York. Le Conseil recommande qu'on attribue lopin au canal Welland et qu'on enlève de la carte le nom de Dickson. Inclus dans le rapport du comité, 8 avril 1835.

1832. 29 mars, Thorah. Certificat de colons. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 21 août 1835.

1833. 30 mars, York. Mémoire des juges. Incluse dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 10 août 1835.

8 mai. Minutes du Conseil sur requête de Davidson. page 49

27 mai. Minutes du Conseil sur requête de Davidson. 49

2[illegible] novembre, York. Macdonell à Davidson. Inclus dans rapport du comité, 8 avril 1835.

1834.

18 janvier, Toronto. Message de Colborne à l'Assemblée. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

10 mars, Toronto. Ordre du Conseil exécutif pour émission de lettres patentes à la Compagnie du canal Welland par rapport au lopin n° 27, 1re concession de Humberstone. Inclus dans rapport du comité, 8 avril 1835.

24 mars, Toronto. S. P. Jarvis à Colborne. (Il y a deux lettres qui portent cette même date.)

24 mars, Toronto. Le même à Stanley. Ces deux lettres incluses dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

7 juin, Eldon. Certificat en faveur de Cameron. (Suit certificat pour dates attestant l'exactitude du certificat ci-dessus mentionné.)

16 juin, Thorah. Requête de Thorah.

28 juillet. Certificat établissant que Cameron a offert 200 acres de terre à des colons. Ce certificat et trois précédents sont inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 21 août 1835.

5 septembre, Downing Street. Spring Rice à Colborne. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

13 novembre, Sunnidale. Rapport de H. C. Young à Hawke. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 25 août 1835.

14 novembre, Toronto. Jarvis à ———. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

27 novembre, Lancaster. Requête de Lancaster. Incluse dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 21 août 1835.

12 décembre, Toronto. Rowan au receveur général. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 24 août 1835.

1835.

Etat des recettes et dépenses relatives au fonds du clergé.

1er janvier. Compte courant de Hawke. Inclus dans correspondance de Colborne à Glenelg, 25 août 1835.

5 janvier, Toronto. Cameron à Rowan. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 21 août 1835.

2 février, Toronto. Colborne à Aylmer. Inclus dans Colborne à Glenelg, 10 août 1835.

2 février, Toronto. Adresse de l'Assemblée du Haut-Canada. Incluse dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 22 juin 1835.

4 février, Toronto. Rapport du procureur général.

5 février, Toronto. Rapport en conseil sur le cas de Forsyth. Tous deux inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 26 juin 1835.

24 février, Nelson. Mémoire de Davidson. Inclus dans le rapport de comité, 8 avril 1835.

27 février, Toronto. Greffiers de l'Assemblée aux juges. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

4 mars, Toronto. Rapport concernant règlement par H. C. Young. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 25 août 1835. Suit état de dépenses représentant emploi d'ouvriers.

23 mars, Québec. Autres représentations de la part de Givins. Incluses dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 10 août 1835. (Non datées, soumises à Aylmer à la date mentionnée en marge.)

31 mars, Toronto. Hawke à Rowan. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 1er juin 1835.

1er avril, Toronto. Rapport de l'Assemblée sur le cas de Forsyth. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 26 juin 1835.

2 avril, Toronto. Rowan à Hopkins. Sa lettre a été renvoyée au Conseil exécutif. Colborne ne peut voir d'objection à ce qu'on envoie les documents au comité.

Page 32

1835.
8 avril, Toronto. Rapport du comité constatant que les documents demandés n'ont pas encore été reçus et qu'il faut faire le rapport quand même. Page 32

Suit le rapport daté le même jour et constatant que Davidson a souffert des dommages. 33

Inclus. Mémoire de James Davidson demandant qu'on l'indemnise du terrain qu'on lui a enlevé. 36

Certificat de McBride, J. P., établissant l'exactitude de l'exposé de Davidson. 41

Documents officiels se rattachant au cas de Davidson. 42 à 51

9 avril, Toronto. Adresse de l'Assemblée à Colborne. On lui demande d'étudier le cas de Davidson afin que justice soit rendue. 31

13 avril, Toronto. Adresse de l'Assemblée. Incluse dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 2[illegible] juin 1835.

28 avril, Toronto. Prior à Rowan. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 2 juillet 1835.

11 mai, Glengarry. Requête des Montagnards Ecossais. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 27 juin 1835.

22 mai, Toronto. S. S. P. Jarvis à Colborne. Inclus dans la correspance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

Suit mémoire portant la même date.

23 mai, Toronto. Jameson à Rowan. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

30 mai, Toronto. Minute du Conseil exécutif. Incluse dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 22 juin 1835.

30 mai, Toronto. Hawke à Rowan. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 1er juin 1835.

30 mai, Toronto. Minute du Conseil exécutif sur l'adresse de l'Assemblée au sujet de la requête de Davidson. Incluse dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 13 juin 1835.

1er juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 27). Il appelle l'attention de ce dernier sur le malheureux état où se trouvent réduits les soldats qui ont transigé sur leur solde. Le déplacement auquel ils ont été soumis dès leur arrivée en des endroits avantageux. Ceux qui étaient forts, bien portants, industrieux et sobres sont demeurés sur leurs terres ; quant aux impotents et aux infirmes, on les a envoyés à Toronto pour y vivre d'aumônes. Il a donné ordre d'en expédier un certain nombre à Penetanguishene, où un fonctionnaire en charge de ce poste devra en prendre soin. Les cultivateurs verront probablement à la protection des enfants. Il envoie des tableaux faisant voir quels secours on a accordés à ceux qu'on a expédiés à Penetanguishene et ce qu'on y a fait pour eux durant l'hiver. Il fait allusion à ses lettres où il disait prévoir ce qui est arrivé. Il espère qu'ils n'ont pas perdu toute réclamation contre le pays pour avoir accepté une commutation. 1

Inclus. Retour de ceux qu'on avait envoyés à Penetanguishene comme pensionnaires ayant fait échange de leur solde. 5

Hawke à Rowan. Observations au sujet des pensionnaires ayant fait échange de leur solde et qu'on avait envoyés à Penetanguishene. 6

Le même au même. Rapport au sujet de l'aide accordée durant l'hiver aux soldats ayant fait échange de leur solde. 8

3 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 28). Vu le mauvais état de sa santé, le Dr Phillips s'est retiré du collège et on lui a confié une mission. Il recommande qu'on lui paie £100 par année à même les fonds du collège. 10

Inclus. Phillips à Colborne. Donne un état détaillé de ce qu'on lui a fait entrevoir pour le déterminer à venir à Toronto, et expose quel a été son désappointement. On l'a transféré de la *Royal Grammar School* au *Upper Canada College.* Sa santé altérée s'améliore graduellement depuis qu'on l'a envoyé dans une partie salubre du pays. 11

1835.

Certificat de médecin établissant l'état de santé du Dr Phillips. Page 16

4 juin, Toronto. Rapport du Conseil sur la requête de Richard Daverne. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 29 juin 1835.

4 juin, Toronto. Rapport du Conseil sur la requête des loyalistes de l'E. U. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 27 juin 1835.

8 juin, Toronto. Hawke à Rowan. Rapport de l'inspection concernant les colons indigents. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 25 août 1835.

9 juin, Québec. Le percepteur et contrôleur à Craig.

11 juin, Québec. Aylmer à Colborne. Inclus tous deux dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 22 juin 1835.

13 juin, Toronto. Rapport de l'arpenteur général. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 30 juin 1835.

13 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 29). Il envoie copie de l'adresse de l'Assemblée concernant la plainte de James Davidson soumise à l'examen d'un comité spécial. En 1796 on avait inscrit sur le lopin n° 27 le nom de Dickson, dont Davidson se prévaut pour présenter sa réclamation, qu'il tient de lui ; mais, cette réclamation, on n'a pas cherché à la faire valoir tant que la Compagnie du canal Welland n'eût pas décidé de faire passer le canal à travers ce lopin ; alors, elle se l'est fait concéder à la condition qu'un autre lopin sur la ligne du canal fût accordé à Davidson. Il envoie à titre de renseignement copie d'un rapport du Conseil à ce sujet. 17

15 juin, Toronto. Cameron à Colborne. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

16 juin, Toronto. Certificat de Cameron. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 20 juin 1835.

20 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 30). Il envoie copies de rapports au sujet de la concession de 1,000 acres de terre au colonel Guy Johnson et de la façon dont il en a été disposé. 52

Rapport de l'arpenteur général établissant que les lopins 10, 11 et 12, de la 6e concession, et 11 et 13 de la 7e concession de Hawkesbury, ont été réclamés par et accordés à Mary Campbell et Julia Johnson, cohéritières de Guy Johnson. 53

Certificat de Cameron établissant l'émission de lettres patentes au sujet des terrains mentionnés dans le paragraphe précédant immédiatement celui-ci. 54

22 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 31). Il transmet l'adresse de l'Assemblée demandant un état des réclamations du Haut-Canada au sujet d'une partie des droits perçus à Québec. 55

Inclus. Adresse de l'Assemblée demandant que Québec fournisse un état annuel des droits perçus. 57

Aylmer à Colborne. Il inclut rapport concernant les droits perçus depuis 1823. 58

Le percepteur et contrôleur des douanes, Québec, à Craig. Il envoie rapport concernant les droits perçus depuis 1823. 59

Etat annuel des droits perçus depuis 1823. 60

22 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 32). Il envoie rapport du Conseil exécutif faisant voir précautions prises pour vérifier les réclamations des loyalistes de l'Empire-Uni et de leurs enfants. Le Conseil fait remarquer l'inconvénient que présenterait la détermination d'une limite de temps pour les concessions gratuites à faire aux enfants des loyalistes de l'Empire-Uni et aux membres de la milice canadienne. Il est lui-même convaincu que tous ceux qui dans cette province ont droit à des concessions gratuites, devraient adresser à l'inspecteur général leur désignation et les documents sur lesquels ils fondent leurs prétentions. Il a exprimé le désir que l'arpenteur général envoie une liste de toutes les réclamations produites à son bureau par des loyalistes, afin de déterminer plus

1835. facilement par ce moyen l'étendue des obligations et des responsabilités. Page 61

Inclus. Rapport du Conseil exécutif au sujet des loyalistes de l'Empire-Uni. Copie de la proclamation faite par Simcoe en 1796, y annexée. 64

Proclamation de Gore. 72

Minute du Conseil exécutif établissant que toute requête de fils ou de filles de loyalistes de l'Empire-Uni devra, pour être reçue, être accompagnée du certificat des magistrats. 73

25 juin, Toronto. Markland à Colborne. Inclus dans la correspondance de Colborne à Aberdeen, 25 juin 1835.

25 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 33). Il envoie l'adresse de l'Assemblée au sujet de concessions gratuites de terrains à des loyalistes de l'Empire-Uni. Il signale le rapport de l'inspecteur général des comptes où se trouvent expliquées les déclarations faites dans l'adresse. 78

Inclus. Adresse de l'Assemblée au sujet de concessions à des loyalistes de l'Empire-Uni comme article de commerce. 80

Markland à Colborne. Observations sur l'adresse de l'Assemblée. 86

26 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 34). Il envoie rapport de l'Assemblée sur le cas de Forsyth. Les procédures à ce sujet sont toutes expliquées dans la dépêche du 11 janvier 1833. Clark et Street ayant acheté la propriété de Forsyth ont obtenu un verdict pour empiétement sur le terrain qui avait été réservé en 1798, et l'Assemblée fait rapport que Forsyth a droit à compensation. Ce cas est expliqué plus au long dans l'arrêté du conseil et dans le rapport du procureur général. 91

Inclus. Adresse de l'Assemblée priant Colborne d'expédier rapport sur le cas de Forsyth. 99

Réponse par Colborne qu'il lui est impossible de recommander qu'on juge le cas de Forsyth dans un sens favorable. 101

Rapport de la Chambre d'Assemblée sur la requête de Forsyth. 102

Rapport du Conseil sur la requête de Forsyth. 109

Rapport du procureur général défavorable à la réclamation Forsyth. 111

27 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 35). Envoie requête de colons du district de l'Est, établissant qu'on leur a enlevé des terres qu'on leur avait concédées comme loyalistes de l'Empire-Uni et demandant qu'on leur en concède d'autres. L'imposition d'une taxe sur les terres incultes expliquée dans un rapport du Conseil exécutif; on avait vendu la propriété des requérants parce que ces derniers n'avaient pas payé la taxe imposée par la loi. 114

Inclus. Requête de Montagnards Ecossais et de loyalistes de l'Empire-Uni du comté de Glengarry. 115

Rapport du Conseil exécutif sur la requête des loyalistes de l'Empire-Uni du comté de Glengarry, établissant qu'on a vendu leurs terres pour défaut de paiement des taxes. 119

29 juin, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 36). Il envoie copie du rapport du Conseil exécutif concernant le mémoire de Richard Daverne. Le commandant des forces a contremandé l'ordre de faire une concession à Daniel Daverne et le Conseil a persisté à rejeter les requêtes de ce dernier, qui s'est trouvé obligé de prouver qu'à l'époque où on lui a fait la concession il y avait droit et que, par conséquent, on avait eu tort de rejeter sa requête. 122

Inclus. Rapport du Conseil sur le cas de Richard Daverne, dont la requête n'a jamais été admise, la concession faite à feu Daniel Daverne ayant été contremandée. On recommande que Daverne s'adresse à Cockburn, actuellement lieut.-gouverneur du Honduras. 124

2 juillet, Toronto. Colborne à Aberdeen (n° 37). Il fait rapport qu'on a d'abord accueilli favorablement la requête par laquelle les nègres demandaient la permis-

1835.

sion de s'établir à Wilberforce, mais que les commissaires, probablement à cause de certaines représentations à eux faites par les habitants du district de London et de l'Ouest, ne se sont pas crus autorisés à pousser plus loin les négociations. Il y a environ 20 familles à Wilberforce; elles ont une école et sont bien dirigées. Paul, leur chef, est un ministre de l'Eglise baptiste et est doué d'un excellent caractère. Page 128

Inclus. Prior à Rowan. Rapport des commissaires de la *Upper Canada Land Company* concernant l'établissement de Wilberforce et exposant qu'un certain nombre des nouveaux colons sont respectables, mais que la plupart sont paresseux et dissolus, et que les premiers ont exprimé hautement le désir de se faire concéder des terrains ailleurs. Dans des circonstances plus favorables, les commissaires auraient pu leur vendre plus de terrains, mais vu la mauvaise conduite qu'ils tenaient, en général, on a cru que, en leur vendant des terrains, on rendrait plus difficile la vente des terrains adjacents. Les commissaires ont donc refusé de leur en vendre davantage et leur ont même proposé de reprendre les 800 acres qu'ils leur avaient déjà concédées à condition de les indemniser raisonnablement des améliorations qu'ils y avaient faites. On va donc fonder ailleurs l'établissement qu'il n'est plus possible de poursuivre à Wilberforce. Sous la direction d'un homme tel que Paul, il peut prospérer et produire les bons effets auxquels Nisbett fait allusion dans sa lettre. 131

8 juillet, Québec.

L'évêque de Québec à Colborne. Inclus dans la correspondance à Glenelg, 21 juillet 1835.

10 juillet, Toronto.

Colborne à Glenelg (n° 38). Il envoie copie des lois passées à la dernière session, avec annexe et liste des bills réservés. 134

Inclus. Résumé des lois passées à la dernière session. 143

Observations du procureur général au sujet de bills que, d'après lui, on aurait dû réserver. 165

21 juillet, Toronto.

Colborne à Glenelg. Il présente le Dr Mountain, archidiacre de Québec. L'évêque désire un suffragant et il préfère le Dr Mountain. 169

Inclus. L'évêque de Québec à Colborne. Il demande une lettre de présentation pour le Dr Mountain afin d'accréditer celui-ci auprès du bureau colonial. 172

28 juillet, Toronto.

Colborne à Glenelg (n° 39). Au sujet de la requête demandant des renseignements concernant la concession de 58,515 acres de terre, en 1834, il envoie le rapport du commissaire des terres de la Couronne et un état explicatif de l'arpenteur général, où celui-ci décrit à quels colons on a accordé des lettres patentes. 173

Inclus. Peter Robinson à Rowan. Il envoie un état explicatif au sujet de certaines terres concédées en 1834. 175

Rapport concernant les terres de la Couronne concédées en 1834. 176

Etat détaillé concernant 58,515 acres de terre. 177

30 juillet, Toronto.

Mémoire des juges. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 19 août 1835.

30 juillet.

Anonyme à Colborne. Le cas de Davidson réexaminé, le bien fondé de sa réclamation reconnu et l'attitude du Conseil exécutif, à cet égard, condamnée. 19

30 juillet.

Anonyme au même. Obervations au sujet de l'intervention de Strachan concernant le cas de Davidson; il a contrecarré le désir de l'Assemblée; on pensait qu'il avait renoncé à la politique et qu'il n'avait gardé son siège au Conseil que pour l'honneur. Efforts de Ripon pour induire Strachan à se contenter de ses fonctions ecclésiastiques. La modification du Conseil exécutif de chaque province du Canada fera peut-être partie des changements exigés par l'état des affaires, et dans ce cas il n'est pas probable que Strachan soit appelé à siéger au Conseil. Les principes défendus par Ripon et ses successeurs s'opposent à ce que les dignitaires ecclésiastiques participent à la direction des affaires publiques. En ce

1835.

retirant de lui-même, Strachan épargnerait au roi le désagrément d'une mesure qui serait de nature à amoindrir le mérite d'un citoyen qui s'est distingué par des longues années de dévouement. Page 28

1er août, Toronto. Colborne à Gleneig (n° 40). Il envoie exemplaire des lois adoptées à la dernière session. 178

3 août, Toronto. Le même à Hay (confidentiel). Il vient de recevoir un livre contenant le rapport, avec appendice, du comité spécial institué pour l'examen des griefs. Si les documents exigent quelque explication ou remarque, il écrira lorsqu'il aura eu le temps de les examiner. 179

10 août, Toronto. Colborne à Genelg (n° 41). Au sujet du mémoire de Givins concernant loyer, il transmet copie de la correspondance se rattachant à la réclamation de Givins. 180

Inclus. Colborne à Aylmer. Il transmet copie de dépêche. Quand on a déterminé les salaires, Givins devait toucher £400 par année. Il recommande qu'on ordonne au commissaire général de payer en conséquence. 182

Colborne à Aylmer. Il envoie état de Givins, où celui-ci fait voir qu'on l'a privé de ce qui lui revenait à titre de loyer parce qu'on supposait qu'il avait été promu sur demande du secrétaire d'Etat, à un salaire de £400 par année. 183

Givins à Colborne. Il explique sa situation par rapport à salaire. 184

Aylmer au même. Il envoie état faisant voir que Givins n'a droit à rien de plus que son salaire actuel. 186

Autre représentation à Aylmer par le surintendant en chef du département des Affaires des Sauvages au sujet de son sujet. 188

15 août, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 42). Il a nommé William Hepburn secrétaire permanent du surintendant du département des Affaires des Sauvages. Il recommande que son salaire soit fixé à £150 par année. 193

19 août, Toronto. Le même au même (n° 43). En suggérant la vente de la réserve de Toronto, il voulait faire voir qu'elle aurait l'avantage d'assurer la construction de casernes convenables sans qu'il en coûtat à l'artillerie, que les dépenses relatives aux réparations seraient ainsi réduites et que Toronto se trouverait agrandi et profiterait de l'emploi des émigrés. Afin d'assurer la réalisation des projets qui intéressent l'artillerie au plus haut degré, il faut entreprendre immédiatement les autres améliorations, et la réserve devenant un lieu d'habitation convenable, on fournira les fonds nécessaires à l'érection de casernes et de moyens de défense. Il expose comment, d'après lui, les travaux devraient se faire. Il est persuadé que la vente d'emplacements assurera l'exécution graduelle des travaux dont le parachèvement dépendra de l'augmentation de la valeur des terrains dans la partie ouest de Toronto ; mais le projet en question ne peut manquer de servir l'intérêt de l'artillerie et celui de la Couronne. 197

Inclus. Tableau des terres vendues sur la réserve militaire de Toronto. 203

Total de la valeur présumée des terrains situés à l'est de la garnison. 204

Plan de la réserve militaire de Toronto. 205

19 août, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 44). Il transmet avec hésitatien les mémoires du juge en chef, du procureur général, du secrétaire et registraire et autres fonctionnaires du gouvernement dont on avait retranché ou réduit les appointements après décision de l'opinion émise par le secrétaire des colonies en réponse aux dépêches du 20 mars et du 23 mai 1833, sachant aussi qu'on avait déchargé le gouvernement de l'obligation de subvenir aux frais de justice et d'administration dans tous les cas où il y avait eu cession du revenu prévu par le statut 14 George III et applicable au paiement de ces frais ; mais c'est aux juges et au procureur général d'envoyer des états démontrant l'insuffisance de leur rémunération.

1835.

On avait réduit à £750 et à £375 les appointements qu'on avait substitués aux honoraires ci-devant fixés, pour le procureur général et le solliciteur général, à £1,100 et £600 par année. Il y a tout lieu de prétendre que si le gouvernement impérial reconnaissait l'insuffisance de ces traitements, les allocations établies par la législature se paieraient avant peu à même les fonds de la Couronne. Cependant, il soumet que dans ces circonstances particulières, il convient de considérer dans un sens favorable les différents cas dont il s'agit. Page 206

Inclus. Mémoire des juges demandant qu'on leur paie les traitements et arrérages de traitements à eux dus. 215

Mémoire des juges faisant remarquer qu'on n'a pas payé leurs frais de déplacement, ni les comptes subsidiaires des greffiers de cours d'assises, ni l'allocation due au shérif du district principal. Raisons établissant l'obligation de payer dans chacun de ces cas. 220

Jarvis à———. Par rapport au défaut de paiement de son traitement comme shérif du district principal du Haut-Canada. 229

Les greffiers des assises aux juges. Ils demandent qu'on leur paie les arrérages qui leur sont dus. 231

Jameson à Ryan. Concernant la réduction du traitement des officiers en loi de la Couronne par la Chambre d'assemblée. 235

Cameron, secrétaire et régistraire, à Colborne. Il signale la négligence de l'Assemblée à pourvoir aux appointements et aux réclamations subsidiaires des fonctionnaires du gouvernement pour l'année courante. 240

S. P. Jarvis au même. Il lui rappelle qu'il a déjà présenté une requête. L'Assemblée ayant négligé de pourvoir aux appointements, il se trouve dans l'alternative de perdre tout son revenu ou de demander de nouveau qu'on fasse droit à sa réclamation. Il a préparé un second mémoire destiné au secrétaire des Colonies, et il demande qu'il lui soit adressé. 242

Mémoire de S. P. Jarvis à Aberdeen. Exposant que l'Assemblée a négligé de faire droit à sa réclamation au sujet du montant qui lui est dû. 251

Le même à Colborne. Il considère qu'on devrait lui faire au bureau d'enregistrement une meilleure situation que celle qu'il occupe actuellement. 257

Message de Colborne à l'Assemblée exposant qu'on a négligé de pourvoir à l'administration de la justice. 258

Spring Rice à Colborne. Bien que Jarvis ait déjà touché des honoraires au sujet de terrains dont la Couronne s'était chargée, cependant on ne peut le payer de façon à augmenter le crédit voté par l'Assemblée. 259

Rapport de l'émigration pour l'année 1834. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 25 août 1835.

21 août, Toronto.

Colborne à Glenelg (n° 45). Il envoie requête adressée par Donald Cameron. Le Conseil ayant pris en considération les documents y annexés, il envoie en même temps le rapport du Conseil ; ce dernier est d'avis que ni M. Cameron ni les colons qu'il a établis n'ont à faire aucune réclamation qui n'ait pas encore été examinée. 260

Inclus. Requête de Lancaster demandant qu'on rende justice à Donald Cameron et à ses colons, et qu'on les protège contre l'injustice du Conseil exécutif. 265

Requête de Thorah à même fin. 269

Certificat en faveur de Donald Cameron. 273

Certificat des colons de Thorah en faveur de Cameron. 275

Cameron à Rowan. Il demande que les documents qu'on lui a passés soient présentés à Colborne. 276

Minute du Conseil exécutif. Que copie de l'ordre du 26 novembre 1830 soit transmise au gouvernement de Sa Majesté avec requête concernant Cameron. 277

1835. Minutes du Conseil exécutif de 1830 telle que mentionnée dans la minute qui précède immédiatement. Page 278

23 août, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 46). Il envoie état du revenu casuel et territorial avec explication de certaines dépenses qui y figurent. Doit-on continuer à faire des allocations aux églises? Le commissaire des terres de la Couronne estime le revenu de la vente de ces terres à £9,000 par année, le revenu total à £30,000 et les dépenses permanentes à £19,000. 293

Inclus. Rapport général des recettes et dépenses imputables au fonds provenant de la vente des terres de la Couronne à la *Canada Company* 297 à 306

24 août, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 47). Il envoie rapport des recettes et paiements relatifs au fonds du clergé avec observations. 307

Inclus. Rowan au receveur général. Les missionnaires de la Société de la Propagation de la Foi, qui reçoivent £100 par année, doivent être payés à même le revenu provenant du louage des réserves du clergé et à même l'intérêt provenant des sommes remises à l'Angleterre, et la différence représentée par la réduction du traitement de ceux que l'on paie plus de £100 doit être à la charge du revenu territorial. Comment les revenus doivent répondre aux exigences de ces obligations. La liste produite par l'évêque de Québec fait voir le montant qu'il faut payer annuellement et la différence requise pour payer tout leur traitement jusqu'à la fin de l'année. Il a sanctionné le paiement des traitements comme devant se faire à compter du 1er janvier au lieu du 1er avril, sujet aux modifications que le secrétaire des Colonies jugera à propos d'y apporter, et à condition que la société paie les appointements du premier quartier. Comment il conviendrait de payer les pensions dues aux ministres qui ont pris leur retraite ainsi que celles dues aux veuves. 311

Rapport des recettes et paiements se ratachant au fonds du clergé, depuis le 1er janvier jusqu'au 30 juin 1835. 314

25 août, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 481). Il envoie rapports des arrangements faits au sujet de l'emploi des émigrés et de ce qu'on a décidé au sujet de ceux qui ont été envoyés par des sociétés ou par les agents de lord Egremont. Observations au sujet de l'état financier. Diminution du nombre des émigrés ayant du capital et ses causes. Ce qu'on a dépensé pour les soldats infirmes et sans ressources qui ont accepté l'échange de leur solde figurera au compte de l'émigration jusqu'à nouvel ordre. 317

Inclus. Mémoire concernant frais d'émigration, et observations au sujet de leur provenance. 321

Rapport concernant l'émigration pour l'année 1824. 323

Observations relatives aux frais d'émigration jusqu'au 30 juin 1835. 331

Rapport de H. C. Young, Sunnidale, à Hawke. Le chemin ayant été ouvert jusqu'à Nottawasaga, il a envoyé les émigrés sur leurs terrains. Il n'est pas encore en état de dire combien on a déblayé et essarté de verges sur le chemin de Sunnidale; il devra avoir recours à une personne digne de confiance pour l'établir. Il a été obligé d'engager quelqu'un pour surveiller les travaux. On devrait faire l'arpentage du chemin le plutôt possible; s'il survenait une forte tempête de neige il faudrait le différer jusqu'au printemps. Christian Bornes, un émigré d'outre mer, s'est égaré dans les bois et on ne l'a pas retrouvé. Les difficultés que présente pour lui la direction des émigrés d'outre-mer. 334

Compte courant de Hawke, agent d'émigration, par rapport à H. C. Young. 337

Rapport constatant l'établissement par H. C. Young de colons indigents à Nottawasaga. 338

État de compte des dépenses que représente l'emploi des émigrés. 343

Hawke à Rowan. Rapport concernant l'état des émigrés indigents établis à Nottawasaga. 349

1835.
2 septembre. Anonyme à Colborne. A reçu copies des lois votées à la dernière session ainsi que des bills réservés. Désireux d'en arriver à une décision au sujet des bills réservés, mais des circonstances imprévues ont retardé les procédures nécessaires à cet égard. Nécessité de fournir tous les renseignements possibles sur l'objet des bills réservés afin de permettre au secrétaire des Colonies de dire ce qu'il faudrait décider; mais ni lui (Colborne) ni le procureur général ne les ont fournis. Observations au sujet des bills réservés. Conclusion recommandant la sanction du bill relatif à la famille de DesGardins (*sic*) afin d'assurer aux sujets anglais la possession des terres qu'ils tiennent de certains aubains. 135

4 septembre, Toronto. Mémoire relatif aux frais d'émigration et observations. 321

8 octobre, Anonyme à Colborne. La lettre du 26 juin reçue seulement le 10 octobre. Regrette d'avoir différé l'envoi de l'adresse douze semaines après en avoir eu communication. A présenté l'adresse au roi et a reçu ordre de déclarer que l'Assemblée a la garde des revenus publics de la province et que si elle recommande qu'on indemnise quelqu'un pour dommages à lui causés par le gouvernement local les ministres de la Couronne, sauf les cas exceptionnels, ne peuvent conseiller à Sa Majesté de suspendre l'allocation de l'indemnité. L'Assemblée va être informée que par respect pour sa décision, et bien que celle-ci soit contraire à l'opinion des justiciers de la Couronne, Sa Majesté a ordonné qu'on indemnise complètement Forsyth. Comment il faudrait déterminer le montant de l'indemnité. Sa Majesté espère que l'Assemblée ne préjugera pas la question du droit qu'avait la Couronne à la terre dont Forsyth a été dépossédé. D'après certaines décisions rendues cette terre n'appartenait pas à Forsyth, mais avait été attribuée à la Couronne pour certaines fins publiques. Les inconvénients qui résulteraient de l'abandon de cette réclamation. Il admet avec Murray que l'attitude de Maitland à cet égard était fausse. 93

31 octobre. Anonyme à Colborne. Dépêche du 19 août reçue, mais avait eu auparavant des nouvelles du juge en chef. Explique que d'après les règles du bureau il ne pouvait répondre à personne autrement que par l'entremise du lieutenant-gouverneur (Colborne). La dépêche et la requête ont pour objet de faire payer le montant des appointements réduits par l'Assemblée. Autant qu'il peut en juger, les réclamations sont raisonnables. Il s'agit de savoir si cette admission peut se concilier avec le refus ou la négligence qu'on a opposé aux demandes des réclamants. Croit qu'il est temps que la question de finances dans les provinces soit réglée par le gouvernement exécutif de concert avec les deux chambres qui composent la législature locale. La réunion de l'Assemblée générale qui doit avoir lieu à la fin de janvier prochain, d'après l'ordre qu'il (Colborne) en a reçu de Sa Majesté aura surtout ce règlement pour objet. Ne peut mettre à l'étude certains aspects de la question seulement, mais lorsqu'il s'agira du règlement de la question elle-même, on verra que l'intérêt des fonctionnaires publics qui ont envoyé des mémoires n'a pas été négligé. 210

30 novembre. Anonyme au même. A reçu dépêche avec état de compte relatif au fonds du clergé. Résume la dépêche. Approuve l'intention de repayer le montant dû au receveur général à même les sommes à recevoir des délinquants. Espère que l'augmentation des ventes aidera au revenu casuel et territorial à payer le traitement des missionnaires. 309

30 novembre, Anonyme au même. A reçu et déposé au pied du Trône les requêtes de Thorah et de Lancaster en faveur de Donald Cameron, demandant protection pour ce dernier et ses colons contre les agissements du Conseil exécutif. En 1831, s'inspirant du rapport du dit Conseil, Ripon a refusé de s'occuper de ce cas. Les auteurs du mémoire, bien que, en termes généraux, ils taxent le Conseil exécutif d'injustice, ne vont pas

1836-

jusqu'à réfuter les allégations sur lesquelles sa décision se fonde. Ne peut conseiller à Sa Majesté d'intervenir. Ne peut comprendre pourquoi le Conseil a différé de s'occuper de ce cas. Désire explication. Page 262

30 décembre, Anonyme au même. A reçu dépêche concernant émigrés. Est heureux de voir que tous, à l'exception de ceux qui ont échangé leur solde contre une pension, et au sujet desquels on avait déjà donné des ordres, ont trouvé de l'emploi. A écrit à Gosford, qui fera sans doute tout son possible pour amoindrir les inconvénients de la quarantaine. Pour ce qui est des naufrages, la Trésorerie est disposée à faire en sorte que l'on place des phares sur les îles de Scatterie et Saint-Paul, pourvu que les colonies qui en bénéficieront consentent à les entretenir. Inclut copie de dépêche aux gouverneurs concernant la proposition de la Trésorerie. 319

31 décembre, Anonyme à Head. Ne peut confirmer la nomination de Hepburn pendant qu'on est à poursuivre l'enquête au sujet de dépenses relatives aux affaires des sauvages. Hepburn sera informé du regret que l'on éprouve en songeant qu'on n'a malheureusement pas besoin de ses services. 195

Pas de date. Anonyme à Colborne. A soumis propositions du 18 août à l'Artillerie, qui n'a pu lui donner les renseignements utiles à sa gouverne. Doit donc lui (à Colborne) soumettre de nouveau la question. Avant de transmettre les estimations dont le conseil de l'artillerie devra peut-être s'inspirer pour agir, il va les communiquer au commandant des ingénieurs royaux. 201

1er mars. Anonyme à Head. Avait soumis le cas de Richard Daverne à Cockburn, et envoie maintenant son rapport. Daverne va être informé que la question ne sera pas étudiée de nouveau. 126

Lieutenant-gouverneur sir J. Colborne, 1835.

Q-387-1.

1831.
17 octobre, Hamilton. Lois et règlements à être observés dans les prisons du district de Gore. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 8 septembre 1835.

1833.
13 septembre, York. Le juge Macaulay à Rowan. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 22 septembre 1835.

1834-
5 août, Distrit de Gore. Dénonciation spontanée faite par le grand jury. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 8 septembre 1835.

1835.
28 janvier, Toronto. Rowan à l'inspecteur général.

31 janvier, Toronto. Le même au même.

26 février, Toronto. Le même au receveur général.

27 février, Toronto. Le même à l'évêque Macdonell.

27 février, Toronto. Le même à l'archidiacre d'York.

27 février, Toronto. Le même à l'arpenteur général.

28 février, Toronto. Le même au receveur général.

1835.
11 mars, Toronto. Rowan à Mackenzie.

18 mars, Toronto. Le même au secrétaire et registraire.

30 mars, Toronto. Le même au receveur général.

2 avril. Toronto. Le même à Mackenzie.

11 avril, Port Talbot. Talbot à Rowan. Ce message et les onze précédents inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 22 septembre 1835.

14 avril, Toronto. Délibérations de la Chambre d'Assemblée. Incluses dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 12 septembre 1835.

15 avril, Toronto. Délibérations de l'Assemblée. Incluses dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 12 septembre 1835.

2 juillet, Toronto. Procès-verbal du Conseil sur requête de Mackenzie. Incluse dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 10 septembre 1835.

21 juillet, Toronto. Certificat de Hurd.

24 juillet, Certificat de Cameron.

30 juillet, Londres. Certificat de Harris. Ce certificat et les deux précédents inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 11 septembre 1835. (Suit l'état des arrérages, lequel ne porte pas de date.)

11 août, Glengarry. Mémoire de Mackenzie. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 10 septembre 1835.

17 août, Distrit de Gore. Résumé de l'adresse du juge Macaulay au grand jury du district de Gore.

28 août, District de Gore. Trois dénonciations spontanées du grand jury, à la même date.

29 août, Toronto. Le juge Macaulay à Rowan. Inclus, ainsi que les deux item précédents, dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 8 septembre 1835.

3 septembre. Toronto. Colborne à Glenelg (n° 49). Il envoie requête de Daniel Arnot demandant permission d'acheter une réserve du clergé dont il est locataire et que le commissaire des terres de la Couronne a recommandé de ne pas vendre. Le rapport du Conseil exécutif, qui est aussi envoyé, contient explication relativement à ce cas. 3

Inclus. Requête de Daniel Arnot. Il y fait mention de ce qu'il a souffert par suite d'un naufrage, etc., et demande permission d'acheter le terrain n° 31 de la 1re concession de Clark. 5

Rapport du Conseil exécutif sur la requête d'Arnot. Même si l'on permettait la vente du terrain qu'il veut acheter, il n'aurait pas le moyen d'en payer le prix. Arnot s'est trompé relativement à l'effet que peut avoir l'inscription de son nom. 8

3 septembre, Londres. Etat dressé par Harris des taxes dues sur les terrains de Windham. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 11 septembre 1835.

4 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg. En ce qui concerne John Sloane, il envoie copie de lettre du lieutenant-colonel Wright, commandant des Ingénieurs Royaux de Kingston. 11

Inclus. Wright à Rowan. John Sloane demeure à Kingston, où il est secrétaire des travaux depuis qu'il y est arrivé, c'est-à-dire depuis 1832. 12

4 septembre, Toronto. Rowan à LeBreton. Inclus dans la correspondance de Colborne à Glenelg, 7 septembre 1835.

5 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 50). Il transmet documents de Peter Robinson, où ce dernier se justifie de l'imputation de négligence consistant à avoir retenu certaines sommes d'argent dont il lui restait à rendre compte. La dépêche du 16 août 1834 n'exigeait que le rapport des recettes et dépenses pour les années 1830, 1831 et 1832. 13

1835.

Inclus. Peter Robinson à Rowan. La méthode de tenue de livres donnant à penser qu'il restait des sommes considérables entre les mains de l'arpenteur général, il l'a modifiée de manière à ce qu'il ne paraisse plus y avoir d'erreur au sujet des différences de sommes d'argent. Pour élucider ce point, il envoie état des droits perçus par Shirreff à Bytown en 1830, 1831 et 1832. Le montant qui se rapporte à l'année 1833 a été assuré par obligation. Le montant des autres droits perçus est assez minime et il a différé d'en faire mention parce qu'il espérait que Shirreff se le ferait payer et l'enverrait; mais comme il n'y avait aucun temps de déterminé, il va dresser immédiatement les états de compte relatifs aux années 1833 et 1834. Page 15

Etat faisant voir l'époque du paiement des droits relatifs à la coupe du bois, pour les années 1830, 1831, 1832. 16

7 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 51). Le dommage que LeBreton dit avoir souffert, par suite du mauvais état du chenal destiné au flottage du bois dans la rivière Ottawa, ne peut être attribué à la navigation de la rivière Rideau, et la loi relative au canal Rideau défend de soumettre la réclamation à l'arbitrage. Il a demandé des renreignements au bureau des ingénieurs de Bytown. 18

Inclus. Rowan à LeBreton. Colborne lui fait remarquer que Ripon a répondu que la décision de sa réclamation appartient aux cours de justice. Quant au dommage permanent qu'on allègue avoir souffert, Colborne a reçu ordre d'en faire enquête. 20

8 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 54). Il fait rapport que McCarthy est mort la veille du jour qu'il devait être libéré, après une altercation avec le gardien de la prison. Il envoie rapports du grand jury faisant mention de cet événement et de l'état de la prison d'Hamilton. Il envoie aussi copie d'une lettre du juge Macaulay où il est fait mention du cas de McCarthy et de l'état des prisons de la province. Le shérif et les grands jurés les visitent toutes régulièrement. On les trouve trop petites, et il espère qu'on imposera de nouvelles taxes afin de les agrandir. 22

Inclus. Dénonciation spontanée par le grand jury du district de Gore, du cas de McCarthy et de l'état des prisons. 33

Seconde dénonciation spontanée au sujet de la mort de McCarthy. 36

Dénonciation spontanée du grand jury relativement à l'état de la prison. 38

Dénonciation spontanée du grand jury exposant que la condition des prisonniers est satisfaisante, mais que, cependant, ils se trouvent trop à l'étroit, les prisons n'étant pas assez grandes. 40

Le juge Macaulay à Rowan. Il a envoyé les dénonciations du grand jury pour l'année 1835, et une de ces dénonciations pour l'année 1834. Leur nature. Il a visité la prison et l'a trouvée fort encombrée. Cet édifice est neuf et bien situé, mais trop petit et pas assez sûr. Il n'y a pas moyen de classer les prisonniers, et il y a là une promiscuité très regrettable. L'envoi de certains détenus au pénitencier de la province diminuera pour quelque temps le nombre de ceux qui se trouvent dans la prison, mais cette dernière se trouvera encore encombrée avant le prochain terme de la cour. Il est d'avis que la plupart des prisons de la province sont jugées trop petites et que l'agrandissement de la prison actuelle ou la construction de nouveaux édifices s'imposent. Il serait bon que la législature s'occupât de pourvoir aux plans et aux règlements dans l'intérêt de l'uniformité. 43

Résumé de l'adresse faite au grand jury le 17 août 1835. 47

Lois et règlements à observer dans les prisons du district de Gore. 62

10 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 53). Il envoie mémoire de Mackenzie, un colon respectable de Glengarry. Il demande une concession de terre pour avoir amené des colons; feu le général Hunter lui avait promis

1836.

1,300 acres, dit-il, et c'est ce qu'il demande. Le conseil ne croit pas pouvoir s'occuper de cette réclamation avant d'en avoir reçu ordre. Page 75

Inclus. Mémoire de Mackenzie demandant la concession de terre à lui promise par le général Hunter. 82

Procès-verbal du conseil sur la requête de Mackenzie. 83

10 septembre, Toronto. Fitzgibbon à Rowan. Inclus dans la correspondance de Colborne, 11 septembre 1835.

11 septembre, Toronta. Colborne à Glenelg (n° 54). Il envoie documents relatifs à une concession de 1,200 acres à Littlehales en 1796. S'il n'intervient pas d'arrangement pour le paiement des arrérages de cotisation, une partie de ce terrain sera peut-être vendue l'année prochaine. 84

Certificat de Hurd au sujet de la concession de 1,200 acres à Littlehales. 86

Certificat de Cameron établissant qu'on a complété les lettres patentes le 2 juillet 1796 et qu'on les a émises pour une concession de 1,200 acres au colonel Shank, le 26 janvier 1799. 87

Certificat de Harris établissant que les terrains de Windham mentionnés dans la lettre de Rowan seront vendus en octobre si les arrérages qui s'y rapportent ne sont pas payés. Autrefois, c'est M. James Fitzgibbon qui payait la taxe. 88

Etat des arrérages de 12 années. 89

Fitzgibbon à Rowan. Il corrige une erreur qui s'est glissée dans l'état des taxes dues sur les terrains de Windham. 90

Etat, par Harris, des taxes dues sur les terrains de Windham. 92

12 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 55). Il a reçu dépêche, et dans quelques jours il sera en état de s'occuper des questions y mentionnées. Il envoie rapport du comité spécial institué pour l'examen des griefs. Les notes du greffier de l'Assemblée font voir comment on en est arrivé à présenter ce rapport, et ce qui s'est fait depuis. 93

Inclus. Délibérations de la Chambre d'Assemblée au sujet des griefs, et notes du greffier faisant voir comment le rapport a été présenté et adopté. 95

16 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 56). Il a reçu dépêches. On l'a accusé de ne pas avoir envoyé des renseignements complets au sujet de l'état de la province ; il envoie une défense assez volumineuse à l'encontre de cette accusation. Plusieurs des omissions dont on se plaint se rapportaient à des questions qui lui étaient depuis longtemps familières et qu'il ne considérait pas comme neuves, ni comme exigeant une mention spéciale. 98

Inclus. Mémoire établissant l'objet de chacun des six rapports au sujet des griefs survenus avant le septième et principal rapport. 130

Motion de Mackenzie pour faire rayer du journal de l'Assemblée la motion qui demande son expulsion. 133

Deuxième motion de Mackenzie concernant les élections d'York. 135

Délibérations de l'Assemblée sur l'adresse au roi. 137

16 septembre, Toronto. Colborne à Glenelg (séparément). Par rapport aux observations concernant le Conseil législatif, il soumet les noms de ceux qu'il faudrait recommander comme digne de siéger au conseil. Si l'on nomme Robert Baldwin sans nommer son père il n'acceptera probablement pas. Caractère du Dr Baldwin et de son fils Robert. Il recommande qu'on soumette au roi leurs noms et celui d'Isaac Fraser comme futurs conseillers législatifs. Il demande qu'on donne avis de leur nomination aussitôt que possible après qu'elle aura eu lieu. 174

18 septembre, Toronto. Le même au même (n° 57). Il transmet requête des méthodistes wesleyens demandant secours et subventions en argent pour l'établissement d'un système d'éducation. Il recommande qu'on prenne cette requête en considération. 178

1836.

Inclus. Requête des méthodistes wesleyens demandant des secours d'argent pour le séminaire qu'ils construisent à Cobourg et qui doit porter le nom de *Académie du Haut-Canada.* Système qui doit présider à sa direction. Page 182

Formule de la charte du séminaire de Cobourg. 187

22 septembre, Toronto.

Colborne à Glenelg (n° 58). Il envoie observations sur les parties du septième rapport au sujet des griefs qui demandent explication. Ne s'est pas occupé des observations au sujet des appointements, le dernier livre bleu contenant tout ce qui s'y rapporte. Différentes questions signalées ont été discutées à fond dans les dépêches du 15 et du 20 mai. Les dernières observations s'appliquent aux constitutions de toutes les colonies américaines et n'exigent aucun autre commentaire. 196

Inclus. Notes sur le septième rapport du comité spécial institué pour l'examen des griefs. 198 à 222

Rowan à l'inspecteur général. Il va se mettre en communication avec le receveur général et le commissaire des terres de la Couronne au sujet des états requis par l'Assemblée. 223

Le même au même. Il lui demande d'examiner les documents envoyés pour être présentés à la Chambre et de signaler aux chefs de départements tous documents qui peuvent paraître incomplets. 224

Le même au receveur général. Si l'on demande des rapports déjà envoyés, ils ne seront pas fournis, mais on dira au lieutenant-gouverneur à quelle date on les a envoyés. 225

Le même à l'évêque Macdonell. Il transmet copie de l'adresse et lui demande de fournir les renseignements qui permettront au lieutenant-gouverneur de se rendre au désir de l'Assemblée. 226

Le même à l'archidiacre d'York. Lettre semblable à celle qui précède immédiatement. 227

Autre semblable lettre à l'arpenteur général. 228

Rowan au receveur général. Le lieutenant-gouverneur l'approuve d'envoyer à l'Assemblée n'importe quel document pouvant contenir les renseignements requis, mais il ne doit pas oublier qu'il est nécessaire de conserver les documents originaux. 229

Le même à Mackenzie. Le lieutenant-gouverneur s'est toujours rendu aux désirs exprimés dans l'adresse de l'Assemblée au sujet des comptes publics, et il sait peut-être que l'inspecteur général a reçu ordre de fournir tous renseignements. On a ordonné la préparation des documents demandés. Le receveur général a envoyé des doubles de comptes et mandats, mais dans les autres départements il faut plus de temps. 231

Rowan au secrétaire et registraire. Le lieutenant-gouverneur lui apprend que l'Assemblée peut avoir, si elle le désire, la copie du livre bleu destinée au bureau, mais qu'elle devra la renvoyer. 233

Le même au receveur général. Le comité aura tous les renseignements qu'il désire. Le comité s'étant plaint de ne pas les avoir encore reçus, le receveur général doit faire rapport établissant pourquoi il n'a pas fourni tous les renseignements demandés. 234

Le même à Mackenzie. Il transmet au comité chargé de l'examen des griefs des documents relatifs aux paiements faits au clergé des différentes églises, et une note explicative de l'inspecteur général concernant l'omission, dans le livre bleu, de la somme de £550 payée aux méthodistes wesleyens anglais. 235

Le juge Macaulay à Rowan. Il fait rapport du cas des émeutiers actuellement emprisonnés et en faveur desquels James Gray et autres ont présenté un mémoire. 236

Talbot au même. Il ne peut envoyer aucun rapport au sujet des colons, vu que tant qu'ils n'auront pas rempli les devoirs relatifs à leur établissement il ne considère pas cet établissement comme final. Il n'a reçu des colons aucun honoraire ni aucune gratification, de sorte qu'il ne

1935.

peut faire aucun rapport à ce sujet. Il n'a pas vendu de terre aux colons. N'ayant pas à s'occuper de la préparation ni de la rédacion des contrats, il ne sait rien de ce qu'il faut payer pour les obtenir, comment on traite les colons au sujet du certificat qu'il s'agit de leur accorder pour devoirs relatifs à leur établissement. Il a perçu de l'argent provenant de la vente de terrains destinés au soutien des écoles et des collèges et il l'a remis aux fonctionnaires ayant mission de le toucher. Page 246

28 septembre, Toronto. Colborne à Hay. Il a envoyé par l'entremise de son fils une dépêche qui devait être remise au bureau de Downing Street. 247

28 octobre, Anonyme à Colborne. Au sujet de la direction de la correspondance il l'assure (Colborne) de son respect et répudie d'avance toute expression qui pourrait comporter une signification contraire. Sommaire des délibérations de la Chambre d'Assemblée et de ses dépêches qui ont précédé celles du bureau colonial du 2 juillet. Excepté en ce qui concerne le bill relatif aux réserves du clergé, les questions se rapportant à la composition du conseil et le renvoi, par ce dernier, des bills à lui adressés par l'Assemblée, il (Glenelg) n'a aucune explication à donner, ni aucune observation à faire au sujet de ce qui s'est passé d'important pendant la session de 1835. Il discute ce que Colborne a dit à titre de justification pour établir que ses lettres confientielles à Hay contenaient tous les renseignements nécessaires, et il fait remarquer la situation embarrassante dans laquelle tels procédés peuvent mettre le secrétaire d'état. 140

28 octobre, Anonyme au même. L'adresse de l'Assemblée a été reçue et présentée au roi, qui l'a examinée attentivement. Il a aussi presenté au roi le rapport concernant les griefs, avec observations. Il s'écoulera bien du temps avant qu'on puisse recevoir la réponse du roi. Il a reçu ordre de faire faire des démarches pour faire prendre des mesures pour que l'Assemblée se réunise vers la fin de janvier, afin de prendre connaisance de ce que Sa Majesté a à lui dire par rapport au sujet dont il est question Il devra déposer cette dépêche sur le bureau de la Chambre. Le message du roi prouvera d'une façon catégorique son intention arrêtée de redresser les véritables griefs de tous ses sujets du Haut-Canada. 168

28 octobre, Anonyme au même (privé et confidentiel). Le grand cas que l'auteur (Glenelg) fait de la nature de la correspondance, et sa connaissance des hautes qualités de Colborne. 171

18 novembre, Anonyme au même. A reçu dépêche concernant la mort de McCarthy. Demandera au D[r] Thomas de faire concorder les déclarations par lui faites au sujet de l'état de santé de McCarthy. Se plaint du long délai qui s'est écoulé depuis la date du décès de McCarthy jusqu'à celle du rapport du grand jury, ce délai rendant le rapport inutile. Doit supposer qu'il s'est fait une enquête sévère lors du décès et regrette qu'il (Colborne) n'ait pas fourni les plus entiers renseignements. Il ne doit perdre aucun temps à suppléer à cette lacune. Il déplore la condition imparfaite des prisons et le manque de classement ; l'encombrement qui y règne et la paresse des employés ont provoqué certaines tentatives de fuite ; quelques-unes ont réussi. Les défauts qui existent dans l'organisation des prisons sont indiqués par lui. 24

1er décembre, Anonyme à Colborne. Il donne le résumé des plaintes contenues dans la pétition de Mackenzie, envoyée le 16 de septembre, et qu'il a résolu de ne pas approuver pour les raisons déjà données. 77

2 décembre, Anonyme au même. Sir Francis Bond Head a été nommé lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. 173

1836.

23 mars. Anonyme à Head. Satisfaction du roi devant l'expression d'attachement des méthodistes wesleyens à sa personne et à son gouvernement. Quant à l'aide pécuniaire à donner au séminaire de Cobourg, il n'y a point moyen de l'accorder. Il transmet une copie de la lettre écrite sur ce sujet à Ryerson. 180

LIEUTENANT-GOUVERNEUR S. J. COLBORNE, 1835.

Q.-387-2.

1835. 20 février, Toronto. — Lockhart à Rowan.

24 juillet, Toronto. — Rapport du procureur général. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg, le 2 décembre 1835.

35 août, Toronto. — Foster aux employés respectifs. Inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg le 20 novembre 1835.

12 septembre, Toronto. — Brydone à Rowan.

14 septembre, Toronto. — Rowan au commissaire des terres de la Couronne.

1er octobre, Toronto. — Du même au même. Ce document ainsi que les deux autres sont inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg, le 3 octobre 1835.

3 octobre, Toronto. — Colborne à Glenelg (n° 59). Il transmet des copies de la correspondance avec Brydone, agent du comte d'Egremont, employé à la surveillance du transport des émigrants de Surrey. Brydone a reçu l'autorisation d'acheter un morceau de terre afin d'y établir les émigrants de Surrey et leur donner de l'emploi jusqu'à ce qu'ils puissent pourvoir à leur propre subsistance. Il conseille d'examiner favorablement la proposition d'acheter 20,000 acres de terre par contrat privé. Page 249

Inclus. Brydone à Rowan. Il a arpenté le terrain au nord de celui de la Compagnie du Canada sur le lac Huron, ainsi que celui avoisinant le lac Balsam; il préfère le sol au nord de Goderich et propose d'acheter 6,000 acres; il en demande davantage pour former un total de 100,000 acres; cette quantité supplémentaire devant être réservée pas moins de trois ans ni plus de cinq. Il indique les difficultés qui retardent l'arrangement. Dans les circonstances, il prétend que le prix du terrain ne devrait pas dépasser un dollar l'acre, que les endroits surtout couverts de pruche, ou propres à la pruche, ne vaudraient qu'un demi-dollar, et que rien ne serait payé pour les marais, que le quart du prix d'achat serait employé pour la construction de ponts et de chemins, et que le reste serait payé au bout de douze mois et par versements, suivant le goût du comité. Il s'engage à abandonner toute réclamation à quelque part que ce soit des réserves qu'il n'aurait point payée à l'expiration du temps spécifié. Comme il serait nécessaire de construire, avant son départ, une digue en vue d'y établir un moulin, il demande que l'on examine son offre au plus tôt. 251

Rowan au commissaire des terres de la Couronne. Il renvoie les propositions de Brydone relativement à l'achat d'une étendue de terre à l'ouest du terrain de la Compagnie Canadienne du lac Huron. Le lieutenant-gouverneur ne voit aucune objection à ce que Brydone achète dans cette région, mais il ne peut sanctionner aucun acte contraire à la loi sans instructions, ni recommander l'aliénation de plus d'un canton à la fois. 255

Rowan au commissaire des terres de la Couronne. Le lieutenant-gouverneur lui demande d'avertir Brydone qu'il doit s'adresser au secrétaire des Colonies au sujet des terres et qu'il apprendra de lui les conditions que le lieutenant-gouverneur pose. 257

25 octobre, Burford. — Duncombe à Rowan. Inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg le 4 novembre 1835.

26 octobre, Toronto. — Strachan à Colborne. Inclus dans l'env C olborne à Glenelg, le 3 novembre 1835.

1835.
3 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 60). Il a communiqué à Strachan le contenu de la dépêche privée. Selon sa réponse il a l'intention de quitter le Conseil exécutif au mois de janvier. Zèle et activité de Strachan. Il demande que l'autorisation de prendre son siège au sein du Conseil législatif soit accordée à Dunn aussitôt que possible. Page 260

Inclus. Strachan à Colborne. Il le remercie pour lui avoir communiqué une dépêche qui le concernait. Il expose sa situation à l'égard du conseil et demande d'être relevé de sa charge le premier de janvier prochain. 269

4 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 61). Il transmet le rapport de Duncombe, chargé par la législature de prendre des informations concernant les aliénés, les écoles, et d'autres institutions offrant un intérêt public dans la province. 269

Inclus. Duncombe à Rowan. Il est anxieux de posséder les rapports sur l'éducation, ainsi que les autres documents, vu quils peuvent l'aider beaucoup à compléter ses informations.

6 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 62). La population du Canada reconnaît avec satisfaction la protection que l'examen des actes provinciaux lui garantît, mais il compte qu'aucun délai inutile ne reviendra à l'égard des bills réservés. Les deux bills concernant les banques sont maintenant en vigueur et les parties qui y étaient intéressées sont satisfaites qu'on les ait promptement examinés. Remarques au sujet de deux bills réservés, que le lieutenant-gouverneur ne pouvait point sanctionner à cause d'un ordre péremptoire le lui défendant. Il reste une chose à décider dans le bill Desjardins si la Couronne doit abandonner ses droits en faveur de la famille Desjardins, vu ses liens de parenté avec feu Pierre Desjardins, l'auteur du projet de construction du canal Desjardins, ou s'il lui est permis de se rabattre sur une demande de la prime royale. Autres observations au sujet de bills réservés. 271

9 novembre, Toronto. Du même au même (n° 63). A propos de l'accusation de transmettre des rapports insuffisants des procédures de l'Assemblée, il a confiance que le contenu de sa dépêche du 16 septembre chassera les impressions fausses qu'il pouvait entretenir. Il n'y a pas de doute que la nomination d'une personne antipathique comme Mackenzie au poste de président du comité spécial choisi pour examiner les griefs, doit causer du malaise et de la surprise, de même que la distribution qui a dû être faite par son influence, d'une couple de mille copies d'un rapport très blessant. La publication de ce rapport n'a produit aucune mauvaise impression dans la province et on lui a attribué peu d'importance, ainsi qu'aux documents promulgués en même temps. Si quelque chose de blâmable est trouvé à l'adresse du gouvernement dans les documents, l'Assemblée est compétente à en poursuivre l'enquête. Il n'a rien de plus à mentionner concernant la province; il croit qu'elle n'a jamais été plus calme; le tapage reprendra cependant à la réunion de la législature, car il n'y a pas à se dissimuler l'influence des démocrates, quoi qu'elle soit contrecarrée par la bienfaisante influence d'une classe respectable de nouveaux colons. 279

10 novembre, Toronto. Bonnycastle à Colborne. Inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg, le 23 novembre 1835.

11 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 64). Il transmet le tableau demandé par la dépêche du 24 juillet.

Inclus. Liste des titres des bills de 1832 à 1834.

Approuvés par l'Assemblée et rejetés par le Conseil. 284

Amendés par le Conseil et rejetés par l'Assemblée. 293

Acceptés par la Législature et approuvés par Sa Majesté. 295

12 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 66). Il transmet le relevé demandé par le message du 31 juillet. 298

Inclus. Tableau des pensions et des allocations de retraite, du 20 novembre 1834 au 17 avril 1835. 299

Employés nommés au cours de la même période. 300

1835.
16 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 66). En transmettant la demande de l'église de Saint-André, il a agi suivant l'habitude, et vu les avantages offerts il a recommandé d'accorder l'objet de cette requête. S'il est accordé, la somme de £600 pourrait être donnée aux signataires du mémoire à même le revenu des terres, le seul fonds d'où cette somme pourrait raisonnablement être tirée. Page 301

17 novembre, Toronto. Le même au même (n° 67). A propos de la réclamation de Henri Morton, il a demandé qu'une enquête soit faite. 304

20 novembre, Toronto. Le même au même (n° 68). Il transmet le mémoire des habitants des districts de Niagara et de l'Ouest contre l'enlèvement des troupes. Il transmet aussi une communication adressée aux officiers respectifs relativement au retrait des troupes de Niagara et Amherstburgh et à l'emploi des casernes. Il a fait des arrangements pour fournir des présents aux Sauvages de l'île Manitouline. 306

Inclus. Mémoire des habitants de Niagara combattant le retrait des troupes de Niagara. 311

Mémoire des magistrats et d'autres personnes de du district de l'Ouest. 314

Foster aux officiers respectifs des troupes. La date du retrait des troupes casernées à Niagara et Amherstburgh dépendra de l'importance que le commandant attribue à ces forces militaires. 316

21 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 69). Le règlement, accompli le 17 octobre, concernant certaines réclamations de loyalistes de l'Empire-Uni, lequel réglait les questions les plus embarrassantes qui eussent été soumises à l'Assemblée, restera en suspens jusqu'à ce qu'il soit décidé par le gouvernement de Sa Majesté en même temps que toutes les autres réclamations qui n'auront pas alors été réglées; aucun permis n'ayant été accordé aux colons depuis les instructions du secrétaire des Colonies le 18 février. 318

Inclus. Message au Conseil exécutif lui demandant d'examiner les droits des loyalistes et des officiers. Il demande que sa proposition soit adoptée. 243

Procès-verbal du Conseil qui recommande que, selon la proposition faite parle lieutenant-gouverneur, les titres soient émis au nom des bénéficiaires originaires des terres destinées aux loyalistes. 326

23 novembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 70). La proposition d'ériger un observatoire a été reçue; l'établissement d'un tel observatoire ferait un grand honneur au pays. Avantages qu'offre Toronto pour la construction de cet observatoire. Il transcrit des documents à ce sujet. 3:8

Inclus. Enumération des avantages que l'érection d'un observatoire dans la capitale du Haut-Canada peut produire. 330

Bonnycastle à Colborne. Après examen et considération, il propose que Toronto soit choisi pour y construire l'observatoire en question. Il considère que l'île en face de la ville serait le bon endroit. 333

24 décembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 71). Tel que requis, il a expédié une copie de sa dépêche contenant les documents reçus de James Gordon et il a fait avertir le sous-maître général des postes que l'original n'est pas parvenu au département des Colonies. 338

28 novembre, Toronto. Rowan au procureur général. Inclus dens l'envoi de Colborne à Glenelg, le 2 décembre 1835.

30 novembre. Toronto. Colborne à Glenelg (n° 72). Remarque à propos de la dépêche concernant le maintien du bureau de l'auditeur des patentes de terres publiques. Il discute l'opportunité du maintien de ce bureau. Son utilité. Les avocats de la Couronne demandent son maintien. Aucun inconvénient ne peut survenir à cause des retards, excepté pour ceux qui demandent des rémunérations quelconques. A propos de la remarque faite par Sa Seigneurie qu'elle ne peut point maintenir un bureau inutile, dans un simple but d'intérêt privé, il (Colborne) fait observer qu'il n'a

1835.

pas recommandé le maintien du bureau de l'auditeur des patentes des terres publiques en disant qu'il était nécessaire ou non. Page 339

Inclus. Cameron à Rowan. Inconvénient qui résulte du fait que les tables des matières ne soient point dans le même corps de bâtiment que les livres. Dangers d'incendie. Les précautions à prendre. 343

30 novembre, Toronto. Le procureur général à Rowan. Inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg, le 2 décembre 1835.

1er décembre, Toronto. Markland à Rowan. Il a examiné les tables dans le bureau de l'archiviste, et il les a trouvées complètes, contenant même plus de renseignements qu'on ne pouvait en désirer d'un simple index. Il envoie une page-échantillon. Ce serait ennuyeux de les conserver dans des bâtiments séparés, bien qu'on puisse les enlever pour la nuit jusqu'à ce qu'un accommodement plus avantageux soit fourni. 345

Inclus. Page échantillon de l'index. 347

2 décembre, Toronto. Colborne à Glenelg. Il attire l'attention sur la nature de la correspondance et sur les circonstances où il a démontré que les dépêches n'étaient pas correctes. Sa bonne volonté à faire un rapport sur la situation de la province si le secrétaire d'Etat le désire. Le danger pécuniaire qu'il a encouru par plusieurs de ses propositions. 410

2 décembre, Toronto. Le même au même (n° 73). Il se défend assez longuement contre les attaques portées cantre sa conduite en qualité de lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. 349

Inclus. Exposé des faits relatifs à la réclamation de William Forsyth au sujet de ses prétendues pertes à Niagara. 377

Rapport du procureur général au sujet des tentatives de Clark et de certaines autres personnes de s'emparer des réserves de la Couronne aux Chutes Niagara, bien que la réclamation du propriétaire antérieur du terrain voisin ait été renvoyée dans plus d'un procès. Le procureur général fait l'historique complet du cas. 393

Rowan au procureur-général. Il a été chargé de s'assurer de la raison qui a fait retenir la dépêche du lieutenant-gouverneur du 26 juin dernier. 405

Le procureur général à Rowan. Il ne peut pas encore savoir pourquoi le rapport au sujet de la réclamation de Clark et de Street n'a pas été délivré. Menace de réduire le personnel du bureau du procureur général quand il y a cependant augmentation constante d'affaires. 406

3 décembre, Québec. Goldie à ———. Inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg, le 18 décembre 1835.

Lockhart à Rowan. Inclus dans l'envoi de Colborne à Glenelg, le 23 décembre 1835.

10 decembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 74). James Reilly, d'abord résidant à Wolford, puis à Kitley, a été vu dans la ville de Hamilton en juillet ou août dernier. 426

Inclus. Danby à Rowan. Il fait rapport de ses recherches à la découverte de Reil y; il a vécu à Wolford et on le croit maintenant à Toronto. On rapporte qu'il a été vu à Hamilton en juillet. 427

Affidavit de Charles Dickenson établissant qu'il a vu Reilly à Hamilton en juillet et qu'il a parlé avec lui. 429

18 décembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 75). Il transmet les documents qui établissent que Henry Morton a droit à la part de £16 5s. accordés aux sous-officiers et aux soldats à propos de l'évacuation de l'île Drummond. 430

Inclus. Go die à——. Il transmet des copies de lettres, etc., relativement aux réclamations des sous-officiers et des soldats à propos de la cession de l'île Drummond. 431

Réclamation. 433

Extrait des réclamations. 434

23 décembre, Anonyme à Head. Il est heureux d'apprendre que Strachan démissionnera sitôt son successeur nommé. La demande de Dunn d'être nommé

1835. membre du bureau repose sur une promesse d'Aberdeen. Mais comme il sera responsable de la nomination, il ne peut pas aller plus loin sans demander son avis (à Head). Dans l'état actuel de la province, cette nomination exige plusieurs importantes considérations. Il va signifier à Strachan que le roi accepte sa démission et lui exprimer les remerciements du ministère pour lui avoir évité l'embarras de son opposition à l'opinion exprimée par l'Assemblée et les ministres de la Couronne. Il nommera temporairement à la place de Strachan qui que ce soit qu'il croira le mieux qualifié. Page 262

23 décembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 76). Il joint une copie de la correspondance du secrétaire à l'évêque de Québec au sujet des missionnaires exerçant leur ministère dans le Haut-Canada. 435

Inclus. Lockhart à Rowan. Il rapporte la mort du révérend Thomas Morley ; sa veuve a droit à une pension de £50. 438

Du même au même. Il rapporte la mort des révérends John Houghton et Weagent ; ce dernier était un missionnaire en retraite. Leurs veuves ont droit à une pension de £50 chacune, et elles ont reçu instruction de retirer la part qui leur était due le 1er janvier suivant. La suspense du révérend Robert Short a été confirmée par l'évêque. Il avait déjà été donné avis de la mort de M. Campbell à Belleville, ainsi que de la pension annuelle de £50 à laquelle sa veuve a droit. 439

26 décembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 77). Il parle des dépêches qui recommandent qu'une partie du revenu produit par l'impôt sur le bois soit employée à la construction de glissoirs pour la descente du bois aux rapides des Chats et autres de l'Ottawa ; il transmet le rapport concernant le commerce du bois de charpente. Il a visité Bytown et les environs jusqu'aux Chats et il a eu l'occasion de constater l'importance de ce commerce. Il croit que l'amélioration de la navigation sur la rivière augmenterait le commerce. Il attire l'attention sur la navigation du canal Ottawa et Rideau, laquelle a été interrompue par la première écluse qui est entre les mains de la Compagnie d'exportation de Montréal. Il propose que cette écluse soit achetée ou qu'une nouvelle soit construite entre l'île Perrot et Sainte-Anne ; l'estimation est de £15,000. Il est impossible de croire que le gouvernement, après les dépenses qu'il a faites, permettra que l'entrée de la navigation soit obstruée. 441

Inclus. Extrait du rapport du comité de la banque du Haut-Canada ; cet extrait touche surtout au commerce de bois de charpente. 447

28 décembre, Toronto. Colborne à Glenelg (n° 78). Il transmet une pétition et une communication du juge Sherwood au sujet de McAuliffe convaincu de meurtre. Doutes légaux chez Sherwood ; il a soumis la question aux autres juges, qui ne pourront faire connaître leur jugement qu'en juin ou juillet prochain ; il demande qu'on soumette le cas aux officiers en loi de la Couronne. 453

1836. 29 février, Downing Street. Anonyme à Head. Colborne a reconnu nécessaire de confirmer certaines concessions de terre faites aux loyalistes en février 1834, sans attendre la décision finale du gouvernement de Sa Majesté. Il espère qu'il communiquera à l'Assemblée la substance de la dépêche d'Aberdeen concernant les loyalistes, laquelle modifiera—il en a la confiance—les sentiments de cette Chambre. La dépêche n'étant pas arrivée avant la clôture de la session, le gouvernement de Sa Majesté retardera encore sa décision. Il refuse d'exprimer une opinion quelconque au sujet des cantons que l'on propose d'offrir pour calmer les réclamations des loyalistes. 321

2 mars, Downing Street. Anonyme au même. Il a soumis au commandant en chef le mémoire des habitants de Niagara et d'Amherstburg contre le retrait des troupes de ces districts, et il regrette de ne pouvoir se rendre à leur demande. Sa Majesté considère que le maintien de la paix publique appartient à l'administration civile et non à l'administration militaire. 309

1836.
15 mars, Anonyme à Head. Il a reçu la dépêche du 26 décembre. Importance qu'il y a d'établir des communications dans un pays nouveau; mais quand il en a été d'abord question l'on s'est aperçu que les grandes dépenses à encourir pour l'amélioration des canaux n'étaient pas autorisées. En attendant le règlement de la question concernant l'approbation du revenu des terres, il ne peut pas sanctionner l'emploi d'aucune partie de ce fonds. Head doit attirer l'attention de l'Assemblée sur ce point. Page 444

Pas de date. Anonyme à Head. Dépêche reçue de Colborne concernant les accidents survenus parmi les missionnaires du Haut-Canada. 437

EMPLOYÉS PUBLICS ET AUTRES, 1835.

(Première partie, de la page 1 à 274; deuxième partie, de 375 à 495; troisième partie, de 496 à 736; quatrième partie, de 737 à 960).

Q. 388—1-2-3-4.

1811.
9 mai, Dublin. Pouvoir du procureur.

1812.
31 janvier, York. Mémorandum au sujet d'une recherche.

6 avril, Québec. Shank à McDonell. Ce document et les deux qui précèdent sont inclus dans l'envoi de Baker à Hay, le 12 avril 1835.

1824.
10 juin, Londres. Strachan à Bathurst. Inclus dans l'envoi de Strachan à Aberdeen le 28 mai 1835.

25 juin, York. Hillyer à Hayes. Inclus dans l'envoi de Hayes à Grey le 26 juin 1835.

1825.
16 juillet, York. Strachan à Bathurst.

7 août, Downing Street. Bathurst à Strachan.

9 septembre, Downing Street. Le même au même. Ce document et les deux qui précèdent sont inclus dans l'envoi de Strachan à Aberdeen le 24 mai 1835.

1828.
5 septembre, Londres. Hay à Colborne.

30 septembre, Downing Street. Le même à Hayes. Les deux documents sont inclus dans l'envoi de Hayes à Grey le 6 juin 1835.

1830.
5 juillet, Edimbourg. Forbes à Peel.

5 juillet, Edimbourg. Mémoire de Charles et John Maclean.

5 juillet, Edimbourg. Certificat de lord Forbes.

17 juillet, Whitehall. Sir Walter Scott à Maclean.

17 juillet, Whitehall. Peel à Forbes. Ce document et les quatre qui précèdent sont inclus dans l'envoi de Maclean à Aberdeen le 19 janvier 1835.

1831. 9 juin, York. — Peter Robinson à Browne. Inclus dans l'envoi de Browne au secrétaire des Colonies le 3 octobre 1835.

1833. 2 juillet, York. — Présentation d'une pièce d'argenterie à Strachan par ses anciens élèves. Inclus dans l'envoi de Strachan à Aberdeen le 28 mai 1835.

3 septembre, Boston. — Browne à Peel. Inclus dans l'envoi de Browne au secrétaire des Colonies le 3 octobre 1835.

1834. 30 juillet, Toronto. — Certificat à l'adresse de Peter Robinson.

22 août Québec. — Routh à Stewart. Ces deux documents sont inclus dans l'envoi de Stewart à Hay le 9 mars 1835.

24 novembre, Wellington Square. — Kerr à Rowan. Inclus dans l'envoi de Stanley à Hay le 21 mai 1835.

22 décembre, Québec. — Certificat à l'adresse de Felton.

24 décembre, Québec. — Routh à Stewart. Les deux documents sont inclus dans l'envoi de Stewart à Hay le 9 mars 1835.

1835. 3 janvier, Toronto. — Colborne à Gibson. Inclus dans l'envoi du roi à Hay le 26 mars 1835.

12 janvier, Baltimore. — Pétition de David Browne, président de l'Association Adélaïde, au duc de Wellington, demandant d'examiner le cas qui concerne cette association. Page 188

17 janvier, Whitehall. — Gregson à Hay. Il transmet une deuxième pétition de David Browne devant être soumise à Aberdeen, et il demande que Sa Seigneurie lui fasse connaître sa décision. 26

Inclus. Browne au secrétaire des Colonies. Il transmet cette deuxième pétition vu qu'il craint que la première n'ait pas été soumise au roi. Les pertes que ses associés et lui ont encourues à cause de leur constant attachement au roi et à la constitution. 27

Pétition de David Browne se plaignant d'être maltraité et demandant le redressement de ses griefs. 30

Certificat établissant qu'Alexander Smith a été admis membre de l'Association Adélaïde. 48

Titre d'une brochure par David Browne. 49

19 janvier, Edimbourg. — Maclean à Aberdeen. Il écrit en faveur d'un jeune homme qui est allé s'établir à Seymour et qui demande la concession des 200 acres de terre qui touchent au lot qu'il a acheté. 438

Inclus. Mémoire au sujet de Charles et John Maclean. 440

Certificat par lord Forbes. 444

Forbes à Peel à propos du mémoire des Maclean. 446

Sir Walter Scott à Maclean à propos du mémoire de Maclean, et il lui exprime sa sympathie dans ses malheurs. 447

Peel à Forbes. Il n'a pas le pouvoir de donner des positions aux Maclean. 449

27 janvier, Londres. — Karslake et Crealock au sous-secrétaire des Colonies. Il demande la concession des 500 acres de terres accordées à Guy Johnson afin de les employer à payer la dette de Macdonald et Campbell, Campbell étant l'héritier de Mme Campbell, une des co-héritières de Guy Johnson. 411

2 février, New-York. — Buchanan à Hay. Défaite de Mackenzie dans la lutte pour la mairie de Toronto et élection du neveu de Baldwin. Il déplore l'oubli et le mépris où l'on tient l'homme qui ne se soumet pas au fouet du parti triomphant; on le qualifie même de déloyal. Sentiments de mécontentement causés en tenant à l'écart les hommes d'indépendance et en appelant des jeunes hommes au Conseil législatif. Il recommande à ce

1835.

poste son gendre, William Augustus Baldwin. Ses qualifications. Venant de la rue Downing cette nomination serait bien vue. Page 163

5 février, Toronto. Certificat à l'adresse de Robinson. Inclus dans l'envoi de Stewart à Hay, le 3 juillet 1835.

18 février, Artillerie. Byham à Hay. Il a reçu la lettre au sujet de l'érection des casernes et de leurs moyens de défense à Toronto. Instructions nécessaires qui doivent être données ordonnant de payer au département de l'Artillerie les deux tiers des produits des réserves de l'armée jusqu'à ce que les ventes aient produit la somme exigée pour la construction des travaux; la première estimation établit que le montant nécessaire ne dépassera pas £59,205, mais le montant exact ne peut pas être calculé avant que l'on ait de nouveaux renseignements. La somme que Colborne doit payer à compte doit être remise aux officiers de l'artillerie; mais aucune partie des travaux projetés ne sera commencée avant qu'une part considérable du montant complet n'ait été payée. 51

24 février, Trésorerie. Stewart au même. Avant que le département du Trésor puisse prendre une décision au sujet de la proposition de Colborne de construire une nouvelle chapelle et une maison pour le gouverneur, ils ont jugé nécessaire de demander des informations spéciales à l'Artillerie sur le montant que contenaient les casernes et autres travaux militaires, etc.; ils demandent donc que l'autorisation qui doit être donnée à Colborne de commencer les travaux soit remise à plus tard. Avant d'autoriser la construction de la maison du gouverneur, en supposant que les fonds le permettent, la Trésorerie exigera qu'on lui soumette un plan. 84

26 février, Québec. Routh à Stewart. Inclus dans l'envoi de Stewart à Hay le 3 juillet 1835.

27 février, Trésorerie. Stewart à Hay. A propos de la correspondance concernant le salaire de l'auditeur général des comptes, les lords de la Trésorerie croient que la somme de £200 par année ne doit pas être dépassée dès qu'on le prend à même le fonds des terres publiques. 86

27 février, Londres. Gibson, trésorier de la *New England Company*, au même. Il a reçu une copie de la dépêche et des lettres de Colborne. Il exprime ses remercîments pour l'attention portée par Aberdeen, qu'il représente (Hay) si parfaitement. Il a reçu une dépêche de Colborne touchant la question en jeu. 125

28 février, Londres. Campbell au même. A la demande de la Société de la propagation de l'Evangile, il attire l'attention sur le cas de quatre membres du clergé du Haut-Canada qui souffrent de la réduction de salaire causée par les règlements dernièrement adoptés et il demande que ce traitement soit le même qu'auparavant. 150

28 février. Amirauté. Houghton au même. Il demande une lettre de recommandation auprès de Colborne en faveur de Battersby afin qu'il puisse obtenir un emploi du gouvernement dans le Haut-Canada. 309

4 mars. Hamilton. Mémoire de McCarthy établissant les circonstances de son procès et de sa condamnation à mort, le sursis qu'il a obtenu et la commutation de sa peine, etc. 454

Certificat établissant l'état de santé de McCarthy, donné par Thomas, le médecin de la prison. 458

7 mars, Trésorerie. Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie s'accordent avec Aberdeen à propos de l'idée d'arpenter le pays au nord du lac Huron et d'augmenter la somme allouée aux ministres presbytériens; mais au sujet de ces derniers ils demandent que l'attention d'Aberdeen soit attirée sur l'arrangement concernant les établissements religieux dans les colonies de l'Amérique du Nord établissant que l'allocation ne sera accordée que durant la vie des titulaires actuels. 89

8 mars, Toronto. Le juge en chef Robinson à Hay. Inclus dans l'envoi de Hewson à Hay le 12 mars 1855.

1835.
9 mars. Trésorerie. Stewart à Hay. Il transmet des copies des lettres, ainsi que les documents inclus dans l'envoi du commissaire général Routh, établissant les sommes payées à compte des ventes des réserves du clergé. Il a été ordonné d'en placer le montant dans les rentes consolidées de trois pour cent. Page 91

Inclus. Routh à Stewart. Il transmet une copie du reçu donné à Peter Robinson pour la remise du produit de la vente des réserves du clergé. Il a été ordonné d'en placer le montant dans les rentes consolidées à trois pour cent. 92

Certificat donné à Peter Robinson constatant le paiement des réserves du clergé à l'intendance. 93

Routh à Stewart. Il transmet copie du certificat donné à W. B. Felton en retour du paiement des réserves du clergé à la banque. 94

Certificat donné à Felton. 95

9 mars, Inverness. Troughton à Aberdeen. Il est l'unique fils et héritier de feu le lieutenant Felix Troughton qui mourut en mer lors de son retour de la guerre au Canada. Il a droit à une concession de terre qui n'a jamais été réclamée. Il craint que son retard à la demande n'ait annulé ses droits. Il énumère les témoignages favorables rendus à son père ; il peut produire son propre certificat de naissance, etc. 919

10 mars, Toronto. Hagerman à Hay. Il se défend contre les attaques fausses faites contre sa conduite. Se plaint de l'ennui que lui causent certaines gazettes. Il n'en parlerait pas si ces attaques se bornaient à la province mais elles se répandent au delà de l'Atlantique, c'est son opposition à Bidwell qui en est la cause. Il trace le caractère d'O'Grady, un prêtre suspendu pour mauvaise conduite qui se portait à Kingston candidat à la législature avec l'appui de Bidwell, dont il avait lui-même combattu la candidature à la présidence. De là l'inimitié de Bidwell. Il nie qu'il ait voté contrairement aux vues du gouvernement de Sa Majesté. Attaques malhonnêtes portées contre lui par le journal d'O'Grady. Trahison contenue dans la lettre de Hume en invitant à abandonner l'allégeance à l'empire ; sympathie de la population pour le lien britannique. La prochaine Assemblée différera de celle d'aujourd'hui, vu que beaucoup d'immigrants qui avaient d'abord refusé de voter à cause de leur récente arrivée dans le pays voient maintenant la nécessité de le faire. Nomination faite par l'Assemblée de Roebuck en qualité d'agent avec £600 de traitement et £500 pour dépenses imprévues. Si le Conseil allait rejeter cet arrangement, l'Assemblée proposerait de payer Roebuck à même les sommes affectées aux dépenses imprévues, ce qui serait inconstitutionnel. 311

P.S.—Il espère que l'on tentera de régler la question des réserves du clergé. 321

11 mars, Beccles. Cutting au secrétaire des Colonies. Il n'a pas reçu un seul mot de son fils depuis près de 18 mois ; il vivait alors à Adolphustown. Il demande s'il s'adresse au bon endroit pour obtenir des renseignements, sinon il demande qu'on l'en informe. 276

12 mars, Toronto. Hewson à Hay. Il a reçu une lettre du juge en chef Robinson à son adresse ; il a adressé des amis à lui, Hay. La connaissance qu'il a du pays. Les pertes occasionnées par le défaut de faire connaître les ressources du pays alors que tant de ses compatriotes souffrent de privations par manque d'emploi. Le système d'émigration suivi jusqu'ici a été désavantageux au paysan irlandais, qui se voyant trop vite propriétaire de terrain devient paresseux et dissolu. Il recommande un mode de location à taux minime. Il a été depuis son arrivée magistrat et commissaire de la cour d'enquête. Bien qu'il s'attend d'opérer en qualité d'agent de l'Association coloniale de l'Amérique du Nord. 322

Inclus. Juge en chef Robinson à Hay. Il atteste la respectabilité et la bonne conduite de Hewson. 324

1835.
14 mars, Toronto. — Certificat à l'adresse de Peter Robinson. Inclus dans l'envoi de Stewart à Hay le 7 juillet 1835.

16 mars, Northampton. — Gordon à Hay. Il demande que son frère soit employé au département de l'Artillerie à Kingston, Haut-Canada. Page 306

17 mars, Londres. — Gibson au même. Il a déposé la correspondance entre les mains de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre. Il demande une audience. 126

19 mars, Londres. — Campbell à Gladstone. Il donne la raison de l'erreur dans l'exposé des salaires qui doivent être payés aux quatre membres du clergé. 154

20 mars, Londres. — Gibson à Hay. Tel que proposé, il ira avec le directeur de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre rendre visite à Aberdeen. 128

21 mars, Liverpool. — Low au même. Il demande une lettre de présentation au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada en faveur du docteur Mathews, qui se rend à Toronto. Il propose d'ajouter les Indes occidentales, l'Australie, le Cap de Bonne-Espérance, etc., dans le bill de Gladstone destiné à amender " l'Acte concernant les passagers ". 427

23 mars, Trésorerie. — Freemantle à Hay. Le jugement, dans la cause de Markland, l'auditeur général des comptes, a été rendu si récemment, et comme aucun fait nouveau n'est survenu depuis, il ne voit pas comment cette résolution pourrait être changée. Si Markland faisait une deuxième demande et établissait plus distinctement l'étendue de ses devoirs, peut-être qu'une augmentation de traitement pourrait être accordée. 88

26 mars, Londres. — By au même. Il lui est très reconnaissant de l'avis qu'il lui donne qu'il pourrait être appelé devant le comité concernant les dépenses militaires au Canada, mais lui serait impossible de s'y rendre vu la sévère attaque de paralysie qui l'a frappé. Il le renvoie au docteur Thomson, qui l'a traité pendant cette maladie qu'il attribue à la censure imméritée que lui a infligée le ministère des Finances. Tous les documents concernant les dépenses faites au sujet du canal Rideau sont déposés devant le bureau de l'Artillerie et fournissent des renseignements aussi complets qu'il pourrait en fournir lui-même. 167

26 mars, Londres. — Le même au même. Il a reçu la dépêche ainsi que la pétition de la Compagnie de navigation Tay. Il ne doute pas, d'après la respectabilité des signataires, de l'exactitude des faits exposés dans la requête, mais comme il n'était pas au Canada à cette époque il ne connaît point les intentions du gouvernement ; lorsqu'il lui a prêté main-forte il a toujours été enchanté du résultat obtenu. Pour diverses raisons il croit qu'il serait juste et raisonnable d'accorder la requête. 165

26 mars, Londres. — Le roi au même. Il transmet une copie de la dépêche de Colborne à la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre. 129

Inclus. Colborne à Gibson. Le gouvernement du lieu est décidé à accorder aux agents de la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre sa complète assistance à l'œuvre de civilisation des tribues sauvages. Description des terrains et désirs des sauvages. 130

26 mars, Québec. — Routh à Stewart. Inclus dans l'envoi de Stewart à Hay le 7 juillet 1835.

28 mars, Trésorerie. — Stewart à Hay. L'allocation à même les réserves de la Couronne du Haut-Canada, à l'établissement presbytérien d'Ecosse, suffira à remplir le but que la Trésorerie a en vue. 96

28 mars, Martintown. — Mémoire adressé au roi par le synode de l'Eglise d'Ecosse, du Canada; inclus dans l'envoi de Thomson à Glenelg le 1er juin 1835.

30 mars, Milford. — Pogson à Hay. Vu l'offre généreuse de Taylor, il va se fixer dans le Haut-Canada. Il demande de dire un mot sympathique à tous ceux qui s'informeront sur son compte auprès de lui. 847

mars, — Anonyme à Campbell. La liste dont il se plaint dans sa lettre du 28 février est copiée sur celle fournie par la Société de la Propagation de l'Evangile, et s'il existe quelque erreur Aberdeen consentira immédiatement à la laisser rectifier, mais si les traitements ont été réduits pour des raisons attribuables aux bénéficiaires eux-mêmes ou à leurs postes,

1835. Aberdeen ne pourra pas consentir à ce qu'ils soient calculés suivant un autre taux que la société elle-même a regardé comme juste. Il désire savoir si les traitements, tels que fixés par la liste de juin 1834, l'ont été par erreur ou s'ils ont été réduits pour des raisons autres que celle de la diminution des revenus de la société. Page 152

11 avril, Londres. Gibson à Hay. La Compagnie de la Nouvelle-Angleterre ne peut qu'arriver à la conclusion établie dans le document ci-joint. 135

Inclus. Mémoire relatif à l'échange de terre pour celle du lac Balsam; la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre désire avoir les conditions de la concession. 135

12 avril, Epsom. Shaw à Gladstone. Il transmet des lettres auxquelles il n'aura pas besoin de répondre par écrit, pourvu qu'il puisse envoyer quelque chose qui satisfasse ses amis. 871

12 avril, Dorset. Baker à Hay. Il transmet la copie des papiers relatifs à la concession des 1,200 acres de terre faite à son père. 169

Inclus. Procuration donnée par E. B. Littlehales au colonel Edward Macdonell pour recevoir le terrain qui lui est accordé dans le canton de Wyndham. 170

Shank au colonel Macdonell. Combien il avait payé en honoraires pour la terre donnée à Littlehales. 172

Mémoire pour le colonel Macdonell d'une recherche faite dans le bureau du secrétaire de la province le 31 janvier 1812. 173

13 avril, Baltimore. David Brown à Aberdeen. Nouveaux détails concernant ses réclamations et celles de ses associés. 201

15 avril, Artillerie. Byham à Hay. Au sujet de l'exposé qui établit que les dépenses de construction des casernes à Toronto sont plus élevées que celles auxquelles s'attendait Aberdeen, il demande au bureau de l'Artillerie si la somme qui y est mentionnée est nécessaire. Les établissements militaires à Toronto ne font point partie du système de défense générale du Canada; ils ne sont que d'une utilité locale. Le bureau ne désire pas faire de grands travaux et il a été ordonné dans ce but de reviser les premières estimations. Tout ce qui concerne l'aliénation ou l'appropriation des réserves militaires doit être soumis au bureau de l'Artillerie, qui a communiqué avec la Trésorerie à ce sujet. 53

Inclus. Byham à Stewart. Le bureau de l'Artillerie ne peut pas exprimer qu'il a confiance que la vente de la partie des réserves militaires près de Toronto produira le montant calculé. La somme de £1,000 est insuffisante à l'érection des casernes projetées, et même si la vente produisait £43,000, ça n'atteindrait pas la dépense de construction des casernes et des moyens de défense, de sorte qu'il ne resterait rien pour les autres besoins. Il serait sans doute désirable qu'une petite chapelle fût construite auprès des casernes, mais le bureau ne peut pas autoriser dans ce but l'emploi de la moindre partie des fonds provenant des réserves militaires. 56

16 avril, Toronto. Acte autorisant un emprunt. Inclus dans l'envoi de Dunn à——le 2 juillet 1835.

24 avril, Toronto. Copie d'une minute. Inclus, dans l'envoi de Battersby au secrétaire des Colonies le 3 juillet 1835.

6 mai, Trésorerie. Stewart à Hay. Au sujet de la construction projetée d'une chapelle pour la milice et des édifices du gouvernement, le lieutenant-gouverneur doit être mis en garde contre toute idée d'entreprendre ces travaux dans l'espérance qu'une certaine partie des produits des réserves sera employée dans ce but. 97

9 mai, Toronto. Présentation par le juge en chef et d'autres d'une pièce d'argenterie au docteur Strachan. Inclus dans l'envoi de Strachan à Aberdeen le 28 mai 1835.

11 mai, Artillerie. Byham à Hay. Le bureau accorde que la construction des casernes devrait être remise pour le moment, mais il est préférable de procéder à

1835.

la vente des réserves militaires en anticipation de l'usage que l'on pourrait décider d'en faire. Si ça convient le Bureau conseille de prendre les mesures qui assureraient l'emploi des produits à n'importe quelle reconstruction militaire qui serait jugée à propos. Page 58

12 mai, Ballymena. Wolseley au même. Il a acheté du terrain dans le Haut-Canada et il est désireux de payer le troisième versement, mais il voudrait connaître quel est le plus sûr moyen. 947

12 mai, Dublin. McDonagh au même. Comme il a été affirmé par une personne d'influence que les titres des propriétés dans le Haut-Canada étaient sans valeur, il désire être renseigné sur ce point et connaître si le colonel Talbot a le pouvoir de vendre du terrain aux émigrants. A-t-il acheté le terrain aux environs de Saint-Clair ou s'il en est seulement l'administrateur? 459

21 mai, Londres. Stanley au même. Il transmet les documents en même temps qu'une lettre de Kerr à l'appui de sa réclamation. Il ne peut faire rien de plus qu'envoyer les documents au bureau des colonies. 872

Inclus. Kerr à Rowan. Il désirait rester à Toronto afin d'assister à la réunion du Conseil exécutif dans le but de donner son appui au mémoire de M^de^ Brant et sa famille concernant le produit de vente du lot n° 4 (canton Nichol), concédé à son défunt mari le 10 octobre 1804, mais il fut obligé de partir. Circonstances qui se rattachent à cette concession. 873

Rapport des représentants des sauvages des Six-Nations au sujet des réclamations que produisent différentes personnes sur les terres que possèdent les sauvages à la Grande-Rivière. 879

Certificat établissant la validité de la procuration produite par W. J. Kerr à une assemblée du conseil général des sauvages. 886

23 mai, Strubley. Lindsay à——Remarques sur l'état décourageant de l'agriculture. Le remède consiste dans l'émigration vers les colonies où il y a de l'espace, surtout dans le Haut-Canada, et les émigrants deviendraient de bons clients pour les marchandises manufacturées. Il propose, afin de les amener à coloniser, de distribuer par loterie les terres de la Couronne et du clergé. Comment cette loterie pourrait fonctionner. 429

25 mai, Toronto. J. B. Robinson à Hay. Vu le prochain départ de l'archidiacre Mountain quelque arrangement pour la division du diocèse de Québec devra vraisemblement être soumis au gouvernement. Droits du Dr Strachan à ce poste, ses qualifications. Ses services et sa longue expérience ne peuvent être ignorés. La bonté qu'il lui a montrée l'amène à proclamer ses droits. 849

27 mai, Toronto. Mackenzie au secrétaire des Colonies. Il transmet une copie de la requête de Daniel Arnot de Clarke exposant que le clergé est sur le point de lui enlever un lot qu'il avait convenu d'acheter. 484

Inclus. Requête d'Arnot. 485

28 mai, Toronto. Strachan à Aberdeen. Il discute la question de diviser le diocèse de Québec. Il expose ses droits à la position d'évêque du nouveau diocèse et ne peut croire que quelque autre puisse être placé au-dessus de lui dans n'importe quel arrangement concernant l'Eglise au Canada. 888

Inclus. Strachan à Bathurst. Il presse les droits qu'il a d'être nommé évêque à la place du dernier évêque de Québec. 904

Bathurst à Strachan. Il ne sera pas question d'établir un épiscopat dans le Haut-Canada avant qu'il ne soit assuré qu'il y a une dotation raisonnable.

Du même au même. Il a informé le révd M. Stewart, en l'avertissant qu'il était nommé évêque, qu'en attendant la division du diocèse il y aurait deux archidiacres attachés aux provinces d'en haut, Strachan devant être archidiacre de Kingston. 907

Présentation à Strachan d'une pièce d'argenterie par ses anciens élèves. 908

1835.

Présentation d'une pièce d'argenterie par le juge en chef et d'autres particuliers, Page 913

28 mai, Toronto. Bastable à Glenelg. Il est heureux de trouver Sa Seigneurie à la tête du département des Colonies et déclare son désappointement de n'avoir point reçu le terrain qui lui avait été accordé. Il demande une audience. 174

28 mai, Toronto. Strachan à Hay. Il lui demande de déposer sa lettre et ses documents entre les mains du secrétaire des Colonies et de juger favorablement sa présente réclamation. 887

1er juin, Edimbourg. Thomson, modérateur de l'Assemblée générale de l'Eglise d'Ecosse, à Glenelg. Il transmet le mémoire du synode du Canada à propos de l'Eglise d'Ecosse ; il appuie son droit à une partie des réserves du clergé et recommande d'accorder la requête. 949

Inclus. Mémoire du roi de la part du synode de l'Eglise d'Ecosse du Canada, exposant la loyauté de ses membres et leurs désirs d'entretenir leurs ministres malgré les difficultés qu'ils éprouvent à le faire, ce qui fait que plusieurs endroits sont privés d'enseignement religieux et envahis par des vagabonds ignorants qui cherchent à tromper la population. Le synode réclame pour son clergé une partie des réserves du clergé en commun avec celui de l'Eglise d'Angleterre. 952

6 juin, Londres. Bastable à Glenelg. Il demande une réponse à sa dernière lettre. 177

11 juin, Montréal. P. Q. R. au secrétaire des Colonies. Critique défavorable du bill réservé destiné à incorporer la Compagnie de Crédit et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada. 921

Une note dit : La lettre précédente fut d'abord publiée dans le *Herald* de Montréal par Adam Thom, éditeur de ce journal.

13 juin, Amirauté. Adam à Grey. Il lui demande de recommander à des emplois deux jeunes gens qui partent pour le Haut-Canada. 6

13 juin, Toronto. Nicolls à Rowan. Inclus dans l'envoi de Butler à Hay, le 2 septembre 1835.

15 juin, Montréal. P. Q. R. (Adam Thom) au secrétaire des Colonies. Une deuxième lettre au sujet de la "Upper Canada Life Insurance and Trust Company." 930

15 juin, Toronto. Rowan à Nichols. Inclus dans Butler à Hay, 2 septembre 1835.

20 juin, Trésorerie. Steward à Hay. Routh rapporte que Gordon a payé à la caisse militaire £89 12s.9d, différence que l'on disait exister de l'argent non encore payé. Il n'a pas transmis l'exposé spécial demandé. 99

25 juin, Londres. Hayes au même. Il craint de ne être pas bien expliqué. Il lui demande (Hay) de renvoyer les documents afin de les faire parvenir à Grey. 326

25 juin. Londres. Le même au même. Il était sous l'impression que le Haut-Canada appartenait encore à son département. Comme il appartient maintenant à celui de Grey, il demande que la lettre qu'il a laissée lui soit renvoyée ou adressée à Grey afin qu'elle lui parvienne. 327

Inclus. Mémorandum concernant le cas de Hayes, daté de 1828. 328

26 juin, Granard. Shea au secrétaire des Colonies. Il demande avis au sujet d'une paroissienne : une pauvre femme dont le frère est mort au Canada et laissa une propriété à laquelle elle croit avoir droit. 916

26 juin, Londres. Hayes à Grey. Il joint deux lettres : l'une adressée par Murray à Colborne, par laquelle il l'autorise à faire don d'une terre à Hayes ; l'autre vient de Hay. Il a été très honoré de l'envoi de ces lettres et de la concession de terrain qu'on lui accorde pour avoir établi à grands frais des forges dans le Haut-Canada, entreprise très importante selon qu'il est constaté par une troisième lettre, celle de Maitland à Wilmot Horton. Panique financière à Londres qui a été cause de l'insuccès de ces forges. Son emploi subséquent à l'émigration et son insuccès à obtenir la position permanente qui lui avait été promise. Désir qu'il a de voir se réaliser la lettre de Colborne. 331

1835.

Inclus. Hay à Hayes. Sa proposition de transporter à un autre les 5,000 acres de terre qu'il a été autorisé à recevoir serait trop en dehors des règles. Sir George Murray est prêt à lui donner une position dans son département dès qu'il en trouvera l'occasion. Page 335

Hillier au même. Le lieutenant-gouverneur recommandera une prolongation de temps pour l'exécution de son contrat. Il a été content de l'apparence de l'établissement. 337

Hay à Colborne. Vu l'importance des travaux commencés par Hay, Murray l'autorise à recevoir une concession de 5,000 acres de terre. 339

2 juillet, Londres. Dunn à ———. Il demande que trois bills qui ont été reservés soient examinés afin que le Haut-Canada puisse profiter de leurs stipulations, dont deux seront d'un grand avantage pour prévenir l'établissement de banques privées. L'augmentation de la banque Commerciale et l'établissement d'une banque nouvelle à Hamilton devront pour le moment rendre service. L'autre bill pourvoyant à l'établissement d'une compagnie de crédit et d'assurance sur la vie devra, comme on l'espère, produire de grands avantages. 280

Inclus. Congé de trois mois accordé à Dunn. 282

Acte autorisant un emprunt. 283

2 juillet, Montréal. Adam Thom (P. Q. R.) au secrétaire des Colonies. Une troisième lettre à propos du bill concernant la Compagnie de Crédit et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada, en réponse à la défense de "Colonus" et "d'un ami du bill d'emprunt". 936

3 juillet, Drogheda. Battersby au même. Il transmet une copie de l'arreté du conseil approuvé par le lieutenant-gouverneur et demande qu'une décision favorable soit prise à ce sujet. 178

Inclus. Copie de la minute à laquelle renvoie la requête de Battersby pour obtenir une concession de terrain. 179

3 juillet, Trésorerie. Stewart à Hay. Il transmet des copies des lettres et des certificats établissant le paiement des produits des réserves du clergé reçus à Toronto. 100

Inclus. Routh à Stewart. Il transmet une copie du certificat de paiement des produits des réserves du clergé, donné à Pierre Robinson le 2 février 1830. 101

Certificat. 102

Routh à Stewart. Il transmet une copie du certificat donné à Peter Robinson en retour du paiement du produit des réserves du clergé le 5 février 1835. 103

Certificat. 104

6 juillet, Williamstown. Mackenzie à Glenelg. Il transmet une copie de la requête des loyalistes adressée à Colborne pour qu'elle soit remise au roi. Il envoie aussi une liste des loyalistes et de leurs familles, excepté de quelques-unes qui sont absentes ; tous sont atteints par l'Acte provincial de 1819 et demandent que leur cause soit examinée favorablement. 461

Inclus. Requête des Montagnards d'Ecosse, loyalistes de l'empire, représentant que l'exemption de taxe a été annulée par l'Acte provincial. Comme beaucoup de concessions de terrain ont été exposées à la confiscation à cause de cette loi, les propriétaires se disent prêts à subir leur part de taxes, mais ils demandent d'amender la loi de manière à leur garantir ainsi qu'à leurs enfants la conservation des terres obtenues gratuitement comme prime du roi. 463

Liste des loyalistes de l'empire et de leurs descendants habitant Glengarry en 1835. Il y a 80 chefs de famille et le nombre des descendants est donné jusqu'aux arrière-petits-enfants. 467

6 juillet, Cambewell. James à Glenelg. Il rappelle à Sa Seigneurie qu'il est sur la liste des aspirants à une position. Il énumère ses qualifications. 346

7 juillet, Amirauté. Wood à Hay. Il demande de vouloir attirer l'attention de Glenelg sur l'à-propos de hâter l'établissement d'un observatoire dans le Haut-Canada.

1835.

La moitié du globe est reliée par une chaîne d'observatoires, tandis que l'autre est privée des moyens de populariser l'astronomie. L'outillage propre à l'étude de la géographie manque également. Ce côté a été singulièrement dédaigné. L'observatoire de Sainte-Hélène qui doit être prochainement démoli pourrait fournir les instruments au nouveau laboratoire projeté, ce qui éviterait des dépenses. Si cette proposition était approuvée, le détail de l'inventaire des instruments pourrait être fourni à l'Amirauté afin de constater quels sont ceux qu'il faudrait encore. Page 7

10 juillet, Londres. Boulton à Grey. Il a laissé une lettre venant de son frère D'Arcy Boulton ainsi qu'un mémoire auquel on lui a dit qu'aucune réponse ne pouvait être donnée avant de recevoir une dépêche de Colborne. Comme il sait que Dunn a apporté cette dépêche il a hâte de savoir si la demande de son frère a été accordée, vu qu'il se propose de partir prochainement pour le Canada. 180

14 janvier, Amirauté. Wood à Hay. Les lords de l'Amirauté ont demandé à Gosford de pousser l'établissement d'un observatoire au Canada et surtout de faire les démarches pour choisir un endroit convenable. 9

15 juillet, Whitehall. Lack au même. Remarques au sujet de la charte des banques du Haut-Canada faites par les ministres du Commerce ; ils ne peuvent pas recommander l'approbation de l'Acte des banques de Gore, ni l'augmentation de la banque du district de Midland, tel qu'on le conseille actuellement. 11

20 juillet, Londres. Francis à Glenelg. Il soumet à son approbation des exemplaires du *Land Advertiser* du Haut-Canada. Plusieurs immigrants ont déjà été amenés par la lecture de ce journal ; avec le tirage que Talbot peut lui donner et l'appui du gouvernement il y aurait moyen d'activer beaucoup l'immigration. 298

Inclus. Joseph Talbot au secrétaire des Colonies. Il lui soumet quelques numéros d'un journal entièrement consacré à la colonisation. Il en a adressé des numéros à New-York afin d'influencer le mouvement d'émigration. Il en a aussi distribué aux nouveaux arrivants. Il demande, si le journal est approuvé, que le département des Colonies lui accorde le patronage qu'il jugera suffisant. 300

22 juillet, Londres. Mandelsloh à Glenelg. Il demande que la signature de Colborne soit certifiée. 470

27 juillet, Dublin. Hayes à Grey. Il a été informé dans une audience que les lettres patentes accordant des terrains seraient annulées si on ne les utilisaient point. Il ne connaissait pas cela, de sorte qu'il espère que la concession qui lui a été faite ne lui sera pas retirée bien qu'il ait malheureusement retardé à l'accepter. Il suppose qu'au cas de mort sa terre retournerait à sa famille. Il a confiance qu'on ne révoquera point la concession qui lui a été faite. 341

27 juillet, Toronto. Mackenzie à Glenelg. Il transmet une copie d'un document législatif nécessité par les obstacles suscités par le département des Colonies. La preuve ne s'est pas faite que d'un seul côté et les employés ont eu tous les avantages d'expliquer leur conduite. Si sir John Colborne est maintenu en fonction, il y aura plus de troubles qu'il n'y en a jamais eu dans le Bas-Canada. Il se plaint de la conduite des gouvernements qui se sont suivis. 488

28 juillet, Londres. La Compagnie de la Nouvelle-Angleterre à Colborne. Inclus dans l'envoi de Gibson à Hay. Août 1835.

28 juillet, Londres. Boulton à Hay. Il est désireux de pouvoir rapporter à son retour que le bill autorisant l'augmentation des actions de la banque Commerciale du Haut-Canada avait été sanctionné. Il repose sur les mêmes données que celui qui pourvoyait à l'augmentation des actions de la banque du Haut-Canada et qui a cependant été sanctioné après enquête complète. 182

1835.
28 juillet, Ministère de la Guerre. Sullivan à Grey. Les militaires dont la pension a été changée ont reçu tout ce que la loi permet, et rien ne leur sera accordé de plus par le bureau de la Guerre. Page 122

31 juillet, Anonyme à Lack. Glenelg reconnaît l'exactitude des principes posés par les lords du commerce au sujet des chartes de banque, mais il y a certaines considérations qui ne se rattachent pas au commerce et dont il faut tenir compte en rendant une décision. L'état inquiétant des affaires au Bas-Canada leur est connu. Mais probablement qu'ils ignorent le mécontentement qui existe dans le Haut-Canada, où les partisans du gouvernement ont été en minorité pour la première fois dans la Chambre; celle-ci a voté une adresse où elle demande de réparer les griefs dont elle se plaint, si non, elle refusera de voter les subsides. Glenelg croit donc que le rejet des bills en question expose la paix de la province. L'Assemblee sait qu'elle est d'accord sur ce point avec l'opinion des lords du commerce. Aucune réponse à ces objections, si raisonnable qu'elle puisse être, ne sera acceptée par l'Assemblée; il conseille donc que les bills soient sanctionnés afin d'éviter toute lutte et que le lieutenant-gouverneur attire l'attention de l'Assemblée sur les remarques faites par les lords du commerce pour que les amendements puissent être proposés à la session suivante. 15

14 août, Toronto. J. B. Robinson à Glenelg. Il transmet une copie de la lettre adressée à Colborne au sujet des dépenses imprévues relatives à l'administration de la justice. Il donne des explications sur la nature des réclamations, qu'il divise en catégories. 856

Inclus. Copies des lettres indiquées déjà. 867, 868

3 août, Toronto. Mackenzie à Glenelg. Il lui adresse une brochure dont l'Assemblée a commandé l'impression de 2,000 exemplaires. Il en a envoyé d'autres avec l'intention de donner avis du tort que sa fabrique (Glenelg) causait, plutôt qu'avec l'espérance de voir les whigs rendre au Canada meilleure justice que leurs prédécesseurs. Avec son approbation (Mackenzie) aucune demande de réparation de griefs ne devrait être envoyée au delà de l'Atlantique excepté par la Chambre d'Assemblée. Comment les émigrants Ecossais qui ont traversé la mer afin de ne pas être pillés par le gouvernement tory sont dépouillés ici par la même engeance soutenue par un gouvernement qui se dit réformiste. La lettre sera remise à Hay, un ennemi des principes libéraux et par conséquent le sous-secrétaire accompli de toutes les administrations qui se sont succédés depuis Castlereagh à Sa Seigneurie (Glenelg). 490

Inclus. Mémoire de McKenzie au sujet de la propriété de Randall, qui a été cruellement traité pendant sa vie. Il demande que la correspondance soit transmise afin qu'elle puisse être déposée devant la Chambre d'Assemblée. 492

Rapport sur la pétition qui a été faite contre la loi d'impôt sur les terres vierges. 496

Rapport sur la pétition de Robert Randall. 511

Procès-verbal du comité au sujet de la pétition de Robert Randall. 527

Relevé général des écoles publiques et des écoliers dans les différents districts en 1827. 562

Autres rapports supplémentaires concernant les écoles publiques. 556

4 août, Toronto. J. B. Robinson à ——. Il adresse des observations au secrétaire des Colonies au sujet des affaires officielles. 869

10 août, Trésorerie. Stewart à Hay. Il transmet la réclamation de Henry Morton, où il demande la part qui lui revient à propos de la cession de l'île Drummond. 105

10 août, Londres. Les frères Baring à Grey. Ayant fait l'engagement de prêter au gouvernement du Haut-Canada pour la construction de travaux publics, il désire savoir si le bill autorisant l'emprunt a été sanctionné. 184

1835. 14 août, Londres. — Adresse de la Chambre des Communes demandant les propositions votées par la Chambre d'Assemblée relativement aux griefs. Page 3

19 août, Artillerie. — Byham à Hay. Un bill autorisant l'artillerie à vendre ou à acheter des terrains au Canada a été soumis à la Chambre du Haut-Canada pendant la dernière session mais aucune décision n'a été prise. Il demande que le secrétaire des Colonies fasse connaître à ce sujet ses instructions au lieutenant-gouverneur. Le bureau de l'Artillerie a besoin de cet acte pour obtenir un titre parfait sur les terres qu'il achètera pour les besoins de l'armée. 60

27 août, Trésorerie. — Stewart au même. Il transmet une lettre de Routh constatant qu'il a déposé au crédit de la Trésorerie le produit des ventes des réserves du clergé. Le montant, tel qu'ordonné, doit être placé dans les rentes consolidées à trois pour cent. 106

Inclus. Routh à Stewart. Le commissaire qui voit à la vente des réserves du clergé en a déposé le revenu 107

— août, Londres. — Gibson à Colborne. Inclus dans l'envoi de Gibson à Hay de la même date.

—août, Londres. — Le même à Hay. A propos des communications avec le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada la Compagnie de la Nouvelle-Angleterre croit que le plus simple moyen de les soumettre au secrétaire des Colonies est de lui envoyer des copies des dépêches adressées à Colborne ou venant de lui. L'expression " conditions " se trouve dans la lettre de Markland à Colborne. 137

Inclus. La Compagnie de la Nouvelle-Angleterre à Colborne. Il espérait pouvoir répondre plus tôt à sa dépêche. Contentement ressenti par la compagnie en constatant les bonnes dispositions du gouvernement local à l'aider dans ses desseins. Avantage que les sauvages gagnent en changeant Chemong pour le lac Balsam. Si le gouvernement impérial autorise l'aliénation des terres de Chemong, il indique comment celle-ci devra se faire. Bon effet de la visite de Colborne à Chemong et au lac du Riz. La compagnie approuve le transport projeté de Scott et des sauvages de Chemong au lac Balsam et n'a point d'objection à ce que Scott conduise le travail au lac Balsam. Reconnaissance de la compagnie pour ceux qui ont des dispositions favorables envers elle. Elle transmet les documents. 139

Gibson à Colborne. Il transmet des remarques qui sont régulièrement soignées et soumises pour l'examen. 144

Remarques à propos d'une concession de 1,120 acres de terre faite à Richard Scott et autres. 145

2 septembre, Whitehall. — Lack à Grey. Les lords du commerce ont reçu la lettre de Glenelg, et conformément à ses désirs ils recommanderont que les deux actes des banques soient sanctionnés, mais ils demandent que lord Glenelg signale au lieutenant-gouverneur l'importance d'examiner les défauts de ces bills afin de les faire amender. 21

2 septembre, Artillerie. — Butler à Hay. Il transmet une copie de la correspondance concernant la vente d'une partie des réserves militaires sur la frontière à Niagara, les revenus devant servir à la construction de nouveaux travaux à la pointe Missisauga ou à payer le terrain enlevé ou endommagé par le canal Rideau. Remarques sur la possession et le caractère des réserves militaires. Une étendue de quatre acres de terre, mentionnée dans les documents inclus, n'ayant jamais été requise pour les besoins militaires, ne devrait pas être vendue par le bureau de l'Artillerie ; celle-ci, d'ailleurs, n'interviendra point dans cette vente. 62

Inclus. Nichols à Rowan. A propos de l'offre de Clements d'acheter quatre acres des réserves militaires de Niagara, il a été accordé de faire une proposition spéciale au bureau de l'Artillerie, mais il a hésité dans l'espérance que la législature du Haut-Canada passerait un bill à la dernière session pour permettre à l'Artillerie de posséder du terrain dans la

1835.

province. Mais le bill n'ayant pas passé, il demande si sur le paiement de £800 pour les quatre acres le lieutenant-gouverneur lui donnerait un titre légal. Dans ce cas, il proposerait de recommander l'application de cette somme ainsi que d'autres provenant des réserves à une partie du paiement du terrain pris ou endommagé par la construction du canal Rideau. Page 65

Rowan à Nichols. Il transmet une copie de la correspondance relative aux réserves militaires. Aucune partie de ces réserves qui auront été mises de côté et qui ne sont plus nécessaires, ne sera mise à la disposition du département de l'Artillerie. Le lieutenant-gouverneur a été autorisé à louer des parties des réserves de Niagara, mais il ne l'a pas fait, autant à cause des objections que soulevait la population de Niagara qu'à cause de la difficulté de trouver de bons locataires. Le lieutenant-gouverneur ne se croit pas autorisé à livrer les terres de la Couronne à l'Artillerie, excepté celles qui pourraient servir aux fortifications ou aux travaux de l'artillerie. Buts auxquels les revenus des ventes peuvent être appliqués. Le lieutenant-gouverneur ne vendra pas de lots séparés des réserves de Niagara aux spéculateurs, car cela défigurerait les rives. En vendant les réserves de Toronto, plusieurs objets importants pour la province ont été atteints. 67

5 septembre, Sandwich. McDonagh à Glenelg. Son désappointement au sujet des projets qu'il avait formés en venant au Canada. Il cherche la position de maître d'école de district. Il transmet les certificats qui établissent ses capacités. 471

Inclus. Certificats de McDonagh. 474

11 septembre, Berwickshire. Barbaria Herriot à Glenelg. Il désire savoir si le terrain vendu par le shérif dans le Bas-Canada peut être racheté au bout d'un certain temps par le propriétaire originaire. 344

3 octobre, Baltimore. Browne au secrétaire des Colonies. Il ne peut pas expliquer plus clairement les griefs des sujets anglais maintenant aux Etats-Unis, lesquels, sur la promesse de Colborne faite sous le sceau de la province, ont immigré dans le Haut-Canada afin de s'emparer des terrains qu'on disait leur être donnés dans le canton de Seymour. 210

Anonyme à Browne. Glenelg désire l'informer que la manière adoptée dans ses communications l'empêche de bien comprendre les plaintes qu'il formule contre les autorités du Haut-Canada, et il n'a pas, à l'heure qu'il est, apporté de raisons nouvelles. Glenelg ne se croit pas alors justifiable de donner des instructions spéciales au lieutenant-gouverneur. Au sujet de sa demande de rémunération, il n'y a pas de fonds applicables à ce but. 221

Pétition de Browne. Il attire l'attention sur l'excitation qui existe aux Etats-Unis à cause des tentatives faites par des délégués partisans de la politique anti-dîme d'O'Connell d'établir une alliance entre les protestants et les Irlandais catholiques des Etats-Unis. L'opposition a été soulevée par lui et ses amis. 223

Browne à Peel. Il expose, en faveur du comité spécial des royalistes, que cette question est importante pour plusieurs milliers de sujets anglais. Il expose leurs griefs réels et la manière insultante avec laquelle ils ont été traités par Peter Robinson. A moins que ces griefs ne soient réparés, l'attachement de beaucoup de fidèles sujets anglais disparaîtra. Leurs efforts pour réfuter les calomnies répandues contre la Grande-Bretagne ; il se plaint du traitement que les sujets anglais ont reçu de Buchanan, le consul, et des exactions illégales que ce dernier a exercées ; il cite des exemples. Liste des membres de l'Association Adélaïde. 228

Peter Robinson à Browne. La demande par l'Association Adélaïde de terres dans le canton Seymour a été renvoyée au Conseil par Colborne, et le Conseil a recommandé que ces terres, accordées à l'éducation, soient vendues 10s. l'acre, et que cette proposition restât pendante jusqu'à ce

1835.

que l'association prenne une décision finale. Le gouvernement a jugé convenable de réduire ce prix en faveur de l'Association Adélaïde à 7 schellings et six sous. Sympathie qu'entretient le gouvernement à l'égard de l'Association Adélaïde. Page 269

Browne à l'avocat des Colonies. Il se défend de l'accusation d'être venu au Haut-Canada établir un foyer du torysme. 273

5 octobre, Londres. Church à Stewart. Inclus dans l'envoi de Stewart à Grey, le 4 novembre 1835.

8 octobre. Kenmay. Ogg à Elliott. Il s'est occupé à prendre des renseignements concernant la colonisation du Haut-Canada et demande tous les détails qu'il pourrait lui fournir. Son but est de former une société de colonisation qui serait prête à dépenser £80,000 à £100,000 pour les terrains et les améliorations. Il désire des renseignements spéciaux sur le district de Gore et s'informe quels sont les terrains disponibles dans le canton Nichol ou aux environs. Si Elliott ne possède point ces renseignements, il voudrait bien lui dire où il pourrait les obtenir. 844

9 octobre, Artillerie. Butler à Stephen. Il résume le contenu de la lettre de Stephen et mentionne que l'Artillerie n'a pas encore reçu les estimations revisées de la reconstruction des édifices militaires près de Toronto. L'officier en chef du génie au Canada doit examiner les plans et les estimations avant de quitter le pays. 70

17 octobre, Bureau de paie. Sargent à Stewart. Inclus dans l'envoi de Stewart à Hay, le 24 octobre 1835.

17 octobre, New-York. Buchanan à Grey. Il a expédié à Colborne une dépêche adressée à ses soins (Buchanan). 186

17 octobre, Londres. Coutts et Compagnie à Hay. Ils demandent s'ils peuvent accepter un billet fait par Dunn à son propre nom en sa qualité de représentant des sauvages des Six-Nations. 277

23 octobre Artillerie. Byham à Grey. Au sujet de la législation destinée à assurer à l'Artillerie des titres légaux sur les terrains au Canada, le bureau craint que l'objet en vue ne soit pas aussi bien compris qu'il serait nécessaire qu'il le fût. La lettre ne parle que d'instructions adressées au Haut-Canada, mais la même nécessité existe pour les provinces d'en bas, alors que le département est chargé de la construction des canaux de l'Ottawa et d'autres travaux. Importance de communiquer les instructions convenables à toutes les provinces ou colonies. 73

24 octobre, Trésorerie. Stewart à Hay. Les lords de la Trésorerie ont permis le paiement de deux traites de £500 tirées toutes deux par Dunn, receveur général du Haut-Canada. 108

Inclus. Sargeant à Stewart. Demande l'autorisation de payer deux traites tirées par Dunn, le receveur général du Haut-Canada. 109

25 octobre, Woolwich. Nicklin à Spring Rice. Il avait décidé en 1815 de venir dans le Haut-Canada, où il devait recevoir 100 acres de terre ainsi que ses fils. Ayant perdu les documents nécessaires, ses fils ne peuvent pas obtenir de terrain. Il ne croit pas que ses fils soient privés des mêmes privilèges qui sont accordés aux fils d'autres émigrés qui sont venus en même temps que lui. Les misères qu'il a endurées, car le Canada n'était alors qu'un pays sauvage. 838

Inclus. Liste des passagers et des colons qui traversèrent sur le *Tyne.* 840

20 octobre, Ministère de la Guerre. Sullivan à Hay. Il désire savoir le traitement et les émoluments attachés à la position de percepteur des douanes à Cobourg présentement remplie par Robert Brown. 123

4 novembre, Trésorerie. Stewart à Grey. Il demande le règlement du montant dû pour la papeterie fournie aux départements du Haut-Canada. 110

Inclus. Church à Stewart. Suivant instructions il a expédié au Haut-Canada de la papeterie au montant de £101 6s. et 6d. 111

1835.

5 novembre, Londres. Knill à Glenelg. Il demande une entrevue en faveur des colons noirs du Haut-Canada. Page 414

6 novembre, Artillerie. Byham à Stephen. Les officiers de l'artillerie au Canada n'ont pas encore envoyé de rapport sur la construction projetée du chemin de fer Erié et Ontario. Aucun rapport n'a été reçu depuis le 31 mars 1834. 76

10 novembre, Warwick. Alison au secrétaire colonial. Il fait un appel au sujet de la décision du Conseil concernant une concession de terrain qui lui fut accordée en 1819 et d'une autre à l'époque de sa sortie de l'armée. 157

14 novembre, Londres. Jones à Glenelg. Il représente les habitants de Johnstown qui sont désireux de voir sanctionner le bill incorporant la Compagnie de Crédit et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada. Il donne les raisons de son retard à agir comme agent, emploi auquel il a été nommé. 348

Inclus. Résolutions adopées à une assemblée tenue à Brockville. 356

Bill destiné à constituer la Compagnie de Crédit et d'Assurance sur la vie. 361

19 novembre, Londres. Knill à Glenelg. Il a fourni certains renseignements touchant l'établissement d'une colonie de noirs en Canada, mais si on lui accordait une audience il en fournirait davantage. Avantages considérables qui reviendraient à la Grande-Bretagne de l'établissement de noirs au Canada. 416

Inclus. Mémoire au sujet de l'établissement des noirs dans le Haut-Canada. 421

24 novembre, Anonyme à Jones. Il envoie une copie de la dépêche transmise à Colborne au sujet du bill destiné à constiuter la Compagnie de Crédit et d'Assurance sur la vie. Glenelg sera heureux de recevoir et de considérer avec soin les réponses qu'il peut avoir à offrir aux objections soulevées contre l'acte. 354

25 novembre, Londres. Jones à Glenelg. Il a reçu la copie de la dépêche adressée à Colborne et il en remercie Sa Seigneurie. Il a aussi reçu de New-York les documents qui manquaient. Il transmet une copie des objections au bill. Il préparera, sans retard, sa réponse aux objections. 381

27 novembre, Londres. Le même au même. Il fournit sa réponse aux objections faites au bill constituant la Compagnie de Crédit et d'Assurance sur la vie du Haut-Canada. 383

29 novembre. Kingston. Pétition d'Alexander Ferguson établissant ses services et demandant le paiement des arriérés de sa pension. 302

30 novembre, Londres. Allen et Nicol au sous-secrétaire colonial. Ils demandent des renseignements au sujet d'un juge de paix devant lequel une procuration a été donnée. 160

—novembre, Anonyme à Knill. Glenelg ne peut pas accorder aux colons noirs des avantages plus grands qu'aux autres. Toutes les personnes de couleur qui s'établissent en Canada jouiront des mêmes libertés civiles et religieuses que les blancs. Glenelg ne peut pas fixer de date pour une entrevue ; il demande que toutes nouvelles demandes soient faites par écrit. 418

1er décembre, Toronto. Leach à Glenelg. Il expose l'embarras causé à la congrégation par la construction de l'église Saint-André, vu qu'elle est obligée d'acheter le terrain convenable. Demandes sans succès d'un terrain gratuit. Coût de la vie à Toronto. 432

7 décembre, Londres. Jones à Stephen. Il offre ses excuses, s'il s'est exprimé d'une manière blessante. Il rappelle le but de son voyage à Londres ; s'il éprouve un refus, le résultat sera désastreux pour ses affaires. Mauvais effets qu'entraînerait le refus de sanctionner le bill destiné à incorporer la Compagnie d'Assurance. 398

P. S.—Il transmet la commission qui démontre qu'il a été mis à la tête de 2,000 fidèles sujets et qu'il occupe plusieurs autres postes. 402

12 décembre, Londres. Jones à Glenelg. Il exprime sa gratitude pour la sympathie qu'on lui a montrée. Il sent qu'il a imparfaitement démontré l'importance de la

1835.

mesure qu'il a reçu mission de défendre. Importance qui existe d'obtenir la sanction de l'Acte d'assurance. Page 403

14 décembre, Trésorerie. Stanley à Hay. Au sujet du mémoire venant de Lanark destiné à obtenir la rémission anticipée de leurs réclamations, ces avances devront être faites à même le fonds des terres, lequel devra être prélevé en même temps. 114

14 décembre, Trésorerie. Stanley à Grey. Les lords de la Trésorerie ont reçu avis de la demande projetée d'une partie du revenu des terres et du revenu casuel pour l'appliquer au paiement des réclamations non réglées au sujet des dommages causés par la guerre avec les Etats-Unis, et ils ont autorisé le lieutenant-gouverneur à prendre £20,000 à cet effet sans attendre qu'une somme équivalente soit votée par la législature locale ; mais ils se proposent de ne sanctionner aucune dépense à même le fonds impérial jusqu'à ce que la législature ait fourni les £20,000.

14 décembre, Ariillerie. Byham à Hay. A propos de la correspondance relative aux nouvelles casernes, etc., à Toronto, il transmet des extraits de lettres de l'officier du génie en chef à l'inspecteur général des fortifications. Au sujet des casernes, Colborne et Nicolls désirent qu'une aile soit commencée avant que la somme nécessaire à la construction complète soit fournie, car il est à souhaiter que les troupes abandonnent la caserne en pièces de bois brut qui a été condamnée. Dans les circonstances le bureau approuve cette proposition, et sur réception du consentement de Glenelg des ordres seront adressés aux officiers du Canada. Les plans et l'estimation ne laissent prévoir aucune diminution dans le montant total prévu. Le plan n° 2 doit être renvoyé à l'Artillerie. 77

Inclus. Extrait d'un rapport de Nicolls à l'inspecteur général des fortifications. 80

Plan de la partie des réserves militaires données au bénéfice de la ville de Toronto. 82*a*

17 décembre, Toronto. Mackenzie à Glenelg. Il transmet un premier rapport au sujet du montant dépensé pour le canal Welland. Il a sacrifié beaucoup de temps à s'enquérir du mode d'administration du canal et il a trouvé qu'il était le même que dans la plupart des bureaux publics. Un voyage dans le Bas-Canada l'a convaincu que la position qu'il a prise était correcte relativement à la politique du gouvernement dont il (Glenelg) fait partie alors que des tentations étaient faites d'opprimer les Irlandais. Glenelg a essayé de rendre nul l'Acte de de la Constitution du Canada, et au lieu d'appuyer un gouvernement économe, il a permis toutes espèces d'abus. Il ne consentira jamais à une taxe supplémentaire pour rembourser aux capitalistes les dépenses faites à payer l'intérêt des emprunts, comme pour compenser l'insuccès subi dans leur entreprise de canaux. Le rapport exposant les griefs, ainsi que le premier rapport du commerce, contiennent des preuves complètes, dont on n'a cependant point tenu compte. Il lui a semblé que la politique de partisan faite par Colborne avait l'approbation du gouvernement anglais et ça ne fait rien que ce soit une administration réformiste ou anti-réformiste. Il ridiculise les concessions faites par Gosford dans le Bas-Canada. Lorsque le Canada aura appris les leçons qu'il (McKenzie) enseigne, aucun gouvernement ne pourra fouler aux pieds les droits de ce pays, et alors l'Angleterre constatera son désappointement si elle désirait entretenir des relations amicales. Il voit clairement que Glenelg ne prend l'avis que des ennemis de la réforme. Cinq années d'administration par les whigs ont suffi pour lui démontrer qu'ils étaient les pires ennemis que le Canada put avoir à combattre. Il se plaint au sujet du Conseil et sur d'autres points. 571

Inclus. Rapport sur le canal Welland, où se trouvent dénoncées son insécurité et sa mauvaise condition. 577

1835.

Aux actionnaires de la Compagnie du canal Welland, en Angleterre, à New-York et en d'autres endroits. Page 581

Compte rendu des procédures suivies par le président et les directeurs du canal Welland. 593

Attaques contre l'administration de la Compagnie du canal Welland ajoutées à celles contenues dans le rapport. 855

20 décembre, Kingston. L'évêque Macdonell à Glenelg. Il envoie sa lettre par l'entremise de Macgregor, qui possède une connaissance parfaite du pays. Excellentes qualités et satisfaction des Canadiens-français. Papineau a cependant entretenu ses agitateurs pendant plusieurs années parmi eux, s'efforçant de les convaincre qu'ils étaient opprimés mais qu'il réussirait à faire redresser leurs griefs. Malgré ses démonstrations d'amitié il est l'ennemi de leurs intérêts, qu'il serait prêt à sacrifier à sa propre ambition. Les plus intelligents sont parfaitement au fait de ses idées et de ses intentions. Chaque concession qui lui est faite ne fait que le rendre plus hardi et plus insolent, car il cherche à faire croire que toute faveur qui lui est accordée il là doit à la crainte. Papineau a appelé à sa suite les deux plus grands agitateurs de la province, Mackenzie et O'Grady; ce dernier, un personnage infâme et immoral; le premier un fabricant de savon banqueroutier de Dundee qui, une fois émigré ici, se livra à des procédés malhonnêtes en politique. Comment il réussit à trouver de l'aide pour répandre ses calomnies. Sa manière de dresser des pétitions. A Glengarry il a ajouté un millier de signatures fausses au bas de ses pétitions. Dès qu'il eût obtenu un nombre suffisant de pétitions, il imposa une taxe à ses dupes afin de payer ses dépenses de voyage à Londres. Là il s'attacha Hume et Roebuck, mais aucune de ses promesses ne fut remplie; ses partisans ont perdu confiance en lui. O'Grady a aussi fondé un journal qui dépasse en grossièreté celui de Mackenzie, si cela est possible. Ils ont donc uni leurs talents, confiants que leurs insultes réunies auraient plus d'effet sur l'opinion publique. Ce sont là les dignes adjoints de l'agitateur du Bas-Canada dans l'importante entreprise d'obtenir la liberté et le bonheur de ses concitoyens. 476

22 décembre, Trésorerie. Stanley à Grey. Les lords de la Trésorerie doivent refuser de sanctionner la nomination d'un commis dans le département des Affaires des Sauvages comme à toute augmentation du personnel. 120

26 décembre, Toronto. Mackenzie à Glenelg. Il a adressé une lettre à Hume, aux soins du département de Sa Seigneurie. 836

28 décembre. Londres. Jones au même. Il rappelle le cas de Yates, un citoyen américain, en faveur duquel un bill fut passé pour lui permettre de posséder du terrain, mais comme il n'a pas été sanctionné dans l'intervalle de deux ans, il est devenu lettre morte. Yates a l'intention de demander à la législature de passer un nouveau bill, s'il pouvait être sûr qu'il recevrait la sanction royale. Il est un fort actionnaire du canal Welland. 408

31 décembre, Anonyme à Stanley. Il a reçu une lettre l'informant que la Trésorerie est d'avis que les avances fournies aux colons de Lanark devraient être payées à même le fonds des terres. Glenelg combat cette opinion pour certaines raisons auxquelles s'en ajoutent d'autres de nature politique qui rendent cette mesure impossible. Glenelg s'accorde avec Aberdeen sur l'avis que les colons ne devraient pas être appelés à payer de nouveau, mais que les pertes devraient être à la charge du Royaume-Uni. 116

Pas de date. O'Conor Don à Grey. Il désire savoir si John Sloane est vivant et, dans l'affirmative, où il demeure. 279

Mémoire de Angus McDonell. Il a reçu un permis de s'établir sur le lot 37, dans le canton Moore, et il a mis en ordre et amélioré cette propriété. Peter Robinson, l'agent des terres de la Couronne, a cependant vendu ce lot à un autre. Il demande qu'on lui permette d'en conserver

1836. la possession ou qu'on lui donne un autre lot vacant en face du canton Moore. Page 450

Inclus. Minute du conseil autorisant Macdonell à s'établir sur le lot 37, dans le comté de Moore. 453

10 mars. Anonyme à Head. Il a reçu le mémoire de Niklin au sujet du terrain qu'il affirme lui avoir été promis ainsi qu'à ses fils, mais dont il a perdu l'engagement écrit. Il ne peut pas trouver au bureau colonial de correspondance sur cette affaire, et il regrette ainsi de ne pouvoir se rendre à la demande de la requête. 841

